Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
University of Toronto

The Institute of Mediaeval Studies
LIBRARY
Toronto, Ontario

http://www.archive.org/details/cartulairedeluni00univ

CARTULAIRE

DE

L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER.

CARTULAIRE

DE

L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES

DU

CONSEIL GÉNÉRAL DES FACULTÉS DE MONTPELLIER

TOME I

(1181-1400)

MONTPELLIER

IMPRIMÉ PAR LA MAISON RICARD FRÈRES, PLACE PETIT-SCEL, 5

—

1890

Sagnes. 14.2.27. 15f. T.I.
B Greze

THE INSTITUTE OF MEDIAEVAL STUDIES
ST. MICHAEL'S
COLLEGE
LIBRARY

OCT 27 1937
10186

COMMISSION

DU CARTULAIRE DE L'UNIVERSITÉ

DE MONTPELLIER

Président :

M. A. VIGIÉ.

Membres :

MM. F. CASTETS.
E. CAUVET.
M. CROISET.
P. GACHON.
L. GAUDIN.

Secrétaire :

M. E.-D. GRAND.

De

L'IMPRIMERIE RICARD FRÈRES,

Directeur-Gérant : JOSEPH CARBONNEL,

MÉDAILLE D'ARGENT

(Ministère du Commerce et de l'Industrie)

AVANT-PROPOS

L'Université de Montpellier se devait à elle-même de rassembler les principaux documents de son histoire et de les mettre à la disposition du public savant. Elle entreprend aujourd'hui, en vertu d'une décision de son Conseil Général, cette publication considérable. Le présent volume contient la première partie de son Cartulaire, depuis ses origines jusqu'à la fin du XIV^{me} siècle.

On a mis en tête de ce Cartulaire, comme introduction, l'*Histoire de l'Université de Montpellier*, par A. Germain [1]. Le savant

[1] Alexandre-Charles Germain, né à Paris le 14 décembre 1809, mort à Montpellier le 26 janvier 1887, exerça pendant quarante-sept ans, à la Faculté des Lettres de cette ville, les fonctions de professeur d'histoire (1839-1886) et, pendant vingt ans, celles de doyen (1861-1881). Ses nombreux travaux historiques lui valurent en 1876 le titre de Membre libre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Il a été vraiment, en ce siècle, l'historien de Montpellier. Outre ses deux principaux ouvrages (*Histoire de la Commune de Montpellier,* 3 vol. in-8°, Montpellier, 1851, et *Histoire du Commerce de Montpellier,* 2 vol. in-8°, Montpellier, 1861), il a écrit toute une série de savantes monographies, qui forment 7 vol. in-4°. On lui doit aussi la publication du *Liber Instrumentorum memorialium,* Cartulaire des Guilhems, seigneurs de Montpellier.

historien, après avoir publié sur chacune des Facultés de cette ville de remarquables monographies, en avait extrait lui-même, dans les derniers temps de sa vie, les parties les plus essentielles et les avait réunies en un exposé synthétique. C'est ce travail, demeuré inédit jusqu'ici, que l'on donne aujourd'hui au public. Bien que l'auteur, mort en janvier 1887, n'ait pas pu connaître toutes les pièces du Cartulaire qui paraît maintenant, la Commission, respectueuse de son œuvre, a tenu à imprimer son manuscrit tel qu'il l'avait laissé, sans y faire ni additions ni corrections. Elle s'est bornée à supprimer çà et là, dans les notes, des citations de textes qui auraient fait double emploi, puisque ces mêmes textes se trouvent reproduits *in extenso* dans le corps du Cartulaire. En pareil cas, elle a eu soin de renvoyer toujours le lecteur aux pièces visées.

Cette introduction permettra d'apprécier tout d'abord l'importance des documents qui ont été rassemblés dans ce volume. Ils offrent, par leur simple succession, une sorte de tableau de toute la vie universitaire de Montpellier. On assiste, en les lisant, à la naissance et au développement des diverses Facultés ; on les voit s'organiser ; on est témoin des relations qu'elles entretiennent avec les grands pouvoirs contemporains. Les statuts qu'elles reçoivent successivement révèlent, non seulement les dates principales de leur existence, mais les changements intimes qu'elles subissent, les difficultés qu'elles rencontrent ou qu'elles prévoient, les usages qu'elles érigent en règles et les abus qu'elles essayent de supprimer ou de restreindre. A cet égard, les statuts de 1220 et de 1242, la bulle de Nicolas IV du 26 octobre 1289, les statuts de 1339 et 1340, les statuts particuliers du collège St-Ruf (1368), et quelques autres, ont vraiment un intérêt de premier ordre. A côté de ces lois fondamentales des corporations enseignantes de Montpellier, il faudrait citer aussi : les actes

de fondation des collèges, en particulier ceux du collège S^t-Ruf (1364), du collège S^t-Benoît (1368), du collège des Douze-Médecins (1369) ; les pièces nombreuses où sont relatées les discussions de l'Université avec les Consuls de la ville au sujet de divers droits d'entrée ; les enquêtes pontificales sur les études et les mœurs des étudiants du collège S^t-Benoît (1369) ; les grands *Rotuli* de suppliques en Cour de Rome du xiv^e siècle, où figurent les membres des diverses Facultés, appartenant à tous les pays de l'Europe (1378) ; enfin une foule de pièces diverses, dont la valeur historique sera certainement appréciée par tous ceux qui prennent plaisir à bien connaître les choses du passé. Le mérite propre des recueils de cette sorte, c'est de réunir les matériaux de l'histoire, de faire entendre le langage même des hommes d'autrefois, et par suite de donner l'impression vive et juste de leurs idées, de leurs mœurs et de leurs sentiments. En ce genre, le *Cartulaire de l'Université de Montpellier* est à coup sûr un des plus curieux à consulter.

Les documents dont il se compose proviennent de diverses collections sur lesquelles on trouvera plus loin quelques renseignements. Celles de ces collections qui sont à Montpellier avaient été explorées avec un zèle infatigable par M. Germain, qui y avait copié de sa main un très grand nombre de pièces relatives à l'Université. Ces précieuses copies ont été léguées par lui à la Bibliothèque de la Ville, qui les possède aujourd'hui ; elles forment le fond de ce recueil, qui n'aurait peut-être pas été entrepris sans cet immense travail préalable. Quelques-unes de ces pièces avaient été publiées, soit par M. Germain, soit par d'autres érudits, dans les *Mémoires* de la Société archéologique de Montpellier et dans ceux de l'Académie des Sciences et Lettres de la même ville ; d'autres figuraient déjà anciennement dans divers ouvrages historiques, tels que les *Mémoires pour servir*

à l'histoire de la Faculté de Médecine, par Astruc, l'*Histoire de Montpellier* de d'Aigrefeuille, le *Series præsulum* de Gariel, etc. En mettant à profit ces publications ou ces copies, la Commission s'est imposé la loi de les collationner toujours sur le texte original. Ces collations ont été faites par son secrétaire, M. Daniel Grand, Archiviste de la Ville de Montpellier, auquel revient par conséquent une très grande part dans la préparation laborieuse de ce Cartulaire.

En dehors de Montpellier, les Archives du Vatican ont fourni à ce recueil un grand nombre de documents. Ceux-ci ont été signalés d'abord par M. Fournier, Professeur à la Faculté de Droit de Caen, qui avait été chargé par le Ministre de l'Instruction publique de rechercher dans les principales Archives de l'Europe des renseignements relatifs aux anciennes Universités françaises. Non seulement il a bien voulu les indiquer à la Commission, mais il lui a communiqué de la façon la plus obligeante les copies qu'il en a fait faire. D'autres, de même provenance, ont été mis à la disposition de l'Université de Montpellier par les soins empressés du P. Denifle, Sous-Archiviste du Vatican, qui a exposé avec tant d'autorité l'histoire des Universités au moyen âge et auquel on doit déjà le premier volume du Cartulaire de l'Université de Paris. La Commission est heureuse de rendre hommage ici à l'érudition et à la complaisance de ces savants auxiliaires et de leur témoigner toute sa reconnaissance.

En commençant son travail, elle avait fait appel à un certain nombre de personnes que leurs études ou leurs fonctions mettaient en état de lui fournir d'utiles indications. Elle remercie, d'une manière générale, tous ceux qui ont bien voulu entreprendre des recherches sur sa demande, et plus particulièrement : M. Servois, Directeur des Archives nationales, qui a dressé pour elle la liste des fonds de ces archives contenant des

pièces relatives à l'Université de Montpellier; M. Ch.-V. Langlois, Maître de conférences à la Faculté des Lettres de Paris, qui a bien voulu prendre connaissance de ces pièces et en surveiller la copie; M. Auguste de Massilian, de Montpellier, qui a mis à sa disposition des chartes originales tirées de sa collection particulière; M. Chabaneau, Professeur à la Faculté des Lettres, qui a recherché dans les textes provençaux diverses mentions relatives à la même Université; M. Blancard, Archiviste du département des Bouches-du-Rhône, qui a retrouvé l'original d'une pièce provenant de l'abbaye de S^t^-Victor de Marseille; enfin M. Müller, Bibliothécaire de la ville de Luxembourg, et M. Van Werweke, Professeur à l'Athénée de la même ville, qui ont communiqué une pièce curieuse.

Outre ces documents fournis à la Commission, d'autres ont été réunis par les soins de ses Membres. Ils se sont efforcés, chacun de leur côté, de ne rien laisser échapper d'intéressant. Grâce à l'obligeance de MM. L. de la Pijardière, Archiviste du département de l'Hérault, André, Archiviste du département de la Lozère, Fécamp et Gordon, Bibliothécaires de l'Université de Montpellier, Millerot, Bibliothécaire de la ville de Lunel, qui a donné toute facilité à M. Castets pour prendre copie des statuts du collège S^t^-Ruf, ils espèrent y avoir suffisamment réussi. Toutefois ils n'ignorent pas que, dans un travail de ce genre, il se produit toujours des omissions, et ils seront reconnaissants envers toutes les personnes qui voudront bien leur signaler celles qui ont pu leur échapper.

En tête du Cartulaire proprement dit, on publie dans ce volume cinq planches accompagnées de notices. Les quatre premières reproduisent en *fac-simile* des pages empruntées aux principaux recueils qu'on a mis à contribution. La dernière contient les sceaux dont se sont servies longtemps nos anciennes

écoles. Ceux de la Faculté de Médecine se trouvaient dans ses archives ; ceux de la Faculté de Droit et de l'École de Pharmacie ont été communiqués par M. Adolphe Ricard, Secrétaire de la Société archéologique de Montpellier.

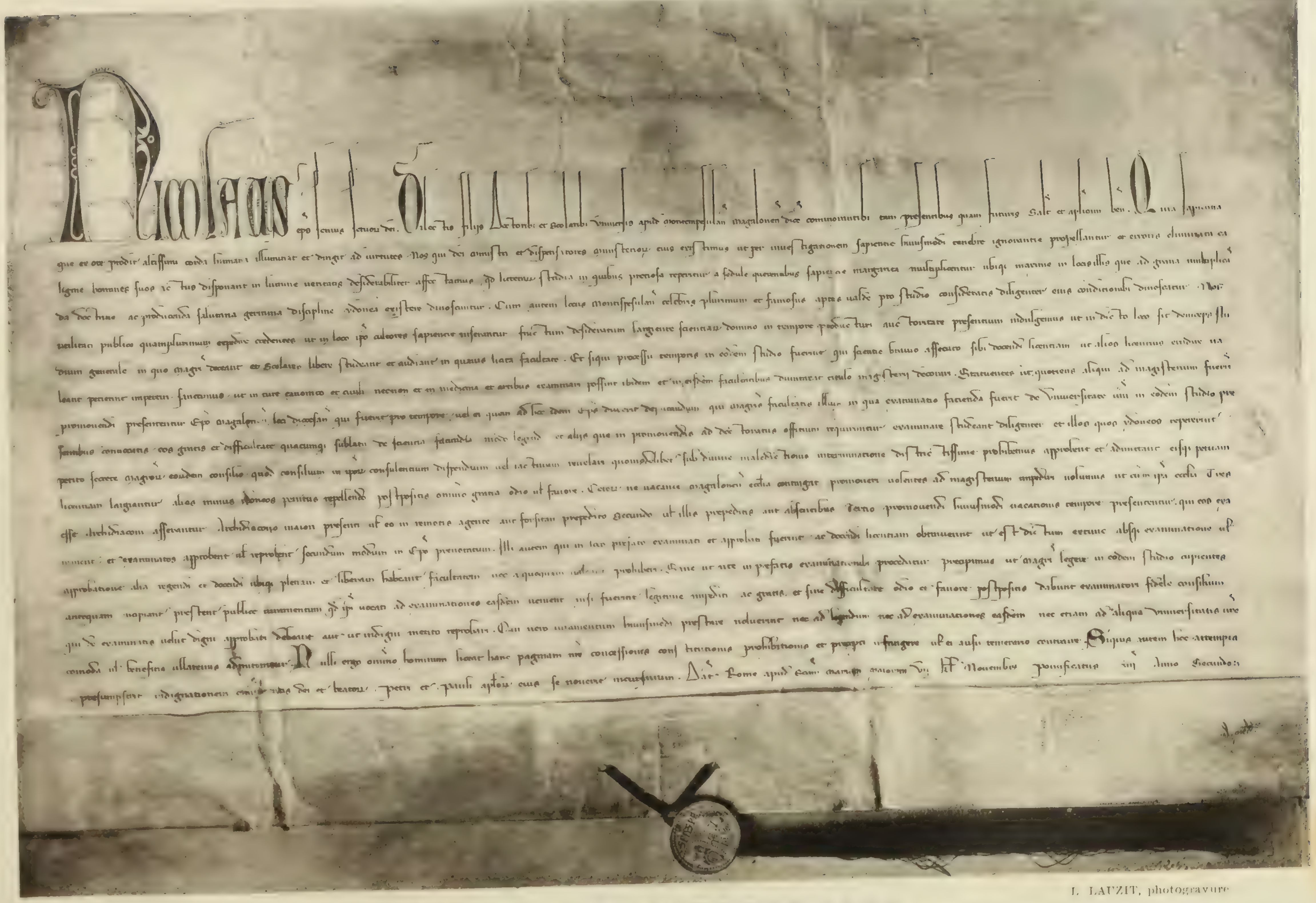
Toutes les pièces qui composent ce Cartulaire ont été classées selon leur ordre chronologique. On a pensé que tout autre groupement aurait en somme plus d'inconvénients que d'avantages. Des index détaillés, qui paraîtront dans le dernier volume de ce recueil, en rendront l'usage plus facile, en présentant les matières classées selon leurs rapports naturels. Dès à présent, on trouvera, à la fin de ce premier volume, des tables et un index des noms propres qui pourront suffire provisoirement.

Des documents de ce genre n'auraient pu être annotés sans augmenter au-delà de toute mesure les dimensions du volume. On s'est contenté d'indiquer, à la suite de chaque pièce, en quel endroit se trouve soit l'original, soit, lorsqu'il a disparu, la copie ancienne qui en tient lieu. On a aussi mentionné, avec toute l'exactitude possible, les ouvrages ou les recueils dans lesquels ces pièces ont été déjà publiées. Certaines pièces, dont ni les originaux ni les copies n'ont pu être retrouvés, sont représentées à leur date par une simple mention. En ce qui concerne la constitution même du texte, il est presque inutile de dire qu'on a reproduit scrupuleusement celui des manuscrits, en respectant jusqu'aux variations de l'orthographe. Quelques fautes évidentes, qui rendaient certains passages inintelligibles, ont seules été corrigées. Un renvoi permet de retrouver immédiatement à la fin de la pièce le texte fautif, exactement reproduit. Ça et là, un mot indispensable, qui avait disparu, a dû être rétabli ; on a mis ces additions entre crochets.

La Commission espère que, grâce à ses soins et à la coopération intelligente de la maison Ricard frères, chargée de l'im-

pression, ce recueil ne paraîtra pas indigne de l'Université dont il porte le nom. Elle a dû hâter son travail, afin que ce premier volume fût publié au moment où celle-ci célèbrerait son sixième Centenaire. Elle serait heureuse qu'il lui valût, de la part de ceux qui le consulteront, des communications qu'elle s'empresserait de mettre à profit.

Montpellier, 3 mai 1890.



L. LAUZIT, photogravure

BULLE DU 26 OCTOBRE 1289.

(ARCH. MUN. DE MONTPELLIER.)

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

SOURCES DU CARTULAIRE

DE

L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

Les principales sources du Cartulaire de l'Université de Montpellier sont les différents registres des Facultés qui sont parvenus jusqu'à nous : *Privilegia Universitatis medicœ Monspeliensis,* conservés aux Archives départementales de l'Hérault, *Privilèges et Statuts* et *Arrêts et Déclarations,* conservés aux Archives de la Faculté de Médecine de Montpellier, *Liber Rectorum,* conservé à la Bibliothèque universitaire de Montpellier. Un grand nombre de pièces relatives à l'Université de Montpellier se trouvent dans les *Régestes* des Archives du Vatican, par suite des rapports étroits des anciennes universités avec la papauté pendant le moyen âge et surtout, pour Montpellier, pendant le séjour des papes à Avignon. Outre les grands Cartulaires déjà mentionnés, les Archives de la Faculté de Médecine, les Archives départementales de l'Hérault et les Archives municipales de Montpellier ont fourni un certain nombre de documents isolés et de cartulaires. Les Archives municipales renferment l'original de la bulle de fondation de l'Université, du 26 octobre 1289. Enfin, quelques autres bibliothèques et archives, ainsi que des collections particulières, ont été mises à contribution. Les manuscrits de M. Germain, qui sont conservés à la Bibliothèque de la Ville de Montpellier et qui ont été la base de notre publication, ont utilisé la plupart de ces sources et contiennent le dépouillement intégral de tous les grands registres des Facultés.

PRIVILEGIA UNIVERSITATIS MEDICÆ MONSPELIENSIS.

(Arch. dép. de l'Hérault).

Ce manuscrit, conservé aux Archives départementales de l'Hérault, dans la série des cartulaires (nº X), est celui que nous citons sous le titre de *Privilegia Universitatis medicœ Monspeliensis* ou *Livre des Privilèges de l'Université de Médecine*

de Montpellier. Il forme un registre petit in-folio, de 0m,322mm de hauteur sur 0m,242mm de largeur, composé de 197 feuillets, en parchemin pour la plupart, dont 178 numérotés, plus 6 feuillets non numérotés et 8 feuillets en papier, au commencement, et 5 feuillets en papier, à la fin. Les feuillets numérotés portent des numéros en chiffres romains dans l'angle droit supérieur et des numéros en chiffres arabes au milieu des marges supérieures. Le manuscrit est revêtu d'une couverture en parchemin.

La partie principale du manuscrit, jusqu'au fol. 81, est en écriture semi-gothique du XVIe siècle, très bien formée. Il n'y a pas de rubriques. Les initiales sont noires. La dernière partie est composée de différents genres d'écritures cursives du XVIe siècle. On y voit une pièce écrite en italique (fol. 160 v°-162 v°). La partie principale compte 31 lignes à la page. La dernière partie présente un nombre de lignes variable, suivant les écritures. On remarque quelques notes marginales du XVIe et du XVIIe siècle et des index dessinés dans les marges. La graphie présente quelques particularités, qui ont été respectées, dans les pièces données d'après ce manuscrit : *Monspessullanus, baccallarius,* écrit par deux *l;* le remplacement du *t* par le *c* dans *gracia, supplicacio,* etc.; la substitution de l'*n* à l'*m* dans *eundem*, etc.

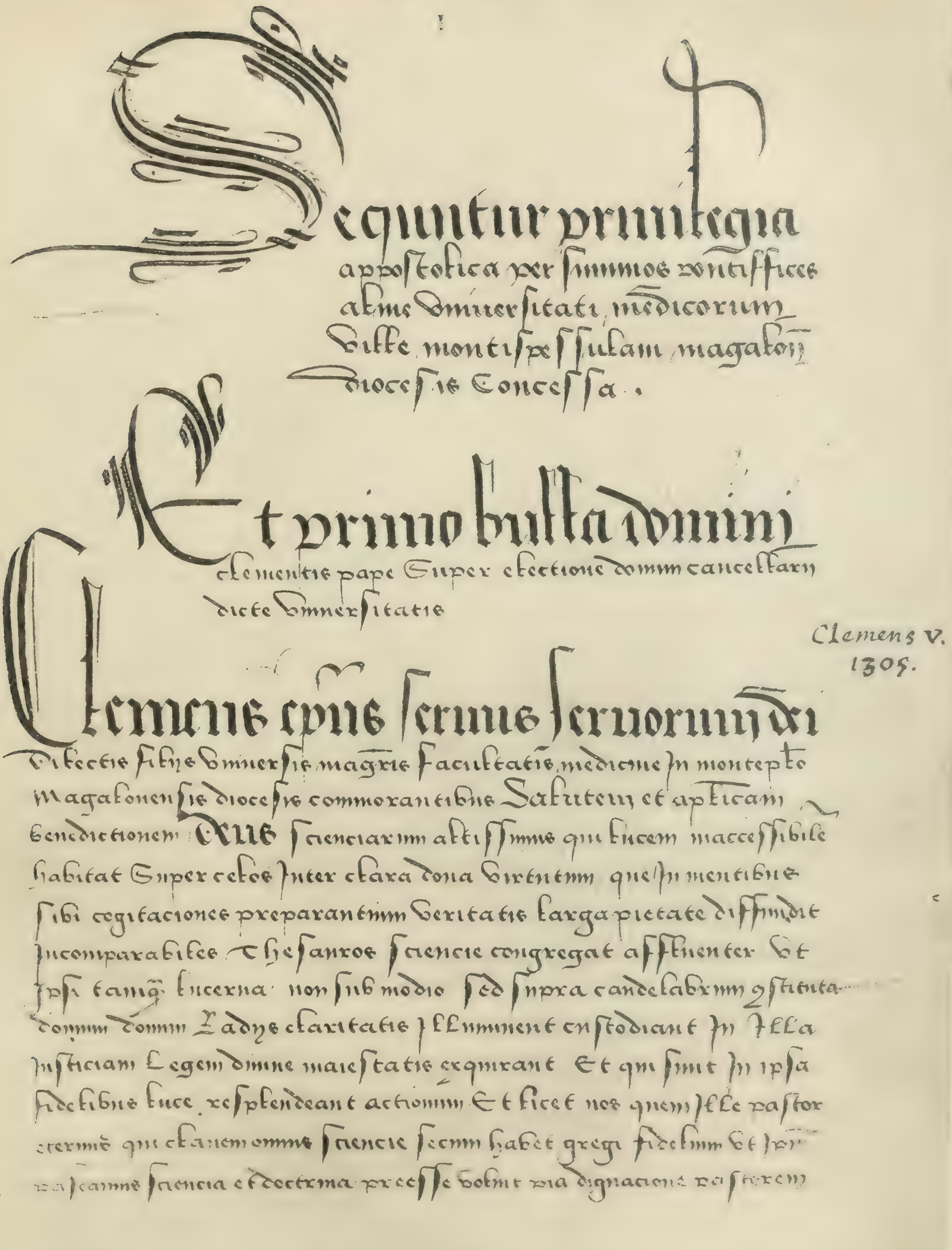
La pl. II donne le fac-similé du fol. 1 r°. C'est le commencement de la première pièce du registre, qui est la bulle de Clément V relative à l'élection du chancelier de la Faculté de Médecine, du 8 septembre 1309 (Voy. p. 122, pièce n° 26 du Cartulaire).

Les pièces sont réparties en trois divisions principales. La première partie renferme les bulles pontificales relatives à la Faculté de Médecine (fol. 1 r°-16 v°). Elle se termine par cette apostille notariée, qui indique l'année 1506 comme date de rédaction : In testimonium vero quod bulle Apostolice preinserte, una cum lictera, commissione, statuto et confirmationibus supra in hiis sexdecim pargameni foliis hujus presentis forme scriptis, hoc presenti in eisdem incluso, scripta ubi, annis et diebus modoque et forma supra expressis data et datata sint, ab eorum propriis originalibus extracta, et cum eisdem correcta, nos, Anthonius Ursi, jurium licenciatus, vicarius tam in spiritualibus quam temporalibus reverendi in Christo patris, domini Guillermi, miseracione divina Magalonensis episcopi, ac officialis Magalonensis, has nostras presentes testimoniales per notarios Apostolicos subsignatos subsignari et sigillo curie nostre officialatus sigillari fecimus et jussimus, die vicesima quinta mensis Novembris, anno Domini millesimo quingentesimo sexto. L. Duranti, notarius. J. Fabri, notarius (fol. 16 v°-17 r°). Un certain nombre de feuillets blancs ont été laissés à la suite de cette partie (fol. 17 r°-24 v°). — La seconde partie comprend les lettres royaux et les autres documents séculiers (fol. 25 r°-80 v°). Elle se termine par l'apostille suivante, donnant également la date de 1506 : In testimonium vero quod privilegia regalia preinserta, una cum confirmacionibus, licteris, vidimus, supplicacione, presentacione, salvagardia, publicacione, conserva-

Sequuntur privilegia

Et primo bulla domini

Clemens episcopus servus servorum dei


Sequuntur privilegia
appostolica per summos pontiffices
alme universitati medicorum
ville montispessulani magalon
diocesis concessa.

Et primo bulla domini
clementis pape super electione domini cancellarii
dicte universitatis

Clemens V.
1305.

Clemens episcopus servus servorum dei
Dilectis filiis universis magistris facultatis medicine in montepessulano
Magalonensis diocesis commorantibus Salutem et apostolicam
benedictionem. Deus scienciarum altissimus qui lucem inaccessibilem
habitat super celos Inter clara dona virtutum que in mentibus
sibi cogitaciones preparantium veritatis larga pietate diffundit
Incomparabiles thesauros sciencie congregat affluenter ut
ipsi tamquam lucerna non sub modio sed supra candelabrum constituta
domum domini radiis claritatis illuminent custodiant in illa
Justiciam legem divine maiestatis exquirant Et qui sunt in ipsa
fidelibus luce resplendeant actionum Et licet nos quem ille pastor
eternus qui clavem omnis sciencie secum habet gregi fidelium et ser
vas scanne sciencia et doctrina preesse voluit via dignacionis pastorem

L. LAUZIT, photogravure

PRIVILEGIA UNIVERSITATIS MEDICÆ MONSPELIENSIS.

(ARCH. DÉP. DE L'HÉRAULT.)

cione, instrumentis, recusacione et fundacione supra in hiis quinquaginta tribus pargameni foliis hujus presentis forme, computando a folio presentis libri in capite, signato vicesimo quinto, usque ad presens folium, signatum septuagesimum septimum, in capite descriptis, scripta hoc presenti in eisdem incluso, ubi, annis et diebus modoque et forma supra expressis data et datata sint, ab eorum propriis originalibus extracta et cum eisdem correcta, nos, Petrus de Claromonte de Lodova, dominus dicti loci, vicecomes de Nebozone, consiliarius et cambellanus domini nostri regis et pro eodem gubernator ville et baroniarum Montispessullani et Homeladesii, has nostras presentes testimoniales per notarios nostros regios subsignatos, ville jam dicte Montispessullani habitatores, subsignari et sigillo regio curie nostre presid[i]alis palacii regii Montispessullani auctentico hic impendenti, cum cordulis ciricis rubey coloris sigillari fecimus et jussimus, die penultima mensis Octobris, anno Incarnacionis Domini millesimo quingentesimo sexto. L. Duranti, notarius. J. Fabri, notarius. — La troisième partie comprend tous les documents postérieurs à 1506, inscrits au fur et à mesure, dans l'ordre de leur arrivée. Cette partie n'est plus, comme les deux précédentes, d'écriture uniforme, mais elle montre presque autant d'écritures que de pièces différentes (fol. 81 r°-178). Au fol. 129 r°, on trouve l'apostille suivante : Collacion de cest extraict cy devant transcript en quarante deux fulhetz parchemin, le présent comprins, a esté faicte avec les lettres pattantes et aultres pieces estans originellement ez archis de l'Université en la guarde de Monsieur M^e^ Laurent Joubert, Conseiller du Roy, son médecin ordinaire, chancellier et docteur régent en ladicte Université, à nous, notaires royaulx de Montpellier, habitans, soubzsignés, exhibé[e]s. En foy de ce. Chaugier, notaire. Delzer. — La suite du manuscrit comprend l'époque de Henri IV et de Louis XIII et s'arrête à l'année 1623. On y a ajouté une nomination de chancelier, en faveur de Louis Soliniac, du 4 juillet 1664.

On lit sur le premier feuillet du manuscrit, ainsi que sur le deuxième feuillet de papier à la fin, les mentions suivantes d'inventaires officiels : Ne varietur. Massanes, conseiller et commissaire. Ne varietur. Jausserand. Ne varietur. Massilian.

Le fol. 1 r° contient la mention autographe suivante, où il est dit que le manuscrit fut accru et relié de nouveau en juillet 1598 : Liber hic Apostolica et regalia privilegia et jura Universitatis Medicæ Monspeliensis complectitur constatque chartis seu foliis, tam scriptis quam nudis, pergamenis centum septuaginta octo, demptis indicibus, fuitque auctus et de novo compactus anno 1598°, mense Julii. P. Dortoman.

Une table, contemporaine de la partie écrite en 1506, occupe 6 feuillets non numérotés du commencement et une table du XVIII^e^ siècle, pour la partie postérieure, occupe 2 feuillets de papier.

Nous avons ajouté les dates des pièces entre crochets :

Sequitur tabula sive rubrica presentis libri privilegiorum Appostolicorum per

Summos Pontifices alme Universitati Medicine ville presentis Montispessuli concessorum. Et primo :

Bulla domini Clementis pape, super electione domini cancellarii dicte Universitatis [Avignon, 8 septembre 1309] .... fol. 1 r°.

Bulla domini Johannis pape, super electione eciam cancellarii dicte Universitatis [Avignon, 30 juillet 1320] .... 2 r°.

Bulla domini Clementis pape, super modo procedendi ad promocionem baccallariorum ad licenciam, cum statutis observandis in cursibus [Avignon, 8 septembre 1309] .... 3 r°.

Comissio domini Nicolay pape, super quodam licenciato per officialem Magalonensem, contra statuta dicte Universitatis, facto [Rieti, 1er octobre 1289] .... 4 r°.

Bulla domini Clementis pape, super concessione licencie in Facultate Medicine [Avignon, 8 septembre 1309] .... 5 r°.

Bulla domini Guidonis pape (sic) contra praticantes [Montpellier, 15 juin 1239] .... 6 r°.

Statutum quod nullus, qui non fuerit de legitimo matrimonio, promoveatur ad licenciam sive doctoratum [Montpellier, 12 août 1313] ...... 7 r°.

Confirmacio domini Coraldi per dominum Alexandrum papam facta [Viterbe, 28 février 1258] .... 7 v°.

Confirmacio aliquorum statutorum super electione cancellarii, facta per dominum Johannem, cardinalem Sancti Marci, comissarium Apostolicum [Avignon, 7 octobre 1364] .... 8 v°.

Confirmacio statutorum Universitatis, facta per priorem Sancti Firmini et fratrem Hugonem, de ordine fratrum Minorum, comissarios per omnes magistros ad reformacionem dictorum statutorum [Montpellier, 21 janvier 1240] .... 10 v°.

Duplum bulle Apostolice, super electione cancellarii ejusdem Universitatis [Avignon, 8 septembre 1309] .... 12 v°.

Forma licterarum licencie praticandi [Montpellier, 2 juin 1260] ..... 14 v°.

Bulla et confirmacio domini Corraudi, Sancte Sedis Apostolice legati, in qua continetur maledictio [Montpellier, 17 août 1220] .... 15 r°.

Sequitur alia rubrica sive tabula privilegiorum regiorum per christianissimos dominos, Francorum reges, dicte alme Universitati Medicine ville predicte Montispessulani concessorum. Et primo :

Privilegium domini Karoli, Francorum regis, contra praticantes [Paris, 15 octobre 1395] .... 25 r°

Confirmacio privilegii predicti contra praticantes concessi, et de anathomia [Montpellier, 12 mars 1437]........................... fol. 26 r°.

Lictera predictis licteris regiis confirmacionis alligata [Montpellier, 26 janvier 1463]... 28 r°.

Alia lictera preinsertis licteris regiis confirmacionis pariter alligata [Montpellier, 5 février 1463]....................................... 28 v°.

Confirmacio domini Clementis pape, facta per regem Philippum, super concessione licencie in Facultate Medicine [Pacy, août 1331]... 30 r°.

Privilegium domini Karoli, regis Navarre, super concessione anothomie [Pampelune, 11 juin 1377]................................ 32 r°.

Confirmacio alterius domini Karoli, Francorum regis, super concessione ejusdem anothomie [Paris, mai 1396]....................... 32 v°.

Privilegium contra praticantes, concessum per dominum Philippum, Francorum regem, confirmantem privilegium concessum per dominum Jacobum, regem Majoricarum, dominum Montispessulani [Pacy, août 1331]... 33 v°.

Privilegium concessum per dominum Sancium, regem Majoricarum, dominum Montispessulani, contra praticantes [Montpellier, 3 février 1316]... 35 v°.

Privilegium generale, concessum per regem Karolum octavum, cum confirmacione omnium privilegiorum concessorum, et contra practicantes [Montargis, janvier 1485]................................ 36 r°.

Privilegium regale super exemptione imposicionum taliarum regiarum [Montpellier, 14 mars 1370]................................ 38 r°.

Vidimus privilegii de et super delatione virgarum argentearum per bedellum dicte Universitatis [Montpellier, 15 janvier 1351].......... 38 v°.

Privilegium domini regis Karoli, prohibentis ne quis in patria lingue Occitane in Medicine Facultate praticare audeat, nec aliquis appothecarius receptas infirmis habeat ministrare, nisi ab approbatis fuerint ordinate [Paris, 3 juin 1399].................................. 39 v°.

Lictera predictis privilegii licteris alligata [Montpellier, 14 octobre 1405]... 40 v°.

Alia lictera eciam dictis licteris privilegii alligata [Montpellier, 25 juillet 1433]... 41 r°.

Lictera alia jam dictis licteris pariter actachiata [Montpellier, 14 octobre 1443].. 41 v°.

Eciam lictera alia licteris premencionatis privilegii alligata [Montpellier, 12 août 1447]....................................... 42 r°.

Confirmacio omnium privilegiorum regiorum dicte Universitatis, facta per dominum Karolum regem octavum [Tours, 12 avril 1488]....... 43 r°.

Lictera domini senescalli Bellicadri et Nemausi, dictis licteris regiis alligata [Montpellier, 10 novembre 1488] .... fol. 44 r°.

Lictera domini rectoris partis antique, licteris predictis regiis eciam alligata [Montpellier, 15 octobre 1489] .... 44 v°.

Privilegium domini regis Karoli contra graduentes in civitate Auraicensi [Melun, 29 novembre 1485] .... 45 v°.

Privilegium regis Karoli super exemptione talliarum et aliarum imposicionum occasione guerre [Montpellier, 25 avril 1437] .... 46 v°.

Duplum privilegii contra praticantes et super anothomia [Montpellier, 27 mai 1388] .... 47 v°.

Confirmacio privilegiorum dicte Medicine Universitati concessorum, facta per dominum Ludovicum, regem Francorum [Paris, septembre 1498] .... 49 r°.

Supplicatio porrecta curie supreme parlamenti Tholose, ad fines predictas licteras confirmacionis interinandi et publicari faciendi, eisdem alligata [Toulouse, 25 mai 1499] .... 53 v°.

Presentacio dictarum regiarum licterarum facta dominis officiariis regis Tholoze per hostiarium curie supreme ejusdem [3 juin 1399].... 54 r°.

Duplum privilegii concessi per dominum Karolum, regem Francorum, super exemptione talliarum regiarum et aliarum imposicionum [Montpellier, 26 janvier 1465] .... 54 r°.

Privilegium super delacione virgarum argentearum coram magistris doctoribus dicte Universitatis [Montpellier, 15 janvier 1351]......... 55 v°.

Vidimus privilegii concessi per dominum Karolum, regem Francorum, dicte Universitati, super exemptione taliarum et aliorum juvaminum [Montpellier, 16 avril 1437] .... 56 r°.

Lictera dominorum generalium super facto justicie juvaminum patrie lingue Occitane concessa, super exemptione juvaminum propter guerram imponendorum [Villeneuve-lez-Avignon, 8 janvier 1485]........ 57 r°.

Salvagardia et protectio concessa dicte Universitati per dominum Philippum, Francorum regem [Châteauneuf-sur-Loire, novembre 1331] .... 57 v°.

Publicatio dictarum licterarum facta per villam Montispessulani [Montpellier, 8 novembre 1435] .... 58 r°.

Alia salvagardia et protectio dicte Universitati concessa per dominum Karolum, regem Francorum [Paris, 18 octobre 1395]............... 58 r°.

Privilegium concessum per dominum ducem Andegavensem, super exemptione taliarum et aliarum exactionum [Montpellier, 24 janvier 1365] .... 59 r°.

Aliud privilegium per dictum dominum ducem Andegavensem dicte

Universitati concessum, contra praticantes [Montpellier, 24 janvier 1365] .... fol. 60 r°.

Aliud privilegium per dictum dominum ducem Andegavensem predicte Universitati concessum, contra eciam praticantes, et de anothomia [Montpellier, 10 octobre 1376] .... 60 v°.

Privilegium concessum magistris doctoribus dicte Universitatis per dominum Ludovicum, Francorum regem, super exemptione receptionis et hospitacionis gentium armorum [Lyon, 2 décembre 1503] .... 61 v°.

Conservacio privilegiorum dicte Universitatis, concessa per dominum Karolum, regem Francorum [Montpellier, 15 février 1447] .... 62 v°.

Instrumentum compromissi facti super reformatione statutorum dicte Universitatis [Montpellier, 8 mai 1389] .... 63 r°.

Instrumentum quod aliqui non possint promoveri ad licenciam post festum Penthecostes [Montpellier, 16 juillet 1313] .... 67 r°.

Instrumentum super celebracione misse de mortuis post festum Omnium Sanctorum [Montpellier, 2 novembre 1335] .... 68 v°.

Instrumentum pugnicionis cujusdam magistri, recipientis scolarem qui injuriatus fuerat alteri ex magistris dicte Universitatis [Montpellier, 10 avril 1455] .... 69 v°.

Privilegium quod prohibetur omnibus regentibus in Universitate Auraicensi ne habeant aliquem in medicina graduare, concessum per dominum Karolum, regem Francorum [Melun, 29 novembre 1485] ... 71 v°.

Privilegium regis Ludovici super confirmacione modi electionis cancellarii dicte Universitatis [Tours, 8 janvier 1470] .... 72 v°.

Recusacio cujusdam licentiati, promoti per dominum officialem Magalonensem, de licencia domini Magalonensis episcopi, contra voluntatem dominorum magistrorum dicte Universitatis [Avignon, 12 avril 1290] .... 74 r°.

Fundatio stipendiorum predicte Universitati per dominum Ludovicum, regem Francorum, concessorum [Paris, 28 août 1498] .... 75 v°.

Lictera dominorum consilliariorum, super facto financiarum domini nostri regis, licteris fundacionis alligata [16 janvier 1499] .... 77 r°.

Confirmacio omnium privilegiorum regiorum dicte alme Universitatis medicine, facta per dominum nostrum Franciscum, regem Francorum [Grenoble, août 1515] .... 79 r°.

Lictera domini senescalli Bellicadri et Nemausi, dictis licteris regiis alligata [Nimes, 6 octobre 1515] .... 80 r°.

A la suite de cette partie de la table, aux fol. 5 r°-6 r° non numérotés, vient l'indication d'un certain nombre de documents importants, qui étaient conservés dans les

Archives de la Faculté, mais que l'on n'avait pas fait figurer dans le registre. Beaucoup de ces documents sont aujourd'hui perdus, mais on en reconnaîtra néanmoins quelques-uns qui figurent dans le t. I du Cartulaire, aux articles 7 (réquisitions des cadavres pour l'anatomie, 10 octobre 1376), 9, 23, 24, 25 (procès contre Pons de Lunel, 1315, etc.), 16 (cloche de l'Université, 7 novembre 1332), etc.

Sequitur alia rubrica certorum instrumentorum et licterarum in presenti libro minime insertorum, quinymo in captia dicte Universitatis existentium, infra ecclesiam Sancti Firmini dicte ville repositorum. Et primo :

1. Instrumentum continens electionem cancellarii dicte Universitatis, factam de persona magistri Raymundi de Molieres, in medicina doctoris, de voluntate et licencia domini Magalonensis episcopi ac aliorum dominorum regentium in eadem Universitate.

2. Item, vidimus privilegii regii, concessi per dominum Ludovicum, regem Francorum, contra praticantes.

3. Item, instrumentum continens licenciam datam per dominos doctores regentes in dicta Universitate procuratoribus ejusdem, emendi quamdam domum, in qua est presens libraria ejusdem universitatis.

4. Item, instrumentum emptionis domus predicte.

5. Item, aliqua lictera regia, super electione cancellarii dicte Universitatis, per dominum Ludovicum, regem Francorum, concessa.

6. Instrumentum tangens magistrum Johannem Gonterii, in dicta Universitate regentem, qui se absentaverat ab eadem, absque eo quod dimiserit aliquem ydoneum loco ipsius.

7. Instrumentum privilegii regii, concessi dicte Universitati et magistris ejusdem, quatinus habeant, quolibet anno, a domino bajulo, rectore partis antique et judice baroniarum Montispessulani, unum hominem morti condempnatum, pro anothomia fienda.

8. Instrumentum cujusdam appellationis, interjecte per dominum cancellarium dicte Universitatis, coram domino officiali Magalone, a certis gravaminibus sibi per eumdem dominum officialem latis.

9. Instrumentum cujusdam alterius appellationis, per dominos regentes dicte Universitatis, coram domino priore Sancti Pauli Montispessulani, commissario Apostolico, interjecte, super admissione cujusdam magistri, in studio civitatis Avinionis, ut asserebat, magistrati, volentis praticare in dicta villa Montispessulani.

10. Instrumentum cujusdam sentencie, per dominum Petrum de Blaqueria, judicem subdelegatum, prolate, super nonnullis requisitis per procuratorem dicte Universitatis.

11. Instrumentum requisicionis facte per dominos cancellarium et alios regentes in dicta Universitate, coram domino bajulo Montispessulani, causa habendi unum

hominem morti condempnatum, ad fines anothomiam faciendi, juxta tenorem eorum privilegii.

12. Procura[cio] facta in curia Romana per dominos doctores dicte Universitatis ad confirmari petendum eorum privilegia Apostolica.

13. Compromissum factum super quodam debato in eadem Universitate existente.

14. Procuratorium factum ad omnes lites.

15. Instrumentum cujusdam protestacionis.

16. Instrumentum mencionem faciens de faciendo campanam dicte Universitatis.

17. Statutum de non dando nisi birros duplices a licenciando in gradu doctoratus doctoribus medicine, et de distribucione clavium.

18. Interinacio licterarum regiarum, facta per dominum bajulum Montispessulani, quibus doctores medicine et bona eorum sunt in salvagardia domini nostri regis.

19. Compromissum factum super quodam licenciato facto per dominum officialem Magalonensem, contra voluntatem dominorum magistrorum dicte Universitatis.

20. Requisicio facta domino officiali Magalone super responcione per ipsum fienda cuidam cedule appellatorie.

21. Duplum privilegii Appostolici super electione cancellarii dicte Universitatis.

22. Exequtio privilegii facta per dominum episcopum Magalone, excommunicando omnes praticantes sine licencia et recipientes ordinationes praticantium eciam sine licencia.

23. Lictere de ne lite pendente contra magistrum Pontium de Lunello.

24. Instrumentum factum in congregatione per fidem super prosequtione litis contra dictum magistrum Pontium de Lunello.

25. Item, plures alie scripture dictum magistrum de Lunello concernentes.

26. Instrumentum monitionis magistri Stephani Johannis, ne haberet examinare quendem (sic) religiosum Carmelitam in medicina, contra formam statutorum.

27. Instrumentum requisicionis cujusdam suspensi, pro anothomia fienda.

28. Duplum salvagardie regie domino senescallo Bellicadri directe.

29. Monitorium contra praticantes et recipientes ab eis consilia.

30. Gracia indulgenciarum concessa per provincialem Carmelitarum dicte Universitati medicine.

31. Instrumentum prohibicionis introitus scolarum, contra quendam baccallarium praticantem.

32. Sentencia arbitralis lata contra quemdam licenciatum, qui injuriatus fuerat et injuriam dixerat omnibus magistris dicte Universitatis.

A partir du feuillet 81, la table du complément du manuscrit se trouve dans la table du XVIII^e siècle, écrite sur deux feuillets de papier insérés au commencement du registre :

Arrestum Parlamenti Tholosæ contra abbatem et procuratorem scholarium Medicinæ. An. 1519 .... fol. 81 r°.

Chartre confirmative de l'exemption de toutes tailles, octroys, aides, subsides et impositions quelconques, pour quelque occasion que ce soit, donnée aux docteurs et supôts de l'Université de Médecine par François I[er], An. 1540 .... fol. 88 r°.

Déclaration du roy François I[er], touchant ceux qui doivent participer au bénéfice de 300 livres, pour défalquement de leurs tailles. An. 1543. 92 v°.

Intérinement des deux précédentes lettres patentes du roy. An. 1545. 95 v°.

Déclaration du roy Charles IX pour l'exemption des tailles. An. 1571. 100 v°.

Arrest de 300 livres ordonnées par le roy sur les tailles. An. 1571.. 103 v°.

Confirmation des privilèges par le roy Charles VIII, An. 1488..... 105 r°.

Patentes du roy François I[er], pour prendre du sel pour la provision des quatre docteurs stipandiés. An. 1539........................ ... 106 r°.

Vérification des susdittes patentes pour raison du sel des thrésoriers généraux de France. 1565 .... 107 v°.

Augmentation des gages en forme de pension, faite par le roy Charles IX aux quatre docteurs régens, revenant le tout à la somme de 1600 livres. An. 1564 .... 108 v°.

Attache du général des finances consentant à l'entérinement de l'augmentation des gages des quatre docteurs régens et à l'assignation totale de 1600 livres sur le grenier à sel de Montpellier. An. 1565.... 110 v°.

Lettres de jussion à la Chambre des Comptes, pour intériner les lettres d'augmentation de gages, faite aux quatre docteurs régens, sans aucune limitation et restriction. An. 1565..................... 111 v°.

Vérification et intérinement desdittes lettres, avec injonction de la Chambre des Comptes aux quatre docteurs régents de faire annuellement son desservice, à peine de suspension des gages. An. 1565..... 113 r°.

Déclaration du roy, pour prendre sur le grenier à sel de Sommières la portion des 1600 livres que celuy de Montpellier ne pourra payer aux quatre docteurs. An. 1565.................................. 114 r°.

Autre déclaration du roy sur le mesme sujet. An. 1565........... 115 v°.

Vérification des thrésoriers de France y compris [ce] qu'ils prenoient auparavant. An. 1567 .... 117 r°.

Attestatoire du devoir fait par les quatre docteurs régens, l'espace de dix ans, ez lectures ordinaires de l'Université de Médecine. An. 1574.. 119 r°.

Lettres patentes, par lesquelles le roy Charles IX (sic) réserve à son conseil privé les appellations des régences et prohibe toutes récusations de professeurs. An. 1587................................ 121 r°.

Interdiction au parlement de Tholose. An 1567 .... 122 r°.

Exemption de logement de gens d'armes. An. 1515.............. 123 r°.

Confirmation des quatre régences stipendiées du roy et pour les réparations de l'école. An 1523.. fol. 124 r°.

Continuation de la pension et gages des quatre docteurs régents et de 100 livres pour les réparations. 1543.............................. 125 r°.

Confirmation des 400 livres pour les gages par Henry II. An. 1548. 126 r°.

Confirmation des privilèges de l'Université par Henry II. 1554.... 126 v°.

Confirmation des privilèges par Charles IX. An. 1560............ 127 v°.

Confirmation des gages et des 100 liv. des réparations par Charles IX. An. 1560.. 128 r°.

Déclaration du roy Charles IX touchant les régences vacantes, pour y être pourveu. An. 1564.. 129 r°.

Confirmation des exemptions pour les quatre régens stipendiés, par le mareschal Dampville, gouverneur en Languedoc. An. 1570.......... 129 v°.

Confirmation des dittes exemptions, enregistrée en la maison consulaire. An. 1570.. 130 r°.

Confirmation en général des privilèges de l'Université, concédée par Henry IV. An. 1592.. 131 r°.

Confirmation en particulier et continuation, tant des 400 livres des gages pour chacun des quatre professeurs, que des 100 livres affectées aux réparations de l'Université par Henry IV. An. 1592............ 132 r°.

Augmentation des gages des professeurs jusqu'à la somme de 600 livres par Henry IV. An. 1595.................................... 134 v°.

Edit du roy Henry IV portant création de la cinquième régence, pour la démonstration de l'anatomie et plantes, au nom de M. Richer de Belleval. An. 1593.. 137 v°.

Edit du roy portant création d'un dissecteur anatomiste royal, au nom de M. Cabrol. An. 1595.................................... 140 r°.

Edit du roy Henry IV, portant création d'une sixième régence, pour l'explication de la chirurgie et pharmacie, au nom de M. Pierre Dortoman. An. 1597.. 142 v°.

Déclaration du roy Henry IV sur le mesme sujet. An. 1598....... 146 r°.

Confirmation par lettres patentes au sieur Ranchin de la régence de feu M. Saporta et pièces de son installation........................ 147 v°.

Statuta edicta an. 1554, authorisés par lettres patentes d'Henry II en 1554 et d'Henry IV en 1610, avec leur enregistrement au parlement de Tholose.. 160 v°.

Arrest du parlement de Tholose pour le sieur Delort. An. 1613.... 166 r°.

Arrest du parlement de Thoulouse, qui casse la nomination faite des sieurs Ginestet et Morel à deux régences vacantes, ordonne qu'elles seront remplies par MM. Coudin et Scharpe et deffend aux conseillers

des étudiants de prétendre donner leurs suffrages lors de la nomination aux régences. 14 mars 1619 .... fol. 166 v°.

Provisions et installation de MM. Simon Courtaud, Lazare Rivière, Louis Soliniac. 1623........ .... 168 v°.

PRIVILÈGES ET STATUTS.

(Arch. de la Fac. de Médecine de Montpellier).

Le manuscrit contenant les Privilèges et Statuts de la Faculté de Médecine fait partie des Archives de la Faculté de Médecine de Montpellier. Il se compose d'un registre de format in-8°, de 0m,195mm de hauteur sur 0m,145mm de largeur. Il est relié en veau, sur ais de bois. On voit sur le plat supérieur les attaches de deux fermoirs et trois clous en cuivre. Il est conservé dans un étui en forme de livre, portant au dos le titre : *Privilèges et Statuts*. Ce titre se trouve également, en écriture du XVIIIe siècle, sur un carré de papier collé sur le plat supérieur de la reliure. Le manuscrit compte 140 feuillets de parchemin, dont les 3 derniers sont blancs. Le fol. 1 manque.

Le manuscrit offre un grand nombre d'écritures différentes, du XVe, du XVIe et du XVIIe siècle. Du fol. 1 au fol. 43 v°, l'écriture est une gothique assez grosse, peu anguleuse et tracée avec beaucoup de netteté; on compte 16 lignes par page en moyenne; les initiales sont restées en blanc, quelques-unes ont été ajoutées postérieurement à l'encre noire (fol. 7 v° à 9 r°, 24 r°, 30 r°); notes marginales du XVIIe siècle. A partir du fol. 44 r° *(De libris legendis in Universitate per baccalaureos)* jusqu'au fol. 55 v°, l'écriture est la minuscule italienne du XVe siècle, prototype de l'*italique ;* elle devient plus serrée, plus grosse et plus anguleuse dans les dernières pages ; les initiales sont en rouge; les pages comptent 20 lignes. Au fol. 56 r°, reprend l'écriture gothique; elle présente trois variétés, jusqu'au fol. 99 : l'écriture gothique de la fin du XVe siècle, avec grandes initiales ajourées et évidées, comptant 27 lignes par page (fol. 56 r°-71 v°) ; une autre gothique à pleins beaucoup plus forts, avec initiales laissées en blanc, pages réglées à la mine de plomb, puis à l'encre rouge et à l'encre noire, comptant 26 lignes par page, manchettes en écriture du XVIIe siècle (fol. 75 r°-95 v°); enfin, une minuscule italienne, peu anguleuse (fol. 96 r°-98 v°). A partir du fol. 99, chaque pièce est d'une écriture différente : gothique du XVe siècle (fol. 117 v°), gothique du XVIe siècle (fol. 96 r°, 108 r°, 112 r°), italique du XVIe siècle (fol. 99 r°, 123 v°, 124 r° et 133 r°), cursive des notaires (fol. 100 v°, 102 v°, 104 r°, 110 v°, 127 r°, 130 v°, etc.) On compte 15 écritures différentes dans cette dernière partie.

La pl. III donne le fac-similé du fol. 56 r° du manuscrit. Ce folio commence la partie écrite en gothique de la fin du XVe siècle. On y voit un spécimen de grande

initiale ajourée (K). La pièce dont le fac-similé donne le commencement est le début du privilège de Charles VIII, de janvier 1485 (Voy. t. II du Cartulaire). On voit, sur le côté gauche de la page, la trace des onglets encartant les différentes parties du manuscrit.

Le manuscrit comprend trois parties, qui semblent avoir été primitivement indépendantes les unes des autres et qui sont précédées et suivies de feuillets coupés à la limite des marges de fond et servant d'onglets aux différents morceaux du manuscrit. La première partie comprend les statuts de 1534 (fol. 2-55 v°). La deuxième partie comprend les chartes de privilèges et divers statuts (fol. 56 r°-98 v°). Enfin, la troisième partie contient tous les actes postérieurs à 1526, jusqu'au XVII^e siècle, ajoutés au fur et à mesure (fol. 99 r°-136 v°).

Les Privilèges et Statuts ne possèdent pas de table ancienne, comme le manuscrit des *Privilegia Universitatis medicæ Monspeliensis*.

Ils contiennent les documents suivants :

Statuts de 1534, précédés de l'apostille du notaire Antoine Darles et des signatures autographes des membres de la Faculté de Médecine.. fol. 2 r°.

Privilège de Charles VIII en faveur de la Faculté de Médecine (Montargis, janvier 1485)........ 56 r°.

Privilège de Philippe VI de Valois, accordé à l'Université de Paris (Vincennes, janvier 1341)........ 60 r°.

Sauvegarde de Charles VII en faveur de la Faculté de Médecine (Montpellier, 25 avril 1437)........ 62 v°.

Statuts du cardinal Conrad (Montpellier, 17 août 1220) .... 64 v°.

Formule de lettres de licence en médecine (Montpellier, 20 février 1495)........ 67 v°.

Formule de lettres de doctorat en médecine (Montpellier, 5 mars [1495])........ 69 r°.

Statuts complémentaires du 25 janvier 1383........ 72 r°.

Serments........ 72 v°.

Statuts du 17 août 1220 (autre copie)........ 75 v°.

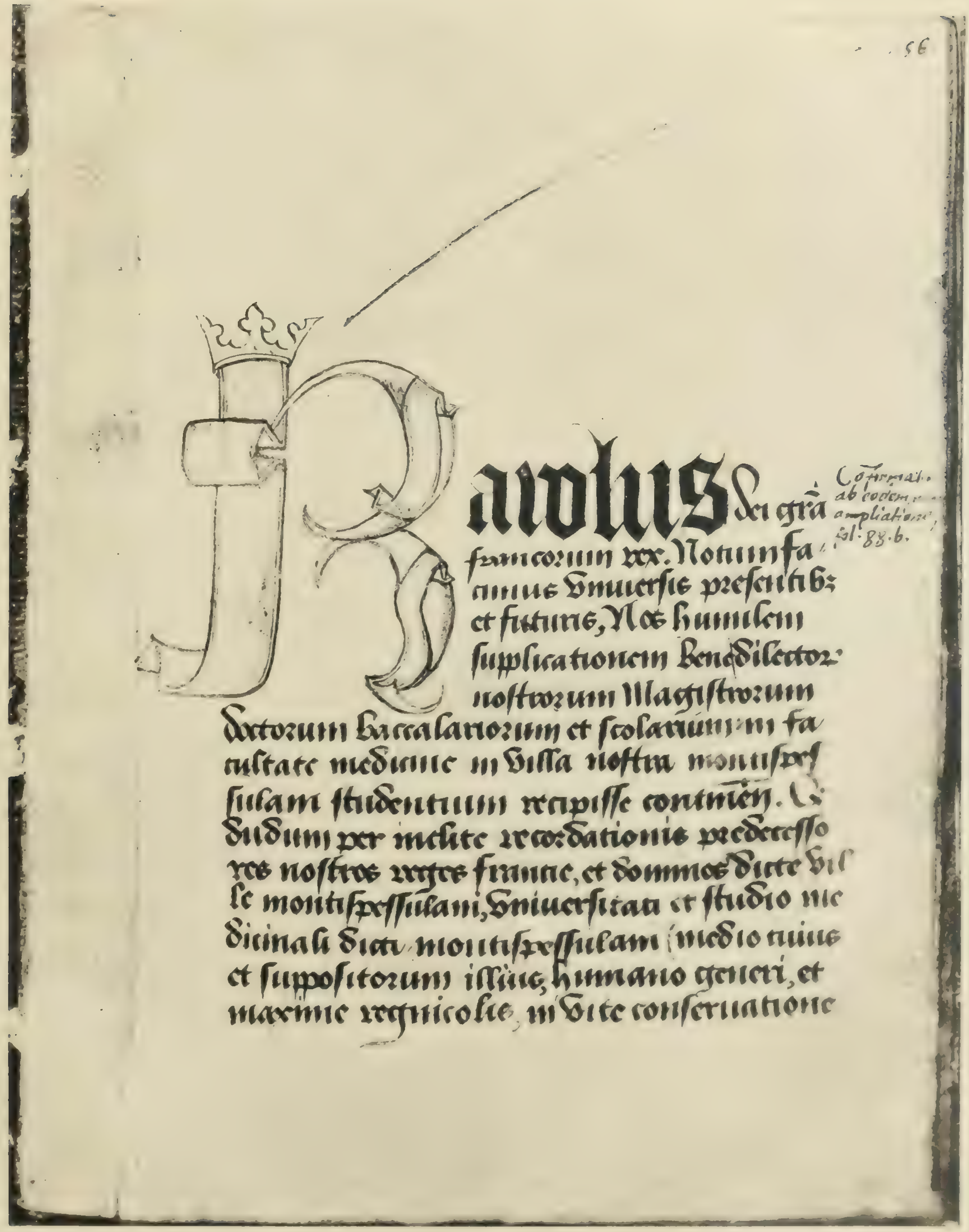
Bulle d'Alexandre IV confirmant les statuts du cardinal Conrad (Viterbe, 28 février 1258)........ 78 v°.

Bulle de Gui de Sora, légat de Grégoire IX, confirmant les statuts du cardinal Conrad (Montpellier, 15 juin 1239) .... 79 r°.

Bulle de Clément V, relative à l'élection du chancelier de la Faculté de Médecine (Avignon, 8 septembre 1309) .... 80 r°.

Bulle de Clément V, relative à la collation des grades (Avignon, 8 septembre 1309)........ 81 v°.

Bulle de Clément V, relative à l'obtention de la licence (Avignon, 8 septembre 1309).. fol. 83 v°.
Statuts de 1426.. 85 r°.
Confirmation des privilèges par Charles VIII (Lyon, mai 1496).... 88 v°.
Mandement de Charles VIII autorisant la vérification de l'acte précédent (Amboise, 9 janvier 1498)........................ 94 r°.
Statuts du 30 septembre 1517, suivi de signatures autographes .... 96 r°.
Déclaration de l'Université de Montpellier, ne reconnaissant d'études valables pour la collation des grades en médecine que celles de l'Université de Paris (Montpellier, 5 avril 1526)...................... 99 r°.
Statuts concernant l'élection et les devoirs de l'abbé et du procureur (Montpellier, 11 octobre 1526)................................ 100 v°.
Approbation des statuts précédents par le gouverneur de Montpellier (Montpellier, 13 octobre 1526)................................ 102 r°.
Convention entre le prieur de S^{t}-Firmin et les maîtres en médecine au sujet des droits de grades et de la caisse de l'Université (Montpellier, 3 novembre 1515).. 104 r°.
Suppression de l'Abbé des étudiants (Montpellier, 25 mai 1527).... 108 r°.
Déclaration de l'Université de Montpellier interdisant l'immatriculation de ceux qui ont exercé un art mécanique (Montpellier, 17 novembre 1527), suivi de signatures autographes.................. 111 r°.
Déclaration interdisant l'enseignement de la médecine chez les particuliers (Montpellier, 12 avril 1515).............................. 112 r°.
Lettres de doctorat en médecine (Montpellier, 17 mars 1491)....... 117 v°.
Certificat d'examen de maîtrise (xvi^{e} s.), suivi de signatures autographes.. 122 r°.
Déclaration réglant les droits des docteurs extraordinaires aux examens (Montpellier, 2 mars 1547), suivi de signatures autographes. 123 v°.
Prescriptions contre les faux certificats et les faux diplômes (Montpellier, 6 mars 1547), suivi de signatures autographes .... 124 r°.
Conditions nécessaires pour la validité des lettres de licence (Montpellier, 1547), suivi de signatures autographes..................... 125 v°.
Accord entre les médecins et les chirurgiens, de ne pas entendre les leçons les uns des autres et de faire un recueil des statuts (Montpellier, 4 décembre 1547).. 127 r°.
Formule des lettres de licence en médecine (Montpellier, 10 mars 1553).. 130 v°.
Formule des lettres de doctorat en médecine (xvi^{e} s.)............. 133 r°.
Litteræ testimoniales matriculæ (xvi^{e} s.)........................ 134 v°.
Litteræ testimoniales licentiæ offerendæ d. vicario (xvi^{e} s.) .... 135 r°.


56

Karolus dei grā
francorum rex. Notum fa
cimus universis presentib;
et futuris, Nos humilem
supplicationem bene dilector
nostrorum Magistrorum
doctorum baccalariorum et scolarium in fa
cultate medicine in villa nostra montispes
sulani studentium recepisse continēn. Quod
dudum per inclite recordationis predecesso
res nostros reges francie, et dominos dicte vil
le montispessulani, Universitati et studio me
dicinali dicti montispessulani in medio tunc
et suppositorum illius, humano generi, et
maxime regnicolis, in vite conservatione

Cōfirmatio ab eodem ... ampliatione, fol. 88. b.

L. LAUZIT, photogravure.

PRIVILÈGES ET STATUTS.

(ARCH. DE LA FAC. DE MÉD.)

Serment de l'apothicaire avant l'obtention du grade de la maîtrise (XVIIᵉ s.) .... fol. 135 v°.
Extraits du *Liber congregationum* (De actibus Univ. decorandis ; De ægrotantibus intra ordinarium) .... 136 v°.

ARRÊTS ET DÉCLARATIONS.

(Arch. de la Fac. de Médecine de Montpellier).

Ce manuscrit, cité sous le titre *Arrêts et Déclarations concernant les privilèges de la Faculté de Médecine* et, en abrégé, *Arrêts et Déclarations,* est conservé aux Archives de la Faculté de Médecine de Montpellier. Il forme un volume de 131 feuillets de parchemin, de 0ᵐ,263ᵐᵐ de hauteur sur 0ᵐ,189ᵐᵐ de largeur. Les 9 derniers feuillets ne sont pas numérotés. Les 3 feuillets qui terminent le manuscrit sont en papier. Le parchemin est épais et de qualité assez grossière. On compte 30 lignes à la page, en moyenne, dans la première moitié du manuscrit, et 35, dans la seconde, où l'écriture est plus serrée. Les marges sont très courtes. Le volume est relié en veau marbré ; des lanières de cuir tiennent lieu de fermoirs. Après le fol. 122, on voit les amorces d'environ 12 feuillets, coupés dans les marges de fond.

L'écriture du manuscrit est une cursive du XVIIIᵉ siècle, irrégulière, à traits épais et courts, présentant les caractères des écritures personnelles du XIXᵉ siècle. Le manuscrit est écrit en entier de la main du chancelier Imbert, qui a inscrit la mention suivante au fol. 1 v°: « Nous, chancelier et professeur[s] soussignés, chargés par l'Université de faire et dresser l'inventaire des titres et pièces renfermés dans les archives, avons jugé à propos de faire transcrire au présent registre les arrêts, déclarations, et autres titres qu'on trouvera cy après, concernant l'Université à Montpellier. Le 12ᵉ septembre 1769. Imbert, chancelier et juge. René. Broussônet ». Le manuscrit, commencé à la date indiquée dans cette note, c'est-à-dire en 1769, a dû être achevé vers 1780 : on trouve la mention de pièces de 1777 (fol. 122 r°).

Ce recueil comprend la transcription de tous les actes importants relatifs à la Faculté de Médecine. Les pièces ne sont pas rangées dans l'ordre chronologique, mais par catégories plus ou moins méthodiques. L'index, qui occupe les deux derniers feuillets, divise les documents en deux séries chronologiques, où les pièces de même époque sont rapprochées, sans que les dates se suivent dans un ordre absolument rigoureux : la première série comprend les documents d'un intérêt général, la deuxième, les documents moins importants (collèges, ordonnances particulières, etc.) Jusqu'au fol. 38, les pièces transcrites sont suivies de l'apostille suivante : « Collationné... par moy, Secrétaire de l'Université de Médecine de Montpellier. Vincent, secrétaire ». Il porte la cote n° XI de la série des registres.

La table mentionne 239 pièces. Les pièces transcrites sont précédées d'une analyse sommaire. Pour les pièces des Archives de la Faculté de Médecine, on voit cité fréquemment un ancien « Inventaire général ». Beaucoup de pièces ne sont indiquées que par de simples cotes : lorsque les originaux n'ont pu être retrouvés, nous avons reproduit ces cotes, en les ramenant à l'orthographe actuelle (Voy. pièces n^os^ 18, 23, 32, etc.)

LIBER RECTORUM.

(Biblioth. de l'Université de Montpellier).

Le *Liber Rectorum* est le cartulaire spécial de la Faculté de Droit. Il est conservé à la Bibliothèque universitaire. C'est un manuscrit de 139 feuillets de parchemin, de $0^{m},267^{mm}$ de hauteur sur $0^{m},181^{mm}$ de largeur. La partie principale du manuscrit, qui contient les statuts, a une numérotation ancienne des feuillets, qui continue jusqu'à la fin et comprend CXXII n^{os}. Au commencement, se trouvent 16 feuillets, qui n'étaient pas compris dans la numérotation primitive. La pagination moderne a été faite à l'encre violette, avec des chiffres ajourés. Le manuscrit est relié en veau, sur des ais très épais, avec une bordure en cuivre sur le pourtour de chaque plat. Au milieu de chacun des plats du dessus et du dessous du volume, se trouve appliquée une R majuscule en cuivre découpé, d'assez grandes dimensions. Le manuscrit a deux fermoirs, sur les attaches desquels se trouve également une R, gravé en pointillé. Deux lanières de peau, terminées par des agrafes, viennent s'appliquer sur les fermoirs.

La partie principale du manuscrit est écrite en gothique du milieu du XV^e^ siècle, peu anguleuse et tracée avec beaucoup de netteté (fol. 17 r°-101 r°). Cette partie offre 40 lignes par page en moyenne. La fin du manuscrit (fol. 101 r°-139 r°) et le commencement (fol. 1 r°-16 r°) sont occupés par des additions du XV^e^ et du XVI^e^ siècle, qui présentent une grande variété d'écritures : écriture gothique du XV^e^ siècle (fol. 9 r°, 9 v°, 93 v°, 107 r°, 111 r°, 112 v°), gothique du XVI^e^ siècle (fol. 12 v°, 13 r°, 15 r°, 117 r°, 118 v°, 122 r°), écriture italique (fol. 101 r°, 113 v°), cursive des notaires (fol. 1 v°, 14 v°, 102 r°, 108 r°, 109 r°, 111 v°, 115 r°, 120 r°, 124 r°, 124 v°, 126 v°). Le nombre de lignes par page varie suivant chacune de ces écritures. On rencontre des annotations marginales des XV^e^, XVI^e^ et XVII^e^ siècles et des index dessinés dans les marges. Dans la partie principale du manuscrit, les initiales sont dorées, sur fond bleu et rouge. Les deux derniers feuillets sont occupés par des mentions diverses (liste de conseillers, fol. 139 r°, etc.)

La pl. IV reproduit la première page de la partie principale (fol. 17 r°). Cette page offre une grande initiale ornée et des rinceaux, couvrant la marge de fond et une partie des marges supérieure et inférieure. Une miniature, qui a malheureusement un peu souffert de l'usure, se trouve au milieu de la marge inférieure : elle repré-

[illegible]

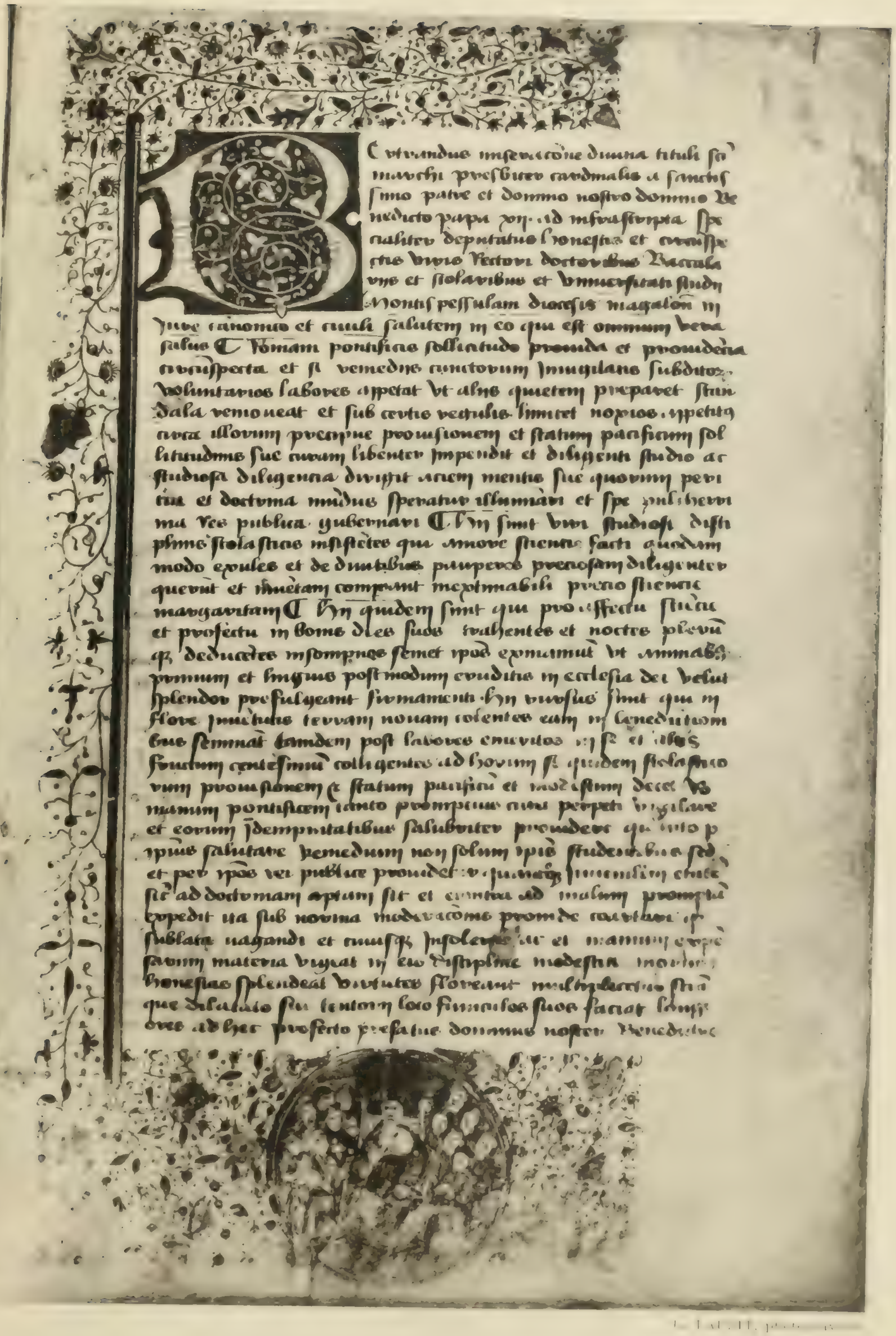
[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]



LIBER RECTORUM.

(BIBLIOTH. DE L'UNIV.)

sente un personnage, vêtu d'une robe rouge et coiffé du chapeau de cardinal, assis sur un siège et entouré d'auditeurs, qu'il semble exhorter. Cette page contient le début des statuts de 1339 (Voy. p. 296-297, pièce n° 65 du Cartulaire).

Le manuscrit comprend trois parties, au point de vue des documents qui y sont contenus. La première partie contient divers statuts et ordonnances du XV^e et du XVI^e siècle (*Secuntur ea que incumbunt rectori, Qualiter debeant visitare bacallariandi, licenciandi et doctorandi,* ordonnances des 8 décembre 1507, 2 avril 1502, 12 février 1502, etc.) On trouve, intercalé dans cette partie, un calendrier, de la même écriture que le texte même du manuscrit, occupant les fol. 2 r°-7 v° : une page est consacrée à chaque mois, mais on n'y voit inscrits que les noms des saints et des fêtes qui pouvaient intéresser la Faculté de Droit (Voy. Appendice du présent volume). La date de la rédaction du *Liber Rectorum* est donnée par une note du milieu du XV^e siècle, qui se trouve au fol. 8 v° : Ista statuta fecit fieri venerabilis et discretus vir magister Martinus Textoris, rectorque erat tunc temporis, pro natione dominorum Cathalanorum, una cum suo venerabili consilio nostre alme Universitatis generalis Studii Montispessullani, anno Domini millesimo CCCC° quinquagesimo tertio etc. Cette note indique que la copie du manuscrit a été commencée en 1453. La seconde partie comprend le texte du cartulaire de la Faculté de Droit proprement dit, s'étendant du fol. 17 r° au fol. 101 r°. La troisième partie contient les documents ajoutés postérieurement à la rédaction de la partie précédente, jusqu'en 1520, et inscrits, au fur et à mesure de leur arrivée (fol. 101 r°-139 v°), comme dans les *Privilegia.*

Dans les blancs qui se trouvaient à la suite d'un assez grand nombre de chapitres, on voit les mentions autographes de la réception d'un certain nombre de recteurs, aux fol. 8 r°, 16 v°, 101 v°, 107 v°, 109 v°, 118 r°, 121 v°, 122 r°, 123 v° 126 r°, 137 v°, 138 r°. Ces mentions donnent les noms suivants : Bartholomeus Plancus (1596), Joannes de Montaigne (1655), Henricus Devaut (1650), Joannes Seguin (1648), Stephanus Planque (1633), Petrus Joubertus (1621), Sebastianus Martinus (1606), Franciscus a Cruce (1608), Petrus Gariellus (1609), Jacobus Conte (1612), Honoratus Hugo (1601), Joannes Sartre (1626), Claudius Patris (1637), Natalis Fages (1642), Henricus Vallobscurius (1604), Petrus Planque (1628), Franciscus Planque (1629), Joannes de Trinquere (1643). Au fol. 116 r°, on voit les armoiries coloriées de Joannes Solatius, nommé docteur régent le 23 septembre 1581 : elles représentent un livre ouvert, avec les mots IL-LUC, et, derrière le livre, une main d'or, levée vers un soleil d'or, sur fond d'azur.

Une copie du *Liber Rectorum,* faite au XVII^e siècle, se composant d'un registre petit in-folio de 370 feuillets, sur papier, se trouve aux Archives départementales de l'Hérault (série D). Le *Liber Rectorum* a été l'objet d'une notice spéciale de M. J. Castelnau, publiée dans les Mémoires de la Société archéologique de Montpellier, t. II, pp. 55-88 *(Notice sur le Liber Rectorum, manuscrit qui faisait partie des Archives de l'ancienne Université de Droit de Montpellier).*

La table ancienne, qui se trouve au commencement du manuscrit (fol. 9 v°-12 r°), n'est pas rédigée avec le même soin que celle qui accompagne les *Privilegia*. La table du *Liber Rectorum*, écrite en cursive du XV[e] siècle, offre de nombreuses additions du XV[e], du XVI[e] et du XVII[e] siècle et des transpositions provenant de ce que les titres des pièces ajoutées n'ont pas toujours été insérés à leur place. En outre, un certain nombre de titres, indiqués entre crochets, ne figurent pas dans le manuscrit:

Sequuntur rubrice statutorum.
De missa die Dominica celebranda........................... fol. 20 v°.
De missa pro deffunctis annis singulis celebranda................ 20 v°.
De funeralibus studencium.................................... 21 r°.
De honestate vestium et taxatione pannorum.................. 21 r°.
Quod nullus studens tripudiet extra domum.................... 21 v°.
Quod nullus studens ludat...................................... 21 v°.
Quod nullus studens portet arma.............................. 21 v°.
Quod nullus studens faciat compatrem vel commatrem........... 21 v°.
Quod insollercie circa carniprivium non fiant.................. 21 v°.
De ordinatione lecture circa jus canonicum..................... 22 r°.
De ordinatione lecture circa jus civile......................... 22 v°.
De vitando discursu per scolas, in primis lectionibus legencium.... 24 v°.
De repeticionibus certis modis et temporibus faciendis........... 24 v°.
De festivitatibus in studio observandis......................... 24 v°.
Per quantum tempus volens lecturam incipere debeat audivisse.... 25 v°.
Quod nulli assumantur ad gradum bacallariatus, nisi in sollempnitate principii.. 25 v°.
Per quantum tempus legisse debeat, qui ad privatam licentiam vult admicti.. 26 r°.
De modo licentiandi et multis preparatoriis ad doctoratum........ 26 r°.
De modo doctorandi et sollemne principium faciendi.............. 28 r°.
De electione Rectoris et consiliariorum......................... 28 v°.
Quis honor sit Rectori studii impendendus...................... 30 v°.
De prerogativa honoris inter doctores et baccalarios observanda... 31 r°.
De collectis communibus in studio faciendis..................... 31 r°.
De conservatione peccunie Universitatis......................... 32 r°.
De collectis doctorum.. 32 r°.
De electione bedelli generalis.................................. 32 v°.
De officio bedelli.. 32 v°.
De officio banqueriorum... 33 r°.
De caucione prestanda a venditoribus librorum.................. 34 r°.

Quod nullus alium supplantet in conductione domorum........... fol. 34 r°.
De taxatione hospiciorum et scolarum........................ 34 v°.
Quod scolares teneantur jurare Rectori........................ 35 v°.
Quod nullus subtrahat alteri scolares......................... 35 v°.
Quod nullus abutatur privilegio introducendi vinum in villa Montispessulani .... 36 r°.
Quod pene pecuniarie, quas studentes incurrunt, Universitati debeant applicari... 36 r°.
De multiplici forma juramentorum. Et juramentum Rectoris....... 36 r°.
Forma juramenti prestandi Rectori et consiliariis de novo assumptis. 36 v°.
Forma juramenti prestandi Rectori a doctoribus volentibus legere ordinarie vel extraordinarie, in principio studii.................... 37 r°.
Forma juramenti prestandi a doctorando domino episcopo......... 37 r°.
Forma juramenti prestandi Rectori a scolaribus et baccallariis, preter juramentum quod habent prestare cum volunt legere.............. 37 r°.
Forma juramenti prestandi Rectori a bedello generali presentibus consiliariis, ante confirmationem suam.......................... 37 v°.
Forma juramenti prestandi Rectori a banqueriis, postquam assumpti fuerint per doctores suos.. 37 v°.
Item, non jurantes infra mensem sunt excommunicati............. 40 v°.
Non jurantes domino Rectori infra mensem sunt excommunicati... 40 v°.
Ista tria statuta de vestibus non faciendis, et de crastino non visitando, et de turbatione, et sententie excommunicationis in dicta cedula contente, sunt suspensa et suspense; et de hoc sunt due littere in capcia communi; et ista suspencio fuit facta beneplacito domini cardinalis... 42 r°.
Ista sunt que debent jurare volentes principiare................. 42 v°.
Littere processus facti per dominum Rectorem et Universitatem contra priorem et fratres ordinis Carmelitarum Montispessulani, super inobtemperancia requisitorum per dictum dominum Rectorem Universitatis et privacionis inde sequute ab honoribus, utilitatibus, etc. [Montpellier, 23 mai 1410]... 43 r°.
Littere restitutionis facte per dominum Rectorem et Universitatem de dictis priore et fratribus Carmelitarum olim a quibus fuerant per litteras precedentes privati [Montpellier, 9 juin 1410]..................... 44 v°.
De incessu et ordine nobilium inter se servandis [Montpellier, 25 février et 9 octobre 1399] .... 45 r°.
Statuta processionis et celebrationis festi Beatorum martirum Fabiani et Sebastiani, facta existente Rectore domino Petro de Rota......... 46 r°.
Astrictio ordinis Predicatorum pro supradicta processione et celebratione fienda, atque intercedendo pro vivis et deffunctis Universitatis. 48 r°.

Confirmacio predictorum statutorum facta per dominum Magalonensem episcopum .... fol. 48 v°.

Concessio indulgenciarum annis singulis in die predictorum martirum per dictum dominum episcopum........................... 48 v°.

Item, statutum pro baccallariis in jure canonico fiendis .... 36 r°.

Statutum editum circa bedellum generalem et banquerios, circa eorum stipendia et vestes, et alia in eo contenta..................... 54 r°.

Quod nullus rector recipiat pecunias Universitatis, nisi sub forma inferius annotata.. 56 v°.

Confirmacio statuti precedentis.............................. 58 r°.

Privacio magistri Petri Fauroni [1428] .... 59 r°.

Restitucio ejusdem [1429]................................... 61 v°.

Statutum quod solventes peccunias Universitati debitas recipiant tilletum a thesaurariis de soluto .... 62 r°.

[Si rector promoveatur ad gradum doctoratus, officium rectoriatus vaccat ipso facto, ac si moreretur, fol. XLVI]

Declaracio cujusdam questionis et propterea appellationis et processus agitati coram domino officiali Magalonensi, pronunciata per dominum Nicholaum Crozeti, decretorum doctorem, in hac parte locumtenentem domini vicarii et officialis, per modum statuti.............. 62 v°.

Pronunciacio et ordinacio facta in ecclesia Beate Marie de Castro super debato et controversia larvariorum .... 63 r°.

Statuta seu ordinationes per modum statuti edite per dominos Rectores alme Universitatis, hic.................................. 64 r°.

[Quibus juribus subrogati a Rectore et consiliariis gaudere debent].

[Statutum domini Girardi Cornavini, fol. XLVIII].

Statutum reformativum et declarativum serimoniarum (sic) et honorum ab antiquo observatorum inter nobiles et licentiatos, editum per dictum dominum Girardum Cornavini.......................... 65 r°.

Statutum quod nullus legat sine licentia Rectoris et cedula sigillata sigillo parvo Universitatis................................... 66 v°.

Statutum factum per dominum Jacobum de Grangia, Rectorem, continens quid debent solvere licentiandi et baccallariandi volentes legere atque principiare de cetero............................ 66 v°.

Statutum editum per dominum Johannem de Aureliaco, Rectorem. 67 r°.

[Confirmacio ejusdem statuti, fol. LII].

[Statuta edita per dominum Petrum Arleni, Rectorem, fol. LII].

[Item, statuta futuris litibus obviantia, et qualiter sindicus debeat facere partem].

[Statutum ut, singulis annis, consiliarius eligatur de principatu Vivariensi (?)]

Statutum addicionale editum per dominum Bartholomeum de Serra, rectorem. De prerogativa Rectoris post expletum officium.......... fol. 68 r°.
Aliud statutum de subrogatione consiliariorum ab Universitate recedencium [3 février 1434].. 69 r°.
Aliud statutum de visitacionibus [10 décembre 1437].............. 70 r°.
Statutum quominus doctor vaccaturus debeat agitari et accipere licentiam a domino Rectore.. 71 r°.
Privacio magistri Bernardi Badie, propter inobedienciam.......... 71 r°.
Moderacio stipendiorum bedellorum Universitatis, editum per dominum Bisuncium de Pristino [14 septembre 1446]................. 72 r°.
Confirmacio statuti supradicti [23 janvier 1447]................. 73 r°.
Privacio bedellorum Universitatis propter inobedienciam [26 septembre 1446].. 73 v°.
Statutum pro celebratione festi Beati Yvonis, editum per dominum Ludovicum de Corberia, Rectorem.................................. 74 v°.
Statutum ordinis incedendi in missis et processionibus Universitatis [18 janvier 1486].. 111 v°.
Sententia domini episcopi Magalonensis, revocatoria electionis quorumdam consiliariorum Universitatis [11 décembre 1490]........... 112 v°.
Creatio principis cerimoniarum [1491]............................ 113 v°.
[Ne agregandus aggregationis gratia aliquid solvat, et vetitur tam pro doctoribus, quam licentiatis].
Statutum editum super responcione fienda baccallariis ad gradum licencie examinatis, nec non marcha argenti solvenda.............. 75 r°.
Statutum declarativum super consiliariis nationis Cathalanorum.... 77 r°.
Bulla domini Martini pape, quod studentes non possint trahi extra villam Montispessulani [17 décembre 1421]........................ 78 r°.
Bulla conservatoria de trahendo debitores per sex dietas.......... 78 v°.
Bulla de exemptione talliarum. Concordat eciam privilegium regium [17 décembre 1421].. 80 r°.
Confirmacio privilegiorum concessorum per Romanos Pontifices et reges [17 décembre 1421].. 80 v°.
Concessio privilegiorum, sicut Studium Aurelianense et Tholosanense [17 décembre 1421].. 81 v°.
Quod studium et Facultas Theologie sit unita cum Facultate canonum et legum [17 décembre 1421]................................... 82 r°.
[Nobiles qui dicuntur. Vide fol. XLIX].
Bulla de audiendo leges per decennium.............................. 83 r°.
Bulla quod religiozi non mendicantes, petita licentia, licet non obtenta, possint esse in studio.. 83 v°.

Bulla de fructibus recipiendis in absencia........................ fol. 84 r°.

Bulla exequtoria de recipiendis fructibus in absencia .... 85 r°.

Bulla quod beneficiati cum cura vel sine, ad dyaconatus vel presbyteratus ordines non possint compelli, a tempore pacificæ adepcionis beneficii usque ad septennium, promoveri, dummodo infra annum ad ordinem subdyaconatus fuerint promoti .... 87 r°.

Bulla domini Clementis pape de fructibus percipiendis in absencia per decennium.. 87 v°.

Bulla exequtoria preinserte bulle............................ 88 v°.

Privilegium concessum per dominum nostrum Francorum regem [1437].. 89 v°.

Privilegium quod studentes sint sub salvagardia regis [mars 1326].. 90 v°.

De privatione officiariorum Universitatis absque licentia abeuntium [3 décembre 1502].. 115 r°.

De electione doctorum regentium singulis annis, de illorumque munere et stipendiis [15 novembre 1510].......................... 117 r°.

De variis emolumentis banche Universitatis [15 décembre 1510]... 118 v°.

Privilegium concessum per dominum Joannem, regem Francorum [janvier 1351] .... 91 r°.

Privilegium concessum per dominum Nycholaum papam, quod nullus conservatorum privilegiorum Universitatis possit subdelegare nisi unum, quem Rector et consiliarii duxerint eligendum [20 janvier 1449].. 93 r°.

Bulla domini Alexandri papæ sexti, quod conservatores studii possint subdelegare alterum ex doctoribus vel licentiatis, clericum aut ex canonicis cujuslibet ecclesie cathedralis [12 juin 1498].................. 93 v°.

Statuta Theologice Facultatis.................................. 95 r°.

I. De decano.. 95 v°.

II. De officio decani....................................... 96 r°.

III. De juramento decani .... 96 r°.

IV. De locumtenente decani .... 96 v°.

V. Quod bedelli teneantur obedire decano..................... 96 v°.

VI. De incessu dominorum prioris et decani .... 96 v°.

VII. De prerogativa dominorum prioris et decani................ 97 r°.

VIII. De capitulis statutorum Universitatis, de quibus eximuntur theologi quatuor ordinum mendicancium........................... 97 r°.

IX. De volentibus legere sentencias........................ 97 v°.

X. Que insignia solvent magistri de novo incorporati............ 97 v°.

XI. De juribus solvendis per novos baccallariandos in Theologia, in primo eorum principio... 98 r°.

XII. De juribus bedellorum, solvendis per illos qui assumuntur ad gradum baccallariatus in Theologia.......................... fol. 98 r°.
XIII. De juribus ipsorum bedellorum, solvendis per illos qui suum novum et solemne principium faciunt in Theologia.................. 98 r°.
XIV. De juribus domino Cancellario solvendis.................. . 98 v°.
XV. De juribus solvendis reverendis magistris regentibus, examinatoribus et actus in vesperiis facientibus, et magistris facientibus actus in aula.. 98 v°.
XVI. De tempore approbationis baccallariorum examinatorum...... 98 v°.
XVII. Quod nullus de ordine mendicancium possit eligi in numero XII consiliariorum Universitatis....... .... 99 r°.
Bulla judicis appellationum conservatorie Universitatis [1er octobre 1513].............. .... 120 r°.
De confirmatione Rectoris, priori Sancte Anne delegata, domino Magalonensi episcopo recusante [1er décembre 1518].................. 122 r°.
Bulla confirmationis judicis appellationum Universitatis [12 sept. 1516]........................ .... 124 v°.
Fundatio collegii du Vergier, alias Cappelle nove [19 novembre 1468]. 126 v°.
XVIII. De modo incessus dominorum magistrorum et doctorum permixtim.. 99 r°.
XIX. De presentacionibus volencium legere..................... 99 r°.
XX. Quoad mendicantes.................................... 99 r°.
XXI. Quod incorporandi solvant thesaurario Universitatis medium francum auri.. 99 r°.
XXII. De lectionibus.. 99 v°.
XXIII. Quod baccallarii non recedant a studio..................... 99 v°.
XXIV. De examine .... 100 r°.
XXV. De illis qui non debent facere actus scolasticos in Universitate. 100 v°.
XXVI. De vesperiis magistrorum.............................. 100 v°.
Statutum ut singulis annis quilibet doctor regens claves sui auditorii in vesperis festi Beati Luce transfere Rectori ac consiliariis teneatur, ad fines eas distribuendi ad votum eorumdem, quod pro caciada nihil solvatur a baccallariis legere volentibus [15 décembre 1471]......... 101 r°.
Paccifficacio facta cum domino Johanne Coveti de Burgo in Breyssia, Lugdunensis diocesis, Rectore alme nostre Universitatis, a reverendis magistris dominis, decano Facultatis sacre Theologie ac ejus locumtenente, super nonnullis inobedienciis et irrevenciis, ab eisdem dicto domino Rectori factis [1464]....................................... 108 v°.
Abolitio abbatis Bectanicorum [24 juin 1465].................... 109 r°.
Statutum in quo cavetur quid debent solvere baccallarii ac licentiati,

et nichilominus eximit quoscumque licentiatos a solutione examinis morum [octobre 1468] .... fol. 110 r°.

Statutum in quo cavetur quod scolares assumentes gradum baccallariatus jurant non alibi recipere gradum licencie vel doctoratus, nisi in presenti Universitate.. 110 v°.

Statutum in quo c̄avetur quantum solvere debet quis pro tabardo et juribus ludorum contra medicos.. 17 v°.

Pro laboribus bedelli.. 119 v°.

La table omet les quatre pièces suivantes :

Transaction entre le recteur et les officiers de la baylie, du 23 janvier 1429 (fol. 102 r°).

Autre transaction du 24 mai 1453 (fol. 105 v°).

Statutum super collectis solvendis per suppositos Universitatis, du 19 mai 1458 (fol. 107 r°).

Statutum de inobedientia cujusdam suppositorum Universitatis, du 18 août 1463 (fol. 108 r°).

SOURCES DIVERSES.

Les manuscrits dont on vient de voir la description, *Privilegia Universitatis medicœ Monspeliensis,* des Archives départementales de l'Hérault, *Privilèges et Statuts* et *Arrêts et Déclarations,* des Archives de la Faculté de Médecine de Montpellier, et *Liber Rectorum,* de la Bibliothèque universitaire de Montpellier, sont les sources principales du Cartulaire de l'Université de Montpellier. Un certain nombre d'autres dépôts ont été mis à contribution.

Archives du Vatican. — Les Archives du Vatican sont très riches en documents relatifs aux anciennes universités. Elles ont fourni un grand nombre de pièces, principalement pour la seconde moitié du XIV^e^ siècle, et quelques-unes du XIII^e^ siècle (n^os^ 7, 11, etc.) Les *Regesta* sont la source principale des documents du Vatican. Les registres des suppliques ont donné un grand nombre de pièces intéressantes (n^os^ 83, 84, 86, 87, 94, 95, 97, 98, etc.), ainsi que les grands *Rotuli* de 1378 (n^os^ 165, 166 et 167). Une pièce, déjà publiée par le P. Denifle, provient des *Instrum. miscell.* (n° 71).

Archives de la Faculté de Médecine de Montpellier. — Les anciennes Archives de la Faculté de Médecine de Montpellier étaient très riches, mais les dilapidations et la négligence n'en ont plus laissé subsister que des débris. Elles ont été classées et inventoriées à diverses reprises, comme en témoignent les cotes qui se trouvent au dos des pièces. Il existait un ancien *Inventaire général,* qui est aujourd'hui perdu. Les pièces étaient rangées par paquets, désignés par des lettres et placés dans des

sacs portant des numéros d'ordre, exemple : sac nº 5, paquet C, pièce nº 19 = S. 5. C, nº 19 (pièce nº 15 du Cartulaire). Nous avons reproduit ces cotes dans les indications des sources (Voy. pièces nºs 5, 8, 14, 15, 31, 33, 58, etc.). Par le nombre de sacs, de lettres et de pièces autrefois contenus dans les archives de la Faculté de Médecine, on peut se rendre compte de la richesse que présentaient ces archives. Les sacs 4 et 5 sont cités très souvent et on voit même un sac portant le nº 11 (pièce nº 58 du Cartulaire). Les articles contenus dans chaque sac étaient au nombre de 20 environ (lett. N, pièce nº 60 du Cartulaire; lettre P, pièce nº 58 ; lett. R, pièce nº 32, etc.)

Archives départementales de l'Hérault. — Les Archives départementales de l'Hérault contiennent plusieurs cartulaires et registres qui renferment des documents relatifs à l'Université.

Le *Cartulaire de Maguelone,* composé de 6 registres in-folio, cotés par les lettres A, B, C, D, E, F et contenant chacun environ 300 feuillets, rédigé en 1368, avec quelques additions jusqu'au commencement du XVIe siècle, renferme plusieurs pièces relatives à l'Université, extraites du reg. B (pièces nºs 66, 67, etc., du Cartulaire), du reg. D (pièces nºs 2, 26, 38, etc.), du reg. F (pièces nºs 6, 69, etc.)

Le *Cartulaire coté nº 9,* recueil de reconnaissances des vassaux de l'évêché de Maguelone, s'étendant de 1395 à 1486 et comptant 129 feuillets, contient plusieurs pièces relatives à l'Université (pièces nºs 2, 4, 8, 25, 26, 27, etc.) et notamment les statuts de 1340 (pièce nº 68 du Cartulaire).

Le *Cartulaire du Collège des Douze-Médecins,* coté cartul. nº 11, manuscrit in-4º sur papier de 163 feuillets, a fourni un assez grand nombre de pièces, dont quelques-unes pour le XIVe siècle (pièces nºs 37, 150, 151, 152, etc.), parmi lesquelles les statuts du Collège des Douze-Médecins (pièce nº 169 du Cartulaire).

Les *Minutes du notaire Jean de Sala*, manuscrit in-8º sur papier de 60 feuillets, contenant les procès-verbaux des réceptions des licenciés et des docteurs de la Faculté de Droit, pour 1341 et 1342. Nous avons donné un de ces procès-verbaux in extenso (pièce nº 78) et nous en avons extrait la liste de tous les noms, qui figure à l'Appendice du présent volume (pièce nº 7).

Archives municipales de Montpellier. — Les Archives municipales de Montpellier contiennent un grand nombre de pièces relatives à l'Université, principalement au sujet des droits d'entrée sur les vivres et des conflits de juridiction entre l'Université et les Consuls ou l'Évêque de Maguelone. La plupart des pièces proviennent de l'ancien fonds des Archives consulaires, désigné sous le nom de Grand Chartrier (pièces nºs 17, 20, 22, 46, 49, etc.), et des nouvelles layettes, contenant les pièces ajoutées à cet ancien fonds (pièces nºs 24, 28, 29, 45, 47, 48, etc.) Les pièces du Grand Chartrier sont cotées par l'indication de l'*armoire* qui les renfermait et de la caisse

ou *cassette* où elles sont placées ; les pièces des nouvelles layettes portent l'indication de l'armoire, du rang, de la liasse et de la lettre attribuée à chaque pièce. Quelques pièces proviennent des registres des *Actes du Consulat* (nos 170, 177, 178, etc.), du *Grand Thalamus* (n° 20, etc.), et du *Liber instrumentorum memorialium* (n° 1). Pour les pièces actuellement perdues (nos 64, 136, etc.), les analyses données dans les anciens inventaires qui en font mention ont été reproduites, en étant ramenées à l'orthographe moderne (Cf. *Récolement des Archives municipales,* par E.-Daniel Grand, archiviste de la Ville de Montpellier, 1889, in-8°, pp. 25-29).

La pl. I reproduit une pièce du Grand Chartrier, la bulle de Nicolas IV, du 26 octobre 1289, érigeant les écoles de Montpellier en Université. Cette charte mesure 0m,43 cent. de haut sur 0m,71 de long. Elle est scellée d'un sceau en plomb sur cordonnets de soie jaune et rouge, comme toutes les bulles pontificales de cette époque. Ses grandes dimensions ont nécessité une forte réduction dans le fac-similé, pour être ramenées aux proportions des autres planches (Voy. pp. 210-212, pièce n° 20 du Cartulaire).

Bibliothèque de la ville de Lunel. — La bibliothèque de Lunel (dép. de l'Hérault), contient un des documents les plus importants et les plus intéressants du Cartulaire, les *Statuts du Collège de Saint-Ruf,* renfermés dans un manuscrit in-12, de 0m,148mm de hauteur sur 0m,113mm de largeur, relié en maroquin brun gauffré, comptant 42 fol. de parch. dont 39 numérotés, d'une écriture contemporaine de la date des statuts, publiés en 1368 (pièce n° 141 du Cartulaire, pp. 495-515).

Collection de M. de Massilian. — La collection de M. Auguste de Massilian, de Montpellier, renferme plusieurs pièces relatives à l'Université, tombées en la possession de la famille de Massilian, dont les membres ont exercé des charges importantes dans l'ancienne Université. Ces documents sont des confirmations de privilèges, du 31 mai 1410, de décembre 1537, du 4 mai 1539, de juillet 1613 et du 16 juillet 1681, des lettres synodales du concile de Bâle, du 26 février et du 17 avril 1440, etc. (Voy. pièces nos 99, 131, 161, etc., et Appendice du présent volume.)

Autres sources. — Quelques autres bibliothèques et archives ont fourni divers documents : les Archives Nationales (nos 99, 100, 101, 102, etc., et Appendice du présent volume) ; la Bibliothèque Nationale (n° 3) ; les Archives municipales de Pézénas (nos 96, 105, 108, 114) ; les Archives départementales de la Lozère (nos 150, 151, 152, etc.) ; les Archives départementales des Bouches-du-Rhône (n° 139) ; la bibliothèque de Bordeaux (n° 12) ; la bibliothèque de la ville de Luxembourg (Voy. Appendice).

Quelques pièces n'ont pu être identifiées (nos 10, 13).

MANUSCRITS GERMAIN.

Les manuscrits de M. Germain relatifs à l'Université de Montpellier, qui ont formé la base de la publication du Cartulaire, sont conservés à la Bibliothèque de la Ville de Montpellier. Ils forment 11 volumes in-4°, de 0m,23 cent. de hauteur, sur 0m,18 cent. de largeur, reliés en demi-basane. Ils sont écrits en grosse écriture droite, plus serrée dans les copies anciennes que dans les copies récentes. Les feuillets ne sont écrits que d'un seul côté, excepté dans quelques copies, généralement anciennes, qui sont écrites des deux côtés. Un certain nombre de copies de pièces déjà publiées par M. Germain sont les copies mêmes envoyées à l'imprimerie et portent les signes de la disposition typographique pour les majuscules, alinéas, etc. Quelques notes, écrites sur des fiches de dimension moindre que celle des feuillets, sont intercalées dans plusieurs volumes. (Voy. pp. 195, 235, 340, etc, du Cartulaire). Chacune des pièces transcrites est précédée d'une analyse sommaire en français, avec indication de la date, et suivie de l'indication des sources. Les variantes des documents les plus anciens et les plus importants, conservés dans plusieurs textes, sont ajoutées en interligne. L'indication des pièces collationnées est plusieurs fois donnée.

Les manuscrits de M. Germain sont répartis de la manière suivante : *Cartulaire de la Faculté de Médecine* (3 vol.), *Liber Rectorum* (1 vol.), *Liber congregationum* (3 vol.), *Délibérations de la Faculté de Médecine* (1 vol.), *Liber matricule, Liber procuratoris, Liber lectionum* et *Examens et grades* (1 vol.), *Cancellariat* et *Cérémonial* (1 vol.) et *Livre des maîtres chirurgiens* (1 vol. br.)

Le *Cartulaire de la Faculté de Médecine* forme trois volumes, dont la pagination est continue. Le t. I compte 308 feuillets et s'étend de l'année 1181 à l'année 1498 ; le t. II comprend les fol. 309-621 et s'étend de 1498 à 1619 ; le t. III comprend les fol. 622-939 et s'étend de 1619 à Louis XVIII. En tête du t. I se trouve une table chronologique du Cartulaire de la Faculté de Médecine et une description du manuscrit des *Privilegia Universitatis medicœ Monspeliensis* (fol. 1-49). Un certain nombre de copies ont été faites vers 1850 (fol. 51, 149-151, 166-177, 180-190, 193, 214, 275, 288, 651, etc). Une copie est écrite au dos d'une lettre à en-tête de l'Académie de Montpellier, datée de 1858 (fol. 214). Plusieurs pièces sont des copies déjà envoyées à l'imprimerie (fol. 289, 291, 330, 335, 343, 350, etc). Les documents français du XVe et du XVIe siècle portent en interligne les variantes des divers textes qui les contiennent (fol. 310, 423, 427, 458, 471, 495, 500, etc.)

Le *Liber Rectorum* forme un volume de 354 feuillets, s'étendant de 1339 à 1723. En tête du volume, se trouve une transcription de la table et du calendrier contenus dans le manuscrit (fol. 1-16). On rencontre des copies anciennes (fol. 107, 297-307, 325-338, etc.), des pièces envoyées à l'imprimerie (fol. 17, 110, 123, 311, etc.), des épreuves d'imprimerie (fol. 296) et des notes intercalées (fol. 212 *bis*, 294, 343-354).

Le *Liber congregationum*, qui contient les délibérations du conseil de l'Université, forme trois volumes. Le t. I compte 414 feuillets et s'étend de 1557 à 1572. Le t. II compte 471 feuillets et s'étend de 1598 à 1662. Le t. III compte 457 feuillets et s'étend de 1662 à 1795. Les volumes sont partagés en un certain nombre de sections, correspondant aux différentes parties des registres originaux (par ex. : 1598-1624, 1624-62, 1662-64, 1664-75, etc.) On rencontre, parmi les feuillets des volumes, des lettres à en-tête de l'Académie de Montpellier, datées de 1873 et 1874 (fol. 237 et 473).

Les *Délibérations de l'Université de Médecine de Montpellier*, de 1726 à 1794, forment un volume de 345 feuillets. Les documents qu'il contient sont rédigés en français.

Le *Liber matricule* comprend les immatriculations, depuis le 19 février 1503 jusqu'au 3 juin 1561 ; on y rencontre des notes intercalées (fol. 2, 4, 33, 34, 51 *bis*), et une feuille à en-tête de l'Académie, datée de 1869 (fol. 4) ; il compte 52 feuillets. Le *Liber Procuratoris studiosorum* comprend les documents relatifs au procureur des étudiants, depuis le 29 mars 1526 jusqu'au 15 décembre 1535 ; il compte 243 feuillets. Le *Liber lectionum et clavium* comprend les programmes des cours, etc., depuis 1462 jusqu'en 1555 ; il compte 66 feuillets. Le registre des *Examens et grades de l'Université de Médecine* contient les noms des candidats reçus aux divers examens, avec l'indication des dates de réception, de 1594 à 1794 ; il compte 38 feuillets. Les quatre recueils qui précèdent ont chacun une pagination distincte dans la copie de M. Germain et sont réunis en un seul volume.

Le recueil du *Cancellariat* comprend les documents relatifs au chancelier de la Faculté de Médecine, de 1539 à 1767 ; il compte 58 feuillets ; on y trouve inséré, au fol. 38 *bis*, un plan original de la cheminée de la salle du conclave, de 1778. Le *Cérémonial de l'Université de Médecine* comprend les documents relatifs aux installations de professeurs, vacances, révocations, enterrements, harangues et compliments, etc., de 1701 à 1791 ; il compte 254 feuillets ; il renferme, aux fol. 69 et 70, un autre document original, qui est une lettre annonçant la mort de M. Bénézech, du 24 novembre 1784 ; on rencontre une note à en-tête de la Faculté, datée de 1874 (fol. 206 *bis*). Les deux recueils qui précèdent ont chacun une pagination distincte et sont réunis dans le même volume.

Le *Livre des maîtres chirurgiens de Montpellier* s'étend de 1635 à 1794. Il est actuellement broché et comprend 11 cahiers, composés de feuilles doubles et chacun d'environ 15 feuillets, correspondant aux différents registres partiels du recueil.

On trouvera, à la table générale des documents qui se trouve à la fin de chaque volume du Cartulaire, la concordance des pièces que nous publions avec les feuillets des manuscrits de M. Germain où elles figurent.

En ce qui concerne les dates des documents, nous avons adopté les règles sui-

vantes pour la fixation du commencement de l'année. Les pièces données à Montpellier ou dans le Languedoc et les pièces émanées des rois d'Aragon sont datées d'après le style du 25 mars. Un document montpelliérain de 1361 mentionne cette date comme étant celle du commencement de l'année (pièce nº 117 du Cartulaire). Des documents de procédure de 1281 donnent successivement, pour la même année, les dates du 24 mars 1280 (anc. st.) et du 31 mars 1281 (pièce nº 15 du Cartulaire). Les pièces émanées de la chancellerie pontificale sont datées d'après le style du 25 décembre. Les pièces émanées de la chancellerie des rois de France sont datées d'après le style de Pâques. Un acte notarié de 1378, donné à Montpellier, est exceptionnellement daté d'après le style de Pâques (pièce nº 164, 8 avril 1378). D'après deux pièces de la fin du XIVᵉ siècle et suivant l'ordre dans lequel elles doivent se succéder, le style du 25 décembre ou du 1ᵉʳ janvier pourrait avoir été usité à cette époque dans la Faculté de Droit (pièces nᵒˢ 195 et 196).

SCEAUX.

La pl. V donne les fac-similés de cinq matrices de sceaux de l'Université, reproduits avec une légère réduction dans les dimensions.

1° *Faculté de Médecine* (XIVᵉ siècle). — Sceau rond, de 0ᵐ,050ᵐᵐ de diamètre, appartenant à la Faculté de Médecine de Montpellier (reproduit dans l'angle droit inférieur de la pl. V). Dans le champ, on voit saint Luc, vêtu d'une robe et coiffé d'une calotte, assis dans une chaire, devant un pupitre chargé d'un livre dont il tourne un feuillet de la main gauche, tandis qu'il tient la main droite levée en dirigeant l'index vers le livre ; dans l'axe du pied du pupitre, qui est en même temps au centre de la circonférence du sceau, on remarque un point saillant, vers le milieu de la marge de fond du livre ; en face du pupitre se trouve le veau ailé, emblème de saint Luc, surmonté d'une étoile à huit rais et d'un écu aux armes de Montpellier et d'Aragon. La partie supérieure du champ est occupée par la Sainte Vierge, tenant dans ses bras l'enfant Jésus. Une banderolle semi-circulaire, portant la légende : ***LVCAS. S. MARIA,*** sépare les deux parties du champ. Le fond du champ est un quadrillé en losange, dans les compartiments duquel se trouvent des couronnes formées de cinq globules.

Légende : † ***Sigillum VNIVERCITATIS MEDICORVM MONTISPESSVLI.*** La 7ᵉ lettre du second mot est un *c* au lieu d'une *s*.

Sceau en cuivre monté dans un flan en fer. Au dos, se voit le trou qui servait d'attache à la poignée.

Cf. R. Gordon, *F. Rabelais à la Faculté de Médecine de Montpellier,* 1876, p. 14 (fac-similé direct, donnant l'aspect de la matrice du sceau, avec les lettres en sens inverse).

2° *Faculté de Médecine. Sceau du Procureur* (XIV^e siècle). — Sceau ovale, dont le grand axe a $0^m,066^{mm}$ et le petit axe $0^m,041^{mm}$ de long, appartenant à la Faculté de Médecine de Montpellier (reproduit au centre de la pl. V). Dans le champ, saint Luc (?), tenant la main droite levée et portant un livre (?) de la main gauche, entre deux personnages assis devant des pupitres. Dans la partie inférieure du sceau, on voit un buste entre deux têtes (procureur et étudiants ?).

Légende : ✝ **Sigillum ProCVRATORis VNIVerSITATIS MEDICORum STuDII MOnTISPessuLanI.** Les lettres *ur*, au 2^e mot, et *or*, au 4^e mot, sont enclavées.

Sceau en cuivre, au dos duquel se trouve une poignée avec trou pour passer un anneau.

Cf. R. Gordon, *F. Rabelais à la Faculté de Médecine de Montpellier*, p. 13 (fac-sim. direct).

3° *Faculté de Médecine* (1605). — Sceau rond, de $0^m,079^{mm}$ de diamètre, appartenant à la Faculté de Médecine de Montpellier (reproduit dans l'angle gauche supérieur de la pl. V). Dans le champ, se trouve Esculape, couronné de laurier, assis sur un monticule couvert de simples, tenant de la main droite le caducée enlacé d'un serpent et ayant à côté de lui un coq. Dans le fond, à la partie inférieure, on voit les armes de Montpellier, et, à la partie supérieure, de chaque côté de la tête du personnage, les armes des rois de France, l'étoile des Pythagoriciens et deux croix.

Légende : **SIGILLVM. NOVVM. DOCTORum. MEDicorum. VNIVERSitatis. MONSPELiensis.** 1605.

Sceau en cuivre, avec une poignée formée d'une lame de cuivre de 45 millimètres de hauteur, percée d'un trou. Ce sceau fut fait par Jean Leblanc, sculpteur, en 1605, d'après une mention contenue dans le *Liber congregationum* de 1598-1624 (fol. 98 v° et 109 r°).

Cf. R. Gordon, *F. Rabelais à la Faculté de Médecine de Montpellier*, p. 15 (fac-sim. direct).

4° *Faculté de Droit* (XIII^e-XIV^e siècle). Sceau rond, de $0^m,070^{mm}$ de diamètre, appartenant à la Société archéologique de Montpellier (reproduit dans l'angle droit supérieur de la pl. V). Le champ est séparé en deux parties égales par une triple ligne saillante. Dans la partie supérieure, la Sagesse, assise, portant une couronne à trois fleurons et revêtue d'une robe d'hermine, tient, de la main gauche, un livre fermé, appuyé sur sa poitrine, et, de la main droite, un phylactère, qui se déroule jusqu'à la partie inférieure du champ et qui porte la légende suivante : **Per ME REGES REGNANT et POTENTES SCiBVnT IVSTICIAM ;** de chaque côté de la Sagesse, se trouvent les écussons de France et d'Aragon, appuyant sur la ligne de séparation des deux parties du champ ; dans le fond, derrière la Sagesse, on lit la légende : **SAP-IENTIA.** Dans la partie inférieure, on voit six personnages assis, vêtus de robes,

SCEAUX.

partagés en deux groupes, entre lesquels passe le phylactère, qu'ils montrent du doigt. Le fond est formé de hachures entrecroisées.

Légende : † **Sigillum. VNIVERSTTATIS: SCOLARIVM: MONTISPESSVLANI:** La 8e lettre du second mot est un *t* au lieu d'un *i*.

Sceau en cuivre, avec poignée et trou, par lequel passe un anneau. La date de ce sceau doit se placer entre le commencement de la domination française à Montpellier (1292) et la fin de la domination aragonaise (1349), puisque les armoiries des rois de France et des rois d'Aragon s'y trouvent simultanément.

5° *Faculté de Pharmacie* (1664). Sceau de forme elliptique, dont le grand axe a 0m,052mm et le petit axe, 0m,046mm de long, appartenant à la Société archéologique de Montpellier (reproduit dans l'angle gauche inférieur de la pl. V). Dans le champ, se trouve saint Roch, en costume de pélerin, pieds nus, laissant voir la plaie de sa jambe gauche, tenant un bourdon de pélerin de la main droite et une boîte d'onguents de la main gauche ; à côté de saint Roch, on voit un chien couché sur un livre et tenant un gâteau dans sa gueule ; un phylactère sort de la bouche de saint Roch et porte la légende suivante : **NIHIL. PRŒTIOSIVS ;** le livre porte sur le côté le millésime 1664. Le champ est entouré d'une double bordure ornée, entre laquelle court la légende.

Légende : **SIGILLVM. FACVLTATIS. PHARMACIÆ. MONSPELLiensis.** Les mots sont séparés les uns des autres par des fleurs à 5 pétales.

Sceau en cuivre, muni d'un manche en bois tourné de 0m,13 cent. de long. L'*Armorial général* de D'Hozier en donne la description héraldique.

HISTOIRE

DE

L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

PAR

A. GERMAIN.

INTRODUCTION.

Montpellier a été au moyen âge et est encore aujourd'hui un des centres les plus renommés de la vie intellectuelle. Les plus anciennes Écoles de Droit et de Médecine qu'ait eues la France y ont glorieusement prospéré, et il n'est aucune branche d'enseignement qui n'y ait eu sa part d'illustration.

Il n'est donc pas inutile, — en ce moment où les questions universitaires captivent les esprits, — de retracer l'histoire de cette vie savante. Je suis parvenu, à force de recherches, à en établir l'ensemble, et c'est le résultat de plus de quarante années de travail que j'offre ici au public.

Cette vie scolaire ayant été longue et variée, je ne pourrais, sans risquer d'être confus, en résumer les annales d'un seul jet. Je grouperai donc méthodiquement en premier lieu ce qui concerne ses origines; — puis j'en esquisserai l'expansion, jusqu'aux troubles religieux du XVI^{me} siècle, qui ont failli la ruiner (1289-1561); période de premier développement normal pour nos Écoles; — j'en poursuivrai finalement l'histoire, de la rénovation des études à l'année 1792; trois étapes de patient labeur, à travers lesquelles le progrès se manifestera diversement.

Telles seront les grandes divisions de ce travail. Il a surtout pour objet de synthétiser, en les caractérisant, les données éparses dans mes précédentes monographies universitaires.

Que faut-il d'abord entendre par *Université de Montpellier?*

Notre point de départ, logiquement, doit être la bulle du pape Nicolas IV, du 26 octobre 1289, érigeant en Université les Écoles de Montpellier. Ce document va permettre de concevoir tout de suite une idée du sujet multiple que j'embrasse.

Nicolas IV n'entend pas y créer nos Écoles; elles préexistaient à son œuvre d'assemblage. Il se propose simplement d'en régulariser la situation, en les plaçant toutes sous la main de l'autorité ecclésiastique. C'était l'autorité enseignante d'alors. Le pape la confirme et la sanctionne, à l'égard de nos Écoles, dont il dresse du même coup une sorte de statistique.

Laissons-le s'en expliquer lui-même, au moyen d'une traduction littérale de sa bulle du 26 octobre 1289.

« Nicolas, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu, à nos chers fils les docteurs et étudiants de tout ordre, présents et futurs, établis à Montpellier, du diocèse de Maguelone, salut et bénédiction apostolique.

» Puisque la Sagesse, qui émane du Très-Haut, a pour effet d'illuminer et de façonner à la vertu le cœur des hommes, nous devons, en notre qualité de Ministre de Dieu et de dispensateur de ses biens, appeler de tous nos vœux le succès des moyens propres à faire triompher la Sagesse des ténèbres de l'ignorance, et à mettre les hommes en mesure d'agir à la lumière de la vérité, après avoir dissipé le nuage de l'erreur. Aussi désirons-nous ardemment voir les études littéraires se propager partout, et particulièrement dans les lieux réputés les plus favorables à la fécondation et au développement des germes salutaires de la science, convaincu que dans ces études se trouve, pour ceux qui la cherchent avec soin, la perle précieuse de la Sagesse.

» Comme, en conséquence, la ville fameuse et illustre de Montpellier

passe pour convenir merveilleusement à l'étude, nous croyons utile à l'intérêt public qu'il y ait là des hommes qui cultivent la Sagesse, et qui puissent donner, selon leur temps, les fruits qu'il plaira au Dieu des sciences d'y produire. C'est pourquoi nous octroyons, par l'autorité des présentes, l'érection dans ladite ville d'une Université, où les maîtres auront à l'avenir le droit d'enseigner, et les étudiants celui d'apprendre librement, en suivant les cours de toute Faculté régulièrement établie. Si, avec le temps, il se trouve dans cette Université des sujets, qui, après avoir gagné le prix de la science, veulent obtenir la licence d'enseigner, afin de transmettre plus aisément aux autres le résultat de leur travail, nous leur accordons de pouvoir s'y faire examiner sur le droit canonique et civil, de même que sur la médecine et sur les arts, et de pouvoir y prendre, mais dans ces Facultés seulement, le titre et les insignes de la maîtrise, imposant néanmoins à tout candidat à la maîtrise l'obligation de se présenter préalablement à l'évêque diocésain de Maguelone ou à son délégué spécial. Ceux-ci convoqueront, en pareil cas, les maîtres de la Faculté que concernera l'examen à subir, et procéderont avec eux de bonne grâce et sans difficulté à l'examen du candidat ou des candidats qui se seront présentés. L'examen portera sur la science, la faconde, la manière de *lire,* et sur les autres qualités requises pour les fonctions doctorales. L'évêque, ou son délégué, approuvera alors et admettra les candidats qu'il jugera capables, après avoir recueilli en secret l'avis des maîtres, avis que nous défendons expressément, sous peine de la malédiction divine, de révéler à leur préjudice en quoi que ce soit. Ils confèreront à ceux-là la licence demandée, mais ils rejetteront sans pitié les incapables : car ils ne doivent écouter en rien ni les inspirations de la faveur, ni celles de la haine.

» Afin que la vacance du siège de Maguelone ne risque pas de devenir un obstacle pour les candidats à la maîtrise, nous voulons au reste que, puisqu'il y a trois archidiacres dans cette Église, les candidats se présentent, en cas de vacance de ce genre, au premier archidiacre, ou, s'il est absent ou empêché, au second archidiacre, lequel sera suppléé, à son tour, au besoin, par le troisième. L'archidiacre

de service aura alors les mêmes conditions à remplir, quant à l'examen et à l'approbation, que l'évêque lui-même.

» Les candidats examinés et approuvés selon le mode prescrit, qui auront obtenu à Montpellier la licence d'enseigner, jouiront de la faculté pleine et entière de pouvoir, sans contradiction, comme aussi sans autre examen ou approbation, régenter ou enseigner partout ailleurs. Nous ordonnons de plus pour que les examens se fassent convenablement, que les maîtres qui se proposent de *lire* dans l'Université de Montpellier, prêtent publiquement, avant de se mettre à l'œuvre, le serment de se rendre aux dits examens, sur la convocation de l'évêque ou de son délégué, à moins d'empêchement légitime, et de donner consciencieusement et de bonne grâce leur avis, sans haine ni faveur, sur la capacité ou l'incapacité des candidats à admettre ou à rejeter. Ceux qui oseraient se dispenser de prêter ce serment ne pourront ni *lire* ni examiner, ni participer à aucun avantage ou bénéfice de l'Université.

» Il ne sera permis à personne de porter atteinte aux prescriptions ou interdictions de ce décret, en refusant témérairement de s'y conformer. Quiconque aurait la présomption de les enfreindre encourrait la malédiction du Dieu tout-puissant et des saints apôtres Pierre et Paul.

» Donné à Rome à Sainte-Marie Majeure, le septième jour avant les calendes de novembre, la deuxième année de notre pontificat (26 octobre 1289) [1]. »

Cette bulle de Nicolas IV résume ce que l'on sait touchant le rôle de l'autorité ecclésiastique par rapport à nos anciennes Écoles, et elle donne en même temps la situation générale de l'enseignement à Montpellier en 1289.

La Faculté de Droit y apparaît en tête, avec ses deux branches du droit canonique et du droit civil, — à la suite desquelles figurent les Facultés de Médecine et des Arts. Il n'y est fait mention ni de la Théologie, ni des Sciences proprement dites. La Théologie n'était

[1] Germain, *Hist. de la Comm. de Montp.*, III, 156 et 452. — Voir plus loin, dans le présent volume, le texte même de la bulle ici traduite.

encore, à la fin du XIII^me siècle, enseignée à Montpellier que dans les cloîtres; et quant aux Sciences, on ne les rencontrait alors nulle part groupées en Facultés spéciales; elles faisaient cortège aux cours de logique dans les Facultés des Arts, quand elles ne s'associaient pas à l'alchimie et à l'astrologie.

De là vient que trois Facultés seulement sont inscrites dans la bulle pontificale du 26 octobre 1289, celles de Droit, de Médecine et des Arts, classées selon l'ordre ici marqué, qui doit avoir été l'ordre officiel.

La bulle de Nicolas IV ne se prononce aucunement sur le régime intérieur de nos Écoles : elle n'a qu'une chose en vue, c'est de les réunir en Université. Elle laisse d'ailleurs à chaque Faculté le soin de pourvoir à ses besoins propres, et de se régir selon ses statuts particuliers, sous la haute main de l'autorité ecclésiastique, d'où émanait le suprême pouvoir enseignant de ce temps-là.

Je ne saurais trop le redire toutefois, l'histoire de l'enseignement à Montpellier date de plus loin. La bulle de 1289 n'a été que la consécration d'exercices scolaires déjà anciens.

L'intention de Nicolas IV, lorsqu'il a érigé en Université nos Écoles de Montpellier, n'a pas été précisément d'innover à leur égard, mais de les associer entre elles, au profit de l'enseignement, — comme aussi dans l'intérêt des maîtres et des étudiants.

Telle avait été également la pensée du cardinal Robert de Courçon, par rapport à l'Université de Paris, en 1215.

Universitas signifie particulièrement, dans cet ordre d'idées, une réunion d'hommes animés d'un même esprit, une corporation ayant les mêmes besoins disciplinaires et scientifiques. On disait également dans le même sens *Studium generale*.

C'est conséquemment une conception de progrès qui a présidé, dans la pensée du généreux fondateur, à l'érection de nos Écoles en Université. Mais elles n'ont rien eu à sacrifier de leur autonomie antérieure, en condensant ainsi leurs forces.

Notre École de Médecine avait déjà reçu, en 1220, du cardinal Conrad, évêque de Porto et de Sainte-Rufine, ses premiers Statuts; et elle a même été, à diverses reprises, décorée à part du titre d'Uni-

versité. Charles VIII et Louis XII le lui ont reconnu en 1498, et son réorganisateur l'évêque Guillaume Pellicier le lui a maintenu en 1534.

Nicolas IV n'a pas entendu lui enlever ce privilège, non plus qu'aux deux autres Facultés ses voisines leurs avantages spéciaux. Il n'a rien aboli des immunités dont elles étaient en possession; il n'a fait qu'en affermir les bases. C'est sur sa bulle du 26 octobre 1289 que reposent les statuts octroyés en 1339 à notre École de Droit par le cardinal Bertrand de Deaux, et les règlements revisés en 1534, comme je viens de le dire, pour notre École de Médecine, par Guillaume Pellicier, d'insigne mémoire.

Non-seulement la bulle de 1289 a servi de sauvegarde à nos Écoles sans les amoindrir, mais elle a valu à leurs gradués l'autorisation de généraliser et de propager leur enseignement.

« Les candidats examinés et approuvés, qui auront obtenu à » Montpellier la licence d'enseigner, jouiront, — précise-t-elle, — » de la faculté pleine et entière de pouvoir, sans contradiction, comme » aussi sans autre examen ou approbation, régenter ou enseigner » partout ailleurs. »

Illi autem qui in loco prefato examinati et approbati fuerint, ac docendi licentiam obtinuerint, ex tunc, absque examinatione vel approbatione alia, regendi et docendi ubique plenam et liberam habeant facultatem, nec a quoquam valeant prohiberi.

L'autorité qui commandait *Urbi et Orbi* pouvait seule émettre une prescription de cette ampleur. De là est sortie la formule *Licentia regendi et legendi hic et ubique terrarum* de nos anciens diplômes.

Qui aurait pu valoir à nos médecins, sans cette souveraine autorité, le droit d'enseigner et de pratiquer partout, à une époque où étaient encore si restreintes les relations internationales?

Nos médecins n'eurent qu'à y gagner à l'extérieur, et à l'intérieur aucune de leurs prérogatives n'en souffrit.

Lorsque Louis XIV, en 1686, entreprit d'adjoindre aux Facultés primitives la Théologie, que le pape Martin V s'était borné, en 1421, à annexer à notre École de Droit, l'École de Médecine eut gain de cause auprès du Conseil d'État contre l'innovation. L'édit d'Union de

1686 fut réformé en 1687, et l'École de Médecine fut maintenue dans son originelle autonomie, « voulant Sa Majesté que ladite Université » de Médecine demeure au même état qu'elle étoit auparavant. »

La Constitution de Nicolas IV s'imposait d'ailleurs lorsqu'elle fut promulguée : car la nécessité se manifestait de remonter dans nos Écoles les ressorts de la discipline. Des conflits venaient d'y avoir lieu entre l'autorité seigneuriale et l'autorité épiscopale, et s'y poursuivaient encore. Faut-il s'étonner du soin qu'apporte la bulle du 26 octobre 1289 à établir la supériorité et à déterminer le rôle de l'évêque diocésain au sujet de l'enseignement et des exercices scolaires? Lui seul pouvait, en vertu des traditions alors généralement acceptées, pacifier et régir pour le mieux nos Écoles.

La Constitution apostolique de 1289 est donc à la fois une œuvre de progrès et un moyen d'organisation. Elle a protégé, à tous égards, l'avenir de nos Écoles, et son esprit a plané sur elles jusqu'à notre Révolution de 1789.

Nous avons de plus avec elle une date précise, celle du 26 octobre 1289, — avantage que ne nous donnerait pas, quant à l'origine primordiale de nos Écoles, ce que l'histoire renferme de leur passé.

Car alors même qu'on prendrait au sérieux l'exergue d'un ancien sceau de notre École de Médecine *Scholæ medicæ Monspelii, seculo decimo institutæ,* entourant l'effigie d'Hippocrate, tel que l'ont conservé nos archives, à quel moment du X^me^ siècle conviendrait-il de rapporter cette relique? Pure conception légendaire d'une époque où l'on n'hésitait pas à traiter de contemporains Avicenne et Averrhoès, que sépare pourtant l'un de l'autre, dans les annales de la science, un intervalle de plus d'un siècle [1].

[1] Astruc a lui-même commis cet anachronisme, en avançant, à la page 13 de ses *Mémoires pour servir à l'histoire de la Faculté de Médecine de Montpellier,* qu'Avicenne n'a commencé à enseigner que vers 1150. Or Avicenne, né de 980 à 997, est mort en 1036. Averrhoès seul a débuté dans l'enseignement vers 1150. François Ranchin avait affirmé antérieurement la même méprise, en disant, dans son *Apollinare Sacrum : Certum est celebres illos et principes viros* (Avicennam et Averrhoem) *circa annum Domini 1149 et postea floruisse.*

Aucun document historique du X^me^ siècle n'appuierait cette étrange anomalie ; et il faudrait aller jusqu'au XII^me^ siècle pour rencontrer un souvenir quelconque authentiquement applicable à notre École de Médecine.

Elle n'existe réellement qu'alors comme École proprement dite. Le Seigneur de Montpellier Guillem VIII maintiendra, par sa déclaration du mois de Janvier 1180 (1181), le droit à tout médecin d'enseigner privément à domicile, en dehors de tout monopole. La qualification d'*Université* n'a pas jusque là fait son apparition à Montpellier, même pour la Médecine.

Pour le Droit, pas davantage, bien que Placentin l'y enseigne déjà vers 1160. Pour les Arts libéraux, même absence de réglementation.

La Compagnie enseignante ne s'organise guère que postérieurement. Mais les éléments de son organisation n'en préexistent pas moins dès le milieu du XII^me^ siècle.

Où faut-il chercher ces éléments?

Je ne dirai rien des Arts libéraux pour le moment. Ils ne pouvaient offrir de particularité caractéristique. Tout homme avait besoin alors comme aujourd'hui de connaissances littéraires, et on les acquérait communément dans les Écoles religieuses. L'histoire n'aura à s'en occuper qu'à partir de l'année 1242.

Pareil retard ne s'est produit ni pour le Droit ni pour la Médecine.

Pour le Droit, c'est à l'École juridique de Bologne que remontent, par le lombard Placentin, nos origines.

Pourquoi, parmi tant de villes importantes, est-il venu se fixer de préférence à Montpellier? — Fut-ce par le désir bien naturel de s'éloigner le moins possible du climat natal? Fut-ce par sympathie pour quelques étudiants montpelliérains, ses anciens disciples au-delà des Alpes, ou par le légitime espoir de rencontrer des protecteurs éclairés dans les Guillems, seigneurs de cette ville?

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il a commencé à enseigner à Montpellier vers 1160. Il y a enseigné à deux reprises; et il y a écrit

des livres de jurisprudence estimés, la *Somme du Code* entre autres et la *Somme des Institutes.*

Sa patrie adoptive l'honora, quand il mourut, d'une mention spéciale sur ses Registres publics. Elle fit plus : le 12 février, anniversaire de sa mort, devint jour férié dans notre École de Droit. Il n'y eut pas jusqu'à la masse de son bedeau qui ne fût ornée de l'effigie de Placentin; et à la dernière translation de domicile au Collège de la Chapelle-Neuve, dont s'applaudirent nos légistes, sous Louis XIV, l'inscription mise au portail du nouvel édifice fut, comme suprême hommage à la mémoire du glorieux fondateur, *Aula Placentinea.*

Les pratiques disciplinaires de l'École jurisprudentielle de Bologne se sont, du reste, perpétuées dans notre École de Droit de Montpellier à travers les siècles. [1]

C'est donc bien sur l'Université de Bologne qu'il convient d'avoir les yeux pour s'expliquer les origines de l'enseignement du Droit à Montpellier. Il y avait fleuri dès le XII^me^ siècle; et Nicolas IV n'a eu qu'à l'englober dans l'organisme de son *Studium generale.*

L'enseignement de la médecine ne prospérait pas moins dès lors à Montpellier. Mais dans quelles conditions y avait-il commencé à son tour?

Sur ce point, il serait plus que téméraire de rien affirmer, tant la question est complexe.

Il n'est guère possible, en effet, de se refuser à admettre, au berceau de notre École de Médecine, la présence d'un élément arabe. L'active participation des Guillems aux Croisades, soit d'Orient, soit d'Espagne, contribuerait à l'expliquer. Personne néanmoins ne serait en mesure de déterminer à partir de quel moment précis, et selon quelle proportion, il se sera mêlé aux influences grecques et romaines, éparses à cette époque dans le midi de la France.

Il conviendrait aussi de tenir compte, pour une explication vraiment complète de nos origines médicales, des influences intermédiaires juives.

[1] Germain, *Du principe démocratique dans les anciennes Écoles de Montpellier.*

Les médecins juifs, attirés à Montpellier par notre rapide expansion commerciale [1] et par la farouche intolérance que déployait à leur égard et envers l'ensemble de la population israëlite espagnole le fanatisme unitaire des Almohades, auront dû s'accommoder aisément du voisinage des riches foyers scientifiques annexés aux synagogues alors célèbres de Lunel, de Posquières, de Béziers, de Narbonne, etc. Qui n'a entendu parler de la visite de reconnaissance que leur fit en 1174 le rabbin Benjamin de Tudela, et dont son *Itinéraire* nous a transmis les détails circonstanciés? Les Fils de Jacob formaient sur notre littoral méditerranéen, à ce moment du moyen âge, d'importantes colonies. Jayme I^{er} d'Aragon en 1272, Jayme II en 1281, Sanche en 1315, maîtres à ces trois époques de la seigneurie de Montpellier, désignent d'une manière expresse les médecins et les étudiants juifs dans l'interdiction qu'ils promulguent, à ces diverses dates, de pratiquer la médecine à Montpellier, sans avoir préalablement subi les examens exigés [2]. Le duc Louis d'Anjou, gouverneur du Languedoc au nom de Charles V, renouvelle, en 1365, la même interdiction [3]; ce qui atteste la persistance prolongée d'un personnel israëlite au sein de notre École de Médecine. Les Juifs avaient alors parmi nous une situation très importante [4], pour ne pas dire déjà envahissante. Les Guillems eux-mêmes, tout en se servant d'eux financièrement, s'étaient sentis dans la nécessité de leur fermer l'accès de la baylie de Montpellier, de peur qu'ils n'arrivassent par là à dominer politiquement leur seigneurie.

Cet élément juif fut battu en brèche à partir de Philippe le Bel, et, sans disparaître de Montpellier, y compta désormais moins de

[1] Germain, *Histoire du Commerce de Montpellier,* tom. I, p. 2 et suiv.

[2] Archives de la Fac. de Méd. de Montp., *Privilegia Universitatis medice Monspeliensis*, fol. 25 et 36; cf. ma monographie sur *l'École de Médecine de Montpellier,* de 1880, pag. 6.

[3] *Privil. Univ. med. Monspel.,* fol. 60.

[4] Consulter, à ce sujet, dans l'Histoire littéraire de la France, XXVII, 431-753, le savant travail de M. Renan sur les Rabbins français du XIV^{me} siècle.

représentants. Mais on ne saurait méconnaître qu'il n'ait été primitivement très fort, et qu'il ne faille, dans la recherche de nos origines médicales, lui assigner une place considérable, tout en regrettant de ne pouvoir en bien marquer l'étendue.

La seule chose facile à distinguer à travers les obscurités de cette histoire, c'est que l'étude de la médecine aura dû poindre à Montpellier concurremment avec les premiers progrès de la ville elle-même.

La biographie de l'archevêque de Mayence Adelbert II nous montre l'enseignement médical y marchant de pair, dès l'année 1137, avec l'art de guérir [1] : et S. Bernard témoigne, de son côté, avec quelque malice à l'égard de nos médecins, qu'en 1153 un archevêque de Lyon, Héraclius de Montboissier, atteint de maladie pendant un voyage à Rome, y dépensa avec eux ce qu'il avait et ce qu'il n'avait pas [2]. Jean de Salisbury, disciple d'Abélard, mort évêque de Chartres en 1180, Gilles de Corbeil, médecin de Philippe Auguste, César de Heisterbach, prieur d'un monastère cistercien au diocèse de Cologne, joignent à ces faits le poids de leur autorité, pour attester la réputation, déjà européenne au XIIme siècle, de notre École médicale.

Non-seulement l'École de Médecine de Montpellier était déjà fameuse alors, mais son importance imposait au pouvoir politique le soin de s'occuper d'elle : témoin la déclaration de Guillem VIII du mois de janvier 1180 (1181), où le noble Seigneur formulant de la manière la plus explicite le principe de la liberté d'enseignement pour ses domaines, se prononce si clairement contre tout monopole de la science médicale, et s'engage à ne jamais accorder à personne, en dépit des instances les plus vives et des offres d'argent les plus séduisantes, le privilège de *lire* ou de régenter dans l'École de Médecine de Montpellier, — un pareil privilège étant contraire, selon lui, à l'équité et à la

[1] Anselmi Havelbergensis *Vita Adelberti, Mogunt. episcopi*, ap. *Biblioth. rer. German.*, ed. Ph. Jaffé, III, 592, Berlin, 1867, in-8. — J'ai déjà rapporté ce texte *in extenso*, en 1880, pag. 7 de ma monographie sur *l'École de Médecine de Montpellier*.

[2] Cum medicis expendit et quod habebat, et quod non habebat. *S. Bernard. Epist.* 307.

justice. Guillem VIII autorise, en conséquence, le premier survenant, sans distinction de pays ou d'origine, à enseigner dans sa ville seigneuriale la médecine, — ou la physique, comme on s'exprimait alors, — avec pleine et entière latitude, nonobstant toute recherche, toute interpellation, en invitant, et même en obligeant ses successeurs à ne pas s'écarter de cette ligne de conduite. [1]

Honneur insigne pour le généreux Guillem VIII, que d'avoir ainsi proclamé un des premiers le principe si fécond de la liberté de l'enseignement. Le moyen âge n'a rien offert de mieux nulle part.

N'était-ce pas atteindre d'emblée au sommet du plus pur libéralisme? — Qu'avons-nous produit de supérieur depuis sept siècles de perfectionnement?

Cette déclaration de Guillem VIII, si grave en elle-même, l'est devenue plus encore par ses résultats; car elle a sauvegardé pour l'avenir de notre École les droits de la liberté, et en y ménageant accès aux systèmes les plus divers, a contribué à y déterminer contradictoirement la formation d'une doctrine propre.

Voici donc nos Écoles authentiquement reconnues préexistantes à la constitution universitaire de Nicolas IV du 26 octobre 1289.

L'éminent pontife les y englobe de toutes pièces, avec leur fonctionnement propre déjà traditionnel, avec ce qu'elles se sont elles-mêmes créé de vie et de ressources.

Mais de quelle nature étaient alors leur organisme et leur enseignement?

Recherchons-le, en nous conformant à l'ordre officiel de la bulle apostolique, *Droit*, *Médecine* et *Arts*.

[1] J'ai déjà publié plusieurs fois ce document, soit dans mon *Histoire de la Commune de Montpellier*, de 1851, soit dans ma Monographie de 1880 sur l'*École de Médecine de Montpellier*, soit finalement dans mon édition du *Liber instrumentorum memorialium*. — (Voy. Cartulaire).

PREMIÈRE PÉRIODE.

DES ORIGINES A 1289.

Période de tâtonnements et de laborieuse organisation, pendant laquelle nos Écoles se fondent et se constituent isolément jusqu'à ce que le pape Nicolas IV les unisse en 1289 en un même ensemble, fonctionnant sous la main du pouvoir ecclésiastique.

I

DROIT.

Commençons par reconnaître que l'École de Droit de Montpellier est la première qu'il y ait eu en France.

Son développement a fait vite honneur à Placentin. Là ont enseigné Guillaume de Nogaret, si connu par son opposition à Boniface VIII; Pierre Bertrand, depuis évêque d'Autun et cardinal; Dominique Serano, plus tard général de l'Ordre de la Merci; Pierre Jacobi, auteur d'une Pratique de jurisprudence jadis en vogue; Jean Faber, le célèbre commentateur des *Institutes*; Jacques Rebuffi, gratifié de la faveur de Charles VI, et décoré, à la suite de trente ans de professorat, du titre glorieux de « Comte du Droit »; Guillaume Grimoard, devenu postérieurement Urbain V; Pierre de Luna, le Benoit XIII des antipapes. C'est à cette École enfin qu'a étudié Pétrarque [1]. On accourait

[1] Avant d'aller étudier à Bologne, comme il le dit lui-même dans le fragment *De origine et vita sua* en ces termes : « Ad Montempessulanum legum ad studium » profectus, quadriennium ibi alterum, inde Bononiam et ibi triennium expendi, et » totum juris civilis corpus audivi. » — « Domo puer egressus mea », dit-il encore

de toutes les parties de l'Europe à l'École de Droit de Montpellier. Le cardinal Bérenger de Fredol, l'un des compilateurs du *Sexte* des Décrétales, y a passé également plusieurs années de sa jeunesse.

Le moyen âge a donc été pour l'École de Droit de Montpellier une grande époque. Du milieu du XII[me] siècle au milieu du XIV[me], où les malheurs issus de l'invasion anglaise ont eu pour effet d'en amoindrir la prospérité, on ne peut en suivre les succès sans éprouver une sorte de sentiment d'admiration. Non-seulement notre École entendit, à son origine, Placentin lui révéler les secrets de la jurisprudence romaine, mais elle vit bientôt après un autre professeur de Bologne non moins fameux, Azo, « la lumière des Jurisconsultes et la source des lois, » comme on le surnommait alors, enseigner dans une de ses chaires le droit romain. La renommée de ce légiste aurait même, d'après certaine tradition, porté les étudiants à quitter Bologne pour Montpellier, et l'Italie aurait été contrainte de le redemander, afin de repeupler ses Écoles, devenues désertes.

On peut, avec Sarti et de Savigny, contester la rigoureuse exactitude de cette assertion : mais, vraie ou fausse, elle n'en témoigne pas moins de la grande importance qu'avait, à la fin du XII[me] siècle, l'École Montpelliéraine de Placentin.

Si Placentin et Azo ont été ses fondateurs, Saint Louis a été, on peut dire, son premier législateur. Il autorisa en 1230 l'évêque de Maguelone

dans son livre *De sui ipsius et multorum ignorantia*, « nec vel senex rediens totum » pene tempus in studiis trivi, ... neque viros tantum, sed et urbes doctas adii, » ut doctior inde meliorque reverterer ; Montempessulanum primo quod per annos » pueritiæ propinquior essem illi loco, mox Bononiam, Tholosam et Parisios, » Pataviumque et Neapolim, ubi studia tunc florebant. » *Fr. Petrarch. opera*, Bâle. 1554, page 1041. — « Vicina jam pubertate », ajoute-t-il ailleurs, « ad Montem- » pessulanum, florentissimum tunc oppidum, jurisque ad studium delati, aliud ibi » quadriennium exegimus ; cujus tunc potestas penes majoris Balearicæ regem » erat, exiguum præter loci angulum Francorum regi subditum, qui, ut semper » præpotentium importuna vicinia est, brevi totius oppidi dominium ad se traxit. » Quænam vero tunc ibi quoque tranquillitas ! Quæ pax ! Quæ divitiæ mercatorum ! » Quæ scholarium turba ! Quæ copia magistrorum ! » *Rer. senil.*, lib. X, epist. 2, ibid., 868.

à recevoir le serment de tous ceux qui prendraient à Montpellier la licence et le doctorat, soit en droit canonique, soit en droit civil [1].

Remarquons ceci : il en résulte qu'en 1230 on enseignait à la fois à Montpellier le droit civil et le droit canonique; privilège dont ne jouissait qu'éventuellement l'Université de Paris, où en général on ne professa longtemps que le droit canonique, et où l'enseignement public du droit civil ne devint officiel qu'à partir de 1679 [2].

L'École de Droit de Montpellier était donc, à certains égards, plus complète que celle de Paris; car l'étude du droit civil s'y est toujours associée à celle du droit canonique.

Il paraîtrait toutefois qu'on se borna d'abord à s'en tenir à la possibilité de prendre à Montpellier certains grades, et qu'en 1268 on n'y avait encore épiscopalement conféré ni la licence, ni le doctorat en droit civil. — *Constat Magalonensem episcopum,* écrivait, le 26 mai de cette année-là, le pape Clément IV au roi d'Aragon Jayme Ier, alors seigneur de Montpellier, *a longissimis retro temporibus dedisse licentiam in aliis facultatibus, consueta forma servata; et si dare non consuevit in ista* (juris civilis facultate), *quia nec etiam petebatur, nec petendi erat occasio, ubi nec studentium nec discentium numerus exigebat, quod in aliis servatum, et in ista videtur servandum* [3].

[1] Eidem episcopo (Magalonensi) et successoribus suis.... tenore præsentium concedimus potestatem... recipiendi juramentum a licentiandis et doctorandis in facultate canonica seu civili in studio villæ Montispessulani sub hac forma : Juro quod ero obediens et fidelis domino Magalonensi episcopo ejusque successoribus canonice substitutis, et quod eidem episcopo ejusque Ecclesiæ dabo fidele consilium requisitus, et quod contra eumdem ejusque Ecclesiam non me scienter opponam, etc.» (Charte de Saint Louis, du mois de juin 1230, ap. *Hist. gén. de Lang.,* III, 350.)

[2] Voy. Laurière, *Ordonn. des rois de France,* I, 497, note B, et ibid. 501; et Jourdain, *Hist. de l'Univers. de Paris,* I, 248 et II, 107. cf. Thurot, *De l'organisation de l'enseignement dans l'Université de Paris au moyen âge,* pag. 165-183; *Histoire littéraire de la France,* XVI, 83, et de Savigny, *Hist. du droit romain au moyen âge,* III, 264 de la traduction française de Guenoux. — A Orléans, on n'étudiait guère, à l'inverse, que le droit civil.

[3] Martène et Durand, *Thes. nov. anecdot,* II, 603. cf. Astruc, *Mém. pour servir à l'hist. de la Fac. de méd. de Montp.,* p. 42.

Mais le fait de l'initiative épiscopale n'en ressort pas moins. A Montpellier, comme à Paris, et comme partout ailleurs dans ce temps-là, c'était sous les auspices de l'autorité ecclésiastique que se conféraient les grades. L'autorité ecclésiastique y était l'autorité enseignante par excellence.

Jayme Ier ayant cru devoir, cette même année 1268, nommer, à titre de seigneur de Montpellier, un professeur de droit civil, sans en avoir pris le consentement de l'évêque de Maguelone, l'évêque, se sentant lésé, excommunia le professeur et quiconque suivrait ses leçons. Jayme en porta plainte au pape; et Clément IV lui répondit en lui citant un canon synodal d'Eugène III, qui investit les évêques du privilège d'instituer les docteurs dans leurs chaires respectives. Vainement le seigneur de Montpellier objecte que l'évêque de Maguelone, si jaloux d'user de sa prérogative à l'égard des autres Facultés, ne l'a pas encore revendiquée pour celle de Droit; Clément IV donne gain de cause au principe sur l'usage, et ajoute, afin d'éviter tout malentendu, avoir lui-même conféré naguère la licence à la Salle-l'Évêque par ordre exprès de son prédécesseur Urbain IV [1].

Nous voyons le même principe proclamé, quelque temps après, par un légat d'Honorius IV, le cardinal Jean de Sainte-Cécile, dans une lettre du 12 Octobre 1285, adressée à l'évêque de Maguelone Bérenger de Fredol [2]; et nous le retrouvons également consacré dans la constitution universitaire de Nicolas IV du 26 Octobre 1289.

Tout se tient donc et s'harmonise dans cette histoire. Je viens d'y montrer l'enseignement du Droit florissant à Montpellier dès le milieu du XIIme siècle, sous la double autorité civile et épiscopale, — le roi de France le patronnant de concert avec le pouvoir seigneurial des Guillems et des rois d'Aragon leurs héritiers. Mais on le voit par les

[1] « Quum minori officio fungeremur, de felicis memoriæ Urbani papæ, prædecessoris nostri speciali mandato, in aula ejusdem episcopi (Magalonensis) doctorum et scholarium multitudine convocata, nos et dedimus licentiam et librum tradidimus, solita solemnitate servata. » *Clement. pap. epist.* ap. Martène et Durand, *Thes. nov. anecd.*, II, 603. cf. Astruc, ut suprà.

[2] Germain, *Hist. de la comm. de Montpellier*, t. III, Pièces justificatives.

circonstances mêmes de ce premier épanouissement ; déjà surgissent des difficultés, et si une puissance supérieure n'intervient pour les aplanir, l'œuvre, toute prospère qu'elle est à son début, risque d'être bientôt menacée dans son développement.

Un péril analogue va se produire pour l'enseignement de la médecine; nous comprendrons encore mieux alors l'opportunité de l'action de Nicolas IV.

II

MÉDECINE.

L'enseignement de la Médecine avait marqué son début à Montpellier par une série de progrès vraiment admirables. La déclaration de Guillem VIII du mois de janvier 1180 (1181) y avait beaucoup aidé, avec ses principes de liberté et d'interdiction du monopole ; car des étrangers de divers pays y avaient apporté leur tribut doctrinal, et des Écoles particulières s'y étaient ouvertes sous les auspices d'une féconde concurrence. Maîtres et élèves y étaient devenus rapidement si nombreux, qu'une quarantaine d'années après, déjà on éprouvait le besoin de régler les intérêts des uns et des autres, en précisant la nature et les limites de leurs devoirs réciproques.

Ce rôle échut encore à l'autorité religieuse. Un légat du pape Innocent III, Robert de Courçon, venait de donner, en 1215, ses premiers statuts à l'Université de Paris. Nos médecins de Montpellier eurent, eux aussi, pour législateur un légat pontifical. Ils reçurent, en 1220, leurs premiers règlements du cardinal Conrad, évêque de Porto et de Sainte-Rufine.

Comme Robert de Courçon, Conrad avait été envoyé en France pour les affaires de l'Église relatives à la Croisade contre les Albigeois. C'était un ancien abbé de Clairvaux et de Cîteaux, un Allemand, choisi peut-être à dessein par le pape Honorius III, pour maîtriser plus aisément par sa froideur germanique l'effervescence des hommes du midi.

Il devint le premier législateur de nos Écoles médicales, en leur

donnant une constitution conforme à leur nature et en harmonie avec l'époque.

Les statuts dont il est l'auteur attestent, dès les premières lignes, l'importance qu'avait déjà acquise à Montpellier l'enseignement de la Médecine.

« Depuis longues années, — y est-il dit, — la profession de la science » médicale a brillé et fleuri avec une gloire insigne à Montpellier, » d'où elle a répandu sur les diverses parties du monde la salutaire » abondance et la vivifiante multiplicité de ses fruits. »

Témoignage précieux, de la part d'un étranger surtout, avec sa date de 1220, et singulièrement propre à mettre en relief le double fait de la supériorité précoce et des progrès déjà considérables de l'enseignement médical qu'il a pour objectif. C'est afin d'affermir cette supériorité déjà insigne, que, de concert avec les évêques de Maguelone, d'Agde, de Lodève, et d'Avignon, et après avoir pris conseil des maîtres et des disciples de nos Écoles de Médecine, le cardinal Conrad arrête et promulgue, au nom du Saint-Siège, sa charte organique.

« Qu'à l'avenir personne ne se livre à l'enseignement public de la » médecine, sans avoir été préalablement examiné et approuvé par » l'évêque de Maguelone, qui pour cet examen s'adjoindra des » professeurs de son choix. »

Tel est le premier article des statuts de 1220.

Ils constatent donc tout d'abord le principe de la juridiction épiscopale : c'était alors le droit commun.

« L'évêque de Maguelone, de concert avec le plus ancien des » professeurs, et avec deux autres maîtres des plus discrets et des » plus recommandables, élira, soit parmi ces trois, soit parmi les » autres, un professeur qui sera chargé de rendre la justice à ses » collègues et aux étudiants, ou aux parties adverses, s'il y a plainte » ou attaque contre eux. En cas d'appel, on recourra à l'évêque, sauf » en toute question le jugement suprême du Siège apostolique [1]. »

La hiérarchie des pouvoirs est ici nettement déterminée. L'évêque

[1] La seconde bulle de Clément V de 1309 modifia cet article, en exigeant pour la nomination du Chancelier les deux tiers des voix professorales.

de Maguelone y est investi d'un droit de haute juridiction sur notre enseignement médical; il n'a de supérieur à cet égard que le pape; il administre et juge souverainement sous les auspices du Saint-Siège. Le chancelier, — tel va être le titre dévolu au professeur chargé de la police et du contentieux, — exerce son autorité de par lui; et encore n'en a-t-il aucune en dehors des affaires civiles. Quand il s'agit d'affaires criminelles, il appartient à l'évêque d'instruire et de prononcer. Il appartient à l'évêque également, dans les affaires civiles elles-mêmes, d'appuyer les jugements du chancelier à l'aide des armes ecclésiastiques, l'excommunication étant le privilège exclusif du pouvoir spirituel.

Mais le siège épiscopal de Maguelone peut devenir vacant. Il est alors statué que durant la vacance le pouvoir de l'évêque sera dévolu au prieur de l'église paroissiale de Saint-Firmin.

La juridiction ainsi réglée, le législateur détermine les rapports des étudiants entre eux et avec les professeurs. A une époque comme celle-là, où la science tenait par tant de liens au clergé, les étudiants appartenaient souvent à cette classe; ce qui explique l'insertion dans les statuts de 1220 de l'article que voici :

» Nul professeur ou étudiant ne sera admis à aucune réunion, à » aucune solennité doctorale, ni à aucun cours, sans porter la » tonsure, s'il jouit de quelque bénéfice ecclésiastique, ou s'il est » dans les ordres sacrés. Nul clerc régulier non plus ne sera admis » sans l'habit monacal qui lui est propre.

» Lorsqu'un professeur, — poursuivent nos statuts, — intentera » procès pour quelque injure à des personnes étrangères, tous les » professeurs ou étudiants devront l'assister de leurs conseils et de » leurs secours, sans s'écarter de la justice toutefois, de peur qu'il » n'advienne quelque dommage. »

Voici donc le droit d'association franchement reconnu. Mais cette reconnaissance implique naturellement des devoirs réciproques de bonne confraternité.

« Si un professeur a une contestation avec un de ses élèves, au » sujet de son salaire, ou à tout autre sujet, aucun professeur le

» sachant ne doit recevoir cet élève, avant qu'il ait donné ou promis » satisfaction à son premier maître.

» Qu'aucun maître n'attire sciemment le disciple d'un autre maître, » pour le lui enlever, par sollicitation, présent ou quelque autre » moyen que ce soit, personnellement ou par intermédiaire. »

Nos professeurs ne recevant alors aucun traitement de l'État, chacun d'eux pouvait avoir son École, et y admettait qui il voulait. C'était encore le régime des Écoles particulières, plutôt que celui de l'École unique. La Déclaration de Guillem VIII de 1180 (1181) continuait à avoir son plein effet.

« Respect aux anciens professeurs. La préséance leur appartient; » car il est juste que celui-là reçoive le plus d'honneurs, qui a le » plus vieilli dans l'enseignement. Ce sera, conséquemment, au » professeur le plus ancien qu'écherra le droit de déterminer quels » jours et combien de temps devront vaquer les exercices scolaires. » On se règlera d'après lui à cet égard, à moins cependant qu'il ne » soit condamné au repos par une nécessité ou par une infirmité » personnelle. »

Acheminement à la constitution du décanat.

« Maîtres et étudiants assisteront tous avec exactitude aux » funérailles de leurs confrères.

» L'étudiant, à son retour de l'endroit où il se sera initié à la » pratique médicale, sera libre de choisir le maître qu'il lui conviendra » de suivre désormais, pourvu toutefois qu'il ne doive rien au précédent, » soit à titre de salaire, soit autrement. »

Nos futurs médecins juraient en effet, au moment de leur réception comme bacheliers, de n'exercer la médecine ni dans la ville, ni dans les faubourgs de Montpellier, avant d'avoir obtenu la licence. Comme néanmoins, eu égard à leur jeunesse, un peu de pratique leur était indispensable pour arriver à ce grade, ils se plaçaient sous la direction d'un médecin expérimenté. Ce stage fini, ils revenaient affronter à Montpellier les épreuves de la licence, ce qui ne leur permettait de parvenir au doctorat qu'assez tard.

« Que l'étudiant débute dans la carrière doctorale sous les auspices

» du maître auquel il se sera attaché en dernier lieu, pourvu qu'il » ait été son élève pendant un mois au moins. »

Ainsi décrètent les statuts organiques donnés à nos médecins de Montpellier, le 17 août 1220, par le cardinal Conrad. Cette sorte de charte, confirmée en 1239 par un légat du pape Grégoire IX, et en 1258 par le pape Alexandre IV en personne, a fait longtemps autorité.

Ces statuts ne réglaient, toutefois, selon l'ordinaire, que les points fondamentaux. Des difficultés naquirent de la divergence de leur interprétation, et il fallut y mettre ordre, sous peine de voir se perpétuer de fâcheux conflits.

Avec l'assentiment de l'évêque de Maguelone Jean de Montlaur, on prit pour arbitres, en 1239, le prieur de Saint-Firmin, Pierre de Conques, représentant de la juridiction paroissiale à Montpellier, et le franciscain frère Hugues Mans, en promettant de s'en rapporter à leur décision.

C'était rationnel : aux termes des statuts de 1220, le prieur de Saint-Firmin se trouvait journellement en rapport avec professeurs et étudiants. Dans son église se rassemblait leur personnel pour la célébration des fêtes religieuses et l'accomplissement des principaux actes scolaires.

Les deux arbitres, s'éclairant des lumières des membres les plus considérables de la discordante corporation, rendirent une sentence conciliatrice, que ratifièrent maîtres et disciples. Son libellé complète en les expliquant les statuts du cardinal Conrad, et achève de nous renseigner sur l'organisation intérieure de nos Écoles médicales à cette époque.

« Aucun maître ne présentera de bachelier, qu'autant que celui-ci » aura lu, par manière de cours, dans l'école d'un des régents, un » livre authentique de théorie, et un autre livre de pratique.

» Tout maître pourra déclarer apte à recevoir la licence le bachelier » qu'il croira consciencieusement capable de lire dans les écoles; et » quiconque posera ainsi sa candidature devra avoir suivi pendant » trois ans et demi les cours de médecine à Montpellier, ou dans » quelque autre Université en renom. On pourra, néanmoins, être

» présenté au bout de deux ans et demi d'études, si on est maître ès arts
» de Paris, ou de quelque autre Université de cette importance.

» Il faudra aussi, pour pouvoir être présenté, s'être livré à la
» pratique hors de la ville de Montpellier pendant six mois, en sus du
» temps qu'on vient de prescrire. Le bachelier sera cru sur parole,
» quant à ce troisième article, pourvu que quelqu'un se porte garant
» de sa sincérité.

» Le bachelier ira, avant sa présentation à la licence, dans les écoles
» de tous les maîtres, ou au moins de la plupart d'entre eux, se mêler
» aux disputes scolaires, pour y donner la mesure de ses connaissances
» médicales. Aucun maître ne l'empêchera de se produire dans son
» école. En cas d'empêchement de cette nature, le bachelier prêt à
» faire ses preuves si on le lui eût permis, n'en pourra et n'en devra
» pas moins être présenté.

» Aucun maître ne s'opposera, par animosité ou vengeance, à la
» promotion d'un bachelier, quand celui-ci lui paraîtra digne d'aspirer
» à la licence.

» Aucun maître ne professera dans les écoles des autres maîtres.
» Les bacheliers seuls pourront y *lire*.

» Les examinateurs admettront ou rejetteront, selon leur conscience,
» les candidats examinés : ils les déclareront suffisants ou insuffisants,
» d'une manière absolue, en dehors de toute comparaison.

» Lorsque, après examen régulièrement subi, on aura conquis
» l'honneur de la licence, on prendra l'engagement public de ne pas
» quitter Montpellier, sans y avoir fait son début doctoral. — On
» jurera également, avant la cérémonie de ce début, de *lire* pendant
» deux ans, sauf dispense accordée par l'Évêque de Maguelone. —
» On jurera, en outre, de ne recevoir aucun malade atteint de maladie
» aiguë, sans qu'il se soit montré au prêtre, s'il y a possibilité. —
» On jurera de ne soigner à Montpellier aucun lépreux pendant plus de
» huit jours... On jurera d'assister aux assemblées *per fidem* [1], et de s'y

[1] On désignait ainsi les assemblées générales, qui avaient lieu à Pâques et à la Saint-Luc, pour régler l'enseignement et la discipline de l'École, parce qu'on était tenu d'y assister *per fidem jurisjurandi in statutis contenti*.

» rendre à l'heure fixée, à moins d'avoir un motif légitime d'absence, » et alors on le produira comme excuse. — On jurera enfin, en » prenant la licence, d'observer exactement les statuts de l'Université.

» Libre à tout maître de tenir des assemblées. Sont pourtant » exceptées les assemblées *per fidem*, que le chancelier seul a droit de » convoquer.

» Le chancelier fera serment, aussitôt après son élection, en » présence du seigneur évêque de Montpellier, et de l'ensemble des » maîtres et des étudiants, de rendre à chacun fidèlement justice, » selon la nature des griefs et des plaintes, dans toutes les affaires de » sa compétence. Il promettra de n'écouter ni l'amitié, ni la haine, » de ne céder ni aux prières ni à l'argent; de transmettre intacts à » ses successeurs les statuts de l'Université...... »

Cette déclaration fut promulguée le 14 janvier 1240, et huit jours après vinrent s'y ajouter les articles complémentaires suivants :

« Aucun maître ne présentera à la licence un bachelier qu'un de » ses confrères, faisant fonction d'examinateur, jugerait incapable et » indigne du grade.

» Tous les maîtres seront tenus d'assister à la leçon inaugurale du » bachelier qui aura été examiné et approuvé par l'Évêque de » Maguelone de concert avec le jury d'examen, comme le veulent » les statuts, à moins de motif légitime; et ils devront alors en faire » part au nouveau licencié.

» Aucune assemblée *per fidem* n'aura lieu en dehors de celles » qu'exigent les intérêts de l'Université. »

Il y avait donc à Montpellier, en 1240 encore, simplement des écoles de médecine, et non une École de Médecine unique; et elles étaient néanmoins déjà reliées entre elles par le nom d'*Université*, c'est-à-dire d'Association.

L'association excluait le monopole, condamné par la Déclaration de Guillem VIII de 1180 (1181); mais elle admettait toutefois l'existence d'un régime disciplinaire qui, sans enlever aux maîtres et aux étudiants leur liberté d'action, les rattachait par les liens d'une salutaire et conservatrice solidarité.

C'est ce régime-là qui se dessine ici. Il veut que maîtres et étudiants puisent dans ces statuts primitifs des habitudes de respect qu'aura pour mission d'entretenir et de développer l'autorité paternelle du Chancelier, s'exerçant elle-même sous la suprême direction de l'Évêque de Maguelone.

Nous voici, d'étape en étape, et par le simple enchaînement des principes, déjà arrivés à la théorie qui deviendra l'essence même de la Constitution universitaire de Nicolas IV, du 26 octobre 1289.

Cette Constitution n'a donc fait, comme je le disais au début, que consacrer, en l'élevant à la suprême puissance, un ensemble de vues émané d'un progressif développement rationnel. Il a suffi à Nicolas IV, pour couper court à tout péril de conflit, de revêtir du sceau de son autorité de souverain pontife ce qui avait été réglé avant lui pour nos diverses Écoles.

Après l'avoir mis en évidence pour le Droit et la Médecine, il me sera facile de compléter la démonstration par ce qu'il me reste à dire concernant la Faculté des Arts.

III

ARTS.

La Faculté des Arts de Montpellier a reçu, à son tour, d'un évêque de Maguelone ses premiers règlements. Nous allons en voir sortir les mêmes déductions.

L'évêque Jean de Montlaur II s'y exprime ainsi, à la date du 27 Mars 1242.

« Jean, par la permission divine évêque de Maguelone, à nos chers
» fils les maîtres et étudiants en grammaire et en logique, résidant
» soit à Montpellier, soit à Montpelliéret, salut en notre Seigneur
» Jésus-Christ.

» Puisqu'il est de notre devoir d'établir les bases de l'enseignement

» sacré, et ces bases une fois assises, de prendre toutes les mesures
» nécessaires à son développement, nous n'avons pas de meilleur
» parti à adopter, que de faire usage de notre autorité pour entretenir
» ce qui est bien, et pour redresser ce qui forme obstacle au progrès
» des études scolastiques. Afin donc de couper court aux empêchements
» qui seraient de nature à entraver la marche de ces études, après en
» avoir délibéré et nous en être entendu avec l'ensemble des docteurs
» et des disciples de la Faculté des Arts de Montpellier, nous
» promulguons la présente constitution, valable sous tous nos
» successeurs à perpétuité, et nous publions les statuts suivants, dont
» nous prescrivons à jamais le maintien.

» Personne à l'avenir ne remplira les fonctions de régent ou de
» lecteur dans les écoles de grammaire ou de dialectique, soit de
» Montpellier, soit de Montpelliéret, sans avoir été préalablement
» examiné et approuvé par l'évêque de Maguelone, ou par son délégué
» spécial, qui s'adjoindra pour cet examen quelques régents de son
» choix, et sans avoir obtenu de ce prélat la licence d'enseigner. Les
» régents qui auraient fait leurs preuves à la Faculté des Arts de
» Paris sont toutefois dispensés de l'examen. L'autorisation de l'évêque
» de Maguelone, ou celle de son vicaire, leur suffira pour professer
» à Montpellier.

» Tout candidat jurera sur l'Évangile, après son examen, d'être
» fidèle et obéissant à l'évêque de Maguelone, et à notre Cour de
» Montpelliéret.

» Les débuts des nouveaux maîtres auront lieu dans l'église
» Sainte-Foy de Montpelliéret, ou dans les salles affectées aux cours,
» selon l'usage suivi dans les villes d'Université.

» Tout maître invité à une cérémonie inaugurale par un débutant,
» est tenu de se rendre à l'invitation.

» Aucun maître ne cherchera, ni directement, ni indirectement,
» à attirer à lui le disciple d'un autre maître, ni ne l'admettra à ses
» leçons, dans le cas où il aurait contracté quelque dette envers un
» collègue, au sujet d'honoraires.

» Par respect pour les Saints-Pères, aucun maître ne fera de leçons

» le jour des solennités religieuses, dont l'Église de Maguelone prescrit
» la célébration.

» Tout maître doit assister en personne et faire assister ses élèves
» aux funérailles des autres maîtres ou élèves défunts, sur la simple
» notification d'un maître ou de notre official.

» Quiconque sera requis par l'évêque de Maguelone, ou par son
» official, pour quelque affaire concernant l'Église de Maguelone ou
» l'Université de Montpellier, doit obéir tout de suite à l'appel, et
» prêter conseil et aide fidèlement, selon sa conscience.

» Aucun maître ou élève de grammaire ou de dialectique ne doit,
» par machination, prière, corruption, rancune ou haine quelconque,
» enlever à un autre maître ou élève une maison déjà louée, ni la
» louer pour lui-même, si elle est occupée.

» Aucun maître ni aucun élève, pourvu d'un bénéfice ecclésiastique
» ou engagé dans les ordres sacrés, ne sera admis sans la tonsure,
» parmi les maîtres ou élèves, dans les assemblées, les débuts solennels,
» ou l'intérieur des Écoles. Tout clerc régulier sera astreint de même
» à paraître en public avec le costume de son ordre.

» Si un professeur a quelque satisfaction à tirer d'une personne
» étrangère à l'Université, tous les professeurs et tous les élèves
» doivent l'aider de leurs conseils et de leur assistance, raisonna-
» blement toutefois, afin qu'il n'en résulte pour lui ni déshonneur ni
» dommage.

» La préséance dans les cortèges et dans les réunions appartient
» aux plus anciens professeurs. Celui-là doit passer avant les autres
» pour le respect, qui a le plus vieilli dans l'enseignement.

» Le professeur investi du titre de Doyen notifiera aux autres quels
» jours et combien de temps devront vaquer les leçons et les disputes;
» et on se règlera à ce sujet sur son exemple, à moins que quelque
» nécessité ou quelque infirmité ne le force exceptionnellement à
» suspendre son cours.

» Le présent règlement sera lu en entier au début solennel de
» chaque maître, en présence de tous les maîtres et de tous les élèves;
» et le nouveau gradué ne prendra rang parmi les maîtres qu'après

» avoir juré publiquement sur les saints Évangiles de Dieu d'en
» observer tous les articles.....

» Donné à Montpelliéret, à la Salle-l'Évêque, l'an de l'Incarnation
» du Seigneur 1242, le sixième jour avant les calendes d'avril..... »

Tels sont les statuts dressés par l'évêque de Maguelone Jean de Montlaur II pour la Faculté des Arts de Montpellier.

Ils paraissent avoir été en partie calqués sur ceux que le cardinal Conrad avait donnés, en 1220, à notre enseignement médical. L'évêque, dans le but de discipliner, en le retenant sous sa main, l'enseignement littéraire, aura sans doute cru devoir se borner à transcrire des prescriptions dont il avait constaté par mûre expérience l'efficacité.

Ce règlement n'offre, du reste, rien de particulier, au sujet de l'enseignement littéraire de ce temps-là. Grammaire et logique s'enseignaient alors d'après des méthodes presque uniformes. Il faudra aller jusqu'à Isaac Casaubon et aux Jésuites pour rencontrer à cet égard de sérieuses innovations.

Cette division de l'enseignement en Grammaire et en Logique, ici formulée par Jean de Montlaur, représente, quant au premier groupe, ce que nous comprenons aujourd'hui sous le nom de classes de grammaire, d'humanités et de rhétorique, — et pour le second groupe ce que nous appelons classes de philosophie et de sciences.

Mais de quelles sciences pouvait-il s'agir, alors que nous lisons dans une lettre adressée en 1268 par le pape Clément IV au roi d'Aragon Jayme I^er^, à titre de seigneur de Montpellier, que l'arithmétique elle-même était douteusement enseignée dans nos Écoles? [1]

C'était la connaissance suffisante de ces deux ordres d'études constatée par examens, que récompensait la maîtrise ès arts, — englobant ainsi nos deux baccalauréats ès lettres et ès sciences. Car les sciences n'ont commencé en France qu'assez tard à constituer, comme de nos jours, un ordre spécial d'enseignement.

Les statuts de Jean de Montlaur nous laissent voir en outre l'existence de plusieurs écoles affectées dans sa ville épiscopale à

[1] Si quis vellet legere arithmeticam, quæ nullo forsitan ibi tempore lecta fuit. Martène et Durand, *Thes. nov. anecdot.*, II, 603.

l'étude de la grammaire et de la logique, puisqu'il y mentionne à la fois des écoles de Montpellier et des écoles de Montpelliéret. Mais les couvents n'auront pas dû les renfermer toutes; car certains articles des mêmes statuts sembleraient faire allusion à des pensionnats tenus par des maîtres particuliers.

IV

RÉSUMÉ DE LA PREMIÈRE PÉRIODE.

Je viens d'esquisser à grands traits les origines des anciennes Écoles de Montpellier, et de les suivre méthodiquement dans leurs débuts. Patronnées dès leur berceau par le pouvoir seigneurial des Guillems, sous la haute autorité des évêques de Maguelone et des légats pontificaux, elles ont eu longtemps une existence séparée, et ne se sont organisées qu'assez tard en corporation. La spécialité de leurs études a présidé à ce groupement, et elle a même abouti du premier coup à la naissance d'une Université de médecine. L'appellation s'est étendue, de par le pape Nicolas IV, aux deux autres séries d'écoles, de Droit et des Arts. Tel est le sens de la bulle du 26 octobre 1289. Je devais donc logiquement la placer en tête de cette Histoire.

Nicolas IV a par là comme universalisé son protectorat sur nos Écoles; mais en même temps il les a réunies sous sa main par les liens d'une forte cohésion. C'était la plus sûre manière de les préserver de conflits et d'écarts dissolvants. La bulle du 26 octobre 1289 sanctionne l'ensemble de prescriptions religieuses dont les plus anciens règlements marquent le point de départ. Elle y pose nettement, sans rien détruire ni révoquer, son pouvoir pontifical au-dessus de tous les pouvoirs : habile couronnement d'une politique traditionnelle bien conçue et bien appliquée.

Nicolas IV suivait, du reste, par cette ligne de conduite, la marche naturelle des évènements. Car si partout ailleurs l'autorité ecclésiastique exerçait sur les Écoles un droit de suprême direction, ce droit

appartenait plus particulièrement au Saint-Siège à Montpellier, terre pontificale dès le temps de Grégoire VII, où, en vertu de la célèbre donation du comte Pierre de Melgueil de 1085, les papes se considéraient comme étant chez eux.

Constitution universitaire de 1289 et organisation scolaire antérieure émanent du même principe. Il n'y a guère, dans le cours de cette première période, d'innovation importante à signaler, que l'extension jusqu'aux limites du monde chrétien des faveurs dont jouirent dès le début nos professeurs et nos gradués.

Nos origines universitaires s'expliquent donc parfaitement. Rien de plus aisé à concevoir que leur harmonieuse continuité. Elle passera tellement dans les mœurs, que même au-delà des luttes protestantes du XVI^me^ siècle nous verrons tous nos exercices scolaires, soit collations de grades, soit concours, s'accomplir épiscopalement. Non-seulement les évêques de Montpellier en auront la surveillance, mais ils en présideront et dirigeront les opérations.

Rien de plus simple, encore une fois, que cette histoire. Tout s'y enchaîne, du commencement à la fin ; et sans le moindre esprit systématique, on peut tout y ramener au même point de vue, le développement de la science sous les auspices traditionnellement respectés de la Religion.

DEUXIÈME PÉRIODE.

1289-1561.

Le pape Nicolas IV avait, par sa constitution du 26 octobre 1289, laissé à nos Écoles la faculté de s'administrer librement, selon leurs besoins et leurs intérêts respectifs, sous la haute direction du pouvoir ecclésiastique. Elles en usèrent; et cette seconde phase de leur développement n'est pas la moins curieuse à étudier.

Continuons de suivre méthodiquement l'ordre officiel de nos trois Écoles.

I

DROIT.

Le cardinal Conrad s'était fait, en 1220, le législateur de nos Ecoles de Médecine. Le cardinal Bertrand remplit, en 1339, le même rôle pour notre enseignement du Droit.

Une lutte très vive se trouvait alors engagée entre l'évêque de Maguelone et le recteur de l'Université de Droit de Montpellier. Celui-ci ayant publié, sans la participation du prélat, des règlements attentatoires à la prérogative épiscopale, et ayant différé de lui prêter le serment de soumission d'usage, Pictavin de Montesquiou, au nom de son autorité méconnue, avait eu recours à une sentence d'excommunication, et en avait ensuite référé à la Cour pontificale d'Avignon.

Benoît XII avait naturellement pris parti pour l'évêque, et il avait chargé le cardinal Bertrand, du titre de Saint-Marc, archevêque d'Embrun, de terminer la querelle, de manière à prévenir désormais tout conflit.

C'était le négociateur qu'il fallait. Le cardinal Bertrand, originaire du petit village de Deaux, au diocèse d'Uzès, paraissait, en sa qualité d'homme du pays, jouissant de la confiance publique, essentiellement apte à arranger l'affaire. Jean XXII n'avait eu qu'à se louer de l'avoir employé comme légat pour des missions difficiles auprès des comtes de Foix et d'Armagnac, du roi de Sicile, du doge de Venise, etc. Il joignait, en outre, à son incontestable talent de diplomate la réputation de littérateur, ainsi qu'en témoigne un poème qu'il composa sur la Passion de Jésus-Christ. Personne ne convenait mieux pour traiter avec des savants. Sa délégation fait honneur au tact de Benoît XII [1].

Le cardinal Bertrand se rendit sur les lieux; et bien que Pictavin de Montesquiou ait été durant l'intervalle transféré du siège de Maguelone à celui d'Albi, il ne laissa pas de remplir sa mission jusqu'au bout. Il fit une enquête, se concerta avec les docteurs, et après en avoir mûrement délibéré, dressa une charte en quarante-trois articles [2], qui, en sauvegardant le privilège de l'évêque, fixa les limites précises des diverses juridictions. Cette charte fut promulguée le 20 juillet 1339 [3], et conformément à ses dispositions, le vice-recteur de l'Université de Droit, Étienne Martinenq, prêta serment au nouvel évêque de Maguelone, Arnaud de Verdale [4].

L'objet fondamental de ces nouveaux statuts a donc été de mettre à l'abri de contestation l'autorité du pouvoir ecclésiastique sur notre

[1] Voyez, relativement à cette délégation, la bulle pontificale insérée au *Cartulaire de Maguelone*, Reg. D, fol. 7, et publiée par Gariel, *Ser. præs. Magal.*, I, 470.

[2] En quarante-trois articles dans le manuscrit du *Liber Rectorum*, et en trente-six articles seulement dans l'édition de Savigny, qui a cru devoir réunir sous un titre unique les huit derniers paragraphes.

[3] C'est par une erreur de copiste que dans le *Liber Rectorum* elle porte la date du 20 juillet 1329. La lettre de Benoît XII qui délègue le cardinal Bertrand de Deaux pour réorganiser notre École de Droit, est datée du 7 mars 1339. Le copiste du *Liber Rectorum*, en voulant écrire MCCCXXXIX, aura, par une omission facile à expliquer avec l'usage des chiffres romains, écrit MCCCXXIX.

[4] Le procès-verbal de cette prestation de serment est couché tout au long sur le *Cartulaire de Maguelone*, Reg. B, fol. 62.

enseignement du Droit; et ce but a été pleinement atteint, comme il est aisé de s'en convaincre en rapprochant du texte de ces statuts toute l'histoire de cet enseignement à Montpellier.

Mais si les statuts de 1339 ont eu autrefois ce résultat, ils ont pour nous aujourd'hui une bien autre portée. Dans cette charte organique, dressée en vertu d'une délégation expresse du pape par un cardinal, d'accord avec nos docteurs, se déroule le tableau le plus fidèle du régime intérieur de notre ancienne École de Droit. On l'y voit vivre, agir, régulièrement fonctionner. Elle s'y montre, avec son système complet d'études, avec l'originalité native de ses cours et de ses grades, avec le cortège pittoresque de ses usages, et nombre de traits des plus curieux.

J'ajouterai que ces statuts de 1339 ne sont pas un simple document d'histoire locale. Antérieurs de près d'un siècle à ceux de l'Université de Bologne [1], ils sont aussi le plus vieux monument où il soit permis de contempler l'intérieur d'une École de Droit au moyen âge. Il n'y a, sous ce rapport, ni de source plus considérable, ni de trésor plus antique, et De Savigny a été tellement frappé de leur importance, qu'il les a jugés dignes d'occuper une place d'honneur dans son *Histoire du Droit romain*.

Il les a malheureusement publiés d'après une copie incorrecte, où le texte original est parfois étrangement défiguré. L'édition que j'en ai donnée en 1877 d'après le *Liber Rectorum* même, en y ajoutant les amendements postérieurs du cardinal Bertrand, est au contraire, j'ose le dire, d'une scrupuleuse exactitude; c'est la pièce dont je vais faire usage pour mes citations.

Le *Liber Rectorum*, d'après lequel je l'ai établie, est, personne ne l'ignore, un répertoire tout-à-fait précieux, de bulles, de chartes, de délibérations ou de règlements concernant l'École de Droit de Montpellier, et en résumant, pour ainsi dire, l'existence. Il a été

[1] L'Université de Bologne aura eu vraisemblablement ses statuts spéciaux avant celle de Montpellier. Mais leur texte primitif est allé se perdre en 1432 dans une nouvelle codification, de sorte qu'il est difficile de distinguer ce qui, dans cette refonte générale, est vraiment ancien.

inauguré, en 1453, sous le recteur Martin Textoris, comme l'indique une note à l'encre rouge apposée au verso de son premier feuillet [1]; et il est devenu, à partir de là, le Registre-Journal des Recteurs qui se sont succédé jusqu'à l'année 1523. Les statuts de 1339 occupent le commencement du Recueil; de sorte que l'ensemble du manuscrit offre, par manière de tableau synoptique, le développement progressif pendant près de deux siècles de l'ancienne École de Droit de Montpellier [2].

Les statuts dont je parle sont, naturellement, rédigés en latin. Leur analyse va me permettre de décrire l'organisme de ce petit monde de canonistes et de juristes, continuant à Montpellier, en plein XIVme siècle, les traditions bolonaises de Placentin.

L'ensemble des statuts de 1339 nous montre d'abord notre Université de Droit administrée par un recteur annuellement élu et entrant en fonctions le 2 février, — fête de la Purification de la Sainte-Vierge, — assisté de douze conseillers, également annuels. Le recteur était pris, à tour de rôle, parmi les trois nations qui composaient l'Université, c'est-à-dire parmi les Provençaux, les Bourguignons et les Catalans [3]. Il en était de même des conseillers, à l'exception de deux, dont l'un devait toujours être chanoine de Maguelone, et l'autre originaire de Montpellier [4]. Il fallait, — disent les statuts, — qu'ils fussent tous clercs,

[1] Voici cette note; elle est historiquement et littérairement importante : « Ista statuta feci fieri venerabilis et discretus vir magister Martinus Textoris, rector qui erat tunc temporis, una cum suo venerabili consilio nostre alme Universitatis generalis studii Montispessulani, anno domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo tertio. »

[2] Voy. sur le *Liber Rectorum* la note I de l'appendice du 3me volume de mon *Histoire de la Commune de Montpellier* et la *Notice* antérieure de Junius Castelnau dans le tome II des *Mémoires de la Société archéologique de Montpellier*, p. 55-88.

[3] On comprenait sous le nom de nation catalane, d'après certain statut émané du cardinal Bertrand de Deaux à la date du 20 Décembre 1355, non-seulement les étudiants de la Catalogne proprement dite, mais encore ceux du Roussillon et du royaume de Majorque : « Scolares de regno Majoricarum et comitatu Rossilionis, qui omnes saltem in dicto studio (Montispessulani) Cathalani communiter appellantur. » Lib. Rect., fol. 63.

[4] Statuts de 1339, cap. 20 (Ibid., fol. 13.)

recteur et conseillers, nés de mariage légitime, prévoyants, pacifiques et mûrs, et qu'ils se fissent remarquer par leur probité, plutôt que par la noblesse du sang. Ils ne pouvaient être âgés de moins de vingt-cinq ans[1]. Leur élection était l'œuvre du recteur et des conseillers sortants, et avait lieu à la majorité relative, la voix du recteur décidant en cas de partage. Une fois arrêtée, on la proclamait au son de la cloche de l'Université, et ils prêtaient serment entre les mains de l'évêque.

Notons en passant, la place qu'occupent dans cette organisation l'élection d'une part et l'élément ecclésiastique de l'autre. C'est sur ces bases que repose le système administratif de notre École de Droit. Elles se tiennent, au fond : partout où l'élément ecclésiastique a eu, au moyen âge, la prépondérance, il a fait prédominer l'élection.

L'élection décidait seule de l'aptitude, et le plus modeste étudiant, — les conditions préliminaires indispensables une fois remplies, — pouvait, si la majorité des suffrages se réunissait sur lui, être promu à la dignité suprême[2]; et alors, aux termes des statuts de 1339, il avait le pas dans les cérémonies publiques et dans les actes scolaires, non-seulement sur les autres étudiants, la veille encore ses égaux, mais jusque sur les docteurs les mieux accrédités[3], sur le chef même de ces derniers, qu'on désignait par le titre de prieur, ou de premier

[1] Statuts de 1339, ibid.

[2] Si les statuts du 20 Juillet 1339 laissaient subsister là-dessus quelque doute, il serait dissipé par le statut du 20 décembre 1355 déjà mentionné, où le cardinal Bertrand de Deaux, interprétant lui-même ses premiers règlements, s'exprime ainsi : « Tenore presentium declaramus nostre intentionis fuisse et esse, ac etiam ordinamus quod scolares de regno Aragonie, Valentie ac Majoricarum ac de Cathalonia et comitatibus Rossilionis et Ceritanie nec non de aliis terris quibuscumque ditioni illustris regis Majoricarum subjectis, ad consiliariatus officium et ad ejusdem studii rectoriatus et ad alios honores et prerogativas studii memorati, si sunt ydonei, eligi valeant et assumi. » *Lib. Rect.*, fol. 63. — Ajoutons, pour l'intelligence de ce statut particulier, que les étudiants de la Catalogne proprement dite avaient entrepris de monopoliser à leur profit les privilèges affectés à l'ensemble de la nation catalane. Le cardinal y met ordre par l'article que je viens de citer.

[3] Statuts de 1339, cap. 21 (*Lib. Rect.*, fol. 14).

des docteurs, *Prior doctorum.* Il y a plus : le recteur devait toujours être élu en dehors de la catégorie des docteurs, et s'il lui arrivait, durant ses fonctions, de se faire recevoir lui-même docteur, il encourait immédiatement la déchéance de son titre, et il y avait lieu de lui donner un remplaçant [1].

Il en était de même des conseillers; de sorte que le Conseil avait chance, lui aussi, d'être composé de simples étudiants [2].

Pour les affaires importantes, il est vrai, le recteur ne se bornait pas à consulter son Conseil; il prenait, en outre, l'avis des docteurs, des licenciés et des bacheliers. — On en a la preuve dans divers statuts postérieurs, et notamment dans celui de 1424, transcrit sur le 49me feuillet du *Liber Rectorum.* Ce statut mentionne l'intervention expresse de sept docteurs éprouvés par l'enseignement du droit civil ou canonique, de quatre licenciés et de plusieurs autres notables de l'Université.

Et de quoi s'agissait-il? De la préséance honorifique qu'un vieil usage assignait aux étudiants nobles sur les licenciés, et que voulaient usurper je ne sais quels prétendus nobles de faux aloi. L'usage fut

[1] Règlement du cardinal Bertrand de Deaux de 1351 (*Lib. Rect.,* fol. 26) : « Si rector studii, durante ejus officio, assumatur ad honorem doctoratus, in facultatibus juris canonici vel civilis, ejusdem rectorie officium et rectoria, eo facto, ut premittitur, doctore, expirat ipso facto, ac si ipse rector naturaliter mortuus esset secundum formam in statutis Universitatis comprehensam. » — Un autre statut de 1491 prévoit le cas où les conseillers ne seraient pas même bacheliers : « Si dicti consiliarii aliqui non essent baccalarii. » (*Lib. Rect.,* fol. 110). — Ces traditions ont survécu. Plusieurs recteurs du XVIIme siècle ont eu soin de consigner sur les feuillets non remplis du *Liber Rectorum* la date de leur réception comme docteurs; et ces diverses indications établissent nettement que ce n'était jamais qu'à l'expiration de leurs fonctions rectorales qu'ils prenaient leur dernier grade. Il y a de ces sortes d'indications aux dates de 1581, 1596, 1601, 1604, 1606, 1608, 1612, 1621, 1628, 1629 et 1643.

[2] Moyen de contrôle, qui, indépendamment de l'esprit égalitaire dont il témoigne chez nos étudiants d'alors, leur permettait de surveiller, de la part des docteurs payés par eux, à cette époque de libre concurrence où ils ne recevaient de rétribution ni de l'Etat ni des villes, le plus ou moins d'exactitude et de conscience de ceux-ci à observer leurs engagements. On avait chance de mieux mettre à profit, sous ce régime, « la taille de son docteur. »

maintenu en faveur des vrais nobles; mais on se prononça contre les empiètements des prétendus nobles, et on remit les licenciés, à l'égard de ceux-ci, en possession des honneurs disputés [1].

Étrange esprit de contradiction! Cette même Université qui manifestait dans le choix de ses dignitaires des allures démocratiques si accusées, semble maintenant revenir sur ses pas, et demander, en quelque sorte, pardon au privilège. Après avoir poussé le sentiment de l'égalité jusqu'à exclure du rectorat les docteurs pour y admettre les simples étudiants, la voici qui, immolant presque la science sur l'autel du préjugé aristocratique, se voue avec un zèle inattendu au culte de la noblesse de naissance, — comme si dans une École la vraie noblesse n'était pas celle du talent, rehaussé par des mœurs sans reproches! Les étudiants de famille noble jouissent chez elle, de par la prérogative féodale, du droit de porter un costume particulier, et de prendre place dans les cérémonies avant les licenciés, immédiatement à la suite des docteurs [2]. Au lieu d'abolir ce droit, incompatible en bonne justice avec ses principes constitutifs, elle le sanctionne et le consacre: elle se borne à en restreindre la jouissance à un petit nombre de préférés, en exigeant de ceux qui y prétendraient un train de maison en harmonie avec leur origine nobilière [3].

A part cette exception pourtant, et hormis quelques autres cas assez rares, comme la notification du résultat de l'examen de licence, par exemple, différée jusqu'au lendemain pour le commun des candidats, et communiquée le jour même à certains privilégiés [4], on ne saurait se refuser à reconnaître, dans notre ancienne Université de Droit, une tendance démocratique prononcée. C'est un type

[1] Cette décision fut prise, selon le texte du statut précité de 1424: « Domini rectoris, una cum omnibus dicte Universitatis tam doctoribus quam consiliariis ac omnibus ceteris ibidem presentibus, consilio et matura deliberatione inter eos diligenter habitis. » On pourrait mentionner beaucoup d'exemples analogues (*Lib. Rector.*, fol. 54, 57, 104 et 113, aux dates de 1431, 1433, 1434, 1463 et 1510).

[2] Considérants du statut de 1424 (*Lib. Rector.*, fol. 49).

[3] Statut de 1424 (*Lib. Rector.*, ibid.)

[4] Statut de 1453 (*Lib. Rector.*, fol. 61). Cf. statut du 3 février 1433.

remarquable que cette administration d'un corps enseignant comme celui-là, confiée par un cardinal français, au XIVme siècle, aux mains de gradués inférieurs, ou même de simples étudiants [1].

Faut-il voir là uniquement l'influence de l'esprit ecclésiastique du moyen âge et des institutions républicaines de la Commune de Montpellier? Et n'y aurait-il pas à y distinguer aussi un reflet des principes qui avaient servi de base à l'organisation de l'Université de Bologne, mère et modèle de la nôtre [2]? Peut-être ces divers genres de cause ont agi simultanément. La tradition démocratique de l'École de Droit de Montpellier est, quoi qu'il en soit, un fait des plus piquants. Elle a même survécu aux libertés municipales de la ville où elle s'est produite; car en 1491 encore on éprouvait le besoin d'établir, dans notre École, un maître de cérémonies, pour y empêcher les plus jeunes étudiants de disputer aux docteurs la préséance [3].

Prenons garde, après cela, de nous laisser tromper par les apparences. Ce n'étaient pas, au moyen âge, comme de nos jours, de simples jeunes gens qui fréquentaient les Écoles de haut enseignement. Les auditoires de ces Écoles contenaient beaucoup d'hommes déjà maîtres d'une position sociale, et appartenant le plus souvent au clergé. Dans un statut de l'évêque de Maguelone Antoine de Lovier, de 1399, figurent, comme suivant d'ordinaire les cours de notre Université de Droit, des chanoines, et jusqu'au prévôt même de sa cathédrale [4]. Sur

[1] Tout le contraire du système parisien, où le pouvoir était aux mains des professeurs. Voy. Thurot, *De l'organisation de l'enseignement dans l'Université de Paris au moyen âge.*

[2] Voy. De Savigny, *Hist. du droit romain au moyen âge,* III, 434.

[3] *Lib. Rector.*, fol. 107. Cf. acte du 18 janvier 1485-86.

[4] *Lib. Rect.,* fol. 29. — La nature du personnel de notre École de Droit se trouve clairement indiquée dans une bulle de Martin V de 1421 : « Omnes et singule persone ecclesiastice, — y est-il dit, — dummodo alicujus ordinis professe non fuerint, in eodem studio pro tempore studentes et quecumque beneficia ecclesiastica, cum cura vel sine cura, etiam si decanatus, archidiaconatus, prepositura esset,... obtinentes, aut in presbyteratus ordine constitute, leges in dicto studio per decennium legere et audire, et in eis quoscumque actus scolasticos exercere, ac etiam bacca-

un assez grand nombre de recteurs et de conseillers dont les titres émaillent les feuillets du *Liber Rectorum,* plus de la moitié sont pourvus de bénéfices ecclésiastiques et occupent un rang dans le monde. Quand notre respectable annaliste Pierre Gariel fut promu, en 1609, aux honneurs du rectorat, il était chanoine de la cathédrale de Montpellier depuis six ans [1], quoique seulement dans sa vingt-cinquième année.

Il devenait facile, avec de tels éléments, de donner suite, dans notre École de Droit, aux traditions démocratiques. Le recteur présidait, sous les yeux et l'autorité de l'évêque, au gouvernement de la docte corporation. Mais il administrait conjointement avec un conseil librement élu, sauf à recourir, pour les affaires les plus graves, aux lumières des sommités de l'École; et comme d'ailleurs ses fonctions n'étaient qu'annuelles, on avait la ressource, son temps expiré, d'en choisir un autre.

Le titre de recteur avait, du reste, alors un sens qu'il a perdu depuis. Notre institution moderne du Rectorat ne représente ni le même principe, ni la même idée.

Le Recteur occupait la première place dans les assemblées et dans les divers actes universitaires. Après lui siégeaient les conseillers, et après les conseillers les docteurs, les docteurs *in utroque jure* précédant les simples docteurs, et les docteurs en droit canonique ayant le pas sur les docteurs en droit civil [2].

Tous les membres de l'Université de Droit, recteur, conseillers, docteurs, licenciés, bacheliers et autres, assistaient, chaque dimanche, à une messe solennelle dans l'église du couvent des Frères-Prêcheurs ou Dominicains, sous peine, en cas d'absence, d'une amende de cinq

lariatus et licentie gradus ac doctoratus et magisterii insignia recipere,... et ipsi postquam doctores extiterint, aliis etiam dare et concedere habeant libere et licite. » *Lib. Rect.,* fol. 69. Cf. bulle de Clément VII, du 31 décembre 1393.

[1] Une note écrite de sa main, sur le fol. 117 du *Lib. Rect.,* en fait foi. Voyez d'autres exemples analogues tirés du même registre; Germain, *Étude historique sur l'École de Droit de Montpellier*, p. 19, note 4.

[2] Statuts de 1339, cap. 21-22 (*Lib. Rect.,* fol. 14 et 15).

sous pour le recteur, de deux sous pour les conseillers et docteurs, d'un sou pour les bacheliers [1].

Dans l'église des Frères-Prêcheurs aussi avait lieu, tous les ans, pendant l'Octave de l'Épiphanie, un service pour les morts de l'Université, auquel la corporation tout entière était également tenue d'assister.

Lorsqu'un membre de l'Université mourait, — fût-ce même un simple étudiant, — les leçons étaient suspendues, afin que tout le monde pût se trouver à ses obsèques. En cas d'absence, il y avait dix sous d'amende pour le recteur, cinq sous pour les professeurs ou docteurs en exercice, deux sous pour les bacheliers, six deniers pour les étudiants non gradués. Quand le défunt était trop pauvre, l'Université pourvoyait elle-même aux frais des funérailles [2].

Dispositions caractéristiques, où notre Université de Droit se révèle comme constituant une grande famille, dont tous les membres se tiennent entre eux par les liens de la plus étroite fraternité et du plus louable dévouement.

L'École tout entière devait, à ce titre, se montrer jalouse de son honneur et de sa considération. Les statuts de 1339 prescrivent de ne porter que des habits propres et décents [3]. Point de luxe dans les façons, ni dans les étoffes. Personne, à l'exception du recteur, des docteurs et des étudiants de maison royale ou princière, ne se parera de fourrures de vair, à moins qu'elles ne soient la marque distinctive de quelque dignité ecclésiastique, ou un signe de noblesse; et encore, dans ce cas-là, y en aura-t-il seulement au chaperon [4].

Les docteurs ou bacheliers en exercice feront toujours leurs leçons avec la chape fermée, s'ils sont religieux, avec la chape ronde ou le tabard long, s'ils sont séculiers. Les docteurs séculiers qui enseigne-

[1] Le produit de ces amendes entrait dans la caisse de l'Université. Statuts de 1339 (*Lib. Rector.*, fol. 20).

[2] Statuts de 1339, cap. 3 (*Lib. Rect.*, fol. 5).

[3] Statuts de 1339, cap. 4 (*Lib. Rect.*, fol. 5).

[4] Statuts de 1339, cap. 4 (Ibid.) Un statut de 1391 (Ibid. fol. 32) interdit de plus les souliers à la poulaine.

raient le droit canonique, comme professeurs ordinaires, liront avec la chape rouge [1].

Défense aux membres de l'Université, sous peine de se voir exclus de la corporation, d'aller danser au dehors [2]. Défense, sous la même peine, de jouer aux dés et aux autres jeux de hasard. Si, pour se distraire, ils jouent chez eux à des jeux permis, ils ne s'exposeront pas à perdre plus de deux sous. — Ils éviteront soigneusement toute participation aux folies du carnaval, où la coutume est de se jeter de la paille, des pierres et autres projectiles, et de se voler réciproquement des viandes [3].

Défense aux étudiants de porter des armes d'aucun genre, sans la permission préalable de l'évêque, laquelle doit s'accorder rarement. Défense aussi à tout habitant de Montpellier de louer ou de prêter des armes aux étudiants, en cas de rixe.

Ces articles constituent, comme on voit, autant de traits de mœurs. Nos étudiants n'avaient pas à Montpellier, comme à Paris, un Pré-aux-Clercs pour y prendre leurs ébats; mais ils n'en étaient guère plus paisibles : témoin certaine scène de la rue Bona-Nioch dont le souvenir s'est perpétué jusqu'à nous.

Ils s'avisèrent un jour, dit-on, de troubler l'ordre dans les environs de la Tour Sainte-Eulalie, siège de notre École de Droit, et ils y blessèrent quelques personnes. Là-dessus, grande rumeur. Les voisins résolurent d'user de représailles. Le lendemain, sur le soir, ils guettèrent les mutins, à leur sortie de l'École, et leur barrèrent le passage dans une rue tellement étroite qu'aucun d'eux ne put fuir. Afin de distinguer les jeunes gens du pays de ceux du dehors, auxquels

[1] Ibid. Cf. statut du 21 Janvier 1391 où il est fait exception pour le mauvais temps.

[2] Statuts de 1339, cap. 5.

[3] Statuts de 1339, cap. 9. — Nos étudiants, paraît-il, se montrèrent rebelles à ces injonctions, et le cardinal Bertrand eut à réitérer sa défense (Lettre au recteur et aux docteurs et bacheliers de l'Université de droit civil et canon de Montpellier, *Lib. Rector.* fol. 22). Le cardinal, pour avoir raison de ces mutineries, finit sa lettre en menaçant leurs auteurs et leurs complices, s'ils recommencent, d'excommunication *ipso facto*.

ils en voulaient particulièrement, ils les obligèrent tous à dire dans leur idiome local *Dieu vous done bona nioch* ! Les étrangers ne réussissant guère à prononcer convenablement les derniers mots de cette formule de bonsoir, il devint facile de reconnaître les tapageurs du dehors. On en tua quelques-uns, et on en jeta un certain nombre dans les puits.

Le nom de rue Bona-Nioch est demeuré jusqu'à ces dernières années au théâtre de ce drame sanglant.

On s'explique, après cela, la défense faite à nos étudiants par les statuts de 1339 de se promener en armes à travers la ville. L'évêque de Maguelone André de Fredol leur avait déjà intimé, en 1320, un ordre du même genre en se plaignant de leur humeur turbulente [1]. Les statuts de 1339, en réitérant cet ordre, témoignent du peu de compte qu'on en avait tenu. Ils ne devaient pas être mieux observés, à leur tour, à en juger par un document du 23 Janvier 1428, transcrit sur le *Liber Rectorum*.

Les statuts de 1339 renferment, d'autre part, de curieux détails sur la distribution du temps et des matières d'étude dans les Écoles de Droit du moyen âge. Dans celle de Montpellier il n'y avait pas moins de quatre heures affectées chaque jour à l'enseignement [2]. On n'y connnaissait guère de vacances que du 8 septembre au 18 octobre, en y joignant les chômages périodiquement ramenés par la célébration des fêtes de l'Église [3]. L'année scolaire s'y ouvrait à la Saint-Luc [4].

Et cette vie de labeur se prolongeait longtemps. Tout aspirant au baccalauréat en droit civil, — disent les Statuts, — doit avoir étudié six ans, avant de commencer à *lire*. De même le bachelier qui se présente au doctorat doit avoir *lu* cinq ans, hormis le cas où l'évêque jugerait convenable, avec le conseil des docteurs, d'abréger la durée de ses épreuves ; encore ne peut-il l'abréger que de deux ans. Il faut donc, à tout le moins, neuf ans d'études pour être apte à devenir

[1] Mandement du 2 avril 1320 (*Cartul. de Maguelone*, Reg. D. fol. 142).

[2] Statuts de 1339, cap. 10.

[3] Statuts de 1339, cap. 14.

[4] Statuts de 1510 (*Lib. Rector.*, fol. 113).

docteur [1]. Il faut, de plus, trois ans au bachelier en droit civil pour se faire recevoir bachelier en droit canonique, et douze ans pour arriver au double doctorat, pour obtenir le titre de *Doctor in utroque jure*, — douze avec dispense [2].

Par quelle série d'épreuves maintenant devenait-on docteur en droit à Montpellier? Les mêmes statuts de 1339 vont nous renseigner à cet égard.

La licence, contrairement à ce qui se pratique de nos jours, conduisait alors d'elle-même au doctorat, en faisant, en quelque sorte, corps avec lui; car elle impliquait expressément l'autorisation d'accomplir tous les actes doctoraux; — *licentia omnes actus doctorales agendi*, ainsi la caractérisent les statuts. C'était le grade vraiment sérieux.

Le prieur des docteurs [3] convoquait, pour la conférer, l'Université tout entière dans l'église Saint-Firmin, la paroisse officielle de Montpellier. Le candidat, informations prises sur ses mœurs, sa naissance et sa capacité, y tirait au sort, dans un livre de droit civil ou canonique, le sujet de ses thèses, de grand matin, et le soir même, entre None et Vêpres, après quelques heures de préparation, il allait les soutenir à la Salle-l'Évêque, résidence habituelle de l'évêque de Maguelone à Montpellier. La soutenance était imposante. Tous les docteurs de la Faculté devaient s'y rendre, à moins de légitime empêchement, et y prendre une part active, en présence de l'évêque, ou de son délégué. Ils donnaient ensuite leurs notes, émettaient un avis, prononçaient un jugement, d'après lequel le candidat était admis ou ajourné. S'il était ajourné pour insuffisance, on l'en informait discrètement, de manière à lui épargner toute confusion. Si, au contraire, il était admis, on le proclamait en public, et il pouvait, en vertu de cette décision, prendre le bonnet de docteur quand il voulait

[1] Cela explique le titre que porte dans le *Liber Rectorum* une des dix bulles de Martin V du 17 décembre 1421 : *De audiendo leges per decennium*, etc.

[2] Statuts de 1339, cap. 15 et 17. — Les douzes années d'études furent réduites à dix par les statuts rédigés en 1468 pour le collège Du Vergier ou de la Chapelle-Neuve.

[3] Le chef des docteurs, soit par l'ancienneté, soit surtout et administrativement par l'élection, *Prior doctorum*.

et où il voulait, soit à Montpellier, soit dans toute autre Université [1]. Optait-il immédiatement pour Montpellier, on procédait de suite à la solennité de sa réception. La cloche de l'Université appelait, à cet effet, maîtres et étudiants dans l'église Notre-Dame-des-Tables. Le récipiendaire s'y rendait escorté de ses amis; et là, au milieu de la foule empressée à lui faire honneur, il commentait un texte de loi ou de décret; après quoi le président interrogeait encore les docteurs sur sa capacité, et l'admettait à prêter serment. Le serment prêté selon la formule prescrite, il lui octroyait publiquement la licence de lire, de régenter, d'enseigner, de disputer, de remplir, en un mot, toutes les fonctions doctorales, à Montpellier ou ailleurs, conformément à la Constitution du pape Nicolas IV. Puis le docteur que le récipiendaire avait choisi pour maître et pour parrain lui conférait les insignes du doctorat, lui donnait l'investiture par la chaire, le livre, le bonnet, le baiser ou l'accolade, et la bénédiction. Le nouveau docteur commençait ensuite à *lire,* et allait finalement faire une offrande à l'autel [2].

Ainsi avait lieu, au XIVme siècle, une réception de docteur à l'Université de Droit de Montpellier.

Deux conséquences ressortent de cet ancien cérémonial. Le doctorat s'y révèle, d'une part, comme une sorte de haute chevalerie scientifique, ayant ses rites propres et ses insignes spéciaux, essentiellement liés à ceux de l'Église; et il n'y est, d'autre part, que la consécration publique d'un succès préalablement obtenu dans les luttes scolaires de la licence; d'où vient peut-être le double nom d'Acte triomphal *(Actus triumphalis)* et de Début solennel *(Solemne principium),* par lequel le désignent les Statuts de 1339.

[1] Cette liberté de choix ne subsista pas toujours. Un statut de 1468, renouvelé en 1477, et transcrit au fol. 106 du *Liber Rectorum,* impose à tout gradué inférieur le serment de ne prendre les grades supérieurs, et le doctorat surtout, dans aucune autre Université que celle de Montpellier, « et hoc sub pena perjurii et infamie et solutione jurium. »

[2] Statuts de 1339, cap. 18 et 19 (*Lib. Rect.,* fol. 10). [Voyez plus loin le texte latin de ce cérémonial dans le cartulaire ci-joint]. Il était exactement suivi comme le constatent les minutes du notaire Jean de Sala, de 1341 et 1342, conservées aux Archives départementales de l'Hérault.

Ce cérémonial était loin d'être une innovation, — non plus, du reste, que la plupart des règlements ici codifiés. Le manuscrit latin 4569 de la Bibliothèque Nationale de Paris nous le montre déjà en vigueur en 1308, lorsque Bérenger de Landore, depuis général des Dominicains et archevêque de Compostelle, prit à Montpellier sa licence en Droit, sous les auspices de Pierre d'Estaing. Il donne non-seulement le procès-verbal des épreuves subies par le candidat, mais l'analyse de ses thèses, et une sorte de compte rendu de leur soutenance.

Il enregistre, qui plus est, la harangue du président : *Arenga quam fecit et dixit dominus Petrus de Stagno, quando Berengarius de Landorra fuit licentiatus in Montepessulano.* Rien de piquant comme ce morceau de jurisprudence classique ; on serait presque tenté de voir dans sa conclusion le canevas de la fameuse scène du *Malade imaginaire.*

« Quoniam ergo plene scimus quod fidei sue probata sinceritas examinis mole flecti non potuit, sed continua fixa constancia in adversitatibus felicius perequatur (?), attendentes quanta morum honestate refloret, quanta sciencia civilium litterarum prepolleat, quanta nobilitate generis refulgeat, actus tante strenuitatis et tam festivos hujus felicitatis eventus auribus vestris infundimus ; sed ad silens actu jocunditatis tripudiis exultetis... mecum pariter.

Capiat licenciam ergo doctorandi :
Nam habet scienciam ceteros docendi
Et sufficienciam jus interpretandi,
Nec non et facundiam pulcre proferendi
Et magnificenciam jus determinandi.
Scandat ergo cathedram, causa disputandi,
Ac legendi coram omnibus, atque repetendi,
Et cum vult, det operam festum faciendi,
Ut istis materiam det tripudiandi,
Et nobis leticiam festa celebrandi,
Ad laudem et gloriam Unius colendi,
Ut post hanc miseriam in terris vivendi,
Ad supremam Curiam larem transferendi
Habeamus copiam [et ?] celos habitandi [1]. »

[1] Biblioth. nation. mss. lat. 4569, petit in-folio, maroquin rouge, aux armes de Colbert, fol. 115-137. — Comparer ce texte avec l'extrait des statuts du cardinal

La charge de Molière, dans sa réception doctorale d'Argan ne semblerait-elle pas avoir là son prototype ? Le voisinage des deux Écoles de Droit et de Médecine de Montpellier, en leur permettant de se modeler l'une sur l'autre, nous aurait donc valu une double parodie.

Le docteur reçu d'après ce Cérémonial était arrivé au pinacle du *Magisterium,* et avait désormais le pouvoir d'enseigner partout.

Mais que de temps et de travail, que d'argent aussi, ne dépensait-on pas avant d'aboutir à ce terme ! Quoique, en principe, la collation des grades fût alors gratuite dans notre Université de Droit [1], les frais qu'avait à supporter le nouveau docteur s'élevaient encore bien haut, sans parler des sacrifices inséparables de neuf ans d'attente. Le cardinal Bertrand se voit dans l'obligation de les réduire, d'accord avec une disposition des *Clémentines,* au maximum de trois mille tournois [2], somme assez ronde à une époque où le numéraire avait une si grande valeur. Il existait alors heureusement de charitables hôtelleries, — des collèges, comme on disait, — où la généreuse munificence des fondateurs avait ouvert un asile aux étudiants les plus pauvres [3].

Une partie de cet argent, tournait, il est vrai, au profit de l'Univer-

Bertrand de 1339 inséré dans mon *Histoire de la Commune de Montpellier,* III, 396, et avec les paroles qu'adressait dans notre Faculté de Médecine au nouveau bachelier le président de l'acte, en le faisant monter en chaire, revêtu de la robe rouge : *Indue purpuram, conscende cathedram, et grates age quibus debes.*

[1] Statuts de 1339, cap. 18 (*Lib. Rector.,* fol. 11).

[2] Statuts de 1339, cap. 18. Cf. *Clément,* lib. V, titul. 1, cap. 2.

[3] Au collège Saint-Benoît et Saint-Germain fondé par Urbain V, seize bourses pour le droit civil ou le droit canon ; au collège Saint-Ruf, créé par le cardinal Anglic de Grimoard, huit bourses pour le droit canon ; au collège Du Vergier, institué par le président de ce nom, quatre bourses pour le droit civil ou le droit canon, indépendamment des ressources d'hospitalité qu'offraient les couvents des ordres mendiants. — Partout et toujours prédomine le caractère religieux. — Les boursiers du collège Du Vergier, par exemple, le moins ecclésiastique des trois, étaient astreints à réciter quotidiennement l'office de la Sainte-Vierge et celui des Morts, à communier au moins deux fois l'an, etc.

sité; elle servait à fournir aux dépenses communes. La caisse, ordinairement gardée dans la sacristie des Frères-Prêcheurs, avait trois clefs, dont l'une se trouvait aux mains du recteur; les deux autres devant rester en dépôt chez deux conseillers, choisis parmi les deux nations différentes de celle du recteur, afin que chacune des trois nations pût ainsi exercer une égale surveillance sur l'emploi des fonds généraux.

Mais il n'en fallait pas moins payer pour les cours, sinon pour tous, du moins pour quelques-uns; et on prélevait en outre sur chaque étudiant dix sous « pour la taille de son docteur » [1]. Il fallait aussi payer pour les bancs [2], payer pour les livres; et avant leur multiplication par l'imprimerie, ils coûtaient cher. On ne les achetait pas toujours, à la vérité, mais on les louait; le bedeau de l'Université était tenu de les avoir [3], et naturellement il trouvait son compte à les fournir [4]. Il le trouvait encore à rafraîchir en été, et à pourvoir de paille en hiver les salles de cours [5], ainsi qu'à assister avec son costume officiel et sa baguette verte aux prises de grades. Le bedeau a son rôle et ses honoraires marqués dans nos statuts de 1339, pour la plus grande gloire de la corporation, en même temps que pour rançonner les étudiants.

[1] Statuts de 1339, cap. 25 (*Lib. Rect.* fol. 16).

[2] Ibidem.

[3] Il n'y avait qu'un bedeau, et il se qualifiait « bedeau général ». Il était chargé de sonner la cloche de l'Université, d'annoncer les fêtes, les exercices, les cérémonies, dans les salles de cours; de fournir, moyennant rétribution, les livres nécessaires aux bacheliers lecteurs et aux simples étudiants; et il portait constamment, même hors de l'Ecole, une verge ou baguette de couleur verte, marque de sa fonction (Statuts de 1339, cap. 26 et 27, ap. *Lib. Rect.*, fol. 16 et 17). — Mais, indépendamment de ce bedeau en titre, il y avait aussi, pour le service de l'Université, divers officiers inférieurs, nommés *banquerii* ou *bancarii*. Chaque docteur en exercice pouvait avoir le sien. Ces bedeaux particuliers, quoique non obligés de fournir de livres les professeurs et les étudiants, avaient néanmoins la faculté de louer et de vendre les ouvrages qu'on leur demandait. (Statuts de 1339, cap. 23 et 29, ap. *Lib. Rect.*, fol. 17).

[4] Statut de 1396 (*Lib. Rect.*, fol. 36).

[5] Statut de 1510 (*Lib. Rect.*, fol. 115).

Tout cela se passait sous la haute juridiction de l'évêque de Maguelone. C'était entre les mains de l'Évêque de Maguelone, ou de l'un de ses délégués, que le nouveau recteur prêtait serment; c'était à l'évêque de Maguelone que le futur docteur jurait fidélité [1]. Aucun règlement ne pouvait s'établir, ni aucune affaire de quelque importance se traiter, sans la participation de l'évêque de Maguelone. L'examen de licence, lui aussi, — l'épreuve la plus sérieuse, sinon la plus solennelle de notre Université de Droit, — avait lieu dans le Palais de l'évêque de Maguelone, à la Salle-l'Évêque.

L'autorité ecclésiastique était alors, — je ne saurais trop le redire, — le grand pouvoir universitaire, en même temps que le grand pouvoir social.

Son action fut, au moyen âge, aussi complète qu'elle pouvait l'être. Presque toutes nos anciennes Universités ont été fondées ou constituées par les papes [2]. Les papes, après les avoir canoniquement établies, en retinrent la direction suprême, et en déléguèrent la surveillance quotidienne aux évêques, dans leurs diocèses respectifs [3]. Les évêques les administrèrent sous leur responsabilité propre; mais les papes n'ayant pas abdiqué leurs droits sur elles, en reprirent, quand ils voulurent, l'exercice.

[1] Statuts de 1339, cap. 36. — Ce serment n'était pas une simple formalité. Un certain Pierre Fauron, pour l'avoir violé, fut mis, en 1428, au ban de l'Université, comme le mentionne le *Liber Rectorum*, fol. 43. (Cf. fol. 57 et 104, où se trouvent consignées des mesures analogues pour les années 1434 et 1463).

[2] Celle de Paris par Innocent III, en 1245; — celle de Toulouse par Grégoire IX, en 1233; — celle de Montpellier par Nicolas IV, en 1289; — celle d'Avignon par Boniface VIII, en 1303; — celle d'Orléans par Clément V, en 1306; — celle de Cahors par Jean XXII, en 1332; — celle d'Aix, par Alexandre V, en 1409; — celle de Poitiers, celle de Caen et celle de Bordeaux par Eugène IV, en 1431, 1437 et 1441; — celle de Nantes par Pie II, en 1460; — celle de Bourges par Paul II, en 1464; — celle de Reims par Paul III, en 1547.

[3] Aux évêques diocésains toujours, et parfois aussi à d'autres prélats et ecclésiastiques, spécialement investis de ce soin, comme lorsque Martin V, par exemple, nomma conservateurs de notre Université l'archevêque de Narbonne, l'abbé d'Aniane, et le prévôt du chapitre de Maguelone, avec juridiction civile.

Cela explique l'adjonction d'une Faculté de Théologie à notre Université de Droit par Martin V, en 1421. Cela explique aussi la substitution que fit Léon X, en 1518, du prieur de Sainte-Anne de Montpellier à l'évêque de Maguelone Guillaume Pellicier [1], qui, abusant de sa prérogative, refusait d'approuver l'élection d'un nouveau recteur et de nouveaux conseillers.

Telle a été, au moyen âge, l'École de Droit de Montpellier. Au XVIII^{me} siècle encore, elle continuait de reconnaître la juridiction épiscopale. Mais il y avait alors déjà longtemps, que sauf de périodiques éclaircies, elle n'était plus guère que l'ombre d'elle-même. Dix ans à peine après la promulgation de ses statuts organiques par le cardinal Bertrand, le roi d'Aragon Pierre-le-Cérémonieux, lui avait porté un premier coup. Devenu maître des États du roi de Majorque Jayme II, il institua à Perpignan, en 1349, une École de haut enseignement, où l'étude de la législation civile et canonique obtint une place d'honneur. Les étudiants du Roussillon et de la Cerdagne, habitués jusque-là à venir à Montpellier, durent naturellement s'expatrier désormais en moins grand nombre.

Les fléaux publics qui accablèrent l'Europe, et surtout la France, vers cette époque, n'étaient pas d'ailleurs propres à favoriser de coûteux déplacements. Montpellier cessait alors d'appartenir à la maison d'Aragon, et les étudiants Aragonais et Majorquins n'eurent plus, conséquemment, les mêmes raisons pour fréquenter notre Université.

Les rois de France et les papes eurent beau les prendre sous leur sauvegarde. L'administration municipale semblait leur témoigner une hostilité systématique, par jalousie de leurs privilèges, à tel point qu'on parla un moment à la Cour pontificale d'Avignon, de transférer notre École de Droit dans une ville plus hospitalière [2].

[1] Bulle de Léon X, du 1er décembre 1518 (*Lib. Rector.*, fol. 118). — Il s'agit ici, je n'ai pas besoin de le faire remarquer, de l'évêque Guillaume Pellicier I. Le Guillaume Pellicier, dont tout le monde sait le rôle dans l'œuvre de la Renaissance du XVI^{me} siècle, n'a succédé à son oncle qu'en 1529.

[2] Lettre du cardinal Bertrand de Deaux conservée en original dans les Archives municipales de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. C, cas. XXII, n° 11. Le cardinal

Ce projet ne reçut pas d'exécution. Il ne fut pas difficile aux gens de Montpellier de comprendre qu'en perdant leurs écoles, ils eussent perdu leurs avantages les plus précieux ; et, se ravisant sur leurs véritables intérêts, ils se soumirent aux remontrances de la Cour d'Avignon.

C'était plaire en même temps au roi Jean, qui, touché des réclamations des docteurs et des étudiants de Montpellier, les patronnait avec une générosité toute chevaleresque [1].

On ne saurait avoir, en général, trop de reconnaissance envers les souverains pontifes et envers les rois de France pour le bienveillant appui dont ils ont constamment honoré nos Écoles. Martin V surtout mérite à cet égard, les éloges les plus explicites. Non content d'enrichir nos légistes de faveurs en harmonie avec leur constitution, il voulut, en outre, agrandir leur domaine en leur annexant, je le répète, une Faculté de Théologie.

Les études théologiques, qui, bien que cultivées à Montpellier de temps immémorial, n'y avaient pas encore eu de chaires publiques officiellement approuvées par le Saint-Siège, ni de professeurs apostoliquement investis de la mission de conférer des grades, durent à la libéralité du généreux pontife le bénéfice de cette double institution, et furent appelées à se développer, à partir de 1421, parrallèlement avec les études jurisprudentielles, sous l'œil d'un recteur commun.

Malgré cette immense concession de Martin V pourtant, notre École de Droit eut beaucoup de peine à soutenir son ancienne réputation. Elle atteignit à un personnel de docteurs plus considérable, sans voir s'accroître en proportion le nombre de ses élèves.

dit en parlant du pape et en s'adressant aux consuls de Montpellier qu'il invite à plus de douceur envers les étudiants : « Ipse intentionis erat privilegia studii generalis, ville Montispessulani concessa, revocare, et studium, cum debitis privilegiis, ad alium locum transferre. »

[1] Voyez *Ordonn. des rois de France,* II, 513 et IV, 34. Cf., Archives municipales de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. C, cas. XXII, n[os] 6 et 8; *Lib. Rect.,* fol. 77; Archiv. nation., *Trésor des Chartes,* Reg. LXXX, fol. 314, et Reg. LXXXII, pièce 583 ; Germain, *Histoire de la Comm. de Montpellier,* III, 401.

En vain Charles VII, marchant sur les traces du roi Jean, lui confirma, avec d'importantes accessions, les franchises et les privilèges octroyés soit par les papes, soit par les rois, ses prédécesseurs [1]. En vain l'Université elle-même, secondant les efforts du pouvoir politique, entreprit, dans le but de se repeupler [2], d'abaisser le tarif de ses droits fiscaux. Le coup lui était porté, sans garantie d'un avenir meilleur. Elle se trouva bientôt dans un tel état de détresse, qu'elle n'eut plus même de quoi faire les frais d'un tabard à l'usage de ses gradués, et qu'elle fut réduite à emprunter celui de sa rivale l'Université de Médecine, qui, pour comble d'humiliation, le lui envoyait redemander avant la clôture de l'examen, en se raillant de sa misère [3].

C'est qu'alors, indépendamment de la désastreuse influence des calamités publiques, s'élevaient çà et là d'autres Écoles capables d'entrer en concurrence avec la nôtre.

Le temps n'était plus où Montpellier monopolisait dans sa région l'enseignement du Droit. Paris et Orléans lui enlevaient au passage les étudiants du Nord ; et ceux du Midi, outre les avantages qu'offrait à une partie d'entre eux l'Université de Perpignan que j'ai déjà mentionnée, pouvaient préférer à l'École de Montpellier ses émules de Toulouse, d'Avignon, de Cahors, d'Aix, de Poitiers, de Bordeaux, etc. Montpellier, pour soutenir avec succès une pareille rivalité, aurait eu besoin d'autre chose que d'encouragements. L'apparition d'un Bartole ou d'un Cujas aurait eu seule quelque chance de faire refleurir

[1] Germain, *Hist. de la Comm. de Montpellier*, III, 404 ; lettres de Charles VII, données à Pézenas en mai 1437.

[2] Statut de 1410 (*Lib. Rect.* fol. 30) : A longis citra temporibus, nedum inclitam hanc villam (Montispessulani), sed etiam patriam circumvicinam, quod flebiliter referimus, pestes varie atque hominum obstupende strages... multipliciter contingerunt. Qua ex re presens hec Universitas sepe sola et vacua extitit solatio desolata ; que non solum ad terrenorum, sed etiam animarum interdum cedunt detrimentum. — Statut de 1468, ibid. fol. 106 : « Non modicum depopulata (dicta Universitas) permanet, et quotidie in ruinam decurrit. »

[3] Statut de 1502 (*Lib. Rector*, init.).

l'École de Placentin, en y contrebalançant par l'éclat d'une nouvelle illustration les causes de ruine qui la travaillaient.

Une décadence comme celle-là ne permettait guère de maintenir la sévérité des anciens règlements. En 1412 déjà, le recteur Ambroise Gasqui éprouvait le besoin de rappeler à l'ordre l'aréopage de nos docteurs, dont la déplorable indulgence dans les examens faisait planer sur la savante corporation d'humiliants reproches [1].

Aussi nos étudiants reprenaient-ils peu à peu les mauvaises habitudes que s'était efforcé de réprimer parmi eux le cardinal Bertrand.

De là dans notre École de Droit cet étrange sans-façon, cette vie de plaisir [2], puis cette formation de la joyeuse société des *Béjaunes,* çà et là mentionnées dans le *Liber Rectorum.*

Force fut finalement à l'administration municipale de Montpellier, pour ramener un peu de vie dans ce désordre, de subventionner, en 1510, ou de stipendier, selon le langage d'alors, quatre régents, spécialement chargés de poursuivre, au bénéfice de l'œuvre juridique de Placentin, l'enseignement du Droit à la Tour Sainte-Eulalie, en assignant à chacun d'eux cinquante livres de gages annuels [3].

Médiocre palliatif pour relever une situation trop notablement abaissée, que la tempête religieuse de 1561 ne devait qu'aggraver, en faisant le vide au sein de la malheureuse École.

L'étude de la Théologie elle-même, que le pape Martin V rattacha, en 1421, à notre Université de Droit, ne parvint que momentanément à y enrayer la décadence.

Mais de quelle manière, et dans quelles conditions lui fut annexé cet enseignement ?

C'est ce qu'il convient méthodiquement d'établir.

[1] Statut de 1412 (*Lib. Rect.* fol. 36).

[2] Statut de 1437. *De visitationibus, compotationibus et prandiis per licentiandos vel baccalariandos :* ... Ut ab illis expensis infructuosis, gulositatibus inhonestis,... in dispendium dictorum promovendorum et evacuationem bursarum, dicti promovendi sint quieti et immunes.

[3] Documents du 15 novembre et du 15 décembre 1510 (*Lib. Rect.*, fol. 320).

II

THÉOLOGIE.

L'enseignement de la Théologie ne figurait pas dans la constitution du pape Nicolas IV, du 26 octobre 1289, organisant notre Université. On le pratiquait alors dans les cloîtres, chez les moines mendiants en particulier.

Mais on ne tarda guère à comprendre, sous le coup des écarts dogmatiques dans lesquels s'engageait, au XV^{me} siècle, la libre pensée, le besoin de son extension; et le pape Martin V, donnant suite à cette idée, résolut, en 1421, de l'associer à Montpellier à celui du Droit.

Le vieux levain albigeois fermentait de nouveau, comme venait de le prouver en 1417 l'explosion des doctrines hérétiques de Catherine Sauve; et le mouvement révolutionnaire des Hussites effrayait, à son tour, quoique de loin encore, les vrais Chrétiens, attristés d'ailleurs par l'atroce sauvagerie des Béghards.

Je traduis littéralement, à cause de son importance, la bulle de Martin V du 17 décembre 1421. J'en ai publié le texte original, en 1851, dans mon *Histoire de la Commune de Montpellier*, III, 416, et en 1883 dans ma monographie sur *la Faculté de Théologie de Montpellier*, page 49, d'après le *Liber Rectorum*, fol. 68.

» Martin évêque, serviteur des serviteurs de Dieu, pour perpétuelle » mémoire.

» Un examen attentif nous a conduit à penser que, plus chaque » science prodigue ses trésors, plus celui qui l'enseigne aime à l'étudier; » et qu'un foyer rayonnant de lumière, comme celui que possède Mont- » pellier au diocèse de Maguelone, a besoin d'être sans cesse entretenu, » pour pouvoir aider les créatures douées de raison à s'élever au » dessus des convoitises terrestres.

» Considérant donc que la science dont la Faculté de Théologie est » la vigilante interprète, contribue particulièrement à ce résultat ; eu

» égard à la supplique à Nous adressée par notre vénérable frère Louis, » évêque de Maguelone, lieutenant en cour de Rome de notre vénérable » frère François, archevêque de Narbonne et notre camérier [1], d'accord » avec nos chers fils le Recteur et les divers autres membres de la » studieuse Université de Montpellier; d'où il résulte qu'il n'existe pas » dans cette ville de Faculté de Théologie d'institution apostolique, » bien que la Théologie y soit enseignée dans certains lieux, et qu'ils » désirent voir s'établir une Faculté de ce genre, à côté des anciennes » Facultés des Arts, de Médecine, et de Droit civil et canonique, pri- » mitivement comprises dans leur Université; — estimant que l'évêque » de Maguelone est chancelier de ladite Université; — vu l'humble » pétition desdits évêque, recteur et membres de cette même Univer- » sité, — voulant nous rendre à leur prière, et donner à ladite Faculté » de Théologie le développement sollicité; de notre certaine science, et » en vertu de notre autorité apostolique, nous statuons et ordonnons » par la teneur des présentes, qu'il y aura désormais dans la ville de » Montpellier une Étude générale de Théologie régulièrement instituée, » et fonctionnant à l'égal des autres Facultés, avec semblables attri- » butions, quant à l'enseignement et aux grades : de telle sorte qu'on » puisse y prendre librement le baccalauréat et la licence, ainsi que » les insignes de la maîtrise, tout comme dans les autres Universités. » Nous voulons que les maîtres, les docteurs, les licenciés, les ba- » cheliers et les étudiants de ladite Faculté, en résidence à Mont- » pellier, jouissent à l'unisson des privilèges, libertés, immunités, » concessions et grâces dont bénéficient les maîtres, les docteurs, les » licenciés, les bacheliers et les étudiants des autres Facultés. — Nous » ordonnons, de plus, que ladite Faculté de Théologie ne fasse qu'une » seule et même Université avec les Facultés de Droit civil et de Droit » canonique de la même ville; un seul et même corps, ayant pour chef » un recteur, dont l'élection continuera d'avoir lieu conformément » aux anciens statuts universitaires. — Nous prescrivons également » que les susdits maîtres, docteurs, licenciés, bacheliers et étudiants

[1] L'archevêque François de Conzié, oncle de l'évêque de Maguelone Louis Alemand, ici mentionné, et légat pontifical d'Avignon. Voy. *Gall. Christ.* VI, 95-101.

» de la Faculté de Théologie soient soumis à la juridiction que confèrent » au recteur les statuts et coutumes duement approuvés; qu'ils obéis- » sent à ses monitions et mandements, comme les docteurs, les licen- » ciés, les bacheliers et les étudiants en droit canonique et en droit » civil, et que toutes les fois qu'y aura intérêt ladite Faculté de Théo- » logie, ils participent aux assemblées et aux délibérations, de concert » avec les autres docteurs, licenciés, bacheliers et étudiants, sous la » réserve expresse, néanmoins, que, de même que les docteurs en droit » canonique ou en droit civil ne peuvent être recteurs, les maîtres en » théologie ne pourront le devenir à leur tour, non plus que les Reli- » gieux des Ordres mendiants, de quelque grade ou condition qu'ils » soient, nonobstant toutes dispositions contraires.........

» Donné à Rome, à Saint-Pierre, le seizième jour avant les calendes » de janvier, la cinquième année de notre pontificat. »

Telle est la bulle de Martin V du 17 décembre 1421. — Si nous ne savions déjà par notre législation coutumière à quel point Montpellier était ville de Droit, elle contribuerait à nous l'apprendre. N'est-il pas curieux de voir une Faculté de Théologie, au lieu d'obtenir la primauté dont elle jouissait ailleurs, ainsi annexée à une Faculté de Droit ?

Martin V obéissait vraisemblablement, pour cette adjonction, à l'idée qu'un enseignement de droit canonique fonctionnant avec succès à notre École de Droit, il était naturel de le renforcer par des leçons de théologie dogmatique et morale. Le principe pouvait paraître rationnel; mais son application allait devenir grosse de conflits.

Théologiens et juristes firent, aux premiers jours, assez bon ménage universitairement; et rien ne fut changé au régime de démocratie scolaire qu'observaient alors nos héritiers de Placentin [1].

On en a une preuve convaincante, lorsqu'on voit le doyen de la Faculté de Théologie, Jacques Prat, et son lieutenant Imbert de Costa, obligés de faire au recteur des excuses publiques pour l'avoir assigné, sans sa permission, devant l'official de l'évêque de Maguelone. Les

[1] Germain, *Du principe democratique dans les anciennes écoles de Montpellier*. 1881.

excuses eurent lieu dans l'église Saint-Firmin, où les deux dignitaires de la Faculté de Théologie demandèrent en personne humblement pardon au recteur et aux conseillers de l'Université [1].

Quelle profonde différence avec ce qui se pratiquait dans l'Université de Paris, où ne primaient ni juristes ni étudiants, mais où dominaient presque en souverains les théologiens de profession [2].

Le contraste est d'autant plus digne de remarque, que le pape Martin V s'est particulièrement signalé par sa connaissance des besoins de nos Écoles, et par sa volonté de les satisfaire. A côté de cette bulle de création de notre Faculté de Théologie, du 17 décembre 1421, s'en rencontrent, dans le *Liber Rectorum,* dix autres, de même date, en faveur des Écoles de Montpellier, et spécialement de son École de Droit; toutes données, comme la première, à la demande du B. Louis Alemand, chancelier-né de ces Écoles, en sa qualité d'évêque de Maguelone, ainsi qu'à la prière du recteur, des maîtres, des docteurs, des licenciés, des bacheliers et des simples étudiants.

Au même pontificat de Martin V se rapportent les Statuts qui furent dressés en 1428 par notre Faculté de Théologie. Elle nous y apparaît représentée par son doyen, lequel prêtait serment, une fois élu, au recteur de l'Université de Droit, dans l'église Sainte-Eulalie. Le doyen veillait sur les privilèges, libertés et honneurs de sa Faculté, et y exerçait en outre une sorte de censure dogmatique. Il avait le pas sur le prieur de la Faculté de Droit, dans tous les actes concernant la Faculté de Théologie; mais le prieur de la Faculté de Droit primait, à son tour, dans les exercices de la Faculté de Droit. Dans les solennités universitaires, ou autres, le prieur de la Faculté de Droit et le doyen de la Faculté de Théologie alternaient, chaque année, pour la préséance, en commençant par le prieur de la Faculté de Droit. Les Provinciaux des Ordres mendiants ne venaient qu'après eux; et les maîtres de la Faculté de Théologie marchaient ensuite de pair avec les docteurs de la Faculté de Droit.

[1] Lib. Rector., fol. 104.

[2] Voy. Thurot, *De l'organisation de l'enseignement dans l'Université de Paris au moyen âge.*

Il y a là à la fois réserve à l'égard des Ordres mendiants, et gages de bonnes relations entre les deux familles universitaires appelées à vivre ensemble.

De cette commune entente sortirent les Statuts de 1428, que j'ai signalés comme ayant fait office de charte organique pour notre Faculté de Théologie. Le préambule permet d'entrevoir qu'on ne les adopta pas sans vive discussion. Les vingt-six articles dont se compose ce petit code vont nous offrir un intérêt tout spécial, en nous introduisant, comme les Statuts de 1339 de notre Faculté de Droit, au sein d'une corporation savante dont le régime paraîtrait aujourd'hui impossible.

I. *Du Doyen.* — « La Faculté de Théologie aura toujours un doyen, qui sera pris parmi les maîtres en théologie de ladite Faculté. Ce sera, pour commencer, le plus ancien des maîtres présents et résidants, antérieurs par l'exercice à l'incorporation.

II. *De l'office du Doyen.* — « Le doyen veillera au maintien des privilèges, libertés et honneurs de la Faculté de Théologie, en même temps qu'à l'observation de ses règlements. Il aura en tout et partout l'initiative; il fixera le moment des débuts professoraux et l'ouverture des leçons de ladite Faculté. Il aura l'œil sur les propositions hérétiques, erronées et mal sonnantes, qui pourraient échapper dans les cours et dans les actes de la Faculté, et s'efforcera, au moyen de charitables avertissements, émis avec le conseil des maîtres, d'en obtenir de leurs auteurs le retrait. En cas de préjudice infligé à la Faculté de Théologie, il invoquera l'assistance du chancelier et du recteur, pour en avoir réparation. Il pourvoira à ce qu'ait lieu régulièrement la distribution des bonnets et des gants, assignés par la coutume au chancelier, au recteur, à leurs lieutenants, ainsi qu'aux maîtres ou docteurs, compris dans l'incorporation.

III. *Du serment du Doyen.* — « Lorsque l'office de doyen viendra à vaquer, le choix de son successeur sera soumis à l'approbation du chancelier et du recteur de l'Université comme chefs immédiats de ladite Université. Le doyen renouvellera chaque année, entre les

mains du recteur, ou de son lieutenant, le serment de garder fidèlement et ponctuellement les statuts universitaires, nouveaux et anciens, particulièrement ceux qui concernent le décanat. Dès que l'élection d'un recteur aura été confirmée par le chancelier, ou par son vicaire, et qu'il aura pris possession de sa charge dans l'église Sainte-Eulalie, selon la coutume, le doyen de la Faculté de Théologie lui prêtera aussitôt serment, à moins que le recteur ne préfère le recevoir en autre lieu et en autre temps.

IV. *Du lieutenant du Doyen.* — « Le doyen de la Faculté de Théologie pourra se faire suppléer dans l'exercice de ses fonctions par le maître le plus ancien résidant à Montpellier. Si toutefois il s'absente au-delà d'un mois, le suppléant sera tenu de prêter serment au recteur, pour tous les points où se trouve engagée la responsabilité décanale.

V. *Les bedeaux doivent obéir au Doyen.* — « Les bedeaux de notre Université doivent obéissance au doyen de la Faculté de Théologie, en tout ce qui a trait à son office, sous la réserve expresse, néanmoins, de l'assentiment du recteur.

VI. *De la préséance respective du Prieur et du Doyen.* — « Le prieur du vénérable Collège des docteurs en Droit, aura la préséance sur le doyen de la Faculté de Théologie dans tous les actes scolaires touchant le droit canonique ou le droit civil, et le doyen de la Faculté de Théologie jouira, à son tour, du même avantage à l'égard du prieur des docteurs en Droit dans les actes du domaine théologique. Pour les actes ordinaires, et hors de l'École, le prieur et le doyen alterneront, quant à la préséance, d'année en année, à commencer par le prieur.

VII. *De la prérogative du Prieur et du Doyen.* — « Les provinciaux des quatre ordres mendiants n'auront nulle part dans notre Université préséance vis-à-vis du prieur et du doyen, non plus qu'aucun autre religieux desdits ordres. Si leurs généraux, ou d'autres notabilités de leurs congrégations se présentaient, le chancelier et le recteur auraient à s'entendre, au sujet de la place à assigner.

VIII. *Des dispenses à accorder aux théologiens des quatre ordres mendiants.* — « Les maîtres et les étudiants en théologie des quatre

ordres mendiants ne seront pas astreints à l'observation de ceux de nos statuts universitaires qui seraient incompatibles avec leur profession, — de celui, entre autres, qui fixe le temps d'exercice obligatoire pour l'admission à la licence, de celui également qui prescrit la recherche de la moralité et de la naissance, de celui encore qui concerne la collation du doctorat et les leçons inaugurales, de celui qui regarde les collectes des docteurs, de celui qui impose l'obligation du serment aux futurs lecteurs. Mais ils ne pourront se faire exempter de l'observation des autres statuts de notre Université.

IX. *De ceux qui veulent lire les* SENTENCES. — « Tous les théologiens, soit des quatre ordres mendiants, soit de toute autre congrégation, qui seront admis à lire les *Sentences*, s'engageront par serment prêté entre les mains du chancelier et du recteur à ne prendre ni la licence, ni la maîtrise, ailleurs qu'à Montpellier, et seulement sous les maîtres qui les auront présentés, à moins d'assentiment contraire de ceux-ci, en cas de prolongation d'absence, ou à cause d'infirmité. Ils s'adresseront alors au chancelier et au recteur, qui pourront, d'après l'avis conforme de la majorité des maîtres, les autoriser à se faire recevoir par d'autres parrains.

X. *Des frais d'insignes exigibles des maîtres nouvellement incorporés.* — « Les maîtres en théologie du dehors, qui viendront demander à être incorporés dans notre Université, auront à donner au chancelier et au recteur, ou à son lieutenant, comme aussi aux autres maîtres déjà incorporés, de la seule Faculté de Théologie toutefois, un bonnet et des gants pour chacun d'eux. Le nouveau maître ainsi incorporé se rendra immédiatement après à la maison du recteur, afin de lui prêter le serment d'usage; et il paiera pour droits universitaires un demi-franc d'or.

XI. *Des droits à acquitter par les nouveaux bacheliers en théologie, au moment de leur début.* — « Tous ceux qui seront admis au grade de bachelier en théologie paieront, à leur début, pour droits universitaires, deux moutons d'or. Lorsqu'ils commenceront à lire les quatre livres des *Sentences*, ils ajouteront un autre mouton d'or.

XII. *Des droits dus aux bedeaux par les nouveaux bacheliers en théologie.* — « Les nouveaux bacheliers en théologie donneront au bedeau général et au bedeau du recteur, comme aussi également au bedeau du Collège des docteurs, ce que sont dans l'usage de donner les bacheliers des autres Facultés, lors de leur admission.

XIII. *Des droits dus aux bedeaux par ceux qui inaugurent leur enseignement dans la Faculté de Théologie.* — « Les religieux des quatre ordres mendiants, ou tous autres sujets, qui inaugureront leur enseignement dans la Faculté de Théologie, ou y prendront les insignes de la maîtrise, paieront aux trois bedeaux, savoir au bedeau général de l'Université, à celui du recteur, et à celui des docteurs, huit écus d'or, que ceux-ci se partageront par portions égales. Ils donneront, en outre, un mouton d'or pour la chaire au bedeau des docteurs, et un autre mouton d'or au prieur des docteurs.

XIV. *Des droits à acquitter envers le chancelier.* — « Chaque prétendant à la licence en théologie donnera quatre écus d'or au chancelier, pour droits d'examen et de licence réunis.

XV. *Des droits dus aux révérends maîtres régents et examinateurs.*— « On donnera à chaque maître régent pour sa question un demi-franc; à chaque maître examinateur un écu d'or; à chacun des deux maîtres qui assisteront à la vespérie un écu d'or; à chacun des quatre maîtres présents à l'aulique un écu d'or [1].

XVI. *Du temps de l'approbation des bacheliers qui ont subi l'examen.* — « Le bachelier qui aura subi l'examen, et aura obtenu les suffrages de la majeure partie des maîtres de la Faculté de Théologie, sera appelé par le bedeau au moyen d'un billet signé du chancelier, ou de son vicaire. Ceux-ci lui donneront la licence au jour et à l'heure qu'ils jugeront à propos, pourvu que ce ne soit pas le jour même de l'examen.

XVII. *Aucun religieux des ordres mendiants ne peut être élu conseiller de l'Université.* — « Aucun religieux des quatre ordres mendiants, de quelque condition qu'il soit, ne peut ni ne doit être élu dans le nombre des douze conseillers.

XVIII. *De la préséance par alternative des maîtres et des docteurs.*— « A la suite du prieur et du doyen marcheront un docteur en droit et un maître en théologie, par rang d'ancienneté. S'il y a plusieurs docteurs, et s'il n'y a qu'un seul maître, celui-ci aura le pas immédiatement après le prieur des docteurs, fût-il le plus jeune. Il en sera de même du docteur en droit, de n'importe quel âge : il viendra toujours, s'il est seul, le premier après le doyen.

XIX. *Des présentations des aspirants aux fonctions de lecteur.* — « Quiconque voudra lire à Montpellier en théologie devra être présenté par le maître de son choix au chancelier, ou à son vicaire, et au recteur, ou à son lieutenant. Nul ne sera admis, s'il est de naissance illégitime, s'il est noté d'infamie, ou si, étant religieux, il a déserté son ordre.

XX. *Des mendiants.* — « Aucun membre des ordres mendiants ne sera admis, s'il a induement quitté son ordre; s'il a été incarcéré dans son cloître, ou hors de son cloître, pour démérite, ou bien s'il est noté d'infamie; choses sur lesquelles se renseigneront de bonne foi le chancelier et le recteur. Personne non plus ne sera admis à lire, sans l'exhibition d'une permission écrite, émanant de son supérieur, comme l'exigent les privilèges apostoliques, faite au chancelier, ou à son vicaire, et au recteur.

XXI. *Des incorporations.* — « Les maîtres, les licenciés, les bacheliers et autres, qui voudront être incorporés, prêteront entre les mains du recteur un serment analogue à celui qu'il est d'usage de prêter à la Faculté de Droit; et pour cette prestation de serment ils paieront au trésorier de l'Université un demi-franc d'or.

XXII. *Des leçons.* — « Nul ne sera admis à la licence, ni à la maîtrise en théologie, qu'il n'ait expliqué les quatre livres des *Sentences* sous un maître tenant école ou régentant, à moins d'une autorisation spéciale du pape. Les bacheliers liront au complet les quatre livres des *Sentences*, en les élucidant, pour l'utilité des auditeurs, à l'aide des commentaires des docteurs en renom, et en s'abstenant de s'égarer dans des matières qui ne conviendraient pas à la Faculté; ils peuvent

lire de mémoire, ou le cahier sous les yeux, comme ils préfèreront. Les bacheliers feront quatre actes publics, selon la coutume, le premier avant la fête de Saint-Luc; le second après la fête de la Nativité; le troisième, avec la réponse *de quolibet,* dans le Carême ; le quatrième après l'octave de Pâques. Les jours en seront assignés au gré du recteur. Les bacheliers, dans ces quatre actes, discourront entre eux, selon la coutume, sur des sujets d'une gravité propre à l'argumentation, avec convenance et sans s'injurier ; en se communiquant par écrit leurs conclusions, leurs corollaires, leurs réponses et répliques. Les aspirants admis à lire les *Sentences* auront à répondre à chacun des maîtres régents sur une question au moins, si les maîtres régents veulent accepter la discussion. Ces réponses se feront en temps opportun, à la disposition des maîtres régents, après ou avant la leçon du bachelier, mais non pendant la leçon même, de peur d'en entraver le développement; excepté toutefois le cas spécial où le bachelier en fonction aurait à répondre à son maître *de quolibet*, dans le Carême, entre le troisième et le quatrième acte scolaire.

XXIII. *Les bacheliers ne doivent pas s'absenter de l'École.* — « Aucun bachelier en exercice comme lecteur ne s'absentera de l'École sans une urgente nécessité, qu'il certifiera par serment au chancelier et au recteur, ou à leurs lieutenants, sauf à compenser après la fin des leçons des autres bacheliers, au moyen d'un nombre d'exercices égal à celui des jours qu'il aura perdus, son interruption de cours, à moins d'avis contraire du recteur; sans quoi il ne pourrait être promu à un grade supérieur. — A la suite de ces trois premiers actes, le bachelier sera, si rien ne s'y oppose, conduit par le maître au chancelier, ou à son vicaire, à l'effet de leur être présenté pour le grade de bachelier formé, et pour l'examen privé à subir en temps convenable. Le chancelier, ou son vicaire, tenant compte de la supplique et du témoignage du maître faisant cette présentation, lui assignera jour pour l'examen; et il sera dès lors qualifié de bachelier présenté.

XXIV. *De l'examen.* — « Les leçons faites, ainsi que les réponses aux questions déjà mentionnées, le bachelier sera présenté au chancelier, ou à son vicaire, par le maître en fonction et par l'ensemble

des autres maîtres, pour l'examen privé; et le même jour lui seront donnés les points dans la chapelle de la Salle-l'Évêque, en présence du chancelier ou de son vicaire, en la manière accoutumée; — c'est-à-dire qu'au premier bachelier à examiner seront donnés des points tirés du premier et du troisième livre des *Sentences;* au second bachelier des points extraits du deuxième et du quatrième livre, et ainsi de suite, par reprise, à tour de rôle. Les points seront délivrés le matin, au lever du soleil, pour être discutés le lendemain, vers l'heure de vêpres, dans la même chapelle épiscopale. — Le bachelier communiquera ses positions sur les deux points qu'il aura reçus, au chancelier ou à son vicaire, s'il leur plaît d'en prendre connaissance; et à chacun des maîtres appelés à l'examiner la position qui l'intéressera personnellement, afin qu'il puisse préparer sa réponse. — Si le chancelier veut s'abstenir de présider lui-même à l'examen, il délèguera à sa place un théologien du corps de l'Université pour le présent acte : car cet examen ne porte pas seulement sur la science et la littérature des candidats, mais sur leur moralité et sur la conduite de leur vie; et on y dit parfois beaucoup de choses qui ne doivent pas se savoir en dehors de la Faculté,

XXV. *De ceux auxquels les actes scolaires sont interdits dans l'Université.* — « Aucun maître, ni licencié, ni bachelier, ne pourra entreprendre d'acte scolaire dans notre Université, sans y avoir été préalablement incorporé, sauf permission du recteur, après consultation du doyen.

XXVI. *Des vespéries des maîtres.* — « Pour les vespéries et la maîtrise, continueront à se pratiquer les solennités d'usage. Les vespéries auront lieu dans l'école du maître sous les auspices duquel aura lu le bachelier, à moins que le recteur ou son lieutenant ne soient d'avis contraire.

« Fait le 12 mars, dans la chapelle épiscopale, à l'heure de vêpres, en présence du révérendissime père en Christ et Seigneur, messire Guillaume, par la providence divine évêque de Maguelone, chancelier de ladite Université, et des témoins et notaire ici mentionnés, savoir

noble Robert Pinhon, bachelier en l'un et l'autre droit, prieur de Saint-André-de-Burzet, au diocèse de Viviers, recteur de la vénérable Université de Montpellier, pour la nation de Bourgogne, etc. »

Tels sont les Statuts auxquels dut se conformer, à partir de 1428, notre Faculté de Théologie.

Que de curieuses allusions ils renferment à l'adresse des religieux mendiants d'alors! On les y vise presque à chaque article : stratégie complète de refoulement.

L'Université de Montpellier renferma donc désormais quatre Facultés, au lieu des trois Facultés que lui avait reconnues en 1289 Nicolas IV, et se trouva aussi richement dotée que les Universités d'autrefois les mieux partagées.

La nouvelle Faculté fonctionna naturellement sous les auspices de l'évêque diocésain. Ce fut au nom de l'évêque de Maguelone que s'y conférèrent les grades. Les détails n'abondent pas sur le mode et la valeur de son enseignement. Elle aura dû se traîner, sans beaucoup faire parler d'elle, dans les voies frayées par la scolastique, jusqu'au jour de l'interruption de ses exercices par les entreprises protestantes en 1561.

L'inquisition veillait trop bien pour qu'elle pût se permettre le moindre écart. Que de peine Guillaume Pellicier lui-même, tout évêque et tout recommandable qu'il était comme savant et comme personnage politique, n'éprouva-t-il pas à obtenir grâce devant elle!

L'inquisition néanmoins eut beau faire; elle ne put dominer l'élan intellectuel d'où jaillissait le Protestantisme. L'autodafé où le confessa dans les flammes, en 1554, sur une des places publiques de Montpellier, le prêtre Guillaume Dalençon [1], ne réussit qu'à exalter le parti libre-penseur. Notre Faculté de Théologie non-seulement fut impuissante à en contenir l'essor, mais s'éclipsa au milieu de la tempête qui abîma bientôt après l'ensemble de nos institutions catholiques. La voix des prédicants couvrit celle des théologiens. Les églises elles-mêmes furent dévastées ou détruites, et le Calvinisme régna en vainqueur à Montpellier.

[1] Voy. Théodore de Bèze, *Histoire ecclésiastique des Églises réformées du royaume de France,* I, 94. Cf. *Mémoires de Félix Platter,* Genève, 1866, p. 57.

III

MÉDECINE.

Une École aussi dignement conduite que notre École de Médecine, et aussi jalouse de sa réputation, était naturellement destinée à tenir une grande place, soit dans la ville qu'illustrait son enseignement, soit partout ailleurs où elle répandait, avec l'éclat de ses lumières, le bienfait de ses guérisons.

De là les nombreuses marques de sollicitude que lui prodiguèrent les seigneurs de Montpellier et leurs héritiers les rois de France [1]. De là, en même temps, les précieuses faveurs dont ne cessèrent de l'honorer les souverains pontifes. Non contents d'avoir pourvu à son organisation par leur légats, ils s'attachèrent à rehausser son importance par leurs bulles, et s'entourèrent, durant leur séjour à Avignon, de ses docteurs. Les documents historiques nous montrent Clément V appelant auprès de lui, au commencement du XIV^{me} siècle, Jean d'Alais, Arnaud de Villeneuve, Guillaume de Mazères, et nous signalent parmi leurs contemporains Hugues de Montboissier, Barthélemi de Lunel, Pons de la Treille, Pierre de Capestang, Jourdain de la Tour, Bernard de Bonhoure, Jean Masson, Aymon de Mazères, Guillaume Martin, Guillaume Broca, etc [2]. Nous voyons, dans la seconde partie du même siècle, Urbain V accordant sa confiance à Gui de Chauliac, et fondant à côté de notre École une sorte de succursale, où des jeunes gens pauvres du diocèse de Mende, son pays natal,

[1] Charles V, en confirmant, par ses lettres du 16 mars 1379, l'exemption des tailles et d'autres impôts en faveur des maîtres et des étudiants de l'Université de Médecine de Montpellier, reconnaît expressément qu'ils en jouissaient de temps immémorial : « De hoc sunt in possessione et saisina pacificis a tanto tempore citra quod hominum memoria in contrarium non exsistit. » (*Privil. Univ. Med. Monspel.*, fol. 54, v°.)

[2] Bulles de Clément V du 8 septembre 1309 ; *ibid.* fol. 1 et 3, et Statut du 12 août 1313. *Privil. Univ. med. Monsp.*, fol. 7.

eurent le moyen d'étudier gratuitement la médecine, — le collège des Douze-Médecins.

Les papes ne se bornent pas à régir et à patronner notre École, ils lui tracent jusqu'à son plan d'études. Clément V, dans une bulle du 8 septembre 1309, détermine, à la prière de ses médecins, qui étaient en même temps ses chapelains, ainsi qu'il qualifie Guillaume de Bresse et Jean d'Alais, et d'accord avec Arnaud de Villeneuve, les traités à expliquer et à commenter par les bacheliers candidats à la licence [1]. Il faudra presque aller jusqu'au milieu du XVI^{me} siècle, pour voir poindre parmi nos médecins un commencement de sécularisation.

Voulons-nous nous renseigner sur les mœurs médicales de ces vieux temps? Nous n'avons qu'à relire les Statuts de 1340, que j'ai naguère publiés dans ma monographie sur la Renaissance à Montpellier. Cette charte organique nous donne, soit dans sa rédaction primitive, soit dans son texte révisé de 1534, un tableau incomparable du régime de notre École de Médecine jusqu'à la conquête de Montpellier aux idées protestantes.

La vie d'étudiant ne présentait pas alors moins d'aspérités qu'aujourd'hui. On n'avait pas moins de seize épreuves à subir avant d'être proclamé docteur en médecine, indépendamment de celle de maîtres ès arts, garantie obligatoire d'études littéraires et scientifiques préalables. L'épreuve du baccalauréat, à laquelle on ne pouvait aspirer qu'après trois ans d'immatriculation, durait quatre heures, à elle seule. Le candidat qui s'en acquittait d'une manière satisfaisante recevait de ses juges une des baies du laurier doctoral. Quand ensuite, arrivé au terme du délai prescrit pour l'obtention de la licence, le bachelier voulait, après les trois cours publics qui lui étaient imposés à titre de stage, prendre ce second grade, on l'admettait à se présenter aux quatre examens *per intentionem*, — ainsi qualifiés parce qu'on les subissait avec intention de parvenir à la licence, *per intentionem consequendi licentiam*.

Il lui fallait soutenir quatre thèses successivement, de deux jours en deux jours, sur un sujet assigné la veille, en parlant, à propos

[1] *Privil. Univ. med. Monsp.*, fol. 3.

de chacune d'elles, au moins une heure; et outre cela deux thèses sur une maladie quelconque et sur un aphorisme d'Hippocrate, tirées au sort vingt-quatre heures avant la soutenance. Ces deux thèses, séparées des quatre premières par un intervalle de huit jours, étaient dites *Points rigoureux*. On les discutait ordinairement de midi à quatre heures, dans la chapelle Saint-Michel de l'église Notre-Dame-des-Tables. Le candidat avait à répondre, pendant ces quatre heures, à toutes les questions qui s'y rattachaient. Une fois admis, il allait, dans la huitaine, recevoir la licence de la main de l'évêque, ou de son vicaire général, en présence de deux professeurs délégués par la Faculté.

Puis venaient pour lui les *triduanes*, nouveaux examens qui avaient lieu, comme le mot l'indique, durant trois jours, matin et soir, une heure au moins chaque fois. Le doctorat n'était possible qu'après cette longue série d'épreuves. On le nommait « l'Acte de triomphe » (*Actus triumphalis*), et son cérémonial avait pour théâtre l'église paroissiale Saint-Firmin, où on l'annonçait, dès la veille, au son de la cloche. L'École y conduisait le récipiendaire, musique en tête, et là, à la suite de harangues en latin plus ou moins élégant, on lui délivrait les insignes du grade suprême, devant une assemblée ordinairement nombreuse et choisie. Ces insignes consistaient en un bonnet de drap noir, surmonté d'une houppe de soie cramoisie, avec une bague d'or et une ceinture dorée; à quoi s'ajoutait la remise symbolique du livre d'Hippocrate. Le président, après la délivrance de ces insignes, faisait asseoir à son côté le nouveau docteur, puis lui donnait l'accolade et la bénédiction.

Le récipiendaire s'était fait accompagner par un parrain. La cérémonie achevée, il circulait parmi l'assistance, paré des insignes doctoraux, saluant et remerciant son monde, distribuant çà et là des gants, des dragées, ou des fruits confits [1].

Ce cérémonial fut simplifié en 1554 par un statut réformateur, qui en modéra la pompe et la dépense; mais ce statut lui-même maintint la pratique des vieux usages, pour quiconque voulait leur donner la préférence.

[1] Germain, *La Renaissance à Montpellier*, p. 28-30.

Ces usages primitifs étaient encore en vigueur, lors du double séjour de Rabelais à Montpellier. La révision de 1534 les sanctionna en les codifiant.

La constitution de notre École de Médecine n'avait pas, du reste, cessé de reposer, à cette dernière date, sur la base religieuse. Le texte révisé de 1534, reproduisant celui de 1340, — débute par la prescription d'une messe à faire dire et à entendre, chaque dimanche, depuis la Saint-Luc, commencement de l'année scolaire, jusqu'à Pâques. L'assistance s'y imposait comme devoir rigoureux, sous peine d'amende au profit de l'École. — Il y avait, en outre, une messe spéciale, l'un des jours qui suivaient la Toussaint, pour les morts de l'Université, et les cours étaient suspendus ce jour-là.

Aucun docteur, aucun bachelier, aucun étudiant, atteint d'excommunication, ne pouvait fréquenter l'École. — Elle était régie, sous le haut patronage de l'évêque, par le doyen, — le décanat continuant à appartenir de droit au plus ancien professeur en fonction. Le chancelier ne primait pas encore; il se bornait, en général, à juger : il prononçait judiciairement, soit entre les maîtres et les étudiants, soit entre les divers membres du corps médical et le public. Car l'École avait, je l'ai déjà signalé à propos des premiers Statuts de 1220, sa juridiction particulière.

C'était aussi le chancelier qui convoquait les assemblées *per fidem*. Il réunissait de la sorte toute l'École deux fois l'an; la première fois entre la Saint-Michel et la Saint-Luc, la seconde fois durant la semaine après Pâques. L'assemblée avait lieu au son de la cloche, dans l'église Saint-Firmin, et tous les maîtres, à moins d'excuse légitime, étaient tenus d'y assister. Dans la première de ces réunions se réglait le programme des cours pour l'année qui allait s'ouvrir, puis se distribuaient les clefs, soit des archives, soit de la caisse [1], et s'élisaient les procureurs chargés de l'administration financière.

Le chancelier répondait de sa gestion à l'évêque, conservateur des

[1] Les archives se gardaient dans une cassette que recevait en dépôt la chapelle des Trois-Rois de l'église Saint-Mathieu; et la caisse reposait à son tour dans une chapelle de l'église Saint-Firmin; toujours le même cachet ecclésiastique.

privilèges de l'Université, lequel avait à son égard droit d'admonition et de redressement. Il pouvait seul signer et sceller les certificats d'études, de matricule ou de grade; et ce n'était pas la moins importante de ses attributions. Que de fraudes à cet endroit! Que de fausses lettres, que de faux diplômes, subrepticement timbrés du sceau de la Faculté, par audacieuse supercherie! Que de faux bacheliers, que de faux licenciés, que de faux docteurs, pour la honte de notre École et pour le malheur de l'humanité! Force fut de renouveler, vers le milieu du XVI^me^ siècle, le sceau universitaire, et de modifier la formule des lettres de licence, en s'appliquant à les rendre moins falsifiables [1].

Au-dessous du doyen, chargé de la direction de l'enseignement et du chancelier préposé à l'administration de la justice scolaire, venaient hiérarchiquement les régisseurs des intérêts matériels de l'École. Cette branche de service avait pour chefs les procureurs des docteurs, au nombre de deux, et le procureur des étudiants. Ce dernier était pris, à tour de rôle, parmi les bacheliers et parmi les simples élèves en médecine. Mais, comme il ne pouvait suffire seul à toutes les affaires, on lui enjoignit, en 1533, deux coadjuteurs, l'un bachelier, l'autre simple étudiant.

La charge de procureur des étudiants fut supprimée le 31 octobre 1550, par un arrêt des Grands-jours de Béziers. Mais elle demeura en pleine activité durant toute la période de démocratie scolaire qui précéda. Elle consistait à veiller à l'observation des statuts, ainsi qu'au maintien de la paix et de la concorde. Le procureur des étudiants présentait, dans les huit premiers jours de leur arrivée, les nouveaux élèves en médecine aux procureurs des docteurs et au chancelier, et devait s'attacher à ne recevoir strictement que la somme de deux livres, fixée pour leur immatriculation, de même aussi que celle de deux livres prescrite pour le baccalauréat. Il était révocable, en cas de mauvaise gestion; mais à l'assemblée générale seule appartenait le droit de le déposer, et encore fallait-il que l'exercice de ce droit fût précédé de deux ou trois admonitions émanées d'elle. La déposition

[1] Prescriptions de 1546 et de 1547. Cf. *Lib. Procurat. Studios.* à la date du 10 mai 1534.

du procureur des étudiants pouvait en outre être prononcée pour inconduite, pour manque d'exactitude à remplir ses devoirs ; et il était même permis au doyen et au chancelier de l'exclure de l'École, en cas de résistance ou de menace de sa part. Mais il avait lui-même, en vertu d'une sorte de réciprocité, droit d'avertissement à l'égard du professeur dont le cours n'était pas scrupuleusement fait.

Le dernier jour de chaque mois se tenait une assemblée, dite ordinaire. Le procureur des étudiants devait y lire les statuts de l'École, et y rendre compte, en présence de tous les docteurs, ou au moins du doyen, du chancelier et des élèves, des recettes et des dépenses. On y introduisait les affaires nécessitant une délibération. Les bacheliers émettaient leur vote par ordre d'ancienneté, puis les simples étudiants le leur, selon le même ordre. La décision se prenait à la majorité des suffrages.

L'ancienneté n'était donc pas dédaignée dans notre École. C'était aussi par ordre d'ancienneté que siégeaient et qu'argumentaient dans les examens les docteurs, les bacheliers et les étudiants [1]. Il n'y avait de dérogation à cette règle qu'en faveur des notabilités étrangères à l'Université, qu'on invitait aux soutenances de thèses. Leur tour de parole, quand il leur plaisait de se mêler aux débats, venait après celui des docteurs. Les docteurs primaient partout et toujours, ayant à leur tête ceux d'entre eux que recommandait la prééminence professorale.

Car nulle part la prescription du respect ne se manifeste plus impérieuse que dans nos statuts universitaires, du respect aux docteurs et aux professeurs; du respect au doyen, au chancelier, aux agents préposés à la discipline scolaire; du respect aux licenciés, aux bacheliers, voire aux simples étudiants; du respect au bâtiment même affecté aux leçons, et aux actes ou aux assemblées. Défense de s'y présenter avec des armes, d'y troubler par des promenades ou des conversations le silence nécessaire à la régularité des exercices [2]. Défense à tout maître

[1] Par ordre d'ancienneté également se déterminait entre égaux la préséance dans les cortèges et aux processions, comme l'indique par analogie le Statut de 1485, à l'usage de l'Université de droit, couché sur le *Liber Rectorum*.

[2] Règlement du 30 septembre 1517.

d'accueillir les écoliers irrévérencieux ou rebelles ; et ordre au gouverneur de Montpellier de sévir, en cas de refus d'amendement, contre les coupables.

Respect enfin et fidélité à la parole individuelle. Quelle grande place le serment ne tient-il pas dans le système organique de notre École de Médecine ! Pas une fonction, pas un grade qui n'y ait sa formule de serment. Le *Juro* doctoral du *Malade imaginaire* n'est que la stricte application d'usages traditionnels.

Le respect au règlement n'était pas moins recommandé, alors même qu'il ne faisait que maintenir, en le consacrant, l'antique cérémonial. Témoin les articles suivants :

« Tout le monde assistera, sous peine d'encourir le châtiment dû » au parjure, aux assemblées, soit ordinaires, soit extraordinaires, » dont la nécessité sera reconnue. — On assistera également à la » présentation des licenciés à l'évêque, aux cavalcades parcourant la » ville, aux promenades doctorales, et aux actes de triomphe des nou» veaux docteurs dans l'église Saint-Firmin. »

A plus forte raison prescrivait-on l'assistance régulière aux examens. On finit par adopter, pour mieux l'obtenir des docteurs, la distribution de jetons de présence.

L'assistance aux examens pour les docteurs, l'assistance aux leçons pour les élèves : double objet d'incessantes préoccupations, de la part du pouvoir préposé au progressif développement de notre École de Médecine.

Les leçons des professeurs ordinaires s'arrêtaient à Pâques ; elles duraient, conséquemment, six mois, puisqu'elles s'ouvraient à la Saint-Luc, le 18 octobre. Les professeurs suspendaient leur cours la veille du dimanche des Rameaux ; et à partir du lundi de *Quasimodo* l'enseignement passait aux docteurs libres et aux bacheliers, afin de leur permettre de s'acquitter du stage qui devait les conduire aux grades supérieurs [1].

[1] Cette règle admettait des exceptions. Les Statuts révisés de 1534 laissent aux professeurs ordinaires la faculté de poursuivre leur enseignement toute l'année, s'ils le veulent, comme ils permettent aussi aux bacheliers de ne pas s'en tenir au semestre d'été pour leurs cours et d'y appliquer par surcroît, selon les convenances, le se-

Il n'y avait de vacances, durant le premier semestre, que celles qu'imposait la célébration des fêtes de l'église. Or elles étaient nombreuses et plusieurs d'entre elles impliquaient même le chômage du lendemain. Aussi avait-on éprouvé le besoin d'établir que les exercices ne vaqueraient le mercredi en l'honneur d'Hippocrate, qu'autant qu'il ne se rencontrerait pas de fête religieuse dans la semaine. A ces chômages de fêtes occurrentes s'ajoutait une suspension réglementaire des cours de la Faculté huit jours avant Noël et huit jours après, une autre durant les trois jours qui précèdent l'ouverture du Carême, une autre encore pendant toute la quinzaine de Pâques.

Une sévère exactitude était, en revanche, exigée des professeurs. Ils ne pouvaient s'absenter que pour le service du pape, du roi, ou de quelque autre éminent personnage. Ils ne pouvaient non plus professer ailleurs qu'au Collège royal de Médecine, ou à son annexe le Collège des Douze-Médecins [1], ni revenir sur le même sujet qu'au bout de cinq ans [2]. Mais en dehors de ces prescriptions, et pourvu qu'aucun lecteur ne fît, par double enseignement, concurrence à un collègue, latitude assez grande était laissée au corps professoral, — au risque, en cas de négligence dans l'accomplissement du devoir imposé et accepté, d'avoir à répondre à la justice, parfois peu accommodante, des étudiants et de l'ensemble des docteurs.

Les Statuts de 1534 établissent, en effet, de même que l'arrêt des Grands-jours de Béziers de 1550, le droit qu'avaient les procureurs des bacheliers et des étudiants, d'avertir le professeur qui ne ferait

mestre d'hiver. Mais l'usage était, pour les professeurs ordinaires, d'enseigner sans interruption, de la Saint-Luc à l'ouverture de la quinzaine de Pâques, et pour les docteurs libres, les licenciés et les bacheliers, de continuer les cours jusqu'à la Saint-Jean. Les leçons postérieurement faites étaient des leçons particulières, comportant une rétribution spéciale. L'enseignement obligatoire était circonscrit entre la Saint-Luc et la Saint-Jean.

[1] Statut du 27 mars 1544 (*Privil. et stat. de l'Univ. de Med. de Montp.*, fol. 112). Cf. Arrêt des Grands-jours de Béziers du 31 octobre 1550.

[2] Voyez les textes originaux insérés dans mon travail sur *La Médecine arabe et la Médecine grecque à Montpellier.*

pas régulièrement son cours, — de l'admonester, à l'amiable d'abord, puis, en cas de récidive, devant le chancelier ou le doyen, sauf à recourir ensuite, à défaut d'amendement, à l'autorité supérieure de l'évêque, conservateur officiel des privilèges de l'Université [1]. Utile contrôle, à tous égards, puisque, en s'exerçant ainsi envers les maîtres, il permettait d'obtenir des disciples une soumission personnelle d'autant plus complète aux règlements de l'École.

Tout bachelier, et, à plus forte raison, tout simple étudiant, était tenu, pour constater sa présence à l'École, d'inscrire ou de faire inscrire sur un registre spécial le jour de son arrivée et celui de son départ. — Il devenait donc facile de vérifier, au moment d'une prise de grade, s'il avait régulièrement satisfait aux prescriptions de scolarité. En cas d'études commencées ailleurs, il devait en fournir la preuve par certificats et par témoins.

Nul n'était, du reste, admis à étudier la médecine, s'il ne justifiait en s'inscrivant de ses connaissances dans les arts libéraux. Défense rigoureuse existait de porter sur le registre d'immatriculation le nom de sujets antérieurement voués à l'exercice des arts mécaniques [2]. — On comprenait déjà la nécessité d'une première éducation classique pour pouvoir aborder fructueusement les études médicales.

« Pas d'immatriculation, — dit formellement un statut du 30 septembre 1517, — pour quiconque n'aurait pas fait preuve de connaissances suffisantes en logique et en philosophie. On interdira l'entrée

[1] Le texte suivant du *Liber procuratoris studiosorum* prouve qu'on usait de ce droit : « Anno Domini MV° XXVIII° et die IX^a novembris conquerentibus studentibus medicine doctores ob malitiam non legere, ego viceprocurator cum conciliariis ad eos accessi, simul cum notario et testibus, quos rogavi ut legerent, ut tenentur ; alioquin, prout penes me habetur, ad superiorem querimoniam facerem ; qui responderunt ut continetur in archivis notarii..... De Solerio. » — Le même registre mentionne plus loin, pour l'année 1534, une interruption analogue des cours, « dominis doctoribus cathedrantibus nolentibus eorum lecturas exercere. » L'affaire fut cette fois portée devant la justice de l'évêque, qui mit les professeurs à la raison.

[2] Cette défense ne se trouve pas seulement codifiée dans les statuts généraux de notre Ecole de Médecine; elle est aussi l'objet d'un règlement spécial du 17 novembre 1527 (*Privil. et Stat. de l'Univ. de Méd. de Montp.*, fol. III.)

des cours de médecine aux candidats déclarés incapables après examen sur ces matières, jusqu'à ce qu'ils se montrent en état d'en raisonner convenablement. »

On n'accueillait pas non plus sans contrôle les certificats de toute provenance. Ceux que délivrait l'Université d'Orange, notamment, étaient presque à l'index. On ne recevait guère comme à-compte d'études médicales sérieuses que les attestations parisiennes; et encore s'appliquait-on à les minutieusement discuter[1]. On ne leur reconnaissait qu'une sorte d'équivalence provisoire, en limitant leur validité à la constatation d'une simple aptitude aux épreuves du baccalauréat en médecine.

Les bacheliers avaient droit d'accompagner les docteurs auprès des malades, à l'exclusion des étudiants non gradés. Le baccalauréat était comme le passeport indispensable pour pénétrer dans le domaine de la pratique médicale. Personne n'était admis à dresser d'ordonnances curatives sans ce premier grade. Le baccalauréat ouvrait à la fois la carrière de la clientèle et le noviciat de l'enseignement. On ne pouvait prétendre à la licence et au doctorat qu'après avoir prouvé, au moyen de trois cours successifs convenablement applaudis, sa maturité pour le suprême honneur de la maîtrise en médecine.

Je ne répéterai pas ce que j'ai déjà dit précédemment au sujet des frais d'études. Les statuts révisés de 1534 ne pouvaient eux-mêmes les fixer que pour l'époque, et ils durent naturellement s'élever à mesure que s'abaissait la valeur commerciale des espèces monétaires : car il importait de subvenir aux dépenses de l'École. Les cent livres annuellement affectées par Charles VIII et Louis XII suffisaient à peine à l'entretien des bâtiments où elle fonctionnait; et s'il fut possible, au XVI^{me} siècle, grâce aux soins érudits de l'éminent Guillaume Pellicier et de son illustre émule François Rabelais, d'acquérir pour la bibliothèque un certain nombre de livres, l'existence de cette bibliothèque ne tarda guère à se trouver compromise par les bouleversements qui escortèrent à Montpellier l'introduction du Protestantisme. Les volumes

[1] Statuts du 5 avril 1526 (*Privil. et Stat. de l'Univ. de Méd. de Montp.*, fol. 99.)

que possédait alors notre École furent dispersés, et ils n'y avaient pas encore été remplacés à la fin du XVIII^me siècle.

Quelle était maintenant la base de l'enseignement dans notre École de Médecine, durant la période que nous étudions ?

Le plus ancien document propre à nous édifier sur ce point est la bulle de Clément V du 8 septembre 1309, dont j'ai reproduit le texte original, à la page 428 du tome III de mon *Histoire de la Commune de Montpellier*.

Voici comment l'intelligent pontife y marque, à la prière de ses médecins Guillaume de Bresse et Jean d'Alais, d'accord avec Arnaud de Villeneuve, les traités de médecine dont il veut que se nourrissent les candidats à la licence.

» Ils posséderont, dit-il, les livres de Galien *De complexionibus,* » *De malitia complexionis diversæ*, *De simplici medicina, De morbo* » *et accidenti, De crisi et criticis diebus, De ingenio sanitatis,* ainsi que » les ouvrages d'Avicenne, ou, à leur place, ceux de Razès, de Constantin » et d'Isaac; puis ils expliqueront, avant d'être promus, deux livres » commentés et un troisième livre non commenté des *Techne* de » Galien et des *Pronostics* ou des *Aphorismes* d'Hippocrate, ou bien de » son *Régime* (dans les maladies aiguës), ou bien encore de l'*Isagoge* » de Honein, des *Fièvres* d'Isaac, de l'*Antidotaire* de Razès, ou bien » aussi des traités galéniques *De morbo et accidenti,* et *De ingenio* » *sanitatis.* L'aspirant à la licence répondra sur les matières de ce pro- » gramme à chacun de ses examinateurs, en justifiant de six ans » d'études médicales, l'année scolaire évaluée à raison de huit mois, » ou de cinq années d'études, s'il est maître-ès-arts et élève d'une des » grandes Universités; à quoi il aura à ajouter l'attestation de huit mois » de pratique. A ces conditions seulement, on sera apte à se présenter » à la licence; et on aura alors à faire deux leçons, l'une théorique, » l'autre pratique, devant un jury convoqué par le chancelier dans » l'église de Saint-Firmin, ou dans celle de Notre-Dame-des-Tables, » suivies chacune d'une sérieuse argumentation. Le grade de licencié » ne sera conféré qu'après cet ensemble d'épreuves [1]. »

[1] Archives dép., *Livre des Priv. de l'Univ. de Méd. de Montp.*, fol. 3, r°, sq.

Cette bulle de Clément V offre le plus ancien programme d'études qui nous soit parvenu concernant l'École de Médecine de Montpellier. La bulle de Nicolas IV de 1289 relative à l'organisation de notre Université s'abstenait de détails de ce genre, et se bornait à régler les questions générales.

Quels étaient les livres ainsi désignés par Clément V?

C'étaient les ouvrages de médecine grecs et arabes, mais qu'on ne lisait alors et qu'on n'expliquait qu'au moyen de traductions latines. Les auteurs grecs mentionnés sont Hippocrate et Galien, les deux princes de la médecine antique : Hippocrate pour ses *Aphorismes*, ses *Pronostics*, et son *Régime dans les maladies aiguës;* Galien pour sa *Techne*, comme on disait en résumant à la manière grecque son *Ars magna* et son *Ars parva*, et pour ses traités spéciaux *De complexionibus*, ou *De temperamentis*, *De simplici medicina*, ou *De simplicium medicamentorum facultatibus*, *De morbo et accidenti*, *De crisi et criticis diebus*, *De ingenio sanitatis*, ou *De sanitate tuenda*.

Tel était à Montpellier, dès le XIVme siècle, le contingent scolaire de la médecine grecque.

La médecine arabe y figurait par Avicenne, — le prince des médecins arabes, comme on l'appelait, — par Razès, par Constantin, par Isaac et par Honein, le *Johannitius* des documents latins, dont l'*Isagoge*, ou introduction à la Μικροτεχνη de Galien, était classique.

Cet ensemble représentait une sorte d'encyclopédie médicale, ce qui fait l'éloge de Guillaume de Bresse, de Jean d'Alais et d'Arnaud de Villeneuve, qui l'avaient soumis à la signature de Clément V; et il paraîtrait que l'expérience en fut jugée satisfaisante, puisque, à de légères modifications près, il passa à l'état de programme normal d'enseignement dans notre École. Il fut consacré en 1340, en assemblée plénière de la Faculté, où on le développa, et où on en précisa l'application.

J'ai publié le texte original de ce règlement dans ma monographie de 1879 sur *la Médecine arabe et la Médecine grecque à Montpellier*, page 5.

Il ressort de son contenu, qu'afin de procurer aux nombreux étudiants

de Montpellier le moyen d'emporter avec eux dans les divers pays où ils iraient exercer la médecine la connaissance complète de ce qu'ils devaient savoir, les professeurs chargés de le leur enseigner avaient pour obligation de se mouvoir dans un cercle d'études propre à permettre aux élèves d'embrasser l'ensemble de l'art de guérir. A cet effet, l'enseignement devait être quinquennal, aucun professeur ne pouvant revenir avant une sixième année sur un même sujet de cours, soit de médecine grecque, soit de médecine arabe.

Mais pourquoi cette grosse part faite à la médecine arabe, se demandera-t-on ?

La réponse est bien simple. — L'élément arabe avait été pour beaucoup dans l'expansion de notre École de Médecine. Il nous avait été importé surtout par les médecins juifs, qui, venus en France à la suite de la participation des seigneurs de Montpellier aux Croisades, et de notre rapide développement commercial, s'étaient sentis attirés chez nous par le voisinage des foyers scientifiques annexés aux célèbres synagogues de Lunel, de Posquières, de Béziers, de Narbonne, etc. C'est un médecin juif de Montpellier que consulte l'héroïque Jean de Bohême, avant d'aller se faire tuer pour la France à Crécy, en 1346, au milieu des bataillons anglais; et c'était de même un médecin juif de Lunel qu'avait précédemment appelé le duc d'Anjou, frère de Louis IX, pour se faire soigner d'une ophthalmie.

Les Statuts de 1534, tels que les révisa l'illustre évêque Guillaume Pellicier nous montrent encore, à cette date, la médecine arabe partageant à Montpellier avec la médecine grecque le privilège de servir de base à l'enseignement de notre École. Mais à partir de là les rôles changent; la proportion entre les deux médecines se renverse. L'esprit de la Renaissance s'affirme de plus en plus parmi nos docteurs au profit des médecins grecs. On s'aperçoit que Rabelais vient de le propager par son premier séjour à Montpellier. Le programme scolaire de la Saint-Michel 1534 annonce seulement deux cours d'après Avicenne, et en revanche Hippocrate en prend deux, et Galien sept. — En 1537, deux cours d'après Avicenne, un d'après Razès, cinq d'après Galien, un pour les *Aphorismes* d'Hippocrate, et un autre pour ses

Pronostics. Le nom de Rabelais est apposé sur le *Liber lectionum* à l'indication de ce dernier ouvrage, et il y est spécifié qu'il l'a expliqué, le texte grec en mains.

D. Franciscus Rabelæsus pro suo ordinario elegit librum Prognosticorum Hippocratis, quem græce interpretatus est [1].

C'était la première fois, vraisemblablement, qu'on expliquait à Montpellier le texte original d'Hippocrate. On n'y avait guère connu jusque-là ce Père de la médecine grecque que par des traductions latines, plus ou moins fidèles, du genre de celles des auteurs arabes, et dont certaines avaient même passé par l'arabe. L'expérience ne devait pas être renouvelée de longtemps, puisque Rabelais, à peine docteur et à peine engagé dans le professorat, quitta presque aussitôt Montpellier. Mais la direction qu'il imprima à notre École vers la médecine grecque porta les meilleurs fruits qu'on pût obtenir alors, en la lançant à pleines voiles dans les courants de la Renaissance.

L'arrêt des Grands-jours de Béziers allait, en 1550, provoquer de nouveaux progrès. On ne se bornerait plus, d'après cette charte réformatrice, à expliquer et à commenter tel ou tel traité de médecine, — ce qui avait valu à nos professeurs et à leur enseignement le nom de *lecteurs* et de *lectures;* on devait y joindre plus assiduement désormais à ce régime primordial la méthode de l'observation pratique. Les dissections, subordonnées jusque-là à de trop chanceuses éventualités, — au point de réduire parfois les étudiants à se pourvoir eux-mêmes de cadavres furtivement ravis aux sépultures des cimetières, — deviennent plus fréquentes. L'arrêt de 1550 prescrivit l'obligation de quatre anatomies par an, dont on confierait le soin « à l'un des docteurs et chirurgiens des plus idoines et suffisants. »

Le même arrêt imposait, en outre, à notre École de Médecine la nécessité d'un cours de botanique, « pour lire et montrer oculairement » les simples, depuis la feste de Pasques jusqu'à la Saint-Luc. »

L'École de Montpellier s'acheminait dès lors visiblement vers les méthodes d'observation précise, et sans délaisser la théorie, prenait dans les hautes sphères de la pratique son essor.

[1] *Liber lectionum*, anno 1537.

La théorie n'y perdait rien. En dehors des jours dont le chômage s'imposait religieusement, nos professeurs devaient pendant six mois de l'année s'asseoir quotidiennement dans leur chaire. « Ils commen- » ceront l'ordinaire des leçons à la feste de Saint-Luc, — porte le » règlement de 1550 déjà cité, — et icelles continueront jusques à la » veille de Pasques, et icelluy temps durant seront tenus lire conti- » nuellement et sans intermission, sinon par légitime cause de maladie, » ou autre qui fut reçue et trouvée bonne..... Et depuis ladite feste de » Pasques jusques à la veille de la Nativité de Saint-Jean-Baptiste » seront députés quatre ou deux d'entre les dits docteurs par ordre, » pour lire ordinairement et par ordinaire; et icelluy temps pendant » les autres docteurs se pourront absenter de ladite Université pour » aller en pratique et secourir les malades qui en auront necessité..... » Et neanmoins pourvoiront à ce que durant le temps desdites leçons » ordinaires il y ait bon ordre de leçons, tant en pratique que theo- » rique, faisant lire la theorique aux jeunes docteurs, et la pratique » aux anciens et plus experimentés, lesquels toutefois ne pourront » lire et interpreter que les livres et autheurs vraiment approuvés, » comme sont Hippocrate, Galien, Avicenne, Mesué, Rhazès, Paul » Æginette et Dioscoride[1]. »

La médecine arabe n'avait donc pas encore dit chez nous son dernier adieu en 1550. Mais elle ne reparaîtra plus dans notre École que par intermittence.

Ne nous méprenons pas néanmoins, — je crois devoir le répéter. La médecine arabe était, elle aussi, à certains égards, de la médecine grecque; et l'École de Montpellier a été, sous ce double rapport, vraiment l'héritière de la Grèce. Car, il faut le dire à l'honneur des conquérants arabes, ils ont bien vite compris leur infériorité scientifique vis-à-vis des populations grecques vaincues par eux, et un de leurs soins les plus empressés a été de faire traduire à leur propre usage les livres des médecins grecs qu'ils ont trouvés en possession de la célébrité.

Médecine arabe ne doit donc signifier ici que médecine grecque transmise à l'École de Montpellier par l'intermédiaire des Arabes; et

[1] Germain, *La Renaissance à Montpellier*, p. 136-138.

ce mot fait l'éloge de l'esprit de lucidité didactique des écrivains de cette nation, qui, tout en respectant leurs maîtres des Écoles grecques, avaient eu l'art de les continuer et de les vulgariser.

Ceux des professeurs de Montpellier qui paraissent s'être associés le plus efficacement à cette œuvre de rénovation sont, d'après les programmes scolaires du *Liber lectionum*, Denis Fontanon, Antoine Saporta, Antoine Griffi, Nicolas Feynes, Guillaume Rondellet, Jean Bocaud, Pierre Guichard, Honoré Chastelain, Gilbert Héroard. — Le vieux chancelier Gilbert Griffi ne craignit pas de seconder ce mouvement, non plus que Jean Schyron.

Maîtres et élèves se mettaient de bonne heure au travail. Le programme des cours de 1501 marque, même en hiver, des leçons à sept heures du matin. Celui de 1560 va jusqu'à placer les leçons du professeur Jean Bocaud *inter sextam et septimam horam*, ce qui en fixe le commencement à six heures du matin.

Toutes le leçons avaient lieu réglementairement au chef-lieu de la Faculté, — à l'endroit où s'est postérieurement installée notre École supérieure de Pharmacie. Une décision universitaire du 22 septembre 1509 formule d'une manière expresse la défense de les faire ailleurs.

L'arrêt des Grands-jours de Béziers de 1550 indique pour l'enseignement de la médecine à Montpellier une sorte d'étape. — Il fut d'ailleurs bientôt suivi d'une quasi-désorganisation de notre École, par l'effet des troubles religieux qui, à partir de 1561 jusqu'à l'avènement de Henri IV, bouleversèrent le pays.

Une station s'impose donc ici à l'historien.

IV

ARTS.

Cette deuxième période n'offre rien de précisément caractéristique pour notre Faculté des Arts.

Elle s'extravase un peu partout, au Collège Du Vergier, au Collège de Valmagne, au Collège de Bresse, au Collège de Saint-Germain et de Saint-Ruf, à l'École-Mage, etc.

Cette dernière, simple collège, inférieur à ce que sont nos lycées d'aujourd'hui. Les études y furent interrompues lorsque les Protestants l'envahirent, en 1561, pour y faire leur prêche.

Ce n'est pas là qu'il faut chercher, pour ce temps-là, le véritable progrès.

Le manque de renseignements certains m'interdit de me prononcer sur la situation où se trouvaient à Montpellier les études littéraires, quand François Ier établit à Nimes, en 1539, « le College et université » en toutes facultés de grammaire et des arts », dont la rivalité de Claude Baduel et de Guillaume Bigot a si fort entravé le développement. Mais il est notoire que Baduel, las de lutter contre les entreprises de ce confrère ombrageux, donna, durant la première partie de l'année 1547, des leçons à Montpellier [1]. Or Baduel figurait parmi les plus doctes représentants des idées de la Renaissance, et il aura dû être un de leurs plus ardents propagateurs dans notre monde universitaire. Je n'oserais dire qu'il a préparé chez nous directement les voies à Casaubon, eu égard au demi-siècle d'intervalle qui sépare leur présence respective dans notre ville. Il y a toutefois lieu, il me semble, de ne pas trop les isoler l'un de l'autre. Le nimois Baduel a ensemencé notre terrain scolaire avant le génevois Casaubon, et presque à la suite de Rabelais.

A la suite de Rabelais et de divers autres de sa savante génération, tels que l'orléanais Étienne du Temple, que le *Liber procuratoris studiosorum* des archives de notre Faculté de Médecine qualifie, à la date de 1527, de *Vir profecto literarum omnium peritissimus, et latinæ linguæ pertinax;* puis, à la date de 1529, le maître-ès-arts grenoblois Antoine de Mont-de-Lans, *qui Aristotelem universum legit*, et le tournaisien Jacques des Maistres, *utriusque linguæ peritissimus.*

Rabelais les rejoint à Montpellier en 1530, et reviendra en 1537 y expliquer professoralement les *Pronostics* d'Hippocrate, le texte grec en mains.

En 1550 paraîtra Laurent Joubert; en 1551 Charles de Lescluze; en 1552 Félix Platter.

[1] Voy. Gaufrès, *Claude Baduel et la Réforme des études au XVIme siècle,* p. 135.

Isaac Casaubon devait donc trouver Montpellier en pleine ferveur de rénovation littéraire, à son arrivée, quoiqu'on ne puisse, faute de documents circonstanciés, jalonner avec précision la marche des nouvelles doctrines au sein de nos Écoles.

Les établissements entre lesquels se partageaient alors l'enseignement littéraire à Montpellier étaient le Collège bénédictin de Saint-Germain, le Collège de Saint-Ruf, dépendant de la congrégation de ce nom, le Collège cistercien de Valmagne, le Collège de Bresse ou de Pézenas, le Collège Du Vergier, et par dessus tout l'École-Mage.

Le Collège de Saint-Germain, dont la Faculté de Médecine occupe aujourd'hui le bâtiment, était spécialement affecté à des étudiants en droit que désignait l'abbé de Saint-Victor de Marseille, en vertu des dispositions de son fondateur Urbain V. Mais le Collège de Saint-Ruf, établi vis-à-vis en 1368 par le frère de ce pape, le cardinal Anglic Grimoard, en faveur des chanoines réguliers de Saint-Ruf, à la congrégation desquels il appartenait, contenait à côté de huit étudiants en droit et de quatre étudiants en théologie, six boursiers ès arts. Ils étaient soumis les uns et les autres à l'obligation de ne jamais parler que latin, même en conversant, — ce qui faisait pour eux du latin l'équivalent d'une langue vivante.

On observait là des prescriptions très sévères pour la conservation de la bibliothèque. Les livres y étaient fixés par une chaîne de fer sur des pupitres, sans pouvoir être déplacés. Il en était de même au Collège de Mende, dit des Douze-Médecins.

Plus ancien était le Collège cistercien de Valmagne. Les Religieux de ce monastère l'avaient établi à Montpellier en 1263, dans notre faubourg Saint-Guillem, pour eux-mêmes et pour un certain nombre d'étudiants étrangers. Le roi d'Aragon Jayme Ier avait, en qualité de seigneur de Montpellier, concouru à son installation, par la cession du terrain. Ce collège était surtout destiné aux études théologiques ; mais l'enseignement littéraire y avait sa part. Ni théologiens, ni légistes, ni médecins ne pouvaient alors plus qu'aujourd'hui s'affranchir de la pratique des *humaniores litteræ*.

Non loin du Collège de Valmagne était situé le Collège de Bresse,

ou de Pézenas. Son fondateur Bernard Trigard avait été moine à l'abbaye de Valmagne, ce qui me fait presque un devoir de ne pas séparer les deux établissements. Trigard était devenu de moine de Valmagne évêque de Bergame en Italie, en 1342, d'où il passa, en 1349, au siège épiscopal de Brescia. Comme il était originaire de Pézenas, ce fut pour des étudiants de sa ville natale qu'il institua à Montpellier le collège dont on s'explique ainsi la double dénomination. Il l'établit pour de pauvres clercs, au nombre de dix, comme porte l'acte testamentaire de fondation, du 14 mars 1358, pour dix boursiers, qu'il déclarait ses héritiers, quant aux trois quarts de sa succession, et pris, autant que possible, dans sa famille.

A la différence du Collège de Valmagne, où primaient les études théologiques, la meilleure part au Collège de Bresse ou de Pézenas, était affectée aux études littéraires et juridiques; et quand il eut disparu, comme la plupart des établissements du même genre, dans la tourmente religieuse de la fin du XVI^me^ siècle, et qu'au lieu de le rétablir à Montpellier, on jugea opportun de le transférer à Pézenas, ce furent encore les *lettres humanisantes* qui y dominèrent l'enseignement.

Tels étaient à Montpellier les collèges tributaires de la Faculté des Arts.

Il conviendrait d'y adjoindre les pensionnats affectés aux études littéraires. Mais on manque, à leur sujet, d'indications précises.

TROISIÈME PÉRIODE.

1561-1792.

Période de réorganisation et de progrès, au commencement de laquelle se réparent les ruines amoncelées par les ravages du fanatisme religieux, et dont l'ensemble est fécond en perfectionnements de tout genre, avant-coureurs de ceux des temps modernes, qu'ils ont préparés sur bien des points.

I

DROIT.

Angoisses et dévastations, au début de cette troisième période, qui devait, néanmoins, être si féconde. — Un juriste contemporain, qui a tout vu, en a tracé la description que voici :

« C'était partout un immense désordre, à cause des disputes
» religieuses. Et plût à Dieu qu'on se fût arrêté aux controverses!
» Mais les ennemis de la paix, profitant de ces disputes pour tout
» entreprendre, soulevèrent le peuple, qui finit par devenir le maître
» des lois. Force était aux magistrats de lui céder, et de recevoir
» chez eux les gens de guerre qu'on leur expédiait comme garnisaires.
» Ils voyaient, sans oser se plaindre, ruiner les maisons, les églises,
» les monastères, les édifices publics, parmi lesquels nos Écoles, qui
» étaient situées hors de la ville, et qui se trouvèrent entièrement
» détruites. La Tour de l'Université, l'un des plus beaux ouvrages
» qui existât, pour la grandeur et la solidité, fut jetée par terre avec

» son campanile et sa cloche; de sorte qu'il ne resta plus que masures
» informes [1] ».

Au milieu de cet écroulement général, toutefois, l'École de Droit de Montpellier formait encore des hommes de très haute valeur. Tel fut, par exemple, Nicolas Bohier, bien connu par ses nombreux ouvrages, et qui après avoir été successivement avocat et professeur à Bourges, mourut en 1579 président au parlement de Bordeaux. Tels furent aussi Pierre Rebuffi, un de nos plus doctes canonistes, arrière-neveu du *comte* Jacques Rebuffi d'illustre mémoire; Jean Philippi, également recommandable par ses écrits et par ses emplois; Étienne Ranchin, à la fois professeur, et, à certains égards, historien de notre Faculté, comme ma précédente citation relative aux troubles de 1562, vient de nous le montrer.

L'École de Droit de Montpellier n'avait, en 1593, lorsque l'ordre commença à renaître, que deux régents en exercice, Guillaume Ranchin, fils et successeur d'Étienne Ranchin, dont je viens de rapporter le témoignage concernant nos désastres, et Jean Solas. Comme c'était toutefois la seule École de ce genre ouverte dans la région, de divers côtés y arrivaient les étudiants.

Aussi Henri IV comprit-il le besoin de s'occuper d'elle, après avoir donné ses premiers soins à la restauration de nos études médicales. Il éleva de cinquante livres à trois cents livres les honoraires de chacun de ses régents [2], qu'il rétablit au nombre de quatre, et déclara professeurs royaux, — ce qui ne les empêcha pas d'ajouter à leur traitement ainsi sextuplé le revenu de certaines charges de magistrature. Guillaume Ranchin fut, en même temps que professeur, avocat général à la Chambre des Comptes de Montpellier, d'où il passa, en 1601, à la Chambre de l'Édit en qualité de conseiller; et Jean Solas cumula, de son côté, la régence en Droit avec les fonctions de juge à la Cour ordinaire.

Henri IV pourvut également à une nouvelle installation de notre

[1] Steph. Ranchin, *Miscellanea decisionum juris*, Lyon, 1580, Préface.

[2] Lettres-patentes du 31 mai 1593. Cf. Lettres du 12 Août 1594.

École de Droit : son siège fut transféré, après une première station au Collège Du Vergier ou de la Chapelle-Neuve, — eu égard à la destruction de la Tour Sainte-Eulalie, — au Collège Sainte-Anne [1].

Mais c'était sur le personnel professoral qu'il convenait particulièrement de faire porter l'œuvre de régénération. A cet ordre d'idées se rattache l'appel de Jules Pacius à Montpellier.

Jules Pacius de Beriga enseignait alors à Nimes, après avoir professé à Genève, à Heidelberg et à Sedan. C'était un Italien, originaire des environs de Vicence, à la fois jurisconsulte et philosophe, helléniste et hébraïsant. Quels éloges ne lui ont pas prodigués Étienne Strobelberger, Jules-César Scaliger, et Isaac Casaubon! On ne pouvait remettre en meilleures mains la direction de l'École italienne de Placentin. La Faculté de Droit lui adressa donc, d'accord avec le Conseil de ville, des propositions assez honorables pour qu'il les acceptât.

Pacius n'y acquiesça pas toutefois du premier coup. Le souvenir des mécomptes que venait d'éprouver récemment Casaubon à la Faculté des Arts [2] le fit longtemps hésiter. Bien que la situation eût été réglée en 1600, avant l'ouverture de l'année scolaire, Pacius ne commença ses leçons à Montpellier qu'à la rentrée de 1602.

Autour de lui se groupèrent de nombreux disciples, parmi lesquels s'en trouvaient quelques-uns de grand avenir, notamment Claude Peiresc. — C'était la seule Faculté de Droit où les jeunes gens de famille protestante pussent étudier librement, et se faire recevoir docteurs, sans profession de foi contraire à leur croyance.

[1] Le Collège Sainte-Anne occupait le terrain de la place actuelle du Petit-Scel; c'est à sa démolition pour cause de vétusté qu'on doit cette place. Notre Ecole de Droit est demeurée là durant quatre-vingts ans jusqu'à son autre translation, sous Louis XIV, dans le bâtiment du Collège Du Vergier ou de la Chapelle-Neuve. Elle émigra cette dernière fois pour faire place à la Cour du Petit-Scel, obligée elle-même de céder son antique résidence aux Jésuites, pour l'agrandissement de leur Collège de Montpellier. Elle avait déjà, au temps de Henri IV, commencé à s'établir au Collège Du Vergier; mais elle n'y avait fait, cette première fois, qu'une courte apparition.

[2] Germain, *Isaac Casaubon à Montpellier*.

Mais cette exception ne dura guère. Le gouvernement français y mit fin en 1613, en rendant à l'autorité épiscopale une sorte d'omnipotence sur l'Université de Montpellier [1]; et quoique on ait alors plus que doublé les honoraires des régents de notre École de Droit, en les élevant à six cent soixante-quinze livres [2], Pacius fut du nombre de ceux qu'indisposa cette atteinte portée à leur indépendance. Il résolut de quitter Montpellier, et en partit, après treize ans de séjour, dans les premiers mois de l'année 1616, pour se rendre à l'Université de Valence, aux bords du Rhône, où on l'accueillit avec empressement [3].

Le retour à l'enseignement du droit canonique fut une conséquence de la remise en vigueur de l'autorité épiscopale sur l'Université de Montpellier. Mais on ne la voit, néanmoins, se produire à l'état de fait bien saillant qu'après le siège de 1622 et l'entrée victorieuse de Louis XIII qui le suivit. Le droit romain figurait seul jusque-là sur nos programmes de cours, depuis les troubles religieux du XVI^{me} siècle.

C'est le temps où professent, à côté de Jules Pacius et après lui, outre Guillaume Ranchin et Jean Solas déjà mentionnés, Étienne Ramin, Pierre David, Jean Uzillis, Pierre Rebuffi, David Varanda, Georges Crespin, Adrien Rudavel, Pierre Solas, Gaspard Perdrix, Barthélemy Planque, Jean André de la Croix de Candillargues, et son fils Henri de la Croix, les modestes contemporains du célèbre légiste Antoine Despeisse, qui eût sans doute éclipsé la plupart d'entr'eux dans la carrière professorale.

Mais avec le départ de Jules Pacius semblait s'être éteint l'éclat qu'avait reconquis à Montpellier l'enseignement du droit, — bien que le nombre des docteurs y dépassât alors deux cents. La plupart des professeurs que je viens de nommer ne sont guère connus aujourd'hui

[1] Lettres-patentes du mois d'août 1613.

[2] Lettres-patentes du mois de juillet 1613. — D'autres lettres-patentes, des derniers jours de février 1617, portèrent ces mêmes gages professoraux à huit cent cinquante livres.

[3] Toute sa famille ne le suivit pas. Une veuve Pacius touchait à Montpellier, en 1700, une modeste pension sur les fonds du collège Du Vergier, où la Faculté de Droit avait alors depuis dix-sept ans transféré de nouveau son installation.

que pour avoir eu l'honneur de s'asseoir dans la chaire de Placentin. C'étaient le plus souvent des magistrats aimant l'étude, des chanoines frottés de droit, et sachant se partager entre la théologie et la jurisprudence, jaloux d'ailleurs de pouvoir ressaisir au profit de leur corps quelque chose de l'ascendant que le clergé avait autrefois exercé sur nos Écoles.

François Bosquet les maintint dans cette voie, lorsque, à partir du 23 juin 1647, il eut pris possession du siège épiscopal de Montpellier, en quittant celui de Lodève. C'était un légiste des plus érudits. D'abord juge royal à Narbonne, sa ville natale, puis procureur général à Rouen, il avait ensuite rempli successivement les fonctions d'intendant de Guyenne et d'intendant de Languedoc. Il réunissait donc l'habileté pratique des affaires à la science jurisprudentielle; et son caractère d'évêque, joint à la haute vertu qui l'avait porté du monde vers l'Église, le mettait en possession de l'autorité nécessaire pour ménager à notre École de Droit un nouveau relèvement.

Bosquet, pendant plus de dix-neuf ans qu'il administra le diocèse de Montpellier, fit de notre École de Droit l'objet de ses soins particuliers. Il commença par obtenir de Louis XIV des lettres-patentes propres à faciliter son œuvre de restauration. Dans ces lettres, de l'année 1658, le Roi disait que depuis la vacance du siège épiscopal de Montpellier survenue en 1652 par la mort de Pierre Fenolliet, il s'était produit, au détriment de notre Université, plusieurs abus, soit par un funeste laisser-aller inhérent à la marche des choses humaines, soit par l'effet des guerres civiles; que la Faculté de Théologie était à Montpellier sans exercice; que celle de Droit n'avait ni élèves, ni leçons publiques; que celle de Médecine s'épuisait en procès, en divisions intérieures; que les Collèges destinés au recrutement de ces Écoles se trouvaient affectés à des usages profanes, et tombaient en ruine.

Louis XIV, pour remédier à cet état de choses, ordonnait à l'évêque de procéder en personne à l'inspection de l'Université, dont il était à la fois le chancelier, le juge et le conservateur. Il lui prescrivait d'appeler devant lui les prieurs des docteurs et les professeurs des diverses Facultés; les maîtres-ès-arts, les directeurs et employés des

Collèges; de leur enjoindre de lui remettre les titres de fondation, les statuts, règlements et autres actes relatifs à l'Université dans son ensemble, Facultés et Collèges; d'examiner toutes ces pièces; d'entendre le recteur, les prieurs et les professeurs, puis de pourvoir à une réforme générale.

Tout l'enseignement se trouvait donc là mis en cause.

Bosquet ne précipita rien. Lorsqu'il eut mûrement étudié la question pour la Faculté de Droit, il en réunit, le 20 avril 1659, le recteur, le prieur et les professeurs; et il leur exposa qu'après avoir pris connaissance du *Livre des recteurs* et du *Livre du prieur* qu'on lui avait confiés, il avait vu qu'à l'époque la plus prospère de l'École, où elle comptait de nombreux étudiants, l'observation des Statuts, relativement à l'élection du recteur et du prieur, n'offrait aucune difficulté; mais qu'on en était venu maintenant, faute d'étudiants véritables, à prendre pour recteur et pour conseillers les élèves du Collège des Jésuites; qu'il conviendrait mieux, pour l'honneur de la Faculté, de déférer à l'avenir ces fonctions à des licenciés et à des docteurs, — ou bien, suivant l'usage de l'Université de Toulouse, aux professeurs, qui les rempliraient à tour de rôle.

Bosquet fut même d'avis de rattacher au professorat la charge de prieur. Elle avait eu, selon lui, sa raison d'être quand tous les docteurs pouvaient librement enseigner : il n'était pas alors inutile qu'ils élussent annuellement l'un d'entre eux pour surveiller et diriger l'enseignement et les divers actes de l'Université. Mais depuis l'institution des chaires royales par Henri IV, le maintien de ce régime ne s'expliquait plus.

Ce programme de réforme reçut l'approbation générale, et le 25 du même mois (avril 1659), on élut, pour s'y conformer, un nouveau recteur. Le prieur et les professeurs royaux, procédant en présence de l'évêque, nommèrent au rectorat ainsi modifié François de Beauxhostes de Roannel, grand archidiacre de Montpellier, et docteur en l'un et l'autre droit. Puis, le 1er mai, ce nouveau recteur s'étant adjoint au prieur alors en fonctions et aux professeurs pour un second vote, on proclama prieur François de Rignac, procureur-général à la Cour des

Aides. L'évêque reçut le serment des deux élus, et le Conseil d'État prescrivit, en sanctionnant leur élection, qu'à l'avenir le même mode serait observé.

L'arrêt du Conseil porte la date du 20 mars 1660. Il y est spécifié que le grand archidiacre de Beauxhostes de Roannel est nommé recteur, à raison de la coutume qui donne cette charge alternativement à un ecclésiastique et à un laïque; que cette année c'est le tour de l'ecclésiastique; qu'il appartient au prieur, selon les anciens Statuts, de faire l'examen appelé *secret* des candidats aux grades, de s'enquérir de leurs vie et mœurs, d'assister aux actes qui avant les ravages de l'hérésie avaient lieu dans les églises, ou dans le palais épiscopal; que devant le prieur, précédant l'ensemble des docteurs, on porterait, comme autrefois, une masse d'argent, aux armes du Pape et à l'effigie de Placentin; que le prieur assisterait aux messes et aux divers exercices de la Faculté, avec les mêmes prérogatives que jadis.

Ainsi furent approuvées par le pouvoir royal les réformes de Bosquet.

L'évêque, encouragé par cette haute sanction, alla plus loin. Le 22 mai, il dénonça à la Faculté les abus qui se commettaient dans la délivrance des lettres de baccalauréat et autres certificats. Il fit entendre que ces lettres étaient parfois expédiées sans aptitude bien constatée, et même, qui plus est, sans examen réel : ce qui amena à décider qu'à l'avenir les professeurs feraient un examen en règle, et signeraient par tour trimestriellement les lettres de bachelier, à commencer par le plus ancien d'entre eux, Pierre Rudavel ; que pour mieux obvier à la fraude, toutes les lettres, soit de baccalauréat, soit d'autres grades, seraient transcrites sur un registre spécial, où signeraient le recteur, le professeur qui les aurait délivrées, et l'impétrant, assisté de deux témoins connus et irréprochables.

Ces réformes étaient sérieuses et appropriées aux circonstances. Mais les abus étaient enracinés, et l'intérêt personnel, fortifié de l'esprit de parti, en contraria, dès le principe, la suppression.

A peine venait-on de statuer sur le nouveau mode d'élection du prieur de la Faculté de Droit, qu'en présence même de l'évêque réformateur on élisait prieur l'avocat Jean Uzillis, parce que l'ordre d'ancienneté

le plaçait immédiatement après le prieur sortant de Boirargues. C'était vouloir remettre en vigueur, presque par force, un règlement de 1587, dont l'arrêt du Conseil d'État du 20 mars 1660 rendait impossible le maintien.

Bosquet ne vit rien de mieux pour vaincre cette opiniâtreté de la routine, que de faire au pouvoir royal un second appel; et Louis XIV, cette fois, pour maîtriser de plus haut les contradicteurs, généralisa son action. Un arrêt du Conseil, du 25 octobre 1667, défendit aux Universités du Royaume de nommer aucuns professeurs et agrégés jusqu'à nouvel ordre, et enjoignit, pour ce qui concernait particulièrement Montpellier, à l'évêque et à l'intendant de la province, de donner conjointement leur avis sur les abus universitaires de leur ressort, en signalant les moyens propres à y remédier.

Ce recours simultané au pouvoir épiscopal et à l'autorité administrative annonçait, de la part du gouvernement, la ferme intention d'en venir, en suspendant toute résistance, à la constitution d'un régime uniforme, pour améliorer partout la pratique de l'enseignement supérieur.

En vertu de cet arrêt, l'évêque Bosquet et l'intendant de Bezons se firent remettre et étudièrent les Statuts et titres divers des Facultés et des Collèges, et de cette enquête sortit, au bout de dix-huit mois, un Rapport d'ensemble, qui fut envoyé au Roi.

Ce Rapport établissait, quant à la Faculté de Droit de Montpellier, qu'elle était alors composée d'un chancelier, l'évêque, chef et conservateur de ses privilèges; d'un recteur, d'un prieur, de quatre professeurs, enseignant le droit civil et le droit canonique; et de nombreux docteurs, disséminés dans les divers corps judiciaires et ecclésiastiques de Montpellier, présidents, conseillers, chanoines, trésoriers, etc., divisés en quatre classes, dont chacune à son tour assistait à l'examen des aspirants aux grades, et opinait, suivant le rang, sur leur réception [1].

[1] Modification nécessaire des Statuts de 1339, qui avaient admis tous les docteurs à *lire* et à argumenter dans les examens, mais que ne permettait plus d'observer l'accroissement considérable du nombre de nos docteurs en droit. Aussi avait-on, dès 1441, réservé la participation aux examens aux régents et aux docteurs en exercice.

Il indiquait la manière dont se recrutaient les professeurs, réglée par un arrêt du parlement de Toulouse de 1618; le chiffre de leur traitement; la forme des examens; la dépense qu'ils imposaient aux récipiendaires, savoir : pour chaque doctorat en droit civil ou en droit canonique trente livres dix sous; pour chaque licence dix-huit livres; pour la licence et le doctorat réunis quatre-vingt-quatre livres dix sous. Outre ces droits fiscaux, on distribuait, selon l'habitude, des boîtes de dragées et des gants à tous les opinants. Pour le baccalauréat, c'était une modeste consignation de dix livres.

Le Rapport décrivait ensuite l'état des bâtiments du Collège des lois, ou Collège Sainte-Anne, que l'évêque et l'intendant avaient minutieusement visité, — vieux petit édifice n'offrant au rez-de-chaussée que deux pièces humides, au-dessus desquelles existaient deux chambres délabrées. La salle affectée à la réception des docteurs, aux concours et aux leçons, était de médiocre étendue. Vieux aussi, mais plus solide, leur apparaissait le Collège Du Vergier, ou de la Chapelle-Neuve : pauvre maison, à peine suffisante, disaient-ils, aux quatre boursiers que le fondateur lui avait, deux siècles auparavant, assignés pour hôtes.

Il était encore possible, toutefois, de continuer dans ces masures, faute de meilleur local, l'enseignement du droit : mais il importait d'y introduire d'utiles réformes; et voici celles que proposaient, après avoir approfondi la question sur les lieux mêmes, les commissaires royaux.

Relativement au baccalauréat, le candidat devrait avoir étudié

Le désordre scolaire, auquel donna lieu à Montpellier la perturbation religieuse et civile occasionnée par l'essor du Protestantisme, rendit à tous les docteurs indistinctement une part personnelle dans la collation des grades, et la Faculté se vit obligée, en 1587, de réduire le nombre des examinateurs à douze, c'est-à-dire au recteur, au prieur des docteurs, aux quatre régents et à six docteurs ordinaires, auxquels on en adjoignit six autres en 1592. Bientôt après, il fallut grossir encore le chiffre de ces derniers, et ce fut alors qu'on distribua en quatre classes les cent soixante ou cent quatre-vingts docteurs que notre Faculté de droit comptait vers la fin du XVI^me siècle. Chacune de ces quatre catégories en renfermait une quarantaine, et avait par tour voix et suffrage pour les promotions à la licence et au doctorat.

deux ans dans la Faculté, et avoir assisté durant ce temps, à deux leçons par jour, au moins. Il devrait exhiber ses cahiers, écrits de sa main, et revêtus, à la fin de chaque année, du visa du professeur et de l'attestation de quatre étudiants. Il présenterait, en outre, un extrait du registre de matricule le concernant. Il serait examiné par les professeurs, conformément à l'usage, en présence de l'évêque, ou du vicaire général délégué. — Pour la licence et le doctorat, les prétendants seraient astreints à une troisième année d'études, au bout de laquelle ils seraient examinés par quatre docteurs sur les points donnés par l'évêque-chancelier, ou par le vice-chancelier, et feraient, de l'avis des docteurs, un autre acte public, en deux séances, de la même manière que pour le baccalauréat. — Quant aux chaires, elles seraient, en cas de vacance, mises au concours, ou à la dispute, comme par le passé. Les compétiteurs s'abstiendraient de toutes brigues ou sollicitations, sous peine de perdre leurs grades et de se voir exclus du concours; et les juges attesteraient, avant le vote, n'avoir été influencés par personne.

Les vacances de fin d'année, — afin de prévenir de trop longues interruptions dans les études, — seraient à l'avenir de six semaines au plus. Les professeurs feraient quotidiennement leur cours avec assiduité, sans pouvoir se faire suppléer qu'en cas de maladie, ou d'empêchement bien constaté. Le suppléant serait alors autorisé par l'évêque, ou par le vice-chancelier, et par l'assemblée des professeurs. Le paiement des gages ou honoraires s'effectuerait d'après un certificat de l'évêque et des professeurs, établissant la stricte régularité des leçons faites. A défaut d'exercice annuel rigoureusement prouvé, le professeur pris en faute serait déclaré déchu de sa chaire. — On s'assemblerait le premier jour de chaque mois, pour délibérer sur les affaires de la Faculté; et avant l'ouverture des vacances, on fixerait le sujet des cours de l'année suivante.

Telles furent les propositions formulées par l'évêque et l'intendant pour le relèvement de notre Faculté de Droit.

L'évêque, en attendant qu'elles fussent agréées en haut lieu, ménagea un commencement de réforme par une ordonnance particulière, qu'il

publia au mois de mai 1669. Elle avait pour objet de remédier spécialement à deux abus.

Le premier dénaturait l'*examen privatum* qui précédait l'épreuve publique, et devait se faire secrètement. Ce mode d'épreuve sauvegardait l'amour-propre du candidat. Un petit nombre de juges y suffisait, le candidat devant, aux termes des statuts, être examiné *a domino priore, coram uno aut altero professore:* trois juges au maximum. Or, on s'était mis à enfreindre ce règlement; on conviait parfois à l'examen jusqu'à trente docteurs, à chacun desquels il fallait donner une boîte de dragées; cause de ridicule dépense pour le candidat. — Le second abus se remarquait à propos de la licence et du doctorat. Les docteurs ordinaires, distribués en quatre classes, s'étaient maintenus dans l'usage de prendre part à ces épreuves; et chacune de ces classes comprenait plus de cinquante docteurs. On négligeait de rectifier les listes; on y lisait les noms de docteurs décédés, ou absents du pays, pour lesquels, néanmoins, par le seul fait de la présence de leur nom sur la liste où ils figuraient, le récipiendaire avait à consigner entre les mains du prieur une boîte de dragées et la paire de gants traditionnellement due à ses juges : occasion d'autres dépenses superflues qui éloignaient de la Faculté de Droit de Montpellier un certain nombre de candidats.

L'ordonnance épiscopale du mois de mai 1669, afin de mettre un terme à ces singulières exigences, établit qu'on n'appellerait dorénavant à l'*examen privatum* que trois docteurs au plus, en dehors du prieur et des professeurs indiqués; que le candidat donnerait à chacun d'eux une boîte de dragées, d'une livre, boîte comprise, et à chacun des vice-chancelier, recteur, prieur, et des quatre professeurs ordinaires maintenus dans la composition du jury, un pain de sucre de trois livres; le tout devant être remis entre les mains du prieur la veille du jour où il donnerait *la loi*, c'est-à-dire le texte destiné à l'examen. — Quant au doctorat et au personnel des docteurs, l'évêque, pour apurer les listes des quatre classes, voulait qu'on en éliminât les morts, les absents, ceux qui auraient quitté la robe; que de ces quatre classes alors existantes on formât six classes, dont chacune ne

comprendrait pas plus de vingt docteurs, et se complèterait par l'admission de nouveaux venus, à mesure que s'y produiraient des vides, par décès ou autrement. — Au sujet des boîtes de dragées et des gants dus à la classe dont ce serait le tour, il enjoignait de les déposer au Conclave, la veille du jour fixé pour l'examen, dans un coffre spécialement affecté à cet usage, dont le prieur prendrait la clef, pour la remettre au secrétaire le jour même de la collation du grade; que le secrétaire les distribuerait, après le vote, aux docteurs présents et opinants; que cette clef irait ensuite au récipiendaire, pour lui permettre de retirer ce qui de son dépôt resterait sans emploi, par suite des absences, — chaque boîte de dragées continuant, du reste, à être du poids d'une livre.

Bosquet modérait ensuite à quatre-vingts livres l'ancienne consignation en numéraire de cent quatre livres quinze sous, et il en faisait ainsi la répartition : au vicaire-général, vice-chancelier, neuf livres; au recteur trois livres; au prieur quatre livres; aux quatre professeurs trente-six livres, neuf livres à chacun; à celui d'entre eux qui donnerait le bonnet doctoral cinq livres, outre les neuf livres déjà marquées; pour les réparations du Collège de Droit cinq livres, dont le secrétaire prendrait charge et rendrait compte; au secrétaire de l'évêque six livres; à celui de l'Université deux livres; aux deux bedeaux dix livres. Enfin le prélat-chancelier prescrivait pour le syndic de la Faculté, les deux secrétaires et les deux bedeaux la consignation de cinq boîtes de dragées et de cinq paires de gants pareilles à celles des docteurs de la classe en exercice; d'une boîte de deux livres et d'une paire de gants parfumés pour le vice-chancelier, le recteur, le prieur et chacun des quatre professeurs.

Ces mesures de l'évêque, dictées par un sentiment de minutieuse justice, ne furent pas du goût des docteurs ordinaires. L'autorité royale pouvait seule en faire prévaloir l'esprit, en donnant à l'enseignement du droit, avec un système nouveau, une organisation plus conforme aux besoins de l'époque. L'honneur de Bosquet est d'avoir contribué à la préparation de ce système, que Louis XIV devait inaugurer dix ans plus tard.

Ce fut, en effet, au mois d'avril 1679 que parut l'édit en vingt articles destiné à réglementer en France l'enseignement du Droit. En voici les principales dispositions.

On enseignera dans toutes les Universités pourvues d'une Faculté de Droit le droit canonique et le droit civil. — Afin d'arriver à une réorganisation générale, chaque Faculté s'assemblera, et formulera un avis sur les moyens les plus propres à rétablir les études. — Les professeurs expliqueront dans les Écoles « les textes du droit civil et » les anciens canons qui servent de fondement aux libertés de l'Église » gallicane ». — Défense à tous autres qu'aux professeurs d'enseigner publiquement le droit canonique et civil, sous peine de trois mille livres d'amende et de perte de leurs grades. — Pendant les trois années qui prépareront à la licence, chaque étudiant assistera à deux leçons par jour, et tiendra des cahiers, auxquels les professeurs apposeront ensuite leur visa. — On prendra régulièrement quatre inscriptions par an. — Pour le baccalauréat, on subira, après deux années d'études, un examen particulier, et on soutiendra durant deux heures une thèse publique. — Pour la licence, il y aura à la fin de la troisième année, un examen particulier, et un acte public qui durera trois heures. — Pour le doctorat, l'acte public sera de quatre heures, un an après la licence. — Les ecclésiastiques n'aspirant qu'aux grades en droit canonique n'auront à répondre que sur les matières de ce droit-là. — A la suite de vingt ans d'enseignement, les professeurs seront admissibles sans examen à toutes les charges de judicature. — Le Droit français, tel qu'il est contenu dans les ordonnances et dans les coutumes, sera publiquement enseigné, et le Roi en nommera lui-même les professeurs.

Tel est en substance l'édit du mois d'avril 1679.

Il produisit à Montpellier un remarquable élan. On n'y avait reçu que deux docteurs en 1667, que trois docteurs en 1669, après n'en avoir reçu aucun en 1668 ; que sept docteurs en 1670 et 1672 ; que six docteurs en 1671 ; que quatre docteurs en 1673 ; que huit docteurs en 1675 ; que six en 1676, 1677, 1678. On en reçut vingt-cinq en 1679.

L'arrêt du Conseil d'État du 16 juillet 1681 mit à l'œuvre royale

le couronnement. Cette sorte de petit code en quarante-neuf articles concerne à la fois la fixation du nombre des membres de notre Faculté de Droit; la nomination du recteur, du prieur et du syndic; le remplacement des professeurs et des docteurs agrégés, les assemblées générales, les leçons de droit civil et de droit canonique, les épreuves exigées des étudiants, le tarif des droits à payer pour la collation des grades. J'en ai déjà fourni l'analyse dans ma Monographie de 1877 (pag. 52-58).

Le corps de la Faculté se compose du chancelier, du vice-chancelier, du recteur, du prieur, des docteurs ordinaires, de quatre professeurs de droit civil et de droit canonique, d'un professeur de droit français, de huit docteurs agrégés, et du syndic. Ces divers membres doivent être convoqués à toutes les assemblées.

La nomination du recteur continue d'avoir lieu le 2 février à la pluralité des voix, mais seulement parmi les professeurs, les agrégés et les autres docteurs; système beaucoup moins démocratique que celui qu'avaient consacré les Statuts de 1339.

On devait mettre au concours, selon la manière accoutumée, les chaires de droit civil et de droit canonique, à mesure qu'elles deviendraient vacantes. — Les agrégés siègeront à la suite des professeurs, par rang d'ancienneté. En cas de vacance de l'une de leur huit places, la Faculté y pourvoira au scrutin secret. L'élu devra être docteur en droit, avoir au moins trente ans, et réunir les deux tiers des suffrages. — Les professeurs ouvriront annuellement leur cours le lendemain de la Saint-Luc, et le continueront tous les jours, le jeudi et les fêtes de l'Église exceptés, pour ne le finir qu'à l'Assomption. Chaque leçon durera une heure et demie : une heure pour la dictée et l'explication, une demi-heure pour l'interrogation et la discussion. Il y aura chaque jour trois leçons de droit civil, deux le matin successivement de huit heures à onze heures, une autre l'après-midi commençant à une heure et suivie d'une leçon de droit canonique. L'un des professeurs expliquera trois ans de suite les quatre livres des *Institutes* et la première partie du Digeste. Deux autres étudieront, trois ans de suite aussi, le reste du Digeste, en s'attachant à retracer

comparativement les progrès et les variations de la jurisprudence pour les principales matières. Le professeur de droit canonique enseignera, de son côté, pendant deux ans les *Décrétales* de Grégoire IX, en les rapprochant du *Decretum* de Gratien.

Le premier jeudi de juillet se règlera l'ensemble de l'enseignement pour l'année suivante, en conservant aux professeurs les plus anciens le choix des sujets et des heures, conformément à l'usage. En cas de maladie ou d'autre empêchement légitime, le professeur désignera parmi les agrégés un suppléant. Mais si la chaire est vacante par décès du titulaire, ce sera le corps de la Faculté qui nommera l'agrégé appelé à faire le cours.

Vient ensuite, dans l'arrêt du Conseil du 16 juillet 1681, la mention d'un professeur inaugurant les leçons de l'année académique, le 18 octobre, par un discours d'apparat, après une messe solennelle. Puis figurent dix-sept articles relatifs à la collation des grades.

Les étudiants ne seront admis aux cours des Facultés de Droit qu'après avoir achevé leur rhétorique et leur philosophie. Tous les jeudis, du 1er juin au 15 août, la Faculté s'assemblera pour lire les demandes des aspirants au baccalauréat ou à la licence, et pour leur assigner des examinateurs. On ne pourra poser sa candidature au baccalauréat qu'après le premier juin de la seconde année d'études, et à la licence qu'à pareille époque de la troisième année. Les thèses seront soutenues publiquement.

Les bacheliers et les licenciés seront présents à tous les actes. Six d'entre eux, à tour de rôle, y argumenteront, indépendamment des autres condisciples désireux de se mêler à l'examen. Le candidat ne sera reçu qu'avec les deux tiers des voix.

En ce qui concerne le grade de docteur, les candidats devront, un an après la licence, traiter en public une question de droit civil et une question de droit canonique, puis soutenir deux thèses sur des sujets donnés, comme pour la licence, par le vice-chancelier ou par le prieur. Le vice-chancelier, le recteur, le prieur et tous les docteurs, agrégés ou autres, argumenteront aux épreuves, selon l'ordre de leur réception.

Les thèses des ecclésiastiques ne rouleront, pour le baccalauréat, la licence ou le doctorat, que sur le droit canonique. Ceux de la Religion réformée n'étant pas tenus de suivre les cours de droit canonique, feront leurs thèses sur le droit civil.

Neuf articles de l'arrêt du 16 juillet 1681 regardent le droit français. Le professeur qui le représentait devait être nommé par le Roi, et siéger entre le doyen de la Faculté et le sous-doyen, sans pouvoir toutefois devenir jamais doyen, ni participer aux émoluments des autres professeurs. Il jouirait des mêmes honneurs qu'eux, des mêmes prérogatives et avantages, porterait le même costume, pourrait être recteur à son tour, assister à toutes les assemblées, avec voix délibérative. Il recevrait, après vingt ans d'exercice, des lettres-patentes qui lui donneraient droit de séance honoraire au siège présidial, à la suite du doyen des conseillers, et voix délibérative dans toutes les affaires, — le Roi se réservant d'ailleurs d'abréger les vingt ans, en faveur du mérite et des services personnels.

Ce nouveau professeur devait commencer son cours le lendemain de la Saint-Martin, — trois semaines après les autres membres de la Faculté, — et le terminer à la fin d'août, — quinze jours après eux. Il devait dicter et expliquer pendant une heure et demie, mais en français, et exercer ensuite ses élèves durant une demi-heure par des interrogations. Il consacrerait le premier semestre à l'étude raisonnée et comparative des ordonnances royales, et emploierait le reste de l'année à celle du droit féodal et coutumier.

Nul ne serait reçu à la prestation du serment d'avocat, si pendant l'une de ses trois années d'études il n'avait suivi le cours de droit français.

Le dernier article de l'arrêt du Conseil du 16 juillet 1681 fixe, comme il suit, les sommes à payer par les bacheliers, les licenciés et les docteurs, lors de leur prise de grade : — Pour le baccalauréat, cinquante-neuf livres; pour la licence, quatre-vingt-cinq livres; pour le doctorat, quatre-vingt-seize livres.

C'est, comme on voit, toute une nouvelle codification destinée à régir désormais notre Faculté de Droit.

Elle paraissait, assise sur de telles bases, n'avoir rien à regretter de sa primitive situation. Louis XIV y institua professeur de droit français Henri Casseirol, avocat distingué, juge de l'ordinaire depuis 1672, docteur *in utroque jure*, investi de la confiance et de l'estime générale, qui devait occuper cette chaire avec succès pendant vingt-deux ans, et il nomma aussi, en vertu de son privilège de royale initiative, les huit agrégés de première création : Pierre Cavalier, Pierre Cabassut, Antoine Causse, François Polier, Jacques Sicre, Pierre Verduron, Guillaume Verduron et Pierre Tondut.

On reconnut bientôt toutefois la nécessité de modifier sur certains points l'arrêt du Conseil du 16 Juillet 1681; et à ce besoin répondirent les Déclarations du 6 août 1682, du 17 novembre 1690, et du 20 janvier 1700 [1]. Notre Faculté de Droit eut à s'y conformer, nonobstant l'union décrétée en 1723 des trois Facultés de Droit, de Théologie et des Arts en une seule Université, à côté de l'Université de Médecine qui continua à demeurer indépendante. A part quelques changements ultérieurs prescrits par l'autorité royale, cette codification a eu force de loi chez nous jusqu'à la Révolution française.

Louis XIV mérite donc de figurer parmi les restaurateurs de notre Faculté de Droit de Montpellier.

Les professeurs ou agrégés qui en ont alors dirigé l'enseignement ne sont pas tous parvenus à une haute célébrité, mais un certain nombre d'entre eux cependant ne sauraient être laissés dans l'oubli.

Tel est Nicolas Fizes, qui a inauguré dans notre Faculté de Droit, à partir de 1683, l'étude des mathématiques et de l'hydrographie. Tels sont aussi Joseph Brey, professeur de Droit français et professeur de Droit ancien (1683-1730) ; Henri Casseirol, notre premier professeur titulaire de Droit français (1681-1703) ; Antoine Causse, dont on disait que, si les livres des lois venaient à se perdre, il eût été capable de les dicter par cœur, tant il les possédait bien (1681-1717) ; et ses deux fils Jean-Pierre Causse (1717-1752) et Hilaire Causse (1720-1767);

[1] J'ai analysé tous ces documents réglementaires dans ma Monographie de 1877 sur l'École de Droit de Montpellier, où il est facile de les étudier en détail.

Pierre Cavallier (1681-1698); Louis Vignes (1671-1687); Pierre Verduron (1681-1752) et son frère Guillaume Verduron, dit Rabieux (1681-1735); Noël Loys (1675-1716) et son fils Antoine Loys-Cazalis (1716-1741); François Nissolle (1698-1735); Nicolas Crassous (1694-1716) et son fils Pierre Crassous (1720-1729); François Polier (1681-1704) et son fils Pierre Polier (1706-1756); Charles et Philippe De Perdrix, tous deux fils de l'ancien professeur Gaspard Perdrix, et petit-fils par leur mère de Pierre David, également professeur de droit (1671-1715); Pierre Tondut (1681-1720); Pierre Ugla (1721-1738); Pierre Vaissière (1719-1765) et son fils François Vaissière; Étienne Marcha (1716-1754); Marcel Faure (1755-1777); l'abbé Jean Boyer (1754-1791), etc. Le plus généralement connu, dans ces générations professorales, qui faisaient souche au profit de la science, est Claude Serres, l'auteur si renommé des *Institutions du droit français* et d'autres ouvrages de jurisprudence, qui succéda en 1738 à Pierre Ugla dans la chaire de droit français, où il eut lui-même pour successeur, en 1767, son fils Edmond Serres[1]; il mourut en 1768, en laissant la plume à son compatriote non moins célèbre, Jean Albisson, dont le Recueil des *Lois municipales du Languedoc* rend encore aujourd'hui tant de services à l'histoire. Droit civil, droit canonique, droit français, droit coutumier, notre ancienne Faculté a tout étudié, tout approfondi. Tout s'enchaîne dans son existence, depuis le commencement jusqu'à la fin.

L'arrêt d'union du 19 Janvier 1723 n'a été lui-même pour elle, à certains égards, qu'un retour au régime inauguré au XV^{me} siècle par la bulle de Martin V du 17 Décembre 1421, qui lui avait déjà annexé une première fois la Faculté de Théologie; et bien qu'il faille y voir l'action victorieuse des Jésuites, pour mieux tenir en échec les Jansénistes de nos Écoles, et particulièrement leur chef, l'évêque Colbert de Croissy, dont la domination s'exerçait sur elles presque

[1] Voyez sur ces divers personnages les notices détaillées de M. Faucillon, insérées dans les *Mémoires de l'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier*, sur les professeurs et les docteurs agrégés de la Faculté de droit de Montpellier, section des Lettres, tome III, pp. 331, 355 et 505.

THE INSTITUTE OF MEDIAEVAL STUDIES

sans contrôle [1], ce n'étaient, en somme, que deux professeurs de théologie, et deux professeurs de rhétorique et de philosophie [2] s'adjoignant, de par Louis XV, à nos professeurs et agrégés de Droit. Ne leur avait-on pas déjà accolé en 1682 un professeur de mathématiques dans la personne de leur docteur Nicolas Fizes?

Ce fut donc, en résumé, la réorganisation entreprise par l'évêque-légiste François Bosquet, et poursuivie avec ardeur par le gouvernement de Louis XIV, qui s'ajoutant aux efforts déjà tentés par Henri IV et Jules Pacius, sauva notre École de Droit de Montpellier, si gravement atteinte par les troubles religieux, dont pendant plus de soixante ans la périodique recrudescence avait failli l'anéantir.

Ne nous faisons pas toutefois une trop haute idée de cette restauration. Les registres encore existants de notre Faculté de Droit constatent que de 1681 à 1692 on fit annuellement en moyenne huit bacheliers, qui en général prirent la licence. Mais il n'y est presque pas question de doctorat. On avait alors cessé de l'exiger pour la profession d'avocat et pour les fonctions de la magistrature.

Aussi ne se montrait-on pas trop sévère pour les prises de grades. — Il y avait d'ailleurs si peu d'esprit de corps dans notre Faculté de Droit, et tant de susceptibilités personnelles!

Elle occupait alors depuis l'année 1683 le Collège Du Vergier ou de la Chapelle-Neuve, où elle s'était de nouveau installée en abandonnant à la Cour du Petit-Scel le Collège Sainte-Anne.

Ce fut là qu'eut lieu l'inauguration du cours de mathématiques et d'hydrographie créé pour Nicolas Fizes, un de ses docteurs. Ce fut là également qu'acheva ses derniers jours notre Faculté.

Voici quel était, à la veille de sa disparition, son état, quant au personnel et à l'enseignement. J'emprunte cet aperçu à une réponse

[1] En vertu des lettres-patentes du mois d'Août 1719, qui l'avaient reconnu d'une manière expresse chef, chancelier et conservateur de l'Université de Montpellier, avec pouvoir de tout y régler et réformer.

[2] Appartenant tous les quatre au Collège des Jésuites de Montpellier; car c'était là qu'à côté de l'enseignement classique des lettres et des sciences avait été installé en 1682 l'enseignement public et la théologie.

officielle faite, en 1786, par l'abbé Boyer, son professeur-doyen d'alors, à un questionnaire de M. Barentin adressé à la docte Compagnie, par manière d'enquête, au profit d'un projet de nouvelle refonte générale des études de droit [1]. Le document est du plus haut intérêt. Bien peu d'écoles nous ont laissé en s'éteignant une statistique de pareille importance.

On va y rencontrer la preuve du maintien jusqu'à cette époque de l'œuvre de réglementation de Louis XIV.

« 1° La Faculté de Droit de Montpellier est composée de quatre professeurs de droit civil et canonique, et d'un professeur de droit français.

» 2° On est dans l'usage de dicter des cahiers aux différentes leçons, même à celles du droit français. Le professeur chargé de la leçon des *Institutes* fait lire le texte, qu'il commente ensuite et qu'il explique, suivant l'arrêt du Conseil de 1681. Les autres professeurs expliquent leurs cahiers particuliers.

» 3° Les écoliers vont en classe assiduement, et sont obligés de le faire, pour pouvoir être admis aux grades.

» 4° Le professeur, après la dictée et l'explication, interroge les écoliers, et répond aux questions qu'ils peuvent lui proposer.

» 5° Les quatre professeurs du droit civil sont occupés, l'un à faire des leçons sur les *Institutes*, deux autres sur le Digeste et le Code, et le quatrième sur le droit canonique. Les anciens professeurs choisissent les matières, ainsi qu'ils y sont autorisés par l'arrêt du Conseil du 16 juillet 1681 ; et il arrive que les étudiants dont le cours et l'ordre des études est fixé, tant par ce même arrêt, que par la déclaration du Roi de 1700, ne suivent pas toujours le même professeur pendant leurs trois années.

» 6° Les professeurs ont cinq cent quarante livres de gages [2]. Ils ont ensuite des droits sur les examens et sur les actes publics, fixés

[1] Voir le texte de ce questionnaire, Germain, *Faculté de Droit*, p. 68, note 1.

[2] En marge, par manière de rectification : « Ont 600 livres. Ils ont de plus 250 livres de la ville et du diocèse, et ils avaient trois minots de sel. » — Toujours 925 livres, comme en 1681 et antérieurement.

par l'arrêt du Conseil de 1681 [1]. Il est même à observer que, lors de la création de la chaire de droit français, Sa Majesté voulut que le dernier professeur n'eût point de gages, jusqu'à ce qu'il en eût fixé pour cette dernière place ; ce qui n'a pas encore été fait.

» 7° Il y a un professeur de droit français, attendu que la Province est régie par le droit écrit.

» 8° Les étudiants subissent un examen, après lequel ils soutiennent l'acte public de baccalauréat. Ils subissent ensuite un second examen, la troisième année, et soutiennent un acte public pour la licence ; et le cours d'étude est terminé par un examen public sur le droit français, qui roule sur les matières que ledit professeur a expliquées dans l'année. Les époques de ces différents actes sont déterminées par les lois citées.

» 9° Les bénéficiers d'âge subissent exactement les mêmes examens, et soutiennent les mêmes actes publics que les autres étudiants ; ils n'ont d'autre avantage que la dispense du temps d'étude, qui est diminué en leur faveur par les mêmes lois.

» 10° Il y a des docteurs agrégés, au nombre de six [2], qui ne perçoivent que des droits modiques sur les examens et les actes, tels qu'ils sont fixés par l'arrêt du Conseil de 1681 et la déclaration du Roi de 1700.

» 11° La plupart des étudiants ne se font pas répéter ; et ceux qui veulent le faire choisissent parmi les professeurs, docteurs et agrégés, et même parmi les simples docteurs.

» 12° On pense qu'il seroit plus utile que chaque Faculté choisît

[1] Cet éventuel s'était élevé en 1735, pour chaque professeur, à 480 livres. En 1791, il devait monter à près de 1.200 livres.

[2] Un arrêt du conseil, du 11 juin 1729, avait supprimé deux des huit places d'agrégés établies en 1684. La Faculté de Droit avait elle-même demandé cette réduction en alléguant que le nombre primitif de huit agrégés dépassait les besoins du service. On ne donna de successeurs ni à Pierre Crassous, qui en 1729 alla remplir à Paris les mêmes fonctions, ni à Antoine Désandrieux, lorsqu'il mourut en 1730 : de sorte que le Conseil d'État n'eut qu'à régulariser la suppression des deux places.

et adoptât des cahiers sur toutes les matières, tant du droit civil que du droit canonique, qui seroient imprimés, et que les professeurs expliqueroient dans leur leçons. Par ce moyen on éviteroit les vices qui résultent souvent des erreurs que les écoliers peuvent commettre en écrivant. Ils connoîtroient d'avance l'objet et l'ordre de leurs études, et les professeurs auroient l'avantage d'employer plus utilement dans l'explication un temps qui se consume presque inutilement à dicter.

OBSERVATIONS.

» Les études du droit ne pouvant pas donner aux étudiants des connoissances parfaites sur les objets qui en font partie, et qu'il est impossible d'approfondir dans l'espace de trois années, qui sont destinées à remplir le cours des études, on pense que ce n'est qu'en les dirigeant principalement sur les principes qu'on peut les rendre plus fructueuses, et assurer une utilité permanente à ceux qui les feront avec exactitude et avec zèle.

» D'après cette idée, on croiroit que la principale étude doit porter sur les Institutions de Justinien, qui sont véritablement les principes de tout le droit romain, et qu'il faudroit multiplier les leçons et les actes sur cet objet essentiel.

» Un professeur chargé d'expliquer, dans le cours d'une année, les quatre livres des *Institutes* et la première partie du *Digeste* ne peut le faire que très imparfaitement. Ce n'est qu'en effleurant la matière qu'on peut remplir cette tâche. On penseroit, en conséquence, qu'il seroit plus à propos que ce professeur n'expliquât, la première année, que les deux premiers livres, et les deux autres l'année d'après, en y ajoutant à la fin une idée succincte du Digeste et du Code.

» Par la même raison, il conviendroit d'établir la même règle pour la partie du droit canonique, et de diriger les leçons vers les principes qui en sont comme le fondement. Cela vaudroit mieux sans doute que de donner des commentaires sur les Décrétales de Grégoire IX et le Décret de Gratien, ainsi qu'il a été établi par l'arrêt du Conseil de 1681.

» Par ce moyen, les principes seroient expliqués avec toute l'étendue dont ils sont susceptibles, et on acquerroit les connaissances qu'il est

possible de prendre sur toutes les matières dans un aussi court espace de temps.

» Il est à observer qu'un règlement général qui déterminera la forme des études ne peut pas être convenable à toutes les Facultés, parce qu'il faut qu'il soit relatif au nombre des professeurs qui se trouve dans chaque Faculté, ce nombre variant partout. C'est ainsi qu'on l'a déjà pensé, puisque les règlements qui furent faits dans le même temps pour la Faculté de Toulouse et pour celle-ci sont différents.

» Ce n'est point que la Faculté de Montpellier tienne à ses usages particuliers. Quoique établie par Placentin, et la plus ancienne du Royaume, et qu'elle ait été toujours jalouse de se conformer avec la plus grande exactitude aux différents règlements qui la régissent, elle verra toujours avec plaisir des changements qui ne tendent qu'à améliorer des études qui lui sont chères, et bien dignes des vues également sages et honorables d'une administration éclairée. Elle s'empressera même de donner tous les éclaircissements qu'on croira convenables pour concourir à remplir un projet aussi louable.

» BOYER, professeur-doyen. »

Précieux document, bien rare dans ce groupe de comptes de liquidation, qui en retraçant au vrai le train de vie de notre Faculté de Droit se maintenant jusqu'à la fin du XVIII^{me} siècle dans la voie tracée par Louis XIV, nous la montre aspirant à d'autres réformes mieux appropriées au progrès des esprits et aux besoins de l'enseignement, tels qu'on les comprenait à la veille de la Révolution de 1789.

La Faculté de Droit de Montpellier n'eut pas le temps de voir se réaliser ses vœux. La révolution, qui graduellement accomplie aurait pu les satisfaire, l'emporta par sa vertigineuse rapidité dans l'universel bouleversement, comme toutes les autres institutions analogues; et il ne subsista d'elle, avec de grands et impérissables souvenirs, que des archives mutilées, où il ne m'a pas toujours été facile de recueillir les jalons de ce chapitre d'histoire.

Le plus illustre de ses derniers disciples a été le second consul Régis de Cambacérès, postérieurement archichancelier de l'Empire,

dont l'active participation à l'œuvre du *Code civil* constituera à tout jamais pour nos légistes de Montpellier, sa ville natale, — dans le commerce desquels il aura dû puiser les principes de sa vaste science juridique, — un suprême titre de gloire.

II

THÉOLOGIE.

L'histoire de notre Faculté de Théologie durant cette troisième période offre moins d'intérêt.

La restauration du culte catholique à Montpellier, à l'issue des luttes religieuses qui en avaient si longtemps interrompu l'exercice, sembla d'abord donner un regain de vie à l'enseignement théologique, au sein de nos Écoles. Mais de mesquines rivalités entre les Religieux des Ordres mendiants et les Jésuites en paralysèrent presque aussitôt l'essor.

Les Jésuites s'appuyèrent, comme moyen de résistance, sur le Gouvernement français, et ils réussirent, pour être plus sûrs de l'emporter sans conteste, jusqu'à faire signer à Louis XIV, en 1686, l'union des Facultés de Droit, de Théologie, de Médecine et des Arts, en une seule et même Université. Mais les médecins réclamèrent; car ils ont toujours eu la prétention de former une Université à part. Le Conseil d'État leur maintint leur autonomie, en abandonnant le reste aux Jésuites.

Le triomphe de la puissante Société ne fut pas toutefois exempt d'opposition. Quel combat n'eut-elle pas à soutenir avec le vaillant évêque Colbert de Croissy!

Colbert mit, à son avantage, un poids considérable dans la balance, en obtenant du Régent, au mois d'août 1719, des lettres royales, qui en le déclarant, comme en 1613 son prédécesseur Fenolliet, chancelier et conservateur effectif des privilèges de l'Université de Montpellier, le constituaient, dans cet important ressort, chef suprême de l'enseignement.

Je crois en avoir assez dit au sujet de ces démêlés dans ma Monographie de 1883 sur notre Faculté de Théologie. Qui porterait aujourd'hui le même intérêt qu'autrefois à ces questions d'École dont si peu de personnes ont gardé le souvenir? Qui serait même en état de préciser l'objet des débats qui se sont alors déroulés autour de la bulle *Unigenitus* de Clément XI? Raviver la mémoire de pareilles disputes, serait non-seulement s'exposer à n'être pas compris, mais encourir le reproche d'aspirer à vouloir ressusciter des morts.

Notre Faculté de Théologie s'est usée dans ces stériles polémiques, et la Révolution de 1789 n'a eu qu'à lui donner le coup de grâce.

III

MÉDECINE.

La troisième période de l'Histoire de l'Université de Montpellier peut se qualifier *Période de la Renaissance.*

Rabelais et son docte cortège avaient donné le ton. Leur œuvre, interrompue par l'effet des troubles religieux qui, à partir de 1561 jusqu'à la promulgation de l'édit de Nantes, bouleversèrent nos Écoles, reprit alors son cours avec une nouvelle activité. Que de preuves n'en ai-je pas accumulées dans ma récente monographie sur *les anciennes thèses de l'École de Médecine de Montpellier !*

Quand l'enseignement médical put se reconstituer à Montpellier, ce fut dans de nouvelles conditions. L'ère des maîtres isolés, souvent en lutte les uns avec les autres, — en vertu de la liberté même que leur avait reconnue Guillem VIII par sa déclaration de 1181, — était presque oubliée. L'établissement de quatre professeurs royaux par Charles VIII et Louis XII avait eu pour conséquence de refroidir leur zèle, en leur faisant une position équivoque. Henri IV allait la leur rendre plus embarrassée encore par ses créations de chaires, — l'une d'anatomie et de botanique en 1593, l'autre de chirurgie et de pharmacie en 1597.

Notre École entrait donc, en même temps qu'elle se réorganisait, dans une nouvelle phase de développement. Les études pratiques allaient s'y unir plus que par le passé aux leçons théoriques. La chimie viendra bientôt y perfectionner la pharmacie; et l'École de chirurgie prêtant son concours, le domaine scientifique s'y dilatera de toutes parts.

Henri IV institua, en outre, à Montpellier, en 1595, une charge de dissecteur ou d'anatomiste royal, pour les leçons publiques d'anatomie; et il dota notre École, afin d'y joindre dans cette branche d'enseignement aussi l'application à la théorie, d'un jardin de botanique en 1593.

Les assemblées cessèrent naturellement d'avoir lieu dans l'église Saint-Firmin, puisque cette église avait été, en 1561, mise hors de service, sinon détruite en entier par les Protestants. Les réunions se tinrent désormais *in aula regia scholæ regiæ,* ou, comme s'expriment d'autres fois les procès-verbaux en simplifiant, *in scholis regiis.*

L'autorité religieuse, par suite, se déplace : le Consistoire se substitue à l'évêque, mais sans qu'on s'en aperçoive beaucoup, tant le cachet ecclésiastique demeure profondément empreint dans l'esprit de nos médecins !

Une substitution d'un autre genre s'effectue du chancelier au doyen pour la préséance. Les nécessités scolaires semblaient l'imposer, pour permettre au chancelier d'agir en suprême modérateur.

Le chancelier, à partir de l'année 1609, figure partout à la tête de l'École. Il y jouit du droit de garder chez lui les registres courants, de signer et d'expédier les lettres, de convoquer les assemblées, de recevoir le serment des bacheliers et des licenciés, de leur assigner, conjointement avec le doyen, les matières des cours et des triduanes, de prononcer aux candidats leur réception ou leur renvoi, de leur ouvrir, en un mot, l'accès au *Magisterium.* — Cette évolution atteint sa plénitude durant le cancellariat de François Ranchin [1].

Le chancelier est désormais le dignitaire par excellence. L'École

[1] *Délibérations de l'Université de Médecine de Montpellier.*

elle-même sanctionne sa prérogative par une déclaration expresse en faveur de Richer de Belleval [1].

La suspension des exercices scolaires, le mercredi de chaque semaine, passe également à l'état de pratique. Les leçons de l'après-midi de ce jour-là sont d'abord remplacées, en 1573, par une assemblée hebdomadaire de la Faculté; puis celles du matin sont, à leur tour, sacrifiées [2].

Peu d'étudiants avaient à en souffrir; car ils étaient alors assez rares, eu égard aux obstacles qu'apportait aux études la périodique réapparition des troubles civils et religieux.

On se dédommageait de cette réduction d'élèves par une reprise de décorum, d'autant plus facile à recommander. Une délibération du 12 novembre 1574 impose aux docteurs, aux licenciés et aux bacheliers l'obligation de ne se présenter dans la grande salle de l'École, qu'avec le costume de leur grade respectif, sous peine d'être privés de leurs droits d'examens, quant aux premiers, et pour les autres de s'acquérir de mauvaises notes, dont on leur tiendrait compte dans les épreuves de leur promotion à la licence [3].

Il ne manquait pas de misères, néanmoins, sous ce trompeur cérémonial. Les professeurs eux-mêmes, et le doyen, qui plus est, nécessitaient parfois l'intervention judiciaire du chancelier, et encore celui-ci n'était-il pas sûr d'être toujours obéi. Que de peine Laurent Joubert n'eut-il pas, en 1575, à obtenir satisfaction du doyen Jean Blazin, accusé d'insulte à l'égard du pharmacien Louis Bosc! Blazin, appelé à venir s'en expliquer devant ses collègues, déchira avec mépris, en présence du bedeau qui le lui apportait, le billet de convocation, et refusa jusqu'à deux fois de comparaître. Il fallut lui interdire toute

[1] *Arrêts et déclarations concernant l'Université de Médecine de Montpellier*, fol. 109 v°.

[2] *Lib. congreg.*, 1557-1598, fol. 60. — A partir de 1726, afin de motiver sans doute le maintien du chômage, le premier mercredi de chaque mois fut affecté aux réunions dites *prima mensis* «pour régler les affaires générales et sceller les lettres des docteurs.» (*Délibérations* de 1726 à 1760, page 1).

[3] *Lib. congregat.*, 1557-1559, fol. 75 v°.

participation aux actes de l'École, lui retenir les émoluments de sa châire, et, en dernier lieu, les besoins du service le requérant, le remplacer dans les fonctions du décanat [1].

Blazin ne daignait pas même faire son cours. Les étudiants, en rendant pleine justice aux autres professeurs pour leur exactitude, ne lui imputaient que deux ou trois leçons durant les premiers mois du semestre d'hiver [2].

On s'explique, par ces exemples d'indiscipline, comment la charge de chancelier aura dû prévaloir sur celle de doyen.

Le mécanisme administratif eût été, sans cela, en de telles circonstances, paralysé. Le chancelier, à titre de juge investi du droit de police scolaire, se trouvait seul en position de maintenir l'ordre là où, en cas de défaillance du doyen, il eût risqué de n'y avoir que stérilisante anarchie, quand surtout, par suite du triomphe des idées protestantes, l'autorité épiscopale avait perdu une partie de son prestige et de sa force.

Complétons, afin de mieux faire ressortir encore la nécessité de cette nouvelle situation, le tableau de notre Ecole de Médecine à ce moment critique, par les traits que voici.

La peste et la guerre semblaient se mettre alors de la partie pour achever de tout désorganiser, au point qu'on voit les divers exercices d'étude suspendus chez nous durant l'année 1580. Les étudiants circulent partout en armes, sans se faire scrupule de s'attaquer en pleine rue les uns les autres ; et quand, en 1582, le chancelier Laurent Joubert vient à mourir, on ne trouve à Montpellier aucun docteur qui veuille concourir pour lui succéder dans sa chaire. Il faut attendre qu'il en arrive du dehors.

Doit-on s'étonner que notre École, ainsi réduite à trois professeurs, ait refusé d'acquiescer à la prière de Henri IV, alors simple roi de Navarre, lui demandant de permettre à l'un d'eux, Nicolas Dortoman, de s'absenter pour venir le soigner « en la descente d'un rheume »,

[1] *Lib. congregat.*, 1557-1598, fol. 88. *Ibid.*, fol. 90 r°.

[2] *Lib. congreg.*, 1557-1598, fol. 74 et 89.

attendu qu'il avait « acquis beaucoup de cognoissance de sa température? »[1]

On chercha à remédier à cet état de choses, en exigeant de tous les docteurs indistinctement, le 16 mai 1585, qu'ils enseignassent pendant les deux semestres[2]. Mais on eut beau prescrire une amende contre les réfractaires et les soumettre aux rigueurs de la justice, l'indifférence demeura maîtresse du terrain.

Des abus s'en prévalurent. Où n'y en a-t-il jamais eu ? On essayait de se soustraire à certaines règles de scolarité, pour abréger le temps normal d'études, et s'en retourner au plus vite exercer la médecine dans son pays, sans emporter avec soi toutes les garanties propres à mériter la confiance publique. Le Gouvernement de Louis XIV entreprit d'arrêter cette dangereuse précipitation, en rappelant nos disciples d'Hippocrate à l'observation des anciens statuts. Tel est le sens de l'arrêt du Conseil d'État du 18 avril 1689.

De là est sortie une nouvelle codification de règlements universitaires, qui, à cause de son intérêt historique, mérite de figurer ici.

Elle n'offre rien de précisément neuf. La marche d'une École vouée, comme la nôtre, au culte de la tradition, ne pouvait guère changer d'un seul coup. Aussi ce nouveau libellé se borna-t-il, sauf quelques additions rendues nécessaires par les circonstances, à reproduire, en les confirmant, d'anciens statuts de 1634. On y ajouta, par manière de sanction, la date de 1698, pour les mettre en harmonie avec l'arrêt du Conseil de 1689.

Transcrivons, à notre tour, en le traduisant, ce groupe de règlements. Il nous dira, avec la sûreté d'un acte officiel, comment se régissait, au XVIIme siècle, notre École de Médecine :

« I. Chaque dimanche, de la Saint-Luc à la fête de Pâques, une messe sera célébrée en l'honneur de la Sainte-Vierge, dans l'église qu'il plaira aux docteurs de désigner, à laquelle seront tenus d'assister tous les professeurs, ainsi que les licenciés, bacheliers, conseillers et étudiants.

[1] Délibération du 28 décembre 1584 (*Lib. congreg.*, fol. 135.)

[2] *Lib. congreg.*, 1557-1598, fol. 140 v°.

Ceux qui s'en dispenseront sans excuse motivée, auront à payer pour chaque absence, s'ils sont professeurs ou agrégés, cinq sous ; s'ils sont licenciés ou conseillers, deux sous ; s'ils sont bacheliers ou simples étudiants, un sou. Le produit de ces amendes sera perçu par le procureur le plus ancien, et employé en œuvres pies.

» II. Le chancelier et le doyen s'acquitteront de leur charge conformément aux privilèges apostoliques et aux édits royaux, et seront, vacance survenant, remplacés selon les dispositions réglementaires.

» III. L'assemblée *per fidem* se réunira deux fois l'année, sur la convocation du chancelier, la semaine qui précèdera la Saint-Michel, et la semaine après Pâques ; il y aura obligation d'y assister pour les professeurs et pour les docteurs agrégés. En l'absence du chancelier, ce sera au doyen à convoquer, et à défaut du doyen au professeur le plus ancien. On s'occupera, dans ces deux réunions, des affaires concernant le bien et l'honneur de l'Université. On y entendra les conseillers des étudiants, dont on recueillera le témoignage, au sujet de l'enseignement et de l'assiduité des professeurs ou des agrégés ; et dans le cas où l'un d'eux serait convaincu de ne pas s'être acquitté de son devoir, on lui infligera la peine que choisira l'assemblée.

» IV. D'autres assemblées pourront avoir lieu dans le cours de l'année, sur la demande des professeurs ou des agrégés, quand le requerront les intérêts universitaires.

» V. L'ensemble du temps affecté durant l'année scolaire à l'enseignement donné soit par les professeurs, soit par les agrégés, sera divisé en deux parties, dont la première portera la dénomination de Grand ordinaire ou de Principal semestre, et s'étendra de la Saint-Luc à la fête de Pâques : tous les professeurs et docteurs agrégés devront alors, chaque jour, à moins de chômage officiel, occuper leur chaire. Le Petit ordinaire ou Petit semestre ira de Pâques à la Saint-Jean : deux professeurs ou docteurs agrégés y continueront le cours médical. Le professeur de botanique y décrira les plantes ; le professeur de pharmacie y exhibera les médicaments que tiennent en réserve les apothicaireries, en en indiquant l'usage et la préparation : le pro-

fesseur de chirurgie s'emploiera, de son côté, à des démonstrations chirurgicales.

» VI. Tous les professeurs et docteurs agrégés, présents à Montpellier et valides, commenceront leurs leçons avant la Toussaint, sous peine de se voir privés des émoluments de Grand ordinaire durant cette année-là. Un docteur, néanmoins, ne perdra rien de ses droits, si, à la suite d'une absence légitime, il revient ouvrir son cours avant l'expiration du mois qui suivra la Saint-Luc.

» VII. On n'aura à sacrifier ni le titre, ni les avantages de Grand ordinaire, quand on ne pourra professer pour cause de maladie.

» VIII. Si la maladie se prolonge, ou si par absence duement justifiée on ne peut monter dans sa chaire, on devra s'y faire remplacer, en soumettant à l'approbation des collègues le choix de son suppléant. Il en sera de même pour les docteurs attachés au service de l'École.

» IX. Sera réputé docteur ordinaire celui qui, après avoir reçu les insignes du doctorat, aura obtenu de l'assemblée des professeurs royaux et des agrégés le droit d'argumenter, et qui se sera montré exact à assister aux exercices académiques.

» X. Toutes les leçons seront publiques. Les professeurs ou les docteurs qui se permettraient d'en faire de privées, seront justiciables de leurs confrères.

» XI. Chacun des professeurs ou des docteurs chargés d'enseigner doit déclarer, dans l'assemblée qui précède le Grand ordinaire, quel traité il se propose de prendre pour base de ses leçons durant le premier semestre. Les plus anciens choisiront de préférence les traités d'enseignement pratique, les plus jeunes ceux de théorie. Le choix devra s'opérer de telle sorte, que rien de ce qui concerne l'art médical ne soit oublié. Trois des professeurs ou docteurs enseigneront, à tour de rôle, les principes de la médecine, l'un la physiologie, l'autre la pathologie, le troisième l'hygiène et la méthode curative. Le professeur d'anatomie s'occupera d'ostéologie, jusqu'au moment favorable aux dissections. Trois autres professeurs ou docteurs développeront

l'histoire générale et le traitement des maladies; un autre encore expliquera les Aphorismes d'Hippocrate. — Dans l'assemblée de la semaine après Pâques, on assignera leur tâche à ceux qui doivent la remplir, quant à la botanique, à la pharmacie et à la chirurgie.

» XII. On élira chaque année, dans l'assemblée *per fidem* qui précède l'ouverture du Grand ordinaire, deux procureurs, du corps des professeurs royaux et des docteurs agrégés, l'un parmi les plus anciens, l'autre parmi les plus jeunes, par tour, avec mission de pourvoir à tous les services universitaires.

» XIII. La même assemblée élira quatre conseillers des étudiants, pris dans le groupe des bacheliers les plus dignes et les plus capables pour veiller aux intérêts des étudiants. Ils auront soin qu'il y ait chaque année quatre dissections de cadavres dans l'amphithéâtre d'anatomie, et qu'en temps opportun se fassent les démonstrations, soit des plantes, soit des médicaments simples.

» XIV. Deux fois l'an seront visitées par le chancelier et par les procureurs de l'Université les apothicaireries. On y examinera si les médicaments simples ou composés, offrent les conditions requises pour être efficacement administrés aux malades.

» XV. Les visites et consultations naguère pratiquées à l'égard des lépreux s'appliqueront désormais aux malades de l'hôpital, ou à ceux de la ville. — Deux fois par mois s'assembleront les professeurs royaux et les docteurs agrégés, au Collège royal ou ailleurs, à leur convenance, avec les bacheliers et licenciés. Chaque professeur ou agrégé recevra de la caisse commune une livre, à titre de droit de présence, à laquelle on joindra la quote-part des absents. Ces réunions-là sont fixées au mercredi. Les bacheliers et les licenciés qui se dispenseraient d'y assister sans excuse légitime, paieront une amende de dix sous.

» XVI. Quiconque viendra étudier la médecine à Montpellier devra, dans les huit jours de son arrivée, s'y faire immatriculer. On ne pourra, toutefois, être admis à s'inscrire qu'en produisant la preuve de deux ans de philosophie, et qu'après avoir subi un examen satisfaisant sur les sciences naturelles devant les procureurs de l'Université.

» XVII. Les étudiants ainsi immatriculés constateront auprès des mêmes procureurs leur présence, à la fin du Grand et du Petit ordinaire. On ne leur tiendra autrement nul compte de leur scolarité, et ils seront considérés comme absents.

» XVIII. On ne sera admis à l'examen public de baccalauréat qu'à la suite de trois années d'études à Montpellier. Si néanmoins on a passé le même temps dans quelque autre célèbre académie où se font des études médicales complètes, à l'Université de Paris, par exemple, il y aura équivalence, moyennant production de certificats réguliers. Et comme, en dehors du temps normal d'études, la science est la chose particulièrement nécessaire, les futurs bacheliers seront d'abord examinés à huis-clos par les procureurs de l'Université, de peur que leur examen public ne tourne, par une regrettable démonstration d'incapacité, à leur honte, et au déshonneur de l'École.

» XIX. Puisque, toutefois, beaucoup d'étudiants affluent des diverses régions de l'Europe à Montpellier, et s'imposent par ce déplacement de grandes dépenses, il est statué que tous ceux qui ne sont pas Français seront admis à se présenter au baccalauréat, sans qu'il leur soit tenu compte du temps plus ou moins long passé à l'École, pourvu que dans l'examen privé ils aient satisfait leurs juges.

» XX. L'étudiant qui, à la suite de l'examen privé, subi devant les procureurs de l'Université, aura été admis à l'examen public de baccalauréat, recevra du président, désigné par tour, la question, soit de théorie, soit de pratique, au choix de celui-ci, qu'il aura à traiter. Il la développera dans la grande salle du Collège de Médecine, de huit heures du matin jusqu'à une heure de l'après-midi, en présence des professeurs royaux, des docteurs agrégés, des docteurs ordinaires, des licenciés, bacheliers et étudiants, qui se relayeront pour l'argumenter. On lui confèrera alors, s'il en est jugé digne, le grade de bachelier : mais il devra auparavant prêter les serments d'usage, selon la formule des anciens statuts.

» XXI. Les bacheliers qui aspireront à la licence s'exerceront pendant trois mois à faire des leçons publiques en chaire, avec la robe et le

bonnet carré, après en avoir reçu le sujet du doyen. Ils ne pourront être promus au grade de licencié que sur la production de certificats attestant cet exercice, délivrés par trois professeurs au moins, qui témoigneront du succès de ce noviciat, concurremment avec les docteurs ordinaires, les licenciés et les bacheliers.

» XXII. Les bacheliers ayant domicile à Montpellier, ou dans une localité distante de moins de douze lieues, seront tenus de se familiariser, n'importe où, avec la pratique de la médecine pendant six mois, et d'en rapporter lettres testimoniales avant de pouvoir être admis à subir les examens de licence.

» XXIII. Ces examens au nombre de quatre, dits *per intentionem*, auront lieu publiquement dans l'espace d'un mois, devant quatre professeurs désignés à tour de rôle, qui donneront par ordre chacun leur question. Les candidats la traiteront dans les vingt-quatre heures, en répondant à tous les arguments qu'il plaira au président d'émettre. A la fin de cette épreuve, on présentera au futur licencié un malade à guérir selon les règles et la méthode ordinaires, et cette partie d'examen ne se terminera qu'au bout de deux heures.

» XXIV. Les examens *per intentionem* achevés, les candidats auront à subir l'examen dit *rigoureux*, à huis-clos, devant tous les professeurs et tous les docteurs agrégés qui voudront se mêler à la dispute. La matière de cet examen leur sera donnée par le chancelier et le doyen, ou, en leur absence, par les deux plus anciens professeurs. Elle sera extraite, par tirage au sort, de l'*Ars parva* de Galien et des *Aphorismes* d'Hippocrate, selon l'usage traditionnel. Les candidats, vingt-quatre heures après avoir reçu leurs sujets, les développeront; puis ils répondront à toutes les objections des professeurs, non-seulement sur les sujets mêmes, mais sur l'ensemble de la médecine. L'épreuve durera de midi à cinq heures. L'examen fini, — et ce doit être le plus sévère, — les professeurs et les docteurs agrégés apprécieront la moralité du candidat et la science dont il aura fait preuve, soit dans les examens *per intentionem*, soit dans cet examen suprême : la licence ne lui sera conférée que moyennant les deux tiers des suffrages des

professeurs et des agrégés, et qu'après la prestation des serments exigés par les anciens statuts.

» xxv. Le bachelier ainsi admis à la licence ira trouver le vicaire de l'évêque de Montpellier, pour lui demander le jour et l'heure où il lui plaira de faire sa promotion. Toute l'École, d'après cette indication, sera convoquée, et le grade sera conféré devant elle par le vicaire de l'évêque.

» xxvi. Les licenciés qui prétendront au doctorat, recevront du chancelier et du doyen quatre questions de médecine pratique, avec six problèmes de même ordre, six autres problèmes de théorie médicale et six paradoxes. Ils disserteront là-dessus en chaire pendant trois jours complets, deux heures le matin et le soir, durant lesquelles argumenteront les professeurs royaux, les docteurs agrégés, les docteurs ordinaires, les licenciés, les bacheliers, et jusqu'aux simples étudiants. Cette dispute ne sera possible toutefois, qu'au bout d'un mois après l'acte de licence.

» xxvii. Ces triduanes finies, le futur docteur demandera jour et parrain pour recevoir les insignes du grade suprême. On lui assignera comme parrain le professeur ou l'agrégé à qui revient par tour cette fonction, et celui-ci devra s'en acquitter dans la quinzaine de la délégation, à défaut de quoi la promotion serait faite par le professeur dont le tour suivra. On attendra quinze jours, en cas d'absence, le parrain désigné, passés lesquels l'honneur de conférer le bonnet au nouveau docteur sera dévolu au professeur appelé à le donner après lui.

» xxviii. Sont exclus des grades universitaires de Montpellier les candidats qui auraient antérieurement exercé un art mécanique.

» xxix. Chaque étudiant paiera pour droit d'immatriculation quatre livres; pour le baccalauréat, y compris l'acte probatoire qui le précède, vingt-deux livres; pour les examens *per intentionem* et les trois mois de leçons qui les accompagnent, cinquante livres; pour l'examen probatoire de licence, vingt et une livres; pour l'acte même de licence, douze livres, et trente sous pour les cierges; pour les triduanes, cinquante livres; pour le doctorat, trente neuf livres dix sous.

» XXX. L'ouverture des leçons aura lieu le lendemain de la Saint-Luc : on chargera un professeur de faire le discours inaugural.

» XXXI. Les jours de fête chômables seront les mêmes que précédemment. Il y aura vacances de la veille de Noël au lendemain de l'Épiphanie, — pendant la semaine d'avant le Carême, — du dimanche des Rameaux au lundi de *Quasimodo*, — du quinze septembre au lendemain de la Saint-Luc, — et tous les mercredis.

» XXXII. Seront considérés comme suppôts de l'Université, le syndic, le trésorier, le secrétaire et le bedeau. Ils s'acquitteront de leur service selon l'ancien usage ; et leur remplacement se fera, le cas échéant, par voie d'élection, en assemblée des professeurs et des agrégés.

» XXXIII. Quant aux archives, où se conservent, dans le Collège royal de Médecine, les statuts, privilèges et autres documents universitaires, ainsi que les sceaux pour la validation des lettres ou certificats de grades, il est établi qu'elles seront fermées à quatre clefs, dont l'une demeurera aux mains du chancelier, et les trois autres seront réparties entre le doyen et les deux procureurs. Ils se réuniront quand il faudra ouvrir le chartrier, le premier et le quinze de chaque mois, jours affectés au sceau des actes.

» Fait à Montpellier, le 17 janvier 1634 [1]. »

Nos professeurs ne se bornèrent pas à donner, en 1698, une nouvelle sanction à ces règlements ; ils y ajoutèrent trois articles que leur parurent nécessiter l'enseignement de la chimie et les changements survenus dans la situation générale de l'École. Voici ces dispositions additionnelles :

« I. Les démonstrations et opérations chimiques se feront chaque année, de Pâques à la Saint-Jean.

» II. Les bacheliers, faute de temps les autres jours de la semaine, *liront* tous les mercredis pendant une heure, le mercredi demeurant chômé par les professeurs ; et le cours de trois mois qui leur incombe

[1] *Arrêts et déclarations concernant l'Université de médecine de Montpellier*, fol. 103 v°.

sera, conséquemment, de douze leçons. Les professeurs royaux y assisteront par tour, et témoigneront de leur présence en délivrant au *lecteur*, quand il descendra de chaire, un certificat signé de leur main, constatant le devoir consciencieusement rempli. Les bacheliers ne seront admis à se présenter aux examens *per intentionem* qu'en exhibant au chancelier de l'Université douze attestations de cette nature.

» III. Il est statué, conformément à la notification de l'éminentissime chancelier de France, M. de Boucherat, qu'à l'avenir on pourra, après deux ans d'études en médecine, prendre le grade de bachelier, et au bout de trois ans celui de licencié; mais il ne sera permis de se faire recevoir docteur, que six mois après la collation de la licence.

» Délibéré, le 14 janvier 1698, d'un commun accord, en assemblée universitaire [1]. »

Le régime de notre École de Médecine ne se modifia donc guère durant toute la partie du XVII^{me} siècle qui suivit la réorganisation commencée sous les auspices de Henri IV; et dans cette codification de 1634, confirmée en 1698, se retrouve, à certaines différences près, motivées par les crises politiques et religieuses qu'on avait traversées, l'ensemble du système scolaire que nous avons vu en vigueur au moyen âge, — tant la tradition avait de puissance sur ce monde universitaire ! Le pouvoir ecclésiastique lui-même y maintient son empire, et se ressent à peine de la tourmente qui avait failli l'emporter dans ses ravages. Il faudra attendre l'édit de Louis XIV de 1707 concernant l'étude et l'exercice de la médecine en France, pour voir poindre à cet égard une ère de véritable renouvellement. Cet édit ne s'appliquant pas uniquement à Montpellier, mais à tout le Royaume, dut naturellement ravir à notre École une partie de son originalité, en l'englobant dans une réforme commune. Ce fut pour elle, à ce titre, une sorte de trait d'union entre le passé et l'avenir. Mais en y perdant de ses pratiques primitives, elle y gagna la gloire de prêter à ses rivales beaucoup de sa personnalité, en leur servant de modèle.

[1] *Ibid.*, fol. 108.

Il importe donc d'insérer ici l'édit royal de 1707, d'autant mieux qu'il devait faire loi jusqu'à la suppression de notre Université de Médecine en 1792.

« Louis par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, etc.

» L'attention que nous avons toujours eue pour ce qui peut contribuer à la conservation et au bien de nos sujets nous a souvent engagé à emploier nostre autorité pour empescher que des personnes sans titre et sans capacité ne continuassent d'exercer la medecine, sans y apporter souvent d'autres dispositions que l'art criminel d'abuser de la crédulité des peuples, pour s'enrichir aux depens de la santé et de la vie même des malades qui avoient le malheur de tomber entre leurs mains. Mais nous croirions avoir peu fait pour la sureté du public, si nous nous contentions d'avoir exclus ceux qui deshonoroient ainsi la profession de medecine, sans prendre en même temps les precautions necessaires pour faire en sorte que l'on s'applique serieusement à former de bons sujets dans les Facultés de medecine, qui n'ont eté etablies par les roys nos predecesseurs que pour procurer un aussi grand bien ; et comme rien n'est plus opposé à ce dessein que l'extrême relachement qui s'est introduit dans une partie de ces Facultés, soit par rapport à la durée et à la qualité des etudes, soit par rapport au nombre et à la nature des epreuves par lesquelles on doit parvenir aux degrez, nous avons cru ne pouvoir rien faire de plus convenable pour retablir dans son ancien lustre une profession si necessaire et si importante, que de renouveler d'un costé les deffenses rigoureuses par lesquelles nous avons interdit l'exercice de la medecine à tous ceux qui n'ont ni le merite ni le caractère de medecin, et de ranimer de l'autre l'attention et la vigilance des Facultés etablies dans nostre Royaume, en réunissant dans un seul reglement tout ce que nous voulons estre generalement observé dans l'etude de la medecine et pour l'obtention des degrez, affin qu'ils puissent estre dorenavant la preuve et la recompense du travail, et non un vain titre d'honneur, plus propre à tromper le public qu'à en meriter justement la confiance.

» A ces causes...... voulons et nous plaît.

» I. Qu'à commencer à l'ouverture prochaine des Ecoles, qui sera suivant l'usage des lieux, la medecine soit enseignée dans toutes les Universités de nostre Royaume et pays de nostre obeissance où il y aura Facultés de medecine; et dans celles où l'exercice pourroit en avoir eté discontinué, il y sera retabli, suivant les anciens statuts de chaque Faculté.

» II. Et où il ne se trouvera pas de fonds suffisants pour entretenir les professeurs qui doivent enseigner la medecine, ordonnons que dans trois mois du jour de la publication de nostre present edit, les docteurs de chaque Faculté s'assembleront, pour deliberer sur les moyens qu'ils estimeront les plus convenables pour assurer une retribution honneste auxdits professeurs, et envoieront leurs deliberations à nostre très cher et feal chancelier, pour y estre par nous pourveu ainsi qu'il appartiendra; et cependant nul ne pourra estre admis aux degrez dans lesdites Facultés, s'il n'a etudié dans celles où l'on enseigne la medecine, et s'il n'en rapporte des attestations en bonne forme.

» III. Enjoignons aux professeurs d'estre assidus à leurs leçons et exercices. Voulons que pour chaque leçon qu'ils auront manqué de faire sans cause legitime il soit retenu sur leurs appointements la somme de trois livres, applicables moitié à la bourse commune, moitié aux pauvres, suivant la destination qui en sera faite par la Faculté; et en cas d'absence necessaire, ou empeschement legitime, qui durera plus de trois jours, le professeur qui ne sera pas en etat de faire lui-même ses leçons, sera tenu de presenter à la Faculté un docteur en medecine capable d'exercer ses fonctions, lequel sera commis à cet effet par la Faculté.

» IV. Permettons à chaque Faculté de suivre les anciens usages sur le temps des vacations, à condition neanmoins qu'elles ne pourront durer plus de trois mois, en quelque temps que soit l'usage de les prendre.

» V. Lorsqu'une des chaires de medecine viendra à vaquer, la Faculté s'assemblera pour nommer un docteur en medecine, qui sera chargé du soin de faire les leçons pendant la vacance, et qui jouira de la moitié des appointements et des droits attribués aux professeurs.

» VI. Voulons que toutes les chaires des professeurs qui vaquent actuellement, ou qui vaqueront à l'avenir, soient mises à la dispute, et qu'après que les aspirants auxdites chaires auront fait les leçons, demonstrations, et autres actes probatoires qui leurs seront prescrits par les docteurs de chaque Faculté, la chaire vacante soit adjugée à celui qui sera trouvé le plus digne, à la pluralité des suffrages, lesquels seront donnés par scrutin, et le procès-verbal de l'election sera envoié à celui de nos secretaires d'Etat dans le departement duquel se trouvera la Faculté où ladite election aura eté faite, et à nostre premier medecin, pour nous en rendre compte.

» VII. Aucun docteur en medecine ne pourra estre admis à donner son suffrage sur lesdites disputes, si depuis qu'il a acquis le degré de licencié il n'a exercé la profession de medecine pendant dix années au moins.

» VIII. Lorsqu'il ne se trouvera pas dans une Faculté de medecine jusqu'à sept docteurs au moins en etat d'assister à la dispute des chaires vacantes et d'y donner leurs suffrages, la dispute sera renvoiée de plein droit dans la Faculté la plus prochaine, sans qu'il soit besoin d'aucun jugement qui l'ordonne, si ce n'est que tous les aspirants voulussent consentir egalement qu'elle fut faite dans la Faculté de Paris, ou dans celle de Montpellier.

» IX. Nul ne pourra estre admis à aucun degré esdites Facultés, s'il n'a etudié pendant trois ans entiers, à compter du jour qu'il se sera inscrit en la manière prescrite par l'article suivant, sur les registres de la Faculté de medecine dans laquelle il aura fait ses etudes, et si pendant ledit temps il n'a assisté assiduement aux leçons, et ecrit ce qui aura eté dicté par les professeurs, desquels il retirera tous les ans des attestations, qui seront registrées dans un registre tenu à cet effet dans chaque Faculté.

» X. Ceux qui etudieront à l'avenir dans les Facultés de nostre Royaume et pays de nostre obeissance seront tenus de s'inscrire de leur main quatre fois par an dans deux registres ou cahiers, qui seront tenus pour cet effet dans chacune desdites Facultés : et sera la première desdites inscriptions faite dans le premier mois après l'ouverture des

Ecoles, et les trois autres dans le premier mois de chaque trimestre ou quartier; dans toutes lesquelles inscriptions les etudiants seront tenus de marquer precisement le jour auquel ils s'inscriront, ensemble le lieu de leur demeure, qu'ils ne pourront faire ailleurs que dans la ville où la Faculté dans laquelle ils etudieront sera etablie; le tout à peine d'estre dechus des trimestres ou quartiers dans lesquels ils auront manqué de satisfaire à la presente disposition, même de nullité des degrez qu'ils pourroient obtenir, sans avoir auparavant recommencé lesdits trimestres.

» XI. Lesdits deux registres ou cahiers d'inscription seront cotés, paraphés et datés sans frais, au commencement de chaque trimestre, par les lieutenants generaux des baillages et senechaussées dans lesquels les Facultés de medecine sont établies; et seront aussi clos et arrestés par les mêmes officiers, à la fin du premier mois de chaque trimestre : et l'un desdits registres sera envoié au plus tard le quinzième du mois suivant à nos procureurs generaux en nos cours de parlement et conseil superieur de Roussillon, chacun dans son ressort.

» XII. La moitié des droits que l'on a accoutumé de recevoir dans chaque Faculté pour l'obtention des degrez de bachelier et de licencié sera payée dans le temps des inscriptions, et à cet effet partagée en douze portions egales, dont chacune sera payable dans le temps de chaque inscription; et le reste desdits droits ne sera payé que dans le temps de l'obtention des degrez, moitié pour les lettres de baccalaureat, et moitié pour celles de licencié : et le tarif desdits droits, tant pour les inscriptions que pour les degrez, sera inscrit en un tableau qui demeurera toujours exposé dans les Ecoles de chaque Faculté de medecine.

» XIII. Nul ne pourra estre reçu à s'inscrire sur les registres de la Faculté de medecine, qu'auparavant il n'ait representé et fait enregistrer dans lesdits registres ses attestations d'étude de philosophie pendant deux ans dans une des Universités de nostre Royaume, lesquelles attestations seront certifiées par le recteur desdites Universités, et legalisées par les juges des lieux; le tout à peine de nullité.

» XIV. Tous ceux qui voudront prendre des degrez seront tenus de subir à la fin de chacune des trois années d'etude un examen de deux heures au moins sur les parties de la medecine qui leur auront eté enseignées pendant le cours de l'année; et dans le troisième desdits examens ils repondront sur toutes les leçons qu'ils auront prises pendant le cours entier de leurs etudes de medecine : et s'ils sont trouvés capables dans lesdits trois examens, ils soutiendront publiquement un acte pendant trois heures au moins, après lequel ils seront reçus bacheliers. Voulons que trois mois après ils subissent un dernier examen sur la matière medicale, après lequel ils soutiendront un second acte public pendant quatre heures au moins, pour estre admis ensuite au degré de licence; le tout s'ils sont jugés dignes desdits degrez de baccalauréat et de licencié à la pluralité des suffrages; outre lesquels actes ceux qui voudront estre receus docteurs seront obligez d'en soutenir un troisième pendant cinq heures au moins sur toutes les parties de la medecine, lequel acte ils pourront soutenir dès qu'ils seront receus licenciés, sans estre tenus d'observer aucun interstice, à moins qu'il n'y en ait d'etabli entre lesdits degrez de licence et de doctorat par les statuts des Facultés où ils se feront recevoir docteurs.

» XV. N'entendons neanmoins deroger aux usages des Facultés où les aspirants aux degrez sont tenus de subir un plus grand nombre d'examens ou autres actes probatoires pour estre admis auxdits degrez, lesquelles Facultés continueront d'en user ainsi qu'elles en ont fait par le passé.

» XVI. Les suffrages seront toujours donnés par scrutin, tant aux examens que aux autres actes probatoires, soit pour l'election des professeurs, soit pour l'admission aux degrez.

» XVII. Pourront les etrangers estre admis aux etudes de medecine dans les Facultés de nostre Royaume, même y prendre les degrez, sans observer les interstices dessus marqués, pourvu qu'ils ayent etudié pendant le temps porté par nostre present edit, soit dans les Universités de nostre Royaume, soit dans celles des pays etrangers, dont ils rapporteront des attestations en bonne forme et duement legalisées. Mais

ne pourront les degrez par eux obtenus leur servir dans nostre Royaume; et à cet effet sera fait mention tant du lieu de leur naissance que desdites attestations, dans les lettres de bachelier et de licence qui leur seront accordées.

» XVIII. Aucun de nos sujets ne pourra estre admis à prendre des degrez dans les Facultés de medecine, s'il n'est maistre ès arts de quelqu'une des Universités de nostre Royaume, sans neanmoins que les aspirants auxdits degrez de medecine soient tenus de se faire immatriculer dans la Faculté des arts de l'Université dans laquelle ils obtiendront leurs lettres.

» XIX. Ne pourra pareillement aucun de nos sujets estre admis aux degrez dans une Faculté où la medecine s'enseigne publiquement, s'il n'y a étudié une année au moins.

» XX. Lorsque ceux qui auront commencé leurs etudes dans une Faculté voudront les continuer dans une autre, ils ne pourront y estre reçus, soit qu'ils soient etrangers ou regnicoles, qu'en rapportant des attestations d'etude de la Faculté de nostre Royaume où ils auront etudié, dans lesquelles attestations ladite Faculté marquera expressement s'ils se sont presentés aux examens et actes probatoires, et s'ils ont eté admis ou refusés. Et à cet effet il sera tenu dans toutes les Facultés de medecine un registre exact des admissions et des refus de ceux qui auront subi les examens, ou soutenu des actes probatoires. Voulons que ceux qui auront eté ou refusés absolument, ou remis en un temps plus long pour subir un nouvel examen, ne puissent jamais estre admis aux degrez dans une autre Faculté, que dans celle où ils auront eté refusés ou remis.

» XXI. Deffendons aux professeurs de dispenser qui que ce soit de l'exécution des statuts ou reglements, et de donner des attestations d'etude qui ne soient véritables, à peine contre lesdits professeurs de privation de leurs chaires, et contre ceux qui se serviront de ces sortes de dispense d'estre dechus de leurs degrez : et à l'egard de ceux qui auront obtenu des fausses attestations, nous les déclarons incapables d'estre jamais admis aux degrez; et voulons en outre que leur procès

leur soit fait et parfait, à la requeste de nos procureurs generaux ou de leurs substituts, ensemble à ceux qui auront eu part à la fausseté desdites attestations, suivant la rigueur de nos ordonnances.

» XXII. Les ecoliers desdites Facultés seront tenus d'assister au cours d'anatomie et de pharmacie galenique et chimique, et aux demonstrations des plantes, qui se feront pendant le temps qu'ils sont obligés d'etudier dans lesdites Facultés; et sera fait mention de leur assiduité aux leçons et demonstrations dans les attestations qu'ils retireront des professeurs sous lesquels ils auront etudié.

» XXIII. Les professeurs des Facultés etablies dans les villes où il n'y a point encore de jardin des simples, seront tenus de faire deux fois l'année à leurs ecoliers des demonstrations des plantes usuelles tirées des jardins particuliers, et de les mener herboriser à la campagne, au moins quatre fois par an.

» XXIV. Les Facultés qui manqueront de fonds pour la depense qui est necessaire pour ces sortes de leçons et demonstrations, nous envoyeront dans trois mois après la publication des presentes, les deliberations qu'elles auront prises sur les moyens les plus convenables pour leur procurer les secours dont elles ont besoin à cet egard; le tout dans la forme prescrite par l'article second du present edit.

» XXV. Enjoignons aux magistrats et aux directeurs des hopitaux de faire fournir des cadavres aux professeurs, pour faire les demonstrations d'anatomie, pour enseigner les operations de chirurgie.

» XXVI. Nul ne pourra, sous quelque pretexte que ce soit, exercer la medecine, ni donner aucun remede, même gratuitement, dans les villes et bourgs de nostre Royaume, s'il n'a obtenu le degré de licencié dans quelqu'une des Facultés de medecine qui y sont etablies, conformement à ce qui est porté par nostre present edit, à peine de cinq cens livres d'amende, applicables moitié à nous, et l'autre moitié à la Faculté, ou Aggregation la plus prochaine du lieu où ceux qui ne sont pas graduez auront exercé la medecine.

» XXVII. Voulons que tous religieux, mendians ou non mendians, soient et demeurent compris dans la prohibition portée par l'article

precedent. Et en cas de contravention de la part de ceux qui ne sont pas mendians, voulons que l'amende de cinq cens livres cy dessus prononcée soit payée par le monastère où ils font leur demeure; et à l'egard des mendians, ils seront renfermés pendant un an dans une des maisons de leurs ordres, eloignée de vingt lieues au moins du lieu où ils auront pratiqué la medecine; et en cas qu'ils en sortent pendant ledit temps, au prejudice de nos deffenses, permettons à la Faculté de medecine la plus prochaine de les faire arrester, en obtenant prealablement la permission par ecrit du lieutenant general de police des villes où ladite faculté sera etablie.

» XXVIII. Deffendons très expressement à nos juges et à ceux des seigneurs hauts justiciers, sur peine d'interdiction, de permettre l'exercice de la medecine à d'autres qu'à ceux qui justifieront avoir obtenu le degré de licence, suivant les formes prescrites par nostre present edit. Declarons les permissions qu'ils peuvent avoir données pour le passé, et celles qu'ils pourroient donner à l'avenir, nulles et de nul effet. Revoquons même, en tant que besoin seroit, toutes celles que nous aurions cy devant accordées, lesquelles demeureront nulles de plein droit, du jour de la publication des presentes.

» XXIX. Deffendons aussi, sous les mêmes peines que dessus, à tous ceux qui n'auront pas obtenu les degrez de docteur ou de licencié en la forme cy dessus marquée, de prendre la qualité de docteur ou de licencié dans quelque acte que ce puisse estre, même dans les livres et ecrits qu'ils pourroient donner au public.

» XXX. Ayant egard à la très humble supplication qui nous a été faite par les provinces des Pays bas, et particulièrement par l'Université de Douay, de les maintenir dans leurs anciens usages par rapport à l'exercice de la medecine, nous deffendons très expressement, à peine de cinq cens livres d'amende, à tous docteurs et licenciés des autres Facultés de nostre Royaume, d'exercer la medecine dans nos provinces de Flandre, Artois, Henault, Tournesis et Cambresis, s'ils ne sont graduez en l'Université de Douay; et ceux-ci, à leur tour, ne pourront exercer la medecine dans les autres provinces de nostre Royaume:

sans neamoins que la prohibition portée par le present article contre les docteurs et graduez des autres Universités puisse avoir lieu contre ceux des Facultés de Paris et de Montpellier ; le tout ainsi que ladite Université de Douay nous l'a fait très humblement demander et proposer.

» XXXI. Et d'autant qu'après les grands abus qui se sont glissés dans une partie des Facultés de nostre Royaume, il est difficile d'esperer que les etudes y soient d'abord assez florissantes pour pouvoir retablir avec une entière sureté l'ancien privilege des Universités, et qu'en attendant que le temps nous ait fait voir l'effet de nostre present reglement, il paroît plus convenable de ne laisser exercer la medecine dans chaque Faculté que par les docteurs ou licenciés qui y auront eté reçus, ou qui y auront donné des preuves publiques de leur capacité, nous avons fait par provision, et jusques à ce que autrement par nous en ait eté ordonné, très expresses inhibitions et deffenses à tous medecins, à peine de cinq cens livres d'amende, applicables comme dessus, d'exercer la medecine dans les lieux où il y a un college ou corps de medecine, s'ils ne sont aggregés audit corps ou college en la manière accoutumée.

» XXXII. Ordonnons pareillement par provision que ceux qui auront eté reçus docteurs ou licenciés dans une Faculté, ne pourront estre aggregés à une autre Faculté ou corps de medecine, qu'en soutenant prealablement un acte public de quatre heures au moins sur toutes les parties de la medecine, et en payant la somme de cent cinquante livres pour tous droits. Et neanmoins ceux qui auront exercé la medecine pendant dix ans dans la Faculté en laquelle ils auront eté reçus docteurs ou licenciés, seront aggregés sans estre obligés de soutenir aucun acte public, en payant seulement lesdits droits, et en rapportant des attestations de la Faculté de medecine et des juges royaux des lieux où ils auront exercé : et le temps des dix ans de pratique ne pourra estre compté que du jour de la publication de nostre present edit.

» XXXIII. Voulons que dans les Facultés ou colleges de medecine

dans lesquels on exige de plus grandes epreuves de ceux qui y sont aggregés, il en soit usé comme par le passé.

» XXXIV. Exceptons des deffenses portées par l'article trente-deuxième de nostre present edit nos medecins et ceux de nostre maison royale, ceux des reines, enfans de France et petits enfans, et premier prince de nostre sang, qui sont emploiés dans nos Etats, envoiés en nostre cour des aides. Voulons qu'ils puissent exercer la medecine dans toute l'etendue de nostre Royaume, ainsi qu'ils ont fait par le passé. Et neanmoins à l'avenir il sera fait mention dans leurs provisions de leurs grades duement obtenus dans quelqu'une des Universités de nostre royaume, à peine de nullité desdites provisions.

» XXXV. Dans les lieux où il n'y aura ni Université ni aggregation, la medecine pourra estre exercée par tous docteurs ou licenciés de quelqu'une des Facultés de nostre Royaume, en representant prealablement leurs lettres de degrez au juge de police des lieux où ils voudront s'etablir, et en les faisant registrer au greffe de la juridiction desdits juges; outre laquelle formalité, ceux qui auront obtenu le degré de licencié avant le present edit dans d'autres Facultés que celles de Paris et de Montpellier, seront obligés de faire viser leurs lettres par les professeurs de medecine de l'Université la plus prochaine, et de subir devant eux un examen sur la pratique, pour lequel, ensemble pour le visa desdites lettres, ils payeront seulement la somme de dix livres.

» XXXVI. Ordonnons, ainsi qu'il se pratique dans nostre bonne ville de Paris, que dans toutes les Facultés et colleges de medecine de nostre Royaume, quatre docteurs se trouveront avec le doyen dans tous lieux assemblés precisement à dix heures du matin, le jour marqué dans chaque semaine, pour y assister gratuitement de leurs conseils les pauvres malades qui se présenteront, et qu'ils fassent ecrire leurs avis par les bacheliers, licenciés ou jeunes docteurs qui assisteront à ces visites de pauvres. Et pour ce qui regarde les maladies qui ont besoin d'operation manuelle, lesdits docteurs auront soin de la faire faire en leur presence par un chirurgien capable et expérimenté.

» XXXVII. Et attendu que par l'examen que nous avons fait faire des statuts et usages de la Faculté de medecine de nostre bonne ville de Paris, il a eté reconnu qu'on n'y peut rien ajouter pour le bon ordre et l'utilité publique, nous declarons que nous n'entendons point comprendre ladite Faculté dans nostre present edit, ni rien changer à ses statuts, que nous voulons à l'avenir estre observés selon leur forme et teneur, comme ils ont eté par le passé. Voulons pareillement que les statuts des autres Universités de medecine de nostre Royaume soient exécutés en ce qu'ils ne sont point contraires à nostre present edit.

» XXXVIII. Et sur ce qui nous a eté representé, que plusieurs personnes, sans aucunes lettres de maistrise ni certificats de capacité et de service, se faisoient pourvoir des charges de chirurgiens et apothicaires auprès de nostre personne et dans nostre maison et celle des reines, enfans de France et petits enfans et premier prince de nostre sang, ordonnons que nul ne pourra à l'avenir estre pourvu desdites charges et de toutes celles de pareille qualité, s'il n'est reçu maistre dans quelqu'une des villes de nostre Royaume, ou si, n'etant pas maistre, il ne rapporte des certificats de service pendant dix années dans les hopitaux de nos armées, ou l'hôtel Dieu de Paris ou des autres villes de nostre Royaume, dans lesquelles il y a pareillement un baillage royal, desquels certificats en bonne forme ou lettres de maistrise nous voulons qu'il soit fait mention dans leurs provisions, à peine de nullité, sans préjudice de l'examen qu'ils seront obligés de subir en la manière accoutumée devant nostre premier medecin, ou autre par lui commis.

» Si donnons en mandement, etc. Car tel est nostre plaisir, etc.

» Donné à Marly, au mois de mars, l'an de grace mil sept cent sept, et de nostre regne le soixante quatrième. — Signé *Louis*. Et plus bas : Par le Roi. *Phelypeaux*. Registré et collationné [1]. »

Cet édit de Louis XIV devint désormais la charte de notre Ecole de medecine; et ce fut en même temps son dernier statut organique,

[1] Arch. départ. de l'Hérault, fonds Pouget, Recueil la, 225, document N° 1.

puisqu'il eut force de loi jusqu'à la fin de son existence : constitution essentiellement laïque, où l'autorité royale se substitue, au moyen d'une nouvelle couche de sécularisation, à l'autorité ecclésiastique. Non que l'évêque de Montpellier n'y ait rien gardé de ses anciens droits ; car on continue de le voir en scène pour la collation des grades et la conservation des privilèges universitaires ; mais le régime de notre École revêt, à partir de là, un caractère moins personnel et, sans perdre complètement sa vieille originalité, tend à se façonner de plus en plus à la pratique générale des autres écoles.

Le prestige scolaire de Montpellier demeurait néanmoins encore intact. Lorsque le gouvernement de Louis XV conçut, en 1727, l'idée de créer des bourses pour l'étude de la médecine, de la chirurgie et de la pharmacie, dans l'intérêt du service des hôpitaux militaires, il en affecta quatre à notre École. La lettre qu'écrivit alors le ministre de la guerre, Leblanc, au chancelier François Chicoyneau, va nous renseigner sur l'ensemble de cette fondation, en nous fournissant les détails nécessaires pour en bien apprécier la nature.

« Vous choisirés, — lui dit-il, — conjointement avec les professeurs assemblés à cet effet, quatre jeunes gens, qui auront, de l'esprit, des talents, et de la dextérité dans les mains, pour être instruits en la manière ordinaire dans toutes les parties de la medecine par les leçons qu'ils prendront aux Écoles. — Ils s'appliqueront particulièrement à l'anatomie, à la connoissance des drogues et des plantes, à la pharmacie, à l'etude de la chirurgie et des operations chirurgicales, et à l'histoire des tumeurs, ulcères et playes, le tout suivant les avis des chancelier et professeurs, qui auront soin de regler leurs etudes par rapport au temps des trois années auquel Sa Majesté les a fixées. — Ces elèves seront tenus de se presenter de quatre en quatre mois devant lesdits chancelier et professeurs, pour subir l'examen sur les matières qui leur auroient été departies, et dans le cas où ils auroient negligé leur etude, et ne donneroient pas d'esperance de plus grande application, ils seront rayés du nombre des elèves, et lesdits chancelier et professeurs leur en substitueront d'autres. — On prendra surtout grand soin qu'ils assistent à toutes les operations et traitements de chirurgie

qui se fairont aux hopitaux de la ville, et ils ne pourront être receus au grade de medecine, qu'en rapportant des attestations des medecins et chirurgiens des hopitaux, comme ils auront exactement assisté auxdites operations. — On les obligera chacun, avant leur reception au doctorat, de faire dans le lieu des cours ordinaires la dissection d'une partie du corps, de faire deux operations de chirurgie figurativement sur un phantosme, et de faire à chaque operation tous les bandages necessaires à chacune. — Pour favoriser leur etude en anatomie, on donnera les ordres necessaires aux administrateurs des hopitaux de la ville, pour leur faire delivrer des cadavres, qu'ils dissequeront dans une chambre de l'hopital qui y sera destinée, sans qu'ils puissent en emporter aucune partie. — Ces elèves s'engageront de servir le Roy, après avoir rempli le temps de leurs etudes, tant dans les hopitaux des places que dans les armées, l'espace de dix ans, pendant lesquels ils recevront la paye que Sa Majesté a coutume d'y donner; et à la fin desdites dix années, Sa Majesté leur faira expedier les permissions necessaires pour s'etablir où ils jugeront à propos. — Les autres ecoliers qui ne seront pas du nombre des elèves pourront s'occuper des mêmes etudes; et lorsque les chancelier et professeurs les auront trouvés egalement capables, ils m'enverront des memoires de leurs noms et de leur pays, pour les employer par preference dans les places qui se trouveront vacantes dans lesdits hopitaux, ou à la suite des regiments. — S'il etoit possible de faire prendre à ces elèves quelque teinture de geometrie et de dessin, cette precaution leur seroit très utile dans une infinité d'occasions. — Vous trouverés ci joint l'etat de la depense que le Roy veut bien faire pour mettre cet établissement en règle[1], et l'ordonnance que j'ai expediée pour les

[1] « Pour la subsistance des quatre elèves, par an 300 livres. — Pour leur habillement, 100 livres. — Pour les menus entretiens, 100 livres. — Pour leur maître d'anatomie, operations de chirurgie et bandages, 100 livres. — Pour les livres et instruments, par an 50 livres. Total 650 livres. Pour les quatre, 2600 livres par an. Pour les trois années, 7800 livres. Plus pour la reception au doctorat, à raison de 300 livres chacun, 1200 livres. En tout, 9000 livres ». (*Arrêts et déclarations*, etc., fol. 104 v°. — Cf. *Lib. congreg.*, 1725-1735, page 68, et *Cérémonial de l'Université de médecine*, page 57.)

six premiers mois de la présente année. — Je vous prie de m'informer exactement des commencements et des suites de cet arrangement. »

Notre École fit immédiatement honneur à cette lettre du Ministre de la guerre, du 29 avril 1727, en procédant, au moyen d'une sorte de concours, à la nomination des quatre élèves appelés à bénéficier des bourses royales ainsi instituées [1].

Désire-t-on se rendre exactement compte de la manière dont se régissait notre École de médecine, à la suite des divers changements introduits, soit par l'autorité royale, soit par les professeurs eux-mêmes, dans sa constitution? Une délibération du 8 septembre 1732, couchée sur ses registres, le précisera. Je la transcris textuellement :

« 1° Lorsqu'un etudiant se presentera au professeur qui devra recevoir les matricules, pour se faire inscrire dans le Registre, après que ledit professeur aura examiné les certifficats d'etude de deux ans de philosophie faite dans un college royal, ledit professeur interrogera le presenté sur toute la physique; et s'il le juge capable d'être immatriculé, il luy donnera un billet, que ledit etudiant portera au professeur qui tiendra le registre desdites matricules, où l'etudiant s'inscrira de sa main, inserera ses certifficats, et declarera qu'il a les originaux en son pouvoir.

» 2° Les etudians seront tenus de prendre, de trois en trois mois, leurs inscriptions, conformement à l'edit de 1707, et s'ils laissent passer le temps de prendre leurs inscriptions, les trimestres ausquels ils ne seront pas inscrits ne leur seront pas tenus en compte.

» 3° Les etudiants qui auront pris la dixième inscription, et qui se presenteront au degré de baccalaureat, iront trouver le professeur qui sera de tour, luy demanderont la question sur laquelle ledit professeur leur ordonnera de composer la thèse, qu'ils porteront ensuite à leur parrain pour l'examiner, lequel y ajoutera ou retranchera ce qu'il

[1] Le *Liber congregationum*, les appelle Nicolas Fournier et André Bazalget de Montpellier, Jean Farbos de Saverdun, et Louis Davisard de Joyeuse, dans le procès-verbal de leur nomination, du 30 mai 1727, et dans un autre procès-verbal du 22 juillet subséquent marque qu'on leur donna pour professeur particulier Jean Soullier, maître chirurgien et démonstrateur royal de l'Université de médecine.

trouvera à propos : et ensuite ledit professeur examinera très exactement sur ladite thèse et sur tout ce qu'il trouvera à propos, pour voir si le presenté est en etat de soutenir cet acte avec honneur.

» 4° Après que les etudians auront eté admis au grade de baccalaureat, ils seront tenus d'aller prendre la matière de leurs cours chés M. le doyen, qui leur indiquera trois parties du corps humain, sur lesquelles ils fairont trois demonstrations anatomiques dans l'amphitheâtre, une chaque mois, dans l'intervalle de trois mois qu'il y a du baccalaureat aux examens *per intentionem;* et chacune desdites demonstrations se faira en presence de deux professeurs, à tour de rolle.

» 5° Les trois mois des cours étant échus, après avoir justifié desdites leçons, l'etudiant se presentera à la première assemblée, pour demander d'être admis à faire ses examens : ce qui luy ayant eté accordé, il prendra la première question chés le professeur qui sera de tour, sur laquelle il composera une thèse, qu'il sera obligé de soutenir dans les vingt quatre heures; et cet examen durera pour le moins une heure.

» 6° Les quatre examens *per intentionem* etant finis, il se presentera après huit jours aux triduanes, et après autres huit jours il se presentera pour son point rigoureux, et ira chés M. le chancelier à huit heures du matin, qui luy donnera la maladie qui luy tombera au sort. Ensuite il ira chés M. le doyen, et piquera dans un livre des Aphorismes d'Hippocrate, ecrira l'aphorisme que le sort luy aura pareillement donné; et le lendemain, à huit heures precises du matin, il commencera son examen qui durera jusqu'à midy : ensuite duquel examen les professeurs s'assembleront dans le conclave de l'Université, pour opiner par scrutin sur la capacité ou incapacité du presenté; et s'il est jugé capable, on luy accordera la licence. Mais il ne pourra être admis à prendre ce degré, s'il n'a des trois parts des professeurs deux qui le jugent capables de prendre la licence.

» 7° Ayant été admis à prendre la licence, il ira chés M. l'eveque, ou chés M. son grand vicaire, qui luy assignera le jour qu'il voudra luy conferer ce degré, à l'heure et en la manière accoutumée.

» 8° M^rs^ les professeurs s'assembleront, au jour assigné par M. le

chancelier ou par M. le doyen, dans l'Université, où etant assemblés, chacun desdits professeurs choisira, selon son ancienneté dans l'Ecole, le pensum qu'il trouvera à propos, sur lequel il composera un traité, qu'il dictera aux etudians; et ledit pensum sera le même pendant l'espace de six années consecutives; après lequel temps le professeur dictera la physiologie et pathologie, à tour de rolle, et ensuite reviendra en son premier traité, ou en prendra un nouveau, selon qu'il sera convenu entre tous Mrs les professeurs.

» 9° Les leçons commenceront après la Saint Luc et continueront jusques à Pasques; et les professeurs qui auront pour traité la physiologie ou pathologie seront obligés de continuer leurs leçons jusqu'à la Saint Jean.

» 10° Chaque leçon durera pour le moins une heure; et le professeur dictera demy heure, et expliquera l'autre demy heure.

» 11° S'il arrive que quelque professeur n'aye pas commencé ses leçons avant la feste de Tous les Saints, il ne participera pas au partage de la bource, qui se faira, comme il est de coutume, à Pasques, ou plus tôt s'il s'en fait, hors le cas de maladie, ou autre empechement legitime.

» 12° Chaque professeur, au sortir de sa leçon, sera tenu de mettre son nom dans le registre que le bedeau tiendra, et qui sera exhibé tous les *prima mensis* aux professeurs assemblés.

» 13° Et afin que le bedeau s'acquitte exactement de ce devoir, et qu'il n'aye aucune complaisance pour personne, il prêtera serment entre les mains desdits sieurs chancelier et doyen, qu'il executera sans distinction ce dessus ; et au cas ledit bedeau vint à y manquer, nonobstant le serment qu'il aura prêté, il sera depossedé de son employ; et Mrs les professeurs luy substitueront telle autre personne qu'ils jugeront à propos.

» 14° Les professeurs qui manqueront à faire leurs leçons payeront pour chaque leçon qu'ils auront obmis la somme de trois livres, laquelle somme leur sera retenue au premier partage qui se faira; et ladite somme sera partagée entre les autres professeurs, hors le cas d'absence necessaire, ou autre empechement legitime : et dans ce cas,

pourveu que le professeur ait fait quarante leçons à la Saint Jean, il sera dechargé des piqueures.

» 15° Les jours de baccalaureat, de doctorat, et les mercredis de la semaine, on ne sera pas obligé de faire des leçons; mais seront tenus lesdits professeurs d'assister ausdits actes, sans qu'ils puissent s'en dispenser, sous quelque pretexte que ce soit, hors le cas de maladie ou autre, approuvés par toute la Faculté; et s'ils y manquent, ils seront privés de leurs presences, suivant la coutume, et la retribution sera partagée entre les autres professeurs.

» 16° L'acte du baccalaureat commencera pour le plus tard à huit heures du matin, et durera jusqu'à midy. Et si après que la seance aura commencé quelqu'un des professeurs arrive, il ne sera pas tenu pour present, et sa retribution sera partagée entre les autres messieurs; comme aussy, s'il ne se trouve pas à la fin de l'acte, lorsqu'on opine sur la doctrine du presenté. Et si quelqu'un se fait excuser comme malade, et qu'il sorte pourtant ce jour-là, il luy sera retenu au triple sur la bource commune.

» 17° L'acte du point rigoureux commencera à neuf heures precises du matin, et durera pour le moins jusqu'à midy. Et il sera observé la même chose qu'en l'article cy dessus à l'egard des professeurs qui ne seront pas presents au commencement et à la fin de l'acte.

» 18° Nul ne pourra parmy les professeurs ceder son tour pour les actes majeurs, sçavoir celuy du baccalaureat et du doctorat, où il y a une retribution considerable, à celuy qui vient après luy, hors de quelque empechement legitime, comme maladie ou autre cause approuvée par toute la Faculté; auquel cas un seul opposant suffira. Et même en cas de cause legitime, il ne pourra reprendre son tour de presidence qu'après que le dernier professeur aura fini le tour, comme il a eté observé pendant longtemps.

» 19° Pour engager M^rs^ les professeurs à être plus exacts aux actes particuliers de l'Ecole, comme aux cours, aux examens dits *per intentionem*, et aux triduanes, il sera attaché à chacun acte une retribution manuelle, sçavoir pour les cours vingt sols, pour les examens et pour chaque triduane aussy vingt sols; pour lesquels actes

le tout s'observera religieusement, à la même forme et avec la même rigueur que dans l'article precedent.

» 20° Et afin que les actes dont les heures sont fixes et invariables ne puissent être derangés à l'avenir , il a eté statué que le baccalaureat se faira à huit heures du matin, le point rigoureux à neuf heures, les triduanes, sçavoir celle du matin à huit heures, et celle du soir à deux, et le doctorat à dix heures du matin, sans que pour quelque cause ou sous quelque pretexte que ce puisse être, cet ordre puisse être changé, que du consentement de toute la Faculté.

» Le huitième septembre mil sept cens trente deux, etant assemblés dans le conclave de l'Université Mrs les chancelier, doyen et professeurs, après avoir examiné avec beaucoup d'attention les reglemens concertés par lesdits Messieurs pour maintenir une exacte discipline, tant par rapport de Mrs les professeurs, que pour rendre les etudians plus assidus aux actes et aux leçons de l'Ecole, il a été convenu unanimement de recevoir lesdits statuts et reglemens, contenant les vingt articles cy dessus enoncés, auxquels tant lesdits professeurs qu'etudians seront obligés de se conformer à l'avenir, à moins que dans les suites on ne trouvât à propos d'y ajouter ou retrancher pour l'avantage de ladite Université ou des etudians, lesquels changemens ne pourront se faire que du consentement unanime de tout le corps.

» Deliberé ledit jour et an que dessus, dans le conclave de l'Universite [1] . »

Annexons à ce règlement le programme prescrit pour la réception des médecins-chirurgiens, afin de pouvoir mieux encore juger l'ensemble de cet organisme universitaire.

« *Ordre que doivent observer les etudiants en medecine qui veulent être reçus medecins chirurgiens, tant pour le temps auquel ils doivent faire leurs actes, que pour les matières qu'ils doivent soutenir auxdits actes.*

» Au baccalaureat, une thèse en positions sur la phisiologie et patologie, en presance de tous les professeurs dans la sale des actes.

[1] *Délib.*, 1726-1760, pages 51-58.

» Aux cours, deux demonstrations d'anatomie sur deux differentes parties du corps humain, données par Mr le doyen ; chaque demonstration en presance de deux professeurs de tour, dans l'amphitheâtre.

» Quatre examens *per intentionem.* — Au premier l'higieine en positions, en presance de deux professeurs de tour, dans la sale des actes. — Au second, la therapeutique en positions, avec la manière d'operer des remedes internes, en presance de deux professeurs de tour, dans la mesme sale. — Au troisième et quatrième examen, une demonstration et operation de chirurgie à chacun. A chacune desdites demonstrations et operations ils expliqueront les raisons et la manière de l'operation, et porteront les bandages et instruments necessaires dans l'amphitheâtre, en presance de deux professeurs de tour, qui donneront matière pour la demonstration et operation.

» Trois triduanes. — A la première, une thèse en positions, sur les tumeurs, en presance de deux professeurs de tour, dans la sale. — A la seconde, une thèse en positions, sur les playes et ulcères, deux professeurs de tour presants dans la sale. — A la troisième ils fairont une demonstration de medicaments de chirurgie determinés par les deux professeurs de tour presents, et donneront raison de la faculté desdits medicaments dans l'amphitheâtre.

» Le point rigoureux se fera à la manière ordinaire, en presance de tous les professeurs, dans la sale.

» A la licence, comme à l'ordinaire.

» Le doctorat se fera comme on a accoutumé de le faire.

» Pour tout ce dessus, ils seront obligés de prendre, de trois en trois mois, une inscription regulièrement, jusques au nombre de douze.

» Le baccalaureat se fera d'abord après la dixième inscription prise.

» Du baccalaureat aux examens *per intentionem*, trois mois. Dans cet intervalle ils feront les deux demonstrations cy dessus enoncées pour les cours.

» Les trois mois finis, ils feront les quatre examens *per intentionem*, à trois jours d'intervalle pour le moins l'un de l'autre.

» Huit jours après, aux triduanes.

» Huit jours après, au point rigoureux.

» La licence, au temps accoutumé.

» Le doctorat, après la douzième inscription prise.

» Chicoyneau, *chancellier*. — Deidier. — Magnol. — Haguenot. — Lazerme. — Fitzgerald. — Chicoyneau [1]. »

Les études, malgré tout cela, ne se fortifiaient guère parmi la jeunesse : témoin cette délibération du 24 avril 1760.

« Le vingt et quatrième jour d'avril mil sept cent soixante, assemblés dans le conclave de l'Université de medecine de Montpellier Mrs les chancelier, doyen et professeurs, M. Imbert chancelier a dit qu'on observoit depuis longtemps un relachement considerable parmy les etudiants, que ce relachement se manifestoit d'une manière non equivoque et peu honorable pour l'Université dans les actes du baccalaureat, où l'on avoit souvent la douleur de voir des candidats qui étoient hors d'etat non seulement de repondre aux arguments, mais mesme de les repeter. M. Imbert chancelier a ajouté que pour reformer cet abus, et pour piquer les etudiants d'emulation, il conviendroit de mettre quelque difference dans la formule de reception des bons, des mauvais et des mediocres sujets au grade de bachelier, et qu'il prioit l'Université de déliberer là dessus.

» Sur quoy les voix courues, il a été unanimement deliberé qu'à l'avenir M. le chancelier, ou celluy des professeurs qui à sa place donnera le grade de bachelier, s'exprimera de la sorte, lorsque le sujet aura eté jugé bon : *Viri patres, probatisne maxime mores et doctrinam nostri præsentati?* — qu'on se servira de la formule ordinaire : *Viri patres, probatisne mores et doctrinam nostri præsentati?* lorsque le sujet aura eté jugé médiocre; — enfin que pour les sujets mauvais on employera la formule qui suit : *Viri patres, probatisne mores et doctrinam nostri præsentati, sub spe futuri studii?* Lesquelles differences dans les formules auront lieu aussy, lorsque M. le chancelier prononcera au candidat sa reception, tant dans le conclave que dans la salle des actes, après la prestation de serment.

[1] *Délib.*, 1726-1760, pages 15-17. — Document sans date précise ; il figure entre un acte du 14 janvier 1728 et un autre acte du 4 août 1728.

» Après quoy on a deliberé que, malgré l'usage où l'on etoit de refuser très rarement les bacheliers, on sera à cet égard plus rigide à l'avenir, et que, pour que les etudiants n'en ignorent, la presente deliberation sera lue en public dans la salle, au premier acte majeur.

» Imbert, *chancelier et juge.* — Haguenot, *doyen.* — Fizes. — De Sauvages. — De Lamure. — Le Roy [1]. »

De l'aveu de nos professeurs donc, on pourrait sans témérité mettre en doute le progrès des études dans notre École de Médecine.

Mais ce côté faible ne se dévoilait qu'à huis clos, et on essayait de donner le change au public, et au gouvernement lui-même, par de pompeuses démonstrations, propres à ne laisser voir que la partie brillante de la vérité. Tel est le sens de l'inscription *Ludoviceum medicum Monspeliense,* dont Louis XV autorisa la pose au frontispice de notre École, et de celle qu'on grava au piédestal de son buste, qu'il lui fit envoyer de Versailles, par manière de royale gracieuseté.

Voici, à ce propos, une lettre caractéristique, adressée, le 8 décembre 1760, par le comte de Saint-Florentin à notre chancelier Imbert. On y verra avec quelle majestueuse déférence le pouvoir royal traitait encore à ce moment nos héritiers des traditions hippocratiques.

« Le Roy, Monsieur, toujours attentif au progrès des sciences, et surtout de celles qui tendent à la conservation de ses peuples, est informé des soins que prend l'Université de medecine de Montpellier pour soutenir son ancienne splendeur, et rendre ses Ecoles de plus en plus florissantes. Sa Majesté sait avec quel zèle et quel desinteressement les professeurs de cette Université s'attachent à former les sujets qui viennent de toutes parts recevoir leurs instructions, et à leur communiquer des connoissances qu'ils n'ont eux mêmes acquises que par l'etude la plus reflechie et par une longue experience. Sa Majesté desirant faire connoitre par un temoignage public et par une espèce d'adoption la protection singulière dont elle honore cet etablissement,

[1] *Délib.*, 1754-1768, page 22. — Une quatrième formule fut adoptée, le 28 février 1761, en faveur des sujets au-dessus des médiocres : *Viri patres, probatisne multum mores et doctrinam nostri præsentati?* (*Ibid.*, page 32.)

elle m'a chargé de vous marquer qu'elle approuve que l'on mette au dessus de la principale porte de ses Ecoles une inscription conçue en ces termes *Ludoviceum medicum Monspeliense.* Sa Majesté ne borne pas là ses bontés ; et voulant, pour ainsi dire, animer par sa presence les travaux de tous les membres de l'Université, et lui accorder le gage le plus sensible de son affection, elle a donné ses ordres pour faire poser son buste dans la salle des actes, et elle a agreé l'inscription que je vous envoye pour être gravée sur le piédestal. Je ne doute pas que l'Université ne reçoive avec la plus vive et la plus respectueuse reconnoissance des marques aussi distinguées de l'estime et de la bienveillance de Sa Majesté, et qu'elle ne redouble ses efforts pour montrer qu'elle en est digne.

» Je suis, Monsieur, votre très humble serviteur,

» St-Florentin. »

Inscription à mettre au bas du buste du Roy.

IN PERPETUAM REI MEMORIAM
LUDOVICUS XV, GALLIÆ ET NAVARRÆ
REX,
PROPRIAM EFFIGIEM
IN UNIVERSITATE MEDICA MONSPELIENSI
PONI JUSSIT :
ISTOQUE REGALI MUNERE
HAS SACRAS MEDICINÆ SEDES
INSIGNIRI VOLUIT,

CANCELLARIO JOANNE FRANCISCO IMBERT ; PROFESSORIBUS REGIIS HENRICO HAGUENOT DECANO, ANTONIO FIZES, FRANCISCO DE SAUVAGES, FRANCISCO DE LAMURE, GABRIELE FRANCISCO VENEL, ET CAROLO LE ROY.

ANNO DOMINI 1760 [1].

[1] *Arch. départ. de l'Hérault,* série C, liasse 530.

Si toutefois l'obséquiosité de nos professeurs s'affichait en raison inverse des efforts de leurs élèves, l'esprit frondeur et libertin semblerait avoir voulu faire avec elle contre-partie. La Faculté condamne au feu, le 28 mars 1775, une thèse *De periculis masturbationis,* « comme » contenant des propositions indecentes. » Elle en brûle une autre, le 27 juillet 1779, où la croyance à la résurrection des morts paraissait contestée; et le 7 mars 1783 elle en arrête une troisième, renfermant « une épître dédicatoire peu décente, aussi bien que plusieurs notes » en françois, mises au bas des pages, et une proposition, qui, susceptible d'un sens peu orthodoxe, méritoit la juste répréhension de » l'Université. » Une quatrième thèse est annulée, le 9 novembre 1786, comme « contraire aux bonnes mœurs; » puis une cinquième, le 9 novembre 1787, « comme injurieuse à l'égard des chirurgiens de » Béziers [1]. »

Une très grave modification, — et ce fut la dernière, — se produisit en 1790, par suite de la suppression de l'évêché de Montpellier, ce qui mit le comble à la sécularisation de notre enseignement médical. L'évêque fut remplacé dans ses fonctions universitaires par le doyen, dont l'autorité devint prédominante, quant à la collation des grades [2].

Mais à quoi bon parler de sécularisation, lorsque l'École elle-même allait s'éteindre? Sa dernière *congrégation per fidem* eut lieu le 3 avril 1793, et son dernier procès-verbal de collation de grade porte la date du 28 nivôse, an III de la République Française (17 janvier 1795).

[1] *Délib.* 1768-1794, pages 18, 55, 83, 85 et 86.

[2] *Decretum Universitatis, die 21 octobris anni 1790. — Statuta disciplina, quæ in præsenti anno scholastico habebitur pro dispositione studiorum, nunc novus ordo rerum a nobis expostulat, ut incunctanter provideamus regimini Universitatis circa collationem gradus licenciatus, quo jure fruebatur D. episcopus. Itaque decernimus et decretum statuimus, quod jura et officia ad episcopum Monspeliensem olim pertinentia nunc et in posterum exerceantur per D. decanum, vel per antiquiorem intra professores, absente decano, ita ut in conclavi Universitatis gradus licenciatus conferatur illis quos capaces et idoneos repererit Universitas debite congregata.....* René, *decanus.* Goüan. Broussonet. Vigarous. Brun. Fouquet. (*Lib. congreg.,* 1788-1795, fol. 20.)

L'Université de médecine de Montpellier, réduite à disparaître, de par la loi du 12 août 1792, n'appartenait plus dès lors qu'à l'histoire.

On ne doit pas s'attendre à voir dans cette troisième période l'enseignement se modifier à fond. Une École rivée, comme la nôtre, à la pratique des vieux usages, n'aurait pu se transformer tout d'un coup. Les thèmes d'explication ne cessèrent pas d'y être les ouvrages des interprètes accrédités de la médecine grecque, Galien et Hippocrate. Mais on commença à en moins circonscrire les développements.

Les élèves s'y prêtaient; car par l'organe de leur quatre conseillers ils continuaient toujours à représenter au sein de la studieuse corporation le primordial état de choses. Ils venaient périodiquement attester devant la vénérable assemblée universitaire l'exactitude des professeurs à s'acquitter de leurs leçons, et exprimer leurs désirs sur l'enseignement qu'ils préféraient se voir donner.

A partir de l'année scolaire 1601 commencent à figurer sur les programmes de cours les désignations générales de *Physiologie* et de *Pathologie*, sans indication rigoureusement précise d'auteurs à commenter, ce qui laissait au professeur plus de latitude et plus d'initiative[1]. — En 1604, le cours d'anatomie de Richer De Belleval est, à son tour, simplement intitulé *Historia corporis humani*[2]. Puis, en 1605, le même professeur, tout en expliquant Dioscoride, se met à faire, sur la demande des étudiants, une démonstration des plantes au Jardin royal, de quatre à cinq heures, pendant tout le mois d'avril et tout le mois de mai[3]. — L'enseignement de la botanique est bientôt après, étendu jusqu'au semestre d'hiver[4]; et grâce au bon vouloir de Laurent Cathelan, les jeunes gens peuvent se familiariser, par la vue et le maniement, avec les plantes médicinales et les remèdes pharmaceutiques[5].

[1] *Lib. congregat.*, 1598-1604, fol. 45, v°.

[2] *Ibid.*, fol. 94.

[3] *Ibid.*, fol. 104, v°.

[4] *Ibid.*, fol. 127, v°.

[5] *Ibid.*, fol. 104, v°.

Mais comme on persistait en même temps à avoir à cœur de se dire Galéniste et Hippocratiste! Une délibération du 27 janvier 1614 met au ban de l'École les thèses de Jean Fabre, un des futurs médecins de Louis XV, entachées, — dit-on, — de paracelsisme et d'empirisme, en lui imposant l'obligation expresse d'avoir à se renfermer dans la doctrine de Galien et d'Hippocrate[1]. Jean Fabre refit ses thèses, et reçut, cette seconde fois, le grade qu'il ambitionnait[2]. Mais la leçon n'en était pas moins donnée à l'ensemble des étudiants[3].

[1] *Lib. congreg.*. 1598-1624, fol. 248.

[2] *Ibid.*, fol. 249.

[3] Sur le caractère de l'enseignement à Montpellier, voici un curieux passage d'Etienne Strobelberger, dans ses *Laureationum Monspeliensium vindiciæ,* p. 17 : « Nullus annus Montipessulano delabitur quo professores singuli promissas lectiones, quas consilarii pro studiosorum emolumento cum maxima deliberatione ipsis assignare solent, non absolvere tenentur, pro cujus fideli ant negligenti merito cum consilarii, tum studiosi in curia præsidiali juramentum facere coguntur. Ubi, quæso, hiemis tempore, plura dissecantur corpora anatomice quam hic ? Præterea male perire septimanam arbitrantur in qua consiliorum medicinalium inibi non celebretur aliqua solennitas ; imo et omne tempus periisse existimant quod studiis aut manuductioni ad praxim non impenditur. Quis dies, ubi campanæ sonitus studiosam cohortem ad publicas disquisitiones non convocet ? Quæ ejusdem diei hora, in qua studiosi a professoribus non deducantur nunc ad praxim apud ægros, tam in urbe et palatiis quam nosocomiis decumbentes, ubi modus visitandi et interrogandi ægros, quin et inspectionis urinæ et explorationis pulsuum occasio se offert commodissima ? Nunc ad operationes quasdam insignes, velut paracenteses, lithotomias, trepanationes, et id generis apud chirurgos exercitatissimos, nunc ad universæ materiæ medicæ, tam exoticæ quam indigenæ, perfectissimam demonstrationem, aut nobilissimarum confectionum theriaces, mithridatii, alchermes, de hyacintho, etc., dispensationem, qua privatim, qua publice, apud pharmacopœos doctissimos ; .... nunc vel ad hortum medicum in toto orbe celeberrimum, vel in circuitus Monspelienses, qui nihil aliud sunt quam horti amœnissimi, ubi passim tot loca delectantia, agri, vineæ, oliveta, rorismarineta, rura, sylvulæ, montes, colles, rivi, amnes, mare, stagna ; et hæc omnia plantis et floribus aquaticis, pratensibus, maritimis, montanis, nemorosis et arvensibus copiose referta et luxuriantia. Quin vel ipsi chirurgiæ et pharmaciæ socii suos habent prælectores ac præsides, a quibus vulgari sermone, juxta Hippocratis et Galeni doctrinam in publicis lectionibus erudiuntur, ac par varias artis suœ encheirises publicasque disputationes, exercentur. »

En 1679, Arnaud Fonsorbe met en honneur l'enseignement de la chimie, dont il devint le premier professeur titulaire.

L'enseignement, sans délaisser l'explication des textes, revêt donc un caractère plus général et plus pratique. Sa maxime devient celle-ci : Fidélité aux traditions, mais sans rien sacrifier des moyens de perfectionnement suscités par les progrès de la science. Je l'ai bien des fois prouvé dans ma récente monographie sur nos anciennes thèses médicales, soit de grades, soit surtout de concours.

Constatons aussi des essais de clinique en 1763, plus fréquents et plus approfondis que ceux auxquels on avait assisté précédemment. — « Qu'il soit loisible aux étudiants, — lit-on dans une délibération du 6 février de cette année-là[1] « de faire venir à l'Université, un jour » de chaque semaine, des pauvres malades, que M. de Sauvages, ou » un autre professeur à sa place, consultera devant lesdits étudiants, » aux fins de leur apprendre à consulter, et à connoître les maladies. » En sus les etudiants seront exhortés à poursuivre en cour la » permission d'avoir à l'hôpital Saint-Éloi une petite salle, contenant » quelques pauvres malades, qu'un professeur puisse visiter et soigner, » pour l'instruction des étudiants qui assisteront à ces visites. »

J'ai prouvé surabondamment la perpétuité de l'enseignement de la médecine grecque à Montpellier, soit par l'intermédiaire des médecins arabes, soit par la pratique directe des ouvrages des médecins grecs eux-mêmes.

Il est dès lors facile de s'expliquer l'inscription qui se lit encore actuellement dans la salle des Actes de notre Faculté de Médecine, précédemment dénommée « Sanctuaire d'Hippocrate » *Hippocrati sacrum*, au-dessous du buste en bronze antique du Patriarche de la médecine grecque: *Olim Cous, nunc Monspeliensis Hippocrates.*

Notre École avait, en effet, par un culte dix fois séculaire, rendu presque montpelliérain l'illustre archiatre de Cos.

[1] Délibération du 6 Février 1763 (*Délibérations de 1751 à 1768*, p. 49).

IV

ARTS.

Je ne reproduirai pas ici tout ce que j'ai publié en 1871 concernant la restauration de l'enseignement littéraire à Montpellier à la suite des troubles religieux du XVI^me^ siècle.

J'ai alors établi, d'après le programme que Casaubon transmettait de ses leçons à certains de ses amis, que notre École des Arts, telle qu'il la restaura, était une école mixte, où l'enseignement secondaire se mariait à l'enseignement supérieur.

Je dois toutefois rappeler, comme complément de ma synthèse universitaire, les principales phases de cette Renaissance à jamais célèbre.

L'initiative de la rénovation scolaire dont je parle émana des Protestants. Il était juste qu'après avoir détruit ils réédifiassent. Ils ne le firent pas uniquement à leurs frais : les catholiques s'associèrent à l'œuvre, et la part qu'ils y prirent fait l'éloge de leur tolérance religieuse. Des hommes moins accommodants ne se seraient pas ralliés comme eux à l'idée de confier la réorganisation de nos écoles littéraires au fils d'un pasteur Dauphinois, alors professeur à Genève.

Tout le monde connaît Isaac Casaubon. Casaubon, né à Genève en 1559, se trouvait, lorsque les habitants de Montpellier l'attirèrent parmi eux, en 1596, dans la vigueur de l'âge et du talent. Il joignait à une merveilleuse habitude du grec et du latin, une rare pratique du droit, de la théologie et des langues orientales. Gendre de Henri Estienne, il puisa auprès de cette docte famille, comme une sorte d'héritage domestique, une étonnante aptitude à conférer entre eux les manuscrits des anciens auteurs, pour en ressaisir la leçon originale. Personne n'excella plus que lui dans l'art de commenter les textes antiques; et on a pu sans flatterie l'appeler le Phénix des érudits.

Isaac Casaubon était donc particulièrement apte à relever à Montpellier les études littéraires.

Les circonstances s'annonçaient favorables. Henri IV, après avoir pourvu aux premières nécessités de l'enseignement du droit et de la médecine parmi nous, venait de prescrire, le 9 juillet 1596, le retour à celui des arts libéraux, des lettres humaines, et des langues grecque et latine, dans le collège qui « jadis soulloit estre en ladicte ville. » Une partie de l'impôt sur le sel devait servir à réparer le bâtiment et à rétribuer les professeurs [1].

Henri IV n'ignorait pas qu'il n'y a pour une société de véritable rénovation qu'avec une bonne éducation littéraire. Il comprenait qu'à Montpellier spécialement on n'arriverait à une complète résurrection qu'en éclairant et en humanisant les esprits. Aucun chef d'empire n'a peut être jamais eu plus de foi dans la force fécondante des lettres, dans leur salutaire influence sur le développement et l'avenir d'un peuple.

Henry IV rencontrait là, du reste, un terrain convenablement préparé. Nos calvinistes avaient, dès 1579, essayé de réveiller parmi la population de Montpellier le goût des études. Ils avaient même, en voulant faire payer par la caisse municipale les régents du Collège qu'ils songaient à rétablir, résolu du premier coup le problème de l'instruction gratuite ; car ils suivaient d'un œil jaloux les succès des Jésuites en matière d'éducation.

Rien de précis dans nos archives sur le résultat de cet essai. Je croirais volontiers qu'il n'aura pas répondu à l'attente de ses auteurs ; car j'apprends par la correspondance d'Isaac Casaubon que des ouvertures pour l'amener à Montpellier lui furent faites dès l'année 1594, avant même qu'on pût compter sur l'appui de Henri IV [2].

Casaubon, un peu inconstant par nature, commençait à se lasser du séjour de Genève. Le gouvernement de cette république, obéré, endetté, lui marchandait, avec la juste rémunération de son enseigne-

[1] Voir au Cartulaire ci-joint le texte de cette lettre d'Henri IV (9 juillet 1596.)

[2] Monographie citée, p. 8.

ment, les moyens de faire vivre sa famille. Il écouta donc les propositions que lui adressèrent, pour l'avoir auprès d'eux, les habitants de Montpellier.

Mais la ville de Montpellier, épuisée par plus de trente ans de luttes intérieures, qui, en détruisant son commerce et son industrie, avaient ruiné ses finances, ne se trouvait pas alors plus prospère que celle de Genève. Elle crut faire beaucoup en offrant à Casaubon deux cents écus, ou six cents livres, de rétribution annuelle, avec logement et autres accessoires. Casaubon hésita longtemps : la négociation engagée dès le mois de mai 1594, ne fut menée à terme qu'en septembre 1596. Et encore fallut-il, pour en ménager le succès, agrandir la position promise au futur professeur. L'Académie de Nîmes nous le disputait; et il était à craindre que Casaubon n'optât en faveur de cet autre foyer du Protestantisme.

Casaubon finit par donner à Montpellier la préférence. Notre professeur de droit Guillaume Ranchin, qui avait, de concert avec le ministre Jean Gigord, entrepris l'affaire, l'en pressait beaucoup; et à ses instances se joignaient les prières de quelques autres amis, du sieur De Fresne, Philippe de Canaye, particulièrement, à qui il avait dédié, en 1594, son édition de Suétone.

Philippe de Canaye, qui devait être plus tard ambassadeur à Venise, et mourir catholique, comptait alors parmi les chefs les plus considérables et les plus doctes du Calvinisme. Henri IV le nomma, en 1594, président de la section protestante de la Chambre mi-partie de Castres, où son caractère essentiellement honnête et juste lui mérita l'estime universelle. Ce fut lui qui avec Guillaume Ranchin eut les honneurs de la détermination de Casaubon.

Casaubon ne voulut pas toutefois assumer seul la responsabilité d'une telle décision. Il en délibéra avec sa femme, après avoir pieusement invoqué, comme il le dit, l'assistance divine[1]. Pour ces grands esprits

[1] « Dei primum invocato nomine, dein cum jucundissima conjuge re deliberata, cepi mox consilium Deum sequi vocantem. » Lettre de Casaubon à Philippe de Canaye, du 23 septembre 1596. (*Is. Casaub. Epist.*, p. 54, édit. Janson d'Almeloveen, Rotterdam, 1709).

du XVI^{me} siècle, la religion primait tout, et ils ne se croyaient pas le droit de séparer ses intérêts de leurs intérêts personnels.

Casaubon arriva à Montpellier à la fin de l'année 1596, et y fut accueilli presque triomphalement. Les consuls allèrent à sa rencontre, avec l'élite de la bourgeoisie et de la magistrature, jusqu'à un mille au-delà de leurs murs.

C'était un peu tard pour l'impatience des familles et pour la reprise des études. Une commission fut aussitôt nommée, qui devait, d'accord avec l'administration municipale, fournir à l'éminent professeur les moyens d'entrer vite en fonctions. Elle eut pouvoir de s'occuper de la réparation des bâtiments de l'ancienne École-Mage, du choix des régents, « sans distinction de religion », et de la fixation de leurs honoraires.

Casaubon eut la meilleure part : on lui assigna deux cent soixante-six écus et deux tiers d'émoluments annuels (800 livres), avec droit à un logement et à divers autres avantages, — traitement qui paraîtrait aujourd'hui presque dérisoire, mais qui alors équivalait à une dizaine de mille francs.

On donnait, du reste, à Casaubon le titre très honorable de conseiller du Roi, et on y ajoutait celui de professenr stipendié pour les langues et bonnes lettres, avec une sorte de monopole de cet enseignement, excluant la coexistence de tout autre collège du même genre dans le diocèse de Montpellier [1].

La position du directeur ainsi assurée, on lui adjoignit pour auxiliaires cinq régents. Ils s'installèrent ensemble au Collège du Pape, alors vide de ses hôtes Lozériens, pour lesquels Urbain V l'avait fondé; et bientôt put commencer leur enseignement.

L'ouverture de celui de Casaubon se fit vers le milieu de février de l'année 1597. Ses premières leçons furent affectées à l'étude des magistratures romaines [2]. Les applaudissements n'y manquèrent pas ; et

[1] Lettres de Henri IV, du 25 août 1597, Archiv. départ. de l'Hérault, fonds des Jésuites de Montpellier, original sur parchemin. (Voy. Cartul. ci-joint.)

[2] « Suscepimus tractandum antiquitatis romanæ locum de magistratibus ejus reipublicæ; opus profecto arduum et virium prorsus non istarum. » (*Is. Casaub.* Epist., p. 64.)

l'illustre érudit compta parmi ses auditeurs les plus sympathiques de nombreux magistrats, tels que Philippi, Ranchin, de Massilian, etc. On le qualifiait, à ce début, de « Professeur d'histoire et d'éloquence [1]. »

Casaubon, en s'élevant ainsi tout d'abord dans les hautes régions de l'enseignement, laissait, selon apparence, aux cinq régents placés sous ses ordres le soin des premières études. Nous manquons de détails assez précis pour pouvoir bien juger cet état de choses. Mais la manière dont s'exprime à ce sujet Casaubon dans sa lettre à Isaïe Colladon du 19 mars 1597, ne permet guère d'interpréter autrement la situation. *Non enim cum pueris, ac ne cum adolescentibus quidem, hic nobis res est*, y dit-il catégoriquement. Et il avait écrit à Jacques Bongars, le 1er du même mois, en spécifiant davantage encore : *Tractamus publice, in eruditissimorum hominum et maximæ dignitatis cœtu, leges a Cicerone scriptas lib. III de legibus, quibus descriptio continetur omnium populi Romani magistratuum. Tractamus sic, ut quod in nobis sit, nihil ad ornandam spartam nostram omittamus* [2]. N'est-ce pas là, de nos jours, une des fonctions des professeurs des Facultés des Lettres ?

Il y eut de même plus tard, au Collège des Jésuites de Montpellier, au-dessus de l'enseignement ordinaire des premiers âges, deux chaires magistrales de professeurs ès arts et deux chaires de théologie. La différence entre les divers ordres de leçons, sans être aussi tranchée qu'elle l'est aujourd'hui, existait déjà virtuellement à la fin du XVIme siècle.

Casaubon, toutefois, qui s'était flatté de trouver à Montpellier les meilleures ressources pour sa santé, ne la voyait aucunement se raffermir. Il n'en travaillait pas avec moins d'ardeur, — consacrant à lire, à méditer les Saintes-Écritures et les ouvrages de Sénèque les loisirs que lui laissait son cours; se remettant à son Athénée, dont la recension et l'élucidation, entreprises à Genève, furent achevées à Montpellier; entretenant avec ses amis une correspondance des plus actives; mettant en train le précieux Journal de sa vie, qui, sous le titre d'*Éphémérides*, nous fait si bien pénétrer dans son intérieur. La

[1] Ibid.

[2] Ibid., p. 65 et 67.

popularité dont il avait joui aux premiers jours se maintenait; et, sauf quelques réserves, Montpellier lui paraissait encore la résidence la plus convenable à ses goûts. Il s'efforçait d'y attirer Jacques Lect [1] et Denis Godefroy [2], pour y restaurer, de concert avec eux, l'enseignement jurisprudentiel, et y retenir les étudiants calvinistes, qu'on ne pouvait sans de graves dangers, croyait-il, envoyer à l'Université de Toulouse. Cette adjonction eût été non-seulement profitable à notre jeunesse protestante, mais efficace comme concurrence à faire à l'Académie de Nimes, où l'on venait de traiter avec Jules Pacius pour la direction du Collège.

L'administration municipale de Montpellier recula devant de nouveaux sacrifices, et Lect resta à Genève, en même temps que Godefroy à Strasbourg, d'où il devait bientôt aller professer le droit à Heidelberg.

Casaubon n'avait pas besoin de ce mécompte. Il commençait à se lamenter de ne pas rencontrer à Montpellier de suffisants moyens de publication pour ses travaux; et nos consuls semblaient, de leur côté, chercher à restreindre la mise à exécution des promesses qu'ils lui avaient faites.

Ce fut alors que Henri IV l'appela à Paris, en lui confiant la place importante de garde de sa bibliothèque. Casaubon nous quitta le 26 février 1599.

Il venait de passer à peine deux ans à Montpellier; assez pour y ranimer le goût des études, mais trop peu pour pouvoir y constituer un véritable enseignement. C'était plutôt une impulsion donnée, qu'une fondation durablement accomplie.

Les ressources financières, si difficiles à rétablir, à la suite de tant de bouleversements politiques et religieux, n'avaient pu encore s'élever

[1] Jacques Lect, célèbre surtout comme jurisconsulte, professait alors avec beaucoup de distinction à Genève, sa patrie, le droit et la littérature. Il a publié de nombreux ouvrages juridiques et littéraires, dont on trouve la liste dans l'*Histoire littéraire de Genève*, par Jean Sennebier, II, 59.

[2] Denis Godefroy, autre jurisconsulte en renom, enseignait, quoique parisien de naissance, le droit à Strasbourg. Son *Corpus juris civilis* fait époque dans l'histoire de la jurisprudence.

dans notre ville à la hauteur de tous les besoins, et il n'appartenait, en telle situation, qu'à des hommes pénétrés de l'esprit de sacrifice, de remédier, à force de dévouement, à leur insuffisance. Ce manque d'argent n'explique sans doute pas, à lui seul, l'abandon à Montpellier de l'éducation de la jeunesse aux Jésuites; mais il contribue à en rendre raison, joint à la persévérante volonté et au zèle infatigable de l'évêque Pierre Fenolliet.

Le séjour de Casaubon, si peu prolongé qu'il ait été parmi nous, n'y marque pas moins une étape de Renaissance littéraire. Quel effet ne devait pas produire, indépendamment des leçons mêmes d'un maître expert comme lui dans la connaissance de l'antiquité, l'action quotidienne d'un savant de ce mérite, qui, tout en poursuivant ses travaux d'érudition, correspondait avec la plupart des hommes d'élite de l'Europe, à propos de littérature ou d'histoire, d'interprétation de textes, soit latins, soit grecs, soit hébreux, syriaques et autres : merveilleux échange d'influence, auquel nos esprits supérieurs, alors plus nombreux qu'on ne le croit, ne pouvaient demeurer indifférents.

Ce n'est donc pas uniquement la direction imprimée par Isaac Casaubon à notre enseignement littéraire qu'il convient d'observer ici, mais en même temps, et surtout la rénovation de l'atmosphère intellectuelle de Montpellier.

Les successeurs de Casaubon dans la direction de nos études littéraires furent loin de le valoir. — C'est d'abord Escat, au sujet duquel on ne nous apprend rien, sinon qu'il s'engagea à faire chaque jour deux leçons de philosophie, en vue de la préparation à la maitrise ès-arts. Puis c'est le Béarnais De la Grange, auteur d'ouvrages attestant son dévouement patriotique à Henri IV. Il dirigeait notre Faculté des Arts, lorsque, au mois de juin de l'année 1600, elle fut transférée du Collège du Pape dans une maison de l'île Cézelli, léguée par Jean Christol, et incorporée aux constructions postérieurement faites à l'usage du lycée, à l'endroit où s'élève l'église Notre-Dame-des-Tables d'aujourd'hui.

Les études continuèrent de se régulariser sous cette nouvelle administration. Les régences supérieures furent mises au concours. On

n'agréa pour les remplir que des maîtres exercés à la pratique de la versification et de la langue grecque; et on distribua des prix, pour clore dignement l'année scolaire.

La liste de ces récompenses décernées aux meilleurs élèves nous est parvenue et est de nature à laisser entrevoir quel genre d'impulsion on donnait alors aux travaux de nos jeunes gens. J'y relève l'indication des volumes dont voici les titres : Grammaires grecques de Clénard et de Scott; — Apophtegmes de Lycosthènes; — Extraits de Manuce; — Despautères (Van Pauteren) latin-français; — Antiquités romaines de Rosin; — Adversaria de Turnèbe; — Epîtres de Jean Ravisius; — Epîtres d'Érasme; — Dialogues de Vivès; — Emblèmes d'Alciat; — Natalis Comes; — Alessandro Alessandri; — Polydore Virgile; — Pindare grec-latin; — Organon d'Aristote, avec commentaires de Pacius; — Horace annoté par Lambin, etc. — Les volumes de prix étaient reliés et ornés de rubans [1].

Cette liste de 1601 nous laisse voir à quel point l'enseignement supérieur se trouvait encore soudé à l'enseignement secondaire. Leur séparation n'existait, pour ainsi dire, que fictivement; et cela ne pourra paraître extraordinaire à quiconque aura observé le peu d'intervalle qu'il continuait à y avoir, même au commencement de notre XIX^{me} siècle, entre l'enseignement des lycées et celui des Facultés des Lettres issu de la primitive organisation de 1808. Les cours de littérature n'y étaient guère, en général, qu'une reprise approfondie des études des hautes classes. La différence des deux ordres d'enseignement s'est accentuée plus tard, grâce à la féconde direction imprimée aux cours de la Sorbonne par les éminents professeurs que nous avons applaudis, et que nous avons ensuite imités plus ou moins heureusement.

De la Grange se retira découragé, comme Escat et comme Casaubon. La ville de Montpellier n'avait pu encore sortir de l'appauvrissement infligé à ses finances par ses discordes intestines. Elle se voyait conséquemment contrainte de marchander à nos professeurs ses sacri-

[1] Arch. municip. de Montp. sacs de 1600 à 1629, Comptabilité. Cf. Faucillon, *La Faculté des Arts de Montpellier,* p. 19.

fices. Quand disparut le Hessois Anne Rulman, qui prit à la suite de la Grange la direction du Collège, qu'il garda seulement deux ans, les deux régents de Philosophie, Georges Scharpe et Philibert Michallet, percevaient quatre cents livres de traitement chacun ; le régent de Rhétorique touchait trois cents livres, celui de seconde deux cent cinquante livres, celui de troisième deux cent dix livres, celui de quatrième et celui de cinquième cent quatre-vingt livres, celui de sixième cent cinquante livres [1].

La présence de deux régents de Philosophie à notre Collège au commencement du XVII^me^ siècle s'explique par les soins assidus que nécessitait la préparation des élèves au grade, de jour en jour plus sérieux, de maître-ès-arts, et surtout par la prétention des Catholiques à avoir, comme les Protestants, un enseignement conforme à leurs croyances. La Philosophie tenait alors essentiellement à la Religion.

On adopta pour les classes subséquentes un autre mode de partage. Les régents de seconde, de quatrième et de sixième durent être calvinistes, tandis que ceux de rhétorique, de troisième et de cinquième seraient catholiques [2]. Le principal ou le proviseur continuant à être calviniste, la prépondérance demeurait aux Protestants.

Pierre Lamerens, précédemment régent de seconde avec traitement de deux cent cinquante livres, passa en 1604 au principalat, et on lui assigna six cents livres ; témoignage précieux du zèle qu'apportait progressivement le Conseil de ville, d'accord avec les intendants du Collège, à rémunérer et à encourager le travail. Mais l'évêque, en même temps, revendiqua ses anciens droits sur la collation des grades.

La question toutefois ne fut vraiment posée qu'à la suite de la publication des lettres-patentes de Henri IV du mois de novembre 1607, document capital, dont il importe de méditer le contenu. C'est d'ailleurs une nouvelle marque des soins que prodigua pour le relèvement des études le glorieux restaurateur de nos Écoles.

[1] Arch. mun. de Montp. Comptabilité, sac de 1603.

[2] Arch. munic. de Montp., carton coté GG *Université.* Délibérations relatives au Collège, de 1597 à 1614, procès-verbal du 1er août 1604.

Henri IV rappelle, dans ces lettres, que le Collège de Montpellier, rétabli par les consuls, « jadis soulloit estre en icelle ville pour » l'instruction de la jeunesse ès arts libéraux et lettres humaines, » langues grecque et latine, pour par le moyen d'icelles se rendre » capable ès autres sciences. » Il ajoute que durant les dix dernières années tous les écoliers y avaient fait de grands progrès ; que néanmoins les régents se refusaient à les recevoir maîtres-ès-arts, les lettres-patentes du 9 juillet 1596 ne leur en donnant pas le droit. Henri IV le leur accorde dans les termes suivants :

« Declarons nostre intention avoir esté, comme encore est à present, » que le principal, superieur des regents, et autres, qui ont surintendance et charge audit Collège, puissent conferer les degrés de » maistrise ès arts aux ecoliers etudiants en icelui, sans les rechercher » ailleurs, selon toutefois les usaiges et formes accoustumées estre » gardées en tel cas ès autres universités dudit pays : ce que dès à » present leur permettons faire, sans que aulcun d'eux y puisse estre » troublé ou empesché en aulcune manière, pourveu toutesfois que » ce soit du gré et consentement des recteur, docteurs, regents, » supposts et membres de ladite Université de Montpellier [1]. »

Ces lettres de Henri IV autorisaient donc le personnel professoral du Collège de Montpellier à conférer la maîtrise-ès-arts, — à peu près comme certains de ses fonctionnaires y ont postérieurement conféré le baccalauréat jusqu'au rétablissement de la Faculté des Lettres en 1839.

Le Collège faisait alors office de Faculté, — je ne saurais trop le redire, — et ce double caractère lui fut maintenu pendant toute la période qui a précédé sa suppression en 1792. L'histoire de la Faculté des Arts de Montpellier est, par suite, inséparable de celle du Collège.

Ce cachet d'école mixte reçut bientôt sa justification par le règlement qu'on dressa en 1608, et qui est intitulé dans nos Archives « *Lois de l'Académie de philosophie et de philologie de Montpellier.* »

Ce petit code scolaire se divise en deux parties. La première, formée

[1] Voir le texte complet de ces lettres royales dans le Cartulaire ci-joint.

de huit articles, a trait aux écoliers; la seconde, en quatorze articles, concerne les professeurs.

Le document prescrit d'abord des mesures d'ordre, au sujet de l'inscription et de l'assiduité des élèves, au sujet des leçons et des examens, des prix à décerner, des matières d'enseignement, etc. On y mentionne l'existence d'un modérateur, et celle d'octumvirs, pour désigner les huit intendants, qu'on appellerait aujourd'hui le Bureau du Collège. Le modérateur, chef naturel de l'Académie, représente ici, sous une appellation protestante, le principal ou proviseur de l'établissement. Il était chargé, outre la direction, de faire des leçons, auxquelles tous les écoliers en philosophie devaient assister.

Les études de la classe de Philosophie étaient, en effet, réputées capitales. Elles occupaient deux années, l'une consacrée spécialement à la logique, l'autre affectée à la physique, ou aux sciences en général. A la fin de chacune de ces deux années, figurait un examen, correspondant à nos baccalauréats et à nos licences d'aujourd'hui.

L'ensemble de l'enseignement embrassait la grammaire, avec obligation de ne jamais parler que latin dans l'enceinte du Collège, la rhétorique, la logique, la métaphysique, l'éthique, la politique, les éléments d'Euclide, et la sphère de Sacrobosco [1].

Règlement anodin, dont on se serait encore accommodé beaucoup plus tard. Les noms y étaient transformés : la Faculté des Arts allait s'appeler Académie. On introduisait, en outre, par l'obligation imposée au modérateur de faire des cours collectifs, un second professeur calviniste dans l'enseignement de la philosophie. Mais il était permis d'attendre de l'application de ce nouveau régime des résultats profitables.

On changea le principal, afin de les obtenir meilleurs. Lamerens paraissant ne peuvoir suffire à une fructueuse mise en pratique de ce régime, on le remplaça par Adam Abrenethée [2], ex-professeur au

[1] Voir le texte de ce règlement dans le Cartulaire ci-joint.

[2] Abernethy à Edimbourg, son pays natal, où l'on suit la généalogie de sa famille depuis le milieu du XIII^{me} siècle. Voy. Louis de la Roque, *Armorial de la noblesse*

collège de Nimes, en soumettant le nouveau chef au devoir des leçons publiques qu'avait éludé son prédécesseur [1].

On prisait dès lors à Montpellier, comme de nos jours, la vulgarisation de la science; et on savait déjà mauvais gré au professeur qui ne s'y prêtait pas, par manque de zèle ou de talent.

Adam Abrenethée était en mesure de donner satisfaction sur presque tous les points. Habile et disert, il jouissait de l'estime générale. Il avait épousé une sœur de Jean de Plantevit de la Pause, dont la famille, alliée à celle des Strozzi de Florence, occupait un rang des plus honorables, et qui devait lui-même, converti au catholicisme, illustrer le siège épiscopal de Lodève.

Abrenethée était plus qu'humaniste distingué, il était en même temps poète à ses heures. J'ai vu de lui un rarissime volume intitulé *Musa campestris, castitatem styli poeticæ juventuti proponens duobus libris*[2]. Œuvre de protestant clérical, diraient peut-être certains lecteurs d'aujourd'hui, effrayés par l'incessante apparition du nom du Christ dans un poème de cette nature, mais au fond travail méritoire d'honnête éducateur de la jeunesse, quoique sans beaucoup de portée, où l'éloge de Montpellier se trouve discrètement mêlé à celui de Nimes et d'Édimbourg, patrie de l'auteur.

Le même volume renferme, avec une pagination différente, indiquant un livre à part, sous le titre de *Parnassus Galliæ Monspeliensis, sive Oratio ante Academiæ moderationem susceptam habita,* d'autres éloges de Montpellier, que devaient reproduire François Ranchin,

de Languedoc, I, 1, et Francisque Michel, *Les Écossais en France,* etc., II, 255. — Les Consuls de Montpellier traitèrent avec lui pour le principalat du Collège le 31 août 1608. Voy. Délibér. du 1er janvier 1597 au 13 février 1614 dans les Archives municipales de Montpellier.

[1] « A esté arresté que par Messieurs les Consuls sera passé contract avec le dit sieur Abrenatée pour exercer la charge de principal audit collège au lieu et place dudit Lamerens, aux mêmes pactes et conditions ; et cependant que ledit Abrenatée fera deux leçons publiques au dit collège, sur ce que par les dits sieurs députés sera advisé. » Même registre, procès-verbal du 30 août 1608. — Abrenethée entre en fonction comme principal le 1er octobre 1608.

[2] In-8° ; Montpellier, Jean Gilet, 1609.

dans *l'Apollinare sacrum* de 1614, et Étienne Strobelberger, dans *l'Historia Monspeliensis* de 1625.

Abrenethée inaugurait, ce jour-là, comme l'indique la seconde partie de ce titre, sa prise de possession en qualité de modérateur de l'Académie. Devant lui siégaient les *octumvirs*, Étienne de Ratte, président à la Chambre des Comptes ; Philippe de Boussuges, conseiller à la même Chambre ; Pierre Serrane et Jean de Solas, tous les deux conseillers à la Cour des Aides ; Claude Talamendier, dignitaire de la Cour du Gouverneur de la ville ; David Varanda, conseiller au Présidial ; Étienne Ramin et Claude Dejaule, représentants de l'École de Droit, en compagnie des six consuls, François Sandras de Saint-Juste ; Jacques Pélissier de Boirargues ; Jean Boet ; Jean Nissole ; Jean Bisard ; Jacques de Castelnau.

L'Assemblée était donc imposante. Abrenethée lui adressa en latin un beau discours, où il distribua largement la louange, non-seulement à son auditoire d'élite, mais à la ville elle-même tout entière.

Montpellier y est par lui représenté comme un nouveau Parnasse, comme une colonie des Muses qu'affectionnent Apollon et Bacchus. Aucune ville ne peut lui être comparée, pas même Paris. Peut-être enseigne-t-on à Paris convenablement la théologie, la philosophie, et la médecine ; mais l'enseignement du droit y est incomplet. A Toulouse, c'est la médecine qui fait défaut. A Montpellier seulement, tout se trouve réuni, droit, médecine, théologie, philosophie, avec la philologie en sus pour auxiliaire.

N'est-ce pas déjà l'apparition de la thèse, reprise à notre époque, de Montpellier grand centre universitaire ?

Hic Themidem suas posuisse sedes quis ausit negare quum tot insignes curias, tot illustres præsides, tot Patres conscriptos, tot nobiles et pervigiles consules habeat ?........ Astræa licet pertæsa nostratis mundi ad cælestis fori subvolavit subsellia, delapsa est et devolavit denuo in terram Monspeliensem.... Si quæras ubi Asclepiades, Podalirius et Machaon, hic hic sunt. Nonne hic Asclepiadum schola munitissima est Hippocratici ordinis dynastis, quorum quem priorem laudem nescio ?... Adeo ut hæc schola non sit tam urbis schola, quam orbis.

Abrenethée nous laisse voir ici implicitemeut qu'il était lui-même médecin. Et il le prenait au sérieux. N'ai-je pas dit ailleurs qu'il concourut, en 1617, pour la chaire alors vacante à notre École de Médecine par suite du décès de Pierre Dortoman ? Il n'avait pas encore abandonné à cette date la direction de notre Collège des Arts; car il se donne, au frontispice de sa thèse de concours, le titre de *Lycœi regii apud Monspelienses moderator* [1].

La même rareté bibliographique dont le contenu m'a déjà permis de signaler le *Musa campestris* et le *Parnassus Galliœ Monspeliensis,* m'a offert une autre mine non moins curieuse à explorer. C'est une sorte de cahier d'honneur, où Abrenethée, en publiant, comme récompense du travail de ses élèves, un choix de leurs élucubrations poétiques, nous permet d'apprécier la direction des études faites sous ses auspices.

Le titre général de cette partie du livre est *Poematia ab aliquot generosis adolescentibus prolata in honorem Musarum et literarum.*

Le Recueil s'ouvre par un *Somnium de Monte Parnasso, propositum ab ingenuo adolescente Joanne Varandœo*, afin de le rattacher peut-être à l'idée dominante du discours d'inauguration précédent : trentaine de vers hexamètres de bon écolier, sans beaucoup d'originalité, mais dont la correction et l'élégance seraient à imiter par nos candidats aux grades supérieurs d'aujourd'hui.

Viennent ensuite trois pièces, d'une page chacune, intitulées *Thymiamata* (Parfums poétiques) : I. *Thymiama Musarum, quo Jacobus Pacius, Julii filius* [2], *eas divitiis prœfert.* — II. *Thymiama, quo Jacobus Bussugesius prœfert eas pulchritudini.* — III. *Thymiama, quo prœfert eas Daniel Perollus fortitudini.* — Puis une tirade de 83 vers, toujours hexamètres, cotée *Colonia Parnassi et Musarum, seu Somnii a Varandœo propositi enarratio, a Nicolao Chalcornacio prolata.* — Puis un autre morceau, de quatre pages d'impression : *Musarum palma, sive*

[1] On peut consulter, à la bibliothèque de notre Faculté de médecine, sa thèse ou plutôt ses thèses de concours (*Quœstiones medicœ cathedralitiœ XII*, in-12 de 24 pages, imprimerie de Jean Gilet, 1617 ; Mélanges B 87, N° 9, G 2-265).

[2] Fils de Jules Pacius, alors professeur à notre École de Droit de Montpellier.

Carmen panegyricum, nomine Academiæ regiæ Monspeliensis, ad amplissimos dominos et senatores, consules diocesianos, et Gymnasii oratores, prolatum a cordato adolescente Jacobo Fargio.

Puis, pour compléter l'œuvre écolière, *Versus ad Patres diocesianos prolati a Philippo Bergerio,* sorte d'appel aux largesses publiques, au profit du Gymnase, financièrement en souffrance, — mais que les Jésuites seuls pouvaient prochainement tirer d'embarras.

Il n'était pas encore question d'eux, quand s'imprimait le volume d'Abrenethée dont j'extrais ces détails. Notre *modérateur* publiait, à ce moment, sa *Salutatio ad doctissimum religiosissimumque virum Petrum Fenulletum, episcopum Monspeliensem, Professorum philosophiæ et philologiæ totiusque Academiæ nomine*, dans laquelle on lui disait: « *Tu curas Ecclesiam, et nos Reipublicœ et Ecclesiæ seminarium. Nos literas eas profitemur, quas tu unice colis et amas, et per quas tu ad hanc dignitatem, merito jam tuam, evectus es.... Ea nos melioris conditionis refocillat jam spes, quod te testem et cognitorem rerum nostrarum idoneum nacti simus : cui pacem omnem et gratiam ab Jesu Salvatore comprecamur.* »

Abrenethée professait alors toujours, en même temps qu'il remplissait au Collège les fonctions de modérateur.

Ces sentiments si chrétiens ne satisfaisaient toutefois qu'à moitié le nouvel évêque Pierre Fenolliet; car il voyait s'accomplir sans lui la collation de la maîtrise-ès-arts, et il ne renonçait nullement à reconquérir le droit d'y apposer sa signature, à titre de conservateur des privilèges de l'Université de Montpellier.

Le moyen de rentrer, à cet égard, dans l'exercice de la prérogative dont avaient joui autrefois ses prédécesseurs, c'était d'obtenir de Henri IV de nouvelles lettres-patentes, propres à réformer celles de novembre 1607, qui avaient autorisé le Principal et les régents du Collège à conférer la maîtrise-ès-arts. Fenolliet les sollicita, et il en reçut l'ampliation dès le mois de mars 1610 [1]. La mort du roi, survenue bientôt après, ne lui en ravit pas le bénéfice; car il se fit accorder, en

[1] Arch. départ. de l'Hérault, Fonds de l'Évêché de Montpellier, Nos 68 et 69; et Arch. mun. de Montp., *Grd. Thal., fol.* 373.

1613, d'autres lettres royales, qui lui restituaient l'ensemble des droits qu'avaient anciennement possédés sur nos établissements universitaires les évêques, soit de Maguelone, soit de Montpellier [1].

Le personnel du Collège de Montpellier, doublé de la Faculté des Arts, se trouvait alors bigarré de nationaux et d'étrangers. Non-seulement le Principal, Adam Abrenethée, était d'origine écossaise, mais il en était de même du plus ancien régent de philosophie, Georges Scharpe. Ils avaient pris l'un et l'autre le doctorat en médecine. Le régent catholique de philosophie, Claude Desandrieux, en fit autant. Notre Faculté des Arts semblerait donc n'avoir été encore, dans ce temps-là, qu'une sorte de vestibule de la Faculté de Médecine. Pierre Lamerens s'était, lui aussi, précédemment livré aux études et à la pratique médicales. Georges Scharpe finit par s'y vouer à son tour entièrement, et on le mentionne parmi nos professeurs hippocratistes les plus renommés. Il abjura le calvinisme; et ses relations avec l'évêque Fenolliet devinrent si étroites, que le prélat tint, en 1616, sur les fonds baptismaux un de ses enfants.

De tels hommes ne devaient guère porter ombrage au clergé. Mais les exigences de Fenolliet se rattachaient à une question de principe : il voulait rentrer en possession complète de la direction de l'enseignement, et en exclure les Calvinistes.

Il lui fallut toutefois procéder avec précaution ; car l'idée protestante ressaisissait alors de son terrain ; et force fut à Fenolliet de surseoir jusqu'à la pacification de 1622, qui suivit le siège et la reprise de Montpellier par Louis XIII, pour donner corps à ses revendications.

Elles furent alors absolues. Anathème aux *Lois de l'Académie de Philosophie et de Philologie* de 1608! On les considéra comme entachées de protestantisme, et le *Væ victis* leur fut inexorablement appliqué.

Le programme disciplinaire émis en 1628 par Fenolliet n'alla pas jusqu'à écarter expressément du Collège les professeurs calvinistes [2].

[1] Ibid., fonds de l'ancien collège des Jésuites de Montpellier.

[2] Voyez le texte de ce règlement dans le cartulaire ci-joint.

Mais il leur y rendit la position presque impossible, en leur enjoignant d'assister chaque jour à la messe dans la chapelle de l'établissement. La conséquence d'un tel ordre devait être de contraindre les régents calvinistes à s'effacer. L'œuvre d'élimination s'achèverait ensuite d'elle-même, les Jésuites y prêtant la main.

Ce nouveau règlement a une teinte religieuse très accentuée. Le Collège s'y catholicise à vue d'œil. Non-seulement on y prescrit l'assistance quotidienne à la messe, et la confession mensuelle, mais on y formule la prière d'avant et d'après la classe. On y renforce l'action disciplinaire, jusqu'à préciser le genre de pénalité applicable aux mauvais écoliers, jusqu'à leur montrer du doigt les verges réservées à leurs manques de respect : la *salle* y est désignée par son nom latin *aula,* de terrible mémoire. Ce n'est plus, comme en 1608, l'enseignement seul que l'on codifie ; c'est surtout l'éducation.

La crise entre Catholiques et Protestants ne fut pas longue. Il suffit à Fenolliet de demander que les Jésuites fussent mis à la tête du Collège : Louis XIII leur en accorda sans délai la direction. On choisit, pour rendre plus facile leur installation, le moment de la présence du cardinal de Richelieu à Montpellier, le 20 juin 1629, à propos de la paix d'Alais. C'était habile : quelle opposition sérieuse auraient pu faire nos Protestants à une pareille mesure, sous l'œil même de leur vainqueur ?

Collège et Facultés des Arts appartinrent d'un seul coup aux Jésuites à dater de ce jour-là.

Grand succès pour eux ; car il leur donnait à la fois la haute main sur l'enseignement, l'apostolat de la chaire, et la clientèle du confessionnal. Les Jésuites recevaient toute une population à refaire catholiquement.

Ils le comprirent ; et afin de mieux s'acquitter de leur mission, ils appelèrent à Montpellier l'élite de leur personnel. A la tête du Collège ainsi transformé figurèrent tout d'abord, comme recteur le P. Balthasar Carrel, et comme procureur-syndic le P. Jean Amilhan, auquel succéda bientôt après le P. Guillaume Seissan, administrateur

consommé. Au premier, le soin de la discipline et des études ; à l'autre la gestion du temporel.

Les Jésuites devaient enseigner là pendant cent trente-trois ans, de 1629 à 1762.

Ils y prospérèrent assez vite. Un rapport officiel, dressé en 1668 par l'évêque Bosquet, d'accord avec l'intendant De Bezons, constate que vingt-six Religieux étaient alors employés au service de l'établissement, parmi lesquels on distinguait un recteur, chargé de la direction générale ; un préfet, préposé à la surveillance des classes ; sept professeurs ou régents, dont trois pour la grammaire, un pour les humanités, un pour la rhétorique, deux pour la philosophie, cet enseignement embrassant deux années, à la fin desquelles se prenait le grade de maître-ès-arts ; — qu'il se trouvait au Collège, à ce moment, trois cent quarante élèves catholiques ou protestants ; — qu'il y avait fréquemment des disputes, littéraires et scientifiques, de classe contre classe ; — que les professeurs conduisaient chaque jour les écoliers à la messe ; — qu'ils leur faisaient, une fois la semaine, une instruction spirituelle d'une demi-heure ; — que tous les dimanches ils les admettaient à participer à une séance académique avant l'office de vêpres, puis les accompagnaient à l'église pour la prédication, etc. [1].

Le Collège occupait alors un terrain plus resserré qu'aujourd'hui, et il n'était pas facile de l'agrandir; car il était limité de trois côtés par la voie publique. Il fallut, pour pouvoir y adjoindre de nouveaux bâtiments, supprimer une rue. L'impasse actuelle du Musée représente le bout de cette rue annexée, qu'on appelait dans son ancien état rue du Petit-Scel, ce tribunal y ayant eu domicile.

L'établissement ne pouvait encore, malgré cette extension, convenir qu'à un externat. C'était le système préféré par les Jésuites.

Les Pères habitaient seuls le Collège, le plus ordinairement; les élèves ne s'y réunissaient qu'à des heures déterminées, vivant le reste du jour et durant la nuit au sein de leur famille ou dans des pensionnats.

[1] Faucillon, *Le Collège des Jésuites de Montpellier*, p. 60.

Ce régime d'externat se maintint postérieurement à la reconstruction du Collège en 1682, et à l'édification de l'église attenante en 1707 [1].

A cette différence de genre de vie par rapport à l'internat universitaire moderne, s'en ajoutait une autre, concernant les livres d'étude et la méthode d'enseignement. Les auteurs de l'antiquité étaient par nos nouveaux éducateurs expurgés, et expliqués dans le sens chrétien : on y corrigeait le paganisme littéraire et artistique, en y retranchant ou transformant les passages propres à éveiller dans l'esprit des élèves des sentiments répréhensibles.

Les Jésuites se conformèrent à Montpellier, comme dans tous leurs autres Collèges, aux principes de leurs *Constitutions* et de leur *Ratio studiorum ;* ce plan d'étude si perfectionné, qu'on a pu proclamer, en dehors de tout esprit de parti, un des meilleurs codes d'éducation classique [2].

Ils enseignèrent la grammaire et la philosophie comme on l'avait fait avant eux, mais en divisant celle-ci en cinq branches, qu'ils différenciaient par les noms de logique, de métaphysique, de morale, de physique et de mathématiques, dont ils traitaient l'ensemble avec une discipline plus douce et plus sûre, à l'abri des tiraillements si funestes aux vraies études, dont les précédentes rivalités des Principaux et des Régents n'avaient fourni que trop d'exemples.

Pour les lettres, cinq années, dont trois affectées à la grammaire, une aux humanités, la dernière à la rhétorique. Discussions et luttes entre élèves, sous la direction du maître, sorte d'enseignement mutuel, propre à stimuler l'activité des jeunes intelligences, et entretenir, sans la laisser jamais s'éteindre, l'émulation, — mais toujours en langue latine, la seule admise dans les Collèges des Jésuites.

Le latin avait eu seul également, au Collège dirigé par Abrenethée,

[1] Commencée en 1707, mais achevée seulement et bénie le 1er Janvier 1748. Voy. Faucillon, *Le Collège des Jésuites de Montpellier*, p. 140; Germain, *Études archéologiques sur Montpellier*, p. 22.

[2] Voy. sur les origines et le perfectionnement progressif de ce code d'éducation, l'excellent chapitre de M. Gauffrès (*Claude Baduel et la réforme des études au XVIme siècle*, Paris, 1880, in-8°, p. 51.)

droit de bourgeoisie. On ne saurait, toutefois, en parcourant les programmes d'études de l'un et de l'autre régime, les comparer qu'avec quelque regret.

J'ai eu la bonne fortune de pouvoir me procurer deux de ces programmes, celui de 1620, de l'ancien Collège mi-parti protestant et catholique, et celui qu'ont publié les Jésuites en 1630. Une lecture attentive m'a démontré que l'enseignement du grec semblerait avoir faibli entre les mains des Révérends Pères, sans que l'enseignement du latin ni du français en ait vraiment bénéficié,

Je ne voudrais pas qu'on vit là de ma part une appréciation arbitraire; et pour donner à tout le monde le moyen d'en juger, j'insérerai ici ces rarissimes documents.

Voici textuellement le contenu des deux affiches. La plus ancienne, celle de 1620, précède de neuf ans l'installation des Jésuites au Collège de Montpellier. L'autre inaugure leur nouveau régime scolaire.

Q. F. F. Q. S. R. L.

Catalogus librorum ad quorum explicationem regii Monspeliensis lycæi professores (σὺν Θεῷ) aggredientur, die XIX octobris, anno MDCXX.

Ex decreto senatus academici.

In auditorio physico professor physicus explicabit, priore semestri, Aristotelis libros VIII acroamaticos; — ejusdem lib. IIII de cælo cum sphæra; — Posteriore semestri, Aristotelis libros II, de genèr. et corrupt.; — ejusdem meteor. lib. IV; — lib. III de anima.

In auditorio logico professor logicus præleget, priore semestri, institutiones dialecticas; — Aristotelis organon. — Posteriore semestri, Aristotelis Ethica ad Nicomachum; — Euclidis element. lib. II et III.

In prima classe philologica prælegentur, priore semestri, syntagma rhetorices ex Arist., Cic., et aliis probatis authoribus decerptum. —

M. T. C. orat. in Verrem, quæ divinat. dicit.; — Publ. Virgil. Maron. Æneid. lib. VI; — Suetonius Tranquillus; — Αἰλιανοῦ περὶ ζώων ἰδιότητος βιβλίον πρῶτον; — Prosodia græca; — Posteriore semestri, Compendium dialecticæ; — M. T. Cic. in M. Antonium Philippica 2; — L. Annæi Senecæ Medea. — Suetonius Tranquillus continuabitur. — Ὁμήρου Ὀδυσσείας ά. — Græcorum dialecti.

In secunda classe. Priore semestri, M. T. Cic. in M. Antonium Philippica IX. — Audomari Talæi Rhetorica; — Publ. Ovid. Nasonis Metamorphos. lib. II. — Ἰσοκράτους Ἐγκώμιον. — Syntaxis græca, cum investigatione thematis. — Posteriore semestri, Julii Flori De gest. Rom. lib. I. — Aphthonii Progymnasmata. — Publ. Virg. Maronis Æneid. lib. IV. — Μουσαίου τὸ καθ' Ἡρὼ καὶ Λέανδρον ποιημάτιον. — Accentus græci.

In tertia classe. Priore semestri, M. T. Cic. Lælius, sive De amicitia — Publ. Ovid. Nasonis Tristium lib. IV. — Grammatica græca Nicolai Clenardi. — Despauterianæ grammaticæ pars III et IV. — Αἰσώπου Φρυγίου μῦθοι. — Posteriore semestri, M. T. Cic. Lælius; Publ. Ovid. Nason. Tristia; Clenardi Grammatica græca; Despauter. gramm. eædem partes; Æsopi fabulæ continuabuntur.

In quarta classe. Priore semestri, M. T. Cic. Epist. ad famil. lib. II. — Publ. Ovid. Nasonis Epistolæ. — Grammatices Despauterianæ pars II. — Rudimenta græca. — Posteriore semestri, continuabuntur M. T. Cic. Epist. lib. idem, et Publ. Ovid. Nasonis Epistolæ. — Grammaticæ Despauterianæ pars tertia. — Declinat. et conjugat. græcæ.

In quinta classe. Priore semestri, M. T. Cic. Epist. select. lib. I. — Disticha moralia, Catonis nomine inscripta. — Despauterii genera et declinationes. — Rudimenta grammaticæ. — Posteriore semestri continuabuntur M. T. Cic. Epistolæ et Catonis Disticha. — Despauterii Heteroclita, Præterita et Supina. — Alphabetum græcum.

In sexta classe, ratio legendi et scribendi latine et gallice summa cum facilitate aperietur. Præterea modus latine et gallice declinandi nomina et conjugandi verba diligentissime docebitur.

Non deerunt in singulis classibus decertationes; disputationes philosophicæ, privatæ et publicæ, scriptiones et declamationes in utraque lingua, aliæque literariæ exercitationes, diligenter, suis temporibus, Deo duce, curabuntur.

Quod iterum felix faustumque sit regio Lycæo [1].

Q. F. F. Q. S.

Collegium Monspeliense, quod rex Christianissimus Ludovicus XIII Justus Patribus Societatis Jesu commissum esse voluit, uti juventus Monspeliensis et Occitana bonis moribus et artibus fideliter instituatur.

Ad IV id. novemb., favente numine, primum aperietur, quo die dabit orator in Aula Collegii Novantiquum Monspelium. Hi vero deinceps authores a professoribus enarrabuntur.

In Philosophia. Priore semestri, Organum Aristotelis; — Posteriore semestri, De physico auditu. — De generatione.

In Rhetorica. Priore semestri, M. Tull. Cic. Orat. pro Milone. — Ejusdem partitiones oratoriæ. — Historia Augusta. — Ausonii Mosella, et Juvenal. Sat. selectæ. — Πολυαίνου Στρατηγήματα. — Prosodia græca. — Posteriore semestri, M. Tull. Cic. Philippica 2. — Partitiones oratoriæ continuabuntur. — Historia Aug. continuabitur. — L. Ann. Senecæ Medea. — Στρωματεὺς παροιμιῶν ἐμμέτρων ἀπὸ ἰαμβείων. — Prosodia continuabitur.

In Humanitate. Priore semestri, M. Tull. Cic. Tuscul. quæst. lib. I — Justini Historia. — Aphthonii Progymn. — Pub. Virg. Mar. Æn. lib. 1. — Πλουτάρχου τὰ Ρωμαικά. — Accentus græci, cum investig. themat.

[1] Monspelii excud. Joan. Giletus, regiæ Majestatis typographus, 1620. — Arch. munic. de Montp., carton GG *Université*, affiche de 60 c. de hauteur et de 42 de largeur, avec deux écussons armoriés, celui de la ville de Montpellier à droite, celui du roi à gauche, au sommet du placard, qui est encadré d'arabesques.

— Posteriore semestri, M. Tull. Cic. in Catil. orationes. — Cypr. Soarii Rhetorica. — Q. Horat. Flacc. Carm. lib. 2 — Ἀνθολογίας ἐπιγράμματα ἐκλεκτά. — Syntaxis græca.

In prima Grammatices. Priore semestri, M. Tull. Cic. Epist. ad Q. fratrem, lib. 1. — Pub. Ovid. Nas. Epist. selectæ. — Ἀιλιανοῦ ἐκλεκτά. — Ex Clenardo usque ad accentus. — Figurata syntaxis, et latina prosodia. — Posteriore semestri, M. Tull. Cic. Paradoxa. — Publ. Virg. Mar. Georg. lib. 1. — Ælianus et Clenardus continuabuntur.

In secunda Grammatices. Priore semestri, M. Tull. Cic. Epist. ad famil. lib. 6. — Pub. Ovid. Nas. de Trist. lib. 1. — Despauterii Præterita et Syntaxis. — Clenardi Instit. usque ad pronomina. — Posteriore semestri, M. Tull. Cic. Epist. ad famil. lib. 9. — Publ. Virg. Mar. Eclogæ. — Βασιλ. ἐπιστολὴ περὶ τῆς ἐρημίας. — Despaut. et Clenard. eadem accuratius recolentur.

In tertia Grammatices. Priore semestri, M. Tull. Cic. Epist. select. lib. 1. — Andrelini Disticha. — Despaut. Genera, Declin. et Præterita. — Rudimenta græca. — Posteriore semestri, Pontani Progymnasmata faciliora. — Pub. Ovid. Nas. Trist. lib. 5. — Despauterii eadem recolentur. — Ex Clenardo Barytona et Circumflexa.

Nec deerunt declamationes, disputationes, et aliæ id genus consuetæ literariæ exercitationes [1].

Comme nous sommes loin aujourd'hui de ce système d'éducation ! Non-seulement la philosophie scolastique s'est effacée, à notre époque, sous l'action multiple de principes personnels à outrance ; mais le français et les langues étrangères y ont presque étouffé les langues anciennes.

L'École de Port-Royal croyait avoir réalisé un immense progrès en

[1] Monspelii, ex typis Joannis Pech, typographi regii, 1630. — Arch. mun. de Montp., carton GG, *Université*, affiche de 48 c. de hauteur et de 33 de largeur, avec écusson royal armorié au sommet. Encadrement de fantaisie, lettres rouges et noires, pour mieux détacher les points saillants.

prescrivant l'abus du latinisme, qui faisait chez les Jésuites marcher l'élève de l'incompréhensible à l'inconnu par l'obligation où ils le mettaient d'apprendre les règles de la langue latine en cette même langue qu'ils ne comprenaient pas encore. Mais de nos jours le progrès s'interprète bien différemment : il ne s'agit plus d'amélioration de méthode de didactique ; beaucoup de nos novateurs ne craindraient pas de s'aventurer jusqu'à la demande d'une quasi suppression de ce glorieux héritage de la Renaissance.

Les Jésuites semblaient, du reste, s'évertuer à compenser ce vice de leur méthode de didactique par l'art qu'ils avaient de plaire en instruisant. De là ces comédies, ces tragédies, ces scènes dramatisées de divers genres, dont la représentation devant un public d'élite les aidait souvent de la manière la plus fructueuse à faire prospérer la clientèle de leurs Collèges. On mentionne, en 1706, une tragédie de Marie Stuart, jouée à Montpellier par leurs élèves, le 22 juin, en présence des consuls de la ville en chaperon, et de la Cour des Aides en robe noire. On signale également, à la date du 10 août 1707, une fête intérieure, avec pastorale, danses, dialogues, jeu d'une pièce intitulée *Don Quichotte ;* le tout suivi d'une distribution des prix, faite par les consuls, au son des tambours et des hautbois ; et on ajoute qu'à partir de là jusqu'en 1789, la ville continua de porter annuellement à son budget une somme de cent livres, pour la distribution des prix du Collège [1].

Antérieurement avait eu lieu, le 11 novembre 1628, une représentation scénique, dont l'affiche existe encore dans nos Archives municipales, où se lisent en lettres rouges et noires le nom des acteurs et l'énoncé de la pièce, *le Triomphe du travail et de la vertu.*

Le *libretto* ne m'est pas connu plus explicitement; mais les acteurs, tous écoliers, et vraisemblablement lauréats, revivent encore en partie pour nous par leurs familles [2].

[1] Faucillon, *Le Collège des Jésuites de Montpellier,* p. 112 et 113.

[2] Arch. munic. de Montp., carton GG, *Université.* Affiche sur papier, de 50 c. de haut et de 35 c. de large, avec écusson armorié en tête, imprimée en capitales rouges et noires.

Ces solennités littéraires donnaient parfois lieu à des harangues latines, laborieusement conçues, et émaillées des fines fleurs de la rhétorique. J'en ai lu deux, l'une de 1684, intitulée : *De Occitaniæ comitiis oratio, habita Monspelii, coram tribus provinciæ ordinibus, in regio et academico Monspeliensi Collegio Societatis Jesu* [1]; l'autre, de 1687, ayant pour titre : *Monspeliensis civitatis Panegyricus, in Monspeliensi regio et academico Collegio Societatis Jesu dictus* [2].

Les Jésuites avaient, comme je l'ai dit, assumé la direction de la Faculté des Arts avec celle du Collège. Ils y exerçaient, par suite, le droit de conférer les grades. La maîtrise continua de s'obtenir, selon l'usage traditionnel, par une soutenance de thèses, embrassant le cercle des études philosophiques. La cérémonie de la réception du lauréat, avait lieu dans la chapelle quand le cortège de parents et d'amis était nombreux. Il n'était pas rare d'y voir à des places d'honneur l'intendant, l'évêque, des chanoines, des magistrats, des professeurs des autres Facultés, le corps municipal, etc. La promenade au son des trompettes, des hautbois, des violons, complétait la fête. Le nouveau maître-ès-arts y était conduit par les consuls en robe rouge et par les officiers de ville.

Une telle solennité coûtait cher. Aussi, sur les quinze cents maîtres-ès-arts environ que reçurent les Jésuites pendant les cent trente-trois ans qu'ils présidèrent aux exercices de la Faculté des Arts, nous dit-on qu'une soixantaine de réceptions seulement se fit avec cette pompe [3].

Les Jésuites conférèrent, à partir de 1686, indépendamment de la maîtrise-ès-arts, les grades en théologie; car ils prirent alors posses-

[1] In-4°, Montpellier, Daniel Pech, 1684.

[2] In-4°, Montpellier, Daniel Pech, 1687.

[3] Faucillon, *La Faculté des Arts de Montpellier*, p. 48. — Tout cela se passait-il bien régulièrement? Il est permis d'en douter en face de la protestation du 17 juillet 1695, dont j'ai retrouvé l'original aux Archives municipales de Montpellier, revêtue des signatures autographes des réclamants. (Voyez cette protestation dans le cartulaire ci-joint).

sion de la Faculté de Théologie de Montpellier, après l'avoir victorieusement disputée aux Dominicains.

Ils devaient obtenir, en outre, en 1741, la cession de la chaire de mathématiques, précédemment attachée à notre Faculté de Droit [1]. Louis XV la réunit, en 1764, après leur départ, à la Société royale des sciences de Montpellier [2].

Tout cela explique comment on a pu qualifier d'*Université Jésuitique* le Collège de Montpellier, à une certaine époque.

Les Révérends Pères firent agréger à cette Université, en 1740, les chaires de philosophie et de théologie de leur Collège de Marseille, avec l'ensemble de leurs Collèges d'Arles, du Puy et de Tournon. L'attribution de la chaire de mathématiques de Montpellier, qui leur advint en 1741, put donc être considéré alors comme un simple complément d'influence universitaire.

Cette influence ne se déploya pas toujours sans contrôle. Qui ne connaît les démêlés de nos Jésuites avec l'évêque Joachim Colbert?

Colbert mit le roi de son côté, en obtenant du Conseil d'État, le 19 janvier 1723, l'union en corps d'Université des Facultés de Droit, de Théologie et des Arts; mais il amoindrit du même coup son autorité épiscopale, puisqu'il lui fut interdit de délivrer, autrement qu'à la suite d'examens subis sérieusement devant les professeurs, et sanctionnés de leur signature, aucunes lettres de maîtrise.

Les Jésuites ne gagnèrent pas davantage à ce conflit; car, en vertu d'un arrêt subséquent du Conseil d'État, ils furent réduits à prendre des lettres de professeurs, à se faire installer comme tels par le vice-chancelier, qui représentait l'évêque, et à prêter serment entre ses mains.

Les choses allèrent ainsi jusqu'en 1762, où, par l'effet d'une mesure générale, ordre fut intimé aux Jésuites d'abandonner le Collège et la Faculté des Arts de Montpellier. On les remplaça par des professeurs libres. Cent quarante-huit élèves répondirent à l'appel du principal

[1] Voy. ma monographie intitulée : *Un professeur de mathématiques sous Louis XIV*.

[2] Arch. munic. de Montp., *Grd. Thal.*, Reg. 2, fol. 136 et 147.

Méraville [1], tous externes encore. — Ce fut l'ère d'une nouvelle sécularisation.

La collation de la maîtrise continua à se faire par les nouveaux éducateurs; car on ne séparait toujours point du Collège la Faculté des Arts. La Faculté de Théologie elle-même n'avait pas changé de domicile [2]. Le personnel se maintenait ecclésiastique, à quelques exceptions près.

Ce régime subsista jusqu'à la Révolution de 1789, sans autre modification digne d'être signalée, que l'établissement d'un internat pour les élèves, en 1783, — afin de pouvoir soutenir la concurrence avec les maîtres de pension, qui les hébergeaient antérieurement.

Il importe, pour s'expliquer nettement cette situation, d'avoir présentes à l'esprit les lettres de Louis XV du 19 janvier 1765, qui en ont posé les bases.

« Louis, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre, à tous » ceux qui ces présentes lettres verront, salut.

» Nous avons reconnu, par le compte qui nous a eté rendu de l'état » du College établi depuis longtemps en notre ville de Montpellier, » qu'il etoit indispensable d'y conserver un etablissement dont elle » ne pouvoit se passer. La célébrité de ses Écoles et l'ancienneté » d'une Université fameuse, qui y a attiré des étudiants de tout notre » royaume, même des pays étrangers, lui ont mérité la protection et » les bienfaits des rois nos prédécesseurs; et nous marcherons avec » satisfaction sur leurs traces, en le confirmant, et en le mettant, par » la bonne administration que nous y établirons, encore plus en état

[1] Le principal Méraville était prêtre du diocèse de Rodez. On lui adjoignit, comme professeur de logique, Collet, laïque, originaire de la Bourgogne; comme professeur de physique, l'abbé Saury, du diocèse de Rodez; pour la rhétorique, l'abbé Fabre, dont les poésies patoises sont encore justement renommées; pour la seconde, Saltet; pour la troisième, Bestieu; pour la quatrième, Lemarteloy; pour la cinquième, Peytavin.

[2] Les professeurs en étaient payés sur les fonds du Collège et s'engageaient à conformer leur enseignement à la déclaration du clergé de France de 1682.

» de remplir les vœux d'une ville qui s'est toujours distinguée par son » zèle pour le progrès des sciences, et nous ne cesserons de lui accorder » notre protection, ainsi qu'à ladite Université et audit College, et de » donner une attention continuelle à tout ce qui peut contribuer à y » entretenir une émulation si utile au bien de l'éducation, et à celui » de tous nos sujets dans cette province.

» A ces causes, et autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre » Conseil, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité » royale, nous avons ordonné, et par ces présentes, signées de notre main, » ordonnons, voulons et nous plaît ce qui suit:

» I. Le Collège de notre ville de Montpellier sera et demeurera con- » servé; confirmant, en tant que besoin est ou seroit, l'établissement » ancien dudit Collège.

» II. Ledit Collège sera composé d'un principal, de deux professeurs » de théologie, de deux professeurs de philosophie, d'un professeur de » rhétorique, et de cinq regens, pour les seconde, troisième, quatrième, » cinquième et sixième classes.

» III. Lesdites places de professeurs et regens seront remplies par » des personnes tant ecclésiastiques que séculières; et l'enseignement » sera gratuit, et conforme aux usages et méthodes de l'Université de » notre dite ville, à laquelle ledit Collège sera et demeurera agrégé, » comme par le passé.

» IV. Les honoraires du principal seront fixés à douze cents livres, » ceux des deux professeurs de théologie à neuf cents livres chacun, » ceux des deux professeurs de philosophie à sept cents livres chacun, » ceux du professeur de rhétorique à mille livres, ceux des regens de » seconde et de troisième à sept cents livres chacun, et ceux des regens » de quatrième, cinquième et sixième classe à six cents livres chacun, » le tout par an, sauf à être lesdits honoraires augmentés par la suite, » s'il y échoit, lorsque les revenus du Collège pourront le permettre, » et ce en vertu d'une délibération du Bureau d'administration, prise » à la pluralité des deux tiers des voix, et homologuée par notre Cour

» de Parlement de Toulouse, sur la requête de notre procureur général, » et sans frais.

» v. Il pourra être accordé par ledit Bureau d'administration auxdits » principal, professeurs et regens, après vingt années de services, une » pension émérite, qui sera fixée à la moitié des honoraires de celui » qui la demandera, sans toutefois qu'elle puisse excéder la somme de » quatre cents livres. Permettons même audit Bureau de l'accorder » avant ledit temps, en cas qu'il y eût été jugé, à la pluralité des deux » tiers des voix, que les infirmités de celui qui la demandera le mettent » hors d'état de continuer ses services, et qu'il ait rempli jusque-là » ses fonctions à la satisfaction du Bureau et du public.

» vi. Il pourra être établi un pensionnat dans ledit Collège, en la forme » portée par notre édit du mois de février mil sept cent soixante-trois.

» vii. Le College jouira de tous les biens et revenus qui y ont été » attachés.

» viii. Ledit College sera régi et administré par un Bureau d'ad- » ministration, qui sera composé de l'évêque de Montpellier, ou de » telle personne ecclésiastique qui sera par lui choisie pour y assister » en son absence, du juge-mage et de notre procureur en notre séné- » chaussée de ladite ville, de deux officiers municipaux, et de deux » notables habitans d'icelle, et du principal du College ; le tout sans » préjudicier aux droits et prérogatives qui peuvent appartenir audit » évêque, en qualité de chancelier de ladite Université, dont il con- » tinuera de jouir, ainsi qu'il en a joui ou dû jouir par le passé......

» Si donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les » gens tenant notre Cour de Parlement à Toulouse, que ces presentes » ils aient à faire registrer, et le contenu en icelles exécuter, selon » sa forme et teneur. Car tel est notre plaisir......

» Donné à Versailles, le dix-neuvième jour du mois de janvier, l'an de » grâce mil sept cent soixante-cinq, et de notre règne le cinquantième.

» Signé : Louis. Et plus bas : Par le Roi. Phelypeaux. »

L'enregistrement de ces lettres eut lieu au Parlement de Toulouse, le 27 avril 1765, — à condition que l'enseignement de la théologie à Montpellier serait dévolu aux Dominicains, et non plus, comme précédemment, aux Jésuites.

Toujours, — remarquons-le encore une fois, — le mélange de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur.

Malgré ce puissant témoignage de l'intérêt royal en faveur du Collège, la maison se soutint difficilement; et après une expérience peu encourageante de quelques années, on songea à en confier la direction aux Pères de l'Oratoire. L'évêque François de Malide eut à étudier ce projet, lors de son installation à Montpellier en 1774. Mais les réclamations des professeurs en exercice, et les scrupules de l'intendant de la Province, le firent avorter. On laissa finalement les choses comme on les avait constituées au départ des Jésuites [1].

En 1789, Collège et Faculté s'affaissèrent, pour ne plus se relever. L'Assemblée Nationale leur porta elle-même le coup de grâce, en décrétant, avec la vente des biens des Universités, l'abolition des gabelles, dont une part avait servi à doter nos Écoles de Montpellier.

En 1792, Collège et Faculté des Arts n'existaient plus qu'à l'état de souvenir glorieux. Tout notre édifice intellectuel était à reconstruire.

J'ai exposé, dans ma monographie de 1882 sur *la Faculté des Arts et l'ancien Collège de Montpellier*, quel était, au moment de leur disparition, l'état de l'enseignement pour l'ensemble de la jeunesse d'alors.

C'était encore la pratique des Jésuites, avec le grec de moins et affaiblissement sur tout le reste. A part certains perfectionnements issus des progrès intellectuels réalisés durant la seconde partie du XVIII^{me} siècle, et l'habitude désormais prise de traiter le latin comme une langue morte, on aurait eu quelque peine à se croire dans un monde scolaire autre que celui des Révérends Pères.

Les thèses pour la maîtrise-ès-arts se trouvaient naturellement en

[1] Voir pour cette affaire les pièces contenues dans le dossier 10 de la liasse C 534 des Archives départementales de l'Hérault.

harmonie avec les programmes du Collège, puisque c'était au Collège que s'en élaborait la préparation, et quant aux programmes du Collège à leur tour, ils ne s'étaient guère modifiés qu'en s'infériorisant. Les preuves que j'en ai fournies sont irréfutables.

Il était réservé à notre époque d'inaugurer dans cet ordre de choses de nouveaux systèmes. Mais l'histoire du passé universitaire que j'ai entrepris d'éclaircir n'est que plus propre, par ses différences mêmes avec les essais actuels, à diriger dans leurs tentatives d'amélioration nos modernes réformateurs.

CARTULAIRE

DE

L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER.

CARTULAIRE

DE

L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER.

---

1. — *Déclaration de Guilhem VIII, seigneur de Montpellier, concernant la liberté de l'enseignement de la Médecine.* — Janvier 1181 (n. st.).

Concessio quam fecit Dominus Guillelmus Montispessulani probis suis hominibus, ut quicumque scolas de phisica arte regere voluerit, sine aliqua interpellacione in villa Montispessulani regere possit.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi. Anno ab incarnatione ejusdem M° C° LXXX°, mense Januarii. Ego Guillelmus, gratia Dei Montispessulani dominus, filius Mathildis duccisse, proprio motu ductus et spontanea voluntate, fine bona et sine fraude, cum hac carta, ob bonum publicum et commune proficuum et utilitatem mei et tocius Montispessulani et universe terre mee, dono et firmitate perpetua concedo Domino Deo et vobis, meis probis viris Montispessulani, presentibus et futuris, et universo populo, quod ego, de cetero, prece aliqua vel precio seu sollicitacione alicujus persone, non dabo concessionem seu prerogativam aliquam alicui persone, quod unus solus tantummodo legat seu scolas regat in Montepessulano, in facultate fisice discipline, quia acerbum est nimium et contra fas et pium, uni soli dare et concedere monopolium in tam excellenti scientia; et quoniam equitas hoc fieri prohibent et justicia, uni soli in posterum nullatenus dabo. Et ideo mando, volo, laudo atque concedo in perpetuum, quod omnes homines, quicumque sint vel undecumque sint, sine aliqua interpellatione

regánt scolas de fisica in Montepessulano, qui regere scolas de fisica voluerint, et plenam facultatem, licentiam et potestatem inde eis stabilitate dono et concedo perpetua. Hoc totum sic laudo et approbo inrevocabiliter, et injungo omni successori meo, quod contra hoc ulterius non sit ausus venire.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, *Liber instrumentorum memorialium*, fol. 96 r°. — Publ. : D'Aigrefeuille, *Hist. de la ville de Montpellier,* nouv. éd., t. III, p. 514; Astruc, *Mém. pour servir à l'hist. de la Fac. de Méd.*, p. 34; Germain, *Histoire de la Commune de Montpellier*, t. I, p. LXXVII; *L'École de Médecine de Montpellier,* p. 8, et *Liber instrumentorum memorialium,* p. 409. — Cf. Gariel, *Ser. præsul. Magal.*, t. I, p. 155.

---

2. — *Statuts donnés à la Faculté de Médecine de Montpellier par le Cardinal Conrad, légat du Saint-Siège.* — Montpellier, 17 août 1220.

Conradus, miseratione divina Portuensis et Sancte Ruffine episcopus, Apostolice Sedis legatus, universis Sancte matris Ecclesie filiis, salutem in Christo Jhesu.

Ideo legum et constitutionum vigor in medium a sanctis patribus et Ecclesie moderatoribus productus est, ut humana coherceatur temeritas, tutaque sit inter improbos innocentia, et, in ipsis improbis, formidato supplicio refrenetur nocendi facultas, cum, teste Apostolo, lex data sit propter transgressores.

Sane cum dudum medicinalis scientie professio sub gloriosis profectuum titulis in Montepessulano claruerit[1], floruerit et fructuum fecerit ubertatem multipliciter in diversis mundi partibus salubrem, tanto ad conservationem medicinalis studii duximus studendum et ejus occurrendum dispendiis, communi utilitate et singulorum in hac Facultate studentium pensata, quanto ipsius exercitium, rerum familiare naturis, discretiores suos reddit opifices et humane infirmitatis instaurationi gratius adminiculatur. Nimirum hanc scientiam sapientis sententia persuadet venerari, testans quia Altissimus creavit de terra medicinam et vir prudens non abhorrebit illam.

Ut igitur impedimentis hujus studii prudenter occurramus, ne recidiva, quod absit, mala prevaleant, sed potius valida vallentur conservatione, et

liberiore multiplicentur incremento, de communi consensu et consilio venerabilium fratrum nostrorum Magalonensis, Agathensis, Lodovensis et Avenionensis episcoporum et aliorum prelatorum, necnon Universitatis medicorum, tam doctorum quam discipulorum, Montispessulani, perpetua constitutione ordinamus, promulgamus et statuimus subsequentia irrefragabiliter observanda, auctoritate legationis qua fungimur.

Nullus, qui antea non rexerit in Montepessulano, de cetero publice regat, nisi prius examinatus fuerit et approbatus ab episcopo Magalonensi et quibusdam regentium bona fide sibi adjunctis, juxta sue arbitrium discretionis.

Nullus sit in Montepessulano nomine scolaris, nisi certi magistri sit addictus regimini.

Episcopus Magalonensis, adjuncto sibi antiquiore magistro, et postea aliis duobus [1] eis adjunctis magistris discretioribus et laudabilioribus, juxta testimonium extrinsecus et secundum conscientiam propriam, eligat cum predictis sibi adjunctis unum de magistris, sive sit de illis tribus, sive de aliis, qui justitiam exhibeat magistris et scolaribus, vel aliis contra magistros vel scolares agentibus, querimonia apud eum deposita.

Quod si fuerit appellandum, ad episcopum Magalonensem appelletur, salva Sedis Apostolice in omnibus auctoritate.

Hec autem dicimus in causa civili tantum. Nam causa criminalis ad predictum Magalonensem episcopum deferatur tractanda; cujus erit de ea cognoscere.

Ille autem magister electus ad cognoscendum de causis civilibus, ut predictum est, appellari poterit Cancellarius Universitatis scolarium.

Episcopus vero Magalonensis juvet et promoveat sententias dicti cancellarii ad exequendum per ecclesiasticam districtionem.

Quod si pro tempore sedes Magalonensis vacaverit, interim prepositus Sancti Firmini predicta ad episcopum pertinentia exsequatur, sicut superius est ordinatum.

Nullus magister vel scolaris inter magistros vel inter scolares alicubi in conventibus, inceptionibus, vel in scolis, recipiatur, nisi deferat tonsuram clericalem, dum tamen ecclesiasticum beneficium fuerit assecutus, vel in sacris ordinibus fuerit constitutus [2]; similiter nec aliquis regularis, nisi habitum defferat regularem, juxta ritum sue professionis.

Si magister prosequatur suam vel suorum injuriam contra aliquem qui non fuerit scolaris, omnes magistri vel scolares, ad hoc commoniti, juvent illum consilio vel auxilio, ratione tamen previa, ne per hoc inhonoretur vel dampnificetur.

Si magister habeat causam adversus discipulum suum super salario, vel super alia re, nullus alius magistrorum ipsum recipiat, postquam commonitus fuerit, in scolis suis, donec discipulus ille certa caverit cautione magistro conquerenti, quod vel satisfaciet ei vel quod juri parebit.

Nullus magistrorum scolarem alterius scienter alliciat vel sollicitet precibus, pretio, aut quocumque modo, ad hoc ut eum subtrahat magistro suo, vel per se vel per alium.

Debitus honor exhibeatur antiquioribus magistris in sedibus et incessu, ut is alios antecedat reverentie scolastice exhibitione, quem labor prolixior docendi fecerit anteire.

Ideoque is qui prius et plus magistraverit denuntiari faciat aliis quibus diebus et quantum fuerit a lectionibus et disputationibus cessandum, ut, quando et quantum ipse cessaverit, et alii cessent, nisi familiaris necessitas, ut puta infirmitas, eum compulerit ad cessandum.

Omnes tam magistri quam scolares diligenter et devote prosequantur exsequias mortuorum.

Quando scolaris redit a locis in quibus practicaverit, libere sibi addicat quemcumque voluerit magistrum, dum tamen priori magistro suo non teneatur ratione salarii, vel alterius alicujus rei.

Scolaris sub eo incipiat magistro cujus continue ante inceptionem suam fuerit scolaris, ad minus per unum mensem.

Precipimus quod tota presens pagina in singulorum magistrorum inceptionibus publice recitetur, nec celebretur inceptio alicujus magistri, nisi presens pagina tota, magistrorum et scolarium conventu residente et audiente, in audientia prius recitetur communi; nec etiam pro magistro habeatur incepturus, nisi prius in medio juret super sancta Dei Evangelia se observaturum omnia ea que in presenti carta continentur.

Tria autem instrumenta eumdem tenorem continentia ad cautelam fieri precipimus, quorum unum precipimus custodiri ab episcopo Magalonensi, reliquum a priore Sancti Firmini et tertium a cancellario Universitatis; ita ut,

quandocumque requisitus fuerit aliquis eorum a cancellario vel magistro antiquiore, sive ab universitate scolarium, sive ab universitate magistrorum, sive a duobus magistris, faciat instrumenti penes se existentis copiam debitam, sine difficultate, et, facta copia sine difficultate, illud restituere non differat is cui facta fuerit ejus copia.

Si quis vero huic nostre constitutioni vel hiis nostris constitutionibus ausu temerario contradicere vel obviare presumpserit, auctoritate Dei Omnipotentis et nostra se noverit anathematis mucrone percelli et a Sancte matris Ecclesie gremio sequestratum. Observatores autem presentium benedictione eterna et nostra gratulari mereantur.

Ut autem perpetuo predicta robore firmentur, sigillum nostrum presentibus fecimus appendi.

Datum apud Montempessulanum, anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo, XVI kalendas Septembris.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartulaire de Maguelone,* reg. D, fol. 187 r° et 344 r°; *Livre des Privilèges de l'Université de Médecine de Montpellier,* fol. 15 r°; *Cartulaire* coté n° 9, fol. 102 r° et 117 v°, qui donne les variantes *Conrardus* et *Coraldus* pour le nom du légat; Arch. de la Fac. de Méd. de Montpellier, *Privilèges et Statuts*, fol. 64 v° et 75 v°. — Publ. : D'Aigrefeuille, *Hist. de la ville de Montpellier*, nouv. éd., t. III, p. 515; Astruc, *Mém. p. serv. à l'hist. de la Fac. de Méd.,* p. 37, et Germain, *Hist. de la Comm. de Montpellier,* t. III, p. 418. — Cf. Introduction du Cartulaire, pag. 18 et suiv.

1. « Nous avions mis ici une virgule, en transcrivant ce passage d'après la copie du *Cartulaire de Maguelone.* Mais le système de ponctuation adopté exceptionnellement pour ce texte par le *Livre des Privilèges de l'Université de médecine de Montpellier,* et une comparaison attentive des statuts du 17 août 1220 avec la bulle de Clément V du 8 septembre 1308, touchant l'élection du chancelier de cette Université, nous imposent le devoir de modifier cette première leçon, ce qui change nécessairement le sens du passage dont il s'agit, et ne nous permettrait pas de maintenir la traduction que nous en avons donnée page 82 de ce volume. » (Germain, *Hist. de la Comm. de Montp.,* t. III, p. 419, n. 1). Var. : Ep. Magal. una cum omnibus magistris vel saltim duabus partibus magistrorum eligant unum de magistris qui justiciam exhibeat... (*Cart. Mag.*, fol. 187 v°). — 2. ordinatus (*Cart.* n° 9, fol. 118 r°).

3. — *Lettres de Louis IX en faveur de l'Église de Maguelone et de l'Université de Montpellier (contenant la formule du serment prêté à l'évêque par les candidats aux examens).* — Paris, juin 1230.

Ludovicus, Dei gratia, etc. Notum facimus universis presentibus et futuris, quod, dum nuper regnum nostrum, divina disponente clementia, susseprimus gubernandum, nos, fervore devotionis succensi, divinitus ad sacrosanctas ecclesias ecclesiasticasque personas regni nostri, ad Dei laudem, gloriam et honorem ac fidei orthodoxe exaltationem, direximus conceptum et intuitum mentis nostre, sperantes firmiterque tenentes nos et regnum nostrum ex eo posse semper in melius prosperari, si Deo complacere primitus studeamus. Affectantes itaque ecclesiam Magalonensem, per nostros predecessores fundatam, cujus prompti deffensores et pugiles existere gloriamur, in pacis et tranquilitatis federe nostris temporibus propagari, libertates, franchisias et gratias per nos et predecessores nostros episcopo Magalonensi concessas, sicut in originalibus registris nostris scripte sunt, firmas, validas et inviolabiles percistere volumus per presentes, eidemque episcopo et successoribus suis, ad Dei honorem et laudem ejus ac in salutem anime nostre, de uberiori dono gratie specialis, tenore presencium concedimus potestatem et juridictionem cognoscendi, etiam inter laicos subditos nostros, de actionibus quibuscumque etiam mere realibus inmobilium seu hereditagiorum, que tenentur in emphiteosim ab eclesiis seu personis ecclesiasticis dicto episcopo subditis, et recipiendi juramentum a licentiandis et doctorandis in facultate canonica seu civili in studio ville Montispessulani, sub hac forma : « Juro quod ero obediens et fidelis domino Magalonensi episcopo ejusque » successoribus canonice substitutis, et quod eidem episcopo ejusque eclesie » dabo fidele consilium requisitus, et quod contra eumdem ejusque eclesiam » non me scienter opponam, necnon etiam agravandi excomunicatos per » eum aut ejus vicarium seu officialem, qui in sua malitia percistentes ad » obedienciam sancte matris Eclesie venire contempnunt per projectionem lapidum et portationem feretri seu bere ante domos ipsorum excom» municatorum, et alias juxta modum et consuetudinem in dicto episcopatu

» contra tales excommunicatos ab antiquo observatos. » Mandantes siquidem omnibus subditis et justiciariis nostris, ne contra nostram presentem concessionem in premissis seu aliquo premissorum dictum episcopum habeant molestare. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, presentibus literis nostrum fecimus apponi sigillum, nostro in aliis et alieno in omnibus jure salvo. Actum Parisius, anno Domini M° CC° XXX°, mense Junii.

Orig.: Biblioth. Nationale, *Mss. de Colbert*, n. 2670 *(JJ. XXVI*, f° 207 v°). Cop. — Publ. : *Hist. générale de Languedoc*, éd. Privat, t. VIII, col. 927. — Cf. Germain, *Fac. de Droit*, p. 8.

---

4. — *Bulle de Gui de Sora, légat de Grégoire IX, confirmant les Statuts de son prédécesseur le Cardinal Conrad et renouvelant la prescription d'épreuves sérieuses pour être admis à exercer la Médecine.* — Montpellier, 15 juin 1239.

Guido, miseracione divina Soranus episcopus, Apostolice Sedis legatus, dilectis filiis magistris, viris prudentibus, et scolaribus universis apud Montempessulanum studentibus, tam presentibus quam futuris, veram in Christo salutem.

Quia in firmamento scienciarum inter liberales artes medicinalis sciencia tanquam luminare majus noscitur prenitere [1], ad confovendam ipsam tanto propensius tenemur intendere, quanto per eamdem salubrius humane fragilitati consulitur et egrotantibus optate sanitatis remedia conferuntur. Ideoque, in Christo dilecti filii, vestris precibus propulsati, tam laudabilis studii, quod in Montepessulano magistrorum exercitatione prudentium anthonomazice claret et floret, ad plenum promocionem cupientes, universa et singula statuta que dudum venerabilis pater dominus Corradus [2], Portuensis et Sancte Rufine episcopus, tunc Apostolice Sedis legatus, ad conservandum studium supradictum in suo Privilegio vobis indulsit, auctoritate legationis qua fungimur innovamus et volumus inviolabiliter observari. Et quia sepe, per impericiam medicorum, qui, curacionum causas ignorant[es], vicio nimium accelerate

artis assumunt sibi exercicium praticandi, et sic multociens, unde speratur vita, ejus contrarium subinfertur, statuimus et presenti scripto edicimus ut nullus de cetero praticari presumat, nisi prius examinatus fuerit a duobus magistris, quos venerabilis pater Magalonensis episcopus eliget de collegio magistrorum : et postquam fuerit examinatus, si constiterit ipsum esse sufficientem ad praticam exercendam, dentur sibi littere ipsius episcopi et doctorum qui eum examinaverint, ex quarum testimonio quod sibi praticari liceat fides valeat adhiberi; exceptis cirurgicis, quos huic nolumus examini subjacere. Si quis vero non examinatus praticari presumpserit, excommunicacionis et anathematis vinculo se noverit innodatum.

Nulli ergo omnino hominum hanc nostre innovacionis et ediccionis [3] paginam infringere liceat vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignacionem Omnipotentis Dei et Beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum.

Datum Montispessulani, XVII kal. Julii, pontificatus domini Gregorii pape VIIII anno XIII°.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Livre des Privilèges de l'Université de Médecine de Montpellier*, fol. 6 r°; *Cartulaire* n° 9, fol. 119 r°, d'où proviennent les variantes; Arch. de la Fac. de Méd. de Montp., *Privilèges et Statuts*, fol. 79 r°.— Publ.: Astruc, *Mém. p. serv. à l'hist. de la Fac. de Méd.*, p. 40, et Germain, *Hist. de la Comm. de Montp.*, t. III, p. 422.

1. prominere. — 2. Coraldus. — 3. addicionis.

---

5. — *Statuts complémentaires de l'Université de Médecine de Montpellier.* — Montpellier, 14 et 21 janvier 1240 (n. st.).

Cum controversia verteretur inter magistros Radulfum Domino (?) [1] et Henricum de Guintonia [2], chancellarium, et Bertrandum Remensem, ex una parte, et magistros Petrum Lucratorem et Cardinalem et Robertum Senonensem et Gualterum de Blena et Gaufridum Pictavensem et Guidonem Grassinopolitanum et Johannem Britonem, ex altera, in medicina apud

Montempessulanum regentes, super quibusdam statutis, que facta fuerant ad studii eorumdem ordinacionem; nam quedam pars statuta illa penitus observari, quedam vero pro parte maxima irrita iri [3] voluerat; tandem, consenciente domino Johanne, Dei gracia Magalonensi episcopo, ut dicebant, convenerunt in hoc ipsi magistri, quod quidquid dominus Petrus de Conchis, prior ecclesie Sancti Firmini, et frater Hugo Mancii, de ordine fratrum Minorum, super eisdem statutis diffinirent tenendum vel ducerent corrigendum, mutandum, ipsis addendum et ab eisdem diminuendum, penitus observarent. Supradicti igitur prior et frater Hugo, inspectis diligenter statutis illis et auditis rationibus pro statutis et contra allegatis, habita inter se deliberacione et tractatu et requisito sapientum consilio, et eciam habito renunciato ab eisdem magistris supra dictis statutis, et juramento super sancta Dei Evangelia ab unoquoque ipsorum corporaliter prestito, de servando in perpetuum statuta que per ipsos promulganda forent, scolaribus ejusdem professionis assensum prebentibus, pronunciaverunt que subscripta sunt inviolabiliter observanda pro statutis ipsam Universitatem in medicina studentium apud Montempessulanum in perpetuum ordinantibus et regentibus, omnibus aliis statutis que ante illud tempus fuerant facta penitus infirmatis, exceptis que in privilegiis a domino Conrado, Dei gracia Portuensi et Sante Ruffine episcopo, et a domino Guidone, Dei gracia Sorano episcopo, Apostolice Sedis legatis, Universitati indultis continentur.

Nullus magister presentet baccalarium, nisi prius cursorie legerit in scolis alicujus regencium unum librum autenticum de theorica et alium de practica.

Quilibet magister potestatem habeat licenciandi baccalarium, quem in fide sua credit dignum legendi cursum in scolis suis, qui eciam valeat ei ad presentacionem.

Item, nullus magister presentet aliquem, nisi ille audierit medicinam in Montepessulano vel in alio loco famoso ad minus per tres annos et dimidium, nisi idem fuerit magister in artibus Parisius vel in alio loco famoso; et talis possit post duos annos et dimidium presentari.

Item, nullus magister presentet aliquem, nisi ille steterit in practica extra villam Montispessulani per dimidium annum; et hoc intelligimus preter annos predictos.

Item, credatur baccalario de tertio statuto per juramentum suum, dum-

modo habeat aliquem idoneum, qui secum juret quod credit firmiter eum verum jurasse.

Item, quicumque baccalarius presentandus est vadat per scolas magistrorum omnium vel majoris partis eorum et respondeat in eorum disputacionibus, ut sic de ejus sciencia experienciam possint habere magistri. Nullus magister talem prohibeat vel impediat quominus in scolis suis possit respondere. Quod si forte faceret magister aliquis, nichilominus baccalarius qui paratus fuit respondere, si permissus fuisset, possit et debeat presentari.

Item, nullus magister aliquem in promocione sua odio vel rancore impediat, si ei dignus videatur.

Item, nullus magister legat in scolis aliquo tempore cursorie, sed soli baccalarii.

Item, omnes approbaciones et reprobaciones faciant examinatores fideliter, ita quod absque omni comparacione ad aliquem dicant illum qui examinatus fuerit sufficientem vel insufficientem.

Item, omnes examinati et approbati jurent in publico se esse incepturos antequam recedant.

Item, jurent, priusquam incipiant, se esse lecturos per biennium, nisi licenciam habeant dimittendi ab episcopo Magalonensi vel ab ejus vicario.

Item, jurent quod nullum recipient laborantem acuta, nisi prius se ostenderit sacerdoti, si possibile sit.

Item, jurent quod nullum leprosum in Montepessulano recipient in cura sua ultra octo dies inter duas aquas, videlicet inter Lanum et Amausionem [4], nisi de licencia curie regis, si leprosus fuerit in territorio regis, vel de licencia curie episcopi, si fuerit in territorio episcopi.

Item, jurent quod non revelabunt secreta Universitatis, nisi dicatur quod possint revelari.

Item, jurent quod non dabunt alicui albergario vel promittent, per se vel per alium, pro una cura, ultra quinque solidos.

Item, jurent quod, si viderint periculum Universitati imminere, vel alicui vel aliquibus de universitate magistrorum, illud avertent [5], vel saltem revelabunt illi vel illis.

Item, jurent quod venient ad congregaciones que fiunt per fidem hora assignata, nisi causam habeant legitimam, per quam Universitati se excusent.

Item, jurent se observaturos statuta Universitatis.

Item, quilibet magister possit facere congregaciones, nisi illas que fiunt per fidem, quas solus faciat cancellarius.

Item, quicumque de cetero factus erit cancellarius juret coram domino Magalonensi episcopo et universitate magistrorum et scolarium quod unicuique fideliter justiciam exhibebit, magistro videlicet, vel scolaribus, vel aliis de ipsis conquerentibus, in causis que ad ipsum spectant, nec movebitur contra aliquem amore vel odio, prece vel precio. Juret etiam statuta Universitatis fideliter suis successoribus reservaturum.

Item, quilibet magister vel scolaris aliquem librum autenticum in medicina habens, quem petens non habeat aut non inveniat justo precio venalem, eum teneatur accommodare primo petenti ipsum, et ille cui accommodatus fuerit primo petenti successive, quousque alius liber habeatur [6]. Tamen ille qui librum petet magistro vel scolari ipsum habenti satisfaciat pro libro reddendo de pignore competenti vel fidejussore et quod ipsum conservabit indempnem.

Pronunciaverunt etiam dicti prior et frater Hugo quod, si in predictis statutis ab eisdem pronunciatis aliquod verbum dubium vel obscurum esset, vel aliquid augendum, immutandum vel detrahendum, a die recitationis usque ad octo dies tenerentur ipsi magistri recurrere ad ipsos priorem et fratrem Hugonem super illa dubitatione vel obscuritate vel aliis, et quidquid per ipsos pronunciaretur ipsi magistri in perpetuum tenerentur observare.

Acta sunt hec et ab utraque parte laudata anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo tricesimo nono, nonodecimo kalendas Februarii, in presencia et testimonio fratris Vitalis Vasconis, de ordine Minorum, Poncii et Thome Raimundi de Sancto Firmino, et universitatis scolarium predictorum, et mei, Guillermi Guormundi, notarii Montispessulani publici, qui mandato predictorum domini Petri de Conchis, prioris ecclesie Sancti Firmini, et fratris Hugonis Mancii [7], de ordine fratrum Minorum, hec scripsi.

Post hec, eodem anno quo supra, duodecimo kalendas Februarii, convocatis predictis magistris et scolaribus supradictis, frater Hugo, de voluntate et mandato dicti prioris Sancti Firmini, in presencia predictorum magistrorum et scolarium, habencium ratum et firmum quidquid frater Hugo predictus super predictis pronunciaret, ac si dictus prior presens esset, absentibus tamen

magistris Petro Luc[r]atore et Gualtero de Blena, subsequencia hec pro statutis, una cum superioribus statutis, promulgavit.

Nullus magister presentet baccalarium, quem magister in officio credit indignum.

Item, quilibet magister teneatur interesse principio baccalarii qui fuerit examinatus et approbatus ab episcopo Magalonensi et magistris sibi adjunctis, juxta formam Privilegii, nisi causam habeat legitimam, per quam se excuset incepturo.

Item, nulla congregacio fiat per fidem, nisi sit pro commodo Universitatis.

Ut autem predicta firmitatis robur obtineant, presentem paginam dominus Johannes, Dei gratia Magalonensis episcopus, et dominus Petrus de Conchis, prior ecclesie Sancti Firmini, sigillorum suorum munimine fecerunt roborari.

Acta sunt hec solempniter et laudata, in presencia et testimonio Desiderii [8], de Valensa, fratris Guillermi de Conchis, de ordine fratrum Minorum, Johannis Anglici, Roberti Anglici, Stephani Rinna de Ronha, Johannis Bona, Flandrensis, Felicis de Tranbleto, Petri de Assurra, et mei, Guillermi Guormundi, notarii Montispessulani publici, qui, mandato dicti fratris Hugonis ac de voluntate parcium, hec omnia scripsi.

Orig. : Arch. de la Fac. de Méd. de Montp., S. 4. E (rouleau de parch.); Arch. dép. de l'Hérault, *Livre des Privilèges de l'Université de Médecine de Montpellier*, fol. 10 v°. — Publ. : Germain, *Hist. de la Comm. de Montp.*, t. III, p. 424. — Cf. Introduction du Cartulaire, p. 21.

1. Dño. — 2. Commutonia *(Lib. Privil.)*. — 3. irritari. — 4. Amaussonem. — 5. advertent. — 6. a pluribus habeatur. — 7. Meñcis. — 8. Disderii.

---

6. — *Règlements dressés pour la Faculté des Arts de Montpellier par l'évêque de Maguelone Jean de Montlaur II.* — Montpelliéret, 27 mars 1242.

Johannes, divina permissione episcopus Magalonensis, dilectis in Christo filiis magistris et scolaribus in grammatica et logica apud Montempessulanum vel Montempessulanetum studentibus, salutem in Domino Jhesu Christo.

Cum et plantare sacrum studium et plantatum fovere modis omnibus debea-

mus, nunquam hoc melius exequimur, quam cum nutrire ea que recta sunt et corrigere que profectum studii et scolastice discipline impediunt, auctoritate nostra curamus [1]. Ut autem impedimento hujus studii occurramus prudenter, de communi consensu et consilio universitatis tam doctorum quam discipulorum in prefatis apud Montempessulanum artibus studentium, per nos et per omnes nostros successores, constitutione perpetua, ordinamus, promulgamus et statuimus subsequentia irrefragabiliter observanda :

Ut nullus de cetero in villa Montispessulani vel Montispessulaneti in grammaticis vel dyalecticis regat, nisi prius examinatus fuerit et approbatus a Magalonensi episcopo, vel ab aliquo ab eo ad hoc specialiter constituto, et quibusdam regentium bona fide sibi adjunctis, juxta arbitrium sue discretionis, et nisi licentiatus fuerit ab eodem. Si quis tamen rexerit Parisius in artibus, non examinetur; nec tamen regat in Montepessulano nisi ab episcopo Magalonensi, vel aliquo gerente vices suas, regendi licentia sibi detur.

Statuimus etiam quod quicumque examinatus fuerit juret super sancta Dei Evangelia se fore fidelem et obedientem Magalonensi episcopo et curie nostre de Montepessulaneto.

Item, statuimus quod incipientes incipiant in ecclesia Sancte Fidis, sita in Montepessulaneto, vel in aliquibus scolis, ut consuetum est in locis ubi est studium generale.

Item, statuimus quod quilibet magister, ad inceptiones si vocatus fuerit ab incipiente, accedere et interesse inceptioni teneatur.

Item statuimus quod nullus magistrorum, per se vel alium, vel aliqua machinatione, sibi alliciat scolarem alterius magistri, nec etiam in scolis suis scolarem aliquem recipiat ad doctrinam, qui alicui magistro super salario fuerit obligatus.

Preterea, ob Sanctorum Patrum reverentiam, statuimus quod nullus magister legat ordinarie in diebus sollempnibus, quos indicit Magalonensis ecclesia esse communiter celebrandos.

Item, statuimus quod quilibet magister veniat et scolares suos ad veniendum moneat et inducat ad exequias mortuorum magistrorum sive scolarium, si ab aliquo magistro vel ab officiali nostro super hoc, per se vel alio, ejus nomine, moneatur.

Item, statuimus quod quicumque vocabitur a Magalonensi episcopo vel ab

officiali ejus pro aliquo negotio Magalonensis ecclesie, vel pro aliquo generali et communi negotio totius studii hujus ville, veniat sine mora et consilium et auxilium fideliter, secundum bonam suam conscientiam, impendere teneatur.

Statuimus etiam quod nullus magister sive scolaris in hiis studens Facultatibus aliqua machinatione subtrahat alii magistro vel scolari, prece vel pretio, rancore vel odio, domum quam jam conduxit, vel, si in ea permaneat, conducere jam presumat.

Item, statuimus quod nullus magister vel scolaris, inter magistros vel scolares, alicubi in conventibus, inceptionibus vel in scolis recipiatur, nisi tonsuram deferat clericalem, dum tamen beneficium ecclesiasticum fuerit assecutus vel in sacris ordinibus fuerit constitutus; similiter, ne aliquis regularis, nisi habitum deferat regularem, juxta ritum sue professionis.

Preterea, si magister sequatur suam vel suorum injuriam contra aliquem qui non sit scolaris dicte Universitatis, omnes magistri vel scolares ad hoc commoniti juvent illum consilio et auxilio, ratione tamen previa, ne propter hoc inhonoretur vel dampnificetur.

Debitus honor exhibeatur antiquioribus magistris, in sedibus et in incessu, ut is alios antecedat reverentie scolastice exhibitione, quem labor prolixior docendi fecit anteire.

Item, statuimus quod magister qui Decanus appellabitur denuntiari faciat aliis quibus diebus et quantum fuerit a lectionibus et disputationibus cessandum, ut quando et quantum ipse cessaverit et alii cessent, nisi familiaris necessitas, ut puta infirmitas, eum compulerit ad cessandum.

Precipimus etiam quod tota presens pagina in singulis magistrorum inceptionibus publice recitetur, in magistrorum et scolarium audientia communi, nec etiam pro magistro habeatur incepturus, nisi prius in medio juret super sancta Dei Evangelia se observaturum omnia que in presenti carta continentur. Duo autem instrumenta eumdem tenorem continentia fieri precipimus ad cautelam, quorum unum precipimus custodiri ab officiali nostro et bajulo curie Montispessulaneti, reliquum a rectore Universitatis predicte, ita ut, quando requisitus fuerit idem rector ab aliquo sive ab aliquibus magistrorum vel scolarium ipsius Universitatis, sine difficultate copiam de eo faciat postulanti. Is tamen cui facta fuerit copia ipsum restituere non retardet.

Si quis vero huic nostre constitutioni seu constitutionibus ausu temerario presumpserit obviare, auctoritate Dei Omnipotentis et nostra se noverit anathematis mucrone percelli. Observatores autem presentium benedictione eterna et nostra mereantur perpetuo gratulari.

Ut autem predicta perpetuo robore confirmentur et semper maneant incommota, presentem paginam jussimus bulla nostra plumbea communiri.

Datum apud Montempessulanetum, in domo Episcopali, in aula subtus capellam, anno Dominice Incarnationis millesimo CC° XLII°, videlicet VI kal. Aprilis, presentibus et specialiter vocatis et rogatis ad hoc testibus infrascriptis, magistro Bertrando Volcas, decano, magistro Germano, rectore dicte Universitatis, magistro Deodato de Pratis, Berengario Arnaudi, archipresbytero, Pontio de Vicinobrio, priore Sancti Marcelli, Hugone de Gilabriaco, priore Sancti Vincentii [2], Pontio de Soregio, conresario, Guiraudo Petri, canonico Magalonensi, Raymundo de Ulmo, bajulo et officiali predicti domini episcopi, et Bernardo de Fisco, in toto Magalonensi episcopatu et Melgoriensi comitatu notario publico, qui hec omnia scripsit rogatus et signavit.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartulaire de Maguelone,* reg. F, fol. 353 r°. — Publ. : Germain, *Hist. de la Comm. de Montp.,* t. III, p. 449. — Cf. Germain, *la Faculté des Arts et l'ancien collège de Montpellier,* 1882, et l'Introduction du Cartulaire, p. 24 (trad.).

1. nobis a Deo auctoritate curemus. — 2. Vincenciani.

---

7. — *Bulle d'Alexandre IV autorisant l'Évêque de Maguelone à absoudre les Étudiants pour les voies de fait de peu de gravité.* — Rome, 8 février 1256.

Petro Episcopo Magalonensi.

Querentibus in agro scolastici studii sciencie margaritam merito apostolicus favor impenditur, cum, per sapientum sapientiam ignorantie depulsa caligine, decor domus Domini copiosius augeatur. Sane, sicut nobis tua fraternitas insinuare curavit, cum ad Montempesulanum, Magalonensis diocesis, causa

predicti studii, quod ibi sollempniter regitur, ad [h]auriendas sapientie aquas de fontibus discipline, scolarium copiosa confluat multitudo, contingit interdum quod eorum aliqui, per violentam injectionem manuum in se ipsos, in sententiam incidunt contra tales a canone promulgatam et ex eis aliqui divinis se immiscent officiis sic ligati, super quo, ne eisdem scolaribus inceptum deserendi studium materia subtrahatur, salubre adhiberi remedium postulasti. Nos itaque, tuis postulationibus benignius annuentes, absolvendi scolares ipsos ab excommunicationis sententia, quam pro injectione hujusmodi incurrerunt vel incurrent in posterum, juxta formam ecclesie, vice nostra, nisi forsan adeo gravis fuerit et enormis excessus, quod merito pro absolutionis beneficio ad Sedem Apostolicam sint mittendi ac etiam dispensandi cum illis ex eis qui clerici fuerint super irregularitatis macula, si quam immiscendo se divinis, non tamen in contemptum clavium absolutionis, non obtento beneficio, forsitan incurrerunt vel incurrent etiam in futurum, et injungendi eis quod de jure fuerit injungendum et injungi talibus consuevit, plenam tibi concedimus, auctoritate presentium, facultatem presentibus post triennium, etc. Datum Laterani, VI idus Februarii, anno secundo.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Alex. IV*, T. I, fol. 142.

---

8. — *Bulle d'Alexandre IV, confirmant les Statuts du 17 août 1220, donnés par le Cardinal Conrad à l'Université de Médecine de Montpellier.* — Viterbe, 28 février 1258.

Alexander episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis universitati magistrorum et scolarium de Montepesulano, Magalonensis diocesis, salutem et Apostolicam benedictionem. Cum a nobis petitur quod justum est et honestum, tam vigor equitatis quam ordo exigit racionis, ut id per sollicitudinem officii nostri ad debitum perducatur effectum. Sane peticio vestra nobis exhibita continebat, quod bone memorie C[onradus] [1], Portuensis episcopus, tunc in illis partibus Apostolice Sedis legatus, ordinavit quod nullus in arte medicine, qui ante non rexisset in illa [2], in Montepesulano regat publice,

nisi prius a Magalonensi episcopo, qui fuerit pro tempore, adjunctis sibi aliquibus regentibus in eadem arte, examinatus et approbatus fuerit, bona fide, et quedam alia honesta statuta edidit, que a magistris et scolaribus studentibus in predicta arte apud Montempessulanum mandavit inviolabiliter observari, pro[ut] in litteris inde confectis, sigillatis sigillo ipsius legati, plenius dicitur contineri. Nos itaque, vestris supplicationibus inclinati, hujusmodi statuta, prout sunt salubria et honesta, habentes rata et firma, ea auctoritate Apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmacionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignacionem Omnipotentis Dei et Beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Viterbii, II kal. Martii, pontificatus nostri anno quarto.

Orig. : Arch. de la Fac. de Méd. de Montp., S. 4. C ; Arch. dép. de l'Hérault, *Privil. Univ. med. Monspel.*, fol 7 v° et 8 r°, qui rapporte à tort cette bulle à Alexandre III, par un singulier anachronisme. Elle est dûment attribuée à Alexandre IV par le *Cartulaire 9* des mêmes archives, qui la reproduit, fol. 118 v° — 119 r°, où on lit : *Hec est confirmatio privilegii antedicti*, *concessa a domino Alexandro papa quarto, in nomine Domini, Amen.* C'est de ce dernier texte que proviennent les variantes. Elle est également attribuée à Alexandre IV dans le registre des *Privilèges et Statuts*, conservé aux archives de la Fac. de Méd., fol. 78 (note G.). — Publ. : Astruc, *Mém. p. serv. à l'hist. de la Fac. de Méd.*, p. 41.

1. Coraldus. — 2. villa.

9.— *Formule des Lettres ou certificats de Licence qu'émettaient les Professeurs de l'Université de Médecine de Montpellier, délégués pour les examens par l'Évêque de Maguelone (certificat délivré à maître Guilhem Rotberti, de Montpellier).* — Montpellier, 2 juin 1260.

Magister Petrus Guazanhaire, cancellarius studii medicinalis in Montepessulano, et magister Bernardus Calcadelli, universis presentes litteras inspecturis, salutem in vero salutari. Cum apud Montempessulanum, velut ad fontem et cenam medicinalis studii, jam dudum de diversis mundi partibus

plures accesserint et cotidie accelerent ad studendum, contigit aliquando quod nonnulli exinde cum ficella et cribro [h]aurire aqua[s] sciencie, ac clauso ore cibum refectionis sumere mus[s]itantes, vix pusillum fragmentorum seu stillam aliquam reportarant et potum ac cibum ministrare aliis presumebant. Nam questionum nodis et laqueis ac altis sentenciarum gurgitibus pretermissis, per rivalem sensum littere superficialiter transeuntes, efferri super specula magisterii aut ad ignotum praticandi officium presumptive se ingerere satagebant. Unde frequenter iidem precipites tanquam ceci precipitabant alios simplices in practica et doctrina. Sed loquela eorum et opera que sequebantur manifestabant eosdem, in sui et magistrorum confusionem, prevaricacionem artis, direpcionem studii et periculum plurimorum. Propter quod a quibusdam venerabilibus patribus et dominis, Sancte Sedis Appostolice tunc legatis, et nonnullis episcopis Magalonensibus statuta plurima emanarunt, inter que illud fuit deliberacione provida stabilitum, quod nullus, nisi prius examinatus fuerit a duobus magistris, electis a domino episcopo Magalonensi de collegio magistrorum, audeat praticari, cui ab ipso domino episcopo et eisdem examinatoribus, si sufficiens ad id inventus fuerit, littere concedantur, quarum testimonio sibi liceat praticari. Cum igitur magister Guillermus Rotberti de Montepessulano, lator presentium, qui diu et sedulo vacans exercicio lectionis, qui ab annis teneris se immolavit studio medicine, ad exercendum officium praticandi fuerit presentatus, noveritis quod nos, de speciali mandato reverendi patris et domini G[uillermi], Dei gracia Magalonensis episcopi, coram magistro Johanne Bonnenc, rectore ecclesie de Vallesennensi, ab ipso domino episcopo super hoc auditore concesso, predictum magistrum in hiis et super hiis que ad dictum officium pertinent, nullo de contingentibus obmisso, diligenter examinavimus, sicut decet; quemquidem magistrum Guillermum, repertum sufficientem et ydoneum ad praticam exercendam, examinacione premissa, remisimus domino episcopo memorato, eidem magistro G. de sua examinacione, sufficiencia, ydoneitate, fama et conversacione circa magistros continuata, per quam instructus noscitur in experiencia praticandi, cum nostris patentibus litteris sibi datis, sigillo predicti auditoris signatis, laudabile testimonium perhibentes.

Ego dictus magister Johannes, de speciali delegacione dicti domini episcopi facta michi oraculo vive vocis, examinacioni hujus modi affui, una cum

dictis examinatoribus, testimonium perhibens de premissis, sigillum meum presentibus litteris pariter apponendo.

Datum apud Montempessulanum, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo, quarto nonas Junii.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Livre des Privilèges de l'Université de Médecine de Montpellier,* fol. 14 v°. — Publ. : Germain, *Hist. de la Comm. de Montpellier,* t. III, p. 438.

---

10. — *Lettres de Jayme I^er^, roi d'Aragon, concernant la fondation du Collège théologique de Valmagne.* — Lérida, 7 juin 1263.

Noverint universi quod, cum nos, Jacobus, Dei gratia rex Aragonum, Majoricarum et Valentie, comes Barcinone et Urgelli et dominus Montispessulani, inter alios ordines ordinem Cisterciensem puro corde diligamus, et dilectionem predictam non verbo tantum, sed verbo et opere, eidem ordini ostendere debeamus, idcirco, ad honorem Dei et gloriose Virginis matris ejus Marie, ob remedium anime nostre et nostrorum parentum, damus et concedimus, per nos et successores nostros, monasterio Vallismagne et vobis fratri Bertrando, abbati, et conventui monachorum ejusdem et successoribus vestris in perpetuum, totum illum locum ab integro, quem habemus in Montepessulano, prope illum furnum nostrum et juxta hortum et domos Vallismagne antiquas, in quo Judei Montispessulani sepeliri solebant, ad faciendum et construendum ibidem studium Theologie, ad usum vestri ordinis monachorum et aliorum qui in dicto studio scientiam addiscere Sacrarum volent Scripturarum; volentes et concedentes vobis et successoribus vestris, abbatibus et monachis monasterii antedicti, quod dictum locum, cum omnibus melioramentis que ibi feceritis, teneatis et possideatis, cum introitibus, exitibus, confrontationibus suis et pertinentiis universis, a celo in abyssum, ad faciendum inde vestras proprias voluntates, prout melius dici vel intelligi potest, ad vestrum et vestrorum successorum bonum et sincerum proficuum et salvamentum. Vobis tamen, facientibus in dicto loco studium supranominatum, concedimus istud de donatione ista, quod dictum locum vendere alicui

non possitis nec aliter alienare, sed quod semper sit ad dictum studium deputatus, et quia in isto studio auctor et fundator esse volumus et patronus, recipimus sub nostra protectione, defensione et guidatico speciali dictum locum et monachos, ac etiam omnes alios ibidem habitantes sive habitaturos, vel bona eorum, in aliquo loco dominationis nostre, invadere, offendere, gravare aut etiam pignorare, culpa, crimine vel debito alieno, nisi ipsi fuerint principales debitores aut pro aliis fidejussores constituti, nec etiam in his casibus nisi prius in ipsis fraus inventa fuerit de directo. Mandantes tenentibus locum nostrum, bajulis, curialibus, consulibus ac aliis officiariis Montispessulani et universis aliis officiariis et subditis nostris, presentibus et futuris, quod hoc guidaticum nostrum firmum habeant et observent et contra ipsum non veniant nec aliquem venire permittant aliquo modo vel aliqua ratione; imo, dictum locum et alios supranominatos et bona eorum manuteneant ubique, protegant et defendant; ipsis autem querelantibus prebeant justitie complementum. Quicumque vero contra hoc guidaticum nostrum venire attemptaverit, iram et indignationem nostram et penam mille Marabutinorum, sine aliquo remedio, se noverit incursurum, damnis et injuria dicto loco, monachis ac aliis supradictis latis primitus et integre restitutis. Datum Ilerde, VII idus Junii, anno Domini MCCLXIII. Testes sunt D. Guillelmus de Entenca, Guillelmus de Cardona, Gairaudus de Pinos, Atho de Fabriciis, R. Guardia. Per manum Raymundi de Rhutenis, notarii.

Orig.: anc. arch. de l'abbaye de Valmagne. Original perdu. — Publ. : D'Aigrefeuille, *Hist. de la ville de Montpellier*, nouv. éd., t. III, p. 601, et Germain, *Hist. de la Comm. de Montpellier*, t. III, p. 413.

11.— *Bulle de Clément IV pour le Collège de Valmagne.*— Pérouse, 31 juillet 1265.

Abbati et conventui monasterii Vallis Magne, Cisterciensis ordinis, Agathensis diocesis. Amor celestis patrie vestras et professorum Cisterciensis ordinis mentes sic perspicitur alexisse, ut quasi hoc solum delectationem vobis et illis tribuat, quod divine voluntati sit placitum et salutem proferat animarum, prout ex eo inter alia multa potest colligi manifeste, quod in quadam

domo vestra de Montepessulano, Magalonensis diocesis, ubi viget studium scientie litteralis, nonnulli monachi predicti ordinis vestri, prout asseritis, studio facultatis Theologice deputati esse noscuntur, ut per eorum ministerium processu temporis salus procurari possit hujusmodi et gloria divini nominis ampliari. Hinc est quod nos, vestris supplicationibus annuentes, vobis et eisdem monachis auctoritate presentium indulgemus, ut ipsi et alii, qui eis in domo ipsa fuerint substituti, illis libertatibus et immunitatibus ac indulgentiis et privilegiis, que fratribus predicti ordinis vestri Parisius studio facultatis predicte insistentibus specialiter a Sede Apostolica sunt concessa dictisque monachis prefate domus vestre de Montepesulano competiunt, uti libere valeant et gaudere. Nulli ergo etc. nostre concessionis etc. Datum Perusii, kalendas Augusti, anno 1°.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Clement.* IV, T. I, fol. 48.

---

12. — *Mandement de Clément IV invitant l'Université de Montpellier à admettre parmi ses docteurs Guilhem Séguier, nonobstant ses statuts.* — Viterbe, 10 juillet 1268.

Universis doctoribus et scolaribus Montispesulani, Magalonensis diocesis. Thesaurus cujusque scientie, quo magis in alios doctrina studiosa diffunditur, eo per studii diligentiam in docente copiosius augmentatur. Hec dilectus filius Guillelmus Seguerii, de Montepessulano, Magalonensis diocesis, juris civilis professor, prudenter attendens, ut donum civilis sapientie, sibi a Domino creditum, tanto sibi studendo accumularet uberius, quanto diligentius docendo aliis studiosius erogaret, post diutinos labores exactos in studio, ad magistri gradum aspirans, quia id Bononie, propter dissensionem inter dilectum filium archidiaconum Bononie, ex parte una, et scolares inibi studentes, ex alia, super creatione doctorum exortam, non poterat obtinere, ad nos recursum habens, super hoc provisionis nostre remedium instantia humili postulavit. Nos itaque, ipsius voto favorabili pia benignitate faventes, dilecto filio magistro Berardo de Neapoli, subdiacono et notario nostro, juris civilis professori, commisimus ut eum, juxta formam in talibus consuetam, dili-

genter examinans, si ad hoc ipsum ydoneum inveniret, sibi licentiam in eodem jure ubique docenti auctoritate nostra concederet et cetera in hiis solita sollempnia çonsumaret. Dictus vero notarius, primo pluribus doctoribus, et postea tam illis quam aliis viris peritis de nostra curia convocatis, exacte, tam private quam publice, ipsum examinans, sibi eorumdem doctorum conspirante consensu, licentiam in eadem civili sapientia docendi ubique, ac postmodum librum, juxta morem in hiis hactenus observatum, tradita sibi a nobis auctoritate, concessit. Quocirca universitatem vestram rogamus et hortamur attente mandantes quatenus eumdem Guillelmum, tanquam ejusdem juris doctorem habentes, ipsum in omnibus ad doctorum consortium et docendi officium, non obstante statuto, juramento, excommunicatione vel quacumque firmitate alia roborato, quo venerabilis frater noster episcopus Magalonensis et vos, filii doctore[s], statuisse dicimini, quod in Montepessulano vel ejus suburbiis nullus presumat ordinarie regere, nisi alias ibidem vel Bononie rexerit aut inibi coram eodem episcopo vel illo cui quoad hec comiserit idem episcopus vices suas, per doctores Montispessulani qui voluerint interesse seu Bononie, fuerit examinatus et etiam approbatus, cum in hoc auctoritatem superioris non ignoretis exceptam, sine difficultate qualibet admittatis. Datum Viterbii VI idus Julii, anno IIII^{to}. — Universis doctoribus et scolaribus, tam Bononie quam in aliis studiis commorantibus. Thesaurus etc. usque officium, ut in superiori proxima; sine difficultate qualibet admittatis etc. ut in proxima.

Orig. : Recueil épistolaire de Bérard de Naples (ms. de la biblioth. de Bordeaux). — Publ. : Delisle, *Notices et extr. des Manuscrits*, t. XXVII.

---

13. — *Mandement de Clément IV relatif à un différend entre le roi d'Aragon et l'Évêque de Maguelone au sujet d'un Professeur de Droit nommé par le roi (Guilhem Séguier).* — Viterbe, 26 mai 1269.

Charissimo in Christo filio, regi Aragonum illustri. Contra venerabilem fratrem nostrum, Magalonensem episcopum, quem in minori constitutum officio dilexisse non modicum videbaris, rancorem aliquem tuam Magni-

tudinem concepisse litterarum inspecta series, quam ex parte sua nuper recepimus, manifestat : inter cætera continentem [1] quod episcopus memoratus in evidens præjudicium juris tui, in G. Seguerii [2] et omnes auditores ipsius excommunicationis sententiam tulerat, cui licentiam dederas in Montepessulano jura docendi civilia, cum ad hoc videretur tibi idoneus et viris in ea Facultate prudentibus, quorum consilia requisisti, et idcirco petebas ab eodem episcopo latas sententias sine difficultate aliqua relaxari. Sane, quia via [3] judicii non patebat ad tuum desiderium adimplendum, sæpedicto episcopo non presente, nec citato ab homine vel a jure, nec judicibus committi negotium credebamus expediens, cum nec etiam id postulares, aliqua regiæ celsitudini familiariter duximus perstringenda, quibus plenius instrui valeas ad ea quæ te deceant eligenda. De licentiandis quidem doctoribus in variis scientiarum Facultatibus, aliud canonica jura definiunt, aliud principum sanctiones; sed et ipsæ consuetudines per diversitates diœcesum aut locorum in hujusmodi dandis licentiis variantur. Verum in synodo papæ Eugenii canon præcipit ab universis episcopis omnem curam habendam, ut magistri et doctores constituantur, qui studia litterarum, liberalium artium dogmata, assidue doceant, quia in his maxime divina manifestantur atque mandata declarantur. Lex autem humana decernit civilis sapientiæ professores magistralem ascendere cathedram non debere, donec ab ordine decurionum fuerint approbati; pro tempore tamen loquitur, quo censura ecclesiastica [4] non vigebat, quo etiam matrimoniales causæ per laicos tractabantur. Porro casus novus a te propositus ex ipsius qualitate negotii dubitationem recipere non videtur, si purgatis oculis veritas attendatur. Constat enim Magalonensem episcopum a longissimis retro temporibus dedisse licentiam in aliis Facultatibus, consueta forma servata, et si dare non consuevit in ista, quia nec etiam petebatur, nec petendi erat occasio, ubi nec studentium vel discentium [5] numerus exigebat; quod in aliis est servatum et in ista videtur servandum, sicut [6] hodie servaretur, si quis vellet legere Arithmeticam, quæ nullo forsitan ibi tempore lecta fuit. Nam quod dicitur, quod præscriptis [7] aliquibus juribus episcopalibus, cætera quibus præscribens usus non est, remanent non præscripta, in rebus prorsus diversi generis observamus. Sicuti si una ecclesia in parrochia alterius [8] præscripserit decimam per tempus legitimum, de frumento et hordeo eam percipiens, si postea milium seminetur vel fortasse legumen,

quod nullo ibi tempore fuerat seminatum, æque de illis percipiet decimam sicut de aliis, cum sit [9] ejusdem generis, licet alterius speciei; et quidem genus istæ communicant, licet differant aliquatenus, Facultates. Sed et Cancellarius, caput studentium, post episcopum, in quacumque legat vel doceat facultate, ab episcopo ordinatus [10], unde idem episcopus caput est Studii principale. Demum de dilecto filio B. de Castaneto, capellano nostro, scire te volumus, quod, cum minori officio fungeremur, de felicis memoriæ Urbani papæ prædecessoris nostri speciali mandato, in aula ejusdem episcopi, doctorum et scholarium multitudine convocata, nos et [11] dedimus licentiam et librum tradidimus solita solemnitate servata, quocirca, si aliud ad jus tuum pertinere non occurrat, nullam tibi factam injuriam intelligimus : quod si novum aliquod intimetur, prompti sumus regium jus defendere et quidquid idem episcopus injuste fecerit, revocare. Datum Viterbii, VII [12] kalendas Junii, anno IV pontificatus nostri.

Publ. : Caseneuve, *Franc Alleu du Languedoc*, liv. I, ch. 5, art. 13; D. Martenne, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, p. 603; Astruc, *Mém. p. serv. à l'hist. de la Fac. de Méd.*, p. 42. — Cf. Germain, *Fac. de Droit.*, p. 10.

1. continentium (D. Mart.). — 2. Sergenii. — 3. vir. — 4. ecclesiæ. — 5. docentium. 6. sic et. — 7. præscripsit. — 8. sed si una ecclesia parochialis alterius. — 9. sint. — 10. ordinatur. — 11. ei. — 12. II.

---

14. — *Lettres patentes de Jayme Ier, roi d'Aragon, interdisant à Montpellier la pratique de la Médecine à quiconque n'avait pas satisfait, par examens réguliers, aux exigences légales.* — Montpellier, 20 juillet 1272.

Noverint universi quod nos, Jacobus, Dei gratia rex Aragonum, Majoricarum et Valentie, comes Barchinone et Urgelli et dominus Montispessulani, considerantes memoriter et pensantes cum quanta sollicitudine et cautela progenitores nostri, domini Montispessulani, de statuendo, conservando et ampliando medicinali studio, nunc longe lateque, juvante feliciter manu Dei, per vastam mundi solitudinem, extensis fructuosis propaginibus, dilatato, efficaciter curaverunt, tam eorum exemplo commendabili, quam evidenti utilitate reipublice inducimur, ut illorum audaciam reprimamus, qui presumunt

ibidem sine examine [1] et licentia practicare, per quod non solum nomen et fama ejusdem Studii denigratur, sed et multa incumbunt mortis pericula et rerum dispendia inferuntur. Et ideo per nos et nostros successores, futuros dominos Montispessulani, prohibemus in perpetuum et districte omnibus utriusque sexus, Christianis et Judeis, ne quis in villa Montispessulani et tota ejus dominatione audeat in Facultate Medicine aliquod officium practicandi exercere, nisi prius ibi examinatus et licentiatus fuerit. Quod si forte aliqui presumpserint attemptare, tenenti locum nostrum et aliis bajulis nostris, presentibus et futuris, districte precipimus et mandamus ut ad simplicem requisitionem Cancellarii ipsius Studii, seu vices ejus gerentis, in personis et bonis [2] puniant taliter istiusmodi [3] transgressores, quod, in pena unius, aliorum temeritas a similibus arceatur. Predictam itaque gratiam et concessionem, ad preces fidelis nostri magistri Bernardi Calcadelli, duximus concedendam, salvo tamen quod pro hujusmodi gratia et concessione nobis vel nostris successoribus non generetur nec generari possit prejudicium aliquod in juridictione scilicet et dominatione nostra. Datum in Montepessulano, XIII kalendas Augusti, anno Domini MCCLXXII.

Orig. : Arch. de la Fac. de Méd. de Montp., Inventaire général, sac 5, lettre E (copie notariée du 5 janv. 1331); *Arrêts et déclarations concernant les privilèges de la Faculté de Médecine,* fol. 63 v°, document n° 59; Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Universitatis medicœ Monspeliensis,* fol. 25 r° (cf. ibid, fol. 26 r°), d'où proviennent les variantes. — Publ. : Astruc, p. 35. — Cf. confirm. par Jayme II, 13 avril 1281, et par Charles VI, 15 oct. 1395, et certificat notarié du 5 janv. 1331.

1. examinatione. — 2. rebus. — 3. hujusmodi.

---

15. — *Protestations du vice-chancelier et de l'Université de Médecine auprès de l'official de Maguelone, pour cause de pratique illégale de la Médecine et de violation des privilèges universitaires.* — 20, 22, 24 et 31 mars 1281 (n. st.).

20 mars 1281 (n. st.).

Noverint universi quod magister Guillelmus Rotberti, vicecancellarius, et magister Hugo de Calatorio, magistri in medicina, nomine proprio et nomine procuratorio universitatis magistrorum medicine Montispessulani,

constituti coram domino Johanne Boni Filii, officiali domini Magalonensis episcopi, proposuerunt quod Johannes de Chipro non examinatus secundum tenorem et formam privilegii, concessi seu dati universitati magistrorum medicine Montispessulani a domino Guidone, miseratione divina Sorano episcopo, tunc Apostolice Sedis legato, praticaverat in villa Montispessulani, et quod, lecto eidem Johanni dicto privilegio, dictus officialis inhibuerat ipsi Johanni ne contra tenorem et formam dicti privilegii in Montepessulano de cetero praticaret. Proposuerunt etiam quod dictus officialis receperat juramentum a dicto Johanne de Chipro et quod, recepto juramento, inhibuerat iterum sibi Johanni, sub dicto juramento, ut non praticaret de cetero in Montepessulano contra tenorem et formam dicti privilegii. Item, proposuerunt quod, occasione dicti Johannis, ipsi et universitas magistrorum plures expensas fecerant et dampna sustinuerant, et petierunt a dicto officiali ut de dictis duabus inhibitionibus, factis per ipsum officialem dicto Johanni, ne contra formam dicti privilegii praticaret in Montepessulano, daret eis transcriptum et quod expensas et dampna, quas et que fecerant et sustinuerant, occasione dicti Johannis, faceret eis reddi et restitui. Dictus vero officialis respondens dixit quod de dictis duabus inhibitionibus daret dictis magistris transcriptum, si de jure debebat dare, et super expensis erat paratus facere quod debebat et faceret quod deberet. Acta sunt hec anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo octogesimo, scilicet terciodecimo kalendas Aprilis, in presentia et testimonio Guillelmi de Sancto Egidio, jurisperiti, magistri Dominici Martini, Petri Folqueti et mei, Bertrandi de Fabricis, publici Montispessulani notarii, qui, rogatu dictorum magistri Guillelmi et magistri Hugonis, hec scripsi et signo meo signavi. *(Seing du notaire).*

22 mars 1281 (n. st.).

Cum dominus Johannes Boni Filii, officialis domini Magalonensis episcopi, requisivisset ab universitate magistrorum medicine Montispessulani, si, a festo Nativitatis Domini citra, ipsi magistri fecerant inter se aliquas confederationes, conventiones seu juramenta super examinationibus unius vel plurium faciendis, magistri Guillelmus Rotberti, vicecancellarius, et magister Hugo de Calatorio, nomine proprio et nomine procuratorio, pro universitate ma-

gistrorum medicine et singulis de eadem, pecierunt a dicto domino officiali, si ipse premissa faciebat et requirebat, ex officio suo aut de mandato domini Magalonensis episcopi, et si ea de mandato domini Magalonensis episcopi faciebat et requirebat, petierunt ab eodem sibi dari transcriptum de ipso mandato. Dictus vero officialis respondens dixit quod ipse volebat scire et sciret si dicti magistri aliquas confederationes, conventiones seu juramenta, a dicto festo citra, fecerant, set de mandato, si erat sibi datum aut non, non respondit. Acta sunt hec anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo octogesimo, scilicet undecimo kalendas Aprilis, in presentia et testimonio Guillelmi Nielli, clerici, magistri Dominici Martini et plurium aliorum, et mei, Bertrandi de Fabricis, publici Montispessulani notarii, qui, rogatu dictorum magistri Guillelmi et magistri Hugonis, hec scripsi et signo meo signavi. *(Seing du notaire)*.

24 mars 1281 (n. st.).

Noverint universi quod magister Guillelmus Rotberti, vicecancellarius, et magister Hugo de Calatorio, magistri in medicina, nomine proprio et nomine procuratorio, pro universitate magistrorum medicine et singulis de eadem, constituti in presentia domini Johannis Boni Filii, officialis domini Magalonensis episcopi, dixerunt et protestati fuerunt quod, per comparitionem quam ipsi fecerant coram eo, non intendebant tacite vel expresse renunciare, verbo vel facto, privilegiis concessis et indultis universitati magistrorum in medicina studii Montispessulani, nec etiam statutis, conventionibus, juramentis inter eos interpositis, licitis et honestis, nec etiam aliis, utilitatem et comodum respicientibus predictorum magistrorum et studii antedicti, set omnibus integris manentibus et illesis et in suo perpetuo robore duraturis; dixerunt et etiam protestati fuerunt quod ipsi nec aliquis eorumdem nullas confederationes nullasque conventiones nullaque juramenta fecerant super examinationibus unius vel plurium faciendis, contra formam et tenorem privilegiorum eis concessorum et statutorum inter eos initorum et, si quas seu qua fecerant, quod non credunt, immo negant se fecisse, de presenti predicta revocant et anullant, et si qua fecerant, quod non credunt, immo negant, sibi ad invicem remiserunt, que predicta et singula

dictus officialis rata habuit atque firma. Acta sunt hec anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo octogesimo, scilicet nono kalendas Aprilis, in presencia et testimonio domini Johannis de Penna, legum doctoris, Michaelis Bidocii, Guillelmi de Sancto Egidio, Jacobi Martini, jurisperitorum, et mei, Bertrandi de Fabricis, publici Montispessulani notarii, qui, rogatu dictorum magistri Guillelmi et magistri Hugonis, hec scripsi et signo meo signavi. *(Seing du notaire).*

31 mars 1281.

Noverint universi quod magister Guillelmus Rotberti, vicecancellarius, et magister Hugo de Calatorio, magistri in medicina, nomine proprio et nomine procuratorio, pro universitate magistrorum medicine et singulis de eadem, constituti in presentia domini Johannis Boni Filii, officialis domini Magalonensis episcopi, dixerunt et protestati fuerunt eidem domino officiali hec verba que sequntur : « Domine officialis, vos non potestis dare examinatores alicui volenti praticare sive operari de medicina in Montepessulano, cum solus dominus Magalonensis episcopus inde habeat potestatem, tanquam specialiter executor ad hoc datus, et si inde a dicto domino episcopo habetis mandatum, requirimus cum instancia ut de ipso mandato detis nobis transcriptum. Item, requirimus, nomine quo supra, ut privilegia et statuta nostra nobis et dicte universitati inviolabiliter observetis ». Acta sunt hec anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo octogesimo primo, scilicet pridie kalendas Aprilis, in presentia et testimonio Jacobi Martini, Guillelmi de Sancto Egidio, jurisperitorum, Michaelis de Calatorio, magistri Dominici Martini et mei, Bertrandi de Fabricis, publici Montispessulani notarii, qui, rogatu dictorum magistri Guillelmi et magistri Hugonis, hec scripsi et signo meo signavi. *(Seing du notaire).*

Orig. : Arch. de la Fac. de Méd. de Montp., S. 5. C., nº 19. Les pièces du 20, du 22 et du 31 mars sont transcrites à la suite les unes des autres sur un rouleau ; celle du 24 mars est cousue au rouleau.

16. — *Lettres de Jayme II, roi d'Aragon, confirmant celles de Jayme Ier du 20 juillet 1272, relatives à l'exercice irrégulier de la Médecine à Montpellier.* — Montpellier, 13 avril 1281.

Noverint universi quod nos Jacobus, Dei gratia rex Majoricarum, comes Roncilionis et Ceritanie et dominus Montispessulani, attendentes quod clare memorie dominus Jacobus, rex Aragonum, pater noster, pro ampliando et conservando medicinali studio in Montepessulano, suum concessit privilegium doctoribus et universitati studentium in arte medicine in villa Montispessulani, nos volentes dicti domini patris nostri vestigiis inherere, considerantes etiam memoriter et pensantes cum quanta sollicitudine et cautela progenitores nostri, domini Montispessulani, de statuendo, conservando et ampliando medicinali studio, nunc longe lateque, juvante feliciter manu Dei, per vastam mundi solitudinem, extensis fructuosis propaginibus, dilatato, efficaciter curaverint, tam eorum exemplo commendabili, quam evidenti utilitate reipublice inducimur, ut illorum audaciam reprimamus, qui presumunt ibidem sine examine [1] et licentia practicare, per quod non solum nomen et fama ejusdem Studii denigratur, sed et multa incumbunt mortis pericula et rerum dispendia inferuntur. Et ideo per nos et nostros successores, futuros dominos Montispessulani, prohibemus in perpetuum [2] et districte omnibus utriusque sexus, Christianis et Judeis, ne quis in villa Montispessulani et tota ejus dominatione audeat in Facultate Medicine aliquod officium practicandi exercere, nisi prius ibi examinatus et licentiatus fuerit. Quod si forte aliqui presumpserint attemptare, tenenti locum nostrum et aliis bajulis [3] nostris, presentibus et futuris, districte precipimus et mandamus, ut ad simplicem requisitionem Cancellarii ipsius Studii seu vices ejus gerentis, in personis et bonis [4] puniant taliter istiusmodi [5] transgressores, quod in pena unius aliorum temeritas a similibus arceatur. Predictam itaque gratiam et concessionem duximus concedendam, salvo tamen quod pro hujusmodi concessione nobis vel nostris successoribus non generetur nec generari possit prejudicium aliquod, in jurisdictione scilicet et dominatione nostra Montispessulani. Et ad majorem firmitatem omnium predictorum, presens instrumentum sigillo

nostro majori pendenti fecimus communiri. Datum in Montepessulano, idibus Aprilis, anno Domini MCCLXXXI.

Orig. : Arch. de la Fac. de Méd. de Montp., *Arrêts et Déclarations*, etc., fol. 63 v°, document n° 60 ; Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Universitat. medicæ Monspeliensis*, fol. 33 v°. Les variantes proviennent de ce dernier manuscrit. — Publ. : Astruc, p. 36. — Cf. confirm. 5 janvier 1331 et août 1331.

1. examinatione. — 2. imperpetuum. — 3. bajulis et aliis curialibus nostris curie Montispessullani. — 4. rebus. — 5. hujusmodi.

---

17. — *Bulle du Cardinal Jean de Sainte-Cécile, légat du Saint-Siège, autorisant l'Évêque de Maguelone à conférer la Licence aux candidats qui auront fait leurs preuves devant les docteurs de l'Université de Droit de Montpellier.* — Nîmes, 20 octobre 1285.

Venerabili in Christo patri Berengario, Dei gratia episcopo Magalonensi, Johannes, ejusdem miseratione tituli Sancte Cecilie presbyter cardinalis, Apostolice Sedis legatus, salutem et sinceram in Domino caritatem. Sincere devotionis constantiam, quam ad Romanam Ecclesiam habere vos novimus, provida meditatione pensantes ac per hoc digne volentes vestram honorare personam et per honorem vobis exhibitum aliis nichilominus providere, vobis dandi licentiam regendi in jure canonico et civili, in Studio Montispessulani, vestre diocesis, illis quos per diligentem et fidelem examinationem aliorum doctorum hujusmodi studii et scientie, per vos ad hoc specialiter vocandorum, ac eorum approbationem ydoneos reppereritis, super quibus vestram intendimus conscientiam onerare, liberam, qua fungimur auctoritate, concedimus tenore presentium potestatem; statuentes nichilominus ut hii, quos taliter licentiandos duxeritis, officium magisterii libere valeant ubilibet infra legationis nostre terminos exercere. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis et constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indigna-

tionem Omnipotentis Dei et Beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Nemausi, XIII kal. Novembris, pontificatus domini Honorii pape IIII anno primo.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. B, cass. IV, nº 3. — Publ. : Germain, *Hist. de la Comm. de Montpellier,* t. III, p. 395.

---

18. — *Sommation faite à l'official de Montpellier [de Maguelone] par l'Université [de Médecine] sur le violement des Statuts.* — 1289.

Orig. : Arch. de la Fac. de Méd. de Montp., anc. Inventaire général, sac 4, lettre G; *Arrêts et Déclarations*, fol. 120 rº (indications). Original perdu.

---

19. — *Bulle de Nicolas IV, ordonnant une enquête au sujet d'une Licence en Médecine conférée par l'official de l'Évêque de Maguelone à un clerc jugé indigne de ce grade par la Faculté.* — Rieti, 1er octobre 1289.

Nicolaus episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis preposito ac Berengario Capellerii ac Rostagno de Mesoaga, canonicis ecclesie Avinionensis, salutem et Apostolicam benedictionem. Sua nobis universitas magistrorum et scolarium artis medicinalis de Montepessulano, Magalonensis diocesis, peticione monstravit, quod in eadem Universitate statutum existit, juramento firmatum et per Sedem Apostolicam confirmatum, et nichilominus de antiqua et approbata, et hactenus pacifice observata, consuetudine, est obtentum, ut scolares in loco predicto in arte ipsa studentes, si provecti fuerint et voluerint ad ejusdem artis honorem magisterii promoveri, prius examinentur per magistros artis ejusdem, et, si per eosdem magistros, vel majorem partem ipsorum, repertum seu judicatum fuerit eos esse ydoneos ad honorem hujusmodi obtinendum, Magalonensi episcopo, qui est pro tempore, sic examinati promovendi ad honorem hujusmodi presententur : et licet Ermengarius Blazini, clericus predicte diocesis, studens in loco predicto

in arte prefata, qui ad honorem predictum promoveri volebat, diligenter in arte ipsa, juxta statuta et consuetudinem hujusmodi examinatus per majorem partem dictorum magistrorum, eum non esse ydoneum ad optinendum honorem predictum fuerit judicatum, quia tamen Bertrandus Mathei, officialis dicti venerabilis fratris nostri, episcopi Magalonensis, incontinenti post examinationem et judicium hujusmodi, de mandato ipsius episcopi, ut dicebat, Bertrandum de Armacanicis et alios magistros Universitatis prefate, ad examinandum iterato, nulla causa racionabili hoc poscente, dictum clericum et eum dicto episcopo presentandum, per excommunicacionis sentenciam, et per capcionem et detencionem dicti Bertrandi et quorumdam aliorum magistrorum de ipsa Universitate, contra justiciam, compellebat, in ipsius Universitatis non modicum prejudicium et gravamen, ex parte ipsius Universitatis fuit ad Sedem Apostolicam appellatum. Quocirca discretioni vestre per Apostolica scripta mandamus, quatinus, vocatis qui fuerint evocandi et auditis hinc inde propositis, quod justum fuerit, appellacione postposita, decernatis, facientes quod decreveritis per censuram ecclesiasticam firmiter observari; testes autem qui fuerint nominati, si se gracia, odio vel timore subtraxerint, censura simili, appellatione cessante, cogatis veritati testimonium perhibere. Quod si non omnes hiis exequendis potueritis interesse, duo vestrum ea nichilominus exequantur. Datum Reate, kalendis Octobris, pontificatus nostri anno secundo. Jacobus Alexander.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Privil. Univ. med. Monspeliensis,* fol. 4 r°; Arch. de la Fac. de Méd. de Montp., *Arrêts et Déclar.*, fol. 84 r°. — Cf. Germain, *Hist. de la Comm. de Montp.*, t. III, p. 79; Astruc, p. 43 (attrib. à Nicolas III).

---

20. — *Bulle de Nicolas IV, décrétant l'érection des Écoles de Droit, de Médecine et des Arts de Montpellier en Université (Studium generale).* — Rome, 26 octobre 1289.

Nicolaus episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis doctoribus et scolaribus universis, apud Montempesulanum, Magalonensis diocesis, commorantibus, tam presentibus quam futuris, salutem et Apostolicam benedic-

tionem. Quia sapientia, que ex ore prodit Altissimi, corda humana illuminat et dirigit ad virtutes, nos, qui Dei ministri et dispensatores ministeriorum ejus existimus, ut per investigationem sapientie hujusmodi tenebre ignorantie propellantur, et, erroris eliminata caligine, homines suos actus disponant in lumine veritatis, desiderabiliter affectamus quod litterarum studia, in quibus pretiosa reperitur a sedule querentibus sapientie margarita, multiplicentur ubique, maxime in locis illis que ad grana multiplicanda doctrine ac producenda salutaria germina discipline ydonea existere dinoscuntur. Cum autem locus Montispesulani, celebris plurimum et famosus, aptus valde pro studio, consideratis diligenter ejus conditionibus, dinoscatur, nos, utilitati publice quamplurimum expedire credentes, ut in loco ipso cultores sapientie inserantur, fructum desideratum, largiente scientiarum Domino, in tempore producturi, auctoritate presentium indulgemus, ut in dicto loco sit deinceps Studium generale, in quo magistri doceant et scolares libere studeant et audiant in quavis licita Facultate. Et si qui, processu temporis, in eodem Studio fuerint qui, scientie bravio assecuto, sibi docendi licentiam, ut alios licentius erudire valeant, petierint impertiri, sanccimus ut, in jure canonico et civili, necnon et in medicina et artibus, examinari possint ibidem et in eisdem Facultatibus dumtaxat titulo magisterii decorari; statuentes ut, quotiens aliqui ad magisterium fuerint promovendi, presententur episcopo Magalonensi, loci diocesano, qui fuerit pro tempore, vel ei quem ad hoc idem episcopus duxerit deputandum, qui, magistris Facultatis illius, in qua examinatio facienda fuerit, de Universitate vestra in eodem Studio presentibus, convocatis, eos gratis et difficultate quacumque sublata, de scientia, facundia, modo legendi et aliis que in promovendis ad doctoratus officium requiruntur, examinare studeant diligenter, et illos, quos ydoneos repererint, petito secrete magistrorum eorumdem consilio, quod consilium, in ipsorum consulentium dispendium vel jacturam, revelari quomodolibet, sub divine maledictionis interminatione, districtissime prohibemus, approbent et admittant, eisque petitam licentiam largiantur, alios minus ydoneos penitus repellendo, postpositis omnino gratia, odio vel favore. Ceterum, ne, vacante Magalonensi ecclesia, contingat promoveri volentes ad magisterium impediri, volumus ut, cum in ipsa ecclesia tres esse archidiaconi asserantur, archidiacono majori presenti, vel, eo in remotis agente aut forsitan prepedito, secundo, vel, illis prepeditis aut absentibus,

tertio promovendi, hujusmodi vacationis tempore, presententur, qui eos examinent et examinatos approbent vel reprobent, secundum modum in episcopo prenotatum. Illi autem qui in loco prefato examinati et approbati fuerint ac docendi licentiam obtinuerint, ut est dictum, ex tunc, absque examinatione vel approbatione alia, regendi et docendi ubique plenam et liberam habeant facultatem, nec a quoquam valeant prohiberi. Sane, ut rite in prefatis examinationibus procedatur, precipimus ut magistri legere in eodem Studio cupientes, antequam incipiant, prestent publice juramentum, quod ipsi, vocati ad examinationes easdem, venient, nisi fuerint legitime impediti, ac gratis et sine difficultate, odio et favore postpositis, dabunt examinatori fidele consilium, qui de examinatis velut digni approbari debeant aut ut indigni merito reprobari. Qui vero juramentum hujusmodi prestare noluerint, nec ad legendum, nec ad examinationes easdem, nec etiam ad aliqua Universitatis vestre comoda vel beneficia ullatenus admittantur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis, constitutionis, prohibitionis et precepti infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem Omnipotentis Dei et Beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Rome, apud Sanctam Mariam Majorem, VII kal. Novembris, pontificatus nostri anno secundo [1].

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. B, cass. IV, nº 5 (expédition originale, en double exemplaire, et vidimus de la cour du bayle, scellé sur plomb) ; *Grand Thalamus*, fol. 68 vº (transcription). — Publ. : D'Aigrefeuille, *Hist. de la ville de Montpellier*, nouv. éd., t. III, p. 510; Germain, *Hist. de la Comm. de Montpellier*, t. III, p. 452. — Cf. Introduction du Cartulaire, p. 2 (trad.), et le facsimilé de cette pièce, joint à l'Avant-propos du présent volume.

1. Le vidimus de la cour du bayle, du 5 sept. 1295, contient la transcription de la bulle de Nicolas IV, suivie de l'apostille du notaire, rédigée en ces termes : Post predicta, anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo nonagesimo quinto, videlicet nonas Septembris, domino Philippo, Francorum rege, regnante, noverint universi, presentem paginam inspecturi, quod dominus Petrus Seguini, bajulus, et dominus Johannes de Penna, legum doctor, judex curie Montispessulani illustrissimi domini regis Majoricarum, sedentes pro tribunali dicte curie, dederunt in mandatis mihi, Guillelmo de Felgueriis, notario infrascripto, ad instantiam et postulationem domini Petri Ymberti de Saunaria, consulis et clavarii, petentis nomine suo et nomine

omnium aliorum sociorum suorum conconsulum Montispessulani, quatinus de quodam originali privilegio papali, bullato vera bulla plumbea, domini Nicolai pape quarti, in filis de serico croceis et rubeis pendente, in qua quidem bulla sunt, ex una parte, sculpta seu impressa duo capita, ad ymaginem Beatorum Apostolorum Petri et Pauli, et desuper est scriptum S. PA. S. PE., ex alia vero parte est scriptura talis : NICOLAUS PP[a] IIII, duo transcripta separata eidem domino Petro Imberti, nominibus quibus supra postulanti, facerem in publicam formam, ad securitatem et conservationem dicti privilegii et ad tuitionem juris omnium illorum in quorum favore dictum privilegium est concessum. Quo siquidem mandato mihi a predictis bajulo et judice dato et a me recepto, de predicto privilegio originali duo feci transcripta, divisa et separata, quodlibet in publicam formam, cum hoc presenti decreto, prout superius continetur, nichil addendo, mutando vel minuendo, propter quod substantia sive tenor dicti privilegii possit in aliquo immutari. Que siquidem duo transcripta separatim quodlibet et per se perscrutatus sum diligenter cum Philippo Deodati et Viviano de Pradis, publicis notariis Montispessulani, me predicta duo transcripta, unum scilicet post aliud, tenente et legente, ipsisque dictum originale privilegium inspicientibus. Quod quidem mandatum fuit mihi datum in dicta curia, in presentia et testimonio dominorum Johannis Marci et Petri Seguerii, legum doctorum, et Bernardi Basterii, notarii majoris dicte curie, et mei, Guillelmi de Felgueriis, publici notarii Montispessulani, qui, mandato predictorum bajuli et judicis et precibus dicti domini Petri Ymberti, nominibus quibus supra, hec scripsi et signo meo postea signavi. *(Seing du notaire, précédé d'indications de ratures dans la transcription).* — Huic perscrutinio, caute ac provide facto, ego, predictus Vivianus de Pradis, publicus Montispessulani notarius, testis vocatus et rogatus, interfui et subscripsi et signo meo signavi. *(Seing du notaire).* — Huic prescripto perscrutinio, caute et provide facto, ego, suprascriptus Philipus Deodati, Montispessulani notarius publicus, testis vocatus et rogatus, una cum suprascriptis tabellionibus, interfui et subscripsi et signavi. *(Seing du notaire).*

---

21. — *Décision prononcée par les délégués du Saint-Siège, au sujet d'une Licence en Médecine indûment conférée par l'official de Maguelone, malgré l'avis contraire des Professeurs de la Faculté.* — Avignon, 12 avril 1290.

Recusacio cujusdam [1] licenciati, promoti per dominum officialem Magalonensem, de licencia domini Magalonensis episcopi, contra voluntatem dominorum magistrorum dicte Universitatis.

Petrus Bicani, humilis Avinionensis ecclesie prepositus, et Berengarius Cappellerii, canonicus dicte ecclesie ac prior ecclesie de Gravasence, Avinionensis diocesis, judices a Sede Apostolica delegati, una cum domino Rostagno de Mesoagua, canonico nostro et doctore decretorum, universis et singulis ecclesiarum rectoribus seu eorum cappellanis, curam animarum habentibus, seu eorum locatenentibus per civitates et dioceses Magalonensem et Marsiliensem constitutis, ad quos presentes lictere pervenerint, salutem et sinceram in Domino caritatem. Ex parte universitatis magistrorum et scolarium artis medicine in Montepessullano commorantium, fuit expositum coram nobis, quod, cum Ermengarius Blasini, dicte diocesis Magalonensis clericus et scolaris, residens in Studio memorato, vellet in arte medicine in magistrum eligi et creari et sepe examinacioni magistrorum, ut moris est, [se] submisisset fuissetque ab eisdem repulsus penitus et exclusus, quia per examinacionem hujusmodi ab eisdem, seu majori parte eorundem, ydoneus repertus non fuerat ad hujusmodi magisterium obtinendum, juxta convenciones eorum et statuta, juramento vallata auctoritateque loci diocesani confirmata, necnon et juxta Sedis Appostolice privilegia, eisdem concessa ac eisdem postmodum ab eadem Sede ex certa sciencia confirmata, discretus vir officialis Magalonensis, de mandato domini Magalonensis episcopi, ut dicebat, quosdam ex dictis magistris per captionem corporum, quosdam vero minis et terroribus consentire cœgit, ut prefatus clericus ad magisterium hujusmodi convolaret: qui magistri, constituti postmodum libertati, ex hujusmodi gravamine ipsis per dictum officialem illato ad Sedem Appostolicam appellarunt: et quia nunc coram nobis appellacionem hujusmodi prosecuntur, quidam sue salutis inmemores se velle ipsos opprimere, tam in personis propriis, quam in rebus, ac eis dampna inferre modis pluribus cominantur, non solum in ipsorum magistrorum injuriam et gravamen ac perturbacionem [2] juridicionis nostre iniquam, sed in ipsius Sedis Appostolice vituperium et contemptum, cujus nos vices gerimus in hac parte, non actendentes quam sit grave servum contra dominum et contra superiorem subditum militare seu contra stimulum calcitrare. Cum igitur dictus dominus Rostagnus de Mesoagua, conjudex noster predictus, questionibus seu negociis in predicto rescripto papali contentis intendere nequeat, cum ad Curiam Romanam accesserit pro suis negociis explicandis, ut de hoc nobis evidenter constat, tam per

sollempnes requisiciones, citaciones et moniciones ipsius, per nos seu ex parte nostra, ad instanciam dicte Universitatis seu procuratoris ipsius, factas, et per relaciones concanonicorum nostrorum et sacerdotis ecclesie Sancti Stephani Avinionensis, ad hoc specialiter depputati, et eciam per depposicionem testium fide dignorum, juramento corporali firmatam, ut in processu inde coram nobis facto et habito plenius continetur, et in prefato rescripto Appostolico expresse et specialiter caveatur, ut, si nos omnes tres predicti nequiverimus interesse, duo nostrum prefatum negocium nichilominus exequamur. Quocirca, auctoritate qua fungimur in hac parte nobis ab Appostolica Sede concessa, vobis universis et singulis sub excommunicacionis pena districte precipimus et mandamus, quatinus ex parte nostra legitime et peremptorie per tres dies continuos, a recepcione presentium numerandos, moneatis publice in vestris ecclesiis, dum populus convenerit ad divina, ne aliquis, cujuscunque status aut condicionis existat, juridictionem nostram presumat, expresse vel tacite, palam vel occulte, perturbare, nec prefatis magistris aut scolaribus aut familiaribus vel coadjutoribus eorundem, pro predictis molestias aliquas aut injurias, directe vel per obliqum, [afferre], aut ipsos quomodolibet perturbare, alioquin nos ipsos, quos nos, ex nunc ut ex tunc, in hiis scriptis excomunicamus, eorum siquidem manifesta offensa et inhobediencia ac contumacia exigente, excomunicatos publice, singulis diebus dominicis et festivis, candellis accensis et pulsatis campanis, in vestris ecclesiis nuncietis, tam diu donec a nobis aliud receperitis in mandatis. Nos enim, si qui prefatam excomunicacionis sentenciam incurrerint quoquomodo, ipsos faciemus nominatim excomunicatos, dante Domino, per singulas ecclesias nunciari. Reddite licteras earundem portitori, sigillis vestris appositis in eisdem, in signum mandati nostri, vel, quod verius est, Appostolici, fideliter executi. Datum apud Avinionem, pridie idus Aprilis, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Universitatis medicæ Monspeliensis*, fol. 74 r°.

1. cujusdem. — 2. perturbacionis.

22. — *Lettre de l'Évêque de Maguelone aux Professeurs de la Faculté de Droit, au sujet d'un changement à apporter dans la forme des examens du Doctorat, sans préjudice de l'examen de l'étudiant Pons d'Aumelas.* — Cazilhac, 10 octobre 1292.

Berengarius, miseratione divina Magalonensis episcopus, viris venerabilibus, providis et discretis magistris, Johanni de Montelauro, archidiacono, Berengario de Homelacio, sacriste, Johanni Cambonis, vestiario Magalonensi, Raimundo de Moledario, decretorum doctoribus, Jacobo de Berniclo, Petro Cardinali, utriusque juris professoribus, Guillelmo de Sancto Martino, Guillelmo Seguerii, Petro de Tornamira, Guillelmo de Nogareto, Johanni Marci, Johanni de Penna, Raimundo Fredoli, Bernardo de Sancto Quintino et Bremundo, Montisferrarii domino, militi, legum professoribus, salutem in eo qui est omnium vera salus. Litteras vestras patentes, sigillis vestris sigillatas, nos noveritis recepisse, continentes quod per latores presentium nobis mittebatis quandam scripturam, in qua inserta et scripta erat forma que deberet observari, in examinationibus faciendis de hiis qui[bus] in Montispessulani Studio ad doctoratus honorem contingeret in posterum promoveri, quam quidem cedulam vel scripturam nobis misistis et formam continentem in eadem, sub sigillo predicti archidyaconi majoris Magalone interclusam, nos humiliter deprecantes ut dictam formam, sigillo nostro pendenti sigillatam, vobis mittere dignaremur. Nos vero, visis et diligenter inspectis supradictis vestris litteris et scriptura, formam predictam continente, deliberavimus vobis et nobis expedire quod, antequam dicta scriptura seu forma et que in eis continentur sigillo nostro sigillentur, vobiscum super premissis communicemus concilium habeamusque pariter colloquium et tractatum, quod quidem fieri poterit, et in brevi, nam, die Martis proxima, proponimus, Domino concedente, in Montepessullano presentialiter interesse et ibidem super premisso negocio vobiscum, quod ad honorem et hutilitatem nostram et vestram ac Studii memorati cedere valeat, ordinare ac hutiliter et provide vestre condecendere voluntati. Nolumus tamen propter hoc impediri promotionem et examinationem faciendam discreti viri, Pontii de Homelacio, ad doctoratus honorem, qui dyu in Montepessullano et in aliis

famosis studiis in legibus diligenter studuit et [ad] adipicendam legalem scientiam fideliter laboravit, maxime quia, antequam vestras reciperemus litteras, comissionem feceramus specialem discreto et religioso viro majori archidiacono supradicto, ut ipsum, auctoritate nostra, ad examinationem et privatam reciperet et publicam, juxta formam privilegii a Sede Apostolica indulti et concessi super facto Studii Montispessullani supradicti et nobis successoribusque nostris directi. Datum Cassiliaco [1], anno Domini millesimo CC°LXXXX° secundo, scilicet in crastinum beati Dyonisii.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. B, cass. IV, n° 4. — Cf. inventaire de Louvet, fol. 56.

1. Cazilhac, canton de Ganges, dép. de l'Hérault.

---

23. — *Déclaration devant notaire, faite par Arnaud de Villeneuve, Maître en Médecine, sur l'observation de certains Statuts.* — 1306.

Arch. de la Fac. de Méd. de Montpellier, anc. Inventaire général, sac 4, lettre H : *Arrêts et Déclarations,* fol. 120 r° (indications). Original perdu.

---

24. — *Lettres de Licence en Médecine, délivrées par le vicaire général de l'Évêque de Maguelone en faveur de Pierre Calberte (vidimus).* — Montpellier, 5 septembre 1307.

Pateat cunctis quod nos Petrus Piscis, utriusque juris professor, officialis Magalonensis, vidimus, tenuimus et de verbo ad verbum diligenter inspeximus quandam patentem et pendentem litteram venerabilis et religiosi viri domini Raimundi de Agone, prioris de Monte Arbedone, in ecclesia Magalonensi tunc vicarii in spiritualibus reverendi in Christo patris, domini Petri, Dei gratia olim Magalonensis, nunc Cameracensis episcopi, ipsius domini prioris ac discretorum virorum Guillelmi de Gaudiosa et Stephani de Fraxino, magistrorum in medicina, sigillorum appensione munitam, ut ipsorum trium sigillorum impressio pretendebat. Vidimus insuper, tenuimus et diligenter

inspeximus duas alias patentes litteras ab episcopali Montispessulani curia emanatas, sigillis dicte curie et [1] bedelli studii Montispessulani in medicina ac plurium et diversorum capellanorum ecclesiarum ejusdem loci sigillatas a tergo, prout ipsorum sigillorum circumscriptio demonstrabat, quarum quidem trium litterarum, non corruptarum in aliqua sui parte, sed omni suspicione carentium, tenores tales sunt :

Noverint universi quod, cum nobis Raimundo de Agone, Magalonensi canonico priorique de Monte Arbedone, vicario generali in spiritualibus et temporalibus reverendi in Christo patris, domini Petri, Dei gratia Magalonensis episcopi, in remotis agentis, magister Petrus Calberte, bacallarius in medicina, licentiam practicandi in Montepessulano postulaverit sibi dari, ad nos, secundum statuta ac privilegia medicorum, convocavimus discretos viros magistros Guillelmum de Gaudiosa et Stephanum del Frays, magistros in dicta scientia medicine, qui, mandato nostro, dicto baccallario ad legendum lectionem certam dicte scientie assignarunt; et in nostri presentia et plurium aliorum ac dictorum magistrorum, dictus bacallarius dictam lectionem legit, hora sibi assignata, et diligenter examinatus extitit in et super dicta scientia per magistros memoratos. Quo quidem bacallario, ut dictum est, examinato, nos, inquam, dictus vicarius, scire voluimus cum prefatis magistris, qui in examinatione interfuerant, si dictum bacallarium sufficientem ac ydoneum ad obtinendum dictam practicandi licentiam reputabant. Qui magister Guillelmus de Gaudiosa predictus, dicto magistro Stephano del Frays presente et minime contradicente, approbavit bacallarium memoratum et eum dignum sentiit, exigentibus suis et scientie meritis, ad dictam practicandi licentiam obtinendam et per nos eidem bacallario concedendam. Ideoque nos, prefatus vicarius, attendentes quod ad consummationem cujuslibet negocii appetendus est finis laudabilis, per quem saltim appareat principium et medium congrue processisse, auctoritate qua fungimur in hac parte, vobis, prefato magistro Petro Calberte, bacallario in medicina, practicandi et exercendi officium dicte scientie in Montepessulano et in tota Magalonensi diocesi licentiam ac potestatem plenariam impertimur. De quibus prefatus magister Petrus Calberte, bacallarius, petiit sibi fieri publicum instrumentum per me notarium infrascriptum. Acta sunt hec in Montepessulano, in hospicio Montis Arbedonis, anno Dominice Incarnatio-

nis millesimo trecentesimo septimo, scillicet nonas Septembris, illustrissimo domino Philippo, rege Francorum, regnante. Horum sunt testes religiosus vir dominus Raimundus Petri, Magalonensis canonicus et prior ecclesie de Cornone Terralli, Johannes de Claperiis, ordearius Montispessulani, et ego Johannes Balanserii, publicus illustrissimi domini regis Francie, in Montepessulano et in tota senescallia Bellicadri et Nemausi et ejus ressorto, et domini Magalonensis episcopi, in tota terra sua et diocesi, notarius, qui mandatus et requisitus hec omnia et singula scripsi et signo meo signavi.

In testimonium vero omnium premissorum, nos, prefati Raimundus de Agone, vicarius, et Guillelmus de Gaudiosa, magister in medicina, sigilla nostra cerea huic presenti publico instrumento duximus appendenda. Et ego, magister Stephanus del Frays, magister in medicina, examinator predictus, idem feci.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, nouvelles layettes, 8. b (Arm. dorée, liasse 16, n° 1; inv. de Darles, t. I, fol. 119). Vidimus du 29 décembre 1312. — Cf. 11 décembre 1310, 19 décembre 1310 et 29 décembre 1312.

1. Deux points dans l'original après ce mot.

---

25. — *Bulle de Clément V, concernant les auteurs à étudier et les formes à observer pour la collation des grades dans la Faculté de Médecine.* — Avignon, 8 septembre 1309.

Bulla domini Clementis pape super modo procedendi ad promocionem baccallariorum ad licenciam cum statutis observandis in cursibus.

Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis, universis magistris Facultatis Medicine, in Montepessullano, Magalonensis diocesis, commorantibus, salutem et Appostolicam benedictionem. Ad pascendum oves dominicas, cure nostre divina dispositione [1] commissas, in sana prudentia et doctrina, montes excelsos pinguis et virentis pascue perscrutamur, ut, ipsis in eisdem montibus nostro ministerio collocatis, reficiantur per hujusmodi pascuam salutaribus documentis. Rivos eciam aquas dulcedinis proferentes,

ad potandum illas, perquirimus, ut in saturitate potus aquarum ipsarum variam ex eis cum gaudio, sicut de fontibus Salvatoris, scienciarum [h]auriant ubertatem. Sed in Facultate laudabili Medicine et [2] peritiores in sinum matris Ecclesie agregare filios cupimus, et agregatos amplioris honoris favoribus prevenire, quo frequencius mortalitatis humane corporibus ipsorum exercitium salutare, neccessarium et utile comprobatur. Sane oblata nobis vestra peticio continebat quod ad hoc precipue dirigitis desideria mentis vestre, quod baccallarii, quos in Facultate ipsa, in Studio quod in Montepessullano, Magalonensis diocesis, haberi dinoscitur, sufficientes et ydoneos pro tempore contigerit reperiri, et non alii, ad statum magisterii in Facultate predicta, pro bono comuni et ut ipsi premia reportent de meritis, assumantur. Nos igitur, vestris in hac parte justis desideriis benivolencie paterne favoribus annuentes ac volentes quod de baccallariorum ipsorum ydoneitate et sufficienti pericia plene constet, Apostolica auctoritate, de consilio et ad instanciam dilectorum filiorum magistrorum Guillermi de Brixia et Johannis de Alesto, phisicorum et capellanorum nostrorum, necnon et magistri Arnaldi de Villanova, phisici, ejusdem utilitate Studii suadente, statuimus quod singuli baccallarii, in Facultate ipsa, in eodem Studio ad statum hujusmodi promovendi, medicinales scilicet conmentatos et Galieni « De complexionibus », « De malicia complexionis diverse », « De simplici medicina », « De morbo et accidenti », « De crisi et criticis diebus », « De ingenio sanitatis », et Avicenne, vel, ejus loco, Rasis ac Constantini et Ysaac libros habere, hujusmodi promocionis tempore, teneantur, et insuper duos comentatos et unum non comentatum, videlicet Tegne [3] et Pronosticorum vel Aphorismorum Hippocratis [4], quoad ipsorum quinque particulas, ac Regimenti et Johannicii aut Febrium ipsius Ysaac vel Antidotarii seu « De morbo et accidenti » et « De ingenio sanitatis » libros, quoad ejus octo particulas, legere [5], et ad questiones faciendas eisdem per quemlibet vestrum, legentium publice in scolis Facultatis ejusdem, ad minus semel respondeant, ipsarum repetendo rationes et nodos communiter solvendo [6]. Ac in locis famosis quinque annis, si in artibus magistri existant ydonei, alioquin per sex annos, pro quolibet anno octo duntaxat mensibus computatis, ejusdem Facultatem audiverint Medicine, ac in similibus locis per octo menses aut duas estates ad minus ejusdem medicine praticam duxerint exercendam ; et

nichilominus, tempore promocionis ejusdem ad statum magisterii memoratum, legant duas, unam videlicet in theorica, reliquam vero in pratica, coram vobis, ad vocacionem Cancellarii Studii supradicti vel vicesgerentis ipsius in Sancte Marie de Tabulis vel Sancti Firmini ecclesiis predicti loci de Montepessullano, hora vesperarum congregatis, more solito, lectiones, et ad singulas per vos faciendas eis super lectionibus ipsis, modestia tamen in illis et ordine debitis observatis, respondeant questiones, ut vos, per lectionem, responsionem et solucionem hujusmodi, eorum possitis scienciam experiri; et demum, baccallariis ipsis recedentibus a presentia vestra seorsum vobisque sub debito prestiti juramenti de sufficiencia vel insufficiencia baccallariorum ipsorum referentibus veritatem, si iidem baccallarii promovendi per vos ac relacionem hujusmodi ad honorem ipsum habeantur et reperiantur ydonei, prius de observandis statutis Universitatis ejusdem, corporali per ipsos prestito juramento, per illum vel illos ad prefati magisterii promoveantur honorem, ad quem vel quos promocio talium dinoscitur pertinere. Nos enim ex nunc decernimus irritum et inane quicquid circa concessionem magisterii supradicti [7] contra hujusmodi statuti vestri tenorem, privilegiis seu consuetudine quibuscunque contrariis nequaquam obstantibus, contigerit actemptari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrorum statuti et constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc actemptare presumpserit, indignationem Omnipotentis Dei et Beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Avinione, VI idus Septembris, pontificatus nostri anno quarto.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Livre des Privilèges de l'Université de Médecine de Montpellier,* fol. 3 r° ; *Cartulaire* n° 9, fol. 120 r°, d'où proviennent les variantes ; Arch. de la Fac. de Méd., *Privilèges et Statuts,* fol. 81 v°. — Publ. : Astruc, p. 45 ; Germain, *Hist. de la Comm. de Montp.*, t. III, p. 428. — Cf. *Arrêts et Déclarations*, fol. 84 v°.

1. dispensatione. — 2. eo. — 3. Tegni. — 4. Amphorismorum Ipocratis *(Lib. Privil.* et *Cartul.* n° 9*)*. — 5. leges *(Lib. Privil.)*; legerunt *(Cartul.* n° 9*)*. — 6. dissolvendo. — 7. quicquid contra confectionem m. s.

26. — *Bulle de Clément V, exigeant, pour l'élection du Chancelier de la Faculté de Médecine, les deux tiers des voix des Professeurs, outre celle de l'Évêque de Maguelone.* — Avignon, 8 septembre 1309.

Bulla domini Clementis pape super electione domini Cancellarii dicte Universitatis.

Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis, universis magistris Facultatis Medicine, in Montepessulano, Magalonensis diocesis, commorantibus, salutem et Apostolicam benedictionem. Deus scienciarum altissimus, qui lucem inaccessibilem [1] habitat super celos, inter clara dona virtutum, que in mentibus sibi cogitaciones preparantium veritatis larga pietate diffundit, incomparabiles thesauros sciencie congregat affluenter, ut ipsi tanquam lucerna, non sub modio, sed supra candelabrum constituta, domum Domini radiis claritatis illuminent, custodiant in illa justiciam, legem divine Majestatis exquirant, et qui sunt in ipsa fidelibus luce resplendeant actionum. Et licet nos, quem ille Pastor eternus, qui clavem omnis sciencie secum habet, gregi fidelium, ut ipsum pascamus sciencia et doctrina, preesse voluit pia dignacione pastorem in Ecclesie firmamento, multorum diversitatem [2] fidelium, qui divicias scienciarum amabiles in sinu ejusdem Ecclesie congregent spacioso et in [h]orreum Domini grana salutis inferant, stabilire paterne diligencie studiis laboremus, tamen in Facultate laudabili Medicine eo libencius Ecclesie prefate nutrire cupimus filios eruditos, quo frequencius absque peritorum in Facultate ipsa ministerio fructuoso, vite presentis tabescente vigore, scienciarum congeries in corpore mortalitatis humane dissolvitur et per ministerium ipsum sanitatis integritas, per quam in eo scienciarum fructus eidem Ecclesie succrescunt amabiles, solidatur. Sane oblate nobis vestre peticionis habet assertio quod, inter cetera que vobis et Universitati vestre ex creacione Cancellarii Universitatis ejusdem, quem Magalonensis episcopus, qui est pro tempore, cum uno de antiquioribus magistris et duobus aliis Universitatis ipsius adjunctis eidem, secundum antiqua privilegia Studii vestri, creandi habet liberam facultatem, noscuntur dispendia provenisse, interdum ad ejusdem cancellarie officium minus ydonei

et nonnulli alii, qui felici statui Universitatis ejusdem non verentur comoda privata preponere, assumpti frequentius extiterunt, sicque contingit quod, dum tales ejusdem cancellarie preficiuntur officio, ad magisterii honorem indigni, ex quorum ignorancia prefatum Studium suscipit nocumenta gravia, promoventur improvide, et alias sepedicti magistri, dum per hoc ipsorum, quos a precedentibus longe temporibus dignos reddidit laudanda fecunditas honore cathedre magistralis, honorabilis status vilis efficitur, delectabile Studii sepedicti pomerium irrigare per Facultatis ejusdem fluenta copiosa desistunt, sique dicti pomerii poma suavia inutiliter decidunt et arescunt; nos igitur, intendentes quod in electione Cancellarii supradicti, qui, sicut asseritur, Studio presidet memorato et certam potestatem seu jurisdictionem habet in illo, maturius procedatur, et diligencius actendentes quod salus in multis consiliis reperitur habitaque super hiis cum dilectis filiis Arnaldo de Villanova et Johanne de Alesto, phisico et capellano nostro, qui olim diu rexerunt, et quibusdam aliis magistris, qui regunt ad presens in Studio prelibato, et nonnullis aliis, qui, ad magisterii statum in eodem loco promoti, diversis temporibus rexerunt ibidem, quamvis inpresenciarum a dicto Studio sint absentes, plena deliberacione prehabita, et ab ipsis, necnon a quondam magistro Guillermo de Masero [3], phisico, dum vivebat, qui eciam longo tempore in Studio rexerat memorato, informacione recepta, vestris et multorum ex eis devotis supplicationibus inclinati, Apostolica auctoritate statuimus, ejusdem utilitate Studii suadente, quod, nisi due partes Universitatis magistrorum Facultatis ejusdem, conmorancium in Studio sepedicto, in electione dicti Cancellarii cum episcopo prefato consenserint, ipsius electio, privilegiis memoratis seu quacunque consuetudine contraria nequaquam obstantibus, nullius penitus sit momenti. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostri statuti infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc actemptare presumpserit, indignacionem Omnipotentis Dei et Beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Avinione, VI idus Septembris, pontificatus nostri anno quarto. P. Astibilis.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Livre des Privilèges de l'Université de Médecine de Montpellier*, fol. 1 r°; *Cartulaire de Maguelone*, reg. D, fol. 344 v°; *Cartulaire* n° 9, fol. 119 v°, d'où proviennent la plupart des variantes ; Arch. de la Fac. de Méd.,

Privilèges et Statuts, fol. 80 r°. — Publ. : Astruc, p. 44 : Germain, *Hist. de la Comm. de Montp.*, t. III. p. 433. — Cf. *Arrêts et Déclarations*, fol. 84 r°. — Cf. certificat notarié du 19 janvier 1324.

1. inmarcessibilem. — 2. universitatem *(Lib. privil.)*. — 3. Mazeto.

---

27. — *Bulle de Clément V, exigeant, pour l'obtention de la Licence dans la Faculté de Médecine, les deux tiers des voix des Professeurs, outre celle de l'Évêque de Maguelone.* — Avignon, 8 septembre 1309.

Bulla domini Clementis pape super concessione licencie in Facultate Medicine.

Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis, universis magistris et scolaribus Facultatis Medicine, in Montepessullano, Magalonensis diocesis, commorantibus, salutem et Appostolicam benedictionem. Deus scienciarum altissimus, qui lucem inaccessibilem [1] habitat super celos, inter clara dona virtutum, que in mentibus sibi cogitaciones preparantium veritatis larga pietate diffundit, incomparabiles thesauros sciencie congregat affluenter, ut ipsi, tanquam lucerna, non sub modio, sed supra candelabrum constituta, domum Domini radiis claritatis illuminent, custodiant in illa justiciam, legem divine Majestatis exquirant, et qui sunt in ipsa fidelibus luce resplendeant actionum. Et licet nos, quem ille Pastor eternus, qui clavem omnis sciencie secum habet, gregi fidelium, ut ipsum pascamus sciencia et doctrina, preesse voluit pia dignacione pastorem in Ecclesie firmamento, multorum diversitatem fidelium, qui divicias scienciarum amabiles in sinu ejusdem Ecclesie congregent spacioso et in [h]orreum Domini grana salutis inferant, stabilire paterne diligencie studiis laboremus, tamen in Facultate laudabili Medicine eo libencius Ecclesie prefate nutrire cupimus filios eruditos, quo frequencius absque peritorum in Facultate ipsa ministerio fructuoso, vite presentis tabescente vigore, scienciarum congeries in corpore mortalitatis humane dissolvitur et per ministerium ipsum sanitatis integritas, per quam in eo scienciarum fructus eidem Ecclesie succrescunt amabiles, solidatur. Ex tenore siquidem vestre peticionis accepimus quod in antiquis privilegiis Studii vestri inter alia continetur quod nullus, qui ante non rexerit in Montepessullano, de

cetero publice regat, nisi primo ab episcopo Magalonensi, qui pro tempore fuerit, et quibusdam ibi regentium bona fide sibi adjunctis, juxta sue discretionis arbitrium, examinatus extiterit et eciam approbatus. Cum autem ex hoc ab episcopo et adjunctis predictis regendi publice in eodem loco Montispessullani interdum minus ydoneis licencia concedatur, ex quorum ignorancia prefatum Studium periculosa suscipit nocumenta, aliasque, dum per hoc vester, filii magistri, quos a precedentibus longe temporibus dignos reddidit laudanda fecunditas honore cathedre magistralis, vilis honorabilis status efficitur, delectabile Studii sepedicti pomerium irrigare per Facultatis ejusdem fluenta copiosa desistitis, sicque dicti pomerii poma suavia inutiliter decidunt et arescunt [2]; nos, intendentes quod in concessione licencie supradicte maturius procedatur et diligencius actendentes quod salus in multis consiliis reperitur, habitaque super hiis cum dilectis filiis Arnaldo de Villanova et Johanne de Alesto, phisico et capellano nostro, qui olim diu rexerunt, et quibusdam aliis magistris, qui regunt ad presens in Studio memorato, et nonnullis aliis, qui, ad magisterii statum in eodem loco promoti, diversis temporibus rexerunt ibidem, quamvis inpresenciarum a dicto Studio sint absentes, plena deliberacione prehabita, et ab ipsis, necnon a quondam magistro Guillermo de Mazero [3], phisico, dum vivebat, qui eciam longo tempore in Studio rexerat memorato, informacione recepta, vestris et multorum ex eis devotis supplicationibus inclinati, Appostolica auctoritate statuimus, ejusdem utilitate Studii suadente, quod, nisi due partes universitatis magistrorum Facultatis ejusdem, commorancium in Studio sepedicto, in concessione licencie supradicte cum episcopo prefato consenserint, ejusdem licencie concessio [4], privilegiis antedictis seu quacunque consuetudine contraria nequaquam obstantibus, nullius penitus sit momenti. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostri statuti infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc actemptare presumpserit, indignacionem Omnipotentis Dei et Beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Avinione, vi idus Septembris, pontificatus nostri anno quarto. N. Piper.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Livre des Privilèges de l'Université de Médecine de Montpellier*, fol. 5 r° (Cf. ibid. fol. 30 r°); *Cartulaire* n° 9, fol. 120 v°, d'où proviennent les variantes; Arch. de la Fac. de Méd., *Privilèges et Statuts*, fol. 83 v°.

—. Publ.: Germain, *Hist. de la Comm. de Montp.*, t. III, p. 431. — Cf. *Arrêts et Déclarations*, fol. 84 v°. — Cf. Astruc, p. 47. — Cf. certificat notarié du 5 mai 1326 et vidimus d'août 1331.

1. inmarcessibilem. — 2. Les *Privil. Univ. med.*, fol. 30 v°, et le *Cartul.* n° 9 donnent la variante suivante, depuis les mots *Ex tenore siquidem :* Sane oblate nobis vestre peticionis series continebat, quod ex eo quod episcopus Magalonensis, qui est pro tempore, secundum antiqua privilegia Studii vestri, cum duobus Studii ejusdem magistris, quibus vult potest dare licenciam praticandi, noscuntur inter alia dipendia provenisse, quod interdum minus ydoneis licencia ipsa conceditur, sicque fit quod vester, filii magistri (vestri, filii, magisterii, *Cartul.* n° 9), honorabilis status vilis efficitur et exinde prefatum Studium gravia suscipit nocumenta. Nos igitur intendentes quod [in] hujusmodi concessione licentie maturius procedatur et considerantes utilius et attentius quod salus in multis consiliis reperitur, habitaque super hiis... — 3. Mazeto. — 4. eadem concessa licentia.

---

28. — *Mandement de l'official de Maguelone aux membres de l'Université, leur enjoignant de ne pas inquiéter maître Pierre Calberte dans l'enseignement et l'exercice de la médecine.* — Montpellier, 11 décembre 1310.

Gaucelmus Malzeni, archipresbiter Sancti Gervasii, Albiensis diocesis, viceofficialis Magalonensis, magistro Alberto, bedello Studii Montispessulani in Medicina, salutem in Domino. Vobis districte precipiendo mandamus quatinus per omnes et singulas scolas Studii predicti in dicta scientia magistris et baccallariis actu legentibus in eisdem vel ad eosdem, ubicumque, ex quavis causa fuerint congregati, personaliter accedentes, ipsos magistros et bacallarios et eorum quemlibet diligenter, ex parte nostra, canonice moneatis, eisdem nichilominus, sub excommunicationis pena, districtius inhibendo, ne, verbo vel facto, per se vel alium aut alias quovis modo, magistrum Petrum Calberte, bacallarium in dicta medicine scientia diligenter examinatum et sufficientem ac ydoneum per [1] magistros in dicta scientia ad practicandum repertum et approbatum, qui etiam bacallarius [licentiam] ad practicandum necnon et ad alios actus dicte scientie competentes, in Montepessulano, cum solemnitate qua decuit adhibita, obtinuit, prout in quodam instrumento publico inde confecto, et tribus sigillis cereis, uno domini [1] vicarii domini olim [1] Magalonensis, nunc Cameracensis episcopi, aliis duobus [1] magistro-

rum in dicta scientia, qui predictis interfuerunt, pendentibus sigillato, plenius vidimus contineri, quavis temeritate impedire vel perturbare presumant, quominus dictus magister Petrus practicare, legere et alios actus dicte scientie competentes, prout aliter exercuit, exercere valeat, juxta dicte sue licentie continentiam et tenorem; alioquin contra omnes et singulos magistros et bacallarios predictos, nisi causam rationabilem infra triduum proposuerint coram nobis, que predictis obviare noscatur, dictam excommunicationis sententiam faciamus per dictas scolas dicti Studii promulgari. Reddite litteras sigillatas latori. Datum in Montepessulano, tercio idus Decembris, anno Domini millesimo CCC° decimo.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, nouv. lay. 8. b (Arm. dorée, liasse 16, n° 1). A la suite de la pièce du 5 septembre 1307. — Cf. la pièce suivante.

1. Deux points dans l'original après ces mots.

29.— *Mandement de l'official de Maguelone aux membres de l'Université, leur renouvelant l'injonction de ne pas inquiéter maître Pierre Calberte.* — Montpellier, 19 décembre 1310. Vidimus du 29 décembre 1312.

19 décembre 1310.

Guiraudus Cavallerii, jurisperitus, viceofficialis Magalonensis, capellanis ecclesiarum Sancti Firmini, Sancte Marie de Tabulis et aliarum Montispessulani, ad quos presentes littere pervenerint, ac magistro Alberto, bedello generali Studii Montispessulani predicti in Medicina, salutem in Domino. Cum per vos, bedellum prefatum, alias canonice moneri fecerimus per scolas dicti Studii omnes et singulos magistros et bacallarios actu legentes ibidem, eisdem inhibendo districte, sub excommunicationis pena, ne, verbo vel facto, per se vel alium aut alio quovis modo, magistrum Petrum Calberte, bacallarium in dicta scientia medicine diligenter examinatum, sufficientem et ydoneum per magistros in dicta scientia ad practicandum et ad alios actus ipsi scientie competentes repertum et approbatum, solemnitate qua decuit adhibita, quavis temeritate impedire vel perturbare presumerent, quominus

idem magister Petrus practicare, legere et alios actus dicte scientie competentes, prout alias exercuerat, exercere valeret, juxta sue licentie instrumenti publici tenorem, manu publica confecti, alioquin, nisi infra triduum causam rationabilem proponerent, dictam excommunicationis sententiam faceremus per dictas scolas dicti Studii promulgari, quorum magistrorum quidam, se opponentes et comparentes, nichil contra predicta rationabile proposuerunt, per viam invidie et malicie dampnatarum prima facie incedentes, idcirco vobis, universis et singulis capellanis et bedello prefatis, districte precipiendo mandamus quatinus vos, capellani, in vestris ecclesiis, per tres dies dominicos proximos continuos vel festivos, cum major multitudo populi ad missarum solemnia fuerit congregata, vosque, bedelle predicte, in scolis, ut premittitur, de gratia moneatis omnes et singulos magistros et bacallarios Studii antedicti, molestantes et perturbantes dictum magistrum Petrum, eisdem districtius inhibendo, ne, ut predicitur, dictum magistrum Petrum Calberte deinceps in predictis modo predicto molestare vel perturbare presumant, alioquin ipsos magistros et bacallarios predictos hujusmodi, quos nos nunc ut ex tunc in hiis scriptis, Deum habentes pre oculis, eorum culpa et mora precedentibus, excommunicamus, excommunicatos vos, capellani, in ecclesiis, singulis diebus dominicis et festivis, et vos, bedelle, in scolis, ut prefertur, tamdiu publice nuncietis, donec a nobis aliud receperitis in mandatis. Reddite litteras sigillatas. Datum XIIII° kalendas Januarii, anno Domini millesimo CCC° decimo.

29 décembre 1312.

Nos autem, officialis prefatus, visis, tentis et diligenter inspectis dictis originalibus, requisiti ea in hac presenti pargameni menbrana transcribi fecimus et sigilli officialatus nostri Magalonensis appensione muniri.

Datum in Montepessulano, IIII° kalendas Januarii, anno Domini millesimo CCC° duodecimo.

Arch. mun. de Montpellier, nouv. lay. 8. b (Arm. dorée, liasse 16, n° 1). — Cf. Grand Chartrier, B. IV, n° 6 (inv. de Louvet, fol. 56). A la suite des pièces du 5 septembre 1307 et du 11 décembre 1310 (vidimus).

30. — *Statuts concernant la promotion à la Licence des Bacheliers en Médecine.* — Montpellier, 16 juillet 1313. Confirmation par l'official de Maguelone, 21 septembre 1313.

Instrumentum quod aliqui non possint promoveri ad licenciam post festum Penthecostes.

16 juillet 1313.

Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod nos, magistri in medicina tocius Universitatis Studii ville Montispessullani illustris domini regis Majoricarum et domini Montispessullani, scilicet Durantus Pecolli, vicecancellarius venerabilis cetus dominorum magistrorum predicte Universitatis, Jordanus de Turre, Bernardus de Bonahora, Johannes Massati, Hugo de Montebuxerio, Aymo de Maseriis, Guillermus Martini, magistri in medicina in dicto Studio dicte ville, convocati et citati per Albertum, bedellum generalem Studii antedicti, cum quadam patenti lictera, sigillata in dorso cum cera viridi, sigillo, ut prima facie apparebat, magistri Duranti Pecolli, vicecancellarii prelibati, tenor cujus inferius est insertus, tam per nos, quam per alios citatos, nostros consocios, magistros in sciencia memorata, a quibus laudare et ratifficare faciemus inferius comprehensa, intendentes totis viribus circa comodum et honorem, non solum dicte Universitatis, sed eciam dicte ville et omnium habitancium et precipue studencium in eadem, propter quod labores voluntarios passi sumus, ut futuris successoribus, magistris et scolaribus, tranquilitas moliatur, tam per diversas noctes insompnes quam dies innumerabiles, nam nostrorum interest, preheunte Christi auxilio, nos ipsos et studentes in sciencia, moribus, statutis et scienciis taliter informare, ut et corda et corpora cum actibus Deo jugiter famulentur, hinc amor incitat ad agendum, sed pax et obediencia precipitant ad complendum. Idcirco, voce consona Trinitatis nomine invocato, Patris, Filii et Spiritus Sancti, Amen, per quam creanda

initiando respirant, respirata perficiendo aspirant ad merita graciarum, statuta statuimus que sequntur :

Statuimus quod de cetero nullus baccallarius in sciencia medicine, a festo Pentecostes usque ad festum Sancti Luce recipiatur ad aliquod examen magisterii medicine. Quod si aliquis ex baccallariis fuerit, ut moris est, examinatus et approbatus in reliquo tempore, scilicet a festo Beati Luce usque ad festum Pentecostes, in reliquo tempore, scilicet a festo Pentecostes usque ad festum Sancti Luce, et in quolibet tempore, possit procedere ad magisterium, ut prius moris erat.

Item, quod de cetero, in inceptionibus magistrorum novorum, quando erunt in ecclesia Sancti Firmini, ubi moris est magistros novos in medicina magistrare, plures magistri quam sex, non respondeant nisi duo magistri tantum, ita quod in primo magisterio venturo respondeant duo tantum magistri antiquiores primi magisterii, et sic deinceps, donec omnes vel singuli magistri dicte Universitatis modo simili pertransierint respondendo; et hoc facere volumus ut antiquiores in magisterio aliisque honoribus preferantur.

Item, statuimus quod illi magistro, sub quo promovebitur novus magister, non liceat aliquomodo habere jus repetendi responcionem questionis in tota revolucione responcionum magistrorum per ordinem facienda, si illa vice qua promovit magistrum novum sibi responcio debebatur. Si autem magistri essent in illo principio sex tantum, tunc ordinamus quod fiant principia sicut erat acthenus consuetum in ecclesia antedicta, scilicet quod medietas magistrorum, scilicet tres ex eis, arguant, et alii tres respondeant; et hoc intelligimus computando magistrum novum in numero illorum sex magistrorum.

Tenor vero dicte lictere talis est :

Hugo de Montebuxerio et Guillermus Martini, procuratores Universitatis magistrorum Montispessullani in Medicina, rogant et requirunt vos, magistrum Durantum Pecolli, vicecancellarium, quatinus mandetis congregacionem, sicut moris est, fieri, ad instanciam nostri, quia volumus aliqua proponere ad honorem et utilitatem Universitatis nostre et preconservacionem futuri periculi ; et hoc faciatis hodie fieri, vel saltim die lune.

Acta sunt hec in Montepessullano, in ecclesia Sancti Firmini et in cappella Sancte Trinitatis, anno Dominice Incarnationis millesimo trecentesimo tercio

decimo, scilicet septimo decimo kalendas Augusti, domino Philippo, Francorum rege, regnante, in presencia et testimonio Johannis de Mediolano, Petri de Canali de Luca, Johannis Brunelli, clericorum, et mei, Raymundi Valarauga, publici Montispessullani, ubi hec acta sunt, notarii, qui, requisitus [1] per dictos dominos magistros superius nominatos et rogatus, hoc instrumentum scripsi.

21 septembre 1313.

Post hec, anno quo supra, scilicet undecimo kalendas Octobris, dicto domino Philippo, Francorum rege, regnante, noverint universi quod nos, Petrus Picis, utriusque juris professor, officialis Magalonensis, et Gibertus de Cosnaco, vicarii reverendi in Christo patris, domini Johannis, divina gracia episcopi Magalonensis, visis et diligenter intellectis ordinacionibus supradictis de verbo ad verbum, prout superius est insertum, habito et comunicato diucius consilio plurium peritorum, ad instantem requisicionem et supplicacionem dicti magistri Guillermi Martini, procuratoris dicte Universitatis dictorum magistrorum in sciencia memorata, ut dixit, dicta statuta et omnia universa et singula in eis contenta, quilibet nostrum, auctoritate et potestate qua fungimur, confirmamus et corroboramus virtutemque et efficaciam habere volumus, quandiu dicto domino nostro Magalonensi episcopo placuerit.

Acta sunt hec in Montepessullano et in aula dicti domini episcopi, in presencia et testimonio domini Johannis Ricardi, jurisperiti, Johannis Bonnalli, scolaris in medicina, et mei, Raymundi Valarauga, publici notarii prelibati, qui, requisitus a dicto procuratore et mandato dictorum dominorum vicariorum, hec omnia scripsi et signavi. R. V.

Orig.: Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Universitatis medicæ Monspeliensis*, fol. 67 r°.

1. requiritus.

31. — *Déclaration en forme de statut, exigeant que les Maîtres de l'Université de Médecine soient issus de mariage légitime.* — Montpellier, 12 août 1313.

Noverint universi presentem paginam inspecturi quod, anno Domini nostri millesimo trecentesimo decimo tercio, die duodecima mensis Augusti, convocatis ac mandatis omnibus magistris Universitatis Medicine Studii Montispessulani per bedellum dicte Universitatis, qui erant in predicto Studio, cum cedula sigillata cum sigillo gerentis vices domini Cancellarii predicte Universitatis, ex mandato per fidem contento in dicta cedula, ex parte magistri Hugonis de Montebusserio, qui tunc vices dicti domini Cancellarii gerebat, super quedam negocia et quedam statuta ordinanda pro honore dicte Universitatis ac ejus utilitate, ut omnes in vesperis in ecclesia Sancti Firmini, ut moris est, convenirent; comparuerunt autem sive convenerunt infrascripti magistri predicti Studii, scilicet magistri Bartholomeus de Lunello, Pontius de Trellia, Petrus de Capitestagno, Jordanus de Turre, Bernhardus de Bonahora, Johannes Massoni, Hugo de Montebusserio, Aymo de Masseriis, Guillermus Martini, Guillermus Brocha. Quibus existentibus in dicta ecclesia, et expeditis quibusdam negociis dicte Universitatis, predicti omnes magistri unanimiter, nemine contradicente, statuerunt et ordinaverunt, in honorem Dei et reverende ecclesie Magalonensis et tocius Universitatis ac ejus utilitate[m], conformando se ipsos ordinacioni aliarum Universitatum et canonibus sapientum, pro eis presentibus et absentibus et futuris, ad magisterii in medicina dignitatem perpetuo et inviolabiliter valiturum hoc statutum, quod nullus qui non fuerit de legitimo matrimonio natus, cujuscumque condicionis fuerit vel qualitercumque aliter natus fuerit, preterquam de vero et legitimo matrimonio, licet in predicto Studio, temporibus retroactis, visum non fuerit de aliquo noto, non nato ex legitimo et vero matrimonio, ad magisterium promoveri, de cetero promoveatur [1] nec promoveri possit per magistrorum universitatem ad magisterium, in predicto Studio vel Universitate, nisi super hoc haberet a Sede Apostolica et optineret specialem ac precisam et determinatam dispensacionem, vel si propter defectum magistrorum dictum

Studium periret. Et hoc juraverunt predicti magistri, pro eis presentibus et absentibus et futuris, super sancta Dei Ewangelia, porrigendo manum ad altare. Et ordinaverunt et statuerunt ibidem quod quilibet magister, qui de cetero creabitur, hoc idem juret in predicta ecclesia, ante sui inceptionem. In cujus rei testimonium predicti magistri ordinaverunt quod predictum statutum sigillo Universitatis et cujuslibet predictorum magistrorum firmari et roborari, ad majorem evidenciam veritatis, deberet, et ut hec omnia firmiter observentur et veracior (?) [2] noticia de vitando perjurio habeatur per omnes magistros.

Et ego dominus Pecolli, tunc absens, post adventum meum predictum statutum juravi et sigillum meum apposui. — Idem, magister Guillermus Collumbi sive de Gaudiosa, ego ipse facio. — Idem, ego magister Guido de Jaurens, feci et sigillum meum apposui.

Orig. : Arch. de la Fac. de Méd. de Montpellier, S. 4. I (original sur parch., scellé de 16 sceaux sur double queue de parch.) ; Arch. dép. de l'Hérault, *Livre des Privilèges de l'Université de Médecine de Montpellier,* fol. 7 r°. — Publ. : Germain, *Hist. de la Comm. de Montp.,* t. III, p. 436. — Cf. *Arrêts et Déclarations,* fol. 98 v°.

1. promoveant. — 2. Mot en partie effacé; securior (G.).

---

32. — *Procès de l'Université [de Médecine de Montpellier] contre Pons de Lunel, qui, ayant été reçu docteur à Avignon, et non à Montpellier, où, au contraire, il avait été renvoyé, voulait cependant pratiquer audit Montpellier et y enseigner la médecine, ledit procès commencé en 1315.* — 1315.

Orig. : Arch. de la Fac. de Méd. de Montp., anc. Inventaire général, sac 5, lett. R; *Arrêts et Déclarations,* fol. 121 r° (indication). Original perdu. — Cf. 1er avril 1330.

---

33. — *Privilège relatif à l'exercice de la médecine, accordé par Sanche, roi de Majorque, seigneur de Montpellier, à l'Université de Médecine, en confirmation des privilèges de Jayme Ier et de Jayme II.* — Montpellier, 3 février 1316 (n. st.).

Privilegium concessum per dominum Sancium, regem Majoricarum, dominum Montispessullani, contra praticantes.

Noverint universi quod nos, Sancius, Dei gracia rex Majoricarum, comes Rossilionis [1] et Ceritanie et dominus Montispessulani [2], attendentes quod clare memorie dominus Jacobus, rex Aragonum, pro ampliando et conservando medicinali studio in Montepessulano, suum concessit privilegium doctoribus et universitati studentium in arte medicine in villa Montispessulani, nos, volentes dicti domini nostri vestigiis inherere, considerantes etiam memoriter et pensantes cum quanta sollicitudine et cautela progenitores nostri, domini Montispessulani, de statuendo [3], conservando et ampliando medicinali studio nunc longe lateque, juvante [4] manu Dei, per vastam mundi solitudinem, extensis fructuosis propaginibus, dilatato, efficaciter curaverunt, tam eorum exemplo commendabili, quam evidenti utilitate reipublice inducimur, ut illorum audaciam reprimamus, qui presumunt ibidem sine examine [5] et licentia practicare, per quod non solum nomen et fama ejusdem Studii denigratur, sed etiam multa [6] incumbunt mortis pericula et rerum dispendia inferuntur. Et ideo per nos et nostros successores, futuros dominos Montispessulani, prohibemus in perpetuum et districte omnibus utriusque sexus, Christianis et Judeis, ne quis in villa Montispessulani et tota ejus dominatione audeat in Facultate Medicine aliquod officium practicandi exercere, nisi prius ibi examinatus et licentiatus fuerit. Quod si forte aliquis presumpserit attemptare, tenenti locum nostrum et bajulis nostris, presentibus et futuris, districte precipimus et mandamus ut, ad simplicem requisitionem Cancellarii dicti Studii seu locum ejus gerentis, in personis seu rebus puniant taliter hujusmodi transgressores, videlicet quod pro qualibet vice solvant nostre curie duas marchas argenti, et nisi habuerint, luant in corpore, taliter quod in pena unius aliorum temeritas a similibus arceatur. Predictam itaque gratiam

et concessionem [7] duximus concedendam, salvo tamen quod pro hujusmodi gratia et [8] concessione nobis vel nostris successoribus non generetur nec generari possit prejudicium aliquod in jurisdictione scilicet et dominatione nostra. In cujus rei testimonium et fidem, presenti carte nostrum jussimus appendi sigillum. Datum [9] in Montepessulano, die tertia mensis Februarii, anno Domini millesimo trecentesimo quinto decimo [10].

Orig. : Arch. de la Fac. de Méd. de Montpellier, *Arrêts et Déclarations*, fol. 72 r°, doc. n° 72, et anc. Invent. gén , Y. n° 33 copie notariée), et *Privilegia Universit. med. Monsp.*, fol. 35 v°, d'où proviennent les variantes ; mais ce dernier texte ne paraît pas être le meilleur. Voir les lettres analogues de Jayme I^er^ d'Aragon, du 20 juillet 1272, et de Jayme II de Majorque, du 13 avril 1281, dont ces lettres de Sanche, du 3 février 1316, renferment la confirmation (note G.).

1. Roncilionis *(Arr. et Décl.)*. — 2. Le *Lib. Privil.* et la cop. not. abrègent le commencement et continuent ainsi : considerantes cum qua solicitudine et cautela progenitores nostri... — 3. faciendo. — 4. j. feliciter m. D. — 5. examinacione. — 6. m. mala. i. m. p. — 7. Le *Lib. Privil.* et la cop. not. ajoutent : ad preces fidelis nostri phisici, magistri Bernardi de Berriacho, d. c. — 8. vel. — 9. Quod est actum. — 10. Le *Lib. Privil.* et la cop. not. ajoutent : Ego Laurencius Plasensa, scriptor prefati domini nostri regis, ipsius mandato hanc cartam scripsi et clausi et subsignavi meo publico signo.

---

34. — *Lettre de Jean XXII recommandant au roi de France les envoyés de l'Université de Montpellier et appuyant leurs réclamations contre les officiers royaux.* — Avignon, 13 septembre 1316.

Scribitur Regi Francie pro Universitate Montispessulani eam recommendando.

Carissimo in Christo filio, Philippo, regi Francie et Navarre illustri. Inducit nos illa singularis affectio, qua te et christianissimum regnum tuum in quadam specialitate prosequimur, ea tibi affatu paterno suggerere, per que Regi Regum reddaris acceptior et carior subditis habearis. Ecce, fili caris-

sime, Universitas Montispesulani ambassiatores suos ad presentiam tuam mittit, nonnulla contingentia bonum statum eorum atque pacificum a Regia Celsitudine suppliciter petituros. Tuorum igitur honoris et utilitatis obtentu tueque nichilominus salutis intuitu Regalem Excellentiam rogamus actente quatenus ambassatores eosdem benigne recipias et petitiones eorum, ex quibus augeri debeat Universitatis ipsius ad te devota fidelitas, quantum decuerit et licuerit, clementer admittas, in hiis presertim te prompte flexibilem prebiturus, quod illis de talibus justiciariis, judicibus et officialibus consulta ordinatione provideas, qui puras habentes manus, Deum timentes ac diligentes ex corde justitiam, sine personarum acceptione jus reddant, a gravaminibus subjectorum abstineant, sinistram odii aut dexteram favoris ignorent suoque laudando et suavi regimine subditos in regia devotione nutriant et conservent. Et si forte inter officiales nunc inibi consistentes sit aliquis minus placidus incolis dicti loci, licet apud te fidelis et sufficiens alias censeatur, expediens credimus quod, illo ad locum alium, ubi se utiliter et placide valeat exercere, translato, alium inibi subroges, qui eisdem incolis possit ad honorem et fidelitatem tuam utilem et grate preesse, ut per subrogationem hujusmodi precidatur in multis materia conquerendi. Per id enim justo placebis Judici, dominium tuum solidius in loco predicto stabilies et humane preconium commendacionis acquires. Datum Avinione, idus Septembris [ann. 1°.]

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Johann. XXII Secret.*, vol. 109, fol. 86.

---

35. — *Procédure du Vice-chancelier de l'Université contre Jean de Lodève, bachelier en médecine, qui pratiquait sans autorisation.* — Montpellier, 5 novembre 1319.

Noverint universi, hujus presentis publici et auctentici instrumenti seriem inspecturi, quod existens Albertus de Stornio, bedellus Studii Montispessulani in arte seu sciencia medicine, coram magistro Stephano Arlandi, magistro in medicina, in cathedra sedente et diversis scolaribus ibidem legente, legi

fecit per me, Johannem Calvayroni, notarium infrascriptum, in presencia dicti magistri Stephani et dictorum scolarium in scolis, in quibus dictus magister Stephanus tunc legebat, existencium, quandam papiri peciam scriptam, cujus tenor dinoscitur esse talis :

Universis magistris in villa Montispessulani in medicina legentibus, magister Stephanus Arlandi, vicecancellarius Studii Montispessulani in medicina, salutem et dilectionem. Noveritis ad nostri audienciam querimonia nobis exposita pervenisse, quod Johannes de Lodova, bacallarius in medicina, contra privilegia, Studio Montispessulani in medicina a Summis Pontificibus concessa, et contra sacramentum, per dictum Johannem de Lodova prestitum, temere veniendo, in villa Montispessulani praticavit et nititur praticare, detrahendo magistris lucra, ponens falsem suam in messem alienam, quocirca mandamus vobis et cuique vestrum, sub virtute sacramenti per vos et quemlibet vestrum prestiti, quatinus dictum bacallarium in vestris scolis legere nec lectiones audire ullathenus permitatis; et hec inhibemus vobis et cuique vestrum, virtute privilegii a Summo Pontifice seu a Summis Pontificibus nostro Studio concessi et per vos observare jurati, quousque emendam coram nobis fecerit competentem; aliter, si predicta facere recusaveritis, contra vos et vestrum quemlibet procedemus, ut justicia suadebit.

Requirentes dictus bedellus et dictus magister Stephanus de premissis fieri publicum instrumentum per me, Johannem Calvayroni, notarium infrascriptum. Post hec, accedens dictus bedellus ad scolas, in quibus magister Jacobus Egidii, magister in medicina, legebat, et coram dicto magistro Jacobo Egidii, in cathedra sedente et diversis scolaribus ibidem legente, existens, legi fecit per me, dictum notarium, in presencia dicti magistri Jacobi Egidii et scolarium in scolis, in quibus dictus magister Jacobus tunc legebat, existencium, dictam papiri peciam, qua papiri pecia lecta, denunciavit dictus bedellus dicto magistro Jacobo Egidii, ex parte dicti magistri Stephani, vicecancellarii Studii Montispessulani in medicina, ut dicebat, quod contenta in dicta papiri pecia observaret et contra in aliquo non veniret. Et tunc dictus magister Jacobus dixit et respondit quod ipse non permiteret dictum bacallarium in scolis ipsius magistri Jacobi legere nec lectiones audire, donec de predictis emendam competentem fecisset ; dixit eciam et respondit quod ipse erat intentionis dictum privilegium, de quo

habetur[1] mencio in dicta papiri pecia, observare et deffendere et in deffencione ipsius privilegii, si quis contra veniret, de suo proprio expendere. Subsequenter vero, accedens dictus bedellus ad scolas in quibus magister Jordanus de Turre, magister in medicina, legebat, et coram dicto magistro Jordano de Turre, in cathedra sedente et diversis scolaribus ibidem legente, existens, legi fecit per me, dictum notarium, in presencia dicti magistri Jordani et scolarium, quibus dictus magister Jordanus tunc legebat, inter quos erat dictus Johannes de Lodova, dictam papiri peciam, qua papiri pecia lecta, denunciavit dictus bedellus dicto magistro Jordano, ex parte dicti magistri Stephani, vicecancellarii predicti, ut dicebat, et eumdem, ex parte predicta requisivit quod contenta in dicta papiri pecia observaret et contra non faceret vel veniret. Ad que se opponens, dictus Johannes de Lodova dixit se gravatum occasione contentorum in dicta papiri pecia per dictum magistrum Stephanum, et ideo de maximo gravamine sibi illato, ut dixit, per predictum magistrum Stephanum pro predictis, ad dominum Magalonensem episcopum appellavit, Apostolos instancia qua convenit postulando sibi dari atque tradi, dicens quod ipse Johannes reputabat dictum magistrum Stephanum esse sibi suspectum, in omnibus negociis spectantibus ad dictum Johannem de Lodova, quare, ut dixit dictus Johannes de Lodova, predictus magister Stephanus de ipso Johanne se intromitere non potest. Acta sunt hec omnia in Montepessulano, anno Dominice Incarnationis millesimo trecentesimo nonodecimo, scilicet nonas Novembris, domino Philippo, rege Francie, regnante, in presencia et testimonio Jacobi Paris, pelliparii, Johannis Symonis, sartoris, et mei, Johannis Calvayroni, publici Montispessulani notarii, qui, requisitus continue per dictum bedellum et particulariter per dictum magistrum Stephanum et per dictum magistrum Jacobum ac per dictum Johannem de Lodova, hec scripsi et signo meo signavi. *(Seing du notaire).*

Orig. : Arch. de la Fac. de Méd. de Montpellier, S. 5. D, nº 48. — Cf. *Arrêts et Déclarations*, fol. 120 vº.

1. hebetur.

36. — *Mandement de Jean XXII cassant le statut relatif aux frais du Doctorat.* — Avignon, 26 novembre 1319.

Dilecto filio.. Rectori universitatis scolarium Montispesulani, Magalonensis diocesis, salutem, etc.. Ex tenore tue petitionis accepimus quod, cum aliquis in jure civili provectus vult recipere in ipso jure licentiam et subsequenter insignia doctoratus, doctores ibidem morantes, cum ad hec prius nolunt admitere neque ipsius presentacioni, examinacioni et solemni principio quomodolibet interesse, nisi pro hiis omnibus cuilibet doctorum ipsorum certa pecunie quantitas persolvatur, neque licentiam cuiquam tribuere, nisi prius juret infra certum tempus solemne principium, sub magnis principiis in Studio fieri solitis, se facturum, dicentes se super hiis habere statutum, juramento vallatum, sicque multi viri, in ipso jure provecti, non valentes expensas hujusmodi supportare, ab hujusmodi honore se retrahunt ac etiam resipiscunt. Attendentes igitur quod hujusmodi statutum ex avaricie radice procedit, statutum ipsum, utpote inhonestum, Apostolica auctoritate cassamus et juribus vacuamus, decernentes doctores eosdem ad observantiam prefati juramenti, ne iniquitatis sit vinculum, non teneri, tibique ac successoribus tuis, rectoribus dicte Universitatis, qui pro tempore fuerint, tenore presencium committentes nichilominus et mandantes quatinus predictos doctores quod sufficienter in ipso jure provectos hujusmodi licentiam et insignia recipere affectantes ad hujusmodi licentiam et insignia, vicio quocumque cessante, admittant ac presentacioni, examinacioni et solemni principio eorum intersint, monitione premissa, per censuram ecclesiasticam, cum opus fuerit, appellatione remota, compellas, non obstante si eisdem doctoribus vel eorum alicui a Sede Apostolica sit indultum communiter vel divisim, quod interdici, suspendi vel excomunicari non possint per litteras Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Datum Avinione, VI kalendas Decembris, anno quarto.

Arch. du Vatican, *Reg. Johann. XXII*, T. XII, fol. 174 (ep. 317).

37. — *Confirmation par Jean XXII d'une convention entre les monastères de Conques et de Valmagne, au sujet de l'église et du domaine de Palas, dont la possession est reconnue par le monastère de Conques au monastère de Valmagne, moyennant une rente annuelle de 200 livres tournois et diverses redevances (transférées ensuite au Collège des Douze-Médecins).* — 10 novembre 1319. Confirm. Avignon, 1er mars 1320.

Bulla continens instrumentum transactionis facte inter monasteria Conchense et Vallismagne, super boria de Palas et pencione ducentarum librarum.

Johannes episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis.. Conchensis, Sancti Benedicti, et.. de Vallemagna, Cisterciencis ordinum, monasteriorum abbatibus et conventibus, Ruthenensis et Agathensis diocesum, salutem et Apostolicam benedictionem. Ea que concordiam sapiunt et materiam auferunt jurgiorum, presertim inter singulares personas divinis obsequiis deputatas, libenter Apostolico favore prosequimur et, ut in recidive questionis scrupulum non resurgant [1], super hiis libenter adicimus Apostolici muniminis firmitatem. Sane peticio vestra nobis exhibita continebat, quod dudum super ecclesia seu prioratu de Pallacio, Agathensis diocesis, olim ad monasterium Conchense, ordinis Sancti Benedicti, Ruthenensis diocesis, pertinente, quam ex quadam concessione dudum facta per quondam Hugonem, dicti monasterii abbatem, vos, filii abbas et conventus monasterii Vallismagne, tenebatis, pro eo quod dictam concessionem vos, filii abbas et conventus dicti monasterii Conchensis, dicebatis de jure non posse subsistere, inter vos utrimque materia questionis exorta et causa hujusmodi ad Sedem Apostolicam devoluta et coram diversis auditoribus a Sede deputatis eadem, tempore diversorum Romanorum Pontificum successive usque ad hec tempora, inter vos hinc inde diucius altercato et nonnullis processibus habitis super causa predicta, cum usque ad publicacionem atestacionum et ultra esset in ea processum, tandem quod hujusmodi lis, per longi temporis tractum ventilata diucius nec

decisa, videretur quodammodo inmortalis, interventu quorumdam religiosorum et aliorum proborum virorum, communium vestrorum amicorum, super omnibus litibus et controversiis exortis inter vos occasione predicta quedam amicabilis composicio seu transactio intervenit, que in utilitatem utriusque monasterii, cum per eam omnis inter vos materia litigii sopiatur, dinoscitur redundare, hoc acto specialiter inter vos quod hujusmodi composicio seu transactio, quoad omnia capitula in ipsa contenta, nullum debeat obtinere vigorem, nisi ipsam confirmacionis Apostolice munimine fulciremus, prout in instrumento publico super dicta composicione seu transactione confecto, cujus tenorem de verbo ad verbum presentibus inseri fecimus, plenius continetur. Nos igitur, de composicione seu transactione predicta et de omnibus capitulis contentis in ea plenarie informati, quia per ipsam invenimus parci multis vestris laboribus et expensis et, litigiorum sublata materia, vestre hinc inde quieti salubriter provideri, vestris supplicacionibus inclinati, composicionem seu transactionem hujusmodi ratam habentes et gratam, illam auctoritate Apostolica, ex certa sciencia, confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus, supplentes auctoritate predicta omnem deffectum, si quis, ex quacumque causa, in composicione seu transactione predicta forsitan extitisset, de Apostolice plenitudine potestatis.

Tenor vero predicti instrumenti talis est :

In nomine Domini, amen. Anno ejusdem M° CCC° decimo nono, mense Novembris, et die decima ejusdem mensis, indictione secundum consuetudinem curie romane secunda, pontificatus sanctissimi patris, domini Johannis pape XXII, anno quarto, notum sit omnibus presens instrumentum publicum inspecturis, quod dudum inter venerabiles et religiosos viros abbatem et conventum monasterii Conchensis, ordinis Sancti Benedicti, Ruthenensis diocesis, ex parte una, et venerabiles et religiosos viros abbatem et conventum monasterii Vallismagne, Cisterciencis ordinis, Agathensis diocesis, ex altera, super prioratu seu ecclesia de Palacio, ejusdem Agathensis diocesis, ac juribus et pertinenciis suis et fructibus perceptis ex eo, super eo quod prefati abbas et conventus monasterii Conchensis asserebant dictum prioratum seu ecclesiam ad eos pleno jure spectare dictosque abbatem et conventum monasterii Vallismagne prioratum seu ecclesiam predictam contra justiciam

detinere, dicti vero abbas et conventus Vallismagne e contrario asserebant quod dictus prioratus ad eos, ex concessione legitime facta per quondam Hugonem, abbatem dicti monasterii Conchensis, pervenerat, orta materia questionis et causa hujusmodi per partes ipsas ad Apostolice Sedis examen deducta, tandem inter partes ipsas, dum romana curia ultra montes in partibus Italie residebat, plurium Romanorum Pontificum temporibus ac deinde successive, postquam eadem curia venit citra montes, coram diversis auditoribus super hoc a diversis Romanis Pontificibus successive datis, diuturnis temporibus altercato, non absque gravibus laboribus parcium et expensis, cum, hujusmodi durante litigio, multorum annorum curricula decurrissent nec esset lis sentencialiter terminata, post multos processus in hujusmodi causa habitos usque ad productionem testium hinc inde factam et attestaciones publicatas ipsorum ac nonnullos processus ulterius habitos interventu aliquorum religiosorum et aliorum quamplurium bonorum virorum, communium amicorum, considerancium quod ex lite predicta multa dispendia utrique monasterio provenerant et quod adhuc propter judiciorum et judicialium intricacionum amfractus dicta lis poterat magno decursu temporis perdurare et sic dictis monasteriis afferre dampna gravia expensarum, et ob hoc, ad tollendum hujusmodi litigium, per viam pacis et concordie ac per composicionem et transactionem inter dictas partes habendas, interponencium partes suas, demum utili interventu ipsorum, venerabiles et religiosi viri, dominus Guillelmus abbas et conventus dicti monasterii Conchensis, insimul in suo monasterio congregati, deliberacione secum super hiis prehabita diligenti, ac venerabiles et religiosi viri, dominus Berengarius, abbas et conventus dicti monasterii Vallismagne, insimul similiter in suo monasterio congregati, et deliberacione similiter secum super hoc prehabita diligenti, prout apparet per publica instrumenta super hiis confecta, considerantes labores et sumptus et molestias, quos et quas, occasione predicti litigii, agitati diucius inter eos super prioratu seu ecclesia predicta ac juribus et pertinenciis suis et fructibus perceptis ex eo, eos constiterat subiisse; attendentes eciam quod eventus litium sunt dubii et incerti et quod decet servos Dei a strepitu causarum esse quietos; considerantes eciam dicti abbas et conventus monasterii Conchensis quod vix diffinitiva sentencia daret finem liti predicte, cum propter lapsum tanti temporis, quo abbates

et conventus dicti monasterii Vallismagne dictum prioratum seu ecclesiam tenuerunt, fines territoriorum, decimarii et parrochie dicti prioratus seu ecclesie possent esse confusi, dubii et incerti, et propterea lites ex litibus contingeret suboriri, diligentibus tractatibus et deliberacionibus prehabitis a qualibet dictarum parcium in capitulis monasteriorum suorum predictorum Conchensis et Vallismagne, placuit prefatis abbatibus et conventibus, nullo penitus discordante, per amicabilem composicionem, transactionem et ordinacionem concordem liti, cause seu controversie predicte finem imponi et eas per composicionem, transactionem et ordinacionem hujusmodi decidi et sopiri et imperpetuum terminari, dummodo composicionem, transactionem et ordinacionem hujusmodi sanctissimus pater et dominus noster Summus Pontifex auctoritate Apostolica confirmare dignetur;... dictique abbates et conventus, paciscendo, componendo, transigendo et ordinando, meliore modo, jure et forma quibus poterit de jure valere, sic invicem convenerunt, videlicet quod abbas et conventus monasterii Vallismagne, eorumque successores, habeant et retineant, meliori jure quo poterunt, tam ex antiqua eis facta concessione per dictum quondam Hugonem abbatem quam ex presenti composicione et transactione et ordinacione et omni alio jure, quo melius valere poterit ad utilitatem partis monasterii Vallismagne, dictum prioratum seu ecclesiam de Palacio, cum ipsius prioratus juribus et pertinenciis universis, fructibus, redditibus et obvencionibus et omnibus omnino ad prioratum ipsum seu ecclesiam pertinentibus, prout pertinencie ipsius confrontantur cum aliis terris et honoribus dicti monasterii Vallismagne, vocatis de Guazel, et prout fuerunt termini positi ab antiquo et protenduntur usque ad honorem appellatum de Pareczalcas et ab inde dividitur per metas usque ad rupem crucesignatam, prope ortum dictum Fratris Radulphi, que rupis est a parte circii, et inde transeunt mete et apprehendunt honorem de Ferlet, et ex alia parte confrontantur cum honoribus grangie Sancti Pauli et cum decimario Sancti Ilarii de Mesua et Sancte Cecilie de Lapiano, prout dicte mete ab olim fuerunt et esse debent in locis predictis, de quibus dictum est, et quod dicti abbas et conventus monasterii Vallismagne et eorum in perpetuum successores dent et solvant ac dare et solvere anno quolibet teneantur abbati et conventui Conchensis monasterii, pro redditu seu annua pensione et pro jure quod dicti abbas et conventus

monasterii Conchensis et ipsum monasterium Conchense habebant seu habere poterant in eis, tam ex antiqua retencione et concessione et ex jure quo fructus seu redditus vel partem percipiebant et percipere poterant, antequam dictus prioratus seu ecclesia devenisset ad monasterium Vallismagne, quam eciam ex presenti composicione, transactione et ordinacione facta ex veris, justis et legitimis causis et omni alio modo quo ad utilitatem monasterii Conchensis et abbatis et conventus ipsius poterit melius de jure valere, ducentas libras Turonensium parvorum bone monete, seu currencium et equivalencium monetarum, solvendas Conchis, in monasterio, abbati et conventui Conchensi, seu priori claustrali et sacriste seu alteri ex ipsis vel eorum locatenentibus, recipientibus nomine dictorum abbatis et conventus Conchensis,... que solucio fiat singulis annis, a festo Assumpcionis Beate Marie usque ad octavam festi Omnium Sanctorum Conchis, et dicti abbas et conventus monasterii Vallismagne solvant et solvere teneantur eisdem abbati et conventui Conchensi vel aliis predictis eorum nomine recipientibus, plus unam saumatam olei olivarum puri, continentem sex sextaria olei, ad mensuram Ruthenensem, vel centum solidos Turonensium pro ipso oleo, anno quolibet, Conchis, inter festum Omnium Sanctorum et inicium Quadragesime, et quod abbas et conventus Conchensis monasterii provideant in victualibus Conchis, dumtaxat illis qui pecuniam et oleum hujusmodi apportabunt bene et sufficienter et eorum equitaturis et vecturis, quando dictas pecunias et oleum, vel centum solidos Turonensium pro oleo predicto, persolvent; et quod dictus abbas monasterii Conchensis et successores sui possint et sibi liceat semel in anno, quando sibi placuerit, dictam ecclesiam de Palacio visitare, absque exercicio alicujus correctionis seu jurisdictionis, tanquam a suo monasterio descendentem, et dicti abbas et conventus monasterii Vallismagne et successores eorum teneantur ipsum ad hoc admittere et missam permittere celebrare vel facere celebrari in ipsa ecclesia et in suo monasterio Vallismagne per duos dies integros et continuos decenter et honorifice sibi et ejus decenti seu consuete familie in victualibus providere, si tantum ibi voluerit commorari; acto et condito eciam quod prefati abbas et conventus monasterii Vallismagne et eorum successores teneantur annis singulis, in festo Beate Fidis, virginis et martiris, quod est in octavis festi dedicacionis Beati Michaelis, missam cum nota in dicta

ecclesia de Palacio, ad honorem et reverenciam ejusdem virginis Sancte Fidis, facere celebrari; plus condicto et acto inter partes easdem quod, si contingeret abbatem et conventum dicti monasterii Vallismagne cessare ultra biennium in solucione dictarum ducentarum librarum Turonensium seu parte ipsarum et dicte saumate olei vel precii ejusdem olei, quod, in illo casu, abbas et conventus ac monasterium Vallismagne caderent ab omni jure quod haberent in prioratu seu ecclesia supradicta et pertinenciis suis et quod abbas et conventus monasterii Conchensis possent, auctoritate propria et absque pena juris, predictum prioratum seu ecclesiam de Palacio tanquam suam, cum omnibus terris, territoriis [2], juribus et pertinenciis, contentis infra limites seu terminos supradictos, apprehendere, intrare, occupare, nancisci et retinere, nec superesset jus seu via tunc abbati et conventui monasterii Vallismagne ad repetendum ea, vel possessionem eorumdem,... salvis tamen eisdem abbati et conventui Vallismagne rebus, juribus et possessionibus que probarent acquisita et acquirenda per ipsos infra limitaciones predictas ab aliis quam ab abbate et conventu ejusdem monasterii Conchensis... Verum propter cessacionem modice quantitatis, que non excederet centum solidos Turonensium, non committerentur dicte pene infra xxv dies post lapsum biennii, sed infra ipsos xxv dies illam modicam summam solvere teneantur, et quod easdem penas sint incursuri abbas et conventus monasterii Vallismagne, si, ultra xxv dies post lapsum biennii, solvere omitterent aut cessarent, significato illi qui solveret residuum quantum restaret ad solvendum;... plus inter dictas partes acto eciam et convento quod ambe partes procurent fideliter et concorditer bona fide presentem composicionem, transactionem seu ordinacionem per eumdem sanctissimum patrem et dominum nostrum Summum Pontificem confirmari, eciam ex certa sciencia et meliori modo quo confirmacio poterit obtineri, et quod quelibet pars possit [3] impetrare, quandocumque voluerit, executorem seu conservatorem a Sede Apostolica, qui de plano compellat aliam partem ad tenendum, servandum, perficiendum et complendum premissa, ac si essent per sentenciam Sedis Apostolice judicata...

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmacionis et supplectionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignacionem Omnipotentis Dei et Beatorum

Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Avinione, kalendis Marcii, pontificatus nostri anno quarto.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartulaire du Collège des Douze-Médecins*, ms. sur pap., fol. 23 v°, et ms. sur parch. — Cf. 25 septembre 1369 et 1[er] décembre 1395 (transfert de la rente de 200 l. t. au Collège des Douze-Médecins).

1. resurgent. — 2. territoribus. — 3. posset.

---

38. — *Ordonnance de l'évêque de Maguelone, André de Frédol, interdisant aux étudiants les associations illicites et le port des armes.* — Murviel, 2 avril 1320.

Universis presentes litteras inspecturis, Andreas, miseratione divina Magalonensis episcopus, salutem et sinceram in Domino caritatem. Rex pacificus, cujus providentia in sui dispositione non fallitur, pia miseratione disposuit fideles sibi subditos, clericos specialiter in ejus sortem electos, fore pudicos, pacificos et quietos. Sed inimicus pacis, superbie sui prodige, pacis emule, matris litium, materie jurgiorum universorumque malorum radicis, auctor, qui, primum in celis, deinde in paradyso, voluptatis scandala, zizania seminare in agro dominico, Studio Montispessulani scilicet, videlicet nostre diocesis, et Universitate ipsius, quasi annis singulis, frequencius solito non desistat, cum dissentionum periculosa discrimina serviunt votis ejus sueque intentioni perverse familiarius obsequntur, ecce nunc cessare cepit, proh dolor ! [1], dulcedo citare Studii memorati tympanorum gaudium, quod de spe pacis ejus redolente multiplici letificaverat mentem nostram. In eo namque superius propterea Juris utriusque ceterarumque Facultatum scientia quasi per discordiam et luctum versa est et ejus organum in lamentabilem vocem, mutatus est color obtimus, qui ad omne pacis bonum deberet clarescere, lumenque quo inter cetera litterarum studia fama laudabili fulgere solebat Universitas Studii memorati, longe lateque per diversa inde [2] clymata eclypsim patiens, defectionis et odii fomite ministrante quodammodo, cernitur obscurari. Olofernes quidem giros Betuliam (?) invenit et intercidit aque ductum , per quem scilicet fons pacis in Betuliam idem Universitatem hanc

influebat, unde et zelantes pacem gemimus tacti dolore intrinsecus cordis, quia de longe prospicimus immensa pericula que propterea imminent Studio et Universitati predicte. Sed qui corda fidelium mirabiliter illustrat eaque tenet in manu et quo voluerit vertit illa, poterit, cum sibi placuerit, zizanie seminibus extirpatis, seminare misericorditer pacis consilia, que quasi videntur evulsa et longius propulsata. Nos autem, quemadmodum nostre postulat debitum servitutis, curis sollicitamur continuis et assidua meditacione urgemur, ut, juxta credite dispensationis officium, subditorum comodis, in quorum prosperitate prosperamur utique jugi, quantum nobis ex alto conceditur, studio sollicitudinis intendamus, amplectimur quippe voluntarios pro ipsorum quiete labores, ut scandala removeamus ab ipsis. Nonnulli siquidem scolares Universitatis predicte, qui ad eamdem de diversis mundi partibus conveniunt, pacis emuli et iniquitatis alumpni, confederationes, pactiones et colligationes illicitas inter se singulariter, tamquam pars a suo toto discedens, contra bonum statum et tranquillitatem solitos Universitatis et Studii memorati facere dampnabili temeritate presumunt, in nostri [3] nostreque juridictionis et rei publice scandalum, prejudicium et scandalum plurimorum, memoratum Studium subvertere dampnabiliter satagentes; conventicula secreta similiter et congregaciones, invidie et odii fomitem ministrantes, frequenter faciunt, in quibus non ea que ad pacem, sed que ad discordiam sunt, tractare dicuntur eaque secreta tenere in subversionem Studii memorati juramento confirmant armaque, contra inhibitionem nostram, noctu [at]que die, publice vel occulte, portare presumunt, domus invadunt aliorum et Universitatem ipsam provocant ad discensionem et rixam, scandala plurima pariendo, propter quod unius provincie scolares contra scolares alterius insurgunt seseque et domos quas inhabitant agrediuntur hostiliter et debellant, in animarum suarum periculum, Dei offensam, cleri opprobrium et scandalum plurimorum, excommunicationis sententiam per nos in tales generaliter promulgatam dampnabiliter incurrendo. Digne siquidem propterea ad ipsius Universitatis et Studii regimen, ut in pace sit locus ejus, nostre consideracionis aciem extendentes ac tante subversionis incomodis ob animarumque periculis obviare futuraque pericula precavere ac discidentes reconciliare salubriter affectantes, ut Universitas predicta felici ducta regimine preservetur a noxiis et optatis semper proficiat incrementis, pactiones, con-

ventiones, condicta et intendimenta universa et singula, confederationes et colligaciones quascumque, per scolares Universitatis ejusdem, cujuscumque condicionis, dignitatis, religionis aut status existant, initas et factas, communiter vel divisim, et quicquid ex ipsis subsecutum extitit, in nostrum et rei publice prejudicium, sive juramenti sive fidei plevite seu cujuslibet sint alterius vinculo firmitatis innexa, tenore nostri presentis statuti [4] perpetui cassamus, irritamus, vacuamus et viribus [5] decernimus omnino carere; ita quod nullus ad ea servanda quomodolibet sit astrictus nec quisquam ex eorum transgressione notam vereatur fidei non servate, ipsos tamen et eorum quemlibet a predicto juramento temerario ad cautelam nichilominus absolventes, dummodo infra decem dies, a publicacione presenti proxime computandos, coram nobis seu officiali nostro, pro recipienda occasione predicta salutari presentia et personaliter se presentent, provida deliberatione nichilominus statuentes quod nulli deinceps pactiones, conventiones, condicta, confederationes, congregationes et conventicula, aliquid de Universitate ipsa tractantes, contra ipsius bonum statum et regimen facere seu inire presumant nec super eis sibi adinvicem prestare quodlibet juramentum; statuentes similiter ne quis scolaris Universitatis predicte et in Studio residens memorato, cujuscumque conditionis existat, presumat arma portare aut ad seditionem aut rixam aliquem de dicta Universitate vel familiares ejusdem aliquatenus provocare seu aliquem aggredi aut hostiliter invadere vel domum suam invadere seu debellare, nec presumat quis arma vendere, locare, prestare seu accomodare scienter alicui, pro invadendo, offendendo et aggrediendo aut injuriando quemquam de Universitate predicta seu ejus familiam aut domum suam hostiliter debellando. Postremo constituimus quod, si quis fuerit per alium injuriatus [6], non propter hoc congregacionem hostilem provocet seu seducat, multitudinem Universitatis commovendo contra memoratum injuriantem, nec aliquis presumat ipsum contra ad offendendum injuriantem pro vindicta juvare, nec e converso, sed, si quis injuriatus fuerit, injurie et offensionis causam coram nobis, seu nostro officiali, prosequatur [7], ut sibi seu parti injuriati fiat de injuriante oculis justitie complementum. Si quis autem post publicacionem litterarum presencium contra ordinacionem et inhibicionem nostram secus presumpserit attemptare aut in predictis consilium, auxilium prestiterit quomodolibet vel favorem, eo

ipso sententiam excommunicationis incurrat, quam ex nunc contra hujus[modi] ordinationem nostram [contra]venientes in hiis scriptis ferimus, ipsosque et quemlibet eorum juxta nostrum et officialis nostri arbitrium, prout delictorum exegerit qualitas, volumus pretorie[8] a dicto Studio relegari et plecti gravius, justitia suadente. Et ne tam salubre nostre presentis ordinacionis edictum ignorantie negligi pretextu contingat, in scolis memorati Studii per.. officialem nostrum semel et pluries, si neccesse fuerit, hoc publice volumus et precipimus intimari, sigillum nostrum presentibus in testimonium apponentes. Datum sub sigillo nostro in Muroveteri, secunda die Aprilis, anno Domini M° CCC° XX°.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartulaire de Maguelone*, reg. D, fol. 142 v°.

1. prohcolor. — 2. indi. — 3. nr̄e. — 4. Le ms. ajoute de nouveau *nostri* après ce mot. — 5. virim[9]. — 6. injuratus. — 7. prosecatur. — 8. pētorie.

---

39. — *Mandement de Jean XXII ordonnant au Prieur de l'église Saint-Firmin de Montpellier et au Prévôt de Maguelone de juger sans appel deux maîtres en médecine convaincus d'injures et voies de fait envers le Chancelier et leurs collègues.* — Avignon, 30 juillet 1320.

Johannes episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis, priori Sancti Firmini de Montepessullano, Magalonensis diocesis, et preposito ac sacriste ecclesie Magalonensis, salutem et Appostolicam benedictionem. Significavit nobis dilectus filius Guillermus de Biterris, Cancellarius universitatis medicorum de Montepessullano, clericus conjugatus, in minoribus ordinibus constitutus, quod Bernardus de Bonaora, clericus conjugatus, et Jordanus de Turre, laicus, magistri in medicina in Studio Universitatis predicte, contra privilegia et statuta dicte Universitatis, per eos jurata, temere venientes, dicto Cancellario et ejus locumtenenti obedire non curant, dicentes publice quod, nec pro Cancellario et locumtenente predictis, quantum pro uno ansere facerent. Preterea dictus Bernardus, predictis nequaquam contentus,

unum magistrum in medicina de Universitate predicta verbis vituperavit et facto, percutiendo eundem. Et quia dictus locumtenens[1] dictos Bernardum et Jordanum ad Universitatem predictam admictere, prout nec debuit, recusavit, Bernardus et Jordanus predicti post, et contra statuta prefata, bedellum sibi creare, cum unus ibi sit communis bedellus, temeritate propria presumpserunt, maliciose querentes de predicti Cancellarii potestate ac novitates multas contra officium proponentes ipsius, alias in aliis pluribus excedendo. Nos igitur, dicti Cancellarii supplicacionibus inclinati, discretioni vestre per Appostolica scripta mandamus, quatinus vos, vel duo aut unus vestrum, vocatis qui fuerint evocandi et auditis hinc inde propositis, quod justum fuerit simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii, appellacione postposita, decernatis, facientes quod decreveritis per censuram ecclesiasticam firmiter observari. Testes autem qui fuerint nominati, si se gracia, odio vel timore substraxerint, censura simili, appellacione cessante, compellatis veritati testimonium perhibere. Datum Avinione, III kal. Augusti, pontificatus nostri anno quarto.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Privil. Univ. med. Monspel.*, fol. 2 r°. — Cf. *Arrêts et Déclarations*, fol. 84 v°.

1. locuntenens.

---

40. — *Mandement de Jean XXII conférant la charge de Chancelier de l'Université de Médecine à Bertrand Portal.* — Avignon, 23 avril 1323.

Dilecto filio, magistro Bertrando Portalis, Cancellario Universitatis magistrorum et scolarium medicinalis scientie Studii Montispessulani, Magalonensis diocesis. Sedis Apostolice circumspecta benignitas, condiciones et merita personarum intenta meditatione considerans, illas non immerito libenter effert honoribus ac prerogativa favoris et gratie plenioris attollit, quas potioribus reperit meritis adjuvari. Cum itaque officium cancellarie universitatis magistrorum et scolarium medicinalis scientie Studii Montis-

pessulani, Magalonensis diocesis, per obitum quondam magistri Guillelmi de Biterris, olim ipsius Universitatis Cancellarii, qui in partibus illis diem clausit extremum, vacare noscatur ad presens, nullusque de hujusmodi officio, preter nos, hac vice disponere possit, pro eo quod nos, dictum officium intendentes de eo per Sedis Apostolice providenciam ordinari, ante ipsius magistri Guillelmi obitum, collationi et dispositioni nostre specialiter reservantes, decrevimus ex tunc irritum et inane, si secus de illo per quoscumque, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, contingeret attemptari. Nos volentes te, qui laudabilibus intendens studiis et opera bonitatis amplectens, adeo in Studio ejusdem scientie laudabiliter insudando, divina tibi suffragante gratia, profecisse dinosceris, quod in ea honorem meruisti accipere magistratus, prerogativa prosequi favoris et gratie specialis, hujusmodi officium, cum omnibus juribus et pertinentiis suis, Apostolica tibi auctoritate conferimus et providemus de illo, decernentes prout est irritum et inane, si secus super hiis a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, attemptatum forsan est hactenus vel contigerit imposterum attemptari, non obstantibus quibuscumque statutis et consuetudinibus Universitatis aut Studii predictorum contrariis, juramento, confirmatione Apostolica vel quacumque alia firmitate vallatis, seu si venerabili fratri nostro.. Episcopo Magalonensi ac eisdem Universitati, magistris et scolaribus vel quibusvis aliis,communiter vel divisim, ab eadem sit Sede indultum, quod ad receptionem alicujus minime teneantur et ad id compelli non possint per litteras Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, et quibuslibet privilegiis, indulgentiis et litteris Apostolicis, generalibus vel specialibus, quorumcumque tenorum existant, per que, presentibus non expressa vel totaliter non inserta, effectus hujusmodi nostre gratie impediri valeat quomodolibet vel differri et de quibus quorumque totis tenoribus de verbo ad verbum habenda sit in nostris litteris mentio specialis. Nulli etc. nostre collationis, provisionis et constitutionis etc. Datum Avinione, IX kalendas Maii, anno septimo.

In eundem modum : — Venerabilibus fratribus.. Lemovicensi et.. Lodovensi episcopis ac dilecto filio Oliverio de Cerzeto, Canonico Eduensi, capellano nostro, salutem. Sedis Apostolice etc. usque specialis. Quocirca mandamus quatinus vos vel duo aut unus vestrum, per vos vel alium seu

alios, eumdem magistrum Bertrandum ex nunc, auctoritate nostra, faciatis in Cancellarium ejusdem universitatis magistrorum et scolarium predictorum, ut est moris, recipi et admitti, sibique in omnibus et singulis, que ad officium ipsum pertinent, prout consuetum est hactenus, pareri efficaciter et intendi, non obstantibus omnibus supradictis, seu si eisdem episcopo, magistris et scolaribus vel quibusvis aliis, communiter vel divisim, ab eadem sit Sede indultum, quod interdici, suspendi vel excomunicari non possint per litteras Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Contradictores auctoritate etc. Datum ut supra.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Johann. XXII,* T. XVII, fol. 504 *(Avenion).*

---

41. — *Certificat notarié de la bulle de Clément V, du 8 septembre 1309, relative à l'élection du Chancelier de la Faculté de Médecine.* — Montpellier, 19 janvier 1324 (n. st.).

Noverint universi, quod, anno Dominice Incarnacionis millesimo trecentesimo vicesimo tercio, Philippo, rege Francorum et Navarre, regnante, et decima nona die mensis Januarii, exhibito quodam papali privilegio, in pargameno scripto, felicis recordacionis domini Clementis, condam pape quinti, et ejusdem vera bulla plumbea condam consueta, cum filo cerico impendenti, bullato, ut prima facie apparebat, coram discreto viro, domino Johanne de Rippa Alta, locumtenente nobilis et discreti viri, domini Hugonis de Carssano, militis, rectoris regii Montispessullani, causa transcribendi seu transcribi faciendi per me, notarium infrascriptum, et in publicam formam ipsius transcriptum reserandi, ad evitandum periculum amissionis, fractionis, rapine et alterius cujuslibet casus fortuiti ipsius privilegii, cum debeat ad diversa judicia et in diversis partibus presentari. Dictus dominus locumtenens rectoris, audito diligenter et intellecto tenore dicti privilegii universitati dominorum magistrorum in Facultate Medicine in Montepes-

sullano, Magalonensis diocesis, comorantium, a dicto domino papa concesso, precepit, causa cognita, et dedit in mandatis michi, Petro Ysarni, notario infrascripto, in presencia et testimonio dominorum Raymundi de Capite Vilario, jurisperiti, et Johannis de Capite Vilario, magistri in medicina, ibidem existencium, quathinus dictum privilegium, de verbo ad verbum, nil addito vel remoto, transcriberem seu transcribi facerem et in publicam formam reserari, ad eternam memoriam rei contente in eodem, decernens, causa cognita, dicto transcripto, velut dicto originali, fidem perpetuo intus et extra esse adhibendam, sua rectorali auctoritate interveniente pariter et decreto. Quibus precepto et mandatis ego, dictus Petrus Ysarni, notarius, obtemperans, dictum privilegium transcribi feci fideliter per Egidium Johannis, notarium regium infrascriptum, prout de verbo ad verbum superius continetur; et dictum originale cum dicto transcripto, cum ipso eodem notario transcribente, perscrutatus fui diligenter, et reperimus utrumque per omnia convenire, anno et die dicti precepti michi facti. In cujus rei testimonium ego, dictus Petrus Ysarni, notarius publicus in Montepessullano et in toto regno Francie auctoritate regia, hic me subscripsi et signum meum consuetum apposui. P. Y. — Ego vero, prefatus Egidius Johannis, notarius publicus in Montepessullano et in toto regno Francie regia auctoritate, qui suprascriptum transcriptum a predicto privilegio papali fideliter sumpsi, vice dicti magistri Petri Ysarni, notarii, et cum eodem perscrutatus fui diligenter, hic me subscribo, in testimonium dicti perscrutinii, et signum meum consuetum appono. In testimonium autem quod de nostra auctoritate dictum transcriptum sumptum fuerit ab originali privilegio papali predicto, nos, predictus Johannes de Rippa Alta, locumtenens rectoris regii Montispessullani predicti, huic transcripto seu perscrutinio sigillum curie regie Montispessullani apponi fecimus et appendi, anno et die quibus proxime supra plenius continetur.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Privil. Univ. med. Monspel.*, fol. 12 v°. — A la suite d'une transcription de la bulle de Clément V, du 8 septembre 1309, relative à l'élection du Chancelier de l'Université de médecine.

42. — *Mandement de Jean XXII conférant la charge de Chancelier de l'Université de Médecine à Jacques Gilles de Marseille.* — Avignon, 28 janvier 1324.

Dilecto filio, magistro Jacobo Egidii de Massillia, Cancellario Universitatis magistrorum et scolarium medicinalis scientie Studii Montispesulani, Magalonensis diocesis, salutem. Sedis Apostolice circumspecta benignitas, condiciones et merita personarum intenta meditatione considerans, illas non immerito libenter effert honoribus ac prerogativa favoris et gratie plenioris attollit, quas potioribus reperit meritis adjuvari. Cum itaque officium cancellarie universitatis magistrorum et scolarium medicinalis scientie Studii Montispesulani, Magalonensis diocesis, per obitum quondam magistri Bertrandi Portalis, olim ipsius Studii Cancellarii, qui nuper apud Sedem eamdem diem clausit extremum, vacare noscatur ad presens nullusque de hujusmodi officio, preter nos, hac vice disponere possit, pro eo quod nos, dictum officium intendentes de eo per ipsius Sedis Apostolice providenciam ordinari, dum ante ipsius magistri Bertrandi obitum collationi et dispositioni nostre specialiter reservantes, decrevimus ex tunc irritum et inane, si secus super hoc per quoscumque, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, contingeret attemptari. Nos, attendentes quod sic, prout ex fidedignorum testimonio percepimus, laudabilibus intendens studiis et opera bonitatis amplectens, adeo in studio ejusdem scientie laudabiliter insudando, divina tibi suffragante gratia, profecisse dinosceris, quod in ea honorem meruisti accipere magistratus, ac volentes propterea nec non et consideratione carissimi in Christo filii nostri, Roberti, Sicilie regis illustris, pro te nobis in hac parte humiliter supplicantis, prerogativa te prosequi favoris et gratie specialis, hujusmodi officium sic vacans, cum omnibus juribus et pertinentiis suis, Apostolica tibi auctoritate conferimus et providimus de illo, decernentes prout est irritum et inane, si secus super hiis a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, attemptatum forsan est hactenus vel contigerit imposterum attemptari, non obstantibus quibuscumque statutis et consuetudinibus Universitatis et Studii predictorum contrariis, juramento, confirmatione Apostolica vel quacumque alia firmitate vallatis seu si venerabili fratri nostro.. Episcopo Magalonensi ac eisdem Universitati, magistris

et scolaribus vel quibusvis aliis, communiter vel divisim, ab eadem sit Sede indultum, quod ad receptionem vel provisionem alicujus minime teneantur et ad id compelli non possint per litteras Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem et quibuslibet privilegiis, indulgentiis et litteris Apostolicis, generalibus vel specialibus, quorumcumque tenorum existant, per que presentibus non expressa vel totaliter non inserta effectus hujusmodi nostre gratie impediri valeat quomodolibet vel differri et de quibus quorumque totis tenoribus de verbo ad verbum habenda sit in nostris litteris mentio specialis. Nulli etc. nostre collationis, provisionis et constitutionis infringere etc. Datum Avinione, V kalendas Februarii, anno octavo.

In eumdem modum : — Dilectis filiis.. Beate Marie de Tabulis et.. Sancti Firmini de Montepesulano prioribus, Magalonensis diocesis, ac Elfiario de Villanova, canonico Massiliensi, salutem. Sedis Apostolice etc. usque mentio specialis. Quocirca mandamus quatinus vos vel duo aut unus vestrum, per vos vel alium seu alios, eundem magistrum Jacobum ex nunc auctoritate nostra, faciatis in Cancellarium ejusdem Universitatis magistrorum et scolarium predictorum, ut est moris, recipi et admitti, sibique in omnibus et singulis, que ad officium ipsum pertinent, prout consuetum est hactenus, pareri efficaciter et intendi, non obstantibus omnibus supradictis, seu si eisdem Episcopo, magistro et scolaribus vel quibusvis aliis, communiter vel divisim, ab eadem sit Sede indultum, quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Contradictores auctoritate nostra etc. Datum ut supra.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Johann. XXII*, T. XIX, fol. 317 *(Avenion).*

---

43. — *Certificat notarié de la bulle de Clément V, du 8 septembre 1309, relative à la concession de la Licence dans la Faculté de Médecine.* — Montpellier, 5 mai 1326.

Anno Dominice Incarnacionis millesimo tercentesimo vigesimo sexto, et quinta die mensis Maii, serenissimo principe domino Karolo, Dei gracia Francorum et Navarre rege, regnante, noverint universi, exhibito quodam

papali privilegio, in pargameno scripto, felicis recordacionis domini Clementis quondam pape quinti [1], et ejusdem vera bulla plumbea quondam consueta, cum filo cerico impendente, bullato, ut prima facie apparebat, coram discreto viro domino Johanne Boni, jurisperito, regente judicaturam curie partis regie Montispessullani dicti domini, Francorum regis, causa transcribendi per me, Petrum Ayquebun, notarium infrascriptum, et in publicam formam ipsius transcripti reserandi, ad evitandum periculum amissionis, fractionis, rapine et alterius cujuslibet casus fortuiti ipsius privilegii, cum debeat ad diversa judicia et in diversis partibus presentari, dictus dominus regens, audito diligenter et intellecto tenore dicti privilegii, universitati dominorum magistrorum, in Facultate Medicine in Montepessullano, Magalonensis diocesis, commorancium, a dicto domino papa concesso, precepit, causa cognita, et in mandatis dedit michi, dicto Petro Ayquebun, notario infrascripto, in presencia et testimonio discretorum virorum domini magistri Jacobi Egidii, Cancellarii et magistri in medicina, et Guillermi de Incultra, clerici, et Guillermi Serratoris, de Melgorio, ibidem existencium, quatinus dictum privilegium, de verbo ad verbum, nil addito vel remoto, transcriberem et in publicam formam redigerem, ad eternam memoriam rei contente in eodem, decernens [2], causa cognita, dicto transcripto velut dicto originali fidem perpetuo, in judicio et extra, esse adhibendam, sua regentis auctoritate pariter et decreto. Quibus precepto et mandatis ego, dictus Petrus Ayquebun, obtemperans, dictum privilegium fideliter scripsi, prout de verbo ad verbum superius continetur, et dictum originale cum dicto transcripto cum magistris Petro de Pena, Jacobo Gunidonis, notariis regiis, perscrutatus fui diligenter, et reperimus utrimque per omnia convenire, anno et die dicti precepti michi facti. In cujus rei testimonium ego, supradictus Petrus Ayquebun, publicus in toto regno Francie auctoritate regia notarius, hic me subscripsi et signum meum consuetum apposui. — Huic perscrutinio, caute et provide facto, ego, dictus Petrus de Pena, notarius regius, una cum dictis notariis, presens fui et ideo hic me subscripsi et signavi. — Et ego, predictus Jacobus Gunidonis, notarius publicus domini nostri regis, huic presenti perscrutinio, caute et provide facto, una cum dictis notariis presens interfui et ideo hic [me] subscripsi et signavi.

In testimonium vero quod prenominati magistri Petrus Ayquebun, Petrus de Pena et Jacobus Gunidonis sint notarii publici dicti domini nostri, Francorum regis, et quod instrumentis et aliis scripturis, per eos et eorum quemlibet confectis suisque prepositis signis signatis, tamquam veris et publicis, in judicio et extra, plena fides adhibeatur quodque ad eos et quemlibet ipsorum, tamquam ad notarium et personas publicas, publice recurratur, nos, Berengarius Lombardi, custos sigilli regii Montispessullani, ipsum sigillum auctenticum cereum huic presenti transcripto, in hanc publicam formam redacto, duximus apponendum.

Orig. : Arch. départ. de l'Hérault, *Privilegia Universitatis medicœ Monspeliensis,* fol. 31 r°. A la suite d'une transcription de la bulle de Clément V, du 8 septembre 1309, portant règlement au sujet de la concession de la licence dans la Faculté de Médecine de Montpellier.

1. sexti. — 2. decernans.

---

44. — *Lettres de sauvegarde de Charles IV le Bel, en faveur de l'Université de Montpellier.* — Vincennes, mars 1327 (?).

Karolus, Dei gracia Francorum et Navarre rex, notum facimus quod nos, ad conservacionem et propagacionem studiorum, instar progenitorum nostrorum, oculum debite consideracionis habentes virosque scolasticos, quorum doctrina et sciencia providetur saluti et regimini populorum dignis favoribus et graciis convenientibus prosequentes, magistros et scolares Universitatis Studii Montispessulani, quos, sub nostra protectione, secura tranquilitate gaudere volumus et quiete, in et sub nostra speciali gardia regia, cum eorum bonis, familia et bedellis, suscipimus per presentes; mandantes et precipientes senescal[l]o Bellicadri et rectori Montispessulani, qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, ceterisque justiciariis nostris aut eorum locatenentibus, prout ad quemlibet pertinuerit, quatinus eosdem et bona ipsorum sub nostra dicta gardia speciali ab omnibus injuriis, violenciis,

oppressionibus, vi armorum et potencia laïcorum et indebitis novitatibus quibuscumque deffendant et deffendi faciant. Quas si factas esse vel fuisse invenerint, easdem, congrue et nobis et parti, emendari et ad statum pristinum faciant previa ratione reduci dictamque specialem nostram gardiam significari et publicari faciant, prout super hoc fuerint requisiti et fuerit opportunum; unumque servientem nostrum ydoneum aut plures, cum requisiti fuerint, ad premissa eisdem deputent, qui de hiis, que cause cognicionem exigunt, se nullatenus intromictant. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, nostrum presentibus fecimus apponi sigillum. Datum apud Vincennas [1], anno Domini millesimo trescentesimo vicesimo sexto, mense Marcii. — Per dominum regem, ad relacionem domini Andree de Florencia. Danielis.

Orig. : Biblioth. de l'Univ. de Montpellier, *Liber Rectorum*, fol. 90 v°. Dans un vidimus de Charles VII, de mai 1437. — Publ. : Germain, *Hist. de la Comm. de Montpellier*, t. III, p. 400. — La date, devant être identifiée d'après le style de Pâques, qui tombait le 23 mars, peut se rapporter à mars 1326 ou à mars 1327.

1. Vincēnas.

---

45. — *Extrait notarié des délibérations de l'assemblée communale, contenant, parmi ses résolutions la décision de faire appel au roi de France contre l'autorisation accordée aux étudiants de faire entrer librement leur provision de vin à Montpellier.* — Montpellier, 23 avril 1327.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi. Anno ejusdem Incarnationis millesimo trecentesimo vicesimo septimo et die vicesima tercia mensis Aprilis, domino Karolo, rege Francie et Navarre, regnante, noscant omnes quod, convocata universitate hominum ville Montispessulani ad sonum campanarum ecclesie Beate Marie de Tabulis, ut moris est eam convocari et congregari in domo consulatus Montispessulani, que convocatio fuit facta ut dicitur, ad requisitionem multorum honestorum virorum et meliorum et ditiorum dicte ville, prout constat per publica instrumenta, presentibus

ibidem, facta dicta cloqua, dominis Guillermo Riparie, Guillermo Bernardi de Tribus Lupis, Pontio Boni Amici, Bernardo de Cavanaco, Guillermo Garrici, Raymundo de Colleto, Raymundo Gerardi, Johanne Adzemarii, Johanne de Portibus, Jacobo Johannis et Hugone Rosselli, consulibus Montispessulani, pro se et domino Guillermo de Puteo, eorum conconsule, in remotis agente, presentibus etiam ibidem Johanne Fabri et Jacobo Romei, sindicis dictorum consulum et universitatis predicte.

Venerabilis et discretus vir, dominus Bernardus Sabors, legum doctor, assessor dictorum dominorum consulum, dixit ibidem, ex parte dictorum consulum, talia verba vel similia in effectu : « Domini, vobis significamus quod dominus senescallus Bellicadri et Nemausi misit nobis duas litteras, valde gratiosas et amicabiles, diversis tamen diebus, continentes inter cetera quod, cum quidam, vocatus Dominicus Cathalussii, Gebelinus Genuensis, armaverit quandam galeam [1], more piratico discurrens maria Aquarum Mortuarum usque ad portum de Cauquo Libero, quod significaremus nostris mercatoribus ut indempnitati eorumdem, in quantum possent, sibi providerent; mandavit etiam, in altera littera, ut dicti consules eidem mitterent duos vel tres bonos homines ville Montispessulani, ut cum ipsis deliberare posset et habere suum consilium super negocio dicti Dominici Cathalussii predicto ». Quo quidem capitulo sic exposito, interrogavit populum ibidem existentem, si volebat quod mitterentur ad dictum dominum senescallum duo vel tres boni homines dicte ville, premissorum occasione. Fuit responsum quod sic, nemine discrepante ex eis.

Deinde, dictus dominus assessor dixit talia verba vel similia in effectu : « Domini, die dominica proxime preterita, facta fuit cloqua duarum campanarum Beate Marie de Tabulis, ad hoc dumtaxat ut significaretur populo quod superillustris dominus noster, Francie rex, concessit gratiose quandam litteram valde bonam super negocio vini non inmittendi infra villam Montispessulani, continentem inter cetera quod nullus, cujuscumque status, conditionis aut dignitatis existeret, auderet inmittere infra Montempessulanum vinum, vindemiam seu racemos, nisi dumtaxat secundum formam transactionis inde olim facte inter eorum predecessores consules, ex una parte, et gentes regias, ex parte altera, auctoritate regia confirmate ». Intimavit etiam dictus dominus Bernardus populo predicto quod deinde, post paucos

dies, scolares studentes in villa Montispessulani obtinuerunt a dicto domino nostro, Francie rege, quandam aliam litteram, continentem quod ipsi scolares studentes possent inmittere vinum, vindemiam seu racemos infra villam Montispessulani, ad opus sui et sue familie et suorum bedellorum, et ad hoc ut populus exortaretur ut se ab omni scandalo abstineret, etiam si dicti scolares vinum inmitterent infra dictam villam, quia melius erat quod jus suum prosequerentur debite in dicta curia dicti domini nostri regis, ubi semper justicia invenitur, quam si ad aliquod scandalum prosilirent; que fuerunt dicto populo exposita, die dominica proxime preterita, et a populo quesitum, si volebat populus quod dictum negocium duceretur in curiam Francie et coram dicto domino rege, ad hunc finem quod, non obstante dicta littera, predictis scolaribus concessa, placeret domino nostro, Francie regi, dictam transactionem facere inviolabiliter observari; et cum dictus populus respondisset quod placebat eis prosequtio dicti negocii, et eo modo et cum minoribus expensis, quibus meliori modo fieri posset, et essent in recessu, surrexit magister Bremundus Grimaudi et locutus fuit, ut dicitur, de molegiis bladi.

Veruntamen dictus dominus Bernardus Sabors non intellexit, ut dixit, dicta verba nec eorum effectum, que dixit dictus magister Bremundus Grimaudi, sed audivit post ea dici ab aliquibus, ut dixit, quod dictus magister Bremundus dixerat, si dicta universitas volebat quod dicta molegia reverterentur ad statum antiqum et quod inde de predictis fieri fecerat aliqua instrumenta; dixit etiam quod fuerunt aliqui sex vel septem vel octo ad plus de populo et responderunt « Hoc, hoc », nescit tamen dictus assessor super quibus dicebant « Hoc, hoc », cum non possent plene percipere dicta verba, propter strepitum dicti populi, ut dixit; preterea, dictus dominus Bernardus Sabors dixit tunc temporis se dixisse Johanni Castelli, notario, qui requirebatur per dictum magistrum Bremundum Grimaudi, quod conficeret de predictis publicum instrumentum, talia verba vel similia in effectu : « Caveatis vobis qualiter facietis instrumentum. Requiro vos, sub virtute vestri prestiti juramenti, ut in instrumento vestro apponatis numerum et nomina omnium illorum, qui verbis dicti magistri Bremundi Grimaudi responderunt, et dico dictos dominos consules non consentire ». Dixit etiam dictus dominus assessor quod, die hodierna, premissorum occasione, fuit factum consilium in domo

dicti consulatus et expositum, vocatis in dicto consilio omnibus et singulis suprascriptis, dixerunt, nemine discrepante ex eis, inter cetera, prout dixit apparere per publica instrumenta, et voluerunt et requisiverunt quod incontinenti cloqua fieret et populus vocaretur, ut moris est ; que omnia prenominati, qui fuerunt in dicto consilio ibidem, vera esse asseruerunt. Quibus sic peractis, dictus dominus assessor quesivit ibidem a dicto populo, ex parte dictorum consulum, si volebat quod dictum pondus bladi teneretur et perciperetur ad duos denarios cum obolo pro molegio vel quod de pondere unius molegii perciperetur quantum hodie percipitur et levatur ; et cum maxima pars populi diceret quod perciperetur et levaretur per dictos consules tantum quantum de presenti percipitur et levatur, et Johannes de Fraxino, et quidam alii, qui ibi erant, dicerent quod ad statum antiqum reduceretur, videlicet ad duos denarios cum obolo, et diceret dictus Johannes de Fraxino, sindicario nomine, ut dicebat, popularium, se non consentire in aliquo hiis que fiunt per dictos consules seu ex parte eorumdem, ymo expresse contradicebat ; tunc predictus dominus assessor, ex parte dictorum consulum et sindicorum eorumdem, dixit : « Domini, et vos, domine Johannes de Fraxino, fiat ita : illi qui voluerint se tenere vobiscum scribantur statim et nomina illorum in exitu hujus domus et nullus exeat quin scribatur, et nomina illorum qui vobis contradicent similiter scribantur ». Et tunc dictus Johannes de Fraxino dixit quod ipse contradicebat predictis omnibus, tanquam sindicus popularium, ut dicebat; et vicissim dicti domini consules et eorum assessor contradicebant hiis que dictus Johannes de Fraxino dicebat ; et nichilominus fecerunt scribi nomina illorum qui interfuerunt in dicta cloqua pro majori parte, prout eis fuit possibile, tamen non potuerunt nomina omnium scribere, propter aliquos impetuose recedentes.

Acta sunt hec in solerio dicte domus dicti consulatus, in presentia et testimonio Francisci Flavi de Obilhone, Petri de Pereto, de Venranicis, domini Stephani Ricols, presbyteri, domini Petri de Podio, presbyteri, magistrorum Guillermi de Vabre, Pontii Gregorii, Symonis de Tornaforti, Raymundi Bichonis, notariorum, et magistri Johannis Bruni, dicti domini nostri, regis Francorum, in toto regno Francie et Navarre notarii publici, qui, requisitus per dictos dominos consules et dictum dominum Bernardum Saporis, hec omnia in notam recepit.

Nomina vero illorum qui voluerunt quod de dictis molegiis quinque sestariorum leventur decem denarii et qui per portam secundam dicte domus dicti consulatus, qua intratur ad consistorium, in quo dicti domini consules communiter tenent suum consilium, [exiverunt], sunt que sequntur : primo, Bernardus Serinhani, argenterius, Petrus Pabayrani, Matheus Jonnii, Petrus Benedicti, mercator, Guillelmus Sabrani, macellarius, Raymundus Enrici, Petrus Mercerii, Petrus Rocols, peyrerius, Durantus Guilhaberti, Raymundus Andree, Durantus Alamanni, Johannes Terrada, macellarius, Johannes Alberoti, Johannes Menatoris, piperarius, Johannes de Salve, Johannes Bevenha, Johannes Dantas, Bernardus Noguerii, Joannes de Serinhano, Petrus Cassalhani, Pontius Guillermi, Johannes Alexandri, Guillermus de Broho, Guillermus Blegerii, Martinus Engilberti, Bernardus Cavanac, pellicerius, Stephanus Brueysas, Johannes Aostenc, peyssonerius, Guillermus Anthonhani, cederius, Petrus Aymerici, Raymundus Alafredi, Georgius Boneti, magister Colardus, Petrus Mercerii, Bernardus Sabaterii, ordearius, Bernardus Andree, Johannes Delmi, ypothecator, Symon Raynaudi, argenterius, Stephanus Pueg Viel, mercator, Bernardus de Agrifolio, canabasserius, Guillermus Chambaudi, Deodatus de Avinione, Andreas de Furno, ordearius, Jacobus Lombardi, Pontius Cavanac, pellicerius, Guiraudus de Botson, Petrus Brethonis, alberguerius, Matheus Amenlerii, mercator, Petrus de Sancto Anthonio, Johannes Salicatas, corraterius, Johannes Guiraudi Buguaderii, Bernardus Belli, magister Stephanus Vitalis, notarius, Guillermus Paschalis, Guiraudus Belhome, magister Johannes Laurentii, notarius, magister Guillermus de Vabro, notarius, Elyas, Bernardus Ricols, Guillermus Costa, Stephanus Sonnac, Johannes Puthei, Bernardus de Salvanhac, Guillermus Andree, Richardus Foresterii, pellicerius, Petrus de Ranco, Stephanus Boquerii, macellarius, Johannes de Cruolis, Petrus Veyani, Petrus Thosens, Johannes Stephani, Johannes Pictoris, ypothecator, Jacobus de Villafranca, Petrus Guabiani, Guillermus Terrada, macellarius, Bernardus Comitis, blanquerius, Johannes de Petris, ordearius, Johannes Talhafaus, Johannes Ferrandi, blanquerius, Johannes Dores, Guillermus Raymundi, Guillermus Bidocii, cederius, Petrus Rotgerii, Petrus de Viveriis, Michael Boverii, Johannes Turoni, Johannes de Veys, Stephanus de Cruolis, Guillermus Margot, Guiraudus Rays, Raymundus

Vitalis, Guiraudus de Lagantru, mercator, Johannes Marchi, Johannes Barberii, Laurentius, Petrus Andree, Bernardus Guangini, macellarius, Bernardus Cayroli, argenterius, Johannes Garrici, campsor, Bernardus Lobati, piperarius, Pontius Andree, Pontius Ribaudi, Jacobus Reyset, Johannes Kaylarii, macellarius, Durantus Dieulosal, peyssonerius, Pontius Guillermi, Bernardus Noguerii, Petrus Panati, mercerius, Guillermus de Roveria, Johannes de Cabanis, mercerius, Petrus Ferrerii, piperarius, Stephanus Columberii, Johannes Guiraudi, Bernardus Patau, cederius, Bernardus Rotgerii, fusterius, Raymundus Paschalis, Raymundus Eyselini, Matheus Maleti, Guillermus Gensac, Guillermus Roverie, Petrus Pastoris, ordearius, Raymundus Ladela, Johannes de Amiliano, Raymundus Ermengaudi, Stephanus Delbes, Dyonisius Ferrerii, Jacobus de Fontannis, Johannes Guarnerii, draperius, Jacobus de Valras, Johannes de Podio, Johannes Comitis, ordearius, Johannes Cathalani, macellarius, Petrus Folcaudi, Berengarius de Sumena, canabasserius, Guillermus de Piniano, ypothecator, Petrus Ladelli, ordearius, Bertrandus Aytandi, Petrus Guauberti, ordearius, Guillermus Bezansoni, Egidius Pastoris, Bernardus Franchi, ordearius, Hugo Jacobi, Johannes Sapte, Guillermus Barroti, Johannes de Avinione, Astorgius de Plano, Dyonisius Albazini, Petrus Pontii, Johannes Raynaudi, Bernardus Baussenqui, corraterius, Guillermus Symonis, Johannes Martini, Guillermus Johannis, Raymundus Calve, Raymundus de Lagrenol, Durantus Genesta, Petrus Boni Filii, corraterius, Guillermus Ferrerii, Guiraudus Grimoardi, draperius, Thomacius Caysani, deorator, Bernardus Egidii, Petrus Fabe, fusterius, Nicholaus de Combis, Stephanus Jordani, Durantus Arnaudi, fusterius, Bernardus Calcadelli, Johannes Andree, Johannes Salelas, Durantus Bidocii, Guillermus Folqueti, Guillermus Belori, Laurentius de Salellis, Stephanus Sobranhii, fusterius, Raymundus Ar^di^, Johannes Juliani, Bernardus de Amiliano, Petrus Borgondionis, Guillermus Eimerici, Durantus de Nemauso, Guillermus Bonor, Petrus de Londris, Johannes Faraudi, peyssonerius, Johannes Faraudi, peyssonerius, ejus filius, Guiraudus Moyrardi, Petrus Michaelis, Johannes de Curtibus, Nicholaus Cristalherii, Johannes Eimerici, Petrus Stephani, Raymundus Calvas, Johannes de Soliers, Petrus Castilionis, Symon Dieulofes, corraterius, Durantus Tablaterii, Petrus de Amiliano, Egidius de Tholosa,

Johannes Cathalani, Petrus Ruffi, corraterius, Pontius de Pes, Jacobus Falguieras, mercerius, Johannes Guay, Petrus Augerii, Johannes Sambuc, Bon Johan, Marchus Gesselini, Jacobus Bonaventure, candelerius, Guillermus Laurentii, Guillermus Pelliperii, Jacobus Pelaport, mercerius, Raymundus Nicholai, mercerius, Guillermus Nicholai, Raymundus Franchi, ordearius, magister Arnaudus Bodonis, notarius, Guillermus Pontii, pelherius, Guiraudus Amielh, Cische Deliciosi, draperius, Johannes Verassa, Daniel Sarralherii, Guillermus Bertrandi, dominus Petrus Sequerii, legum doctor, Guillermus Catalani, mercator, Radulphus de Cassilhaco, draperius, Raymundus de Latis, burgensis, Petrus lo pozandier, Guillermus de Peyrotis, Petrus de Bordellis, mercator, Johannes Fabri, piperarius, Jacobus Ricardi, Petrus Garnerii, mercator, Laurentius Rolandi, Jacobus de Serinhano, Johannes de Sala, Petrus Guarrussoni, Petrus Ricardi, Petrus Malros, Johannes Escarit, Guillermus Perereii (?), Pauris, sabaterius, Stephanus Contastini, fusterius, Raymundus Fabri, Franciscus Pellicerii, Guiraudus Genesii, mercator, Bartholomeus Don, mercator, Jacobus Patau, cederius, Petrus de Podio, mercator, Jacobus de Mayrueis, Petrus de Manhania, mercator, Petrus Benedicti, mercator, Jacobus Durforti, canabasserius, Bernardus Dieudoni, Johannes Boni Amici, draperius, Jacobus Boni Amici, draperius, Johannes Ricardi, campsor, Johannes de Cumbis, canabasserius, Guillermus Dyonisii, Andreas de Fonte, fusterius, Nicholaus Ymberti, burgensis, Thomassius Nicholay, Johannes Moreti, Bernardus de Carnaco, Petrus de Longayssanicis. Nomina vero illorum, qui voluerunt quod de dictis molegiis quinque sestariorum leventur duo denarii cum obolo et qui per dictam portam exiverunt, sunt que sequntur : Johannes Vigani, clertor, Guillermus Martini, polerius, Johannes Martini, polerius, Johannes Pros, clertor.

Acta sunt hec a primo paragrapho citra in dicta janua, in presentia et testimonio Raymundi de Cruce, draperii, Johannis de Roseto, mercatoris, Johannis Fabri, piperarii, Bartholomei Sabaterii, sabaterii, Petri de Castris, Dieulosal, Bonaventure, Bernardi de Amiliano, domicelli, et dicti magistri Johannis Bruni, dicti domini nostri, regis Francie, in toto regno Francie et Navarre notarii publici, qui, requisitus per dictos dominos consules et dictum dominum Bernardum Saporis, hec omnia in notam recepit. Vice cujus

et mandato ego, Guillermus Salvatoris, clericus, ejusdem notarii juratus et substitutus, predicta omnia et singula de ejus originali nota, non cancellata, sumpsi, scripsi fideliter et extraxi. — Et ego, Johannes Bruni, notarius predictus, in testimonium omnium premissorum et ad majorem firmitatem habendam, hic me subscripsi et signum meum apposui, quod est sequens. *(Seing du notaire.)* — In testimonium vero omnium predictorum, a principio presentis instrumenti usque ad primum paragrafum, ego, dictus Symon de Tornaforti, Montispessulani notarius publicus, hic subscripsi et signavi. *(Seing du notaire.)* — In testimonium omnium et singulorum suprascriptorum, ego, Guillermus de Vabro, publicus Montispessulani et auctoritate regia in senescallia Bellicadri notarius, hic me subscripsi et hic signum meum apposui. *(Seing du notaire.)*

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, nouv. lay., 1. a (arm. A, 7me rang, liasse 20, lett. F ; inv. de Joffre, t. I, fol. 47 v°).

1. L'original ajoute *et* après ce mot.

---

46. — *Vidimus et notification, adressés par le sénéchal de Beaucaire au recteur royal de Montpelliéret, d'un mandement de Charles IV le Bel, ajournant au Parlement de Paris les consuls de Montpellier, sur les plaintes des membres de l'Université de Montpellier, au sujet de la franchise de l'entrée du vin.* — Paris, 13 octobre 1327. Vidimus donné à Nîmes, 10 novembre 1327.

Hugo Quiereti, miles domini nostri Francie regis ejusque senescallus Bellicadri et Nemausi, rectori et judici regiis Montispessulani vel eorum locatenentibus, salutem. Patentes litteras regias nos recepisse noveritis sub hiis verbis :

Karolus, Dei gratia Francie et Navarre rex, senescallo Bellicadri et rectori Montispessulani aut eorum locatenentibus, salutem. Ex parte magistrorum et scolarium Universitatis Studii Montispessulani fuit nobis expositum

conquerendo quod, licet per nostras alias patentes litteras graciosas vobis mandatum fuerit et comissum quatinus eosdem non permiteretis inpediri per consules et villicos Montispessulani quominus idem conquerentes vindemiam et vina sua propria vel alia undecumque, pro suis carnicionibus, causa Studii faciendis, inducerent in villa predicta, dum tamen de dictis vinis et vindemiis nichil vendicioni exponerent, prout in dictis litteris nostris plenius dicitur contineri, nichilominus vos seu alter vestrum, ad requisitionem consulum et villicorum predictorum, eosdem conquerentes super premissis inpedire nitimini indebite, pretextu cujusdam statuti ab eis dudum facti ac postmodum, ut dicitur, per regias litteras, salvo jure cujuslibet, confirmati, ac virtute quarumdam litterarum aliarum nostrarum, postmodum ab eis obtentarum, que detrahere dicuntur dictis nostris litteris gratiosis; et quia tu, rector, requirentibus dictis conquerentibus inpedimentum in predictis appositum amoveri, pronunciasti seu ordinasti idem inpedimentum non fore amovendum et ipsi [1] super hoc ad vos, senescalle, appellassent, vos, quasi seu ipsius rectoris sententiam confirmando, dictos conquerentes ad nostram curiam remisistis, qui a vestra sententia, in hoc quod fuit ipsius rectoris confirmatoria, iterum appellasse dicuntur. Ceterum, quia ex dictarum litterarum et confirmationis veritate et dubitate ac super appellatione predicta magna vertitur controversia inter partes predictas, volentes tam dictam confirmationem quam litteras inpetratas hinc inde, per debitam declarationem et interpretationem faciendam per nostram curiam, ad finem debitum ordinari et super appellatione predicta jus fieri, mandamus et commitimus vobis et vestrum cuilibet quatinus adjornetis seu adjornari faciatis ad dies vestre senescallie nostri futuri proximo parlamenti consules antedictos, suo et villicorum predictorum nomine dictis conquerentibus super premissis responsuros, injungentes eisdem partibus, ex parte nostra, ut litteras et confirmationem predictas ad dictam diem afferant, declarationem et ordinationem curie nostre super hoc audituris, certificantes curiam nostram dicta die super premissis competentem, ipsosque magistros et scolares, cessante quocumque inpedimento indebito et non obstantibus dictis litteris aut aliis subrectitie inpetratis vel etiam inpetrandis a nobis, possessione inmitendi vindemiam et vina sua propria vel alia undecumque in villa Montispessulani predicta uti et gaudere pacifice [2], juxta concessionem nostram eis factam, de qua liquebit

interim, permittentes et facientes vel saltem prestita cautione. Datum Parisius, XIII die Octobris, anno Domini M.CCC.XXVII.

Quarum auctoritate litterarum vobis precipimus et mandamus et vestrum cuilibet quatinus omnia et singula in dictis litteris regiis contenta faciatis, compleatis et exequamini diligenter, juxta ipsarum seriem et tenorem, taliter quod in vos nullus reperiatur deffectus. Datum Nemausi, die x Novembris, anno Domini M.CCC.XXVII. R. lr. s.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. C, cass. XXII, nº 2 (expédit. sur pap.). — Cf. 9 mai 1355.

1. ipsis. — 2. pascifice.

---

47. — *Vidimus, par la cour du recteur royal de Montpelliéret, des lettres du sénéchal de Beaucaire interdisant aux étudiants de Montpellier de faire entrer dans la ville le vin de leur provision, sans fournir caution, suivant la teneur de l'autorisation accordée par le roi de France.* — Nîmes, 26 novembre 1327. Vidimus donné à Montpellier, 28 novembre 1327.

In nomine Domini, amen. Anno Incarnationis ejusdem millesimo tricentesimo vicesimo septimo et vicesima octava die mensis Novembris, domino Karolo, Dei gracia illustri rege Francie et Navarre, regnante, existens in curia regia Montispessulani et coram nobili viro, domino Hugone de Carssano, milite, rectore regio Montispessulani, magister Simon de Tornaforti, notarius, pro se et omnibus personis [1] de Montepessulano, eidem ad[h]erere volentibus [2] in hac causa, habitatoribus Montispessulani, presentavit [3] eidem domino rectori quasdam patentes litteras, in papiro scriptas, emanatas a nobili et potenti viro, domino Hugone Quiereti, milite, senescallo Bellicadri et Nemausi, sigilloque auctentico a dorso ipsarum sigillatas dicte senescallie, ut prima facie apparebat, quas petiit legi, in presencia dicti

domini rectoris, per me, Petrum Martini, notarium regium et dicte regie curie Montispessulani, quod factum fuit, quarum siquidem litterarum tenor sequitur in hec verba :

Hugo Quiereti, miles domini nostri regis, senescallus Bellicadri et Nemausi, rectori regio Montispessulani vel ejus locum tenenti, salutem. Cum in litteris regiis, novissime per scolares seu studentes in Montepessulano [4] inpetratis, contineatur quod vinum seu vina ad usum eorumdem inmittere possint infra dictam villam, prestita cautione, et dicti scolares, dicta cautione non prestita, infra dictam villam dicta vina inmittunt, idcirco mandamus vobis quatinus non permittatis dictos scolares vel studentes infra dictam villam dicta vina inmittere, nisi dumtaxat ab ipsis dicta cautione prestita coram vobis, juxta dictarum litterarum continenciam et tenorem. Datum Nemausi, vicesima sexta die Novembris, anno Domini millesimo tricentesimo vicesimo septimo. Reddite litteras sigillatas.

Quibus presentatis et lectis per me, dictum notarium, in presencia dicti domini rectoris, idem magister Simon, pro se et omnibus sibi in hac causa adherere volentibus, requisivit dictum dominum rectorem, ut contenta in dictis litteris adimpleat, juxta ipsarum continentiam et tenorem, et dictus dominus rector obtulit se paratum cum debita reverencia [5] mandatum dicti domini senescalli obedire, juxta ipsius continentiam et tenorem. De quibus dictus magister Simon, pro se et nomine quo supra, petiit sibi fieri publicum instrumentum per me, notarium infradictum. Actum in dicta curia regia Montispessulani, testibus presentibus, magistris Gauterio de Bozigiis, Gerardo Lunbardi, jurisperitis [6], Guillelmo de Sadurano, clerico, et me, dicto Petro Martini, publico dicti domini regis notario et curie predicte, qui premissis omnibus et singulis, una cum dictis testibus, presens interfui et ea, rogatus et requisitus a dicto magistro Simone, scripsi et in notam recepi, set vice mea presens instrumentum scribi feci per Guillelmum de Sadurano, clericum fidelem, substitutum et juratum meum. Vice cujus et mandato, ego, dictus Guillelmus de Sadurano, clericus, ejus substitutus et juratus, hoc instrumentum de ejus nota, non cancellata, sumpsi, scripsi fideliter et extraxi et in hanc publicam formam reddegi. In quorum omnium testimonium et ad majorem firmitatem premissorum, ego, Petrus Martini, notarius regius

et dicte regie curie, hic me subscripsi et signum meum apposui consuetum. *(Seing du notaire).*

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, nouv. lay., 1. a (arm. A, 7e rang, liasse 20, lett. G. ; inv. de Joffre, t. I, fol. 48 v°).

1. omnium personarum. — 2. volencium. — 3. L'original ajoute *et* avant ce mot. — 4. Montispessulani. — 5. Mot répété deux fois. — 6. jurisperit. — Au sujet des droits d'entrée du vin à Montpellier, voy. Germain, *Hist. du commerce de Montpellier*, t. I, p. 441.

---

48. — *Procédure relative à la saisie de la provision de vin de l'étudiant Guilhem de Saligan, qu'il avait fait entrer à Montpellier sans fournir caution.* — Montpellier, 28 novembre 1327

In nomine Domini, amen. Anno Incarnationis ejusdem millesimo tricentesimo vicesimo septimo et vicesima octava die mensis Novembris, domino Karolo, Dei gracia illustri rege Francie et Navarre, regnante, existens sive constituens in curia regia Montispessulani et coram nobilibus et circumspectis viris, dominis Hugone de Carssano, milite, rectore regio Montispessulani, et Rostangno de Biterris, legum doctore, domino de Venejano, judice dicte curie regie Montispessulani, magister Simon de Tornaforti, ut privata et singularis persona universitatis Montispessulani, ut dixit, et tradidit michi, Petro Martini, notario regio et dicte regie curie Montispessulani, quandam papiri cedulam scriptam, quam peciit legi per me, dictum notarium, in presentia dictorum dominorum rectoris et judicis, et de contentis in ea sibi fieri publicum instrumentum. Cujus quidem cedule tenor dignoscitur esse talis :

Ad informandam et instruendam religionem dominorum rectoris et judicis regiorum Montispessulani super negocio vini non inmittendi infra villam Montispessulani et ejus suburbia, nisi esset de propriis possessionibus habitatorum dicte ville, existentibus infra terminos ultra quos inmitti non licet,

secundum formam transactionis inde olim facte inter gentes regias, ex una parte, et consules, qui tunc temporis erant, pro se et universitate dicte ville et singularum personarum de eadem, ex parte altera, confirmate per regiam magestatem ac etiam jurate per ipsum dominum rectorem et judicem regios dicte ville, custodesque appositi per dictum dominum rectorem ne dictum vinum inmitteretur contra formam transactionis predicte, ad instantiam consulum Montispessulani, quandam quantitatem vini accepe-rint et arrestaverint et arrestata detineatur in parte regia, que esse dicitur Guillelmi de Saligano, habitatoris partis regie supradicte, et quam desar-restari peciit idem Guillelmus de Saligano, dicit et asserit Simon de Tornaforti, ut privata et singularis persona universitatis predicte, pro se et aliis de dicta universitate sibi adherentibus et adherere volentibus in hoc casu, quod dictum arrestum predicti vini dicti Guillelmi de Saligano non est aliquathenus relaxandum rationibus infrascriptis : et primo, quod dictum vinum apportabatur de castro Melgorii ad dictam villam, scituato [1] longe ultra terminos in dicta transactione contentos, et sic, secundum formam dicte transactionis, non fuit ei licitum dictum vinum inmittere seu inmitti facere infra dictam villam Montispessulani, nec obstat si dictus Guillelmus de Saligano dicat se scolarem studentem in Studio Montispessulani, quia eciam dicti scolares studentes in Montepes-sulano non sunt ausi inmittere dictum vinum, nisi demum prestita cautione, secundum formam littere regie, super hiis obtente ex parte scolarium studen-tium in dicta villa, de qua dominus senescallus Bellicadri et eciam dominus rector et judex regii ad plenum certificati sunt et eciam ipse dominus senes-callus ordinavit, visa predicta littera, quod nullus scolaris vinum inmittat, nisi demum prestita cautione, secundum formam littere supradicte, et cum predicta cautio prestita non fuerit ex parte sindici dictorum scolarium, studentium in Montepessulano, set eandem cautionem prestare negaverint et etiam appellaverint contra ordinationem ipsius domini senescalli, de qua liquet ipsis dominis rectori et judici predictis, dicit dictus Symon de Tornaforti, nominibus quibus supra, predictum arrestum non esse relaxan-dum, ymo dictum vinum esse tradendum consulibus dicte ville, tanquam comissum, ut de ipso faciant quod debent, secundum formam dicte transac-tionis; dixit etiam dictus Symon, nominibus quibus supra, quod ipse Guil-

lelmus de Saligano habet vini sufficienciam ad bibendum de possessionibus quas habet infra terminos dicte ville, quare aliud vinum ejusdem, perceptum de aliis possessionibus, non potest inmitti [2] infra dictam villam; esto quod littera regia sibi locum vendicaret, que fuit obtenta tacita veritate, salva reverencia inpetrantis, nam fuit tacitum de quadam declaratione, per ipsum dominum regem facta ex certa scientia, quod si fuisset expressum, nullo modo dicta littera dictis scolaribus esset per dictum dominum regem concessa, et ideo deberet carere penitus inpetratis. Quare instanter requisivit dictus Simon, nominibus quibus supra, predictos dominos rectorem et judicem quatinus dictum vinum tradant seu tradi faciant, tamquam comissum, consulibus supradictis et potissime cum ipsi domini rector et judex certi sint de omnibus et singulis propositis per ipsum Symonem, nominibus quibus supra, et de predictis et de responcione dictorum dominorum rectoris et judicis [3] dictus Symon, nominibus quibus supra, tamquam ille cujus interest, cum sit de dicta universitate, peciit sibi fieri publicum instrumentum.

Qua lecta per me, dictum notarium, in presencia dictorum dominorum rectoris et judicis, idem magister Symon, pro se et nomine quo supra, dixit, peciit et requisivit, prout in dicta cedula continetur, petens de predictis sibi fieri publicum instrumentum. Et ibidem existens magister Guillelmus Saligani, jurisperitus, scolaris et studens in Montepessulano in jure civili, ut dicebat, contribuensque in omnibus actibus Universitatis scolarium studentium in Montepessulano, ut dixit, dixit se non concentire predictis propositis et requisitis per dictum magistrum Symonem de Tornaforti, in quantum sibi et dicte Universitati prejudicare possent, adhiciens quod predicta nec aliqua de predictis in aliquo non obsistunt quominus vinum sibi, per presentem curiam seu de mandato dicti domini rectoris arrestatum, debeat restitui, rationibus contentis in litteris regiis et domini senescalli Bellicadri et Nemausi, exhibitis et productis per sindicum dicte Universitatis, quare dixit, peciit et requisivit in omnibus et per omnia et etiam protestatus fuit, ut in quadam cedula et requisitione, facta per dictum sindicum dicte Universitatis, continetur, protestans insuper se nolle discedere a petitis, requisitis et protestatis per dictum sindicum, set pocius in eis persistere; et dicti domini rector et judex, ad faciendum suam responcionem super

contentis in dicta cedula, diem Martis proximam dicto magistro Symoni assignaverunt. Actum fuit hoc in dicta curia, testibus presentibus, magistro Egidio Johannis, notario, G° de Sadurano, clerico, et me, Petro Martini, notario regio, qui predicta in notam recepi.

Qua die Martis superius assignata per dictos dominos rectorem et judicem dicto magistro Symoni, que dies intitulabatur secunda die mensis Decembris, comparuit dictus magister Simon de Tornaforti, ut privata et singularis persona universitatis Montispessulani, coram dictis dominis rectore et judice, petens sibi fieri respontionem super contentis in cedula superius per eum reddita dictis dominis rectori et judici, juxta presentem diei assignationem, protestans quod per eum non stat quominus audiat et recipiat respontionem eorum. Quibus omnibus dictis, requisitis et protestatis per dictum magistrum Guillelmum Saligani, dictus magister Symon non concenciit, dicens, petens et requirens, ut in dicta cedula, supra per eum reddita, continetur, de quibus peciit sibi fieri publicum instrumentum, et dicti domini rector et judex respondentes, se in omnibus et per omnia paratos obedire mandatis et jussionibus domini nostri regis et dicti domini senescalli, de quibus supra in cedula reddita per dictum magistrum Symonem fit mencio, eorum in omnibus et per omnia tenore servato; ad id vero quod dicitur pro parte dicti magistri Symonis de Tornaforti et requiritur quod vinum arrestatum dicti magistri Guillelmi Saligani non desarrestaretur absque prestatione cautionis, de qua supra fit mencio, dicunt et respondent dicti domini rector et judex quod non sunt intentionis desarrestandi seu disayziendi vinum predictum, de quo supra fit mencio, absque prestacionis cautionis predicte; ad id vero quod dicit et requirit dictus magister Symon vinum predictum sic arrestatum tradendum fore consulibus Montispessulani expendendum, juxta formam transactionis, de qua supra fit mentio, offerunt se paratos dicere et facere, cum per dictos consules fuerint requisiti, juxta formam et tenorem litterarum regiarum et dicti domini senescalli, novissime ex parte dicti magistri Symonis dicto domino rectori presentatarum, cui respontioni dictus magister Symon, in quantum sibi prejudicare posset, non concenciit, et nichilominus dicta responcio facta fuit.

De quibus omnibus et singulis supradictis dictus magister Symon petiit

sibi fieri publicum instrumentum per me, notarium infradictum. Actum fuit hoc in dicta curia, testibus presentibus quibus supra et me, dicto Petro Martini, dicti domini regis notario publico et dicte curie, qui premissis omnibus et singulis, una cum dictis testibus, presens interfui et ea, rogatus et requisitus a dicto Symone, scripsi et in notam recepi, set vice mea presens instrumentum scribi feci per Guillelmum de Sadurano, clericum fidelem, substitutum et juratum meum. Vice cujus et mandato, ego, dictus Guillelmus de Sadurano, clericus, ejus substitutus et juratus, hoc instrumentum de ejus nota, non cancellata, sumpsi, scripsi fideliter et extraxi et in hanc publicam formam reddegi. In quorum omnium testimonium ego, dictus Petrus Martini, notarius regius et dicte curie, hic me subscripsi et signum meum aposui consuetum. *(Seing du notaire.)*

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, nouv. lay., 1. a (arm. A, 7me rang, liasse 20, lett. H ; inv. de Joffre, t. I, fol. 48 v°).

1. scituatum. — 2. inmittere. — 3. rector et judex.

---

49. — *Mandement de Philippe VI de Valois, donnant commission à Pierre Ricard et à Bernard de Caranta de faire une enquête sur un procès entre les étudiants et les consuls de Montpellier (au sujet de l'entrée du vin).* — Paris, 12 avril 1328.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, magistris Petro Ricardi et Bernardo de Caranta, de Montepessulano, jurisperitis, salutem et dilectionem. Mandamus vobis, tenore presentium committentes, quatinus supra articulis curie nostre traditis per procuratores universitatis scolarium ville Montispessulani, ex una parte, et consulum ville predicte, ex altera, inquiratis, vocatis evocandis, cum qua poteritis diligencia, veritatem, et inquestam, quam inde feceritis, sub vestris inclusam sigillis, ad dies senescallie Bellicadri nostri futuri proximo parlamenti judicandam, dicte curie nostre Parisius remittatis partesque predictas adjornetis ad dies predictas, visuras dictam

judicari inquestam et aliter processuras et facturas quod fuerit rationis, dictam curiam certificantes ad dies predictas de hiis que feceritis in premissis, ab omnibus autem nobis subditis vobis in hac parte pareri volumus et intendi. Datum Parisius, de consensu partium predictarum, die XII^a Aprilis, anno Domini M°CCC° vicesimo octavo. — Hangest.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. C, cass. XXII, n° 3. — Cf. 1^er mars 1331.

---

50. — *Articles dressés par les Consuls de Montpellier contre les membres de l'Université, au sujet de l'entrée du vin.* — S. d. (vers 1330).

Articuli consulum Montispessulani contra magistros et scolares ejusdem ville per curiam concordati [1].

Ad finem quod magistri et scolares Universitatis Studii ville Montispessulani, sicut et quicumque vel cujuscumque status et condicionis existentes, non possint [2] nec debeant intromittere in ipsa villa et ejus suburbia vinum, vindemiam aut racemos, nisi sint de propriis possessionibus habitancium in ipsa villa et de infra certos terminos usitatos et quod consuetudo [et usus] in ipsa villa observati diucius super istis custodiantur et observentur et curia regia dicte ville et domini regis Majoricarum teneantur et debeant illa facere observari per quoscumque et quod impedimentum per presentem curiam istis presentibus appositum, de vino videlicet et vindemia inmittendis per dictos scolares undecumque infra dictam villam, debeat amoveri, quodque predicti consules custodiantur et defendantur, sui et universitatis dicte ville nomine, in possessione seu quasi, in qua sunt et diucius fuerunt omnium premissorum, dicunt consules ville Montispessulani, nomine universitatis hominum dicte ville, et, si necesse fuerit, probare intendunt facta et rationes que sequntur, protestacione premissa per dictos consules quod, si qua proponant que sapiant petitorium, ea proponunt solum ad finem sue saisine seu quasi confortande et justificande et non ad alium finem.

Primo, quod usus est antiqus et consuetudo in ipsa villa diucius observati, a tanto etiam tempore citra quod non extat memoria in contrarium, quod nullus, cujuscumque status et condicionis sit, vinum, vindemiam aut racemos debet nec potest in ipsa villa et ipsius suburbia inmittere, nisi sit de propriis possessionibus habitancium in ea et de infra certos terminos usitatos et si quis contra facere velit, ipsi consules possunt facere prohiberi et hoc facere prohiberi consueverunt, tam per curiam regiam, in parte sua, quam per curiam domini regis Majoricarum, in parte sua, ne per quemcumque hoc fiat.

Item, quod per dictum tempus dicti consules fuerunt et sunt in possessione et saisina predictorum contra quoscumque inibi habitantes, scolares et clericos et alios quoslibet, contrarium facientes ac portantes seu inmittentes infra dictam villam, contra dictos usum et consuetudinem, vina et vindemiam, tociens quociens premissa ad eorum noticiam veniebant.

Item, quod cultura dicte ville et circumcirca ipsam villam, per leucam aut leucam et dimidiam, precipue consistit in vineis, ex quibus tanta vini provenit habundancia, quod habitatores ipsius ville et extranei per ipsam transitum facientes ex vinis vinearum et possessionum habitancium in ipsa villa possunt et consueverunt comode sustentari et de ipsis vinis ad sufficienciam habere, et sunt adeo bona vina sicut in aliis villis circumvicinis et in majori copia quam in aliqua circumvicinarum villarum predictarum et pro bono et communi foro in illis partibus usitato.

Item, quod cultura agrorum dicte ville, ex qua blada proveniunt, est tam modica, quod habitatores ipsius ville et extranei per eam transitum facientes, nisi bladum aliunde per terram et mare portaretur ad villam ipsam per terciam aut quartam partem anni, ex ea transire aut sustentari non possent nec terre omnes in quibus vinee sunt plantate essent utiles ad blada producendum; quare opportet dictos habitatores circa culturam vinearum insistere, ut habeant unde possint sibi in bladis que portantur et aliis necessariis providere ex comodo vini quod progreditur ex vineis supradictis.

Item, quod magna pars dictarum vinearum est posita seu plantata in locis sive terris grezis et lapidosis, ex quibus, dato quod non essent in eis plantate vinee, essent terre ipse prorsus aut quasi inutiles pro bladis producendis, seminandis et extollendis in eis, et, ne remaneant inculte et inutiles, vinee in eis sunt plantate.

Item, quod si liceret quibuscumque vina inmittere seu vindemiam in dicta villa pro libito voluntatis sequi, haberet neccessario quod habitatores dicte ville desisterent totaliter a cultura suarum vinearum et eas desererent aut depopularent, quia expensas positas in colendo ex eis rehabere non possent, et sic dampnificarentur ubi de labore suo utilitatem consequi deberent, cum sua vina vendere nequirent, si aliunde portarentur, ex qua vendicione sustentantur, ymo esset neccesse quod magna pars habitancium in ipsa villa, que ex vineis et earum comodo sustentantur et consueverunt sustentari, cum ibi sit magna laboratorum et cultorum multitudo, a villa recederent, cum alias non possent querere sibi victum et sequi, haberet etiam quod, cultura vinearum dicte ville sic deserta, major solito in ipsa villa vini fieret ca[ritas] [3] plus de vino habitancium ex vinearum ipsius ville predicta cultura quam, ea deserta, posset assendere quantitas vini alicui inmittendi in eam, aut hujusmodi vini immissio fieret de locis longinquis dampnose et cum maximo custu, ex quo, ut supra, major sequeretur eciam ca[ritas] [3].

Item, quod ex causis predictis, et ipsis pensatis et attentis pro utilitate publica dicte ville, dicti usus et consuetudo fuerunt ab... [3] introducti.

Item, quod dicti consules sunt et fuerunt in possessione seu quasi quod, quocienscumque requirebant officiales dictarum curiarum ut preconizari et inhiberi facerent, ne in ipsa villa vinum vel vindemia aut racemi intromitterentur per... [3] personam, cujuscumque condicionis existeret, nisi esset de propriis possessionibus habitancium in eadem et de infra predictos terminos, ipsi dictas preconizacionem et inhibicionem, ad requisitionem ipsorum consulum, facere tenebantur, et quia officiales regii ex parte regia reddiderunt se aliquando in hoc dificiles, convencio seu transactio super hoc dumtaxat facta extitit inter gentes regias et dictos consules, septem anni sunt vel circa, datis inde tunc domino nostro, Francie regi, per dictos consules quatuor milibus libris Turonensium, ex qua conventione seu transactione dicti consules fuerunt et remanserunt ac esse et remanere debuerunt tunc et perpetuo in saisina vel quasi possessione et jure predictorum.

Item, quod predicta convencio seu transactio fuit postmodum per dictum tunc Francie regem approbata, ratificata et in cera viridi confirmata.

Item, fuit postmodum mandatum per dictum dominum Francie regem quod ab omnibus, cujuscumque status et condicionis existentibus, servaretur.

Item, quod per quoscumque, cujuscumque condicionis existentes, laycos, scolares et clericos, dicti usus, consuetudo et transactio fuerunt continue et pacifice, nemine contradicente, observati, excepto quod, ab anno et dimidio citra vel circa [4], magistri et scolares dicte ville, obtentu quarum litterarum regiarum, de dictis usu, consuetudine et saisina, tacito et alias subrepticie obtentarum, inceperunt contravenire, licet eis fuerit continue contradictum per dictos consules, virtute aliarum litterarum regiarum, per consules obtentarum, que obtentas per dictos scolares declarabant et per opposicionem ipsorum consulum, in judiciis et extra, super hoc contra ipsos factam, per quam ipsos ad hujusmodi pro viribus repellebant.

Item, quod ante dictam transactionem et post ipsam, si fuerint aliquis seu aliqui ex dictis clericis et scolaribus seu aliis quibuscumque, qui contra predictos usum et consuetudinem ac transactionem inmitterent vinum aut vindemiam infra dictam villam, hoc fuit clandestine et occulte et dictis consulibus inscientibus.

Item, quod, cum ad ipsorum consulum scienciam veniebat de dicta inmissione vini vel vindemie, dictos tales inmittentes repellebant aut repelli faciebant, faciendo capi vina et vindemiam sic inmissam et ad domum ipsorum consulum portari et distribui sive dari pauperibus, prout extitit usitatum.

Item, quod post dictam repulsionem et contradictionem sic factam super istis per dictos consules predictis scolaribus et clericis, dicti clerici seu scolares acquieverunt predictis usui et consuetudini de non inmittendo dicta vina in dicta villa, ut superius est dictum, quodque dicti consules, post dictam contradictionem fuerunt et sunt in possessione seu quasi inhibendi seu faciendi [5] inhiberi premissa per x. xx^{ti}. xxx^{ta}. annos et amplius, per tantum tempus quod sufficit et sufficere debet ad saisinam in talibus acquirendam et de cujus memoria eciam in contrarium non existit.

Item, quod predicta omnia et singula sunt vera.

Item, quod aliqua ad suam intencionem consequendam sufficiencia.

Item, quod de predictis est vox et fama publica in dicta villa Montispessulani et in locis eciam circumvicinis et sunt eciam notoria in eisdem.

Quibus omnibus, quathenus in facto consistunt, petunt dicti consules per partem adversam responderi et, si negentur, ad probandum se admitti ea

dumtaxat, que eisdem sufficient ad suam intencionem obtinendam, negantes dicti consules factum contrarium per partem adversam propositum, quathenus esset per curiam admittendum et quathenus et in quantum esset contrarium et prejudiciale suo facto, predicta proponens procurator dictorum consulum, juris beneficio in omnibus sibi salvo. — Hangest.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. B, cass. IV, n° 9 (rouleau de parch.).

1. Cote contemporaine de l'acte écrite au dos du rouleau. — 2. possunt. — 3. Lacunes dans l'original produites par des taches et des déchirures. — 4. Ce passage paraît faire allusion aux faits auxquels se rapportent les pièces n[os] 45 à 49 du Cartulaire. — 5. facere.

---

51. — *Mandement de Jean XXII, accordant l'autorisation d'enseigner et d'exercer la médecine à Pons de Lunel, né de mariage illégitime.* — Avignon, 1[er] avril 1330.

Dilecto filio, magistro Poncio, dicto de Lunello, de Montepessulano, clerico Magalonensis diocesis, medicinalis scientie professori, salutem. Apostolice Sedis benignitas illorum desideriis se propiciam reddere consuevit, qui, bonis imbuti moribus et virtutibus insigniti, geniture maculam meritorum elegantia superantes, per studiorum exercitia currentes, in studio scientie bravium consequi meruerunt. Oblate siquidem nobis petitionis tue series continebat quod tu olim, paternis educatus expensis, in Studio Montispessullani, Magalonensis diocesis, unde oriundus existis, lectionibus vigilanter insistens, sic in primitivis et medicinali scientiis profecisti, quod ad honorem magisterii consequendum in dicta scientia dignus fuisti communiter reputatus, sed, obsistente tibi defectu natalium, quem pateris, de soluto genitus et soluta, per magistros scientie ejusdem medicine studii repulsus fuisti a magisterio prelibato, licet tecum fuisset, auctoritate Apostolica, dispensatum quod, eodem non obstante defectu, posses ad omnes ordines promoveri et beneficium ecclesiasticum obtinere, etiam si animarum curam haberet, quodque tu, considerans quod pro labore longissimo, quem studendo

diutius sustinueras in Studio dicti loci, premium assequi non poteras, quod expectabas, ad Avinionense Studium, non ut dictorum magistrorum de Montepessullano vitares examen, ad quod subeundum te ydoneum sentiebas, sed quia ab eis ob dictum defectum natalium repulsus fueras a magisterio supradicto, te personaliter contulisti ac ibidem per magistros ejusdem sciencie medicine inibi existentes, qui omnes, sicut asseris, in dicto Studio Montispessulani fuerant magistrati, diligenter et solicite examinatus et inventus ydoneus ab eis, hujusmodi magisterium in dicta scientia recepisti; verum tu, natalis soli allectus dulcedine, desideras ad dictam villam Montispessullani, locum videlicet tue proprie originis, remeare, sed quia tuus regressus illuc non ad decorem, sed dedecus, tibi cederet, nisi posses in dicta sciencia exercere et facere que pertinent ad magistrum, ac in statutis ejusdem Studii Montispessullani, sicut asseritur, caveatur quod nullus illegitime genitus, quantumcunque ydoneus ad legendum vel docendum vel ad aliquem magistratus honorem seu ad alia exercenda, que pertinent ad magistrum, recipiatur ibidem et quod magister in medicina alibi magistratus non possit ibidem magistralia exercere, nobis humiliter supplicasti ut providere tibi super hiis paterna diligencia curaremus. Nos igitur, diuturnos labores tuos, quos laudabiliter in predicto Studio impendisti, debito honoris fructu carere indecens reputantes tibique super hiis paterno compatientes affectu teque premissorum meritorum tuorum intuitu volentes in hac parte prosequi gratiose, tuis supplicationibus inclinati, tibi legendi, docendi, praticandi in dicta scientia medicine in dicto loco de Montepessulano [1] et alia magistralia ibidem exercendi, que magister in dicta scientia potest ibidem congrue exercere, non obstantibus premissis et aliis quibuscumque statutis et consuetudinibus ejusdem Studii contrariis, juramento, confirmatione Apostolica vel quacumque alia firmitate vallatis, auctoritate Apostolica plenam et liberam concedimus facultatem. Nulli ergo etc. nostre concessionis infringere etc. Datum Avinione, kalendis Aprilis, anno quarto decimo.

In eundem modum: — Venerabili fratri.. Episcopo Magalonensi et dilectis filiis.. archidiacono Arelatensis ac Michaeli Ricomanni, canonico, Valentinensis ecclesiarum, salutem. Apostolice Sedis benignitas etc. usque concessimus facultatem. Quocirca mandamus quatinus vos vel duo aut unus vestrum, per vos vel alium seu alios, eundem magistrum Poncium,

juxta hujusmodi concessionis nostre tenorem, ad predicta omnia et singula, auctoritate nostra, faciatis admitti, non obstantibus omnibus supradictis, seu si prefatis magistris et scolaribus ejusdem Studii Montispessullani vel quibusvis aliis, communiter vel divisim, a Sede Apostolica sit indultum quod interdici, suspendi vel excomunicari non possint per litteras Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Contradictores per censuram ecclesiasticam etc. Datum ut supra.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Johann. XXII*, T. XXXIV, fol. 415 *(Avenion.)*. — Cf. la pièce n° 32 du Cartulaire.

1. Montepussallano.

---

52. — *Mandement de Jean XXII, autorisant la collation de la Maîtrise en Médecine à un candidat, avant la lecture réglementaire, sur la demande du comte de Gueldre.* — Avignon, 28 mai 1330.

Dilectis filiis, universis et singulis magistris medicinalis sciencie Studii Montispesulani, Magalonensis diocesis, salutem. Personam dilecti filii, nobilis viri Rainaldi, comitis Ghelrie et Zutphanie, Trajectensis diocesis, nobis et Apostolice Sedi devotam sincera prosequentes in Domino caritate, illa sibi libenter concedimus que ei sint placita et alii fructuosa. Sane petitio dicti comitis nobis nuper exhibita continebat quod, cum magister Johannes de Prinslamia, canonicus ecclesie Zutphaniensis, dicte diocesis, phisicus et familiaris suus, in medicine sciencia adeo laudabiliter et utiliter profecisset, quod ad honorem magistratus reputabatur ydoneus in sciencia supradicta, ad Studium Montispesulani, Magalonensis diocesis, de beneplacito dicti comitis, se personaliter contulit et lecturam solitam per magistrandos in dicto Studio fieri in sciencia memorata incepit et jam aliquam partem dicte lecture peregit. Cum autem dictus comes eodem magistro Johanne sine gravi suo incomodo tandiu carere non possit et ex hoc ipsum, quem propter sufficientiam ipsius, magistrari desiderat et ad se etiam revocari, dictus comes nobis humiliter supplicavit ut honorem magisterii in sciencia supra-

dicta eidem magistro Johanni impendi de benignitate Apostolica faceremus. Nos igitur, ipsius comitis supplicationibus inclinati, Universitati vestre per Apostolica scripta mandamus quatimus prefato magistro Johanni, quamvis lecturam non perfecerit antedictam, dummodo alias sit et reperiatur idoneus ad honorem magisterii hujusmodi in eadem sciencia assequendum, quibuscumque privilegiis, ordinationibus seu statutis ejusdem Studii contrariis nequaquam obstantibus, honorem conferatis predictum. Volumus autem quod per hoc vestris privilegiis, statutis seu ordinationibus hujusmodi quoad alios nullum imposterum prejudicium generetur. Datum Avinione, v kalendas Junii, anno quarto decimo.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Johann. XXII*, T. XXXIV (ann. 14, n° 96), fol. 532, ep. 3209 *(Avenion.)*.

---

53. — *Certificat notarié des lettres de Jayme II, roi d'Aragon, du 13 avril 1281, relatives à l'exercice de la Médecine.* — Montpellier, 5 janvier 1331 (n. st.).

Noverint universi quod, anno Dominice Incarnationis millesimo trecentesimo tricesimo, et die quinta mensis Januarii, illustrissimo principe domino Philippo, Dei gracia Francorum rege, regnante, exhibito quodam privilegio felicis recordationis domini Jacobi, Dei gracia regis Aragonum, in pargameno scripto, et ejusdem sigillo impendenti, ut in eo legitur, sigillato prima facie, coram discreto viro domino, Girardo Lombardi, locumtenenti venerabilis viri, domini Johannis Ricardi, judicis curie Montispessulani domini nostri Francie regis, causa transcribendi per me, notarium infrascriptum, et in formam publicam ipsius transcriptum reserandi, ad evitandum periculum amissionis, fractionis, rapine et alterius cujuslibet casus fortuiti ipsius privilegii, cum debeat ad diversa judicia et in diversis partibus presentari, dictus dominus locumtenens, audito diligenter et intellecto tenore dicti privilegii, universitati dominorum magistrorum in Facultate Medicine in Montepessulano, Magalonensis diocesis, commorantium, a dicto domino rege concesso, precepit, causa cognita, et dedit in mandatis michi, Johanni Calmelli, notario regio infrascripto, ad instanciam et postulationem magistri Johannis Masson,

magistri in medicina, procuratoris dicte universitatis dictorum dominorum magistrorum, et pro dicta universitate petentis, et in presencia et testimonio magistri Johannis Macellarii, notarii regii, Petri Alheti, clerici, et Johannis de Retornato, bedelli dictorum dominorum magistrorum Medicine, quathimus dictum privilegium de verbo ad verbum, nil addito vel remoto, transcriberem in formam publicam, ad eternam rei memoriam contentorum in eodem, decernens, causa cognita, dicto transcripto, velut dicto originali, fidem perpetuo in jus et extra esse adhibendam, sua judiciali auctoritate interveniente pariter et decreto. Quibus precepto et mandato, ego, dictus Johannes Calmelli, notarius regius, dictum privilegium transcripsi, prout de verbo ad verbum superius continetur, et dictum originale cum dicto transcripto perscrutatus fui diligenter, adhibito et mecum perscrutante magistro Guillermo Blancardi, notario regio; et quia utrobique invenimus eumdem tenorem per omnia contineri, ad majorem prescriptorum fidem hic apposui signum meum sequentem et rasi superius et emendavi, in sexta linea, ubi dicitur *tam*, et in nona linea, ubi dicitur *per*, et in tertiadecima linea, ubi dicitur *quod si*, et in vicesima prima linea, in dictione ubi dicitur *ducentesimo*, et obmisi scribere in decreto dictiones sequentes : *et expressum*, et signavi. *(Seing du notaire.)*

Huic autem perscrutinio, caute et provide facto, ego dictus Guillelmus Blancardi, notarius regius, una cum dicto magistro Johanne Calmelli, notario, presens fui, subscripsi et signo meo signavi. *(Seing du notaire.)*

In testimonium vero quod dicti magistri Johannes Calmelli et Guillelmus Blancardi sint publici dicti domini nostri, Francie regis, notarii et quod instrumentis et aliis scripturis, per eos confectis suisque precedentibus signis signatis, tanquam veris et publicis, in judicio et extra judicium, plena fides adhibeatur quodque ad eos, ut ad notarios et personas publicas, publice recurratur, nos, Petrus Ricardi, jurisperitus, judex sigilli regii Montispessulani, ipsum sigillum autenticum cereum hic duximus appendendum.

Orig. : Arch. de la Fac. de Méd. de Montp., S. 5. E (copie notariée sur roul. de parch.); *Privilegia Universitatis medicæ Monspeliensis*, fol. 34 v° (à la suite des lettres du 13 avril 1281). — Cf. confirm. août 1331.

54. — *Envoi au Parlement de Paris de l'enquête faite, sur le procès pendant entre les étudiants et les consuls de Montpellier, par les commissaires nommés par lettres de Philippe VI de Valois, du 30 avril 1330 (au sujet de l'entrée du vin).* — Montpellier, 1er mars 1331 (n. st.).

Magne nobilitatis et reverentie viris ac dominis suis, dominis presidentibus in Parlamento Parisius, sui humiles, Johannes de Gabiano, legum doctor, et Bernardus de Caranta [1], jurisperitus, commissarii a Magestate Regia deputati, in causa vertenti inter consules Montispessulani, ex parte una, et universitatem scolarium ejusdem loci, ex altera, se ipsos et debitam reverentiam cum honore. Litteris dicte nostre commissionis per partes predictas nobis presentatis et cum reverentia receptis, quarum tenor talis est:

Philippus, Dei gratia Francorum rex, Johanni de Gabiano et Bernardo de Caranta, de Montepessulano, jurisperitis, salutem et dilectionem. Mandamus vobis, tenore presencium committentes, quatinus super articulis curie nostre traditis per procuratores universitatis scolarium ville Montispessulani ex una parte, et consulum ville predicte, ex altera, inquiratis, vocatis evocandis, cum qua poteritis diligencia, veritatem, et inquestam quam inde feceritis, sub vestris inclusam sigillis, ad dies senescallie Bellicadri nostri futuri proximo parlamenti judicandam, dicte nostre curie Parisius remittatis partesque predictas adjornetis ad dies predictas, visuras dictam judicari inquestam et aliter processuras et facturas quod fuerit rationis, dictam curiam certificantes ad dies predictas de hiis que feceritis in premissis, ab omnibus autem nobis subditis vobis in hac parte pareri volumus et intendi. Datum Parisius, in Parlamento nostro, de consensu partium predictarum, ultima die Aprilis, anno Domini M° CCC° tricesimo [2];

In dicta causa processimus juxta continentiam earumdem, cujus cause processum, per utramque partium ipsarum coram nobis habitum et factum, et atestaciones testium, per utramque partium predictarum productorum, nec non et ea que coram nobis partes ipse producere voluerunt seu eorum copiam, vestre reverende dominationi sub nostris mittimus clausam sigillis,

nec non et partes ipsas remittimus et eas ad presentandum se coram vobis adjornavimus ad dies dicti parlamenti, visuras dictam judicari inquestam et aliter facturas et processuras, prout fuerit rationis, juxta dictarum litterarum regiarum continentiam et tenorem. Datum in Montepessulano, prima die Martii, anno Domini M. CCC° tricesimo.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. C, cass. XXII, n° 4. — Cf. 12 avril 1328.

1. Caranranta. — 2. Ce mandement de commission, analogue à celui du 12 avril 1328 (pièce n° 49 du Cartulaire), n'a pas été conservé en original.

---

55. — *Vidimus et confirmation par Philippe VI de Valois des lettres de Jayme II, du 13 avril 1281, relatives à l'exercice de la Médecine.* — Pacy, août 1331.

Philippe, par la grace de Dieu roys de France, savoir faisons à touz présens et à venir que nous avons veu unes lettres contenans la fourme qui s'ensuit :

Noverint universi quod nos, Jacobus, Dei gracia rex Majoricarum...

Datum in Montepessulano, ydus Aprilis, anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo primo...

Nos, Petrus Ricardi, jurisperitus, judex sigilli regii Montispessulani, ipsum sigillum autenticum cereum hic apponi fecimus et appendi [1].

Nous adecertes les choses dessusdites, pour ce que il nous samble qu'elles sont profitables pour le commun profit, à la requeste et supplicacion des docteurs et maistres en médicine de l'Estude de la ville de Montpeslier, aians aggréables, fermes et estables iceles, voulons, ratifions, loons, gréons, approuvons, et de nostre auctorité réal, en tant comme à nous appartient et puet appartenir, confermons, sauf en toutes choses nostre droit et le droit d'autrui. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable à touz jours, nous avons fait mettre nostre seel en ces présentes lettres. Donné à Pacy, l'an

de grace Nostre Seigneur mil trois cenz trente et un, ou mois d'aoust. — Par le roy, à la relacion le doyen de Saint Martin de Tours. Aubigny. Collacion est faite avec la lettre original.

Orig. : Arch. de la Fac. de Méd. de Montpellier, anc. Inventaire général, sac 5, lett. F; *Arrêts et Déclarations,* fol. 64 r°, doc. n° 61; Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Universit. med. Monspel.,* fol. 33 v°. — Cf. 5 janv. 1331.

1. Les lettres de Jayme II sont suivies du certificat notarié du 5 janvier 1331 (pièce n° 53 du Cartulaire).

---

56. — *Vidimus et confirmation par Philippe VI de Valois de la bulle de Clément V, du 8 septembre 1309, sur la manière d'être promu à la Licence en Médecine.* — Pacy, août 1331.

Philippe, par la grace de Dieu roys de France, savoir faisons à touz présens et à venir, que nous avons veu unes lettres contenans la fourme qui s'ensuit :

Clemens episcopus, servus servorum Dei. . .

Nos, Berengarius Lombardi, custos sigilli regii Montispessulani, ipsum sigillum autenticum cereum huic presenti transcripto, in hanc publicam formam redacto, duximus apponendum [1].

Nous adecertes les choses dessusdites, pour ce que il nous samble que elles sont profitables pour le commun profit, à la requeste et supplication des docteurs et maistres en médicine de l'Estude de la ville de Montpeslier, aians aggréables, fermes et estables iceles, voulons, ratifions, loons, gréons, approuvons et de nostre auctorité réal, en tant comme à nous appartient et puet appartenir, confermons, sauf en toutes choses nostre droit et le droit d'autrui. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable à touz jours, nous avons fait metre nostre seel en ces présentes lettres. Donné à Pacy, l'an de

grace Nostre Seigneur mil trois cenz trente et un, ou mois d'aoust. — Par le roy, à la relation le doyen de Saint Martin de Tours. Aubigny. Collacion est faite avec la lettre original. Aubigny.

Orig. : Arch. de la Fac. de Méd. de Montpellier, S. 5. G; *Arrêts et Déclarations*, fol. 64 r°, doc. n° 62; Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Universit. med. Monspel.*, fol. 30 r°.

1. La bulle de Clément V est suivie du certificat notarié du 5 mai 1326 (pièce n° 43 du Cartulaire).

---

57. — *Privilège de Philippe VI de Valois, accordant sauvegarde et protection royale à l'Université de Médecine de Montpellier.* — Châteauneuf-sur-Loire, novembre 1331.

Salvagardia et protectio concessa dicte Universitati par dominum Philippum, Francorum regem.

Philippus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis, presentibus et futuris, quod nos, dilectorum nostrorum magistrorum, baccallariorum et scolarium in Facultate Medicine apud Montempessullanum studentium, ut tutius in dicto Montispessullani loco residere ibidemque circa studium melius et fervencius pacificeque vaccare valeant, supplicacionibus inclinati, ipsos ac eorum successores, magistros, baccallarios et scolares in Facultate predicta, qui in predicto loco, causa studii, moram traxerint in futurum, cum omnibus bonis suis, in nostra protectione regia specialique gardia suscepimus ac suscipimus de gracia speciali per presentes, quibus mandamus senescallo Bellicadri moderno et qui pro tempore fuerit ejusque locum tenenti ac ceteris justiciariis nostris et cuilibet eorundem, ut supranominatos magistros, baccallarios et scolares et singulares eorum, in suis juribus, libertatibus, justis possessionibus et saisinis manuteneant et conservent et ab injuriis, violenciis, oppressionibus, molestiis et indebitis novitatibus tueantur faciantque defendi, sub nostris gardia et protectione predictis;

et si quicquam [1] contra ipsos aut eorum aliquem, in nostre prejudicium gardie actemptari contingat, illud ad statum reduci debitum celeriter faciant nobisque perinde ac ipsis emendam prestari condignam, prout ad eorum quemlibet pertinebit. Quod ut ratum et stabile perpetuo perseveret, nostrum presentibus licteris fecimus apponi sigillum. Actum apud Castrum Novum supra Ligerim, anno Domini millesimo trecentesimo primo, mense Novembris. — Sic signatum : Par le Roy, à la relacion Messire Guy Baudet Solung. [2].

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Privil. Univ. med. Monspel.*, fol. 57 v° ; Arch. de la Fac. de Méd. de Montp., *Arrêts et Déclarations,* fol. 72 v°, doc. n° 73, d'où proviennent les variantes. — Cf. 18 octobre 1395 et 18 novembre 1435.

1. quando. — 2. Les *Arr. et Décl.* ajoutent : Le vidimus collationné d'icelles a été fait par Jean Ricard, juge royal de Montpellier, le 26 octobre 1534.

---

58. — *Engagement notarié de cotisation pris par plusieurs bacheliers et étudiants en médecine pour la cloche de l'Université.* — Montpellier, 7 novembre 1332.

Anno Incarnationis Dominice millesimo trecentesimo tricesimo secundo et die septima mensis Novembris, regnante domino Philippo, rege Francorum, noverint universi quod, cum inter magistros, bacallarios et scolares artis seu sciencie medicine Montispessulani tractaretur de quadam campana facienda, emenda et ponenda in aliquo loco utili et expedienti pro utilitate, necessitate et servicio Universitatis eorumdem magistrorum, bacallariorum et scolarium, ideoque nos, Bernardus de Pamiis, Andreas de Reate, Johannes Maseti, Petrus Pelissardi, Guillelmus de Sytfauro, Raymundus de Pradinis, Durantus Aymerici, Stephanus Rochete, Bernardus de Solano, Thomas de Bello Visu, Didacus Alfoncii, Hugo Prixani, Poncius de Gardiis, Bernardus Amperii, Guillelmus Mahyni, Guillelmus de Colongiis et Raymundus Aygni, bacallarii in medicina, studentes in dicta sciencia in villa seu Studio Montispessulani, cupientes et multum affectantes predictum tractatum bono effectui perduci, pro nobis et omnibus aliis bacallariis ejusdem sciencie et

Studii, presentibus et futuris, nobis adherentibus et adherere volentibus in hac parte, et nos, Petrus Bosqueti, Jacobus Berlandi, Stephanus Guiraudi, Petrus Aymonis, Petrus de Bordis, Hugo de Aussona, Guillelmus Juliani, Guillelmus Voloni, Jacobus Stephani, Raymundus de Aqua, Raymundus Bastide et Johannes de Pradellis, scolares in dictis sciencia medicine et Studio Montispessulani studentes, desiderantes etiam dictam fieri campanam et haberi, urgente necessitate et evidenti utilitate Universitatis predicte, pro nobis et etiam pro omnibus aliis scolaribus dictorum scientie et Studii, presentibus et futuris, nobis etiam adherere volentibus ad predicta, tibi, Guillelmo de Campo, notario publico infrascripto, tanquam comuni et publice persone, stipulanti solemniter et recipienti pro Universitate predicta et singulis de eadem ac eciam omnibus et singulis quorum interest, intererit seu poterit interesse, pro dicta campana facienda et aliis expensis, que pretextu seu occasione hujusmodi negocii erunt necessario facienda, promitimus quisque nostrum bacallariorum dare et solvere pro predictis, infra unum mensem proximum et sequentem, collectoribus seu levatoribus per nos inferius deputandis, videlicet quinque solidos Turonensium, et nos, scolares predicti, quilibet duos solidos et sex denarios Turonenses, ita tamen quod de toto hoc anno presenti ad plus dandum et solvendum minime compelli possimus, occasione premissorum, nec obligare nos intendimus in predictis, nisi tantummodo quilibet ad solucionem partis sue; et ad predicta omnia et singula levanda, colligenda, petenda, exhigenda, percipienda, habenda, complenda, perficienda et effectui mancipanda et perducenda, facimus, eligimus, constituimus et ordinamus certos, veros atque indubitatos levatores, collectores, procuratores ac nuncios speciales et etiam generales nostros et Universitatis predicte, nos, videlicet dicti bacallarii, magistros Jacobum Helye et Bertrandum Gachesii, bacallarios in medicina, presentes, et nos, scolares predicti, Symonem de Bona Hora, etiam presentem ibidem, et honus hujusmodi negocii et exercicium ejusdem in se sucipientes, et Johannem de Gabues, scolarem in dictis scientia et Studio studentem [1], absentem, quibus damus et concedimus, hujus publici instrumenti tenore, plenariam potestatem, licenciam, mandatum et auctoritatem predicta levandi, colligendi, petendi, exhigendi, percipiendi, habendi et complendi et ad solucionem hujusmodi nos et alios bacallarios et scolares, presentes et futuros, Univer-

sitatis predicte, si et in quantum tamen de jure, usu seu consuetudine eosdem possumus astringere, compelli volumus per quamcumque curiam competentem, ad solam eorumdem simplicem requisitionem, juris remediis opportunis, et eosdem procuratores nostros ab omni onere satis dandi relevantes, promitimus tibi, dicto notario stipulanti solemniter, ut supra, nos ratum, gratum et firmum perpetuo habituros quicquid in predictis et circa predicta per eosdem factum fuerit sive dictum, et hoc cum omni dampnorum, expensarum et interesse restitutione, si que fierent pro premissis, sub obligatione omnium bonorum nostrorum, presencium et futurorum, et bone fidei plivimentis, prestitis per quemlibet nostrum, et cum omni renunciatione juris ad hec necessaria pariter et cauthela. Acta sunt hec, anno et die quibus supra, in ecclesia Sancti Mathei de Montepessulano, in presencia et testimonio magistrorum Johannis Basterii, Jacobi Contastini et Raymundi de Chiraco, magistrorum in medicina, et Guillelmi Gay, scolaris etiam in medicina Montispessulani, ac Philippi et Hugonis de Retornato(?) Castri de Salvio, fratrum, clericorum, et mei, Guillelmi de Campo, publici supradicti domini, regis Francorum, auctoritate notarii, qui, mandatus et requisitus per superius nominatos, predicta stipulatus fui et scripsi, recipiendo in notam, in hancque formam publicam redegi et signo meo solito signavi. *(Seing du notaire.)*

Orig. : Arch. de la Fac. de Méd. de Montpellier, S. 11. P.

1. studentes.

---

59. — *Indult de Jean XXII, accordant aux membres de l'Université de Montpellier le droit de percevoir les revenus de leurs bénéfices pendant cinq ans, sans être assujettis à la résidence.* — Avignon, 20 novembre 1333.

Dilectis filiis, universis doctoribus, magistris et scolaribus Studii Montispesulani, Magalonensis diocesis, salutem etc. Attendentes provide quod ex litterarum scientia, velud ex dono celesti, spiritualiter et temporaliter bona

publica proveniunt et privata, quodque a professoribus ejus fidelis instruitur populus et reducitur exorbitans ad semitam veritatis, considerantes etiam locum Montispesulani, Magalonensis diocesis, in quo generale Studium extitit et existit, fuisse ab hactenus et impresentiarum esse quasi fontem scientiarum irriguum multosque viros produxisse virtutum, dignum reputamus et congruum ut personas ad eum, pro acquirenda margarita scientie, confluentes, quantum cum Deo possumus, favore benivolo prosequamur. Hinc est quod nos, premissorum consideratione nec non consideratione carissimi in Christo filii nostri, Jacobi, regis Majoricarum illustris, domini dicti loci de Montepesulano, nobis in hac parte humiliter supplicantis, vestrisque supplicationibus inclinati, personas ecclesiasticas, regulares et seculares, Universitatis vestre, ut eo libentius Studio predicto insistant, quo nostram et Apostolice Sedis gratiam sibi senserint fructuosam, volentes uberi gratia confovere, vobis omnibus et singulis, beneficia ecclesiastica obtinentibus in dicto loco, in quacumque licita Facultate, infra quinquennium, a data presentium computandum, studentibus seu legentibus, habentibus licentiam studendi in dicto Studio ab illis qui licentiam hujusmodi concedere poterunt, auctoritate presentium indulgemus ut fructus, redditus et proventus omnium beneficiorum vestrorum, ecclesiasticorum, regularium et secularium, que nunc obtinetis vel imposterum obtinebitis, etiam si dignitates vel personatus aut officia existant et curam habeant animarum, dummodo dignitates hujusmodi in cathedralibus majores post episcopales et in collegiatis ecclesiis principales nequaquam existant, usque ad quinquennium predictum dumtaxat, cum ea integritate percipere valeatis, cotidianis distributionibus dumtaxat exceptis, cum qua illos perciperetis, si in ecclesiis, in quibus beneficia ipsa existant, personaliter votideretis, et ad residendum interim in eisdem ecclesiis minime teneamini neque ad id a quoquam inviti coartari possitis, non obstantibus si vos vel vestrum aliqui in dictis ecclesiis vel aliquibus ipsarum primam non feceritis personalem residentiam consuetam aut quibuscumque statutis, consuetudinibus ipsarum ecclesiarum contrariis, juramento, confirmatione Apostolica vel quacumque firmitate alia roboratis, etiam si de illis servandis et non impetrandis litteris Apostolicis contra ea et ipsis litteris non utendo, etiam ab alio vel aliis impetratis vel alias quoquomodo concessis per vos vel procuratorem vestrum, prestite-

ritis hactenus vel vos prestare contigerit imposterum forsitan juramentum, aut si locorum ordinariis a Sede Apostolica sit concessum, vel interim contigerit indulgeri, quod canonicos et personas ipsarum ecclesiarum, etiam dignitates vel personatus seu officia in ecclesiis predictis obtinentes, per subtractionem proventuum suorum ecclesiasticorum vel alias possint compellere ad residendum personaliter in eisdem, seu si ipsis ordinariis et dilectis filiis, capitulis dictarum ecclesiarum, vel quibusvis aliis, communiter vel divisim, a Sede sit concessum predicta vel interim concedi contingat, quod canonicis et personis earundem ecclesiarum, etiam dignitates vel personatus seu officia in ecclesiis eisdem obtinentibus, fructus, redditus et proventus canonicatuum, prebendarum, dignitatum, personatuum, officiorum et beneficiorum hujusmodi ministrare in absentia minime teneantur et ad id compelli non possint per litteras Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, et quibuslibet privilegiis, indulgentiis et litteris Apostolicis, generalibus vel specialibus, quorumcumque tenorum existant, per que presentibus non expressa vel totaliter non inserta effectus hujusmodi nostre gratie impediri valeat quomodolibet vel differri et de quibus quorumque totis tenoribus habenda sit in nostris litteris mentio specialis, proviso quod beneficia hujusmodi debitis interim obsequiis non fraudentur et animarum cura in eis quibus illa imminet nullatenus negligatur, sed per bonos et sufficientes vicarios, quibus de benefitiorum hujusmodi proventibus necessaria congrue ministrentur, diligenter exerceatur et deserviatur inibi laudabiliter in divinis. Nulli ergo etc. nostre concessionis infringere etc. Dat. Avinione, xii kalend. Decembris. anno decimo octavo.

In eumdem modum : — Dilectis filiis.. Abbati monasterii Anianensis, Magalonensis diocesis, et.. Preposito Magalonensis ac.. Archidiacono Sancti Pauli de Fenolhedesio, Narbonensis ecclesiarum, salutem etc. Attendentes provide etc. Datum ut supra.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Johann. XXII,* T. XLIV, fol. 206. b (ep. 346).

60. — *Commission donnée en décembre 1334 par l'Évêque de Maguelone, en vertu des ordres du pape Jean XXII, de passer maître un bachelier, médecin du roi de Mayorque, encore qu'il n'eût lu ses cours.* — [Maguelone], décembre 1334.

Orig. : Arch. de la Fac. de Méd. de Montp., anc. Inventaire général, sac 4, lett. N; *Arrêts et Déclarations*, fol. 120 r° (indication). Original perdu.

---

61. — *Statuts complémentaires de l'Université de Médecine de Montpellier, concernant le service annuel pour les morts, les émoluments des professeurs et la collation des grades.* — Montpellier, 2 novembre 1335.

Statutum perpetuum de missa pro defunctis post festum Omnium Sanctorum celebranda ; quod magister novus habeat solum 30 sol. pro cathedra sua ; quod licentiandi et doctorandi non possint procedere in actibus licentie et doctoratus, sed soli magistrati [1].

Anno Dominice Incarnacionis millesimo trecentesimo tricesimo quinto et die secunda mensis Novembris, domino Philippo, Dei gracia rege Francorum, regnante. Noverint universi quod, congregati et per fidem suam ibidem venire requisiti per cedulam venerabilis et discreti viri, magistri Raymundi de Moleriis, Cancellarii infrascripti, hora vesperorum, in ecclesia Sancti Firmini de Montepessullano, Universitatem facientes, videlicet venerabiles et discreti viri magistri Bonetus de Axtha, Aymo de Mazeriis, Guillermus Martini, Johannes Basterii, Raymundus de Moleriis, Cancellarius dicte Universitatis, Stephanus Anichelmi, Johannes de Turre, Guillermus Rote, Guillermus de Sifauro, Guiraudus de Solo, Bernardus de Solario, Raymundus Bastide et Petrus de Valle, omnes magistri Montispessullani in medicina, unanimiter et concorditer, nemine ipsorum discrepante, pro se ipsis et tota eorum Universitate, presente et futura, statuerunt et statuta ac ordinaciones, per imperpetuum valituras et valitura, fecerunt et ordinaverunt que sequntur.

Et primo, videlicet statuerunt et ordinaverunt quod semel, quolibet anno seu annis sequentibus, in proximo sequenti festo post festum Omnium Sanctorum vel in crastino alicujus tunc proximi sequentis festi, in quo magistri in medicina tunc non legent, procuratores dicte Universitatis faciant celebrare solempniter unam missam, pro mortuis dicte Universitatis, et hoc Cancellarius et procuratores dicte Universitatis de dicto festo possint ordinare, in quo festo dicta missa celebrabitur, quolibet anno, post festum Omnium Sanctorum et debeat celebrari [2].

Item, statuerunt et ordinaverunt quod nullus magister novus dicte Universitatis, ab inde in anthea, non debeat recipere a dicta Universitate, pro cathedra sua, nisi solummodo et dumtaxat triginta solidos Turonensium [3] parvorum comuniter currentium.

Item, statuerunt et statutum per imperpetuum valiturum fecerunt, quod nullus baccallarius in Medicina, postquam ingressus fuerit examen publicum in Medicina et in scolis magistrorum, non sit ausus nec possit de cetero in actibus procedere Licenciarum nec Magistrarum, et si prius licenciatus fuerit, quod non possit procedere in actibus post Licenciam, per ipsum receptam in Medicina, in aula episcopali Montispessullani, exceptis magistris nunc in Medicina receptis ad magisterium et magistratis.

De quibus omnibus dicti domini Magistri et Cancellarius pecierunt fieri unum vel plura publicum seu publica instrumenta per me, notarium infrascriptum, tociens quociens necessarium fuerit corrigere, refficere et emendare, cum consilio cujuslibet probi viri in jure sapientis, non obstante quod fuerit productum in judicio vel non productum, substancia facti non mutata.

Actum ubi supra, testibus presentibus ad hec vocatis et rogatis, Bertrando Clareti, Petro de Solomnio, clericis, habitatoribus Montispessullani, et me, Phillippo Gauterii, notario publico in Montepessullano et in regno Francie, auctoritate regia, qui de predictis notam sumpsi et hec omnia scripsi et signo meo consueto signavi. — Ph. G., notarius.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Universitatis medicæ Monspeliensis*, fol. 68 v°.

1. Titre ajouté au XVII^{me} siècle. — 2. celebrare. — 3. Turonenses.

62. — *Mandement de Benoît XII, ordonnant à l'évêque de Maguelone d'enjoindre aux docteurs de l'Université de Montpellier de ne recevoir aucune somme d'argent pour leur participation aux examens des Bacheliers.* — Avignon, 1er octobre 1336.

Venerabili fratri.. Episcopo Magalonensi, salutem. Dum attente perscrutationis indaginem perscrutamur quod per litterarum exercitia et presertim canonici et civilis juris studia, operante illo a quo solo omnium carismatum dona manant, viri efficiuntur scientiis eruditi, per quos equum ab iniquo discernitur, rudes erudiuntur, provecti ad altiora concrescunt, errorum tenebre repelluntur, claret veritas et fides catholica viris eruditis, velut quibusdam propugnaculis roborata, fortius invalescit, libenter dantibus operam eisdem studiis, ut in eis possint proficere, favores impendimus, et, ne retrahantur ab eis impedimenta, prout de cetero possumus, submovemus. Sane dilecti filii, universitas scolarium utriusque juris Studii generalis Montispessulani, tue Magalonensis diocesis, nuper nobis significare curarunt quod quidam abusus, ex cupiditatis radice procedens, in dicto Studio inolevit, videlicet quod doctores ejusdem Studii, cum ad secretas examinationes et publicas baccallariorum promovendorum vocantur, centum grossos Turonensium argenti exigunt a quolibet promovendo, propter quod multorum baccallariorum sufficientium atque dignorum, nequeuntium solvere prefatam pecunie quantitatem, promotio minus debite retardatur, quare prefati, universitas scolarium, ad nos super hoc duxit humiliter recurrendum. Cum igitur sacris canonibus sit inhibitum ne pro docendi licentia aliquid exigatur et multo amplius inhonestum existat, promotionem sufficientium et dignorum per hujusmodi exactionem pecunie impediri, fraternitati tue per Apostolica scripta mandamus, quatenus tu tuique successores, episcopi Magalonenses, qui erunt pro tempore, prefatis doctoribus ejusdem Studii, tam presentibus quam futuris, auctoritate Apostolica studeas districtius inhibere ne, propter ipsorum accessus et labores ad examinationes hujusmodi, secretas seu publicas, et eorum qui examinabuntur approbationes, aut ex alia causa simili, aliquid exigant vel recipiant a talibus et quibuscumque aliis promovendis, quin imo doctores eosdem,

quando ad examinationes predictas accedant, gratis et liberaliter absque cujuslibet exactionis onere, per censuram ecclesiasticam, appellatione remota, compellatis, non obstante si eisdem doctoribus vel quibusvis aliis, communiter vel divisim, a Sede Apostolica sit indultum quodque ad id compelli aut quod excommunicari, suspendi vel interdici non possint per litteras Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Datum Avinione, kalendis Octobris, anno secundo.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Benedicti XII,* T. II, fol. 253 (ep. 449).

---

63. — *Paulo de Deutio, decretorum doctori, providetur sibi de prioratu S. Martini de Lundris, ordinis S. Benedicti, Magalonensis diocesis, vacanti.* — [1339 ?].

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Benedicti XII,* T. VIII, fol. 291. Original perdu. Analyse empruntée aux *Rubricellæ* des Régestes.

---

64. — *Un procès, démené en l'année 1339, tant par devant Révérend Père Gasbert, archevêque de Narbonne et camarier du Saint-Siège, que par devant les sieurs Alan Degars, B. de Mondomp, Olivier de Cerzet, auditeurs du palais du pape, que par devant encore le sieur Jean Maurel, chanoine de l'église cathédrale Saint-Pierre de Montpellier, commissaire député, entre les sieurs consuls de Montpellier, d'une part, et maître Célestin Séguier, habitant de ladite ville, d'autre, dénoncé comme abuseur des privilèges apostoliques accordés à l'Université des Écoles de Paris.* — 1339.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Arm. F, 13[me] rang, n° 363; Inv. de Joffre, t. I, fol. 266 (indication). Original perdu. — Cf. mai-juin 1340.

---

65. — *Statuts de l'Université de Droit de Montpellier.* — Avignon, 20 juillet 1339.

Bertrandus, miseracione divina tituli Sancti Marchi presbiter cardinalis, a sanctissimo patre et domino nostro, domino Benedicto papa XII, ad infrascripta specialiter deputatus, honestis et circumspectis viris, Rectori, Doctoribus, Baccalariis et Scolaribus et Universitati Studii Montispessulani, diocesis Magalonensis, in jure canonico et civili, salutem in eo qui est omnium vera salus.

Romani pontificis sollicitudo provida et providencia circumspecta, etsi, remediis cunctorum invigilans subditorum, voluntarios labores appetat, ut aliis quietem preparet, scandala removeat et sub certis regulis limitet noxios appetitus, circa illorum precipue provisionem et statum pacificum sollicitudinis sue curam libenter impendit et diligenti studio ac studiosa diligentia dirigit aciem mentis sue, quorum peritia et doctrina mundus speratur illuminari et spe pulcherrima res publica gubernari. Hii sunt viri studiosi, disciplinis scolasticis insistentes, qui, amore scientie facti quodammodo exules et de divitibus pauperes, preciosam diligenter querunt et inventam comparant inextimabili precio sciencie margaritam. Hii quidem sunt, qui, pro affectu sciencie et profectu in bonis dies suos trahentes et noctes plerumque deducentes insompnes, semetipsos exinaniunt, ut, animabus primum et linguis postmodum eruditis, in Ecclesia Dei velut splendor prefulgeant firmamenti. Hii rursus sunt qui, in flore juventutis terram novam colentes, eam in benedictionibus seminant, tandem [1] post labores emeritos in se et aliis fructum centesimum colligentes. Ad horum siquidem scolasticorum provisionem et statum pacificum et modestum decet Romanum Pontificem tanto prompcius cura perpeti vigilare et eorum indempnitatibus salubriter providere, quanto per ipsius salutare remedium non solum ipsis studentibus, sed et per ipsos rei publice providetur quantoque juvenilem etatem, sicut ad doctrinam aptam, sic et e contra ad malum promptam, expedit ita sub norma moderacionis provide coartari, quod, sublata vagandi et cujusque insolercie ac et inanimi expensarum materia, vigeat in eis discipline modestia, morum honestas splendeat, virtutes floreant, multiplicetur scientia, que, dilatato

sui tentorii loco, funiculos suos faciat longiores. Ad hec profecto prefatus dominus noster, Benedictus papa XII, more pii patris consilium pro liberis capientis, prudenter actendens et considerans quod, orta pridem circa regimen et statum prefati Studii Montispessulani in Jure canonico et civili, ubi docencium et discencium solent ingenia florida diffusis odoribus redolere, inter Rectorem et Consiliarios et Universitatem predictam, ex parte una, et Doctores, tam Juris canonici, quam civilis, actu legentes et non legentes, dicti loci, ex altera, quadam discordia, et ad multa pericula et scandala preparata, tam pretextu quorumdam insolercium actuum, turbancium ipsius Studii claritatem, que discordia licet per Sanctitatis Sue provisionem fuisset opportunis remediis terminata, ipsius tamen occasione discordie, que directa pervertere consuevit, nonnulla dubia et litigia inter partes ipsas adinvicem, necnon et inter Rectorem, Consiliarios et Universitatem predictos, ex parte una, et venerabilem patrem, dominum Peytavinum, episcopum Albiensem, tunc Magalonensem, ex altera, emerserunt; super quibus habito ad ipsum dominum nostrum papam recursu, idem dominus noster, post quamdam commissionem reverendo patri, domino Guillermo, tituli sancti Stephani in Celio Monte presbitero cardinali, tunc abbati Montisolivi, Carcassonensis diocesis, primo factam, demum nobis, cardinali predicto, tunc archiepiscopo Ebredunensi, diversas commissiones duxit, sub certis tenoribus, faciendas; quarum auctoritate vocatis partibus et in nostri presencia legitime constitutis, ad multos actus in diversis terminis, juxta formam commissionum hujusmodi procedentes, tandem [1] majorem partem statutorum infrascriptorum cum magna deliberacione edidimus, juxta traditam nobis super hoc potestatem. Postmodum vero nobis, licet indignis, ad apicem cardinalatus assumptis, prefatus dominus noster papa, volens ea que per nos, ipsius auctoritate, laudabiliter et utiliter fuerant inchoata, pro salubri et pacifico statu vestro [2] laudabilius terminari, aliam commissionem fecit nobis, per Apostolicas certi tenoris licteras, quarum tenor inferius subsequitur; quarum etiam licterarum auctoritate, nos, tanquam [3] filii obedientie procedentes, visis et diligenter inspectis statutis per nos primitus ordinatis et eis cum diligencia et deliberacione non modica recensitis ac factis in eorum aliquibus certis addicionibus, detractionibus et mutacionibus, prout, perspicaciori examinacione habita, pro bono et pacifico predicti Studii statu et evitandis in illo diversis inso-

lerciis, judicavimus expedire, ac certis aliis statutis postea cum consulta deliberacione additis, que ad honorem Dei, morum honestatem, quietis vestre plenitudinem reputavimus opportuna, ipsa statuta dicto domino nostro pape [4], ad majorem ipsorum firmitatem, curavimus exhibere, qui legendi et examinandi eadem laborem voluntarium non recusans, post lecturam et examinacionem hujusmodi, nobis oraculo vive vocis mandavit, quod eadem statuta, juxta commissionem sub bulla sua, ut premictitur, nobis factam, vobis, per nos vel alium seu alios, publicaremus, et ea per vos universaliter et singulariter, prout ad vos et vestrum quemlibet pertinet, mandaremus inviolabiliter observari.

Nos igitur, propter ardua negocia, undique confluencia, quibus apud Sedem Apostolicam cogimur occupari, ad locum predictum Montispessulani conferre nos commode non valentes, religiosum virum Paulum de Deucio, monachum et camerarium monasterii Sancti Guillermi de Desertis, ordinis Sancti Benedicti, nepotem nostrum, loco nostri, duximus deputandum, eidem, tenore presencium, omnibus modo et forma quibus melius possumus, committentes, quatinus vobis, in domo Fratrum Predicatorum Montispessulani vel alibi, prout expedire sibi videbitur, ad sonum campane et per indictionem per bedellum factam, ut moris est, congregatis, licteras Apostolicas commissionis nobis, ut premictitur, facte, et statuta per nos, auctoritate Apostolica, in modum qui sequitur edita, que sub sigillo nostro vobis transmictimus, et ea apud vos finaliter volumus remanere, vice et auctoritate nostra, clare, plene et perfecte legere, notificare et publicare procuret, ac vobis, ex parte nostra, in virtute sancte obediencie, districte mandare, sicut, ex auctoritate predicta, tenore presencium, precipiendo mandamus, quatinus ipsa statuta et eorum singula, pro Apostolice Sedis reverencia et utilitate vestra ac metu penarum comprehensarum in ipsis, quas, quantum potuimus commode, ex certa sciencia, studuimus mitigare, diligenter et inviolabiliter, prout unumquemque vestrum contigerit, observetis, nec contra ea, directe vel indirecte, maligna interpretacione vel studiosa operacione vel alias, per vos vel alios, veniatis. Porro, quia, secundum legem, nichil sic est indubitatum, quin possit, licet sit valde justissimum, in aliquam sollicitam dubitacionem deduci, vel ex certa sciencia, potestatem hujusmodi statuta declarandi, emendandi, corrigendi,

interpretandi et alia de novo faciendi, si et cum expedire videbitur, nobis plenariam retinemus. Sane, ut omnis dubitacionis et voluntarie disputacionis materiam amputemus, omnia et singula statuta, usque in presentem diem, per vos, seu quemvis vestrum, communiter vel divisim facta, cujuscumque continencie seu tenoris existant, auctoritate predicta, ex certa sciencia, cassamus et irritamus et cassa et irritata ac nullius per omnia firmitatis existere nunciamus. Per hoc autem seu per presentem statutorum edicionem, non intendimus potestatem aliam, tamen vobis legitime competentem, aufferre, quin possitis, si et cum neccessitas vel utilitas suadebit, statuta alia de novo, rite et debite, facere, dummodo in nullo directe vel indirecte, statutis presentibus vel eorum alicui nec eorum effectui adversetur.

Tenor vero licterarum Apostolicarum sequitur in hec verba :

Benedictus episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio Bertrando, tituli Sancti Marchi presbitero cardinali, salutem et Apostolicam benedictionem. Bonum pacis, ex qua cultus justicie et tranquillitatis [5] ubertas proveniunt et dissencionum materiis obviatur, summis desideriis affectantes, libenter impedimenta subducimus, que paci sunt obvia, et comoda procuramus, per que pax et tranquillitas nutriantur. Sane dudum venerabili fratre nostro, Pictavino, nunc Albiensi, tunc Magalonensi episcopo, nostro appellatui exponente, quod, occasione quorumdam statutorum, que per Rectorem, qui tunc erat, et ceteros alios Rectores, qui fuerunt pro tempore, Studii generalis utriusque Juris Montispessulani, Magalonensis diocesis, et quorumdam eciam statutorum, que per collegium Doctorum utriusque Juris ejusdem loci Montispessulani facta fuerant, necnon occasione juramentorum, que Rectores ejusdem Studii, tam a Doctoribus predictis, quam a Baccalariis in eodem Studio legentibus vel legere volentibus seu ad doctoratus honorem in predictis Facultatibus cupientibus promoveri, ac eciam a singulis scolaribus studentibus et scolas intrare volentibus in Studio memorato sibi exhiberi; pretextu quoque juramentorum, que dicti Doctores a promoveri cupientibus in dicto Studio in eisdem Facultatibus sibi dudum prestari fecerant et tunc eciam faciebant, in prejudicium juris et juridictionis episcopi memorati, inter dictos Doctores, ex parte una, et Rectorem et Consiliarios

et Scolares predictos, ex altera, dictumque episcopum Magalonensem pro interesse suo contra Rectorem, Consiliarios et Doctores predictos, partem terciam facientem, dissencionum materia erat et fuerat multipliciter suscitata et aliqua scandala in dicto Studio fuerant propterea subsequta certique processus facti et excommunicacionum sententie sub certis formis per dictum episcopum ac vicarios, officiales et commissarios ejus, tam litterarum nostrarum quam ordinaria auctoritate, contra predictos Rectorem, Doctores, Consiliarios et Scolares late fuerant et etiam promulgate, quorum et quarum occasione plura litigia, tam coram dilecto filio nostro Guillermo, tituli Sancti Stephani in Celio Monte presbitero cardinali, tunc abbate monasterii Montisolivi, Carcassonensis diocesis, primo, ac subsequenter coram te, tunc archiepiscopo Ebredunensi, a nobis super premissis tunc successive auditoribus deputatis, quam coram dicto episcopo vel commissariis suis et coram eciam officiali curie Narbonensis, loci metropolitice, diversis ex causis cepta fuerant, et in eis vel eorum aliquibus ad citaciones, inhibiciones et certos alios actus erat processum; dictoque episcopo Magalonensi ad bonum et tranquillum statum et debitam reformacionem dicti Studii et ad pacem, inter eum et alias partes predictas perpetuo duraturam, laudabiliter intendente nobisque propterea humiliter supplicante, ut per aliquem vel aliquos discretos, omnia et singula statuta predicta, vocatis episcopo et partibus supradictis, quociens opus esset, et in eorum jure admissis, faceremus diligencius recenseri et inutilia et dampnosa vel ex quibus jus sive juridictio dicti episcopi et ecclesie sue Magalonensis lesa reperirentur vel in posterum ledi possent, totaliter cassari et tolli, et alia statuta racionabilia observari, pro bono et pacifico statu dicti Studii mandaremus. Nos, ejusdem episcopi supplicacionibus inclinati, tibi, tunc eciam apud Sedem Apostolicam constituto, commisisse recolimus et mandasse, ut, apud Sedem eamdem episcopo et aliis partibus predictis ad tuam presentiam legitime evocatis et in jure eorum admissis, omnia et singula statuta predicta coram te faceres realiter exhiberi ipsaque videres et examinares diligenter et illa ex [6] eis necnon juramenta contenta in ipsis, que dicto [7] Studio inutilia seu dampnosa vel ex quibus jus seu juridictionem episcopi et ecclesie predictorum lesa reperires seu cognosceres ledi posse forsitan in futurum, ab aliis statutis racionabilibus, ejusdem Studii bonum et pacificum statum, ejus necnon universitatis Doctorum et Scola-

rium ipsius respicientibus, separare studeres, edendo et addendo statuta alia de novo, que pro bono statu ejusdem Studii et conservacione juris et juridictionis dictorum episcopi et ecclesie ac tranquilitate et pace partium predictarum, edenda cognosceres et addenda; que quidem statuta, postquam per te [8], ut premictitur, forent provide ordinata, nobis ostendi voluimus [9], ut de speciali mandato nostro, si nobis videretur expediens, fieret publicatio eorumdem, predictis statutis inutilibus et dampnosis de speciali mandato nostro similiter cassandis totaliter ac eciam anullandis. Voluimus [9] insuper quod, in hujusmodi negocio coram te pendente, cessaretur omnino per partes predictas a litigiis omnibus supradictis, tibi specialiter commictendo, ut eorumdem litigiorum omnium cognicionem et decisionem [10] ad examen tuum, eadem auctoritate, revocare studeres, in eis simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii, procedendo; et quod interim dictis Doctoribus et Scolaribus, auctoritate predicta, preciperes et injungeres, quod iidem Doctores legerent in dicto Studio et lectiones suas resumerent et continuarent dictique Scolares scolas eorum intrarent, inhibicione dicti Rectoris vel alterius cujuscumque, ac juramentis eidem Rectori vel alteri prestitis, a quibus Rectorem, Doctores, Baccalarios et Scolares predictos eadem auctoritate absolvendi tibi dedimus potestatem, non obstantibus quibuscumque. Voluimus [9] eciam tibique commisimus quod, auctoritate predicta, Rectori, Doctoribus, Baccalariis et Scolaribus supradictis injungeres ut medio tempore juramenta predicta vel similia non exigerent nec reciperent aut prestarent quodque dicte partes nil, in alterutrius partis prejudicium, innovarent vel actemptarent, quamdiu penderet hujusmodi negocium coram te, vel alio, quem ad hoc duceremus deputandum. Cum autem, sicut pridem, ex parte ejusdem episcopi, nunc Albiensis, fuit propositum coram nobis, tum vocatis partibus dictisque statutis, que coram te realiter fuerunt exhibita, visis et diligenter examinatis, quedam statuta, juxta commissionem nostram hujusmodi super hoc tibi factam, citatis legitime partibus supradictis, et ordinaveris, fideliter et prudenter perpetuo in dicto Studio observanda, ne, pro eo quod eumdem Pictavinum a vinculo quo Magalonensi ecclesie tenebatur absolventes, ad Albiensem ecclesiam, tunc vacantem, auctoritate Apostolica duximus transferendum, hujusmodi negocium, quod idem Pictavinus, dum eidem Magalonensi ecclesie presidebat, laudabiliter cepit et

prudenter et sollicite extitit prosequtus, impediri contingat vel etiam retardari, circumspectioni tue, de qua plenam in Domino fiduciam gerimus, per Apostolica scripta commictimus et mandamus, quatinus, juxta commissionem predictam, predictis statutis, per te ordinatis, diligencius recensitis, eis[dem], auctoritate nostra, addas et detrahas que, pro bono statu ejusdem Studii et conservacione justicie dictorum episcopi et ecclesie et pacis bono parcium predictarum, addenda cognoveris [11] et eciam detrahenda, ac nichilominus alia de novo statuta in dicto Studio, que pro ejus utilitate, pace et tranquilitate edenda cognoveris, auctoritate predicta edas, et statuas et decernas perpetuo in dicto Studio observanda; nichilominus in eisdem statutis, eadem auctoritate, edendo et eciam statuendo, quod omnes et singuli prenominati Rector, Doctores, Baccalarii, Scolares, Bedelli, Banquerii, et Stacionarii ejusdem Studii, presentes et posteri, qui eadem statuta vel aliqua eorum, postquam per te [8] taliter edicta et promulgata fuerunt, temerarie [infringere] vel contra ea facere vel devenire presumpserint, penas et mulctas alias, necnon excommunicacionis sentenciam, quas in eisdem statutis exprimendas [12] duxeris, ipso facto incurrant, absolucione a predicta excommunicacionis sententia, debita satisfactione que fuerit exhibenda, eidem episcopo ejusque successoribus Magalonensibus episcopis, canonice intrantibus, qui erunt pro tempore, perpetuo reservata; que quidem absolucio ab eodem episcopo vel alio, vice vel de mandato ipsius, gratis absque redemptione vel emolumento seu precio aliquo impendatur. Que quidem statuta, postquam per te [8], ut premictitur, fuerunt ordinata, auctoritate nostra, in dicto Studio per te vel alium seu alios, sollenniter publicari facias et eciam promulgari, quibuscumque aliis statutis contrariis, juramento, confirmacione Apostolica vel alia [13] quavis firmitate vallatis, per te, auctoritate predicta, omnino cassatis, irritatis et penitus revocatis, jurisdictione ordinaria ac potestate et auctoritate competentibus episcopo Magalonensi, qui est et erit pro tempore, tam de jure communi, quam a predecessoribus nostris Romanis Pontificibus concessis eidem in personis et Studio supradictis, sibi salvis et plenarie reservatis; contradictores per censuram ecclesiasticam, appellacione postposita, compescendo, non obstantibus si eidem Rectori ac Doctoribus et Scolaribus, et personis aliis dicti Studii, a Sede Apostolica sit indultum, quod excommunicari, suspendi, vel inter-

dici non possint per licteras Apostolicas, non facientes plenam, expressam, ac de verbo ad verbum, de indulto hujusmodi mencionem.

Datum Avinione, nonis Marcii, pontificatus nostri anno quinto.

I. DE MISSA DIE DOMINICA CELEBRANDA.

Inprimis, auctoritate Apostolica statuimus et ordinamus, quod semper, diebus dominicis, in domo Predicatorum, post sermonem clero factum, vel, si sermo non erit, eadem hora, missa sollemniter celebretur, in qua Rector et Consiliarii, Doctores actu legentes, Baccalarii et Scolares, cessante impedimento predicto, super quo singulorum stari conscienciis [jubemus], debeant interesse; non venientes autem, cessante impedimento predicto, siquidem Rector sit, quinque solidos, Doctores actu legentes, Consiliarii singuli, duos solidos, et Baccalarii XII denarios, solvere teneantur.

II. DE MISSA PRO DEFFUNCTIS ANNIS SINGULIS CELEBRANDA.

Item, eadem auctoritate statuimus et ordinamus, quod in ecclesia Fratrum Predicatorum, singulis annis, fiat sollemnis missa et commemoratio in octavis Epiphanie Domini, vel, si octava [in] dominica occurret, in festo proximo sequenti, pro animabus illorum qui, studentes in Jure canonico et civili seu in aliis Facultatibus, in ipso Studio retroactis temporibus decesserunt, ubi debeant esse decem tortitia Universitatis et unus pannus aureus; quibus Predicatoribus, pro pictanctia Fratrum, quinquaginta solidi usualis monete de pecunia Universitatis donentur, ut pro predictis mortuis apud Dominum preces fundant. Tortitia autem conserventur ad Elevacionem Corporis Christi, in missa que in domo Predicatorum ipsorum, diebus dominicis, debebit, ut premictitur, celebrari.

III. DE FUNERALIBUS STUDENTIUM.

Item, super funeralibus studencium statuimus et ordinamus quod, quando continget aliquem Doctorem, Baccalarium vel Scolarem Juris canonici vel civilis, debitum nature persolvere in Studio supradicto, nullus Doctor vel Baccalarius intret illa hora qua corpus tradetur ecclesiastice sepulture; sed omnes, tam Rector, quam Doctores actu legentes, quam etiam Baccalarii et Scolares, associare funus debeant et interesse hujusmodi sepulture, nisi,

habentes in hora proxima legere, recedendi licenciam habeant a Rectore vel ejus locumtenente. Qui autem, legitimo impedimento cessante, de quo impedimento cujuslibet consciencie relinquatur, funeri non curaverint [14] interesse, siquidem sit Rector, decem solidos, Doctores actu legentes, quinque, Baccalarii, duos solidos, Scolares nacionis mortui, sex denarios, conservatoribus pecunie Universitatis, sub pena excommunicationis, solvere teneantur. Illud autem adicimus, quod, si scolaris mortuus adeo pauper existeret, quod de suo honeste non valeat sepeliri, de pecunia Universitatis fiant decenter exequie pro eodem.

IV. DE HONESTATE VESTIUM ET TAXACIONE PANNORUM.

Item, ut Studentes morum honestatem per incessum debitum et modestam conversacionem exterius habere se ostendant, eadem auctoritate statuimus, quod ipsi extra domos suas debeant vestes honestas, presertim superiores, non autem strictas, nec nimia brevitate vel longitudine notandas portare, nec capitias sive canezanas nimis apertas habentes nec manicas nimis breves aut nimis apertas vel lingatas; sed, juxta morem antiquum, supertunicalia et alias vestes superiores deferant ordinatas; adicientes quod nullus in predicto Studio audeat vestes emere, cujus canna constet ultra XXV solidos usualis monete; neque aliquis, nisi Rector vel Doctor esset, vel de genere regum, ducum, principum vel comitum, deferre in dicto Studio folraturas audeat variorum; hoc salvo quod quicumque nobiles, socios tenentes, vel alii etiam dignitates in ecclesiis cathedralibus vel collegiatis obtinentes, seu licenciati, in capuciis tantum, et non in aliis vestibus, predictorum variorum possint folraturas deferre; Doctores autem vel Baccalarii legentes, si fuerint religiosi, nunquam sine capa clausa, seculares autem sine capa rotunda vel manica seu tabardo longo legant, vel ad ecclesiam vel intra villam peditando incedant; Doctores autem seculares, legentes Decretum ordinarie, cum capa rubea legere [15] teneantur.

V. QUOD NULLUS STUDENS TRIPUDIET EXTRA DOMUM.

Item, eadem auctoritate statuimus quod nullus Doctor, Baccalarius, vel Scolaris, extra domum suam vel scolarium aliorum, ex quavis occasione vel causa, sub excommunicationis pena, tripudiet vel chorizet.

VI. QUOD NULLUS STUDENS LUDAT.

Item, statuimus quod nulli scolastici, sub pena excommunicationis, intra vel extra domos quas inhabitant, ludant ad taxillos, aleas, vel alias quovis ludo, in quo pecunia perdi possit, nisi forte interdum ad solacium, vescendi causa, ad aliquid ludetur, quod duos solidos pro quolibet monete currentis nullatenus non excedat.

VII. QUOD NULLUS STUDENS PORTET ARMA.

Cum autem ex armorum fiducia prestetur audacia offendendi, statuimus et ordinamus, auctoritate predicta, quod nullus studens extra domum quam inhabitabit arma portet, cujuscumque condicionis arma existant, nisi verisimiliter dubitet per alium offendi vel alias ab episcopo portandi arma licenciam, que sine magna causa concedi non debeat, obtineret; nec aliquis de Montepessulano, sciens esse discordiam inter scolares, locet vel accomodet arma alicui discidencium eorumdem.

VIII. QUOD NULLUS STUDENS FACIAT COMPATREM VEL COMMATREM.

Item, statuimus quod nullus Doctor, Baccalarius vel Scolaris, in villa Montispessulani, sub pena excommunicacionis, quam in contrarium facientes incurrere volumus et ipso facto, compatrem audeat facere vel commatrem; quam penam eciam associantes talem in compaternitate facienda incurrant.

IX. QUOD INSOLENCIE CIRCA CARNIPREVIUM NON FIANT.

Item, quia ex quibusdam insolenciis que in Studio Montispessulani, in die carniprevii et diebus ejusdem [16] vicinis, consueverunt fieri, multa olim scandala provenerunt, eadem auctoritate statuimus quod in die dominica carniprevii ac per totam septimanam, predictam dominicam precedentem, et duobus diebus sequentibus, nullus Scolaris, per se vel familiares suos, cum armis vel sine, audeat ad domos aliorum scolarium incedere, pro carnibus vel aliis subtrahendis vel quibusvis aliis insolertiis seu vanitatibus faciendis, quodque, diebus lune et martis post predictam diem dominicam et ante Cineres concurrentibus, et eciam diebus dictam diem dominicam proxime precedentibus, scolares ad scolas, sicut in diebus aliis, incedentes, in eisdem scolis, dum lectiones legentur, pacifice morentur, non prohicientes paleas.

lapides vel quevis alia nec per ablacionem librorum vel rumoribus vel alias impedientes quominus scolares suas audiant et Doctores et Baccalarii perficiant lectiones, prout in aliis diebus est fieri consuetum.

X. DE ORDINACIONE LECTURE, ET PRIMO CIRCA JUS CANONICUM.

Circa ordinacionem vero lecture, in primis statuimus et ordinamus, quod sint in Studio Montispessulani, in Facultatibus Juris canonici et civilis, quatuor hore, juxta morem ibidem hactenus observatum, videlicet hora prima matutina, item hora tercie, item hora none, item hora vesperarum. In hora prima et matutina, legent soli Doctores, per modum qui sequitur : Doctores enim legentes ordinarie Decretales intrabunt hora, ut premictitur, matutina, in qua legent, uno anno ex integro, primum, quartum et sextum libros Decretalium et eciam Clementinas; quo anno legent unus vel duo Doctores vel alii, secundum modum infrascriptum, ordinandum pro extraordinario omnium Doctorum, hora vesperorum, totum librum secundum et de tercio usque ad titulum « De parrochiis[17] » exclusive, vel legent cum dicto secundo libro de quinto titulum « De accusacionibus », « De sententia excommunicationis », et « De verborum significacione », pro arbitrio illorum qui ad hoc inferius ordinantur. Secundo autem anno, legentes ordinarie Decretales legent secundum, tercium et quintum, in quo anno legetur hora vesperarum extraordinarie, pro omnibus Doctoribus, sextus liber cum Clementinis vel quarto libro. Baccalarii autem Juris canonici intrabunt ad lectiones suas hora tercie vel none, prout duxerint eligendum, qui quos libros voluerint de Decretalibus, sive legantur ordinarie, sive extraordinarie, sive non, legere poterunt, dum tamen in eisdem lectionibus et titulis cum legentibus ordinarium vel extraordinarium eodem tempore non concurrant. Item, legentes ordinarie Decretum intrabunt semper hora tercie et in duobus annis legent complete, dicta hora, totum Decretum; ita quod uno anno per eos a principio Decreti usque ad decimam causam exclusive et tractatus « De consecracione », in sequenti autem anno legetur residuum, videlicet a decima causa usque ad tractatum « De consecracione » exclusive. Legentes autem extraordinarium Decreti semper legent in vesperis, de alia parte que non est pro illo anno legenti ordinarie assignata, in predicto quantum commode poterunt procedentes.

XI. DE ORDINACIONE LECTURE CIRCA JUS CIVILE.

Doctores vero ordinarie legentes Jura civilia, uno anno Codicem, et alio Digestum Vetus, legant, in qua hora, anno quo legetur Digestum Vetus, legent quatuordecim libros, videlicet primum, excepto Prohemio et titulo « De origine juris », item, secundum, tertium, quartum, quintum, sextum, septimum, octavum, duodecimum, terciumdecimum, decimumnonum, vicesimum et vicesimum primum, excepto titulo « De edilicio edicto », et vicesimum secundum ; et in ipso anno de eodem Digesto Veteri legentur extraordinarie per aliquem seu aliquos Doctores, seu alios sufficientes, infrascripto modo eligendos, in hora vesperarum, decem libri integri, videlicet nonus, decimus, undecimus, quartusdecimus, xv [9], xvi [9], xvii [9], xviii [9], xxiii [9], xxiiii [9], et de primo Prohemium et tituli « De origine juris », et « De edilicio edicto. » Eo autem anno, quo ordinarie Codex legetur, hora predicta matutinali, Doctores incipient et legent de primo libro, in titulo « De summa Trinitate », usque ad titulum « De hereticis » exclusive, et titulum « De legibus [18] » cum sequentibus, usque ad titulum « De veteri jure enucleando » exclusive, et titulum « De juris et facti ignorancia » cum sequentibus, usque ad titulum « De statuis et ymaginibus » exclusive; item, totum secundum, tertium, quartum et sextum libros, et de septimo a titulo « De usucapione pro emptore », usque ad finem ipsius libri. Legens autem seu legentes extraordinarium Codicis pro Doctoribus, hora vesperarum semper intrabunt, et legent de primo libro illa que secundum predicta per legentes ordinarie non legentur; item, totum quintum, octavum et nonum et a principio septimi usque ad titulum « De usucapione pro emptore » exclusive. Item, in predicto studio, uno anno legetur extraordinarie Digestum Novum et alio Inforciatum, per modum infrascriptum, videlicet quod illi, qui illam partem Digesti Novi legent, que Ordinarium Digesti Novi vulgariter appellatur, legent hora tercie libros infrascriptos, videlicet primum, tercium, quartum, sextum, septimum et duodecimun. Legentes autem Extraordinarium Digesti Novi, seu partem pro Digesti novi extraordinario deputatam, in hora nona intrantes, legent secundum et quintum, nonum, decimum et undecimum libros libri ejusdem; cum autem legetur Inforciatum, legentes Ordinarium ipsius Inforciati communiter appellatum intrabunt in

terciis, et legent titulum « Soluto matrimonio »; item, librum quartum « De testamentis » et quintum, excepto titulo « De testamento militari »; item sextum « De legatis primo », et septimum « De legatis secundo », octavum « De legatis tercio », nonum « De annuis legatis », undecimum « De condicionibus et demonstracionibus », duodecimum « Ad Trebellianum ». Legentes autem Extraordinarium Inforciati [19] intrabunt hora none, legentes primum librum « De impensis », secundum « De tutelis », tercium « De excusacione tutorum », decimum « De alimentis legatis », terciumdecimum « De bonorum possessionibus » et quartumdecimum « De operis libertorum ». Item, dum legetur Codex ordinarie, poterunt baccalarii legere de Digesto Veteri, hora tercie vel none, prout elegerint, quos et quot voluerint; et cum Digestum Vetus legetur ordinarie, poterunt de Codice modo legere supradicto. Legentes Instituciones intrare poterunt hora tercie vel none, prout duxerint eligendum. Hora autem vesperarum, intrabunt legere volentes Auctenticum, vel Tres libros Codicis, seu Usus feudorum. Item hora doctorali, nulli alii legent, quam doctores ordinarie, ut premictitur, legentes, nec in hora vesperorum, nisi legentes extraordinarium pro Doctoribus Juris canonici vel civilis, exceptis legentibus Auctenticum, Tres libros Codicis, seu Usus feudorum, prout supra proxime est expressum. Illud autem districtius inhibemus, quod nulli in Studio Montispessulani vel in aliis generalibus Studiis quibuslibet doctorati prohiberi possint legere Decretum, Decretales et Leges ordinarie et extraordinarie, horis tamen et modis superius ordinatis, salvo quod supra de extraordinarie legentibus in vesperis pro doctoribus, certo modo eligendis, inferius est descriptum et quod juramentum per alios doctores prestitum prestare teneantur. Ut autem libri, tam ordinarii quam extraordinarii, possint plene et perfecte in lectura compleri, incipient legentes ordinarie Decretales et Jura civilia in crastinum Sancti Luce, Decretales ipsas, seu partem eis ad legendum pro illo termino assignatam, ultima die Augusti ad longius, et Codicem eodem die, ac Digestum Vetus, pro parte eis assignata, in festo Sancti Michaelis neccessario terminantes. Legentes autem extraordinaria Decretalium et Codicis et Digesti Veteris, pro Doctoribus, secunda die post dictum festum Sancti Luce, hora vesperarum, legere incipient, et uno die, antea quam ipsi qui extraordinaria legunt ad minus debeant lectiones suas, seu partem eis decretam, neccessario terminare.

Legens autem Decretum ordinarie incipiat eciam predicta secunda die, hora tercie, et in vigilia Nativitatis Beate Marie lectiones suas et partem Decreti, sibi, ut premictitur, assignatam, neccessario terminabit. Die autem qua incipiet legens ordinarie Decretum, in horis tercie et none, nullus intrabit. Legentes aliquos libros Decretalium extraordinarie incipient tercia die post festum predictum in terciis vel in nonis, continuantes tamen lecturam illa hora qua duxerint inchoandum. Legentes Ordinarium vulgariter appellatum Inforciati vel Digesti Novi, incipient tercia die, hora tercie. Legentes vero extraordinaria Inforciati vel Digesti novi, in nonis incipient ipsa die. Legentes autem Auctenticum, Tres libros et Usus feudorum poterunt incipere usque ad festum Omnium Sanctorum. Volentes autem legere Instituciones et Baccalarii novi in Jure canonico indistincte, alii autem Baccalarii, tam in Jure canonico quam in civili, de licencia Rectoris, facta fide de legitimo impedimento per proprium juramentum, post tempus poterunt incipere supradictum.

Sane legentibus Digestum novum et Inforciatum et alios libros extraordinarie in Jure canonico vel civili, non datur terminus ad finiendum, dum tamen, cessante causa racionabili, libros quos assumpserint legendos seu partem cujuslibet [20] assignatam compleant, antequam futuri anni studium resumatur. Ut autem magis ordinate [21] et utiliter in lectura librorum ordinariorum, pro commodo legencium et audiencium, procedatur, eadem auctoritate statuimus et ordinamus, quod Doctores ordinarie in legibus et alii extraordinarie legentes, in vesperis, pro eisdem legant, secundum puncta eis per Rectorem et Consiliarios per dies quatuordecim, ut moris est, assignanda, eaque, sub pena x solidorum pro puncto quolibet, effectualiter complere teneantur, nisi ex causa probabili per Rectorem super una lectione tantummodo, que tamen in sequenti puncto supleri debeat cum aliquo, fuerit dispensatum : in hujusmodi autem punctatis lectionibus, in diebus quatuordecim terminandis, non computentur lectiones sequentes : videlicet prima lectio in principio studii; item, cum fiet sollemne principium pro doctore; item, cum pro congregacionibus, vel aliqua causa urgenti, pulsata campana, Doctores ante mediam terciam vel circa exire contigerit scolas suas; item, cum doctores non possent hora solita, propter examinandis danda puncta, intrare. Et ut doctores ipsi melius et utilius infra singula

puncta suas habeant terminare lectiones, non teneantur nec debeant Doctores Juris canonici vel civilis in scriptis aliqua per eos dicenda dare scolaribus, nisi pro solucione contrariorum, nullo modo vel minus perfecte, solutorum per glosam ordinariam, hoc utile forsitan extimarent; et quod de Doctoribus dictum est, ut non debeant nec teneantur dicenda dare in scriptis, hoc in aliis extraordinarie quoscumque libros legentibus volumus observari. Porro quia interdum, propter inordinatas affectaciones ad lecturam extraordinariam pro Doctoribus admissi fuerunt indigni, eadem auctoritate statuimus et ordinamus, quod ad legenda extraordinaria pro doctoribus Juris canonici et civilis, hora, ut premictitur, vesperarum, per Rectorem et Doctores illius Facultatis ordinarie legentes et Consiliarios, eligantur unus vel duo Doctores, si sufficientes, omnibus consideratis, occurrant, alias Licenciati vel Baccalarii assumantur; et si predicti in una persona vel duabus non valeant concordare, Rector illum vel illos recipiat, in quem vel quos major pars concordaverit predictorum. Et ut illi qui talia extraordinaria sunt lecturi se valeant melius disponere ad lecturam, statuimus et ordinamus quod, singulis annis, omnes volentes legere ordinarie, prima die legibili, post festum Beati Michaelis ad tardius, precise denunciari per scolas faciant ordinarie se lecturos; eadem die vel sequenti, Rectorem adhibeant, ut, secundum modum predictum, legentes dicta extraordinaria eligantur.

XII. DE VITANDO DISCURSU PER SCOLAS IN PRIMIS LECTIONIBUS LEGENCIUM.

Item, statuimus et ordinamus quod prima die, qua Doctores, Licenciati, eciam Baccalarii, suas incipient lectiones, scolares seu baccalarii non discurrant per scolas, ipsos Doctores, Licenciatos, vel Baccalarios visitando, nec eciam volumus quod Baccalarii de novo incepturi discurrant per hospicia Scolarium vel Baccalariorum, ut associent eos ad scolas, pro faciendo principio venientes; sed sufficiat per Bedellum denunciatio in scolis super Baccalariorum principio facienda.

XIII. DE REPETICIONIBUS, CERTIS MODIS ET TEMPORIBUS FACIENDIS.

Item, statuimus et ordinamus quod quicumque Doctores, in Studio Montispessulani ordinarie vel extraordinarie legentes, teneantur saltem ter

repetere omni anno, cum oppositis et quesitis, scilicet semel ante principium studii, secundo ante Natale, tercio ante Pasca; sic tamen, quod post inceptam lecturam non sit nisi una repeticio singulis septimanis in eadem Facultate, nisi Doctor extraneus ibi vellet repetere, qui ad hoc libere admictantur; et in illa hora, qua talis Doctoris extranei, cui defferri congruit, fiet repeticio, non intretur in Jure canonico vel civili, et idem in prima repeticione, quam novus Doctor faciet, volumus observari; ad quas repeticiones extraneorum et novorum Doctorum, Baccalarii, super pena duorum solidorum, cessante causa racionabili, super qua eorum stetur consciencie, venire neccessario teneantur. Item auctoritate eadem, statuimus et ordinamus, quod in predicto Studio Montispessulani nullus Baccalarius vel Scolaris publice in scolis repetat in Jure canonico vel civili, nec aliquis scolaris legat librum particularem vel titulum jure suo, nisi forte aliquis, anno inmediate sequenti, ut Baccalarius incepturus, vellet post festum Pasche et non antea, pro sui exercicio, legere aliquem librum vel titulum, quo casu, sibi liceat, petita prius Rectoris licencia et obtenta.

XIV. DE FESTIVITATIBUS IN STUDIO OBSERVANDIS.

Item, quia per multas vaccaciones, que in dicto Studio consueverunt indici, non tam utilitas, quam dispendium, noscitur provenisse, eadem auctoritate statuimus, quod in diebus tantum sequentibus a lectura cessetur, videlicet in festis Sancti Luce, Apostolorum Simonis et Jude, Omnium Sanctorum, Commemoracionis Mortuorum, Sancti Martini, episcopi et confessoris, Sancti Ruphi, episcopi et confessoris, Sancte Katherine, virginis, Sancti Andree, Apostoli, Beati Nicolai, episcopi, Concepcionis Beate Marie Virginis, Lucie, virginis et martiris, Sancti Thome, Apostoli; item, a vigilia Nativitatis Domini inclusive usque ad Circumcisionem Domini, similiter inclusive, in Epiphania Domini, in festo Sancti Hilarii, episcopi et confessoris, Sancti Anthonii, Beatorum Fabiani et Sebastiani, Vincentii, martiris, Conversionis Sancti Pauli, Purificatio[nis] Beate Marie Virginis, Sancti Blazii, Sancte Eulalie, diei Cinerum, Cathedre Sancti Petri, Sancti Mathie, Apostoli, Sancti Thome de Acquino, Sancti Gregori[i] pape, Sancti Benedicti, Annunciacionis Beate Marie Virginis, Sancti Ambrosii, episcopi, item, a die mercurii Septimane Sancte inclusive

usque ad diem mercurii sequentem, similiter inclusive, in festis Sancti Marchi, Ewangeliste, Sancti Petri, de ordine Predicatorum, Sanctorum Apostolorum Philippi et Jacobi, Invencionis Sancte Crucis, Sancti Johannis ante Portam Latinam, Ascencionis Domini, Sancti Yvonis, confessoris, Penthecostes, cum duobus diebus sequentibus inmediate, Corporis Christi, Sancti Barnabe, Apostoli, Nativitatis Sancti Johannis Baptiste, Apostolorum Petri et Pauli, Sancte Marie Magdalene, Sancti Jacobi, Sancti Petri ad Vincula, Sancti Dominici, Sancti Laurencii, Assumpcionis Beate Marie Virginis, Beati Ludovici, episcopi et confessoris, Sancti Bartholomei, Apostoli, Sancti Augustini, Decollacionis Beati Johannis Baptiste, festum Miraculorum Beate Marie de Tabulis, Sancti Egidii, Nativitatis Beate Marie Virginis, Exaltacionis Sancte Crucis, Sancti Mathei, Apostoli, Sancti Michaelis, Archangeli, Sancti Jeronimi, presbiteri, Sancti Francisci, confessoris, Sancti Dionisii, Sancti Firmini, et in diebus dominicis. In aliis autem diebus nullo modo vacent nec cessaciones [22] de lectura, quacumque occasione vel causa, indicantur aut fiant, eciamsi septimana esset integra sine festo. Pro funeribus autem studencium, illa hora dumtaxat cessetur, qua corpus tradetur ecclesiastice sepulture, proviso tamen quod propter hoc lectio ordinaria non perdatur. Cum autem fiet solempne principium, illa die extraordinarie nil legetur; in sequenti autem die, ordinarie vel extraordinarie legetur, nec in cessacione diei crastine alicui, cujuscumque condicionis fuerit, deferatur.

XV. PER QUANTUM TEMPUS VOLENS LECTURAM INCIPERE DEBEAT AUDIVISSE.

Item, ne quis ad Baccalariatum et subsequenter ad Doctoratum nimis propere prosilire [23] festinet, eadem auctoritate statuimus et ordinamus, quod nullus Scolaris in jure civili audeat sibi tanquam [3] Baccalarius assumere proprio jure lecturam, nisi sex annis audiverit, vel pro majori parte singulorum annorum, presertim in Studio generali; quique audiverit, pro majori parte singulorum annorum libros legales et de hoc fidem faciat Rectori saltim per proprium juramentum; in Jure autem canonico, nisi similiter audiverit et studuerit per alios sex annos et infra tempus predictum audiverit, duobus ad minus annis, Decretum, fidem, ut premictitur, super hoc Rectori facienda predicto, nullatenus ad lecturas jure proprio ut Baccalarius ad-

mictatur, hoc salvo quod, si provectus in Jure civili per tres annos Jus canonicum, vel provectus in Jure canonico et per quatuor annos Jura civilia audivisset, possit tanquam [3] Baccalarius incipere, si se reputet ydoneum ad legendum, et de hoc fidem Rectori faciat, ut supra.

XVI. QUOD NULLI ASSUMANTUR AD GRADUM BACCALLARIATUS NISI CUM SOLLEMPNITATE PRINCIPII [24].

Cum nonnulli Scolares nostre Universitatis Studii Montispessulani velint Baccalariatus honorem assumere non principiando in scolis publice, ut est moris, et de hoc instrumentum, signatum sigillo nostre Universitatis, habere cupiant, et multi consueverint obtinere, idcirco nos, Lucas de Ripa, Rector, et Consiliarii Studii supradicti, actendentes quod scolares, si sic fieret, ad predictum honorem furtim ascendere viderentur, bedelli eciam, qui toti Universitati inserviunt, suis porcionibus debitis fraudarentur, in presenti consilio statuimus et eciam ordinamus, domino Poncio Vassalli, priore de Pinyano, Magalonensis episcopi vicario, confirmante, quod nulli instrumentum de cetero concedatur, nisi publice principium fecerit in scolis, prout debet, nisi ei totum consilium, vel major pars, faceret graciam specialem, et tunc ex legitima et neccessaria causa.

Actum xx^a^ die Marcii, anno a Nativitate Domini M° CCC° LX°, presentibus pro testibus Johanne de Sancto Amore et Martino Gilberti [25], Consiliariis nostris [26].

XVII. PER QUANTUM TEMPUS LEGISSE DEBEAT QUI AD PRIVATAM LICENTIAM VULT ADMICTI.

Postquam autem Baccalarius in Jure canonico vel civili quinque annis in dicto Studio, vel alibi, legerit, de quo episcopo, vel ejus locumtenenti examinatori, fidem faciat per proprium juramentum, possit, et non antea, dum tamen alias ydoneus et approbatus fuerit, doctorari. Ubi autem Baccalarius per triennium legisset, et taliter legendo et studendo profecisset [27], quod dignus magisterio haberetur, dispensari possit cum tali per episcopum Magalonensem, de Doctorum Montispessulani, vel majoris partis eorum, consilio et consensu. Ubi autem aliqui in Jure canonico et civili Baccalarii, in utroque Jure, simul vel separatim, peterent doctorari, possit episcopus

modo predicto cum prefatis Baccalariis, dummodo sex annis inter utrumque Jus legerint, et sufficientes fuerint, dispensare. Sane, ne super lectura Baccalariorum et completione [ac] perfectione lecture librorum quos debent legere, secundum modum superius ordinatum, fiat interpretatio nimis stricta, eadem auctoritate statuimus et declaramus, quod, si predicti Baccalarii continue, casu vel occasione aliquo seu aliqua contingenti, per singulos quinque annos hujusmodi libros, vel partes librorum, non possint [legere], si tamen singulis annis continuis, vel interpaulatis, legerint quatuor partes librorum vel cursus eis, ut premictitur, deputatos, perinde quinque annis legisse, [et] cursum lecture complevisse, ut a Doctoratu impediri non valeant, reputentur ac si libros ipsos complete legissent et cursum lecture totaliter complevissent.

XVIII. DE MODO LICENCIANDI ET MULTIS PREPARATORIIS AD DOCTORATUM.

Item, prefata auctoritate, statuimus et ordinamus quod, cum aliquis Baccalarius, perfecto lecture predicte cursu, in Jure canonico vel civili voluerit doctorari, cum doctore sub quo presentabitur adheat Doctorum priorem Montispessulani; qui prior, exposito sibi qualiter Baccalarius vult subire examen, ad certam diem et horam convocans omnes Doctores, legentes et non legentes, Facultatis illius, etsi in alio generali Studio legentes insignia Doctoratus [receperint], dummodo alibi doctorati episcopo, secundum tenorem Privilegii domini Nicolai pape quarti, prestiterint juramentum, presentibus ipsis Doctoribus, excepto presentante, super moribus et natalibus, auctoritate dicti episcopi, summarie et extrajudicialiter se informet; et si prior predictus, cum Doctoribus facta informacione, reputaverit eum ydoneum in predictis, ipse prior vel aliquis alius Doctor ab eo deputatus et Doctor presentans [et] Baccallarius presentatus ad episcopum Magalone vel ab eo deputatum, vel, sede vacante, ad archidiaconum majorem, si presens fuerit, vel, eo prepedito, ad secundum, vel, illis prepeditis vel absentibus, ad tertium archidiaconum, vel, omnibus deficientibus, ad officialem episcopatus accedant, qui, ad relacionem dicti prioris vel deputati ab ipso, inmediate presentatum, quantum ad natalia et mores approbans et reputans approbatum, ad instanciam dicti Doctoris presentantis, diem ad dandum puncta [et] examinandum Baccalarium in privata examinacione debeat assignare :

qua die, illius Facultatis Doctores predicti, per episcopum vel deputatum ab eo, ut supra, vocati, et singuli per duos Baccalarios vel Scolares, ut moris est, associati, ad ecclesiam Beati Firmini, hora matutina, ante introitum lectionum, debeant, pro assignandis punctis, venire et ibidem in Jure civili per duos doctores illius Facultatis, per episcopum vel deputatum ab eo electos, una lex Codicis et altera Digesti Veteris, que ex bina apercione librorum, ita quod post primam apercionem vel secundam possint ante vel retro volvere [28] duas cartas, a casu, sine alia provisione, occurrerint, singulariter assignentur, et idem in Jure canonico de una decretali et uno capitulo Decreti per omnia observetur. Et eadem die, inter nonam et vesperas, in domo episcopali, pro examinacione Baccalarii, dicti Doctores ejusdem Facultatis debeant, sub pena excommunicacionis, cessante impedimento legitimo, convenire ; qui Doctores, non odio vel ex invidia, amore, prece vel precio, sed cum pura consciencia, in examinacione hujusmodi procedentes, diligenter Baccalarium examinent, opponendo, ut moris est, et querendo : ita tamen quod ultra duo argumenta et unam questionem circa materiam, cum uno argumento pro et contra, Baccalario nullus ex ipsis Doctoribus super qualibet lege vel capitulo faciat, argumenta singula contra solucionem seu responsionem per Baccalarium faciendam tantummodo faciendo. Cum autem dictus Baccalarius examinatus fuerit, ut prefertur, Doctores ipsi, antequam de domo episcopali recedant, absente Doctore presentante et Baccalario presentato, coram episcopo vel deputato ab eo vel archidiacono, secundum modum predictum, adhibito notario, de sufficiencia vel insufficiencia Baccalarii et an examinatus sit dignus approbari vel tanquam [3] indignus debeat reprobari, secundum Deum et suas consciencias et sub virtute juramenti, in privata cujuslibet eorum examinacione episcopo prestiti, secreto et sigillatim deponere teneantur. Qua hora vesperarum, per quoscumque illa hora legentes legatur, ac si examinatio nulla foret. Post quam examinacionem episcopus vel deputatus ab eo vel archidiaconus, ut prefertur, infra tres dies predictum Baccalarium examinatum, juxta Doctorum, qui in examinacione presentes fuerint [29], deposiciones, quorum Doctorum, vel majoris partis ipsorum, deposicionibus stari omnino debeat, approbans vel reprobans, ipsum admictat ad examinacionem publicam et solempne principium vel repellat, et, si repellendus Baccalarius fuerit, secrete et cum minori confusione qua poterit repellatur.

Item, eadem auctoritate, statuimus et ordinamus quod, si forte contingeret quod aliquis Baccalarius, ad publicam, ut premictitur, examinacionem et faciendum solempne principium jam admissus, propter paupertatem vel aliam causam, non posset vel etiam nollet simul doctorari, ad faciendum suum solempne principium seu Doctoratum recipere, infra certum tempus vel eciam quandocumque, in Montepessulano nullatenus compellatur, nec ad hoc juramento vel alias quomodolibet astringatur, sed in suo sit arbitrio vel nullo modo doctorari vel alibi recipere insignia doctoratus, licet equum et condecens reputemus, quod si pro tempore doctorari intendat, ibidem ubi honorem et utilitatem receperit, recipiat, si comode possit, insignia doctoratus. Illud autem adicimus, quod Baccalarius ab uno presentatus Doctore, libere poterit sub eodem Doctore, qui eum presentaverit, vel quovis alio quem elegerit, doctorari, nec aliquis, nisi sub uno tantum Doctore in una Facultate, valeat doctorari; possit eciam Baccalarius quemvis Doctorem, legentem vel non legentem, eligere, sub quo ab inicio presentetur nec presentans vel presentatus, per Doctores alios, directe vel indirecte, valeat prohiberi.

Sane, ut omnis [30] pompe et expensarum inutilium occasio aufferatur, volumus et auctoritate predicta statuimus et ordinamus, quod constitucio felicis [31] [memorie] domini Clementis pape quinti, super expensis in solempni principio faciendis, sic effectualiter et efficaciter observetur, quod doctorandus non possit, per se nec per alios, nec de bonis suis, nec de bonis amicorum vel aliquo modo sibi donatis, ultra tria milia Turonensium argenti expendere, omnibus expensis, que racione Doctoratus fient, per omnia computatis; salvo insuper quod in constitucionibus domini nostri prefati, Benedicti pape XII, super expensis monachorum doctorandorum extitit ordinatum, quod sine aliqua fraude inviolabiliter observare Bachalarii in manibus episcopi, cum [per] examinacionem privatam fuerint approbati, firmare debeant proprio juramento. Item, in predicto Doctoratu vel ejus occasione vel causa, nullus Scolaris vel quicumque alius faciat paramenta vel quascumque alias vestes, alias non facturus; nec Baccalarius, vel alius pro eo, alicui Doctori, preterquam illi tantummodo, sub quo solo, ut predictum est, doctorabitur, teneatur nec valeat dare vestes. Bedello autem generali aut banquerio Doctoris, sub quo faciet suum principium, dabit doctorandus

vestes completas novas cum competentibus folraturis ; aliis autem bedellis seu banqueriis, vestes dare, nisi voluerint, nullatenus compellantur. Qui autem contra prohibicionem predictam, in faciendis paramentis vel dandis vestibus, venerint, extimacionem paramentorum et vestium Universitati solvere teneantur.

Item, auctoritate predicta, statuimus et ordinamus quod, pro publica vel privata examinacione vel solempni principio alicujus Baccalarii seu aggregacione Doctorum collegio facienda vel pro quovis alio, nichil pecuniarium vel aliquid aliud, tempore Doctoratus, vel antea seu post, Episcopus, Rector vel Doctores, communiter vel divisim, vel alius seu alii pro ipsis seu aliquo predictorum, a noviter doctorando vel doctorato, directe vel indirecte, exigant seu recipiant, excepto juramento, quod Episcopo secundum modum prestandum est infrascriptum ; nec aliquis Baccalarius vel noviter doctoratus ad dandum vel promictendum aliquid, directe vel indirecte, predictis, vel alicui eorumdem, communiter vel divisim, juramento vel alias, astringatur, neque voluntarie ad predicta vel aliqua predictorum doctoratus vel doctorandus se obliget vel juramento astringat, nec jurare cogatur eciam doctorandus, quod ex tunc aliis Doctoribus dare teneatur consilium vel juvamen quodque dare non valeat consilium contra eos. Rector autem et Doctores ac doctorati seu doctorandi contrarium facientes, ipso facto excommunicacionis incurrant sentenciam et Doctores ipsi a doctorando alios sub se per biennium sint suspensi.

Item, eadem auctoritate, statuimus et ordinamus quod illi, qui fuerint ad privatam examinacionem admissi, occasione predicte examinacionis, nullas expensas in prandiis vel cenis, in datione potus vel specierum, seu alias quomodocumque, in die qua fiet examinatio vel proxime sequentibus, audeant facere, alioquin de toto illo anno ad licenciam Doctoratus minime admictantur ; per hoc tamen non excludimus quin predictis diebus bedellus et banquerii, si convitati fuerint, possint comedere cum eodem.

XIX. DE MODO DOCTORANDI ET SOLEMPNE PRINCIPIUM FACIENDI.

Item, ut ordo et forma debiti in solempnibus doctorum principiis observentur, auctoritate predicta statuimus et ordinamus quod, cum dies publice examinacionis advenerit, Doctores utriusque Juris, more solito, intrent de

mane ad ordinarias lectiones et circa mediam terciam pulsetur Universitatis campana et exeant statim Doctores et tunc Baccalarius doctorandus, pedes semper et sine equis et simpliciter, sine tubis, una cum Doctore suo et aliis qui eum voluerint honorare, ad quem associacionis honorem se omnes scolastici reddant promptos, vadat ad ecclesiam Beate Marie de Tabulis, ad quam, dicta hora, Doctores, Baccalarii et Scolares debeant convenire; in qua ecclesia ad publicam examinacionem et dandam licenciam ad faciendum solempne principium, et recipiendum insignia Doctoratus, ut infra sequitur procedatur. Quod autem dictum est de equitando, locum habebit, nisi persone debilitas aliud suaderet, quo casu cum Doctore suo et octo aliis personis ac Bedello generali et uno banquerio et non ultra, possint Baccalarii usque ad ecclesiam equitare. Predictus autem numerus equitancium in comitando [32] pro veniendo usque ad ecclesiam et ad prandium nullatenus accedatur. Cum autem doctorandus ad dictam ecclesiam Beate Marie venerit et studentes ibidem fuerint congregati, leget doctorandus unam legem de libro qui ordinarie illo anno legetur vel unum decretum, sine longa tituli continuacione et alia prefacione ad essencialem legis vel decreti materiam descendendo; qua lecta, surgent volentes arguere, argumenta a doctorando prestita nullatenus facientes : et cum per eum aliquibus argumentis fuerit [33] arbitrio episcopi seu presidentis responsum, presidens ille, cum omnibus Doctoribus Facultatis illius ad altare Beate Marie accedens, Doctores ipsos interrogabit de sufficiencia vel insufficiencia examinati publice doctorandi, et, si ab ipsis Doctoribus Baccalarius ydoneus fuerit reputatus, dictus presidens, ad proprium locum revertens, recepto a doctorando, sub infrascripta forma, juramento, primitus facta aliqua juxta materiam proposicione, approbabit Baccalarium, dando sibi licenciam legendi, regendi, docendi, repetendi, disputandi et omnes actus doctorales agendi in dicto Studio et ubique terrarum, prout in Privilegio apostolico, concesso in fundacione Studii, continetur. Quo peracto, dictus licenciatus cum proposicione debita precedente a Doctore suo petet insignia consueta, videlicet cathedram, librum, birretum, osculum et benedictionem, que incontinenti Doctor cum aliqua alia eciam proposicione sibi publice exhibebit; et, hiis actis, doctoratus, tanquam [3] novus Doctor, incipiet legem unam legere vel decretum, et, casu posito, cum Doctore suo ibit ad altare predictum, oblationem et orationem aliquam faciendo, et per hoc solempnitas principii terminetur.

XX. DE ELECTIONE RECTORIS ET CONSILIARIORUM.

Item, super electione et statu Rectoris et Consiliariorum Studii Montispessulani in Jure canonico et civili statuimus et ordinamus quod sit semper unus Rector in prefato Studio, cujus officium duret per annum integrum, a festo Purificacionis inchoandum, et in eodem festo, anno revoluto, regulariter terminandum; qui Rector uno anno esse debeat de nacione, que dicitur esse Provincialium, et secundo Burgundorum, et tercio anno autem Cathalanorum, et eodem ordine perpetuo successivis temporibus observetur. Sint eciam in eodem Studio duodecim Consiliarii, clerici, quorum officium eodem tempore inchoari et terminari debebit; quorum Consiliariorum unus de canonicis ecclesie Magalonensis, alius de villa Montispessulani, alii autem secundum naciones et provincias nacionum, prout observatum est hactenus, assumantur. Rector autem semper clericus existat et de legitimo matrimonio procreatus et tam ipse quam Consiliarii, viri providi, pacifici et maturi et in quibus magis splendeat animi probitas, quam generis nobilitas, assumantur; qui eciam Rector et Consiliarii, clerici, ut premictitur, existentes, etatis sue annum vicesimum quintum neccessario debeant complevisse. Eligentur autem futuri Rector et Consiliarii, hoc modo, videlicet quod Rector regens actu, post medium mensem Januarii, cum sibi videbitur, convocabit omnes Consiliarios in domo Predicatorum vel in aliquo alio loco honesto, ubi Rectori videbitur expedire, et, eisdem convocatis, aperiet quod eos vocaverit pro futuro Rectore et Consiliariis eligendis, ac exacto ab eisdem corporali primitus juramento, quod ipsi nominabunt Rectorem et Consiliarios tales, per quos crederent honori et utilitati Studii provideri, et quod usque ad publicacionem Rectoris et Consiliariorum futurorum temporis, illos quos elegerint, vel in quos et utrum concordaverint, alicui nullatenus revelabunt, exquiret Rector vota singulorum Consiliariorum, et primo vota illorum, de quorum nationibus Rector et Consiliarii assumentur, et postmodum aliorum; et siquidem omnes Consiliarii vel major pars omnium ipsorum, in certa persona Rectoris, adjunctis personis Consiliariorum, duxerint concordandum, illi de quibus concordia fuerit habita per Rectorem actu regentem et Consiliarios futuros continuo eligantur. Ubi autem Consiliariorum vel majoris partis eorum non esset

concordia, ymo unum media pars Consiliariorum, et altera medietas alium nominaret, Rector possit, in tali vocum paritate, illum ex nominatis eligere, de quo sibi magis expediens videatur. Ubi autem tres vel plures per dictos Consiliarios contingeret nominari, Rector illum qui plures voces, habita comparatione numerorum, habuerit, eligere teneatur. Ubi autem, tribus vel pluribus nominatis, esset vocum paritas, Rector gratificare poterit quem eligat ex predictis. Et ubi predicta prima die non potuerint expediri, secunda et tercia, et tociens Rector et Consiliarii conveniant, donec fiat electio per concordiam vel modo aliquo ex premissis; et cum per concordiam vel alias, secundum modum predictum, fuerit ad supradictorum electionem processum, ibidem ad cautelam, sine alia juris solempnitate, scribantur nomina eorum, qui in Rectorem et Consiliarios electi fuerint, et scriptura illa sigillis, tam Rectoris quam trium ad minus Consiliariorum, quorum singuli sint de singulis principalibus nationibus, sigilletur et sub sigillis predictis secreto servetur, donec, congregata Universitate, in vigilia dicti festi Purificacionis Beate Marie, Rectoris et Consiliariorum futurorum electio publicetur; que publicatio fiet hoc modo, videlicet per sonum campane et denuntiacione facienda per scolas; quod, congregata Universitate predicta, Rector cum Consiliariis antiquis secedat ad partem et, aperta scriptura et eadem recognita et perlecta, ipsis Rectore et Consiliariis ad Universitatis congregationem reversis, dictus Rector vel alius pro eo, aliqua proposicione decenti premissa, futurorum Rectoris et Consiliariorum electionem, in Universitatis presencia, publicabit, ipsos Rectorem et Consiliarios sic electos super recipiendis impositis eis officiis ac procurandis et conservandis honore et comodo Universitatis et statutis servandis salubriter exhortando; post quam publicacionem, dicti Rector et Consiliarii antiqui, adjunctis sibi illis de quibus eis videbitur expedire, electum in Rectorem rogent et inducant ac eidem injungant quod officium recipiat rectoratus; et postquam dictus electus consensum electioni prestiterit, prefati Rector et Consiliarii antiqui promovere debeant confirmacionem per Magalonensem episcopum vel ejus locumtenentem, juramento sub infrascripta forma prestito, faciendam. Ad quam confirmacionem faciendam, dictus episcopus gratis et sine aliqua difficultate et juris solempnitate et more dispendio procedere teneatur. Et donec predictus electus in Rectorem fuerit

confirmatus, Rector antiquus cum suis Consiliariis debeant officia, sicut prius, per omnia exercere. Ubi autem electus in Rectorem nullis precibus seu inductionibus ad recipiendum officium noluerit inclinari, ab omni honore, privilegio et comodo Studii perpetuo sit privatus, nisi episcopus cum eodem, de consensu Rectoris qui esset pro tempore et majoris partis Consiliariorum, post unum annum duxerit dispensandum, que pena et dispensatio ad dictos Consiliarios extendatur. Et in predicto casu, quo electus in Rectorem nollet electioni hujusmodi consentire, Rector antiquus, cum Consiliariis, tam antiquis quam novis, qui officia, juramento prestito, recepissent, Rectorem alium modo eligant supradicto. Porro, ubi Rectorem, post officii assumptionem et sequtam confirmacionem, mori contingeret ante annum administracionis sue completum, tunc per Consiliarios ad hoc specialiter congregatos aliquis bonus et discretus, de nacione ejus Rectoris, qui mortuus erit, in Rectorem, si ante festum Beati Johannis Baptiste hujusmodi mors contingat, si autem post predictum festum continget, in vices gerentem [34] Rectoris, de omnium, vel majoris partis Consiliariorum, eciam partium comparacione numerorum, concordia eligatur, ut supra expressum est, et per episcopum confirmetur. Et ubi predicti Consiliarii circa electionem hujusmodi forsitan existentes in paritate numeri, vel alias, taliter discordarent, quod secundum modum predictum procedi ad electionem hujusmodi non valeret, adjungantur ei[s]dem tres boni, de Studio, et provecti, singuli de singulis nacionibus supradictis, per Consiliarios ipsos electi; quibus sic electis, majori parti, omni eciam partium comparacione minoris, tam Consiliariorum quam illorum trium, in electione stetur predicta. Ubi vero Rectorem de Studio recedere contingeret, tempore sui regiminis non completo, possit ipse Rector cum consilio Consiliariorum, vel majoris partis eorum, facere locumtenentem, similis nacionis et condicionis per omnia, sicut dictum est de Rectore; qui tamen locumtenens ultra mensem officium non exerceat, nisi per episcopum, juramento prestito, ut supra de Rectore scribitur, fuerit approbatus. Illud autem adicitur, quod, si Rectorem contingeret mori post kalendas Decembris, Consiliarii possint Rectorem novum, tam pro tempore illo quod de anno restat illo, quam pro toto sequenti anno, Rectorem tamen de illa nacione eligere, de qua [35] esset sequenti anno, secundum cursum temporis, eligendus, servata forma et aliis que de

Rectore, seu vices gerente, in locum mortui ante kalendas Decembris electo, supra proxime est expressum; Consiliariis tamen primis durantibus usque ad predictum festum Purificacionis; quo tempore fiet, secundum modum predictum, nova electio aliorum. Sane ubi Consiliarios, unum vel plures, tempore consiliarie sue mori contingeret, substituatur, in locum illius seu illorum, per Rectorem, cum consilio aliorum Consiliariorum nacionis illius, alius, vel alii ejusdem provincie, loci vel ecclesie, de quibus Consiliarius vel Consiliarii fuerant descendentes, ut scilicet cum consilio Consiliariorum de natione Provincialium fiat subinstitucio canonici Magalonensis et existentis de Montepessulano et aliorum nacionis predicte, et idem [de] aliis nationibus observetur. Cum autem dictos Consiliarium seu Consiliarios, sollicitudinis sue tempore, a predicto Studio contingerit absentare, possit se absentans aliquem ydoneum sue condicionis, quantum ad nationem, provinciam, locum seu ecclesiam, Rectore certificato, pro tempore sue absencie, subrogare; qui sic subrogatus juramentum Rectori prestare habeat, quale prestitit, qui recessit. Postquam autem Rector per episcopum fuerit, ut premictitur, confirmatus, antequam administret, Universitati jurabit in forma inferius annotata. Consiliarii autem, postquam prestiterint assumpcioni de se facte consensum, sub infrascripta forma jurabunt, hoc salvo quod, si canonici Magalonenses Consiliarii non consueverint jurare, per presentem constitucionem ad prestationem juramenti hujusmodi nullatenus astringantur.

XXI. QUIS HONOR SIT RECTORI STUDII IMPENDENDUS.

Item, ut Rectori Universitatis Studii honor debitus impendatur, predicta auctoritate statuimus, quod Rector in omni congregacione, omnibus etiam actibus scolasticis, debeat precedere Doctores, Baccalarios et Scolares, cujuscumque gradus, condicionis vel status existant, quodque in scripturis per Universitatem faciendis, in sedibus et solempnibus principiis et quibuscumque aliis actibus dicti Studii [presit]; illud adicientes, quod Rectores ipsi statuto super taxacione vestium, suo durante officio, non arcentur, nec eciam, finito officio, ad repetendum officium vel aliud assumendum nec ad juramentum prestandum, nec ad aliqua statuta observanda, preter illa que honestatem concernunt, ullatenus astringantur; quibus, in honorem

pristini officii, semper postea, quamdiu erunt in Studio, ab studentibus defferatur.

XXII. DE PREROGATIVA HONORIS INTER DOCTORES ET BACCALARIOS OBSERVANDA.

Item, statuimus quod, in congregationibus et aliis actibus scolasticis, Doctores Baccalariis et Scolaribus, cujuscumque dignitatis vel status fuerint, preferantur, eciam inter Doctores, qui utriusque Juris Doctores erunt, aliis, et Juris canonici Doctores Juris civilis Doctoribus, et seniores junioribus preferantur; Doctor, actu legens Decretum, Doctores ceteros, eciam Juris utriusque vel canonici, antecedat.

XXIII. DE COLLECTIS COMMUNIBUS IN STUDIO FACIENDIS.

Item, ad relevacionem Scolarium et onera cereorum que fient et tenebuntur pro missa Beate Marie et funeralibus pro pauperibus et anniversariis [36] et alia onera incumbencia sine gravi dispendio supportanda, statuimus quod, singulis annis, Baccalarii quicumque incipientes seu legentes in Jure canonico vel civili debeant [37] solvere quatuor solidos monete currentis, nec ante in scolis denuntientur [38] per bedellum ad lectiones suas, donec satisfecerint de eisdem. Scolares autem, cujuscumque condicionis existant, siquidem beneficiati sint, ultra summam quinquaginta librarum in redditibus obtinentes, vel socium teneant, duos solidos monete currentis; alii duodecim denarios, tempore quo fiet prima collecta Doctorum, irremissibiliter solvere teneantur. Ad istas autem pecunias et quascumque alias Universitatis, debitas seu obvenientes, recipiendas et conservandas, duo providi et fideles Scolares Universitatis predicte, juramento de fideliter administrando astricti, per Rectorem et Consiliarios annis singulis inmediate, dum predicti Rector et Consiliarii ad officia sua electi fuerint, assumantur; qui in arca, de qua infra dicetur, pecunias predictas conservare et ad voluntatem Rectoris et Consiliariorum, vel majoris partis eorum, et non aliter, expendere habeant, et in fine anni, futuris Rectori et Consiliariis fidelem debeant reddere rationem; et illud quod, reddita ratione, in reliquis remanserit, teneantur successoribus suis in dicto officio fideliter assignare. Predicti autem ad recipiendas predictas pecunias assignati, die qua fiet per Doctores collecta, portatis libris ad hospicia ipsorum Doctorum, ibunt

ad domos ipsorum, et ibidem libros omnes, qui pro collecta portati fuerint, numerabunt, ut pro singulis libris ad domum portatis Doctorum, quilibet Doctor de collecta secundum predictam quantitatem unius vel duorum solidorum debeat respondere. Predicti autem collectores, ut facilius recipiant commissam sibi sollicitudinem et fidelius administrent, ab omnibus collectis Universitatis et omnibus aliis quibuscunque racione Studii quomodolibet contingerit evenire, illo anno et sequenti, per omnia excusentur. Alie autem collecte regulariter non fiant in Studio, nisi ardua et periculosa negocia contingeret evenire; quo casu, Rector cum Consiliariis suis et sex aliis Baccalariis vel Scolaribus, de singulis principalibus nacionibus, quos tanquam [3] magis providos et expertos dictus Rector, cum consensu Consiliariorum vel majoris partis eorum specialiter vocatorum, duxerit eligendos, habeat convocare; et, si, expositis per ipsum Rectorem evenientibus [39] negociis et negociorum hujusmodi qualitate, omnibus, tam Rectori et Consiliariis, quam predictis XVIII vocatis, vel duabus partibus omni[um] eorumdem, collecta videbitur racionabiliter et utiliter imponenda, tunc et congregata Universitate et exposita ipsi Universitati neccessitate seu evidenti utilitate ac considerato negotio et negocii qualitate, fiat et indicatur collecta tante pecunie dicte Universitati ibidem publice predicende, non ultra, non obstante quorumcumque contradictione, que credetur verisimiliter pro ipso negocio oportuna; que pecunia eciam per dictos duos deputatos recipiatur et arbitrio Rectoris et Consiliariorum, ut premictitur, in negotio vel negociis pro quibus indicta fuerit, expendatur.

XXIV. DE CONSERVACIONE PECUNIE UNIVERSITATIS.

Pro tuta autem custodia dicte pecunie et aliarum pecuniarum ipsius Universitatis, sigilli, privilegiorum [40] dicte Universitatis et presentium statutorum, auctoritate predicta statuimus, quod fiat una fortis et bene ferrata capsa, ponenda et tenenda in sacristia Fratrum Predicatorum, vel alibi, prout Rectori et Consiliariis videbitur expedire; in qua capsa unum medium fiat, ita quod capsa ipsa habeat duas partes adinvicem separatas, quarum una possit sine altera, clausa firmiter remanente, libere aperiri. In una autem parte capse conservabuntur sigillum et statuta predicta, instrumenta et privilegia Universitatis predicte; in qua parte erunt tres claves seu serrature

diverse, quarum unam Rector, alias duas Consiliarii duarum nationum aliarum quam Rector fuerit, conservabunt [11]. Absentans autem se Rector locumtenenti suam clavem, Consiliarii autem suas claves alicui ex aliis Consiliariis sue nacionis assignent, ita quod nullo casu unus valeat duas claves conservare. Caveant autem claves tenentes, ut sine aliis Consiliariis vel majori parte eorum et ubi de magno et arduo seu periculoso negocio ageretur, sine Universitatis consciencia, aliqua non sigillent, si falsitatis crimen et excommunicacionis sentenciam, quam in contra facientes ferimus, voluerint evitare. In alia autem parte capse, in qua erunt due claves diverse, quarum singulas predicti duo deputati ad recipiendas pecunias conservabunt, predicte et quecumque alie Universitatis pecunie servabuntur.

XXV. DE COLLECTIS DOCTORUM.

Item, eadem auctoritate statuimus quod, quando Doctores legentes ordinarie suas collectas voluerint facere, simul omnes in eadem die, de qua die per se, alias Rectore interposito, debeant concordare, primam collectam, ex duabus quas tantum possint facere, et non ultra, faciant inter festum Sancti Andree et festum Natalis Domini; secundam autem, que pro banchis fieri consuevit vel eciam pro Doctorum salario, si in prima collecta forte non fuerit satisfactum, inter festum Natalis Domini et Carnisprevium facere teneantur : ita quod, absque aliqua promissione in scolis facienda, quilibet scolaris decem solidos usualis monete pro tallia Doctoris, et quinque solidos, pro banchis, solvere teneatur, nec ad plus, nisi liberaliter dare voluerit, valeat coartari. Doctores vero, legentes Digestum Novum vel Inforciatum vel Tres libros Codicis vel Auctenticas seu Usus feudorum vel librum Institucionum, nichil a scolaribus, qui eos audire voluerint, pro collecta exigant, nisi cum ipsis Scolaribus, in principio lecture, de dando salario convenissent; et tunc pro collecta, semel tantummodo facienda, octo solidos monete currentis exigere valeant, et non ultra, proviso quod Doctores ipsi dictos libros legant in horis dumtaxat, secundum diversitatem librorum, superius ordinatis. Doctores autem legentes extraordinarium Decreti seu extraordinaria pro Doctoribus, hora vesperarum, in Jure canonico vel civili, nichil exigant, nisi forte pro sciencie Doctoris eminencia Scolares, in principio lecture, se ad certum salarium voluntarie obligassent.

XXVI. DE ELECTIONE BEDELLI.

Item, eadem auctoritate statuimus et ordinamus, quod in studio Montispessulani Juris canonici et civilis, sit semper unus solus Bedellus generalis, qui perpetuus esse debeat, nisi ex causa racionabili per Rectorem, cum Consiliariorum consilio et consensu, officio privaretur; cujus electio sic fiet, quod cedente vel decedente Bedello hujusmodi vel privato, Rector, suis Consiliariis convocatis, de eorum vel majoris partis ipsorum consensu, Bedellum eliget, quem aptum, ydoneum et fidelem crediderit ad hujusmodi officium exercendum; qui Bedellus administrare nichil poterit, donec, juramento, secundum infrascriptam[12] formam, prestito Rectori, presentibus Consiliariis, fuerit per episcopum, simpliciter et sine solempnitate juris aliqua et more dispendio, confirmatus.

XXVII. DE OFFICIO BEDELLI.

Officium autem Bedelli infrascriptis consistet : primo in tenendo clavem campanilis, ut ejus nutu et ministerio campana pulsetur modis debitis et temporibus consuetis, et ut cercius horis debitis campana pulsetur, [h]orologia Bedellus teneat infra domum. Item, denunciabit, in propria persona, in singulis scolis, post mediam terciam, festa, disputaciones, repeticiones et omnium extraordinarie legencium, qui hoc pecierint, lectiones, puncta et vaccaciones ac omnia et singula que in scolis denuncianda de more occurrent. Si tamen legitimo impedimento ipse Bedellus fuerit impeditus, predicta faciet per aliquem de banqueriis, quem ad hoc reputaverit magis aptum. Item, ad mandatum Rectoris, precipiet dictus Bedellus illa que ad Rectoris officium pertinebunt. Item, cum ad officium assumetur, ydoneam caucionem prestabit, quod infra tres annos, a recepcione officii computandos, pecias textuum et glosarum Juris canonici et civilis ac Summe et Lecture Hostiensis et Apparatus Innocencii et Johannis Andree in sexto libro Decretalium et Clementinis, taxatas et bene correctas, habebit pariter et tenebit; ita quod infra primos duos annos habeat pecias omnium librorum in textu et in glosis Juris canonici et civilis; tercio autem anno habere predictas Summe et Lecture Hostiensis et Apparatus Innocencii [et] Johannis Andree pecias teneatur. Presens autem Bedellus, cui propter diversos labores, quos

pro Universitate sustinuit, deferri convenit, infra quinquennium, a die publicacionis presencium statutorum, habere omnes predictas pecias teneatur. Illud autem presens et futuri Bedelli observent, quod primo pecias librorum ordinariorum, subsequenter extraordinariorum, in textu et glosis, habea[n]t, et ultimo postea aliorum. Item, dictus Bedellus, nedum in scolis, ymo omnibus Baccalariis Studii, repeticiones Doctorum aliunde veniencium, per se vel alium, nunciabit. Habebit etiam Bedellus predictus Statuta infrascripta et kalendarium continens festa solummodo in quibus non legetur, quod kalendarium sic diligenter habeat observare, quod, sub pena excommunicacionis, alia festa vel cessaciones a lectura non denunciet, nisi prout in kalendario, secundum presentem ordinacionem conscripto, vel alias in statutis presentibus continetur. Predictus siquidem Bedellus, ad differentiam scolarium et banqueriorum, virgam viridis coloris ubique, exeundo domum suam, portabit patenter. Ne autem sine mercede Bedelli labor existat, ordinamus quod predictus Bedellus a singulis Baccalariis duos solidos, a singulis autem Scolaribus duodecim denarios ad minus recipiat et exigere valeat, pro labore.

XXVIII. DE OFFICIO BANQUERIORUM.

Circa Banquerios autem et eorum officium sic duximus providendum, quod quilibet Doctor actu legens ordinarie habere poterit suum Banquerium specialem; qui Banquerius, jurans, in principio officii sui, Rectori ac suo Doctori, quod fideliter officium deputatum ab olim Banqueriis exercebit, tamdiu durabit in officio, et non ultra, quamdiu Doctor suus continuabit lecturam et eum voluerit in officio permanere. Doctore autem dimictente lecturam, vel eum nolente in officio remanere, ipsius Banquerii officium seu ministerium et effectus ejus totaliter terminetur, ne sic nunquam si[n]t nec reputentur in Studio plures Banquerii quam Doctores actu legentes; hoc salvo quod Banquerii qui sunt hodie, cum dicantur diucius servivisse, quamdiu vixerint, possint in officio remanere, et quod Doctores volentes legere de illis et non alios teneantur recipere, quamdiu vellent, fideliter et utiliter poterunt in officio laborare. Officium Banqueriorum erit quod Doctores, quibus fuerint deputati, in veniendo ad scolas associabunt; et si Doctor suus ante pulsacionem tercie finiverit lectionem, Banquerius ipse ad custodiendum

libros scolarium, quorum familiares non venerunt, sub pena viginti solidorum, usque ad finem pulsacionis tercie remanere debeat[43], post pulsacionem eciam campane nullos in scolis libros sine dominis vel eorum famulis dimictendo. Item, predicti Banquerii servire valeant Baccalariis et Scolaribus, dummodo eorum Doctores debitis obsequiis non fraudentur. Poterunt enim Banquerii predicti libros tenere venales, dummodo juramentum Rectori et ydoneam, ut infra subicitur, prebeant caucionem. Poterunt eciam prefati Banquerii habere et tenere pecias, dummodo sint bene correcte; que pecie si notabiliter deffectuose reperte fuerint seu corrupte, dicte pecie applicentur Universitati, ita quod per Rectorem seu de mandato suo corrigantur, si corrigi possint, et post vendantur dicte pecie et precium, satisfacto de correctione, dicte Universitati applicetur. Si vero non possint corrigi commode, de mandato Rectoris, sive jurisdictionis alicujus exercicio, comburantur, vel per Rectorem, si ei visum fuerit, interdicatur scolaribus, quod pro scriptura vel correctione talibus peciis non utantur. De peciis autem pro salario tam ipsi Banquerii, quam omnes alii qui eas tenebunt, de scriptura cujuslibet pecie, si scribatur in Montepessulano, unum denarium, si extra, duos denarios recipiant, et non ultra. Si autem pecia pro correctione tradita fuerit, si una vel duabus diebus ad plus pecia teneatur, unus tantum obolus, si ultra, unus tantum denarius habeatur; et hoc omnes, volentes tenere hujusmodi pecias, in manibus Rectoris jurabunt inviolabiliter observare. Item, Banquerii predicti nichil in scolis poterunt denunciare, nisi tantum libros venales, si quos habeant, nisi Bedellus eis, ut premictitur, duxerit commictendum. Banquerii autem predicti virgas poterunt et debebunt sine aliqua pictura portare patenter; qui Banquerii a singulis Scolaribus auditorii Doctoris cui servient XII denarios ad minus habeant pro labore, que pecunia, dum fiet collecta Doctorum, per ipsos Banquerios exigatur.

XXIX. DE CAUCIONE PRESTANDA A VENDITORIBUS LIBRORUM.

Item, prefata auctoritate, statuimus et ordinamus quod quicumque, sive Bedelli, sive Banquerii vel Stationarii[44] alii, libros Juris canonici vel civilis venales tenere voluerint, Rectori, nomine Universitatis, jurare ac dare fidejussores ydoneos teneantur, de libris eis traditis diligenter et suo periculo conservandis, quodque ipsi libros, quos venales receperint a Doctoribus,

Scolaribus vel aliis quibuscumque, nullo modo, per se vel per interpositas personas, clandestine, vel alias, ement vel sibi appropriare curabunt; et nichilominus contrarium facientes suis officiis perpetuo sint privati, nisi forte essent libri forensium, qui per sex dies publice in statione stetissent et in scolis autem per triduum denunciati fuissent, quo casu tales libri possint per ipsos stationarios, pro precio quo[d] habere sine fraude poterunt, de Rectoris consciencia, retineri[45]. Recipiant autem hujusmodi venditores librorum ab emptoribus tres denarios pro libra, et a vendentibus totidem, si scolares fuerint, ab aliis vero sex denarios, et non ultra.

XXX. QUOD NULLUS ALIUM SUPPLANTET[46] IN CONDUCTIONE DOMORUM.

Item, eadem auctoritate, statuimus et ordinamus et sub pena excommunicacionis, quam ipso facto in contrarium venientes incurrant, quod nullus Doctor, Bachalarius seu Scolaris, per se vel per alium, emat vel locet hospicium seu scolas, quas inhabitant vel tenent Doctor, Baccalarius vel Scolaris, nisi de voluntate inhabitantis vel tenentis expressa. Domorum autem vel scolarum conductores, illarum scilicet quas ipsarum domini in medio mensis Augusti locare consueverunt, in principio ejusdem mensis; illarum vero quas in festo Sancti Michaelis consueverunt locare, in festo Nativitatis Beate Marie, teneantur exprimere, si per ipsarum dominos fuerint requisiti, an ipsas domos vel scolas voluerint pro futuro tempore retinere, ut, si retinere voluerint, alteri pro illo anno locari non possint; quod si factum fuerit, nullus Doctor, Baccalarius seu Scolaris, sub pena excommunicacionis predicta, conducere ipsam domum vel scolas scienter audeat, infra triennium proxime sequturum. Si autem scolares domos vel scolas noluerint retinere, ipsarum domorum et scolarum domini possint de ipsis libere ordinare. Ubi autem ex pluribus scolaribus, domum eamdem inhabitantibus, unus vel plures vellent in conductione, aliis non curantibus, remanere, domus seu scole volenti seu volentibus in locacionibus scolarum vel hospiciorum remanere libere dimictantur. Et si ex duobus vel pluribus scolaribus simul inhabitantibus, quilibet per se, sine altero vel aliis, vellet hospicium retinere, dominus hospicii possit gratificari cui voluerit ex predictis, vel eciam, ipsis discordantibus, aliis locare, si velit. Non possit autem aliquis migrans ab hospicio jus inquilinatus alteri quovismodo cedere vel locare.

XXXI. DE TAXACIONE HOSPICIORUM ET SCOLARUM.

Ut autem hospicia vel scole, sine dampno dominorum et scolarium, sub moderata pensione locentur, ordinamus quod in Montepessulano deputentur[47] tres hospiciorum taxatores, quorum unus per Rectorem et Consiliarios, alius, qui nec de Montepessulano nec de corpore Universitatis Studii existat, per episcopum Magalonensem, tercius per consules Montispessulani electi debeant deputari; quorum, juramento astrictorum fideliter commissam sibi solicitudinem exercere vel duorum ex hiis, altero contradicente vel eciam recusante adesse, taxatio[48], prout infra sequitur, stare debeat, omni excepcione cessante, ita videlicet quod, ubi erunt taxanda hospicia laicorum, tunc ad deputatos solum per Rectorem et consules recurratur, qui si concordare non poterint, tunc tercius deputatus per episcopum conveni[a]tur et illa teneatur taxacio, in qua tunc duo ex taxatoribus concordabunt; si vero fuerint hospicia clericorum, tunc ad deputatos solum per Rectorem [et] episcopum recurratur; qui si non poterint super taxacione hujusmodi concordare, tunc tercius deputatus per consules advocetur, et illa teneatur taxatio, in qua duo ex predictis taxatoribus concordabunt. Et ubi dominus hospicii vel scolarum stare taxationi noluerit predictorum, nullus Doctor, Baccalarius vel Scolaris, sciens conducere, infra triennium proxime sequturum, domos vel scolas audeat, sub pena excommunicacionis predicta. Postquam autem hospicium vel scole semel fuerint taxate, ut prefertur, infra sex annos non taxentur ulterius, sed pro taxata pensione, toto illo tempore, eciamsi aliter inter partes conventum fuerit, conducantur, nisi interim melioracionem vel deterioracionem notabilem occurrere contigisset; quo casu, nova taxatio fieri poterit et debebit. Ubi autem ante taxacionem studentes vellent cum dominis scolarum vel domorum super pensione amicabiliter concordare, facta hujusmodi concordia, pro illo anno nulla fiat taxatio, sed concordie facte stetur. Sane, si ante festum Beati Andree scole vel domus locate non fuerint et ex tunc supervenientes scolares conducere hujusmodi domos vel scolas post dictum festum noluerint, siquidem taxate non fuerint, tunc, si dominus et studentes de pensione illius anni conveniant, convencioni stetur eorum. Si autem non concordaverint, taxentur pro dictis sex annis, juxta arbitrium taxatorum, sed de pensione illius anni diminuatur, prout ipsis taxatoribus pro rata, vel alias,

videbitur expedire. Ubi autem scole vel domus, que ante festum Sancti Andree predictum non fuissent locate, intra sex annos taxate fuissent a predicto festo ultra, sit in arbitrio studencium, utrum illas conducere voluerint pro pensione taxata, precio tamen pro rata temporis diminuto, vel pro solo illo tempore usque ad annum sequentem fiat taxatio, alia taxatione primo facta pro aliis annis in suo robore permanente; ante autem predictum festum, quocumque tempore scole vel hospicia conducantur, pro rata temporis a juramento nulla fiat. Ut autem taxacionis labor sine mercede aliqua non existat, quilibet taxator, qui laborabit, pro labore et sigillo in scripturis taxacionis ponendo, a locatore XII denarios, et a conductore alios XII recipiet, et non ultra. Notarius autem, tam pro scriptura sigillanda, quam pro ea registranda, a qualibet parte sex denarios recipiet et non ultra. Ubi autem studentes scolas vel hospicium noluerint retinere, nullo modo, directe vel indirecte faciant, si sentenciam excommunicacionis voluerint evitare, quod domini hospiciorum vel scolarum impediantur a locacione illorum vel aliqualiter retardentur.

XXXII. QUOD SCOLARES TENEANTUR JURARE RECTORI.

Item, eadem auctoritate, statuimus et ordinamus quod Baccalarii et Scolares Juris canonici et civilis, presentes, et alii, cum ad Studium Montispessulani noviter venerint, jurare debeant Rectori sub forma inferius annotata, citra actum tamen alicujus juridictionis habende in ipsis vel exercende. Facientes autem contra ipsum sacramentum, ultra reatum perjurii et penas debitas, juxta qualitatem delicti, ab episcopo infligendas, ab Studio Montispessulani et Studii honoribus et privilegiis perpetuo sint privati, nisi per episcopum, cum consensu Rectoris dicti Studii, fuerint, ex causa legitima, restituti. Qui autem jurare recusaverint, ab omnibus privilegiis et honoribus Studii sint exclusi.

XXXIII. QUOD NULLUS ALTERI SUBTRAHAT SCOLARES.

Item, eadem auctoritate, statuimus et ordinamus, sub pena excommunicacionis, quam in contrarium facientes incurrere volumus ipso facto, quod nec Rector, nec Consiliarii, nullusque Doctor, Baccalarius seu Scolaris Universitatis predicte, in favorem alicujus vel odium alterius, subtrahere,

rogando, minando vel pecunias dando vel mutuando vel licteras ab aliquibus procurando, audeat scolares Doctoribus seu Baccalariis, legentibus in Jure canonico seu civili, nec aliquos Scolares, contra eorum liberam voluntatem, compellere, precise vel causative, nec inducere vel rogare ad aliquem Doctorem vel Baccalarium audiendum.

XXXIV. QUOD NULLUS ABUTATUR PRIVILEGIO INTRODUCENDI VINUM IN VILLA MONTISPESSULANI.

Item, eadem auctoritate, ordinamus et sub pena excommunicacionis precipimus et mandamus, quod Doctores, Licenciati, Baccalarii et Scolares privilegio seu jure, quod habent de introducendo vinum infra locum Montispessulani, nullatenus abutantur, nec ultra quam credant de provisione sua, pro tempore quo in Studio fuerint, sufficere, vinum de extra territorium Montispessulani faciant deportari.

XXXV. QUOD PENE PECUNIARIE, QUAS STUDENTES INCURRANT, UNIVERSITATI DEBEANT APPLICARI.

Item, ordinamus quod omnes pene pecuniarie, quas Doctores, Licenciati, Baccalarii, Scolares ac ceteri de Universitate incurrent, contra nostra statuta predicta vel aliqua ex eis temere veniendo, Universitati predicti Studii irremisibiliter, nisi paupertatis causa, et non quibusvis aliis, applicentur, sed in utilitatem negociorum Studii fideliter convertantur.

XXXVI. DE MULTIPLICI FORMA JURAMENTORUM.

Denique, ut infrascripti, proprie salutis non inmemores, fidelius et diligencius exercere commissas eis sollicitudines inducantur, et eis omnis infideliter et negligenter agendi occasio aufferatur, volumus eos per juramentum sub infrascripta forma astringi.

In primis jurabit Rector primo episcopo, in sui confirmacione, ut sequitur:

Ego juro, quod, toto tempore rectorie mee, procurabo, pro posse, utilitatem et augmentum Studii Montispessulani. Fidelis ero vobis, domino Episcopo, et Ecclesie Magalonensi, et non procurabo vestri aut jurisdictionis vestre in aliquo lesionem. Non transferam Studium Montispessulani, sine consilio et assensu vestro. Non faciam statuta, vel fieri procurabo, prejudi-

cialia vobis aut Ecclesie Magalonensi. Studium ultra octo dies, sine consilio et assensu vestro, vel vestri officialis ac vicarii, nec etiam ad ipsos octo dies, sine consensu Consiliariorum Studii, vel pocioris partis eorum, ad hoc specialiter vocatorum, nullatenus interdicam. Diebus autem ipsis octo elapsis, ipso facto, lectiones resumantur, nisi ad majus tempus, de consensu vestro, vel officialis aut vicarii vestri, interdictum hujusmodi [fuerit] prorogatum. Nulli alii juramentum, per quod aliqua subjectio vel superioritas aut fidelitas notari valeat, nisi vobis, aut alii pro vobis, aut Universitati, prestabo ; nec aliquem alium superiorem advocabo, vel alicui aliqualiter me submictam, tanquam [3] Rector, vel ratione officii rectorie. Sic Deus me adjuvet, et hec Sancta Dei Ewangelia, corporaliter a me tacta.

Atque statuta super celebracione festi Beatorum Fabiani et Sebastiani edita, atque ipsam celebritatem, pro posse, observabo et conservabo, necnon statutum editum de non admictendis aliquibus in Baccalarios [49], nisi per tempus debitum Decretum audiverint, juxta tamen formam ipsius statuti super hoc editi, quod incipit « Plasmator » ac etiam statutum et statuta de non recipiendis pecuniis Universitatis per Rectorem regentemve, aut eorum locumtenentes, nisi juxta formam in eisdem contentam et annotatam et super premissis editam ; similiterque statutum anno Incarnationis millesimo quadringentesimo quinquagesimo secundo editum, super responsione Baccalariis, ad gradum Licencie examinatis, eadem die fienda, vel non fienda, inviolabiliter observabo [50].

Universitati jurabit, ut sequitur :

Ego, Rector Universitatis Studii Montispessulani in Jure canonico et civili, juro, quod procurabo, pro posse, honores et utilitates Studii Montispessulani et evitabo, quantum potero, inutilia ipsi Universitati. Statuta eciam ipsius, pro posse, inviolabiliter observari faciam. Scolares nulli legenti subtraham, nec in prejudicium alterius alteri procurabo. Sic Deus etc.

XXXVII. FORMA JURAMENTI PRESTANDI RECTORI A CONSILIARIIS DE NOVO ASSUMPTIS.

Ego juro, quod per vos, dominum Rectorem, super dando vobis consilio in negociis Universitatis per juramentum prestitum evocatus, cessante

legitimo impedimento, veniam, et juxta ea que Deus michi dederit, vobis et aliis in predictis negociis dabo fidele consilium; statutaque Universitatis ejusdem, pro posse, faciam inviolabiliter observari. Sic Deus me etc.

Atque statuta super celebracione festi Beatorum Fabiani et Sebastiani edita, atque ipsam celebritatem, pro posse, observabo et conservabo, necnon statutum de non admictendis aliquibus in Baccalarios editum, nisi per tempus debitum Decretum audiverint, juxta formam ipsius statuti super hoc editi, quod incipit « Plasmator » similiterque statutum anno Incarnacionis M° CCCC° LII^{do} editum, super responsione Baccalariis, ad gradum licencie examinatis, eadem die fienda, vel non fienda, inviolabiliter observabo[51].

XXXVIII. FORMA JURAMENTI PRESTANDI RECTORI A DOCTORIBUS VOLENTIBUS LEGERE ORDINARIE VEL EXTRAORDINARIE ET RECTORIS IN PRINCIPIO STUDII.

Ego juro, quod libros et partes librorum, michi pro lectura assignatos, legam et perficiam infra terminum in statutis designatum, nisi impediar infirmitate vel neccessitate inevitabili vel nisi super hoc a vobis, domino Rectore, ex causa racionabili, licenciam obtinerem. Sic Deus etc.

XXXIX. FORMA JURAMENTI PRESTANDI A DOCTORANDO EPISCOPO.

Ego juro, quod, ab hac hora in antea, fidelis ero domino episcopo Magalonensi[52], qui nunc est, ejusque successoribus canonice substituendis, et Ecclesie Magalonensi[52]. Dabo ei et ipsi Ecclesie fidele consilium requisitus, ac contra eos et ipsam Ecclesiam me non opponam scienter. Non expendi nec expendam, per me vel alium seu alios, ultra summam trium milium Turonensium argenti, omni fraude cessante; quin ymo volentes expendere, pro posse, bona fide prohibebo, circa cibos, vestes et alia, cum in ea [Universitate] insignia recipiam Doctoratus. Quando aliquis Baccalarius examinatus fuerit in privato, secundum Deum et meam conscienciam fideliter de sufficiencia vel insufficiencia Baccalarii examinati deponam.

XL. FORMA JURAMENTI PRESTANDI RECTORI A SCOLARIBUS ET BACCALARIIS PRETER JURAMENTUM.

Ego juro, quod vobis, domino Rectori, ero obediens et fidelis, et vestris successoribus canonice instituendis, ad quemcumque statum vel gradum

contingat me promoveri; quod contra Universitatem ipsiusque jura non me scienter opponam, ullo tempore, nec opponentibus prestabo consilium, auxilium seu favorem, et quod vobis, domino Rectori, dabo fidele consilium in causis dicte Universitatis requisitus; item, quod, si inter aliquos Doctores, Baccalarios vel Scolares adinvicem, seu inter predictos et quoscunque alios, bricam vel rixam contingerit esse subortam, nunquam alicui Doctori, Baccalario vel Scolari, qualitercumque michi conjuncto, vel cuicumque alii contra Doctorem, Baccalarium vel Scolarem, vel quemvis alium, invadendo vel offendendo alium seu alios, dabo per me vel alios, associando cum armis, auxilium vel juvamen; quodque, in quibuscumque rixis seu bricis, exortis in Studio vel oriri paratis, pacificandis et remediandis, vobis, domino Rectori, super hiis rixis et bricis, pacificandis, remediandis et insultibus non faciendis et ea tangentibus, fideliter et obedienter intendam.

Atque statuta super celebracione festi Beatorum Fabiani et Sebastiani edita, atque ipsam celebritatem, et omnia alia statuta nostre alme Universitatis, juxta posse, servabo et conservabo; similiterque statutum anno Incarnacionis Domini M° CCCC° LII^{do} editum, super responsione Baccalariis, ad gradum licencie examinatis, eadem die fienda, vel non fienda, inviolabiliter observabo, nec circa predicta renunciando Studio, vel alias, fraudem aliquam adhibebo [53].

XLI. FORMA JURAMENTI PRESTANDI A BEDELLO GENERALI RECTORI, PRESENTIBUS CONSILIARIIS, ANTE CONFIRMATIONEM SUAM.

Ego juro vobis, domino Rectori, et successoribus vestris canonice subrogandis, quod ego fideliter et diligenter meum officium exercebo; secrete tenebo illa que vos michi, domine Rector, et Consiliarii super negociis Universitatis duxeritis revelanda; nulli Doctori vel Baccalario, directe vel indirecte, scolares subtraham aut procurabo.

XLII. FORMA JURAMENTI A BANQUERIIS RECTORI, POSTQUAM ASSUMPTI FUERINT PER DOCTORES SUOS, [PRESTANDI].

Ego juro meum officium, fideliter et diligenter, quamdiu in eo perseveravero, excercere.

Acta et publicata fuerunt statuta suprascripta Avinione, in domo habitacionis prefati reverendissimi in Christo patris et domini, domini Bertrandi, Dei gracia tituli Sancti Marchi presbiteri cardinalis, in ipsius presencia et de ipsius expresso mandato, ac in presencia testium infrascriptorum, videlicet dominorum Hugonis de Mandagoto, prepositi Ebredunensis, Petri Gasconis, canonici Albiensis et legum doctoris, Johannis Raynaudi, canonici Canalcensis, et Jacobi de Montefloro, baccalarii in Jure civili, [et] Togandis, sindici Universitatis Juris utriusque Montispessulani, testium ad premissa, sub anno Domini millesimo CCC° tricesimo [54] nono, die vicesima Julii, indictione septima; et mei [55], Bertrandi [56] Roque, clerici [57] Ebredunensis diocesis, publici [58] auctoritate imperiali notarii [59], [qui], de mandato ejusdem domini cardinalis, ea omnia et singula, ut supra continetur, manu propria scripsi et predictis lecture et publicacioni, dum fierent, una cum predictis testibus, presens fui et in hanc publicam formam redegi et signo meo consueto signavi rogatus.

Et ad majorem omnium et singulorum roboris firmitatem predictus dominus B[ertrandus], cardinalis, predictis statutis sigillum suum duxit apponendum.

Orig. : Biblioth. de l'Univ. de Montpellier, *Liber Rectorum*, fol. 17 r° - 38 r°. — Publ.: Savigny, *Geschichte des Rœmischen Rechts im Mittelalter*, t. III, pp. 673-711; Germain, *Étude hist. sur l'École de Droit de Montpellier*, 1877, pp. 73-103, et par extraits dans l'*Hist. de la Comm. de Montpellier*, t. III, pp. 396-400 (stat. XVIII et XIX). — Cf. Introduction du Cartulaire, pp. 30 et suiv.

1. tamdem. — 2. nostro. — 3. tamquam. — 4. papa. — 5. tranquillitas. — 6. et. — 7. dicta. — 8. parte. — 9. volumus. — 10. desisiōm. — 11. cognicionis. — 12. exprimendis. — 13. aliis. — 14. curaverunt. — 15. legerere. — 16. eisdem. — 17. Mot laissé en blanc et ajouté d'une autre écriture. — 18. « Ne sanctum baptisma » (éd. G.). — 19. Extraordinarium Extraordinarii I. — 20. cuilibet. — 21. ordinare. — 22. cessatione. — 23. proselire. — 24. Rature et rubrique à l'encre noire et d'une autre écriture. — 25. Mañо Gillī. — 26. Statut n° XVI additionnel et d'insertion postérieure (1361). — 27. professisset. — 28. L'orig. ajoute *possint* après ce mot. — 29. fuerunt. — 30. omnes. — 31. fere. — 32. cōnitando. — 33. fuerint. — 34. gerentes. — 35. quo. — 36. anniversario. — 37. debeat. — 38. denuncietur. — 39. in venientibus. — 40. previlegiorum. — 41. Dessins de trois clefs en marge

de ce passage. — 42. inscriptam. — 43. debeant. — 44. stantionarii. — 45. retinere. — 46. supplantat. — 47. deputantur. — 48. taxaco miñ p. — 49. baccalariis. — 50. Addition au statut XXXVI, postérieure à 1452. — 51. Addition au statut XXXVII, postérieure à 1452. — 52. Mots raturés et remplacés par *Montispesullani*, d'une écriture du XVI^me siècle (transfert du siège de l'évêché de Maguelone à Montpellier, en 1532). — 53. Addition au statut XL, postérieure à 1452. — 54. vicesimo. — 55. me. — 56. Bertrando. — 57. clerico. — 58. publico. — 59. notario.

---

66. — *Publication des Statuts de l'Université de Droit.* — Montpellier, 21 août 1339.

[Publicatio statutorum novorum Studii Montispessulani, per dominum Paulum de Deucio, de mandato domini cardinalis Ebredunensis.]

Item, anno quo supra, die XXI mensis Augusti, indictione etc. Noverint universi quod, constitutus sive existens personaliter in capitulo Fratrum Predicatorum conventus Montispessulani, venerabilis et religiosus vir, dominus Paulus de Deutio, monachus et camararius monasterii Sancti Guillelmi de Desertis, Lodovensis diocesis, comissarius, ut dicebatur, in hac parte specialiter deputatus per reverendissimum in Christo patrem, dominum Bertrandum, olim archiepiscopum Ebredunensem, Sancte Romane Ecclesie cardinalem, vigore comissionis sibi facte per dominum cardinalem prefatum, ut dixit, presente studentium, clericorum et aliorum multitudine copiosa et venerabilibus ac discretis viris, dominis Paulo Pelati, officiali Magalonensi, et Matheo Blegerii, procuratore reverendi in Christo patris, domini A[rnaudi], Dei providentia episcopi Magalonensis, idem dominus camararius ibidem legit de verbo ad verbum et publicavit statuta novissime edita in dicto Montispessulani Studio per dominum cardinalem predictum, auctoritate Apostolica, et ex comissione sibi facta, ut asseruit, per sanctissimum in Christo patrem dominum Benedictum papam XII, juxta et secundum tenorem litterarum comissionum earundem, ad hoc ut nullus deinceps posset ignorantiam circa publicationem hujusmodi allegare. Cui quidem publicationi dicti domini officialis Magalonensis et procurator prenominatus, nomine dicti domini episcopi, seu aliis in dictis statutis contentis, non consenserunt, si et in quantum prejudicare posset juribus dicti domini episcopi et sue

ecclesie Magalonensis, ymo expresse contradixerunt tenorem hujus publici instrumenti. De quibus dicti domini officialis et procurator, quo supra nomine, petierunt sibi recipi et fieri publicum instrumentum per me, notarium infrascriptum.

Acta fuerunt hec in domo seu capitulo dictorum Fratrum Predicatorum Montispessulani, presentibus magistris Jacobo Fabri, P. Galhardi, Bernardo Malafosse, notariis, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis, et me, Raimundo Tornerii etcet.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartul. de Maguelone,* reg. B, fol. 14 r°, doc. 24.

---

67. — *Collation de la Licence en Droit canonique par l'Évêque de Maguelone.* — Montpellier, 25 (?) août 1339.

[Licentia data per dominum Arnaudum, episcopum Magalonensem, domino Guillelmo de Columbario, ut ipse possit doctorisari quando vellet in Studio Montispessulani.]

Item, anno quo supra, die [vicesima?] quinta [1] mensis Augusti, indictione etc. Quoniam de facili labitur in oblivionis interitum ad quod mentis oculus sepius non respexit et mentalis respectus de facili discentionis sentit dispendium, si recordationis beneficio non juvetur, de neccessitate igitur opportuit ut solenniter acta perpetuo valitura vigori comitterentur scripture, ne dubitationis involverentur errore, processu temporis ad posteros dirivata. Idcirco, cum hujus veri publici instrumenti testimonio patheat universis, tam presentibus quam futuris, quod presentibus me, notario, et testibus infrascriptis, ad hec specialiter vocatis et rogatis, existens in presentia reverendi patris in Christo, domini Arnaudi, miseratione divina episcopi Magalonensis, religiosus vir dominus Guillelmus de Columbario, monachus et prepositus in monasterio Sancti Martini de Canigone, Elnensis diocesis, Juris canonici bacallarius, requisivit eundem dominum Magalonensem episcopum quatinus super examinatione, quam die externa subierat in Facultate

Juris canonici predicti, eidem dignaretur respondere. Et dictus dominus episcopus Magalonensis, propositis verbis plurimis in commendationem baccallarii prefati, dixit et respondit eidem bacallario quod, cum, dicta die externa, sibi fuissent puncta in Jure canonico, ut est moris, in sui presentia assignata, presentibus dominis doctoribus infrascriptis, mandato ipsius domini Magalonensis episcopi convocatis et citatis, et domino Petro Squillati, camarario Sancte Marie de Corneliano, decretorum doctore, sub quo idem bacallarius extiterat presentatus ad assumendum in dicta Facultate Juris canonici doctoratus honorem, hora prima deindeque hora vesperorum ejusdem externe diei, in aula episcopali, per venerabiles viros dominos Jacobum Imberti, Salvatorem Oliverii et Dominicum Sanxi, decretorum doctores, nil obmisso de contingentibus, examinatus fuisset, aliis dominis doctoribus dicti venerabilis collegii absentibus legitime expectatis; tandem, de consilio, assensu et voluntate dictorum dominorum doctorum et cujuslibet ex ipsis, nemine discrepante, qui suo juramento prefatum bacallarium suficientem, dignum et ydoneum ad assumendum in Facultate Juris canonici predicta, suis exigentibus meritis, doctoratus honorem reputabant, prius ab ipso domino Magalonensi episcopo petito die presenti et a prefato baccallario prestito corporali ad sancta Dei Ewangelia juramento, quod in anthea fidelis erit dicto domino Magalonensi episcopo suisque successoribus et sue ecclesie Magalonensi, et quod dabit eidem domino Magalonensi episcopo ejusque successoribus ac ipsi ecclesie Magalonensi fidele consilium requisitus, et quod contra dictum dominum Magalonensem episcopum ejusque successores suos et suam Magalonensem ecclesiam se non opponet scienter, et quod ultra trium milium Turonensium argenti summam non expendet, omni fraude cessante, quin ymo volentes expendere [2] pro posse bona fide prohibebit, circa cibos, vestes et alia, cum sua recipiet [3] insignia doctoratus, et quod quando aliquis bacallarius examinatus fuerit in privato, secundum Deum et suam conscientiam fideliter de sufficientia et insufficientia baccallarii examinati deponet; memoratus dominus episcopus Magalonensis prefatum baccallarium, quantum ad prefatam secretam examinationem, ibidem, dicta die presenti, approbavit et eidem concessit auctoritatem et licentiam faciendi publicam suam in Facultate Juris canonici predicta, ut moris est in predicto Montispessulani Studio, cum voluerit quandocumque,

[examinationem]. De quibus omnibus et singulis supradictis prenominatus, ut premittitur, approbatus peciit per me, subscriptum notarium, sibi fieri publicum seu publica instrumenta.

Acta fuerunt hec in aula episcopali predicta, anno, indictione, die, mense et pontificatu supradictis, presentibus religiosis viris, dominis Aymone de Ruppefixa, decretorum doctore, de Lunello Novo, Bertrando[4] de Villanova, Sancti Firmini de Montepessulano ecclesiarum prioribus, canonicis Magalonensibus, magistris Guillelmo Clari, jurisperito, H. Carbonelli, notariis Magalonensis et Sancti Pauli diocesum, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis, et me, Raimundo Tornerii, clerico Bitterrensis diocesis etc.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartul. de Maguelone*, reg. B, fol. 14 v°, doc. 25.

1. Est-ce du 25 août ou du 5 août? La place du document dans le Registre ferait supposer qu'il se rapporte au 25, et qu'il y a eu omission d'un mot par le copiste (note G.). — 2. expedire. — 3. recipiat. — 4. Bertrandi.

---

68. — *Statuts de l'Université de Médecine de Montpellier.* — Montpellier, 1340.

Sequuntur Statuta Universitatis Medicine Montispessulani.

In nomine Sancte et Individue Trinitatis. Incipiunt Statuta Universitatis Medicorum Montispessulani, ordinata per dominum Thomam de Santurnanicis et alios Doctores canonistas, anno Domini millesimo tricentesimo quadragesimo.

Nos, Thomas de Santurnanicis, legum doctor, ex potestate nobis concessa et attributa per venerabile collegium et universitatem Magistrorum, Baccalariorum et Scolarium universorum Studii medicinalis Montispessulani, de qua potestate plenius constat per instrumenta publica, inde confecta et inserta infra presentibus nostris ordinacionibus et statutis, et premissa protestacione quod per infrascriptas ordinaciones seu statuta pro salubri reformacione prefate Universitatis et singulorum ejusdem, per nos cum

summa diligencia tam compositas, quam etiam promulgatas, nolumus nec intendimus privilegiis Sacrosancte Sedis Apostolice nec legatorum seu delegatorum ejusdem Sedis, commemorate Universitati Magistrorum, Baccalariorum vel Scolarium ante concessis, conjunctim vel etiam separatim, in aliquo obviare dicte Universitati vel prejudicium generare, sed quod salva et per omnia illibata[1] remaneant Universitati prefate, nec eciam reverendo patri in Christo et domino, Magalonensi Episcopo, nec ejus ecclesie Magalonensi.

I. DE MISSA CELEBRANDA ET DE FUNDAMENTO.

In primis siquidem statuimus et ordinamus, pro stabili fundamento Universitatis prefate, quod, singulis diebus dominicis, in loco per majorem partem Magistrorum electo, missa gloriose Virginis celebretur, in qua teneantur interesse omnes Magistri, Baccalarii et Studentes; et Magister, pro qualibet missa, in qua non interfuerit, sex denarios, Baccalarius, quatuor denarios, Scolaris, duos denarios, tribus collectoribus peccunie Universitatis solvere teneantur, nisi legitimo impedimento detenti interesse non possint.

II. DE OFFICIO DECANATUS.

Ceterum, quia inter Magistros aliquos consuevit hesitari interdum super officio Decanatus, eorum ad quem ex Magistris debeat pertinere, an ad antiquiorem in magistratu, an ad antiquiorem actu[2] legentem, occasione cujusdam clausule, inserte in Privilegiis Conraldi, Apostolice Sedis legati, cujus tenor talis est : « Debitus honor exhibeatur antiquioribus magistris in sedibus et incessu, ut is alios antecedat reverencie scolastice exhibicione, quem labor prolixior docendi fecerit anteire; ideoque, is qui plus et prius magistraverit denunciari faciat aliis quibus diebus et quantum fuerit a lectionibus et disputacionibus cessandum, ut[3], quando ipse cessaverit, et alii cessent, nisi familiaris neccessitas, ut puta infirmitas, eum compulerit ad cessandum »[4], et habita super hoc diligenti deliberacione, tractatu et investigacione matura prehabita, invenerimus et sciverimus per deposiciones quorumdam Magistrorum antiquorum, [fide et sacramento munitas, quod solus Magister antiquior] legens actu consuevit ab antiquo fungi officio Decanatus et ut Decanus, vigore prefati Privilegii, in sedibus et incessu pre ceteris antecelli et alia ad prefatum officium pertinentia libere possit

excercere, quod eciam satis sonare expresse videntur verba premissa Privilegii memorati : ideo statuimus et ordinamus, nemine deinceps hoc in dubium revocante, quod antiquior Magister actu legens honore prefulgeat Decanatus et, ejusdem officio libere fruendo, presideat in eodem. Eo tamen absente vel infirmitate detento, simili modo in officio eodem presideat subantiquior actu legens, antiquiore actu legente post revertionem vel convalescenciam libere prefatum officium resumente.

III. DE OFFICIO CANCELLARII.

Item, statuimus et ordinamus quod quicumque de cetero factus fuerit Cancelarius, juret coram domino Magalonensi episcopo, vel ejus vicario seu vicariis, et universitate Magistrorum, Baccalariorum et Scolarium, quod unicuique justiciam fideliter exhibebit, juxta traditam sibi formam in privilegiis Apostolicis, Magistro videlicet, Baccalario et Scolari, vel aliis de eis conquerentibus, amore vel odio, prece vel precio remotis penitus seu exclusis. Juret eciam statuta Universitatis conservare et facere ab aliis, totis suis viribus, observare et ipsa suis successoribus reservare.

IV. DE CONGREGATIONE PER FIDEM.

Item, statuimus quod bis in anno Cancelarius per fidem faciat congregare totam universitatem dictorum Magistrorum per bedellum seu famulum Universitatis, scilicet in septimana ante festum Sancti Michaelis et in septimana post Pasca, dum in ecclesia Sancti Firmini de Montepessulano pro nonis pulsabitur; et, eo absente, vel presente et vaccare comode non valente, in domo locumtenentis sui; eo tamen mortuo et interim ante provisionem de eo factam, fiat in domo Decani; et interim, si predicta Universitas vaccaret Decano, fiat in domo antiquioris procuratoris. Et ibidem Magistri ordinent de bonis et negociis Universitatis prefate, prout eisdem Magistris vel majori et saniori parti eorum videbitur expedire.

V. QUOTIENS POSSIT FIERI CONGREGATIO PER FIDEM ET QUOMODO QUILIBET MAGISTER POTEST FACERE CONGREGATIONEM QUE NON EST PER FIDEM.

Nulla autem congregatio fiat per fidem, nisi sit pro comodo seu neccessitate predicte Universitatis; et quilibet magister possit facere congregáciones,

nisi illas que fuerint per fidem, quas solum faciat Cancelarius. Ad quas congregaciones factas per fidem quilibet magister venire teneatur, nisi causam habuerit legitimam, propter quam se posset Universitati legitime excusare.

VI. QUID DEBENT ET TENENTUR FACERE NOVI STUDENTES DE NOVO VENIENTES.

Item, statuimus quod quilibet, quando venerit ad Studium, infra octo dies teneatur jurare Statuta.

VII. DE REVELANDIS PERICULIS UNIVERSITATIS ET NON REVELANDIS SECRETIS.

Item, statuimus quod quilibet, videns periculum imminere Universitati predicte vel alicui vel aliquibus de dicta universitate Magistrorum, illud advertat vel revellet illi vel illis, et quod nullus revellet secreta dicte Universitatis, nisi ab Universitate licentiam habuerit revelandi et nisi in quantum juris neccessitas eum constringeret ad premissa, superiorum auctoritate in omnibus semper salva.

VIII. DE PROCURATORIBUS.

Item, statuimus et ordinamus, quod, singulis annis, constituantur duo [5] procuratores ex Magistris, hoc videlicet ordine, quod primo anno cum antiquiore ex Magistris omnibus junior adjungatur, et secundo anno subantiquior cum supra juniore inmediate, et sic gradatim procedendo, quousque deveniatur ad medios. Deinde iterum constituantur secundum ordinem supradictum. Qui quidem procuratores, quando constituentur, in presentia Universitatis jurabunt quod ita fideliter custodient bona Universitatis, sicut propria; et similiter jurent in fine quod fideliter pro posse hoc fecerunt.

IX. DE ARCHA.

Ordinamus autem quod universitas Magistrorum habeat unam archam, in qua communis eorum Universitatis peccunia reponatur et custodiatur; et teneatur illa archa in domo antiquioris procuratoris. Que archa cum tribus diversis claudatur clavibus, quas tenere habeant tres Magistri. Possint tamen tenere procuratores Magistri quinquaginta vel sexaginta solidos extra archam, pro Universitatis neccessitatibus tantummodo faciendo.

X. DE PRACTICA.

Cum infirmitas corporalis nonnunquam proveniat ex peccato, dicente Domino languido quem sanavit : « Vade, et noli amplius peccare, ne deterius aliquid tibi contingat », statuimus et ordinamus ut, cum ad infirmos, laborantes acuta egritudine seu febre continua, aliquem seu aliquos vocari contingerit ex Magistris, ipsos, vel eis astantes, ante omnia moneant et inducant, ut medicos advocent animarum, ut postquam fuerit infirmo de spirituali salute provisum, ad corporalis medicine remedium salubrius procedatur.

XI. DE LEPROSIS.

Item, statuimus quod nulli, qui leprosus fuerit aut de lepra suspectus, ab aliquo medicine Magistro Montispessulani littera detur testimonialis, in qua contineatur quod a lepra fuerit curatus vel a lepra non infectus, nisi prius per judicium duorum Magistrorum ille sanus vel non infectus lepra judicatus fuerit, et, predicto sic currente judicio, littera que conceditur sigillis duorum Magistrorum sigilletur. Si quis vero Magister solus fecerit contrarium, universitatis Magistrorum consorcio careat et honore.

XII. DE VISITANDIS APPOTHECARIIS.

Item, statuimus quod, quolibet anno, eligantur duo Magistri ex antiquioribus, qui moneant appothecarios, ut non vendant medicinas laxativas alicui de villa, nisi de consilio alicujus ex Magistris Studii istius, vel habeant licentiam practicandi a domino Magalonensi episcopo cum duabus Magistrorum partibus.

XIII. DE ANATHOMIA.

Quia experiencia optima rerum magistra dicitur, statuimus quod, de biennio in biennium ad longius, Cancellarius, una cum Magistro non legente, sacramento sint astricti, ut provideant quod fiat anathomia corporalis.

XIV. DE DISTRIBUCIONE BACCALARIORUM ET QUI PRO LEGENTIBUS HABEANTUR.

Verum, quia experiencia docuit [quod] ex quorumdam magistrorum ambicione effrena, conantium suo jugo allicere Baccalarios promovendos,

prodierunt contentiones [6] et odia, verba et verbera et scandala duriora, ideo, pro bono pacis et concordie, ut premissa imposterum evitentur, statuimus et ordinamus quod Magistri, tam legentes, quam non legentes, habeant de Baccalariis ad magisterium promovendis [7], hoc videlicet ordine : quod primo incipiatur ab antiquiore Magistro legente ordinarie, et ille habeat Baccalarium primum receptum ad magisterium in secreta, et subantiquior legens ordinarie habeat alium, et sic gradatim per ordinem procedendo, quousque quilibet ex Magistris legentibus ordinarie suum habeat Baccalarium ad magisterium [8]. Deinde, ad antiquiorem ex non legentibus transferatur, secundum ordinem supradictum : scilicet quod antiquior non legens habeat unum, et subantiquior inmediate habeat alium; et sic per ordinem per alios Magistros procedendo, quousque sit completus totus ordo non legentium Magistrorum. Deinde, iterato, antiquiores [9] ex Magistris legentibus ordinarie reincipiantur gradatim per ordinem procedendo, donec quilibet ex Magistris ordinarie legentibus habeat alium in secreta receptum, et sic iste circuitus, infra quem Magistri ordinarie legentes habeant Baccalarios duos, et non legentes unum tantum, pro uno ordine habeatur. Deinde, incipiat secundus ab antiquiore ex legentibus ordinarie gradatim discurrendo et post ad non legentes et iterum ad legentes, modo et ordine consimili, sicut prius. Et hic stat secundus ordo. Et sic de cetero fiat circulatio et revolutio per ordinem, sicut est superius ordinatum et declaratum.

XV. QUIS REPUTETUR ORDINARIUS.

Item, statuimus et ordinamus quod nullus Magister, nisi legerit ordinarie a festo Beati Luce vel a festo Omnium Sanctorum exclusive usque ad festum Pasche ad minus, ordinarie legens reputetur, quantum ad circuitum Magistrorum, nec eciam quantum ad examina Baccalariorum in questionibus in scolis publice facienda. Item, statuimus quod, si Magister antiquior non legens velit legere, tempore tamen debito, inchoante et adhuc procedente linea prima Magistrorum legentium, quantum ad distribucionem Baccalariorum promovendorum dictis Magistris legentibus debitam primo loco, tunc dictus Magister recipiatur in gradu legencium ordinarie in loco juxta suam proprietatem sibi debito et preferatur in distribucione omnibus legentibus quibus est antiquior, illis videlicet qui nondum in primo ordine aliquem

Baccalariorum habuerunt, licet prius quantum ad illum gradum seu ordinem legere inceperit quam prefatus Magister.

Si tamen aliquis ex Magistris legentibus, postquam unum Baccalarium habuerit, lecturam dimictat, non admictatur[10] ad ordinem distribucionis non legencium, donec omnes, tam legentes, quam non legentes, suos Baccalarios habeant vel habuerint juxta ordinem prelibatum, ut sic cum aliquis Magister ex aliquo gradu unum Baccalarium habuerit tanquam legens, non admictatur tanquam non legens, durante ordine seu gradu predicto; et e contra, qui habuerit unum Baccalarium in gradu aliquo non legens, in eodem ordine seu gradu non recipiatur ut legens, ne propter varietatem, repugnancium fiat locus in eodem magistro, ut legens [repellente] et ut non legens admicti desiderante (?)[11].

XVI. DE MAGISTRIS ABSENTIBUS ET STANTIBUS IN SERVICIO DOMINI NOSTRI PAPE VEL CARDINALIUM.

Item, statuimus quod Magistri, qui in Montepessulano in medicina receperunt insignia magistratus, in Romana Curia residenciam facientes in servicio domini nostri pape vel alicujus cardinalium, honoribus Studii, sicut Magistri non legentes, valeant congaudere; dum tamen fecerint in Studio et compleverint omnia que sunt in statutis ordinata, nisi eis placuerit suos honores Universitati libere resignare.

XVII. DE FILIIS MAGISTRORUM ET CONSANGUINEIS MAGISTRANDIS.

Item, statuimus quod, si Magister filium vel fratrem vel nepotem immediatum, ex filio vel filia, ex fratre vel sorore, vel consobrinum germanum, habuerit ad honorem magisterii promovendum vel promovendos, illum vel illos valeat libere promovere et ceteris Magistris valeat preferri et sibi in suo numero computetur, licet non in suo ordine, nisi in fratre vel filio dumtaxat magistrandis, quod[12] sibi non computetur in numero nec in ordine pretaxatis, nec propter eosdem fratres vel filios magistrandos perdet aliquem alium ad honorem Magisterii promovendum.

XVIII. DE ORDINACIONE LECTURE ET ORDINE ELIGENDI LIBROS LEGENDOS.

Cum de diversis mundi partibus multi ad hunc Montispesulani fontem celebrem Medicine confluant, pro haurienda sciencie margarita, ejus amore

exules facti et de divitibus pauperes, et, semetipsis examinatis[13], omnibus exponunt periculis vitam suam, quibus est merito miserendum, ut, archanis facultatis eis undique fideliter reservatis et ex perlecte majori parte pagine medicine, non minima particula, sicut prius, possint feliciter, mundum illuminando pericia, ad propria remeare, statuimus quod Magistri ordinarie legere volentes debeant et teneantur eligere, quolibet anno, quo ordinarie legere voluerint, unum de decem cursibus infrascriptis, hoc modo videlicet quod, in eligendo ex illis decem cursibus illum quem voluerit, Magister antiquior preferatur; eligat secundo de hiis cursibus Magister junior; tercio, de aliis eligat Magister subantiquior; quarto, eligat Magister qui est inmediate supra juniorem; et sic deinceps per Magistros antiquos et juvenes, usque ad medios procedendo.

XIX. DE MODO PROCEDENDI POST ELECTIONEM LIBRORUM.

Item, statuimus quod nullus Magister possit eligere nec legere cursum quem alius Magister elegit ad legendum; et ex quo Magister aliquis semel cursum aliquem elegerit, postea variare non possit, alium eligendo; et quod librum quem uno anno legerit, non possit de quinque annis legere, sed quod legat de aliis libris et cursibus, secundum ordinem supradictum.

XX. DE LIBRIS LEGENDIS IN UNIVERSITATE PER MAGISTROS.

Cursus [14] autem prefatos dicimus esse istos volumusque:

Primus Canonis totus sit pro uno cursu;

Liber de Morbo et Accidenti et Differentiis Febrium, pro alio;

Liber de Crisi et criticis [15] diebus et de Malicia Complexionis diverse, pro alio;

Liber de Simplicibus Medicinis et de Complexionibus, pro alio;

Liber Amphorismi, cum Regimine acutorum vel de Pronosticis, pro alio;

Liber de Juvamentis Membrorum et de Interioribus, pro alio;

Liber de Ingenio et ad Glauconem, pro alio;

Quartus Canonis, quoad duas primas, seu cum Johannicio de Pulsibus et urinis Theophili, pro alio;

Tegni cum Pronosticis et Regimine acutorum, pro alio;

Liber de Regimine Sanitatis et de Virtutibus naturalibus, pro alio.

XXI. DE ALIIS LIBRIS LEGENDIS.

Si tamen predicti cursus non sufficerent Magistris legere volentibus, utpote [16] ... denarium excedentibus, statuimus et ordinamus, quod, eo casu Magistri super excrescentes, qui de cursibus habere non poterunt, utpote ab aliis occupatis, secundum modum et ordinem supradictum possint pro ordinatoria lectura libere, prout optaverint, de libris seu cursibus infrascriptis recipere, videlicet « De Febribus » Ysaac, cum « Dietis universalibus » ejusdem, vel tercia vel quarta fen quarti Canonis; vel alias duas fen ejusdem quarti; vel de tercio Canone Avicenne vel de aliis libris Galieni; istaque [17] sufficiant ad cursum superius pro ordinarie legentibus ordinatum.

XXII. IN QUA CONGREGATIONE SIT FACIENDA ELECTIO LIBRORUM.

Item, statuimus quod in septimana ante festum Beati Michaelis, congregacione facta per fidem, quilibet Magister teneatur precise dicere et eligere librum quem legere intendit pro illo ordinario, secundum modum et ordinem cursuum [18] predictorum.

XXIII. QUOTO ANNO MAGISTRI POSSINT MUTARE HORAM LECTURE QUAM VOLUNT.

Item, statuimus quod Magistri novi usque ad quintum annum inclusive legant prima hora tantum, et non in aliis; alii autem antiquiores Magistri legant prout optaverint, in hora prima vel secunda, vel etiam vesperorum. Qui cum semel horam elegerint [19], ulterius pro illo anno eis non liceat variare.

XXIV. DE HORA ASCENDENDI CATHEDRAM ET DESCENDENDI.

Item, statuimus quod quilibet Magister ascendat cathedram dum pulsabitur campana Universitatis pro introitu lectionis, et statim descendat finita campana pro exitu, nec ulterius teneat lectionem.

XXV. DE HORA VESPERORUM.

Item, statuimus quod hora vesperorum sit magistralis, exceptis vigiliis, quibus possint Magistri cum Baccalariis disputare, eciam diebus Ypocratis, quibus eciam Magistri possint quacumque hora cum Baccalariis disputare; et in dicta hora vesperorum nullus Baccalarius legere audeat, nisi in casu quod nullus Magister legeret in eadem.

XXVI. QUOMODO SIT ACCIPIENDA HORA DISPUTACIONIS.

Item, statuimus quod nullus Magister simul in eodem tempore recipiat nisi unam horam ad disputandum vel repetendum, sed, finita sua disputacione vel repeticione, aliam tantum horam recipere possit, nisi tunc ab alio Magistro, volente disputare vel repetere, in ejusdem hore recepcione sit preventus.

XXVII. DE DISPUTACIONIBUS.

Item, si plures Magistri pro repetendo vel disputando in eadem hora concurrant seu concurrere velint, volumus quod in magistratu antiquior aliis preferatur et ei, ne concurrant, adinvicem cedere tenea[n]tur, nisi alter ipsorum disputaret cum Scolari vel Baccalario in examine existente et alter cum Baccalario pro magisterio in examine existente ; quo casu, quod Magister volens cum Baccalario promoturo disputare, aliis Magistris eciam antiquioribus preferatur.

XXVIII. DE REPETITIONIBUS.

Item, quod nullus Magister possit repetere, nisi semel in mense ; circa principium vero studii, causa dicendi intencionem suam Scolaribus, semel vel bis repetere possit et non amplius.

XXIX. DE TEMPORE INCEPTIONIS LECTURE ORDINARIE IN EXCUSATIS VEL INFIRMIS.

Item, statuimus quod, si aliquem Magistrum ante principium studii in villa Montispesulani contingeret infirmari vel propter negocia sua vel Universitatis ab eadem abesse, etiam infra mensem ipsum a festo Beati Luce convaluisse, vel ab ejus absentia rediisse, lecturam suam infra eumdem mensem, vel per quatuor dies postea, et non ultra, possit licite inchoare ; ipsamque usque ad festum Pasche continuans, debet legens ordinarie reputari.

XXX. DE MAGISTRO INFIRMO NON POTENTE LEGERE.

Item, statuimus quod, si in processu ordinarie lecture pro ordinario inchoante contingeret aliquem Magistrorum egritudinem incurrisse, suam lecturam alicui Magistro vel Baccalario committere possit, donec sanus erit

vel fuerit seu sanitatem recuperaverit corporalem, ita quod et suos infirmos comode valeat visitare. Si autem ab aliquo quocumque modo questio refe- retur, an possit, vel non, resumere lectiones, magistri pacientis juramento credatur; et, si resumere possit, quod eas infra octo dies resumat [20]: et, si non resumat vel non continuet, pro non legente ordinarie habeatur.

XXXI. QUI LIBRI PROHIBENTUR LEGI IN SCOLIS UNIVERSITATIS.

Item, statuimus quod nullus Magister legat vel permictat legere in scolis medicinalibus aliquem librorum in cathedra gramaticalis vel logicalis nec naturalis sciencie, ullo modo, excepto libro « De animalibus ».

XXXII. DE FESTIS ET CRASTINIS SANCTORUM ET QUE FESTA HABEANT CRASTINUM.

Statuimus quod, si in septimana sint plura festa ab Ecclesia ordinata, de illis que colenda infrascripto kalendario nominatim designantur, vel unum tantum, quod illud vel illa colantur sine crastino, excepto festo Beati Luce et Beati Nicolay et Beate Katherine, que festa dumtaxat crastinum habere volumus. Si vero nullum fuerit festum in septimana, fiat festum die Mercurii.

XXXIII. DE FESTIS COLENDIS.

Item, festa, que coli volumus in Universitate, in kalendario sunt scripta [21].

XXXIV. DE VACCATIONIBUS.

Item, iste sunt vaccaciones: ab octo diebus ante Nativitatem usque ad Epiphaniam Domini; tribus diebus proximis ante kadragesimam; ab octo diebus ante Pasca usque ad octavas; a vigilia Penthecostes usque ad octavas; a kalendis Jullii usque ad Assumpcionem Beate Marie; ab octo diebus ante festum Beati Michaelis usque ad octo dies post.

XXXV. QUID AGENDUM IN VACCATIONIBUS MAGISTRIS; QUO TEMPORE BACCALARII POSSUNT LEGERE IN ESTATE.

Statuimus quod, post crastinum Apostolorum Petri et Pauli, usque ad festum Assumpcionis Beate Marie, Baccalarii possint legere cursorie, preterquam in diebus festivis a populo communiter observatis.

XXXVI. DE MATRICULA BACCALARIORUM ET STUDENTIUM ET DE SCRIBENDO ADVENTUS DIEM ET RECESSUS SINGULIS ANNIS ET DE TEMPORE PROBANDO IN ALIO STUDIO.

Ne autem Scolares iri vel magistraturi vel Scolares baccalariari volentes, in tempore quo medicinam audivisse tenentur, secundum Privilegia et Statuta, eadem eludant circumventionibus fraudulosis, asserentes se longiori tempore audivisse quam audiverint, statuimus quod quilibet Baccalarius et Scolaris in principio Studii, cum venerit, et in fine, cum recedit, nomen suum et diem introitus et recessus, per collectores Universitatis, ad quos volumus hujus actus sollicitudinem pertinere, in matricula ad hoc specialiter deputata vel destinata inscribi faciant et apponi, ut per hoc, cum voluerint promoveri in Baccalarium vel Magistrum, possit[22] sine fraude de tempore quo medicinam audiverint liquide apparere. Si autem in alio Studio se asserit audivisse, hinc usque ad festum instans Luce suo sacramento credatur ; sed in anthea tempus illud per litteras testimoniales illius Studii, ubi se asserit audivisse et studuisse, teneatur probare, vel per duos testes ydoneos. Et pro premissa inscripcione facienda, Scolares duos denarios in principio et quatuor in fine, in recessu, et non plus, in singulis annis, collectoribus predictis solvere tenea[n]tur ; que peccunia in capsa Universitatis ponatur et utilitatibus Universitatis et neccessariis expendatur.

XXXVII. DE TEMPORE REQUISITO ANTE PROMOCIONEM BACCALARIATUS ET ECIAM DE JURAMENTO BACCALARIANDORUM.

Item, statuimus et ordinamus quod quilibet Scolaris teneatur audire lectiones ordinarias magistrales, per viginti quatuor menses, pro quibus intelligimus tres annos, antequam possit ad gradum baccalariatus promoveri ; et quod respondeat uni vel duobus Magistris de una questione sollenniter, vel de duabus, in examine publice in scolis ; et [quod juret] legere cursus suos fideliter et utiliter auditoribus, juxta posse, et servare honorem et utilitatem Facultatis Medicine, pro posse, hic et ubique terrarum, et Magistrorum omnium hic et in futurum, et nulli scienter nocere ; et quod non praticabit in Montepessulano nec in suburbiis[23], donec in Montepesulano recceperit insignia magistratus, nec permictet[24] pro posse alium seu alios

praticare, quin revelet illum vel illos procuratoribus Universitatis vel alicui ex Magistris ; et si contingat ipsum promoveri ad statum Baccalarii vel Magisterii, nunc vel in futuro tempore, quod nil promictet nec dabit alicui Magistrorum, directe, indirecte, per se vel per alium, facto vel verbo, nutu vel judicio, nec alias quovismodo, ad finem quod si indignus et insufficiens esset ad magisterii honorem recipiendum, pro digno et sufficienti habeatur. Et hec omnia et singula jurare teneatur, antequam ad baccalariatum promoveatur, in manus Cancellarii, sicut est hactenus fieri con suetum.

XXXVIII. DE TEMPORE ANTE PROMOCIONEM BACCALARIATUS REQUISITO.

Item, statuimus quod quilibet Magister habeat potestatem licentiandi Scolarem ad Baccalarium, quem credit in fide sua esse dignum ad legendum cursus in scolis suis vel alterius Magistri, dum tamen docuerit saltim per proprium juramentum se audivisse viginti quatuor mensibus supradictis.

XXXIX. QUOD MAGISTRI NON ASSOCIENT BACCALARIUM NOVUM.

Item, statuimus quod ad domum Magistri noviter incepturi pro baccalariatu nullus Magistrorum vadat nec intersit, nec ipsum a domo ad scolas associet, nec in scolis in sui principio audeat remanere, nisi solummodo Magister suus, unico alio associato, si Baccalarius velit, scilicet secundum Magistrum.

XL. DE BACCALARIORUM LECTURA ET SCOLARIUM PROVISIONE, ET QUO[MODO] PROCURATORES DEBENT PROVIDERE BACCALARIUM DE SCOLIS.

Item, statuimus et ordinamus quod, si multi essent Baccalarii legentes, ita quod scole Magistrorum legencium non sufficerent vel Baccalarii volentes legere[25] eas habere non possent, sed omnes eos a lectura vacare [contingeret], quod ex tunc possint legere in scolis Magistrorum vel legencium et talis lectura eis pro cursu habeatur, dum tamen legant libros qui sunt pro cursibus ordinati, et quod Magister in cujus[26] scolis leget Baccalarius non possit ab eo exigere pro scolis nisi viginti solidos ad plus in anno, et quod medietas illorum viginti solidorum, scilicet decem solidi, cedant comuni utilitati universitatis Magistrorum, nec possint illi decem solidi per Magistrum

remicti. Si tamen Baccalarius scolas Magistrorum, tam legencium, quam non legencium, habere non posset, quod procuratores universitatis Magistrorum teneantur providere et specialiter de scolis vaccantibus magistrorum, et quod Magistri debeant obedire, vel alias occupatis omnibus scolis, procuratores debeant eidem Baccalario de scolis providere, ejusdem Baccalarii expensis.

XLI. DE NON DANDA PECCUNIA NEC RECIPIENDA A SCOLARE VEL BACCALARIO PROMOVENDO ET QUID DEBENT SOLVERE BACCALARII PRO LITTERA BACCALARIATA ET CURSIBUS.

Ut avaricie cecitas, premium seu expectacio premii, justiciam non evertant, et omnis pestis symoniaca in donis a Deo collatis exulet et penitus extirpetur, ne sibi inveniat successorem, statuimus quod a Scolaribus promovendis ad baccalariatum et a Baccalariis promovendis seu pro tempore ad magisterium promotis, nulla peccunia exigatur, petatur nec recipiatur, directe vel indirecte, nomine cathedre seu contribucionis solite, nec pro littera testimoniali, seu pro cursibus, nec alias quovismodo : et si Scolaris vel Baccalarius spontanee vel libere solvere vellet, vel alius pro eo, vel ejus contemplacione, resecantes omnino omnem prestacionem peccunie, solitam fieri per Scolarem aut Baccalarium promovendum, nisi dumtaxat quod Scolaris, in Baccalarium promotus, pro sua littera cum sigillo unum Turonensem argenti solvere teneatur, et pro littera testimoniali de cursibus alius Turonensis argenti tantummodo persolvatur.

XLII. DE PUGNICIONE ACCIPIENCIUM PECCUNIAS.

Ut autem pugnite transgressionis exemplar retrahat alios ab offensa, statuimus et ordinamus quod, si Magister vel Magistri ultra premissa quicquid acceperint, per se vel per alios, directe vel indirecte, a Scolare vel Baccalario, volente vel invito, quod ipso facto sit suspensus biennio omni honore et comodo magistrali, excepta pratica ; et Scolaris vel Baccalarius, dans, promictens, per se vel per alium, sit ipso facto privatus biennio promocione baccalariatus vel magisterii, dolo vel fraude et quavis inimicicia cessantibus in premissis.

XLIII. DE NON DANDO PRANDIUM IN DIE LICENCIE NEC CENAM IN DIE DOCTORATUS.

Item, statuimus quod, post examinationem privatam et in die qua recipit in Sancto Firmino insignia magistratus, nullam cenam faciat Baccalarius seu Magister novus magistris, nec post examen publicum in aula episcopali factum, Baccalarius prandium dare debeat seu teneatur.

XLIV. DE FORMA ET ORDINACIONE PROCEDENDI AD EXAMINA FACIENDA IN SCOLIS BACCALARIORUM PROMOVENDORUM AD LICENCIAM ET IN QUO TEMPORE PROMOVERI POSSUNT.

Licet autem virtutis premium bene merentibus debeatur, quod eos honoribus magnificet et decoret, illos tamen uberiori retribucione prosequitur, quos digniores agnoscit et commendat ingentior excellencia meritorum. Ideoque statuimus quod, in examine Baccalariorum promovendorum, hoc modo et ordine procedatur, videlicet quod [recipiantur] Baccalarii ad examen magisterii a festo Beati Luce usque ad kalendas Julii, post non.

XLV. QUI BACCALARII DEBENT PREFERRI IN PROMOTIONIBUS.

Item, statuimus quod Baccalarius antiquior in lectura, et qui prius fecerit ea que debet facere Baccalarius promovendus, debeat preferri in publica audicione seu examine quod fit in scolis, secundo subsequens eum Baccalarius, ita quod per ordinem singuli audiantur; et quod ille Baccalarius habeat totam unam diem ad requirendum primo Magistrum antiquiorem, legentem ordinarie, et ea die Baccalarius alium Magistrum requirere non possit; et in eodem die Baccalarius ille fidem faciat, in stacione seu domo bedelli, per cedulam de requisicione sua, infra vesperos : et eo casu, quo non fecerit, eo in ultimo loco Baccalariorum promovendorum posito, quod subsequens Baccalarius possit inquirere eumdem Magistrum [27], per similem modum procedendo per singulos Baccalarios, prioritate, gradu et ordine usque ad novissimum observato Baccalarium.

XLVI. DE QUESTIONE PER INTENTIONEM.

Item, statuimus quod quilibet Baccalarius promovendus cuilibet Magistro, dumtaxat ordinarie legenti, semel ad minus respondeat publice in scolis, secundo subsequenti legenti ordinarie, et ita gradatim procedendo usque ad

novissimum. Et Magister congruo loco et tempore a Baccalario requisitus teneatur sibi dare questionem, et de ea post diem naturalem eum in scolis publice audire; nec ultra septem dies continuos, exclusis generalibus vaccacionibus, a die requisicionis, dicte questionis assignacionem seu audicionem publice in scolis remittere possit, nec teneatur infra septem dies predictos de neccessitate audire, nisi unum. Et si per predictum Magistrum steterit quominus infra dictos septem dies dictum Baccalarium expediret[28], dando questionem, et eum audiendo in scolis publice de eadem, sit dictus Magister, una vice dumtaxat, distribucionis Baccalariorum privatus comodo et honore; et quod deinceps non teneatur dictus Baccalarius ad prefatum Magistrum redire, nec ei de questione aliqua respondere, sed pro responso habeatur; sed tunc subsequentem simili modo requirat, et sic omnes Magistros ordinarie legentes prosequetur, eisdem infra tempus respondendo, nisi per eos steterit, ut est dictum.

XLVII. DE EXPECTACIONIS TEMPORE MAGISTRI ABSENTIS.

Si tamen aliquis Magistrorum legentium esset absens, sine fraude, a villa Montispessulani, eo tempore quo secundum ordinem debent dare Baccalario questionem, vel notabiliter infirmus sit, quod in assignacione nec audicione questionis vaccare non posset, tum per xv dies dumtaxat debet expectari, dum tamen per ejus expectacionem secreta examinatio, que prima fit in ecclesia Beate Marie de Tabulis vel Sancti Firmini ejusdem Baccalarii vel aliorum, propter proximas forsitan instantes vaccaciones kalendarum Julii non impediatur vel ulterius retardetur. Postquam autem per xv dies Magistrum expectaverit antedictum, ad sequentem Magistrum libere accedat, ad predictum Magistrum nullatenus reversurus. Si tamen plures Baccalarii simul concurrant ad questionem antiquiori Magistro petendam et de eorum prioritate dubitaretur, stetur judicio et electioni Magistri sub quo respondere debent. Quia tamen propter calumpnias plurimorum contra innocentes Baccalarios promovendos maliciose accuencium linguas suas, sepe contingit eosdem Baccalarios in suis promocionibus impediri :

XLVIII. QUOMODO BACCALARII NON DEBENT IMPEDIRI IN PROMOCIONIBUS SUIS.

Statuimus quod nullus Baccalarius promoturus, propter quamcumque causam sibi impositam vel contrapositam in eum a quocumque Magistro vel

Baccalario vel Scolari, impediatur a promocione sua, sive in examine publico in scolis faciendo, vel in privato, vel in aula episcopali, sive in adepcione magistratus, nisi talis esset sibi causa imposita vel contra eum opposita, que probata deberet eum rationabiliter impedire vel retardare a promocione prefata, seu in actibus antedictis; quo casu dictus Magister causam impositionis vel opposicionis, seu Baccalarius vel Scolaris dictam causam seu causas impositas probare infra octo dies teneatur et debeat coram Cancellario Universitatis ejusdem. Et si ipse Cancellarius ipsam causam imponeret seu faceret questionem, eam infra predictos octo dies coram officiali domini Magalonensis episcopi probare teneatur. Et si predicti opponentes vel alter eorum, infra predictum tempus, modo premisso, non probaverint, ordinamus quod, ut[16]... pene meta hujus presumpcionis existat, si fuerit magister, sit ipso jure suspensus, una vice dumtaxat, comodo et honore distributionis ad eum spectantis in Baccalariis promovendis; si vero fuerit Baccalarius vel Scolaris, non possit post, de quinque annis continuis proximis et futuris, ad aliquem gradum seu honorem in Studio promoveri.

XLIX. DE MODO ET ORDINE PROCEDENDI AD EXAMEN PRIVATUM, ET QUI MAGISTRI DEBENT DARE PUNCTA PRO EXAMINE RIGOROSO.

Porro, quia gradatim, certaminibus iteratis et pro meritis laborum, promovendum est ad honores, statuimus quod Cancellarius et Decanus Baccalario promoturo, qui fecit ea que facere debet Baccalarius promovendus, lectiones petenti, easdem lectiones libere et sine repulsa dare eidem Baccalario teneantur. Quod si statim tempore et loco congruo requisiti dare distulerint vel noluerint, sine causa, vel eciam causam racionabilem allegantes contra Baccalarium memoratum, quod tunc infra octo dies coram Decano, si per solum Cancellarium fiat questio; si vero per solum Decanum, prebetur coram Cancellario per Decanum; si per utrumque, tunc coram officiali domini Magalonensis Episcopi prebetur, infra predictos octo dies. Quod si ambo vel alter eorum in probacione deffecerint, sint ipso jure una vice tantum distribucionis Baccalariorum comodo et honore privati; et tunc ad duos antiquiores Magistros devolvatur illa vice facultas dandi illi Baccalario lectiones, qui, sub simili pena a dicto Baccalario requisiti, nullatenus dare differant lectiones.

L. DE INTORTICIIS [29] SIVE TEDIS IN EXAMINE RIGOROSO.

Item, statuimus quod Baccalarii, quos pro examine magisterii contingerit intrare secretam, tenentur ibidem habere pro suo luminario duo intorticia ponderis XII librarum; sed, finito examine, de dictis suis intorticiis faciant libere quod sue placuerit voluntati.

LI. DE MODO EXAMINATIONIS MAGISTRORUM IN EXAMINE RIGOROSO; QUANDO PRESENTATI NON ACCEPTANTUR IN EXAMINE RIGOROSO; FORMA JURAMENTI IN EXAMINE RIGOROSO.

Item, statuimus quod nullus Magister Baccalarium in privato examine existentem impediat vel perturbet, odio vel rancore, nil in eis indicet odium, nil favor sibi usurpet; sed stateram gestent Magistri examinantes, in manibus lances appendant equo libramine, ut in omnibus que ibi agenda sunt pre oculis habeant solum Deum. Et si a Magistro non recipiatur Baccalarius memoratus, quod antiquior ibi existens manifestare sibi debeat incontinenti [quod] de uno anno toto completo ab eodem tempore non possit pro examine iterum in secreta recipi, sed in sequenti anno possit, si velit, examini subici; et si recipiatur, quod juret statim in presencia universitatis Magistrorum, in manibus antiquioris Magistri ibidem examinantis, quod ipse fecit omnia et singula que debet facere Baccalarius promoturus secundum Privilegia et Statuta, ac specialiter quod audivit medicinam in Montepessulano vel alio Studio famoso, sex annis, computando annum pro octo mensibus ordinarie, nisi Magister fuerit in Artibus Parisius vel in alio Studio famoso, cui sufficiant quinque anni, et quod est de legali matrimonio natus, et ista suo juramento credantur, dum tamen habeat secum aliquem Baccalarium vel socium, qui juret se credere firmiter eum veritatem jurasse, et cum hoc juret se facturum suum festum et insignia magistratus recipere in Montepesulano, infra unum annum ab hora sue receptionis proxime computandum; et juret servare omnia Privilegia et Statuta, edita et edenda, et quod non praticabit in Montepesulano nec in suburbiis [23], nisi prius in Montepesulano receperit insignia magistratus, nec suo posse permictet alicui, qui hujusmodi non fuerit magistratus, nullatenus praticare; deinde a Magistris recipiatur, ut est fieri consuetum. Et si jurare noluerit, nullatenus recipiatur. — Hic nota quod Cancelarius tenetur habere sigillum in manibus et custodia[m] ipsius.

LII. DE LICTERA TESTIMONIALI PRO DOMINO OFFICIALI POST EXAMEN.

Item, ut promovendorum parcatur laboribus et expensis, quas in tabellionibus publicis seu instrumentis publicis sue recepcionis in privato examine faciebant, statuimus quod, cum Baccalarius receptus [30] fuerit in privato examine per Magistros, per recepcionem, quam non possit variacione vallari, in presencia duorum Scolarium vel Baccalariorum, qui de hoc testificari possint, ibidem fieri volumus sine mora, quod per Cancelarium eidem Baccalario sue recepcionis litteras testimoniales concedant, sigillatas Universitatis sigillo; pro qua littera cum sigillo, quinque solidi dumtaxat a Baccalario exigantur.

LIII. QUOT MAGISTRI REQUIRUNTUR AD IPSUM RECIPIENDUM.

Item, statuimus quod in examine privato stetur depositioni duarum partium Magistrorum presencium.

LIV. QUI MAGISTRI HABENT PRESENTARE.

Item, statuimus quod, cum Baccalarii in privato examine fuerint recepti, Magistri statim eligere teneantur, ad requisicionem Magistri Baccalarii recepti, duos presentatores ex Magistris, qui presentent dictum Baccalarium domino Magalonensi episcopo, vel ejus vicegerenti [31]; et debeant esse presentes dicti presentatores et Magister et Baccalarius vel procurator Magistri et Baccalarius. Et cum fuerint in presencia Episcopi, vel ejus vicarii, seu vicegerentis, debeant sic dicere : « Domine, ex parte universitatis Magistrorum in Medicina Montispesulani, tanquam sufficientem ad Magisterium, nos presentamus vobis Baccalarium istum, qui fecit omnia que debet facere Baccalarius promoturus ad Magisterium, et est receptus ab universitate dictorum Magistrorum Montispesulani, requirentes vos, Domine, ex parte Universitatis predicte, quathenus sibi detis judicem in Montepesulano. » Quo judice dato a domino Episcopo, seu ejus vicario, predicti presentatores debeant notificare, ex parte domini Episcopi, vel ejus vicarii, domino judici Baccalarii; et dictus Baccalarius, vel Magister suus, loco Baccalarii sui, teneatur petere duos Magistros de Universitate predicta a domino judice; et dictus judex concedere incontinenti possit et teneatur, alias debeat eos sibi nominare.

LV. QUI MAGISTRI DEBENT ARGUERE IN AULA CORAM DOMINO OFFICIALI.

Quibus sic dictis et peractis, tunc Baccalarius debet ire cum bedello seu famulo Universitatis predicte ad Magistros sibi per judicem nominatos et datos, et ab eis petere lectiones; et antiquior ex duobus dictis Magistris dabit in theorica dicto Baccalario unam lectionem, et junior aliam in pratica, et diem et horam et locum dicto Baccalario assignabunt; et hoc totum teneatur dictus Baccalarius dicto judici notificare. Et dictus dominus judex debet post rogare, per famulum Universitatis seu bedellum, Magistros, et mandare scolaribus per scolas Magistrorum, ut intersint tali hora in tali loco ad examinacionem dicti Baccalarii, et debet nominare diem, locum et horam. Et judex et examinatores teneantur audire Baccalarium in lectionibus sibi datis, in aula episcopali, ut moris est et actenus fieri consuetum. Et finita lectione prima, examinatores teneantur arguere, pro et contra, ipsi Baccalario, prout eis videbitur expedire, cum modestia tamen, propter multitudinem assistencium.

LVI. ORDO ARGUENDI.

In prima quidem lectione, prior antiquior arguat, qui dedit lectionem, deinde alius. In secunda, arguet primo junior, qui dedit secundam lectionem, antiquior vero secundo; sic tamen quod, in primo privato examine et in isto, de materia sibi data possit opponi et queri, ut sic suis finibus contenti Magistri non prelaxent extra materiam frena sua.

LVII. MODUS FACIENDI LICENCIATOS.

Post hec, disputacionibus factis et completis, ut moris est, et peractis, judex teneatur vocare examinatores et alios Magistros in Medicina ibidem existentes, et petere utrum sit sufficiens; et, si sit sufficiens, debet eum licenciare.

LVIII. FORMA JURAMENTI IN AULA.

Et judex dicat Baccalario verba que sequuntur : « Magister, si contingat » vos licenciari, omnia et singula, que actenus sunt consueta jurari, sunt » duo : primum est quod, antequam exeatis villam Montispessulani, inci- » pietis, ut moris est, in Sancto Firmino ; et secundum est quod legetis hic,

» scilicet in Montepessulano, in Medicina, per duos annos continuos, ut » est consuetum, nisi habeatis licenciam dimictendi a domino Magalonensi » Episcopo ». Et prestito juramento de hiis, judex preambulis verbis commendacionis ipsum Baccalarium licenciet, per hec verba : « Nos, judex » datus a reverendo patre in Christo, domino Episcopo Magalonensi, super » examinacione istius Magistri, auctoritate Privilegiorum concessorum a » Sede Apostolica et legatorum ejusdem, et ex potestate nobis impartita a » domino Magalonensi Episcopo, et convocatis Magistris et consilio habito » presentium Magistrorum, damus et concedimus Magistro tali, presenti, » licenciam accipiendi insignia magistralia, quandocumque vobis placuerit ; » quibus receptis, damus vobis auctoritatem et licenciam legendi, disputandi, » practicandi in Medicina hic et ubique terrarum, et omnia alia faciendi, » que verus Magister in Medicina facere potest et debet ».

LIX. DE TEMPORE EXPECTANDI MAGISTRUM QUI DEBET LAUREARE.

Item, statuimus quod, si Baccalarius in secreta receptus vellet ad magisterium accedere, et Magister sub quo debet promoveri non esset in villa, quod dictus Baccalarius non teneatur, nisi velit [32], eum expectare, nisi per triginta dies continuos; sed post, recipere possit sequentem Magistrum in ordine. Et si contingeret quod dictus Baccalarius tradiderit sibi raubam et ille recederet extra villam, sic quod ejus absencia magisterium Baccalarii retardaret, volumus quod tunc Magister dictam raubam restituere Baccalario teneatur.

LX. QUOD PROMOVENDUS DEBET AUDIVISSE MAGISTRUM SUB QUO DEBET PROMOVERI.

Item, statuimus quod quilibet Baccalarius, promoturus ad promotionem suam ad insignia magistratus, teneatur audivisse suum Magistrum, sub quo magistrabitur, ad minus per mensem lecture sue (?) [33], sicut in Privilegiis continetur. Et si contingeret quod Baccalarius non audivit Magistrum ante recepcionem in sua lectura, quod infra octo dies postquam requisitus fuerit a suo promovendo Baccalario, teneatur incipere lecturam in scolis publice legendo, ut est fieri consuetum per legentes, et continuare. Sin autem receptus, promotus ad alium dissolvatur magistrum, secundum ordinem supradictum.

LXI. DE MAGISTRIS ET FORMA AD MAGISTERIUM PROCEDENDI, ET QUOMODO BACCALARIANDUS DEBET INDUERE MAGISTRUM SUUM.

Ad compescendum excessus vestium, et ne nimio onere Baccalarii promovendi, circa talia pregravati, ab honore magisterii, laborum intuitu eis debito, retrahantur, statuimus et ordinamus quod nullus Baccalarius promovendus possit induere nisi unum Magistrum, nisi forte probaret per proprium juramentum, una cum duobus testibus jurare deponentibus, quod credunt quod dictus Baccalarius mille in mobilibus habeat, vel septuaginta libras habeat in redditibus, vel credat [34] quod habeat; quo casu, si velit, possit induere Magistrum suum et unum alium solum. Si vero constaret, modo premisso, quod haberet septuaginta libras in redditibus, vel haberet mille quingentas in mobilibus, possit, si velit, induere Magistrum suum et duos alios dumtaxat. Si vero constet, modo quo supra, eum habere centum libras in redditibus, vel duo millia in mobilibus, vel princeps vel prelatus Ecclesie, cui serviret, vel alii vellent sibi facere festum suum, tunc possit, si velit, induere quot voluerit, dolo et fraude cessantibus, et ad premissa non possit compelli directe, nec per obliquum. Et prefatum juramentum prestent in presencia procuratorum universitatis Magistrorum et unius notarii, qui de premissis debeat conficere publicum instrumentum, ne fraus commicti valeat in premissis.

LXII. FORMA JURAMENTI IN SANCTO FIRMINO; ET QUID DEBET DARI MAGISTRO LAUREANTI ET QUID DEBET DARI BEDELLO; ECIAM JURAMENTUM LAUREANDI; ET QUOMODO MAGISTER NOVITER LAUREATUS DEBET MOVERE QUESTIONEM PUBLICAM IN SANCTO FIRMINO; ET DE PRANDIO DANDO POST DOCTORATUM.

Ceterum, ut Baccalarius recepturus in ecclesia Sancti Firmini sciat et previdere possit ad que sacramenta prestanda specialiter sit astrictus, statuimus et ordinamus quod prius dictus Cancelarius requisitus ea eidem Baccalario specificare debeat sacramenta [35] et teneatur ibidem librum tradere Statutorum, et demum in suis vesperis bona hora dare teneatur questionem magistralem cuilibet ex Magistris, que debeat in proximo mane in ecclesia Sancti Firmini in sui principio disputari, et Magistros invitare ut sibi honorem faciant in dicta ecclesia Sancti Firmini et in mensa cras mane. Et teneatur Magistro suo, sub quo est incepturus, et illi soli et nulli alii, eciam voluntarie, nisi

secundum modum supradictum, facere ad minus capam vel manticam, tunicam, caputium de panno bono, usque ad viginti quinque Turonenses argenti cannam, vel taliter faciat quod Magister de valore dicti panni contentetur; teneatur eciam sibi dare pileum, si Magister suus velit, et birretum; et ipse idem habeat, et teneatur [dare] unicuique ex Magistris, qui erunt in Sancto Firmino in sui principio, cyrothecas virgatas de cerico viridi in ore tantum et biretum cum floco rubeo; et sint equi valoris birreta Magistrorum, sicut et suum cum quo magistrabitur; et Bedello seu Famulo Universitatis teneatur facere unam raubam novam, scilicet supertunicalem et tunicam cum caputio, usque ad valorem duodecim Turonensium argenti cannam, cum forraturis aliis consuetis, caligas, sotulares et cyrothecas planas sine cerico. In die qua Baccalarius debet incipere, in prima pulsatione tercie, veniat de domo sua decenter, ut poterit, sociatus, ad ecclesiam Sancti Firmini de Montepessulano, cum tubis resonantibus, cum Magistro suo, induto secum de eodem panno, quo se induerit. Et Bedellus vadat coram ipsis, indutus rauba quam habuit a Magistro incepturo, portans librum et Privilegia Universitatis. Et veniat coram altari Sancti Firmini vel Sancti Stephani et ibi congregentur magistri; et antiquior ex Magistris in magistratu, qui ibi fuerit, corporale ab eo recipiat sacramentum, quod ipse servabit omnia et singula Privilegia et Statuta, edita et edenda, et quod erit bonus universitati Magistrorum et honorabit Universitatem et eam juvabit consilio, auxilio et favore ubique terrarum. Postea accedat licenciatus ad locum ubi est consuetum incipere Baccalarium incepturum et Magistri alii ordinent se, unus post alium, prout requirunt Privilegia et fuit actenus fieri consuetum. Post hec vero Cancellarius Privilegia Universitatis ibidem legat in publico, audiente Magistro incepturo. Et si vaccaret dicta Universitas Cancelario, vel dictus Cancelarius presens non esset, legat ipsa vicecancelarius; et si utroque careat, vel sint absentes, legat ipsa Decanus, vel Magister Baccalarii incepturi. Quo facto, ille qui legit Privilegia dicat ipsi Baccalario incepturo verba que sequuntur : « Magister, vos juratis vos observaturum » omnia ista que in presencia vestri lecta sunt. » Et post juramentum ab ipso corporaliter prestitum, Magister suus accedat juxta cathedram magistrandi et commendet eum. Et commendacione completa, Bedellus dicat sibi : « Magister, incipiatis in Dei benedictione ». Et tunc Baccalarius debet suum

Principium incipere ; et bedellus Universitatis predicte, vel alius, dare debet birretos et cyrothecas Magistris virgatas in ore tantum de serico viridi, et omnibus Baccalariis cyrothecas planas sine serico. Post vero dictum principium, questionem inmediate mandatam magistris movere debet, capite suo penitus discooperto, pro et contra arguere contra illum de Magistris qui debet ei de questione respondere. Et intelligimus hic quod questionis responsio incipiatur ab antiquiore ex Magistris, et insequenti licenciato magistrando incipiat a subantiquiore inmediate, et sic gradatim usque ad minorem. Et si aliquis vel aliqui responsionem recusaverint, quod, eo casu, alter secundum ordinem debeat respondere; et solucione habita ab ipso Magistro, nullus alius Magister arguat : sed Magister novus repetere debet predicta argumenta et dicere quid de questione a Magistro est declaratum, congrue, certissime et perfecte. Et tunc Bedellus dicte Universitatis debet indicere, in presencia omnium, librum quem debet Magister novus incipere et scolas in quibus in crastinum est incepturus et dicere quod Baccalarii et alii invitati ad prandium Magistri novi veniant sine nuncio. Et post hoc, teneatur Magister novus reddere gratias Altissimo Creatori, et toti curie supernorum, et Magistris et Scolaribus et amicis suis omnibus, quibus sibi videbitur. Post hec, tota universitas Magistrorum teneatur Magistrum novum associare, ipso eunte cum Magistro suo, deinde duo antiquiores post, et sic gradatim ordo servetur in ipsis Magistris, usque ad hospicium dicti Magistri novi cum instrumentis musicalibus resonantibus, nisi aliqua neccessitas non valendi ire compelleret aliquem vel aliquos ex Magistris. Et postquam a Magistris dictis ad suum hospicium fuerit associatus dictus Magister novus, personaliter accedat ad hospicium cujuslibet Magistrorum vel personas honestas loco sui mictat, ut eis notificet ut veniant ad prandium. Et quod nullus ex predictis Magistris veniat associatus ad prandium, nisi cum uno socio vel duobus ad plus, nisi hoc fecerit de voluntate Magistri novi, vel amicorum suorum. Et omnes Magistri cessent legere, ad honorem Magistri novi, illa die qua dictus Magister novus incipiet primo in cathedra magistrali.

LXIII. DE TEMPORE ANTEQUAM BACCALARII POSSINT PROMOVERI.

Item, statuimus quod nullus Baccalarius, ad magisterium receptus, possit aliquem Baccalarium promovendum promovere ad magisterium, nisi prius in hoc Studio per biennium legerit.

LXIV. QUOD [36] MAGISTRI IN MEDICINA NON POSSUNT GRADUARI IN ARTIBUS.

Item, statuimus quod, postquam aliquis Baccalarius promotus suum fecerit principium publice in ecclesia Sancti Firmini in Medicina recipiendo insignia magistratus, non possit in artibus publicam [lauream] [37] nec insignia magistratus recipere.

LXV. DE BAFFICIS NON GRADUANDIS.

Item, quia illegitime nati ad honores aspirare non possunt, statuimus quod nullus ad honorem seu dignitatem Magisterii assumatur, qui non fuerit de legitimo matrimonio procreatus.

LXVI. DE PECCUNIA COLLECTA.

Item, statuimus quod peccunia que habetur de collecta, singulis annis fieri solita, pro campana et candelis, ponatur in una capsia, habente tres claves, quarum unam habeat Cancelarius, aliam junior Magister legens, aliam unus Baccalarius uno anno, alio anno unus Scolaris, electi per ipsos Baccalarios et Scolares, qui Collectores peccunie nominentur Universitatis.

LXVII. DE TALLIA MAGISTRORUM ET SCOLARIUM, QUOMODO FIERI DEBEAT, SI OPORTET.

Item, statuimus quod, cum eminebit facienda expensa pro communi utilitate, Magistros tangente, Baccalarios et Scolares, [fiat] per contribuciones communes Magistrorum, Baccalariorum et Scolarium, secundum plus et minus graduum prerogativam, et personarum paupertate attenta [38].

LXVIII. DE ELECTIONE BEDELLI ET SACRAMENTO ET OFFICIO EJUSDEM.

Item, cum ex antiquis Statutis invenerimus quod jus eligendi Bedellum universitatis Medicorum pertinuerit ad Magistros, ideo statuimus quod, cum Universitas predicta Bedello seu Famulo caruerit, dicta Universitate [39] congregata per Cancellarium, per monicionem factam per fidem, iste sit Bedellus Universitatis, in quem, denominatum per Decanum, Cancelarium et alios Magistros, tota universitas Magistrorum, seu major et sanior pars, dixerint votum suum. Qui Bedellus seu Famulus electus juret supra sancta Dei Ewangelia, ab eo corporaliter, ut moris est, [tacta], dicto Cancelario,

pro Universitate dicta recipiente, vel antiquiore ex Magistris, loco illius Cancelarii, verba que sequuntur.

Juramentum Bedelli:

« Ego N., electus in Bedellum universitatis Magistrorum in Medicina in » Montepesulano, juro vobis, domino Cancelario, recipienti pro universitate » Magistrorum predicta, quod ero fidelis et obediens, in omnibus et per » omnia, dominis Magistris et aliis futuris in villa Montispesulani commo- » rantibus; et visitabo, qualibet die semel, dominum Cancellarium et dominum » Decanum, ad sciendum si aliqua de Universitate fuerint per eos ordinanda; » et disputaciones Magistrorum et judicia omnia, que debent fieri secundum » venerabilis Universitatis kalendarium, et cursus Baccalariorum et pro- » motiones eorum et omnia alia que fieri debent, seu facienda sunt et consueta » per Bedellum seu Famulum Universitatis predicte, complebo et faciam » bona fide; et secreta omnia, que in secreto aut celato ab aliquo nostrorum » dominorum Magistrorum fuerint revelata, nulli [40] persone aliqua, per me » vel per aliquem, manifestabo, nisi damnum seu periculum aliquod uni- » versitati Magistrorum predicte pro predictis imminere viderem; nam tunc » Cancelario vel procuratoribus Universitatis, et non aliis, illud totum » manifestabo, sine addicione et diminucione, meo posse. Si autem damnum » vel periculum Magistris, vel alicui illorum predicte Universitatis, ab aliquo » ex ipsis, vel ab aliquo alio, aut aliqua re, imminere videro, tunc posse » meo illud illi vel illis revelabo, vel saltem avertam.

Quod non debet habere aliqua beneficia.

» Item, nulla allia beneficia accipiam, per que meum possit impediri.

De questionibus Magistrorum per eum revelandis.

» Item, si plures ex Magistris disputare velint, vel unus ex ipsis tantum, » aliquam questionem vel questiones, eam indicam, si voluerint, per scolas » Magistrorum, et quantum durabit Magistri disputacio, in scolis suis per- » manebo, nisi negotia magis ardua haberem de Universitate exercere.

De libris Scolarium per eum vendendis et non emendis.

» Item, si aliquis liber vel scripta fuerint michi traditus vel tradita a » quocumque, non emam eum vel eos, si plures sint; nec ea vel eos, si plures

» sint, emam[41] infra quindecim dies, et donec ter infra dies predictos vel » liber vel scripta fuerint indicti vel indicta per scolas omnium Magistrorum, » seu legencium in Medicina in Montepessulano. Et in predicta vendicione » librorum seu scriptorum fideliter me habebo, sine deceptione et fraude, » ad comoditatem ementium et vendentium; nec accipiam pro libro[42] a quo- » libet ad plus VI denarios, bene possem minus; nec ullum mercatum libro- » rum vel scriptorum impediam, nec vituperabo, nisi scirem ibi aliquod » vicium, quod non celabo, ymo incontinenti revelabo. Nec pro cursu alicujus » Baccalarii accipiam nisi tres solidos, vel Magalonensis, vel monete cur- » rentis; nec de aliis cursibus nisi duos, nisi Baccalarius michi liberaliter » plus offerret.

Quod debet honorare Magistros.

» Item, honorem, comoditatem, reverenciam [in] Magistros dicte Uni- » versitatis faciam et inquiram et eciam procurabo. Hec attendere et contra » hoc non venire juro super hec sancta Dei Ewangelia, per me corporaliter » tacta. » Et post istud sacramentum, pro Famulo seu Bedello habeatur.

LXIX. DE COLLECTA BEDELLI.

Item, quilibet Magister in Medicina, qui in mane ordinarie legerit in Montepessulano, semel in anno concedat dicto Bedello licentiam faciendi colectam a Scolaribus, absque omni impedimento et contradictione, cum fuerit ab ipso Bedello requisitus, duodecim denarios dumtaxat. Et si dicto Bedello per aliquem ex Magistris aliqua querimonia exponatur, dictus Bedellus teneatur secrete de parendo juri dominorum Magistrorum electorum per Universitatem, et hoc cum fidejussoribus, si poterit; sin autem juratoria (?), et hoc facto in sua tallia non impediatur. Et si predictus Bedellus in prestando predictam cautionem contradictor[43] fuerit seu rebellis, dicti domini Magistri, de voluntate et consensu expresso omnium Magistrorum Universitatis Medicine Montispessulani, vel majoris et sanioris partis ejusdem, inde ipsum pugniant, secundum quod eis videbitur expedire[44].

Item, statuimus quod quilibet Scolaris teneatur dare Bedello, singulis annis, tempore consueto, duodecim denarios, et quilibet Baccalarius duos solidos, pro colecta ordinaria.

Item, statuimus quod, si aliqui Baccalarii examinandi prius cedulas suas reddidissent, secundum formam contentam in statuto per reverendum patrem, dominum Regensem episcopum et consocios, redditione[m] duarum cedularum continente[m] a promoturo Baccalario faciendam [45], per quod statutum Baccalarii se ligabant sacramento de non invitare propositum illa vice in electione sibi facta de Magistro, sub quo incipere intendit, si transeat ad examen, quod illi Baccalarii stent sine cedulis, et sub Magistris in cedulis electis promoveantur ad magistratus honorem, ut detur occasio degerandi. Ceteri autem Baccalarii in examine principaliter existentes [46] prefate distribucioni subdantur.

Item, statuimus, volumus et ordinamus, sub virtute juramenti nobis prestiti, quod omnia et singula supradicta ab inde in anthea observentur per Magistros, Baccalarios et Scolares et Universitatem eorum, nunc et in perpetuum, et de verbo ad verbum, prout scripta sunt, observentur, et habeant roboris firmitatem; cassantes penitus et adnullantes omnia alia et singula statuta, olim in dicta Universitate edita per alios Magistros quoscumque vel per alios, de voluntate Magistrorum et Scolarium, conjunctim vel separatim, que statuta ab inde in antea nullam volumus habere roboris firmitatem.

Item, statuimus, volumus et ordinamus, quod Magistri non possint [47] deinceps aliqua statuta facere, istis in aliquo obviancia, directe nec indirecte, nisi in statutis solos Magistros tangentibus, et tunc possint et melius committent, et omnibus Magistris ad [hoc] specialiter convocatis, et omnibus aliis juris sollennitatibus observatis, et aliter non. In illis autem casibus et articulis, qui tangunt Scolares vel Baccalarios, nichil mutare possint, sine consensu Baccalariorum et Scolarium, sollenniter ad hoc expresse vocatorum : non intendentes per hec statuta ultra solitum morem subicere Magistros in aliquo Baccalariis et Scolaribus, nec Magistris Baccalarios nec Scolares.

Expliciunt Statuta Universitatis Medicine Montispessulani. Deo gratias.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartulaire* coté n° 9, fol. 105 r°-116 r°. Cf. le texte des statuts du 16 décembre 1534, partie ancienne. — Publ. : Germain, *La*

Renaissance à Montpellier (d'après le texte de 1534). — Cf. statuts supplémentaires du 25 janvier 1383.

1. illibita. — 2. antiquiorem in actu. — 3. et. — 4. Au sujet du statut II *(De officio Decanatus)*, cf. la pièce n° 2 du Cartulaire (p. 182). — 5. duos. — 6. contextiones. — 7. promovendum. — 8. L'orig. contient, à la suite de ce mot, un doublon s'étendant de *receptum* à la fin de la phrase. — 9. antiquiorem. — 10. admicti^r. — 11. desiderative. — 12. que. — 13. examt̄. — 14. Rursus. — 15. creticis. — 16. Ces mots sont suivis d'un espace en blanc. — 17. itaque. — 18. cursum. — 19. eligerint. — 20. resumatur. — 21. Cf. le calendrier du *Liber Rectorum*, à l'appendice du présent volume. — 22. possint. — 23. suburbis. — 24. permictent. — 25. L'orig. contient un doublon entre ce mot et le suivant. — 26. quibus. — 27. posset. — 28. expedire. — 29. intorticis. — 30. recepturus. — 31. vicegerente. — 32. L'orig. ajoute deux fois *eum* après ce mot. — 33. per mensem lecturam suam. — 34. credāt. — 35. sacramentum. — 36. quot. — 37. pu^cam. Germain propose de suppléer *lauream* ou *palmam*. — 38. paupertatis attentorum. — 39. Universitas. — 40. nīluli. — 41. ea. — 42. libra. — 43. contraditor. — 44. L'orig. répète le titre *De collecta bedelli* après le premier paragraphe du statut LXIX. — 45. faciendum. — 46. exn̄tes. — 47. possunt.

---

69. — *Élection du Recteur de l'Université de Droit (Guilhem de Capendu).* — Montpellier, 1^er février 1340 (n. st.).

Instrumentum Rectoris Studii Montispessulani, quando fit novus Rector Studii, et quomodo confirmatur per dominum Magalonensem episcopum. Anno millesimo III^c XXXIX, die prima Februarii.

In nomine Domini, Amen. anno ejusdem Incarnationis millesimo III^c [tricesimo] nono, et die prima mensis Februarii, domino Philippo, rege Francorum, regnante, noverint universi quod, congregata honorabili universitate scolarium Juris utriusque generalis Studii Montispessulani, per sonum campane ejusdem Universitatis, in capitulo Fratrum Predicatorum ejusdem loci, et per denunciacionem per scolas singulorum doctorum in prima hora ordinarie legencium factam, de mandato venerabilis viri, domini Petri Benedicti, baccalarii in decretis, locumtenentis domini Arnaldi

Terrerii, sacriste Elnensis, Rectoris Universitatis prefate, extra Studium Montispessulani, idem dominus locumtenens, una cum providis viris, dominis Hugone de Montelauro, canonico ecclesie Magalonensis, Petro Helye, de Montepessulano, Guillelmo Arqueiatoris, Aymerico Elye, canonico et vestiario Sancti Nicholai, Jacobi Coste, canonici Bellicensis, Arnaudo de Ledra, Johanne Sanccii de Carrion, Andrea de Buxeto, Gascalco Capsoris, Marino Ruffi et Guillelmo de Planella, pro se et nomine et vice, ut dicebat, religiosi viri, domini Colamerii, prepositi Montistrogoni, consiliariis Universitatis predicte, presentes in dicto capitulo preceperunt legi per me, subscriptum notarium, quoddam statutum, in Statutis auctoritate Apostolica super reformatione dicti Studii noviter editis contentum, intitulatum sub rubrica *De electione Rectoris et Consiliariorum*, quod incipit sic : « Item, super electione Rectoris et Consiliariorum Studii Montispessulani in Jure canonico et civili, statuimus et ordinamus etc. », quod statutum, juxta eorum requisitionem, ibidem legi publice, usque ad parraffum *Porro*, in ipso statuto contentum. Quo facto, dictus dominus locumtenens exhibuit quandam papiri cedulam, clausam et diversis sigillis sigillatam, continentem, prout asseruit, electionem factam dominorum rectoris [1] et consiliariorum dicte Universitatis pro anno futuro. Dein, ponens [2] se ad partem cum consiliariis suis, dictam scripturam apperuerunt, eandemque recognoverunt et perlegerunt. Quo facto, redeuntes ad Universitatem predictam, venerabilis et religiosus vir, dominus Dominicus Sanccii, preceptor domus sive ecclesie Sancte Eulalie de Montepessulano decretorumque doctor, nomine et vice dicti domini locumtenentis, sibi in hac parte comissa, publicavit dicte Universitatis [3] propositionem dicenti premissa, tam in commendationem premissorum dominorum, locumtenentis et consiliariorum, quam exhortationem et laudem clericorum nominandorum, dictos dominos locumtenentem et consiliarios antiquos elegisse in Rectorem Universitatis predicte, nemine discrepante, pro anno instanti, nobilem et venerabilem virum, Guillelmum de [Canesuspenso] [4], licentiatum in legibus, ibidem presentem, et electionem hujusmodi de eo factam, juxta continentiam statuti predicti, presentavit eodem [5] facto nomina dominorum consiliariorum [in] dicta scriptura contentorum (que quidem scriptura fuerat facta, ut inea legebatur, anno Domini M° III^c XXXIX, et die vicesima quinta mensis Januarii)

pro annoinstanti electorum. Fuerunt ibidem per subscriptum notarium lecta et publicata Universitati predicte, que sunt hec : pro ecclesia Magalonensi, dominus Poncius de Viridario; pro villa Montispessulani, dominus Guillelmus de Crusolis; pro Provincia de citra Rodanum, dominus Johannes de Aquilerio, prior Sancti [4]... et dominus Raymundus Rubei; pro Provincia de ultra Rodanum, dominus Bertrandus [4]... monachus Sancti Honorati; pro natione dominorum Catalanorum, dominus P. Plana, dyocesis Barchinonensis, et dominus Guillelmus Arnaudi Pitavi, dyocesis [4]...; [pro] natione dominorum Burgundorum, dominus Guido de Montegelato, prior prioratus... et dominus Vincencius Clenchini; pro Alvernia, dominus Petrus de Croseto; pro Yspania, dominus Martinus Ferrandi; pro Alamania, dominus Bertoldus de Brunswic, rector ecclesie in Radenkanne, Lubicensis [6] dyocesis. Quibus sic peractis, dictus dominus Sanccius Dominici [7] rogavit omnes ibidem presentes, nomine dicti domini locumtenentis, ut vellent associare dictum dominum electum ad hospicium suum, cum dominis locumtenente et consiliariis antiquis predictis. De quibus omnibus prefatus dominus locumtenens peciit per me, subscriptum notarium, sibi et dicte Universitati fieri unum vel [8] plura, publicum vel [8] publica instrumenta.

Acta fuerunt hec in Montepessulano, in capitulo Fratrum Predicatorum predicto, in presentia et testimonio venerabilium virorum, domini Jacobi Gasqui, prioris prioratus de Vercio, dyocesis Uticensis, doctoris decretorum, domini Guillelmi de Cruseolo, decani Valencie, domini Guillelmi de Calentorio [9], canonici Aniciensis, domini Guillelmi Augerii de Saltu, domini Poncii de Aurosa, domini Ynardi Gasqui, precentoris Cavalhicensis, jurisperitorum, Lamberti de [4]..., Johannis Paneti, Petri Charrade, bancariorum dicte Universitatis, pluriumque aliorum et mei, Petri de Camino, notarii publici infrascripti.

Postque immediate, prenominati domini, locumtenens, doctores prefati et consiliarii antiqui ac dicti nobiles, tam superius in testes nominati, quam multi alii de Universitate predicta, associaverunt memoratum dominum Guillelmum de Canesuspenso in Rectorem noviter electum, ad hospicium habitationis sue, ubi predictus dominus Dominicus Sanccii dictam electionem de eo factam ad dictum officium rectorie, juxta dicti statuti formam, nomine quo supra, iterum presentavit domino Guillelmo electo predicto;

et tunc dictus dominus locumtenens, exortando ipsum dominum electum quod dictum officium reciperet honoremque et comodum ipsius Universitatis procuraret et conservaret statutaque ipsius Universitatis salubriter servaret, rogavit, induxit ac eidem injunxit, suo et dictorum consiliariorum ac nobilium, tam presencium quam absencium, nomine, quod officium reciperet rectoratus. Et dictus dominus Guillelmus de Canesuspenso, electus predictus, propositis verbis plurimis honorabilibus ad laudem et commendationem Universitatis predicte, tandem dicte electioni de se facte, in quantum procedit seu procedere potest, secundum dicti statuti Apostolici formam, concensum suum prebuit pariter et assensum, offerens se paratum facere et procurare, prout Dominus sibi dederit, prius habita confirmatione reverendi in Christo patris, domini Magalonensis episcopi, que incumbent officio rectorie predicto. De quibus dictus dominus locumtenens sibi peciit eciam et dicte Universitati fieri publicum et publica instrumenta.

Acta fuerunt hec, a paraffo citra, in Montepessulano, in hospicio habitationis supradicti domini Guillelmi de Canesuspenso, in presencia et testimonio supradictorum testium pluriumque aliorum et mei, Petri de Camino, notarii publici domini nostri, Francorum regis, qui predicta omnia in notam publicam assumpsi...

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartul. de Maguelone,* reg. F., fol. 266 v°.

1. rectorum. — 2. proponens. — 3. Universitati. — 4. Espaces laissés en blanc à la suite des noms. — 5. eidem. — 6. Lubricen. — 7. Dn̄i. — 8. et. — 9. Calencōio.

---

70. — *Statut complémentaire du Cardinal Bertrand pour la Faculté de Droit, relatif aux cadeaux reçus par les bedeaux aux examens du Doctorat.* — Avignon, 3 avril 1340.

Bertrandus, miseracione divina tituli Sancti Marchi presbiter cardinalis, a sanctissimo patre et domino nostro, domino Benedicto papa XII, super reformacione Studii Montispessulani, Magalonensis diocesis, specialiter

deputatus, honorabilibus viris, Rectori et Universitati Studii Montispessulani, salutem in Domino sempiternam.

Cum pro parte vestra nobis cum instancia fuerit supplicatum, ut super quodam statuto, per nos pridem super reformacione dicti Studii inter cetera edito, quo cavetur quod quicumque scolaris vel alius in dicto Studio doctorandus, in doctoratu suo et solempni principio, seu ejus occasione, bedello generali et banquerio doctoris, sub quo faciet suum solempne principium, dare vestes novas, cum competentibus folraturis, et non aliis bedellis seu banqueriis, nisi voluerit, teneatur, dispensare et de novo ordinare et statuere auctoritate dignaremur predicta, quod in dicto Studio imposterum doctorandi, dicto non obstante statuto, Lamberto de Belloquercu [1], alias Pulcroquercu, banquerio seu bedello consilii dicte vestre Universitatis, tanquam [2] bene merito, propter [3] grata et devota obsequia vobis per eum exhibita, et imposterum, dante Domino, exhibenda, et successoribus vestes novas dare tenentur, cum competentibus folraturis ; nos, actendentes dignum fore bene agentibus pro meritis respondere, ut eorum merita devocio illucescat et alii eorum [4] exemplo ad bene agendum forcius animentur, et vestris in hac parte supplicacionibus inclinati, ordinamus et statuimus per presentes, quod, dicto non obstante statuto, dicti doctorandi in suo doctoratu et ejus occasione, dicto Lamberto, et suis in dicto banqueriatus officio successoribus, vestes novas, cum competentibus folraturis, dare perpetuis futuris temporibus teneantur. In cujus rei testimonium, presentes licteras fieri fecimus et nostri sigilli apposicione muniri.

Datum Avinione, in hospicio habitacionis nostre, die tercia mensis Aprilis, sub anno Nativitatis Domini millesimo CCC° [quadragesimo], indictione VIII, pontificatus dicti domini nostri pape anno VI.

Orig. : Biblioth. de l'Univ. de Montpellier, *Liber Rectorum,* fol. 38 r°. — Publ. : Germain, *Étude hist. sur l'École de Droit de Montpellier*, p. 104. — Cf. 8 fév. 1341, 30 mai 1341, 22 avril 1342, juin 1344, 1351 et 20 déc. 1354.

1. Bedelloquercu. — 2. tamquam. — 3. papa. — 4. remerita d. illa restat et aliorum.

71. — *Mémoire des dépenses faites par les Consuls de Montpellier dans le procès contre Célestin Séguier.* — [Montpellier], mai-juin [1340].

Hee sunt expense per dominos consules Montispessulani pro contumacia Celestini Sequerii per dominum camerarium domini nostri pape, tam ad instanciam procuratoris fiscalis dicte camere, quam ad instanciam consulum ville Montispesulani et Benedicti de Pertoco et Guillermi Dionisii et Petri de Manhiama.

Et primo, dicunt dicti consules quod villa Montispesulani est locus insignis et de majoribus et melioribus qui sint in regno Francie, ut hoc est liquidum et notorium cuicunque, propter quod dicta villa non potest comode mittere unum consulem vel unum procuratorem pro imbaxatore dicte ville ad dominum camerarium domini nostri pape, cum contingit dictos consules habere facere coram domino camerario supradicto, ymo oportet quod ad minus mictat duos consules pro ambaxatoribus, ne dictus dominus camerarius vel etiam dictus dominus noster papa possent dicere se contempni per consules memoratos, si tam sollempnis villa mitteret tantum unum hominem ad tam sollempne auditorium, quale est auditorium domini nostri pape seu ejusdem camerarii. Qui quidem duo 'consules et ambaxatores, qui mittuntur per villam Montispesulani ad Curiam Romanam, non possunt secundum decenciam personarum suarum et dicte ville Montispesulani incedere sine duobus scutiferis, scilicet quod quilibet ex eis ducat unum.

Item, dicunt quod villa Montispesulani habet et habuit semper usitatum quod quando mittit ambaxatores ad loca sollempnia, presertim ubi agitur de litibus et punctis juris, quod semper cum dictis consulibus incedit unus doctor, qui sciat secreta et merita negociorum dictorum consulum, ne propter inpericiam eorum, cum sint layci, cadant a litibus suis, et etiam ne quibuscunque aliis doctoribus vel peritis alienigenis vel ignotis habeant committere negocia sua, et talibus qui predicta negocia alias non palparunt, quod de jure etiam predicti consules facere possunt et debent.

Item, dicunt quod unus doctor non potest incedere comode sine uno scutifero, nec dicti duo ambaxatores, una cum dicto doctore, possunt comode ad dictam Curiam Romanam accedere secundum sui decenciam sine uno

samnino, et, si predicta in dubium revocentur per partem adversam, offerunt se ea, quatenus in facto consistunt et ad id astringuntur, probare, et ad ea probanda petunt se admitti dicti consules seu eorum syndicus et procurator, antequam ad alia procedatur, et super predictis interloqui et jus dici. Quibus premissis, dicunt dicti consules ut sequitur.

Primo, venerunt ad dominum nostrum duo consules cum uno doctore, ad exponendum eidem domino nostro gravamina et abusiones dicti Celestini et ad obtinendum literam citacionis contra eum, quam obtinuerunt ab ipso domino nostro, seu a dicto domino camerario, mandato ejusdem domini nostri oraculo vive vocis sibi facto, et steterunt eundo, stando et redeundo per x dies et expenderunt XL florenos et ultra.

Item, pro salario ejusdem domini doctoris x regales auri, valent XII florenos.

Item, habuit nuncius, qui portavit litteram citacionis Parisius et reportavit relacionem citacionis, v florenos.

Item, anno Domini M° CCC° XXXIX° et XXI die Maii, ivit magister P. Garrusii Avinionem pro tenenda die prime citacionis facte per dominum camerarium, ad instanciam dominorum consulum, que erat XXIIII die Maii, et expendit III florenos auri, VIII [denarios].

Item, secunda die Octobris, domini Stephanus de Claperiis, doctor decretorum, et Asciclus Deliciosi et Arnaldus Sabbaterii, consules, iverunt Avinionem, pro accusanda contumacia dicti Celestini, et obtinuerunt dictum Celestinum poni in contumacia et litteram sententie excomunicacionis contra dictum Celestinum.

Item, obtinuerunt litteram citacionis, ad instanciam domini procuratoris fiscalis. Et occasione jam dictarum duarum causarum steterunt eundo, stando et redeundo per VII dies et expenderunt pro predictis duabus de causis XXVI florenos auri, VIII denarios.

Item, habuit dictus dominus doctor pro salario, ratione predicta, VIII florenos auri et dimidium.

Item, XXVI die Decembris, ivit P. de Mercato Avinionem ad portandum litteras citacionis dicti Celestini, ad instanciam procuratoris fiscalis facte domino Francisco Bedocii, pro acusanda contumacia dicti Celestini per procuratorem fiscalem, et expendit II florenos et dimidium et IIII solidos.

Item, habuit magister Johannes Costubagne, notarius, pro instrumento publicacionis sive excomunicacionis dicti Celestini, ad instanciam dominorum consulum excomunicati, v solidos.

Item, habuit Benedictus de Valle, clericus, qui portavit litteras excomunicacionis predicte per ecclesias Montispesulani, ii solidos et ii denarios.

Item, habuit magister Jacobus Fabri, notarius, pro instrumento responsionis seu testificacionis, facte per capellanos ecclesiarum Montispesulani deponentes suo jure, quod ipsi denunciaverunt dictum Celestinum excomunicatum juxta mandata sibi facta per dominum camerarium, xv solidos.

Item, pro litteris gravaminis sive excomunicacionis late ad instanciam dominorum consulum, i florenum iii solidos.

Item, xxiii die Februarii, solvimus magistro Benedicto Boneti, notario, qui ivit per ecclesias Montispesulani cum magistro Petro Gartussii, pro requirendis cappellanis, quod facerent mandatum domini camerarii, publicando litteras gravaminis sententie domini camerarii ad instanciam dominorum consulum late ... [1].

Item, pro publicando sententiam excomunicationis late ad instanciam procuratoris fiscalis, habuit vi solidos.

Item, anno Domini MCCCXL, xxix die Aprilis, iverunt Avinionem domini Stephanus de Claperiis, doctor decretorum, cum quodam cive dicte ville, pro obtinendis litteris gravaminum sententiarum excomunicationum latarum contra dictum Celestinum pro participantibus, ad instanciam dominorum consulum. Steterunt per vi dies, cum tribus animalibus, et expenderunt x florenos xi solidos viii denarios.

Item, pro salario dicti domini Stephani doctoris, vii florenos auri v solidos.

Item, anno quo supra proximo, scilicet xxii die Maii [2] iverunt Avinionem domini Bernardus de Ruppefixa, legum doctor, et R. Grossi et Hugo de Villari, consules, pro causis predicti Celestini, qui petebat se absolvi a predictis sententiis excomunicacionum. Steterunt xiii diebus et expenderunt xxxviii florenos et ii solidos viii denarios. Nec expense predicte sunt immoderate, cum in eis computentur salaria et loqueria equitaturarum, quia dicta domus consulatus non tenet equitaturas. Nec etiam est deducendum de dictis expensis, quod prenominati expendissent in domibus suis,

nam nichilum expendisset dictus consulatus, sed quilibet in domo sua propria comedisset.

Item, pro salario dicti domini Benedicti de Ruppefixa, legum doctoris, qui quolibet die recipiebat pro salario suo unum regalem auri, v florenos et medium et II solidos VI denarios.

Item, pro litteris excomunicacionum et gravatoriis, taxetur per dictum dominum comissarium tantum quantum constituunt, quod apparet ex stilo curie dicti domini camerarii, scilicet quantum est consuetum solvi pro eisdem.

Item, taxentur etiam expense que nunc fiunt per consulem, qui nunc venit cum domino Stephano de Claperiis, decretorum doctore, consiliario dictorum dominorum consulum. Sunt ibi cum duobus scutiferis et IIII equitaturis conducticiis, cum familia eorundem, et arripiunt iter ad veniendum in die dominica post ad festum Pentecostes [2] de mandato.

Summa de jam supra expressatis, exceptis licteris et scripturis taxandis et sumptibus qui nunc fiunt, CLXIIII floreni.

Orig. : Arch. du Vatican, *Instrum. miscell.*, ann. 1340. — Publ.: H. Denifle, *Spesen der Stadt Montpellier bei einer Gesandtschaft zur Curie,* dans *Arch. für Literatur-und Kirchengeschichte des Mittelalters,* t. IV (1888), pp. 356-360. — Cf. 1339 (pièce n° 64 du Cartulaire).

1. Lacune. — 2. La date de l'acte doit se placer entre les deux dates de l'année 1340 indiquées dans ces passages, 22 mai, et Pentecôte, qui tombait le dimanche 4 juin 1340.

---

72. — *Prestation de serment du Vice-recteur de l'Université.* — Montpellier, 16 août 1340.

[Instrumentum juramenti prestiti domino episcopo Magalonensi per locumtenentem rectoris Studii Montispessulani].

Item, anno quo supra [Nativitatis Domini M° CCC° XL°], die XVI mensis

Augusti, indictione VIII[a], pontificatus etc. Noverint universi quod, constitutus in presentia reverendi patris in Christo, domini A[rnaldi], Dei gratia episcopi Magalonensis, venerabilis vir, dominus St[ephanus] Martinenchas, diocesis Nemausensis, in legibus approbatus, locumtenens, ut dixit, venerabilis viri, domini rectoris Universitatis Studii Montispessulani, dicte Magalonensis diocesis, juramentum prestitit ad sancta Dei Ewangelia, in manibus dicti domini episcopi, sub hac forma, que talis est :

Ego, Stephanus Martinenchas, Nemausensis diocesis, in legibus approbatus, locumtenens venerabilis viri, domini Arnaldi Terrerii, rectoris Universitatis Studii Montispessulani, juro quod, toto tempore locumtenentie rectorie mee, procurabo pro posse utilitatem et augmentum Studii Montispessulani. Fidelis ero vobis, reverendo in Christo patri, domino Arnaldo, Dei gratia episcopo Magalonensi, et ecclesie Magalonensi, et non procurabo vestrum aut jurisdictionis vestre in aliquo lesionem. Non transferam Studium Montispessulani sine vestro consilio et assensu. Non faciam statuta, vel fieri procurabo, prejudicialia [1] vobis aut ecclesie vestre Magalonensi. Studium ultra VIII dies sine consilio et consensu [2] vestro, vel vestri officialis aut vicariorum, nec eciam, ad dictos VIII dies, sine concensu consiliariorum Studii Montispessulani, vel majoris partis eorum, ad hoc specialiter vocatorum, nullatenus interdicam; diebus autem VIII ipsis elapsis, ipso facto lectiones resumantur, nisi ad majus tempus, de concensu vestro vel officialis aut vicarii vestri, foret interdictum hujusmodi prorogatum. Nulli alii juramentum, per quod aliqua subjectio vel superioritas aut fidelitas notari valeat, nisi vobis, vel alii pro vobis, aut Universitati prestabo, nec aliquem alium superiorem advocabo, vel alicui aliqualiter me submittam, tanquam locumtenens rectoris, vel ratione officii rectorie. Sic Deus me adjuvet et hec sancta Dei Ewangelia, corporaliter a me tacta.

De quibus dictus dominus episcopus requisivit me, notarium infrascriptum, ut sibi conficerem publicum instrumentum.

Acta fuerunt hec in ecclesia Sancti Bartholomei de Montepessulano, diocesis Magalonensis, presentibus venerabilibus viris, dominis Raymundo de Canilhaco, preposito Magalonensi, B. de Texeriis, nunc priore de Frontiniano, Guillelmo Arnaldo Patavi, baccallario in Decretis, et pluribus aliis testibus, ad premissa vocatis specialiter et rogatis, et me, Raymundo

Tornerii, clerico Bitterrensis diocesis, publico auctoritate Apostolica notario etc.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartul. de Maguelone,* reg. B, fol. 62 v°, doc. 78.

1. partejuditialia. — 2. censu.

---

73. — *Privilège de Philippe VI de Valois (accordé à l'Université de Paris).* — Vincennes, janvier 1341 (n. st.).

Privilegium regale, quod scolares non solvant pedagium, talliam, imposicionem, coustumam aut aliam exactionem quamcumque ; quod non trahantur extra muros Parisienses ; et quod eorum bona occasione guerrarum, vel alia quacumque, non capiantur, aut quomodolibet arrestentur ; super quibus prepositus Parisiensis est executor.

Philipus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod, cum opus sit singulis regibus orthodoxis eisque cedat ad gloriam, in regnis suis habere viros industrios, decoros sciencia, virtutibus pre[in]signitos, fortes consiliis, ut, singula consulta providencia dirigentes, sub pacis Principe gloriose regnent et imperent in sue culmine majestatis, et Universitas magistrorum et scolarium Parisius studencium, velut fertilitatis ager, fructus et uberes preferens, in quo gravati scienciam colligunt, producat viros varietate fecundos, quorum gratiosa fecunditas in alios affluenter effunditur, parvos magnificans, rudes erudiens, et debiles efficiens virtuosos, horum quidem in desiderio mire bonitatis incorporalem in Parisiensi Studio acquirentes litterarum et dogmatum margaritam, et quanto majoribus fuerint libertatibus, privilegiis et franchisi[i]s communiti, tanto ad ipsam margaritam incorporalem acquirendam fervencius et propensius laborabunt pro viribus ; horum itaque habita consideratione, prefatis magistris et scolaribus presentibus ipsius Universitatis pariter et futuris et ad ipsum Studium accedentibus, aut se ad veniendum, sine fraude et actualiter, preparantibus, ac in ipso commorantibus, aut ad propria

redeuntibus, concedimus, de gratia speciali et certa sciencia et de nostre plenitudine potestatis, ne quisquam laicus, cujuscumque conditionis vel eminencie existat, sive privata persona, prepositus vel ballivus, prefatos magistros et scolares ad ipsum Studium accedentes, vel se ad veniendum sine fraude actualiter preparantes, aut ad propria redeuntes, de quorum scolaritate constabit per proprium juramentum, in persona, familia sive rebus, occasione pedagii, tallie, imposicionis, coustume vel aliorum hujusmodi personalium onerum, aut alterius exactionis cujuscumque personalis, inquirant, molestent, alias quovismodo extorquere presumant. Item, quod magistri et scolares Parisius studentes, per quoscumque judices regni nostri seculares, extra muros Parisienses, inviti in causa personali ad eorum judicium vel examen non trahantur nec citentur, nec hoc procurent facere laici regni nostri, su[b]diti ipsius regni nostri. Item, quod bona eorum et munitiones, de quibus habent et habebunt vivere et sustentari in ipso Studio memorato, statu eorum considerato, occasione guerrarum, nec alia occasione quacumque, per quoscumque, cujuscumque status, condicionis, eminentie existant, pro nobis aut nostris subditis, non capiantur aut alias quomodolibet arrestentur. Ad premissa vero diligenter exequenda et super debito terminanda, ne magistri et scolares Universitatis prefate vagandi assumant materiam, sed potius in ipsa perseverent continue, nec interruptionem studii, occasione premissorum, possent sibi aliqualiter vendicare, dilectum nostrum prepositum Parisiensem, presentem pariter et futurum, executorem, gardiatorem omnium et singulorum predictorum, per nos eisdem magistris et scolaribus concessorum, tenore presencium deputamus : dantes dicto, presenti pariter et futuro, ac etiam committentes, tenore presentium, in mandatis, ut prefatos magistros et scolares nostris presentibus gratiis, privilegiis, franchisiis et libertatibus predictis uti faciat et gaudere; rebelles autem, ipsos magistros et scolares dicte Universitatis in prefatis nostris gratiis, privilegiis, franchisi[i]s et libertatibus impedientes, ut a rebellione et impedimentis hujusmodi omnino desistant, viriliter compellendo, non obstantibus quibuscumque privilegiis, indultis et concessis, vel in posterum concedendis, quibuscumque personis vel patrie, non facientibus de verbo ad verbum expressam hujusmodi privilegii mentionem, salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Quod ut firmum et stabile permaneat in

futurum, nostrum presentibus fecimus apponi sigillum. Datum apud Vi[n]cennas, anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo, mense Januarii.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartulaire* n° 9, fol. 100 v°; Arch. de la Fac. de méd. de Montpellier, *Privilèges et Statuts*, fol. 60 r°. — Cette ordonnance, quoique spéciale à l'Université de Paris, a été probablement appliquée dans l'Université de Montpellier.

---

74. — *Lettres du Cardinal Bertrand, suspendant le statut sur la taxe du logement des étudiants.* — Avignon, 17 janvier 1341.

Universis presentes litteras inspecturis, Bertrandus, miseratione divina, tituli Sancti Marci presbyter cardinalis, reformator utriusque Juris Studii Montispesulani, Magalonensis diocesis, a Sede Apostolica specialiter deputatus, salutem in salutis actore. Ad universitatis vestre et omnium quorum interest notitiam deducimus per presentes quod, accedentes ad nostram presentiam honorabiles viri, dominus Petrus Calvelli, legum doctor, et duo consules, pro se et aliis consulibus universitatis Montispessulani, dicte diocesis, nobis conquerendo monstrarunt quod nos, inter cetera statuta super reformatione dicti Studii olim edicta, quoddam edideramus statutum super taxatione hospitiorum, que studentes in dicto Studio pro tempore inhabitare noscuntur, eisdem consulibus et eorum universitate non vocatis, in sereni principis, domini regis Majoricarum illustris, domini dicti loci Montispessulani, ac ipsorum consulum et universitatis prejudicium et gravamen, supplicatione secuta ut statutum ipsum revocare, ratione previa, dignaremur.. procuratore rectoris et Universitatis dicti Studii ibidem presente, in contrarium asserente quod dictum statutum juribus dicti domini regis in aliquo non derogabat et tam in dictorum consulum et universitatis Montispessulani, quam rectoris et Universitatis dicti Studii, honorem et comodum redundabat, propter quod et alia suo tempore proponenda dicebat dictos consules super revocatione statuti hujusmodi non debere aliqualiter exaudiri. Nos siquidem, propositionibus et allegationibus partium ipsarum auditis, qui cordi habemus quod sic statuta per nos edita observentur, quod juri

alicujus nullatenus detrahatur, ac attendentes quod negotium hujusmodi aliquali examinatione et deliberatione verisimiliter noscitur indigere, nosque, aliis pluribus negotiis prepediti, non possimus vacare presentialiter, prout in affectu mentis gerimus, decisioni negotii supradicti, statutum ipsum super dictorum hospitiorum taxatione editum usque ad festum Sancte Marie Magdalene proxime futurum, auctoritate qua fungimur in hac parte, duximus suspendendum, volentes quod, dicto negotio remanente usque ad terminum hujusmodi in suspenso, interim nichil per alterutram partium predictarum super dicto negotio in prejudicium partis alterius possit vel debeat quomodo libet innovari. Per hanc autem suspensionem nostram nolumus nec intendimus juribus dictarum partium vel alterius earum aliquod prejudicium generari. In cujus rei testimonium, presentes litteras fieri fecimus et nostri sigilli appensione muniri. Datum Avinione, in hospicio habitacionis nostre, die XVII mensis Januarii, sub anno Domini millesimo CCCXXXXI°, IX Indictionis.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. B., cass. IV, n° 7. — Au sujet de la taxe du logement des étudiants, cf. statut XXXI des Statuts de l'Université de Droit de 1339 (pièce n° 65 du Cartulaire.) — Cf. 15 oct. 1341, 25 fév. 1344 et 18 nov. 1344.

---

75. — *Statut complémentaire du Cardinal Bertrand pour la Faculté de Droit, relatif aux matières des cours de Droit, aux déportements usités pendant les fêtes du Carnaval, aux congés, aux lecteurs supplémentaires pour le Code, au serment exigé des étudiants et au registre matricule.* — Avignon, 8 février 1341.

Bertrandus, miseracione divina tituli Sancti Marchi presbiter cardinalis, commissarius super reformacione Studii Montispessulani, Magalonensis diocesis, a sanctissimo patre et domino nostro, domino Benedicto, divina providencia papa XII, specialiter deputatus, honorabilibus et discretis viris, rectori, doctoribus et baccalariis Universitatis dicti Studii in Jure canonico et civili, salutem, et mandatis apostolicis firmiter obedire.

Exhibita nobis pro parte vestra peticio continebat quod, cum in statutis, pridem auctoritate Apostolica super reformacione et ordinacione bona vestri

Studii per nos editis et in dicto Studio publicatis, essent aliqua, in ipsa peticione expressa, que supplecione, aliqua que declaracione, et nonnulla que, propter eorum indebitam [in]observanciam, penarum adjeccione, pro bono statu et utilitate Studii, egere neccessario videbantur, justum nobis et equitati consonum videretur [1], quod super eis provideremus, auctoritate predicta, de remedio opportuno. Nos igitur, tam ex debito commissionis super hoc nobis facte, quam ex sinceritate zeli, quem ad Studium vestrum et studentes habemus, vestris supplicacionibus inclinati, auctoritate Apostolica, ut sequitur declaramus, ordinamus, decernimus et supplemus.

In primis, declaramus nostre fuisse intencionis et esse, licet in scriptura obmissum fuerit forsitan per errorem, quod doctores legentes ordinarie Decretales, sic secundum assignanda eis puncta legere teneantur, sicut de legentibus Digestum Vetus et Codicem in ipsis statutis extitit ordinatum. Declaramus eciam nostre fuisse intencionis et esse, quod octavus liber Digesti Novi, scilicet « De fidejussoribus », legi debeat per legentes Ordinarium dicti libri.

Verum, quia exigit perversorum audacia, ne quid in certis statutis per nos editis, que temerariis ausibus, sicut percepimus, violantur, [omittatur, ut] non simus sola dampnatorum prohibicione contenti, quinymo penam eorum temeratoribus imponamus; et in ipsis statutis inter alia continetur, quod, pro solempni doctorum principio, in die sequenti, a lectionibus non vaccetur, nec, ut verbis nostris utamur, crastina pro hujusmodi solempni principio concedatur; quodque in certis diebus, carnisprivio proximis, precedentibus et sequentibus, modeste scolares, presertim in scolis, morentur, non paleas, lapides et alia prohiciendo, non libros aufferendo, nec aliquas insolencias vel inhonesta in ipsis scolis vel extra, vel indecentia faciendo, prout in ipsis statutis plenius continetur, et quidam scolares discoli, adversus propria comoda [2] laborantes et in contemptum statuta hujusmodi deducentes, per se vel familiares suos, seu alios laicos, interdum claves campanillis accipiunt, vel alias de facto impediunt quominus campana, cujus pulsacione legentes et auditores ad scolas vocantur, in crastino predicto pulsetur; interdum eciam, tam in dicta crastina, quam in predictis diebus, carnisprivio proximis, doctoribus et aliis legentibus libros aufferunt, et per ablacionem librorum et tubarum sonos et alias diversas insolencias,

doctores et alios legentes impediunt quominus vel legant vel inchoatas legere terminent [3] lectiones, predictis et aliis exquisitis viis crastinam hujusmodi torquentes, et indictis diebus, carnis privio proximis, ultra perdicionem temporis, plerumque occasionem pluribus indecentibus et viam multis scandalis et periculis ministrantes; nos, volentes statuta hujusmodi, tanquam [4] utilia et honesta, et summo virtutis amore, saltem pene formidine, inviolabiliter observari, decernimus, ordinamus, et prefatis statutis, auctoritate nobis commissa, adicimus, quod quicumque doctores, baccalarii vel scolares, contra predicta statuta, per se vel per alios, directe vel indirecte, publice vel occulte, venientes, seu cessacionem vel crastinam hujusmodi concedentes, vel concessa[s] voluntarie observantes, vel in dicta crastina, seu in dictis diebus, proximis carnisprivio, in dictis statutis expressis, per impedimentum pulsacionis predicte campane vel sonum tubarum vel librorum ablacionem vel quasvis alias insolencias seu vias exquisitas, doctores, seu alios legentes, impediverint suas legere et perficere lectiones, vel in predictis, seu in aliquo predictorum, dederint auxilium, consilium vel favorem, vel predicta impedimenta non prohibuerint, cum potuerunt commode prohibere, excommunicacionis incurrant sentenciam, ipso facto.

Sane, quia satis condecens reputatur, ut scolastici, qui inter laicos debent se viros perfectos ostendere et devotos, illas colant festivitates, quas colentes layci precipue tenerentur, statuto nostro prememorato, expressionem festorum, quibus a lectura cessare volumus continenti, adicimus et ordinamus, auctoritate predicta, quod in festo Sancti Vincencii, martiris, Sancte Eulalie, Consecracionis ecclesie Sancti Firmini, Miraculorum Beate Marie de Tabulis, non legatur, sed festa hujusmodi, sicut alia in statuto contenta, a scolasticis observentur. Volumus autem et districte precipimus, quod doctores et alii legentes, in crastinum Circumcisionis Domini suas lectiones, ut in prioribus vestris statutis continetur, resumant; alias, doctores in decem librarum [5] monete currentis, baccalarii in quatuor librarum penam, Universitati applicandam, ipso facto incurrant; quam penam si violatores infra decem dies, ex [6] tunc inmediate sequentes, non solverint, vel qui ad recipiendas pecunias Universitatis fuerint deputati, ac omnes [7] et singuli qui doctores seu alios doctores illo tempore legere volentes, directe vel indirecte, impedierint, excommunicacionis incurrant sentenciam, ipso facto.

Sane, quia propter addicionem certorum festorum, quibus, ultra festa alia in statutis expressa, cessari volumus a lectura, et propter diversa impedimenta, que previderi non possint, nec aliqualiter evitari, tam doctores in legendo, quam scolares in audiendo [8] totam illam partem Codicis, que pro lectura matutina est ipsis doctoribus assignata, asserunt se gravatos, asserentes quod libri Codicis et certi tituli eis pro lectura ordinaria assignati, per ipsos doctores non possunt, ad utilitatem presertim scolarium, legi, nec infra tempus statutum commode terminari, et idem de lectura Inforciati et Digesti novi asseritur, presertim in illa parte que vulgariter Inforciati et Digesti novi Ordinarium appellatur; nos vero, tam faventes delicatis lectorum et auditorum laboribus et repentibus studiis, quam parcentes, volumus, decernimus et ordinamus, auctoritate predicta, quod, si rector, qui pro tempore fuerit, de consilio et consensu consiliariorum suorum et doctorum, Codicem illo anno ordinarie legencium, vel majoris partis omnium predictorum, consideratis impedimentis predictis, viderit et deliberaverit, quod illo anno quo Codex legetur, pars Codicis doctoribus hujusmodi assignata non valeat infra tempus limitatum comode terminari, possit et debeat dictus rector, ut premictitur, ordinare [9] quod lectura alicujus partis secundi libri Codicis, seu totus liber ipse, si expedierit, alicui ydoneo committatur, qui librum ipsum secundum, vel ipsius partem sibi assignandam, aliqua legat hora, qua minus impedientur extraordinarie lectiones; ita tamen quod hora matutina doctorum, vel in vesperis, cum legitur extraordinarium Codicis, de secundo libro hujusmodi non legatur. Possit eciam dictus rector, qui pro tempore fuerit, cum et de consiliariorum suorum consilio, vel duarum partium eorumdem, secundum temporum exigenciam, ordinare, quod unus liber Digesti novi et alius Inforciati, de lectura deputata baccalariis detrahatur, et librorum ipsorum lectura personis ydoneis, et horis competentibus, commictatur.

Item, cum, propter bonum et pacificum Studii statum et studencium, per nos ordinatum fuerit et statutum, quod omnes baccalarii et scolares debeant jurare, ex certis causis, rectori, prout in statuto super hoc edito plenius continetur, et quidam ad Studium venientes, vel in ipso Studio existentes, juramentum hujusmodi prestare recusent, statutum hujusmodi temere violando; nos talium temerariis ausibus obviare volentes, ordinamus et predicto statuto, auctoritate predicta, adicimus, quod omnes et singuli baccalarii vel

scolares, cujuscumque sint condicionis vel status, nunc in Studio existentes, et qui pro tempore ad Studium Montispessulani, pro audiendo vel legendo Jus canonicum vel civile venerint in futurum, presentes siquidem nunc in Studio, infra mensem a tempore publicacionis presentis ordinacionis, qui autem venerint in futurum, infra mensem a suo computandum adventu, prestare juramentum rectori predicto, vel locumtenenti ipsius, omnimodo teneantur. Et si forte, quod absit, aliqui presentis nostre ordinacionis fuerint transgressores, tales ex nunc pro studentibus nullatenus habeantur, nec aliquo studencium privilegio valeant se juvare, nec ad aliquam lecturam extraordinariam admictantur. Et si aliquis prius quam juraverit, ut prefertur, presumpserit post dictum mensem sibi quamvis lecturam assumere, eciam nomine alieno, tam ipse legens publice vel occulte, quam audientes eum scienter, excommunicacionis incurrant sentenciam, ipso facto. Si vero baccalarii, seu scolares predicti, elapso dicto mense superius pretaxato, pro parte dicti rectoris, publice saltem in presencia duorum testium requisiti, prestare recusaverint hujusmodi juramentum ex tunc, et si infra decem dies, predictam requisicionem proxime subsequentes, in eadem non jurando pertinacia perseverent, excommunicacionis incurrant sentenciam, ipso facto.

Volumus autem unam fieri matriculam, diligenter conservandam, in qua omnes, secundum diversitates nationum, qui juramentum prestiterint, describantur, ut, cognitis qui juraverint, alii qui jurare non curaverint pro studentibus non habeantur, et privilegiis et libertatibus Universitatis, ut predicitur, non utantur.

Actum et datum Avinione, in hospicio habitacionis nostre, sub sigillo nostro, die octava mensis Februarii, sub anno Nativitatis Domini millesimo CCC° quadragesimo primo.

Orig. : Biblioth. de l'Univ. de Montpellier, *Liber Rectorum*, fol. 38 v°. — Publ. : Germain, *Étude hist. sur l'École de Droit de Montpellier*, pp. 104-107. — Cf. 3 avr. 1340, 30 mai 1341, 22 avr. 1342, juin 1344, 1351 et 20 déc. 1354.

1. videbatur. — 2. comodo. — 3. terminentur. — 4. tamquam. — 5. libris. — 6. et. — 7. hos. — 8. in a. in t. — 9. ordinarie.

76. — *Dispense pour cause de bâtardise donnée par l'Évêque de Maguelone à un candidat, et vidimus de l'autorisation de la cour pontificale datée du 8 juin 1339.* — Avignon, 22 mai 1341.

Arnaldus, miseratione divina episcopus Magalonensis, dilecto nobis in Christo Anthonio Luce de Abbatibus, de Florentia, scolari nostre diocesis, oriundo, salutem in Domino. Litteras reverendissimi patris in Christo et domini, domini Gaucelmi, permissione divina episcopi Albanensis, sacrosancte Romane Ecclesie cardinalis et penitentiarii, ejus sigillo in pendenti in cera rubea et filis albo et rubeo integris sigillatas, non viciatas, non cancellatas nec in aliqua earum parte suspectas, sed omni vicio et suspitione carentes, per te nobis presentatas, recepimus reverenter, quarum litterarum tenor talis est :

Venerabili in Christo patri.. Dei gratia episcopo Magalonensi vel ejus vicario in spiritualibus, Gaucelmus, miseratione divina episcopus Albanensis, salutem et sinceram in domino caritatem. Accedens ad Apostolicam Sedem, Anthonius Luce de Albatibus [1], de Florentia, scolaris vestre diocesis, lator presentium [2], humiliter supplicavit ut, cum eo qui, sicut asserit, ascribi desiderat milicie clericali, super defectu natalium quem patitur, de soluto genitus et conjugata, quod, hujusmodi non obstante deffectu, ad omnes minorum ordines valeat promoveri et ecclesiasticum beneficium, cui animarum cura non immineat, obtinere, Sedes ipsa dispensare misericorditer dignaretur. Ad vos igitur scolarem remittentes eundem, auctoritate domini nostre pape, cujus primarie circumspectioni vestre comitimus quatenus, consideratis diligenter circumstantiis universis, que circa ydoneitatem persone fuerint attendende, si paterne non est incontinentie imitator, sed bone conversationis et vite, super quibus vestram intendimus conscientiam onerare, aliaque sibi merita suffragantur, quod hujusmodi dispensationis gratiam obtinendam cum eo super petitis misericorditer dispensetis. Datum Avinione, VI° idus Junii, pontificatus domini Benedicti pape XII, anno V°.

Post quarum litterarum presentationem, nobis humiliter supplicavit [3] ut easdem litteras et contenta in eis executioni debite mandaremus. Nos

itaque, attenta ipsarum litterarum forma, quia per diligentem examinationem, per nos tecum et cum aliis habitam super contentis in litteris dicti domini primarii supradictis, invenimus te fore bone conversationis et vite et alias habilem et ydoneum ad dispensationis hujusmodi gratiam obtinendam, tecum, auctoritate domini primarii supradicti, nobis, ut predicitur, specialiter in hac parte commissa, ut dicto defectu natalium quem pateris, de soluto genitus et conjugata, necaquam obstante, possis ad omnes minorum ordines promoveri et ecclesiasticum beneficium, cui animarum cura non immineat, obtinere, quantum ad nos pertinet et potestas est nobis per dictum dominum penitentiarium atributa, tenore presentium, misericorditer dispensamus. In quorum omnium testimonium, presentes litteras in forma publici instrumenti per Raymundum Tornerii, notarium publicum infrascriptum, tibi exinde fieri et in publicam formam redigi mandavimus et nostri sigilli appensione muniri. Datum et actum Avinione, in domo habitationis nostre, anno Nativitatis Domini M° CCC° XLI°, die XXII^a^ mensis Maii, indictione IX^a^, pontificatus sanctissimi patris in Christo et domini nostri, domini Benedicti, summa Dei providentia pape XII, anno VII°, presentibus discretis viris, dominis Matheo de Trabe, legum doctore, Paulo Pelati, in legibus approbato, Philippo Hugonis, Hugone Carbonelli, predictis familiaribus nostris, magistro Ventura de Adrian, notario, teste ad predicta vocato specialiter et rogato.

Et ego, Raymundus Tornerii, Bitterensis diocesis, publicus Apostolica et Imperiali auctoritate notarius, predicte dispensationi et omnibus aliis et singulis suprascriptis, per dictum dominum episcopum et coram eo, ut premittitur, factis et habitis, una cum prefatis testibus, presens fui eaque omnia scripsi et in hanc publicam formam redegi, mandatus per dictum dominum episcopum et per prefatum Anthonium requisitus signoque meo consueto signavi, vocatus specialiter et rogatus, anno, indictione, die, mense, loco et pontificatu predictis.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartul. de Maguelone,* reg. B, fol. 87 v°.

1. Ce nom, écrit plus haut *Abbatibus,* est écrit dans ce passage *Albatibus.* — — 2. presentibus. — 3. supp^u^.

77. — *Statut complémentaire du Cardinal Bertrand pour la Faculté de Droit, relatif à la clause du serment des étudiants sur les inimitiés privées.* — Avignon, 30 mai 1341.

Bertrandus, miseracione divina tituli Sancti Marci presbiter cardinalis, a sanctissimo patre et domino nostro, domino Benedicto, divina providencia papa XII, reformator Juris utriusque Studii Montispessulani, Magalonensis diocesis, specialiter deputatus, honorabilibus viris rectori, consiliariis, doctoribus et Universitati scolarium utriusque Juris Studii Montispessulani, Magalonensis diocesis, salutem in Domino sempiternam.

Cum inter cetera statuta dicti Studii, dudum per nos edita, quoddam statutum ediderimus, inter alia continens quod baccalarii et scolares Juris canonici et civilis ejusdem Studii, ad dictum Studium causa studii accedentes, jurare debeant rectori ejusdem Studii, sub hac forma : « Ego juro » quod, si inter aliquos doctores, baccalarios vel scolares adinvicem, seu » inter predictos et quoscumque alios, brigam vel rixam contingerit esse » subortam, nunquam alicui doctori, baccalario vel scolari, qualitercumque » michi conjuncto, vel cuicumque alii, contra doctorem, baccalarium vel » scolarem vel quemvis alium, invadendo vel offendendo alium seu alios, » dabo per me, vel alios, associando cum armis, auxilium vel juvamen », quod quidem statutum et ejusdem juramenti formam, prout ad nostrum pervenit auditum, nonnulli aliter quam nostre intencionis fuerit intelligere et velle interpretari dicuntur : cum itaque nostra intersit super hoc de opportuno remedio providere, ut, a quo processit edicio, et declaratio et interpretatio clara procedat, ad omnem super dictis statuto et juramento ambiguitatis materiam amovendam vestrasque et quorumque aliorum consciencias servandas, auctoritate Apostolica, qua fungimur in hac parte, tenore presencium declaramus, quod intentionis nostre non extitit nec existit, quod statutum vel juramentum predicta ad aliquem injuriantem vel offendentem aliquem alium quam doctorem, baccalarium vel scolarem, quomodolibet se extendant, verba illa *vel quemvis alium,* in dicto statuto contenta, que in contrarium movere aliquos videbantur, ad personas alias, privilegiis dictorum scolasticorum gaudentes, refferri debere dumtaxat, tenore

presencium, declarantes. Ne autem baccalarii, scolares vel persone Studii ipsius procliviores efficiantur, propter declarationem nostram hujusmodi, ad injurias, offensiones vel molestias quibusvis aliis imposterum inferendas, vobis et vestrum singulis, auctoritate predicta et sub excommunicationis pena, tenore presencium, inhibemus, ne aliquem, cujusvis status, gradus vel condicionis existat, offendere vel eis injuriari, ex proposito quomodolibet, presumatis. In quorum testimonium presentes licteras fieri fecimus, et nostri sigilli munimine roborari.

Actum et datum Avinione, in domo habitacionis nostre, die penultima mensis Maii, sub anno Nativitatis Domini millesimo trecentesimo quadragesimo primo, pontificatus sanctissimi patris et domini nostri, domini Benedicti, divina providencia pape XII, anno septimo.

Orig. : Biblioth. de l'Univ. de Montpellier, *Liber Rectorum*, fol. 41 r°. — Publ. : Germain, *Étude hist. sur l'École de Droit de Montpellier*, p. 107. — Cf. 3 avr. 1340, 8 fév. 1341, 22 avr. 1342, juin 1344, 1351 et 20 déc. 1354. — Au sujet du serment des étudiants, cf. statut XLI des Statuts de l'Université de Droit de 1339 (pièce n° 65 du Cartulaire).

---

78. — *Procès-verbal d'une réception de Licencié et de Docteur en Droit civil.* — Montpellier, 29 et 30 mai, 2 juin et 14 août 1341.

In nomine Sancte et Individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Anno ejusdem salutifere Incarnacionis millesimo trecentesimo quadragesimo primo, et die vicesima nona mensis Maii, serenissimo principe, domino Philippo, Dei gracia Francorum rege, regnante, et reverendo in Christo patre et domino, domino Arnaldo, miseracione divina Magalonensi episcopo, presidente, noverint universi et singuli, hujus instrumenti publici seriem inspecturi ac etiam audituri, quod, presentibus testibus et me, notario infrascripto, venerabilis et circumspectus vir dominus Matheus de Trabe, legum doctor, officialis Magalonensis, presentavit venerabili et religioso viro, domino Gaufrido de Venasca, decretorum doctori, priori, ut dicebatur ibidem, venerabilis collegii dominorum doctorum Juris utriusque Studii Montispessulani, discretum virum, magistrum Gaufridum de Sancto Paulo,

Carpentoracensis diocesis, baccallarium in legibus, cupientem totis mentis sue affectibus in dicta Facultate legum ad doctoratus honorem promoveri; quam presentacionem idem dominus Gaufridus de Venasca, prior predictus, ut dicebatur, graciose admisit, precipiens et injungens magistro Stephano Brunelli, dictorum dominorum doctorum bedello, ibidem presenti, quatinus, auctoritate sua, citet et convocet omnes et singulos dominos doctores Juris civilis, in Montepessulano presentes, ad interessendum, die crastina, hora vesperorum, in capella Sancte Trinitatis ecclesie Sancti Firmini de Montepessulano, in examinacione de dicto baccallario super moribus et natalibus, de auctoritate tamen et licencia dicti domini Magalonensis episcopi seu suorum vicariorum, facienda, quam diem crastinam et horam vesperorum eidem baccallario presenti ad premissa peragenda, assignavit. De quibus omnibus et singulis dictus baccallarius peciit sibi fieri per me, subscriptum notarium, publicum instrumentum.

Acta fuerunt hec in Montepessulano, in domo habitationis dicti domini Gaufridi, prioris, ut dicebatur, antedicti, presentibus testibus, venerabilibus et religiosis viris, dominis Bertrando de Villanova, priore Sancti Firmini de Montepessulano, Guiraudo de Sancta Valeria, priore prioratus Beate Marie de Gornerio, canonicis Magalonensibus, Petro Arquerii, monacho monasterii Montis Majoris ac priore prioratus Beate Marie de Mari, Petro de Ayrolis, presbitero de Ruppe Ayneria, diocesis Magalonensis, magistro Jacobo Fabri, notario curie episcopalis Montispessulani, et me, Johanne de Sala, publico dicti domini Magalonensis episcopi et sue curie Montispessulani notario, qui requisitus hec omnia in notam scripsi et recepi.

Postque, quasi incontinenti, prefatus venerabilis vir, dominus Mat[h]eus de Trabe, et baccallarius antedictus, accedentes, una mecum, notario supra et infrascripto, ad presenciam venerabilis ac religiosi viri, domini Johannis de Cardona, canonici et sacriste in ecclesia Magalonensi dictique domini Magalonensis episcopi, in remotis agentis, in spiritualibus et temporalibus vicarii generalis, cui venerabilis et religiosus vir, dominus Paulus de Duabus Virginibus, monachus et conresarius monasterii Aniane dictique domini Magalonensis episcopi in spiritualibus et temporalibus vicarius eciam generalis, ad infrascripta omnia et singula facienda, aliis arduis negociis dicti

domini Magalonensis episcopi quamplurimum occupatus, comisit totaliter vices suas, prout de dicta comissione constat per quasdam pattentes litteras ipsius domini Pauli de Duabus Virginibus, in papiro scriptas ejusque sigillo cereo cera rubra in dorso earumdem, ut prima facie apparebat, sigillatas, quarum tenor inferius est insertus, et de vicariatu eorumdem per quasdam alias pattentes litteras ipsius domini Magalonensis episcopi, in papiro scriptas ejusque sigillo cereo cera rubea in dorso earumdem, ut prima facie apparebat, sigillatas, tenor quarum inferius est insertus, idem dominus Matheus de Trabe dictum baccallarium eidem domino Johanni de Cardona, vicario predicto, presentavit, quem per eundem dominum vicarium examinari peciit, an legerit omnes et singulos actus suos per tempus debitum, et, reperto ipsum sufficienter legisse, dari licentiam dicto domino priori dictorum dominorum doctorum vel ejus locumtenenti ipsum baccallarium dominis doctoribus presentandi et in moribus et natalibus examinandi et, cum examinatus fuerit, legitime approbandi. Et dictus dominus vicarius, exacto juramento a dicto baccallario, juxta tenorem statuti papalis super hoc noviter editi, quod quinque annis legerit, ut baccallarius, jus civile, dictam tum presentacionem graciose admittendo, eidem domino priori, vel ejus locumtenenti, licet absenti, licenciam concessit ipsum baccallarium dictis dominis doctoribus presentandi et in moribus et natalibus examinandi et, cum examinatus fuerit, si ydoneus reperiatur, legitime approbandi. De quibus omnibus supradictus baccallarius peciit sibi fieri publicum instrumentum per me, notarium supra et infrascriptum.

Acta fuerunt hec in Montepessulano, a proximo paragrapho citra, in domo habitacionis dicti domini vicarii, in presencia et testimonio venerabilis et religiosi viri, domini Bertrandi de Villanova, prioris Sancti Firmini antedicti, magistrorum Petri Galhardi, Jacobi Fabri, notariorum curie dicti domini Magalonensis episcopi antedicte, et mea, Johannis de Sala, notarii predicti, qui requisitus hec omnia in notam scripsi et recepi.

Postque, anno quo supra et die crastina et hora vesperorum, superius per dictum dominum Gaufridum de Venasca, priorem, ut dicebatur, venerabilis collegii dictorum dominorum doctorum antedicti, assignata, que dies intitulatur tricesima dicti mensis Maii, dictis domino Philippo, rege Franco-

rum, regnante, et domino Arnaldo, Magalonensi episcopo, presidente, noverint universi quod, presentibus testibus et me, notario infrascripto, prefatus venerabilis et circumspectus vir, dominus Matheus de Trabe, legum doctor, presentavit venerabili et discreto viro, domino Hugoni de Podio Morent, legum doctori, locumtenenti, ut dicebatur, dicti domini Gaufridi de Venasca, prioris, ut dicebatur, venerabilis collegii dictorum dominorum doctorum Juris utriusque Studii Montispessulani antedicti, prefatum magistrum Gaufridum de Sancto Paulo, baccallarium antedictum, cupientem totis mentis sue affectibus ad doctoratus honorem promoveri, ut ipsum examinare habeat in natalibus et moribus, prout in talibus est fieri consuetum. Et dictus dominus Hugo de Podio Morent, locumtenens prefatus, ut dicebatur, presentacionem hujusmodi admisit, venerabilibus viris, dominis Francisco Rome, Guillelmo Augerii et Guillelmo de Anissiaco, legum doctoribus, ibidem presentibus et ad hoc citatis, ut dicebatur, ibidem, et collegium dominorum doctorum Juris civilis facientibus, aliisque dominis doctoribus Facultatis Juris civilis absentibus legitime spectatis. Et receptis per ipsum dominum locumtenentem dicti domini Gaufridi de Venasca, prioris, ut dicebatur, venerabilis collegii dictorum dominorum doctorum antedicti, una cum dominis doctoribus superius nominatis, quibusdam testibus, cum juramento de veritate dicenda, ipsisque diligenter examinatis super natalibus et moribus baccallarii supradicti, de ipsorum dominorum doctorum consensu, dixit idem dominus locumtenens quod, cum constaret eis prefatum baccallarium a legitimo matrimonio originem traxisse, quantum humana fragilitas nosse [1] scivit, et ipsum esse vite laudabilis et conversationis honeste, quantum ad dictum examen morum et natalium, auctoritate dicti domini vicarii in hac parte sibi concessa et eciam auctoritate qua fungitur in hac parte, approbavit eundem et nichilominus obtulit se paratum ipsum bacallarium prefato domino vicario dicti domini magistri episcopi, seu deputatis ab eisdem, presentare, pro assignando sibi diem ad recipiendum puncta sui examinis et ad subeundum se privato examini, locis solitis [2], prout in talibus est fieri consuetum, cum voluerit quandocunque. De quibus omnibus supradictus bacallarius peciit sibi fieri publicum instrumentum per me, dictum notarium, supra et infrascriptum.

Acta fuerunt hec, a proximo paragrafo citra, in cappella Sancte Trinitatis ecclesie Sancti Firmini de Montepessulano, presentibus testibus, discretis

viris, Raymundo de Salavassio, priore prioratus de Pinu, diocesis Uticensis, Matheo Blegerii, in legibus licenciato, de Lunello novo, diocesis Magalonensis, Raymundo de Ferreriis, jurisperito, dicte Uticensis diocesis, et me, Johanne de Sala, notario predicto, qui requisitus hec omnia in notam recepi.

Post hec, quasi incontinenti, prefatus venerabilis vir, dominus Huguo de Podio Morent, locumtenens predictus, ut ibi dicebatur, et dominus Matheus de Trabe ac bacallarius supradicti, accedentes ad presenciam venerabilis et religiosi viri, domini Johannis de Cardona, canonici et sacriste in ecclesia Magalonensi, vicarii antedicti, dictus dominus locumtenens prefatum bacallarium, tanquam in moribus et natalibus legitime examinatum ac eciam approbatum, eidem domino vicario, pro assignando sibi diem ad recipiendum puncta sui examinis et ad subeundum se privato examini, prout in talibus est fieri consuetum, presentavit. Et dictus dominus vicarius, presentationem hujusmodi admitens, precepit et injunxit magistro Stephano Brunelli, dictorum dominorum doctorum bedello, ibidem presenti, quatinus citet et convocet, auctoritate sua, omnes et singulos dominos doctores Juris civilis in Montepessulano presentes, ad interessendum in receptione punctorum eidem bacallario assignandorum in dicta cappella Sancte Trinitatis ecclesie Sancti Firmini de Montepessulano antedicte, et in examinacione ejusdem in cappella Aule episcopalis Montispessulani, die sabati proxima facienda; quam diem eidem bacallario presenti, ad eadem puncta recipienda, in dicta cappella Sancte Trinitatis ecclesie Sancti Firmini de Montepessulano antedicti, et perinde ad subeundum se privato examini in Facultate Juris civilis predicta, in cappella Aule episcopalis Montispessulani antedicta, prout moris est, assignavit. De quibus omnibus et singulis predictis memoratus bacallarius peciit sibi fieri per me, supra et infrascriptum notarium, publicum instrumentum.

Acta fuerunt hec, a proximo paragraffo citra, infra domum episcopalem Montispessulani, in presencia et testimonio venerabilis et discreti viri, domini Guillelmi de Anissiaco, legum doctoris, magistrorum Petri Boucos de Nemauso, jurisperiti, Jacobi Fabri, notarii de Montepessulano, et mei, Johannis de Sala, notarii predicti, qui requisitus hec omnia in notam recepi.

Post hec, anno quo supra et die secunda mensis Junii, prefatis domino Philippo, Francorum rege, regnante, et domino Arnaldo, miseracione divina Magalonensi episcopo, presidente, existens in presencia dicti domini Johannis de Cardona, vicarii supradicti, dictus dominus Matheus de Trabe requisivit eundem dominum vicarium cum instancia, quatinus super examinationem, quam dictus magister Gaufridus de Sancto Paulo, die presenti, paulo ante, subierat in jure civili, eidem dignaretur respondere. Et dictus dominus Johannes de Cardona, vicarius predictus, cum necessario, ut dixit, die crastina haberet se a villa Montispessulani absentare, ideo volebat se de dicta responsione expedire, et propositis per eum plurimis verbis laudabilibus in comendacionem bacallarii supradicti, dixit quod, cum sibi constaret dictum baccallarium fuisse in moribus et natalibus legitime examinatum ac eciam approbatum, et dicta die presenti eidem baccallario fuissent puncta in jure civili, ut moris est, in ipsius domini vicarii presencia, assignata, presentibus dominis doctoribus dicte Facultatis qui interesse voluerunt, absentibus legitime spectatis, in dicta capella Sancte Trinitatis ecclesie Sancti Firmini de Montepessulano, deindeque in capella Aule episcopalis Montispessulani, hora vesperorum ejusdem presentis diei, per venerabiles viros dominos Petrum Sequerii, Guillelmum Augerii, Johannem de Petrussa, Franciscum Rome, Petrum Ricardi, Guiraudum Pargues, Raymundum Basterii, Stephanum de Mayronis, Hugonem de Fenolheto, Bernardum Olibe, Bernardum de Pratis et Hugonem de Podio Morent, legum doctores, nil obmisso de contingentibus, examinatus fuisset in sui presencia, aliis dominis doctoribus dicti collegii absentibus legitime spectatis; tandem, presenti die et hora, de concilio et assensu dictorum dominorum doctorum, qui, sicut asserebat dictus dominus vicarius, dictum baccallarium aptum, sufficientem et idoneum ad assumendum in dicta Facultate Juris civilis doctoratus honorem, suis exhigentibus meritis, reputabant, et dignum ac racioni conveniens esse dignoscatur, ut hii, quos, propter diuturnam vigiliarum et studiorum instanciam, sciencie nobilitas predotavit, honoris et dignitatis prerogativa licenter ac privilegio gaudeant speciali, ut per continuas laboris amaritudines, quas habuerunt in studio, fructum desideratum inveniant in docendo, ut, ipsorum premii remuneracionis exsemplo, alii ad continue perseveracionis studium inducantur; idcirco,

prius ab ipso domino vicario petito et a prefato baccallario prestito corporali ad sancta Dei ewangelia juramento, quod in antea fidelis erit dicto domino nostro Magalonensi episcopo et suis successoribus et sue Ecclesie Magalonensi, et quod dabit dicto domino nostro, Magalonensi episcopo, suisque successoribus et prefate sue Ecclesie Magalonensi, fidele concilium requisitus, et quod contra dictum dominum nostrum, Magalonensem episcopum, suosque successores, et suam prefatam Ecclesiam se scienter non opponet, et quod ultra trium millium Turonensium argenti summam non expendet, quinymo volentes pro se expendere, quod ipse bona fide prohibebit, circa cibos, vestes et alia, cum sua recipiet insignia doctoratus, et quod, quando aliquis baccallarius examinatus fuerit in privato, secundum Deum et suam bonam conscienciam fideliter de sufficiencia vel insufficiencia dicti examinati deponet, cessante penitus omni fraude, dictus dominus vicarius memoratum baccallarium, quantum ad prefatam secretam examinacionem, predicta auctoritate approbavit et eidem concessit auctoritatem et licentiam faciendi publicacionem [3] suam in Facultate Juris civilis predictam, prout moris est in dicto Montispessulani Studio, cum voluerit quandocumque.

Tenor vero litterarum dicte comissionis et vicariatus predicti, de quibus superius facte sunt menciones, de verbo ad verbum per ordinem subsequntur : Honorabili etc. Arnaldus etc.

De quibus omnibus et singulis predictis, prenominatus, ut premittitur, approbatus peciit sibi fieri per me, supra et infrascriptum notarium, publicum instrumentum.

Acta fuerunt hec, a proximo paragrapho citra, in dicta capella Aule episcopalis Montispessulani, presentibus testibus venerabilibus et religiosis viris, dominis Rotberto de Usecia, Matheo Blegerii, in legibus approbato, de Lunello novo, diocesis Magalonensis, Petro et Guillelmo de Vicenobrio, fratribus, canonicis Magalonensibus, Guillelmo Holame de Montepessulano, Bernardo Gervasii, de Grabellis, jurisperitis, Amalrico Rocelli, notario de Montepessulano predicto, dicte Magalonensis diocesis, et me, Johanne de Sala, notario predicto, qui requisitus hec omnia in notam recepi.

Post hec, anno quo supra, et die quartadecima mensis Augusti, principibus regnantibus quibus supra, noverint universi quod, congregatis in

ecclesia Beate Marie de Tabulis de Montepessulano, dicte Magalonensis diocesis, venerabilibus viris, dominis Petro Sequerii, Thoma de Sautayranicis, Francisco Rome, Petro Calvelli, Bernardo Olibe, Bernardo de Pradis, Raymundo Basterii, Hugone de Podio Morent, Guillelmo de Anissiaco et Bernardo de Tornamira, legum doctoribus, necnon venerabili Universitate scolarium Juris utriusque generalis Studii Montispessulani, seu majoris partis ejusdem et omnibus qui interesse voluerunt, coram venerabili et circumspecto viro, domino Bernardo de Ruppefixa, legum professori, vicario ad infrascripta facienda per dictum dominum Magalonensem episcopum specialiter deputato, prout de dicto vicariatu constat per quasdam pattentes litteras ipsius domini Magalonensis episcopi, in papiro scriptas ejusque sigillo cereo cera rubea in dorso earumdem, ut prima facie apparebat, sigillatas, quarum tenor inferius est insertus [4], aliis dominis doctoribus venerabilis collegii dominorum doctorum de Montepessulano Facultatis Juris civilis absentibus legitime spectatis, ut est moris, prefatus providus vir, magister Gaufridus de Sancto Paulo, Juris civilis baccallarius, in privato predicte Facultatis Juris civilis examine approbatus, legit ibidem publice sollempniter cum oppositis [5] jus civile, prout est in talibus fieri consuetum. Quo facto, prefatus dominus Bernardus de Ruppefixa, vicarius, ut premittitur, antedictus, petito per eum ab eodem baccallario, in privato predicte Facultatis Juris civilis examine approbato, juramento, secundum quod in infrascriptis supradicti domini vicarii litteris continetur, et per memoratum baccallarium juramento prestito, manu elevata versus altare, prehabitaque per eundem dominum vicarium secreta deposicione prenominatorum dominorum doctorum, ac eciam premissis per eundem dominum vicarium verbis plurimis laudabilibus, circa comendacionem baccallarii et approbati predicti, cum idem baccallarius et approbatus predictus prefatos universos actus ac singulos, publicacionem hujusmodi precedentes [6], legitime perfecisset, tandem, de concensu, concilio et assensu dictorum dominorum doctorum, qui dictum baccallarium, ut premittitur, approbatum, sufficientem ad doctoratus Juris civilis honorem, suis exhigentibus meritis, reputabant, ut asseruit dominus vicarius supradictus, ad hoc, ut premittitur, specialiter deputatus, ipse dominus vicarius, auctoritate sibi in hac parte comissa, memoratum magistrum Gaufridum de Sancto Paulo, presentem, pronunciavit,

fecit et creavit, in Facultate Juris civilis predicta doctorem, dans et concedens eidem domino Gaufrido, legum doctori, auctoritate predicta, plenam ac liberam potestatem in Facultate Juris civilis predicta regendi, legendi, repetendi, docendi, disputandi et quoslibet alios actus doctorales hic et ubique terrarum libere exercendi, in ipsa Facultate doctoralia insignia assignando; et alia fecit et dixit prefatus dominus vicarius, que in premissis fuerunt necessaria seu eciam opportuna; quibus peractis, honorabilis et circumspectus vir, dominus Matheus de Trabe, legum excellentissimus professor, sub quo idem dominus Gaufridus recipiebat doctoratus honorem, eidem domino Gaufrido postulanti, prout est fieri consuetum, laudabiliter tradidit insignia doctoratus.

Tenor vero litterarum vicariatus dicti domini Bernardi de Ruppefixa, de quibus superius facta est mencio, sequitur sub tenore sequenti :

Arnaldus, miseratione divina episcopus Magalonensis, venerabili viro domino Bernardo de Ruppefixa etc.

De quibus omnibus et singulis dictus dominus Gaufridus de Sancto Paulo, doctor predictus, peciit sibi per me, supra et infrascriptum notarium, fieri publicum instrumentum.

Acta fuerunt hec, a proximo paragrapho citra, in dicta ecclesia Beate Marie de Tabulis de Montepessulano, in presencia et testimonio venerabilium et religiosorum virorum, dominorum Jacobi Ymberti, canonici Magalonensis, Pauli de Deucio, monachi monasterii Sancti Guillelmi, Dominici Sanxii, preceptoris [7] domus Sancte Eulalie Montispessulani, Hugonis Garelli, Alexandri de Crossossio, decretorum doctorum, Johannis de Affriano, Johannis Bonifilii, Laurencii Sazii, jurisperitorum de Montepessulano, et mei, Johannis de Sala, notarii predicti, qui requisitus hec omnia in notam scripsi et recepi.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, série G, *Minutes des réceptions des licenciés et docteurs du notaire Jean de Sala,* fol. 2 v° - 6 r° (ms. in-12 sur pap. de 60 feuillets). — Publ. : Germain, *Étude historique sur l'École de Droit de Montpellier,* pp. 111-117. — Voy. l'Appendice du présent volume.

1. nosce. — 2. soluc. — 3. publicā. — 4. incertus. — 5. appositis. — 6. pretendentes. — 7. preceptore.

79. — *Lettres du Cardinal Bertrand, suspendant de nouveau le statut sur la taxe du logement des étudiants.* — Avignon, 15 octobre 1341.

Universis presentes litteras inspecturis, Bertrandus, miseratione divina tituli Sancti Marci presbiter cardinalis, reformator utriusque Juris Studii Montispessulani a Sede Apostolica specialiter deputatus, salutem in salutis actore. Ad universitatis vestre et omnium quorum interest notitiam deducimus per presentes quod nos quoddam statutum, super taxatione hospitiorum que studentes dicti Studii pro tempore inhabitant, per nos auctoritate Apostolica editum et postea, ex certis causis rationabilibus, ad certum, jam finitum, tempus suspensum, ex eisdem causis, usque ad festum Purificationis Beate Marie, proxime futurum, iterato duximus suspendendum, volentes quod, statuto ipso remanente sine alicujus prejudicio usque ad festum hujusmodi in suspenso, nichil per quamvis personam vel personas possit vel debeat super eo quomodolibet innovari. In cujus rei testimonium, presentes litteras fieri fecimus et nostri sigilli appensione muniri. Datum Avinione, in hospitio habitationis nostre, die xv mensis Octobris, sub anno Nativitatis Domini millesimo CCCXXXXI°.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. B, cass. IV, n° 7. — Cf. pièce n^os^ 74, 85, 90, 91 et 92 du Cartulaire.

---

80. — *Protestation de l'École de Droit de Montpellier contre un acte prétendu arbitraire de l'Évêque de Maguelone, au sujet de l'examen d'un docteur.* — Montpellier, 1^er^ décembre 1341.

[Appellatio facta per priorem Studii Montispessulani a Domino Magalonensi episcopo, pro quodam doctore faciendo].

In Christi nomine, amen. Anno Dominice Incarnationis M° CCC° XLI°, et die prima mensis Decembris, domino Philippo, Dei gratia Francorum

rege, regnante, et reverendo in Christo patre, domino Arnaldo, divina providentia episcopo Magalonensi, presidente, noverint universi et singuli, hoc presens publicum instrumentum inspecturi, quod, existens sive constitutus in ecclesia Beate Marie de Tabulis ville Montispessulani, in presencia mei, notarii infrascripti, et testium subscriptorum, et coram reverendo in Christo patre, dicto domino Arnaldo, miseratione divina Magalonensi episcopo, infra dictam ecclesiam existens, venerabilis et religiosus vir, dominus Gaufridus de Venasca, decretorum doctor, prior venerabilis collegii dominorum doctorum ville Montispessulani, et unus ex doctoribus dicti collegii, tamquam ille cujus interest, nomine suo proprio et nomine ipsius collegii et singulorum de eodem, sibi adherentium et adherere volencium in hac parte, ut dixit, magistro Bernardo de Caunis, notario infrascripto, tradidit et per ipsum notarium legi fecit ibidem publice, coram dicto domino episcopo et testibus infrascriptis, quamdam papiri cedulam scriptam, appellationem continentem, de qua reddicione seu tradicione peciit sibi fieri publicum instrumentum; cujus quidem papiri cedule tenor sequitur sub hiis verbis :

Quoniam juxta formam in privilegiis et statutis Apostolicis, tam super fundacione quam super reformatione et conservatione ac regimine seu gubernatione generalis Studii Montispessulani salubriter concessis et editis, et etiam juxta formam usus longevi et inveterate consuetudinis, inconcusse hactenus in ipso Studio in talibus observate, ad publicam examinationem cujusvis baccalarii in Jure civili vel canonico ibidem doctorandi et ad dandam eidem licentiam faciendumque sollempne principium ac eciam ad dandum et recipiendum doctoratus insignia, sit ut infra sequitur inter cetera procedendum, videlicet ut per eundem baccalarium lecta publice lege unica vel decreto in ecclesia Beate Marie de Tabulis et factis eidem quibusdam argumentis [1], nullathenus tamen per ipsum doctorandum prestitis et subsecutis rationibus ab eodem, dominus Magalonensis episcopus, vel ibidem presidens pro eodem, ad altare Beate Marie de Tabulis ejusdem ecclesie, una cum doctoribus illius Facultatis, accedere teneatur, et, si forte per ipsos doctores idem baccalarius tunc ydoneus fuerit repertus reputatus, idem dominus episcopus, vel pro [eo] ibidem presidens, ad pristinum locum rediens, eundem baccalarium approbare et eidem licentiam legendi et docendi

et alios actus doctorales peragendi concedere debeat verbo tantum, prout in privilegio Apostolico in fundacione ipsius Studii concesso continetur et, hiis peractis, licenciam hujusmodi a doctorum aliquo ipsius collegii et non alterius per ipsum baccalarium eligendo, insignia doctoralia consueta, cathedram videlicet, librum, birretum, benedictionem et osculum petere, dictusque doctor ad hoc electus et requisitus incontinenti hoc eidem exhibere et tradere realiter teneatur ; et hiis peractis, et non ante nec aliter, dictus licentiatus, ut novus doctor, legem unam, vel decretum, incipere debet ad legendum ; vosque, reverendissime in Christo pater et domine, domine Arnalde, Dei gratia episcope Magalonensis, novo more, et per vestri patentia privilegia et statuta Apostolica, usum et consuetudinem hujusmodi infringere et pervertere, ac ea que [ad] doctores ipsius collegii memorati Studii solum et in solidum, ita quod ad nullum alium, vigore privilegii, statutorum ac usus seu consuetudinis predictorum, pertinent et pertinere debent ac pertinuerunt hactenus inconcusse, vobis attribuere et usurpare dictisque doctoribus et communi collegio indebite et injuriose, vestri reverentia semper salva, subtra[h]ere, quantum in vobis est, et auferre volentes et nitentes, dixistis publice vosque jactastis et etiam cominatus fuistis, quod vos Guillelmum Arnaudi, baccalarium, ut dicitur, in decretis, non solum licentiam legendi, docendi et actus alios doctorales exercendi verbaliter, ut ad vos pertinet et condecet [2], sed etiam cathedram, librum, birretum, benedictionem doctoralem et osculum et alia insignia, non ad vos, ut est dictum, set ad doctores dicti collegii seu alterum eorumdem, per eundem baccalarium eligendum, solum et in solidum, non ad vos, nec ad nullum alium, secundum privilegia et statuta ac usum et consuetudinem supradictam pertinentia et dari debita ac consueta, realiter concederetis et de facto, et ad hoc diem presentem eidem baccalario assignastis, et Universitatem dicti Studii convocari precepistis, in diminucionem juris et honoris ac enorme prejudicium et gravamen dictorum doctorum, collegii et singulorum de eodem, et in spretum et contemptum privilegiorum et statutorum Apostolicorum predictorum. Igitur ego, Gaufridus de Venasca, decretorum doctor, prior dicti collegii, et unus ex doctoribus ejusdem, tamquam ille cujus interest, nomine meo proprio, ut prior, et nomine ipsius collegii et singulorum de eodem, michi adherencium et adherere volencium in hac parte, a

predictis omnibus et singulis gravaminibus, prejudiciis et oppressionibus, per vos, dictum dominum episcopum, dictis, jactatis et cominatis a vobis, et ne aggregetis ipsum Guillelmum Arnaudi, vel alios, collegio predictorum doctorum, cum vobis nec per privilegia Apostolica, nec per statuta ejusdem, nec eciam decernatis ipsum fore doctorem, antequam eidem fuerint concessa insignia doctoratus, tempore [congruo] dinoscatur, et ne eciam ad aliqua, contra et preter formam seu tenorem dictorum privilegii et statutorum Apostolicorum, usus seu consuetudinis hujusmodi, super hoc aliqualiter procedatis vel aliqua attemptetis, quovismodo vel forma, viva voce et in hiis scriptis ad sanctam Sedem Apostolicam provoco et appello, salvo jure nullitatis, si aliqua contigerit in contrarium attemptari, et Apostolos jure debitos sepe et sepius cum multiplicata et repetita instantia, qua decet et convenit per vos michi dari et concedi, cum reverentia debita posco et requiro, requirens vos, et, in quantum michi licet de jure et non aliter, vobis inhibens, ne procedatis, pendenti presenti appellatione seu provocatione, nec ad aliqua in dicti collegii et appellationis prejudicium aliquid attemptetis, protestans quod sit michi [licitum] et dicto collegio et singulis de eodem predicta prosequi per viam nullitatis, vel appellationis, vel supplicationis, aut simplicis querele, prout melius et utilius michi et dicto collegio et singulis de eodem visum fuerit expedire, et quod aliqua de premissis non dico, nec dicere intendo, ad injuriam vestri, dicti domini episcopi, seu alterius cujuscumque, sed pro conservacione mei juris, quo supra nomine et collegii memorati, supponens me et dictum collegium et singulos de eodem, sub protectione speciali dicte Apostolice Sedis ; et de predictis peto michi fieri publicum instrumentum.

Post cujus cedule tradicionem seu reddicionem et lectionem, dictus dominus episcopus dixit, respondit et alias egit, prout sequitur, in hunc modum.

Qua cedula injuriosa et in publico loco, in presencia totius Universitatis Studii coram dicto domino episcopo reddita et perlecta, et pocius ex privato animo et [in] injuriam baccalarii licenciandi, qui jam publice lecturam inceperat et cathedram ascenderat, et injuriam dicti domini episcopi, cui sacramentum fidelitatis doctores ipsi opponentes prestiterant, et se sibi non opponere scienter corporaliter juraverant, de quibus juramentis et perjuriis

dictus dominus episcopus extitit sollempniter protestatus, et de penis debitis pro eisdem, maxime quia odiose dicti provocantes in unum dicuntur conspirasse, et ceditionem in populo facientes, dictus dominus episcopus dixit et asseruit se tam de jure communi, quam virtute privilegiorum Apostolicorum, quam etiam consuetudinis per se et predecessores suos diutissimis temporibus observate, se posse facere in Studio Montispessulani, cujus capud et prelatus esse dinoscitur, magistros tam in Grammatica, Artibus, Medicina, et doctores tam Juris canonici quam civilis, et de hoc se et predecessores suos Magalonenses episcopos esse et fuisse in possessione, seu quasi, pacifica et quieta. Asseruit etiam [3] ad se, tam ex auctoritate Apostolica, quam [4] alias de jure, competere potestatem dandi, tradendi et assignandi omnibus et singulis magistris et doctoribus insignia doctoratus, tum quia capud Studii, tum quia capud singulariter presidens toti Universitati scolarium, baccalariorum, magistrorum et doctorum Studii prelibati, tum etiam quia episcopus et doctor est Juris canonici et civilis : unde non ad usurpacionem juris alicujus, set ad conservacionem juris sui et successorum suorum, episcoporum Magalonensium, et Magalonensis Ecclesie, ad faciendum doctorem dictum magistrum Guillelmum Arnaudi, tamquam sufficientem et ydoneum, et per dictos provocantes, sub virtute juramentorum per eosdem prestitorum, ad hoc sufficientem repertum in privato examine, juste et suo bono jure processit, dicte provocationi tamquam frivole et inani, et in casu non concesso de jure emisse, et nomine simplici, non autem de consensu omnium doctorum dicti collegii, ibidem presencium et contradicencium, quod tamen expresse false in dicta provocacione continetur, non detulit presentem responsionem pro Apostolis refutatorii concedendo, requirens dictos provocantes, et eis sub virtute sancte obedientie ac pena excommunicationis, quam in eos et eorum quemlibet, canonica monicione premissa, et in hiis scriptis tulit, ne de dicta ecclesia recedant, quousque de sufficientia vel insufficientia dicti baccalarii doctorandi [5] deponant, prout in statutis Apostolicis continetur, requirens insuper me notarium infrascriptum, ut de premissis omnibus et singulis sibi faciam publicum instrumentum, quodque in instrumento dicte appellationis conficiendo presentem responsionem inseram de verbo ad verbum cum effectu.

Acta fuerunt hec in dicta ecclesia Beate Marie de Tabulis in Montepessu-

lano, in presencia reverendi in Christo patris, domini Guillelmi, Dei gratia abbatis Sancti Pauli Narbonensis, fratris Bernardi Tricardi, monachi Vallismagne, magistri in sacra Theologia, fratris Berengarii, magistri ordinis de Mercede, baccalarii in sacra Theologia, domini Petri de Bono Villario, in legibus licentiati, et magistri Bernardi de Caunis, notarii regii Montispessulani, qui, una mecum, notario infrascripto, fuit requisitus fieri publicum instrumentum, et mei, Raimundi Fabri, notarii publici dicti domini episcopi, qui hec omnia et singula, ad requisicionem dicti domini episcopi, in notam recepi, et in hanc publicam formam redegi.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartul. de Maguelone*, reg. D, fol. 157 v°. — Publ. : Germain, *Du principe démocratique dans les anciennes écoles de Montpellier*, p. 20 (Mém. de l'Ac. des Sc. et Lett. de Montp., sect. des Lett., t. VII, 1881).

1. On lit en marge du ms., en regard de ce passage : *usque hic.* I. *gross. et sic iste quaternus assendit tres gross. et.* IIII^or *d.* — 2. concedet. — 3. A. e. ex ad se. — 4. tam. — 5. doctoranti.

---

81. — *Procédure et jugement de l'official de Maguelone contre un étudiant clerc, qui avait fait entrer sa provision de vin à Montpellier sans l'autorisation des Consuls.* — Montpellier, 16 février et 11 mars 1342 (n. st.).

In Dei nomine, amen. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quandam causam civilem diucius agitatam fuisse in curia episcopali Montispessulani coram venerabili et egregio viro, domino Guillermo de Planhano, in legibus licenciato, officiali Magalonensi, inter magistrum Petrum Fontanelli, notarium Montispessulani, procuratorem et procuratorio nomine magistri Gaste de Marcasellis, bacallarii in legibus, studentis in Studio Montispessulani, ex una parte, agentem, et magistrum Petrum Garussii, jurisperitum, procuratorem sive sindicum dominorum consulum ville Montispessulani, ex parte altera, defendentem, in qua quidem causa quedam

littera monitoria, cum ejus additionibus, pro petitione per dictum magistrum Petrum Fontanelli reddita fuit, cujus quidem littere monitorie et additionum ad eandem factarum tenor talis est :

Officialis Magalonensis.. cappellano ecclesie Sancti Firmini de Montepessulano, salutem in Domino. Gastus de Marcasellis, clericus solutus, bacallarius in legibus, studens in Studio Montispessulani, nobis exponere graviter cum querela curavit quod, licet ipse in Montepessulano, pro alimentis suis et ejus servitoribus, septem botas plenas vino haberet et in domo ejusdem, tamen discreti viri.. consules ville Montispessulani seu alii, eorum mandato, pretendentes dictas botas septem cum dicto vino sibi fore confiscatas, ceperunt et ad domum consulatus ville Montispessulani asportari fecerunt indebite et injuste, in dampnum dicti clerici non modicum et prejudicium, super quibus petiit sibi per nos de oportuno provideri remedio. Nos vero, volentes, sicuti ad hoc ex nostri debiti officio tenemur et urgemur, clericos nobis subditos et alias personas ecclesiasticas pro nostris viribus, quantum de jure possumus [1] et debemus, defensare, igitur vobis precipiendo mandamus quatinus, ad dictos consules personaliter accedentes, ipsos, ex parte nostra, canonice, coram testibus, moneatis ut, hinc ad diem Martis proximam, reddant et restituant dicto clerico dictas botas cum vino predicto, ut tenentur, vel alias conveniant cum eodem vel dicta die, quam etiam dicto clerico, tenore presencium, duximus assignandam, compareant coram nobis, propposituri causas rationabiles que obsistant, alioquin mutare non poterimus quin contra ipsos per censuram ecclesiasticam gravius procedamus, prout volunt canonice sanxiones. Reddite litteras sigillatas. Datum sextadecima die Februarii, anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo primo.

Qua die, superius per dictum dominum officialem assignata, comparuit dictus Petrus Fontanelli, notarius, nomine quo supra, et reddidit dictam literam monitoriam, cum suis additionibus, pro petitione per partem adversam petita, que sequntur, videlicet quod, cum de personis ecclesiasticis et clericis solutis cognitio solum et in solidum ac bonorum suorum captio, arrestatio seu quevis occupatio ad ecclesiasticum judicem pertineat et ad

nullum alium, jure vel consuetudine, pertinere possit, dictique domini consules, spretis vestris domini officialis monitionibus, ut infractores libertatum ecclesiasticarum, predictas botas, plenas vini albi, quatuor modia tenentes et ultra, in monitorio contentas, dicti domini sui clerici soluti, de facto capi fecerint et ad domum consulatus Montispessulani asportari, pignorationes seu represalias excercendo in predictis, in dicti clerici non modicum prejudicium et jacturam, in canonemque late sententie insidendo, contra infractores libertatum ecclesiasticarum indultum. Idcirco petit dictos dominos consules declarari insidisse in excomunicationem a canone latam contra bona clericorum, contra libertates ecclesiasticas, detinentes et ipsos clericos pignorantes, nec non ipsos condempnari ad reddendum et restituendum sibi, quo supra nomine, dictas botas, plenas vini, in quibus erant quatuor modia vini et ultra VII, cum expensis inde factis, quas ponit in centum solidis Turonensium, salva judiciali taxatione, ut juris est, de imposterum faciendis etiam protestando, et condempnatos ad premissa reddenda et restituenda compelli, censura ecclesiastica mediante, edictique perpetui beneficio in omnibus sibi salvo, salvo etiam jure addendi, minuendi pluris vel minoris, alteriusque petitionis de novo faciende, cui litere monitorie et ejus additionibus petit per partem dictorum dominorum consulum legitime responderi et in dicta causa simpliciter et de plano procedi, prout in talibus et similibus est fieri consuetum, omni strepitu et figura judicii remotis, ut est juris. Lite igitur in dicta causa per responsionem dicti magistri Petri Garrussii, procuratoris predicti, legitime contestata seu quasi contestata, quibusdam posicionibus sive intentionibus per dictum magistrum Petrum Fontanelli in dicta causa redditis et ad eas probandas quibusdam testibus productis, juratis, receptis et diligenter examinatis, et eorum dictis et atestationibus publicatis quibusdamque diebus per dictum dominum officialem dictis partibus ad sententiam audiendam precize et perhemptorie assignatis ac die presenti predictis partibus per ipsum dominum officialem ad sententiam audiendam precize et perhemptorie assignata, quam etiam, iterato et ad cautelam, idem dominus officialis predicto magistro Petro Garrussii, procuratori predicto, precize et perhemptorie assignavit; posito per eundem dominum officialem dicto magistro Petro Fontanelli, procuratore predicto, non comparente, in contumacia et defectu, cujus absencia Dei presencia

suppleatur, tandem dictus dominus officialis ad suam sentenciam proffe-rendam processit, ut sequitur.

Ad hec nos, Guillelmus de Planhano, in legibus licentiatus, officialis Magalonensis, visis et diligenter inspectis presentis cause meritis et omnibus equa lance discussis comunicatoque super hiis peritorum consilio nichilque de contingentibus obmitendo, sedentes pro tribunali in curia episcopali Montispessulani, ubi jus redditur et reddi publice consuevit, sacrosanctis quatuor Dei Ewangeliis positis coram nobis, ut de vultu Dei nostrum rectum prodeat judicium et occuli nostri in hiis et aliis semper videant equitatem, premunientesque nos signo venerabili Sancte Crucis, in nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen, ad nostram difinitivam sententiam procedimus in hunc modum : quia non constat nobis, officiali predicto, per ea que actitata sunt in presenti processu, aliquid de intencione dicti Petri Fontanelli, procuratoris predicti, fuisse probatum, idcirco per hanc nostram diffinitivam sententiam, quam ferimus in hiis scriptis, dictum magistrum Petrum Garrussii, procuratorem predictum, et per eum et ejus ministerio dictos consules, prius tamen dicto Petro Fontanelli posito in contumacia et defectu, cujus absencia Dei presencia suppleatur, a contentis in dicta littera monitoria et petitione predicta absolvimus, dicto Petro Fontanelli, quo supra nomine, super predictis perpetuum scilencium imponentes, de quibus omnibus et singulis dictus magister Petrus Garrussii petiit sibi fieri publicum instrumentum.

Lata fuit hec sententia sollempniter et in scriptis in curia episcopali predicta, dicto domino officiali pro tribunali sedente, anno Dominice Incarnationis millesimo trecentesimo quadragesimo primo, videlicet undecima die mensis Marcii, domino Philippo, Dei gracia Francorum rege, regnante et reverendo in Christo patre, domino Arnaldo, miseratione divina Magalonensi episcopo, presidente, in presencia et testimonio magistrorum Johannis Benedicti Laurentii Sazi, Raymundi de Aussanicis, jurisperitorum, Bernardi de Malaffossa, Jacobi Fabri, Petri Galhardi, notariorum, et mei, Bernardi de Biterris, publici auctoritate regia et dicti domini Magalonensis episcopi sueque curie Montispessulani notarii, qui requisitus hec omnia in cartulario dicte curie scripsi. Vice cujus et mandato, ego, Poncius de Noseriis, substitutus juratus ejusdem, hoc instrumentum de dicto libro

sumpsi, scripsi fideliter et extraxi. In testimonium vero omnium premissorum ego, Bernardus de Biterris, notarius predictus, hic me subscribens apposui signum meum consuetum.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, nouv. lay., 1. a (arm. A, 7[me] rang, liasse 20, lett. L; Inv. de Joffre, t. I, fol. 49 v°).—Cf. 28 nov. 1327 (pièce n° 48 du Cartulaire).

1. possimus.

---

82. — *Statut complémentaire du Cardinal Bertrand pour la Faculté de Droit, relatif à la publication des cours des professeurs et lecteurs.* — Avignon, 22 avril 1342.

Bertrandus, miseratione divina tituli Sancti Marci presbiter Cardinalis, honorabilibus viris, rectori, doctoribus, baccalariis et scolaribus Studii Montispessulani, salutem et presentibus dare fidem.

Ad nostrum, non sine aliquali admiracione, fide digna relacione pervenit auditum, quod, licet nos in statutis super ordinacione Studii Montispessulani pridem, auctoritate Apostolica, per nos factis, inter cetera, deliberacione consulta, duxerimus ordinandum, quod doctores legentes ordinarie in Jure canonico seu civili, illa, que in cathedra legentes proferunt, in scriptis dare, nisi certo modo, non debeant, neque possint, quidam baccalarii, seu alii legentes extraordinarie volentes aut credentes plus sapere quam oporteat, prohibita majoribus et illis qui dare verisimiliter possent verius et utilius, non sine arrogancia dampnabili et dampnosa, presumunt, ex quo multa inconveniencia, que, causa brevitatis, obmictimus, subsequntur : propter quod, nos, dignum reputantes quod hii, qui similem vivendi modum suscipiunt, similem senciant in legibus disciplinam, nec volentes quod prohibita majoribus et [1] minoribus, in quibus est majoris prohibicionis ratio, presumantur, presencium tenore decernimus et declaramus, quod prohibicio predicta, facta doctoribus legentibus ordinarie, de non dando, nisi certo modo, in scriptis, in statutis nostris contenta, ad baccalarios et quoscumque alios legentes extraordinarium seu extraordinarie cum omni ejus effectu et efficacia extendatur, hoc in presumencium penam addentes quod quicumque bacca-

larius, vel alius legens extraordinarie, ordinacionem seu declaracionem presentem, veniendo in contrarium, presumpserit violare, eo ipso ab omni beneficio et privilegio Studii ac honore recipiendo in ipso, per biennium sit suspensus. In cujus rei testimonium, presentes licteras fieri jussimus et nostri sigilli munimine roborari.

Datum Avinione, die vicesima secunda mensis Aprilis, sub anno a Nativitate Domini millesimo trecentesimo quadragesimo secundo, decima indictione, pontificatus sanctissimi patris et domini nostri, domini Benedicti, divina providencia pape XII, anno octavo.

Orig. : Biblioth. de l'Univ. de Montpellier, *Liber Rectorum*, fol. 42 r°. — Publ. : Germain, *Étude hist. sur l'École de Droit de Montpellier*, p. 108. — Ce statut est suivi de la rubrique suivante : Ista tria satuta de vestibus non faciendis et de crastino non vitando et de turbacione et sentencie excommunicacionis in dicta cedula contente sunt suspensa et suspense et de hoc sunt due littere in caxia communi, et ista suspencio fuit facta beneplacito domini cardinalis. — Cf. 3 avr. 1340, 8 févr. 1341, 30 mai 1341, juin 1344, 1351 et 20 déc. 1354.

1. a.

---

83. — *Supplique en Cour de Rome pour un professeur de la Faculté de Droit.* — Villeneuve-lez-Avignon, 9 août 1342.

Supplicat Sanctitati Vestre collegium doctorum Juris utriusque generalis Studii Montispessulani quatenus sibi, in personam venerabilis et religiosi viri, fratris Gaufridi de Venascha, doctoris professoris, monachi monasterii Montismajoris, ordinis Sancti Benedicti, Arelatensis diocesis, qui in prefato Studio decretales et demum decretum ordinarie diu legit et de terra vestri comitatus Vennaisini est eciam oriundus, specialem graciam facientes, eidem fratri Gaufrido de prioratu, officio, beneficio, administratione monasterii Montismajoris, cum cura vel sine cura... conferre dignemini... — Fiat R. Et quod transeat sine alia lectione. Fiat R. Datum apud Villam Novam Avinionensis diocesis, v idus Augusti, anno primo.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Clem. VI supp. ann. I part.* I, fol. 148. t.

---

84. — *Supplique en Cour de Rome pour un étudiant en Droit civil.* — Villeneuve-lez-Avignon, 18 août 1342.

Supplicat Sanctitati Vestre Fabianus, filius quondam Ruphi de Ultramarinis, clericus Januensis, in Studio Montispessulani in Jure civili studens, quatenus, sibi specialem gratiam facientes, de canonicatu ecclesie Patrecensis... eidem dignemini providere... — Fiat R. Et quod transeat sine alia lectione. Fiat R. Datum apud Villam Novam Avinionensis diocesis, xv kalendas Septembris, anno primo.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Clem. VI supp. ann. I part.* 1, fol. 141. t.

---

85. — *Lettres du Cardinal Bertrand, suspendant de nouveau le statut sur la taxe du logement des étudiants.* — Avignon, 25 février 1343.

Universis presentes litteras inspecturis, Bertrandus, miseratione divina tituli Sancti Marchi presbiter cardinalis, reformator utriusque Juris Studii Montispessulani a Sede Apostolica specialiter deputatus, salutem in salutis actore. Ad universitatis vestre et omnium quorum interest noticiam deducimus per presentes quod nos quoddam statutum, super taxatione hospitiorum, que studentes dicti Studii pro tempore inhabitant, per nos auctoritate Apostolica editum et postea, ex certis causis rationabilibus, ad certa tempora, jam finita, suspensum [1], iterato, ex eisdem causis, duximus suspendendum, quousque per nos super eo aliud fuerit ordinatum, non intendentes propter premissam suspenssionem quod alicui partium prejudicium aliquod generetur nec interim per aliquem super eo aliquam fieri novitatem. In cujus rei testimonium, presentes litteras fecimus fieri et sigilli nostri appensione muniri. Datum Avinione, die vicesima quinta mensis Februarii, anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo tercio.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Arm. B, cass. IV, nº 5. — Cf. pièces nºs 74, 79, 90, 91 et 92 du Cartulaire.

1. suspendissemus. — Cf. pièce nº 79 du Cartulaire.

---

86. — *Supplique en Cour de Rome pour un bachelier en Droit canon, conseiller de l'Université.* — Avignon, 4 juin 1343.

Supplicant Sanctitati Vestre devoti filii vestri, Rector et Universitas ac prior et collegium doctorum utriusque Juris generalis Studii Montispessulani quatinus eis, in personam viri providi ac discreti Ludolphi de Neydorp, clerici Halberstadensis diocesis, bacalarii in decretis ac consiliarii ejusdem Universitatis ad presens, specialem gratiam facientes, de canonicatu ecclesie Sancti Nicolai in Stendal, dicte diocesis... dignemini providere... — Fiat R. Et quod transeat sine alia lectione. Fiat R. Datum Avinione, II nonas Junii, anno secundo.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Clem. VI supp. ann. II part.* III, fol. 39. a.

---

87. — *Supplique en Cour de Rome pour un maître en Médecine.* — Avignon, 15 juin 1343.

Sanctissime pater, supplicat Sanctitati Vestre Universitas medicorum Montispessulani, quatinus sibi in personam dilectissimi magistri, Mauritii de Embrica, magistri in medicina, specialem gratiam facientes, eidem de canonicatu ecclesie Zosatiensis (de Susato), Coloniensis diocesis... dignemini providere... — Fiat R. Et quod transeat sine alia lectione. Fiat R. Datum Avinione, XVII kal. Julii, anno secundo.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Clem. VI supp. ann. II part.* III, fol. 50. b.

---

88. — *Indult de Clément VI, autorisant les membres de l'Université de Montpellier à percevoir les fruits de leurs bénéfices pendant deux ans, sans être assujettis à la résidence.* — Avignon, 26 janvier 1344.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Clem. VI* (n° 160), fol. 389. — Indult donné à la requête d'Imbert du Puy, cardinal prêtre de la basilique des Douze Apôtres. L'abbé d'Aniane et le prévôt de Maguelone sont constitués exécuteurs de l'indult.

---

89. — *Statut complémentaire du Cardinal Bertrand pour la Faculté de Droit, relatif au luxe déployé aux cérémonies du Doctorat et aux congés facultatifs qui les suivaient.* — Montpellier, juin 1344.

Anno Domini millesimo CCC° quadragesimo quarto, in mense Junii, prefatus dominus cardinalis, eundo in Cataloniam, cum fuit in Montepessulano, fecit denunciari unam cedulam, suo contrasigillo signatam, que est in caxia cum statutis, cujus tenor talis est :

Mandat dominus noster reverendissimus [1], dominus Bertrandus, tituli Sancti Marci presbiter cardinalis, quod nullus licenciatus, baccalarius vel scolaris, in principiis solempnibus doctorum audeat portare aliquas vestes pro paramentis, seu in honorem alicujus doctorandi factas, vel faciendas, quas non essent alias facturi, donec aliud duxerit ordinandum.

Item, quod pro nullo doctore noviter fiendo vaccetur in crastinum ejus principii solemnis, et quod doctores et baccalarii neccessario habeant legere et perficere suas lectiones, ac si non fuisset factus doctor die precedenti.

Item, quod nullus, sive clericus, sive laicus, audeat seu presumat qualitercumque inpedire, sive precibus ausibusque quibuscumque, aliquos seu aliquem, doctores, licenciatos aut baccalarios, quocumque colore quesito, quominus legere et perficere suas valeant lectiones.

Et predicta omnia et singula mandat, sub pena excommunicacionis,

quam fert in hiis scriptis, absolutionem [2] omnium, qui contra premissa vel aliquod premissorum fecerint, sibi vel superiori suo, ex causa, reservans.

Orig. : Biblioth. de l'Univ. de Montpellier, *Liber Rectorum,* fol. 42 r°. — Publ. : Germain, *Étude hist. sur l'École de Droit de Montpellier,* p. 109. — Cf. 3 avr. 1340, 8 fév. 1341, 30 mai 1341, 22 avr. 1342, 1351 et 20 déc. 1355.

1. revererendissimus. — 2. absolucione.

---

90. — *Lettres du Cardinal Bertrand, prorogeant la suspension du statut sur la taxe du logement des étudiants, sans préjudice des usages antérieurement en vigueur.* — Avignon, 18 novembre 1344.

Universis presentes litteras inspecturis, Bertrandus, miseratione divina tituli Sancti Marci presbiter cardinalis, reformator utriusque Juris Studii Montispesulani, Magalonensis diocesis, a Sede Apostolica specialiter deputatus, salutem in Domino sempiternam. Cum nos dudum, inter cetera statuta super reformatione utriusque Juris Studii Montispesulani per nos edita, quoddam statutum ediderimus super locatione et taxatione hospitiorum dicti loci, que inhabitant studentes Studii memorati, querelosaque insinuatione, tam studentium quam burgensium dicti loci, didicerimus statutum ipsum in utriusque partis dispendium, licet diversis respectibus, redundare, nos, utriusque partium predictarum comodum et statum tranquillum et pacificum appetentes, tenore presentium declaramus non esse intentionis nostre quod, pendente suspensione dicti statuti, quod pridem duximus suspendendum, vigore ipsius statuti aliquid novi fiat per aliquam partium predictarum, sed dictorum hospitiorum locatio et conductio in statu, in quo erat ante dicti edictionem statuti, interim volumus remanere. In cujus rei testimonium, presentes litteras fieri fecimus et nostri sigilli appensione muniri. Datum Avinione, die XVIII Novembris, sub anno Domini millesimo CCC quadragesimo quarto.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, arm. B, cass. IV, n° 5 *bis*. — Cf. pièces n°s 74, 79, 85, 91 et 92 du Cartulaire.

---

91. — *Vidimus et notification, adressés par l'official de Maguelone au bedeau de l'École de Droit, des lettres du Cardinal Bertrand sur la taxe du logement des étudiants, du 25 février 1343 et du 18 novembre 1344.* — [Montpellier], 24 novembre 1344.

Ysarnus de Unhaco, in legibus licentiatus, officialis Magalonensis, dilecto nobis in Christo, bedello generali Studii Montispessulani in Jure canonico et civili vel ejus locumtenenti nec non et magistro Bernardo de Biterris, notario nostre curie, et eorum cuilibet, salutem in Domino sempiternam. Duas patentes literas reverendi in Christo patris et domini, domini Bertrandi, miseratione divina tituli Sancti Marchi presbiteri cardinalis, reformatoris Juris utriusque Studii Montispessulani a Sede Apostolica specialiter deputati, ejusque vero sigillo autentico in pendenti sigillatas, non viciatas, non cancellatas, nec in aliqua sui parte suspectas, ex parte consulum ville Montispessulani, requirentium per nos debere facere publicari per singulas scolas dicti Studii, ut contenta in illis quorum interest nota fiant, presentatas cum qua decuit reverencia, nos recepisse noveritis sub hiis verbis :

Universis presentes literas inspecturis, Bertrandus, miseratione divina, tituli Sancti Marchi presbiter cardinalis...

Datum Avinione, die xxv mensis Februarii, anno Domini M° CCC° XLIII° [1].

Item :

Universis presentes litteras inspecturis, Bertrandus...

Datum Avinione, die XVIII Novembris, sub anno Domini M° CCC° XL° quarto [2].

Quarum, ad instantem requisitionem dictorum consulum, vobis et vestrum cuilibet districte precipimus et mandamus quatinus dictas litteras dicti domini cardinalis per singulas scolas dicti Studii, ut nullus, pretextu ignorantie, de contentis in illis se valeat excusare, publicetis. Reddite

litteras sigillatas in signum publicationis predicte. Datum die xxiiii Novembris, anno Domini M° CCC° XLIIII°.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. C, cass. XXII, n° 5.

1. Pièce n° 85 du Cartulaire (25 février 1343). — 2. Pièce n° 90 du Cartulaire (18 novembre 1344).

---

92. — *Lettre du Cardinal Bertrand aux Consuls de Montpellier, relativement à la taxe du logement des étudiants.* — Avignon, 5 octobre [vers 1344].

Circumspectioni vestre tenore presentium amicabiliter intimamus quod, relato per nos nudius tercius domino nostro pape, in presentia reverendi patris, domini Petri, tituli Sanctorum Nerei et Achillei presbiteri cardinalis, quod dominus rex Majoricarum et vos, pro villa Montispessulani, super quodam statuto, per nos super taxatione hospitiorum ejus auctoritate edito, gravatos reputabatis, multis ad hoc rationibus allegatis, per quas etiam concludebatis probabiliter quod predictum statutum, vobis absentibus nec vocatis editum, vos, circa hoc non subjectos obligare non poterat nec ligare, ideoque a nobis postulandum per solempnes nuntios multotiens duxeratis quod statutum predictum, in quantum de facto processerat, revocaremus, vobis revocationis hujusmodi litteras concedentes; nosque vobis, post diversas suspentiones, responderamus finaliter quod, licet non crederemus quod vos invitos predictum statutum ligaret, tamen nec revocare, nec revocationis litteras concedere sine ipsius domini pape licentia poteramus commode, propter quod, multis negocii circumstanciis in relatione nostra subjunctis, eidem juxta morem supplicavimus ut ipse modum, quem haberemus servare in ipso negotio, exprimere dignaretur. Qui dominus noster, audita relatione, respondit quod, licet ipse crederet quod statutum per nos editum super hospitiorum taxationibus vos non ligaret invitos, mirabatur tamen non modicum quod vos super hospitiorum taxationibus juxta formam statuti predicti, quod sui natura equm et rationabile videbatur, vel

alias cum rectore et scolaribus Studii Montispessulani nullam concordiam facere volebatis, cum tamen in Studiis Parisiensi, Bononiensi et Tholosano super taxationibus hujusmodi scolastici cum civibus multo meliorem et favorabiliorem concordiam invenissent, et ideo cum prima facie videretur, ut dicebat, quod vos non multum de Studio curaretis, voluit et nobis in presentia dicti domini cardinalis mandavit quod vobis et ville Montispessulani unum terminum statueremus peremptorium, infra quem super hospitiorum taxatione conveniretis cum scolasticis, si vobis expediens videretur, infra quem terminum si nolletis cum ipsis amicabiliter concordare, ipse intentionis erat precise privilegia Studii generalis ville Montispesulani concessa revocare et Studium cum debitis privilegiis ad alium locum transferre, in quo scolastici taxationem hospitiorum ydoneam reperirent. Nos siquidem, villam Montispessulani sincero diligentes affectu, mandatum vobis factum, preter consensum dicti domini nostri, qui, si sciret, non forte gratum haberet, exequi differentes, predicta discretioni vestre secrete cum nulli hoc, nisi domino Francisco Bedocii, ex causa, revelaverimus, duximus intimanda, ut vos, qui sapientes estis, in predicto negocio, quod non modicum reputamus, deliberetis quid liceat, deceat et expediat, futuris periculis, dampnis et vituperiis providentes et nobis, quam cito poteritis, rescribentes. Datum Avinione, die v Octobris.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Arm. C, cass. XXII, n° 11. — Pièce sur papier, portant au dos l'adresse suivante : *Circumspectis viris.. Consulibus ville Montispessulani. Bert. tt. Sancti Marci pbr. card.* — Cf. pièces n^os^ 74, 79, 85, 90 et 91 du Cartulaire.

---

93. — *Indult de Clément VI, autorisant les membres de l'Université à percevoir les fruits de leurs bénéfices pendant deux ans, sans être assujettis à la résidence.* — Avignon, 24 mars 1346.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Clem. VI* (n° 168), fol. 207 b. — Cf. même indult accordé le 26 janvier 1344 (pièce n° 88 du Cartulaire).

---

94. — *Supplique en Cour de Rome pour un membre de la Faculté de Droit.* — Avignon, 9 août 1346.

Supplicant Sanctitati Vestre devoti vestri filii.. Locumtenens Rectoris et consiliarii universitatis juristarum Studii Montispessulani quatinus in personam religiosi viri, fratris Johannis de Cadolla, monachi monasterii Montismajoris, ordinis sancti Benedicti, in diocesi Arelatensi, aprobati in decretis, sibi specialem gratiam facientes, eidem de prioratu, dignitate, personatu, officio vel beneficio solito vel solita per monachos dicti monasterii gubernari, cum cura vel sine cura, spectante ad collationem, provisionem seu quamvis aliam dispositionem.. abbatis et conventus monasterii predicti, communiter vel divisim, vacante vel vacaturo, dignemini providere, cum acceptatione, reservatione, inhibitione, decreto et clausula anteferri, et non obstantibus etiam clausulis opportunis, et etiam non obstante quod unam pensionem quinquennalem, ex consueto certis studentibus in dicto monasterio ab antiquo assignari [solitam], obtinere noscatur, quam de uberiori gratia supplicant ut illam habere et retinere valeat, studium continuando seu in eo existendo, quousque possessionem pacificam alicujus beneficii, virtute presentis gratie fuerit assecutus, non obstante constitutione facta in capitulo provinciali abbatum dicti ordinis provinciarum Arelatensis, Aquensis et Ebredunensis, qua cavetur quod pensiones studentium monasteriorum dictarum provinciarum nisi semel et ultra quinquennium nemini concedantur seu quacumque alia in contrarium facta executoribus deputatis. — Fiat usque ad summam centum librarum R. Et quod sine alia transeat lectione. Fiat R. Datum Avinione, v idus Augusti, anno quinto.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Clem. VI supp. ann. V part.* II, fol. 134.

---

95. — *Supplique en Cour de Rome pour un professeur de Droit canonique.* — Avignon, 7 octobre 1347.

Sanctitati Vestre significant humiles oratores vestri.. episcopus.. prepositus et capitulum Magalonenses, consules Montispessulani.. collegium

doctorum et universitas scolarium ejusdem loci utriusque Juris, quod venerabilis et religiosus vir, Guillelmus de Spinassone, doctor decretorum, actu legens ordinarie decretales in Studio vestro Montispessulani, monachus monasterii Sancti Victoris Massiliensis, ordinis sancti Benedicti, prior prefati collegii priorque prioratus Sancti Michaelis de Brugeriis, Magalonensis diocesis, qui maturitate pollet consilii, et inter Juris canonici professores fructuosa et indefessa doctrina et alia virtutum merita eidem, teste conscientia, suffragantur super laudabili concordia, in vestra Magalonensi ecclesia reformanda fideliter et multipliciter laboravit. Quocirca, affectantes, prout tenemur, tam laudabilium meritorum, ut in lucem prodeant ferre testimonium veritatis et ejus Guillelmi emeriti prosperum incrementum, Vestre Sanctitati flexis genibus propitius supplicamus quatinus, eidem doctori specialem et singularem gratiam facientes, de officio vel prioratu, etiamsi conventualis existat, ad collationem abbatis vel conventus, communiter vel divisim, dicti sui monasterii spectante, cum cura vel sine cura, vacante seu vacaturo, dignemini misericorditer providere, non obstante dicto prioratu de Brugeriis, quem obtinet, cujus regimen mox assecuta hujusmodi gratia derelinquet et aliis non obstantibus et clausulis opportunis et executoriis. — Fiat etiamsi conventualis R. Et placeat quod transeat sine alia lectione. Fiat R. Dat. Avinione, nonis Octobris, anno sexto.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Clem. VI supp. ann. VI part.* II, fol. 134.

---

96. — *Vente par Guilhem Barral, marchand, à Bernard Trigard, évêque de Bergame, d'une maison sise au faubourg du Courreau, pour l'établissement d'un Collège (Collège de Pézénas).* — Montpellier, 10 octobre 1347 et 3 juin 1348.

In nomine Domini nostri Jesu Christi, noverint universi quod, anno ejusdem Incarnationis millesimo trecentesimo quadragesimo septimo, domino Philippo, Dei gratia rege Francorum, regnante, et die decima mensis Octobris, ego, Guillermus Baralli, mercator, habitator Montispessulani, pro me et meis, juris et rei heredibus et successoribus, bona fide et sine dolo,

gratis et ex certa sciencia, vendo et titulo pure, perfecte et irrevocabilis venditionis, perpetuo firmiter valiture, concedo et trado, seu quasi et penitus et perpetuo derelinquo vobis, religioso viro, domino fratri Poncio Karoli, monacho Vallismagne, Jacobo de Rodesio et Johanni de Villanova, mercario Montispessulani, procuratoribus reverendi in Christo patris et domini, domini Bernardi, Dei et Apostolice Sedis gracia episcopi Pergamensis, prout de procuratione vestra[1] constat, publico instrumento inde facto per magistrum Symonem de Pilis, Imperiali auctoritate notarium publicum Pergamensem ac officialem et scribam curie Pergamensis, sub anno Dominice Nativitatis millesimo trecentesimo quadragesimo septimo, indictione quinta decima, die septimo mensis Augusti, presentibus, stipulantibus et recipientibus, nomine procuratorio predicti domini episcopi, et pro pia ordinatione per dictum dominum episcopum facienda juxta suam voluntatem, per eum declaratam et vobis mandatam, sive per eum ordinandam et statuendam, et ad omnes dicti domini episcopi voluntates plenarie faciendas : videlicet totum quoddam hospicium cum medietate puthei in eo existentis et cum omnibus suis hedifficiis, tectis, parietibus et fundamentis, sotulis, cameris et solariis, introitibus et exitibus, juribus et pertinenciis, redditibus et loqueriis, et cum quadam camera terranea, que est juxta introitum dicti hospicii a parte sinistra, et cum uno sotulo sibi continguo; quod hospicium est extra muros in suburbiis Montispessulani, in carreria recta vocata de Corrali, et dicti sotuli sunt in traversia in qua morantur Sorores Beate Marie Magdalene, et confrontatur dictum hospicium et dictus sotulus ab una parte cum hospicio Johannis de Sancto Michaele, mercatoris Montispessulani, in quo est quedam trillia, et dicta camera terranea confrontantur etiam a parte laterali cum dicto hospicio dicti Johannis, et a parte desuper cum dicto hospicio dicti Johannis, et a parte altera confrontatur dictus sotulus cum hospicio Guillelmi Lamberti, cultoris, et cum dicta travercia confrontantur hospicium et sotulus, et a parte dicte travercie confrontantur cum hospicio Johannis Cezane, ordearii, et cum domo Symonis Salerii, candelerii cere, et cum domo Jacobi Garbini, cultoris, dicta traversia in medio, et a parte ante confrontatur dictum hospicium cum dicta carreria recta de Corrali predicta. Siquidem hospicium, cameram et sotulum cum suis juribus et pertinenciis, introitibus et exitibus, presentibus predictis[2] vobis,

ut supra stipulantibus et recipientibus, vendo in et pro franco, libero et absoluto alodio et sine aliqua servitute et sine prestatione alicujus usatici aut laudimii seu alterius cujuscumque petitionis, pro precio septingentarum et viginti librarum Turonensium, monete hodie currentis, quas nomine justi et legitimi precii a vobis, quo supra nomine solventibus, et de propria pecunia dicti domini Pergamensis episcopi habui realiter numerando; renuncians exceptioni dicti precii michi integre non soluti et pecunie ipsius non numerate et non recepte, doli et in factum actionis. Et si predicta, per me vobis, ut supra stipulantibus, vendita, dicto precio plus valent seu valuerint, id totum plus dicto domino episcopo absenti et vobis, ut supra stipulantibus, sponte dono, donatione pura, simplici et irrevocabili, que dicitur inter vivos; renuncians illis omnibus causis ingratitudinis quibus dicta donatio revocari posset, et juribus illis quibus deceptis in contractibus ultra dimidium justi precii subvenitur, et omni errori, lesioni et deceptioni, et privilegio restitutionis in integrum cujuscumque. Et volo et concedo dicto domino episcopo absenti et vobis, ut supra stipulantibus et recipientibus, quod corporalem predictorum, per me supra venditorum, possessionem per vos vel per alium, cum volueritis, apprehendatis et retineatis, me vel meis insciis et irrequisitis, quam donec apprehenderitis et possidere ceperitis, in tantum a dicto domino episcopo et ejus nomine ea me constituo tenere et possidere : nulla propter hoc possessione civili, naturali seu precaria penes me vel meos aliquathenus remanente. Et cedo, dono et mando et penitus perpetuo derelinquo dicto domino episcopo absenti et vobis, suo nomine procuratorio stipulantibus et recipientibus, omnia jura et omnes et singulas actiones, petitiones, deffensiones et causas reales et personales et alias quaslibet, que et quas habeo et michi competunt et competere possunt in predictis per me supra venditis, vel ratione eorumdem contra quaslibet personas et bona. De quibus juribus et actionibus supradictis ac peractis per me vobis, ut supra recipientibus, venditis, me et meos heredes et successores exuo nunc et in perpetuum penitus et denudo et inde vos, ut supra stipulantes et recipientes, investio. Et in plenam juris et facti possessionem, seu quasi, predictorum, per me supra venditorum, dictum dominum episcopum, licet absentem, et vos, nomine suo procuratorio stipulantes et recipientes, induco et pono absque aliqua retentione, quam in eis juribus et pertinenciis suis predictis michi vel meis

successoribus non facio. In quibus juribus et actionibus supradictis ac predictis, per me vobis, ut supra stipulantibus, venditis, juribus et pertinenciis suis predictis, dictum dominum Pergamensem episcopum facio et constituo verum dominum actorem et procuratorem in rem suam propriam et per me ut predictum et sponte et legitime venditam. Et promito vobis, ut supra stipulantibus et recipientibus, quod predicta, per me supra vendita, cum omnibus suis juribus et pertinenciis universis, faciam dictum dominum episcopum Pergamensem et suos successores in et pro franco, libero et absoluto alodio et sine aliqua servitute, semper habere, tenere et paciffice possidere, meis expensis propriis, absque impedimento et contradictione cujuslibet persone, pretferendo me, et cum expensis meis propriis, in jus et extra, litigando ad veram, quo supra nomine seu dicti domini Pergamensis episcopi, requisitionem, contra quaslibet personas dicto domino Pergamensi episcopo vel suis successoribus, in predictis per me supra vobis, dictis procuratoribus, nomine quo supra stipulantibus et recipientibus, venditis, vel ratione eorumdem petitionem aliquam facientes, aut litem vel questionem moventes, totiens et tamdiu quousque dictus dominus episcopus et sui successores in paciffica eorum possessione persistant et perpetuo remaneant, et de evictione totali et particulari predictorum, per me supra venditorum, si in eis vel eorum aliquo fieri contingetur, quandocumque dicto domino Pergamensi episcopo, et vobis, nomine suo procuratorio stipulantibus et recipientibus, teneri promito : pro qua evictione predicta, dicto domino Pergamensi episcopo seu suis successoribus per integrum restituenda una cum omnibus expensis, dampnis et interesse inde faciendis et sustinendis per dictum dominum Pergamensem episcopum seu suos successores quoquomodo. Super quibus, stare et credere promito soli ac simplici verbo dicti domini Pergamensis episcopi vel suorum absque testibus juramento et alia probatione quacumque. Et pro predictis omnibus et singulis sic tenendis, servandis et complendis, obligo vobis, nomine procuratorio predicto stipulantibus et recipientibus, me et omnia bona mea presentia et futura, renuncians super hiis omni actioni, exceptioni et replicationi doli mali, fraudis, vis, metus et in factum juris et facti ignorantie exceptioni, feriis et induciis quibuscumque, transcriptionis hujus instrumenti petitioni et oblationi libelli, crucis et fori privilegio et omni alii juri, privilegio, beneficio, statuto, usui et consue-

tudini quibus contra predicta venire possem. Et assero et promito vobis, ut supra stipulantibus et recipientibus, quod nichil dixi vel feci nichilque dicam vel faciam, per quod premissa vel singula minorem obtineant firmitatem, quinimo sic predicta omnia et singula tenere, servare et in nullo contra facere vel venire vobis, ut supra stipulantibus et recipientibus, promito et juro super sancta Dei Evangelia, a me corporaliter sponte tacta.

Et ego Ricardis, uxor dicti Guillermi Baralli et de ejus voluntate, auctoritate et consensu, quod ego dictus Guillermus confiteor esse verum, ego quoque dicta Ricardis, certifficata de venditione predicta et omnibus et singulis suprascriptis, ideo pro me et meis predictam venditionem et omnia et singula supradicta laudo, approbo, ratiffico et confirmo vobis, dictis procuratoribus ut supra stipulantibus et recipientibus, et cedo, dono et mando, et penitus et perpetuo derelinquo vobis, stipulantibus ut supra, omnia jura et omnes et singulas actiones, petitiones, deffensiones, voces et causas reales et personales et alias quaslibet, que et quas habeo et michi competunt et competere possunt in predictis, per dictum maritum meum supra vobis, nomine procuratorio predicti domini Pergamensis episcopi recipientibus, venditis vel ratione eorumdem contra quaslibet personas et bona. De quibus juribus et actionibus supradictis ac predictis per dictum virum meum supra, ut premititur, venditis, me et meos successores et heredes exuo nunc et in perpetuum penitus et denudo et inde vos, ut supra stipulatur, investio. In quibus juribus et actionibus supradictis ac predictis per dictum virum meum supra, ut premititur, venditis, dictum dominum, Pergamensem episcopum, licet absentem, facio et constituo verum dominum, actorem et procuratorem in rem suam propriam, et per vos, dictos procuratores, nomine suo procuratorio et de sua propria pecunia, emptam. Et vobis, dictis procuratoribus, ut supra stipulantibus et recipientibus, pactum facio expressum, perpetuum, validum, gratuitum et sollempne, personale, reale et irrevocabile de omni modo, in predictis per dictum virum supra, ut premititur, venditis, aliquid non petendo in jus vel extra, quovis modo, ullo tempore vel loco. Et sic predicta omnia et singula tenere, servare et in nullo contra facere vel venire vobis, dictis procuratoribus ut, supra stipulantibus et recipientibus, promito et juro super sancta Dei Evangelia, a me corporaliter sponte tacta.

Hec acta fuerunt in Montepessulano, in hospicio hiterato dicti Guillermi Baralli, in testimonio et presencia Stephani de Bagis, clerici, Arnaudi Trigardi, Petri Trigardi, fratrum, de Pedenascio, et magistri Guillermi Trigardi, jurisperiti, dicti Arnaudi filii, Guillermi de Montesalvio, domicelli, Petri Fornerii senioris, cultoris et dextratoris, et Petri Fornerii, ejus filii, et mei, Guillelmi Nogareti, notarii publici Montispessulani dicti domini nostri Francorum regis, qui requisitus et rogatus predicta in notam recepi.

Post hec, anno et die supra scriptis, dictus Guillermus Baralli induxit dictos dominum Poncium Karoli et Jacobum de Rodesio, presentes, procuratorio nomine predicto recipientes, in corporalem possessionem dicti hospicii, et precepit Ludovico de Porpreriis de Villa Bellijoci, Matisconensis [3] dyocesis, scolari studenti in Jure civili, comoranti in dicto hospicio, et per ipsum domino Girardo de Cres, licentiato in legibus, Lugdunensis dyocesis, absenti, quod deinceps respondeant eisdem procuratoribus et eorum cuilibet, quo supra nomine, de loquerio hospicii supradicti. Et domini Poncius et Jacobus, procuratores supranominati, intraverunt dictum hospicium et per eumdem ambulaverunt et steterunt, palam, paciffice et quiete et sine cujuscumque [4] contradictione, causa, ut dixerunt, retinendi, nomine procuratorio dicti domini Pergamensis episcopi, corporalem possessionem predicti hospicii et aliorum supra per ipsum Guillermum dictis procuratoribus, nomine predicto recipientibus, venditorum. Protestantes idem procuratores, quo supra nomine procuratorio, quod, licet contingat eos corporaliter de predicto hospicio exire, intendunt alias [5] in corporalem possessionem hospicii et aliorum venditorum predictorum nomine procuratorio dicti domini episcopi retinere. De quibus prefati procuratores, nomine procuratorio predicti domini Pergamensis episcopi, petierunt sibi fieri publicum instrumentum per notarium infra scriptum.

Acta fuerunt hec [in] Montepessulano, in hospicio predicto, in testimonio et presencia Stephani de Bagis, Arnaudi et Petri Trigardi predictorum, Johannis Berengarii, cultoris Montispessulani, et mei, Guillelmi Nogareti, notarii publici dicti domini nostri Francorum regis, qui requisitus et rogatus predicta in notam recepi.

Post mortem vero prefati magistri Guillelmi Nogareti, notarii regis condam Montispessulani, ego Johannes Vedelli, clericus juratus et substitutus ma-

gistri Guillelmi Majorini, notarii regii Montispessulani, cui data est licencia et auctoritas, per venerabilem et sapientem virum dominum Poncium Berengarii, judicem curie regie Montispessulani, extrahendi instrumenta, de notis non cancellatis, per dictum condam notarium receptis, prout de dicta licencia constat, per quoddam instrumentum inde factum per magistrum Raymundum Junivi, notarium regium Montispessulani, sub anno Dominice Incarnationis millesimo trescentesimo quadragesimo octavo et die tercia mensis Junii, hoc instrumentum de dicta nota fideliter extraxi, vice et mandato dicti magistri Guillelmi Majorini, secundum tenorem dicte note ac stilum et cursum communem dicti condam notarii.

Et ego, predictus Guillelmus Majorini, notarius publicus regius, facta diligenti collatione cum dicta nota, hic me subscribo et signo. Guillelmus.

Orig. : Arch. mun. de Pézénas. — Publ. : E. Thomas, *Le Collège de Pézénas établi sous le nom de Collège de Bresse à Montpellier,* dans les *Mémoires de la Soc. archéol. de Montpellier,* t. III, p. 725.

1. vera. — 2. presentes predictos. — 3. Marciconensi. — 4. cuicumque. — 5. alio.

---

97. — *Supplique en Cour de Rome pour un bachelier en Droit canonique (rectifiée par le postulant).* — Avignon, 6 octobre 1348.

Sanctissime pater, cum in supplicatione alias per Sanctitatem Vestram michi, Petro Nuet, baccallario in Jure canonico et scolari in legibus, ad preces venerabilis universitatis juristarum utriusque Juris Studii Montispessulani, signata super prepositura ecclesie Surburgensis, Argentinensis diocesis, sint aliqua propter facti errorem obmissa... dignetur eadem Vestra Sanctitas dictam supplicationem secundum tenorem qui subsequitur reformare... — Fiat R. Et quod transeat sine alia lectione. Fiat R. Datum Avinione, II nonas Octobris, anno septimo.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Clem. VI supp. ann. VII part.* I, fol. XIII^{xx}. I (261).

---

98. — *Supplique en Cour de Rome pour le Recteur de l'Université (Bernard Alauyan).* — Avignon, 18 octobre 1348.

Supplicat Sanctitati Vestre devotus orator vester, Bernardus Alauyani, canonicus Valentinus, licentiatus in legibus rectorque generalis Studii Montispessulani quatinus, sibi specialem gratiam facientes, de canonicatu et prebenda et prepositura seu mensata ecclesie Vicensis, vacante ad presens per mortem Guillelmi de Rupisaltis... dignemini providere... — Fiat R. Et quod sine alia transeat lectione. Fiat R. Datum Avinione, xv kal. Novembris, anno septimo.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Clem. VI supp. ann. VII part.* I, fol XIIII^{xx} VI. b. (286).

---

99. — *Lettres du roi Jean en faveur de l'Université de Droit de Montpellier, relatives à la juridiction de la Cour du Petit Scel, aux tailles dues par les bedeaux et à la taxe du logement des étudiants.* — Montpellier, janvier 1351 (n. st.).

Johannes, Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis, presentibus et futuris, quod nos, ad supplicacionem humilem Universitatis, collegii, doctorum et scolarium utriusque Juris Montispessulani, qui in nostra gardia speciali et protectione existunt, cum veniunt ad Studium et ibidem morantur vel ad suas partes redeunt, et quos ex habundanti in dicta nostra gardia et protectione cum familia et bonis suis propriis suscipimus per presentes, asserentium sibi injurias et violentias, nedum in jurisdictione dicti loci Montispessulani, sed in aliis locis frequenter inferri, in prejudicium gardie nostre, quas prosequi nequeunt ultra villam Montispessulani, quando a suo Studio distraherentur graviterque vexarentur laboribus et expensis, si extra dictam villam injurias hujusmodi prosequi opporteret; protectionem, custodiam ipsorum, cohercionem insuper eorum qui, in protectionis et gardie nostre prejudicium, Universitati, collegio, doctoribus, seu magistris aut scolaribus

inferrent injurias vel violentias manifestas, sive infra jurisdictionem et districtum loci predicti, sive in locis aliis dumtaxat Occitanie, judici nostro Parvi Sigilli Montispessulani presenti et futuro, tenore presentium, committimus, de gracia speciali, ut idem judex super injuriis et violentiis manifestis, eisdem doctoribus seu magistris aut scolaribus, personis aut propriis familiis eorumdem, seu in dictorum doctorum, magistrorum et scolarium propriis bonis ad dictos doctores, magistros, seu scolares, sine fraude absque aliqua fictione et absque cessionis, transporti vel aliter simulato contractu, pertinentibus, illatis vel inferendis, dictam nostram gardiam infringendo, necnon super dampnis et interesse exinde secutis a quibuscumque personis, infra fines et limites dicte lingue, summarie et de plano cognoscat infra dictam villam, et faciat justitie complementum, faciendo nobis et parti debite emendari. Cui judici in hoc volumus ab omnibus justiciariis nostris obediri, privilegiis vel consuetudinibus in contrarium impetratis vel impetrandis non obstantibus quibuscumque. Cumque in dicta Universitate habeantur esse et consueverunt hactenus plures bedelli, videlicet bedellus generalis et bedellus Universitatis, necnon etiam bedellus collegii, et pro quolibet doctorum actu legente in utroque Jure predictorum unus bedellus, qui ibidem banquerii communiter nuncupantur, in obsequiis dictorum Studii doctorum continue insistentes; nos, ad supplicacionem predictam, volumus et concedimus eisdem ut hujusmodi bedelli seu banquerii, quamdiu in dicto officio insistent et mercaturis communibus non vacabunt, nisi forte venditores librorum eidem Studio necessariorum existerent, ad contribuendum exactionibus, tailliis vel subsidiis, pro quacumque racione sive causa faciendis in dicta villa, in futurum nullatenus compellantur. Ceterum, nos, ipsos Universitatem, collegium, doctores, magistros et scolares in augmentacione jurium et libertatum favere volentes, volumus et concedimus eisdem ut judex predictus, presens et futurus, domos pro ipsis competentes, quociens casus evenerit, eisdem tradi et liberari faciat, ad taxacionem condecentem, sine fraude, ad quam taxacionem volumus et ordinamus personas in talibus expertas per dictum judicem debere vocari, a quibus de fideli taxacione facienda juramentum primitus exigatur. Que omnia dictis Universitati, collegio, doctoribus, magistris et scolaribus concessimus et concedimus, de nostris auctoritate regia et gratia speciali. Quod ut firmum et stabile per-

petuo perseveret, nostrum sigillum presentibus litteris est appensum, salvo in aliis jure nostro, et in omnibus quolibet alieno. Datum apud Montempessulanum, anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo, mense Januarii.

Orig. : Collection de M. A. de Massilian, de Montpellier, chartes, nº 6 (expéd. orig. d'un vidimus de janv. 1353); Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. C, cass. XXII, nº 6; Biblioth. de l'Univ. de Montp., *Liber Rectorum*, fol. 91 rº ; Archives nationales, JJ. 80, fol. 314 vº, et JJ. 82, nº 583, fol. 376. — Publ. : Germain, *Hist. de la Commune de Montpellier*, t. III, p. 401. — Cf. vidimus du 12 février 1358 (pièce nº 113 du Cartulaire) et mai 1437.

---

100. — *Lettres du roi Jean interdisant de pratiquer la Médecine à Montpellier sans avoir obtenu le grade de la maîtrise.* — Montpellier, janvier 1351 (n. st.).

Johannes, Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis, presentibus et futuris pariter, quod, cum nos, quem ille rex regum eternus, qui clavem et perfectionem omnis scientie secum habet, gregi Francorum, ut ipsum pascamus virtutibus et doctrinis, preesse voluit pia dignatione et regali majestate fulgere, in regno nostro multorum diversitatem studentium, qui divitias scientiarum amabiles in sinu ejusdem congregent spatioso, ut in corporibus hominum, tanquam in horreum, grana salutis inferant, stabilire precipue diligentie studiis laboremus, tamen in facultate laudabili medicine eo lubentius in Studio Montispessulani nutrire cupimus filios eruditos, quo frequentius absque peritorum in facultate ipso ministerio, fructuoso tabescente vigore, scientiarum congeries in corpore mortalitatis humane dissolvitur et per ministerium ipsius sanitatis integritas solidatur, per quam in eo scientiarum fructus amabiles regno nostro succrescunt, nec non toti etiam universitati ; considerantes imperitiam medicorum, qui curationum causas ignorantes, vitio nimium accelerate artis, assumunt sibi exercitium practicandi, per quod non solum nomen et fama predicti Studii denigratur, status quoque magisterii vilis efficitur, sed etiam multa mala incumbunt, mortis enim pericula et rerum dispendia inferuntur, igitur, ut illorum auda-

ciam reprimamus, in favorem predicti Studii intendentes, prohibemus in perpetuum omnibus per medicinam aliquo exercitio practicare, ne quis in villa Montispessulani et suburbiis audeat in facultate medicine exercere aliquod officium practicandi, nisi magister fuerit. Quod si forte aliqui presumpserint attemptare, rectori nostro Montispessulani et ballivis nostris, presentibus et futuris, districte precipimus et mandamus, ut ad simplicem requisitionem cancellarii ipsius Studii, seu vices ejus gerentis, si de hoc constiterit, legitime puniant hujusmodi transgressores, videlicet quod pro qualibet vice qua commiserint, solvant nostre curie duas marchas argenti, et nisi habuerint, luant in corpore, taliter quod in pena unius aliorum temeritas a similibus arceatur. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, presentem paginam sigilli nostri, quo ante susceptum regimen regni nostri utebamur, munimine fecimus roborari. Actum et datum in Montepessulano, anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo, mense Januario.

Orig. : Arch. de la Fac. de Médecine de Montpellier, *Arrêts et Déclarations*, fol. 72 v°, doc. n° 74 ; Archives Nationales JJ. 80, n° 770, fol. 462. — Cf. pièces n°s 14 et 16 du Cartulaire et vidimus du 7 février 1358.

---

101. — *Lettres du roi Jean, autorisant les bedeaux de l'Université de Médecine de Montpellier à porter des verges d'argent.* — Montpellier, 15 janvier 1351 (n. st.).

Privilegium super delacione virgarum argentearum coram magistris doctoribus dicte Universitatis.

Johannes, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis, presentibus et futuris, quod, ad supplicationem dilectorum nostrorum universitatis medicorum Studii Montispessullani, nos, in favorem sciencie medicine, per quam disposiciones humani corporis cognoscuntur, egritudines curantur et sanitates hominum procurantur, et ad honorem magistrorum dicti Studii, quos per fide dignos et ex fama comuni ad premissa intelleximus esse

promptos ac eciam eruditos, ut bedelli sui, moderni et futuri, suum officium excercendo de cetero, in societate dictorum magistrorum et alibi, virgas argenteas, seu alias, quales voluerint, tenere et portare valeant, eisdem, tenore presentium, concedimus, auctoritate regia et de gracia speciali, mandantes senescallo Bellicadri ceterisque justiciariis nostris aut eorum locatenentibus, ut magistros et bedellos predictos nostra presenti gracia pacifice gaudere faciant, nec ipsos in contrarium impediant seu permictant a quibuscunque quomodolibet impediri; et sic volumus imposterum observari. Et ut premissa perpetue stabilitatis robur obtineant et vigorem, nostrum, quo ante regni nostri susceptum regimen utebamur, sigillum duximus presentibus apponendum. Datum apud Montempessullanum, decima quinta die Januarii, anno Domini millesimo tercentesimo quinquagesimo. — Sic signatum : Per dominum regem, presente elemosinario. Verriere.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Universitatis medicœ Monspeliensis*, fol. 55 v° et 39 r° (vidimus de 1465); Archives Nationales, JJ. 80, n° 462, fol. 314 v°; Arch. de la Fac. de Méd. de Montp., *Arrêts et Déclarations*, fol. 73 r°, doc. n° 75. — Cf. vidimus du 15 janv. 1465.

---

102. — *Lettres du roi Jean autorisant les bedeaux de la Faculté de Théologie à porter des verges d'argent.* — Montpellier, 15 janvier 1351 (n. st.).

Johannes, Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis, presentibus et futuris, quod, ad supplicationem dilectorum nostrorum, magistrorum, baccalariorum et scolarium Facultatis Theologie Universitatis Montispessulani, nos, in favorem dicte scientie ac dictorum magistrorum, baccalariorum et scolarium, qui pro dicta scientia acquirenda, et ad erudiendum et fovendum populum in sancta fide catholica, ad salutem animarum fidelium et ad laudem et gloriam Beatissime Trinitatis, plures die nocteque sustinuerunt et sustinent vigilias, abstinentias et labores, magistris, baccalariis et scolaribus predictis ac bedellis suis, modernis et futuris, ut dicti bedelli de cetero, tam in societate dictorum magistrorum quam alibi suum

officium exercendo, virgas argenteas vel alias quales voluerint, in manibus suis libere tenere et portare valeant, tenore presentium concedimus, auctoritate regia et de gratia speciali ; mandantes senescallo Bellicadri ceterisque justitiariis nostris et eorum locatenentibus, ut dictos bedellos nostra presenti gratia pacifice gaudere faciant, nec ipsos in contrarium impediant seu impediri permittant a quibuscumque quomodolibet ; et sic volumus in posterum observari. Et ut premissa perpetue stabilitatis robur obtineant et vigorem, nostrum, quo ante regni nostri susceptum regimen utebamur, sigillum duximus presentibus apponendum. Datum apud Montempessulanum, xv^a^ die Januarii, anno Domini MCCCL.

Orig. : Archives Nationales, JJ. 80, n° 759, fol. 458 v°. — Publ. : D'Aigrefeuille, *Hist. de la ville de Montpellier*, nouv. éd., t. III, p. 580 ; Germain, *Hist. de la Commune de Montpellier*, t. III, p. 415.

---

103. — *Statut complémentaire du Cardinal Bertrand pour la Faculté de Droit, relatif à l'élection des Conseillers de la nation Catalane et à l'office du Recteur.* — 1351.

Anno a Nativitate Domini millesimo CCC° quinquagesimo primo, prefatus dominus cardinalis, instancia quorumdam virorum nacionis Cathalanorum excitatus, cum nonnulli ejusdem nacionis, terrarum Rossilionis et Ceritanie [1] et aliarum partium Cathalonie, in consiliariorum officiis jus sibi vendicare conarentur [2], unum fore neccessario consiliarium singulis annis de illis partibus eligendum, statutum super electione hujusmodi generaliter loquendo editum declarat, quoad prefate nacionis consiliarios, et inviolabiliter precipit observari : quod quando i[m]min[u]erit dictorum consiliariorum electio facienda, duo de quacumque civitate seu diocesi Cathalonie et de provincia seu provinciis Cathalonie eligantur ydonei consiliarii, non obstantibus predictis contradictionibus seu consuetudinibus quibuscumque, ut hic plenius in quadam lictera predicti domini cardinalis, suo pendenti [3] sigillo munita, lacius continetur.

Postmodum dominus cardinalis fecit aliam licteram, istius declarativam, cujus tenor est infra.

Item, si Rector Studii, durante ejus officio, assumatur ad honorem doctoratus in Facultatibus Juris canonici vel civilis, ejusdem Rectoris officium et rectoria, eo facto, ut premictitur, doctore, expirat ipso facto, ac si ipse Rector naturaliter mortuus esset; et consiliarii, qui tunc sunt, eligunt alium in Rectorem, perinde eciam ac si dictus Rector mortuus esset, secundum formam in statutis Universitatis supra comprehensam. Et de hoc est instrumentum in caxia communi.

Orig. : Biblioth. de l'Univ. de Montpellier, *Liber Rectorum*, fol. 42 v°. — Publ. : Germain, *Étude hist. sur l'École de Droit de Montpellier*, p. 110. — Cf. 8 février 1341, 30 mai 1341, 22 avr. 1342, juin 1344 et 20 déc. 1355.

1. aritanie. — 2. conerentur. — 3. precedenti.

---

104. — *Mandement du roi Jean au sénéchal de Beaucaire, au sujet des abus de juridiction de la Cour du Petit Scel, gardienne des privilèges de l'Université, envers les consuls de Montpellier.* — Paris, 5 février 1352 (n. st.).

Johannes, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri et Nemausi vel ejus locumtenenti, salutem. Sua nobis consules et habitatores ville nostre Montispessulani gravi querela monstrari fecerunt quod, licet ipsi sint parati stare juri coram suis ordinariis super omnibus, que peterentur ab eis, nichilominus judex Parvi Sigilli nostri Montispessulani, pretendens se esse conservatorem sive gardiatorem salve gardie, per nos seu predecessores nostros concesse doctoribus et scolaribus dicte ville, eosdem conquerentes, ad instanciam doctorum sive scolarium predictorum aut aliquorum ex ipsis, de die in diem, sub umbra dicte conservacionis seu gardie, in causam trahere coram se nititur et conatur, quamvis non sint ad vires dicti Sigilli nostri alicui ex dictis doctoribus sive scolaribus in aliquo obligati, propter que ipsi dicunt se esse multipliciter et indebite aggravatos. Quocirca vobis committimus et mandamus quatinus, si sit ita, non permittatis dictos con-

querentes aut eorum aliquem per judicem nostri Parvi Sigilli predicti, sub umbra dicte conservacionis aut gardie, ad eorundem doctorum vel scolarium aut alterius ipsorum instanciam quomodolibet indebite vexari vel etiam aggravari, nec eundem judicem officio dicte conservacionis aut gardie abuti, in dampnum vel prejudicium conquerencium predictorum, sed ea que injuste vel indebite facta inveneritis contra ipsos vel eorum alterum, omni cessante diffugio, revocetis et adnulletis et ad statum debitum reducatis, taliter quod non habeamus de cetero querimoniam de predictis, super quibus vobis ab omnibus nostris justiciariis et subditis pareri volumus et jubemus, litteris in contrarium impetratis vel impetrandis subrepticie non obstantibus quibuscumque. Datum Parisius, die quinta Februarii, anno Domini millesimo CCC^{mo} quinquagesimo primo. — Per consilium. Berenger.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. B, cass. IV, n° 13.

---

105. — *Bulle d'Innocent VI autorisant Bernard Trigard, évêque de Brescia, à fonder un Collège à Montpellier (Collège de Pézénas).* — Avignon, 7 février 1353.

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Bernardo, episcopo Brixsensi, salutem et Apostolicam benedictionem. Pia fidelium vota, ex quibus fructus sciencie litterarum valeat provenire, Apostolico libenter favore prosequimur, illisque assensum benevolum impertimur. Sane petitio pro parte tua nobis exhibita continebat quod tu, de salute propria cogitans et terrena in celestia ac transitoria in eterna cupiens felici commercio commutare, proposuisti et intendis de bonis tibi a Deo collatis et per te licite acquisitis, in auxilium et juvamen pauperum clericorum, studiis litterarum insudare volentium, quamdam in loco [de] Montepessulano, Magalonensis diocesis, ubi generale Studium viget, domum fundare, in qua decem pauperes scholares, hujusmodi litterarum vacantes studio et nichilominus in locis ad hoc aptis et congruis, perpetuos annuos reditus, ex quibus ipsi decem scholares in ipso Studio possint perpetuis successive temporibus sustentari, [percipere valeant], ita quod eorum singulis quinque

solidi monete regalis, que in regno Francie curret pro tempore, singulis septimanis, ex ipsis reditibus ministrentur; et quod tu, jam motu proprio in ejusmodi tui propositi executione procedens, nonnulla hospitia et annuos reditus ad effectum dicti operis procedendi et ordinationes premissas et alia que ad hoc necessaria fuerint faciendi licentiam concedere, necnon tibi, quoad vixeris, et, post obitum tuum, abbati qui est pro tempore monasterii Vallismagne, Cisterciensis ordinis, Agatensis diocesis, in quo olim monachus professus extitisti, instituendi seu ponendi et deputandi ejusmodi pauperes scholares, usque ad prefatum numerum, eosque exinde pro tuo et post obitum abbatis predicti arbitrio libere amovendi, tollendi et revocandi et alios ibidem collocandi potestatem concedere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos itaque, hujusmodi pium propositum commendantes, quecumque per te in premissis acta sunt, rata et grata habentes illaque authoritate Apostolica approbantes, fraternitati tue hujusmodi licentiam, per te super his, ut premittitur, postulatam, authoritate Apostolica largimur, ac tibi, quoad vixeris, et, post obitum tuum, ejusdem abbati Vallismagne jus et potestatem predictam in perpetuum concedimus, jure quolibet alieno in predictis semper salvo, non obstantibus dicti Cisterciensis ordinis professoribus existentibus, necnon constitutionibus et privilegiis Apostolicis vel aliis statutis et consuetudinibus ordinis, monasterii et Studii predictorum contrariis. Nulli ergo omnino... Datum Avenione, septimo idus Februarii, pontificatus nostri anno primo.

Orig. : Arch. mun. de Pézénas (?). — Publ. : D'Aigrefeuille, *Hist. de la ville de Montpellier*, nouv. éd., t. III, p. 603. — Cf. 10 octobre 1347, 25 avril 1353 et 14 mars 1358.

---

106. — *Supplique en Cour de Rome pour plusieurs membres de la Faculté de Droit.* — Avignon, 19 février 1353.

Rotulus Collegii Montispessulani.

Supplicant Sanctitati Vestre devoti et humiles filii vestri, prior et collegium doctorum utriusque Juris Studii vestri Montispessulani quatenus

supplicationes doctorum infrascriptorum eis Sanctitas Vestra concedere gratiose dignetur.

Primo, supplicat eidem Sanctitati magister Stephanus Trocha, alias Martinenchas, presbiter Nemausensis diocesis, doctor utriusque Juris, Jura canonica in eodem studio ordinarie legens, quatenus, sibi specialem gratiam facientes, eidem de canonicatu ecclesie Mimatensis et prebenda ac dignitate, etiam si major post episcopalem existat et ad eam consueverit quis per electionem assumi, seu personatu vel officio, cum cura vel sine cura, si in eadem ecclesia vacant ad presens aut cum simul vel successive vacaverint, dignemini providere, cum acceptatione, inhibitione, decreto et clausula anteferri, non obstante quod parrochialem ecclesiam de Monteferrario, Magalonensis diocesis, valorem quadraginta quinque librarum Turonensium parvorum, secundum taxationem decime, quam post assecutionem pacificam hujusmodi dignitatis vel personatus seu officii, si ei cura immineat animarum, dimittere teneatur et cappellam Sancti Mathei de Montepessulano, sine cura, dicte diocesis, taxatam ad decimam ad viginti libras Turonensium parvorum, noscitur obtinere, cum aliis non obstantibus et clausulis oportunis ac executoribus, vel similem in ecclesia Agathensi. — Fiat de canonicatu sub expectatione prebende R...

Item, supplicat eidem Sanctitati magister Poncius Barrerie, clericus, Uticensis diocesis, legum doctor, Jura civilia in eodem Studio ordinarie legens...

Item, supplicat eidem Sanctitati magister Guillelmus Guitardi, canonicus Biterrensis, legum doctor, legens ordinarie Jura civilia in dicto Studio...

Item, supplicat eidem Sanctitati magister Egidius de Sacra, clericus, Valentinensis diocesis, legum doctor, in dicto Studio Jura civilia ordinarie legens...

Item, supplicat eidem Sanctitati magister Johannes de Cabrespino, succentor ecclesie Barchinonensis, decretorum doctor, in prefato Studio actu legens...

Item, supplicat eidem Sanctitati magister Bartholomeus Cesavaces, clericus Barchinonensis, decretorum doctor, in predicto Studio legens ordinarie decretales...

Item, supplicat eidem Sanctitati magister Astorgius de Albinhaco, cle-

ricus Ruthenensis diocesis, legum doctor, nullum beneficium ecclesiasticum assecutus...

Datum Avinione, XI kalendas Martii, anno primo.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Innoc. VI supp. ann. I part.* I, fol. 61 v°.

---

107. — *Supplique en Cour de Rome pour la confirmation des privilèges de l'Université et pour plusieurs membres de la Faculté de Médecine.* — Avignon, 19 février 1353.

Alius Rotulus studentium Montispessulani.

Supplicant Sanctitati Vestre humiles et devoti vestri, Universitas magistrorum et baccalariorum in Medicina Studii Montispessulani, quatenus privilegia ipsius Universitatis, concessa a predecessoribus vestris, Summis Pontificibus, confirmare et ex eis quibusdam magistris et baccallariis sufficientioribus, quos eligit Universitas prelibata, actu legentibus in Studio antedicto, de beneficiis ecclesiasticis vacantibus vel vacaturis, prout infra ponitur, de speciali gratia dignemini providere, cum clausulis oportunis.

Primo, Laurencio Bernardi, de Andusia, Nemausensis diocesis, clerico, magistro in Artibus et Medicina...

Item, Henrico de Vuna, dicto Vanherne, clerico, Coloniensis diocesis, magistro in Artibus et Medicina...

Item, Bernardo Alberti, Petro de Dacia (?) et Roberto Tassilli, magistris in Medicina et eorum uxoribus ac eorum cuilibet...

Datum Avinione, undecimo kalendas Martii, anno primo.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Innoc. VI supp. ann. I part.* I, fol. 62. v°.

---

108. — *Bulle d'Innocent VI, autorisant Bernard Trigard, évêque de Brescia, à tester (en faveur du Collège de Pézénas).* — Villeneuve-lez-Avignon, 25 avril 1353.

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri, Bernardo, episcopo Brixensi, salutem et Apostolicam benedictionem. Quia presentis vite conditio statum habet instabilem et ea que visibilem habent essentiam tendunt visibiliter ad non esse, tu, hoc salubri meditatione premeditans, diem tue peregrinationis extremum dispositione testamentaria desideras prevenire. Nos itaque, tuis in hac presente suplicationibus inclinati, ut de bonis mobilibus, a te per ecclesiam Brixensem, cui preesse dinosceris, licite aquisitis, que altaris seu altarium ipsius ecclesie ministerio seu alicui speciali eorundem divino cultui vel usui non fuerint deputata, pro decentibus et honestis expensis funeris tui et pro remuneratis [1] illorum qui te viventem servierunt, sive consanguinei alii, juxta servicii meritum, moderate tum disponere et erogare possis et alias prius tum de omnibus predictis bonis, ere alieno et his, que pro reparandis domibus seu hedifficiis, consistentibus in locis ipsius ecclesie, culpa vel negligentia tua seu tuorum procuratorum destructis seu deterioratis necnon restaurandis, alio jure ejusdem ecclesie deperditis, ex culpa vel negligencia supradictis, fuerint opportuna, deductis, in proprios usus ac licitos convertere valeas, non obstante quod Cisterciensis ordinis professor existis, confraternitati tue plenam et liberalem, auctoritate presentium, concedimus facultatem. Volumus atque quod, in eorum dispositione bonorum, juxta quantum residui, te exhibeas liberalem erga dictam ecclesiam, prout consciencia tibi dictaverit et saluti anime tue videris expedire. Datum apud Villam Novam, Avenionensis diocesis, septimo kalendas Maii, pontificatus nostri anno primo.

Orig. : Arch. mun. de Pézénas. — Publ. : E. Thomas, *Le Collège de Pézénas,* dans les *Mém. de la Soc. archéologique de Montpellier,* t. III, p. 730. — Cette pièce est donnée en vidimus dans le testament de Bernard Trigard, du 14 mars 1358.

1. premuneratis.

109. — *Vidimus et notification, adressés par le sénéchal de Beaucaire au recteur royal de Montpellier, des lettres de Charles IV le Bel du 19 mars 1327 (n. st.), autorisant les membres de l'Université à faire entrer dans la ville la provision de vin destinée à leur usage personnel.* — Nîmes, 9 mai 1355.

Guillelmus de Ledra, miles, judex major et locumtenens nobilis et potentis viri, domini Petri de Casetone, militis, domini de Gordonie, magistri in requestis hospicii domini nostri, Francie regis, senescallique Bellicadri et Nemausi.. rectori regio Montispessulani vel ejus locumtenenti, salutem. Litteras patentes infrascriptas recepimus in hec verba:

Karolus, Dei gratia Francie et Navarre rex, senescallo Bellicadri et rectori Montispessulani vel eorum locatenentibus, salutem. Magistri et scolares Universitatis Studii Montispessulani, persone ecclesiastice et scolastice existentes pro familiis et bedellis suis, nobis conquerendo exponi fecerunt quod, licet ipsi, seu alii quicunque ab eisdem potestatem habentes, nunquam consenserint in quadam ordinatione seu statuto, transaccione vel composicione, facta et habita ac postmodum per regias litteras, alieno cujuslibet jure salvo, ut dicitur, confirmata, inter consules et villicos dicte ville Montispessulani et gentes regias, de non inducendis vinis, preterquam de certis locis in villa et suburbiis Montispessulani predicta, nichilominus dicti consules et villici, suam singularem utilitatem querentes, in dampnum et prejudicium conquerentium predictorum et diminutionem juris ecclesiastici, aut aliqui alii, ad ipsorum consulum ac villicorum requisicionem, prefatos conquerentes, quominus in dicta villa et suburbiis vina sua propria, in eorum vineis aut alibi exorta, pro suis garnisionibus dumtaxat faciendis, absque hoc quod de eisdem aliquid vendicioni exponant, impediunt et impedire procurant indebite et injuste, presertim cum ipsi conquerentes, quos dictum negocium tangit quamplurimum, et quos eciam factum aliorum laycorum non obligat, in faciendo statutum, ordinationem, transaccionem vel composicionem predictas, consencientes non fuerunt aut vocati. Quare vobis comittimus et mandamus, de nostra gratia speciali et ex causa, quatinus

dictos conquerentes aut eorum aliquem, quominus garnisiones suas, pro se et necessitatibus suis in Studio dumtaxat, de vinis et vindemiis suis propriis et aliis, undecunque adductis, dum tamen aliquid de eisdem vendere non possint, ullathenus impediatis aut impediri permittatis, non obstantibus statuto vel ordinatione dictorum villicorum et consulum aut dicta confirmatione inde sequta, que si eis concessa extitit, concessa fuit ab alieno jure salvo et non obstantibus litteris quibuscunque, tacito de presentibus, aut aliis subrepticiis impetratis aut eciam impetrandis a nobis. Datum apud Vincennas, XIX^a die Marcii, anno Domini millesimo CCC^mo XXVI^to.

Quarum litterarum regiarum auctoritate, vobis precipimus et mandamus ac eciam comittimus, si sit opus, quatinus omnia et singula, in dictis litteris contenta, faciatis, compleatis et exequamini diligenter, juxta ipsarum continentiam et tenorem. Datum Nemausi, die IX^a Maii, anno Domini millesimo CCC° L quinto. — R. lr. sig. — Al. concessa et collatio facta. — J. de Sauzeto.

Orig.: Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. C, cass. XXII, n° 7 (minute et expéd. sur papier). — Cf. pièces n^os 45 à 50 du Cartulaire.

---

110. — *Supplique au pape par le procureur des étudiants de la Faculté de Droit, pour faire poursuivre par l'Évêque de Maguelone le bayle de Montpellier, accusé d'outrages envers les membres de l'Université pendant une procession.* — Avignon, 23 juin 1355.

Exponit Sanctitati Vestre procurator Universitatis clericorum et scolarium, in Montepessulano in utroque Jure studentium, quod nuper, de mense Junii proxime preteriti et die qua sacratissimi Corporis et Sanguinis Jhesu Christi solempnior et specialior celebratur memoria ab universis Christi fidelibus, rector dicte Universitatis sive ejus locumtenens, predicti clerici et scolares seu ipsorum major pars, associantes cum debita honestate, reverenter et devote, sacratissimum Eucharistie Sacramentum et sollempnem proces-

sionem, per dictum locum seu in ejus certa parte fieri consuetam per fratres religiosos ordinis Predicatorum, Petrus Cathalani, instinctu diabolico motus, certis sibi adjunctis complicibus in hac parte, clericis et laicis, cum Dei offensa et plurimorum scandalo et in tanti sacratissimi Sacramenti vilipendium et contemptum, religiosis scolaribus et clericis ac etiam certis laycis memoratam processionem et eosdem associantibus irrogaverunt injurias verbales et reales, ex voluntate seu verius nephandissima temeritate propria nequiter, perperam et etiam sine causa. Ea propter, supplicat dictus procurator quatenus causam et causas, quas contra Petrum Cathalani et complices predictos movere intendit, etiam divisim et premissorum occasione dignemini committere reverendo patri, episcopo Magalonensi, vel ejus officiali, auctoritate Apostolica, audiendas, decidendas, conjunctim et divisim, et fine debito terminandas, cum incidentibus, dependentibus, emergentibus et connexis, etiam simpliciter et de plano, sine strepitu judicii et figura, et cum potestate puniendi predictos et singulos, quos culpabiles invenerit, prout cause et causarum predictarum et dicti nephandissimi criminis qualitas exigit et requirit, et quod possit procedere, non obstantibus feriis ob favorem hominum in dicto loco seu civitate et diocesi Magalonensi indictis aut etiam indicendis. — Committatur ut petitur G. Et sine alia lectione fiat G. Datum Avinione, IX kal. Julii, anno tertio.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Innoc. VI supp. ann. III part.* III, fol. 137. t. — Cf. la pièce suivante.

---

111. — *Mandement d'Innocent VI à l'official de Maguelone, lui ordonnant de juger le bayle de Montpellier, accusé d'outrages envers les membres de l'Université pendant une procession.* — Avignon, 23 juin 1355.

Dilecto filio.. Officiali Magalonensi, salutem etc. Gravem dilectorum filiorum.. Rectoris et universitatis scolarium, tam clericorum, quam laicorum, in canonico et civili Jure studencium in Studio Montispessulani, Magalonensis diocesis, non sine gravi animi et cordis turbacione, querelam

accepimus, continentem quod, cum de mense Junii presenti, in die qua sacratissimi Corporis et Sanguinis domini nostri Jhesu Christi solennior et specialior memoria, quam diebus aliis, a Christi fidelibus celebratur, dictus rector seu ejus locumtenens, nec non scolares predicti, aut eorum major pars, sacratissimum Eucharistie Sacramentum et solennem processionem, quam fratres ordinis Predicatorum in dicto loco Montispessulani faciebant, prout est fieri consuetum, devote et cum debita honestate et reverentia associarent, Petrus Cathalani, de dicto loco, laicus, dicte diocesis, tunc bajulus dicti loci, et nonnulli alii, tam clerici, quam laici, ipsius in ea parte complices, religiosis scolaribus et clericis et etiam certis laicis, hujusmodi processionem et eosdem associantibus, nonnullas verbales et reales injurias nephandissima temeritate inrogare, instinctu moti diabolico, nequiter presumpserunt, in animarum suarum periculum [et] gravamen, Dei offensam, plurimorum scandalum et hujusmodi Sacramenti vilipendium et contemptum. Nos igitur, de tue circumspecionis industria specialem in Domino fiduciam obtinentes, discrecioni tue per Apostolica scripta commictimus et mandamus quatinus causam seu causas, quam aut quas dicti rector et universitas, super premissis et eorum occasione, contra prefatos Petrum et complices, etiam divisim movere intendunt, cum eorum dependentibus, emergentibus, incidentibus et connexis, etiam simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii, auctoritate nostra, audias et fine debito decidas, faciens quod decreveris per censuram ecclesiasticam, appellatione remota, firmiter observari, tibi, quod in premissis, etiam tempore feriarum, ob favorem hominum in dicto loco Montispessulani seu civitate vel diocesi Magalonensi indictarum aut etiam indicendarum, procedere possis, eisdem feriis nequaquam obstantibus, nichilominus concedentes, non obstante si eisdem Petro et complicibus vel quibusvis aliis, communiter vel divisim, a Sede Apostolica sit indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per literas Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Datum Avinione, kalendas Julii, anno tercio.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Innoc. VI*, T. IX, fol. 468 v°. — Cf. la pièce précédente.

112. — *Statut complémentaire du Cardinal Bertrand pour la Faculté de Droit, relatif aux Conseillers de la nation Catalane.* — Avignon, 20 décembre 1355.

Declaracio Statuti super consiliariis de natione Cathalanorum.

Bertrandus, miseracione divina episcopus Sabinensis, Sancte Romane Ecclesie cardinalis, reformator et ordinator Studii Montispessulani, Magalonensis diocesis, a Sede Apostolica deputatus, circumspectis viris, Rectori, vel ejus locumtenenti et consiliariis ejusdem Studii, tam presentibus quam futuris, salutem in Domino.

Dudum nostro auditui reserato quod, cum singulis annis duo scolares de nacione Cathalonie, secundum formam statutorum per nos in dicto Studio editorum, deberent in consiliarios eligi et assumi, quidam de certis civitatibus et diocesibus ejusdem nacionis, de quibus hujusmodi consiliarios contigerat interdum assumi, jus sibi vendicare nitebantur, quod de ipsis civitatibus seu diocesibus, et non de aliis, quamvis de ipsa natione existerent, ipsi consiliarii forent annis singulis assumendi, ex quo inter studentes nacionis prefate oriebantur scandala et timebantur forcius exoriri imposterum; propter que, nos, cupientes hujusmodi scandalis obviare, per nostras patentes litteras declaravimus et mandavimus quod, quandocumque hujusmodi consiliariorum de dicta nacione foret electio facienda, de quacumque civitate vel diocesi Cathalonie seu loco vel provincia seu provinciis, dicti consiliarii, dum essent ydonei ad hujusmodi officium exercendum, possent eligi consiliarii, non obstantibus contradictionibus quibuscunque. Cum autem nuper ad audienciam nostram pervenerit, quod nonnulli scolares et alii de nacione Cathalanorum, verba predicte nostre declaracionis nimis stricte intelligere satagentes, scolares de regno Majoricarum et comitatu Rossilionis, qui omnes saltem in dicto Studio Cathalani communiter appellantur, ab hujusmodi consiliariorum officio, quamvis alias existant ydonei, excludere molliuntur, ac, pretextu interpreta[tionis] intellectus, aliquibus eciam retroactis temporibus, excluserunt de facto, quam ob rem turbaciones et scandala contingere perhibentur [1], nos, in hac parte debite providere volentes, tenore presencium declaramus nostre intencionis fuisse et esse ac eciam ordinamus,

quod scolares de regno Aragonie, Valencie et Majoricarum ac de Cathalonia et comitatibus Rossilionis et Ceritanie, necnon de aliis terris quibuscumque ditioni [2] illustris regis Aragonum subjectis, ad dictum consiliariatus officium et ad ejusdem Studii rectoriatus et ad alios honores et prerogativas Studii memorati, si sunt ydonei, eligi valeant et assumi, mandantesque vobis et vestrum singulis, sub pena excommunicacionis, quatinus has nostras declaracionem et ordinacionem inviolabiliter observetis, et ab aliis, quantum in vobis est, faciatis integre observare, alioquin penam ipsam contra facientes poterunt merito formidare; presentes autem nostras licteras, nostri sigilli appensione munitas, in dicto Studio publicetis, ac in libro dictorum nostrorum statutorum faciatis fideliter registrare.

Datum Avinione, die vicesima mensis Decembris, anno Nativitatis Domini millesimo trescentesimo quinquagesimo quinto, indictione octava, pontificatus sanctissimi patris et domini nostri, domini Innocencii, divina providentia pape sexti, anno secundo.

Orig. : Biblioth. de l'Univ. de Montpellier, *Liber Rectorum*, fol. 77 r°. — Publ. : Germain, *Étude hist. sur l'École de Droit de Montpellier*, p. 110. — Cf. 3 av. 1340, 8 févr. 1341, 30 mai 1341, 22 avr. 1342, juin 1344 et 1351.

1. pertinentur. — 2. dictioni.

---

113. — *Vidimus par la Cour du Petit Scel des lettres du roi Jean de janvier 1351 (n. st.), en faveur de l'Université de Droit.* — Montpellier, 12 février 1358 (n. st.).

Cunctis, presentes litteras seu presens vidimus inspecturis, eluscescat quod nos, Bernardus Francisci, clericus regius, custos sigilli regii Montispessulani, vidimus, tenuimus, perlegimus et de verbo ad verbum perscrutati fuimus quasdam patentes litteras regias, in pergameno scriptas, ab inclito principe, domino Johanne, Dei gratia rege Francorum, emanatas, non viciatas, cancellatas nec in aliqua sui parte abolitas [1], sed omni rasura et

suspicione carentes et ejus magno sigillo in pendenti, cum cera viridi, ut prima facie apparebat, sigillatas, privilegia, per dictum dominum nostrum regem doctoribus, magistris et scolaribus universis in Studio Montispessulani cummorantibus et in utroque Jure studentibus ac eorum bedellis et banqueriis concessa, tenorem qui sequitur continentia :

Johannes, Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis, presentibus et futuris...

Datum apud Montempessulanum, anno Domini millesimo CCC^{mo} quinquagesimo, mense Januarii [2].

Datum extractum hujusmodi anno Domini M°CCC^{mo}LII^{do}, mense Januarii. Extractum de registris cancellarii et erat sic signata: Per regem. Mellon. Collatio facta est cum originali registro per me Royer. Royer. Satisfactum est michi in r.

In quorum visionis, tenucionis, perlectionis et perscrutationis testimonium, hoc presens vidimus munimine dicti sigilli in pendenti fecimus roborari. Actum et datum in Montepessulano, sub dicti sigilli muniminis appensione, die XII^{a} Februarii, anno Domini M°CCC^{mo} quinquagesimo septimo.— Collatio facta est per me, St^{m} Bornilh.

Orig.: Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. C, cass. XXII, n° 8.

1. aboblitas. — 2. Pièce n° 99 du Cartulaire.

---

114. — *Testament de Bernard Trigard, évêque de Brescia, par lequel il fonde dix places au collège de Pézénas pour dix clercs pauvres, ses parents, ou, à leur défaut, dix clercs de Pézénas.* — Brescia, 14 mars 1358.

In nomine Domini Jhesu Christi et beatissime Marie Virginis, matris ejus, venerabilis pater et dominus, dominus Bernardus Trigardi, de Pedenazio, Agathensis diocesis, Dei et Apostolice Sedis gracia episcopus Brixensis, marchio, dux et comes, mentis et intellectus integritate sincerus, licet

pressus languore valletudinis corporalis, veridica meditatione considerans conditionis humane compaginem anime primordiis inevitabilis mortis casibus subjacere, nolensque ab intestato decedere, sed dum corporeis artubus viget quies et mentis gubernacula rationis imperio possidentur salva anime et corporis, providere, per presens nuncupatum testamentum sine scriptis, ordinavit, disposuit et voluit in hunc morem usaticum.

Primo enim, juxta tenorem facultatis sibi concesse a Summo Pontifice, cum bulla plumbea papali pendenti, a me, notario infrascripto, vise et lecte, et in hac forma sequentis videlicet :

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Bernardo, episcopo Brixensi, salutem et Apostolicam benedictionem...

Datum apud Villam Novam, Avenionensis diocesis, septimo kalendas Maii, pontificatus nostri anno primo [1].

Et omni alio modo et jure, forma et causa omnibus pleniore et efficaciore prout voluit, statuit et mandavit quod omnis usufructus, utilitas et comoditas trium millium florenorum aureorum, ex illis quatuor millibus florenis aureis, quos asseruit esse penes reverendissimum patrem et dominum, dominum Guillelmum, episcopum Tuschulanensem ac sancte Romane Ecclesie cardinalem apostolicum, ut et tanquam pecuniam propriam predicti testatoris depositam in deposito et gubernio prefati reverendissimi patris et domini, domini Guillelmi, cardinalis Albiensis, quod et que percipientur et progredientur seu provenient ex dictis tribus millibus florenis aureis, perpetualiter ponantur et convertantur in auxilium et substentationem decem pauperum clericorum et proximorum in gradu et linea parentali prefato testatori, de genere sue stirpis, si extabunt, et, si non extabunt, in auxilium et substentationem decem pauperum clericorum, natorum seu nasciturorum, ex terra de Pedenazio, Agathensis diocesis. Et si de predictis non extarent, ponantur et convertantur in auxilium et substentationem perpetualiter, ut prefertur, decem pauperum clericorum plus semper constitutorum in angustiam paupertatis, quibus pauperibus clericis provideatur qualibet septimana de hoc quinque solidos Turonensium pro quolibet ipsorum, juxta dispositionem semper et ordinem et voluntatem prefati reverendissimi patris et domini, domini Guillelmi, cardinalis Albiensis, dum vixerit, et in deffectum ejus

eligi [1] statuit et voluit in comissarios, exequutores, provisores et terminatores omnium predictorum dictum cardinalem Albiensem, qui per terram fuerit, et venerabilem dominum, abbatem monasterii Vallismagne, presentem, et quemlibet successive futurum; dans et cedens ipsis dispositoribus, comissariis, provisoribus et exequutoribus communiter plenam et liberam auctoritatem, licenciam et bayliam accipiendi dicta tria millia florenorum, locandi, deslocandi et omnia gerendi de ipsa que posset dominus testator, si adesset, et omnia generaliter faciendi, que in predictis et ultra predicta et eorum occasione utilia et necessaria videbuntur, et si mandatum exigunt speciale, dum tamen et taliter quod dictus usufructus dictorum trium millium florenorum semper convertatur in auxilium et substentationem dictorum pauperum clericorum, ut factum est, quos in premissis sibi heredes instituit, omni solempnitate qua potuit jubens, ut premittitur, observari.

Item, pro pleniori comodo et substentatione dictorum decem pauperum clericorum assumendorum et eligendorum de his et quem ad modum superius contentum, voluit, statuit et mandavit quod omnis usufructus, utilitas et comoditas, de cetero provenientes et proventure ex quadam domo, jacente in Montepessulano, in pertinenciis seu via Coralis, et omnis usufructus, utilitas et comoditas, de cetero provenientes et proventure ex quadam pecia tere vineate, jacente in teritorio Montispessulani, quas domum et vineam asseruit dominus testator teneri per dominos Jacobum de Rodesio et Stephanum de Villanova, dicens nunc ipsas ad se veridice pertinere et de ipsius testatoris pecunia propria fuisse emptas et aquisitas, perpetualiter ponantur et convertantur in auxilium, comodum et substentationem predictorum pauperum clericorum per dictos exequutores in omnibus, ut prefertur.

Item voluit, statuit et mandavit, pro uberiori comodo, auxilio et substentatione predictorum decem pauperum clericorum, quod omnes et singuli libri, cujuscumque qualitatis et conveniencie, et omnia et singula paramenta, vasa argentea et quelibet alia ejus bona mobilia, exceptis libris decretorum et decretalium et infrascriptis mille florenis, existentibus penes prefatum reverendum patrem et dominum, dominum Guillelmum, cardinalem Albiensem, seu dominum Bertrandum, abbatem de Sinarges, thesaurarium prefati domini cardinalis, vendantur plus offerentibus per prefatum dominum cardinalem, si extabit, et, si vaccaret, per successorem ejus et per prefatum

dominum abbatem Vallismagne presentem, seu ejus successorem, et omnis utilitas et usufructus, qui percipientur ex preciis dictorum mobilium, perpetuo ponantur et convertantur in omnibus et pro causa, prout superius continetur. Et inter alia que in eodem testamento disposuit, fecit infrascripta legata... [3]

Acta sunt predicta in camera cubiculari dicti testatoris supra, in palatio veteris episcopatus Brixiensis et in ipsa provincia Brixie, die quartodecimo mensis Marcii, currente anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo octavo a Nativitate ejusdem, indictione undecima... [4]

Ego, Andriolus, filius Conradi de Hochis, publicus notharius Brixiensis, omnibus et singulis prefatis interfui et recepi, dum sic agerentur, rogatus ea, et tradidi publice et scripture attestatione premissa.

Orig.: Arch. mun. de Pézénas. — Publ.: E. Thomas, *Le Collège de Pézénas,* dans les *Mém. de la Soc. archéol. de Montpellier,* t. III, p. 730.

1. Pièce n° 108 du Cartulaire (25 avril 1353). — 2. elegit. — 3. Les mille florins restants et le reste de son mobilier sont distribués à ses neveux et à ses serviteurs (note de E. Thomas). — 4. Suivent les noms des témoins (note de E. Thomas).

---

115. — *Indult d'Innocent VI, accordant aux membres de l'Université de Montpellier le droit de percevoir les revenus de leurs bénéfices pendant deux ans, sans être assujettis à la résidence.* — Avignon, 31 octobre 1359.

Dilectis filiis, Universitati Studii Montispessulani, Magalonensis diocesis, salutem etc. Laborioso vacantes studio literarum, per quas divina majestas dignius colitur, catholice fidei veritas illustratur, ecclesiarum status protenditur, virtutum et morum decor acquiritur et utilius, tam publica, quam privata res geritur omnisque prosperitas humane conditionis augetur, digne sunt oportunis favoribus et auxiliis confovendi. Cum itaque in vestro famoso et generali Studio Montispessulani, Magalonensis diocesis, ad hujusmodi literarum periciam obtinendam feliciter recurratur, nos, volentes vos, horum

intuitu, illo favore prosequi gratioso, per quem inibi studentes literarum studio libencius vacare possint, vestris in hac parte supplicationibus inclinati, vobis, auctoritate presentium, indulgemus ut omnes et singuli doctores, magistri et scolares, qui in dicto vestro Studio infra biennium, a data presentium computandum, actu legentes fuerint vel studentes in quacumque licita facultate, fructus, redditus et proventus omnium beneficiorum suorum ecclesiasticorum, secularium et regularium, que nunc in quibusvis ecclesiis, monasteriis sive locis obtinent vel infra dictum biennium obtinebunt, eciam si dignitates, personatus vel officia existant et curam habeant animarum, dummodo in cathedralibus majores post pontificales et in collegiatis ecclesiis principales dignitates hujusmodi non existant, usque ad dictum biennium in eodem insistendo Studio cum ea integritate libere percipere valeant, cotidianis distributionibus dumtaxat exceptis, cum qua illos perciperent, si in ecclesiis, monasteriis seu locis, quibus beneficia ipsa consistunt, personaliter residerent et ad residendum interim in eisdem ecclesiis, monasteriis seu locis minime teneantur nec ad id a quoquam inviti valeant coartari, non obstantibus si ipsi in dictis ecclesiis, monasteriis sive locis primam non fecerint personalem residenciam consuetam et quibuscumque statutis et consuetudinibus ipsarum ecclesiarum, monasteriorum et locorum contrariis, juramento, confirmatione Apostolica vel quacumque firmitate alia roboratis, eciam si de illis servandis et non impetrandis literis Apostolicis contra ea et ipsis literis non utendo, eciam ab alio vel aliis impetratis vel quomodolibet concessis, per se vel procuratores suos prestiterint vel eos imposterum prestare contigerit forsitan juramentum, seu si locorum ordinariis a Sede Apostolica sit indultum vel imposterum indulgeri contingat, quod canonicos et personas ecclesiarum, monasteriorum et locorum suarum civitatum et diocesum, eciam in dignitatibus, personatibus vel officiis constitutos, per subtraccionem proventuum suorum ecclesiasticorum vel alias compellere valeant ad residendum personaliter in eisdem, aut si eisdem ordinariis et dilectis filiis capitulis ecclesiarum ac monasteriorum et locorum ipsorum conventibus vel quibusvis aliis, communiter vel divisim, a prefata Sede concessum existat vel medio tempore concedi contingat, quod ipsarum ecclesiarum, monasteriorum et locorum canonicis et personis, eciam in dignitatibus vel personatibus aut officiis constitutis, non residentibus in

eisdem, vel qui in eis hujusmodi non fecissent residenciam personalem, fructus, redditus et proventus beneficiorum suorum dictorum ecclesiarum, monasteriorum et locorum ministrare minime teneantur et ad id compelli non possint per literas Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mencionem sive quibuscumque privilegiis, indulgenciis et literis Apostolicis, generalibus vel specialibus, quorumcumque tenorum existant, per que presentibus non expressa vel totaliter non inserta effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri et de quibus quarumque totis tenoribus de verbo ad verbum habenda sit in nostris literis mencio specialis, proviso quod beneficia ipsa interim debitis obsequiis non fraudentur et animarum cura in eis quibus illa imminet nullatenus negligatur, sed per bonos et sufficientes vicarios, quibus de beneficiorum ipsorum proventibus necessaria congrue ministrentur, diligentius exerceatur et deserviatur inibi laudabiliter in divinis. Nulli ergo etc. nostre concessionis infringere etc. Datum Avinione, II kalendas Novembris, anno septimo.

In eumdem modum : — Dilectis filiis, magistro Stephano Alberti, preposito Leodiensis, notario nostro, et.. Sacriste Avinionensis ecclesiarum ac.. Officiali Magalonensi, salutem etc. Laborioso etc. usque in divinis. Quocirca mandamus quatenus vos vel duo aut unus vestrum, per vos vel alium seu alios, faciatis, auctoritate nostra, eisdem doctoribus, magistris et scolaribus fructus, redditus et proventus eosdem per idem biennium, juxta hujusmodi concessionis nostre tenorem, integre ministrari, non obstantibus omnibus supradictis seu si eisdem ordinariis, capitulis et conventibus vel quibusvis aliis, communiter vel divisim, a prefata Sede indultum existat quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mencionem. Contradictores auctoritate nostra etc. Datum ut supra.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Innoc. VI*, T. XXI (ann. 7, part. 2), fol. 517. t. — Cf. pièce n° 59 du Cartulaire (20 nov. 1333).

116. — *Statut promulgué par le Recteur de la Faculté de Droit, relatif à la leçon publique dans l'examen du Baccalauréat.* — Montpellier, 20 mars 1361 (n. st.).

Statut nº XVI additionnel des Statuts de 1339 (*Quod nulli assumantur ad gradum Baccallariatus nisi cum sollempnitate principii*). Voy. p. 313 du Cartulaire.

---

117. — *Quittance pour un arrérage de la rente fondée par Bernard Trigard en faveur du Collège de Pézénas.* — Montpellier, 3 avril 1361.

Noverint universi quod ego, frater Guillermus On[di], provisor Studii Montispessulani, deputatus a domino abbate Vallismagne ad recipiendum helemosinam quatuor florenorum auri, per dominos consules Montispessulani assignatam, singulis septimanis, pro pauperibus scolaribus, per dominum Bernardum, episcopum Brixensem, bone memorie, ordinatam, recepi a venerabili viro, Guillermo de Conchis, consule et clavario consulatus dicte ville, quadraginta florenos auri, in diminucione prime solucionis anni presentis, incepti in festo Annunciationis Beate Marie Marcii, proxime lapso, que solucio assendit ad summam centum et quatuor florenorum auri, de quibus XL florenis auri sum contentus. In quorum testimonium, sigillum quo utor hic duxi apponendum. Datum in Montepessulano, die tercia Aprilis, anno Domini M°CCC° sexagesimo primo.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. B, cass. IV, nº 1. — Cf. pièce nº 114 du Cartulaire (14 mars 1358).

---

118. — *Indult d'Innocent VI, accordant aux membres de l'Université de Montpellier le droit de percevoir les revenus de leurs bénéfices pendant deux ans, sans être assujettis à la résidence.* — Avignon, 19 janvier 1362.

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis, Universitati Studii Montispesulani, Magalonensis diocesis salutem etc. Laborioso va-

cantes studio litterarum per quas divina majestas dignius collitur, catholice fidei veritas illustratur, ecclesiarum status protenditur, virtutum et morum decor acquiritur et utilius, tam publica, quam privata res geritur omnisque prosperitas humane conditionis augetur, digne sunt oportunis favoribus et auxiliis confovendi. Cum itaque ad vestrum famosum et generale Studium Montispesulani, Magalonensis diocesis, pro hujusmodi litterarum scientia acquirenda recurratur, nos, volentes vos, horum intuitu, illo favore prosequi gratioso, per quem inibi studentes litterarum studio liberius vacare possint, vestris in hac parte supplicationibus inclinati, vobis, auctoritate presentium, indulgemus ut omnes et singuli doctores, magistri et scolares, qui in dicto vestro Studio infra biennium, a data presentium computandum, actu legentes fuerint vel studentes, in quacumque licita facultate, fructus, redditus et proventus omnium beneficiorum suorum, ecclesiasticorum, secularium et regularium, que nunc in quibusvis ecclesiis, monasteriis sive locis obtinent et infra dictum biennium obtinebunt, etiam si dignitates, personatus vel officium existant et curam habeant animarum, dummodo in cathedralibus majores post pontificales et in collegiatis ecclesiis principales dignitates hujusmodi non existant, usque ad dictum biennium eidem Studio insistendo, cum ea integritate percipere libere valeant, cotidianis distributionibus dumtaxat exceptis, cum qua illos perciperent, si in ecclesiis, monasteriis sive locis, in quibus beneficia ipsa consistunt, personaliter residerent et ad residendum interim in eisdem ecclesiis, monasteriis sive locis minime teneantur, nec ad id a quoquam inviti valeant coarctari, non obstantibus etc. Datum Avinione, xiiii kalend. Februarii, anno decimo.

In e. m.: — Dilectis filiis.. Priori Sancti Firmini de Montepessulano, Magalonensis diocesis, et.. Preposito ecclesie Magalonensis ac.. Officiali Magalonensi, salutem etc. Laborioso etc. usque in divinis. Quocirca etc. Datum ut supra.

Orig.: Arch. du Vatican, *Reg. Innoc. VI*, T. XXIX (ann. 10, part. 2), fol. 503.— Cf. pièces n^{os} 59 (20 nov. 1333), 115 (31 oct. 1359), etc.

119. — *Rouleau de suppliques en Cour de Rome pour les membres de l'Université de Montpellier.* — Avignon, 24 novembre 1362.

Rotulus Universitatis Studii Montipessulani et Avinion.

Significant Sanctitati Vestre devoti oratores et oves pascue vestre, Universitas vestri Studii Montispessulani, Magalonensis diocesis, quod adeo dictum Studium est lectoribus et auditoribus destitutum, quod in eo ubi consueverunt mille studentes residere, vix hodie reperirentur ducenti. Ut igitur, pater beatissime, dictum Studium, Dei et vestri juvamine, in melius reformetur, et ut presentes ad studendum et absentes ad veniendum fortius animentur et scientia, de cujus perdicione est timendum, restauretur, humiliter supplicant quatinus, amore Dei et pietatis intuitu, et pro dicti Studii reformacione et scientie conservacione, infrascriptas supplicationes gratiose et misericorditer dignemini exaudire, cum omnibus non obstantibus et clausulis opportunis.

Et primo, quatinus dicte Universitati dignemini concedere privilegium de fructibus percipiendis in absentia usque ad septennium, ut in forma. Et quia, pater beatissime, hujusmodi privilegia magnam quantitatem pecunie consueverunt costare et propter optenta similia privilegia a domino Innocentio virga bedelli generalis et alia jocalia dicte vestre Universitatis adhuc sunt pignori obligata, humiliter supplicat dicta Universitas quatinus ipsis, pio et paterno compacientes affectu, partem bulle et registri S. V. contingentem hac vice eis remittere dignemini gratiose, cum ipsa Universitas sit oppressa maxima paupertate. — Fiat ad triennium R.

Item, quatinus Johanni de Affriano, canonico expresse professo et operario Magalonensi, bacallario in Decretis, actu legenti, qui est in anno quinto lecture, de beneficio ecclesiastico, cum cura vel sine cura, etiam si dignitas officium personatus vel administratio existat et curam habeat animarum, cujus fructus etc. si cum cura, octoviginti, si sine cura fuerit, centum librarum Turonensium parvorum, secundum taxationem decime, valorem annuum non excedant, dignemini providere, cum omnibus non obstantibus et clausulis opportunis. — Fiat R.

Item, quatinus Petro de Calmo, clerico Barchinonensi, approbato in Legibus, actu legenti...

Item, quatinus Egidio de Haunne, Tornacensis diocesis, bacallario in Legibus et magistro in Artibus, consiliario et ambaxiatori dicte Universitatis, actu legenti...

Item, Guillelmo Gaiani, clerico, bacallario in Legibus, actu legenti...

Item, quatinus Deodato Astrugi, bacallario in Legibus, actu legenti...

Item, quatinus Hugoni Raynaudi, bacallario in Decretis, monacho expresse professo monasterii Montismajoris, ordinis Sancti Benedicti, Attrebatensis diocesis...

Item, quatinus Berengario de Romeria, licentiato in Legibus et bacallario in Decretis, Magalonensis diocesis...

Item, Guillelmo de Moncellis, clerico Lugdunensis diocesis, licentiato in Legibus...

Item, quatinus Raymundo de Sancto Dyonisio, canonico prebendato ecclesie Barchinonensis, bacallario in Legibus, actu legenti, qui est in sexto anno lecture, et Jura canonica audienti...

Item, quatinus Bernardo Terrem, monacho monasterii Sancti Cucuphatis, ordinis Sancti Benedicti, diocesis Barchinonensis, bacallario in Decretis, actu legenti...

Item, Johanni de Viridario, in utroque Jure bacallario, actu legenti...

Item, quatinus Arnaldo Constantini, clerico Mimatensis diocesis, bacallario in Legibus, actu legenti...

Item, quatinus Petro Gastonis, clerico Mimatensis diocesis, bacallario in Legibus, actu legenti...

Item, quatinus Francisco Sala, canonico Barchinonensi, in Jure civili provecto, bacallario in Decretis, actu legenti Decretales...

Item, quatinus Guillelmo Gislaudi, Clerico Mimatensis diocesis, bacallario in Legibus...

Item, Bernardo Alamanni, clerico diocesis Mimatensis, bacallario in Decretis, actu legenti...

Item, quatinus Francisco de Aquilario, clerico Urgellensis dyocesis, bacallario in Decretis et scolari in Legibus...

Item, quatinus Guillelmo de Vallesicca, clerico Barchinonensi, bacallario in Legibus, actu legenti...

Item, quatinus Jacobo Vagnonis, clerico, bacallario in Decretis, Taurinensis diocesis...

Item, quatinus Johanni de Costis, bacallario, clerico, Maurianensis diocesis...

Item, quatinus Jacobo Bruni, clerico, Biterrensis diocesis, bacallario in Decretis, actu legenti Decretum...

Item, quatinus Stephano Laune, bacallario in Decretis, Magalonensis diocesis, actu legenti, qui est in tercio anno lecture...

Item, quatinus Michaeli de Colle, de Comba Ulivorum, clerico Vicensis diocesis, bacallario in Legibus...

Item, quatinus Raynaldo Mir, bacallario in Legibus, clerico Cesaraugustane dyocesis...

Item, quatinus Stephano Johannis, clerico Eduensis dyocesis, bacallario in Legibus legenti...

Item, quatinus Ludelpho Copil de Escheralvege, subdiacono, Maguntine diocesis, bacallario in Decretis...

Item, quatinus Reginaldo de Saillevilla, clerico, Belvacensis diocesis, bacallario in Legibus...

Item, quatinus Guillelmo de Artigiis, bacallario in Legibus, Mimatensis diocesis...

Item, quatinus Raymondo Canyoti, clerico Elnensis diocesis, bacallario in Legibus, actu legenti...

Item, Guillelmo Jordani, bacallario in Legibus, clerico Elnensis diocesis...

Item, quatinus Bernardo Garnerii, bacallario in Legibus, Nemausensis dyocesis...

Item, quatinus Vincentio Giramheti, clerico, bacallario in Decretis, scolari in Jure civili, dyocesis Aniciensis...

Item, quatinus Hamoni Longini de Polonigniaco, Bisuntine diocesis, bacallario in Legibus, actu legenti...

Item, quatinus Cristiano de Stelle, ejusdem Studii bacallario in Decretis...

Item, quatinus Petro Olerii, clerico Claromontensis diocesis, bacallario in Legibus...

Item, Gaufridus Breydenbach, bacallario in Legibus, clerico Maguntine diocesis...

Item, quatinus Nicolao Rothonis, presbytero Pragensi, bacallario in Decretis...

Item, quatinus Stephano Chinroti de Turre Spini, clerico Viennensis diocesis, bacallario in Decretis...

Item, quatinus Gichardo Marchandi, clerico Bellicensis diocesis, bacallario in Legibus...

Item, quatinus Gaufrido Nicolasselli, clerico diocesis Andigavensis, alias Mercatoris...

Item, quatinus Guillelmo Mathei de Cedena, Ebredunensis diocesis, bacallario in Legibus, legenti...

Item, quatinus Poncio Falconis, monacho monasterii Sancti Egidii, Nemausensis diocesis, ordinis Sancti Benedicti, bacallario in Decretis...

Item, aliquibus discretis viris dignemini mandare quod Petrum de Gallinariis, canonicum expresse professum monasterii Beate Marie de Letone, ordinis Sancti Augustini, Gerundensis diocesis, scolarem antiquum in Jure canonico recipi faciant, auctoritate Apostolica, in canonicum et in fratrem in ecclesia Terraconensi, dicti ordinis, in qua certus canonicorum numerus dicitur institutus, in aliis de dicto numero nunc deest, vel quamprimum deesse contigerit, dignitatem, vero officium vel administracionem, etiam si curam habeant animarum, eidem conferendam donacioni Apostolice dignemini reservare, non obstante quod officium candelle majoris in dicto monasterio obtineat, quod dimittere teneatur, cum hujusmodi gratia fuerit sortita effectum, ac statuto dicte ecclesie, quo caveri dicitur quod nullus possit ibi obtinere dignitatem, personatum, administracionem vel officium, nisi primo fuerit jam de numero prelibato cum translatione etc. et aliis, ut in forma. — Fiat R.

Item, supplicant S. V. devoti oratores vestri Universitas Studii Montispessulani, diocesis Magalonensis, quatinus collacionem, factam magistro Raymundo de Sancto Verano per rectorem et consiliarios dicti Studii de bedellaria generali dicti Studii, ad ejus vitam dignemini confirmare vel sibi de novo providere, cum clausulis opportunis. — Fiat R. Sine alia lectione. Fiat de non cancellatis R.

Datum Avinione, VIII kal. Decembris, anno primo.

Orig.: Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V supp. ann. I part.* I, fol. 113.

120. — *Rouleau de suppliques en Cour de Rome pour les membres de la Faculté de Médecine.* — Avignon, 26 novembre 1362.

Rotulus Universitatis medicorum Montispessulani.

Altissimus de terra creavit medicinam et vir prudens non abhorrebit eam, ut scribitur Ecclesiastici XXXVIII. Hinc est, sanctissime pater, quod supplicat S. V. humiliter et devote vestra devota filia Universitas medicorum Montispessulani, quia locum supremi medici, de cujus uberrimo latere saluberrime medicine fluvius largiter emanavit, obtinetis, quatinus, sibi specialem gratiam facientes, de supplicacionibus et privilegiis personarum infrascriptarum, que filie dicte Universitatis esse dignoscuntur, dignemini misericorditer providere, cum acceptatione, reservacione, inhibicione, decreto et clausula anteferri, cum aliis non obstantibus et clausulis opportunis, ac executoribus ut in forma.

Primo, quatinus Petro de Romeario, magistro in Artibus et Medicina, plenam indulgenciam concedere dignemini, sub sigillo domini cardinalis Boloniensis, ut in forma. — Fiat pro te et uxore, si habes, R.

Item, quatinus dictis magistris et eorum uxoribus plenam indulgenciam, semel tamen in mortis articulo, concedere dignemini, ut in forma.— Fiat R.

Item, quatinus Odoni de Choys, Bisuntinensis diocesis, magistro in Artibus et licentiato in Medicina, specialem gratiam facientes, de canonicatu sub expectatione prebende ecclesie Cabilonensis, eidem Odoni dignemini cum plenitudine juris canonici misericorditer providere et cum aliis, ut supra. — Fiat ad collacionem Beate Marie Magdalene... R.

Item, quatinus Odoni Offridi de Tholomeyo, magistro in Artibus et bacallario in Medicina, Lingonensis diocesis...

Item, quatinus Gerardo de Alphiano, clerico Cameracensis diocesis, magistro in Artibus Parisius et bacallario in Medicina...

Item, quatinus Jacobo Tesseri, bacallario in Medicina, uxori, matri, fratri suis et cuilibet eorum, plenam indulgentiam, semel tantum in mortis articulo, concedere dignemini, ut in forma. — Fiat R.

Item, quatinus Guillelmo Columbi, bacallario in Artibus et Medicina, clerico Grassensis diocesis...

Item, quatinus Arnoldo de Celario, clerico Trajectensis diocesis, magistro in Artibus Parisius ac bacallario in Medicina in Montepessulano, actu legenti...

Item, quatinus Johanni, dicto Ghildehuus, magistro in Artibus et bacallario in Medicina, clerico Monasteriensis diocesis...

Item, quatinus Tiasoni Ten Orten, clerico Trajectensis diocesis, bacallario in Medicina, actu legenti...

Item, quatinus Henrico Rodoni de Saltwedel, magistro in Artibus et bacallario in Medicina, Verdensis diocesis...

Item, quatinus Theoderico de Hasselt, pauperi clerico, Trajectensis dyocesis, magistro in Artibus Parisius ac bacallario in Medicina...

Item, quatinus Jacobo Calker de Goch, clerico Coloniensis diocesis, magistro in Artibus Parisius et bacallario in Medicina...

Item, quatinus Gillelmo Felibien, Macloviensis diocesis, bacallario in Medicina...

Item, quatinus Tilmanno de Siberg, bacallario in Artibus et Medicina, clerico Coloniensis diocesis...

Item, quatinus Lunno Clerici, magistro in Artibus Parisius ac bacallario in Medicina, clerico Tornacensis diocesis...

Item, quatinus Berengario Candelli, bacallario in Medicina, clerico Gerundensis diocesis...

Item, quatinus Antonio Aurini, magistro in Artibus Parisius et bacallario in Medicina, clerico Sisterciensis diocesis...

Item, quatinus Galtero Colin, magistro in Artibus et bacallario in Medicina, clerico Tornacensis diocesis....

Item, quatinus Henrico Meyns de Goch, clerico Coloniensis diocesis, magistro in Artibus Parisius et bacallario in Medicina...

Item, quatinus Henrico, dicto Wirt de Rotwil, bacallario in Medicina, clerico Constantiensis diocesis...

Item, quatinus Johanni Hospiti, bacallario in Medicina, clerico Morinensis diocesis...

Item, quatinus Henrico Lupi de Wesalia, magistro in Artibus Parisius, scolari in Medicina, clerico Coloniensis diocesis...

Item, quatinus Henrico de Tilia, clerico Cameracensis diocesis, magistro in Artibus Parisius, scolari in Medicina...

Item, quatinus Henrico de Capella, clerico Cameracensis diocesis, magistro in Artibus, scolari in Medicina...

Item, quatinus Petro de Brega, clerico Wratislaviensis diocesis, magistro in Artibus, bacallario in Medicina...

Item, Borkardo Tittel de Ruthighen, clerico Constantiensis diocesis, magistro in Artibus, scolari in Medicina...

Item, quatinus Nicolao Schnell, magistro in Artibus, scolari in Medicina, Constantiensis diocesis...

Item, quatinus Raymundo Karoli, clerico Gerundensis diocesis, bacallario in Artibus, qui diu scolas artium Sancti Felicis Gerundensis rexit ac studens in Medicina... — Fiat R.

Et quod transeat sine alia lectione. Fiat B.

Datum Avinione, VI kal. Decembris, anno primo.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V supp. ann. I part.* I, fol. IX^{xx} VI (186) — IX^{xx} VIII (188).

---

121. — *Mandement d'Urbain V à Raymond de Canillac, cardinal-évêque de Palestrina, lui donnant commission pour la réforme des Statuts de l'Université de Droit.* — Avignon, 28 novembre 1362.

Venerabili fratri, Raymundo, episcopo Penestrino [1], salutem etc. Ad famosum et laudabile Studium Montispessulani, Magalonensis diocesis, in quo olim, dum essemus in minoribus constituti, ordinarie legimus in Decretis, sincerum paterne caritatis gerentes affectum, hiis, que ad ipsius Studii et degentium eorum tranquillitatem et pacem cedere valeant, favorem libenter Apostolicum impertimur. Sane dilectorum filiorum rectoris et universitatis scolarium utriusque Juris Studii prelibati nobis nuper exhibita petitio continebat quod, licet olim per bone memorie Bertrandum, episcopum Sabinensem, auctoritate litterarum felicis recordationis Benedicti, pape XII, predecessoris nostri, nonnulla statuta salubria, pro reformatione et tranquillitate ipsius Studii edita fuerint, ex tunc laudabiliter observata,

tamen, quia parum est jura condere, nisi qui ea exequatur existat et secundum varietates temporum conditiones mutantur humane, fuit nobis pro ipsorum rectoris et universitatis parte humiliter supplicatum, ut aliquem venerande auctoritatis virum, qui prefata corrigat, declaret, mitiget et emendet et de novo alia edat statuta ac de ipsorum observatione ordinet et disponat, prout cum Deo viderit salubriter expedire, deputare de benignitate Apostolica dignaremur. Nos itaque, de magna tue circumspectionis industria, quam in altis et arduis jugiter experimur quamque novimus ad ipsum Studium sinceram gerere voluntatem, plenam in Domino fiduciam obtinentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, fraternitati tue per Apostolica scripta committimus et mandamus quatenus, predictis statutis, per dictum Bertrandum editis, diligenter recensitis, eis, auctoritate nostra, addas et detrahas que pro bono statu dicti Studii et conservatione justitie addenda cognoveris et etiam detrahenda, ac nichilominus alia de novo statuta in dicto Studio, que pro ejus utilitate, pace et tranquillitate edenda censueris, auctoritate predicta edas et statuas eaque decernas in dicto Studio perpetuo observanda, in eisdem nichilominus statutis eadem auctoritate edendo et etiam statuendo quod rector, doctores, bacallarii, scolares, bedelli, banquerii et stationarii ejusdem Studii, presentes et posteri, qui eadem statuta vel aliqua eorum, postquam per te taliter edita et promulgata fuerint, de tuo mandato publicata, temerarie violare vel contra ea facere vel venire presumpserint, penas et multas alias necnon excommunicationis sententiam, quas in eisdem statutis exprimendas duxeris, ipso facto incurrant, absolutione a predicta excommunicationis sententia, debita satisfactione premissa ei vel eis cui vel quibus hujusmodi satisfactio fuerit exhibenda, episcopo Magalonensi, qui fuerit pro tempore, perpetuo reservata, que quidem absolutio ab eodem episcopo vel alio, vice vel de mandato ipsius, gratis absque redemptione vel emolumento seu pretio aliquo impendatur; que quidem statuta, postquam per te, ut premittitur, fuerint ordinata, auctoritate nostra in dicto Studio, per te vel alium seu alios, solemniter facias publicari et etiam promulgari, quibuscumque statutis aliis contrariis, juramento, confirmatione Apostolica vel alia quavis firmitate vallatis, per te, auctoritate predicta, omnino cassatis, irritatis et penitus revocatis, jurisdictione ordinaria ac potestate et auctoritate competentibus eidem episcopo Magalonensi, qui est

pro tempore vel erit pro tempore, tam de jure communi quam a predecessoribus nostris Romanis Pontificibus, concessis eisdem personis et Studio predictis, sibi salvis et plenarie reservatis, contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo, non obstante si eisdem rectori ac doctoribus et scolaribus et personis aliis dicti Studii a Sede Apostolica sit indultum, quod excommunicari, suspendi vel interdici non possint per litteras Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Datum Avinione, IIII kal. Decembris, anno primo.

Orig. : Arch. du Vatican. *Reg. Urb. V De Curia ann.* I. II. III. n° 261, fol. 47. t (ep. 97).

1. Raymond de Canillac, archevêque de Toulouse de 1345 à 1350, cardinal-évêque de Palestrina de 1361 à 1373. (Voy. *Trésor de chronologie* p. p. M. de Mas-Latrie, col. 1163).

---

122. — *Indult d'Urbain V, accordant aux membres de l'Université de Montpellier le droit de percevoir les revenus de leurs bénéfices pendant quatre ans, sans être assujettis à la résidence.* — Avignon, 10 mai 1364.

Dilectis filiis, universis doctoribus, magistris et scolaribus Studii Montispessulani, Magalonensis diocesis, salutem, etc. Dum attente considerationis indagine perscrutamur quod per litterarum studia, cooperante illo a quo omnium carismatum dona proveniunt, viri efficiuntur scientiis eruditi, per quos equum ab iniquo discernitur, erudiuntur rudes, provecti ad altiora concrescunt et fides catholica roboratur, libenter non solum loca ubi hujusmodi pollent studia, sed studentes in eis munimus gratiis et libertatibus Apostolicis honoramus. Vestris itaque supplicationibus inclinati, vobis, auctoritate Apostolica, tenore presentium, indulgemus ut vos et vestrum singuli, dicto Studio insistendo, fructus, redditus et proventus vestrorum beneficiorum ecclesiasticorum, que in quibusvis ecclesiis sive locis obtinetis et in posterum vos et singulos vestrum contigerit obtinere, etiam si dignitates, personatus et officia existant, et curam habeant animarum, dummodo in cathedralibus post pontificales majores et in collegiatis ecclesiis

principales dignitates hujusmodi non existant, cum ea integritate usque ad quadriennium, a data presentium computandum, cotidianis distributionibus dumtaxat exceptis, cum qua illos perciperetis, si in ecclesiis in quibus beneficia ipsa consistunt, personaliter residerent, et ad residendum interim in eisdem ecclesiis minime teneantur, neque ad id a quoquam inviti valeant coartari, non obstantibus, si dicte persone in dictis ecclesiis non fecerint primam personalem residentiam consuetam, et quibuscumque constitutionibus Apostolicis, provincialibus et synodalibus, necnon statutis et consuetudinibus ecclesiarum, in quibus hujusmodi beneficia fuerint, contrariis, juramento, confirmatione Apostolica vel quacumque firmitate alia roboratis, vallatis, etiam si dicte persone de illis servandis et non impetrandis litteris Apostolicis contra ea et ipsis litteris non utendo, etiam ab aliis impetratis, seu alio quovis modo concessis, per se vel procuratores suos prestiterint, vel eos prestare forsitan imposterum contigerit juramentum, seu si locorum ordinariis a Sede Apostolica sit indultum vel interim indulgeri contingat, quod canonicos et personas ecclesiarum suarum civitatum et diocesis, etiam in dignitatibus vel personatibus seu officiis constitutos, per subtractionem proventuum suorum ecclesiasticorum vel alias compellere valeant ad residendum personaliter in eisdem, aut si eisdem ordinariis et dilectis filiis, capitulis earundem ecclesiarum, vel quibusvis aliis, communiter vel divisim, a prefata Sede indultum existat, vel medio tempore contigerit indulgeri, quod canonicis et personis earundem ecclesiarum, etiam in dignitatibus vel personatibus seu officiis constitutis, non residentibus in eisdem, vel qui hujusmodi in eis residentiam non fecerit, fructus, redditus et proventus beneficiorum predictorum ministrare minime teneantur, quodque ad id compelli non possint per litteras Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, sive quibuscumque privilegiis, indulgentiis et litteris Apostolicis, generalibus vel specialibus, quorumcumque tenorum existant, per que, presentibus non expressa vel totaliter non inserta, effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri et de quibus quorumque totis tenoribus de verbo ad verbum sit in nostris litteris mentio specialis, proviso quod interim beneficia hujusmodi debitis obsequiis non fraudentur et animarum cura, in eis quibus illa imminet, nullatenus negligatur; sed per bonos et sufficientes vicarios, quibus de bene-

ficiorum ipsorum proventibus necessaria congrue ministrentur, diligenter exerceatur et deserviatur inibi laudabiliter in divinis. Nulli ergo etc. nostre concessionis et indulti infringere etc. Datum Avinione, VI idus Maii, anno secundo.

In eodem modo : — Dilectis filiis, Psalmodiensi et Aniane, Nemausensis et Magalonensis diocesum monasteriorum abbatibus ac officiali Magalonensi... salutem etc. Dum attente etc. usque in divinis. Quocirca etc.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V* (n° 251), fol. 168. t. — Cf. pièces. n^os^ 59 (20 nov. 1333), 115 (31 oct. 1359), etc.

---

123. — *Bulle du Cardinal Jean de Saint Marc, confirmant les statuts relatifs au mode d'élection et aux fonctions du Chancelier et du Doyen de la Faculté de Médecine et ratifiant la nomination du chancelier Jean Jacobi.* — Avignon, 7 octobre 1364.

Confirmacio aliquorum statutorum super electione cancellarii facta per dominum Johannem, cardinalem Sancti Marci, comissarium Appostolicum.

In nomine Domini, amen. Dudum sanctissimo in Christo patri et domino nostro, domino Urbano, divina providencia pape quinto, pro parte decani ac nonnullorum magistrorum regencium studii Facultatis medicorum Montispessullani, exposito quod, licet electio omnium cancellariorum, qui fuerunt successive pro tempore in dicto studio ejusdem Facultatis, a tanto tempore de cujus contrario hominum memoria non existebat, pertinuerat et pertinebat ad majorem partem magistrorum Facultatis predicte, certis privilegiis certoque modo comprehensa [1], et confirmacio eorundem cancellariorum ad dominum episcopum Magalonensem, qui erat pro tempore, spectaverat et spectabat, secundum laudabiles consuetudines studii Facultatis pretacte; tamen nuper, pretextu cujusdam pretensi privilegii a quodam legato Sedis Appostolice, ut dicebatur, emanati, magister Johannes Jacobi, in medicina professor, nulla electione precedente, saltim valida, nec servata consuetudine predicta, ad cancellariam hujusmodi secrete per vicarium Magalonensem extiterat promotus, seu talis qualis de eo actemptata electio confirmata, a

quibus pro parte dictorum decani et magistrorum exponencium ad Sedem Appostolicam fuit appellatum; idem dominus noster papa, ad dictorum decani et magistrorum supplicacionem, causam et causas appellacionis hujusmodi et negocii principalis nobis, Johanni, tituli Sancti Marci presbytero cardinali, audiendas et decidendas summarie, simpliciter et de plano et absque strepitu et judicii figura, comisit, cum omnibus suis emergentibus, incidentibus, dependentibus et connexis, cum potestate reformandi et revocandi, que circa statuta et consuetudines dictorum studencium et magistrorum ac cancellariorum pro tempore Facultatis predicte fuerint reformanda et revocanda, ac interpretandi seu eciam anullandi privilegium predictum pretensum, necnon et alia, ac statuta jam facta recensendi, refformandi, tollendi et conmutandi et nova condendi, si et prout nobis videbitur faciendum, cum potestate citandi eciam extra curiam Romanam et ad partes, semel et pluries, omnes et singulos predictos et quoscunque alios, quorum intererit et qui sua putarent interesse, eciam divisim, non obstante quod causa seu cause hujusmodi ad Romanam curiam non essent legitime devolute, nec in ea de sui natura tractande seu finiende, ac eciam non obstante privilegio habitatoribus Montispessullani per Sedem Apostolicam concesso, quod extra dictum locum Montispessullani non possint ad judicium evocari. Post quam quidem comissionem, nobis, ut premictitur, factam, nos, pro parte dictorum decani et magistrorum exponentium requisiti, contra omnes et singulos quorum intererat citacionem extra curiam decrevimus ad partes. Comparentibus itaque postmodum coram nobis venerabilibus viris, magistris Johanne Jacobi, pro se et suis adherentibus, ex una parte, et Johanne de Tornamira, in medicina professoribus studii dicte Facultatis, pro se et suis adherentibus, ex altera, nos, habito primitus cum ipsis magistris Johanne Jacobi et Johanne de Tornamira, professoribus predictis, nonnullis amicabilibus tractatibus, de ipsorum magistrorum, pro se et sibi adherentibus coram nobis comparencium, voluntate et concordi consensu, inspecta veritate productorum, actentis eciam tenoribus privilegiorum et licterarum Apostolicarum, coram nobis per dictum magistrum Johannem de Tornamira exhibitis, secundum que non fuit ad provisionem et promocionem de dicto magistro Johanne Jacobi ad officium cancellarie factam, hujusmodi provisionem, promocionem dictamque actemptatam, non servatis servandis, electionem

et confirmacionem de predicto magistro Johanne Jacobi ad dictum officium cancellarie, per prefatum vicarium Magalonensem factas, voluimus et decrevimus fore et esse nullas, invalidas et inefficaces ac nullius fore firmitatis ac ipsam et ipsas, quatinus de facto facte fuerunt, tollimus, cassamus et penitus revocamus, et eidem magistro Johanni Jacobi predictum officium cancellarie, auctoritate Apostolica nobis comissa, qua in hac parte fungimur, conferimus, de speciali gracia, et sibi de eodem providemus ac ipsum magistrum Johannem, in nostra presencia constitutum et humiliter petentem, per nostri anuli tradicionem investimus presencialiter de eodem, recepto eciam ab ipso de observandis statutis et consuetudinibus ipsius studii Facultatis predicte, eciam per nos, si nobis videbitur, emendandis, corrigendis et declarandis, seu de novo fiendis, cum eorum emendacionibus, correctionibus et declaracionibus, ad sancta Dei Ewangelia in nostris manibus, et ad nostrum mandatum sua dextera manu Ewangeliorum libro tacto, corporali juramento.

Item, volumus et auctoritate predicta ordinamus, quod antiquior in gradu magister, legens ordinarie in dicto studio predicte Facultatis, sit decanus; qui juret in principio lecture sue et antequam incipiat, quod intendit legere ordinarium annuale et quod leget, nisi justa et racionabili causa fuerit impeditus, quo casu per alium legere possit.

Insuper, auctoritate predicta, volumus et injungimus ac mandamus omnibus et singulis dicti studii prefacte Facultatis magistris, studentibus et aliis quibuscunque, aliqua jura, licteras, instrumenta, privilegia, cartas vel scripturas, tam privatas quam publicas, habentibus, statuta, consuetudines seu observancias ipsius studii prelibate Facultatis tangentes vel tangencia, quatinus illas et illa nobis mictant vel tradant, aut micti seu tradi procurent, cum de hoc requirentur.

Per premissa vero, potestatem nobis a Sede Appostolica concessam, quantum ad reformacionem dicti studii et statutorum ejusdem, ac generaliter in quibuscunque aliis, non intendimus abdicare a nobis, ymo eam expresse nobis retinemus.

Preterea, per predictam provisionem, quam hac vice fecimus prefato magistro Johanni Jacobi de officio cancellarie antedicto, non intendimus derogare juri electionis pro tempore, juxta antiquam consuetudinem seu

privilegia Appostolica faciendo, nec per hoc potestatem Sedis Apostolice circa hoc ampliare.

De quibus dicti magistri Johannes Jacobi et Johannes de Tornamira, dictis nominibus, requisiverunt sibi fieri publicum seu publica instrumenta.

In quorum omnium testimonium, presentes licteras seu presens publicum instrumentum per Arnoldum, notarium publicum infrascriptum, fieri mandavimus et nostri sigilli appensione conmuniri.

Datum et actum Avinione, in hospicio habitacionis nostre, anno a Nativitate Domini millesimo trescentesimo sexagesimo quarto, die septima mensis Octobris, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri, domini Urbani, divina providencia pape quinti predicti, anno secundo, presentibus venerabilibus viris, dominis Aymerico Helie, Nemausensis, Ada [2] Rebelin, Viennensis [3] ecclesiarum archidiaconis, Francisco de Stella, archipresbitero Ceacnove (?), Beneventane diocesis, et Johanne de Scocherten (?), Anglico, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

Et ego, Arnaldus Prel de Heppenart, clericus Leodiensis diocesis, publicus Appostolica et Imperiali auctoritate notarius, necnon prefati reverendissimi patris et domini, domini Johannis cardinalis, scriba, premissis omnibus et singulis, dum sic per ipsum dominum cardinalem conmissarium et coram eo fierent et agerentur, una cum prenominatis testibus interfui eaque sic fieri vidi et audivi et de mandato et auctoritate memorati domini cardinalis conmissarii et ad requisicionem predictarum partium hoc instrumentum publicum exinde retinui, quod aliis arduis occupatus negociis, per alium scribi feci, hicque me manu propria subscripsi et signum meum consuetum apposui rogatus, in testimonium eorundem.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Privil. Universit. med. Monspeliensis*, fol. 8 v°.— Cf. Arch. de la Fac. de méd. de Montpellier, *Arrêts et Déclarations*, fol. 84 v° (indication donnant, pour le nom du cardinal, *Joannes de Blanzac, cardinalis Sancti Marci*). — Au sujet du chancelier et du doyen de la Faculté de Médecine, cf. statuts II et III des Statuts de l'Université de Médecine de 1340 (pièce n° 68 du Cartulaire).

1. comprehensam. — 2. Ade. — 3. Vienenen.

124. — *Bulle d'Urbain V, confirmant la fondation du collège de S*[t]*-Ruf par Anglic Grimoard, et unissant à ce collège le prieuré de S*[t]*-Martin de Caveyrac, avec les vidimus de l'autorisation pontificale donnée à Anglic Grimoard, du 2 août 1363, et de l'acte de fondation du collège, du 20 octobre 1364.* — Avignon, 22 octobre 1364.

Ad perpetuam rei memoriam. Sicut scienciarum splendor, presertim Theologie ac Juris canonici Facultatum, Domini domum illuminat, ut fideles Christi, errorum notis vitatisque deviis et cognita via vite, tuti ad superni Regis palacium gradiantur, sic ignorancia justicie cecitatis caligine tenebrates abducit in precipitium [1] infernorum, et propter ea custos domus ejusdem, Romanus videlicet Pontifex, pro tanti luminis adaugendo fulgore, liberaliter debet favorem Apostolicum impertiri. Sane oblata nobis, pro parte dilectorum filiorum, abbatis et conventus monasterii Sancti Ruffi Valentinensis, ordinis Sancti Augustini, peticio continebat quod venerabilis frater noster, Anglicus, episcopus Avinionensis, provide attendens quod per acquisitionem margarite scientie non solum particularibus ecclesiis et monasteriis, verum etiam universali ecclesie ac rei publice fructus multiplex provenit et virtutum cumulus adaugetur [2], et propterea dictarum facultatum studia, presertim in locis ad hoc accommodis, cupiens ampliare, quedam hospitia, sita intra menia loci Montispessulani, Magalonensis diocesis, ubi generale eciam in prefatis facultatibus Studium viget, justo titulo acquisivit ac in eisdem hospiciis contiguis seu connexis, que vocari voluit domum scolarium Sancti Ruffi, unum collegium studencium, videlicet duodecim canonicorum religionis monasterii supradicti, ad quam idem episcopus specialem gerit affectum, ad studendum ibidem in predictis facultatibus ordinavit ipsaque hospicia ad usum deputavit hujusmodi ac concessit et donavit perpetuo monasterio et religioni prefatis, inter cetera ordinans quod iidem duodecim canonici per diffinitores capituli generalis ejusdem monasterii vel per majorem partem ipsorum, quociens casus advenerit, eligantur, ita tamen quod iidem canonici, donec in domo predicta permanserint, beneficiati esse non debeant neque possint, quinymo, si interim

eorum aliquis beneficium ecclesiasticum obtinuerit, quandocumque possessionem hujusmodi beneficii adhipiscetur, a dicto collegio censeatur amotus, ita quod de bonis ipsius collegii nil ministretur eisdem. Si vero domus ipsa capax esset et in ea, si velit, suis expensis valeat remanere et alius loco ipsius substituatur ibidem per eosdem diffinitores vel majorem partem eorum, modo simili eligendus, quodque diffinitores ipsi vel major pars ipsorum hujusmodi studentes, si non essent dociles et conversationis honeste, pro ipsorum diffinitorum libito, per simplicem literam, prout eis videbitur, a dicta domo libere valeant amovere et amotorum loco seu locis alios honestos et dociles surrogare et quod ab hujusmodi amotione et surrogatione qualitercumque nequeat appellari, prout hec et alia per eumdem episcopum super hiis ordinata in instrumento autentico inde confecto, cujus tenorem presentibus inseri fecimus, continentur. Quare, pro parte dictorum abbatis et conventus fuit nobis humiliter supplicatum ut, premissa omnia rata et grata habentes, dignaremur ea, auctoritate Apostolica, ex certa scientia, confirmare ac, pro substentione eorumdem studencium, prioratum Sancti Martini de Caveyraco sine cura, ordinis et diocesis predictorum, cum suis annexis ac omnibus juribus et pertinenciis suis, eidem collegio perpetuo annectere et unire ac insuper concedere gratiose quod in dicto hospicio seu domo possit fieri unum oratorium, in quo studentes ipsi missas celebrare seu facere celebrari et alia divina officia dicere valeant et audire ; nos, hujusmodi piam intencionem et opus laudabile episcopi supradicti intendentes Apostolicis graciis confovere, hujusmodi supplicationibus inclinati, predictas acquisitiones, concessionem, donacionem ac ordinacionem dicti episcopi ac omnia et singula contenta in dicto instrumento, tamquam provide facta, rata et grata habentes, ea omnia, ex certa scientia, auctoritate Apostolica, tenore presentium approbamus, ratifficamus et etiam confirmamus ac presentis scripti privilegio communimus, nec non predictum prioratum, cum omnibus juribus et pertinentiis suis eidem collegio, auctoritate predicta, perpetuo annectimus et unimus, ita quod, cedente vel decedente priore ipsius prioratus, [qui] nunc est, aut eumdem prioratum alias quomodolibet dimittente, liceat dicto collegio possessionem dicti prioratus, cum suis annexis libere recipere et licite retinere, cujuscumque licentia minime requisita, proviso quod in eodem prioratu deserviatur laudabiliter in divinis. Insuper, eidem collegio, auctoritate

prefata, concedimus quod in dicta domo possit fieri oratorium supradictum, in quo ipsi studentes possint missas celebrare seu facere celebrari et alia divina officia dicere et audire, constitutione quacumque contraria non obstante. Tenor autem dicti instrumenti talis est:

In Dei nomine, amen. Anno a Nativitate ejusdem millesimo trecentesimo sexagesimo quarto, silicet vicesima die mensis Octobris, per hoc presens publicum instrumentum pateat universis, presentibus pariter et futuris, quod, cum reverendus in Christo pater et dominus, dominus Anglicus, digna Dei providentia Avinionensis episcopus, cupiens et volens ad utilitatem rei publice litterarum studia Juris divini et canonici, multiplicatis studentibus, ampliare, ut, dilatati sui tentorii funiculos suos faciat longiores, ex facultatibus a Deo sibi collatis eisdem studentibus competentes redditus et proventus, ut liberius contemplationi et studio Juris divini et canonici vacare valeant, perpetuos assignando, licentia et auctoritate domini nostri, domini Urbani, pape quinti, et Sedis Apostolice per eundem reverendum patrem prius ad hoc petita licencia et obtenta, per ejusdem domini nostri bullas, non abolitas, non cancellatas et vitiatas, omni suspicione carentes, formam que sequitur continentes:

Urbanus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri, Anglico, episcopo Avinionensi, salutem et Apostolicam benedictionem. Devotionis tue sinceritas, quam nos olim, in minoribus constituti et deinde ad apicem Summi Apostolatus evecti, in negociis magnis et arduis, experientia longa, probavimus, promeretur ut votis tuis, in hiis presertim que tue aliarumque animarum salutem prospiciunt, favorabiliter annuamus. Tuis itaque supplicationibus inclinati, ut de fructibus et proventibus ecclesie tue Avinionensis, cui prees, et alterius cujuscumque, ad quam forte te transferri, seu cujuslibet dignitatis, ad quam assumi, ac beneficiorum quorumlibet, que tibi commendari seu de ipsis providere contigerit in futurum, nec non de bonis, que ex industria vel contemplacione persone tue seu quocumque alio modo et undecumque, licite tamen, ad te obventis et imposterum obventuris, possessiones, redditus, proventus, hereditates, decimas possessas per laicos et quelibet alia res et bona emere seu acquirere et appropriare ad certum

tempus vel imperpetuum, pro tuo arbitrio, pro capellaniis construendis de ipsisque fructibus et proventibus ac possessionibus, redditibus, hereditatibus et decimis, pro tua et progenitorum tuorum et aliorum de tuo genere animarum salute, ecclesias seu capellanias ac hospitalia et alia pia loca construi facere ac capellanias perpetuas instituere et ordinare et dotare, nec non tuam et aliorum de dicto tuo genere extrui facere sepulturas, ipsaque possessiones, redditus, proventus, hereditates, decimas ac res et bona, per te empta seu acquisita, seu eorum partes in illa opera pietatis convertere et deputare, ubi, quando et quociens et de summa seu summis, de quibus eciam videbitur expedire, fraternitati tue plenam, auctoritate Apostolica, tenore presencium, concedimus facultatem, non obstante quod ordinis Sancti Augustini professor existas et Apostolicis seu aliis constitutionibus contrariis quibuscumque. Datum Avinione, quarto nonas Augusti, pontificatus nostri anno primo.

Quarum litterarum vigore, ex facultatibus ab ipso Deo sibi collatis, ut anime sue et progenitorum suorum saluti provideatur et cultus divinus addicendo, docendo, studendo, legendo, predicando, orando et divina celebrando augmentetur, collegium et conventum infrascriptum, in honorem Dei omnipotentis et Beate Marie Virginis totiusque supernorum collegii et specialiter honore et nomine Beati Ruffi, sub modis, formis et conditionibus, regulis infrascriptis, duxit ordinandum et de suis facultatibus perpetuis temporibus dotandum et per modos infrascriptos et gubernatores regendum et gubernandum. Unde idem reverendus pater et dominus episcopus antedictus, in mei, notarii publici, et testium infrascriptorum presencia personaliter constitutus, proposuit, asseruit, dixit, declaravit ac ex certa scientia significavit quod ipse emerat seu emi fecerat, per personam ad hoc sufficientem, potestatem et mandatum habentem, cujus quidem mandati seu procuratorii ac publici instrumenti exinde recepti, cujus tenor et continentia constat per quandam notam seu instrumentum, receptam seu receptum manu mei, notarii infrascripti, sub anno a Nativitate Domini millesimo trecentesimo sexagesimo quarto et die vicesima sexta mensis Aprilis, plura et diversa hospicia, cum casamentis, edificiis ac suis pertinenciis, tam in solo quam in ingressibus et egressibus, tectis, parietibus, viridariis et aliis

accessoriis eisdem et connexis, situatis in villa Montispessulani, prope palacium regium, in carreria vulgariter nuncupata « Costafrega », cum confrontacionibus suis designatis et seriosius expressatis in instrumento publico seu in instrumentis, super dicta emptione aut emptionibus per eundem dominum episcopum seu alium, ejus nomine, factis, ad quod instrumentum publicum seu instrumenta et eorum quodlibet et ad contenta in eis de puncto ad punctum intendit se refferre. Unde prefatus dominus Anglicus, episcopus Avinionensis, pro anima sua et parentum suorum et pro remissione suorum peccatorum, pure, libere ac irrevocabiliter inter vivos dedit, donavit et obtulit domino Dalmassio de Prato, camerario et canonico monasterii Sancti Ruffi, yconomo et procuratori reverendi patris in Christo domini, domini G., abbatis, et conventus monasterii Sancti Ruffi Valentinensis, recipienti nomine et vice dicti domini abbatis ac fratrum seu canonicorum conventus monasterii antedicti, ut de procuratione predicta ipsius domini Dalmassii constat per quoddam publicum instrumentum, receptum, scriptum et signatum, ut in eo legitur, manu et signo magistri Johannis de Subdyone, Valentinensis diocesis, notarii, sub anno Incarnationis Dominice millesimo trecentesimo sexagesimo quarto et die nona mensis Septembris, videlicet omnia dicta acasamenta, edificia, hospicia, tam edificata quam non edificata, cum solo seu solis, tectis, parietibus, ingressibus et egressibus, viridariis et aliis quibuscumque pertinenciis seu accessoriis et connexis, nec non quodlibet ipsorum singulariter et omnia universaliter per antedictum dominum episcopum seu alium, ejus nomine, hospicia empta in carreria de « Costafrega », ut supra dictum est, nuncupata, cum confrontacionibus in instrumento seu instrumentis, super dicta emptione contentis, est expressum, donando eidem procuratori, nomine quo supra, jura et actiones quas prefatus dominus episcopus habet seu habere potest contra quascumque personas, occasione emptionis dictorum hospiciorum per ipsum facte, adiciens ipse dominus episcopus quod predicta hospicia omnia et singula, cum suis pertinenciis superius expressatis, dedit, donavit, obtulit, dat, donat et offert predicto procuratori ac iconomo, nomine quo supra; et si, consequenter, imo verius principaliter, ipsi monasterio Sancti Ruffi, ad habendum, tenendum et possidendum perpetuo, cum conditionibus, formis seu modis ac observanciis, que inferius subsequntur,

nichilominus tamen prefatus dominus Anglicus, episcopus Avinionensis, se, nomine dicti monasterii Sancti Ruffi et pro abbate et conventu ejusdem, ad majorem cautelam constituit possidere et se pro nomine possessoris recognovit, dans licentiam, potestatem et auctoritatem dicto abbati et conventui seu dicto camerario, procuratorio et nomine ipsorum, propria auctoritate intrandi predicta hospicia et quodlibet eorumdem, cum juribus et pertinentiis, ad utendum, tenendum, exercendum et peragendum, que ad verum possessorem nec non ad verum dominum possunt et debent pertinere, promittens et asserens malum dolum abesse in premissis et omnes et singulas res predictas habere, facere et tenere, ut supradictum est, et ea defendere de jure et de facto, cedens jura et actiones reales et personales, utiles et directas, que sibi competunt et competere possunt, in rebus omnibus et singulis supradictis, et prefatum dominum abbatem et conventum seu monasterium Sancti Ruffi ac camerarium procuratorum eorumdem, procuratorio nomine ipsorum, fecit, constituit in hoc presenti instrumento in rem suam, videlicet in hospiciis omnibus et singulis predictis, quam donationem imperpetuum irrevocabiliter firmam habere et tenere per se et suos idem dominus Anglicus, episcopus Avinionensis, eidem camerario precium predicto monasterio Sancti Ruffi stipulanti, promisit et nichilominus adjecit se dictam donationem non revocare in vita nec occasione ingratitudinis seu alius cujuscumque supervenientis.

Conditiones autem, modi, forme seu observancie, quas prefatus reverendus pater in Christo, dominus Anglicus, episcopus Avinionensis, voluit, disposuit, precepit et ordinavit, penitus et omnino, ac dixit, asseruit et protestatus fuit istam esse causam finalem donationis antedicte et omnium et singulorum in eadem contentorum, videlicet quod in dicta villa Montispessulani et in hospiciis supradictis, cum officinis, cameris, refectoriis, dormitorio, claustro eciam et aliis oportunis, tam edificatis jam quam edificandis, in locis seu hospiciis antedictis, situatis in dicta carreria de « Costafrega », cum suis confrontationibus, ut superius est tactum, perpetuo deputentur duodecim canonici regule et religionis Sancti Ruffi, qui habeant studere continue, tam hyeme quam estate, in Studio generali Montispessulani, videlicet octo in Jure canonico et quatuor in sacra Theologia, secundum discretionem et arbitrium eosdem instituentis seu presentantis.

Preterea, voluit ut, inter dictos modos et observancias, habeatur et teneatur atque hoc inter cetera pro causa finali adjecit, scilicet quod diffinitores capituli vel major pars eorum, celebrandi in monasterio Sancti Ruffi de Valencia, prout est moris celebrari, tercia septimana post Pascha, qui sunt et qui pro tempore fuerint, habeant potestatem, licentiam et auctoritatem dictos duodecim studentes nominandi, assumendi, et ibidem pro dicto studio instituendi eosdem studentes et eorum quemlibet et undecumque dictis diffinitoribus vel majori parti eorundem videbitur, assumendi, revocandi ipsos studentes et alios subrogandi, usque ad numerum supradictum, sed voluit et modificavit idem dominus Anglicus, episcopus predictus et eciam expresse sibi retinuit, tantum quantum vitam duxerit in humanis, potestatem studentes supradictos et quemlibet eorundem nominandi et assumendi et ibidem pro dicto studio instituendi eosdem et revocandi ipsos studentes et eorum quemlibet vel alterum eorundem et alios subrogandi, usque ad numerum supradictum, et voluit eciam quod nullus beneficiatus assumatur seu admittatur tanquam de numero inter prefatos duodecim studentes, sed, eo casu quo canonici ipsius religionis et regule beneficiati studerent et studere vellent in Studio prefato Montispessulani, quod possint et valeant ibidem studere, expensis eorum propriis, et in dictis hospiciis, prout alii, stare et, si contigerit aliquem de dictis duodecim studentibus ad aliquam dignitatem vel officium promoveri vel sibi aliquatenus provideri, eo casu alius non beneficiatus eisdem surrogetur per eundem dominum Anglicum, episcopum predictum, tantum quantum vitam duxerit in humanis, et post per diffinitores antedictos vel majoris partis eorum, si casus surrogationis eveniret. Et ne de premissis seu aliquo premissorum in dubium per quemcumque, sive episcopum Avinionensem vel alium quemcumque de ipsa ecclesia Avinionensi, seu aliunde, valeat revocari futuris temporibus quandocumque, dictus, Anglicus, Avinionensis episcopus sepedictus, ante omnia extiterit protestatus et ad sopiandam et evitandam quamcumque materiam questionis, altercationis sive litis, tam pro presenti tempore, quam pro futuro, et ad perpetuam rei memoriam et ad corroboranda [et] confirmanda premissa omnia et singula, tam in emptione quam in donatione contenta et punctatim expressa, asseruit et seriose et ex certo proposito atque firmo declaravit quod antedicta omnia et singula facit et perficere intellexit atque proposuit et nunc facit, proponit et

facere intelligit et intendit potestate, licentia et auctoritate sibi impertita per dominum nostrum Summum Pontificem, Urbanum quintum, prout de premissa potestate, licentia et auctoritate liquide constat superius, et expresse addens nichilominus ipse dominus episcopus supradictus quod, ante dictam donationem et omnia et singula in ea contenta, fecit et facit ad pios usus et pro propriis commodis ac usibus ipsius religionis Sancti Ruffi et collegii canonicorum supradictorum ejusdem religionis, ut facultatem et oportunitatem habeant custodiendi, statuendi, proficiendi et legendi in statu scolastico, bacallariari, licenciari seu doctorari ac magistrari, prout oportunum eis fuerit, in Jure canonico et Theologia, ut, pro tempore futuro, per acquisitionem scientie profugata ignorantia et evitata, quantum ad regimen, gubernationem et administrationem dignitatum, beneficiorum et officiorum ipsius religionis Sancti Ruffi et, si Dominus dederit, ecclesie in universali, quod ad sui regimen viris literatis per maxime noscitur indigere, fructum afferre suo tempore valeant oportunum, et incontinenti dictus dominus Dalmacius, canonicus et camerarius monasterii Sancti Ruffi de Valencia supradicti, tamquam procurator reverendi in Christo patris, domini abbatis, ac canonicorum conventus prelibati monasterii Sancti Ruffi, gratis, humiliter et benigne premissam donationem, cum omnibus et singulis in ea contentis, acceptavit et eidem consenciit et ratam, gratam, nomine quo supra, habuit et eciam approbavit ac eciam premissas condiciones, modos et formas ac observaciones seu alias, quomodocumque possint seu debeant nuncupari, nomine sepedicto, de puncto ad punctum, prout per reverendum patrem in Christo, dominum Anglicum, episcopum antescriptum, fuerunt interposita et expressa, ratificavit et approbavit ac ratificari et approbari ac prestari consensum et assensum per supradictum reverendum in Christo patrem, dominum abbatem, et conventum monasterii Sancti Ruffi de Valencia, promisit eciam, cum firma et valida stipulatione, quandocumque per ipsum dominum episcopum, seu alium ab ipso deputatum, fuerit requisitus, vocatis et rogatis, tam per ipsum dominum episcopum Avinionensem, quam per dictum camerarium, procuratorem predictum, testibus infrascriptis, petens et requirens utraque pars et prelibatus reverendus in Christo pater, dominus Anglicus, Dei gratia episcopus Avinionensis, pro jure suo et interesse, ac eciam dictus camerarius, ut procurator monasterii Sancti Ruffi, pro jure et

interesse ipsius monasterii, de omnibus et singulis premissis ac de puncto ad punctum insertis seu expressatis per me, notarium, recipi, confici, in publicum redigi unum vel plura, si necesse fuerit, publica instrumenta, volentes ambe partes et earum quelibet ut, ad consilium cujuscumque sapientis seu alias jurisperiti, ipsum instrumentum possit dictari, refici, corrigi, emendari, tociens quociens oportuerit, extractum de nota vel non extractum, productum in judicio vel non productum, ante litem contestatam et post, donec vim obtineat perpetue firmitatis, facti tamen substancia in aliquo non mutata.

Acta fuerunt hec Avinione, in sacro palacio Apostolico, presentibus magistro Johanne Canaverii, in legibus bacallario, Valentinensis diocesis, Petro Pomareda, canonico, Montisalbanensis, Rigaudo Rogeti, clerico, dominis Guillelmo Clavayrolis, presbitero, Ruthenensis diocesis, Guillelmo de Castrogaudio, canonico Sancti Ruffi, Bertrando de Felgairance, serviente armorum domini nostri pape, et Poncio Loberie, clerico Uticensis diocesis, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. Et ego, Johannes de Manso, clericus Mimatensis diocesis, auctoritate Apostolica publicus notarius, predictis omnibus et singulis, dum sic agerentur et fierent, una cum prenominatis testibus, presens fui et hanc notam recepi et deinde hoc presens publicum instrumentum, occupatus aliis negociis, per alium scribi feci et hic me subscripsi in hancque publicam formam redegi et signo meo consueto signavi, rogatus et requisitus, in testimonium omnium premissorum. Nulli ergo etc. nostre approbacionis, ratificacionis, confirmacionis, communicacionis, annexionis, unionis et concessionis infringere etc. Datum Avinione, undecimo kalendas Novembris, pontificatus nostri anno secundo.

Orig.: Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V De Cur. ann.* I. II. III, vol. 261, fol. 140 (ep. 115).

1. precipitum. — 2. adugetur.

125. — *Mandement d'Urbain V aux consuls de Montpellier, les exhortant à subvenir au couvent des Carmes, où les études étaient interrompues depuis trois ans, par suite de la destruction de certains locaux du couvent.* — Avignon, 18 novembre 1364.

Urbanus episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis, consulibus et universitati Montispessulani, Magalonensis diocesis, salutem et Apostolicam benedictionem. Dudum dilecti filii.. prior et fratres conventus Montispessulani, ordinis fratrum Beate Marie de Montecarmeli, Magalonensis diocesis, nobis significare curarunt quod, temporibus non longe preteritis, vos, deliberato consilio congregati, ecclesiam dictorum fratrum, valde pulcram, cum domibus et officinis pro dicto conventu sumptuose constructis, funditus diruistis, propter quod fratres et conventus predicti dampna quamplurima incurrerunt, ymo, quod dolenter audivimus, Studium generale dictorum fratrum, quod in eodem conventu vigebat, propter domorum carentiam per triennium cessavit, prout cessat etiam de presenti. Nos igitur, de tanto dampno eisdem fratribus paterno compatientes affectu justumque reputantes quod de hiis eis congrua satisfactio tribuatur, universitatem vestram rogamus et hortamur attente quatinus, non solum pro justicie debito, sed divine pietatis intuitu et ut multos ex eis habeatis pro vobis intercessores ad Dominum nostrarumque precum adjectione, fratribus ipsis, in recompensatione tantorum dampnorum, velitis vestras pias elemosinas elargiri. Datum Avinione, XIIII kalendas Decembris, pontificatus nostri anno tercio. — G. Sanheti.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. E, cass. V, liasse 5, nº 12. — Adresse au dos de la lettre : *Dilectis filiis, consulibus et universitati Montispessulani, Magalonensis diocesis.* — Cf. Germain, *Études archéologiques*, 2e part., p. 69.

126. — *Supplique en Cour de Rome par les consuls de Montpellier, contenant, parmi leurs demandes, une requête en faveur de la Faculté de Théologie de l'Université de Montpellier.* — S. d. (vers 1365).

Quia juxta doctrinam ewangelicam, primo querendum est regnum Dei et juxta juris veritatem anima preciosior est corpore, ideo supplicant S. V. humiles et devoti oratores vestri, consules vestre obsequialis camere Montispessulani, quatinus eis et eorum uxoribus ac ipsorum consulum consiliariis, usque ad numerum XII ipsorum consiliariorum, tam clericorum, quam laicorum in vicecancellaria nominandorum, indulgenciam plenariam in articulo mortis concedere dignemini, ut in forma et sub signo alicujus domini cardinalis vel episcopi. — Sine alia lectione.

Item, supplicant quatinus in ecclesia Beate Marie de Tabulis Montispessulani, in die consecracionis ipsius ecclesie et quatuor festivitatibus Beate Marie et eciam in festo miraculorum ipsius ecclesie, quod est festum precipuum et sollempne in dicta villa et quod annis singulis celebratur die ultima Augusti ac eciam IIIIor festivitatibus principalibus anni, nec non in aliis festivitatibus sollempnibus, de quibus S. V. placuerit, indulgencias VII annorum et VII quadragenarum dignetur concedere perpetuo, cum non obstantibus et clausulis opportunis, ut in forma. — Sine alia lectione.

Item, supplicant quatinus dignemini concedere de gratia speciali ut in dicto loco Montispessulani perpetuo vigeat Studium generale, in quo sint magistri et alii in sacra pagina studentes, qui ibidem valeant gradum bacallariatus, licentie et magisterii in sacra pagina assumere, et perinde ibidem gradus predictos assumentes habeantur eisdemque privilegiis muniantur, tam studentes scolares, quam gradum aliquem assumentes, ac si Parisius studerent vel gradus predictos ibidem assumerent, comitendo, si placet, hujusmodi actus episcopo Magalonensi vel ejus vicario in spiritualibus ac vicario capituli, sede vacante, non obstantibus privilegiis Apostolicis et aliis, Studio seu collegio aut Universitati Parisiensi vel aliis quibuscumque in

contrarium concessis et concedendis et cum aliis non obstantibus et clausulis, ut in forma. — Sine alia lectione.

. . . .

Item, quod cum plures dicte ville, utriusque sexus, temporibus retroactis, diversis excommunicacionum sententiis, tam a Sede Apostolica quam a legatis ipsius ac auditoribus seu delegatis subdelegatisve aut conservatoribus vel aliis ordinariis aut extraordinariis judicibus fuerint, tam in generale quam in speciale et tam in statutis Apostolicis, sinodallibus ac Studii promulgatis, innodati vel cum talibus participarunt, de quibus forte, propter negligentiam vel oblivionem, absolucionem non obtinuerunt, supplicant quatinus dignemini eis beneficium absolucionis misericorditer impertiri, salvo tamen quod si recordando de hiis in futurum restitucio facienda sibi appareat, eam pro posse facere teneantur, cum non obstantibus et clausulis opportunis, ut in forma. — Sine alia lectione.

. . . .

Item, supplicant quatinus ad predicta omnia et singula et alia privilegia Apostolica ejus concessa communiter et divisim, dignemini conservatores dare, juxta formam consilii Viennensis, qui ea faciant observari et quoscumque contra facientes censura ecclesiastica et aliis juris remediis, invocato brachio seculari, si sit opus, percelli, ita quod de presenti ipsorum et cujusque eorum potestas et jurisdictio perpetua censeatur, cum aliis clausulis et non obstantibus opportunis, ut in forma.

Item, supplicant quatinus ipsos consules nec non operarios communis clausure, consules maris et syndicos ville Montispessulani, presentes et futuros, in proprios et speciales sancte Sedis Apostolice et ecclesie Romane filios et subjectos recipere dignemini, cum non obstantibus et clausulis opportunis de gratia speciali, ut in forma.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. E, cass. V (D. X.), nº 9. — Le document comprend 10 articles, dont nous publions les nºs 1, 2, 3, 5, 9 et 10. Il est postérieur à 1364, car, dans l'article 7, il est fait allusion à un évènement qui eut lieu *circa festum Circumcisionis Domini, anni a Nativitate LXIIII.*

127. — *Lettres de Louis, duc d'Anjou, lieutenant de Charles V en Languedoc, contre la pratique illégale de la Médecine.* — Montpellier, 24 janvier 1365 (n. st.).

Ludovicus, regis quondam Francorum filius, domini nostri regis germanus ejusque locumtenens in partibus Occitanis, dux Andegavensis et comes Cenomanensis, rectori partis antique Montispessulani, aut ejus locumtenenti, salutem. Humilis supplicacio dilecte filie nostre universitatis studentium in Medicina in Montepessulano nobis porrecta continebat quod, licet in dicto loco et locis aliis lingue Occitane plures magistri et alii experti et approbati in medicina sint, qui nocte dieque regnicolis serviunt et servire possunt habundanter, nichilominus nonnulli, tam Christiani quam Judei, super hoc non experti nec approbati, curas recipiunt, receptasque faciunt, quod est in maximum regnicolarum periculum et ipsius scientie physice seu medicinalis contemptum, sicut dicunt. Quocirca, nostro super premissis remedio implorato, vobis commictimus et mandamus quatinus proclamari publice faciatis, in locis predictis, ubi talia fieri sunt consueta, ne antea aliquis, Christianus sive Judeus, qui super hoc debite non fuerit approbatus, in locis predictis curas audeat recipere nec receptas ordinare, sub pena decem marcharum argenti, dicto domino nostro regi applicanda, inhibendo quibuscumque ypothecariis dictarum parcium, quibus nos, tenore presencium, inhibemus sub pena predicta, ne receptas hujusmodi recipiant, nec eas ministrare neque tradere presumant quoquomodo, quia sic fieri volumus et ordinamus, de nostra certa scientia, gratia speciali et auctoritate regia, qua fungimur in hac parte : et hoc dictis studentibus concessimus et concedimus per presentes, litteris in contrarium impetratis vel impetrandis, appellationibusque seu oppositionibus frivolis non obstantibus quibuscumque, super quibus et ea tangentibus ab omnibus justicie officiariis et subditis regis partium predictarum, vobis et vestris super hoc deputandis, pareri volumus et mandamus efficaciter et intendi. Datum apud Montempessulanum, die XXIIII Januarii, anno Domini millesimo CCC° sexagesimo quarto. — Per dominum ducem in suis requestis. Ponherii.

Orig. : Arch. de la Fac. de Médecine de Montpellier, S. 5. J. ; *Arrêts et Déclarations,* fol. 55 r°; Arch. dép. de l'Hérault, *Privil. Univ. med. Monspel.*, fol. 60 r°. — Cf. pièces n°s 14 (20 juillet 1272), 16 (13 avril 1281) et 127 (24 janvier 1365).

128. — *Exemption d'impôts sur les vivres, accordée par Louis, duc d'Anjou, lieutenant de Charles V en Languedoc, aux membres de l'Université de Médecine.* — Montpellier, 24 janvier 1365 (n. st.).

Privilegium concessum per dominum ducem Andegavensem super exemptione taliarum et aliarum exactionum.

Ludovicus, regis quondam Francorum filius, domini nostri regis germanus ejusque locuntenens in partibus Occitanis, dux Andegavensis et comes Cenomanensis, rectori partis antique Montispessullani, aut ejus locuntenenti, salutem. Humilis supplicatio dilecte filie nostre Universitatis studentium in Medicina in Montepessullano nobis porrecta continebat quod, licet amore sciencie medicine, et, ut humano generi, et maxime regnicolis, in vite [1] conservacione prodesse possint, ipsi studentes lares proprios deserant, proprias facultates in victualibus, libris et aliis neccessariis expendant, labores nimios substineant, de divitibus pauperes efficiantur, et quasi pro utilitate publica vitam exinaniant, se multis periculis exponentes, nichilominus vos seu alii, ad quos infrascripta pertinent, ipsos studentes eorumque familiares, pro vinis, bladis, carnibus, lignis et aliis victualibus, que ipsi studentes pro eorum provisionibus in loco predicto invehunt et inmictunt, seu invehi vel inmicti faciunt, tallias, financias et exactiones, ut ab aliis dicti loci, levatis et exhigitis, seu levant et exigunt, aut levare et exhigere nitimini vel nituntur, de die in diem incessanter, in eorum grande prejudicium et sciencie medicinalis maximam diminucionem, sicut dicit. Quocirca, nostro super premissis remedio implorato, vobis conmictendo mandamus, districtius inhibendo, ne amodo a dictis studentibus, seu familiaribus eorundem pro ipsis, pro vinis, bladis, carnibus, lignis et aliis quibuscumque provisionibus eorum victui neccessariis, inmissis seu inmictendis in dicto loco Montispessullani, aliquas taillias, financias seu exactiones levetis aut exigatis, seu levari vel exigi faciatis, vel ab alio exigi seu levari permictatis, ymo dictos studentes et universitatem eorum nostra presenti gracia uti et gaudere pacifice faciatis et permictatis, quia sic fieri volumus et dictis stu-

dentibus et universitati eorundem concessimus et concedimus per presentes, de nostra certa sciencia, gracia speciali et auctoritate regia, qua fungimur in hac parte, ordinacionibus et mandatis contrariis non obstantibus quibuscunque, super quibus et ea tangentibus ab omnibus justiciariis, officiariis et subdictis regiis partium predictarum vobis et vestris super hoc depputandis pareri volumus et mandamus efficaciter et intendi. Datum apud Montempessullanum, die vicesima quarta Januarii, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo quarto. — Sic signatum: Per dominum ducem in suis requestis. Ponherii.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Universitatis medicæ Monspeliensis*, fol. 59 r° — Cf. *Arrêts et Déclarations*, fol. 119 r°. — Cf. 25 avril 1437.

1. vie.

---

129. — *Ordonnance du duc d'Anjou, lieutenant de Charles V en Languedoc, confirmant les privilèges de la Faculté de Droit et réglant les droits des Consuls de Montpellier et de la Cour du Petit Scel sur les membres de ladite Faculté.* — Montpellier, avril 1365.

Ludovicus, regis quondam Francorum filius, domini nostri regis germanus ejusque locumtenens in partibus Occitanis, dux Andegavensis et comes Cenomanensis, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos, considerantes devotionem mentis prescripta maturitate affectuque comodosis et utilibus honoribus virtuosam venerabilium dilectorumque et fidelium dicti domini nostri regis et nostrorum.. Rectoris.. Doctorum.. Magistrorum et aliorum studencium in utroque divino et humano Jure Universitatis Montispessulani, desiderantes viros prudentes et discretos per scientiarum doctrinam fieri, ut, facti discreti per studium et observanciam juris justi, Deo serviant, cui omnia serviunt et per cultum justicie omnibus via prebeatur parendi. Igitur, porrecta nobis humili supplicacione prefatorum rectoris, doctorum, magistrorum et aliorum studen-

cium in villa supradicta, super eo quod, licet omnes et singuli dicte Universitatis studentes regia preeminencia privilegiati existant, ut, quociens voluerint atque velint, provisiones victualium suorum quorumcunque in dicta villa Montispessulani introducere et reponere possunt atque valent libere et absque cujusquam contradictione et impedimento, nichilominus custodes portarum et barrerii ville predicte victualia predicta i[n] dictam villam intrare non permittunt, nisi bulhetam seu apolixam consulum ipsius ville testimonialem afferant seu producant, in ipsorum supplicancium prejudicium et dicti Studii notoriam desertionem et eciam manifestam, cum sterilis dicta sit ad consules accessio, eruditione Studii compensata, unde nobilitas subsequitur et tribunalia preparantur lucraque diviciarum consequuntur favorque et gratia disponuntur. Nos autem, bonum hoc rei publice profuturum intendentes, cum subjectorum comodis speciali quadam gratia affectionis providemus, nolentesque dictos supplicantes in dictis eorum privilegiis molestari, matura consilii deliberatione prehabita, super istis interpretando et declarando eorum privilegia supradicta ordinamus ipsisque supplicantibus concessimus et de novo, si opus fuerit, concedimus de nostri certa scientia, auctoritate regia, qua fungimur in hac parte, et gratia speciali per presentes, ut ipsi omnes et singuli, qui nunc sunt vel pro tempore fuerint, exnunc in antea, perpetuo omnia victualia quecumque, pro eorum victu necessaria et in eorum usus necessarios convertenda, quociens voluerint, hora tamen debita, per se vel alium introducere possint libere et absque impedimento quocumque, ostendendo solum sigillum rectoris Universitatis supradicte, absque consulum vel aliorum dicte ville littera, sigillo vel bulheta ; quoscumque vero contrarium facientes vel impedientes aut contradictores et impedimentum in premissis procurantes penam C marcharum argenti, errario regio applicandam, quociens contrafecerit, declaramus ipso facto incursuros. Preterea, ut prefati supplicantes magis prompti ad perfectiones, quas merito desiderant, animentur, quos frequencius ad servicia nostra non sine meritis et laudibus convocamus, declarando et interpretando privilegia supradicta, volumus eisque concedimus pariter per presentes quod judex Parvi Sigilli Montispessulani, eorum conservator ab antiquo, quandocumque ipsi studentes vel alter eorum injurias vel violencias passi fuerint, pro hujusmodi injuriis ad ipsum recurrendo, ipse judex,

recepto primitus juramento a conquerente, quod calumpniose hujusmodi querimoniam non exponit, prestitaque sufficienti et ydonea cautione de refundendis expensis parti adverse, si indebite reperiretur vexari, super ipsis injuriis et violenciis, per eos aut eorum alterum a quocumque passis, exhibeat, ministret bonum et breve justicie complementum ipsisque conquerentibus emendam condignam fieri faciat, prout casus exegerit et fuerit racionabiliter faciendum; ulterius, quia, ubi mores civium sunt benigni, studencium atque rerum copia affluencius venire dinoscuntur [1], nos, subditorum et dictorum supplicancium condiciones et utilitates in melius disponendo interpretandoque et declarando privilegia regia supradicta, voluimus atque volumus dictisque supplicantibus, modo premisso, presencium tenore, concedimus quod dictus judex Parvi Sigilli Montispessulani atque conservator predictus, una cum duobus hominibus, per ipsum vocandis et eligendis, vocato eciam secum et presente uno studente de gremio dicte Universitatis, taxent et taxare habeant logueria hospiciorum et studencium predictorum, nec permittat ipsos studentes de dictis hospiciis expelli, quamdiu in dicto Studio affuerint, solvendo loguerium seu logueria sive pensionem per predictos sic taxatam et ordinatam, nisi tamen locatores, medio juramento, assererent se in dictis hospiciis seu hospicio per triennium, absque fraude aliqua, moraturos; insuper, ut, sicut quod convenit, eruditos pulcherrima possit spes fovere et bona plurima, promptis animis, expectare, neque compellantur alibi se tran[s]ferre neque Studii effici desertores, interpretando privilegia antiqua supradicta, prefatis supplicantibus concessimus pariter et concedimus per presentes, ut dictus judex atque conservator debitores et jurium detentores supplicancium predictorum et cujuslibet ipsorum, vocatis evocandis, summarie et de plano compellat dictos debitores et jurium detentores ad sibi solvendum et sibi satisfaciendum in debitis et aliis suis juribus, de quibus liquebit, fori prescriptione non obstante. Ceterum, ad omne bonum et statum pacificum observandum subditorumque salubritatem conservandam dictorumque supplicancium devotis oculorum aspectibus inclinati, eo quia servientes et apparitores curiarum dicte ville abusive maliciaque ducti, simulato colore justicie, domos habitationum dictorum supplicancium de die in diem intrare conantur, eorum miserabiles paupertates indagando et plures injurias sibi inferendo, quod lex honestatis cultrix tamquam iniquum vetat et prohibet,

eisdem pari nostra gratia et concessione sanximus, ne ammodo curiales seu apparitores aut servientes ipsius ville hospicia dictorum studencium ingredi audeant, nisi presente bajulo dicte ville Montispessulani vel ejus locumtenente seu ab eis vel ipsorum altero tunc deputato, quo casu dictus bajulus vel ejus locumtenens seu ab eorum altero tunc deputatus, cum uno vel duobus tantum et non ultra apparitorum seu serviencium suorum, ingredi valeat atque possit, nisi tamen aliquos malefactores ipsi servientes vel apparitores pro capiendo insequerentur pro justicia ministranda, nam in hoc casu ipsorum potestatem non intendimus in aliquo restringere vel coartare; scolares autem, undecumque veniant, secure veniant, intrando, stando et redeundo eisque vel eorum alteri in personis sive bonis nullam facientes in aliquo lesionem. Et quia parum prodesset [2] privilegia et libertates concedere, nisi essent qui ea tuerentur, dictique supplicantes non compellantur ad investigandum ultionem justicie, curias hinc inde expetere nec, eas sequendo, mendicare, senescallum Bellicadri et Nemausi, rectorem regium ac dictum judicem Parvi Sigilli Montispessulani et eorum locumtenentes, presentes et futuros, et eorum quemlibet in solidum, judices et conservatores omnium et singulorumpremissoru m et aliorum privilegiorum et immunitatum, eisdem supplicantibus regia auctoritate concessorum, facimus et deputamus ac eciam instituimus per presentes, dantes eisdem et eorum cuilibet in solidum in mandatis ut quoscumque ad predicta omnia et singula tenenda et observanda, per penarum seu mulctarum impositionem et declarationem, officiorumque, si que habeant, suspentionem et alias forcius et viribus, si opus fuerit, compescant, dictos rectores, magistros et studentes, omnes et singulos, dicte Universitatis, presentes et futuros, in dictis franchisiis et libertatibus atque immunitatibus teneant et conservent tenerique et conservari faciant cum effectu, non permittentes contra tenorem dictarum libertatum et immunitatum ipsos vel eorum alterum indebite a quoquam inquietari seu molestari necnon quoscumque dictorum privilegiorum violatores taliter puniant, quod metu pene ceteri a similibus perpetrandis seu committendis merito arceantur. Super quibus ea tangentibus ab omnibus justiciariis et subditis regis eisdem judicibus, conservatoribus prenominatis, et eorum cuilibet in solidum pareri volumus diligenter et intendi, nam sic fieri volumus dictisque supplicantibus concessimus et concedimus de nostri certa scientia auctoritateque regia, qua

fungimur in hac parte, et speciali gratia per presentes, juribus, consuetudinibus, statutis ordinationibusque vel mandatis, factis aut faciendis, ad hoc contrariis, non obstantibus quibuscumque. Et ut premissa perpetue stabilitatis robur optineant, presentes litteras sigilli nostri magni munimine fecimus roborari. Datum et actum in dicta villa Montispessulani, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo quinto, mense Aprilis. — Per dominum.. ducem, ad relationem consilii, in quo vos et magistri Johannes Chalemardi et Petrus Flandini eratis. H. Coutel.

Orig.: Arch. mun. de Montpellier, Arm. C, cass. XXII, n° 9 (cop. sur un rôle de pap. de 2 feuillets).

1. dinoscūque. — 2. prodessent.

---

130. — *Mandatum Ægidio Sancti Munionis, canonico ecclesie Ilerdensis, legum doctori, in Studio Montispessulani commoranti, quatinus commissionem, traditam Petro, abbati monasterii Aurelianensis, Sancti Flori diocesis, concedendi lauream doctoratus in legibus Johanni de Viridario, clerico Aquensis diocesis, qui pluribus annis jura legerat cum approbatione professorum.* — [1365 ?].

Orig.: Arch. du Vatican, *Reg. Urbani V*, T. X, fol. 32. Original perdu. Analyse empruntée aux *Rubricellæ* des Régestes.

---

131. — *Vidimus et confirmation par Jean de Grailly, captal de Buch, lieutenant de Charles-le-Mauvais, roi de Navarre, de l'ordonnance du duc d'Anjou d'avril 1365, relative aux droits des Consuls de Montpellier et de la Cour du Petit Scel sur les membres de la Faculté de Droit.* — Montpellier, 24 février 1366 (n. st.).

Item, quoddam instrumentum continens confirmationem privilegiorum domini ducis Andegavensis, factam per capitalem de Bogio, locumtenentem domini regis Navarre, domini de Montepessulano, ejus sigillo rotundo cum cordula crucea viridi coloris in pendenti sigillata, cujus tenor talis est :

In Christi nomine et ejus gratia, amen. Universis et singulis presentis approbationis seriem inspecturis, tam presentibus quam futuris, auctoritate presentium notum fiat quod, cum multa et diversa privilegia libertatis et immunitatis a pluribus bone memorie Francie regibus fuerint concessa Universitati Studii Montispessulani et ejus rectori, doctoribus, nobilibus, licenciatis, bacallariis ac universis dicte Universitatis scolaribus multaque dictorum privilegiorum fuerunt per inclitum dominum, Ludovicum, ducem Andegavensen, fratrem et locumtenentem illustris domini regis Francie, nunc regnantis, et ad infrascripta, dicti domini regis auctoritate, potestatem habentis, innovata et aliqua de novo concessa dicte Universitati et singularibus ejusdem, fuit per venerabiles viros, rectorem, doctores, nobiles, licenciatos, bacallarios ac dicte Universitatis scolares universos humiliter et cum instantia supplicatum nobis, Johanni de Grili, captali de Bogio et illustris domini regis Navarre et domini Montispessulani locumtenenti, quatinus, predicti domini regis Navarre auctoritate et nomine, dicta privilegia, per dictum dominum ducem Andegavensem concessa seu innovata, et omnia alia privilegia dicte Universitati et singularibus ejusdem per predictos dominos reges aut alios quoscumque concessa, dignaremur laudare, approbare et rata atque firma habere omnia et singula privilegia supradicta, tanquam justa et rationabilia, et ea a nostris subditis inconcusse et inviolabiliter faceremus observare. Quorum privilegiorum tenor sequitur in hec verba :

Ludovicus, regis condam Francorum filius, domini nostri regis germanus ejusque locumtenens in partibus Occitanis...

Datum et actum in dicta villa Montispessulani, anno Domini millesimo CCC^{mo} LXV^{o}, mense Aprilis. Per dominum ducem, ad relacionem consilii, in quo vos et magistri Johannes Chalemardi et Petrus Flandrini eratis. H. Coutel. Visa [1].

Nos, premissis supplicationibus inclinati, attendentes predicta privilegia fore justa [et] rationabilia, prefata privilegia ac alia per dominos reges Francie prefate Universitati concessa, prout justa et racionabilia sunt, ex certa sciencia laudamus, approbamus, rata, grata et firma habemus, hoc salvo quod conservatores dictorum privilegiorum, vice et nomine domini

regis Navarre prefati, gubernatorem Montispessullani vel ipsius locumtenentem, qui nunc est vel pro tempore fuerit, ordinamus, facimus et eciam deputamus, eisdem rationibus, aliis et singulis officialibus et subditis dicti domini regis, precipiendo mandantes quatinus contra predicta vel aliquid predictorum, que exacta volumus diligentia omnimodo illesa servari et in aliquo minime violari, nullus eorum penitus obtine[a]t vel contravenire quoquomodo presumat aut que[m]cumque contravenire permictat seu consenciat, quocumque figmento seu colore quesito, quod qui fecerit, tanquam regie ordinationis consulte et nostre transgressor improvidus tanteque culpe obnoxius atque reus penam centum marcharum argenti, applicandarum errario dicti domini regis Navarre, incurrat et ab indignatione domini nostri, regis Navarre, seu ira se sentiat non exemptum. In quorum omnium premissorum testimonium futuramque memoriam et cauthelam, presentem approbationem, laudationem, ratiffcationem et manutenentiam perpetuo duraturam, exinde fieri et sigilli proprii domini Leodegari de Orgicivio, militis, gubernatoris ville et baronie Montispessulani pro dicto domino nostro, Navarre rege, in absentia sigilli nostri, munimine duximus communiri. Datum et actum in dicta villa Montispessulani, anno Domini millesimo CCC^{mo} LXV^{o}, die vicesima quarta mensis Febroarii.

Orig. : Collection de M. A. de Massilian, de Montpellier, chartes, n° 9 (rouleau de parch. contenant les vidimus des privilèges de l'Université par le bayle de Montpellier, du 31 mai 1410. Voy. Appendice du présent volume).

1. Voy. pièce n° 129 du Cartulaire (avril 1365).

---

132. — *Licentia Petro, archiepiscopo Narbonnensi, dandi et cedendi monasterio SS. Benedicti et Germani, O. S. B., nuper ab ipso Pontifice fundato in loco de Montepessulano, omnes et singulos fructus... et omnia jura, sibi et ecclesie Narbonnensi in dicto loco Montispessulani spectantia. Avinion. kal. Aprilis.* — 1 avril [1366?].

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Urbani V*, T. XIV, fol. 197. Original perdu. Analyse empruntée aux *Rubricellæ* des Regestes.

---

133. — *Mandement d'Urbain V, unissant le prieuré de S^t-Victor, du diocèse de Béziers, au collège de S^t-Ruf.* — Avignon, 25 avril 1366.

Ad perpetuam rei memoriam. Digna exauditione vota personarum ecclesiasticarum et presertim religiosarum, que, ut dignius domino famulentur, cupiunt in agro studii litterarum acquirere scientie margaritam, que insignit domum Domini plurimum et decorat, benivolo nos convenit favore prosequi ac ipsarum necessitatibus occurrere provisionis gratia specialis. Exhibita siquidem nobis, pro parte dilectorum filiorum collegii scolarium domus Sancti Ruffi, loci Montispessulani, Magalonensis diocesis, petitio continebat quod, ad sustantationem duodecim canonicorum monasterii Sancti Ruffi Valentinensis, ordinis sancti Augustini, ac locorum eidem monasterio subjectorum, qui in ipsa domo collegialiter, perpetuis futuris temporibus, et in Studio generali dicti loci Montispesulani hujusmodi scientie possint acquirere margaritam, esse debent, per venerabilem fratrem nostrum, Anglicum, episcopum Avinionensem, de licentia Sedis Apostolice, de novo canonice fundate, ipsius domus non suppetunt facultates, cum tenues et exiles fore noscantur. Quare, pro parte dictorum collegii, nobis fuit humiliter supplicatum, ut prioratum Sancti Victoris, dicti ordinis, Biterrensis diocesis, a prioratu conventuali Beate Marie de Cassiano, ordinis et Biterrensis diocesis predictorum, eidem monasterio immediate subjecto, dependentem, qui ruralis et sine cura existit ac in loco solitario campestri consistit et in quo non est habitatio pro priore ipsius prioratus et quondam canonico dicti prioratus Beate Marie de Cassiano, qui cum ipso priore morari consuevit, ac etiam in quo raro, cum sit quasi inhabitabilis, cultus divinus commode coli potest, propter quod ipsius prioratus proventus quasi inutiliter expenduntur, eisdem collegio et domui annectere, incorporare et unire, cum ex hoc, ut creditur, major utilitas eidem prioratui Beate Marie provenire possit, quam ex dicto prioratu Sancti Victoris, de benignitate Apostolica dignaremur. Nos itaque, volentes eosdem collegium favoribus prosequi oportunis, hujusmodi supplicationibus inclinati, predictum prioratum Sancti Victoris, cum omnibus juribus et pertinentiis suis, etiam si prioratus ipse

dispositioni Apostolice generaliter vel specialiter reservatus existat, eisdem collegio et domui, auctoritate Apostolica, anectimus, incorporamus et unimus, ita quod, cedente vel decedente priore ipsius prioratus Sancti Victoris, qui nunc est, vel prioratum ipsum quomodolibet dimictente, liceat eisdem collegio corporalem possessionem dicti prioratus, auctoritate propria, apprendere et etiam retinere, diocesani loci ac dilectorum filiorum, prioris et conventus dicti prioratus Beate Marie, vel cujuscumque alterius, licentia minime requisita. Non obstantibus etc. Datum Avinione, VII kalend. Maii, anno quarto.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V*, T. XIV (ann. 4, part. 2), fol. 206. p (ep. 165).

---

134. — *Mandement d'Urbain V à l'Évêque de Maguelone, lui ordonnant d'empêcher un professeur de Droit civil d'être inquiété dans son enseignement.* — Avignon, 23 juin 1366.

Dilecto filio, Poncio Vassalli, ecclesie Magalonensis, pastore carentis, in spiritualibus et temporalibus vicario generali, auctoritate Apostolica deputato, salutem etc. Adversus eos, qui ordinacionibus et preceptis Apostolicis contrahire pro suspicione temeraria non verentur, Apostolice provisionis remedium decet et expedit adhibere. Olim siquidem, de persona dilecti filii Egidii Sancti Munionis, prepositi ecclesie Ilerdensis, legum doctoris, volentes utilitati publice providere, ipsum ad legendum Jura civilia in Studio Montispessulani, Magalonensis diocesis, destinavimus, ipsumque dilectis filiis, collegio dicti Studii, aggregantes, quod omnibus privilegiis et honoribus, quibus ceteri doctores ejusdem Studii, qui in eo studuerunt et receperunt quosvis gradus et insignia doctoratus, gaudere possunt et debent gaudere, valeret, sibi duximus indulgendum, prout in nostris literis, inde confectis, plenius continetur. Cum autem postmodum, sicut fidedignorum relacione percepimus, nonnulli ex doctoribus ipsius collegii et presertim Jacobus Mayssendus et Bernardus de Ponte, habitatores terre Montispes-

sulani, legum doctores, eidem Egidio, livore invidie, detrahere satagentes, ac monopolia et colligaciones, contra eum et prefati nostri indulti tenorem, temere fabricantes, scolaribus et bacallariis ipsius Egidii maliciosis conatibus se opponunt ac bacallarios ipsos in examine impediant eisque diversa gravamina et injurias inferre indebite moliuntur. Nos itaque, contra malicias et presumpciones hujusmodi remedium apponere cupientes, discretioni tue per Apostolica scripta mandamus, quatenus omnibus et singulis doctoribus collegii et studii predictorum, auctoritate nostra, inhibeas et sub excommunicationis pena precipias et injungas, ut de cetero ab hujusmodi indebitis et iniquis impedimentis et gravaminibus omnino desistant; volentes quod, tam super moribus, quam in aliis privatis et publicis examinibus bacallariorum, qui per dictum Egidium ac hujusmodi examina imposterum contigerit presentari, prefati Jacobus et Bernardus nullam omnino vocem habeant nec ad deponendum super ipsorum sufficiencia aliquatenus admittantur, non obstantibus quibuscumque statutis et consuetudinibus Studii supradicti nec non privilegiis vel literis Apostolicis, quacumque verborum forma concessis, seu si prefatis Jacobo et Bernardo vel quibusvis aliis, communiter vel divisim, a Sede Apostolica sit indultum, quod interdici, suspendi, vel excommunicari non possint per literas Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mencionem. Datum Avinione, VIII kalendas Julii, anno quarto.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V*, T. XIII (ann. 4, part. 1), fol. 636. t. — Cf. pièce n° 130 du Cartulaire.

---

135. — *Mandement de Charles V au sénéchal de Beaucaire et autres officiers royaux, leur ordonnant de maintenir les Consuls de Montpellier dans le droit de délivrer les autorisations pour l'entrée du vin aux étudiants de la Faculté de Droit.* — Paris, 22 novembre 1366.

Karolus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri, rectori Montispessulani, castellano et vicario Aquarum Mortuarum ac vicario Giniaci, nostris vel eorum locatenentibus, salutem. Sua nobis consules dicte ville

Montispessulani gravi conquestione monstrarunt quod, licet quocienscumque contingit studentes in studio Juristarum Montispessulani velle inmittere in dictam villam, pro provisionibus suis, vinum undecumque adductum seu alia victualia vel provisiones, ipsi studentes consueverint venire ad domum consulatus dicti loci, cum vel sine albaranis seu apodixis rectoris universitatis dicti studii, pro obtinenda licentia ab ipsis consulibus hujusmodi vinum et victualia immittendi in dictam villam, ipsique consules, si et dum eis videbatur fore faciendum, usi fuerint dictis studentibus ad hoc licenciam dare, mediantibus ipsorum consulum albaranis seu apodixis aut ipsorum contrasigneto in predictis rectoris albaranis apponendo, sicque hujusmodi vina et victualia per modum predictum consueverint immitti et aliter non, et de hiis dicti consules sint et eorum predecessores fuerint in possessione et saisina pacifica et quieta, a tanto tempore citra quod de contrario hominum memoria non existit, nichilominus dictus rector universitatis vel alii ex dictis studentibus nituntur de novo dictos consules in dicta eorum possessione, seu quasi, de facto impedire, vina et alias provisiones in dictam villam cum albaranis ipsius rectoris et absque ipsorum consulum sciencia et licencia aliquali inmittendo vel inmittere satagendo, pretextu quarumdam litterarum, per ipsos in modum privilegii a carissimo germano nostro, duce Andegavensi, nostro [1] locumtenente in partibus Occitanis, tacito de premissis dictisque consulibus non vocatis et alias subrepticie obtentarum vobisque, dictis senescallo ac rectori et judici Sigilli nostri Montispessulani directarum, ex quibus multe fraudes et salvatarie per aliquos ex dictis studentibus hactenus commisse fuerunt et de die in diem commituntur, in enorme prejudicium ipsorum conquerencium et rei publice dicte ville jacturam non modicam privilegiique, quod ipsi consules a nobis seu predecessoribus nostris de vino in dictam villam per extraneos non immittendo se habere asserunt, infractionem, sicut dicunt, supplicantes per nos sibi super hiis de oportuno remedio provideri. Quocirca, nos, cupientes viam fraudibus et maliciis precidere nec dictos consules sic suis juribus et possessione fraudari, vobis et vestrum cuilibet mandamus quatinus, si, vocatis evocandis, vobis constiterit de dictis possessione et saisina consulum predictorum, dictos consules in dicta eorum possessione, in qua ipsos inveneritis, manuteneatis et conservetis, non permittendo ipsos in ea aliqualiter impediri,

quodque, si que in contrarium facta inveneritis, revocetis et ad statum pristinum et debitum reducatis seu reduci faciatis indilate, partibus autem opponentibus, si que sint, auditis, ministretis super premissis et dependentibus ex eis bonum et breve justicie complementum, taliter quod ad nos super premissis ulterius non referatur querela, predictis dicti nostri germani litteris appellacionibusque frivolis, opposicionibus, recusacionibus et diffugiis aliisque litteris in contrarium concessis et concedendis non obstantibus quibuscunque, quod eisdem consulibus concessimus et concedimus per presentes de gratia speciali. Datum Parisius, die XXII^a Novembris, anno Domini millesimo CCC° sexagesimo sexto regnique nostri tercio. — In requestis hospicii. H. de Montagu.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. B, cass. IV, n° 10. — Cf. 18 mai 1442.

1. nrm.

---

136. — *Extrait sans signature, contenant dénombrement, fait en l'année 1366, de 1000 l. d'usages, situés en la sénéchaussée de Beaucaire, fait par le syndic du Collège Saint-Benoît et Saint-Germain de Montpellier aux commissaires des nouveaux acquêts.* — 1366.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Arm. F, 14e rang, liasse 422, lettre J; Inv. de Joffre, t. I, fol. 293 r° (indication). Original perdu.

---

137. — *Concessio pro Johanne de Hogenna, laico, Lugdunensis diocesis, quod possit in monasterio Sancti Benedicti de Montepessulano, nuper fundato, unam habere cameram, secundum sui status exigentiam, quamdiu vixerit retinendam, ac de vestis et vestitu congrue ex dicti monasterii proventibus provideri sine derogatione similis gratie illi concesse in monasterio S. Victoris Massiliensis.* — [1366 ?].

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V,* T. XIV, fol. 258. Original perdu. Analyse empruntée aux *Rubricellœ* des Régestes.

---

138. — *Confirmation par Urbain V de la fondation du Collège de Pézénas par Bernard Trigard, évêque de Brescia.* — Montpellier, 11 février 1367.

Ad futuram rei memoriam. Hiis que pietatis opera respiciunt ac vacare volencium studio literarum commoda sapere dinoscuntur favorem benivolum libenter impendimus. Dudum siquidem felicis recordationis Innocencius papa VI, predecessor noster bone memorie, Bernardo, episcopo Brixiensi, fundandi, de bonis a Deo sibi collatis et per eum licite acquisitis, unam domum studencium in loco de Montepessulano, Magalonensis diocesis, in qua decem pauperes clerici scolares, literarum studio vacare volentes, commorarentur, ipsamque, de certis annuis perpetuis redditibus, ex quibus dicti decem scolares possent inibi sustentari, quorum aliquos et nonnulla hospitia propterea acquisierat, dotandi, et alia que circa ea forent necessaria faciendi et ordinandi, nec non eidem episcopo, quoad viveret et post ejus obitum.. abbati monasterii Vallismagne, Cisterciensis ordinis, Agathensis diocesis, qui esset pro tempore, instituendi seu ponendi et deputandi in dicta domo hujusmodi scolares eosque exinde pro suo et, post ipsius obitum, pro ejusdem abbatis arbitrio libere amovendi, tollendi et etiam revocandi, quandocumque ei videretur, concessit per suas litteras, auctoritate Apostolica, potestatem, prout in eisdem litteris plenius continetur, postmodum vero, sicut exhibita nobis pro parte dilectorum filiorum, consilium loci de Pedenacio, Agathensis diocesis, petitio continebat, idem episcopus, habens a Sede Apostolica disponendi de bonis suis ecclesiasticis mobilibus ab eo per ecclesiam Brixiensem, cui tunc preerat, licite acquisitis, ac ea in pios ac licitos usus convertendi facultatem, dictos scolares, quos ex proximiori gradu et linea parentele ipsius testatoris, quamdiu de genere suo possent repperiri, alioquin de dicto loco de Pedenacio, si repperirentur ibidem, alias de aliis pauperibus clericis, de locis circumvicinis oriundis, ad hoc eligi voluit et assumi, in tribus milibus florenis auri, quos penes bone memorie Guillelmum, episcopum Tusculanum, deposuerat, nec non in quodam hospicio, in carreria, « Lacorrali » nuncupata, in dicto loco de Montepessulano, et quadam vinea, in territorio dicti loci situata, heredes instituit, ac voluit,

statuit et mandavit quod omnes usufructus, utilitas et commoditas, qui ex hospicio et vinea predictis possint percipi et haberi, juxta ipsius episcopi Tusculani, quamdiu vitam ageret in humanis, et, post ipsius obitum, cujuscumque alterius, Cisterciensis ordinis, professoris, qui esset pro tempore, sancte Romane Ecclesie cardinalis ac abbatis dicti monasterii, pro tempore existentis, et eorum cuilibet in solidum, dispositionem, ordinationem et voluntatem, perpetuo ponerentur et etiam converterentur in auxilium et substentationem scolarium predictorum et ad premissa complenda et etiam observanda, abbatem dicti monasterii, qui esset pro tempore, executorem, administratorem et etiam gubernatorem in eodem testamento constituit et etiam ordinavit. Cum autem postmodum, sicut eadem petitio subjungebat, post ejusdem Bernardi episcopi obitum, juxta ipsius ordinationem seu dispositionem, premissa omnia, per dictum Bernardum episcopum ordinata, fuerint executa et effectualiter adimpleta, pro parte consulum predictorum nobis extitit humiliter supplicatum, ut hujusmodi ordinacionem testatoris ejusdem et omnia inde secuta, auctoritate Apostolica, confirmare ac quod scolares prefati, quousque in primitivis scienciis fuerint sufficienter instructi, nec etiam tunc, si Jura canonica vel civilia audire voluerint, donec per sex annos eadem Jura audierint, absque causa rationabili non valeant amoveri, statuere et ordinare dignaremur. Nos igitur, cupientes super premissis salubriter providere, hujusmodi supplicationibus inclinati, ordinacionem et disposicionem predictas, per dictum Bernardum episcopum, ut premittitur, factas et alia premissa, alias tamen rite gesta, rata et grata habentes illaque, auctoritate Apostolica, approbantes, statuimus et ordinamus quod scolares predicti in primitivis scientiis fuerint sufficienter instructi nec etiam tunc, si canonica vel civilia Jura audierint, a dicta domo per aliquem executorem predictorum, absque causa rationabili, nequeant amoveri, premissis ac constitutionibus Apostolicis contrariis non obstantibus quibuscumque. Nulli ergo etc. nostre constitutionis et ordinationis infringere etc. Datum apud Montempessulanum, Magalonensis diocesis, III idus Februarii, anno quinto.

Orig.: Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V,* T. XVI, fol. 359. — Cf. pièce n° 114 du Cartulaire (14 mars 1358).

139. — *Bulle d'Urbain V établissant un Collège au monastère de Saint-Benoît de Montpellier.* — Rome, 1er février 1368.

Urbanus episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Benedictus Deus patrum nostrorum, qui patrem beatissimum Benedictum tanta sanctitatis plenitudine benedixit, ut non solum sibi hereditatis eterne benedictionem acciperet, sed filiis ad illam querendam, ejus regula et exemplo, semitam indicaret, sicque fundatum per eundem patrem sacre religionis ordinem fecit inter religiones ceteras meritorum luce sanctorumque operum splendore fulgere, ut ordo ipse, quamvis sit longe lateque per orbem mirifice dilatatus, incrementis tamen continuis mereatur augeri. Ad ipsius igitur propagationem ordinis, cujus ab ipso juventutis nostre tempore fuimus professores, ad divini cultus sacreque religionis augmentum nec non liberalium fomenta studiorum, per que uberius spiritualium gratiarum fructus acquiritur et ecclesia Dei luminosis scientie Dei radiis illustratur, ferventibus desideriis intendentes, premissorum consideratione, ecclesiam per nos in insigni villa Montispessulani, Magalonensis diocesis, in qua generale Studium maxime in utriusque Juris facultate dudum floruit, prout floret, in solo videlicet per nos ad hoc legitime acquisito de novo fundatam et constructam ac magna parte dotatam, de proximo, Deo auctore, sufficienter dotandam cum territorio, domibus eidem adjacentibus constructis et construendis omnibusque juribus et pertinentiis suis, jam acquisitis et acquirendis, prioratum conventualem S. Benedicti ad omnipotentis Dei et gloriosissime Virginis Marie ejus laudem et gloriam ac in honorem et sub vocabulo ejusdem sancti esse volumus et auctoritate Apostolica facimus et creamus ipsumque venerando monasterio S. Victoris Massiliensis, ejusdem ordinis, cujus monasterii regimini olim prefuimus, in minoribus constituti, immediate subjectum esse et ab eo dependere volumus et ordinamus, tenore presentium, statuentes ut in dicto prioratu sint et esse perpetuo debeant viginti monachi conventuales, de quorum numero sit unus prior annalis, qui eidem prioratui presit et in spiritualibus ejus curam habeat, et insuper ad ampliationem cultus divini, quem semper in domo Domini exuberare

convenit, sint et esse debeant in ipso prioratu duodecim presbyteri seculares, qui etiam in ipso prioratu, horis diurnis et nocturnis, deserviant in divinis et celebrationibus missarum et nichilominus ad gloriam dicti ordinis et presertim prefati monasterii S. Victoris, ut ordo ipse scientie divine pariter et humane, sine quibus mortalium non bene vita agitur, fulgoribus rutilet. Statuimus etiam quod, preter et ultra priorem et conventum predictos, in dicto prioratu debeant esse perpetuo sexdecim monachi ejusdem ordinis professores, qui per abbatem dicti monasterii S. Victoris, tam de ipso suo, quam de aliis prioratibus et locis aliis, a dicto monasterio dependentibus, ad studendum in Jure canonico mittantur, quique etiam, juxta modum per nos vel alios de mandato nostro tradendum, ibi deserviant in divinis. Volumus quod pro claustralibus quatuor et pro studentibus supradictis sex monachi, oriundi de civitate et diocesi Mimatensi, si haberi poterunt, assumantur. Et insuper statuimus et etiam ordinamus quod prioratus predictus, cum omnibus membris, que ab ipso prioratu dependere contigerit, nec non monachi et alie persone, que in eis pro tempore degent, omnibus immunitatibus, libertatibus, exemptionibus, privilegiis et gratiis gaudeant, quibus gaudet monasterium supradictum. Nulli ergo... Datum Rome, apud S. Petrum, kal. febr., pontificatus nostri anno VI.

Orig. : Anc. arch. de l'abbaye de S. Victor de Marseille (arch. dép. des Bouches-du-Rhône). — Publ. : Gariel, *Series prœsulum Magalonensium,* 1665, 2ᵉ part., p. 83. — Cf. D'Aigrefeuille, *Hist. de la ville de Montpellier,* nouv. éd., t. III, p. 187.

---

140. — *Indult d'Urbain V, accordant aux membres de l'Université de Montpellier le droit de percevoir les revenus de leurs bénéfices pendant cinq ans, sans être assujettis à la résidence.* — Rome, 5 février 1368.

Dilectis filiis, universis doctoribus, magistris et scolaribus Studii Montispessulani, Magalonensis diocesis, salutem etc. Dum attente consideracionis indagine perscrutamur quod per literarum studia, cooperante illo a quo omnium carismatum dona manant, viri efficiuntur scienciis eruditi, per quod equum ab iniquo discernitur, erudiuntur rudes, provecti ad altiora

conscendunt et fides catholica roboratur libenter, non solum loca, ubi hujusmodi pollent studia, sed studentes in eis munimus graciis et libertatibus honoramus. Vestris itaque supplicacionibus inclinati, vobis, auctoritate Apostolica, tenore presencium, indulgemus ut vos et vestrum singuli Studio Montispessulani, Magalonensis diocesis, insistendo, fructus, redditus et proventus vestrorum beneficiorum ecclesiasticorum, que in quibusvis ecclesiis sive locis obtinetis et imposterum vos et vestrum singulos contigerit obtinere, eciam si canonicatus et prebende, dignitates, personatus et officia existant et curam habeant animarum, dummodo in cathedralibus post pontificales majores et in collegiatis ecclesiis principales dignitates hujusmodi non existant, cum ea integritate, usque ad quinquiennium, a data presencium computandum, cotidianis distributionibus dumtaxat exceptis, percipere libere valeatis, cum qua illos perciperetis, si in ecclesiis, in quibus beneficia ipsa consistunt, personaliter resideretis, et ad residendum interim in eisdem ecclesiis minime teneamini neque ad id a quoquam inviti valeatis coartari, non obstante si in dictis ecclesiis non feceritis primam personalem residenciam consuetam, et quibuscumque constitutionibus Apostolicis, nec non statutis et consuetudinibus ecclesiarum, in quibus hujusmodi beneficia fuerint contrariis, juramento, confirmatione Apostolica vel quacumque firmitate alia vallatis, eciam si de illis servandis et non impetrandis literis Apostolicis contra ea et ipsis literis non utendo, eciam ab alio vel aliis impetratis seu alio quovis modo concessis, per vos vel procuratores vestros prestiteritis vel vos seu vestrum aliquem prestare forsitan in posterum contigerit juramentum, seu si locorum ordinariis a Sede Apostolica sit indultum vel interim indulgeri contingat, quod canonicos et personas ecclesiarum suarum, civitatum et diocesum, eciam in dignitatibus vel personatibus seu officiis constitutos, per subtractionem proventuum suorum ecclesiasticorum vel alias compellere valeant ad residendum personaliter in eisdem, aut si eisdem ordinariis et dilectis filiis, capitulis earumdem ecclesiarum vel quibusvis aliis, comuniter vel divisim a prefata Sede indultum existat vel medio tempore contigerit indulgeri quod canonicis et personis earumdem ecclesiarum, eciam in dignitatibus vel personatibus seu officiis constitutis, non residentibus in eisdem, vel qui hujusmodi in eis residenciam non fecerint, fructus, redditus et proventus beneficiorum predictorum ministrare minime

teneantur quodque ad id compelli non possint per literas Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mencionem sive quibuslibet privilegiis, indulgentiis et literis Apostolicis, generalibus vel specialibus, quorumcumque tenorum existant, per que presentibus non expressa vel totaliter non inserta effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri et de quibus quorumque totis tenoribus de verbo ad verbum habenda sit in nostris litteris mencio specialis, proviso quod interim beneficia hujusmodi debitis obsequiis non fraudentur et animarum cura in eis, quibus illa imminet, nullatenus negligatur, sed per bonos et sufficientes vicarios, quibus de beneficiorum ipsorum proventibus necessaria congrue ministrentur, diligenter exerceatur et deserviatur inibi laudabiliter in divinis. Nulli ergo etc. nostre concessionis infringere etc. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, nonis Februarii, anno sexto.

In eodem modo : — Dilectis filiis, Avinionensis et Vivariensis ac Nemausensis prepositis ecclesiarum, salutem etc. Dum attente etc. usque in divinis. Quocirca discretioni vestre per Apostolica scripta mandamus quatenus vos vel duo aut unus vestrum, per vos vel alium seu alios, faciatis, auctoritate nostra, eisdem doctoribus, magistris et scolaribus vel procuratoribus suis, eorum nomine, predictos fructus, redditus et proventus per idem quinquennium, juxta hujusmodi concessionis nostre tenorem, integre ministrari, non obstantibus omnibus supradictis, seu si eisdem ordinariis vel quibusvis aliis, communiter vel divisim, a prefata Sede indultum existat quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per literas Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mencionem. Contradictores auctoritate nostra etc. Datum ut supra.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V,* T. XVII (ann. 6, part. 1), fol. 450. t.

---

141. — *Statuts du Collège de Saint-Ruf.* — Bologne, 13 avril 1368. Confirm. Rome, 27 avril 1368.

Hec sunt statuta Collegii studencium Sancti Ruphi in Montepessulano, per nos, Anglicum, episcopum Albanensem, sancte Romane Ecclesie cardi-

nalem et ipsius Collegii fundatorem, condita et per Sedem Apostolicam confirmata, que mandamus et precipimus per studentes eosdem, prout inferius declarabitur, perpetuis temporibus inviolabiliter observari.

I. — In primis volumus, statuimus et ordinamus quod predicta domus et Collegium ejusdem per unum Priorem regatur, gubernetur et administretur, cujus officium per annum tantummodo duret, quem in ipsa domo ponendi, eligendi, instituendi ac libere revocandi et alium surrogandi nobis, toto tempore vite nostre, expresse ac specialiter retinemus, quam potestatem in scolares, quos in eadem domo nobis viventibus morari contigerit, nostro similiter arbitrio reservamus. Non extantibus autem nobis, tunc dicti Prioris electio ac libera institutio totaliter et in solidum pertineat ad Abbatem, Tractatores et Diffinitores infrascriptos vel ad majorem partem ipsorum, prout dicetur inferius. Qui Prior presbiter existens de gremio dicti monasterii Sancti Ruphi vel de ejus membris sibi subjectis assumatur, bone vite, conversationis honeste et talis qui sciat, velit et possit scolares instruere ac edificare in bonis moribus et disciplina regulari, verbo pariter et exemplo, et capitulare eosdem scolares valeat et debeat, juxta constitutiones dicti ordinis, habeatque scolarium infrascriptorum curam et eorum regimen animarum et illorum omnium qui ejusdem religionis et professionis in dicta domo, licet non de Collegio, ratione studii morabuntur, eisque administret omnia ecclesiastica sacramenta, ac in et super eos et ipsorum quemlibet talem ac tantam habeat potestatem, qualem seu quantam Abbas vel Superior eorumdem vel cujuslibet eorum, antequam ad domum ipsam assumeretur vel eligeretur, habet ex privilegio, vel de jure, in loco seu monasterio ipsorum et cujuslibet eorumdem.

II. — Item, volumus, statuimus et ordinamus quod predictus Prior ad regimen dicte domus et studencium electus, assumptus vel institutus, quicumque sit ille, statim post illam electionem, antequam vigore electionis hujusmodi se de aliquo intromittat, in manibus predictorum eligencium, tactis Sacris Scripturis, jurare corporaliter teneatur et debeat quod, quantum in eo fuerit et ad eum pertinuerit, toto tempore suo, quo in ipsa domo fuerit, bona fide et sine fraude procurabit et tractabit ac faciet utilitatem et utilia domus ejusdem, dampnosa vero et inutilia evitabit et possetenus pretermittet.

III. — Item, volumus, ordinamus atque statuimus, sub vigore prestiti juramenti, quod Prior, in quantum potuerit, teneat infrascriptos Canonicos bene quietos, correctos et paccatos, nec cuiquam parcet amore, odio, precio vel timore, quin unusquisque, quicumque sit ille, secundum opera sua recipiet, omnia tamen cum discretione, que mater est virtutum omnium, faciendo.

IV. — Item, statuimus, sub eodem vigore, quod unusquisque de Collegio cum socium seu alium de Collegio vel etiam qui non fuerit de Collegio, dummodo in eadem domo cohabitet, ut de talibus exprimetur inferius, delinquentem in aliquo viderit aut sciverit, secrete fraterno zelo debeat nunciare Priori, ne morbus viciorum, pro defectu correctionis medicinalis succrescens, valeat inficere totum gregem.

V. — Item, statuimus et ordinamus, auctoritate predicta, quod in eadem domo nostra de Montepessulano sint et esse debeant, perpetuis futuris temporibus, decem et octo canonici regulares, predicto Priore in eorum numero computato, de quibus quindecim per Abbatem, habentem unam vocem dumtaxat, et Tractatores et Diffinitores prefati monasterii Sancti Ruphi sive per majorem partem eorumdem de eodem monasterio vel ejus membris ad collationem ipsius Abbatis spectantibus in singulis Capitulis generalibus; reliqui vero duo per Priorem de Cassiano de consilio sui conventus vel majoris partis ejusdem, prout eis expedire videbitur, eligantur, professi tamen ad domum predictam de Montepessulano per eosdem continuo transmittendi; in quos sic electos vel transmissos transmittendi ad partes alias vel retinendi seu revocandi, vel alio quomodolibet impediendi, quacumque occasione vel causa, Abbas, qui pro tempore fuerit, dicti Monasterii vel quis alius Abbas taliter electorum seu alius alicujus eorum Superior, nullam omnino habeat potestatem, sed electiones, transmissiones, revocationes ceteraque juxta constitutiones nostras hujusmodi ordinata et habita, grata et rata teneatur habere ac, quantum in eo fuerit, executioni mandare, taliter electis libere eundi ad Studium predictum licenciam concedendo.

VI. — Item, volumus, ordinamus et statuimus quod Prior, qui eidem domui prefuerit pro tempore, supradictos electos sine dilatione aut difficultate qualibet libere in eadem domo recipere debeat et admittere eisdemque

de bonis ejusdem domus, prout inferius ordinandum duxerimus, providere. Laicus vero aut secularis electus vel religiosus professionis alterius in ipsa domo recipi nequeat vel admitti, super quo nec electores, Prior aut Collegium valeant dispensare.

VII. — Item, statuimus et ordinamus quod, quocienscumque talis [1] electio scolarium per Abbatem, Tractatores et Diffinitores predictos fuerit facienda, ipsi Abbas, Tractatores et Diffinitores, ante omnem tractatum seu electionem hujusmodi, in manibus Prioris claustralis monasterii predicti, tactis Sacris Scripturis, jurare ad Sancta Dei Ewangelia teneantur quod, consideratis considerandis, remotis odio, amore, timore ac omni humana gratia, secundum et bonam informationem eligent aptiores et de quibus magis speretur quod melius possint proficere in scienciis et facultatibus infrascriptis.

VIII. — Item, volumus, ordinamus atque statuimus quod Abbas vel Superior cujusquam sic electi nullam in eo vel super eum post hujusmodi electionem, toto durante tempore quo fuerit in Studio supradicto, ultra et secundum constitutiones presentes jurisdictionem habeat, sed toto predicto tempore nec non in eundo, stando et redeundo totaliter et in solidum quisque taliter electus subsit jurisdictioni, potestati et auctoritati Prioris, qui pro tempore fuerit, dicte domus, nisi forte electus ille tale quid tam grave commiserit, quod per Priorem dicti Collegii aut nequeat aut puniri non debeat, ut alius e tunc per suum Superiorem alium puniatur.

IX. — Item, statuimus [2] quod, postquam juramentum prestitum fuerit a predictis Abbate, Tractatoribus et Diffinitoribus, de quo dictum est supra, mediante statuto proximo precedente, ipsi, consideratis conditionibus et qualitatibus personarum et aliis que in eis fuerint atten[den]da, sex ad studium in scienciis primitivis, octo in Jure canonico et quatuor in sacra pagina de locis eligant supradictis, quos ad hoc magis aptos et dispositos viderint ad domum predictam ad studendum in hujusmodi facultatibus continuo destinandos. Super quo predictorum eligencium conscientias quantum possumus oneramus, et ut de hoc in Judicii magni die rationem exactam reddere teneantur.

X. — Item, statuimus, volumus et ordinamus, eadem auctoritate, ad hoc ut eidem Priori detur materia ferventi studio insistendi, quod prefati Prioris

officium ejusque electio et institutio tantummodo duret per annum, a die sue possessionis adepte, quo elapso sine alio opere intelligat esse et sit simpliciter revocatus, ita quod de dicta domo nichil omnino[3] percipere debet seu de ipsa se quomodolibet intromittere, nisi forte ex supervenienti nova confirmatione, prorogatione vel institutione pro suis meritis obtenta ab Abbate, Tractatoribus et Diffinitoribus[4] supradictis, quam ipsi Abbas, Tractatores et Diffinitores in singulis Capitulis eidem Collegio annis singulis debeant destinare.

XI. — Ad hec statuimus, volumus et ordinamus ab hujusmodi revocatione, facta per lapsum anni, vel per litteras, vel per aliorum seu alicujus surrogationem, Prior aut Canonici seu Canonicus nullo modo valeant reclamare vel appellare seu ad aliquem Superiorem vel Judicem, in judicio vel extra, recurrere quoquomodo seu litteras vel indulgenciam aut confirmationem super hoc petere vel impetrare aut impetratis uti in judicio vel extra seu aliquod remedium querere, quominus revocatio seu surrogatio hujusmodi suum plenum sorciatur effectum. Quod si quis contrarium fecerit, ipso facto perjurii reatum incurrat et tamquam perjurus et infamis perpetuo habeatur nec ad aliquod beneficium, officium vel honorem ulterius admittatur.

XII. — Item, statuimus, volumus et ordinamus, si contingat, quod absit!, aliquem de predictis et institutis scolaribus esse viciosum, criminosum, scandalosum, rixosum, discolum vel indisciplinatum quomodolibet aut suspectum seu talem, quod aliis ingerat scandalum vel exemplum[5] seu occasionem malefaciendi, quod Prior cum majori parte Canonicorum[6] domus possit et valeat, ymo debeat hujusmodi studentem licenciare et expellere nudo verbo a domo predicta nec ipsum extunc debeant ad ipsam domum quoquomodo recipere vel admittere seu eidem in aliquo quamvis minimo providere ipseque[7] sit licenciatus et ceteri Canonici debeant et teneantur Priori in hoc, simpliciter et sine contradictione qualibet, obedire, prout de revocatione Canonicorum superius dictum est. Alioquin penas in ipso statuto contentas incurrat ipso facto.

XIII. — Item, statuimus et ordinamus quod, saltem diebus dominicis et solenibus, tam Prior, quam omnes et singuli Canonici dicte domus in sacerdocio constituti, teneantur et debeant in capella infra[8] domum constructa

missas, quantas poterunt, salva consciencia celebrare sine nota; et si in ipsa domo fuerint presbiteri tres vel ultra inter eos, per Priorem domus predicte missa conventualis per singulas ebdomadas, diebus singulis, sine nota, post auroram celebranda, distribuatur, videlicet tali hora, quod propter hanc alicujus lectio non perdatur, cui misse omnes interesse debeant; et, si quis, rationabili causa cessante, defuerit, per Priorem taliter castigetur, quod cedat ceteris in exemplum.

XIV. — Item, statuimus et ordinamus quod in capella ejusdem domus sacra Eucharistia pro infirmis continue reservetur in loco condecenti ad hoc specialiter deputato, coram qua lampas olei semper teneatur accensa; quod Prior ejusdem domus, qui pro tempore fuerit, attendere et hoc adimplere teneatur, ut tam in hoc quam in aliis, que incumbunt principaliter cure sue, non cedat defectus, et ab ipso principium recipere debeant, medium [9] atque finem; alias omnis defectus in extremo Judicio de suis manibus requiratur.

XV. — Item, statuimus et ordinamus, in casu quo in dicto Collegio tres presbiteri non reperirentur, tunc unus secularis presbiter assumatur pro tempore hujusmodi defectus, bonus et honestus, qui claves, si ad hoc aptus fuerit, celarii teneat et missam conventualem predictam, hora predicta, sine nota celebret [10] diebus singulis [11], cui in victualibus et aliis necessariis de bonis [12] ejusdem Collegii per Priorem pro dicto tempore provideatur, ac de salario competenti.

XVI. — Item, volumus et ordinamus quod, in qualibet missa, que infra dictum hospicium celebrabitur per quemcumque, fiat secreta commemoratio pro omnibus benefactoribus nostris, tam vivis quam defunctis, necnon pro omnibus illis pro quibus intendimus. Et nichilominus, preterquam in missis infrascriptis solenibus dicatur collecta pro domino nostro Urbano papa V^{to} et nobis, ut Deus ipsum et nos in sua dignetur gratia conservare, natureque debito persoluto, pro quolibet dicatur oratio « Inclina Domine » aut « Deus qui inter apostolicos », ut Deus dignetur nos a penis, si quibus tenemur, per suam misericordiam liberare, et nichilominus in vita et post mortem nos in suis aliis orationibus recommendent, quod merito facere debent, cum [13] dominus noster papa fundamentaliter eis fecerit ipsum locum et nos majorem partem nostre substancie exposuerimus pro eisdem.

XVII. — Item, statuimus, volumus et ordinamus quod, sero quolibet, in capella predicta campana pulsata per Priorem et omnes Canonicos, cessante justo impedimento, matutine, laudes et cetere hore canonice, die qualibet, hora competenti, legendo intelligibiliter et distincte cum debita reverencia, quantum fieri poterit, dicantur per duos choros alternatim sine contradictione, contentione seu aliorum verborum interpositione quacumque. Nolumus tamen quod ad hoc quisquam vigore juramenti teneatur, sed in hoc delinquens per Priorem debite puniatur.

XVIII. — Item, volumus et ordinamus quod, in capella dicti hospicii, per omnes de Collegio, alta voce, campana pulsata, nocturnum pariter et diurnum officium infrascriptis diebus solenibus [14] celebretur, non tamen per juramentum, sed alius quilibet [15] contraveniens Prioris arbitrio puniendus. Dies autem sunt isti : Nativitas Domini, Circumcisio, Epiphania [16], Processio Purificationis, Annunciatio Virginis, Processio in Ramis Palmarum, Cena Domini, Parasceve [17], dies Sabbati sanctus, Resurrectio et Ascensio Domini, festum Pentecostes et Corporis Christi, et festa beati Johannis Baptiste, Apostolorum Petri et Pauli, Assumptionis et Nativitatis Virginis Marie et Omnium Sanctorum et sancti Andree Apostoli, in cujus honore est in dicta capella unum altare constructum, et sancti Ruphi confessoris, patroni religionis predicte.

XIX. — Item, volumus, ordinamus et statuimus quod, in qualibet de solenitatibus predictis [18], collatio pertinens ad sollenitatem diei occurrentis fiat litterali sermone per unum de Collegio memorato, que Prioris arbitrio et discretione per mensis spacium [19] cuiquam committatur de Canonicis vice mutua, qui ad hoc sufficiens et ydoneus verisimiliter videatur, nullusque tale onus injunctum sibi recusare presumat. Contrarium faciens predicto Prioris arbitrio puniendus.

XX. — Item, statuimus et ordinamus quod cuncti, tam de Collegio quam etiam de extra Collegium, infra tamen hospicium degentes, qui non fuerint in sacerdotio constituti, in singulis quindenis Priori vel cui duxerit committendum peccata sua omnia confiteri integraliter teneantur ac sanctum corpus Christi recipere, quod est vita vivencium, viaticum morientium et remedium defunctorum, nisi forte de confessoris consilio ad tempus duxerit absti-

nendum. Quod si quis adimplere neglexerit, per Priorem in Capitulo attritus puniatur, necnon per suspensionem et privationem hoc adimplere penitus compellatur.

XXI. — Item, ad utilitatem studentium volumus, ordinamus et statuimus quod norma loquendi latino sermone intra se ipsos ubicumque et quandocumque per omnes Canonicos observetur, sive sint de Collegio sive de extra, dum tamen in eadem domo cohabitent, incongrua latinitas emendetur, alterutrum, omissis ociosis et secularibus verbis, sepe conferant, sepe disputent, quia ferrum ferro acuitur et collatio plus valet quam lectio. Quod si quis normam fregerit, illum Priori denunciet audiens, ut per unum *miserere* aut aliter Prioris arbitrio puniatur.

XXII. — Item, statuimus et ordinamus quod, die qualibet, hora competenti, ad mandatum Prioris campana ad hoc deputata[20] ad refectionem pulsetur, qua pulsata, statim omnes in refectorio ad refectionem[21] conveniant et honeste sub silencio in primo signent mensam, prout moris est in monasteriis, sine cantu tamen, et in principio, medio ac[22] fine legant de quo et quantum Prior mandaverit; et post finem debite gratie reddantur Altissimo, quibus redditis, statim continuando dicatur « Requiem eternam » usque « Luceat eis », « Kyrie Eleison », « Pater noster » et « Ne nos », cum oratione « Inclina Domine » pro omnibus defunctis nostris et pro nobis, cum, mandato Altissimi qui nos creavit, animam reddiderimus Creatori. Extra refectorium autem nulli ministretur nisi infirmitas vel alia juxta Prioris judicium causa rationabilis intercedat.

XXIII. — Item, statuimus et ordinamus quod lectiones in mensa legant gramaticalia sive lo[g]icalia audientes quilibet pro vice sua, prout Prior duxerit distribuendum in tabula, que per Priorem de missis dicendis et aliis officiis exercendis, qualibet die Sabbati, fiat ut dicetur inferius, ita tamen quod in istis predicti suas lectiones non perdant; et quilibet sibi injuncta prompta obedientia recipiat reverenter serviatque fratribus suis; alioquin per Priorem et Collegium aut majorem partem ipsius per privationem communitatis ad tempus vel imperpetuum aut aliter, prout videbitur et inobediencia exegerit, puniatur.

XXIV. — Item, statuimus et ordinamus quod superflua et fragmenta, que

supererunt in mensa et coquina diebus singulis, munde et honeste ac decenter serventur et amore Dei, modo et hora debitis, pauperibus erogentur. Quod si ad talem fortunam bonorum devenerint, quod ultra premissa hoc facere possint, mandamus quod, die qualibet, tres elemosine pane, vino, potagio ac pitancia tribus pauperibus erogentur et tales sint, quod quelibet possit uni persone sufficere. Super quibus Prioris et omnium dicte domus consciencias oneramus, ita quod in extremo judicio super hiis teneantur reddere rationem.

XXV. — Insuper, statuimus et ordinamus quod nullus de Canonicis predictis studentibus absque Prioris licencia per villam seu extra portam incedere audeat vel exire, et tunc cum uno socio de dicto hospicio religioso et honesto, de quo nulla sinistra suspicio possit haberi, per Priorem licenciando similiter, quam licenciam dictus Prior eis dare debeat causa legitima assignata.

XXVI. — Item, statuimus et ordinamus quod exeuntes domum, antequam porta claudatur de sero, infra hospicium debeant rediisse. Quod si post clausam portam venerint[23], non eis apperiatur, sed extra remaneant et ipso facto ab eodem Collegio perpetuo sint exclusi. Super quo nec Prior etiam cum Collegio licenciam dare valeant, nec etiam dispensare, nisi tam fortis et evidens casus supervenerit, quod merito Priori et majori parti Collegii videantur rationabiliter excusati. Super quo in die Judicii equali libramine judicentur.

XXVII. — Ad hec ordinamus atque statuimus quod, sero quolibet, ante noctem, quando adhuc in via homines cognoscantur, per deputatum vel deputandum ad hoc porta magna anterior claudatur et serretur cum clavi que statim Priori assignetur, nec ultra apperiatur, causa quacumque, quousque de mane tantum sit de die quod jam etiam per carreriam homines cognoscantur et[24] tamtummodo cum Prior mandaverit, nisi talis aut tam subitus casus supervenerit quod merito et notorie sit apperiendum casui occurendo. Si quis autem contrarium fecerit aut attemptaverit, per Priorem graviter puniatur aut etiam, si visum fuerit sibi et Collegio vel majori parti ejusdem, ab ipso Collegio perpetuo excludatur.

XXVIII. — Item, statuimus, volumus et ordinamus quod, annis singulis, tempore debito, Prior dicte domus, qui pro tempore fuerit, ad Capitulum

generale ire personaliter teneatur et in ipso referre plenam et [meram] [25] veritatem de statu et conditionibus dicte domus et singularium personarum dicti Collegii et qui sint docibiles et attenti et apti ad studendum ac perficiendum et qui non, ita quod ibi anno quolibet ordinetur quod boni et apti remaneant et perseverent cursum suum VII annorum; quo finito septennio, intelligatur esse completum, ut sic nullus ultra septennium in ipso Collegio studendi causa debeat remanere, et perfecerint studium quod laudabiliter inceperunt, nec interim revocandi seu revocati censeantur, nisi per expressas litteras dictorum Abbatis, Tractatorum et Diffinitorum vel majoris partis eorumdem, prout superius dictum [est] [26], de Prioris revocatione expressa aut surrogatione alterius, preter quam in casu [27] quo Prior cum majori parte Collegii aliquem, propter suam malam vitam vel transgressionem harum nostrarum constitutionum, licenciaret et expelleret a domo predicta, de quo sibi supra dedimus potestatem. Qui Prior, in eundo, stando et redeundo, expensas recipiat de Collegio supradicto surrogetque sibi, pro tempore, quo eum a dicta domo abesse contigerit seu pro hac vel infirmitate magna seu pro aliqua alia causa rationabili et necessaria, unum subpriorem, qui, quamdiu Prior in domum regressus non fuerit, teneat per omnia vices suas.

XXIX. — Item, statuimus et ordinamus similiter quod, annis singulis, Capituli generalis tempore iminente, per octo dies ante principium [28], Prior predictus teneatur totum Collegium congregare et de congregato exire, vel, ipso negligente aut maliciose differente, ipsi omnes Canonici studentes insimul [conveniant] [29] in Capitulo, ubi, excluso Priore ac eo inscio et ignorante, dictare et scribere ipsi vel major pars ipsorum debeant unam litteram et fideliter destinare Abbati, Tractatoribus et Diffinitoribus Capituli generalis ejusdem, que meram et plenam contineat veritatem, quam secrete tenere quilibet [30] per juramentum sit astrictus eosque informent et eisdem significent de vita, regimine, administratione, conversatione et aliis conditionibus dicti Prioris, qui tunc pro tempore fuerit, et qualiter invigilaverit et institerit circa sibi incumbencia et commissa, etiam si oportuerit et expediens fuerit [31] omnia et singula particulariter exprimendo, ita quod, si repertus fuerit ydoneus et sufficiens in suo regimine, sibi adhuc usque ad sequens Capitulum generale terminus prorogetur, vel alias loco [32] sui alius surrogetur; de quâ proro-

gatione vel alterius surrogatione prefati Abbas, Tractatores et Diffinitores prefato Collegio litteras debeant destinare et sic de anno in annum perpetuis futuris temporibus observetur ; preterquam temporibus vite nostre qui nobis super predictis auctoritatem expresse et specialiter reservamus.

XXX. — Item, statuimus et ordinamus quod, singulis diebus dominicis, in ipsa domo Capitulum teneatur juxta morem qui servatur in dicto [33] monasterio Sancti Ruphi, in quo qui habuerunt ebdomadam in septimana precedenti de defectibus veniam [34] recipiant more solito eisque per Priorem solita penitencia injungatur. Et idem faciant omnes pro transgressionibus et defectibus per eos commissis in ebdomada precedenti, quibus pro penitencia injungantur septem psalmi penitenciales vel alia juxta Prioris arbitrium. Quibus peractis, prout occurit et expedit, ad particularia deveniant et Prior presidens et alii gradatim residentes faciant clamores secundum zelum caritatis, ut inserantur et edificentur boni mores et virtute, scandala et vitia extirpentur, et qui deliquerint secundum eorum demerita puniantur, discipline et correctioni subdantur. In majoribus autem criminibus, puta homicidio, percussione gladii, notabili furto, adulterio, stupro, incestu et lenocinio publicis, blasphemia publica in Deum, heresi et similibus, dispositioni Abbatis vel alterius Superioris sui tantummodo relinquantur, que ipse Prior eidem, quantocius poterit, studeat intimare, ne talia delicta remaneant impunita. Super quo et in ipsa domo nostra et extra, ut prius habebant, eisdem Superioribus potestatem specialiter reservamus.

XXXI. — Item, statuimus et mandamus quod, si quis de familia nostri monasterii, prout naturaliter evenit, infirmus fuerit, valens et potens confiteri, Prior de eo curam habeat et faciat diligenter primo talem medicinam, anime confessionem videlicet suadendo, nec ultra duos dies infirmitatis sue nullam de eo sic desidioso curam habeat nec haberi permittat ab aliquo, donec peccata sua pure et integraliter confessus fuerit, quod confessoris sui testimonio constare debeat et patrare [35]. Quo facto, tunc, secundum quod infirmitatis qualitas exegerit, ad remedia corporalia de communibus Collegii proventibus procedatur et assignent ipsi infirmanti unum de communibus servitoribus, qui serviendo et ministrando ei curam de eo habeat singularem, visitentque eum frequenter ceteri Canonici, cum sapientis Ecclesiastici dicat consilium : « Ne te pigeat visitare infirmum ; ex hoc enim in dilectione

» firmaberis ». Quod si per infirmitatem, exigente natura, mori contigerit, tunc, si fieri poterit, ubi sibi elegerit, tradatur cum piis Canonicorum obsequiis sepulture, parentum ipsius si hoc voluerint, alias dicti Collegii sumptibus et expensis.

XXXII. — Item, quia male habentibus opus est medico, statuimus et mandamus quod Collegium certum habeat medicum de hiis quos in eadem villa morari contigerit, cui aliquid, secundum quod convenerint, tribuant annuatim, qui, contentus illo, teneatur omnibus infirmantibus [36] de dicta domo seu Collegio in visitationibus debitis et consilio subvenire.

XXXIII. — Item, statuimus et ordinamus quod, si, perfecto et completo [37] numero dicti Collegii, supervenerint Priores vel alii dicte religionis, qui petant se admitti ad cohabitandum studii [38] ratione et tales fuerint Prioris et Collegii judicio in vita et moribus, conversatione et aliis, quod sint et rationabiliter admittendi et de quibus sit merito confitendum, si camere sint in eodem hospicio vacue, ad illas pro camerarum numero admittantur, ita tamen quod nullus in camera sua vel ad cameram suam quemquam admictere possit, vel suam cameram sibi dare, et tunc, sine prejudicio dicti Collegii et cujuslibet de Collegio, ad omnia, sicut ceteri de Collegio, admittantur [39].

XXXIV. — Quocirca, statuimus et mandamus quod qui [40] fuerint admissi taliter, qualiter supra proximo dictum est, hii ante omnia jurare debeant in manibus Prioris, coram dicto Collegio, sicut ceteri de Collegio ejusdem domus jurare tenentur, cujus juramenti vigore teneantur in omnibus obedire Priori cunctaque subire onera ac si proprie essent de numero Collegii dicte domus. Teneantur insuper contribuere in expensis et ponere prout et quantum Priori et Collegio rationabiliter videbitur faciendum. Quod si forte extra dictam domum in villa per se habitare maluerint, et venire ad audiendum lectionem vel lectiones, tunc, ubi in Collegio scandalum non generetur, nec alia sinistra suspicio, libere admittantur. Super quo Prior cum majori parte Collegii debeat providere, nec teneantur tunc illi nostre ordinationi aliqualiter subjacere.

XXXV. — Circa temporalia vero ejusdem domus et Collegii utiliter gubernanda, statuimus et ordinamus quod infra dictum hospicium, certo loco

et securo, deputetur et sit unum archiv[i]um duabus diversis serraturis, quarum clavem unam teneat Prior ejusdem loci, aliam teneat alius de Collegio deputandus per ipsum Collegium vel majorem partem ejusdem, in quo teneantur instrumenta et Sigillum Collegii et scripture omnes de prioratibus unitis ac de possessionibus sibi acquisitis, que cum magna diligencia custodiantur et ad successores et posteros per inventarium publicum transmittantur. Quocirca caveant attentissime Prior et Canonici ut, cum ex causa necessaria aliquod instrumentum deportabitur abinde, quam cicius et velocius poterit reportetur [41], ne propter negligenciam aliquod amittatur. Caveant etiam ne indiscrete et indeliberate littera aliqua per sigillum Capituli sigilletur, quia forte in futurum in dampnum Collegii redundaret, nec unquam aliqua littera [42] sigilletur, nisi cum consensu Prioris et Collegii vel majoris partis ejusdem, preterquam quando Collegium scribet Abbati, Tractatoribus et Diffinitoribus Capituli generalis super vita, regimine et administratione Prioris, sicut annis tenentur singulis, ut est superius ordinatum, quo casu tamen pro illo actu Prior Collegio, antequam super hoc tractatum incipiant, teneatur sigillum libere assignare, quod sigillum statim, postquam talis littera fuerit sigillata, in eodem ponatur archiv[i]o.

XXXVI. — Item, statuimus et ordinamus quod, singulis annis, die Mercurii post festum Resurrectionis Domini [43], Prior et Collegium, absque ulla vocatione, ad Capitulum veniant de mane, statim post missam conventualem, in quo Capitulo per Priorem et Collegium vel majorem partem ejusdem duo aut de ipso Collegio aut de extra in procuratores eligantur, constituantur et deputentur ad annum, unus ad negotia, alter vero ad causas et judicia ejusdem Collegii exercenda cum pleno et sufficienti mandato, citra tamen omnem alienationem, qui fideliter suum officium exerceant, gubernent et regant, fructus recipiant et conservent, ne quid per inadvertenciam vel negligenciam in dampnum Collegii pereat de manibus eorundem. Qui procuratores sic electi teneantur et debeant humiliter officium recipere, ad quod electi fuerint, ut prefertur. Quod si recusav[er]int, modis debitis [44] et honestis ad hoc coactionibus, quantum expedierit, compellantur. Quo officio recepto, antequam dicti officii aliquid incipiant exercere, in presentia Collegii, in manibus Prioris jurabunt quilibet officium suum legaliter et omni dolo et fraude cessantibus fideliter exercere et de receptis et expensis factis [45] bonum et legalem qua-

ternum facere et [46] in fine anni Priori et Collegio ac subsequentibus Procuratoribus bonum [47], fidele ac integrale compotum reddere et residua seu restancia, quecumque fuerint, integraliter assignare, nichil sibi [48] appropriando aut pro [49] se expendendo seu penitus retinendo, preter x florenos tamen, si de Collegio fuerint, prout in sequenti secundo statuto cavebitur. Ubi autem non fuerint de [50] Collegio, tunc ei[s]dem provideatur de salario competenti. Si autem Priori et Collegio videatur expediens ante finem anni rationem fore reddendam vel procuratorem talem ab officio esse removendum, ad hoc cogere eos possint et alium surrogare; alias autem eos non removeant, ita tamen quod, qui Procurator fuerit uno anno, eo finito, sequenti anno per prorogationem vel novam constitutionem aut confirmationem seu alio quovismodo Procurator esse non possit seu Procuratoris officium exercere, nisi Procurator ad lites, in una causa vel pluribus aut omnibus, quas magis videretur expediens per ipsum tractari, quam novo non informato committi.

XXXVII. — Item, ordinamus, statuimus et mandamus quod per procuratorem hujusmodi ad negotia deputatum pro qualibet persona dicti Collegii, videlicet decem et octo, et pro quolibet quatuor vel quinque communium servitorum, tempore debito, provideri debeat et hospicium premuniri de uno modio vini et decem sextariis frumenti, ad mensuram Montispessulani et pro Priore in duplo pro quolibet anno. Nostre tamen intentionis non est quod in discreto et separatim, sed quod ipsi vivere debeant in communi. Et si quid in anni fine superfuerit de provisione predicta, hoc pro utilitate domus predicte veniat in communi.

XXXVIII. — Item, statuimus, volumus et mandamus quod assignentur cuilibet vestimenta, calciamenta et alia, postquam littera Collegii recepta fuerit de Capitulo generali, infra quindecim dies, ad valorem decem florenorum auri et Priori duplum, ultra seu preter que nullus quicquam petere valeat seu sibi aliquo titulo vendicare, sed quicquid ultra predicta supererit de bonis Collegii, anno quolibet, in granario, salario et thesauraria eorum reservetur ad utilitatem perpetuam ejusdem Collegii. Ex hoc tamen nolumus excludere alias minutas expensas, puta carnium, piscium, olei, leguminum, liquorum et similium, cum nemo vivat ex solo pane. Volumus etiam quod, quolibet anno, quilibet semper habeat annatam unam seu provisionem unam [51] pro anno sequenti, ne, si forte aliquo casu unam annatam perderet,

cogeretur deserere opus laudabiliter inchoatum. Hanc autem annatam aliquis alienare non valeat, nisi pro necessitatibus anni alterius proxime venturi.

XXXIX. — Item, statuimus et ordinamus quod frequenter, saltem semel in mense, Prior aut quem ad hoc duxerit eligendum, vadat, provideat et revideat domos et edificia prioratuum et grangiarum ad Collegium pertinencium et, si qua reparatione indiguerint, continue repparentur, ne per negligenciam ruere permictantur. Negligencia enim dispensantis domum ignis est validus in domo accensus.

XL. — Item, statuimus et mandamus quod, receptis pensionibus, preciis et fructibus annis singulis per procuratores, statim ipsi procuratores veniant ad Priorem sibique et Collegio insinuent et exponant que, qualia et quanta sine diminutione, cessante qualibet fraude, receperint et Prior omnia et singula particulariter scribat in suo cartulario omnibusque notificetur de dicto Collegio, ut quilibet possit super hiis providere, cogitare et de hiis et super hiis utile proferre consilium in communi.

XLI. — Item, statuimus et ordinamus quod, anno quolibet, Prior cum uno, quem ad hoc Collegium aut major ejus pars deputaverit, vadant personaliter ad prioratus et graneria vel grangias suas, ad videndum vindemias suas [52] atque messes et sufficienter ac particulariter de omnibus se informent secumque invicem conferant super fructibus et aliis et valore et quantitate eorum, corrigenda et emendanda corrigant et emendent et quecumque invenerint, cum ad Collegium rediverint, referant in communi, ne forte per negligenciam vel cujusquam maliciam valeant defraudari.

XLII. — Item, statuimus et ordinamus quod, si per Dei gratiam ultra predicta per undecumque obveniencia magis imposterum habundarent, quicquid, adimpletis premissis, superfuerit, redactum in pecunia in Thesauro, in Archiv[i]o communi supradicto ponatur et fideliter conservetur, quousque quingenti floreni fuerint congregati, nec quisquam de hiis quicquam quantumcumque etiam minimum sibi vendicare audeat, recipere vel habere; de quibus sic congregatis, ematur possessio sive perpetui redditus pro eodem Collegio, et tunc reincipiant modo consimili usque ad eandem summam iterum congregare, quam congregatam expendant similiter. Si autem, congregatis quingentis florenis, non invenerint [53] ad expendendum eosdem et emen-

dum, ut dictum est, nullo modo propterea desinant congregare ac, quanto plus congregaverint, tanto plus emant. Quibus tamen quingentis florenis in possessionibus seu redditibus quandocumque expensis, iterum modo simili incipiant congregare, qui modus imperpetuum observetur, et de fructibus de[54] taliter emptis proventibus[55] fiant elemosine large aut alia opera pietatis.

XLIII. — Item, statuimus, ordinamus et stricte precipimus quod in ipso hospicio, in loco honesto et tuto, una camera deputetur, in qua omnes libri communes ejusdem domus, preter libros necessarios ad divinum officium in capella, teneantur et stent cathenati sufficientibus cathenis, ita quod per quemcumque abinde nequeant removeri, sed quilibet de Collegio et Prior habeant porte illius camere unam clavem, ita quod possint libere illam cameram intrare et ad eos recursum habere ac in libro quo maluerint pro libito in eadem[56] camera studere. Quod si, vetustate vel casu aliquo, quisquam liber fuerit discathenatus, statim Prior ipsum recathenari faciat ne perdatur, talem in cunctis libris servandis adhibendo diligenciam, ne quis ex eis, cum sit pulchrior eorum thesaurus[57], quomodolibet amittatur. Quod si per quemquam contrarium fieret aut liber aliquis studiose discathenaretur vel de camera predicta extraheretur per quemquam, ipso facto ab eodem Collegio sit et esse intelligatur exclusus et, ultra restitutionem plenariam, ad quam teneatur, tamquam perjurus et ut vere perjurus ab omnibus habeatur, a Collegio ipso[58] nullo unquam tempore recipiendus de cetero. Super quibus nec Prior cum Collegio nec ipsi electores seu ordinarii aliquid ullo modo valeant dispensare, nec ipse, qui sic deliquerit, ultra illam diem, qua sic deliquerit, quicquid de Collegio perceperit suum faciat, sed semper ad restitutionem ipsius integram teneatur. Et licet alia cuncta statuta in genere et scienter quisquis in Collegio seu Prior recipitur, antequam in[59] Collegium vel in Priorem admittatur seu se de aliquo intromittat, jurare teneatur, ut cavetur inferius, tamen quisquis receptus in Collegium seu Priorem ante omnia hoc presens statutum in presencia Prioris et Collegii legat aut sibi legi faciat, post cujus lectionem immediate, tactis corporaliter Sacris Scripturis, juret quod predictum statutum servabit et quod denunciabit Priori et Collegio quemlibet quem sciverit contra presens statutum quomodolibet delinquentem, cum de perdicione ipsorum librorum non[60] immerito timeamus.

XLIV. — Item, ne, per neglicenciam seu incautam custodiam, ignis nocuus [61] casualiter accendatur in domo et exinde dampna, quod absit, seu scandala valeant provenire, statuimus et ordinamus quod, sero quolibet, tarda hora, antequam ad lectum vadant, unus ad hoc per septimanas singulas deputatus, qui in die Sabbati, sicut et officiales ceteri, descriptus in tabula fuerit, omnes cameras, coquinam et loca singula percurrat et perquirat inquirendo et advisando singulos de igne et quod candele in periculoso loco, puta juxta lectum vel studium, non relinquantur accense nec palee in aliqua teneantur camera sive lecto. Natas autem per hoc non intendimus prohibere. Et ad diligenciorem custodiam volumus quod iste officialis, guardafocus vocatus, semper et continue juxta puteum [62] pilam teneat plenam aqua, ad quam in tali casu possit recursus haberi, quod Prior observet omnis et ab aliis faciat inviolabiliter observari, sepe omnes de tanto periculo advisando.

XLV. — Item, statuimus et ordinamus quod Prior, qui pro tempore fuerit in dicto Collegio, qualibet die Sabbati pro tota septimana futura, et nichilominus, cum se absentare contigerit ab ipso Collegio vel hospicio, pro toto tempore absencie sue faciat tabulam, prout moris est in religiosorum conventibus, tam de missis quam de aliis divinis et prophanis officiis, necessariis humanis usibus et divinis. Et quisque et qualiscumque fuerit [63] ille, acceptet injunctum sibi [64] officium reverenter. Discrete tamen injungat [65] Prior officia secundum qualitatem et condecenciam personarum. Quod si quisquam, prout se descriptum [66] in tabula invenerit, legitimo cessante impedimento, non fecerit, preter penam in statutis contentam, per Priorem ad hoc efficaciter compellatur.

XLVI. — Item, quia mulier caput est [67] peccati, arma dyaboli, expulsio paradysi [68] et corruptio legis antique, pro tanto statuimus, ordinamus atque stricte [69] precipimus quod nulla mulier, cujuscumque conditionis existat, causa solatii seu recreationis vel visitandi ortum monasterii [70] vel etiam sub pretextu consilii vel parentele aut familiaritatis licite vel aque putei hauriende aut devotionis vel alterius cause consimilis, dictum monasterium aliqualiter ingredi permittatur. Cujus contrarium qui ausi fuerint perpetrare, veniant per privationis sententiam puniendi. Ex hiis tamen excludere non intendimus mulieres quin possint in capella stare, quamdiu missa celebrabitur; tunc tamen nullo modo chorum primum seu virorum audeant introire.

XLVII. — Item, statuimus et ordinamus quod, licet aliqua mandemus in statutis ipsis fieri certa die et illa die factum non fuerit vel completum, tamen illud fieri debeat in sequenti, continuatis diebus sequentibus, donec perfectum fuerit quod incumbit.

XLVIII. — Item, ordinamus, statuimus et mandamus quod hec nostra statuta, in uno quaterno de membranis seu cartis de corio scripta, in camera seu libraria aliorum librorum communium teneantur, sicut de hiis superius dictum est. Que statuta, quolibet anno, quam cito Prior a generali Capitulo venerit vel redierit, ante omnem administrationem vel alium actum hujusmodi, in Collegio coram Priore et ceteris Canonicis distincte legantur. Quibus lectis, non obstante quod quedam singulariter jurentur et jurari mandentur, tam Prior et [71] ceteri Canonici omnia ipsa statuta servaturos [72] pro posse ad sancta Dei Ewangelia corporaliter tacta, jurare in genere teneantur. Nolumus tamen nec nostre intentionis existit quod aliquis, vigore hujus vel alterius juramenti, nisi per illud tempus quo fuerit et perseveraverit in predicto Collegio, ad aliquod teneatur, excepto quod bona et jura Collegii pro omni tempore posse suo protegat et defendat. Nolumus etiam quod juramentum in quibuscumque capitulis contentum ita obliget, quod ex omni transgressione perjurium incurratur, nisi tantum propter dolum vel maliciam vel contemptum. In quibus casibus [73] et singulis eorumdem, volumus quoscumque penis contentis etiam obligari et astringi et tales reputari et haberi, ut in capitulis superius annotatum plenius continetur.

XLIX. — Item, quamvis supra proximo dictum sit quod hec nostra statuta semel in anno legi debeant, nichilominus tamen volumus atque statuimus, ad hoc quoniam illud dictum est ut tunc jurare debeant, ut quisque memorialiter et ampliori recordatione teneat quod juravit, quod hec [74] nostra statuta semel in mense, puta die prima mensis, coram Priore et toto Collegio, in hora prandii vel alia ad hoc specialiter deputata per Priorem et Collegium, legi debeant intelligibiliter et distincte. Quod si quandocumque gravarentur omnia simul audire aut atten[den]dum aliunde [75] immineret, licenciam concedimus Priori quod lecta in prandio seu post prandium una parte reliqua legantur in sequenti sero vel in [76] prandio diei proximo venturi. Concedimus eciam Priori licenciam quod talis lectio, que deberet fieri in uno quolibet mense, per eum dispensatorie differri seu omitti possit usque

ad primam diem mensis proximo sequentis et non ultra, sub pena perjurii, nec volumus etiam quod talis licencia in consuetudinem deducatur.

L. — Item, quia que de novo emergunt, solent novo auxilio indigere, licenciam damus atque concedimus Abbati, Tractatoribus et Diffinitoribus sepe dictis, ut, cum aliqua necessitas de novo suborta fuerit, valeant, rationabili favente causa, cum Priore et Collegio vel eorum singulis super aliquo statutorum presencium, prout causa poposcerit, dispensare, hiis tamen exceptis, in quibus expresse talis eis licencia denegatur. Nolumus tamen quod faciliter et pro quacumque causa dispensent improvide, sed hoc faciant cum bona diligencia et plena informatione et deliberatione prehabita inter eos.

LI. — Item, statuimus et ordinamus quod, si ex bonis, que predictis [77] supererint aut emptionis, donationis vel alio quovis titulo possessiones seu redditus dicte domus nostre augmentum susciperent, in futurum scolarium numerus, secundum quod nobis, quamdiu in humanis vixerimus, aut, post nostri decessum, prefatis Abbati, Tractatoribus et Diffinitoribus videbitur, et consideratis ipsis facultatibus predictorum, tamen Religionis et Ordinis augeatur, qui sic augmentati, sicut [78] et ceteri de Collegio prefato, Priori subsint in omnibus et gaudeant eciam privilegiis et libertatibus [79] antedictis.

In quorum fidem et testimonium, presentes litteras fieri ac sigilli nostri, una cum signo et subscriptione ipsius notarii, mandavimus munimine roborari. Has dictiones, in interliniari de nostri mandato positas, videlicet *ex privilegio vel de jure,* confirmantes et etiam approbantes.

Datum et actum Bononie, in domo habitationis nostre, anno a Nativitate Domini millesimo trecentesimo sexagesimo octavo, die tertiadecima mensis Aprilis, indictione sexta, pontificatus sanctissimi patris domini nostri, domini Urbani, divina providentia pape quinti, anno sexto, presentibus venerabilibus in Christo patribus, dominis Pilio Paduano et Johanne Sermenii, episcopis, ac Stephano, abbate monasterii Sancti Victoris prope Massiliam, necnon circumspectis viris, dominis Geraldo Testa, Aquensis ac Bajocensis ecclesiarum canonico, Petro Alfonsi de Toleto, abbate seculari Vallisoleti, Valentinensis diocesis, ac Johanne Sauner, canonico Leodiensi, decretorum doctoribus, et fratre Petro Biussaenis, presbitero ordinis Sancti Johannis Jerosolimitani, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

Et ego, Nycolaus Lediseur, Laudunensis diocesis, publicus Apostolica auctoritate notarius scribaque prefati reverendissimi patris et domini, domini Cardinalis, dum per eundem dominum meum Cardinalem premissa statuta omnia et singula ordinarentur, statuerentur et fierent, presens interfui, eaque, de ipsius domini precepto, anno, mense, die, indictione, pontificatu et loco predictis, coram et in presentia dictorum testium, ut melius potui, publicavi presentesque litteras, propria manu scriptas, ipsis me subscribens, ad mandatum ejusdem domini mei Cardinalis, una cum sui appensione sigilli, signo meo solito signavi, requisitus veritati testimonium perhibere. Interliniare continens *ex privilegio vel de jure* approbans in testimonium veritatis. Nulli ergo etc. nostre confirmationis et suppletionis infringere etc. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, v. kal. Maii, anno sexto.

Orig. : Biblioth. de la ville de Lunel (Hérault), mss. sæc. XIV (ms. in-12 sur parch. de 39 feuillets) ; Arch. du Vatican, *Reg. Indult.* (n° 257), fol. 69-74.

1. tales. — 2. En interligne, d'une écriture du XVIe s. : *et ordinamus.* — 3. En interligne : *ex tunc.* — 4. En interligne, les deux mots précédents transposés : *Diffinitoribus et Tractatoribus.* — 5. En interligne : *malum.* — 6. En interligne : *dictæ.* — 7. *que* ajouté de la même écriture du XVIe s. — 8. En interligne : *ipsam.* — 9. modum. — 10. En interligne : *are* au-dessus de celebret. — 11. En interligne : *teneatur.* — 12. En marge : *communibus.* — 13. En marge : *prefatus.* — 14. En marge, d'une écriture du XVe s. : et per totum annum, si voluerint, precipiente priore per alia privilegia Urbani : hoc dicit Th[o]ma (?) de Asperis in sua sumulanda (?). — 15. En marge : *teneatur.* — 16. Epiphonia. — 17. Parascave. — 18. En interligne : *ante*(dictis). — 19. En interligne : *precedentis.* — 20. deputatur. Correction en interligne. — 21. En interligne : *ad refectionem in refectorio.* — 22. En interligne: *et.* — 23. En interligne : *super*(venerint). — 24. En interligne : *tunc.* — 25. Mot en interligne. — 26. Mot en marge. — 27. casuo. — 28. En interligne : *capituli.* — 29. Mot en interligne. — 30. Mot en marge. — 31. En interligne : *particulariter omnia,* mots barrés dans le texte. — 32. loca. — 33. *præ*(dicto). — 34. Mot barré, répété en interligne après le mot suivant. — 35. En marge, d'une écriture du XVe s. : *et de hoc sint bene cauti omnes.* — 36. Mot barré. En interligne : *infirmitatibus.* — 37. En interligne : *et perfecto,* mots barrés dans le texte. — 38. En interligne : (stud)*endi.* — 39. En marge du statut XXXIV, d'une écriture du XVIe s. : *Les prieurs et autres religieux... qui ne sunt du nombre dudit College peuvent demeurer audit College en payant leurs despens et non autrement.* — 40. Mot barré. En interligne :

si. — 41. En marge : *et intus sollicite et cum diligentia reponatur.* — 42. Mot répété. — 43 et 44. Mots barrés (XVI^e s.). — 45. En marge : *ac de administratione.* — 46. Mot barré. En interligne : *ac.* — 47. En marge : *et.* — 48. Mot barré (XVI^e s.). — 49. Per. Corrigé en *pro* (XVI^e s.). — 50. En interligne : *dicto.* — 51. Mot barré. En interligne avant : provisionem. — 52. Mot barré (XVI^e s.). — 53. En interligne : (inven)*irent.* — 54. Mot barré. — 55. En interligne : *provenientibus.* — 56. Mot barré et ajouté en interligne après le suivant. — 57. En interligne : (thesaur)*arius.* — 58. Corrections en interligne et à la suite des 3 mots précédents : *ad Collegium ipsum.* — 59. En interligne : *ad.* — 60. En interligne : *nec.* — 61. En interligne : *nocians* (?). — 62. En marge : *unam.* — 63. En interligne : *sit.* — 64. Mot barré et ajouté en marge après : acceptet. — 65. Mot barré et ajouté en interligne après : Prior. — 66. En interligne: *repererit* (invenerit barré). — 67. Mot barré et ajouté en interligne après : mulier. — 68. En interligne : *delicti mater.* — 69. En interligne : *dis*(stricte). — 70. En marge : *seu*(mon.). — 71. En interligne : *quam.* — 72. En interligne : *et adimpleturos.* — 73. Mot barré. En interligne : *causis.* — 74. En interligne : *omnia* (deux fois). — 75. Mot barré. En interligne : *aliquid.* — 76. Mot ajouté en interligne. — 77. En interligne: *scholaribus.* — 78. sicud. — 79. Le ms. de Lunel étant incomplet et s'arrêtant au milieu du mot *libertatibus,* la fin des statuts a été suppléée d'après le texte du Vatican.

---

142. — *Procès entre l'École de Droit et les Consuls de Montpellier, au sujet des droits sur l'entrée des vivres.* — Montpellier, 7 avril 1367, 1^er avril, 28 juin, 14 juillet et 18 août 1368.

Causa Juristarum contra dominos Consules super facto albaranorum.

Causa comissionis regie vertens in curia regia Montispessulani et coram venerabili et circumspecto viro, domino Arnaudo de Lar, domini nostri regis secretario et pro ipso rectore regio Montispessulani comissarioque ad infrascripta per illustrissimum principem dominum, dominum Ludovicum, regis condam Francie filium, domini nostri regis germanum ac locumtenentem domini nostri, Francie regis, in partibus Occitanis, ducem Andegavensem et comitem Cenomanensem, deputatum inter rectorem seu universitatem studii utriusque Juris Montispessulani, agentem, ex una parte, et

consules seu universitatem Montispessulani, ex altera, sequitur in hec verba :

In nomine Domini, amen. Anno ejusdem Incarnacionis millesimo trescentesimo sexagesimo octavo et die Veneris intitulata decima octava mensis Augusti, domino Karolo, Dei gracia Francorum rege, regnante, noverint universi et singuli, presentes pariter et futuri, quod, existens sive personaliter constitutus in parte regia Montispessulani et ante curiam regiam dicte partis, in presencia venerabilis et circumspecti viri, domini Arnaudi de Lar, domini nostri, Francorum regis, secretarii et pro ipso rectoris regii Montispessulani, videlicet venerabilis et circumspectus vir, dominus Aymo Sicalsi, bacallarius in decretis, rector universitatis studii utriusque Juris Montispessulani, et presentavit et hostendit et exhibuit dicto domino rectori quasdam patentes litteras, in pargameno scriptas, ab illustrissimo principe, domino Ludovico, regis condam Francie filio, domini nostri regis germano ac locumtenente ejusdem in partibus Occitanis, duce Andegavensi et comite Cenomanensi, emanatas et ejus sigillo, cera rubea, impendenti sigillatas, ut in eisdem apparebat, quarum quidem litterarum tenor talis est :

Ludovicus, regis condam Francorum filius, domini nostri regis germanus ejusque locumtenens in partibus Occitanis, dux Andegavensis et comes Cenomanensis, rectori regio et bajulo Montispessulani aut eorum locatenentibus, salutem. Ad supplicacionem rectoris universitatis studii utriusque Juris Montispessulani, graviter conquerentis quod consules dicte ville privilegia, per dictum dominum meum regem atque nos dicte universitati tam [in] immittendo victualia quecumque infra dictam villam ad provisionem studencium libere et absque impedimento quocumque, hostenso solum sigillo rectoris ipsius universitatis, quam super aliis graciose in favorem apicis scientie adquirende concessa, de die in diem infringere non desinunt maliciose, voluntarie et sine causa, sicut dicunt, mandamus vobis et vestrum cuilibet, si opus fuerit, comictendo, quatinus dictos consules et universitatem dicte ville ad tenendum inviolabiliter et observandum dicta privilegia, de quibus liquebit, de puncto ad punctum, juxta ipsorum privilegiorum seriem et tenorem, per bonorum suorum et universitatis dicte ville captionem penarumque seu multarum imposicionem et declaracionem et alias forcius et

virilius, si opus fuerit, compellatis, taliter quod ob vestri deffectum nulla amodo de premissis nobis refferatur querela. Datum apud Villam Novam prope Avinionem, die quarta decima Julii, anno Domini millesimo trescentesimo sexagesimo octavo. — Per dominum ducem, ad relationem consilii. Bestour.

Quibus quidem litteris hostensisque et presentatis, idem dominus Aymo, quo supra nomine, peciit et requisivit, per dictum dominum rectorem et comissarium in dictis litteris nominatum, contenta in dictis litteris adimpleri et easdem ac contenta in ipsis exequcioni debite demandari dictaque privilegia, de quibus in dictis litteris fit mencio, per dictos consules et universitatem inviolabiliter observari et teneri, juxta formam et tenorem earumdem, licterasque et servientes ad premissa opportunas sibi, nomine antedicto, concedi petendo. Et dictus dominus rector et comissarius, receptis dictis licteris, sibi presentatis exhibitisque et hostensis, cum omni reverencia et honore, quibus decet, obtulit se fore paratum contenta in dictis litteris adimplere et easdem debite demandari exequcioni dictaque privilegia, de quibus in dictis litteris habetur mencio, per dictos consules et universitatem dicte ville Montispessulani, juxta et secundum formam et tenorem eorumdem, teneri et observari facere, ipsis sibi tamen traditis et facta fide de eisdem, licterasque et servientes super hoc opportunas in forma debite concedendo in hec verba :

Arnaudus de Lar, domini nostri, Francorum regis, secretarius et pro ipso rector Montispessulani, comissariusque ad infrascripta per illustrissimum principem, dominum Ludovicum, regis condam Francorum filium, domini nostri regis germanum ac locumtenentem ejusdem in partibus Occitanis, ducem Andegavensem et comitem Cenomanensem, specialiter deputatus, Johanni de Viossa, servienti regio Montispessulani seu cuicumque alteri servienti regio Montispessulani, salutem. Licteras patentes, dictam meam comissionem continentes, nos recepisse noveritis sub hiis verbis :

Ludovicus, regis quondam Francorum filius...

Datum apud Villam Novam prope Avinionem, die quarta decima Julii, anno Domini millesimo trescentesimo sexagesimo octavo. — Per dominum ducem, ad relacionem consilii. Bestour [1].

Quarum quidem licterarum [2] virtute et auctoritate, vobis et vestrum cuilibet precipimus et mandamus quatinus dictis consulibus et aliis personis, de quibus fueritis requisiti, ex parte regia et virtute et auctoritate dicte mee comissionis, inhibeatis et injungatis, quibus nos, per earum solam exhibicionem, inhibemus et injungimus ne dicti studentes, in inmictendo infra villam Montispessulani eorum victualia, juxta formam et tenorem dictorum suorum privilegiorum, perturbent, impediant seu molestent, ymo eosdem studentes, juxta tenorem eorumdem privilegiorum dicta victualia sua infra dictam villam inmictere libere et absque impedimento quocumque permitant, intimantes eisdem consulibus quod, nisi a premissis se abstinuerint, contra eosdem, juxta formam dicte nostre comissionis, procedemus, prout justitia suadebit, si vero dicti consules aut aliquis alter adversus premissa se opponere voluerint et causas racionabiles proponere adversus predicta, eisdem ad se opponendum et comparendum coram nobis, in curia nostra, horam vesperorum presentis diei assignetis. Reddite litteras sigillatas, nos de premissis certifficantes. Datum in Montepessulano, die decima octava Augusti, anno Domini millesimo trescentesimo octavo. Poncius.

Postque vero, anno et die quibus supra et hora vesperorum, existens sive comparens in dicta curia et coram venerabili et circumspecto viro, domino Symone de Agusano, domini nostri, Francorum regis, clerico et pro ipso judice regio Montispessulani, Aquarum Mortuarum et Sumerdrii locumquetenentis dicti domini rectoris et comissarii, prout de ejus locumtenentia constat quibusdam patentibus litteris in pargameno scriptis, a dicto domino rectore et comissario emanatis et sigillo dicti sui officii autentico impendenti, ut in eisdem legitur et prima facie apparet, sigillatis, quarum quidem litterarum dicte locumtenentie tenor talis est:

Patheat universis, tam presentibus quam futuris, quod nos, Arnaudus de Lar, domini nostri, Francorum regis, secretarius et pro ipso rector Montispessulani, confidentes ad plenum et non immerito de probitate, sciencia, legalitate, sufficiencia et factorum experiencia approbatis venerabilium et circumspectorum virorum, dominorum Hugonis de Porta, in legibus licenciati, judicis sigilli regii Montispessulani, Symonis de Agusano, jurisperiti, judicis ordinarii regii Montispessulani, Aquarum Mortuarum et Sumerdrii,

ac Arnaudi Berengarii, burgensis Montispessulani, revocando quoscumque alios locumtenentes nostros, per nos hactenus constitutos, ipsos dominos judices et Arnaudum locumtenentes nostros facimus, constituimus ac eciam ordinamus per presentes, quandiu nos abesse vel adesse contingerit et nostre placuerit voluntati, dantes et concedentes eisdem locumtenentibus nostris, et eorum cuilibet in solidum, plenam, generalem et liberam potestatem et speciale ac generale mandatum omnes et singulas causas, tam ordinarias quam extraordinarias, et comissionum, tam regiarum quam aliarum quarumcumque, nobis jam factarum et in futurum faciendarum, audiendi, videndi, examinandi, decidendi et fine debito terminandi, sententiam et sententias, tam interloqutorias quam diffinitivas et alias quascumque proferendi et promulgandi, decreta quecumque in quibuscumque causis, si necesse fuerit, interponendi et demum sen[ten]cialiter omnia universa et singula faciendi, dicendi et excercendi, que nostro incumbunt officio facienda et que nos faceremus et facere possemus, si in predictis personaliter adessemus, mandantes omnibus domini nostri regis subditis, non subditos in jure subsidium requirentes, ut dictis nostris locumtenentibus et eorum cuilibet in solidum, in hiis que ad dictum nostrum prefatum rectorie pertinent officium, pareant, hobediant efficaciter et intendant, sicut nobis, prestentque, si opus fuerit, auxilium, consilium, favorem et juvamen, sicut nobis. In cujus rei testimonium, sigillum autenticum dicte nostre curie hiis presentibus litteris duximus apponendum. Datum in Montepessulano, die septima Aprilis, anno Domini millesimo trescentesimo sexagesimo septimo.

Videlicet dictus dominus Aymo, rector preffatus, dixit et coram dicto domino judice et locumtenente dicti domini rectoris et comissarii, proposuit fuisse de mandato dicti domini rectoris et comissarii et virtute litterarum preinsertarum, inhibitum et injunctum consulibus Montispessulani, ut dictam Universitatem dicti Studii ac studentes ejusdem Universitatis, in inmictendo eorum victualia seu eorum provisionem infra villam Montispessulani, perturbent, vexent seu inquietent aut aliquod impedimentum prestari perturbarique, vexari aut inquietari vel molestari faciant, juxta formam et dictorum suorum privilegiorum, eisdem concessorum, cum intimatione quod, si dicti consules aliquod impedimentum darent, prestarent, darique aut prestari fa-

cerent in premissis, quod contra ipsos procedetur juxta formam et tenorem dictarum litterarum, eisdemque fuisse assignatum ad se opponendum, si adversus premissa et contenta in dictis litteris opponere vellent, ad quam quidem opposicionem faciendam fuit eisdem assignata ad comparendum coram dicto domino rectore et comissario aut ejus locumtenente hora vesperorum presentis diei, prout de predictis constat et fidem facit per quoddam prima facie publicum instrumentum, in notam sumptum per magistrum Poncium Ourreti, notarium regium et cause presentis, cujus quidem instrumenti tenor talis est:

In nomine Domini, amen. Anno ejusdem Incarnacionis millesimo trescentesimo sexagesimo octavo et die decima octava mensis Augusti, domino Karolo, Dei gratia Francorum rege, regnante, noverint universi et singuli, presentes pariter et futuri, quod, receptis per Johannem de Cornilhano, servientem regium Montispessulani, quibusdam patentibus litteris, in papiro scriptis, a venerabili et circumspecto viro, domino Arnaudo de Lar, domini nostri, Francorum regis, secretario et pro ipso rectore regio Montispessulani comissarioque ad infrascripta per illustrissimum principem dominum, dominum Ludovicum, regis condam Francorum filium, domini nostri regis germanum ac locumtenentem domini nostri, Francorum regis, in partibus Occitanis, ducem Andegavensem et comitem Cenomanensem, deputato, emanatis et sigillo dicti sui officii cera rubea a tergo earumdem, ut prima facie apparebat, sigillatis, quarum quidem licterarum tenor talis est:

Arnaudus de Lar, domini nostri, Francorum regis, secretarius et pro ipso rector Montispessulani comissariusque ad infrascripta per illustrissimum principem dominum, dominum Ludovicum, regis condam Francorum filium, domini nostri regis germanum ac locumtenentem ejusdem in partibus Occitanis, ducem Andegavensem et comitem Cenomanensem, specialiter deputatus, Johanni de Brossa, servienti regio Montispessulani, seu cuicumque alteri regio servienti Montispessulani, salutem. Litteras patentes, dictam nostram comissionem continentes, nos recepisse noveritis sub hiis verbis:

Ludovicus, regis condam Francorum filius, domini nostri regis germanus ejusque locumtenens in partibus Occitanis, dux Andegavensis et comes Cenomanensis...

Datum apud Villam Novam prope Avinionem, die quartadecima Julii, anno Domini millesimo trescentesimo sexagimo octavo. Per dominum ducem, ad relacionem consilii. Bestour [3].

Quarum quidem licterarum virtute et auctoritate, vobis et vestrum cuilibet precipimus et mandamus quatinus dictis consulibus ac aliis personis, de quibus fueritis requisiti, ex parte regia et virtute et auctoritate diete nostre comissionis, inhibeatis et injungatis, quibus nos, per earum solam exhibicionem, inhibemus et injungimus, ne dictos studentes in inmictendo infra villam Montispessulani eorum victualia, juxta formam et tenorem dictorum suorum privilegiorum, perturbent, impediant seu molestent, ymo eosdem studentes, juxta tenorem et formam dictorum suorum privilegiorum, perturbent, impediant seu molestent, ymo eosdem studentes, juxta tenorem eorumdem privilegiorum, dicta victualia sua infra dictam villam immictere libere et absque impedimento quocumque permitant, intimantes eisdem consulibus quod, nisi a premissis se abstinuerint, contra eosdem, juxta formam dicte nostre comissionis, procedemus, prout justicia suadebit; si vero dicti consules aut aliquis alter adversus premissa se opponere voluerint et causas rationabiles proponere adversus predicta, eisdem ad se opponendum et comparendum coram nobis in curia nostra horam vesperorum presentis diei assignetis. Reddite litteras sigillatas, nos de premissis certifficantes. Datum in Montepessulano, die decima octava Augusti, anno Domini millesimo trescentesimo sexagesimo octavo. Poncius.

Accessit personaliter una mecum, notario regio infrascripto, ad presentiam providorum virorum, Guillermi Dominici, Guillermi de Agriffolio, Guillermi Folcault, Petri de Campis, Bernardi Texerii, Hugonis Fabri, consulum Montispessulani, et eisdem et cuilibet ipsorum, nomine eorumdem et nomine aliorum consulum dicte ville Montispessulani, inhibuit et injunxit, modo et forma in dictis litteris contentis et juxta formam et tenorem eorumdem, de quibus peciit sibi fieri publicum instrumentum per me, notarium suprà et infrascriptum. Quibus quidem inhibicioni ac injunctioni, per dictum servientem factis, dicti consules, nomine ipsorum et aliorum consulum dicte ville, dixerunt se non consentire, in quantum juri ipsorum et juri dicte ville seu universitatis ejusdem prejudicare possent, petentes nichi-

lominus copiam dictarum litterarum sibi fieri et concedi. Et nichilominus dictus serviens inhibuit, precepit et injunxit et alias egit in omnibus et per omnia, prout supra, copiam tamen dictarum litterarum eisdem consulibus concedendo, de quibus iterato pecierunt sibi fieri publicum instrumentum per me, notarium supra et infrascriptum. Acta fuerunt hec in domo dicti consulatus dicte ville Montispessulani et fuerunt horum testes presentes, magistri Petrus Egidii, Leonardus Peyrussoni, notarii regii et dicte domus, et ego, Poncius Ourreti, notarius auctoritate regia publicus, qui de premissis requisitus notam recepi et hoc instrumentum in hoc presenti instrumento inserui.

Qua fide facta de dictis precepto, inhibicione et injunxione, dictus dominus rector Universitatis predicte iterato et ad cauthelam exhibuit et presentavit dictas litteras originales, in earum prima figura, in presencia partis adverse, si compareret, aut, in ejus contumacia, quam accusat, nisi compareat, et peciit et requisivit, in ejus presencia aut contumacia, ut est dictum, dicta privilegia, dicte Universitati concessa, de quibus habetur mencio in dictis litteris, juxta formam et tenorem dictarum licterarum, per dictum dominum judicem et locumtenentem dicti domini rectoris et comissarii, de puncto in punctum observari et dictas litteras suum sortiri effectum et nichilominus litteras fortiores, si sit necesse, dicte Universitati dari et concedi contra dictos consules.

Comparuit ibidem, ex adverso, discretus vir, magister Laurencius Sazi, jurisperitus, procurator et sindicus dictorum dominorum consulum Montispessulani, prout dixit, citra tamen omnem contensionem juris et jurisdictionis prorogacionem, quam facere non vult nec intendit in dictum dominum judicem et locumtenentem dicti domini rectoris et comissarii se dicentis, nisi si et in quantum de jure reperiretur astrictus, et, cum pars adversa legitime non compareat, peciit ipsum reputari contumacem et poni in contumacia et deffectu et in ejus contumacia, quem accuset, cum sit ex parte actoris et de jure debet venire instructus, peciit se, quibus supra nominibus, a presenti examine licenciari et omnia processa ex parte dicte partis adverse revocari de expensis contra eandem partem adversam protestando, quas ponit et extimat, judiciali taxatione semper salva, in viginti franchis auri,

alias, si secus procedatur, protestatus fuit de gravamine, juris denegacione et de habendo recursum ad superiorem.

Et dictus dominus rector dicte Universitatis, cum dictus magister Laurencius non faciat fidem de mandato suo pretenso, peciit ipsum in expensis condempnari, dicendo, petendo et requirendo nichilominus in omnibus et per omnia, prout supra, non obstantibus ex adverso dictis petitis et requisitis, dicto vero magistro Laurencio Sazii, quibus supra nominibus, non consenciente, in quantum juri suo, quo supra nomine, prejudicare possent, dicente, petente et requirente in omnibus et per omnia, prout supra.

Et dictus dominus judex et locumtenens dicti domini rectoris et comissarii dictis partibus et cuilibet ipsarum ad comparendum in causa presenti legitime et alias, ad faciendum quod fuerit rationis de et super premissis, hinc inde dictis, petitis et requisitis, diem lune proximam assignavit.

Cui quidem assignacioni, per dictum dominum judicem et locumtenentem dicti domini rectoris et comissarii facte aut alteri faciende, dictus magister Laurencius Sazi, quibus supra nominibus, dixit se non consentire, in quantum juri partis sue prejudicare posset. Et nichilominus dictus dominus judex et locumtenens dicti domini rectoris et comissarii assignavit et alias egit in omnibus et per omnia, prout supra.

Ad quam quidem diem lune supra proxime assignatam dictis partibus et cuilibet ipsarum, intitulata die vicesima prima mensis Augusti, hora vesperorum, comparuit in dicta curia et coram dicto domino judice et locumtenente dicti domini rectoris et comissarii, videlicet discretus vir, magister Johanes de Ponte, bacallarius in decretis, procurator et nomine procuratorio universitatis utriusque Studii Montispessulani, fidem faciens de ejus procuracione et potestate per quoddam prima facie publicum instrumentum, in notam sumptum, scriptum et signatum per magistrum Johannem de Pino, notarium auctoritate regia publicum, sub anno Domini millesimo trescentesimo sexagesimo octavo et die vicesima octava mensis Junii, hora terciarum vel circa, cujus quidem instrumenti dicte procuracionis seu potestatis tenor talis est:

In nomine Domini, amen [1]. Anno Incarnacionis ejusdem millesimo trescentesimo sexagesimo octavo et die vicesima octava mensis Junii, hora tercie

vel circa, serenissimo principe, domino Karolo, Dei gracia Francorum rege, regnante, noverint universi quod, convocata et congregata venerabili universitate dominorum juristarum utriusque Juris Studii Montispessulani, infra ecclesiam Sancte Eulalie, ad sonum campane, virtute denunciacionis per bedellum generalem seu alium, ejus nomine, cum quibusdam cedulis hodierna die, hora doctorali, in singulis scolis dominorum doctorum in dicto Studio actu legentium, ut est fieri consuetum, facte specialiter pro infrascriptis peragendis, in qua quidem convocacione seu congregacione interfuerunt venerabilis, nobilis [5] et religiosus vir, dominus Aymo Fecalci, prior Sancti Gregorii in Sabaudia, bacallarius in decretis rectorque universitatis predicte, et nonnulli domini nobiles, in dicto Studio studentes, ac discreti viri, domini Hermannus de Kallier, Bercherus de Dycova, Raymundus Balesterii, bacallarii in legibus, et Johannes de Ponte, bacallarius in decretis, ejusdem Universitatis consiliarii ac eciam quamplurimi alii, venerabiles et circumspecti viri domini, domini licentiati, bacallarii et scolares actu legentes seu studentes in dicto Studio, tam in Jure canonico quam in Jure civili, ejusdem Universitatis jurati majorem et saniorem partem ipsius Universitatis eorum dicta facientes, ipse, inquam, dictus dominus rector, de et cum consilio, voluntate, licencia, scientia et auctoritate ac expresso assensu et concensu dictorum dominorum nobilium, consiliariorum, licenciatorum, bacallariorum et scolarium ejusdem Universitatis, jura eorum, ibidem presentium, volentium et auctorisantium, quod ipsi domini nobiles, consiliarii, licenciati, bacallarii et scolares, majorem et saniorem partem ejusdem Universitatis facientes, asseruerunt fore verum, cum hoc vero et publico instrumento, firmiter valituro, in mei, notarii publici, et testium infrascriptorum presencia, fecit idem dominus rector, constituit et nominavit ac eciam ordinavit suos ac Universitatis predicte et singulorum de eadem certos, veros, legitimos et indubitatos procuratores, actores, factores et negociorum suorum ac Universitatis predicte gestores, discretos viros, dominos Johannem de Vabriaco, licenciatum in legibus, Petrum de Mice, Johannem de Ponte, bacallarios in decretis, Raymundum Balesterii, Johannem Mistralis de Confleto, bacallarios in legibus, Guiffredum Monachi, sacristam ecclesie Sancti Gregorii in Sabaudia, canonicum regularem, studentem in dicto Studio, dominum Johannem Chavacelli, licenciatum in

legibus, et magistrum Hugonem Cucelli, notarium, et eorum quemlibet in solidum, ita quod non sit melior condicio occupantis, sed quod unus ipsorum inceperit, alter prossequi, mediari valeat et finire, scilicet ad se representandum, nomine procuratorio ipsius domini rectoris ac Universitatis predicte et singulorum de eadem, semel et pluries, coram inclito principe domino, duce Andegavensi, fratre et locumtenente dicti domini nostri, Francorum regis, in partibus Occitanis, et coram metuendis dominis, magistris requestarum hospicii, et in curia dicti domini ducis et coram eciam quibuscumque dominis consiliariis dicti domini ducis et locumtenentibus et aliis quibuscumque magistratibus, officialibus et comissariis regiis, quacumque auctoritate et potestate fungentibus, et ad prossequendum coram eis et quolibet eorum seu eorum altero quamdam causam, ad dictam curiam interjectam et introductam, inter ipsum dominum rectorem ac Universitatem predictam et singulos de eadem, ex parte una, et nonnullos cultores Montispessulani ac servientes curie domini bajuli dicti loci, et alias certas personas, ex parte altera, de et super aliquibus injuriis, per ipsos cultores, servientes et alias personas in ipsam Universitatem aut singulos vel aliquos de eadem illatis, ac omnes et singulas alias causas, lites et questiones, motas et movendas, tam per ipsam Universitatem et singulos de eadem, quam contra ipsam et quascumque litteras, nomine Universitatis predicte et singulorum de eadem petendas, impetrandas et obtinendas et de eis liberaliter utendo et nichilominus ad agendum et comparendum, nomine dicti domini rectoris ac Universitatis predicte et singulorum de eadem petendum, impetrandum et obtinendum et de eis liberaliter utendum et nichilominus ad agendum et comparendum, nomine dicti domini rectoris ac Universitatis predicte et singulorum de eadem, in dicta domini ducis curia et in quacumque alia curia et loco et coram quibuscumque judicibus ordinariis vel extraordinariis, delegatis vel subdelegatis, seu comissariis, aut coram aliis quibuscumque magistratibus et personis, quacumque fungentibus potestate et in quocumque loco et in quacumque curia, ecclesiastica vel seculari, et eciam ad excipiendum, proponendum et protestandum, replicandum, supplicandum judicem seu judices recusandum et petendum, libellum, libellos et alias peticiones, supplicaciones et requestas quascumque dandum, offerendum et petendum, litem seu lites contestandum et specialiter de calumpnia et de veritate dicenda

in animas ipsius domini rectoris et ceterorum ipsius Universitatis juratorum et cujuslibet eorum jurandum et cujuslibet alterius generis juramentum prestandum, subeundum, ponendum, respondendum, testes, instrumenta et alias quaslibet probaciones legitimas producendum et in contrarium productas repellendum, videndum testes, juratos impugnandum, obiciendum, reprobandum, in causis concludendum, judicia vanandum, sententiam et sententias diffinitivas vel interloqutorias, arrestum seu arresta quecumque petendum et audiendum et, si necesse fuerit, ab eo seu ab eis et a quocumque alio gravamine appellandum, appellaciones et causas appellacionum prossequendum, unum et plures procuratorem seu procuratores loco sui substituendum, qui similem habeant potestatem ac eciam eum vel eos revocandum, destituendum et procuracionis officium in se resumendum et demum generaliter ad omnia alia universa et singula faciendum, dicendum et peragendum que in premissis et circa premissa necessaria fuerint ac eciam opportuna et que idem constituens, nomine dicte Universitatis, ac Universitas predicta et singuli de eadem facerent et facere possent, si in premissis personaliter interessent, eciam si mandatum exhigant speciale, promitens idem dominus rector constituens prelibatus, nomine dicte Universitatis, michi, notario infrascripto, ut persone publice stipulanti et recipienti, vice et nomine omnium et singulorum, quorum interest vel intererit, se ac Universitatem predictam ratum, gratum et firmum perpetuo habituros totum et quicquid in premissis et quolibet premissorum per dictos procuratores suos ac Universitatis predicte aut eorum alterum ac substituendum et substituendos ab eis vel eorum altero actum, dictum, factum, gestum, finitum aut alias quomodolibet procuratum et relevare dictos procuratores suos ac Universitatis predicte et singulorum de eadem et eorum quemlibet in solidum ac substituendos ab eis vel eorum altero ab omni onere satisdandi et relevans, nomine antedicto, de presenti promisit michi, notario infrascripto, ut supra stipulanti et recipienti, judicio sisti et judicatum solvi cum omnibus suis clausulis universis, sub yppotheca et obligacione omnium bonorum suorum ac Universitatis predicte et singulorum de eadem, presentium et futurorum quorumcumque, cum omni juris renunciacione ad hec necessaria pariter et cauthela. Verumptamen dictus dominus rector constituens prelibatus et ceteri domini nobiles, consiliarii, licenciati, bacallarii et scolares ejusdem Universitatis

jurati ac eorum quilibet dixerunt quod pro presenti procuracionis instrumento et contentis in eodem non intendunt eisdem procuratoribus, per ipsum dominum rectorem nomine dicte Universitatis supra constitutis, seu eorum alteri ac substituendi ab eis seu eorum altero, de et pro predictis aliquam dare potestatem agendi criminaliter modo aliquo ad penam seu g[ra]vius, sed tantummodo civiliter agere volunt et intendunt dicti dominus rector et ceteri domini ejusdem Universitatis jurati, ibidem congregati, et eorum quilibet, ad finem ne irregularitatem incurrant, premissorum omnium et singulorum pretextu et occasione, et de hiis dictus dominus rector, nomine suo proprio ac nomine Universitatis predicte et singulorum de eadem et ceteri domini studentes pro predictis ibidem congregati ac eorum quilibet fuerunt sollempniter et legitime protestati ; de quibus omnibus et singulis predictis dictus dominus rector et ceteri domini ibidem congregati pecierunt eis ac Universitati predicte fieri publicum et publica instrumenta per me, notarium infrascriptum, dictandum et dictanda consilio et dictamine unius vel plurium in jure peritorum, facti tamen substancia in aliquo non mutata. Acta fuerunt hec omnia predicta in Montepessulano et infra dictam ecclesiam Sancte Eulalie, ipsis dominis rectore et studentibus ibidem convocatis, ut supra. Testibus presentibus, discreto viro domino, domino Petro Guasqui, legum doctore, Berengario de Riaria, clerico simpliciter tonsurato, habitatore Montispessulani, et me, Johanne de Pino, publico dicti domini nostri, Francorum regis [6], et ejus auctoritate notario, qui de premissis requisitus notam recepi hocque instrumentum inde manu mea propria scripsi et signo meo solito sequenti signavi, in testimonium omnium premissorum.

Qua fide facta de dicta procuracione seu actione, dictus magister Johannes de Ponte, quo supra nomine, iterato et ad cauthelam exhibuit, hostendit et produxit dictas licteras originales, dicto domino rectori et comissario aut ejus locumtenenti directas, et hoc in presencia dicte partis adverse, si compareat, si vero non compareat, peciit ipsam reputari contumacem et poni in contumacia et deffectu et in ejus contumacia vel in ejus presencia, si compareat, ut est dictum, peciit et requisivit contenta in dictis litteris adimpleri et easdem et contenta in ipsis exequcioni debite demandari de puncto in punctum, juxta ipsarum licterarum seriem, continentiam et

tenorem, dictaque privilegia per dictos dominos consules, juxta formam eorumdem, observari.

Comparuit ibidem, ex adverso, dictus magister Laurencius Sazi, procurator et nomine procuratorio seu sindicus dictorum dominorum consulum ville Montispessulani, prout de ejus procuracione seu potestate constat quodam publico instrumento, in notam sumpto, scripto, ut in eodem legitur, et signato per magistrum Petrum Egidii, notarium auctoritate Apostolica publicum, sub anno Nativitatis Domini millesimo trescentesimo sexagesimo octavo et die prima mensis Aprilis, cujus quidem instrumenti dicte procuracionis tenor talis est :

In nomine Domini nostri Jhesu Christi, amen [7]. Anno Nativitatis ejusdem millesimo trescentesimo sexagesimo octavo et die prima mensis Aprilis, indictione sexta, pontifficatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri, domini Urbani, divina providencia pape quinti, anno sexto, et illustrissimo principe, domino [Karolo], Dei gracia Francorum rege, regnante, noverint universi et singuli quod nos, Guillermus Dominici, Petrus Ymberti, Bernardus Texerii, Guillermus Folcaudi, Guillermus de Agrifolio, Petrus de Campis, Hugo Fabri, Raymundus de Ayrico et Jacobus Jumi, consules ville Montispessulani, nominibus nostris et nominibus Johannis Henrici, Johannis Claparede et Stephani de Montejudeo, conconsulum nostrorum pro nunc absencium, citra revocacionem aliorum procuratorum, sindicorum, actorum, yconomorum nostrorum, per nos alias constitutorum, cum hoc vero et publico instrumento, vice Apostolica continente, facimus, ordinamus et constituimus nostros et dicti nostri consulatus et universitatis procuratores, actores, sindicos et yconomos speciales et generales, scilicet prudentes viros et discretos, magistros Petrum Calvelli, Bernardum Roquete, in legibus licenciatos, Laurencium Sazi, Hugonem de Aulanesio, jurisperitos, Montispessulani, Bernardum Clareti et Raymundum Rubei, jurisperitos, nunc absentes, tanquam presentes, et eorum quemlibet in solidum, ita quod non sit melior condicio primitus occupantis, sed quod per unum eorum inceptum fuerit, alter eorum possit prossequi, mediari et finiri, videlicet ad comparendum et agendum pro nobis, nomine consulario dicte ville ac consulatu, universitate et re publica dicte ville, deffen-

dendum quod nos universitatem, jura, rem publicam et consulatum ipsius in omnibus et singulis causis, litibus et questionibus, tam civilibus quam criminalibus, motis et movendis, tam per quam contra nos, consulario nomine quo supra, dictumque consulatum, universitatem, rem publicam et jura dicte ville in quibuscumque curiis et locis et judicibus, officialibus et magistratibus ordinariis et extraordinariis, delegatis et subdelegatis ac aliis quibuscumque, quacumque fungentibus potestate, dantes et concedentes dictis procuratoribus, sindicis, actoribus et yeconomis nostris et eorum cuilibet in solidum, plenam et liberam potestatem, licentiam et auctoritatem, ut est dictum, agendi, deffendendi, libellos petendi et offerendi, lites contestandi, de calumpnia, de malicia et veritate dicenda in animas nostras et cujuslibet nostrum jurandi et subeundi cujuslibet alterius generis juramentum, testes, instrumenta, licteras et quelibet alia probacionum genera producendi et contra ex adverso producta et producenda dicendi et obiciendi, in causis concludendi, judicia barrandi, sentenciam et sentencias, tam interloqutorias quam diffinitivas, petendi, audiendi et ab eis et a quocumque alio gravamine, nobis, nomine quo supra vel dictis nostris consulatui et universitati, comuniter et divisim, illato et inferendo, si necesse fuerit, appellandi, Appostolos petendi, appellacionesque et earum causas et merita prossequendi, judices, comissarios et notarios suspectos habendi et recusandi et arbitrum seu arbitros eligendi unumque vel plures procuratores loco sui ad predicta substituendi, eosque revocandi et honus ipsius officii in se resumendi, totiens et quando eis vel eorum alteri videbitur faciendum, et generaliter faciendi, dicendi, peragendi et explicandi omnia universa et singula in predictis et circa predicta et circa ea que necessaria fuerint seu eciam opportuna et que causarum et negociorum merita postulant et requirunt et que nos etiam faceremus et facere possemus, si personaliter presentes essemus, etiam si mandatum exhigent speciale vel etiam generale et relevantes dictos procuratores, actores, sindicos et yeconomos nostros et substituendos ab eis vel eorum altero et eorum quemlibet ab omni onere satis dandi, promitimus tibi, notario infrascripto, tanquam comuni et publice persone stipulanti et sollempniter recipienti pro omnibus illis et singulis quorum interest, interit aut interesse potest vel poterit, judicio sisti et judicatum solvi cum suis clausulis universis, ratumque, gratum et firmum nos perpetuo habi-

turos promitimus totum et quicquid per dictos procuratores, actores, sindicos et ycconomos nostros, aut substituendos ab eis vel altero ipsorum seu alterum eorumdem, in premissis et circa ea actum, dictum, factumve fuerit seu alias quomodolibet procuratum ac si nobiscum et per nos personaliter actum foret, constituimus vos inde, pro eis et eorum quolibet, penes te, dictum notarium, stipulantem ut supra, fidejussores et principales debitores et partitores, sub efficaci yppotheca et obligacione nostri, nomine quo supra, et omnium singulorum bonorum, rerum et jurium dicti nostri consulatus et universitatis, presentium et futurorum, et cum omni renunciacione juris ad hoc necessaria pariter et cauthele. Acta fuerunt hec in Montepessulano, in domo consulatus dicti loci et fuerunt testes presentes, dominus Stephanus Bergundionis, presbiter, magister Leonardus Peyrussoni, notarius regius Montispessulani, ad predicta vocati et rogati. Et ego, Petrus Egidii, de Montepessulano, publicus auctoritate Appostolica notarius, qui premissis omnibus et singulis, dum sic agerentur per dictos dominos consules, una cum prenominatis testibus presens fui eaque requisitus et rogatus in notam recepi et per alium grossari feci, aliis negociis occupatus. In cujus rei testimonium, manu mea propria hic me subscribo et signum meum solitum appono.

Qua fide facta de dicta procuratione seu sindicatu per tenorem dicti instrumenti superius inserti, dictus magister Laurencius Sazi, quibus supra nominibus, citra omnem consensum juris et jurisdictionis prorogacionem, quam facere non vult nec intendit in dictum dominum judicem et locumtenentem dicti domini rectoris et comissarii, nisi sit et in quantum de juris necessitate reperiatur astrictus, peciit copiam dictarum licterarum et procuracionis pretense, ex adverso productarum, ut, ea habita, possit deliberare et suum consilium habere, non consenciens nichilominus dictis petitis et requisitis ex adverso, in quantum juri partis sue prejudicare possent, et insuper requisivit dictas licteras revocari, non consenciens eciam quod pars adversa admitatur, nisi si et cum legitime reperiatur comparere, petensque et requirens in omnibus et per omnia, prout supra per eundem, quibus supra nominibus, dictum petitum extitit, quod et requisitum de expensis nichilominus contra partem adversam sollempniter protestando.

Et dictus magister Johannes, procurator antedictus, non consenciens in omnibus quibus supra, ex dictis petitis et requisitis ac allegatis ex adverso, in quantum sibi et parti sue prejudicare possent, peciit, requisivit dictum dominum judicem et locumtenentem, ut supra, dicens nichilominus quod, cum in privilegiis Universitatis predicte contineatur quod, si quis contrafecerit vel attemptaverit, penam centum marcharum argenti domino nostro, Francorum regi, dandam et applicandam, incurrat et ideo cum predicti consules privilegia Universitatis predicte infringant de facto, protestantur contra dictos consules et quemlibet eorum in solidum de dicta pena et de habendo recursum in casu quo justiciam expeditam non invenerint et dictum dominum ducem et locumtenentem, cum predicta Universitas non sit intencionis litigandi cum dictis consulibus, sed summarie et de plano procedatur.

Et dictus dominus Laurencius Sazi, quibus supra nominibus, non consenciit dictis petitis et requisitis ex adverso, in quantum juri dictorum dominorum consulum et universitatis dicte ville Montispessulani prejudicare possent, dixit, peciit, requisivit et alias egit in omnibus et per omnia, prout supra.

Et dictus dominus judex et locumtenens dicti domini rectoris et comissarii, concessa copia dictarum licterarum comissionis predicte et eciam totius presentis processus, parti eam habere volenti, dictis partibus et cuilibet ipsarum ad procedendum in causa presenti et alias eisdem et cuilibet ipsarum ad faciendum quod fuerit super hinc inde petitis et requisitis ac comparendum coram ipso diem Mercurii proximam assignavit.

Cui quidem assignacioni, per dictum dominum judicem et locumtenentem dicti domini rectoris et comissarii facte, tanquam juris arte et breve aut alteri faciende, dictus magister Laurencius Sazi, quibus supra nominibus, dixit se non consentire, in quantum juri dictorum dominorum suorum prejudicare posset. Et nichilominus dictus dominus judex et locumtenens dicti domini rectoris et comissarii assignavit et alias egit in omnibus et per omnia, prout supra.

Qua quidem die Mercurii supra proxime per dictum dominum judicem et locumtenentem dicti domini rectoris et comissarii dictis partibus et cuilibet ipsarum assignata, intitulata vicesima tercia die dicti mensis Augusti, comparuit in dicta curia et coram dicto domino judice et locumtenente dictus

magister Laurencius Sazi, quo supra nomine, citra tamen omnem concensum juris et jurisdictionis prorogacionem, prout supra, et citra etiam dictorum petitorum et requisitorum consensum ex adverso et in contumaciam partis adverse, quam accusat nisi compareat, peciit se licenciari et ipsam partem adversam in expensis condempnari, quas ponit et extimat in viginti franchis auri, judiciali taxatione semper salva.

Et dictus dominus judex et locumtenens dicti domini rectoris et comissarii procuratorem dictorum studencium et partem eorumdem, non comparentes juxta presentis diei et hore assignacionem, reputavit contumacem et posuit in contumacia et deffectu et in ejus contumacia dictum magistrum Laurencium Sazi, quo supra nomine, quo ad presentem dictam, licenciavit, reservato tamen eidem, nomine predicto juranti super expensis contra partem dictorum studencium, si que debeantur.

Quibus dictus magister Laurencius Sazi, quo supra nomine, in quantum pro dictis dominis suis faciunt, consenciit; in quantum vero contra eosdem faciunt et prejudicare possent, dixit se non consentire.

Et nichilominus, per dictum dominum judicem et locumtenentem dicti domini rectoris et comissarii factum fuit ut supra.

Est autem sciendum quod acta precedencia, contenta et descripta in quadraginta sex foliis actorum sunt ab originali libro curie dicti domini rectoris et comissarii extracta et cum eodem correcta. In quorum testimonium, ego, Poncius Ourreti, notarius regius, signum meum hic appono et describo consuetum. P. *(Seing du notaire.)*

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. C, cass. XXII, nº 10 (cahier en pap. de 48 feuillets, dont 2 blancs).

1. Second vidimus de la pièce déjà vidimée p. 516. — 2. En marge : *Ista fuerunt concessa per rectorem parte inaudita.* — 3. Troisième vidimus de la pièce déjà vidimée p. 516. — 4. En marge : *Procuracio ex parte Studii.* — 5. venerabiles nobiles. — 6. rege. — 7. En marge : *Procuracio ex parte consulum.*

143. — *Mandement d'Urbain V, accordant à Jean Culland du Chesne et Marcel d'Inghen, maîtres ès arts, l'exemption de toute juridiction autre que celle de la Cour de Rome.* — Montefiascone, 13 juillet 1369.

Dilectis filiis, Johanni Cullandi de Quercu, Cameracensis, et Marcelio de Inghen, Sancti Severini Coloniensis ecclesiarum canonicis, in Artibus magistris, salutem et Apostolicam benedictionem. Romani Pontificis providentia circumspecta circa statum personarum, studio litterarum insistentium, salubriter dirigendum paterna solicitudine libenter prospicit et intendit que ad ipsorum tranquillitatem et pacem cedere possunt, eis, prout, ipsarum personarum ac locorum et temporum qualitate pensata, expedire cognoscit, libenter concedendo. Cum itaque vos ad Studium Montispessulani, Magalonensis diocesis, ut ibidem in Facultate Artium regatis, legatis et alios actus scolasticos exerceatis presentialiter, in brevi destinare proponamus, nos, volentes personas vestras, propter sincere devotionis vestre merita, quam ad nos et Romanam geritis ecclesiam, illius favoris presidio prosequi, per quod ab oppressionibus et gravaminibus quibuscumque relevari possitis, vestris in hac parte supplicationibus inclinati, vos et vestrum quemlibet, quandiu in Facultate predicta regetis, legetis et alios actus scolasticos exercebitis, ut prefertur, ab omni jurisdictione, dominio et potestate quorumlibet judicum, auctoritate Apostolica, tenore presentium, prorsus eximimus, de gratia speciali, vosque et vestrum quemlibet jurisdictioni Sedis Apostolice volumus immediate subesse, universas excommunicationis, suspensionis et interdicti sententias, nec non quoscumque alios processus, quos contra hujusmodi exemptionis nostre tenorem proferri vel haberi contigerit, decernentes irritos et inanes. Nulli ergo etc. nostre exemptionis, voluntatis et constitutionis infringere etc. Datum apud Montemflasconem, III idus Julii, anno VII^mo^.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V*, T. XX. (ann. 7, part. 1), fol. 512. b. (ep. 334). — Cf. pièces n^os^ 144, 145, 146, 147 et 148 du Cartulaire.

144. — *Mandement d'Urbain V, dispensant Jean Culland du Chesne et Marcel d'Inghen d'assister aux conseils de l'Université.* — Montefiascone, 13 juillet 1369.

Dilectis filiis, Johanni Cullandi de Quercu, Cameracensis, et Marcelio de Inghen, Sancti Severini Coloniensis ecclesiarum canonicis, magistris in Artibus, salutem et Apostolicam benedictionem. Sincere devotionis affectus, quem ad nos et Romanam geritis ecclesiam, exposcit ut in hiis, que digne possunt fieri, vobis simus oportuno tempore gratiosi. Hinc est quod nos, vestris supplicationibus inclinati, vobis, quos ad Studium Montispessulani, Magalonensis diocesis, ut ibidem in Facultate Artium regatis, legatis et alios actus scolasticos exerceatis presentialiter, in brevi destinare proponimus, et vestrum cuilibet, ut in ipso Studio in Facultate predicta regere, legere et alios actus scolasticos exercere, et quod vos, vel alter vestrum, congregationes Universitatis dicti Studii aut etiam predicte Facultatis Artium, etiam evocati, nisi volueritis, visitare non teneamini, non obstantibus quod in predicto Studio in hujusmodi Facultate Artium gradum non receperitis necnon privilegiis ac statutis et consuetudinibus predicti Studii contrariis, juramento, confirmatione Apostolica vel quacumque firmitate alia roboratis, et aliis contrariis quibuscumque, auctoritate Apostolica, tenore presentium, concedimus de gratia speciali. Nulli ergo etc. nostre concessionis infringere etc. Datum apud Montemflasconem, III idus Julii, anno VII^{mo}.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V*, T. XX (ann. 7, part. 1), fol. 512. b (ep. 333). — Cf. pièces n^{os} 143, 145, 146, 147 et 148 du Cartulaire.

---

145. — *Mandement d'Urbain V, accordant à Jean Culland du Chesne et Marcel d'Inghen le droit de permutation des bénéfices.*— Montefiascone, 13 juillet 1369.

Dilecto filio, Johanni Cullandi de Quercu, Cameracensis, et Marcelio de Inghen, Sancti Severini Coloniensis ecclesiarum canonicis, in Artibus

magistris, salutem etc. Vestre devotionis sinceritas promeretur ut vestra justa desideria libenter congruo prosequamur [1] favore ac eis benivolum impartiamur assensum. Hinc est quod nos, vestris supplicationibus inclinati, ut vos, quos nuper in nostros familiares recepimus quosque ad Studium Montispessulani, Magalonensis diocesis, ut ibidem in Facultate Artium regatis, legatis ac alios actus scolasticos exerceatis presentialiter, in brevi destinare proponimus, ac vestrum cuilibet beneficia ecclesiastica, que obtinetis et obtinebitis imposterum, ex causa permutationis, resignare et, loco resignatorum, alia beneficia ecclesiastica recipere possitis, hujusmodique beneficia, ex causa permutationis hujusmodi resignata, per vos illis, qui vobiscum permutabunt, conferri valeant, non obstante quod familiares nostri sitis, ac reservationibus et beneficiis familiarium nostrorum, per nos factis, et aliis contrariis quibuscumque, vobis et vestrum cuilibet, auctoritate Apostolica, tenore presentium, concedimus de gratia speciali. Nulli ergo etc. nostre concessionis infringere etc. Datum apud Montemflasconem, III idus Julii, anno VII^{mo}.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V*, T. XX (ann. 7, part. 1), fol. 512. a-b. — Cf. pièces n^{os} 143, 144, 146, 147 et 148 du Cartulaire.

1. prosequimur.

---

146. — *Mandement d'Urbain V, constituant à Jean Culland du Chesne et à Marcel d'Inghen une rente annuelle et révocable de cent florins d'or sur les revenus de la Chambre apostolique.* — Montefiascone, 13 juillet 1369.

Dilectis filiis, Johanni Cullandi de Quercu, Cameracensis, et Marcelio de Inghen, Sancti Severini Coloniensis ecclesiarum canonicis, in Artibus magistris, salutem et Apostolicam benedictionem. Sedis Apostolice copiosa benignitas personas, que, ut dignius Domino famulentur, cupiunt litterarum studio, ut sibi et aliis proficiant, insistere, libenter Apostolico favore prosequitur et eis, prout expedire conspicit, auxiliis providet oportunis. Hinc

est quod nos, vobis, quos ad Studium Montispesulani, Magalonensis diocesis, ut ibidem in Facultate Artium regatis, legatis et alios actus scolasticos exerceatis presentialiter, in brevi destinare proponimus, ut onera expensarum, vobis incumbentia, facilius supportare possitis, de alicujus subventionis auxilio providere volentes, vestrum cuilibet centum florenos auri, singulis annis, usque ad nostrum beneplacitum, a Camera nostra, per vestrum quemlibet, in duobus terminis, videlicet in Nativitatis Beate Marie quinquaginta, et in Annunciationis ejusdem Beate Marie festivitatibus alios quinquaginta florenos auri, recipiendos donamus, concedimus et etiam assignamus. Nulli ergo etc. nostre donationis, concessionis et assignationis infringere etc. Datum apud Montemflasconem, III idus Julii, anno septimo.

Orig.: Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V*, T. XX (ann. 7, part. 1), fol. 513. a (ep. 335). — Cf. pièces n^{os} 143, 144, 145, 147 et 148 du Cartulaire.

---

147. — *Mandement d'Urbain V à l'Évêque de Maguelone, lui donnant commission pour le paiement de la rente constituée à Jean Culland du Chesne et à Marcel d'Ingben, maîtres ès arts.* — Montefiascone, 13 juillet 1369.

Venerabili fratri, Gaucelmo, episcopo Magalonensi, thesaurario nostro etc. Cum dilectos filios, Johannem Cullandi de Quercu, Cameracensis, et Marcelium de Inghen, Sancti Severini Coloniensis ecclesiarum canonicos, in Artibus magistros [1], ad Studium Montispessulani, Magalonensis diocesis, ut ibidem in Facultate Artium regant, legant et alios actus scolasticos exerceant, in brevi destinare proponamus ac eorum cuilibet, ut onera expensarum, que eis incumbent, supportare valeant, centum florenos auri, singulis annis, usque ad nostrum beneplacitum, a Camera nostra per eorum quemlibet, in duobus terminis, videlicet in Nativitatis Beate Marie quinquaginta, ac in Annunciationis ejusdem Beate Marie festivitatibus alios quinquaginta florenos, recipiendos donaverimus, concesserimus et etiam assig-

naverimus, fraternitati tue per Apostolica scripta mandamus, quatenus hujusmodi centum florenos, singulis annis, in predictis terminis, cuilibet dictorum Johannis et Marcelii, vel ipsorum procuratori, nomine eorum, usque ad hujusmodi nostrum beneplacitum tradas, solvas realiter et assignes, in hiis taliter te habendo, quod de negligentia nequeas reprehendi. Datum apud Montemflasconem, III idus Julii, anno VII^mo^.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V,* T. XX (ann. 7, part. 1), fol. 512. b. (ep. 332). — Cf. pièces n^os^ 143, 144, 145, 146 et 148 du Cartulaire.

1. magistris.

---

148. — *Mandement d'Urbain V en faveur de Jean Culland du Chesne et Marcel d'Inghen, maîtres ès arts.* — [Montefiascone, 13 juillet 1369].

Dilectis filiis, decano Sancti Cuniberti Coloniensis et cancellario Parisiensis ecclesiarum ac officiali Magalonensi, salutem etc. Personas dilectorum filiorum Johannis Cullandi de Quercu, Cameracensis, et Marcelii de Inghen, Sancti Severini Coloniensis ecclesiarum canonicorum, in Artibus magistrorum, nobis et Apostolice Sedi devotas, paterna benivolentia prosequentes, illa eis libenter concedimus, que ipsis fore conspicimus oportuna. Hinc est quod nos, ipsorum Johannis et Marcelii supplicationibus inclinati, ipsis, quos ad Studium Montispessulani, Magalonensis diocesis, ut ibidem in Facultate Artium regerent et legerent et alios actus scolasticos exercerent presentialiter, in brevi destinare proponimus, auctoritate litterarum nostrarum indulsimus ut hujusmodi Studio insistendo...

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V,* T. XX (ann. 7, part. 1), fol. 512. a — Cf. pièces n^os^ 143, 144, 145, 146 et 147 du Cartulaire.

---

149. — *Enquête sur les étudiants du Collège Saint-Benoît.* — [Montpellier], juillet-août 1369.

Sequuntur examina facta, cum testium depositione, de mandato Pontificis, per tres idoneos viros, de vita, conversatione et moribus ac progressu in scientiis monachorum scholarium studentium in monasterio Sancti Benedicti de Montepessulano, per Pontificem recenter fundato.

Noverint universi quod nos, Raimundus Jordanis, canonicus et precentor ecclesie Nemausensis, licenciatus in decretis vicariusque generalis in spiritualibus et temporalibus reverendissimi in Christo patris ac domini, Gaucelmi, Dei gracia Magalonensis episcopi dominique nostri Pape thesaurario, et Savaricus Christianus, decretorum doctor, de Naudaco, nobis per litteras, ab ipso Magalonensi episcopo emanatas, virtute licterarum et mandati, per dictum dominum nostrum Papam sibi super examinacionem scolarium juris canonici, monachorum monasterii Sancti Benedicti... ibidem de mandato ipsius domini nostri Pape studentium, tam super vita, conversatione... quam super scientia Juris canonici, in qua student dicti studentes, de mandato domini... fecimus diligenter, ad quam processimus per modum subscriptum, anno Nativitatis [Domini millesimo] sexagesimo nono et mensibus Julii et Augusti.

I. SEQUUNTUR DEPOSITIONES TESTIUM PRODUCTORUM ET RECEPTORUM... DICTORUM STUDENTIUM IN MONASTERIO.

[PRIMUS TESTIS]. — Dominus Stephanus de Bartengiis, monachus et prior claustralis predicti [monasterii Sancti] Benedicti de Montepessulano, per sanctissimum in Christo patrem et dominum [Urbanum, Dei providencia] Papam quintum predictum, noviter fundati, testis per modum secrete... predictus et super sancta Dei evangelia corporaliter tacta juratus totam et meram dicere veritatem, quam scit et credit, nihil addendo vel diminuendo, sed solum quod bene scit et credit testificando, super vita, conversatione et moribus monachorum predictorum, studentium in dicto monasterio.

Et primo diligenter examinatus super vita, conversatione et moribus Meyssonerii de Hermalhis, prope Chiriacum, Mimathensis diocesis, monachi dicti monasterii, in Jure canonico studentis, dixit [1] et suo juramento deposuit : dictum Petrum esse bone et honeste conversationis ; interrogatus qualiter scit, dixit : quod ex eo quia vidit dictum Petrum a tempore quo idem loquens venit ad dictum monasterium et postea continue bonum juvenem, honeste conversantem, bone indolis et bone vite, saltem quantum per exteriora apparere potest; et ita dici audivit ab aliis, nec ab aliquo de ipso sinistrum dici audivit. Interrogatus de nominibus illorum a quibus ita dici audivit; dixit : se non recordari, sed communiter ab omnibus, cum satis notorium sit in dicto monasterio, qui sit bonus vel malus. Interrogatus si dictus Petrus sit obediens dicto priori seu ejus locumtenenti, in hiis que sibi precipiuntur circa statuta et alia ; dixit : quod sit, nec unquam dictum dominum priorem nec suos locumtenentes conqueri audivit. Interrogatus si dictus Petrus in factis seu verbis sit scandalosus inter fratres; dixit : quod non saltem quod ipse vidit et audivit, sed vidit eum pacificum, modestum et diligentem. Interrogatus si sequitur horas canonicas, diebus dominicis et festivis, prout per dominum nostrum Papam est ordinatum ; dixit : quod sit, nisi aliter sit legitime impeditus, et tunc remanet de licentia dicti domini prioris seu ejus locumtenentis. Interrogatus si continue dicat horas suas canonicas; dixit : se credere quod sit. Interrogatus quare credit, quod dictus Petrus dicat horas suas ; dixit : hoc ideo se credere, quia vidit et audivit ab aliis monachis studentibus. Interrogatus de nominibus illorum, a quibus dici audivit; dixit : se non recordari, et etiam vidit dictum Petrum frequenter dicentem horas suas. Interrogatus si sit diligens seu vagabundus in studio ; dixit : quod, in quantum videre et percipere potuit, ipse est diligens, nec vidit eum hinc inde vagantem. Interrogatus si sciat dictum Petrum fore notorie viciosum aut aliqualiter male moriginatum ; dixit : quod non, ymo scit et vidit eum bone conversantem et in actibus suis maturum, honestum, bonum, religiosum et ad omne bonum dispositum, prout etiam supra deposuit.

Item, interrogatus super vita, conversatione et moribus Ramundi de Podio, monachi dicti monasterii et ibi studentis in Jure canonico; et primo interrogatus, si dictus Ramundus sit bone vite et conversationis; dixit et suo juramento deposuit, quod sit. Interrogatus quomodo et qualiter scit, quod

dictus Ramundus sit bone vite et honeste conversationis; dixit : quod ex eo, quia a tempore, quo dictus Ramundus venit ad dictum monasterium, fuit ibi continue, et etiam ipse loquens, et vidit eum bene conversantem et honeste incedentem, nec verbis nec factis, publice vel occulte, dissolutum, nec ab aliquo monacho dicti monasterii, studente vel non studente, aliquod sinistrum de ipso audivit. Interrogatus, si dictus Ramundus est obediens sibi loquenti et suo locumtenenti, in hiis que sibi precipiuntur, circa statuta regularia et alia; dixit : quod sit, nec suos locumtenentes, nec alios conqueri audivit. Interrogatus, si dictus Ramundus est scandalosus inter fratres suos, in factis seu verbis; dixit : quod non, quod saltem ipse loquens viderit. Interrogatus, si audivit alios conquerentes... quod esset scandalosus vel bricosus; dixit : quod non. Item, interrogatus si dictus Petrus sequitur horas canonicas diebus dominicis et festivis, prout per dominum nostrum Papam ordinatum est; dixit : quod sit, nisi aliter legitime fuerit impeditus; et tunc remanet de licentia ipsius et ejus locumtenentis. Interrogatus, si dictus Ramundus continue dicat pias horas canonicas; dixit : quia ita vidit et ab aliis monachis, de quorum nominibus dicit se non recordari, dici audivit. Interrogatus, si dictus Ramundus sit diligens seu vagabundus in studio; dixit : in quantum sibi apparere potest, ipse est aliqualiter negligens et non tantum diligens sicut dictus Petrus Meyssonerii, tamen magis subtilis est, magis juvenis, quam dictus Petrus. Interrogatus, si scit dictum Ramundum notorie fore vitiosum seu aliqualiter dissolutum; dixit : quod non, sed scit et videt eum esse bone conversationis, prout super deposuit et ad omne bonum dispositum.

Item, interrogatus dictus dominus prior et diligenter examinatus super vita, conversatione et moribus Johannis Pagesii, monachi dicti monasterii et ibi in Jure canonico studentis; et primo interrogatus, si sit bone vite et bone conversationis dictus Johannes, dixit et suo juramento deposuit : quod sit. Interrogatus quomodo scit, quod dictus Johannes sit bone vite et honeste conversationis; [dixit], quod ex eo quia continuavit cum dicto Johanne, postquam venit ad studium dicti monasterii, et vidit semper ipsum bene et honeste conversantem, nec ab aliquo audivit sinistrum dicere de ipso. Interrogatus, si sit obediens sibi loquenti et ejus locumtenenti, in hiis que sibi precipiuntur, circa statuta regularia et alia; dixit : quod sit nec suos locumtenentes conqueri audivit, nec ipse loquens conqueritur. Interrogatus,

si in factis et verbis sit scandalosus seu bricosus inter fratres seu alios; dixit : quod non, quod ipse loquens sciat, vel ab aliis audivit. Interrogatus, si sequatur horas canonicas diebus dominicis et festivis, prout per dominum nostrum Papam ordinatum est; dixit : quod sit, nisi aliter legitime impeditus; et tunc de licentia ipsius loquentis seu ejus locumtenentis remanet. Inter rogatus, si continue dicat suas canonicas horas; dixit : quod sit, et ita vidit et ab aliis audivit. Interrogatus a quibus dici audivit; dixit : quod ab aliis monachis dicti monasterii, de quorum nominibus non recordatur ad presens. Interrogatus, si est diligens seu vagabundus in studio; dixit : quod in quantum sibi apparere potest, ipse est diligens, nec vidit eum hinc inde vagantem, verum est quod modicum est durus, ut sibi apparet. Interrogatus, si scit eum notorie vitiosum seu dissolutum, in verbis vel factis; dixit : quod non ymo scit et vidit eum bene conversantem, ut supra deposuit.

Item, interrogatus et diligenter examinatus super vita, moribus et conversatione Petri Flamenchi, monachi dicti monasterii et ibi studentis in Jure canonico; et primo interrogatus, si dictus Petrus Flamenchi sit bone vite et honeste conversationis; dixit et deposuit per juramentum suum : quod sit, quantum per exteriora sibi loquenti apparere potest, nec ab aliis sinistrum de ipso audivit. Interrogatus, si sit obediens sibi loquenti vel ipsi locumtenenti, in hiis que sibi precipiuntur circa statuta regularia et alia; dixit : quod sit, nec suos locumtenentes nec alios conqueri audivit. Interrogatus, si in factis vel verbis sit scandalosus inter fratres suos seu alios; dixit : quod non, nec aliquem conqueri audivit. Interrogatus, si diebus dominicis aut festivis sequitur horas canonicas, prout per dominum nostrum Papam ordinatum est; dixit : quod sit, nisi aliter legitime impeditus esset, et tunc remanet de sui loquentis licentia seu ejus locumtenentis. Interrogatus, si continue dicat horas suas; dixit : quod sit, prout vidit et ab aliis dici audivit. Interrogatus, a quibus dici audivit; dixit : quod a monachis dicti monasterii, de quorum nominibus non recordatur ad presens. Interrogatus, si est vagabundus seu diligens in studio; dixit : quod, in quantum sibi apparere potest, ipse est diligens, nec vidit eum hinc inde vagantem, et multum est aptus, ut sibi videtur. Interrogatus, si scit eum notorie vitiosum seu dissolutum; dixit : quod non, sed scit et vidit eum bene conversantem et ad omne bonum dispositum.

Item, interrogatus... super vita, conversatione et moribus Johannis Alvernhati... dixit [2]...

... Petri Boverii... interrogatus, si in factis aut verbis sit scandalosus seu brigosus inter fratres suos seu alios; dixit: quod aliquantulum est levis capitis et cito movetur; tamen corrigibilis est. Interrogatus quomodo scit...; dixit: quod conqueruntur aliquotiens alii monachi de dicto Petro, ex eo quod verba injuriosa et provocativa dixit eisdem, et idem loquens corrigit dictum Petrum, qui patienter sustinet correctionem.

Item, interrogatus super vita et moribus Stephani Pauleti... dixit...

Item,... Bertrandi de Tremato. Et primo, interrogatus per juramentum suum, si dictus Bertrandus sit bone vite et honeste conversationis; dixit: se credere, quod sit bone vite, sed conversatio sua est aliquantulum dissoluta inter fratres suos. Interrogatus qualiter scit hec; dixit: ex eo, quia, hoc anno inter Nativitatem Domini et Carniprivium, dictus Bertrandus, conspirando contra dominum Savaricum, induxit cum juramento Guillelmum Regordi de Sancto Maximino et Bresonum de Rupe infrascriptum ad verberandum vel, secundum opinionem aliquorum, ad interficiendum eum, prout in processu super hoc per ipsum loquentem facto, ad quem idem loquens se refert, plenius continetur. Interrogatus, si scit qua de causa dictus Bertrandus conspirabat contra dictum dominum Savaricum; dixit: quod hoc ideo, quia verberabat eum sicut alios studentes, quando nesciebat lectionem suam. Interrogatus, ubi ille est processus factus contra dictum Bertrandum; dixit ipse loquens, quod eum habet penes se. Interrogatus, si sit obediens sibi loquenti et suo locumtenenti; dixit: quod sit de facto, quia aliter murmurat in correctionibus sibi factis et penitentiis injunctis. Interrogatus, si dictus Bertrandus sit scandalosus seu aliqualiter bricosus inter alios; dixit: quod sit prout supra deposuit, et etiam quia frequenter facit brigas cum aliis, sit et taliter quod bis et ter opportuit eum mutare lectum et etiam cameram semel, quia alii eum sustinere non poterunt, et quamvis alii jaceant bini et bini, opportet quod ipse jaceat solus propter diversas brigas, quas facit frequenter aliis. Interrogatus, si non punitur, quando facit illas brigas; dixit: quod sit, sed propter hoc non remanet, quoniam dictas brigas frequenter faciat. Interrogatus, si sit diligens seu vagabundus in studio; dixit: quod nihil scit aut modicum addiscit aut curat, ymo vociferat frequenter et pu-

blice, quod magis diligit esse claustralis quam studens. Et dixit idem loquens, quod hoc anno... Domino Petro de Bononia, monacho tunc in dicto monasterio, quod supplicaret per ipsum domino Magalonensi episcopo, quod eum a studio removeret et hic vel alibi per claustrale collocaret. Interrogatus, si continue dicat suas horas ; dixit : se audivisse a Bernardo Pistoris, monacho dicti monasterii, quod aliquando dimittit eas. Interrogatus, si sequitur horas dominicas diebus dominicis et festivis, prout per dominum nos trum Papam fuit ordinatum ; dixit : quod fit. Interrogatus, si sciat eum notorie vitiosum, dixit et deposuit prout supra.

Item, interrogatus... super vita... Guillelmi de Monte Olivo, de Massilhia, dixit et suo juramento deposuit : se nihil aliud scire de dicto Guillelmo, quam quod juvenis est et bonus infans et non potest adhuc bene cognosci de discretione nec de moribus propter defectum etatis, cum adhuc sit quatuordecim annorum ; habet tamen, juxta ea que possunt apparere et ipse loquens potest cognoscere, bonum principium, tam in obedientia in sequendo horas, quam in aliis regularibus, et est mitis infans.

Item, interrogatus... super vita... Berengarii Lamerii de Montepessulano... dixit...

Item, interrogatus... super vita... Bernardi Janniti... dixit... Interrogatus, si sit diligens in studio seu vagabundus ; dixit : quod, in quantum apparere potest, ipse est valde diligens, nec vidit eum hinc inde vagantem et est multum aptus et dispositus inter alios studentes ad acquirendam scientiam, si continuet studium.

Item, interrogatus... super vita... Bernardi Pistoris... dixit : ipse est diligens... verumtamen non est ita aptus et ita sufficiens sicut dictus Bernardus Janniti.

Item, interrogatus... super vita... Bresoni de Rupe... et primo si sit bone vite et honeste conversationis ; dixit : quod ipse est bone vite, in quantum per exteriora apparere potest. Item, interrogatus, si sit bone conversationis ; dixit : quod est nimis simplex, indiscretus et mobilis, et credit quod cum bonis traheretur ad bonum et cum malis ad malum, prout sibi prima facie apparuit et apparet. Interrogatus quare sic credit ; dixit : quod ex eo quia propter ejus simplicitatem et indiscretionem credit his que sibi dicuntur, sive bona fuerint, sive mala. Interrogatus cui credidit quod faceret malum ;

dixit : quod hoc anno crederet Bertrando de Tremato, monacho dicti monasterii, ut verberarent dominum Savaricum Christiani cum cutellis et bugis ferreis, prout plenius continetur in processu super hoc facto per ipsum loquentem. Interrogatus, si sit obediens sibi loquenti et alteri nomine suo in his que sibi precipiuntur, circa statuta regularia et alia ; dixit : quod sit, nec suos locumtenentes, nec alios conqueri audivit. Interrogatus, si sit scandalosus seu bricosus inter fratres suos seu alios in dictis aut verbis ; dixit : quod sit scandalosus inter alios, propter indiscretionem suam et inductus per alios, quia per semetipsum nesciret facere, ut plenius dicebat contineri in processu facto contra Bertrandum de Tremato, de quo supra fit mencio, ad quem se refert. Interrogatus, si sequitur horas canonicas diebus dominicis et festivis, prout ordinatum est per dominum nostrum Papam ; dixit : quod sit, nisi aliter legitime esset impeditus et tunc de sui licentia remanet seu sui locumtenentis et bene cantat et scit officium suum et habet bonum ingenium, si discretio adesset. Interrogatus, si continue dicat horas suas ; dixit : quod sit, et ita vidit et ab aliis sociis dici audivit. Interrogatus, si sit diligens seu vagabundus in studio ; dixit : quod negligens et vagabundus tamen a modico tempore citra emendavit. Interrogatus, qualiter hoc scit ; dixit : quod ita vidit et videt cotidie. Interrogatus, si sciat eum fore notorie vitiosum ; dixit : quod non, nisi prout superius deposuit.

Item, interrogatus de vita... Pontii de Naymes... dixit...

Item, interrogatus de vita... Guillelmi Regordi... et primo, si sit bone vite ; dixit : quod credit quod sit, quia sinistrum non audivit. Interrogatus, si sit bone conversationis ; dixit : quod non, ymo pessime conversationis et incorrigibilis est, scandalosus inter alios verbis et factis, prout Bertrandus de Tremato, et non dixit continue horas suas, prout sibi dictum fuit per Bertrandum Pistoris et Johannem Comitis ; et est negligens et vagabundus ; et est ratio, quia non videtur bene compos mentis sue, ut sibi loquenti videtur. Interrogatus, qualiter et quomodo premissa scit ; dixit : quod ex eo quia ita vidit et videt cottidie et ab aliis monachis quotidie audit diversas querelas et licet per ipsum loquentem corrigatur et puniatur, non tamen emendat se.

Item, interrogatus... super vita... Gaucelmi de Chinonis... dixit...

Item, interrogatus... super vita... Johannis Comitis... dixit...

Item, interrogatus... super vita... Johannis Maruini... dixit...

Item, interrogatus... super vita... Johannis Polerici... dixit...

Item, dictus dominus prior, interrogatus et diligenter examinatus super vita, conversatione et moribus Bernardi Amalrici, monachi dicti monasterii et in Jure canonico ibidem studentis ; dixit: de dicto Bernardo nihil aliud scire, nisi quod juvenis est et bonus infans et non potest adhuc bene cognosci de discretione nec de moribus, propter defectum etatis, tamen bonum principium ostendit. Interrogatus per juramentum suum, ut supra, dictus dominus prior, si premissa omnia et singula seu eorum aliqua deposuit prece, precio, odio, amore, favore seu timore ; dixit suo juramento : quod non, ymo quia veritas sic se habet.

[Secundus testis]. — Dominus Johannes de Wauderio, monachus dicti monasterii, etatis sexaginta septem annorum vel circiter, prout dicebat testis ut supra predictus, et super sancta Dei evangelia corporaliter et manualiter tacta juratus totam, plenam et meram dicere veritatem, quam scit et credit, nichil addendo vel minuendo, sed solum quod verum scit et credit testificando super vita, conversatione et moribus monachorum predictorum...

Et primo interrogatus super vita Meyssonerii [3]...

[Tertius testis]. — Dominus Stephanus Salas de Monasterio prope Chiriacum, Mimatensis diocesis...

[Quartus testis]. — Guilelmus Guarini, prioris de Pontis, Mimatensis diocesis...

II. Sequitur examinacio dictorum studentium per nos super sciencia juris canonici, in qua, ut premititur, in dicto monasterio de mandato prefati domini nostri pape student, facta diligenter, ad quam processimus per modum subscriptum.

Et primo, examinavimus Petrum Meyssonerii, de Hermalhis, prope Chiriacum, Mimatensis diocesis, etatis xxii annorum vel circa, ut dicebat et per ejus aspectum prima facie apparebat, qui, prout etiam asserebat, audivit Jus canonicum per duos annos et novem menses. Et audivit primo anno, ordinarie, secundum et quartum libros Decretalium ; secundo anno, primum et tertium libros Decretalium usque ad titulum « De regularibus » ; tertio anno, secundum librum iterato et quintum usque ad titulum « Ne prelati vices

suas». Item, audivit, ut dicebat, extraordinarie, dicto primo anno, modicum de quinto libro Decretalium, quia ille qui legebat recessit. Secundo anno, audivit secundum librum Decretalium et, tercio anno, sextum. Item, audivit, primo anno, hora tercie, primum librum Decretalium; secundo anno, dicta hora, tercium librum : et, tertio anno, primum librum Decretalium. Et, facta diligenti examinacione, reperimus dictum Petrum aptum et sufficientem et quotidie aliis scolaribus lectionem doctoralem repetentem et bene discretum in reddendo racionem eorum que dicit. Et habet Decretales, ut dicebat, quas habuit a dicto domino nostro Papa, et Sextum, quem emit de pecuniis amicorum suorum.

Item, examinavimus Raymundum de Podio de Marologio, Mimatensis diocesis, etatis XIX annorum vel circiter, prout dicebat et per ejus aspectum prima facie apparebat, qui audivit Jus canonicum, ut dicebat, per duos annos et novem menses. Et audivit, primo anno, ordinarie, secundum et quartum libros Decretalium; secundo anno, primum et tercium libros Decretalium usque ad titulum « De regularibus »; tercio anno, secundum librum iterato et quintum usque ad titulum « Ne prelati vices suas ». Item, audivit, primo anno, extraordinarie, modicum de quinto libro Decretalium, quia ille qui legebat recessit; secundo anno, audivit secundum librum Decretalium; et, tertio anno, sextum. Item, audivit, primo anno, hora tercia, primum librum Decretalium; secundo anno, dicta hora, tercium librum; et, tercio anno, primum librum Decretalium. Quem Raymundum, facta diligenti examinacione, reperimus aptum et habilem secundum tempus per quod audivit, sed aliquantulum negligentem in studio, ut apparet, actenta magna subtilitate. Et habet Decretales duntaxat, ut dicebat, quas habuit a dicto domino nostro Papa.

Item, examinavimus Johanem Pagesii de Bravacio, dicte Mimatensis diocesis, etatis XX annorum vel circiter, prout dicebat et per ejus aspectum prima facie apparebat, qui, ut asserebat, audivit Jus canonicum per duos annos et novem menses. Et audivit, primo anno, ordinarie... [1] Et facta bis diligenti examinacione, reperimus quod modicum voluit aut scivit dicere. Ego tamen, predictus Savaricus Christianus, credo quod sciat et pro tanto quia, quando faciebam collacionem de casibus longis, ex aliis de quibus eum interrogabam, sciebat et melius quam illi qui eo melius responderent

aut scirent; sed, quia timorosus est, valde nescivit loqui. Et prout dicebat, dictus Johannes duntaxat habet Decretales, quas habuit a dicto domino nostro Papa.

Item, examinavimus Petrum Flamenchi [5] de Laniolas, Mimatensis diocesis, etatis XVII annorum vel circiter, prout dicebat et per ejus aspectum prima facie apparebat. Qui, prout eciam asserebat, audivit Jus canonicum per duos annos et novem menses, et audivit, ordinarie, primo anno... [4] Quem quidem Petrum Flamenchi, per nos diligenter examinatum, reperimus valde aptum, secundum tempus suum, audacem in loquendo et bene dispositum ad scienciam acquirendum, si continuet studium. Et prout dicebat, habet Decretales, quas habuit a dicto domino nostro Papa.

Item, examinavimus diligenter Johannem Alvernhati, de Monasterio, prope Chiriacum, dicte Mimatensis diocesis, etatis XXI annorum vel circiter, ut dicebat et per ejus aspectum prima facie apparebat, qui, prout eciam asserebat, audivit Jus canonicum per duos annos et novem menses. Et audivit, ordinarie, primo anno... [4] Quem quidem Johannem, per nos diligenter examinatum, reperimus sufficientem, studiosum ac diligentem in studio, ut apparebat. Et, prout dicebat, habet Decretales, quas habuit a dicto domino nostro Papa, et Sextum, quem emit de pecuniis amicorum suorum.

Item, examinavimus Petrum Boverii, de Balcegia, dicte Mimatensis diocesis, etatis XVIII annorum vel circiter, prout dicebat... Quem quidem Petrum, per nos diligenter examinatum, reperimus competenter sufficientem, non tamen sicut precedentem, et modicum videtur durus. Et, prout asserebat, habet Decretales, quas habuit a dicto domino nostro Papa, et Sextum, quem habuit ab amicis suis.

Item, examinavimus Stephanum Pauleti, de Malo Rosio, Mimatensis diocesis, etatis XIX annorum vel circiter, prout dicebat... Quem quidem Stephanum, per nos diligenter examinatum, reperimus quod ipse satis debiliter se habuit in dicto examine et credimus quod propter timorem, ut apparet prima facie. Et ego Savaricus sum in eo expertus, quod est timorosus et modicum scit, attento tempore quo audivit. Et, prout asserebat, habet Decretales, quas habuit a dicto domino nostro Papa.

Item, eciam examinavimus Bertrandum de Tremato, de Sancto Germano de Calberta, dicte Mimatensis diocesis, etatis XVIII annorum vel circiter,

prout dicebat ; et per ejus aspectum apparet, quod habeat ultra XXI annos, qui et prout eciam dicebat... Quem quidem Bertrandum, per nos diligenter examinatum, reperimus nichil scire, nec, prout prima facie apparebat, dispositum ad sciendum. Et, prout asserebat, habet Decretales, quas duntaxat habuit a dicto domino nostro Papa. Et in isto, ut nobis videtur, perditur tempus.

Item, examinavimus Guillelmum de Monte Olivo, de Massilhia, etatis XV annorum vel circiter, prout dicebat... Quem, per nos diligenter examinatum, reperimus modicum scire et hoc quia nimis juvenis est, ut videtur. Et, prout dicebat, habet Decretales, quas habuit a dicto domino nostro Papa, et Sextum, quem habuit a patre suo.

Item, examinavimus Berengarium Lamerii, de Montepessulano, etatis XX annorum vel circiter, prout dicebat... Quem quidem Berengarium, facta diligenti examinacione, reperimus competenter sufficientem, secundum tempus quod audivit, non tamen multum studiosum, quia delicatus valde, ut apparet in persona. Et, prout dicebat, habet Decretales a dicto domino nostro Papa et Sextum, quem habuit a patre suo.

Item, examinavimus Bernardum Janniti, Lemovicensis diocesis, etatis XVI annorum vel circiter, prout dicebat... Quem quidem Bernardum, per nos diligenter examinatum, reperimus bene aptum, subtilem et diligentem in studio, ut apparebat. Quem eciam credimus, si continuet studium, obtinere inter alios studentes supremum locum in sciencia. Et, prout dicebat, habet Decretales modici valoris, quas habuit a dicto domino nostro Papa, et Decretum, Sextum, Innocentinum et Clementinas, quos habuit a parentibus seu amicis suis.

Item, examinavimus Bernardum Pistoris, de Sancto Stephano, diocesis Mimatensis, etatis... annorum vel circiter, prout dicebat et per ejus aspectum prima facie apparebat, qui eciam, prout asserebat, intravit studium, modo sunt duo anni elapsi, sed ratione infirmitatis, de qua per undecim menses continue fuit detentus, non audivit, nisi per hunc annum presentem in quo audivit, ordinarie, secundum librum Decretalium et quintum usque titulum « Ne prelati vices suas » ; extraordinarie, audivit Sextum et in terciis audivit primum librum Decretalium. Quem, per nos diligenter examinatum, reperimus competenter sufficientem, secundum tempus quod

audivit. Et, prout dicebat, habet Decretales et Sextum a domino nostro Papa.

Item, examinavimus Bresonum de Rupe de Canonica, dicte diocesis Mimatensis, etatis XVII annorum vel circiter, prout dicebat... [4] Quem quidem Bresonum, diligenter examinatum, reperimus nichil scientem nec dispositum ad sciendum, quia videtur negligens et minus discretus. Et, prout dicebat, habet Decretales modici valoris, quas habuit a dicto domino nostro Papa.

Item, examinavimus Poncium de Naymes, de Avinione, etatis XX annorum vel circiter, prout dicebat... Quem quidem Poncium, per nos diligenter examinatum, reperimus nichil scientem, quia videtur duri et grossi ingenii. Et, prout dicebat, habet Decretales, quas habuit a dicto domino nostro Papa. In isto perditur tempus, ut nobis videtur, quantum ad studium, quia, quatenus ad claustrum, est bonus.

Item, examinavimus Guilelmum Regordi, de Sancto Maximo, Aquensis diocesis, etatis XVIII annorum vel circiter, prout dicebat et per ejus aspectum prima facie apparebat; qui, prout asserebat, audivit Jus canonicum per biennium. Et primo, ordinarie, primo anno, primum librum et tercium usque ad titulum « De regularibus », et, anno presenti, secundum librum Decretalium et quintum usque titulum « Ne prelati vices suas ». Et eciam audivit, ordinarie, dicto primo anno, a medio Augusti usque ad festum sancti Luce, quartum librum Decretalium. Item, audivit, extraordinarie, dicto primo anno, secundum librum Decretalium; et, anno presenti, sextum librum. Item, audivit in terciis, primo anno, tercium librum; et, hoc anno presenti, primum librum. Quem quidem Guilelmum Regordi, per nos diligenter examinatum, reperimus nichil scire, nec dispositum ad hoc, quia videtur indiscretus. Et, prout dicebat, habet Decretales, quas habuit a dicto domino nostro Papa. In isto perditur tempus, ut nobis videtur.

Item, examinavimus Gaucelmum de Chinonis de Gredana, Mimathensis diocesis, etatis XXI annorum vel circiter, prout dicebat... [6] Quem quidem Gaucelmum, per nos diligenter examinatum, reperimus sufficientem, secundum tempus quod audivit, et bene dispositum, si continuet, ad scientiam acquirendam. Et habet Decretales, quas habuit a dicto domino nostro Papa.

Item, examinavimus Johannem Comitis, de Floriaco, Mimatensis diocesis, etatis XIX annorum vel circiter, prout dicebat... Quem quidem Johannem, per nos diligenter examinatum, reperimus aptum et sufficientem, secundum tempus quod audivit. Et, prout dicebat, habet Decretales modici valoris a dicto domino nostro Papa.

Item, examinavimus Johannem Maruini, de Sancto Juliano, de Arpaione, dicte Mimatensis diocesis, etatis XIX annorum vel circiter, prout asserebat... [6] Quem quidem Johannem Maruini, per nos diligenter examinatum, reperimus sufficientem, secundum tempus quod audivit. Et, prout dicebat, habet Decretales, quas habuit a dicto domino nostro papa, et Sextum, quem habuit ab amicis suis, modici valoris.

Item, examinavimus Johannem Polerici, de Sancto Stephano de Valdunesio, Mimatensis diocesis, etatis XXI annorum vel circiter, prout dicebat... quem quidem Johannem, per nos diligenter examinatum, reperimus in hujusmodi examine satis competenter se habere; apparet tamen durus et, prout dicit, non habet Decretales nec Sextum.

Item, examinavimus Bernardum Amalrici, de Sancto Stephano Vallisfrance, dicte Mimatensis diocesis, XVI annorum vel circiter, prout dicebat et per ejus aspectum prima facie apparebat, qui eciam, prout asserebat, audivit Jus canonicum unum annum cum dimidio. Et primo, audivit, ordinarie, primo anno, primum librum Decretalium de titulo « De bigamis » usque ad finem et tercium librum usque ad titulum « De regularibus ». Et, hoc anno presenti, secundum librum Decretalium et quintum usque ad titulum « Ne prelati vices suas ». Item, audivit, extraordinarie, primo anno, secundum librum Decretalium, de titulo « De testibus » usque ad finem. Et, hoc anno presenti, sextum librum. Item, in terciis, primo anno, tercium librum Decretalium, de titulo « De precariis » usque ad finem; et, hoc anno presenti, primum librum Decretalium. Quem quidem Bernardum, per nos diligenter examinatum, reperimus modicum scire, secundum tempus quod audivit, etate, prout credimus, repugnante, et, prout dicebat, habet Decretales, quas habuit a dicto domino nostro Papa.

In testimonium omnium premissorum et singulorum factorum et examinatorum per me, Ramundum Jordani, vicarium predictum, una cum Savarico Christiani, doctore decretorum predicto, et tabellionibus infra-

scriptis, manu propria hoc scripsi et sigillum proprium meum apposui in pendenti [7].

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V,* T. XXI, fol. 82. — Publ. : Marcel Fournier, *Une Enquête dans un collège de Droit de l'Université de Montpellier au XIV[e] siècle,* dans *Revue internationale de l'Enseignement,* ann. 1889, pp. 281-290.

1. Je donne cette déposition d'après celle faite par le deuxième témoin, parce que le texte est ici très effacé. Ces deux dépositions sont semblables. — 2. Les dépositions qui ne sont pas reproduites sont exactement semblables aux précédentes. — 3. Ces dépositions sont semblables aux précédentes du premier témoin. — 4. Cf. § précédent. — 5. Ce Pierre Flamenchi est celui sur lequel M. Germain a publié une étude dáns les Mémoires de l'Académie de Montpellier. — 6. Cf. § précédent. — 7. Suivent témoignage et souscription de Savaricus Christianus, Johannes Bernardi de Novavilla et Bernardus Campgesi (notes de M. Fournier).

---

150. — *Bulle d'Urbain V instituant le Collège des Douze-Médecins.* — Viterbe, 25 septembre 1369.

Bulla continens fondacionem seu institucionem Collegii medicorum Montispessulani.

Urbanus episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Apostolice servitutis, nobis injuncte desuper, officium mentem nostram excitat et fervore devocionis inflammat, ut circa studia litterarum, per que, cooperante illo a quo omnium carismatum dona manant, viri efficiuntur scienciis eruditi, per quos fides catholica roboratur, erudiuntur rudes et utilitati publice consulitur, assiduis occupemur meditacionibus et ad promocionem studencium operosis studiis intendamus. Sane considerantes attentius et intra pectoris claustra meditatione solita revolventes quod in loco Montispessulani, Magalonensis diocesis, tanquam in ameno scienciarum pomerio, per longissima tempora floruit Studium generale, viros producens eximios, imbutos doctrina sapiencie salutaris, per quorum eruditionis industriam et acquisite sciencie margaritam publica et privata humanarum

scienciarum negocia salubriter sunt disposita, et quod inibi in Facultate Medicine, que plurimum necessaria fore dinoscitur, pauci de presenti studentes existunt, et propterea ad augmentationem hujusmodi studencium et profectum, quem ex subscriptis indubie provenire [1] speramus, salubriter intendentes, premissis et aliis suadentibus justis causis, ex certa nostra sciencia, ad laudem Dei, unum perpetuum collegium duodecim scolarium, in predicta Facultate Medicine studencium in predicto loco Montispessulani, videlicet in hospicio per nos seu de mandato nostro ibidem acquisito, quod quidem hospicium in carreria vocata carreria Sancti Mathei consistit et [confrontatur], ab una parte, cum hospicio dilecti filii Johannis Jacobi, in medicina magistri, carreria dumtaxat in medio, qua descendendo itur « a Blanquaria » [2], et, a parte altera, cum hospicio dilecti filii Johannis Tornamira, etiam in medicina magistri, duobus hospiciis in medio, a parte vero introitus cum carreria publica, carreria medicorum, alias Sancti Mathei, nuncupata, auctoritate Apostolica, tenore presencium, fundamus, ordinamus, facimus et creamus, ac ipsum Collegium Duodecim Medicorum volumus perpetuis futuris temporibus nuncupari. Et insuper volumus et auctoritate predicta statuimus et etiam ordinamus, quod hujusmodi studentes in Facultate Medicine supradicta, dumtaxat de civitate et diocesi Mimatensi, videlicet aptiores et sufficientiores ad hujusmodi scienciam acquirendam, assumantur, et in prefato hospicio insimul morentur atque vivant et studeant, juxta [3] ordinaciones et constitutiones per nos, seu de mandato nostro, faciendas. Verum, quia hujusmodi collegium sine dote [4] stare nequiret, dotem ei, favente Domino, breviter assignare proponimus condecentem. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre fundacionis, ordinacionis, creacionis, voluntatis et constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignacionem omnipotentis Dei et Beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Viterbii, VII kal. Octobris, pontificatus nostri anno septimo.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartulaire du Collège des Douze-Médecins*, fol. 1 r° et 116 v° ; Arch. dép. de la Lozère, série G, n° 1010 ; Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V*, T. XX. fol. 497. — Publ. : Gariel, *Series præsulum Magalonensium*,

2ᵉ part., p. 86; Astruc, *Mém. p. serv. à l'hist. de la Fac. de Méd.*, p. 48; Dubouchet, *Un collège médical à Montpellier durant le moyen âge*, 1889, p. 27; L. Guiraud, *Le Collège des Douze-Médecins*, p. 57.

1. pervenire. — 2. « a la Blancaria » (fol. 116 v°). — 3. j. modum et formam et constitutiones p. n. (fol. 116 v°). — 4. docte.

---

151. — *Bulle d'Urbain V, unissant au Collège des Douze-Médecins le prieuré de Chaulet.* — Viterbe, 25 septembre 1369.

Sequitur donacio sive unio prioratus de Chauleto facta medicis in Montepessulano.

Urbanus episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Romani pontificis providencia circumspecta, scienciarum fructus ubique cupiens ampliari, ea que ipsarum scienciarum augmentum prospiciunt, favore gracioso prosequitur et, ne persone in locis deputatis pro disciplinis scolasticis commorantes deffectum in necessariis paciantur, libenter earum oportunitatibus providet, ac erga ipsas, ut in hujusmodi scienciis uberius proficere valeant, graciam sue munificencie aperit liberalem. Cum itaque hodie in loco de Montepessulano, Magalonensis diocesis, in quo fuit hactenus et nunc eciam fore dinoscitur fons scienciarum irriguus, multos viros producens virtuosos, unum collegium studencium in Facultate Medicine, de civitate et diocesi Mimatensi oriundorum, quod Collegium Duodecim Medicorum nuncupabitur, in quodam hospicio, ibidem per nos acquisito, duxerimus ordinandum, ac studentes hujusmodi collegii non habeant de quo valeant congrue sustentari, nos, ad laudem illius cujus perfecta sunt opera, super hoc providere volentes, ecclesiam prioratum, nuncupatum ecclesie Beate Marie de Chauleto, dicte diocesis, eciam si ei, actu vel habitu, cura immineat animarum, et eciam si dispositioni Apostolice generaliter vel specialiter reservata existat, cum omnibus juribus et pertinenciis suis, eisdem studentibus et collegio, motu proprio, non ad eorum, vel alterius pro eis, nobis super hoc oblate peticionis instanciam, sed de nostra mera liberalitate, auctoritate Apostolica, incorporamus, annectimus et unimus, ita quod, cedente vel decedente ipsius ecclesie rectore, qui nunc est, vel dictam ecclesiam

alias dimittente, liceat eisdem studentibus et collegio corporalem possessionem ecclesie ac jurium et pertinenciarum predictorum, per se vel alium seu alios, auctoritate propria, apprehendere et tenere, ipsamque ecclesiam licite in perpetuum retinere, ejusque fructus in eorum utilitatem convertere valeant, diocesani loci et alterius cujuscumque licencia minime requisita, reservata tamen prius et assignata per ipsum diocesanum de proventibus ipsius ecclesie, si ei cura immineat animarum, pro perpetuo vicario, per ipsum diocesanum in ea canonice instituendo et ibidem perpetuo Domino servituro, porcione congrua, ex qua idem vicarius valeat comode sustentari, jura specialia solvere et alia ei incumbencia onera supportare, non obstantibus quibuscumque constitucionibus seu ordinacionibus, per nos in contrarium forsan factis, seu si aliquis super provisionibus, sibi faciendis de hujusmodi ecclesiis aut aliis beneficiis ecclesiasticis, in illis partibus speciales vel generales Apostolice Sedis vel legatorum ejus litteras impetravit, eciam si per eas ad inhibicionem, reservacionem et decretum, vel alias quomodolibet sit processum, quas litteras et processus, habitos per easdem, et quecumque inde secuta ad prefatam ecclesiam de Chauleto volumus non extendi, sed nullum per hoc eis, quoad assecucionem ecclesiarum ac beneficiorum aliorum, prejudicium generari, seu quibuscumque privilegiis, indulgenciis et litteris Apostolicis, generalibus vel specialibus, quorumcumque tenorum existant, per que, presentibus non expressa vel totaliter non inserta, effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri et de qua cujusque toto tenore de verbo ad verbum habenda sit in nostris litteris mencio specialis, nos enim ex nunc irritum decernimus et inane, si secus super hiis a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, contigerit attemptari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre incorporacionis, annexionis, unionis, voluntatis et constitucionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignacionem omnipotentis Dei et Beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Viterbii, VII kal. Octobris, pontificatus nostri anno septimo. — Bar. G^a de mandato domini nostri pape. Transmontan.

Orig.: Arch. dép. de l'Hérault, *Cartulaire du Collège des Douze-Médecins*, fol. 19 v°; Arch. dép. de la Lozère, série G, n° 1010; Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V*, T. XX, fol. 497.

152. — *Bulle d'Urbain V, transférant au Collège des Douze-Médecins la rente annuelle de 200 livres tournois due par le monastère de Valmagne au monastère de Conques pour le domaine de Palas.* — Viterbe, 25 septembre 1369.

Littera unionis facte per dominum Urbanum quintum Collegio Medicorum Montispessulani de pensione ducentarum librarum.

Urbanus episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Specialis benivolencie plenitudo, quam ad studia licterarum et studentes ibidem gerimus, merito nos inducit, ut personas ipsas graciosis favoribus prosequamur et eorum necessitatibus occurramus remediis oportunis. Cum itaque hodie in loco de Montepessullano, Magalonensis diocesis, in quo fuit hactenus et nunc eciam fore dinoscitur fons scienciarum irriguus, multos viros producens virtuosos, unum collegium studencium in Facultate Medicine, de civitate et diocesi Mimatensi oriundorum, quod Collegium Duodecim Medicorum nuncupabitur, in quodam hospicio, ibidem per nos acquisito, duxerimus ordinandum, ac studentes hujus collegii non habeant de quo valeant congrue sustentari, nos, ad laudem illius, cujus perfecta sunt opera, super hoc providere volentes, ac attendentes quod dilectus filius, abbas monasterii Conchensis, ordinis Sancti Benedicti, Ruthenensis diocesis, de dilectorum filiorum conventus sui monasterii [consensu], quamdam boriam, Palas nuncupatam, cum multis possessionibus et certis redditibus, in diocesi Agathensi consistentem et ad mensam dicti abbatis pertinentem, dilectis filiis, abbati et conventui monasterii Vallismagne, Cisterciensis ordinis, dicte Agathensis diocesis, sub annuo censu ducentarum librarum, solvendarum certis locis et terminis, infeudavit, prout in instrumento publico super hoc confecto plenius continetur; et eciam considerantes, quod pensio ipsa eidem collegio multipliciter esse poterit fructuosa, pensionem hujusmodi, ex certa nostra sciencia, ac motu proprio, et non ad alicujus peticionis instanciam, sed de nostra mera liberalitate, omneque jus in pensione ipsa ac boria, possessionibus et redditibus predictis, prefatis abbati et conventui monasterii Conchensis et ipsi monasterio quomodolibet competens, eisdem studentibus et collegio in perpetuum concedimus et donamus, annectimus,

incorporamus et unimus, ita quod ipsi ex nunc in antea hujusmodi pensionem ita libere et integre percipere et habere ac eciam exigere possint et debeant, sicut prefatus abbas monasterii Conchensis poterat et debebat; ac volumus et eciam ordinamus, quod prefati abbas et conventus monasterii Conchensis litteras, instrumenta, munimenta et alia jura quecumque, que, racione pensionis, borie, possessionum et reddituum predictorum habent, prefatis studentibus seu eorum procuratori tradant realiter et assignent, constitucionibus Apostolicis et aliis, necnon statutis et consuetudinibus monasteriorum et ordinum predictorum, juramento, confirmacione Apostolica vel quacumque firmitate alia roboratis, et aliis contrariis non obstantibus quibuscumque. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis, donacionis, annexionis, incorporacionis, unionis et voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignacionem omnipotentis Dei et Beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Viterbii, VII kal. Octobris, pontificatus nostri anno septimo. — T. Morus. Bartholomeus. Ascultata cum regestro domini B. de Sancto Stephano et concordat. Guido de Pestello.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartulaire du Collège des Douze-Médecins*, fol. 12 r°, 18 r°, 117 r° et 119 r° ; Arch. dép. de la Lozère, série G, n° 1010. — Publ. : Dubouchet, *Un collège médical à Montpellier durant le moyen âge*, p. 29. — Cf. pièce n° 37 du Cartulaire (10 nov. 1319 et 1er mars 1320).

---

153. — *Bulle d'Urbain V, unissant au monastère de Conques le prieuré de Saint-Romain, en compensation de la rente transférée au Collège des Douze-Médecins.* — Viterbe, 25 septembre 1369.

Unitio facta, per dominum Urbanum papam quintum, prioratus Sancti Romani, diocesis Vabrensis, conventui seu monasterio [1] Conchensi, loco recompensationis borie de Palas.

Urbanus etc. Ad perpetuam rei memoriam. Merita religionis dilecti filii, abbatis monasterii Conchensis, ordinis Sancti Benedicti, Ruthe-

nensis diocesis, exposcunt ut ipsum et ejus monasterium paterna benivolencia prosequentes, illam ei libenter gracia concedamus [2], quam ipsius commoditatibus fore conspicimus oportunam. Cum itaque hodie pensionem annuam ducentarum librarum Turonensium, per dilectos filios, abbatem et conventum monasterii Vallismagne, Cisterciensis ordinis, Agathensis diocesis, predicto abbati monasterii Conchensis et sue mense debitam, collegio studencium in Facultate Medicine, de civitate et diocesi Mimathensi oriundorum, Collegio Duodecim Medicorum nuncupato, quod nuper in loco de Montepesulano, Magalonensis diocesis, in quodam hospicio, ibidem per nos acquisito, duximus ordinandum, concesserimus, donaverimus, annexuerimus, incorporaverimus et univerimus, nos, indempnitati dicti monasterii Conchensis et mense predicte, prout possumus, providere volentes, prioratum Sancti Romani, dicti ordinis, Vabrensis diocesis, de presenti vacantem, dependentem a dicto monasterio Conchensi et disposicioni Apostolice reservatum ac per ipsius monachos solitum [3] gubernari, eciam si aliter disposicioni Apostolice generaliter vel specialiter reservatus existat, cum omnibus juribus et pertinentiis suis, eidem abbati monasterii Conchensis et mense sue predicte, motu proprio, non ad ipsius abbatis, vel alterius pro eo, nobis super hoc oblate peticionis instanciam, sed de nostra mera liberalitate, auctoritate Apostolica, incorporamus, annectimus et unimus, ita quod liceat eidem abbati monasterii Conchensis, per se vel alium seu alios, possessionem corporalem prioratus juriumque et pertinenciarum predictorum, auctoritate propria apprehendere ac in perpetuum retinere, ejusque fructus in ejus jam [4] dicte mense utilitatem convertere valeat, cujuscumque licencia minime requisita [5]. Et insuper volumus et ex certa sciencia nostra, tenore presencium, statuimus et eciam ordinamus quod, si prefatus abbas monasterii Conchensis, qui nunc est, seu aliqui ex ejus successoribus, concessioni, donacioni, annexioni, incorporacioni et unioni predictis de prefata pensione eisdem collegio et studentibus, ut premittitur, per nos factis, contradicat vel contradici procuret, hujusmodi incorporacio, annexio et unio de dicto prioratu eidem abbati monasterii Conchensis ac ejus mense predicte facte, ut premittitur, eo ipso sint casse et irrite nulliusque roboris vel momenti, idemque prioratus, cum omnibus juribus et pertinenciis suis, eisdem studen-

tibus et collegio eo ipso incorporatus et unitus censeatur et existat, non obstantibus quibuscumque constitucionibus seu ordinacionibus, per nos in contrarium forsan factis, necnon statutis et consuetudinibus monasterii Conchensis et ordinis Sancti Benedicti predictorum contrariis, juramento, confirmatione Apostolica, vel quacumque firmitate alia roboratis... Nulli ergo etc. nostre incorporacionis, annectionis, unionis, voluntatis, constitucionis et ordinacionis infringere etc. Datum Viterbii, VII kalendas Octobris, pontificatus nostri anno septimo. — Sumptum de regestro. Jo. de Nemoribus.

Orig. Arch. dép. de l'Hérault, *Cartulaire du Collège des Douze-Médecins,* fol. 118 r°; Arch. dép. de la Lozère, série G, n° 1010. — Cf. pièce précédente.

1. monestario. — 2. concedimus. — 3. solutum. — 4. in. — 5. acquisita.

---

154. — *Mandement d'Urbain V relatif à l'attribution des bourses du Collège Saint-Benoît.* — Rome, 6 novembre 1369.

Ad perpetuam rei memoriam. Apostolice servitutis nobis injuncte desuper officium mentem nostram excitat et fervore devotionis inflammat, ut certa studia litterarum, per que, cooperante illo a quo omnium carismatum dona manant, viri efficiuntur scienciis eruditi, per quos fides catholica roboratur, erudiuntur rudes et utilitati publice consulitur, assiduis occupemur meditationibus et ad promocionem studencium operosis studiis intendamus. Sane considerantes attentius et intra pectoris claustra meditacione solicita revolventes quod in loco Montispessulani, Magalonensis diocesis, tamquam in ameno scientiarum pomerio, per longissima tempora floruit Studium generale, viros producens eximios, imbutos doctrina sapientie salutaris, per quorum erudicionis industriam et acquisite scientie margaritam publica et privata humanorum scientia negociorum salubriter fuit disposita et quod inibi in Facultate Juris canonici, que plurimum necessaria fore dinoscitur, nonnulli monachi monasterii Sancti Victoris Massiliensis, ordinis Sancti Benedicti, in quodam collegio, in eodem loco de Montepessulano per nos ordi-

nato et eidem monasterio immediate subjecto, qui in hujusmodi Facultate Juris canonici student, existant et propterea ad perseverantiam hujusmodi studencium et profectum, quem ex subscriptis indubie provenire speramus, salubriter intendentes, ex certa nostra scientia, ad laudem Dei, hac constitucione perpetuo duratura, auctoritate Apostolica, tenore presencium, statuimus et ordinamus ac volumus et concedimus quod, si quem aut si quos de hujusmodi monachis dicti collegii, in predicta Facultate Juris canonici studentibus, decedere aut alias ab ipso collegio, ex quacumque causa, perpetuo se absentare contingat et in prefato monasterio Sancti Victoris aliquis seu aliqui monachi dicti monasterii inibi non reperiantur habiles ad studendum in Facultate predicta, episcopus Mimatensis, pro tempore existens, aliquos clericos seculares civitatis et diocesis Mimatensis, cupientes sub regulari habitu virtutum Domino famulari, videlicet aptiores et sufficientiores ad hujusmodi Juris canonici scientiam acquirendam, tot scilicet quot deficient de collegio supradicto, auctoritate predicta recipiat in monachos et in fratres monasterii supradicti ac eos, sic receptos, ad prefatum collegium transmittat. Et insuper volumus quod hujusmodi monachi habeantur monachi predicti monasterii Sancti Victoris Massiliensis, ac si in eodem monasterio per ejus abbatem et conventum recepti fuissent et admissi. Nulli ergo etc. nostre constitutionis, ordinacionis, voluntatis et concessionis infringere etc. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, VIII idus Novembris, anno octavo.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V*, T. XXIII, fol. 344.

---

155. — *Exemption d'impôts sur les vivres, accordée aux membres de l'Université de Médecine par le duc d'Anjou, gouverneur de Languedoc.* — Montpellier, 14 mars 1370 (n. st.).

Privilegium regale super exempcione imposicionum taliarum regiarum.

Ludovicus, regis quondam Francorum filius, domini regis germanus ejusque locuntenens in partibus Occitanis, dux Andegavensis et comes Cenomanensis, rectori regio Montispessullani vel ejus locuntenenti ac universis

et singulis electis et comissariis depputatis vel in futurum deputandis super facto imposicionum, indictarum per dictum dominum nostrum regem seu nos super victualibus quibuscunque, pro subvencione guerrarum dictarum partium, salutem. Per presentes vobis et vestrum cuilibet facimus notum quod nos, ad contemplacionem dilectorum nostrorum magistrorum, scolarium, studencium et bedellorum medicine Montispessullani, ipsis magistris, scolaribus, studentibus et bedellis medicinalis sciencie, de speciali gracia et auctoritate regia, qua fungimur in hac parte, concessimus et tenore presencium concedimus, quod nullus ipsorum teneatur aliquomodo contribuere vel solvere in dictis imposicionibus pro victualibus ipsorum, vel alterius eorundem, aut familiarium suorum, panis vel vini, prout aliis popularibus indictum extitit, sed quod ab ipsis exactum est vel levatum, premissorum occasione, eisdem reddatis et restituatis, aut reddi et restitui faciatis, indilate et sine custu; quod tamen firmarii[s] dictarum imposicionum de ipsorum firmis deduci volumus et jubemus per illos ad quos spectabit, et de ipsorum firmis deduci, precaventibus vobis quod de predictis ad nos non refferatur querela, opposicionibus, appellacionibus, allegacionibus, deffensionibus ac licteris contrariis non obstantibus quibuscunque. Datum in Montepessullano, sub sigillo secreti nostri, in absencia magni, die decima quarta Marcii, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo nono. — Sic signatum : Per dominum ducem. Delachaven.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Universitatis medicœ Monspeliensis*, fol. 38 r°.

---

156. — *Mandement d'Urbain V, accordant au prieur du Collège de Saint-Ruf la licence d'administrer les sacrements aux membres de ce Collège.* — Montefiascone, 27 juin 1370.

Dilecto filio, priori Collegii Sancti Ruffi de Montepessulano, ordinis Sancti Augustini, Magalonensis diocesis. Gerentes ad te et tuum collegium Sancti Ruffi de Montepessulano, ordinis Sancti Augustini, Magalonensis

diocesis, ipsiusque collegii personas paterne dilectionis affectum, petitionibus tuis, in hiis presertim, que ad earumdem personarum animarum salutem respiciunt, favorem benivolum impertimur. Hinc est quod nos, consideracione eciam venerabilis fratris nostri, Anglici, episcopi Albanensis, qui dictum collegium fundasse dicitur pariter et dotasse, nobis super hoc humiliter supplicantis, ipsius episcopi ac tuis in hac parte supplicacionibus inclinati, ut priori dicti Collegii, pro tempore existenti, per se vel aliquem ydoneum canonicum, sacerdotem dicti collegii, canonicis et conversis dicti ordinis, in eodem collegio manentibus seu existentibus, quociens expedierit, Eucharistiam et alia ministrare valeat ecclesiastica sacramenta, felicis recordacionis Clementis pape V, predecessoris nostri, et aliis quibuslibet constitutionibus contrariis nequaquam obstantibus, alicujus superioris licencia minime requisita, auctoritate tibi presencium indulgemus. Nulli ergo etc. nostre concessionis infringere etc. Datum apud Montemflasconem, v kalendas Julii, anno VIII^vo^.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V,* T. XXII (ann. 8, part. 1), fol. 433.

---

157. — *Mandement de Grégoire XI, attribuant aux évêques de Maguelone et de Condom et à l'abbé de Montmajour la connaissance des contestations relatives aux biens et aux privilèges du Collège des Douze-Médecins.* — Avignon, 19 avril 1371.

Exempcio medicorum [ymo conservatoria collegiatorum].

Gregorius episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus, Magalonensi et Condomiensi episcopis, ac dilecto filio, abbati monasterii Montismajoris, Arelatensis diocesis, salutem et Apostolicam benedictionem. Ad hoc nos Deus pretulit in familiam domus sue, ut oportuna singulis provisionis auxilia fidelis servitutis injuncte prudencia pro tempore dispensantes, eorum presertim necessitatibus intendamus, occurramus dispendiis, ipsosque ab oppressionibus relevemus, qui, ut dignius Domino famulentur, cupiunt in agro studii litterarum acquirere sciencie margaritam, que insignit domum

Domini plurimum et decorat. Sane dilectorum filiorum, collegii domus clericorum studencium, Collegii Duodecim Medicorum nuncupatorum, per felicis recordacionis Urbanum papam V, predecessorem nostrum, in loco de Montepessulano, Magalonensis diocesis, fundatorum, conquestione percepimus, quod nonnulli archiepiscopi, episcopi aliique ecclesiarum prelati ac clerici ecclesiasticeque persone, tam religiose quam eciam seculares, necnon duces, marchiones, comites, barones, milites, nobiles et laici, communia civitatum, universitates opidorum, castrorum, villarum et aliorum locorum, et alie singulares persone civitatum et diocesum et aliarum parcium diversarum occuparunt et occupari fecerunt villas et alia loca, terras, domos, possessiones, jurisdictiones et jura ac pecuniarum summas, necnon fructus, census, redditus et proventus et alia bona, mobilia et immobilia, spiritualia et temporalia, ad eosdem collegium et domum spectancia, et ea detinent indebite occupata, seu ea detinentibus prestant [1] auxilium, consilium vel favorem. Nonnulli eciam civitatum et diocesum ac parcium predictarum, qui nomen Domini in vacuum recipere non formidant, eisdem collegio super dictis villis et locis aliis, terris, domibus, possessionibus, jurisdictionibus, juribus, pecuniarum summis, necnon fructibus, censibus, redditibus et proventibus eorumdem et quibuscumque aliis bonis, mobilibus et immobilibus, spiritualibus et temporalibus, et aliis rebus, ad dictos collegium et domum spectantibus, ut prefertur, multiplices molestias et injurias inferunt et jacturas. Quare, pro parte dictorum collegii fuit nobis humiliter supplicatum ut, cum ipsis valde reddatur difficile pro singulis querelis ad Apostolicam Sedem habere recursum, providere eis super hoc paterna diligencia curaremus. Hos igitur adversus occupatores, detentores, presumptores, molestatores et injuriatores hujusmodi illo volentes eis remedio subvenire, per quod ipsorum compescatur temeritas et aliis aditus committendi similia precludatur, discrecioni vestre per Apostolica scripta mandamus, quatinus vos, vel duo aut unus vestrum, per vos vel alium seu alios, eciam si sint extra loca in quibus deputati estis conservatores et judices, prefatis collegio efficacis defensionis presidio assistentes [2], non permittatis eosdem super premissis et quibuslibet aliis bonis et juribus, ad ipsos et eorum domum predictam spectantibus, ab eisdem vel quibuslibet aliis indebite molestari, vel sibi gravamina seu dampna, molestias vel injurias irrogari, facturi eisdem collegio, cum ab eis vel procuratoribus ipsorum,

seu eorum aliquo, fueritis requisiti, de predictis et aliis personis quibuscumque, super restitucione villarum, terrarum, domorum, possessionum, jurisdictionum, jurium et bonorum, mobilium et immobilium, reddituum quoque et proventuum et aliorum quorumcumque bonorum predictorum, necnon de quibuslibet molestiis, injuriis atque dampnis, presentibus et futuris, in illis videlicet que [3] judicialem requirunt indaginem, summarie et de plano, sine strepitu et figura judicii, in aliis vero, prout qualitas eorum exegerit, justicie complementum, occupatores, detentores seu presumptores, molestatores et injuriatores hujusmodi, necnon contradictores quoslibet et rebelles, cujuscumque status, ordinis vel condicionis extiterint, quandocunque et quocienscunque expedierit, per censuram ecclesiasticam, auctoritate nostra, appellacione postposita, compescendo, invocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii secularis, non obstantibus tam felicis recordacionis Bonifacii pape VIII, predecessoris nostri, [litteris], in quibus cavetur ne aliquis extra suam civitatem et diocesim, nisi in certis exceptis casibus, et in illis ultra unam dietam a fine sue diocesis, ad judicium evocetur, sed [4] ne judices et conservatores, a Sede deputati predicta, extra civitatem et diocesim, in quibus deputati fuerint, contra quoscumque procedere, seu alii vel aliis vices suas committere aut aliquos ultra unam dietam a fine diocesis eorumdem trahere presumant, dummodo ultra duas dietas aliquis, auctoritate presencium, non trahatur, seu quod de aliis quam de manifestis injuriis et violenciis et aliis que judicialem indaginem exigunt, penis in eos, si secus egerint, et in id procurantes edictis [5], conservatores se nullatenus intromittant, quam aliis quibuscumque constitucionibus a predecessoribus nostris, Romanis Pontificibus, tam de judicibus delegatis et conservatoribus, quam personis ultra certum numerum ad judicium non vocandis, aut aliis editis, que nostre possent in hac parte jurisdictioni aut potestati ejusque libero exer[ci]cio quomodolibet obviare, seu si aliquibus, communiter vel divisim, a predicta sit Sede indultum, quod excommunicari, suspendi vel interdici, seu extra vel ultra certa loca ad judicium evocari non possint per litteras Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi et earum personis et locis, ordinibus et nominibus propriis, mencionem, et qualibet alia dicte Sedis indulgencia, generali vel speciali, cujuscumque tenoris existat, per quam, presentibus non expressam vel totaliter non insertam,

nostre jurisdictionis explicacio in hac parte valeat quomodolibet impediri, et de qua cujusque toto tenore de verbo ad verbum in nostris litteris habenda sit mencio specialis. Ceterum volumus et Apostolica auctoritate decernimus, quod quilibet vestrum prosequi valeat articulum eciam per alium inchoatum, quamvis idem inchoans nullo fuerit impedimento canonico prepeditus [6], quodque ad datam presencium sit vobis et unicuique vestrum, in premissis omnibus et eorum singulis, ceptis et non ceptis, presentibus et futuris, perpetuata potestas et jurisdictio atributa, ut eo vigore eaque firmitate possitis in premissis omnibus, ceptis et non ceptis, presentibus et futuris, et pro predictis procedere ac si predicta omnia et singula coram nobis cepta fuissent, et jurisdictio vestra et cujuslibet vestrum in predictis omnibus et singulis per citacionem vel modum alium perpetuata legitimum extitisset, constitucione predicta super conservatoribus et alia quacumque in contrarium edita non obstante, presentibus post triennium minime valituris. Datum Avinione, XIII kal. Maii, pontificatus nostri anno primo. — Bar. G^a de mandato domini nostri pape. Jo. Renordelli.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartulaire du Collège des Douze-Médecins*, fol. 21 v°; Arch. dép. de la Lozère, série G, n° 1010. — Publ. : Dubouchet, *Un Collège médical à Montpellier durant le moyen âge*, p. 50.

1. prestunt. — 2. assistantes. — 3. quie. — 4. seu. — 5. adictis. — 6. perpeditus.

---

158. — *Mandement de Grégoire XI, relatif à l'admission des étudiants et des auditeurs au Collège Saint-Benoît.* — Avignon, 18 février 1372.

Dilectis filiis, priori et conventui monasterii Sancti Benedicti de Montepesullano, per priorem soliti gubernari ordinis ejusdem Sancti, Magalonensis diocesis, salutem etc. Sincere devotionis affectus, quem ad nos et Romanam geritis ecclesiam, promeretur ut petitionibus vestris, quantum cum Deo possumus, favorabiliter annuamus. Nuper siquidem, intellecto

quod nonnulle gentes armorum et alie in vestro monasterio se intrudere nitebantur, et quod ex hoc periculum eidem monasterio et ville Montispesullani, Magalonensis diocesis, poterat inminere, vobis, sub excomunicationis pena, per nostras litteras inhibuimus ne in prefato vestro monasterio aliquos, nisi dumtaxat servitores vestros et illos, qui causa devotionis, horis consuetis, venire vellent, de die vel de nocte receptaretis aut ingredi vel manere aliquatenus sineretis. Cum autem, sicut exhibita nobis nuper pro parte vestra peticio continebat, vos circa divinum officium et studium literarum continuum insistere habeatis et ab hoc maliciis et violenciis hominum perversorum resistere nequeatis, et etiam multi valentes viri ad audiendum lectiones doctorum, licenciatorum, baccallariorum et aliorum in prefato monasterio Jura canonica legencium venire consueverunt, qui, prohibitione premissa obsistente, inibi venire totaliter destiterunt, in ipsius monasterii opprobrium atque dampnum. Quare nobis humiliter supplicastis ut perinde vobis super his ac aliter de benignitate Apostolica [providere] dignaremur. Nos igitur, volentes ut vos eo quietius et liberius divinis officiis et literarum studiis vacare possitis, quo majorem Sedis Apostolice favorem erga vos senseritis accrevisse, vestris supplicationibus inclinati, volumus et vobis, presencium tenore, concedimus quod, non obstante prohibitione premissa, quicumque veri studentes, pro lectionibus hujusmodi audiendis, et alii quilibet, volentes vos amicabiliter et caritative tractare, possint monasterium predictum ingredi et in eo permanere, prout vobis videbitur expedire, districtius inhibentes omnibus et singulis aliis personis, cujuscumque gradus, status, sexus, ordinis vel condicionis existant, et sub excomunicacionis pena, ne vobis, invitis vel nolentibus, prefatum monasterium ingredi vel in eo permanere aut vos impedire, molestare vel pertubare presumant, quod si secus fecerint, nos contra eos ad graviora procedemus, justicia mediante. Nulli ergo etc. nostre voluntatis, concessionis et inhibitionis infringere etc. Datum Avinione, XIII kalendas Marcii, anno secundo.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Greg. XI,* T. XIII, fol. 207.

159. — *Indult de Grégoire XI, accordant aux membres de l'Université de Montpellier le droit de percevoir les revenus de leurs bénéfices pendant cinq ans, sans être assujettis à la résidence.* — Avignon, 31 janvier 1373.

Dilectis filiis, universis doctoribus, magistris et scolaribus Studii Montispessullani, Magalonensis diocesis, salutem etc. Dum attente considerationis indagine perscrutamur quod per litterarum studia, cooperante illo a quo omnia carismatum dona proveniunt, viri efficiuntur scientiis eruditi, per quas equum ab iniquo discernitur, erudiuntur rudes, provecti ad altiora concrescunt et fides catholica roboratur, libenter non solum loca, ubi hujusmodi pollent studia, set studentes in eis munimus gratiis et libertatibus honoramus, hinc est quod nos, vestris supplicationibus inclinati, vobis, auctoritate Apostolica, tenore presentium, indulgemus ut vos et vestrum singuli in Studio Montispessullani, Magalonensis diocesis, ad presens existentes et qui in posterum extiterint ibidem, litterarum studio insistendo, fructus, redditus et proventus vestrorum beneficiorum ecclesiasticorum, secularium et regularium, que in quibusvis ecclesiis sive locis obtinetis et imposterum vos et vestrum singulos contigerit obtinere, etiam si dignitates, personatus, administrationes vel officia existant et curam habeant animarum, dummodo in cathedralibus post pontificales majores et in collegiatis ecclesiis principales dignitates non existant, cum ea integritate, usque ad quinquennium, a data presentium computandum, cotidianis distributionibus duntaxat exceptis, libere percipere valeatis, cum qua illos perciperetis, si in ecclesiis sive locis, in quibus beneficia ipsa consistunt, personaliter resideretis, et ad residendum interim in eisdem minime teneamini, neque ad id a quoquam inviti valeatis aliquathenus coarthari, non obstantibus si vos vel vestrum aliqui seu aliquis in dictis ecclesiis seu earum [1] aliqua primam personalem non feceritis residentiam consuetam et quibuscumque constitutionibus Apostolicis ac provincialibus et synodalibus, nec non statutis et consuetudinibus ecclesiarum, in quibus hujusmodi beneficia forsan fuerint, contrariis, juramento, confirmatione Apostolica vel quacumque firmitate alia roboratis, etiam si de illis servandis et non impetrandis litteris Apostolicis contra ea et ipsis litteris non utendo, etiam ab alio vel aliis impetratis, seu alio [2]

quovis modo concessis per vos vel procuratores vestros prestiteritis vel vos prestare forsitan imposterum contigerit juramentum etc. Datum Avinione, II kal. Februarii, anno tertio.

In eodem modo : — Dilectis filiis, Abbati monasterii de Villa Bertrando, Gerundensis diocesis, et preposito ecclesie Magalonensis ac officiali Magalonensi, salutem etc. Dum attente etc. Datum ut supra.

Orig. : Arch. du Vatican. *Reg. Greg. XI*, T. XVII (ann. 3, part. 2), fol. 475. b. — Cf. pièce n° 59 du Cartulaire (20 novembre 1333), etc.

1. eorum. — 2. alioquo.

---

160. — *Mandement de Grégoire XI au Cardinal Anglic Grimoard, lui donnant commission pour la réforme du Collège fondé par Urbain V (Collège Saint-Benoît).* — Avignon, 27 février 1373.

Venerabili fratri, Anglico, episcopo Albanensi, salutem etc. Apostolice servitutis, nobis injuncte desuper, officium mentem nostram incitat et inducit ut circa ea, que statui prospero et tranquillo personarum, sub religionis habitu studio vacantium pie vite, ad perseverantiam divini servitii oportuna percipimus, operosis studiis intendamus. Cum itaque dudum felicis recordationis Urbanus papa V, predecessor noster, cujus germanus fuisti, quoddam Collegium monachorum in villa Montispessulani, Magalonensis diocesis, fundaverit et, sicut accepimus, pro statu prospero et salubri regimine dictorum Collegii expediat novas constitutiones de novo fieri, nos, de circumspectione tua, sepius in arduis comprobata, plurimum in Domino confidentes, faciendi et ordinandi constitutiones salubres, tam in personis quam in bonis hujusmodi Collegii, prout pro bono regimine spirituali et temporali dictorum Collegii videris expedire, auctoritate Apostolica, plenam et liberam fraternitati tue, tenore presentium, concedimus potestatem. Nulli ergo etc. nostre concessionis infringere etc. Datum Avinione, III kal. Martii, anno tertio.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Greg. XI De Curia ann.* III, n° 272, fol. 15. b.

---

161. — *Confirmation par Jeanne, reine de Navarre, des privilèges d'exemption d'impôts sur l'entrée des vivres accordés à la Faculté de Droit par le roi Jean et le duc d'Anjou.* — Montpellier, 20 juillet 1373.

... Item et quasdam litteras bone memorie domine Johanne, regine Navarre, quarum tenor talis est :

Johanna, regis condam Francorum primogenita, Dei gracia Navarre regina, comitissa Ebroycensis et domina Montispessulani, dilectis et fidelibus, gubernatori dicti domini mei et nostro in Montepessulano et judici Parvi Sigilli ejusdem domini mei et nostri dicte ville et eorum cuilibet vel locatenentibus eorumdem, salutem. Pro parte rectoris, doctorum, magistrorum et aliorum studencium in utroque divino et humano Jure Universitatis dicte nostre ville Montispessulani, nobis extitit conquerendo monstratum quod consules, custodes portarum et barrerii curialesque et servientes dicte ville et nonnulli alii, dicti domini mei et nostri subditi, ipsos conquerentes ac ceteros dicte Universitatis paciffice gaudere non permictunt privilegiis et libertatibus, dicte Universitati et singularibus ejusdem per dominum Johannem, bone memorie Francorum regem, dominum genitorem meum, et successive per carissimum germanum meum, dominum ducem Andegavensem, germanum eciam et locumtenentem carissimi germani et domini mei, Francie regis, cum eorum patentibus litteris, in pergameno scriptis et eorum sigillis cera viridi inprimpsatis in pendenti sigillatis, concessis, ymo ipsos et dictam Universitatem in eisdem impediunt seu perturbant, contra tenorem dictorum privilegiorum et mandatorum regiorum predictorum temere veniendo, quod nobis displicet et non inmerito, si sit ita. Quocirca, vobis et vestrum cuilibet in solidum precipimus ac comictimus et mandamus quatinus dictos consules, portarum custodes, barrerios, curiales et servientes dicte ville ac omnes et singulos et quoscumque alios subditos dicti domini mei et nostros compellatis seu compelli faciatis, per penarum seu multarum imposicionem et declarationem officiorumque, si que habent, suspentionem et alias forcius et viribus, si opus fuerit, ad tuendum et observandum privilegia, libertates ac inmunitates, eisdem significantibus dicteque Universitati et singularibus ejusdem, tam modo premisso, quam alias hic usque quovis-

modo, concessas, dictosque rectorem, doctores, magistros et studentes omnes et singulos dicte Universitatis, presentes et futuros, in eorum franchisiis, privilegiis et libertatibus atque inmunitatibus teneatis et observetis, in dicta villa et tota terra dicti domini mei et nostra lingue Occitane [1] tenerique per dictos subjectos nostros et conservari faciatis cum effectu, non permictentes contra tenorem dictarum libertatum et inmunitatum ipsos vel eorum alterum indebite a quoquam per dictos subditos dicti domini mei et nostros inquietari seu molestari nec non quoscumque subditos nostros, dictorum privilegiorum violatores, taliter puniatis quod, metu pene, ceteri a similibus perpetrandis seu comictendis merito arceantur, super quibus et ea tangentibus ab omnibus justiciariis et subditis dicti domini mei et nostris vobis et vestrum cuilibet in solidum pareri volumus diligenter et intendi, nam sic juxta tenorem et seriem eorundem privilegiorum fieri volumus ac eisdem significantibus concessimus et concedimus ut de puncto in punctum observentur, de nostra certa sciencia et speciali gracia, per presentes, si sit opus, juribus et consuetudinibus, statutis ordinationibusque alias mandatis, factis et faciendis, ad hoc contrariis, non obstantibus quibuscumque. Datum in dicta villa nostra Montispessulani, sub sigillo nostro proprio, die vicesima mensis Julii, anno Domini millesimo CCC^{mo} septuagesimo tercio. — Per reginam in consilio suo. Pasquasii.

Orig. : Collection de M. A. de Massilian, de Montpellier, chartes, n° 9 (dans un vidimus des privilèges de l'Université par le bayle, du 31 mai 1410). — Cf. pièces n^{os} 99 (janv. 1351), 129 (avril 1365) et 135 (22 nov. 1366).

1. Occitana.

---

162. — *Mandement du duc d'Anjou, gouverneur de Languedoc, aux officiers de justice de cette province, leur ordonnant d'interdire dans leurs ressorts la pratique illégale de la médecine et de remettre annuellement à la Faculté de Médecine de Montpellier le cadavre d'un supplicié.* — Montpellier, 10 octobre 1376.

Ludovicus, regis condam Francorum filius, domini mei regis germanus ejusque locumtenens in partibus Occitanis, dux Andegavensis et Turonensis

ac comes Cenomanensis, universis et singulis justiciariis dictarum parcium, ad quos presentes littere pervenerint, vel eorum locumtenentibus, salutem. Cum ex fragilitate humane nature et malo regimine personarum sepe contingat febres, infirmitates, apostemata et diversas alias species infirmitatis evenire, ex quibus, nisi per magistros doctores sciencie phisicalis sive medicine remedia condecencia adhibeantur, plures persone, pacientes ipsas infirmitates, et fere major pars, pericula mortis incurrerent, et sic populus, qui satis rarus, obstantibus mortalitatibus et epidemiis, que viguerunt in hiis partibus, et eciam guerris, in quibus multi perierunt, quam plurimum diminueretur et mundus ad nichilum, vel quasi, deduceretur, intellexerimusque, ex relatu nonnullorum fide dignorum, quod aliqui, se asserentes expertos in dicta sciencia, licet per magistros Studii generalis ville Montispessulani seu alterius Studii generalis sciencie medicine, prout fieri debet et est consuetum, non fuerint approbati, per villas, castra, oppida et loca dictarum partium incedentes, infirmos et pacientes curare satagunt, fingentes se ad hoc expertos, et qui curari deberent juxta cursum medicine, si in manibus et posse alicujus magistri experti et approbati essent, propter impericiam talium efficiuntur incurabiles, impotentes et quandoque ac sepissime mortis periculum incurrunt ac dies suos ante tempus claudunt extremos; que cedunt in rei publice lesionem et irreparabile dampnum et jacturam, quod grave gerendum est et molestum et ita gerimus, nec inmerito, cum gloria principis in magnitudine sui populi existat; nos, indempnitati et lesioni ejusdem populi, dicto domino meo sive nobis subjecti, et rei publice, prout decet, providere ac talibus impericiis ac inconvenientibus obviare cupientes, vobis et vestrum cuilibet, prout ad quemlibet vestrum pertinuerit, precipimus et mandamus, districtius injungendo, quatenus per loca jurisdictionum vestrarum, in quibus talia sunt fieri consueta, voce tube aut aliter, juxta morem vestrum, preconizari et publicari faciatis atque inhiberi quibuscumque personis, cujuscunque status aut condicionis existant, in sciencia medicine non graduatis seu aliter approbatis, ne amodo sint ausi practicare seu dicta sciencia uti in locis ipsis, in et super personis aliquibus infirmis, quacunque infirmitate detineantur, absque dictorum magistrorum dicte ville Montispessulani, approbatorum in dicto Studio generali seu alio quocunque generali Studio, speciali licencia et ordinacione, ut sciencia ipsa modo, quo fieri debet, practi-

cetur et amodo minime diludatur, et pericula premissa atque scandala, que acthenus evenerunt et majora in futurum evenire possent, evitentur, et hoc sub omni ea pena, quam incurrere possent erga dictum dominum meum seu nos, contrarium facientes seu facere et attemptare presumentes, ad desistendum a premissis preture viribus compescendo. Ceterum, cum experiencia sit rerum magistra et jacula previsa minus ledere soleant quodque pericula, que ad oculum videntur, facilius valeant evitari, quam occulta et incognita, ad instantem supplicacionem magistrorum et tocius Universitatis Studii generalis sciencie phisicalis seu medicine dicte ville Montispessulani, vobis et cuique vestrum precipimus et mandamus quatenus unum hominem, mortis supplicio condempnatum, cum ejus supplicium fuerit assequtus, semel in anno, cum per ipsos magistros seu ex parte eorumdem fueritis requisiti, ipsis magistris pro anatomia [1] de corpore talis condempnati et exequtioni, morte naturali preveniente, demandati, debite et juxta eorum scienciam facienda, tradi et deliberari faciatis, ut ex anatomia [1] ipsa magistri ipsi et alii in ipsa presentes, secundum eorumdem magistrorum voluntatem, fieri valeant periciores et sciencia ipsa ex premissis omnibus utilius et melius valeat in futurum practicari, et qui ignari vel imperiti existunt ad profundum dicte sciencie habeant merito prorrumpere ; et exinde utilitas rei publice augmentabitur et ejus indempnitati et lesioni providebitur in inmensum. Que omnia fieri volumus et dictis magistris dicte sciencie concessimus et tenore presencium concedimus, de nostra certa sciencia auctoritateque regia, nobis in hac parte atributa et qua fungimur, et gracia speciali, si sit opus, opposicionibus, appellacionibus, recusacionibus et subterfugiis frivolis ac litteris subrepticie in contrarium a nobis impetratis vel impetrandis, sub quacumque verborum forma in aliquo non obstantibus, nisi de presentibus de verbo ad verbum expressam facerent mencionem. In cujus rei testimonium, nostrum novum presentibus litteris jussimus appendi sigillum. Datum in Montepessulano, die decima mensis Octobris, anno Domini M° CCC° LXX° sexto.

Orig. : Arch. de la Fac. de Méd. de Montpellier, S. 5. E; Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Universitatis medicœ Monspeliensis*, fol. 47 v° et 60 v°. — Publ. : Germain, *Hist. de la Commune de Montpellier*, t. III, p. 440.

1. anotomia.

163. — *Lettres de Charles-le-Mauvais, roi de Navarre, confirmant à la Faculté de Médecine le privilège d'obtenir annuellement des officiers royaux de Montpellier le cadavre d'un supplicié.* — Pampelune, 11 juin 1377.

Karolus, Dei gracia rex Navarre, comes Ebroicensis [1], et dominus Montispessulani, universis et singulis presentes litteras inspecturis, salutem. Porrecta nobis supplicatione pro parte dilectorum nostrorum, magistrorum et aliorum studencium Studii generalis medicine ville nostre Montispessulani, continente ut, singulis annis, gubernator vel bajulus aut alii officiales nostri dicte ville Montispessulani vel ejus baronie aut rectorie, seu eorum locumtenentes, teneantur tradere unum judicatum ad mortem, cujuscumque sexus vel legis existat, sive submerssum, sive suspenssum, aut aliter, precedente judicato, interfectum, ipsis supplicantibus, pro anathomia [2] facienda; nos, attendentes dictum Studium in tam neccessaria humano generi medicinali sciencia florere, quam plurimo numero magistrorum, licenciatorum, baccalariorum et aliorum in eodem studio, et quod pre ceteris aliis studiis universi orbis in dicta villa Montispessulani fons medicinalis sciencie reputatur, unde pontifices et principes pro eorum salute a dicto Studio ad se trahunt magistros, propter experienciam, que potissime in facto medicinali est rerum magistra, eorum supplicationibus inclinati, eisdem supplicantibus concessimus et per presentes concedimus ut gubernator vel bajulus aut alii officiales nostri dicte ville Montispessulani vel ejus baronie aut rectorie, seu eorum locumtenentes, singulis annis, semel tantum, teneantur tradere unum judicatum ad mortem, cujuscumque sexus vel legis existat, sive submerssum, sive suspenssum, vel aliter, precedente judicato, interfectum, ipsis suplicantibus, pro anathomia [2] facienda, ad simplicem requisitionem cancelarii Studii prefati, vel ejus locumtenentis, vel aliorum magistrorum Facultatis predicte, aut procuratorum seu sindicorum eorumdem; et illico postquam talis requisitus suspensus fuerit, vel submerssus, aut aliter interfectus, a patibulo vel aqua aut alio loco removeri faciant et eis tradere, eorum tamen sumptibus et expensis; mandantes gubernatori et aliis justiciariis et officiariis nostris dicte ville et cuilibet eorum in solidum, si opus fuerit, com-

mitendo, seu eorum locumtenentibus, quatenus dictos supplicantes dicta nostra gracia et concessione uti et gaudere pacifice et ad plenum faciant et permitant, omni impedimento cessante, ceteris eorum privilegiis, si que circa predicta habeant, in suo robore duraturis, nulla eis per presentes derogatione, set pocius firmitate ac stabilitate, facienda. Que dictis supplicantibus, intuitu ac contemplatione dilecti et fidelis nostri phisici, Francisci Connilli, magistri in Medicina et in Artibus, concessimus et per presencium tenorem concedimus, de nostris certa sciencia et gracia speciali, mandatis, ordinationibus, statutis, consuetudinibus, allegationibus, appellationibus frivolis, ac litteris in contrarium inpetratis vel inpetrandis non obstantibus quibuscumque. Quod ut stabile et perpetuum perseveret, nostrum presentibus fecimus appendi sigillum. Datum Pampiloni, xi[a] die mensis Junii, anno Domini millesimo CCC° septuagesimo septimo.

Orig. : Arch. de la Fac. de Méd. de Montpellier, S. 3. A ; Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Univ. medicœ Monspeliensis,* fol. 32 v°. — Publ. : Germain, *Hist. de la Commune de Montpellier,* t. III, p. 442. — Cf. pièces n[os] 162 et 164 du Cartulaire.

1. Ebroecensis. — 2. anothomia.

---

164. — *Présentation à la cour du Gouverneur de Montpellier des lettres du roi de Navarre, du 11 juin 1377, en faveur de la Faculté de Médecine.* — Montpellier, 13 octobre et 23 décembre 1377 et 8 avril 1378 (n. st.).

In nomine Domini nostri Jhesu Christi, amen. Anno a Nativitate ejusdem millesimo trescentesimo septuagesimo septimo, indictione quinta decima et die vicesima tercia mensis Decembris, pontifficatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri, domini Gregorii, divina providencia pape undecimi, anno septimo, et serenissimo principe, domino Karolo, Dei gracia Francorum rege, regnante, et domino Karolo, eadem gracia rege Navarre, comite Ebroycensi et domino Montispessulani, existente, noverint universi

quod, existentes sive personaliter constituti in loco infrascripto et coram honorabili et venerabili viro, domino Jacobo Mayssendis, legum doctore, judice curie palacii Montispessulani et locumtenente nobilis et potentis viri, domini Berengarii de Pau, militis, gubernatoris dicte ville Montispessulani pro dicto domino nostro, rege Navarre, domino predicto, prout de hujusmodi locumtenencia constat per quasdam patentes litteras, in pargameno scriptas, a dicto domino gubernatore ema[na]tas et sigillo suo curie impendenti sigillatas, quarum tenor talis est :

Quia utile, ymo ne[ce]ssarium debet reputari, subdictos cujuslibet boni principis a gravaminibus, oppressionibus et insolenciis ubique relevare, jus et justiciam inter partes, earum racionibus debite auditis, ministrando, ne per varias et diversas fatigaciones, cum in curiis dominorum suorum sunt acturi, inhanibus vexentur laboribus et expensis, ideo nos, Berenguarius de Pau, miles, gubernator ville, baronie et rectorie Montispessulani et aliarum terrarum quaruncumque, quas princeps illustrissimus, dominus noster, dominus Karolus, Dei gratia rex Navarre, comes Ebroycensis et dominus Montispessulani, habet et tenet in lingua Occitana, scientes et attendentes nos a dicta villa Montispessulani, pro magnis et diversis arduis, tam dicti domini nostri quam nostris, propriis negociis, de proximo debere absentare, volentes et cupientes indempnitati subdictorum dicti domini nostri et rei publice pro posse, ut tenemur, ex intimacto nobis oficio, obviare, et ne nostri absencia alicui sit in aliquo dampnosa, cum circa causas, coram nobis et in nostra curia palacii dicte ville jam vertentes et que imposterum in eadem moveri contingerit, vacare seu intendere, ut jam dictum est, et personaliter interesse nequeamus, confidentes ad plenum et non inmerito de legalitate, sciencia et factorum experiencia aprobatis venerabilis et circumspecti viri, domini Jacobi Mayssendis, legum doctoris, judicis dicte curie palacii dicte ville Montispessulani; igitur, revocando tamen specialiter et expresse quoscumque alios locumtenentes nostros, per nos acthenus constitutos, ipsum eumdem dominum Jacobum Mayssendis, legum doctorem, judicem dicte curie, locuntenentem nostrum facimus et constituimus per presentes, quamdiu nos adesse contingerit in dicta curia et villa vel abesse, in omnibus et singulis causis et lictibus, tam civilibus quam criminalibus,

motis et movendis in dicta curia per personas quascumque contra quascumque personas ac commissionibus quibuscumque, nobis jam factis et faciendis in futurum, dantes et concedentes dicto locumtenenti nostro plenam et liberam potestatem omnia, universa et singula, dicendi et faciendi, peragendi et excercendi, que nostro incumbunt officio et que nosmet facere, dicere, peragere et excercere possemus, si in premissis personaliter interessemus, nam eidem locumtenenti nostro comitimus vices nostras, donec eas ad nos expresse duxerimus resumendas, mandantes omnibus, universis et singulis, nobis subdictis, non subditos in juris subsidium requirentes, ut dicto locumtenenti nostro, in hiis que dictum nostrum tangunt officium, pareant efficaciter et intendant, sicut nobis, prestentque consilium, auxilium et juvamen. In cujus rei testimonium, presentes litteras fieri fecimus et sigillo autentico nostre curie muniri. Actum et datum in Montepessulano, die tercia decima mensis Octobris, anno Domini millesimo trescentesimo septuagesimo septimo.

Videlicet honorabiles et venerabiles viri, magistri Guillermus Molinerii, Jacobus Texerii et Petrus de Solario, magistri in medicina, jus excercentes in villa Montispessulani, videlicet dictus magister Guillermus Molinerii, ut procurator tocius Universitatis Studii et scolarium ejusdem ville Montispessulani, et ipsi iidem magistri Jacobus Texerii et Petrus de Solerio ac eciam idem magister Guillermus, ut magistri ejusdem ville Montispessulani habitatores, et ibidem eidem domino judici et locumtenenti exhibuerunt et presentaverunt quasdam patentes litteras, in pargameno scriptas, ab inclito principe, domino nostro, rege Navarre, domino supradicto, emanatas et ejus magno sigillo cera viridi, cum cordonibus cirici de rubeo et de virido semipartiti impendenti sigillatas, quarum tenor talis est:

Karolus, Dei gratia rex Navarre, comes Ebroycensis et dominus Montispessulani...

Datum Pampilone, undesima die mensis Junii, anno Domini millesimo trescentesimo septuagesimo septimo. Per dominum regem. S. de Uricio [1].

Quibus quidem litteris sic exhibitis et presentatis, iidem magistri et procurator, procuratorio nomine quo supra, pro conservacione juris eorum pro

tempore futuro ac eciam pro conservatione juris tocius dicte Univercitatis Studii supradicti, pecierunt et requisiverunt contenta in dictis litteris adimpleri de puncto in punctum, juxta et secundum ipsarum litterarum formam, seriem, continenciam et tenorem, et de preddictis, si necesse fuerit, eisdem quibus supra nominibus, fieri publicum instrumentum per me, notarium infrascriptum. Et dictus dominus judex [2] et locumtenens, habita copia dictarum litterarum, ad audiendum ejus responcionem, diem primam juridicam post instans festum Nativitatis Domini, eisdem magistris, quibus supra nominibus, assignavit. Hec acta fuerunt in Montepessulano, ante palacium ejusdem ville, presentibus magistris Poncio Calcie, jurisperito, Theobaldo Georgii, notario, habitatoribus Montispessulani, testibus ad premissa vocatis specialiter et roguatis, et me, Guillermo Porcelli, publico notario infrascripto, qui de predictis requisitus notam recepi.

Postque, anno, die, pontifficatu et regnantibus quibus supra, existentes in presencia honorabilis et venerabilis viri, domini Bertholomei Roardi, burgensis, bajuli Montispessulani pro domino nostro, rege Navarre, domino predicto, dicti magistri Guillermus Molinerii, Jacobus Texerii et Petrus de Solerio, magistri predicti, quibus supra nominibus, et ibidem eidem domino bajulo exhibuerunt et presentaverunt dictas litteras a dicto domino nostro, rege Navarre, emanatas, quarum tenor superius ad plenum est insertus. Quibus exhibitis et presentatis, iidem magistri, quibus supra nominibus, pecierunt et requisiverunt per dictum dominum bajulum contenta in dictis licteris adimpleri de puncto in punctum, juxta et secundum ipsarum litterarum formam, seriem, continenciam et tenorem, et, eisdem nominibus quibus supra, de premissis, pro juris eorum conservacione in futurum, fieri publicum instrumentum per me, notarium infrascriptum. Et dictus dominus bajulus dictas litteras recepit cum omni honore et reverencia quibus decet; quibus receptis, obtulit se fore paratum contenta in eisdem litteris adimpleri de puncto in punctum, juxta et secundum ipsarum formam, seriem, continenciam et tenorem, precipiendoque michi, notario infrascripto, sue banche scriptori, quatinus predictas litteras dicti domini nostri, regis Navarre, in registro sue curie registrem et eas inseram in eodem, juxta ipsarum seriem et tenorem. De quibus dicti magistri, quibus supra nominibus, pecierunt

eis publicum fieri instrumentum per me, notarium infrascriptum. Acta fuerunt hec in curia ordinaria dicti domini bajuli Montispessulani, presentibus magistris Duranto Bosquerii, jurisperito, Johanne de Soligiis, notario, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis, et me, Guillermo Porcelli, notario publico supra et infrascripto, qui de predictis requisitus notam recepi.

Postque, anno a Nativitate ejusdem millesimo trescentesimo septuagesimo septimo et die octava mensis Aprilis [3], indictione prima, sancta Sede [4] Appostolica vacante et regnantibus quibus supra, venerunt ad presenciam dictorum dominorum gubernatoris et judicis dicti magistri Guillermus Molinerii, nomine quo supra, Franciscus Cuniculi et Petrus de Solerio, magistri in medicina, et pecierunt et requisierunt in omnibus et per omnia, prout supra, videlicet contenta in dictis litteris dicti domini nostri, regis Navarre, supra proxime insertis, adimpleri de puncto in punctum, si et quando vendicabunt locum, juxta ipsarum litterarum formam, seriem, continenciam et tenorem, litterasque exequtorias super predictis eisdem concedi et dicti domini gubernator et judex [2] dictas litteras iterato receperunt cum omni honore et reverencia quibus decet; quibus receptis, obtulerunt se fore paratos contenta in dictis litteris dicti domini nostri, regis Navarre, supra proxime insertis, adimplere, juxta ipsarum formam, seriem, continenciam et tenorem, si et quando contenta in eisdem litteris vendicabunt locum, litteras exequtorias super contentis in dictis litteris eisdem magistris et procuratoribus concedendo, de quibus dicti magistri et procuratores pecierunt eis fieri unum vel plura publicum [5] seu publica instrumenta. Acta fuerunt hec in palacio Montispessulani et fuerunt horum testes Johannes Colunberii, Jacobus de Manhania, burgenses, magister Hugo Chasotas, notarius Montispessulani, testes ad premissa vocati specialiter et rogati.

(Seing du notaire.) Et ego, Guillermus Porcelli, clericus Montispessulani, dyocesis Magalonensis, publicus auctoritate Imperiali et dicti domini nostri, Navarre regis, domini dicte ville Montispessulani, notarius, qui in supradictis omnibus et singulis, dum agerentur et fierent, una cum supranominatis testibus, presens fui eaque in notam recepi et per alium, aliis negociis occupatus, usque ad minoram, « insertis adimpleri », scribi feci, et

ideo hic me subscripsi et signo meo precedenti signavi, in testimonium omnium premissorum, requisitus et roguatus.

Orig. : Arch. de la Fac. de Méd. de Montpellier, S. 3. D.

1. Pièce nº 163 du Cartulaire (11 juin 1377). — 2. judiex. — 3. Cette date est donnée d'après le style de Pâques, qui tombait le 18 avril en 1378. — 4. cede. — . puplicum.

165. — *Rouleau de suppliques en Cour de Rome pour les membres de la Faculté de Droit de Montpellier.* — [1378].

Rotulus Studii Montispessulani.

Summe Sanctitatis in Christo patri et domino, domino Clementi VIIº, sacrosancte Romane ac universalis ecclesie divina providentia dignissimo Summo Pontifici, Rector, Universitas, Doctores et Collegium scolarium Studii ville Montispessulani, Magalonensis diocesis, pie devotionis affectu terre [dant] osculum ante pedes. Rex regnantium summa deliberatione [voluit] solium principatus fidelium per illos gubernari, qui in scientie meritis et scientiarum speculo genus humanum in vere fidei tramite bene meritis digna premia largiendo, equitatis suadente materia, dirigere didiscerunt, vobis autem, cui non tam beatissime sanctitatis indicio, quam cujuslibet divine humaneque discipline signaculo proprias vices Christus contulit, orbis terre flexis genibus supplicat quatenus, de solita Sedis Apostolice clementia, infrascriptas preces studentium dignemini de gratia speciali misericorditer exaudire, qui in vestra sublimatione tanto devotius exultaverunt, quanto recolunt audivisse vos semper extitisse cum favorabilibus incrementis vite studentium excultorem, eo in vobis per excellentiam de celis in terris intuens eterna justicia, ad extollenda fidelium recta precamina vos optavit et merito ante omnes Christicolas beati Petri facere successorem.

Primo, Berengario de Roveria, Nemausensis diocesis, licentiato in Legibus et baccallario in Decretis, vicario et officiali ecclesie Magalonensis,

de canonicatu sub expectatione prebende ecclesie Agathensis, cum dignitate, personatu, officio vel administratione, etiam si electivus et major post pontificalem existat, vacante vel vacatura, simul vel successive, dignemini providere, non obstante quod obtineat ecclesiam parrochialem sancti Ypoliti de Ruppe Furcata, dicte Nemausensis diocesis, et canonicatum et prebendam in ecclesia Ilerdensi, cum ceteris non obstantibus et clausulis, ut supra.

Item, Petro Blani, licenciato in Decretis, diocesis Mimatensis, Rectorique vestre Universitatis antedicte...

Item, Raymundo de Castellano, canonico prebendato ecclesie Celsonensis, expresse professo, ordinis Sancti Augustini, Urgellensis diocesis, licentiato in Decretis, anno proxime preterito dicti vestri Studii Rectori...

Item, Pontio Guillermi, canonico Magalonensi, ord. S. Augustini, doctori antiquo in Decretis...

Item, Salvatori Guillermi, monaco monasterii Sancti Victoris Massiliensis ord. S. Benedicti, Decretorum doctori, actu ordinarie legenti, jam sunt anni sex et ultra...

Item, Philippo Sicardo, monaco ord. S. Benedicti, ecclesie Vabrensis, priori prioratus Sancti Severini, ejusdem diocesis, Decretorum doctori ordinarieque Decretum actu legenti...

Item, Guillermo Anthonii, clerico Lingoniensis diocesis, Legum doctori actuque ordinarie legenti...

Item, Philippo de Belloforti, subdiacono Bisuntinensis diocesis, de militari genere procreato, Legum doctori...

Item, fratri Guillermo Botlini, canonico monasterii Sancti Simphoriani extra muros Eduenses, ord. Sancti Augustini, Decretorum doctori...

Item, Bernardo Andree, Decretorum doctori, monaco monasterii Marsiliensis, ord. S. Benedicti...

Item, Alfonso de Thons, clerico diocesis Dertusensis, de prosapia militari progenito, baccallario in decretis...

Item, Bertrando Petri, monaco Salmodiensi, ord. S. Benedicti, diocesis Nemausensis, licentiato antiquo in Decretis...

Item, Johanni Texerii, canonico expresse professo ecclesie Magalonensis, ord. S. Augustini, licentiato in Decretis...

Item, Anthonio Guitardi, monaco expresse professo ecclesie Electensis,

ord. S. Benedicti, licentiato in Decretis, actu legenti, nuncio unanimiter electo pro parte vestre antedicte Universitatis ad hujusmodi rotulum Vestre Sanctitati presentandum, qui etiam alias ante vestri creationem ad curiam eum portavit, propter quod infinitas vexationes ac expensas sustinuit...

Item, Bartholomeo Barrerie, licentiato in Decretis, baccallario in Legibus, presbytero actu legenti Uticensis diocesis...

Item, Stephano Borracii, Nemausensis diocesis, licentiato in Legibus et baccallario in Decretis...

Item, Bernardo Girberti, presbytero, rectori parrochialis ecclesie de Altalano, diocesis Dertusensis, licentiato in Decretis, actu legenti...

Item, Petro Serra, licentiato in Decretis, diacono Valentinensis diocesis, actu legenti...

Item, Petro de Podiolo, clerico Vicensis diocesis, licentiato in Decretis...

Item, Petro Pinelli, clerico Mimatensis diocesis, licentiato in Legibus, actu legenti extra ordinem dominorum doctorum...

Item, Guillermo Dilfrue, Tornacensis diocesis, licentiato in Legibus et baccallario in Decretis...

Item, Girardo Olivarii, monaco expresse professo monasterii Marsiliensis, ord. S. Benedicti, licentiato in Decretis...

Item, Berengario de Gallaco, clerico diocesis Valentinensis, licentiato in Decretis baccalarioque in Legibus...

Item, Guillermo Gislandi, licentiato in Legibus et baccallario in Decretis, qui, VIII anni sunt elapsi, in dicto Studio dictos gradus recepit et postea, pro majori parte dicti temporis, ibidem audivit Jura canonica vel legit Jura civilia et dum, anno proxime lapso, in mense Januarii ivit ad Urbem, vivente Domino Gregorio sancte memorie, actu ibi legebat extra ordinem doctorum in Jure civili...

Item, Petro de Mesergue, cappellano, diocesis sancti Flori, licentiato in Decretis et baccallario in Legibus...

Item, Johanni Joly, Lugdunensis diocesis, in Legibus licentiato...

Item, Michaeli Serlandi, licentiato in Decretis, actu legenti, priori ecclesie curate Beate Marie de Ozorio, ord. S. Augustini, diocesis Magalonensis...

Item, Jacobo Canosio, diocesis Valentinensis, in Legibus licentiato...

Item, Raymundo Mantelli, Mimatensis diocesis, licentiato in Decretis...

Item, Hugoni de Manhaco, Lemovicensis diocesis, licentiato in Decretis, monaco monasterii Salmodiensis, ord. S. Benedicti, Nemausensis diocesis...

Item, Dominico de La Guerola, presbytero diocesis Dertusensis, licentiato in Decretis...

Item, Guillelmo de Codohena, canonico expresse professo ecclesie Magalonensis, ord. S. Augustini, licentiato in Decretis...

Item, Petro Vimeneti, monaco expresse professo monasterii Sancti Victoris Marsiliensis, ord. S. Benedicti, licentiato in Decretis, actu legenti...

Item, Anthonio Maleti, licentiato in Legibus, actu legenti...

Item, Michaeli de Bozena, monaco expresse professo monasterii Villemagne, ord. S. Benedicti, Biterrensis diocesis, licentiato in Decretis, actu legenti...

Item, Hugoni Raymbaldi, clerico Mimatensis diocesis, licentiato in Decretis...

Item, Bertrando Petri, canonico ecclesie Magalonensis, ord. S. Augustini, expresse professo, baccallario in Decretis, actu legenti in tertio anno sue lecture...

Item, Ysuardo de Belania, monaco expresse professo monasterii Sancti Petri Montismajoris, ord. S. Benedicti, Arelatensis diocesis, baccallario in Decretis, actu legenti...

Item, Petro Polonis, diocesis Sancti Flori, baccallario in Legibus, actu legenti scolarique in Jure canonico...

Item, Guillelmo Mascaroni, baccallario in Decretis et scolari in Jure civili, in quarto anno sue auditionis, Barchinonensis diocesis...

Item, Johanni Wittenbort, presbytero Ratzeborgensis diocesis, baccallario in Decretis...

Item, Anthonio de Lonerio de Revello, Viennensis diocesis, clerico Viennensis ecclesie, baccallario in Legibus, studenti in Jure canonico...

Item, Bertrando Scorrofiti, diocesis Vivariensis, baccallario in Legibus...

Item, Matheo Gorths, Majoricensis diocesis, baccallario in Legibus...

Item, Guillelmo Domenge, clerico Gerundensi, baccallario in Legibus, actu legenti...

Item, Petro Astreboni, baccallario in Legibus, actu legenti...

Item, Johanni Durandi, Elborensis diocesis, baccallario in Decretis, actu

legenti extra ordinem Decreti studensque in Jure civili in Elborensi et Colunbriensi ecclesiis, canonico prebendato...

Item, Guillelmo Valesii, presbytero diocesis Barchinonensis, baccallario in Decretis, actu legenti...

Item, Johanni Froyssardi, clerico diocesis Trecensis, licentiato in Legibus et baccallario in Decretis...

Item, Michaeli de Baradulia, presbytero Claromontensis diocesis, baccallario in Decretis...

Item, Johanni de Dons, clerico Gerundensi, baccallario in Legibus, actu legenti...

Item, Petro de Lampertheim, ex utroque parente de militari genere procreato, baccallario in Decretis, subdiacono Org. diocesis...

Item, fratri Rostano Martini, canonico expresse professo monasterii Sancti Ruphi, ord. S. Augustini Valentinensis, baccallario in Decretis, actu legenti...

Item, Jacobo dicto Ladonensi, clerico conjugato, Eduensis diocesis, baccallario in Legibus, actu legenti...

Item, Nicolao Spanyoli, clerico Majoricensis diocesis, baccallario in Decretis, in sexto anno sue lecture, cui nuper bone memorie dominus Gregorius papa XI, predecessor vester, gratiam fecit specialem in rotulo hujus Studii...

Item, Petro Carreria, presbytero Gerundensis diocesis, baccallario in Decretis...

Item, Girardo Bardolleti de Blecherento, subdiacono Bisuntinensis diocesis, baccallario in Legibus scolarique in Jure canonico...

Item, Petro de Lupparia, baccallario in Decretis, canonico expresse professo monasterii Celsonensis, ord. S. Augustini, Urgellensis diocesis...

Item, Cononi Pudralli de Paterniaco, Lausanensis diocesis, subdiacono, baccallario in Legibus...

Item, Ludovico Bolliacii, presbytero expresse professo monasterii de Corona, ord. sancti Augustini, diocesis Engolismensis, baccallario in Decretis...

Item, Johanni Gandelleti, presbytero diocesis Claromontensis, baccallario in Decretis, qui legit pro octo annis...

Item, Hugoni de Sancto Deodato, Tullensis diocesis, baccallario in Legibus, actu legenti...

Item, Armando de Caneto, monaco expresse professo Salmodiensi, ord. S. Benedicti, Nemausensis diocesis, baccallario in Decretis, actu legenti...

Item, Johanni Renerii juniori de Analone, subdiacono, Eduensis diocesis, baccallario in Legibus...

Item, Arnaldo Ferrarii, diocesis Ilerdensis, baccallario in Decretis...

Item, Guillelmo Saorle, clerico Elnensis diocesis, baccallario in Legibus et scolari in Jure canonico, qui decem annis Leges audivit...

Item, Bernardo Garnerii, baccallario in utroque Jure, diocesis Nemausensis...

Item, Stephano Girbardi, baccallario in Decretis, in quinto anno lecture sue, diocesis Mimatensis...

Item, fratri Bernardo Azinerii, monaco monasterii Sancti Theoffredi, ord. S. Benedicti, Aniciensis diocesis, baccallario in Decretis, Ruthenensis diocesis...

Item, fratri Pontio de Chandeyraco, monaco Sancti Thiberii expresse professo, ord. S. Benedicti, Agathensis diocesis...

Item, Johanni Gaspardi, Lugdunensis diocesis, baccallario in Legibus, actu legenti, in quarto anno lecture...

Item, Johanni Pontii, presbytero Appamiensis diocesis, baccallario in Decretis, in quarto anno lecture...

Item, Jacobo Dobach, monaco monasterii Sancti Victoris, Massiliensis diocesis, presbytero expresse professo ord. S. Benedicti, baccallario in Decretis, actu legenti, in quinto anno lecture sue...

Item, Nicholao de Almenario, clerico diocesis Valentinensis, baccallario in Decretis, actu legenti, in tertio anno sue lecture existenti...

Item, Johanni de Abonhano, clerico Biterrensis diocesis, baccallario in utroque...

Item, Johanni Poheti, presbytero de Bilionio, monaco Sancti Victoris, Massiliensis diocesis, expresse professo, baccallario in Decretis, actu legenti, familiari domini archiepiscopi Ebredunensis...

Item, Stephano Luxerii, diocesis Narbonensis, baccallario in Legibus, in tertio anno lecture sue...

Item, Guillelmo Jenoherii, clerico Elnensis diocesis, baccallario in Decretis, scolari in Legibus...

Item, Raymundo de Castro, de nobili genere procreato, clerico diocesis Electensis ab origine, Narbonensis ratione domicilii, baccallario in Legibus, actu legenti...

Item, Johanni Noiguerii de Ledene Salinerii, clerico Bisuntinensis diocesis, baccallario in Legibus...

Item, Bernardo de Sancto Amantio, subdiacono Vicensis diocesis, baccallario in Legibus, actu legenti, beneficiato in ecclesia Beate Marie de Mari, Barchinonensis...

Item, Francisco Serra, clerico civitatis Gerundensis, baccallario in Legibus, actu legenti, in quarto anno lecture sue...

Item, Guillelmo Verderie, clerico Elnensis diocesis, baccallario in Legibus, in quinto anno sue lecture...

Item, Petro Johannis, baccallario in Legibus et scolari in Jure canonico, [clerico] Elnensis diocesis...

Item, Bernardo Casala, clerico diocesis Urgellensis, baccallario in Decretis, actu legenti, in tertio anno lecture sue...

Item, Bernardo de Caponibus, clerico Valentinensi, baccallario in Decretis...

Item, Paytavino Genesii, baccallario in Decretis, presbytero Elnensis diocesis...

Item, Thome de Verser, canonico expresse professo ecclesie Nemausensis, ord. S. Augustini, baccallario in Decretis, qui per plures annos legit...

Item, Guillelmo Carbonelli, clerico Valentinensis diocesis, baccallario in Decretis, actu legenti, in secundo anno lecture sue...

Item, Johanni Berriati, Nemausensis diocesis, baccallario in Legibus...

Item, Petro Gaspardi, clerico Lugdunensis diocesis, baccallario in Legibus, actu legenti, in tertio anno...

Item, humili et devoto viro, Johanni Pastoris, clerico Mirapicensis diocesis, baccallario in Decretis...

Item, Francisco de Podio, clerico Gerundensi, baccallario in Decretis et in civili Jure actu studenti...

Item, Berengario Guillelmi, clerico Magalonensis diocesis, baccallario in Legibus, actu legenti, in quarto anno...

Item, Privato Valdinii, clerico Mimatensi, baccallario in Decretis, actu legenti, in quarto anno...

Item, Raymundo de Fontestario, clerico Urgellensis diocesis, baccallario in Decretis....

Item, Michaeli Garandelli, clerico Mimatensis diocesis, baccallario in Legibus...

Item, Petro Carrelli, presbytero, baccallario in utroque Jure, Nemausensis diocesis...

Item, Bernardo Anglesii, clerico Valentinensi, baccallario in Decretis...

Item, Johanni de Rosclare, Tornacensis diocesis, magistro in Artibus et baccallario in Legibus...

Item, fratri Bernardo de Sancto Privato, baccallario in Decretis, monaco expresse professo monasterii Aniane, diocesis Magalonensis...

Item, Solatio de Fonte, baccallario in Legibus, Magalonensis diocesis, actu legenti, in tertio anno...

Item, Raymundo de Granolheriis, presbytero, monaco expresse professo elemosinarioque monasterii Sancti Tiberii, ord. S. Benedicti, Agathensis diocesis, baccallario in Decretis, actu legenti, in secundo anno...

Item, fratri Radulpho Jallii, baccallario in Decretis, actu legenti, canonico expresse professo ecclesie Araycensis, ord. S. Augustini...

Item, Johanni Blanquassii, presbytero, baccallario in Decretis, actu legenti...

Item, Johanni Fuinch, clerico Vicensis diocesis, baccallario in Legibus, actu legenti...

Item, Ludovico Martorelli, clerico Valentinensi, baccallario in Decretis, actu legenti...

Item, fratri Johanni Berruerii, baccallario in Decretis, actu legenti in secundo anno, monaco expresse professo ecclesie Vabrensis, ord. S. Benedicti...

Item, Raymundo Peris, baccallario in Decretis, qui per duos annos Jura canonica legit, diocesis Urgellensis...

Item, Johanni Cornhionis, baccallario in Decretis Mimatensi, qui, tam audiendo, quam legendo, per septennium in Facultate canonica laboravit...

Item, Johanni Giuslandi, Mimatensis diocesis, baccallario in Legibus...

Item, Jacobo Castillionis, subdiacono Majoricensis diocesis, baccallario in Decretis...

Item, Petro Bachonis, baccallario in Legibus, diocesis Biterrensis, actu legenti...

Item, Petro Cathalani, clerico Valentinensis diocesis, in Decretis et in Artibus baccallario...

Item, Petro Abonis, clerico Aniciensis diocesis, baccallario in Legibus, actu legenti...

Item, Bernardo Boyssani*, clerico Ruthenensis diocesis, baccallario in Legibus...

Item, Johanni de Monte, diacono Matisconensis diocesis, baccallario in Legibus, actu legenti, in secundo anno sue lecture...

Item, Odoni de Accellis, clerico Lingonensis diocesis, baccallario in Legibus...

Item, Hugoni Textoris, clerico Sancti Flori diocesis, baccallario in Decretis, in tertio anno lecture sue...

Item, Petro Albi de Chabis, Claromontensis diocesis, clerico, baccallario in Decretis...

Item, Guillelmo de Fonte, subdiacono, Claromontensis diocesis, baccallario in Legibus et magistro in Artibus, actu legenti in tertio anno...

Item, Johanni dicto de Haegenowe, clerico Argentinensis diocesis, baccallario in Legibus scholarique in Jure canonico, patienti defectum natalium, cum quo jam dispensatum extitit a bone memorie Urbano papa V°, etc...

Item, Johanni de Podio Fruino, oriundo diocesis Petragoricensis habitatorique Sancti Pontii Thomeriarum diocesis, baccallario in Legibus...

Item, Gossoni de Rosheim, subdiacono diocesis Argentinensis, baccallario in Decretis...

Item, humili et devoto viro, fratri Arnoldo Karoli, presbytero expresse professo ord. Beate Marie de Mercede captīvorum, qui per duos annos audivit Jura canonica in Studio Montispessulani, et dictus frater Arnaldus non habeat unde in studio sustentari...

Item, Beraldo de Calma, clerico Claromontensis diocesis, scolari in Jure canonico...

Item, Roderico Johannis, clerico Elborensi, baccallario in Decretis...

Item, Richero Sancti Aniani, presbytero Remensis diocesis, baccallario in Decretis...

Item, Johanni Belli, clerico Lingoniensis diocesis, baccallario in Legibus in VI anno...

Item, Johanni Crosseti, presbytero ordinis Sancti Spiritus, baccallario in Decretis...

Item, Bertrando Petioti, alias de Aula, diacono, canonico expresse professo monasterii Sancti Ruphi, ord. S. Augustini, Valentinensis diocesis, baccallario in Decretis...

Item, Johanni Fulconis de Castellario, Ebredunensi, baccallario in Decretis...

Item, Francischo Genestat, alias Rahedor, dyacono, baccallario in Legibus...

Item, Clementi Narrardi, presbytero, monacho expresse professo monasterii Cluniacensis, Matisconensis diocesis, baccallario in Decretis...

Item, Johanni Ayrardi, presbytero, canonico expresse professo monasterii Sancti Ruphi, Valentinensis diocesis, baccallario in Decretis, actu legenti in tertio anno...

Item, Johanni de Yghen, clerico Trajacensis diocesis, baccallario in Decretis magistroque in Artibus Parisiensi...

Item, Michaeli Just, clerico Valentinensis diocesis, baccallario in Legibus, qui tribus annis legit et per quatuor annos Canones audivit...

Item, Petro Tharasconi, clerico Aurasicensis diocesis, baccallario in Legibus, actu legenti...

Item, Petro de Perol, alias Parol, Claromontensis diocesis, baccallario in Legibus, actu legenti...

Item, Ludovico Ricardi, presbytero, canonico regulari ecclesie Uticensis, ord. S. Augustini, baccallario in Decretis...

Item, fratri Guillelmo de Conniis, presbytero, canonico expresse professo monasterii Sancti Ruffi, ord. S. Augustini, Valentinensis diocesis, baccallario in Decretis, actu legenti in secundo anno regentique in Studio predicto prioratum seu collegium studentium R. P. Domini Cardinalis Albanensis...

Item, Guillelmo Vincentii, civitatis Sancti Pontii Thomeriarum, baccallario in Legibus, in quinto anno lecture sue, pauperi clerico...

Item, Beraldo Petioti, alias de Aula, diacono, monaco monasterii Sancti Victoris, Marsiliensis diocesis, ord. S. Benedicti, expresse professo, baccallario in Decretis, actu legenti...

Item, Raymundo Folquerii, baccallario in Decretis, clerico Biterrensi, actu legenti, in tertio anno...

Item, Guillelmo Crissonerii, clerico Vicensis diocesis, baccallario antiquo in Decretis...

Item, Raymundo Audemarii, clerico Nemausensis diocesis, baccallario in Legibus, actu legenti in tertio anno...

Item, fratri Petro Oliverii, ord. S. Benedicti, monaco expresse professo monasterii Sancti Stephani Balucolarum, diocesis Gerundensis, presbytero, baccallario in Decretis...

Item, Girardo Morini, monaco expresse professo monasterii Salmodiensis, ord. S. Benedicti, Nemausensis diocesis, baccallario in Decretis...

Item, Guillelmo Bezasse, clerico Magalonensis diocesis, baccallario in Legibus...

Item, Martino de Lampertheim, clerico Argentinensis diocesis, baccallario in Decretis, de genere militari ab utroque parente procreato...

Item, Petro de Viridario, alias de Terondo, Ruthenensis diocesis, baccallario in Legibus, actu legenti, in sacris ordinibus constituto...

Item, Jacobo Egidii, diocesis Valentinensis, baccallario in Decretis...

Item, Stephano de Buxo, diocesis Nemausensis, baccallario in Decretis...

Item, Petro Cordoneti, presbytero diocesis Elnensis, baccallario in Decretis, actu legenti in primo anno...

Item, Guillelmo de Cumba, clerico Majoricensis diocesis, baccallario in Legibus, et per aliqua tempora Jura canonica audivit...

Item, Hartimano Pirgwi de Frankefordia, clerico Maguntinensis diocesis...

Item, Anthonio Girgos, canonico expresse professo monasterii Ville Bertrandi, ord. S. Augustini, Gerundensis diocesis, baccallario in Decretis...

Item, Gingoneto Broherii, diocesis Gebennensis, baccallario in Legibus...

Item, Stephano Karoli, clerico Nemausensi, baccallario in Legibus...

Item, Petro de Prato Humberto, clerico Lugdunensis diocesis, baccallario in Legibus...

Item, Petro Roceti, monaco expresse professo monasterii Sancti Theofredi, ord. S. Benedicti, Aniciensis diocesis, scolari in Jure canonico, in quinto anno sue auditionis...

Item, Artaldo Bolliacii, clerico Viennensis diocesis, baccallario in Legibus, in octavo anno...

Item, Juliano Guardiola, presbytero diocesis Majoricensis, baccallario in Decretis...

Item, Stephano de Panteria, monaco expresse professo monasterii Sancti Andree, ord. S. Benedicti, Avinionensis diocesis, baccallario in Decretis, actu legenti...

Item, Raymundo Alinhei, clerico Vivariensis diocesis, baccallario in Legibus, de nobili genere procreato...

Item, Hugoni Bessoni, clerico Matisconensis diocesis, baccallario in Legibus...

Item, Johanni Jantrani, presbytero diocesis Forojuliensis, baccallario in Decretis...

Item, Bernardo Guidonis, monaco expresse professo ecclesie Vabrensis, ord. S. Benedicti, baccallario in Decretis...

Item, Alberto Lanaycieyra, clerico Ruthenensis diocesis, baccallario in Legibus...

Item, Henrico de Beesde, Trayacensis diocesis, baccallario in Legibus et magistro in Artibus...

Item, Johanni Roherii, canonico expresse professo ecclesie Nemausensis, baccallario in Decretis, actu legenti...

Item, Bartholomeo de Alodiis, Tarentasiensis diocesis, baccallario in Legibus...

Item, Hugoni Johannis, Tullensis diocesis, presbytero, baccallario in Decretis, qui per biennium audivit Jura civilia...

Item, fratri Petro Bajuli, presbytero, monaco expresse professo monasterii Cause Dei, ord. S. Benedicti, Claromontensis diocesis, baccallario in Decretis, actu legenti...

Item, Johanni Guillon de Oyo, Leodiensis diocesis, baccallario in Decretis...

Item, Jacobo de Hoenel, baccallario in Decretis...

Item, Johanni de Podio Regali, presbytero, rectori parrochialis ecclesie Pinhacii, Xanctonensis diocesis, baccallario in Decretis...

Item, Johanni Suavis, clerico Ruthenensis diocesis, baccallario in Decretis, qui per biennium Jura civilia audivit...

Item, Exemino Candeti, clerico Valentinensis diocesis, baccallario in Decretis...

Item, Johanni de Plantherina, clerico Taranensis diocesis, baccallario in Legibus...

Item, Johanni Condati, clerico Magalonensis diocesis, baccallario in Legibus, qui per diversa tempora in dicto Studio legit...

Item, Petro de Rabins, clerico Urgellensis diocesis, scolari in Jure canonico, in quarto anno sue auditionis...

Item, Guillelmo de Bonatio, monaco expresse professo monasterii Aniane, ord. S. Benedicti, Magalonensis diocesis, studenti in Jure canonico in quarto anno...

Item, Odeto Voquelini de Ledone Salinerii, clerico Bisuntinensis diocesis, studenti in Jure civili in sexto anno...

Item, Johanni Ruphi, clerico Magalonensis diocesis, studenti in Jure civili, qui per sex annos studuit in Jure canonico...

Item, Petro Vines, clerico Elnensis diocesis, studenti in Jure civili...

Item, Johanni Falconis, clerico Ebredunensis diocesis, studenti in Jure canonico in sexto anno...

Item, Petro Cardoneti, clerico Nemausensi, qui per quinque annos Jura civilia studuit...

Item, Amedeo de Bolonio, clerico Cabilonensi, qui per quinque annos Jura civilia studuit...

Item, Guillelmo Reguli, clerico Leodiensis diocesis, magistro in Artibus, qui duobus annis studuit in Jure canonico et tribus in Jure civili...

Item, Vincentio Gileti, clerico Lingonensis diocesis, qui per quinque annos studuit in Jure civili...

Item, Juliano Beurelli, clerico diocesis Majoricensis, studenti in Jure canonico in quarto anno...

Item, Apparico de Ares, clerico Elborensi, studenti in Jure civili...

Item, Geraldo Carracii, clerico diocesis Sancti Flori, qui per biennium Jura canonica audivit et nunc in quinto anno sue auditionis in Jure civili...

Item, Bertrando Canaverii, clerico Auxitane diocesis, qui per quinque annos Jura civilia audivit...

Item, Andree Barrerie, clerico Uticensis diocesis, qui per quatuor annos Jura civilia audivit...

Item, Johanni Karoli, clerico Ruthenensis diocesis, in Jure canonicó studenti in III° anno...

Item, Johanni Sereni, clerico Gerundensi, studenti in Jure canonico...

Item, Johanni Anglici de Viniaco, Lausanensis diocesis, clerico, qui quatuor annis studuit in Jure canonico et nunc est in secundo anno in Jure civili...

Item, Johanni Bendoni, presbytero Magalonensis diocesis, qui per quatuor annos in Jure canonico studuit...

Item, Radolpho Mathei, filio quondam Mathei medici, clerico Argentinensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Odoardo Bonitemporis, clerico Cabilonensis diocesis, studenti in Legibus in quarto anno...

Item, Berengario Galhardi, scolari in Jure canonico, presbytero, monaco expresse professo monasterii Crassensis, ord. S. Benedicti, Carcassonensis diocesis...

Item, Gondisalvo Martini, presbytero Auriensis diocesis...

Item, Berengario de Campis, clerico Majoricensi, studenti in Jure canonico baccallarioque in Artibus...

Item, fratri Pontio de Villanova, monaco expresse professo ac sacriste thesaurario monasterii Sancte Marie Rivipulli, ord. S. Benedicti, Vicensis diocesis...

Item, Guillelmo Bajuli, clerico Elnensis diocesis, studenti in Jure civili...

Item, Vincentio Bernardi, clerico diocesis Claromontensis, scolari in Jure canonico in quarto anno, baccallario in Artibus...

Item, Johanni de Casis, clerico Majoricensis diocesis, baccallario in Artibus studentique in Jure canonico in tertio anno...

Item, Paulo Brutfornerii, clerico diocesis Mimatensis, scolari in Jure canonico in quarto anno...

Item, Giraudo Maurelli, studenti in Jure canonico in quarto anno, monaco expresse professo monasterii Sancti Salvatoris Aniane, ord. S. Benedicti, Magalonensis diocesis...

Item, Jacobo de La Manhiania, monaco monasterii Salmodiensis, ord. S. Benedicti, Nemausensis diocesis, subdiacono, in quinto anno sue auditionis in Jure canonico...

Item, Petro Pudralli de Paterniaco, Lausanensis diocesis, clerico, studenti in Legibus in tertio anno...

Item, fratri Castillioni Gallneris, presbytero, monaco Sancti Stephani de Balneolis, ord. S. Benedicti, diocesis Gerundensis, studenti in Jure canonico...

Item, Martino de Sotanrem, canonico ecclesie Pampilonensis, ord. S. Augustini, expresse professo, studenti in Jure canonico in tertio anno...

Item, Johanni Grinde, canonico ecclesie Gratianopolitane, ord. S. Augustini, expresse professo, studenti in quarto anno auditionis sue...

Item, Jacobo Fusterii, clerico Valentinensi, studenti in Jure canonico...

Item, Jacobo Deyderii, clerico Aurasacensis diocesis, studenti in Jure civili in tertio anno...

Item, Bernardo de Arigerio, presbytero Magalonensis diocesis, qui per tres annos studuit in Jure canonico vel circa...

Item, Johanni Alvieratii, monaco expresse professo monasterii Sancti Victoris Marsiliensis, ord. S. Benedicti...

Item, Andree de Curtilia, diocesis Lausanensis, qui per III annos Jura civilia studuit...

Item, fratri Bernardo Propenati, monaco monasterii Sancti Victoris, Marsiliensis diocesis, ord. S. Benedicti, expresse professo, qui per duos annos vel circa Jus canonicum audivit...

Item, Bernardo de Bellaco̅, canonico expresse professo Sancte Marie de Cassiano, ord. S. Augustini, Biterrensis diocesis, studenti in Jure canonico in tertio anno...

Item, Hugoni de Villareto, clerico diocesis Vabrensis, studentis in Jure canonico in secundo anno...

Item, Guillelmo Fabri, clerico diocesis Elnensis, studenti in Jure canonico in secundo anno...

Item, Galterio Pellissardi, clerico Cabilonensis diocesis, studenti in Jure canonico in secundo anno...

Item, Arnaldo Mathei, clerico Elnensis diocesis...

Item, Arnaldo de Muro, clerico diocesis Majoricensis, studenti in Jure canonico...

Item, Leovisio Vinaderii, clerico diocesis Dertusensis, in Jure canonico studenti...

Item, Henrico Lenia de Fossio, Leodiensis diocesis, studenti in Jure canonico in secundo anno...

Item, Petro Stephani, clerico Elnensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Johanni Farsati, clerico Diensi, studenti in Jure canonico...

Item, Guillelmo de Monte Aperto, Lugdunensis diocesis, scolari in Legibus in secundo anno...

Item, fratri Bonohomini Delamania, presbytero, monaco expresse professo monasterii Sancti Petri Montismajoris, ordinis S. Benedicti, Arelatensis diocesis, priori annali monachorum hujus Studii, secundum constitutionem domini Benedicti pape XII, studenti in Jure canonico in tertio anno...

Item, Stephano de Molendinis, Nemausensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Petro Vives, clerico Gerundensis diocesis, studenti in Legibus...

Item, Guillelmo de Kolbeczhenet, ex utroque parente de genere militari procreato, studenti in Jure canonico, Argentinensis diocesis, ascribi cupiens militie clericali...

Item, Bertoldo Pirgwi, qui per quatuor annos Jura canonica studuit, subdiacono, Maguntinensis diocesis...

Item, Guillelmo Nobleti, clerico diocesis Bituricensis, studenti in Jure canonico, in quarto anno sue auditionis existenti...

Item, Hugoni Laurentii, clerico Ruthenensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Bernardo de Carlato, presbytero, monaco expresse professo monasterii Salviensis, ord. S. Benedicti, Nemausensis diocesis...

Item, Guillelmo de Aussaco, presbytero, canonico et expresse professo ecclesie Nemausensis, ord. S. Augustini...

Item, Bernardo Rochafort, clerico Elnensis diocesis, studenti in Legibus...

Item, Bernardo Villarii, clerico Elnensis diocesis, scolari in Legibus...

Item, Guillelmo Benedicti, Ruthenensis diocesis, clerico pauperi, studenti in Jure canonico...

Item, Johanni Gallardi de Fornolio, Claromontensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Arnaldo de Gurbo, clerico Vicensis diocesis, studenti in Jure canonico, de genere militari procreato...

Item, Jacobo Bari, clerico Magalonensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Adee Fruytini de Playostis, clerico Trecensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Bernardo Gombaldi, clerico diocesis Valentinensis, studenti in Jure canonico...

Item, Humberto Capnez de Orgelleto, clerico Bisuntinensi, studenti in Jure civili...

Item, Arnaldo Martini, clerico Dertusensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Giraudo dicto Lobido de Blecherento, clerico Bisuntinensi...

Item, Bernardo de Podio Auzono, presbytero Magalonensis diocesis, scolari in Jure canonico...

Item, Cristiano Leo, clerico... diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Reginaldo Heluye, Suesionensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Guillelmo de Piera, clerico diocesis Dertusensis, studenti in Jure canonico...

Item, Raymundo Sq̄rdi, clerico Gerundensis diocesis, studenti in Jure civili...

Item, Vitimo Brassalli de Monte Acuto, clerico Bisuntinensis diocesis, studenti in Jure civili...

Item, Verneto Witthomborch, clerico studenti in Jure canonico, diocesis Ratzeborgensis...

Item, Hugoni Barrandi, monaco monasterii Sancti Martini extra muros Eduenses, ord. S. Benedicti, studenti in Jure canonico...

Item, Petro de Manso, clerico Ruthenensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Petro Paleti, clerico Elnensis diocesis, studenti in Jure civili...

Item, Durando Saturnini, clerico Nemausensis diocesis...

Item, Gregorio Villani, clerico Biterrensis diocesis, qui per unum annum audivit Jura civilia et adhuc audit...

Item, Guillelmo Bengaroti, clerico Gerundensis diocesis, studenti in Jure canonico.

Item, Francisco Martini, clerico Gerundensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Johanni Elembach de Novillarum, clerico Argentinensis diocesis, studenti in Legibus, patienti defectum in natalibus et affectanti in ecclesia Deo famulari...

Item, Johanni dicto Hagenowe juniori, Argentinensis diocesis, studenti in Legibus...

Item, Bernardo Agelli Biterrensi, studenti in Legibus...

Item, Guillelmo Ricardi de Viseñ., Bisuntinensis diocesis, studenti in Legibus...

Item, Johanni Reguli Leodiensi...

Item, Guillelmo Verbitonsor de Capella, clerico Bisuntinensis diocesis...

Item, Jacobo Boyssonis, Mimatensi, studenti in Legibus...

Item, Johanni Broherii, Gebennensis diocesis...

Item, Raymundo Loche, presbytero Ruthenensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Nicholao de Lieute, clerico Senonensi...

Item, Bernardo de Itampa, presbytero Ruthenensis diocesis...

Item, Thome de Coctolibero, clerico Valentinensis diocesis, studenti in tertio anno in Jure canonico...

Item, Firmino de Rivomalo, clerico Magalonensis diocesis, qui per quatriennium Jura canonica audivit...

Item, Guillelmo de Planzolis, canonico ecclesie Magalonensis, ord. S. Augustini, qui per quatriennium Jura canonica studuit...

Item, Jacobo Cavalherii, clerico Uticensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Petro Bardaiani, clerico diocesis Biterrensis, studenti in Jure canonico...

Item, Petro Bernerii, clerico Petragoricensis diocesis, qui per aliquos annos Jura civilia audivit...

Item, Johanni Melziem, monaco monasterii Sancti Egidii, ord. S. Benedicti, Nemausensis diocesis, expresse professo, in quinto anno sue auditionis existenti...

Item, Geraldo de Terminis, clerico Mimatensis diocesis, qui per quinquennium Jura canonica audivit...

Item, Guillelmo Calneti, monaco expresse professo monasterij Crassensis, ord. S. Benedicti, Carcassonensis diocesis...

Item, Matheo Molverii, clerico diocesis Claromontensis, qui per quinquennium Jura canonica studuit nullumque ecclesiasticum beneficium habenti...

Item, Guillelmo Ruphi, clerico diocesis Claromontensis, in Artibus baccallario, qui per triennium Jura civilia audivit...

Item, Johanni Modanelli, studenti in Jure civili in tertio anno, diocesis Sancti Flori...

Item, Miquaeli de Palomar, clerico Valentinensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Francischo de Palomar, clerico Valentinensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Bartholomeo de La Font, presbytero Valentinensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Bernardo de Remolins, presbytero diocesis Valentinensis...

Item, Dalmatio, filio Guillelmi Petri de Valle, parrochie de Villafraderio, clerico Gerundensis diocesis...

Item, Bernardo Vallete, clerico Nemausensis diocesis...

Item, Francisco Capella, clerico Gerundensi, qui Jus canonicum tribus annis audivit...

Item, Matheo Bacuda, clerico diocesis Sancti Flori, studenti in Jure civili in quinto anno...

Item, Durando Cartator, studenti in Jure civili in secundo anno, diocesis Mimatensis...

Item, Francisco Valentini, clerico Gerundensis diocesis, studenti in Jure civili...

Item, Matheo de Matzetis, scolari antiquo in Jure canonico subcollectorique in diocesi Magalonensi...

Item, Johanni Stipule, clerico Senonensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Geraldo Byncyni, studenti in Jure canonico...

Item, Johanni, dicto Robert, Walterii Tylle de Hoyo, studenti in Jure canonico...

Item, Jacobo de Sijes, clerico Leodiensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, fratri Johanni Juliani, monaco expresse professo monasterii Cluniacensis, diocesis Matisconensis, studenti in Jure canonico...

Item, Andree Dionisii, subdiacono, canonico expresse professo ecclesie Magalonensis, ord. S. Augustini, studenti in Jure canonico...

Item, Petro Oriol, clerico diocesis Vicensis, scolari in Jure canonico...

Item, Henrico dicto Hellor de Lierheim, clerico Augustensis diocesis, Argentini commoranti, studenti in Jure canonico...

Item, Pereneto Girardi, clerico Cabilonensis diocesis...

Item, Leonio de Behe, clerico Leodiensis diocesis, magistro Parisiensi in Artibus et scolari in Jure canonico...

Item, Petro Poponis, clerico diocesis Briocensis, studenti in Jure civili...

Item, Antonio Iverlliati, clerico Aniciensis diocesis, studenti in Jure civili...

Item, Arnoldo, dicto Boerys de Loen, clerico Leodiensis diocesis, magistro in Artibus Parisiensi, studenti in Jure canonico...

Item, Johanni Coenect, clerico Cameracensis diocesis, magistro in Artibus Parisiensi studentique in Jure canonico...

Item, Guillelmo Sacheti, alias de Ballina, clerico Vapincensi, studenti in Jure canonico...

Item, Petro Girardi, Vivariensis diocesis, monaco expresse professo monasterii Sancti Victoris Marsiliensis, ord. S. Benedicti, studenti in Jure canonico in tertio anno...

Item, Guillelmo Caneti, presbytero, studenti in Jure canonico...

Item, Pontio de Condaminis, canonico expresse professo ecclesie Magalonensis, ord. S. Augustini, studenti in Jure canonico...

Item, Johanni Giuslandi, clerico Sancti Flori, diocesis Alvernie...

Item, Bernardo Deodati, presbytero, monaco expresse professo monasterii Sancti Theoffredi, ord. S. Benedicti, Aniciensis diocesis...

Item, Bartholomeo Textoris, presbytero, monaco expresse professo monasterii Crassensis, ord. S. Benedicti, Carcassonensis diocesis...

Item, dignetur Vestra Sanctitas mandare abbati et conventui monasterii Crassensis, ord. S. Benedicti, Carcassonensis diocesis, ut Guillelmum Ville, civitatis Carcassonensis, recipiant in monachum et in fratrem, ut in forma, et fiant littere sub sigillo unius de dominis Cardinalibus, quia pauper est...

Item, Johanni Villate, monaco expresse professo monasterii Sancti P. de Salino, ord. S. Benedicti, Nemausensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Petro Roderici, clerico Elborensi, studenti in Jure civili...

Item, Johanni Alfonsi, clerico Ulixbonensi, in Jure civili scolari...

Item, Lucio de Boscho, canonico expresse professo ecclesie Nemausensis, ord. S. Augustini, studenti in Jure canonico...

Item, Ludovico Ca Quintana, clerico Majoricensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Guillelmo Matri de Rocordemont, subdiacono, Lausanensis diocesis, studenti in Jure civili...

Item, Hugoni Jori, monaco expresse professo monasterii Sancti Soricinii, ord. S. Benedicti, Vaurensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Guillelmo Dulcis, presbytero Gerundensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Stephano Bartrandi, presbytero Bisuntinensis diocesis, studenti...

Item, Bernardo Serverie, clerico Nemausensis diocesis, studenti in Jure civili...

Item, Guillelmo Vervede, clerico Biterrensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Bernardo Birida, clerico diocesis Elttensis, studenti in Jure canonico...

Item, Petro Jenceraudi, clerico Lausanensis diocesis, studenti in Jure civili...

Item, Johanni Navarreti, diocesis Sugurbicensis, studenti in Jure canonico...

Item, Poncelleto Martini de Quercupediculoso, pauperi clerico, Remensis diocesis, studenti in Jure civili...

Item, Alvaro Egidii, clerico Colimbriensis diocesis, portionario in ecclesia Sancti Vincentii de Anerutes, Ergitaniensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Bartholomeo Payares, presbytero Majoricensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Johanni Maugerii, clerico Aniciensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Johanni Vingon de Verbavera, clerico Leodiensis diocesis...

Item, Raymundo de Alabatudo, clerico Narbonensis diocesis...

Item, Durando Pontii, clerico Sancti Flori diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Bernardo Zabaterii, clerico Nemausensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Petro Mercadialis, clerico Ruthenensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, Jacobo Malsebrerii, clerico diocesis Sancti Flori, studenti in Jure canonico...

Item, Raymundo de Albia, clerico Magalonensis diocesis, studenti in Jure canonico in quarto anno...

Item, fratri Johanni Pagesii, monaco expresse professo monasterii Sancti Guillelmi de Desertis, ord. S. Benedicti, Lodovensis diocesis...

Item, Petro Chabalerii, clerico Mimatensis diocesis...

Item, Francisco Alberti, presbytero diocesis Gerundensis...

Item, Bertrando de Borna, clerico Aniciensis diocesis, studenti in Jure civili...

Item, Petro Tocabonis, baccallario in Decretis, presbytero Magalonensis diocesis...

Item, Raymundo Jordani, monaco monasterii Sancti Victoris Marsi-

liensis, ord. S. Benedicti, presbytero dictique ordinis expresse professo, studenti in Jure canonico in quinto anno...

Item, Bertrando de Alegrio, monaco expresse professo monasterii Sancti Petri Salmodiensis, ord. S. Benedicti, Nemausensis diocesis, studenti in Jure canonico...

Item, fratri Guillelmo Fabri, monaco expresse professo monasterii Sancti Petri Montismajoris, ord. S. Benedicti, Arelatensis diocesis, studenti in Jure canonico in primo anno...

Item, fratri Johanni Augerii, presbytero, monaco expresse professo monasterii Montismajoris, ord. S. Benedicti, Arelatensis diocesis...

Item, fratri Johanni Bernardi, monaco expresse professo monasterii Sancti Petri Montismajoris, ord. S. Benedicti, Arelatensis diocesis, studenti in Jure canonico in tertio anno...

Item, Raymundo Fabri, studenti in Jure canonico in quinto anno, diocesis Magalonensis...

Item, Petro Sicardi, presbytero, diocesis Narbonensis...

Item, Guillelmo de Berbentana, monaco, expresse professo monasterii Sancti Petri Montismajoris, ord. S. Benedicti, Arelatensis diocesis...

Item, Raymundo Moteti, monaco expresse professo monasterii Sancti Petri Montismajoris, ord. S. Benedicti, Arelatensis diocesis...

Item, Petro March, studenti in Jure canonico, clerico Elnensis diocesis...

Item, Amalrico Ebrardi, monaco, diacono expresse professo monasterii Sancti Petri Montismajoris, Arelatensis diocesis...

Item, fratri Petro Rinfredi, canonico expresse professo monasterii Beate Marie de Corneliano, ord. S. Augustini, diocesis Elnensis...

Item, Amalrico Elvardi, monaco, diacono expresse professo monasterii Sancti Petri Montismajoris, Arelatensis diocesis, ord. S. Benedicti...

Item, Anthonio Cassardi, litterato, Gratianopolitanensis diocesis, cupienti militie clericali insigniri...

Item, Stephano Boilleti de Cusello, clerico Lugdunensis diocesis, studenti in Jure civili...

Item, Petro Jenoherii, clerico Elnensis diocesis...

Item, Stephano Laine, clerico diocesis Magalonensis, licentiato in Decretis...

Item, Geraldo Michaelis de Sancto Uberto Leodiensi, in Legibus licentiato, qui per tres annos Jura canonica audivit...

Item, Pater beatissime, cum post vestram creationem multi hic contenti fuerint facti licentiati et baccallarii ac professionem fecerint seu dispensationem obtinuerint qualemcunque, que tempore gratie per Sanctitatem Vestram eis concedende seu concesse non erant et aliqui sint extra Studium de presenti, omnibusque etiam in presenti rotulo appositis et scriptis et dignetur Vestra Sanctitas concedere ut, hiis non obstantibus, gratie per Vestram Sanctitatem eis facte seu faciende habeant roboris firmitatem...

Item, Arnaldo Targue, presbytero diocesis Narbonensis...

Item, Francisco Banhuli, presbytero Narbonensis diocesis...

Item, Johanni de Stilhiis, Tutellensis diocesis...

Item, Petro Pegoreni, clerico Ruthenensis diocesis, scolari in Jure civili...

Item, Johanni Scherere, presbytero diocesis Sancti Andree...

Item Alano Scherere, clerico Sancti Andree diocesis...

Item, Johanni Bothwyl, presbytero diocesis Sancti Andree...

Item, Ade de Camis, presbytero Sancti Andree diocesis, de beneficio ecclesiastico, cum cura vel sine cura, vacante vel vacaturo, usque ad taxam XL marcharum Sterlingorum, spectante ad collationem etc. episcopi, prioris et capituli Sancti Andree, communiter vel divisim, non obstante quod scolas gramaticales ecclesie de Edimburgh obtineat, eidem Ade dignemini providere, ut supra concessas pro omnibus suprascriptis gratias beneficialium expectationum petentibus secundum ordinationes, sic etiam quod petentes gratias beneficiales, quas secundum dictas ordinationes per hujusmodi signationem obtinere non possunt, ad alias gratias beneficiales secundum easdem ordinationes eis concessibiles sub data hujus rotuli per cancellariam valeant reformari. — F. B. Et quod sine alia lectione transeant et cum commissione examinis ad partes. Concessum F. B.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Clem. VII supp. ann. I part* VII, fol. 112-144. b. — Cf. pièces n^os^ 119 (24 nov. 1362), 120 (26 nov. 1362), 166 (22-26 nov. 1378), etc.

166. — *Rouleau de suppliques en Cour de Rome pour les membres de la Faculté de Médecine.* — Fondi, 22 et 26 novembre 1378.

Rotulus Medicorum Montispessulani.

Sanctissime ac beatissime Pater, cum digna Dei providentia vestram personam in sacrosancte Romane ac universalis ecclesie Summum Pontificem et pastorem exaltavit, vestre clementissime Beatitudini sanctitatis inmense, que semper suis humillimis ac devotis oratoribus non desinit de fonte gratiarum ejusdem uberius subvenire, supplicat, humillimo precum interventu, vestra humillima ac devota filia, Universitas Medicorum Montispessulani, quia altissimus de celo creavit medicinam, quam vir prudens non abhorrebit, Ecclesiastici XXXVIII, quatenus sibi humillimis devotisque vestris oratoribus, magistris, licentiatis, bachallariis, scolaribus, qui filii memorate Universitatis dignoscuntur, de petitis infra misericorditer dignemini providere, cum acceptationibus, inhibitionibus, decreto et clausula anteferri etc. cum aliis non obstantibus et clausulis oportunis, ut in forma.

Supplicat primo predicta vestra filia Universitas Sanctitatem Vestram quatenus dignemini confirmare privilegia ei concessa a sancte memorie vestris predecessoribus.

Item, quatenus, Johanni Jacobi, magistro in Artibus et Medicina ac Cancellario predicte Universitatis et ejus uxori Marie specialem gratiam facientes, de plenissima omnium peccatorum remissione semel, in articulo mortis dumtaxat, eisdem misericorditer dignemini providere, cum ceteris non obstantibus etc. ut supra etc.

Item, quatenus Bernardo Foresterii, magistro in Medicina et ejus uxori Lucie...

Item, quatenus Guillelmo Molinerii, magistro in Medicina et ejus uxori Chatherine...

Item, quatenus Jacobo Texerii, magistro in Medicina, actu legenti, in dilectas personas Francisci Texerii, ejus fratris et Katherine, sue uxoris...

Item, quatenus Francisco Cunilii, magistro in Artibus et Medicina, actu

legenti, in personam dilecti sui familiaris commensalis, Francisci Avelani sueque sororis filii, clerici Valentinensis diocesis...

Item, quatenus Guillelmo Revordelli et ejus uxori Agneti...

Item, quatenus Petro Solerii, magistro in Medicina, et patri ejusdem Cardon...

Item, quatenus Guillelmo de Fabrica, Dertuensis diocesis, magistro in Medicina, et ejus uxori Agneti...

Item, quatenus Petro Chartresii, magistro in Artibus et licentiato in Medicina, canonico Gebennensi...

Item, quatenus Luciano de Condomina, in Artibus magistro, licentiato in Medicina, clerico Majoricensis diocesis...

Item, quatenus Johanni Besclaut, in Artibus magistro et licentiato in Medicina, clerico Caminensis diocesis...

Item, quatenus Johanni Edelini, dicto Sanson, clerico Claromontensis diocesis, bachallario in Medicina...

Item, quatenus Begoni Laverie, clerico Lodovensis diocesis, bachallario in Medicina...

Item, quatenus Egidio Dominici, bachalario in Medicina, subdiacono Colimbriensis diocesis...

Item, quatenus Petro de Aversonone, clerico Eduensis diocesis, magistro in Artibus et bachallario in Medicina...

Item, quatenus Petro Fabricati, bachallario in Medicina, clerico Majoricensis diocesis, in personam dilecti sui, Johannis de Rausebeke, clerici Cameracensis diocesis...

Item, quatenus Raymundo Malchautardi, clerico Nemausensis diocesis, bacallario in Medicina...

Item, quatenus Raymundo Macellarii, clerico Ebredunensis diocesis, bachallario in Medicina...

Item, quatenus Antonio Clareti, clerico Ebredunensis diocesis, bachallario in Medicina...

Item, quatenus Laurentio Gomecii, magistro in Artibus et bachallario in Medicina, subdiacono Colimbriensis diocesis...

Item, quatenus Egidio Fernandi, bachallario in Medicina, subdiacono Egitaniensis diocesis...

Item, quatenus Gonsalvo Johannis, bachallario in Medicina, Colimbriensis diocesis...

Item, quatenus Johanni Soeghe, clerico Tornacensis diocesis, magistro in Artibus, bachallario in Medicina...

Item, quatenus Raymundo Pivaroti, bachallario in Artibus et Medicina, Nemausensis diocesis...

Item, quatenus Johanni Coenoet, in Artibus Parisius magistro et bachallario in Medicina, clerico Cameracensis diocesis...

Item, quatenus Arnaldo, dicto Beys de Loen, clerico Leodiensis diocesis, magistro in Artibus Parisius ac bachallario in Medicina...

Item, quatenus Leonio de Behe, clerico Leodiensis diocesis, magistro in Artibus Parisius et scolari in Medicina, qui per duos annos studuit medicinam...

Item, quatenus Petro Camdunt, clerico Cameracensis diocesis, magistro in Artibus Parisius...

Item, quatenus Mauricio de Liefkemrode, clerico Leodiensis diocesis, magistro in Artibus Parisius ac scolari in Medicina...

Item, quatenus Lamberto de Torpt de Dyest, clerico Leodiensis diocesis, magistro in Artibus Parisius et studenti in Medicina...

Item, quatenus Johanni de Inghen, clerico Trajectensis diocesis, in Artibus Parisius Magistro...

Item, quatenus Jacobo Arnaudi, clerico Ebredunensis diocesis, bachallario in Artibus et studenti in Medicina...

Item, quatenus Henrico de Roshem, Parisius in Artibus magistro et scolari in Medicina, clerico Trajectensis diocesis...

Item, quatenus Johanni Schonese, clerico Culmensis diocesis, magistro in Artibus et studenti in Medicina...

Item, quatenus Henrico Brunonis, clerico Caminensis diocesis, magistro in Artibus et studenti in Medicina...

Item, quatenus Arnaldo de Barano, bachallario in Artibus, studenti in Medicina, diocesis Adurensis...

Item quatenus Radulpho de Bosco, clerico, Sagiensis diocesis, bachallario in Artibus Parisius, studenti in Medicina...

Item, quatenus Petro Bonis, clerico Claromontensis diocesis, bacallario in Artibus et scolari in Medicina...

Item, quatenus Johanni Eckeberti de Steden, clerico Maguntinensis diocesis, bachallario Arcium et studenti in Medicina...

Item, quatenus Johanni Frankenfurt, clerico Argentinensis diocesis, bachalario in Artibus et studenti in Medicina...

Item, quatenus Stephano Britonis, clerico Mimathensis diocesis, scolari in Medicina...

Item, quatenus Geraldo de Murato, clerico Tutellensis diocesis, scolari in Medicina...

Item, quatenus Bartholomeo Thelhini, clerico Mimathensis diocesis, scolari in Medicina...

Item, quatenus Roberto Pieplat, studenti in Medicina...

Item, quatenus Petro, filio Johannis, dicti de Morlino, Metensis diocesis, studenti in Medicina...

Item, quatenus Herbordo, nato quondam Herbordi de Bethem, Wormatensis diocesis, studenti in Medicina...

Item, quatenus Johanni Maguessa, Gerundensis diocesis, studenti in Medicina...

Item, quatenus Guillelmo dicto Porte, studenti in Medicina, clerico Constanciensis diocesis...

Item, quatenus Johanni Boiterii de Alesto, studenti in Medicina...

Item, quatenus Guillelmo de Champellis, studenti in Medicina, clerico Claromontensis diocesis...

Item, quatenus Guillelmo, dicto Pape, Cameracensis diocesis, studenti in Medicina...

Item, quatenus Duranto de Podio, clerico Claromontensis diocesis, scolari in Medicina...

Item, quatenus Johanni Hominisdei, scolari in Medicina, clerico Bituricensis diocesis...

Item, quatenus Wernhero, dicto Vigil de Durlach, clerico Spirensis diocesis, scolari in Medicina...

Item, quatenus Guillelmo Bucr., bachallario in Medicina, clerico Lugdunensis diocesis...

Item, quatenus Petro de Montemolendini, clerico diocesis Lausanensis, scolari in Medicina...

Datum Fundis, pro graduatis et magnis nobilibus ac scolaribus, qui audierunt tempore sufficienti ad gradum hujusmodi, decimo, et, pro ceteris, sexto kalendas Decembris, anno primo.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Clem. VII supp. ann. I part.* VIII, fol. 142. — Cf. pièces nos 119, 120, 165 et 167 du Cartulaire.

---

167. — *Rouleau de suppliques en Cour de Rome pour les membres de la Faculté des Arts.* — Fondi, 22 et 26 novembre 1378.

Rotulus Artistarum Studii Montispessulani.

Secundum Aristotelis sentenciam, quarto Ethicorum, capitulo nono, philosophia mirabiles habet delectores, puritate sui et firmitate, huic autem philosophie Artes liberales et Scientie famulantur, tanquam vie quedam perfecte ad eam deducentes, secundum Aristotilem, capitulo prohemiali Methaphisice. Hinc est, pater sanctissime, quod supplicat Sanctitati Vestre humiliter et devote vestra subjecta filia, Universitas Artistarum Montispessulani, de cujus latere uberrimo dignitatum fluvius largiter emanavit et emanat, quatenus, sibi specialem gratiam facientes, de supplicationibus personarum infrascriptarum, que filie dicte Universitatis esse dignoscuntur, dignemini misericorditer providere, cum acceptacionibus, inhibitionibus et clausula anteferri, cum aliis non obstantibus ceteris et clausulis oportunis ac executoribus, ut in forma.

Item, quatenus Henrico de Rossem, clerico Trajectensis diocesis, magistro in Artibus Parisius in septimo anno, decano Facultatis Arcium Montispessulani, actu regenti in predicta Facultate, studenti in Medicina in tertio anno, de beneficio ecclesiastico, cum cura vel sine cura, vacante vel vacaturo, spectante ad collationem etc. episcopi Biterrensis, non obstantibus

statutis, privilegiis, consuetudinibus et ceteris non obstantibus etc. ut in forma...

Item, quatenus Stephano de Frigida Villa, presbytero Sancti Flori diocesis, nullum beneficium assecuto, habitanti in Montepessulano...

Item, quatenus Andree Albanelli, pauperi clerico Remensis diocesis, nullum beneficium ecclesiasticum assecuto...

Item, quatenus Johanni de Frigida Villa, pauperi clerico Sancti Flori diocesis, nullum beneficium ecclesiasticum consecuto...

Item, quatenus Stephano de Libris, pauperi clerico Magalonensis diocesis, nullum beneficium assecuto...

Item, quatenus Wernhero, dicto Vigil de Durlach, clerico Spirensis diocesis, studenti in Artibus in Montepessulano...

Item, quatenus Johanni, dicto Rosenbosch de Laud., clerico Spirensis diocesis...

Item, quatenus Thome Egberti de Flambom, clerico Wormacensis diocesis...

Item, quatenus Herbordo, nato quondam Herbordi de Bethem, clerico Wormacensis diocesis...

Item, quatenus Hugoto Barresii, Vabrensis diocesis, pauperi clerico, nullum beneficium assecuto, habitanti in Montepessulano...

Item, quatenus Johanni Frankenfort, clerico Argentinensis diocesis, bachallario in Artibus Montispessulani...

Item, quatenus Johanni Dethen, clerico Basiliensis diocesis, studenti in Artibus...

Fiat G. Datum Fundis, pro graduatis et magnis nobilibus ac scolaribus, qui audierunt tempore sufficienti ad gradum habendum, decimo, et, pro ceteris, sexto kalendas Decembris, anno primo.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Clem. VII supp. ann. I part.* VIII, fol. 145. — Cf. pièces n^os^ 119, 120, 165 et 166 du Cartulaire.

168. — *Lettres de Charles V, portant exemption d'impôts en faveur des membres de la Faculté de Médecine de Montpellier.* — Paris, 16 mars 1380 (n. st.).

Karolus, Dei gracia Francorum rex, senescallo Bellicadri ac gubernator et bajulo Montispessullani vel eorum locatenentibus, salutem. Pro parte magistrorum et scolarium Facultatis Medicine generalis Studii dicte ville nobis significatum extitit cum querela quod, cum de jure scripto, quo ipsa villa et comitiva patria gubernatur, ipsi, una cum eorum familiaribus, domesticis et bonis inmobilibus, sint et esse debeant, eo potissime quod curam gerunt corporum debilium humanorum, quieti, liberi et inmunes a quacunque contribucione talliarum, subsidiorum, focagiorum et aliorum onerum et subvencionum, quibus alii plebei dicte ville non privilegiati astringuntur, et de hoc sint in possessione et saisina pacificis a tanto tempore citra, quod hominum memoria in contrarium non existit, nichilominus consules dicte ville significantes predictos a paucis diebus citra compellunt et compellere satagunt et nictuntur ad contribuendum cum eisdem in diversis peccuniarum summis, in quibus ipsi tenentur et sunt efficaciter obligati carissimo germano et locuntenenti nostro in partibus Occitanis, duci Andegavensi, et in pluribus oneribus aliis dicte ville, jam indictis ibidem et que de die in diem eciam indicuntur, que cedunt in possessionis et saisine predictarum infractionem et ipsorum conquerentium grande prejudicium et gravamen, possetque hujusmodi Studium a predicta villa, occasione jam dicta, penitus extirpari, sicut conquerentes prelibati asserunt, super hoc nostre provisionis remedium implorantes. Ea propter, nos, cupientes ipsos in eorum possessione et saisina predictis manuteneri et conservari, ut tranquillius [1] degere valeant in Studio antefato, vobis et vestrum cuilibet precipimus et mandamus, si opus fuerit, conmictendo, quatinus magistros et scolares prefatos, una cum eorum familiaribus, domesticis et bonis inmobilibus antedictis, a contribucione predicta et alias a quacunque in dicto loco indicta, vel eciam indicenda, teneatis tenerique faciatis quietos, liberos et inmunes, nil contra ipsos vel eorum alterum in possessionis et saisine predictarum prejudicium faciendo, seu a quocunque fieri permictendo; quinymo,

si que secus acta vel actemptata fuerunt, eadem ad statutum pristinum et debitum reducatis aut faciatis indilate reduci, quoniam sic fieri volumus et dictis supplicantibus concessimus et concedimus per presentes, de nostra certa sciencia et speciali gracia, si sit opus, licteris subrepticiis, impetratis vel impetrandis, opposicionibus, appellacionibus et subterfugiis frivolis ad hoc contrariis non obstantibus ullo modo. Datum Parisius, sexta decima [die]mensis Marcii, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo nono et regni nostri sexto decimo.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Universitatis medicæ Monspeliensis*, fol. 54 v° (vidimus du 26 janvier 1465). — Cf. confirm. 15 oct. 1395.

1. transquillius.

---

169. — *Statuts du Collège des Douze-Médecins.* — Avignon, 11 juillet et 14 septembre 1380.

Incipiunt statuta Collegii Medicorum Montispessulani, fundati per sancte memorie dominum Urbanum quintum.

In nomine sancte et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Anglicus, miseracione divina episcopus Albanensis, Sancte Romane Ecclesie cardinalis, commissarius ad infrascripta a Sede Apostolica specialiter deputatus, venerabilibus viris, Rectori ac universis et singulis in Facultate Medicine studentibus, qui nunc sunt vel erunt pro tempore in futurum, cujuscumque status, gradus seu condicionis existant, in et de Collegio nuncupato Duodecim Medicorum Montispessulani, Magalonensis diocesis, per sancte memorie dominum nostrum, dominum Urbanum papam quintum, cujus fuimus germanus, dotato et fundato, salutem et celestis gratie incrementum ac presencia nostra statuta, ymo verius Apostolica, cum reverencia et honore recipere inviolabiliterque et perpetuo observare ac eisdem in omnibus obedire.

Litteras sanctissimi in Christo patris et domini nostri, domini Clementis, divina providencia pape septimi, cum cordula canapis vera bulla plumbea ipsius domini nostri pape in pendenti, more Romane curie, bullatas, sanas et integras, non viciatas, non cancellatas, nec in aliqua sui parte corruptas, sed omni prorsus vicio et suspicione carentes, per prefatum dominum nostrum papam nobis directas, nos cum ea qua decuit reverencia noveritis recepisse, quarum quidem litterarum Apostolicarum tenor sequitur sub hac forma:

Clemens episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Anglico, episcopo Albanensi, salutem et Apostolicam benedictionem. Ex injuncte nobis desuper Apostolice servitutis officio ad ea libenter intendimus, per que status vacancium studio litterarum salubriter dirigatur. Dudum siquidem felicis recordacionis Urbanus papa quintus, predecessor noster, ad laudem Dei, unum perpetuum collegium duodecim scolarium, in facultate medicine studencium, in loco Montispessulani, Magalonensis diocesis, in quodam hospicio per eum, seu de mandato suo, acquisito ibidem, quod in carreria vocata Carreria Sancti Mathei consistit, auctoritate Apostolica fundavit, ordinavit, fecit et creavit, ac ipsum Collegium Duodecim Medicorum voluit perpetuis temporibus nuncupari. Et insuper voluit et eadem auctoritate statuit et eciam ordinavit quod hujusmodi studentes in prefato hospicio insimul morarentur atque viverent et studerent, juxta ordinaciones et constituciones per eum seu de mandato suo faciendas, prout in ipsius predecessoris super hoc confectis litteris plenius continetur. Cum autem, sicut exhibita nobis pro parte studencium dicti collegii peticio continebat, ordinaciones seu constituciones hujusmodi, secundum quas dicti studentes vivere deberent, per eumdem predecessorem, seu de mandato suo, nondum facte existant, pro parte ipsorum nobis fuit humiliter supplicatum ut ordinaciones et constituciones hujusmodi fieri de benignitate Apostolica mandaremus. Nos itaque, hujusmodi in hac parte supplicacionibus inclinati, fraternitati tue, de qua in hiis et aliis plenam in Domino fiduciam obtinemus, statuendi et ordinandi, auctoritate Apostolica, in dicto collegio illa, que tibi pro salubri statu dictorum studencium utilia, justa et racionabilia videbuntur, plenam et liberam, tenore presencium, concedimus facultatem. Datum Avinione, v idus Julii, pontificatus nostri anno secundo [1].

Quibus quidem litteris Apostolicis, sic ut premittitur receptis, nos Anglicus, commissarius antedictus, pio considerantes affectu quod celestium plasmator spirituum ac humane conditor creature, hominem, creaturarum dignissimum, ideo ad suam condidit ymaginem, ut in bonis et sanctis operibus sui sit imitator actoris, qui, ut, ne ipsius hominis posteritas, successiva propagatione feliciter dilatata, per errorum devia, confusione quadam involuta, vagaretur, sibi legem salutarem exibuit, per quam, fugatis errorum tenebris, in mundo procelloso viventes, normam recte vivendi in se ipsis susciperent et a divinorum semita mandatorum nullathenus deviarent; hac igitur inducti similitudine pariter et exemplo, cupientes ut vos, ad quos interne gerimus dilectionis affectum, ordinem vivendi inter vos habeatis salubrem, per quem, sublata quacumque vagandi materia, sic, per vestrarum laudabilium opera actionum, studio Facultatis prefate pervigili vacare velitis, quod ceteris sitis in studio et vivendi norma speculum et exemplar, ad laudem Dei et specialem profectum cunctorum studencium in collegio memorato, volentesque mandatum Apostolicum supradictum nobis in hac parte directum reverenter exequi, ut tenemur, auctoritate Apostolica, nobis in hac parte commissa, infrascripta omnia et singula statuta seu ordinaciones, perpetuis futuris temporibus duraturas et inviolabiliter observandas, agredimur, condimus et facimus, per modum inferius annotatum.[1]

I. PRIMUM STATUTUM. DE RECTORE.

Et primo, auctoritate Apostolica predicta, qua fungimur in hac parte, statuimus et ordinamus quod in dicto collegio sit et constituatur deinceps unus rector, de civitate seu diocesi Mimatensi oriundus, qui quidem rector aliis studentibus ipsius collegii in honoribus preferatur, cujus electionem et constitutionem nobis reservamus, quamdiu vitam duxerimus in humanis. Nobis autem sublatis de medio, idem rector, per omnes studentes, qui sunt vel erunt pro tempore in dicto collegio existentes, seu majorem et saniorem partem ipsorum, omnibus tamen vocatis et interessentibus, ac absentibus minime expectatis, eligatur et constituatur, in collegio antedicto; qui rector, sic ut premittitur electus, incontinenti possit administrare, regere et gubernare et alia facere que ad officium rectoris ipsius collegii pertinebunt, prestito tamen primitus per ipsum rectorem corporali ad sancta Dei Evan-

gelia juramento, in presencia dictorum electorum ac prepositi collegii seu monasterii Sancti Benedicti dicti loci Montispessulani, per eumdem dominum nostrum Urbanum sancte memorie fundati, et cancellarii Universitatis medicorum predicti loci Montispessulani, quod bene et fideliter dictum suum officium excercebit, juxta continenciam et tenorem litterarum Apostolicarum ejusdem domini fundatoris, super fundacione et dotacione ipsius collegii medicorum concessarum, ac nostrorum, ymo verius Apostolicorum, presencium statutorum. Qui quidem rector de gremio ipsius collegii medicorum et non aliunde eligatur, videlicet magister antiquior in medicina, si ibidem fuerit; defficientibus vero magistris, antiquior licenciatus; et defficientibus licenciatis, antiquior bacallarius; et defficientibus bacallariis, antiquior scolaris, dum tamen alias apti et ydonei per dictos electores reputentur ad hujusmodi officium rectorie exercendum. Qui rector per triennium dumtaxat regere et gubernare habeat, nisi interim propter malum regimen seu aliam justam causam eisdem electoribus, de consilio prepositi et cancellarii predictorum, videretur amovendus seu destituendus, et alter de novo loco ipsius eligendus. Si vero idem rector in dicto suo officio bene et fideliter se gesserit, lapso dicto triennio, prefatis electoribus, de predictorum prepositi et cancellarii consilio, liceat tempus immediate sequentis triennii sine nova electione prorogare, nisi, modo et casu quibus supra, esset a dicto suo officio infra terminum dicti sequentis triennii repellendus. Qui quidem rector, anno quolibet, ex causa necessaria, per unum mensem, et non ultra, se possit ab ipso collegio absentare, nisi pro necessitate negociorum collegii supradicti, quo casu, de voluntate dictorum electorum, pro ipsis negociis prosequendis abscens esse valeat, per alterius mensis spacium dumtaxat, in quo tempore uni alteri ydoneo et sufficienti dicti collegii committere valeat vices suas.

II. SECUNDUM STATUTUM. QUANDO RECTOR DEBET PORTAM CLAUDERE.

Item, statuimus et ordinamus quod dictus rector, per se vel alium, portam majorem predicti collegii, in prima noctis hora, claudere, et de mane eamdem aperire, hora congrua, teneatur, nisi ex alia causa necessaria eidem rectori videretur aliter faciendum.

III. TERCIUM STATUTUM. DE SERVITORIBUS.

Item, statuimus et ordinamus quod in dicto collegio sint tres servitores, expensis ejusdem collegii, et non plures, quorum unus serviat rectori predicto, si magister fuerit, et non aliter; alii autem duo debeant toti collegio deservire; quibus servitor ipsius rectoris auxiliari teneatur, cum in servicio dicti rectoris non fuerit necessario occupatus, de cujus occupacionis causa idem rector et cellerarius ejusdem collegii medicorum, secundum eorum voluntatem, habeant indicare. Porro, si dictus rector magister non fuerit, in dicto collegio duo sint tantummodo servitores. In estate vero, quando studentes prefati collegii ibunt ad praticam, unus solus servitor de illis duobus remaneat in collegio prelibato, nisi major pars studencium in estate ibidem remaneret.

IV. QUARTUM STATUTUM. QUANDO RECTOR DEBET INVENTARIUM RECIPERE.

Item, statuimus et ordinamus quod dictus rector, postquam in suo officio fuerit constitutus, libros, communi usui dicti collegii mancipatos, recipere, cum inventario, in sua custodia teneatur, donec libraria in camera juxta portam majorem ipsius collegii facta fuerit, qua facta et ordinata, dicti libri ponantur et incathenentur in eadem per rectorem predictum, cujus librarie fiant tot claves, quot studentes in medicina fuerint in prefato collegio personaliter residentes, quorum cuilibet tradatur una clavis de predictis per ipsum rectorem; quibus ad practicam, vel alibi, extra dictam villam Montispessulani recedentibus, tam dicte librarie, quam eciam camerarum propriarum claves quilibet studens dicto rectori tradere teneatur. Positis vero et incathenatis dictis libris in predicta libraria, nullus de dicto collegio, vel alia quecumque persona, eos seu eorum aliquem extrahere possit vel presumat a predicta libraria, nisi casus necessarius accideret, quod dictus rector eosdem libros vel eorum aliquem faceret reparari. De quibus quidem libris dictus rector, in fine temporis sui regiminis, debeat reddere, coram studentibus, preposito et cancellario supradictis, legitimam racionem, juxta tenorem inventarii antedicti, et quod aliud simile inventarium dictorum librorum tradatur dicto domino episcopo Mimatensi, qui erit pro tempore, ut major diligencia adhibeatur in custodia eorumdem.

V. QUINTUM STATUTUM. QUOMODO RECTOR TENETUR VISITARE CAMERAS.

Item, statuimus et ordinamus quod dictus rector, per se vel alium, qualibet nocte, hora de qua sibi videbitur, teneatur, propter multa que contingere possunt, omnes et singulas cameras studencium dicti collegii visitare, et absentes, hora non conpetenti, sine causa legitima, idem rector, suo arbitrio, puniat, cum consilio antiquioris studentis collegii sepedicti.

VI. SEXTUM STATUTUM. QUOMODO RECTOR DEBET ASSIGNARE CATHEDRAM.

Item, statuimus et ordinamus quod dictus rector, cum consilio dicti antiquioris, possit assignare scolas et cathedram legentibus in dicto collegio, horis terciarum, meridiei et none, prout eis, secundum qualitates et gradus ipsorum legencium, videbitur expedire, easdemque scolas et cathedram concedere aliis de extra collegium, tempore quo non erunt per actu legentes dicti collegii occupate.

VII. SEPTIMUM STATUTUM. QUOMODO RECTOR DEBET PREFERRI OMNIBUS.

Item, statuimus et ordinamus quod, in tractatibus, locis et mensa, prefatus rector, si magister fuerit, obtineat primum locum. Si vero idem rector magister non fuerit, post magistrum vel magistros, si ibidem fuerint, obtineat ipsum primum locum; et post eum, alii studentes dicti collegii, secundum gradus et prioritates ipsorum, obtineant loca sua.

VIII. OCTAVUM STATUTUM. QUOMODO RECTOR DEBET RECIPERE OMNES PECUNIAS.

Item, statuimus et ordinamus quod idem rector debeat recipere omnes peccunias, ad dictum collegium pertinentes, ac eas fideliter custodire et in camera sua reponere, seu in alio loco tuto, infra unam capsam fortem, que duabus diversis clavibus claudatur, quarum unam teneat idem rector, et alteram cellarius ejusdem collegii medicorum; quas quidem peccunias ipse rector prefato cellario, pro provisionibus et aliis necessariis oneribus ipsius collegii faciendis et supportandis, tradere debeat, et de receptis, traditis et expensis pecuniis, bis anno quolibet, videlicet in festivitatibus Nativitatis et Resurrectionis Domini, seu alio quocumque tempore, si utile aut necessarium fuerit visum, omnibus de predicto collegio bonum et legale computum

reddere teneatur; que quidem pecunie nulli accomodari nec aliis usibus applicari valeant, nisi pro provisionibus et oneribus supradictis faciendis et supportandis.

IX. NONUM STATUTUM. QUOMODO DEBENT ESSE DUODECIM STUDENTES.

Item, statuimus et ordinamus quod in dicto collegio sint et esse debeant duodecim studentes in medicina, juxta tenorem litterarum Apostolicarum, super fundacione ipsius collegii medicorum per dominum sancte memorie fundatorem predictum alias concessarum, quorum quidem duodecim scolarium seu studencium et ipsorum cujuslibet electio et nominacio ad nos, quamdiu vixerimus in humanis et, post nostri obitum, ad dictum dominum episcopum Mimatensem, qui erit pro tempore, pertineat et pertinere debeat perpetuo in futurum. Qui duodecim studentes et eorum quilibet, electi seu nominati et eligendi seu nominandi, sint oriundi de civitate seu diocesi Mimatensi, de qua diocesi idem dominus fundator et nos originem traximus; qui quidem studentes sint de legitimo matrimonio procreati, non claudi, non gibbosi, non epilentici, non scabiosi, nec alia notabili infirmitate tacti seu alias impotentes aut deformes notabiliter de persona. Qui, postquam per nos aut per dictum dominum episcopum, nobis de medio sublato, electi et nominati fuerint, et alias in primitivis scienciis sufficientes et habiles ad scienciam medicine acquirendam, facta examinacione diligenti per dictum rectorem, in presencia aliorum studencium dicti collegii, reperti fuerint, prefati rector et studentes ipsos electos et nominatos admittere et recipere teneantur in collegio antedicto ac eisdem, secundum statuta et consuetudines ejusdem collegii, in necessariis providere. Si vero contingeret, quod absit, quod alii seu alius, quam ut premissum est, ad importunas precum instancias seu malas informaciones et subgestiones alicujus seu aliquorum, per nos aut per prefatum episcopum Mimatensem eligerentur seu nominarentur et, propter hoc, per rectorem et studentes dicti collegii tales sic electi seu nominati repellerentur, nichilominus nobis et dicto domino episcopo liceat, loco illius seù illorum, alium seu alios usque ad dictum numerum, juxta formam hujus statuti eligere et nominare, hoc salvo quod si, propter inadvertenciam aut negligenciam, nos vel dictus dominus episcopus, facta nobis notificacione, per rectorem seu alios de dicto collegio, de vacacione alicujus seu ali-

quorum, in dicto numero pro tempore deficientis seu deficiencium, ultra tres menses eligere seu nominare alium vel alios, loco illius vel illorum, cessaremus, tunc rector et studentes predicti collegii, cum consilio predictorum prepositi et cancellarii, qui sunt et erunt pro tempore, aliquem seu aliquos de civitate vel diocesi Mimatensi predictis, juxta presentis statuti tenorem, eligere nominare et recipere valeant in collegio memorato. Verum quia, prout ex sufficienti informacione nobis constat, aliqui fructus, redditus et proventus, per dominum sancte memorie Urbanum predictum eidem collegio uniti, una cum aliis certis pensionibus, per eumdem dominum fundatorem datis et concessis, non recipiuntur ad presens per rectorem et studentes dicti collegii, ceterique fructus, redditus et proventus ipsius collegii adeo sunt diminuti, quod vix de eis ultra octo studentes cum duobus vel tribus servitoribus possunt vivere de presenti, idcirco nos, ex hiis et aliis causis racionabilibus, nostrum animum moventibus, predictum numerum duodecim studencium restringimus, diminuimus et reducimus ad numerum octo studencium et servitorum predictorum dumtaxat, donec et quousque fructus, redditus et proventus seu pensio ecclesie Beate Marie de Chauleto, per sacristam Magalone dicto collegio debiti seu debita, persolvantur, seu alias facultates dicti collegii contingeret augmentari, et tunc numerus dictorum duodecim studencium, secundum exigenciam augmenti dictarum facultatum ac juxta arbitrium nostrum seu predicti domini episcopi, post nostri obitum, restauretur, de eligendis seu nominandis de civitate vel diocesi predictis, servando formam in statuto hujusmodi superius annotatam.

X. DECIMUM STATUTUM. QUOMODO DEBENT SIMUL COMEDERE ET CAMERAS ASSIGNARE.

Item, statuimus et ordinamus, quod dicti rector et studentes maneant, comedant et bibant insimul infra domum ipsius collegii, nec comedant singulariter in cameris, vel alibi, nisi causa infirmitatis, seu alia justa causa, secundum dicti rectoris arbitrium, videretur aliter faciendum. Camera autem principalior dicto rectori, si magister fuerit, assignetur. Alii vero studentes, quocienscumque aliquam cameram seu cameras vacare contingerit, secundum eorum prioritatem optare valeant cameram vel cameras sic vacantes; et si super dicta opcione discordia inter eos oriretur vel eciam si necessarium esset duos studentes in una et eadem camera collocari, arbitrio dicti rectoris

et antiquioris studentis ejusdem collegii relinquatur judicandum. Qui quidem rector et studentes in mensa et aliis locis et in quibuscumque actibus honeste se habeant comamque non nutriant, vestes inhonestas non ferant, verba opprobriosa, injuriosa seu inhonesta inter se non proferant; contrarium vero facientes arbitrio dictorum rectoris et antiquioris studentis puniantur. Si vero predicti rector et studentes seu eorum aliqui rixosi, vagabundi, inobedientes, rebelles aut notorie scandalosi fuerint, seu in aliquo vel aliquibus deprehendantur, aut contra presencium statutorum nostrorum, ymo verius Apostolicorum, tenorem aliquid attemptare presumpserint, idem rector, per alios studentes ipsius collegii, qui in premissis participes non fuerint, cum consilio prepositi et cancellarii predictorum, studentes vero prefati per ipsum rectorem, cum consilio eorumdem prepositi et cancellarii, a dicto collegio medicorum, si criminis qualitas hoc exegerit, penitus expellantur, nunquam postea ad dictum collegium, quacumque de causa, reversuri, admissuri seu alias de bonis ipsius collegii aliqualiter provisuri, quibus expulsis seu expulso, nullo modo a premissis, seu eorum aliquo, liceat appellare.

XI. UNDECIMUM STATUTUM. QUOMODO BACALLARII POSSUNT IRE AD PRATICAM.

Item, statuimus et ordinamus quod bacallarii medicine dicti collegii infra quindenam Pasche valeant libere ad praticam accedere, de qua pratica infra quindenam festi Sancti Luce reverti ad dictum collegium teneantur, nisi causam aliquam racionabilem seu excusacionem legitimam habuerint, quam allegare et probare debeant infra quindecim dies immediate sequentes, coram rectore et aliis studentibus collegii sepedicti. Si autem, lapsis quindecim diebus post dictum festum Sancti Luce, de dicta pratica non reddierint nec alias causam justam et racionabilem aut excusacionem legitimam allegaverint et probaverint infra terminum antedictum, sint ipso facto privati a collegio prelibato, nec eis provideatur ulterius in eodem.

XII. DUODECIMUM STATUTUM. QUOMODO HOSPITES NON DEBENT RECIPI.

Item, statuimus et ordinamus, quod nullus de dicto collegio aliquos hospites seu hospitem in prandio vel cena recipiat in domo, ipsius collegii expensis, nisi utilitatem et negocia ipsius collegii procurarent.

XIII. STATUTUM. QUOMODO PER NOVEM ANNOS POSSUNT STARE.

Item, statuimus et ordinamus quod omnes et singuli studentes dicti collegii possint in ipso residere, medicine scienciam acquirendo, per novem annos continuos et completos, a die sue receptionis computandos, incluso in dictis novem annis tempore, quo in dicta pratica morabuntur, etiam si infra dictos novem annos ad gradus magistri vel licencie assumantur. Post quos dictos novem annos, ipso facto a dicto collegio sint privati et exclusi, nec eis provideatur ulterius in eodem, nisi, lapsis dictis novem annis, de dictis civitate vel diocesi Mimatensi non reperirentur aliqui ydonei et sufficientes, qui possent substitui loco eorumdem. Volumus eciam et ordinamus quod, si aliqui predictorum studencium aliquod tempus de dictis novem annis, causante infirmitate, seu ipsius collegii negocia prosequendo, perdiderint, post dictos novem annos illud tempus resarciatur eisdem, prout ipsis rectori et aliis de dicto collegio videbitur expedire. Volumus eciam et ordinamus quod, si contingeret aliquem de dicto collegio circa finem dictorum novem annorum elegi in rectorem pro utilitate collegii memorati, possit, post dictos novem annos, per tempus ad quod electus fuerit, ibidem remanere, rectoris officium exercendo. Presens autem statutum expresse volumus eciam extendi ad preterita et alia omnia statuta similiter, excepto quod magistrum Petrum Rochayronis per nos hac vice creamus ipsius collegii rectorem, sine prejudicio tamen statutorum ipsorum, que in futurum volumus observari.

XIIII. STATUTUM. QUOMODO DEBENT AUDIRE IN MAGISTRATU ET BACALLARIATU.

Item, statuimus et ordinamus quod omnes predicti studentes, in dicto collegio residentes, omni die legibili, per tres horas magistrales et per aliquam seu aliquas horas licenciatorum seu bacallariorum, medicinam audire teneantur ac in disputacionibus, repeticionibus et aliis actibus publicis et solempnibus universitatis medicorum Studii dicti loci Montispessulani personaliter interesse. Licentiati vero et bacallarii, si qui sint in dicto collegio, aliquid legere in ultima hora et in diebus festivis debeant et nichilominus predictis actibus solempnibus interesse. Quod si non fecerint, arbitrio dicti rectoris, cum antiquioris studentis ejusdem collegii post eum consilio, puniantur.

XV. STATUTUM. QUOMODO STUDENTES DEBEANT ET TENEANTUR DICERE OFFICIUM BEATE MARIE VIRGINIS ET DE MORTUIS OMNI DIE.

Item, statuimus et ordinamus quod rector et omnes studentes dicti collegii singulis diebus officium commune Beate Marie Virginis ac mortuorum, cum oracionibus ordinatis et aliquibus aliis specialibus, ad Dei et gloriose Virginis Marie laudem et pro animabus sancte memorie dicti domini fundatoris atque nostri, dicere et, in festivitatibus solempnibus, missam majorem ac primos vigiliarum et secundos diei vesperos audire in ecclesia dicti collegii Sancti Benedicti, necnon, bis ad minus in anno, videlicet in festivitatibus Nativitatis et Resurrectionis Domini, sacramentum Eucaristie recipere teneantur, nisi alias justam causam non percipiendi dictum sacramentum habeant, que proprii confessoris arbitrio relinquatur, jure tamen parrochialis ecclesie in omnibus semper salvo.

XVI. STATUTUM. QUOMODO DEBENT REDDERE GRACIAS.

Item, statuimus et ordinamus quod, singulis diebus, in principio prandii et cene, per rectorem et studentes predictos dicantur benediciones et gracie, in fine, actente et humiliter Deo reddantur, in quibus graciis psalmus « De profundis » et due speciales oraciones dicantur pro animabus sanctissimi domini fundatoris predicti atque nostri.

XVII. STATUTUM. QUOMODO PROHIBETUR QUOD NULLUS AUDEAT LUDERE, NEQUE NUTRIRE CANES.

Item, statuimus et ordinamus quod nullus de dicto collegio presumat ludere ad pecunias nec ad alias res magni valoris, infra domum seu ambitum domus dicti collegii, nec canes tenere ibidem audeat, nisi unum canem communem, si utilis videatur, pro custodia dicte domus. Contrarium vero attemptantes per dictum rectorem puniantur.

XVIII. STATUTUM. QUOD NULLUS AUDEAT PORTARE ENSEM.

Item, statuimus et ordinamus, quod nullus de dicto collegio ensem, gladium seu gladios, ultra mensuram unius palmi, et tunc honestum seu

honestos, portare presumat aut armatus seu alias dissolute, de die vel de nocte, incedat, mulieresque suspectas nullo modo infra ambitum dicti collegii introducere audeat. Si quis autem contrarium fecerit, tam diu quandiu gladium ultra mensuram et condicionem predictas portaverit, seu armatus aut dissolute incedere presumpserit, seu mulieres inhonestas introduxerit, penitencia panis et aque solum sibi indicatur, donec ipsum gladium et arma dimiserit et se correxerit de premissis, arbitrio rectoris collegii memorati.

XIX. STATUTUM. QUOMODO DEBENT STUDERE.

Item, statuimus et ordinamus quod, a festo Sancti Luce usque ad carnisprivium, quilibet studens dicti collegii ante cenam, per spacium trium horarum, studere teneatur. Rector tamen predictus, dum et quando sibi, ex juxta causa, videbitur, possit spacium horarum diminuere predictarum; quo quidem spacio lapso et campana ipsius collegii, de voluntate ejusdem rectoris, pulsata, dicti studentes ad cenam, et de mane ad prandium accedere debeant ordinate.

XX. STATUTUM. QUOMODO IN INTROITU DEBENT SOLVERE SEX FRANCOS ET PRANDIUM.

Item, statuimus et ordinamus quod quilibet studens predicti collegii, in sua nova recepcione, pro conservacione et reformacione ejusdem collegii, sex francos auri et unum prandium, valoris unius franci auri, aliis studentibus dicti collegii solvere teneatur, diesque et annus recepcionis et recessus seu abscencie cujuslibet studentis predicti collegii scribantur in uno libro fideliter, manu propria, per eundem.

XXI. STATUTUM. QUOMODO NON DEBENT GAUDERE ABSENTES.

Item, statuimus et ordinamus quod solum studentes in dicto collegio personaliter residentes gaudeant de bonis, fructibus et redditibus ipsius collegii, nullusque, quamdiu abscens fuerit, eciam racione predicte practice, seu alias, percipiat aliquid de bonis, fructibus seu redditibus prelibatis, nisi essent, de dicti rectoris mandato, absentes necessario pro negociis dicti collegii prosequendis. Si quid autem de predictis bonis, fructibus seu reddi-

tibus superfuerit, pro reparacionibus necessariis ipsius collegii exponatur. Si vero reparaciones necessarie non fuerint faciende, illud quod supererit per rectorem ipsius collegii, pro necessitate et communibus usibus ejusdem collegii, fideliter conservetur, prout superius est de pecunia prefati collegii ordinatum.

XXII. STATUTUM. QUOMODO TENENTUR IN FESTIS PONERE QUESTIONES ET DE EIS DISPUTARE.

Item, statuimus et ordinamus quod, in qualibet septimana semel, in festo simplici, si fuerit, vel in die Ypocratis, Galieni vel Avicenne, singuli studentes dicti collegii, qui per biennium medicinam audiverint, unus in una septimana et alter in alia, secundum suum ordinem, post prandium, de una questione dicto rectori, in aula ipsius collegii, in presencia omnium aliorum studencium, respondere, et ipsius questionis titulum ipse respondens, in principio prandii, ad mensam portare et publico loco ponere teneatur; et ibidem omnes studentes predicti, post respondentis posicionem, facta ipsius rectoris replicacione, sine deffectu arguere debeant seriatini. Si quis autem sine justa causa in premissis defecerit vel arguere noluerit, juxta predicti rectoris arbitrium puniatur.

XXIII. STATUTUM. QUOMODO POSSINT CONGREGARE CONSILIUM.

Item, statuimus et ordinamus quod, si pro commodo et honore prefati collegii semel in anno, mense vel septimana, inter dictos rectorem et studentes contingat fieri consilium generale, omnes simul, ad pulsum campane ipsius collegii, in aula ejusdem se congregare et ea, que secundum Deum et bonam conscienciam unicuique videbuntur, dicere super propositis teneantur.

XXIIII. STATUTUM. DE INFIRMIS.

Item, statuimus et ordinamus quod, si contigerit predictum rectorem, vel aliquem alium seu alios de dicto collegio, infirmari, quod de bono ipsius collegii illi vel illis minime provideatur, preterquam de porcione quam haberent, si essent in sanitate constituti. Quem quidem infirmum seu infirmos omnes alii studentes ipsius collegii semel in die visitare teneantur,

nisi paciens eorum visitacionibus gravaretur. Si vero aliquem seu aliquos de prefato collegio decedere contigerit, non habentes aliquid, de quo valeant sepeliri, volumus et ordinamus quod tunc, expensis ipsius collegii, ad arbitrium rectoris et aliorum studencium ejusdem collegii, debeant sepeliri.

XXV. STATUTUM. QUOD NULLUS UXORATUS RECIPIATUR.

Item, statuimus et ordinamus quod nullus uxoratus possit recipi in dicto collegio, eciam mortua uxore, nec in eodem collegio, ex quacumque causa, in antea admitti, quo statuto ligari presentes volumus, preteritos et futuros.

XXVI. STATUTUM. QUOD ELIGATUR CELLERARIUS.

Item, statuimus et ordinamus quod, per rectorem et alios studentes dicti collegii, anno quolibet, unus cell[er]arius de eodem collegio eligatur, qui cell[er]arius omnes communes et necessarias provisiones ipsius collegii facere ipsasque tenere, custodire, regere et administrare fideliter teneatur, pro quibus provisionibus faciendis dictus rector pecunias necessarias sibi tradere debeat, et ipse cell[er]arius de receptis, expensis et administratis per eumdem legale computum, bis in anno, et alias, prout supra statutum est de dicto rectore, in presencia ipsius rectoris et aliorum studencium dicti collegii, reddere teneatur.

XXVII. STATUTUM. QUOD ELIGATUR PROCURATOR.

Item, statuimus et ordinamus quod, per rectorem et studentes prefatos, eligatur, anno quolibet, unus de prefato collegio, qui sit ipsius collegii generalis procurator, sindicus vel yconomus, cui detur potestas sufficiens petendi, exigendi, levandi et recipiendi jura, debita, actiones, fructus, redditus, proventus, obventiones et emolumenta quoscumque, ad predictum collegium pertinentes, necnon litem et lites inchoandi ac eas prosequendi et finiendi et loco sui alium seu alios substituendi etc., prout exigit forma juris. Qui quidem procurator, sindicus vel yconomus omnes pecunias, fructus et alia, per ipsum habitos, levatos et receptos, rectori et cellario predictis ad conservandum incontinenti tradere teneatur.

XXVIII. STATUTUM. QUOD TENEANTUR JURARE STATUTA IN NOVA RECEPTIONE.

Item, statuimus et ordinamus quod rector et omnes et singuli studentes, qui nunc sunt in et de dicto collegio et alii, qui pro tempore in eodem recipientur, cujuscumque status, gradus aut condicionis existant, in sua nova recepcione, in presencia predicti rectoris et aliorum studencium dicti collegii, ac idem rector, in presencia aliorum studencium, teneantur jurare super sancta Dei Ewangelia quod omnia et singula hujusmodi statuta nostra, ymo verius Apostolica, inviolabiliter observabunt, et quod per se vel alium seu alios, de consensu ipsorum, nullo modo contra ipsa statuta seu eorum aliquod venient vel facient, nec consencient contra eadem facere vel venire volenti quoquomodo, sed utilitatem et honorem dicti collegii, pro possibili, quamdiu vixerint, procurabunt et inutilia evitabunt, loco et tempore oportunis, necnon quod prefato rectori, qui nunc est seu erit pro tempore in dicto collegio, obedient, juxta formam presencium statutorum.

Quia vero per predicta nostra statuta, ymo verius Apostolica, non potest omnibus casibus, qui contingere possunt seu poterunt, sufficienter provideri, idcirco nos, auctoritate Apostolica predicta, nobis, quamdiu vitam duxerimus in humanis, et, post nostri obitum, predicto domino episcopo Mimatensi, interpretandi, corrigendi, mutandi predicta statuta seu ordinaciones, eisque et de eisdem addendi et diminuendi, prout nobis seu ipsi domino episcopo, pro utilitate et conservacione boni status dicti collegii, racionabiliter visum fuerit, reservamus et retinemus, tenore presencium, plenam et liberam potestatem, tenoribus tamen litterarum Apostolicarum, super fundacione ejusdem collegii per dominum Urbanum, fundatorem predictum, concessarum, in omnibus semper salvis, quibus non intendimus, sicut nec debemus, per predicta in aliquo derogare. In quorum omnium et singulorum premissorum fidem et testimonium, presens publicum instrumentum, nostras ordinaciones et statuta predicta in se continens, per Johannem Caranta, notarium publicum et scribam nostrum infrascriptum, publicari et subscribi mandavimus, et sigilli nostri fecimus appensione muniri.

Datum et actum Avinione, in domo habitacionis nostre, die decima quarta mensis Septembris, anno a Nativitate Domini millesimo trecentesimo octuagesimo, pontificatus dicti domini nostri, domini pape Clementis sep-

timi, anno secundo, presentibus venerabilibus et circumspectis viris, dominis Petro Boerii, domini nostri pape acolito ac precentore ecclesie Mimatensis, Raymundo de Gurgitepetra, priore prioratus Beate Marie de Bona Requie, alias de Montefanesio, Avinionensis diocesis, Petro de Solerio, Petro Volmanerie, litterarum Apostolicarum scriptoribus, Petro Boeri[i], monasterii Sancti Victoris Massiliensis monacho, in decretis bacallario, Johanne Myrisii, priore Sancti Petri Diensis, Bartholomeo Thorencii, monasterii Sancti Ruffi extra muros Valencie canonico, in decretis bacallario, et Petro Jansiondi, clerico Mimatensis diocesis, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis, et me, Johanne Caranta, presbitero Mimatensis diocesis, publica auctoritate Apostolica notario ac scriba reverendissimi patris et domini, domini episcopi Albanensis, cardinalis comissarii antedicti, qui aggrecioni, condicioni et factioni omnium et singulorum statutorum et ordinacionum prescriptarum ac omnibus aliis et singulis, sicut premittitur, actis et scriptis, una cum prenominatis testibus, presens interfui eaque fieri, statui et ordinari vidi et audivi in notamque recepi ac, de speciali mandato dicti domini cardinalis commissarii, omnia et singula prescripta legi et publicavi et exinde hoc presens publicum instrumentum, per alium, vice mea, me legitime prepedito, scriptum, signo meo consueto, una cum appensione sigilli ejusdem domini cardinalis commissarii, signavi, me subscribens manu propria in eodem, requisitus et rogatus, in testimonium premissorum.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartulaire du Collège des Douze-Médecins*, fol. 2 r°-11 v° ; Arch. dép. de la Lozère, série G, n°s 1010 et 1011. — Publ. : Baldit, *Bulletin de la Société d'agriculture, etc., de la Lozère*, t. XII (1861), p. 42 ; Dubouchet, *Un collège médical à Montpellier durant le moyen âge*, pp. 34-50 ; L. Guiraud, *Le Collège des Douze-Médecins*, pp. 60-84. — Les titres des divers statuts sont en marge d'une écriture du xv^e siècle.

1. La bulle de Clément VII, intercalée dans les statuts, se retrouve à part, fol. 19 v° et 20 r° du même Cartulaire du Collège des Douze-Médecins.

170. — *Engagement notarié de remboursement des frais de réparations d'une école de Droit, pris par les Consuls envers Guilhem de Manhania, changeur, propriétaire de cette école, avec soumission et quittance de l'entrepreneur des travaux.* — Montpellier, 31 août et 18 septembre 1381 et 25 février 1383 (n. st.).

Item, anno [MCCCLXXXI], indictione, pontificatu et regnante predictis et die tricesima prima mensis Augusti, noverint universi et singuli quod nos, Jacobus de Manhania, Johannes Bossonesii, Guillelmus de Tornaforti, Poncius Grimaudi, Poncius Sabrani, Johannes Posarani, Poncius de Cabanis et Benedictus Olive, consules ville Montispessulani, nomine consulario dicte ville et nominibus providorum virorum, Poncii de Conchis, Petri Columberii, Bernardi Coste et Petri Soquerii, conconsulum nostrorum dicte ville, pro nunc absentium, quorum, scilicet Petri Columberii, ego, Poncius Grimaudi, dicti vero Bernardi Coste, ego, dictus Johannes Bossonesii, vices habemus, cum duobus publicis instrumentis, super hoc in notam receptis per notarium infrascriptum, sub anno quo supra et diebus octava et vicesima mensis Aprilis, ac pro universis successoribus nostris, dicte ville consulibus, scientes et attendentes duas scolas contiguas viri Guillelmi de Manhania, campsoris Montispessulani, sitas in descensu ecclesie Sancte Eulalie Montispessulani, in quarum una legit dominus Petrus Blavi, decretorum doctor, hora doctorali, fore plurimum ruinosas, in tantum quod nisi breviter adhibeatur remedium, speratur ipsarum tectum et parietes corruere et ad terram in brevi cadere, quod si fieret, esset evidens periculum amitendi, saltim pro anno vel tempore presenti, studium et lecturam Juris canonici, propter deffectum dictarum scolarum, cum alie equipollentes vel equicapaces scole non sunt in toto Studio Montispessulani ad presens vaccantes, vel dicta hora lectore carentes, et potissime cum auditorium dicti domini Petri sit majus et sollempnius ceteris auditoriis dicti Studii in Juris canonici Facultate. Eapropter, cupientes dictum Studium in prosperitate possethenus conservare et omnem viam precludere, per quam lectura dicti Studii valeat aliqualiter impediri et presertim quia vos dubitatis dictas scolas facere repa-

rari, pro eo quod multi dicunt murum seu fossata palissate Montispessulani debere fieri in loco in quo sunt dicte scole, et sic ipsas fore in brevi funditus diruendas, promitimus et convenimus vobis, dicto Guillelmo de Manhania, presenti, stipulanti sollempniter et recipienti pro vobis et vestris, vobis vel vestris solvere, reddere et integre restituere omnia et singula, per vos in et circa factum dicte reparationis expendenda, quam facturus estis ad nostri instantes preces sepius iteratas, quam alias non eratis facturus, propter periculum dirutionis supradicte, et hec in casu quo dicte scole diruerentur propter factum fossatorum et muri predictorum, quo casu tota materia ex inde proveniens sit vestra et vestrorum et eam propria auctoritate valeatis dicto casu accipere et vobis recipere ad omnia commoda vestra et vestrorum, que servare et attendere promittimus... Acta sunt hec in Montepessulano, in domo consulatus dicti loci, presentibus testibus...

Post hec, anno Nativitatis Jhesu Christi M°CCC°LXXX° secundo et die vicesima quinta mensis Februarii, indictione quinta, pontificatus dicti domini nostri pape anno quinto et regnante quo supra, noverint universi et singuli quod ego, Raymundus Martelenas, lapiscida Montispessulani, pro me et meis, scio, confiteor et in veritate recognosco vobis, supradicto Guillelmo de Manhania, presenti, stipulanti sollempniter et recipienti pro vobis et vestris, me a vobis habuisse et realiter numerando recepisse pro reparatione supradictarum scolarum per me facta, vigore certarum conventionum et pactorum inter vos et me factorum super facto ipsius reparationis, cum instrumento super hoc recepto per notarium supra et infra scriptum, sub anno supra in principio hujus instrumenti et die decima octava mensis Septembris, per quas conventiones et pacta edificavi unum parietem cayronum certe spissitudinis et altitudinis ac latitudinis cum certis pilaribus sive anchoris [1], inter dictas duas scolas vestras, scilicet pro materia cayronum, calcis, arene, aque, cavatione fundamenti dicti parietis ac magistratgio aliisque ad dictam reparationem necessariis, septuaginta francos auri, boni ponderis et cugni Francie, renuntians exceptioni dictorum septuaginta francorum auri, per me a vobis, ex causa predicta, non habitorum et non receptorum, pecunie non numerate, doli et in factum actioni, de quibus sum contentus et de eis vos, dictum Guillelmum de Manhania,

stipulantem ut supra, quito, libero penitus et absolvo nunc et semper. Acta sunt hec ubi supra et fuerunt testes...

Item, die xviii Septembris [MCCCLXXXI], ego R. Martelenas, lapicida, promito vobis, G. de Manhania, campsori, presenti, stipulanti ... aponhayrare, meis sumptibus et fustibus, tectum quarumdam scolarum vestrarum, sitarum in descensu Sancte Eulalie, cavare earum fundamentum parietis dictarum scolarum mediocris, inter dictas scolas et quasdam alias scolas vestras inferiores, usque ad bonum solum et terram ponere extra dictas scolas subtus retro juxta parietem, cui apodiatur cathedra, et quod materia lapidum ibi extracta sit mihi. Deinde edificare parietem usque quo sit super terram de bonis peciis cayronum, cum calce et arena, spissitudinis duorum palmorum cum dimidio et ex post edificare parietem, usque ad dictum tectum parietis layrenherii bonorum cayronum nec non novas anchoras cayronum bonorum et sufficientium, latiores illis, qui nunc sunt, et sufficientes secundum parietem usque ad dictum tectum ..., de meis labore et materia ... [2].

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, *Registres des Actes du Consulat,* ann. 1381, fol. 57 v°, et pièces annexes (?). — Publ. : J. Renouvier et A. Ricard, *Des maîtres de pierre ... de Montpellier,* dans les *Mém. de la Soc. archéol. de Montpellier,* t. II, p. 260.

1. anchoras. — 2. L'original de la soumission de R. Martelenas est actuellement perdu.

---

171. — *Mandement de Charles VI au gouverneur de Montpellier, lui ordonnant de contraindre au paiement des impôts et amendes certains Docteurs en Droit et en Médecine et autres opposants.* — Paris, 7 septembre 1382.

Karolus, Dei gracia Francorum rex, gubernatori et bajulo Montispessulani vel eorum locatenentibus, salutem. Pro parte dilectorum nostrorum, consulum ville Montispessulani, nobis extitit expositum, graviter conquerendo, quod, licet constructio, fortificacio et reparacio murorum et clausure

ejusdem ville palissateque suburbiorum ipsius ac eciam custodia et defensio ipsarum ville et palissate expulsioque ab ipsa patria predonum et aliarum gentium armorum, nuper et alias in ipsa existencium, necnon composi[ci]o centum triginta milium francorum auri per ipsos consules dudum facta cum carissimo patruo nostro, duce Andegavensi, occasione sumptuum sui excercitus gentium armorum, quas dudum ad dictam villam adduxit, pro facto commotionis ibidem perpetrate in mense Octobris, anno millesimo trecentesimo septuagesimo IX°, equanimiter concernant commodum et honorem quorumcunque ibidem habitancium aut hereditates vel redditus quoscunque habencium et sic omnes indifferenter ad ea teneantur pro rata bonorum suorum, nichilominus magistri Jacobus Maisseni, doctor legum, judex palacii, Franciscus Agulhoni, doctor in decretis, vestiarius Magalonensis, Johannes Jacobi, magister in medicina, Guillelmus Arquerii, presbiter, Petrus de Conchis, Arnaudus Berengarii, Simon Figa, monetarii nostri sacramenti Francie et Imperii, et nonnulli alii legum et canonum ac medicine professores et alie ecclesiastice persone, nobiles et officiales nostri, et alii, possessiones, redditus et alias hereditates in dicta villa et ejus pertinentiis habentes et possidentes, que bona olim fuerunt personarum tailliabilium ville et consulum predictorum et cum eis pro ipsis bonis contribuencium et que per nos seu cameram compotorum nostrorum minime fuerunt vel sunt admortisata, taillias ipsis personis, pro dictis possessionibus, redditibus et hereditatibus, indictas, occasione premissorum, solvere contradicunt et recusant, in dictorum consulum grande prejudicium et gravamen dicteque fortificationis et debitorum predictorum solutionis retardationem, sicut dicunt, supplicantes per nos eis super hoc de remedio opportuno provideri. Quocirca, nos, premissis attentis, vobis et vestrum cuilibet mandamus et, quia prenominati debitores, contraditores seu rebelles a vobis, occasione privilegii quod habere pretendunt, forsan pretenderent se exemptos, commictimus quatinus, si, vocatis evocandis, vobis constiterit ita esse, dictos contradictores et alios quoscumque, cujuscumque status vel conditionis existant, in dicta villa vel ejus palissata aut suburbiis, possessiones, redditus vel alias hereditates quascumque habentes vel possidentes et eorum quemlibet ad solvendum dictis consulibus vel eorum deputatis dictas taillias, eis per ipsos, ex causis predictis, pro bonis et hereditatibus predictis, indictas vel indicendas, una

cum arreragiis preteriti temporis, per captionem bonorum ipsorum et aliorum quorumcumque suorum ac vendicionem et distractionem viriliter compellatis seu compelli faciatis indilate et, in casu opposicionis, faciatis inter partes, ipsis auditis, summarie et de plano bonum et breve justicie complementum, quoniam sic fieri volumus et dictis conquerentibus concessimus et concedimus de gratia speciali, si sit opus, per presentes, super quibus et ea tangentibus, vobis et vestrum cuilibet ac deputandis a vobis, eciam absque executoria vel annexa carissimi patrui et locuntenentis nostri in illis partibus, ducis Bituricensis, seu alterius cujuscumque, non habita, pareri volumus et intendi, litteris subrepticiis in contrarium impetratis vel impetrandis non obstantibus quibuscumque. Datum Parisius, die septima Septembris, anno Domini millesimo trecentesimo octogesimo secundo et regni nostri secundo. — In requestis hospicii. M. Gaignart. — J. Pelles.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Grand Chartrier, Arm. G, cass. IV, nº 67.

---

172. — *Statuts complémentaires et Serments de l'Université de Médecine.* — Montpellier, 25 janvier 1383 (n. st.).

Statuts complémentaires.

Quia in fine statutorum dicitur quod statuta tangencia magistros, baccalarios et scolares de communi consensu possint mutari, ideo, convocata tota Universitate per bedellum, cum cedula Cancelarii, ad sonum campane, fuerunt ordinata que sequuntur.

I. QUID SIT FACIENDUM ANTE PROMOCIONEM AD BACCALARIATUM.

Primo, quod nullus baccalarius procedat ad examen, nisi probaverit que tenetur fecisse.

Item, quod ille baccalarius presentatus precedat, qui primo legerit cursus, quam alii, etiamsi duo vel plures in una die fuerint presentati. Si autem in diversis diebus fuerint presentati, ille precedat qui fuerit prima die presen-

tatus, et alter subsequetur, vel alii, si sint plures, secundum ordinem pretaxatum.

II. DE TEMPORE BACCALARIANDORUM.

Item, quod de tempore ipsorum stetur, secundum quod est scriptum in capitulo matricule, et illud observetur.

III. DE MAGISTERIO IN ARTIBUS.

Item, magisterium in Artibus abbreviat eis unum annum, si fuerint magistrati, vel ad minus licentiati, antequam essent baccalarii in medicina; et hoc intelligimus ab hinc in antea.

Hec fuerunt ordinata in ecclesia Sancti Mathei, anno Domini millesimo tricentesimo octuagesimo secundo, vicesima quinta die Januarii, toto Studio presente.

Serments.

IV. JURAMENTUM MATRICULE PRIMUM [1].

Ego N., juro quod ego servabo honorem et utilitatem Universitatis Medicine Montispessulani, nec contra jura ejusdem, directe aut indirecte, scienter veniam, ymo eam juvabo consilio, auxilio et favore, hic et ubique terrarum, etiam ad quemcunque gradum, statum vel dignitatem ego possim pervenire.

V. JURAMENTUM SECUNDUM.

Item, juro quod ego ero fidelis et obediens dicte Universitati, et cuilibet ex magistris, et eorum quemlibet debite honorabo, et, si quid contra alicujus honorem scivero, eidem notificabo indilate.

VI. JURAMENTUM TERCIUM.

Item, juro quod ego non praticabo in Montepessulano, nec in suburbi[i]s, nec permittam alium praticare, saltim quin revelem illum dominis procuratoribus Universitatis vel alicui ex magistris, donec et quousque in Montepessulano, et non alibi, insignia magistratus recepero; et servabo omnia et singula privilegia et statuta, edita et edenda, et hoc per meam bonam fidem.

Et hec teneatur jurare studens, infra septem dies a suo adventu, in manibus Cancelarii, vel super altare Trium Regum in Sancto Matheo, antequam in suppositum Universitatis recipiatur.

VII. PRIMUM JURAMENTUM BACCALARIANDORUM.

Ego N., juro quod ego audivi lectiones ordinarias magistrales per viginti quatuor menses, pro quibus intelligimus tres annos.

VIII. JURAMENTUM SECUNDUM.

Item, juro quod respondi uni vel duobus magistris de una questione solemniter, vel de duabus, in examine publico in scolis.

IX. TERCIUM JURAMENTUM.

Item, juro quod legam cursus meos fideliter et utiliter auditoribus, juxta posse, quando continget me legere.

X. QUARTUM JURAMENTUM.

Item, juro quod servabo honorem et utilitatem Facultatis Medicine pro posse, hic et ubique terrarum, et magistrorum omnium nunc et in futurum, et nulli scienter nocebo.

XI. QUINTUM JURAMENTUM.

Item, juro quod non praticabo in Montepessulano, nec in suburbi[i]s, donec in Montepessulano recepero insignia magistratus, nec permictam pro posse alium seu alios praticare, quin revelem illum vel illos procuratoribus Universitatis vel alicui ex magistris.

XII. SEXTUM JURAMENTUM.

Item, juro quod, si contingat me promoveri ad statum baccalarii vel magisterii, nunc vel in futuro tempore, quod nil promictam nec dabo alicui magistrorum, directe vel indirecte, per me vel per alium, facto vel verbo, nutu vel judicio, nec alias quovismodo, ad finem quod, si indignus et insuffi-

ciens essem ad magisterii honorem recipiendum, pro digno et sufficienti habear.

Et hec omnia et singula jurare teneatur studens, antequam ad baccalariatum promoveatur, in manibus cancelarii, vel antiquioris magistri, sicut est actenus fieri consuetum ; et, si jurare noluerit, nullatenus promoveatur.

XIII. JURAMENTUM POST EXAMEN RIGOROSUM PRIMUM.

Ego N., juro quod ego feci omnia et singula, que debet facere baccalarius promovendus, secundum privilegia et statuta.

XIV. SECUNDUM JURAMENTUM.

Item, juro quod audivi medicinam in Montepessulano, vel in alio famoso Studio, sex annis, computando annum pro octo mensibus ordinarie.

XV. TERCIUM JURAMENTUM.

Item, juro quod sum de legali matrimonio natus.

Et hoc probare teneatur per duos testes.

XVI. QUARTUM JURAMENTUM.

Item, juro quod recipiam insignia magistratus in Montepessulano infra unum annum ab hora mee recepcionis proxime computandum.

XVII. QUINTUM JURAMENTUM.

Item, juro quod servabo omnia privilegia et statuta, edita et edenda.

XVIII. SEXTUM JURAMENTUM.

Item, juro quod non praticabo in Montepessulano, nec in suburbi[i]s, nisi prius in Montepesulano recepero insignia magistratus, nec, meo posse, permictam alicui, quod hujusmodi non fuerit magistratus, nullatenus praticare.

Et hec omnia et singula jurare teneatur presentatus, post examen rigorosum, in manibus antiquioris magistri, in presencia universitatis magis-

trorum, antequam a magistris recipiatur. Et, si jurare noluerit, nullatenus recipiatur.

XIX. JURAMENTUM PRIMUM MAGISTERII.

Ego N., juro quod ego ero bonus universitati magistrorum et honorabo Universitatem et eam juvabo consilio, auxilio et favore, ubique terrarum.

XX. JURAMENTUM SECUNDUM.

Item, juro quod servabo omnia et singula privilegia et statuta, edita et edenda.

Et post ascendat cathedram, in Dei nomine.

Et hec jurare teneatur magistrandus in ecclesia Sancti Firmini coram altari Sancti Firmini vel Sancti Stephani, in presencia universitatis magistrorum, in manibus antiquioris magistri in magistratu, super sancta Dei ewangelia, ab eo corporaliter tacta.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartulaire* nº 9, fol. 116 vº ; Arch. de la Fac. de Médecine de Montpellier, *Privilèges et Statuts*, fol. 72 rº. — Cf. statuts de 1340 (pièce nº 68 du Cartulaire).

1. Les serments, compris dans les § IV à XX, viennent immédiatement à la suite des statuts complémentaires du 25 janvier 1383.

173. — *Mandement de Clément VII au prieur du Collège Saint-Benoît, portant reconnaissance d'un emprunt de 500 marcs de joyaux fait par la Cour pontificale audit Collège.* — Avignon, 5 juillet 1383.

Ad futuram rei memoriam. Cum nos a dilectis filiis, priore et conventu collegii Sancti Benedicti de Montepessulano, ordinis ejusdem sancti, Magalonensis diocesis, de jocalibus ipsius collegii, usque ad valorem quingentarum marcharum argenti, per manus dilectorum filiorum, Raymundi de Podio, prepositi ipsius collegii, decretorum doctoris, ac Raymundi Jordani,

monachi monasterii Massiliensis, dicti ordinis, bacallarii in decretis, eorumdem prioris et conventus procuratorum, ad hoc ab eis specialiter constitutorum, in nostrum et Ecclesie Romane subsidium ac ad supportanda onera, que nobis et eidem Ecclesie et maxime occasione scismatis, quo, proh dolor! mundo posito in maligno, ipsa Ecclesia gravibus oppressionibus affligitur, incumbere dinoscuntur, receperimus cum effectu, nos, dictorum prioris et conventus ac Raymundi de Podio et Raymundi Jordani suorumque successorum indempnitati ac pro ipsorum tuitione et cautela, prout equum est, providere volentes, de hujusmodi jocalibus, usque ad dictum valorem, pro subsidio et oneribus supportandis predictis, recepisse et realiter habuisse et propterea, in remuneracionem illorum, de Salmano et Sancti Salvatoris Aniane ac de Serra et Sancti Victoris Massiliensis monasterii dependentium, prioratus dicti ordinis, Biterrensis, Sancti Pontii Thomeriarum et dicte Magalonensis diocesis, nec non perpetuam vicariam ipsius prioratus de Salmano eidem collegio univisse et perpetuo incorporasse recognoscimus per presentes. Nulli ergo etc. nostre recognitionis infringere etc. Datum Avinione, III nonas Julii, anno quinto.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Clem. VII*, T. XXX (ann. 5, part. 3), fol. 541.

---

174. — *Mandement de Clément VII conférant la charge de Chancelier de l'Université de Médecine à Jean de Tournemire.* — Châteauneuf, 11 août 1384.

Dilecto filio, Johanni de Tornamira, magistro in medicina, familiari nostro, Avinione commoranti, salutem etc. Grata tue familiaritatis et devotionis obsequia, que nobis et Apostolice Sedi hactenus impendisti et impendere, solicitis studiis, non desistis, nec non vite ac morum honestas aliaque laudabilia probitatis et virtutum merita, quibus personam tuam familiari experientia novimus insignitam, nos inducunt ut te favore Apostolico prosequamur. Sane peticio, pro parte tua nobis exhibita, continebat quod, olim officio cancellarie Facultatis Medicine Studii Montispesullani, Magalonensis diocesis, quod quondam Johannes Jacobi, Facultatis et Studii predictorum

cancellarius, dum viveret, obtinebat, per ipsius Johannis Jacobi obitum, qui extra Romanam curiam diem clausit extremum, vacante, venerabilis frater noster, Petrus, episcopus Magalonensis, predictum officium, consuetum per magistros dicte Facultatis gubernari [1], vacans et ad collationem episcopi Magalonensis, pro tempore existentis, pertinens, cum honoribus et omnibus proventibus, juribus, prerogativis ac emolumentis universis, tibi, auctoritate ordinaria, contulit et providit etiam de eodem, prout in literis autenticis super hoc confectis, sigillo dicti episcopi sigillatis, plenius continetur. Quare pro parte tua fuit nobis humiliter supplicatum ut premissis collationi et provisioni robur confirmationis adicere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos itaque, hujusmodi supplicationibus inclinati, collationem et provisionem predictas et quecumque inde secuta rata et grata habentes, illa, auctoritate Apostolica, ex certa scientia, confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus, supplentes omnem defectum, si quis intervenerit in premissis. Nulli ergo etc. nostre confirmationis et collationis infringere etc. Datum apud Castrum Novum, Avinionensis diocesis, III idus Augusti, anno sexto.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Clem. VII,* T. XXXIV, fol. 513. — Cf. pièce n° 42 (28 janvier 1324).

1. gubenari.

175.— *Mandement de Clément VII concernant le nombre et l'attribution des bourses du Collège de S^t-Ruf.* — Châteauneuf, 14 septembre 1384.

Ad perpetuam rei memoriam. Apostolice servitutis, nobis injuncte desuper, officium mentem nostram excitat et fervore devotionis inflammat, ut circa studia litterarum, per que, operante illo a quo omnium carismatum dona manant, viri efficiuntur scientiis eruditi, per quos fides catholica roboratur, erudiuntur rudes et utilitati publice consulitur, assiduis occupemur meditationibus et ad promotionem studentium, operosis studiis, intendamus. Sane,

considerantes attentius et intra nostri pectoris claustra meditatione solicita revolventes quod in loco Montispessulani, Magalonensis diocesis, tamquam in ameno scientiarum pomerio, per longissima tempora floruit Studium generale, viros producens eximios, imbutos doctrina sapientie salutaris, per quorum eruditionis industriam et acquisite scientie margaritam publica et privata humanarum scientiarum negotia sunt disposita, et quod inibi, in Facultate Juris canonici, que plurimum necessaria fore dinoscitur, nonnulli canonici monasterii Sancti Ruffi extra muros Valentinenses, ordinis Sancti Augustini, in quodam collegio, in eodem loco per venerabilem fratrem nostrum Anglicum, episcopum Albanensem, fundato et ordinato et eidem monasterio immediate subjecto, qui in hujusmodi Facultate Juris canonici student, existunt, et propterea ad perseverantiam hujusmodi studentium et profectum, quem ex subscriptis indubie provenire speramus, salubriter intendentes, ex certa scientia et voluntate et assensu prefati episcopi, auctoritate Apostolica, tenore presentium, statuimus et etiam ordinamus quod perpetuo ex predictis canonicis, ut premittitur, studentibus, unus canonicus monasterii de Intramontibus, dicti ordinis, Gebennensis diocesis, existat et tres sint et esse debeant oriundi de locis seu terris dominorum de Grisiaco, de Viridifolio, de Ponchetis, de Bellagarda, locorum Mimatensis diocesis, aut aliis terris dictorum dominorum, in dicta diocesi consistentibus, aut de aliis partibus civitatis Mimatensis vel dicte diocesis Mimatensis, si in predictis monasteriis ydonei ad studendum in hujusmodi Facultate reperiantur, vel, si de dicto monasterio de Intramontibus aut de locis seu terris aut civitate seu diocesi Mimatensi predictis non reperiantur ibidem, abbas dicti monasterii Sancti Ruffi, qui erit pro tempore, quatuor clericos seculares, unum videlicet de Gebennensi et tres de locis, terris aut Mimatensi supradictis civitatibus et diocesi oriundos, sufficientes et ydoneos, cupientes sub regulari habitu virtutum Domino famulari, in canonicos ipsius monasterii recipere ac eos, ad studendum in hujusmodi Facultate, ad dictum collegium mittere teneatur, quodque, si dictus abbas, infra trium mensium spatium, a data presentium computandum, predictos canonicos, sic ut premittitur oriundos, ad dictum collegium non miserit, ut prefertur, vel in locis ipsorum canonicorum, cum illa imposterum, per cessum vel decessum ipsorum aut alias quovismodo, vacare contigerit, alios canonicos de monasterio, locis,

terris aut civitatibus vel diocesi supradictis, ut prefertur, oriundos, infra predictum trium mensium spatium, a tempore quo loca ipsa vacare contigerit computandum, ad predictum collegium non deputaverit, Gebennensis unum de Gebennensi et Mimatensis episcopi pro tempore existentes, in locis canonicorum predictorum deficientium, tres clericos seculares de dictis terris, locis aut civitatibus seu diocesi oriundos, ut prefertur, cupientes sub hujusmodi habitu Domino famulari ac in hujusmodi Facultate studere, si ad hoc per ipsorum episcoporum diligentem examinationem reperti fuerint ydonei, super quo eorum conscientias oneramus, in canonicos ipsius monasterii recipere et in fratres ac eis, juxta ipsius monasterii consuetudinem, regularem habitum exhibere ac ipsos, pro studendo in hujusmodi Facultate, mittere valeant ad collegium antedictum. Volumus autem quod hujusmodi canonici, sic per dictum episcopum recepti, perinde canonici dicti monasterii censeantur, ac si in eodem monasterio per dictum abbatem et dilectos filios, conventum ipsius monasterii Sancti Ruffi, recepti fuissent. Nostre tamen intentionis existit quod, quamdiu canonici aut clerici prefati, de locis aut terris supradictis oriundi, sufficientes et ydonei ad hoc reperti fuerint, ipsi ceteris, de aliis partibus civitatum et diocesis predictarum oriundis, ad studium in facultate predicta in eodem collegio preferantur. Volumus insuper quod, si super ydoneitate dictorum clericorum per dictos episcopos recipiendorum vel alias, occasione receptionis hujusmodi, inter episcopos et abbatem ac conventum et recipiendos prefatos vel aliquos eorundem, questio imposterum moveretur, officialis Magalonensis questionem hujusmodi, quotienscumque emerserit, audire eamque debito fine terminare dictosque recipiendos per eosdem episcopos in monasterio Sancti Ruffi predicto in canonicos et in fratres ac in dicto collegio, in locis aliorum canonicorum studentium deficientium, recipi ac eis de proventibus ipsius collegii, sicut aliis canonicis dicti collegii in eadem facultate studentibus, provideri facere nec non contradictores quoslibet et rebelles, cujuscumque dignitatis, gradus, ordinis, condictionis vel exemptionis extiterint, per censuram ecclesiasticam compellere possit et valeat, super quibus sibi, tenore presentium, mandatum damus et etiam potestatem, non obstantibus quibuscumque constitutionibus Apostolicis ac statutis et consuetudinibus monasteriorum, collegii et ordinis predictorum contrariis,

juramento, confirmatione Apostolica vel quacumque firmitate alia roboratis et quibuscumque aliis privilegiis, indulgentiis, exemptionibus ac litteris Apostolicis, generalibus vel specialibus, quorumcumque tenorum existant, per que, presentibus non expressa vel totaliter non inserta effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri et de quibus quorumque totis tenoribus habenda sit in nostris litteris mentio specialis. Ceterum, volumus et Apostolica auctoritate decernimus quod eidem officiali, a data presentium, sit in premissis omnibus et eorum singulis, ceptis et non ceptis, presentibus et futuris, perpetuata potestas et jurisdictio attributa, ut, eo vigore eaque firmitate possint in premissis omnibus, ceptis et non ceptis, presentibus et futuris, ac pro predictis procedere, ac si predicta omnia et singula coram eo cepta fuissent ac jurisdictio sua, per citationem vel modum alium perpetuata legitimum, extitisset. Nulli ergo etc. nostre constitutionis, ordinationis et voluntatis infringere etc. Datum apud Castrum Novum, Avinionensis diocesis, XVIII kalendas Octobris, anno sexto. — Expedita IIII nonas Septembris, anno XV. H. de Spina. T. parti. III nonas Septembris, anno XV. Jo. Guiardi [1].

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Clement VII*, T. XXXII (ann. 6, part. 2), fol. 575. — Cf. pièce n° 154 du Cartulaire (6 novembre 1369).

1. Expéditions délivrées les 2 et 3 septembre 1393.

---

176. — *Mandement de Clément VII au cardinal Anglic Grimoard, lui donnant commission pour la réforme du Collège Saint-Germain et Saint-Benoît.* — Châteauneuf, 15 septembre 1384.

Venerabili fratri Anglico, episcopo Albanensi, salutem etc. Tue circumspectionis et probitatis industria, que in magnis et arduis Ecclesie Romane negotiis jugiter est experta, summam nobis prestat fiduciam, quod ea, que tibi committenda duxerimus, fideliter exequeris. Hinc est quod te monasterii collegii nuncupati Sanctorum Benedicti et Germani de Monte-

pessulano, ordinis ejusdem Sancti Benedicti, Magalonensis diocesis, ac membrorum eidem monasterio subjectorum ac monachorum, clericorum et ministrorum ipsorum protectorem, auctoritate Apostolica, constituimus et etiam deputamus, tibi plene protectionis officium super hiis, per te vel alium seu alios, quem vel quos ad hoc duxeris deputandum vel deputandos, quamdiu vixeris, cum omnimoda correctione, punitione, reformatione et ordinatione exercendum, eadem auctoritate committentes et nichilominus monachis dicti collegii, tam claustrales, quam studentes indisciplinatos, incorrigibiles seu inobedientes, ad monasterium Sancti Victoris Massiliensis, dicti ordinis, a quo prefatum collegium dependet, auctoritate predicta, remittendi, ac administratores, reformatores, rectores et gubernatores ac officiarios collegii et membrorum predictorum, qui sunt vel qui fuerunt pro tempore, ad te, vel alium per te deputandum, evocandi et ad reddendum de gestis et administratis per eos tibi, vel eidem deputando, rationes et compota, prefata auctoritate, compellendi easdemque rationes et compota audiendi et examinandi, approbandi vel reprobandi, et de male administratis et indebite alienatis cum eis componendi et totum vel partem remittendi, eosdemque rectores, gubernatores, reformatores, administratores et officiarios revocandi et destituendi et alios imperpetuum, vel ad tempus de quo tibi videbitur, instituendi et ordinandi, nec non omnia alia et singula, que in premissis et circa premissa, pro dicto collegio et personis in eo degentibus utilia fore conspexeris, statuendi, declarandi, gerendi et exercendi, contradictores per censuram ecclesiasticam et alia juris remedia, eadem auctoritate, compescendi plenam et liberam tibi concedimus, tenore presentium, potestatem, non obstantibus tam felicis recordationis Bonifacii pape VIII, predecessoris nostri, qua cavetur ne quis extra suam civitatem et diocesim, nisi in certis exceptis casibus et in illis ultra unam dietam, a fine diocesis eorundem, trahere presumant et de duabus dietis in consilio generali, quam aliis constitutionibus Apostolicis contrariis quibuscumque, seu si rectoribus et monachis aliis predictis aut eorum aliquibus vel quibusvis aliis communiter vel divisim, a Sede Apostolica sit indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint aut extra vel ultra certa loca ad judicium evocari non possint per litteras Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem et quibuslibet privilegiis,

exemptionibus, indulgentiis et litteris Apostolicis, generalibus vel specialibus, rectoribus, monachis et aliis predictis seu eorum aliquibus vel quibusvis aliis, sub quacumque forma vel expressione verborum, concessis, per que tue jurisdictionis exercitium in hac parte posset impediri quomodolibet vel differri. Datum apud Castrum Novum, Avinionensis diocesis, XVII kalendas Octobris, anno sexto.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Clem. VII* (nº 295), fol. 142. b.

---

177. — *Présentation au Conseil de Ville d'une pétition des maîtres en Médecine pour l'exemption des tailles.* — [Montpellier, 1384].

Domini magistri in Medicina, habitatores Montispessulani, petunt a dominis consulibus dicte ville quod ipsi magistri, legentes et non legentes, et eorum successores magistri, a quibuscumque talliis et aliis oneribus dicte ville, jam indictis et in futurum indicendis, pro quibuscumque causis seu negociis, perpetuo remaneant et remanere debeant quitti, liberi et inmunes, absque eo quod dicti domini consules vel eorum sucessores, consules dicte ville, post mortem dictorum magistrorum, ab eorum heredibus vel in bonis suis aliquid pro predictis petere, exhigere, consequi vel habere possint seu debeant. Et de predictis fiat instrumentum, per modum transactionis, cum decreto domini bajuli.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, *Registres des Actes du Consulat*, ann. 1384 (pièces annexes).

---

178. — *Acte de réception d'un Apothicaire comme citoyen de Montpellier, par devant les Consuls.* — Montpellier, 14 août 1386.

Oliverii Nathals, apothecarii.

In nomine Jhesu Christi, amen. Anno Incarnationis ejusdem millesimo CCCº octuagesimo sexto et die quartadecima mensis Augusti, indictione

nona, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri, domini Clementis, divina providentia pape septimi, anno octavo, et illustrissimo principe, domino Karolo, Dei gratia rege Francie, regnante, noverint universi et singuli quod honorabiles viri, domini Guillelmus de Manhania, Franciscus Bertholini, Ysarnus Tincturerii, Stephanus de Claperiis, Johannes Avas, major dierum, Michael Hervini, Thomas Caslaris, Petrus Guilelmi (?) Agusani et Petrus Berengarii, consules ville Montispessulani, nomine consulario predicto et nominibus dominorum Petri de Tegula, Salvatoris de Asperis et Salvatoris Adhemarii, conconsulum suorum, pro nunc absentium, cujus domini Petri de Tegula dictus dominus Ysarnus habet vicem cum instrumento mei, notarii infrascripti, recepto per me, anno presenti, die decima septima mensis Aprilis, pro se, nomine quo supra, et pro universis successoribus suis, dicte ville consulibus, cupientes et affectantes, toto eorum posse, presentem villam habitari et multiplicari bonis mercatoribus et ministerialibus, in quorum multitudine gloria consistit principis et urbes plurimum decorantur, informati quoque de ydoneitate et sufficiencia Oliverii Nathals de Castronovo de Monte Mirato, Albiensis dyocesis, apothecarii, olim servientis aliquibus apothecariis Montispessulani, in quorum servicio existebat, qui, inter alios apothecarios Montispessulani, in officio apothecarie, potissime in facto (?) medicinarum, notabiliter dicitur esse sufficiens et expertus; eundem, inquam, Oliverium, ibidem presentem et hoc cum instancia postulantem, receperunt in civem et habitatorem Montispessulani, volentes et eidem concedentes ut, prestito primitus juramento infrascripto per ipsum, consueto prestari per novos habitatores Montispessulani, ipse gaudeat privilegiis, libertatibus et franchisiis, concessis et concedendis incolis et habitatoribus Montispessulani, quodque idem Oliverius sit et esse debeat quitus et liber a solutione et contributione quarumcumque talliarum et indictionum, fiendarum in et super bonis mobilibus habitatorum Montispessulani, et etiam ajudarum, fogagiorum et capitagiorum ac mutuorum cohactorum, imponendorum toto tempore quod erit hinc ad proximum festum Anunciationis Dominice et a dicto festo in tres annos, ex tunc proximos continuos et sequentes. Et hoc tenere, servare, attendere, complere et contra in aliquo non facere, dicere vel venire promiserunt per eorum bonam fidem, plevitam et requisitam. Et incontinenti

dictus Oliverius Nathals, predicta gratis recipiens et acceptans, perlecto primitus sibi per me, notarium infrascriptum, juramento predicto, in vulgari juravit ad sancta Dei ewangelia, per ipsum manualiter gratis tacta, se tenere et servare omnia et singula in dicto juramento contenta, juxta sui seriem et tenorem, cujus instrumenti tenor talis est.

De quibus dictus Oliverius petiit sibi fieri publicum instrumentum. Acta sunt hec in Montepessulano, in domo consulatus dicti loci et fuerunt testes presentes, magister Johannes de Cornilhano, notarius, Aurelinus Canasserii, habitator Montispessulani, ad predicta vocati et rogati. Et ego, Petrus Egidii. — Sumpt. est pro dicto Oliverio.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, *Registres des Actes du Consulat*, ann. 1386, fol. 31 v°.

---

179. — *Compromis par devant l'Évêque de Maguelone, entre plusieurs membres de la Faculté de Médecine, au sujet de la collation du doctorat en médecine.* — Montpellier, 8 mai 1389.

Instrumentum compromissi facti super refformacione statutorum dicte Universitatis.

In nomine Domini, amen. Anno Incarnacionis ejusdem millesimo trescentesimo octuagesimo nono et die octava mensis Maii, illustrissimo principe, domino Karolo, Dei gracia Francorum rege, regnante, noverint universi et singuli, presentis instrumenti seriem inspecturi, quod, cum certa statuta sive constituciones et ordinaciones in studio Facultatis Medicine Montispessullani per magistros, licenciatos, baccallarios et scolares Universitatis predicti Studii, super distribucionibus magistrandorum in Facultate et Studio predictis nuper ordinata seu edita fuisse dicantur, sub hac forma :

De mandato domini nostri pape, cancellario et decano et aliis magistris facto, super distribucionibus magistrorum in Facultate Medicine, et habito super hoc maturo consilio et plenaria deliberacione inter dictos magistros,

baccallarios et scolares, in favorem, subsidium et relevamen expensarum dictorum magistrandorum et in reformacionem meliorem ipsius Universitatis, ordinaverunt predicti magistri, licentiati, baccallarii et universi scolares et statuerunt infrascripta statuta inviolabiliter observari ac eadem vallaverunt corporali prestito juramento.

Primo, quod quilibet magistrandus, cum magistrari voluerit, arbitrium inter unum duorum magistrorum dumtaxat habeat eligendi, illum videlicet, qui eum presentavit, aut illum, quem ordo distribucionis in magistrandis consuetus tanget statutorum, ita tamen quod illi, quem elegerit, quatuor cannas panni, quo ipse in suo magisterio induetur, cum foleraturis, aut de vario, aut de sindone, prout tempus anni expostulat, tradere teneatur ; alteri vero, de eodem panno quatuor cannas dumtaxat. Qui quidem magister, in reverencia dicti magistrandi, consimiles foleraturas cum dicti magistrandi foleraturis, propriis sumptibus, in actu magisterii induere teneatur ; alioquin ad restitucionem panni dicto magistrando compellatur, ita tamen quod, si magistrum suum ordo tangeret distribucionis, quod solum ipsum, et non alium, quatuor cannis cum foleraturis predictis induere teneatur.

Item, quod unusquisque in anthea magistrandus sua in hoc libertate fungatur, scilicet ut nullus ipsorum ad prandium nec ad ea consueta pertinencia de cetero astringatur, arbitrium de opposito nichilominus reservando, ceteris ordinacionibus et statutis predictis obviantibus anullatis penitus et cassatis, sed aliis privilegiis et statutis manentibus in suo robore et firmitate.

Ob quorum statutorum edicionem certa fuisset orta materia questionis, et major spereretur oriri in futurum, inter venerabilem virum, magistrum Petrum Rochairon, in medicina magistrum, nomine suo proprio asserentem statuta ipsa juri suo, super distribucione primi magistrandi, in predictis Studio et Facultate, ad ipsum, ut asserebat, ex ordine pertinentis, fore non modicum derogatoria et prejudiciabilia, ex una parte, et venerabiles viros, magistros Bernardum Foresterii, vicecancellarium, Jacobum Texerii, decanum, Franciscum Cunilli, Petrum Raymundi et Henricum de Rosson, magistros in medicina dicti Studii, qui dicta statuta, una cum aliis prenominatis personis dicti Studii et eorum consensu, ordinasse dicuntur, tam eorum, quam aliorum predictorum nomine, ex parte altera. Hinc fuit quod dicte partes, videlicet omnes prenominati magistri, constituti personaliter coram reverendo

in Christo patre et domino, domino Petro, miseracione divina Magalonensi episcopo, nominibus quibus supra, volentes, ut dixerunt, litium amfractibus obviare et cultu pacis se amodo vicissim pertractare, omni dolo, fraude et malicia quacunque penitus cessantibus, de omnibus et singulis questionibus, peticionibus, debatis, rancuris et demandis, que super premissis statutis et eorum edicione seu ordinacione ac inde dependentibus, emergentibus, incidentibus et connexis et eorum occasione, inter dictas partes, nominibus predictis, sunt fiuntque et esse ac fieri sperantur, et quomodolibet possent exoriri, licet alias de eisdem cum predicto domino episcopo Magalonensi, certis diebus precedentibus, ipse partes diversos tractatus habuissent et in eundem dominum episcopum compromisissent, ut dixerunt et affirmaverunt, nunc, iterato, de novo et ad cauthelam, in prenominatum dominum Magalonensem episcopum, presentem et onus hujusmodi compromissi in se suscipientem, tamquam in arbitrum, arbitratorem et amicabilem compositorem, quem unanimiter et concorditer nominarunt et elegerunt, plenarie compromiserunt, dantes et concedentes predicte partes, nominibus quibus supra, et quelibet ipsarum, prefato domino episcopo, arbitro, arbitratori et amicabili compositori, plenam et liberam potestatem, licenciam et auctoritatem, quatinus in eis est, ac plenum posse in, de et super predictis omnibus et singulis ac deppendentibus, emergentibus et connexis ex eisdem, tam de jure quam de facto quam eciam ex concordia dando vel aufferendo de jure unius partis, alteri parti, et e converso et alias, juxta ejusdem domini episcopi, arbitri, arbitratoris et amicabilis compositoris, propriam et liberam voluntatem, et, prout eidem videbitur et placebit, examinandi, audiendi, cognoscendi, sentenciandi, arbitrandi, pronunciandi, ordinandi et declarandi et alias quomodolibet alte et basse determinandi, ibidem et de presenti, si eidem placuerit, absque aliquo intervallo, stando vel sedendo, juris ordine et aliis solempnitatibus, in talibus fieri consuetis, pretermissis; promictentes dicte partes, nominibus quibus supra, et quilibet dictarum partium eciam divisim, sibi ipsis vicissim et adinvicem, videlicet una alteri et e converso, ac dicto domino episcopo, arbitro et arbitratori ac amicabili compositori, nec non michi, notario infrascripto, ut comuni et publice persone stipulanti et recipienti, vice et nomine quorum interest, intererit seu poterit quomodolibet interesse, rata et grata habere, tenere, actendere, complere et inviolabiliter

observare omnia et singula, que dictus dominus episcopus, arbiter, arbitrator et amicabilis compositor inde et super premissis et ex eisdem deppendentibus, emergentibus et connexis et eorum occasione, ibidem inter dictas partes cognoverit, sentenciaverit, arbitratus fuerit, pronunciaverit, ordinaverit et declaraverit ac alias quomodolibet determinaverit, et ab eodem domino episcopo, arbitro, arbitratore et amicabili compositore, seu a sentencia, arbitramento, pronunciacione, ordinacione et declaracione, inde per ipsum ferendis, non recurrere nec recursum habere, seu alias provocare seu appellare ad arbitrium boni viri, nec alias quovismodo contra facere vel venire, sub pena ducentarum librarum Turonensium, tociens conmictenda et exhigenda in et pro singulis capitulis hujusmodi compromissi sentencieque arbitramenti, pronunciacionis, ordinacionis, et declaracionis inde ferendarum, quotiens fuerit per dictas partes, seu earum alteram, aut aliquem ex ipsis contra factum, dictum, reclamatum seu alias quomodolibet deniatum, danda per partem non observantem aut contrafacientem vel venientem, aut aliquem ex ipsis, et applicanda pro medietate fisco Camere Apostolice domini nostri pape et, pro alia medietate, dicto domino Magalonensi episcopo, seu fisco episcopali ejusdem; qua pena, comissa vel non comissa, soluta vel non soluta, hoc presens compromissum et sentencia, arbitramentum, pronunciacio, ordinacio et declaracio inde ferenda et omnia et singula in eis contenta plenam nichilominus obtineant perpetuo roboris firmitatem...

Acta fuerunt hec in tinello aule episcopalis Magalonensis, Montispessulani, testibus presentibus venerande religionis magneque circunspectionis et providis viris, dominis Raymundo La Sala, priore majore Sancti Poncii Thomeriarum, ordinis Sancti Benedicti, licenciato in decretis, Guillermo Vincencii, rectore ecclesie parrochialis de Cananaco, diocesis Carcassonensis, in legibus licenciato, Petro de Panteria, canonico Sancti Bernardi Montisionis, in decretis baccallario, Johanne de Gardella, serviente armorum domini nostri pape, et me, Stephano Amelhani, clerico de Pugeto, Sancti Flori diocesis, publico imperiali et regio notario, qui predicta notavi.

Et ibidem, paulo post, habitis super premissis certis tractatibus cum ipsis partibus, antequam dicte partes et testes predicti, seu aliquis ex ipsis,

ad alios actus extraneos diverterent, prefatus dominus episcopus, arbiter et arbitrator ac amicabilis compositor, actendens, ut dixit, quod prenominate partes diebus diversis precedentibus pro predictis, ipsum adierant et alias concordaverant, ut ipse cum suo consilio videret et palparet prefata statuta et quod ea corrigeret, emendaret, supleret et alias de ipsis ordinaret, prout sue paternitati videretur faciendum et ipsi Universitati et partibus predictis expedire, habitis per ipsum, pluribus et diversis vicibus, prout asseruit, maturis tractatibus, consiliis et deliberacionibus cum doctoribus utriusque Juris licenciatis et aliis peritis, cupiens omnem discordiam inter dictas partes sedare et dictum studium Medicine in omni pace et tranquilitate constituere et conservare, ex potestate sibi ab ipsis partibus, ut supra describitur, actributa et super habundanti de et super premissis in dicto compromisso contentis, ibidem, cum partibus predictis et singulis earundem, hujusmodi negocii veritate, quantum potuit, investigata, habens Deum pre occulis et partium ac ipsius Universitatis evidentem utilitatem cupiens ordinare, et alias, ut dixit, ex certis causis eum moventibus, premissa deliberacione mature, viam amicabilem eligendo, per ejus arbitralem sentenciam inter dictas partes, ibidem presentes, super contentis in compromisso predicto, pronunciavit, declaravit, arbitratus fuit, statuit et ordinavit de et super ipsis statutis, superius in principio dicti compromissi insertis, in hunc qui sequitur modum.

Et primo, pronunciavit, declaravit, arbitratus fuit, statuit et ordinavit quod nullus magistrorum, presentium aut futurorum, dicte Universitatis, per se aut per alium, directe vel indirecte, clam aut palam, prece aut precio, minis seu terroribus, blandiciis aut quibuscumque aliis verbis vel factis, moveat, inducat vel subornet, moverive, induci aut subornari faciat vel procuret, quemcunque licenciatum, baccallarium aut scolarem predicti Studii ad magistrandum sub eo, sed procedat simpliciter ex mera et libera ipsius magistrandi voluntate; quod se observaturos, de mandato ipsius domini episcopi, incontinenti omnes et singuli magistri, superius nominati, ibidem presentes, corporali juramento firmaverunt.

Item, pronunciavit, declaravit, arbitratus fuit, statuit et ordinavit quod magistri dicte Universitatis absentes, cum primum redierint et presentis ordinacionis habuerint noticiam, infra unius mensis spacium, a tempore

noticie computandum, simili modo ad observacionem hujus ordinacionis per suum juramentum astringatur.

Item, pronunciavit, declaravit, arbitratus fuit, statuit et ordinavit quod magistrandus in anthea, antequam insignia magisterii in ecclesia Sancti Firmini ei conferantur, de observando hujusmodi ordinacionem, omni dolo et fraude cessantibus, corporale teneatur prestare juramentum.

Item, pronunciavit, declaravit, arbitratus fuit, statuit et ordinavit quod quilibet magistrandus, cum magistrari voluerit, arbitrium inter unum duorum magistrorum dumtaxat habeat eligendi illum videlicet, qui eum presentavit, aut illum, quem ordo distribucionis in magistrandis consuetus tanget statutorum, ita tamen quod illi, quem elegerit, quatuor cannas panni, quo ipse in suo magisterio induetur, cum foleraturis, aut de variis, aut de sindone, prout tempus anni expostulat, tradere teneatur, prout in ipso statuto, superius expresso, fuerat ordinatum.

Item, pronunciavit, declaravit, arbitratus fuit, statuit et ordinavit quod, si magistrandus illum magistrum, quem ordo distribucionis in magistrandis consuetus tanget, non duxerit eligendum, tunc ipse magistrandus, predicto magistro non electo, quatuor cannas panni, quo ipse in suo magisterio induetur, et absque quibuscunque foleraturis, tradere teneatur.

Item, pronunciavit, declaravit, arbitratus fuit, statuit et ordinavit, quod predictus magister de dictis quatuor cannis possit facere vestes, sub quacunque specie seu forma voluerit, nec sit quocumque modo astrictus ad folerandum dictas vestes, excepto capucio, quem similibus foleraturis folratum, in die magisterii et sequenti, ob honorem ipsius magistrandi, portare teneatur.

Item, pronunciavit, declaravit, arbitratus fuit, statuit et ordinavit, in hoc corrigendo predictum statutum, quod predictus magister, qui quatuor cannas panni dumtaxat habuerit, si vestes predictas, ut dictum est, folrare non curaverit, ad restitucionem predictarum quatuor cannarum minime teneatur, sed libere remaneant penes eundem.

Item, pronunciavit, declaravit, arbitratus fuit, statuit et ordinavit quod, si magistrandus ipsum magistrum duxerit eligendum, quem ordo distribucionis tangeret, quod solum ipsum, et non alium, quatuor cannis dicti panni cum folraturis predictis, juxta tenorem suprascripti statuti, induere teneatur.

Item, pronunciavit, declaravit, arbitratus fuit, statuit et ordinavit quod alter dictorum duorum magistrorum, in dicto primo statuto expressatorum, qui, ut premictitur, per dictum magistrandum non fuerit electus, excerceat, si voluerit, amodo actum viccarii ipsius domini Magalonensis episcopi et sit ejus vicarius in magisterio hujusmodi conferendo in ecclesia Sancti Firmini.

Item, pronunciavit, declaravit, arbitratus fuit, statuit et ordinavit quod predicta statuta in ceteris eorum capitulis per Universitatem predictam et singulos de eadem amodo in anthea inviolabiliter observentur.

Item, pronunciavit, declaravit, arbitratus fuit, statuit et ordinavit quod cum premissis, et premissis salvis, sit amodo in anthea pax vera et concordia atque tranquilitas inter predictas partes et singulos earundem, abjectis discordiis et debatis quibuscunque.

Item, pronunciavit, declaravit, arbitratus fuit, statuit et ordinavit quod predicte partes, nominibus quibus supra, et singuli earundem ibidem incontinenti ratifficent, emologent approbentque et confirment omnia et singula, per eum supra pronunciata, declarata, arbitrata, statuta et ordinata, eaque teneant et observent et in nullo contra faciant, dicant vel veniant, sub pena, obligacionibus, juramentis et renunciationibus, in precedenti compromisso adjectis.

Quibus pronunciacioni, declaracioni, arbitramento, statutis et ordinacionibus, sic, ut premictitur, per dictum dominum episcopum, arbitrum et arbitratorem ac amicabilem compositorem, factis et verbothenus promulgatis, prefate partes, nominibus sepedictis, ibidem incontinenti, et singuli magistri supranominati eas et ea ac omnia et singula, in eisdem contenta, approbaverunt, ratifficaverunt et emologaverunt ac grata, rata atque firma habuerunt. Itaque omnia et singula, sic ordinata, tenere, actendere, complere et inviolabiliter observare et in aliquo non contradicere, facere vel venire aut procurare, per se vel per alium seu alios, de jure vel de facto, promiserunt dicti magistri et singuli eorum sibi ipsis vicissim, necnon dicto domino episcopo, arbitro, arbitratori et amicabili compositori, ac michi, notario superius et infra scripto, ut supra stipulanti, et ita jurarunt ad sancta Dei ewangelia, per quemlibet prenominatorum magistrorum gratis corporaliter tacta, et hoc sub pena, obligacionibus et renunciacionibus, superius in

dicto compromisso adjectis. De quibus omnibus et singulis supradictis, dicte partes, nominibus quibus supra, pecierunt, dictusque dominus episcopus, arbiter, arbitrator et amicabilis compositor, fieri precipuit unum et plura publicum et publica instrumentum et instrumenta, per me notarium predictum et infrascriptum...

Acta fuerunt hec in dicto tinello ubi supra, testibus presentibus quibus supra et me, Stephano Amelhani, notario imperiali et regio supra dicto, qui de predictis omnibus et singulis notam requisitus recepi et exinde hoc presens publicum instrumentum per alium, michi notum et fidelem, extrahi et grossari feci, aliis negociis occuppatus, et, facta diligenti collacione de presenti instrumento cum dicta nota, hic me, manu propria, subscripsi et signum meum sequens apposui, in fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum. — S. Amelhani notarius.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Universitatis medicæ Monspeliensis*, fol. 63 r°-67 r°.

180. — *Requête des étudiants de la Faculté de Médecine aux Consuls de Montpellier contre les professeurs de l'Université, au sujet de la collation des grades.* — S. d. (vers 1390).

Honorandissimi, magne discrecionis et prudencie viri, domini consules insignis ville Montispessulani. Cum ad vos spectat rem publicam dicte ville, posse tenus, ampliare et detrimentum et incommodum rei publice toto conamine prevenire, incrementum alme Universitatis medicorum insignis vestre ville tenemini procurare ejusque destruccioni et scandalo omni modo contravenire. Quod sane excogitantes, baccalarii et scolares dicte Universitatis, videntes Universitati prefate scandalum et futurum excidium et destruccionem imminere, ob pravum et indebitum regimen magistrorum regencium, presentant dominacionibus vestris copiam supplicacionis, quam metuendissimis dominis de magno Consilio regis, lingue Hoccitane rectoribus, studentes et baccalarii presentarunt, ut, ipsorum maturo consilio, de

remedio provideant salutari. In hac supplicacione totum factum pravi regiminis et exaccionis magistrorum declaratur. Eam de vestris benignis oculis perlegetis. Supplicantes dicti baccalarii et scolares humillime, cum hec res bonum commune ville concernat et ipsi baccalarii et scolares in suis leccionibus et studiis plerumque sint impediti, quatenus dignemini coram dominis predictis metuendissimis prefatam supplicacionem prosequi, ut expeditionem habeat, prout Universitatis predicte profectui et honori perpetueque salvacioni per dictos dominos de magno regis Consilio decretum fuerit expedire.

« Metuendissimis dominis, consiliariis de magno Consilio domini nostri » Franchorum regis, lingue Hoccitane rectoribus, actu presentibus in villa » Montispessulani, studentes et baccallarii alme Universitatis medicorum » Montispessulani ista proponunt, humillime supplicantes.

» Tanta olim Universitatis medicorum insignis ville Montispessulani » famossa fuit celebritas, intuytu scientifficorum et magistrorum et baccalla- » riorum ac virorum solempnium plurimum peritorum, ut ejus venerabilis et » dignanda actoritas, in fines orbis terrarum divulgata, ubique laudabilis » extimataque foret et accepta. Que, proch dolor ! ad tantam abjectionem » extimationemque modicam deducta est, quod, nisi veteris ejus fame adhuc » parumper restarent vestigia, nullius reputationis penitus et quasi nulla » totaliter haberetur. Hujus igitur declinationis et proxime desolationis » causa, si sic perseveret, est regimen pravum et inconsideratio exhiguaque » diligentia et effrenata cupiditas obcecantis avaritie regentium magistro- » rum. Primo, nullus ordo, nullius honoris preventio in invicem, in bonum » exemplum studentium, percipitur, more meriti; sed magistri, studentibus » presentibus et aliis, publice objurgantur; minor majori dicit convicia, de » quibus non punitur. Nullus se humiliat, sed quicumque eorum vult esse » major. Sic eorum nulla unanimitas, sed mera et desperata diversitas, » unum tamen dedecus, quod ceteris magis Universitatem impugnans, si » contin[u]etur, funditus eam anichilabit. Quamvis enim, statutis Universi- » tatis dicte saluberrimis, studentibus ejusdem, ne graventur suarum peccu- » niarum dispendiis et expenssis in gradibus consequendis, salutiffere sit » provisum, magistrisque regentibus, ne aliud in promocionibus ab ipsis » studentibus exigant, quam statuta caverunt, sub privatione honoris et

» emolumentorum Universitatis per biennium, districte sit inibitum et
» deffensum, avaritie tamen vesana cecitate mentibus in tantum sunt obce-
» cati, quod nec Universitatis commodum, nec juramentum proprium, nec
» promovendorum notabilium repulsam et recesum attendentes, a bacal-
» lariis promovendis et studentibus et licenciandis et magistrandis sigillatim
» peccunias quam plures extorquent, si promoveri debeant, licet in statutis
» contrarium apertissime, sub pena condigna, defendatur. Et talia enormia
» expetentes, nullum corrigentem, nullum penam debitam infligentem,
» secundum statutorum tenorem, inveniunt; licet etiam dicte Universitatis
» privilegia et statuta litteris Romanorum Pontifficum et Apostolice Sedis
» legatorum, quorum originalia apud cancellarium dicte Universitatis reser-
» vantur, sub anathemate, ne quis infringat, sint roborata, christianissimi
» etiam Francorum regis, domini nostri Karoli presentis, salvagardia
» confirmata, qua adinventiones novitatum indebitarum, sub magnis penis,
» deputatis exsecutoribus, sunt prohibite quovismodo. Sic studentes pro-
» movendi non scientie examina dubitant, sed bursarum, nec magistri
» promovendos querunt scientificos, sed opibus refertos et peccuniosos.
» Hoc turpis lucri medio, appothacharios et barbitunsores ignaros et quasi
» mere laycos, sine temporis requesta, in Universitatis verecundiam et
» vilipendium, promovent, ut ceteri viri notabiles et scientiffici, hoc
» prospicientes, in eadem Universitate quasi dedignantur de cetero gra-
» duari. Hec igitur tirannis et difformitas, si cursum habeat, Universitatis
» destructionem et exterminium breviter procurabit, quid valent statuta,
» quid prosunt privilegia, que non reperiunt observantes? Scolares igitur,
» studentes et bacallarii, hujus alme Universitatis sentientes gravamen et de
» destructione pariter et excidio timentes Universitatis, constricti tanquam
» ad ultimum remedium in agone exeuntes, recurrunt ad vos, metuendissimi
» domini, auctoritate regia lingue Hoccitane consiliarii et rectores bene
» meriti, humillime suplicantes ut, maturo vestro consilio medio, Uni-
» versitatem dictam medicorum, ruituram, ni preveneritis, aliquatenus
» reformetis, publicas litteras regis ut salvagardiam scolaribus, studen-
» tibus et bacallariis dicte Universitatis concedentes, auctoritate regia, qua
» fungimini in hac parte, quibus districte precipiatur et magistris presen-
» tibus et futuris sepedicte Universitatis, sub pena salvagardie infracte et

» summa peccuniaria per vos taxanda privationeque honoris per biennium,
» juxta statuta, quod deinceps statuta observent plenarie et observari
» faciant et nullas alias peccunias a scolaribus promovendis exigant, quam
» que statutis caventur, et quod a novis adinventionibus et gravaminibus
» indebitis totaliter in antea desistant; ut hoc modo quos bonum commune
» Universitatis et juramenta propria non sufficiunt ad servanda statuta
» inducere, ad minus pena peccuniaria irremissibiliter exigenda, deputatis
» ad hoc executoribus, a statutorum infractione sufficiat cohibere et sic
» tandem dicta Universitas, hoc salubri remedio iterum, ut ante, revivis-
» cendo valeat vigorari.

» Et ut dictorum magistrorum, contra statuta quamplurima exigencium,
» melius clarescat extorcio, sigillatim singula per ordinem consequenter
» describuntur.

» Item, in primis, pro inscripsione in matricula scolaris novi, unum
» mutonem exigunt, cum juxta statuta tantum in duobus denariis teneatur.

» Item, pro littera bacallariatus, unum Turonensem argenti tantum
» debet bacallarius, et extorquent unum mutonem auri.

» Item, pro littera testimoniali, tenentur solvere unum denarium Turo-
» nensem bacallarii de suis cursibus, pro quolibet libro, et exigunt duos
» grossos, pro quolibet.

» Item, unum par perdicum, vel quatuor grossos, a bacallariando exigunt,
» cum tamen, sub pena privationis, nichil exigere teneantur.

» Item, a quolibet licentiando quatuor francos et unum scutum, pro
» quolibet magistrorum, exposcunt, cum dimidio franco, pro quolibet,
» cum tamen, juxta statuta, sub pena privationis honoris Universitatis per
» biennium, nichil de eo debent expostulare.

» Item, a quolibet magistrando, licet, sub pena predicta, nichil exigere
» debeant, LX mutones auri extorquent, si debeat promoveri, nisi magistro
» distributiones, cui magistrandus in capa cum tunica et capucio de panno
» bono, usque ad valorem viginti Turonensium argenti pro cana, obli-
» gatur.

» Hec et alias exactiones, contra statuta, invenerunt, in scolarium gra-
» vamen et Studii futuram depopulationem, quamvis nullam ad hoc ratio-
» nabilem habeant occasionem, cum eis aliunde sufficienter sit provissum.

» Item, cum a longo tempore ista receperint et Universitas nulla aut » minima habeat onera suportanda, nondum Universitati, nisi in minimo » auditorio comuni, providerunt, nec summa alicujus valoris in capcia exti- » manda, cum a scolaribus continue non desistant subsidia expostulare.

» Metuendissimi domini, istis remedium aponentes, bonum opus facietis » et elemosinam, et dicte Universitatis studentes et bacallarii, presentes et » futuri, in perpetuam rei memoriam, deprecabuntur Deum pro vobis. »

Orig.: Arch. mun. de Montpellier, nouv. lay., 8. b (Arm. dorée, liasse 16, n° 9, expéd. sur papier). La requête est d'une écriture paraissant appartenir à l'Espagne. L'adresse aux consuls (§ 1), d'une écriture différente, est sur une pièce isolée, attachée à la première. — Publ. : Germain, *Hist. de la Commune de Montpellier*, t. III, p. 444. — Sur la date, cf. *ibid.*, p. 147, note 1.

---

181. — *Statut disciplinaire concernant le costume des étudiants et des lecteurs de la Faculté de Droit de Montpellier.* — Montpellier, 21 janvier 1391 (n. st.) et 24 janvier 1392 (n. st.).

In Dei nomine, Amen. Anno ejusdem Incarnacionis millesimo CCC° nonagesimo et die sabbati intitulata vicesima prima mensis Januarii, illustrissimo principe, domino Karolo, Dei gracia Francorum rege, regnante ac reverendo in Christo patre et domino, domino Anthonio, miseracione divina Magalonensi episcopo, presidente, noverint universi et singuli quod, existens sive personaliter constitutus infra aulam episcopalem Magalonensem Montispessulani, coram venerande circumspectionis viro, domino Bartholomeo Barrerie, in decretis licenciato baccalarioque in legibus, archipresbitero de Monte Leyderio, Castrensis diocesis, vicario in spiritualibus et temporalibus, pro dicto domino Magalonensi episcopo, generali, necnon pro eodem officiali Magalonensi, prout de ejus constat vicariatu per quasdam patentes licteras, a dicto domino Magalonensi episcopo emanatas, quarum tenor noscitur esse talis :

Anthonius, miseracione divina episcopus Magalonensis, comes Melgorii et Montisferrandi, dominus Salvii, Durifortis, Brixiacii et Marcherose, domini pape thesaurarius, venerabili et circumspecto viro, domino Bartholomeo Barrerie, licenciato in decretis et baccalario in legibus, archipresbitero Montis Leyderii, Castrensis diocesis, salutem et bonis operibus semper habundare. Suscepti regiminis cura nos admonet, ut ad ea, que per nos excercere non valemus, talem evocemus personam, cujus providencia circumspecta bene et salubriter in Domino disponantur. Cum itaque, circa regimen et gubernacionem ecclesie nostre Magalonensis et temporalitatis ejusdem nequeamus personaliter interesse, vos, de cujus probitate, scientia et circumspectione plenam in Domino fiduciam gerimus et per cujus presenciam absentie nostre deffectus supleri, propiciante Domino, firmiter speramus, nostrum in spiritualibus et temporalibus vicarium generalem, citra tamen revocacionem aliorum, tenore presencium facimus, constituimus et creamus, dantes et concedentes vobis plenam et liberam potestatem ecclesias quascumque civitatis et diocesis nostre Magalonensis refformandi, ordinandi et in Domino disponendi, confessiones omnium subditorum nostrorum in foro penitenciali audiendi et ipsis super peccatis, que vobis confitebuntur, de debite absolucionis beneficio et penitentia salutari providendi, eciam de casibus nobis reservatis, de quibuscumque excessibus inquirendi, cognoscendi, diffiniendi, puniendi et corrigendi, excommunicacionis sententiam et censuram ecclesiasticam in quoscumque contumaces, inobedientes et rebelles ferendi et promulgandi, prout ipsorum exegerit protervitas et excessus et prout jura et constituciones dicte nostre ecclesie ordinant et disponunt, pro nobis et dicta nostra ecclesia, coram quibuscumque judicibus agendi nosque et dictam ecclesiam nostram deffendendi, computa et rationes quorumcumque administratorum, gubernatorum et receptorum castrorum, locorum et redditum domorum dicte nostre ecclesie et nostrorum audiendi, videndi et examinandi, ipsosque approbandi vel reprobandi, in castris, locis et domibus hujusmodi receptorum, gubernatorum et administratorum, et quoscumque alios officiarios, tam in spiritualibus, quam in temporalibus, ponendi et deputandi, positos et ponendos, per nos sive per vos, deponendi et, loco ipsorum, alium vel alios subrogandi, proventus, fructus, redditus, jura, deveria, usatica, arreragia, quocumque modo et ubicumque ad nos perti-

nentia et pertinere debentia, petendi, exigendi et recipiendi et receptis quictandi ipsosque, si et prout vobis visum fuerit, arrendandi, vendiciones, permutaciones quorumcumque bonorum et rerum, feudalium et emphiteotecariarum, que a nobis et a dicta nostra ecclesia et sub ejus directo dominio tenentur, factas et faciendas, laudandi et approbandi, feuda, bona et res hujusmodi, jure prelacionis et dominii ac quocumque alio, si et prout casus evenerit, in comissum ad manus nostras capiendi et retinendi ipsosque ad accapitinum sive emphiteosim dandi et concedendi, sine lesione juris nostri et dicte ecclesie nostre, necnon recipiendi resignaciones cappellaniarum a permutare volentibus et, eis in manibus vestris resignatis, conferendi, juxta juris dispositionem, synodos celebrandi et generaliter omnia alia et singula faciendi et excercendi, que ad officium [1] vicarii generalis in spiritualibus et temporalibus, de jure vel consuetudine, pertinent et incumbunt sive possunt quomodolibet pertinere, super quibus omnibus et singulis vestram conscienciam oneramus et vobis commictimus vices nostras; mandantes omnibus et singulis subditis nostris, non subditos requirentes, quatinus, in hiis et aliis officium vestrum tangentibus, in omnibus et per omnia, sicut nobis, pareant efficaciter et intendant. In quorum testimonium, presentes licteras fieri fecimus et sigilli nostri appensione muniri. Datum Avinione, die vicesima sexta mensis Junii, anno a Nativitate Domini millesimo trecentesimo nonagesimo, indictione decima tercia, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri, domini Clementis, divina providencia pape septimi, anno XII°. — De mandato dicti domini episcopi et thesaurarii. J. Rogerii.

Videlicet nobilis atque venerabilis vir, dominus Petrus Roderici, archidiaconus de Ubeda, baccalarius in decretis, rector universitatis generalis Studii utriusque Juris Montispessulani, dixit atque coram dicto domino vicario et officiali proposuit, quod ipse dominus rector, olim, non est diu, cum suis dicti Studii consiliariis, de consensu venerabilium et circumspectorum virorum, dominorum doctorum, nobilium, licenciatorum et aliorum multorum dicte Universitatis, majorem et saniorem partem faciencium de eadem, certa alias in dicto Studio statuta facta, renovando, edidit sive fecit, horum tenorum.

Quia, dum superfluitati vestium per scolasticos viros superfluitas a[d]ditur, exauriuntur ipsorum plerumque facultates, vagandi et dissolucionis materia preparatur, propter que multi, relicto ante tempus studio, ad propria redeunt sine fructu, idcirco nos, Petrus Roderici, archidiaconus de Ubeda, baccalarius in decretis, rector universitatis studencium utriusque Juris Montispessulani ville, cum nostris consiliariis habito consilio, et consensu dominorum doctorum, nobilium, licenciatorum et aliorum multorum dicte universitatis, majorem et saniorem partem faciencium de eadem, ad premissa nostre consideracionis aciem extendentes et adversus futura volentes precavere et statuta super hoc alias facta renovantes, statuimus quod nullus de dicta universitate, cujuscumque gradus, dignitatis aut condicionis existat, etiam si rector ipsius fuerit, in ipso studio et villa Montispessulani, vestes deferat [panni] cujus canna excedat [summam] duorum francorum auri, pannis capuciorum, manicarum et caligarum dumtaxat exceptis; ita tamen quod, vestibus nunc factis, et de novo ad studium venientes, in eorum primo tantum adventu, vestibus cum quibus ad studium venerint, sine fraude possint uti, hujusmodi statuto in aliquo non obstante. In emendis vero de novo et faciendis vestibus, etiamsi pannus mera liberalitate eis daretur seu micteretur, hoc presens statutum servare sint astricti. Doctores vero, quos decet aliis bonum exemplum ostendere, in legendo, repetendo et alios actus scolasticos excercendo et congregacionibus ipsius universitatis interessendo, exceptis ipsorum doctorum solempnibus principiis, in quibus doctorans et doctoratus panno et vestibus majoris precii possint uti, hoc nostrum statutum tantummodo servare teneantur. Et quia interdum aliqui de universitate assumuntur, officia regia seu alia in villa presenti [exercentes], quos convenit in vestibus, durante tempore eorum officiorum [2], cum aliis officiariis conformari, volumus et ordinamus quod illis vestibus, durante tempore eorum officii, possint uti, licet excederent pro canna summam superius pretaxatam.

Ceterum, quia parum prodecet in pannis regulam ponere, si in folraturis modis congruis minime servaretur, statuimus ut nullus, nisi rector, doctor, nobilis, licenciatus aut in cathedrali seu collegiata ecclesia obtinens dignitatem existat, in vestibus de cetero faciendis et defferendis, sociis exceptis nobilium, portet seu deferat folraturas et sendati et variorum, aut similes

sumptuosas, sed agnorum et alias similes, similis precii seu minoris, defferre valeant, prout est alias communiter observatum.

Preterea, quia decens est ut legentes a non legentibus discernantur, ut sic apercius in gradu suo unicuique honoris prerogativa servetur et ut non graduati in gradu existentibus in actibus scolasticis nullatenus audeant se preferre, statuimus et ordinamus quod nullus, eciamsi rector fuerit, doctor, nobilis, licentiatus, baccalarius, aut alterius condicionis et gradus cujuscumque, a festo Beati Luce proxime venienti in antea, legere audeat sive possit aut assumere gradum baccalariatus seu alios actus scolasticos excercere, sine manta seu tabardo ; religiosi vero sine capa clausa [3] aut capa alia sue religioni convenienti ; temporibus pluviosis et nebulosis exceptis, quibus occurrentibus, legere cum aliis vestibus quisque poterit, prout poterat et fieri consuetum erat, ante presentis statuti edictionem.

Verum, quia decet ut studentes gravitatem morum per habitus et incessus modestiam et conversacionem debitam se ostendant habere, statuimus ut nullus honestati vestium, qua semper quisque in Studio uti debet, presertim in publicum, inhonestum aliquid admergendo, portet seu deferat de cetero sotulares inhonestos, videlicet cum polania vel cum caligis insutis, seu caligas instuonum ad instar semellatas. In principiis vero doctorum solempnibus et festis aliis inter studentes, ut interdum fieri solet, fiendis, nullum per premissa artare intendimus, licet et in hiis sit servanda modestia, quominus vestibus aliis et pannis ac calciamentis uti valeant, sicut et potera[n]t ante edictionem presentis statuti.

Qui vero contra premissa scienter fecerit vel aliquod premissorum, eo ipso libertatibus et privilegiis nostre universitatis sit privatus, nec ad gradum aliquem seu lecturam in ipsa universitate admictatur. Et hoc presens nostrum statutum inseri volumus et mandamus inter alia statuta nostre universitatis, ad finem ne adversus contenta in eo possi[n]t aliquam ignoranciam pretendere seu eciam allegare.

Item, ipse dominus rector dixit atque coram dicto domino vicario [et] officiali proposuit quod pridie prescripta statuta, una cum dictis dicti Studii consiliariis et pluribus aliis de dicto Studio presentibus, presentavit, per ipsum dominum vicarium et officialem videnda, perscrutanda et confirmanda. Quapropter peciit ac requisivit per dictum dominum vicarium et officialem statuta

ipsa prescripta confirmari, necnon ordinari, sub excommunicacionis pena in scriptis lata, ea observari et vicibus certis anno quolibet in scolis dicti Studii publicari. Et dictus dominus vicarius et officialis, auditis dictis propositis petitisque per dictum dominum rectorem ac requisitis et eis admissis, tanquam racioni consonis, auctoritate dicti domini Magalonensis episcopi, dicta prescripta statuta confirmavit eaque observari precepit et jussit per omnes et singulos, quos tangit, sub pena excommunicacionis, lata in scriptis, incurrenda, tociens quociens actemptarent contrarium in ipsis statutis contentorum, necnon ipsa prescripta statuta predictus dominus vicarius et officialis, quolibet anno ter in dicto studio, videlicet in novorum dominorum rectorum creacione [4] et aliis vicibus duabus, publicari ordinavit, ad hoc ne quis pretendere valeat ignoranciam eorumdem. De quibus dictus dominus rector peciit predictusque dominus vicarius et officialis fieri voluit unum vel plura publicum seu publica instrumentum seu instrumenta.

Acta fuerunt hec infra aulam antedictam, testibus presentibus, magistris. Petro Helie, Vincentio Cabasso, notario, Duranto de Arigerio, bedello dicti studii, et me Galtero Clerici, publico dicti domini nostri, Francorum regis, atque dicti domini, Magalonensis episcopi, notario, qui predicta requisitus in notam recepi. Vice cujus et mandato ego, Bertrandus Guitardi, clericus dicti notarii substitutus, hoc instrumentum scripsi. Ego vero, Galterus Clerici, notarius antedictus, hic me subscripsi et signo meo sequenti signavi.

Nos vero, Bartholomeus Barrerie, vicarius et officialis Magalonensis supradictus, sigillum officialatus nostri Magalonensis auctenticum hic jussimus impendi, die videlicet vicesima quarta mensis Januarii, anno a Nativitate Jhesu Christi millesimo trecentesimo nonagesimo primo. — A. E. Dysshols.

Orig. : Biblioth. de l'Univ. de Montpellier, *Liber Rectorum*, fol. 48 v°.

1. officii. — 2. officō. — 3. claussa. — 4. creacionem.

182. — *Mandement de Clément VII, augmentant de diverses redevances la rente constituée par Urbain V au Collège des Douze-Médecins sur le monastère de Valmagne.* — Avignon, 9 juillet 1392.

Confirmacio ac aprobacio facta per dominum Clementem pensionis Vallismagne.

Clemens episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Ad ea que per predecessores nostros pie et laudabiliter facta sunt, ut illibata consistant, libenter intendimus et eis partes nostre solicitudinis adhibemus. Dudum siquidem felicis recordacionis Urbanus papa V, predecessor noster, collegio studencium in facultate medicine, quod in loco de Montepesulano, Magalonensis diocesis, duxerat ordinandum, pensionem ducentarum librarum, quam dilecti filii, abbas et conventus monasterii Vallismagne, Cisterciensis ordinis, Agathensis diocesis, abbati monasterii Conchensis, ordinis Sancti Benedicti, Ruthenensis diocesis, pro quadam boeria, Palas nuncupata, cum multis possessionibus et terris, redditibus, in dicta diocesi Agathensi consistente et ad mensam dicti abbatis monasterii Conchensis pertinente, quolibet anno solvere tenebantur, in perpetuum concessit, donavit, annexuit, incorporavit et univit, prout in ejusdem predecessoris inde confectis litteris plenius continetur. Cum autem, sicut accepimus, pensio hujusmodi ad dictum abbatem et dilectos filios, conventum dicti monasterii Conchensis, communiter pertineret ac locus de Palas non boeria, sed prioratus seu ecclesia existat, dictique abbas et conventus monasterii Vallismagne, predictis abbati et conventui monasterii Conchensis, ultra ducentas dictas libras, unam saumatam olei quolibet anno solvere et, si in solucione librarum et olei hujusmodi per biennium deficerent, alias ducentas libras, pro pena et interesse, eisdem abbati et conventui monasterii Conchensis solvere tenerentur, nos, eisdem collegio pio conpacientes affectu, volumus et eis, auctoritate Apostolica, concedimus quod littere hujusmodi, cum omnibus et singulis in eis contentis clausulis, ad saumatam olei et penam hujusmodi, a data presencium, se extendant ac perinde va-

leant et plenam obtineant roboris firmitatem, ac si in eis de prioratu seu ecclesia ac saumata olei ac pena et interesse predictis, et quod pensio hujusmodi eisdem abbati et conventui monasterii Conchensis communiter pertineret, plena et expressa mencio facta foret. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre voluntatis et concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignacionem omnipotentis Dei et Beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Avinione, VII idus Julii, pontificatus nostri anno quartodecimo. — P. Dumas. Exp. VIIII kal. Marcii, anno quintodecimo. R. de Valle. Jo. de Neupoli [1].

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartulaire du Collège des Douze-Médecins*, fol. 13 r°; Arch. dép. de la Lozère, série G, n° 1010. — Publ. : Dubouchet, *Un collège médical à Montpellier durant le moyen âge*, p. 30. — Cf. pièces n°s 150-153 et 157 du Cartulaire.

1. Expédition délivrée le 21 février 1393.

---

183. — *Lettres de sauvegarde de Charles VI en faveur du Collège des Douze-Médecins.* — Paris, 7 février 1393 (n. st.).

Karolus, Dei gracia Francorum rex, universis presentibus pariterque futuris, salutem. Racioni congruum arbitrantes, si, inter sollicitudines atque curas, quibus in et pro nostris regendis subditis noster pulsatur animus, quam frequenter ad hoc precipue aspiremus, ut regni nostri Universitates, Collegia et Studia nostris temporibus, sub commisso nobis regimine, in pacis amenitate manuteneri valeant et tueri, ac doctores, magistri, licenciati, bacallarii, studentes et ceteri dictarum Universitatum, Collegiorum et Studiorum suppositi [1], qui die nocteque circa scienciarum thesauros, quibus universus orbis conspicitur illustrari, invigilant peractente, immensis subesse laboribus non sinentes, sub nostre protectionis clipeo, a suis releventur pressuris et a noxiis deffendantur, ut eo libencius intendere et vacare velint et valeant ad premissa, quo liberalius et specialius per regalem potenciam

senserint se adjutos, nos, dilectos nostros magistros, licenciatos, bacallarios et studentes Collegii Duodecim Medicorum, quod felicis recordacionis Urbanus papa quintus quondam in villa Montispessulani fundavit, cujus quidem collegii nos protector et patronus existimus, in et sub regiis manutuicione, protectione et salvagardia existentes speciali, a tempore fundacionis predicte, una cum eorum familiis atque domibus, grangiis, maneriis, hereditatibus et ceteris bonis suis, tam ecclesiasticis quam mundanis, ubicumque in regno nostro consistant, ex habundanti et de novo, si opus fuerit, in et sub eisdem nostris necnon et successorum nostrorum, regum Francie, manutuicione, protectione et salva gardia speciali suscipimus et ponimus per presentes, gubernatorem et vicarium nostros Montispessulani et eorum locatenentes, presentes et posteros, perpetuos et speciales gardiatores eisdem tenore presencium deputantes; quibus et eorum cuilibet harum serie committendo mandamus quatinus jam dictos magistros, licenciatos, bacallarios, studentes et scolares predicti collegii et familias eorumdem, una cum quibuslibet bonis suis predictis, tueantur et defendant, sive tueri et deffendi faciant ab omnibus injuriis, violenciis, gravaminibus, vi armorum, potencia laicorum ac inquietacionibus et novitatibus indebitis quibuscumque, atque in suis justis possessionibus, saisinis, juribus, usibus, franchisiis, libertatibus et immunitatibus, in quibus eos et ipsorum singulos, suosque predecessores [2] ab antiquo invenerint pacifice fuisse, sub pretactis nostris protectione, tuicione et salvagardia speciali manuteneant et conservent, non permittentes in personis eorum aut familiis, rebus et bonis suis, aliquas fieri vel inferri injurias aut indebitas novitates ; quinymo, si quas repererint esse vel fuisse factas, in nostre presentis salve gardie ac magistrorum, licenciatorum, bacallariorum et studencium prelibatorum, seu alterius ex ipsis aut familiarum suarum prejudicium, ad statum pristinum et debitum reducant, sive per judicem aut judices, competentem seu competentes, indilate reduci et nobis ac parti emendam propter hoc condignam fieri et prestari faciant et procurent, hujusmodi nostram salvam gardiam in dicto loco Montispessulani, et ubi et prout expediens et opportunum extiterit, notificando seu faciendo solempniter publicari; necnon, in signum ejusdem, penuncellos regios in et super jam dictis domibus, maneriis, grangiis, hereditatibus, possessionibus, rebus et bonis, ipsorum et cujuslibet eorumdem, in terra,

que jure scripto regitur, situatis et alibi, in casu periculi eminentis dumtaxat, apponant, faciant et apponi, ne quis exinde valeat se per ignorancie pallium excusare; inhibendo preterea, seu inhiberi faciendo, nostra ex parte, omnibus et singulis, de quibus fuerint requisiti, sub certis magnis penis, nobis applicandis, ne sepedictis magistris, licenciatis, bacallariis et scolaribus aut eorum familiis, sive in eorum rebus et bonis quibuslibet, nostrum existentibus infra regnum, forefaciant vel presumant forefacere quovismodo. Et si, in casu novitatis, inter ipsos magistros, licenciatos, bacallarios, studentes et scolares aut eorum familias, racione bonorum suorum, et aliquos eorum adversarios oriatur opposicio seu debatum, hujusmodi debatum et rem contenciosam ad manum nostram, tanquam superiorem, ponant seu poni faciant et per eamdem manum, per judicem seu judices, ad quem vel ad quos pertinuerit, recredenciam fieri, ubi et prout fuerit faciendum, partes debatum hujusmodi facientes ac eciam nostre presentis salve gardie infractores et contemptores aut qui, in contemptum ejusdem, predictis gardiatoribus seu eorum alteri, gardiatoris officium excercendo, injuriam fecerint vel offensam, sive qui eis, vel eorum alteri, super hoc inobedientes fuerint aut rebelles, coram judicibus ad quos hujusmodi cognicio pertinere debuerit, adjornando seu adjornari faciendo, processuros super hoc, ut fuerit racionis. Et si quis ex prememoratis magistris, licenciatis, bacallariis, studentibus et scolaribus aut familiis eorumdem, ab aliquo vel aliquibus assecuramentum habere requisierint [3], ipsos adjornent seu facient adjornari coram judicibus ad quos pertinuerit, daturos assecuramentum hujusmodi bonum et legitimum, juxta patrie consuetudinem ac prout fuerit racionabiliter faciendum; ac generaliter faciant et facere possint gardiatores pretacti et eorum locatenentes, presentes et futuri, et quilibet ex eis, omnia et singula, que ad gardiatoris officium spectant et possunt ac debent quomodolibet pertinere. Et nos damus, hiis presentibus, in mandatis omnibus et singulis justiciariis et subditis regni nostri quatinus sepedictis gardiatoribus et cuilibet eorumdem atque deputandis et committendis super hoc ab eisdem intendant in hac parte et pareant diligenter prestentque auxilium, favorem et consilium, si eguerint et de hoc fuerint requisiti. Et ut hec omnia fruantur valida perpetuo firmitate, nostrum hiis presentibus jussimus apponi sigillum, nostro in ceteris et alieno in omnibus jure salvo. Datum Parisius, die VII

Februarii, anno Domini millesimo CCC^{mo} nonagesimo secundo et regni nostri terciodecimo. — Visa. Per regem ad relacionem consilii. Freron. Contentor. Freron. Registrata. Combes. Ligier.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartulaire du Collège des Douze-Médecins*, fol. 33 v°; Arch. dép. de la Lozère, série G, n° 1010. — Publ. : Dubouchet, *Un collège médical à Montpellier durant le moyen âge*, p. 53.

1. supposita. — 2. prededecessores. — 3. requesierint.

---

184. — *Bulle de Clément VII, autorisant les membres de l'Université de Montpellier à percevoir pendant dix ans les revenus de leurs bénéfices, sans être assujettis à la résidence.* — Avignon, 31 décembre 1393.

De fructibus percipiendis in absencia per decennium.

Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis, universis doctoribus, magistris, licenciatis, baccalariis et scolaribus Studii Montispessulani, Magalonensis diocesis, salutem et Apostolicam benedictionem. Dum actente consideracionis indagine perscrutamur quod per licterarum studia, cooperante illo a quo omnium carismatum dona manant, viri efficiuntur scienciis eruditi, per quod equum ab iniquo discernitur, erudiuntur rudes, provecti ad alciora conscendunt et fides catholica roboratur, libenter non solum loca, ubi hujusmodi po[l]lent studia, sed studentes in eis munimus graciis et libertatibus honoramus. Vestris itaque supplicacionibus inclinati, vobis, auctoritate Apostolica, tenore presencium indulgemus ut vos et vestrum singuli Studii Montispessulani, Magalonensis diocesis, [ipsi studio] insistendo, fructus, redditus et proventus vestrorum beneficiorum ecclesiasticorum, que in quibusvis ecclesiis sive locis obtinetis, eciamsi dignitates, personatus, administraciones et officia existant et curam habeant animarum, dummodo in cathedralibus post pontificales majores vel in collegiatis ecclesiis principales dignitates hujusmodi non fuerint, cum ea integritate usque ad decennium, a data presencium computandum, cothidianis distri-

bucionibus duntaxat exceptis, percipere libere valeatis, cum qua illos perciperetis [1], si in ecclesiis, in quibus beneficia ipsa consistunt, personaliter resideretis [2], et ad residendum interim in eisdem ecclesiis minime teneamini, neque ad id a quoquam inviti [valeatis] coartari, non obstantibus si in dictis ecclesiis non feceritis primam personalem residenciam consuetam, et quibuscumque constitucionibus Apostolicis, necnon statutis et constitucionibus ecclesiarum, in quibus hujusmodi beneficia forsan fuerint, contrariis, juramento, confirmacione Apostolica vel quacumque alia firmitate vallatis, eciamsi de illis servandis et non impetrandis litteris Apostolicis contra ea et ipsis licteris non utendo, eciam ab aliis impetratis, seu alias [3] quovismodo concessis, per vos vel procuratores vestros prestiteritis hactenus vel vos seu aliquem vestrum prestare forsitan imposterum contingerit juramentum, seu si locorum ordinariis a Sede Apostolica sit indultum vel imposterum indulgeri contingat, quod [4] canonicos et personas ecclesiarum suarum civitatum et diocesum, eciam in dignitatibus, personatibus, administracionibus seu officiis constitutos, per subtractionem proventuum suorum ecclesiasticorum, vel alias, compellere valeant ad residendum personaliter in eisdem, aut si eisdem ordinariis et dilectis filiis, capitulis earumdem ecclesiarum vel quibusvis aliis, communiter vel divisim, a prefata Sede indultum existat, vel medio tempore contingerit indulgeri, quod canonicis et personis earumdem ecclesiarum, eciam in dignitatibus, personatibus, administracionibus seu officiis constitutis, non residentibus in eisdem, vel qui hujusmodi in eis residenciam non fecerint, fructus, redditus et proventus beneficiorum predictorum ministrare minime teneantur, et ad id compelli non possint per licteras Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mencionem, et quibuslibet privilegiis, indulgenciis vel licteris Apostolicis, generalibus vel specialibus, quorumcunque tenorum existant, per que, presentibus non expressa vel totaliter non inserta, effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri et de quibus quorumcunque totis tenoribus habenda sit in nostris licteris mencio specialis, proviso quod beneficia hujusmodi debitis interim obsequiis non fraudentur et animarum cura in eis, quibus illa inminet, nullathenus negligatur, sed per bonos et sufficientes vicarios, quibus de beneficiorum ipsorum proventibus neccessaria congrue ministrentur, diligenter excerceatur et deserviatur inibi in divinis.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc actemptare presumpserit, indignacionem omnipotentis Dei et Beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Avinione, II kalendas Januarii, pontificatus nostri anno sexto decimo. — R. Burgensis.

Orig. : Biblioth. de l'Univ. de Montpellier, *Liber Rectorum,* fol. 87 v°. — Cf. pièce n° 59 (20 novembre 1333), etc.

1. perciperitis. — 2. resideritis. — 3. aliis. — 4. ad.

---

185. — *Mandement de Clément VII à l'abbé d'Aniane et au prieur de S^t-Sauveur de Montpellier, pour l'exécution de la bulle sur la perception des revenus des bénéfices des membres de l'Université pendant dix ans.* — Avignon, 31 décembre 1393.

Exequtoria bulla preinserte bulle.

Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis, abbati monasterii Aniane et priori Sancti Salvatoris de Montepessulano, Magalonensis diocesis, ac officiali Magalonensi, salutem et Apostolicam benedictionem. Dum actente consideracionis indagine perscrutamur quod per licterarum studia, cooperante illo a quo omnium carismatum dona manant, viri efficiuntur scienciis eruditi [1], per quod equum ab iniquo discernitur, erudiuntur rudes, provecti ad alciora conscendunt et fides catholica roboratur, libenter non solum loca ubi hujusmodi pollent studia, sed studentes in eis munimus graciis et libertatibus honoramus. Dilectorum filiorum itaque, universorum doctorum, magistrorum, licenciatorum, baccalariorum et scolarium Studii Montispessulani, Magalonensis diocesis, supplicacionibus inclinati, eis, auctoritate Apostolica, tenore licterarum nostrarum duximus indulgendum, ut ipsi et eorum singuli, ipsi Studio insistendo, fructus, redditus et proventus suorum beneficiorum ecclesiasticorum, que in quibusvis ecclesiis sive locis

obtinent, eciam si dignitates, personatus, administraciones et officia existerent et curam haberent animarum, dummodo in cathedralibus post pontificales majores vel in collegiatis ecclesiis principales dignitates hujusmodi non forent, cum ea integritate usque ad decennium, a data licterarum ipsarum computandum, cothidianis distributionibus[2] dumtaxat exceptis, percipere valerent, cum qua illos perciperent, si ipsi in ecclesiis, in quibus beneficia ipsa consistunt, personaliter residerent, et ad residendum interim in eisdem ecclesiis minime tenerentur, neque ad id a quoquam inviti valerent coartari, non obstantibus si dicti doctores, magistri, licenciati, baccalarii et scolares in dictis ecclesiis non fecerint primam personalem residenciam consuetam et quibuscumque constitucionibus Apostolicis necnon statutis et consuetudinibus ecclesiarum, in quibus hujusmodi beneficia forent, contrariis, juramento, confirmacione Apostolica vel quacumque alia firmitate vallatis, eciamsi ipsi de illis servandis et non impetrandis licteris Apostolicis contra ea et ipsis licteris non utendo, etiam ab aliis impetratis seu alio quovismodo concessis, per se vel procuratores suos prestitissent tunc, vel ipsos vel aliquem ipsorum prestare forsitan imposterum contingeret juramentum, seu si locorum ordinariis a Sede Apostolica sit indultum vel imposterum indulgeri contingat, quod canonicos et personas ecclesiarum suarum civitatum et diocesum, eciam in dignitatibus, personatibus, administracionibus seu officiis constitutos, per subtrac[t]ionem proventuum suorum ecclesiasticorum vel alias compellere valeant ad residendum personaliter in eisdem, aut si eisdem ordinariis et dilectis filiis, capitulis earumdem ecclesiarum, vel quibusvis aliis, communiter vel divisim, a prefata Sede indultum existat vel medio tempore contingerit indulgeri quod canonicis et personis earumdem ecclesiarum, eciam in dignitatibus, personatibus seu officiis constitutis, non residentibus in eisdem vel qui hujusmodi in eis residenciam non fecerint, fructus, redditus et proventus beneficiorum predictorum ministrare minime teneantur et ad id compelli non possint per licteras Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mencionem, et quibuslibet privilegiis, indulgenciis, et licteris Apostolicis, generalibus vel specialibus, quorumcumque tenorum existant, per que, nostris licteris non expressa vel totaliter non inserta, effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri et de quibus

quorumcumque totis tenoribus habenda sit in eisdem nostris licteris mencio specialis, proviso quod beneficia hujusmodi debitis interim obsequiis non fraudentur et animarum cura, in eis quibus illa inminet, nullathenus negligatur, sed per bonos et sufficientes vicarios, quibus de beneficiorum ipsorum proventibus neccessaria congrue ministrentur, diligenter excerceatur [3] et deserviatur [4] inibi laudabiliter in divinis. Quocirca, discrecioni vestre per Apostolica scripta mandamus, quatinus vos vel duo aut unus vestrum, per vos vel alium seu alios, faciatis, auctoritate nostra, eisdem doctoribus, magistris, licenciatis, baccalariis et scolaribus ac procuratoribus suis, eorum nomine, predictos fructus, redditus et proventus per idem decennium, juxta hujusmodi concessionis nostre tenorem, integre ministrari non obstantibus omnibus supradictis, seu si eisdem ordinariis et capitulis vel quibusvis aliis, communiter vel divisim, a prefata Sede indultum existat, quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mencionem; contradictores per censuram ecclesiasticam, appellacione postposita, compescendo. Datum Avinione, II kalendas Januarii, pontificatus nostri anno XVI°. — R. Burgen.

Orig. : Biblioth. de l'Univ. de Montpellier, *Liber Rectorum,* fol. 88 v°. — Cf. pièce précédente.

1. erudicti. — 2. districtionibus. — 3. exerceantur. — 4. deserviantur.

---

186. — *Lettre de Clément VII aux Consuls de Montpellier, leur recommandant un licencié en médecine qui se présentait à l'examen de la Maîtrise.* — Avignon, 8 avril [1394].

Clemens etc. Dilecti filii, cum, ex ordinacione et voluntate nostris, dilectus familiaris noster, Johannes Regis, licenciatus in medicina, lator presencium, sit in Studio Montispessulani, in quo medicinam studuit et licencie gradum habuit, insignia magisterii recepturus et pro continuanda lectura persona-

liter moraturus, discrecionem vestram attente rogamus quatinus, ob nostri reverenciam et honorem ac laudabilia persone sue merita, ipsum in omnibus et singulis factis suis velitis suscipere commendatum, eidem omnes favores, quos poteritis et sibi necessarios, benigniter impendentes, nobis per hoc non modice placituri. Datum Avinione, sub signeto nostro secreto, die VIII Aprilis. — Mureti.

Orig. : Arch. mun. de Montpellier, Arm. B, cass. XV. — Adresse au dos de la lettre : *Dilectis filiis.. Consulibus Montispessulani, Magalonensis diocesis.* — La date de l'année est donnée par une apostille placée à la suite de l'adresse : *Recept. die* XIII *Aprilis* LXXXXIIII.

---

187. — *Confirmation par Charles VI des lettres-patentes de Jayme Ier d'Aragon, du 20 juillet 1272, interdisant la pratique de la Médecine sans examens réguliers.* — Paris, 15 octobre 1395.

Karolus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis, presentibus et futuris, nos vidisse quasdam litteras, formam que sequitur continentes :

Noverint universi quod nos, Jacobus, Dei gratia rex Aragonum...
Datum in Montepessulano, XIII kalendas Augusti, anno Domini MCCLXXII [1].

Quas quidem litteras ratas et gratas habentes, omnia et singula, in eisdem contenta, laudamus, ratifficamus et approbamus ac eciam de nostra gracia speciali, in quantum debite usi fuerunt, confirmamus, mandantes senescallo Bellicadri gubernatorique et bajulo Montispessulani nec non ceteris justiciariis nostris vel eorum locatenentibus, presentibus et futuris, et eorum cuilibet, prout ad eum pertinuerit, quatinus prefatos cancellarium et magistros in predicta Facultate Medicine dicti generalis Studii nostra presenti gracia et confirmacione uti et gaudere pacifice faciant et permittant, nil in contrarium fieri permittentes. Quod ut firmum et stabile perseveret in

futurum, nostrum presentibus litteris duximus apponi sigillum, salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum Parisius, die decima quinta Octobris, anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo quinto et regni nostri decimo sexto. — Voisines. In requestis per vos ex precepto regis expeditis, ubi patriarcha Alexandrinus, episcopi Bajocensis et Noviomensis et plures alii erant presentes. Vivien. Collatio facta est cum originalibus litteris suprascriptis. Voisines contentor. J. De Crespy.

Orig. : Arch. de la Fac. de Médecine de Montpellier, S. 5. L ; *Arrêts et Déclarations*, fol. 64 v°, n° 63 ; Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Universitatis medicœ Monspeliensis*, fol. 25 r°.

1. Pièce n° 14 du Cartulaire.

---

188. — *Confirmation par Charles VI des lettres-patentes de Charles V, du 16 mars 1380 (n. st.), portant exemption d'impôts en faveur des membres de la Faculté de Médecine de Montpellier.* — Paris, 15 octobre 1395.

Karolus, Dei gracia Francorum rex, senescallo Bellicadri ac gubernatori et bajulo Montispessullani aut eorum locatenentibus, salutem. Notum facimus nos vidisse quasdam licteras, quarum tenor dicitur esse talis :

Karolus, Dei gracia Francorum rex, senescallo Bellicadri ac gubernatori et bajulo Montispessullani vel eorum locatenentibus, salutem...

Datum Parisius, sexta decima mensis Marcii, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo nono et regni nostri sexto decimo [1].

Quocirca nos, ad supplicacionem cancellarii, magistrorum et scolarium Facultatis Medicine generalis Studii ville Montispessullani, vobis et vestrum cuilibet precipimus et mandamus, si opus fuerit, commictendo, quatinus ipsos supplicantes, una cum eorum familiaribus domesticis, privilegiis, libertatibus et franchesiis, in suprascriptis [2] licteris declaratis et expressis, juxta earundem licterarum tenorem, uti et gaudere, prout usi fuerunt,

faciatis et permictatis, ipsos in contrarium nullathenus molestari permictentes, sed facta in contrarium, si que sint aut fuerint, ad statum pristinum et debitum reducatis seu reduci faciatis indilate, quoniam sic fieri volumus et dictis supplicantibus concessimus et concedimus de gracia speciali per presentes, licteris subrepticiis in contrarium impetratis vel impetrandis non obstantibus quibuscunque. Datum Parisius, die decima quinta Octobris, anno domini millesimo trecentesimo nonagesimo quinto et regni nostri decimo sexto. — In requestis per vos ex precepto regis expeditis, ubi patriarcha Alexandrinus, episcopi Bajocensis et Noviomensis et plures alii erant presentes. P. Vivien.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Universitatis medicœ Monspeliensis,* fol. 54 r° (dans un vidimus du bayle de Montpellier, du 26 janvier 1465). — Cf. confirm. 12 mars 1437.

1. Pièce n° 168 du Cartulaire. — 2. infrascriptis.

---

189. — *Lettres de sauvegarde et de protection, accordées par Charles VI en faveur de la Faculté de Médecine de Montpellier.* — Paris, 18 octobre 1395.

Alia salvagardia et protectio dicte Universitati concesse per dominum Karolum, regem Francorum.

Karolus, Dei gracia Francorum rex, universis presentes licteras inspecturis, salutem. Ad supplicacionem cancellarii, magistrorum et scolarium Facultatis Medicine generalis Studii ville Montispessullani, asserencium, ex certis et verisimilibus presumpcionibus et conjecturis, a pluribus personis sibi timere, nos ipsos supplicantes, una cum eorum familiaribus domesticis ac bonis, rebus et juribus suis universis, tam in capite, quam in menbris, in regno nostro existentibus, in et sub protectione, salva et speciali gardia nostris, ad suorum jurium conservacionem dumtaxat, suscipimus et ponimus per presentes et eisdem gardiatores depputamus Poncium Fornerii, Bernardum Jordani, Johannem Gantoni, Johannem Clerici, Petrum de Bieriis,

Bernardum de Labatut, Johannem Dancherii, Matheum Guilaberti, Johannem de Moy, Petrum de Monteacuto, Laurencium Ortolani et Johannem Juliani, servientes nostros; quibus et eorum cuilibet, tenore presentium, commictimus et mandamus quatinus dictos supplicantes et eorum familiares domesticos in suis justis possessionibus, usibus, juribus, franchesiis, libertatibus, inmunitatibus et saisinis, in quibus ipsos esse suosque predecessores fuisse paciffice ab antiquo invenerint, manuteneant et conservent et ab omnibus injuriis, violenciis, gravaminibus, oppressionibus, vi armorum, potencia laicorum, ac inquietacionibus et novitatibus indebitis quibuscunque thueantur et deffendant, non permictentes contra ipsos eorumque familiares, possessiones et bona, aliquas fieri vel inferri injurias aut indebitas novitates ; quas si factas esse vel fuisse, in dicte salvagardie nostre et dictorum supplicantium prejudicium, invenerint, ad statum pristinum et debitum reduci faciant indilate nobisque et dictis supplicantibus emendam condignam propter hoc prestari istamque salvam gardiam nostram in locis et personis, ubi et prout expedierit, publicari et intimari faciant, inhibendo, ex parte nostra, omnibus illis de quibus fuerint requisiti, sub certis et magnis penis, nobis applicandis, ne dictis supplicantibus aut ipsorum familiaribus sive bonis eorundem quibuscunque, infra regnum nostrum existentibus, quomodolibet forefacere presumant ; et si in casu novitatis aliquod debatum oriatur inter ipsos supplicantes, racione bonorum suorum quoruncunque, in regno nostro existentium, et quascunque alias personas, quod dictum debatum et rem contenciosam ad manum nostram, tamquam superiorem, ponant, locaque de ablatis ressaisiri faciant et per ipsam, facta recredencia per illum vel illos judices, ad quem vel quos pertinebit, illi ex dictis partibus, cui de jure fuerit facienda, partes debatum facientes et eciam dicte salvegardie nostre infractores et illos qui in eorum prejudicium et contemptum predictis gardiatoribus aut eorum alteri, gardiatoris officium excercendo, injuriam fecerint vel offensam, sive qui eis aut eorum alteri inhobedientes fuerint, coram judicibus regiis, ad quos eorum cognicio pertinere debuerit, adjornent, processu super hoc, ut fuerit racionis, certifficando ipsos judices de adjornamento predicto et aliis que fecerint in premissis, ut super hoc facere valeant celeris [1] justicie complementum. Si vero dicti supplicantes, aut aliquis de suis familiaribus domesticis, assecuramentum ab aliquibus voluerint

habere, ipsos coram judicibus, ad quos pertinuerit predictum assecuramentum, eisdem et eorum singulis bonum et legitimum, juxta patrie consuetudinem, prout racionabiliter fuerit faciendum, daturi, adjornent penuncellosque nostros regios in et super locis, domibus et bonis omnibus dictorum supplicantium, in patria, que jure scripto regitur, situatis, apponant, seu apponi faciant, ac eciam alibi, in casu eminentis periculi, et generaliter faciant et facere possint dicti gardiatores et eorum quilibet, in predictis, omnia et singula, que ad gardiatoris officium pertinent et possunt quomodolibet pertinere; omnibus justiciariis et subditis nostris, tenore presentium, dantes in mandatis, ut prefatis gardiatoribus et eorum cuilibet, in predictis et ea tangentibus, pareant et intendant prestentque [2] auxilium, consilium et favorem, si opus fuerit et super hoc fuerint requisiti. Nolumus tamen quod iidem gardiatores, seu eorum aliquis, de hiis, que cause cognicionem exhigunt, se aliquatenus intromictant. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus licteris duximus apponendum. Datum Parisius, die decima octava Octobris, anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo quinto et regni nostri decimo sexto. — Sic signatum : Per Regem, ad relacionem consilii. Vivien.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Universitatis medicœ Monspeliensis,* fol. 58 r°. — Cf. *Arrêts et Déclarations,* fol. 115 v°. — Cf. pièce n° 57 (nov. 1331).

1. sceleris. — 2. prestantque.

---

190. — *Mandement de Benoit XIII pour contraindre le monastère de Valmagne au paiement de la rente de 200 livres tournois due au Collège des Douze-Médecins.* — Avignon, 1er décembre 1395.

Exequtoria sentencie obtente per Collegium Medicorum Montispessulani super facto pencionis ducentarum librarum Turonensium, contra abbatem et monasterium Vallismagne, cum renunciacione appellacionis.

Benedictus episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis, abbati monasterii Sancti Andree, Avinionensis diocesis, et preposito ecclesie Magalo-

nensis ac officiali Agathensi, salutem et Apostolicam benedictionem. Exhibita nobis, pro parte dilectorum filiorum collegii studencium in Facultate Medicine, in loco de Montepessulano, Magalonensis diocesis, per felicis recordacionis Urbanum papam V, predecessorem nostrum, institutorum, peticio continebat quod, licet olim ipsi fuissent et tunc essent in possessione pacifica, vel quasi, juris percipiendi a dilectis filiis, abbate et conventu monasterii Vallismagne, Cisterciensis ordinis Agathensis diocesis, pensionem annuam ducentarum librarum Turonensium parvorum et unius saumate olei olivarum, tamen dicti abbas et conventus dictam pensionem eisdem collegio subtraxerunt et eos illa spoliarunt, ortaque propterea inter collegium ac abbatem et conventum predictos, super premissis et eorum occasione, materia questionis, felicis recordacionis Clemens papa VII, predecessor nostri, causam hujusmodi, que inter collegium, ex una parte, ac abbatem et conventum predictos, super premissis et eorum occasione, communiter vel divisim, ex altera, vertebatur, dilecto filio, magistro Johanni de Varenis, tunc Sedis Apostolice capellano et causarum palacii Apostolici auditori, ad instanciam dictorum collegii, simpliciter, de plano et absque strepitu et figura judicii, audiendam commisit et fine debito terminandam, non obstante quod causa ipsa, de sui natura, ad Romanam Curiam legitime devoluta et in ea tractanda et finienda non esset, coram quo dilectis filiis, magistris Alberto de Mediolano, collegii, et Johanne Castanherii, abbatis et conventus predictorum procuratoribus, in judicio comparentibus, et per quemlibet ipsorum quodam dato libello, solum possessorium continente, idem auditor, ad ipsius Alberti instanciam, prefatum Johannem procuratorem ad prestandum et prestari videndum juramentum de calumpnia et de veritate dicenda ac ad dandum et dari videndum posiciones et articulos, si quos dare vellent in causa hujusmodi, per quosdam dicte Sedis cursores successive citari fecit ad certos terminos peremptorios competentes, in quibus dictus Albertus, coram eodem auditore in judicio comparens, predicti Johannis procuratoris non comparentis contumaciam accusavit ac in ejus contumaciam predictum in ipsius auditoris presencia prestitit juramentum, ac nonnullos posiciones et articulos in hujusmodi causa dedit et deinde per dictum Johannem procuratorem, coram eodem auditore in judicio comparentem, nonnullis exceptionibus contra eosdem posiciones et articulos

datis, idem auditor, ad prefati Alberti instanciam, eumdem Johannem procuratorem ad producendum et produci videndum omnia jura et munimenta, quibus partes ipse vellent in hujusmodi causa uti, per quemdam dicte Sedis cursorem citari fecit ad certum terminum peremptorium competentem, in quo dictus Albertus, coram eodem auditore in judicio comparens, predicti Johannis procuratoris non comparentis contumaciam accusavit et in ejus contumaciam nonnullas autenticas litteras, instrumenta publica et alia jura et munimenta, quibus pro parte sua in hujusmodi causa uti voluit, produxit, idemque auditor, ad ipsius Alberti instanciam, prefatum Johannem procuratorem ad dicendum contra eadem predicta quicquid vellet per quemdam dicte Sedis cursorem citari fecit ad certum terminum peremptorium competentem, in quo dictus Albertus coram eodem auditore in judicio comparens, predicti Johannis procuratoris non comparentis contumaciam accusavit; dictusque auditor eisdem procuratoribus, coram eo in judicio constitutis, ad concludendum et concludi videndum in causa hujusmodi, vel dicendum causam racionabilem, quare in ea concludi non deberet, certum assignavit terminum peremptorium competentem, in quo sepedicto Alberto, coram eodem auditore in judicio comparente et predicti Johannis procuratoris non comparentis contumaciam accusante et in ejus contumaciam in causa ipsa concludi petente, idem auditor, reputans dictum Johannem procuratorem, quoad hoc, prout erat, merito contumacem, in ejus contumaciam in eadem causa, cum dicto Alberto in ea concludente, conclusit et habuit pro concluso et, ad ejusdem Alberti instanciam, supradictum Johannem procuratorem ad suam in hujusmodi causa diffinitivam sentenciam audiendam per quemdam dicte Sedis cursorem citari fecit ad competentem peremptoriam certam diem, in qua dicto Alberto, coram eodem auditore in judicio comparente et predicti Johannis procuratoris [non] comparentis contumaciam accusante et in ejus contumaciam sentenciam ipsam ferri petente, memoratus auditor, reputans dictum Johannem procuratorem, quoad hoc, prout erat, exigente justicia, contumacem, in ejus contumaciam, visis et diligenter inspectis omnibus et singulis actis, actitatis, habitis et productis in causa hujusmodi ipsisque cum diligencia recensitis et examinatis ac facta super hiis omnibus coauditoribus dicti palacii relacione plenaria et fideli, de ipsorum coauditorum consilio et assensu, per suam diffinitivam sentenciam pronunciavit,

decrevit et declaravit, prout hec omnia in libello pro parte dictorum collegii in hujusmodi causa data petita fuerant, collegium antedictos ad possessionem seu quasi percipiendi prefatam annuam pensionem restituendos fore et, quantum potuit, restituit et reintegravit et, ad solvendum eis pensionem subtractam, dictos abbatem et conventum condempnandos fore et condempnavit, eosque in expensis, in hujusmodi causa legitime factis, condempnavit, ipsarum expensarum taxacione sibi in posterum reservata. A qua quidem sentencia, pro parte dictorum abbatis et conventus, ad Sedem extitit Apostolicam appellatum, idemque predecessor causam appellacionis hujusmodi dilecto filio, magistro Johanni de Alzenno, dicte Sedis notario, tunc capellano Sedis et auditori causarum palacii predictorum, audiendam commisit et fine debito terminandam ; coram quo procuratoribus predictis in judicio comparentibus et per quemlibet ipsorum quodam in hujusmodi causa dato libello, idem Johannes notarius, tunc auditor, ad predicti Alberti instanciam, eumdem Johannem procuratorem ad prestandum et prestari videndum juramentum de calumpnia et de veritate dicenda in causa hujusmodi per quemdam dicte Sedis cursorem citari fecit ad certum terminum peremptorium competentem, in quo dictus Albertus coram eodem Johanne notario, tunc auditore, in judicio comparens, predicti Johannis procuratoris non comparentis contumaciam accusavit et in ejus contumaciam predictum, in ipsius Johannis notarii, tunc auditoris, presencia, prestitit juramentum. Postmodum vero, procuratoribus predictis coram eodem Johanne notario, tunc auditore, in judicio comparentibus et per eos nonnullis posicionibus et articulis in hujusmodi causa datis ac quibusdam excepcionibus contra eosdem posiciones et articulos hinc inde exhibitis, in terminis ad hoc datis, idem Johannes notarius, tunc auditor, ad predicti Alberti instanciam, supradictum Johannem procuratorem ad producendum et produci videndum omnia jura et munimenta, quibus partes ipse vellent in hujusmodi causa uti, per quemdam dicte Sedis cursorem citari fecit ad certum terminum peremptorium competentem, in quo dictus Albertus coram eodem Johanne notario, tunc auditore, in judicio comparens, predicti Johannis procuratoris non comparentis contumaciam accusavit et in ejus contumaciam nonnulla autenticas litteras, instrumenta publica et alia jura et munimenta, quibus pro parte sua in hujusmodi causa uti voluit, produxit ; idemque Johannes notarius, tunc auditor,

ad sepedicti Alberti instanciam, prefatum Johannem procuratorem ad dicendum contra eadem producta quicquid vellet necnon ad concludendum et concludi videndum in causa hujusmodi vel dicendum causam racionabilem, quare in ea concludi non deberet, per quosdam dicte Sedis cursores successive citari fecit ad certos terminos peremptorios competentes, in quibus dicto Alberto, coram eodem Johanne notario, tunc auditore, in judicio comparente et predicti Johannis procuratoris non comparentis contumaciam accusante et in ejus contumaciam in causa ipsa concludi petente, in termino ad hoc dato, memoratus Johannes notarius, tunc auditor, reputans dictum Johannem procuratorem, quoad hoc, prout erat, merito contumacem, in ejus contumaciam in causa ipsa, cum dicto Alberto in ea concludente, conclusit et habuit pro concluso in dicto termino ad hoc statuto, et subsequenter procuratoribus predictis coram sepedicto Johanne notario, tunc auditore, in judicio comparentibus et diffinitivam sentenciam in hujusmodi causa ferri petentibus, idem Johannes notarius, tunc auditor, visis et diligenter inspectis omnibus et singulis actis, actitatis, habitis et productis in causa hujusmodi ipsisque cum diligencia recensitis et examinatis ac facta super hiis omnibus coauditoribus dicti palacii relacione plenaria et fideli, de ipsorum coauditorum consilio et assensu, per suam diffinitivam sentenciam pronunciavit, decrevit et declaravit, per dictum Johannem de Varenis auditorem, in hujusmodi causa bene fuisse et esse processum et sentenciatum ejusque sentenciam confirmandam fore et confirmavit et pro parte dictorum abbatis et conventus ab ea male fuisse et esse appellatum, partem ipsorum ad solucionem dicte annue pensionis, a tempore predicte late sentencie debite, ac in expensis, in hujusmodi causa coram eo legitime factis, condempnandum fore et condempnavit, ipsarum expensarum taxacione sibi in posterum reservata, prout in instrumentis publicis inde confectis, dictorum auditorum sigillis munitis, plenius dicitur contineri. A qua quidem sentencia, pro parte dictorum abbatis et conventus, ad Sedem extitit appellatum eamdem; idemque predecessor causam ultime appellacionis hujusmodi bone memorie Guillermo Sancti Angeli, diacono cardinali, audiendam commisit et fine debito terminandam; et deinde, postquam coram dicto cardinali ad nonnullos actus in causa hujusmodi inter easdem partes processum fuerat, dicto predecessore, sicut Domino placuit, vita functo, no-

bisque, divina favente clemencia, ad apicem Summi Apostolatus assumptis, prefati abbas et conventus per dilectum filium, magistrum Petrum Blani, doctorem referendarium nostrum, procuratorem ipsorum, ad hoc ab eis specialiter constitutum, liti et cause hujusmodi in manibus dilecti filii, Petri, electi Matisconensis, apud Sedem Apostolicam libere renunciarunt, idemque Petrus electus renunciacionem hujusmodi, de speciali mandato nostro, facto sibi super hoc oraculo vive vocis, apud Sedem admisit antedictam. Quare, pro parte dictorum collegii nobis extitit humiliter supplicatum ut providere eis super hoc de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur, hujusmodi supplicacionibus inclinati, predictas sentencias, sicut proinde late sunt, ratas habentes et gratas ac ex certa sciencia supplentes omnes deffectus, si qui forsan intervenerint in premissis, discrecioni vestre per Apostolica scripta mandamus, quatinus vos vel duo aut unus vestrum, per vos vel alium seu alios, predictas sentencias execucioni debite demandantes, prefatos collegium vel eorum procuratorem pro eis, ad possessionem, vel quasi, juris percipiendi pensionem predictam, auctoritate nostra, restituatis et reintegretis ipsosque restitutos et [re]integratos juxta juris exigenciam deffendatis ac faciatis eis de predicta pensione integre responderi ac de subtracta pensione hujusmodi, juxta eorumdem instrumentorum ipsarum condempnacionum tenores, plenam et debitam satisfacionem impendi ; contradictores per censuram ecclesiasticam, appellacione postposita, compescendo, non obstante si eisdem abbati et conventui vel quibusvis aliis, communiter vel divisim, ab eadem sit Sede indultum, quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mencionem. Datum Avinione, kalendis Decembris, pontificatus nostri anno secundo. — G^{a} ubique de mandato domini nostri pape. R^{a} g^{a} ubique de mandato domini nostri pape. G. Parmeti.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Cartulaire du Collège des Douze-Médecins*, fol. 14 r°; Arch. dép. de la Lozère, série G, n° 1010.

191. — *Statut concernant le prix de location des livres classiques dans la Faculté de Droit.* — [Montpellier], 1396.

Anno Domini millesimo CCC° nonagesimo sexto, collatis alme universitatis dominorum juristarum Studii ville Montispessulani peciis, que fuerunt magistri Raymundi de Sancto Verano, bedelli generalis dicte universitatis, nuper vita functi, per ejus ultimi testamenti exequtores, magne nobilitatis et honoris vir, dominus Didacus Gomecii de Fuent Salida, baccalarius in decretis, abbas de Fusellis, in ecclesia Palentina, et dicte alme universitatis Rector, una cum dominis consiliariis ejusdem universitatis, super dictis peciis concedendis, fecerunt statutum tenoris sequentis.

Statuimus quod pecie teneantur modo infrascripto, quod nulla pecia tradatur, sub pena prestiti juramenti, nisi modo infrascripto, videlicet, quod pro pecia, in qua existunt octo carte et ultra, solvatur pro qualibet septimana una alba ; in qua non fuerint octo carte, solvantur tres pataci pro septimana ; et nunquam tradatur pecia, nisi cum pignore auri vel argenti, valente duplum precii dicte pecie, et quod nunquam tradatur alia pecia, nisi prima restituta ; et si perdatur pecia, quod solvatur pro qualibet sic perdita unum scutum auri ; et ille qui tenebit pecias, pro labore suo, de alba habeat patacum, de tribus patacis, denarium ; et pauperes nichil solvant ; sed pro qualibet pecia, pro anima deffuncti semel dicent septem psalmos et dabunt custodienti denarium pro labore suo. Item, si pauperes non habeant pignus argenteum vel aureum, tradant aliud pignus equivalens.

Orig. : Biblioth. de l'Univ. de Montpellier, *Liber Rectorum*, fol. 51 v°.

---

192. — *Lettres de Charles VI, au sujet de la délivrance des cadavres des suppliciés à la Faculté de Médecine.* — Paris, mai 1396.

Carolus, Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, nobis, pro parte dilectorum nostrorum cancellarii,

magistrorum, licentiatorum, bacallariorum et scolarium, in Studio generali Medicine ville nostre Montispessulani studencium, expositum extitisse, cum gubernator, bajulus aut alii officiarii nostri dicte ville Montispessulani aut ejus baronie vel rectorie seu locatenentes eorum, consueverint ab antiquo, singulis annis, unam personam condempnatam ad mortem vel ultimum supplicium, cujuscunque sexus aut legis existat, suspensam seu submersam aut alias, precedente judicio seu sentencia, interfectam, eisdem exponentibus, pro anathomia [1] facienda, tradere et deliberare, si et dum super hoc fuerint requisiti, predictique officiarii nostri seu eorum aliqui, quandoque se hactenus ad hec facienda reddiderint et reddant difficiles, fuit pro parte dictorum exponencium nobis humiliter supplicatum, quatinus, attento quod dicta anathomia [1] habet fieri et est necessaria pro salute humani generis, et ut dicta sciencia medicine efficacius experimentetur, sibi super hoc velimus providere remedio oportuno. Nos igitur, habita consideracione ad premissa attentoque quod, pre ceteris aliis Studiis universi orbis, in dicta villa Montispessulani fons originalis sciencie medicine reputatur, unde nos et predecessores nostri et alii principes, pro salute humana a dicto Studio, propter experienciam, que potissime in facto medicinali res est magistra, magistros ad se trahunt, eisdem supplicantibus concessimus et de gracia speciali concedimus per presentes, ut gubernator vel bajulus aut alii officiarii nostri dictarum ville, baronie aut rectorie Montispessulani, seu eorum locatenentes, singulis annis, semel tantum, teneantur tradere unam personam condempnatam ad mortem, cujuscunque sexus aut legis existat, suspensam seu submersam vel alias, precedente sentencia seu judicio, interfectam, ipsis supplicantibus, pro anathomia [1] hujusmodi facienda, ad simplicem requisicionem predictorum cancellarii, magistrorum, licenciatorum, aut procuratorum seu sindicorum suorum vel eorum locatenentium aut ipsorum alterius; et illico postquam talis persona requisita, suspensa vel submersa, aut alias interfecta fuerit, prefati nostri officiarii a patibulo vel alio loco, ubi posita fuerit, removeri faciant et eis realiter tradere et deliberare, eorum tamen sumptibus et expensis; mandantes gubernatori, bajulo et judicibus baronie et rectorie Montispessulani predictis ceterisque justiciariis [et] officiariis nostris, presentibus et futuris, et eorum locatenentibus, ac eorumdem cuilibet, prout ad eum pertinuerit, quatinus dictos supplicantes nostra pre-

senti concessione et gracia uti et gaudere faciant et permictant pacifice et quiete, ceteris eorum privilegiis, si que circa hoc habeant, in suo robore valituris. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, nostrum presentibus licteris fecimus apponi sigillum, salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum Parisius, mense Maii, anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo sexto et regni nostri decimo sexto. — In requestis per vos ex precepto regis expeditis, ubi episcopi Bajocensis et Noviomensis, magister Odardus de Molendinis et plures alii erant presentes. P. Vivien. Visa. Voisines. Contentor. Freron.

Orig. : Arch. de la Fac. de Médecine de Montpellier, S. 3. B. ; *Arrêts et Déclarations*, fol. 69 r°, doc. n° 68 ; Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Universitatis medicæ Monspeliensis,* fol. 27 r° et fol. 33 r°. — Cf. pièce n° 163 du Cartulaire. — Cf. confirm. 12 mars 1437.

1. anothomia.

---

193. — *Présentation par le Chancelier de la Faculté de Médecine au bayle de Montpellier, des lettres de Charles VI, de mai 1396, sur la délivrance des cadavres des suppliciés à ladite Faculté.* — Montpellier, 13 juin 1396.

In nomine Domini, amen. Anno Incarnacionis ejusdem millesimo trescentesimo nonagesimo sexto et die decima tercia mensis Junii, serenissimo principe et domino nostro, domino Karolo, Dei gracia rege Francorum, regnante, noverint universi et singuli, presentes pariter et futuri, quod, existens et personaliter constitutus apud Montempessulanum, infra curiam ordinariam regiam dicte ville, coram honorabili viro, Alberto Dionisii, burgensi, bajulo dicte ville, pro dicto domino nostro, Francorum rege, videlicet venerabilis et discretus vir, magister Johannes Piscis, magister in medicina et cancellarius Universitatis generalis Studii Facultatis medicinalis ville predicte Montispessulani et eidem domino bajulo, nomine sui ac Universitatis ac dicti Studii et Universitatis ejusdem magistrorumque et aliorum

singularium ejusdem, presentavit, exhibuit et tradidit quasdam patentes litteras regias, magno sigillo regio cera viridi in pendenti cum filis cirici rubei et viridi coloris sigillatas, quarum tenor sequitur in hunc modum:

Karolus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris...

Datum [Parisius], mense Maii, anno Domini millesimo trescentesimo nonagesimo sexto et regni nostri decimo sexto. — In requestis per vos, ex precepto regis, expeditis, ubi episcopi Bajocensis, Noviomensis, magister Odardus de Molendinis et plures alii erant presentes. P. Vivien [1].

Quibus quidem litteris sic per dictum magistrum Johannem, cancellarium memoratum, nominibus jam dictis, eidem domino bajulo exhibitis, traditis et presentatis, ipse magister Johannes peciit et requisivit ipsas et contenta in eisdem de puncto ad punctum adimpleri, juxta earum seriem atque formam; et dictus dominus bajulus predictas literas cum omni honore et reverencia, quibus decet et potuit, recepit et, ipsis sic receptis atque visis, obtulit se paratum facere, quod justum fuit et racionis, ac regis obedire mandatis, si et quando locus affuerit. De quibus dictus magister Johannes Piscis peciit fieri publicum instrumentum per me, notarium infrascriptum. Acta fuerunt hec infra curiam predictam, presentibus venerabilibus et discretis viris, domino Johanne Maissendis, in legibus licentiato, vicejudice, magistris Petro de Poleno, in decretis bacallario, Yvone Picardi, notario regio, habitatoribus Montispessulani, testibus ad premissa vocatis et rogatis... *(indication des mots ajoutés)* ; et me, Guillermo Seguini, clerico Lugdunensi publico, auctoritate regia notario, habitatore Montispessulani, qui de premissis requisitus notam recepi, ex qua hoc presens publicum instrumentum per alium, michi fidelem, aliis arduis negociis occupatus, scribi, grossari ac in hanc publicam formam reddigi feci ideoque hic me subscripsi et signo meo, quo utor, sequenti, signavi, in fidem et testimonium omnium premissorum. *(Seing du notaire.)*

Orig.: Arch. de la Fac. de Médecine de Montpellier, S. 3. G.

1. Pièce nº 192 du Cartulaire.

194. — *Lettres de Charles VI, interdisant l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de l'apothicairerie sans examens réguliers.* — Paris, 3 juin 1399.

Privilegium domini regis Karoli, prohibentis ne quis in patria lingue Occitane in Medicine facultate praticare audeat nec aliquis appothecarius receptas infirmis habeat ministrare, nisi ab approbatis fuerint ordinate.

Karolus, Dei gracia Francorum rex, gubernatori et rectori partis antique Montispessullani ceterisque justiciariis nostris in patria Occitana, aut eorum locatenentibus, salutem. Requestam dilecte nostre Universitatis studii Medicine Montispessullani nobis exhibitam recepimus, continentem quod, licet in dicta villa et aliis villis et locis patrie lingue Occitane sint plures sufficientes magistri et alii experti, sufficientes et approbati in facultatibus et scienciis medicine et cirurgie, qui nocte dieque regnicolis et habitatoribus dicte patrie sufficienter habondant, praticare et servire possunt, prout est neccesse et expedit predictis regnicolis et habitatoribus ac rei publice dicte patrie, quodque, licet, diu est, virtute quarundam [1] licterarum defuncti patrui nostri, ducis Andegavensis, tunc locuntenentis regis in patria Occitana, fuerit inhibitum et publice in pluribus locis dicte patrie proclamatum et publicatum, sub certis magnis penis, nobis applicandis, ne aliquis, Christianus sive Judeus, in dicta patria praticare, curas infirmorum recipere aut receptas dictare seu ordinare ac eciam ne appothecarii ejusdem patrie hujusmodi receptas recipere auderent sive possent quoquomodo, nisi dicti Christiani vel Judei in dictis facultatibus et scienciis medicine et cirurgie essent magistri aut alias super hoc approbati, sufficientes et experti, nichilominus quidam Christiani et Judei, qui in dictis facultatibus et scienciis magistrati seu alias experti, sufficientes et approbati non existunt, in dicta patria praticare, curas infirmorum recipere, receptas dictare seu ordinare, et appothecarii receptas sic ordinatas eisdem tradere et deliberare non verentur, dictas penas, ut predicitur, super hoc impositas conmictendo, in rei publice et policie dicte patrie ipsiusque Universitatis ac magistrorum et approbatorum et expertorum in dictis facultatibus et scienciis grande dampnum et prejudicium scandalumque et offensam, prout dicunt, supplicantes sibi super hoc de opportuno remedio provideri. Quapropter vobis et vestrum cuilibet, prout

ad eum pertinuerit, precipimus, et conmittendo mandamus quatinus ex parte nostra prefatis Christianis et Judeis, sub certis magnis penis, nobis applicandis, districte inhibeatis et per loca et cadrivia consueta publicare et proclamare faciatis, ne de cetero in dictis scienciis praticare, curas aliquas recipere aut receptas ordinare, necnon dictis appothecariis receptas per ipsos ordinatas eisdem seu quibuscunque aliis tradere seu deliberare faciant seu presumant quoquomodo, nisi fuerint sufficientes, experti et approbati per gentes in talibus expertos, vosque id fieri non permictatis, sed facta vel actemptata in contrarium, si que sint aut fuerint, reparetis seu reparari et revocari faciatis, transgressores dictarum inhibicionum penalium, justicia mediante, taliter puniendo, quod cedat aliis, talia vel similia actemptare non verentibus, in exemplum, taliter super hiis acturi, quod dicti supplicantes, occasione hujusmodi, ulterius ad nos non redeant [2] querelosi, quoniam sic fieri volumus et dictis supplicantibus concessimus et de gracia speciali concedimus per presentes, licteris subrepticiis ad hec contrariis non obstantibus quibuscunque. Datum Parisius, die tercia Junii, anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo nono et regni nostri decimo nono. — Per regem, ad relacionem consilii. Gaucher.

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, *Privilegia Universitatis medicæ Monspeliensis*, fol. 39 v°. — Cf. pièce n° 162 (10 octobre 1376).

1. quarundem. — 2. reddeant.

---

195. — *Consultation de l'Évêque de Maguelone avec plusieurs membres de la Faculté de Droit et autres notables, au sujet des statuts (liste des adhérents).* — [Montpellier], 9 octobre 1399.

Anno Domino millesimo nonagesimo nono et die nona Octobris, dominus Anthonius, Magalonensis episcopus, consultavit cum omnibus dominis infrascriptis, qui omnes ratifficaverunt statuta, in domo habitacionis sue, in camera par[l]amenti, dominus gubernator regius nobilis Guillermus Sacheti, dominus... [1], licenciatus in Decretis, locumtenens domini rectoris Studii, Johannes de Conchis, bajulus regius Montispessulani, Johannes de

Sereriis, consul Montispessulani, Johannes de Affriano, decretorum doctor, vestiarius Magalonensis, Raymundus Egidii, legum doctor, Barhtolomeus Barier., vicarius generalis domini episcopi Magalonensis, Leodegarius Saporis, legum doctor, Guillermus de Planzolis, Lupus Yspanie, Johannes Galhardi, Karolus Pauli, Humbertus de Bevento, Anthonius de Lonbariar, Jacobus Gumberti, consiliarii Universitatis, B. Palmerii, burgensis, magister Berengarius, magister Bertrandus Pauli, notarius, Johannes de Miramonte, Philippus de Pradis, Johannes Maleruffi, doctor, dominus B. de Monte Olivo, doctor, Jacobus Rabuffi [2], doctor, dominus P. Flamenchi, decretorum doctor; iste nichil dixit, quia tunc partem faciebat propter scolares suos aliquos nobiles, qui in hac materia tanguntur; Matheus Baude, baccalarius in legibus.

Orig. : Biblioth. de l'Univ. de Montpellier, *Liber Rectorum*, fol. 46 r°. — A la suite de l'ordonnance d'Antoine de Lovier, du 25 février 1400 : *De incessu et ordine nobilium* (pièce n° 196 du Cartulaire) et avant les *Statuta processionis ac celebrationis festi Beatorum Fabiani et Sebastiani.*

1. Espace en blanc à la suite du nom. — 2. Rabulfi.

---

196. — *Ordonnance de l'Évêque de Maguelone, Antoine de Lovier, réglant les préséances dans la Faculté de Droit.* — Montpellier, 25 février 1400 (n. st.).

De incessu et ordine nobilium inter se servandis [1].

Anthonius, Dei gracia Magalonensis episcopus, rectori, doctoribus, baccalariis et scolaribus universis in studio utriusque Juris Montispessulani degentibus, presentibus et futuris, salutem et pacem cum dilectione. Lamentabili deflendaque hujus studii desolacione nobis exposita, super eo quia alter alterum nititur precedere, tam ambulando, quam sedendo, sive sint in scolis et actibus scolasticis, sive alibi congregati, cupientes tam grandi periculo celeriter providere, habita prius matura deliberacione cum dictis rectore sive ejus locumtenente, absente rectore, et dominis doctoribus utriusque Facultatis necnon et consiliariis duodecim ipsius Universitatis, omnes nobiles in dicto studio de presenti agentes, hac die, hora matutina,

post decensum hore doctoralis convocari fecimus in cappella domus habitacionis nostre, ubi personaliter existentibus, presentibus eciam reverendo patre, domino abbate Mansiade, ac dictis locumtenentibus rectoris, dominis doctoribus utriusque Facultatis necnon et consiliariis ac licenciatis, baccalariis et studentibus, in tali numero, quod in cappella vix poterant recipi predicta, dicte questioni et debato finem imposuimus, per ordinacionem nostram in perpetuum valituram, que talis est : quod ex nunc in antea nobiles in dicto studio, causa studii degentes, tam presentes quam posteri, qui primo ad dictum studium venerint, primum locum teneant; qui venerint secundo, teneant locum inmediate sequentem; qui vero tercio venerint subsequantur, et sic fiat successive de aliis supervenientibus; a qua ordinacione pontificalem excipimus dignitatem ac filios imperatorum, regum, ducum et comitum et eciam abbates, qui munus fuerint benedictionis assecuti, nec non et doctores ceterosque, qui propter gradus prerogativam, alios precedere debent et consueverunt, juxta tenorem statutorum dicte Universitatis, quibus per presentes in nullo intendimus derogare. Et quia canonici Magalonensis ecclesie solent in dicto studio prerogativa honoris decorari, ideo prepositum ipsius ecclesie, si studens fuerit, sicut solet, dictis nobilibus anteponi decernimus. Quam ordinacionem, de consilio quorum supra, ex nunc in antea observari precipimus inviolabiliter et teneri, sub pena, in contra facientes aut eis consilium vel favorem dantes, privacionis honorum, graduum et privilegiorum dicti studii, jam concessorum et imposterum quomodolibet concedendorum. Volumus insuper ut presens ordinatio, ad perpetuam rei memoriam, in libro statutorum dicti studii, cum aliis statutis, describatur et singulis annis, ut cetera statuta, diebus solitis et aliis, prout expedierit, publicetur.

Datum die xxv^{a} mensis Februarii, anno a Nativitate Domini millesimo III^{c} nonagesimo nono, cum sigilli nostri appensione, in robur et testimonium premissorum.

Orig. : Biblioth. de l'Univ. de Montpellier, *Liber Rectorum,* fol. 45 r°. Publ. : J. Castelnau, *Notice sur le Liber Rectorum*, dans les *Mém. de la Soc. archéol. de Montpellier,* t. II, p. 81. — Cf. pièce précédente.

1. Rubrique écrite à l'encre noire.

APPENDICE

1. — *Calendrier du Liber Rectorum.* — Montpellier, [xive siècle].

			Jànuarius habet dies xxxi.
			Luna xxx.
	A.		Circuncisio Domini.
	b.	iiii.	
	c.	iii.	
	d.	ii.	
xix.	e.	[nonas].	
viii.	f.	viii.	[6 janv.]. Epiphania Domini. Sermo ad clerum in domo Carmelitarum, si mandant [Addit. xve s.]
	g.	vii.	
iii.	A.	vi.	
	b.	iiii.	
xi.	c.	iii.	
	d.	ii.	
xix.	e.	nonas (sic).	
viii.	f.	viii.	[13 janv.]. Octabe Epiphanie. Ylarii episcopi. Hic debet fieri missa solempnis deffunctorum in ecclesia Predicatorum, et debent tenere intorticias domini episcopi vicarius necnon nobiles, si sint, et majores, usque sit facta communio per illum qui celebrat missam, nisi in dominica occurreret, quia tunc fiet in festo proxime sequenti.
	g.	vii.	

xvi.	A.	vi.	
v.	b.	v.	[10 janv.]. Electio rectoris [Addit. xvie s.].
	c.	iiii.	[17 janv.]. Anthonii confessoris.
xiii.	d.	iii.	
ii.	e.	ii.	[19 janv.]. Denuntiatio rectoris [Addit. xviie s.].
	f.	ydus. (sic).	[21 janv.]. Fabiani et Sebastiani martyrum. In festo beatorum Fabiani et Sebastiani fit sollemnis processio et debent interesse omnes de universitate in ecclesia tam studentes quam alii, cum missa et sermone.
x.	g.	kl.	
	A.	xviii.	[22 janv.]. Vincencii martiris.
xviii.	b.	xvii.	
vii.	c.	xvi.	
	d.	xv.	[25 janv.]. Conversio Sancti Pauli. In hoc festo conversionis Sancti Pauli habetur sermo in ecclesia Fratrum Minorum, ut consuetum est fieri, [si] requirantur.
xv.	e.	xiiii.	
	f.	xiii.	
	g.	xii.	
xii.	A.	xi.	
i.	b.	x.	
	c.	ix.	

Februarius habet dies xxviii.

Luna xxix.

	d.		[1 fév.]. Publicatio rectoris.
xi.	e.	iiii.	[2 fév.]. Purificacio Beate Marie.
xii.	f.	iii.	[3 fév.]. Sancti Blasii episcopi et martiris.
	g.		
	A.	non.	
xvi.	b.	viii.	
v.	c.	vii.	
	d.	vi.	
xiii.	e.	v.	
ii.	f.	iiii.	
	g.	iii.	
x.	A.	ii.	[12 fév.]. Sancte Eulalie virginis et martiris. Non legitur.

	b.	ydus.	
XVIII.	c.	XVI.	kl.
VII.	d.	XV.	
	e.	XIIII.	
XV.	f.	XIII.	
IIII.	g.	XII.	
	A.	XI.	
XII.	b.	X.	
I.	c.	IX.	
	d.	VIII.	[22 fév.]. Cathedra Sancti Petri. — Sermo in domo Minorum, si mandant, ad clerum [Addit. xv^e s.].
IX.	e.	VII.	
	f.	VI.	[24 fév.]. Mathie Apostoli.
XVII.	g.	V.	
VI.	A.	IIII.	
	b.	III.	
XIIII.	c.	II.	

Marcius habet dies XXXI.

Luna XXX.

III.	d.		
	e.	VI.	
XI.	f.	V.	
	g.	IIII.	
XIX.	A.	III.	
VIII.	b.	II.	
	c.	non.	[7 mars]. Sancti Thome de Acquino. — Sermo ad Predicatores [Addit. xv^e s.].
XVI.	d.	VIII.	
V.	e.	VII.	
	f.	VI.	
XIII.	g.	V.	
IX.	A.	IIII.	[12 mars]. Gregorii pape. — Sermo in Minoribus, si mandant [Addit. xvi^e s.].
	b.	III.	
X.	c.	II.	
	d.	ydus.	

XVIII.	e.	XVII.	
VII.	f.	XVI.	
	g.	XV.	
XV.	A.	XIIII.	
IIII.	b.	XIII.	
	c.	XII.	[21 mars]. Benedicti abbatis. Sermo ad clerum in collegio Sancti Benedicti.
XII.	d.	XI.	
I.	e.	X.	
	f.	IX.	
IX.	g.	VIII.	[25 mars]. Annunciacio Beate Marie.
	A.	VII.	
XVII.	b.	VI.	
VI.	c.	V.	
	d.	IIII.	
XIIII.	e.	III.	
III.	f.	II.	

Aprilis habet dies xxx.

Luna xxix.

	g.		
XI.	A.	IIII.	
	b.	III.	
XIX.	c.	II.	[4 avril]. Ambrosii episcopi et confessoris. — Pasqua anno M° V^{c} XVIII° [Addit. xvi^{e} s.].
VIII.	d.	non.	
XVI.	e.	VIII.	
V.	f.	VII.	
	g.	VI.	
XIII.	A.	V.	
II.	b.	IIII.	
	c.	III.	
X.	d.	II.	
	e.	ydus.	
XVIII.	f.	kl.	Maii.
VII.	g.	XVII.	
	A.	XVI.	

XV.	b.	XV.	
IIII.	c.	XIIII.	
	d.	XIII.	
XII.	e.	XII.	
I.	f.	XI.	
	g.	X.	
IX.	A.	IX.	
	b.	VIII.	[24 avril]. Sancti Marchi Evangeliste.
			Item, vaccaciones Pasche a die Mercurii sancta inclusive, usque ad diem Mercurii sequentem, similiter inclusive.
			In die Jovis in Cena consuevit esse sermo in domo Augustinorum, et interest rector in sermone cum scolasticis et scolaribus, scilicet post prandium.
XVII.	c.	VII.	
VI.	d.	VI.	
	e.	V.	
XIIII.	f.	IIII.	
III.	g.	III.	[29 avril]. Petri martiris.
	A.	II.	

			Maius habet dies XXXI.
			Luna XXX.
XI.	b.		[1 mai]. Philippi et Jacobi.
	c.	VI.	
XIX.	d.	V.	[3 mai]. Invencio Sancte Crucis. Sermo ad clerum in domo Carmelitarum.
VIII.	e.	IIII.	
	f.	III.	
XVI.	g.	II.	[6 mai]. Johannis ante Portam latinam.
	A.		
	b.	VIII.	
XIII.	c.	VII.	[9 mai]. Translacio Sancti Nicolai.
II.	d.	VI.	
	e.	V.	
X.	f.	IIII.	
	g.	III.	
XVIII.	A.	II.	

vii.	b.	ydus.	
xv.	d.	xvi.	
iiii.	e.	xv.	
	f.	xiiii.	[18 mai]. Yvonis confessoris. — Sermo in ecclesia Sancte Eulalie et missa cum eodem [Addit. xv^e s.]. — Quod fuit longuo tempore obmissum, verum isto anno continuabitur et perseverabitur usque in finem dierum nostrorum [Addit. xvi^e s.].
xii.	g.	xiii.	
i.	A.	xii.	
	b.	xi.	
ix.	c.	x.	
	d.	ix.	
xvii.	e.	viii.	
vi.	f.	vii.	
			Ascencionis Domini, Penthecostes cum duobus diebus sequentibus, festum Eucaristie Domini, sicut eveniunt.
	g.	vi.	
xiiii.	A.	v.	
iii.	b.	iiii.	
	c.	iii.	
xi.	d.	ii.	

Junius habet dies xxx.

Luna xxix.

	e.		
xix.	f.	iiii.	
viii.	g.	iii.	
xvi.	A.	ii.	
v.	b.	non.	
	c.	viii.	
xiii.	d.	vii.	
ii.	e.	vi.	
ii.	f.	v.	
x.	g.	iiii.	
	A.	iii.	[11 juin]. Barnabe Apostoli.
xviii.	b.	ii.	
vii.	c.	ydus.	

	d.	kl.	Julii.
xv.	e.	xvii.	
iiii.	f.	xvi.	
	g.	xv.	
xii.	A.	xiiii.	
i.	b.	xiii.	
	c.	xii.	
ix.	d.	xi.	
	e.	x.	
xvii.	f.	ix.	
vi.	g.	viii.	[24 juin]. Nativitas Beati Johannis Baptiste. — Vigilia [Addit. xv^e s.].
	A.	vii.	
xiiii.	b.	vi.	
iii.	c.	v.	
	d.	iiii.	
xi.	e.	iii.	[29 juin]. Petri et Pauli Apostolorum. — Vigilia [Addit. xv^e s.].
	f.	ii.	[30 juin]. Commemoracio Sancti Pauli.

Julius habet dies xxxi.

Luna xxx.

xix.	g.		
viii.	A.	vi.	
	b.	v.	
xvi.	c.	iiii.	
v.	d.	iii.	
v.	e.	ii.	
xiii.	f.	non.	
ii.	g.	viii.	
	A.	vii.	
x.	b.	vi.	
	c.	v.	[11 juill.]. Translacio Sancti Benedicti confessoris.
xviii.	d.	iiii.	
vii.	e.	iii.	
	f.	ii.	
xv.	g.	ydus.	
iiii.	A.	xvii.	

	b.	xvi.	
xii.	c.	xv.	
i.	d.	xiiii.	
	e.	xiii.	[20 juill.]. Sancte Margarete virginis.
ix.	f.	xii.	
	g.	xi.	[22 juill.]. Sancte Marie Magdalene.
xvii.	A.	x.	
vi.	b.	ix.	
	c.	viii.	[25 juill.]. Sancti Jacobi Apostoli. — Vigilia [Addit. xvi^e s.].
xiiii.	d.	vii.	[26 juill.]. Sancte Anne martiris.
iii.	e.	vi.	
	f.	v.	
xi.	g.	iiii.	
	A.	iii.	
xix.	b.	ii.	[31 juill.]. Sancti Germani episcopi et confessoris.

Augustus habet dies xxxi.

Luna xxx.

viii.	c.		[1 août]. Petri ad vincula.
xvi.	d.	iiii.	
v.	e.	iii.	
i.	f.	ii.	
xiii.	g.	non.	[5 août]. Dominici confessoris.
ii.	A.	viii.	
	b.	vii.	
x.	c.	vi.	
	d.	v.	
xviii.	e.	iiii.	[10 août]. Laurencii martiris. Vigilia.
vii.	f.	iii.	
	g.	ii.	
xv.	A.	ydus.	
iiii.	b.	xix.	
	c.	xviii.	[15 août]. Assumptio Beate Marie. Vigilia.
xii.	d.	xvii.	[16 août]. S. Roch. [Addit. xvi^e s.].
i.	e.	xvi.	
	f.	xv.	
ix.	g.	xiiii.	[19 août]. Ludovici episcopi et confessoris.

	A.	XIIII.	
XVII.	b.	XII.	
VI.	c.	XI.	
	d.	X.	
XIIII.	e.	IX.	[24 août]. Bartholomei Apostoli. Vigilia.
III.	f.	VIII.	
	g.	VII.	
XI.	A.	VI.	[27 août]. Consecracio ecclesie Sancti Firmini.
XIX.	b.	V.	[28 août]. Sancti Augustini. Sermo ad clerum in collegio Sancti Augustini, et debent denunciari b[accalarii].
	c.	IIII.	
VIII.	d.	III.	[30 août]. Decollacio Beati Johannis Baptiste. In XXIX s. c.
	e.	II.	[31 août]. Miracula Beate Marie de Tabulis.

September habet dies xxx.

Luna xxx.

XVI.	f.		[1 sept.]. Egidii abbatis.
V.	g.	IIII.	
	A.	III.	
XIII.	b.	II.	
II.	c.	non.	
	d.	VIII.	
X.	e.	VII.	
	f.	VI.	[8 sept.]. Nativitas Beate Marie.
XVIII.	g.	V.	
VII.	A.	IIII.	
	b.	III.	
XV.	c.	II.	
IIII.	d.	ydus.	
	e.	XVIII.	[14 sept.]. Exaltacio Sancte Crucis. In Carmelit.
XII.	f.	XVII.	
I.	g.	XVI.	
	A.	XV.	
IX.	b.	XIIII.	
	c.	XIII.	
XVII.	d.	XII.	
VI.	e.	XI.	[21 sept.]. Mathei Apostoli et Evangeliste.

	f.	X.	
XIII.	g.	IX.	
	A.		
	b.	VII.	[25 sept.]. Cleofe discipuli Domini [Addit. xvi^e s.].
XI.	c.	VI.	
	d.	V.	
XIX.	e.	IIII.	
VIII.	f.	III.	[29 sept.]. Dedicacio Sancti Michaelis. Ista die tenetur consilium pro ordinacione lecture.
	g.	II.	[30 sept.]. Ieronimi presbiteri et confessoris. Sermo ad clerum in collegio Sancti Benedicti, et die crastina denuncientur doctores legentes. Item, die sequenti post, denunciabuntur volentes admicti ad extraordinarium, quod veniant ad domum bedelli, qui ponat eorum nomina in scriptis. Die vero Beati Jeronimi, bedellus generalis debet ire ad domos dominorum doctorum, ad sciendum si volent legere vel non, et ea denunciare in scolis.

October habet dies xxxi.

Luna xxx.

XVI.	A.		
V.	b.	VI.	
XIII.	c.	V.	
II.	d.	IIII.	[4 oct.]. Francisci confessoris. Sermo Fratrum Minorum.
	e.	III.	
X.	f.	II.	
	g.	non.	
XVIII.	a.	VIII.	
VII.	b.	VII.	[9 oct.]. Dionisii sociorumque ejus.
	c.	VI.	
XV.	d.	V.	[11 oct.]. Firmini episcopi et confessoris.
IIII.	e.	IIII.	
	f.	III.	
XII.	g.	II.	
I.	A.	ydus.	
	b.	XVII.	
IX.	c.	XVI.	

	d.	xv.	[18 oct.]. Luce Evangeliste. In die Beati Luce fit sermo in ecclesia Fratrum Minorum, et tenentur dicti Fratres dicere bedello generali quod habeat dictum sermonem denuntiare in auditoriis dominorum doctorum. Die sequenti, in ecclesia Predicatorum cantatur missa solempnis, in qua debent portare domini rector, [vicarius] episcopi, nobiles, si sint, doctores, licentiati, intorticias in elevacione corporis Christi in eadem missa, et eas tenere usque in fine[m] communionis; et similiter omnes studentes debent ire ad offertorium post evangelium, cum uno pataco etc. — Die sequenti non legitur.
xvii.	e.	xiiii.	
vi.	f.	xiii.	
	g.	xii.	
xiiii.	A.	xi.	
iii.	b.	x.	
	c.	ix.	
xi.	d.	viii.	
	e.	vii.	
xix.	f.	vi.	[27 oct.]. Vigilia.
viii.	g.	v.	[28 oct.]. Apostolorum Symonis et Jude. Sermo in ecclesia Fratrum Minorum. A festo Sancti Luce usque [ad] festum Pasche, habemus sermonem diebus dominicis in ecclesia Predicatorum.
	A.		
xvi.	b.	iii.	
v.	c.	ii.	

November habet dies xxx.

Luna xxx.

	d.		[1 nov.]. Omnium Sanctorum. Sermo in ecclesia Fratrum Minorum.
xiii.	e.	iiii.	[2 nov.]. Commemoracionis deffunctorum. Ista die debet legi.
ii.	f.	iii.	
	g.	ii.	
x.	A.	non.	
	b.	viii.	
xviii.	c.	vii.	
vii.	d.	vi.	
	e.	v.	
xv.	f.	iiii.	

IIII.	g.	III.	[11 nov.]. Martini episcopi. Sermo in ecclesia Fratrum Minorum.
	A.	II.	
XII.	b.	ydus.	
I.	c.	XVIII.	[14 nov.]. Ruphi episcopi et confessoris. Sermo ad clerum. Missa solempnis cum sermone in collegio Sancti Ruphi, et ibidem debent interesse dominus rector cum tota universitate, et sub pena prestiti juramenti, bedellus generalis debet denuntiare, si requiratur per dominos dicti collegii, aliter non.
	d.	XVII.	
IX.	e.	XVI.	
	f.	XV.	
XVII.	g.	XIIII.	
VI.	A.	XIII.	
	b.	XII.	
	c.	XI.	
	d.	X.	
	e.	IX.	
	f.	VIII.	
	g.	VII.	[25 nov.]. Katherine virginis et martiris. Sermo in ecclesia Fratrum Minorum, et debet denuntiari per bedellum generalem in auditoriis dominorum doctorum de mane, si requiratur per Fratres Minores, aliter non.
	A.	VI.	
VIII.	b.	V.	
	c.	IIII.	
	d.	III.	
	e.	II.	[30 nov.]. Sancti Andree Apostoli. Vigilia. Sermo in dicta ecclesia Fratrum Minorum, et debet denunciari per bedellum, ut supra etc., si requiratur.

December habet dies XXXI.

Luna XXX.

XIII.	f.		
II.	g.	IIII.	
	A.	III.	
X.	b.	II.	[4 déc.]. Barbare virginis et martiris. [Addit. XV[e] s.].
	c.	non.	

xviii.	d.	viii.	[6 déc.]. Nicolai episcopi. Sermo in ecclesia Fratrum Minorum, et debet denunciari per bedellum generalem, si requiratur etc.
vii.	e.	vii.	
	f.	vi.	[8 déc.]. Concepcionis Beate Marie. Sermo in eadem ecclesia, et debet denunciari, ut supra, per bedellum generalem, si requiratur etc.
xv.	g.	v.	
iiii.	A.	iiii.	
	b.	iii.	
xii.	c.	ii.	
i.	d.	ydus.	[13 déc.]. Lucie virginis et martiris.
	e.	xix.	
ix.	f.	xviii.	
	g.	xvii.	
xvii.	A.	xvi.	
v.	b.	xv.	
	c.	xiiii.	[19 déc.]. Hac die celebratur anniversarium bone memorie domini Urbani pape, fundatoris collegii Sancti Benedicti et Germani, qua die dicitur missa et sermo ad Universitatem.
xiiii.	d.	xiii.	
iii.	e.	xii.	[21 déc.]. Sancti Thome Apostoli. Vigilia.
	f.	xi.	
xi.	g.	x.	
xix.	A.	ix.	
	b.	viii.	[25 déc.]. Nativitas Domini. Vigilia. Vaccaciones Domini sunt a vigilia Nativitatis Domini inclusive, usque ad Epiphaniam Domini similiter inclusive.
viii.	c.	vii.	[26 déc.]. Stephani martiris.
	d.	vi.	[27 déc.]. Beati Johannis.
xvi.	e.	v.	[28 déc.]. Innocencium.
v.	f.	iiii.	
	g.	iii.	
xiii.	a.	ii.	

Orig. : Biblioth. de l'Univ. de Montpellier, *Liber Rectorum,* fol. 2 r°-7 v°. Écriture du texte du manuscrit, avec un certain nombre d'additions, principalement du xve et du xvie siècle, indiquées entre crochets.

2. — *Extrait des Lettres de l'étudiant Gui de Bazoches.* — [Montpellier, fin du XII^e siècle].

LETTRE IX.

Venerabili viro, magistro suo N., G. de Basochis, venienti culpam emendare, veniam dare. Dilectio, qua, nisi fallor, affectu fere paterno visceribus complector in vestris, in quantum me fidutie de vestra dilectione culmen attollat, ex istis, quas vobis dirigo, litteris, luce lucidius licet agnosci... Discretio vestra nec causam nec metam mee peregrinationis ignorat. Circuivi amicos meos et perambulavi eos; non fuit qui meo condoleret exilio, futuris cumpateretur erumpnis, proficiscenti [1] manum porrigeret auxiliarem. Quid agerem?

Turpe erat inceptis desistere, turpe morari,
  Ponere consilium propositumque meum.
Rursus id incipere est visum puerile, quod etas,
  Quod grave, quod longum prepediebat iter.

Attendens autem quia bonum est confidere in Domino quam confidere in homine, omnem opem meam ponere [statui] in Deum et, ipsi me tota devotione committens, egressus patriam laboriosum iter aggressus sum. Viarum dificultatem, asperitatem frigoris, temporis tedium, hostium timorem, laborem in vigiliis, in injuriis patientiam, quia vocor ad alia, preterire compellor. Magistrum quoque... [2] quamvis et gravitas et prolixitas prohiberet itineris, tamen, ut nullum meorum, nullum eorum, qui vel nature vel collati beneficii memores esse debuerant, relinquerem intemptatum visitari, non dubitavi

Per juga, per montes, per aquas transire rapaces,
  Horrida perque suis non minus antra feris.
Per vales nebulis vastoque horrore sepultas,
  Per jugem glaciem perpetuasque nives.

Et apud eum quidem jocundi frontis delicias et candorem lete promissionis inveni; ad locum enim, in quo nunc habito, se venturum in brevi michique

probationem dilectionis, operis exibitionem promisit uberius exibiturum. Denique, post ima vallium, prerupta montium, devexa collium et propter nimium laborem curasque mordaces, nostris equis debilitatis, attenuatis corporibus sumptibusque consumptis, quasi nave quassata, malo confracto, naufragium nudus evadens, vix apud Montem appuli Pessulanum. Inter hec quis michi status, quis mentis habitus quidve sim acturus, pietas, queso, vestra perpendat et illos, quos super afflictos gestare consuevit, per fenestram pie conpassionis casibus meis oculos cordis inclinet. Et quoniam scriptum est « omni tempore diligit qui amicus est et frater in angustiis comprobatur », totius supplicationis et devotionis passibus ad inexhaustum fontem vestre bonitatis accedo, sternens humiles preces, ut in tot et tantis posito mihi pressuris, quantum decet et opus est, opem impendatis et inclinatis partibus manum juvaminis imponatis...

LETTRE XI.

Excellentibus mentis et generis nobilitate personis, consanguinitate sibi conjunctis, G. de Basochis, ad eterna transire de transitoriis bonis. De terra longinqua scribere vobis tria me compulerunt, o reverentissimi viri dilectissimique michi parentes: primo scilicet, ut meus vobis innotescat [3] [amor]; secundo, vester desideriis meis certa significatione satageret; tercio, si quid egerim, quod paternos offendat animos, quo sola non possum supplicatione deberem... Jam vero statum meum et epistolaris prolixitas et ordo propositi paucis imperat annotari, suscepta peregrinatione quam michi necessitas injungebat, post infinita tedia, post immensos timores et labores emensos, post longum et asperum iter, sumptibus etiam quamvis paucis, tamen exhaustis, altius latius quam quisque ratus esset evacuatis, superatis denique multis que fastidit brevitatis amor evolvere, vix apud Montempessulanum pene pessumdatus potui pervenire. Hic diu borealis insanie minas, hic [h]orride brume sevitiam, hic fidem fortune male blandientis expertus sum, hic, inter alios, menses Novembris, Decembris et Januarii, quasi triplicis hostis assultus sustinui ferotiores:

Hic ventis, hic imbribus, hic me frigore lesit;
  Hic malus, hic pejor, pessimus ille fuit.

Inter hec utcumque perseveravi, corpore quidem incolumis, si debet incolumis appellari qui nudus ab amicis, procul a patria sua, remotus a parentibus suis, insueto paupertatis honere pressus egrotat. Et hec vobis de statu meo dicta sufficiant [4]...

Biblioth. de la ville de Luxembourg, *Lettres de Gui de Bazoches,* fol. 24 v°-26 v° (lett. IX) et 29 v°-32 v° (lett. XI). — Cf. *Chartularium Univers. Paris.,* t. I, p. 55.

1. prociscicenti. — 2. Espace en blanc, suffisant pour 10 lettres. — 3. ignotescat. — 4. suffitiant.

---

3. — *Extrait de la biographie du troubadour Hugue de Saint-Circ.* — [Vers 1200].

N'Uc de Saint Circ si fo de Caersi, d'un borc que a nom Tegra. Fils fo d'un paubre vavassor, que ac nom n'Arman de Saint Circ, per so quel castels don el fo a nom Saint Circ, qu'es al pe de Sainta Maria de Rocamador, que fo destruitz per guerra e derrocatz. Aquest n'Uc si ac gran ren de fraires majors de se; e volgron lo far clerc e manderon lo a scola a Monpeslier. E quant ill cuideron que ampares letras, el amparet cansos e vers e sirventes e tensos e coblas, els fach els dich dels valens homes e de las valens domnas que eron el mon ni eron estat; e com aquel saber s'ajoglari.

Orig. : Biographie du troubadour Hugue de Saint Circ, publiée par M. Chabaneau, dans *Histoire générale de Languedoc,* t. X (1885), p. 259, et tirée à part (Toulouse, Privat. 1885, in-4°).

---

4. — *Séjour de Pétrarque à l'Université de Montpellier.* — 1319-1323.

Inde [de Carpentras] ad Montempessulanum, legum ad studium profectus, quadriennium ibi alterum; inde Bononiam, et ibi triennium expendi.

(F. Petrarchæ De origine et vita sua).

Inde, ut jurisconsultus evaderet, ad Montempessulanum — famosum est oppidum Galliæ Transalpinæ — patris jussu, ut legibus studeret, mittitur, et jus civile per quatuor continuos annos [1] audivit, præceptores habuit Joannem Caldarinum, Bononiensem, et Bartholomæum de Ossa, patria Bergomensem, jurisconsultos consummatissimos, a quibus diligebatur.

(Vita Petrarchi per Hieron. Squarzafichum).

Domo puer egressus mea nec, vel senex, rediens, totum pene tempus in studiis trivi,... neque viros tantum, sed et urbes doctas adii, ut doctior inde meliorque reverterer; Montempessulanum primo, quod per annos pueritiæ proprinquior essem illi loco, mox Bononiam, post Tholosam et Parisios, Pataviumque et Neapolim, ubi studia tunc florebant.

(F. Petrarchæ Opera, Bâle, 1554. p. 1041. A. Germain, *Faculté de Droit de Montpellier,* p. 7, note 2.*)*

Vicina jam pubertate, ad Montempessulanum, florentissimum tunc oppidum jurisque ad studium delati, aliud ibi quadriennium exegimus; cujus tunc potestas penes majoris Balearicæ regem erat, exiguum præter loci angulum Francorum regi subditum, qui, ut semper præpotentium importuna vicinia est, brevi totius oppidi dominium ad se traxit. Quænam vero tunc ibi quoque tranquillitas! Quæ pax! Quæ divitiæ mercatorum! Quæ scholarium turba! Quæ copia magistrorum!

(F. Petrarchæ, Rerum senilium liber X, epist. 2, p. 868 dans le vol. des *Opera,* de Bâle. Cité par A. Germain, *ibid.)*

1. La date du séjour de Pétrarque à Montpellier se place entre 1319 et 1323, d'après Fracarretti (I, 223) soit de 15 à 19 ans, puisqu'il était né en 1304.

5. — *Mandement de Philippe VI de Valois, au sujet du Serment prêté à l'Évêque de Maguelone par les candidats à la licence et au doctorat et de la juridiction dudit Évêque, avec le vidimus d'une enquête faite à ce sujet par le sénéchal de Beaucaire, du 15 décembre 1328.* — Vincennes, juin 1338.

Confirmatio sentencie late pro episcopo Magalonensi super certo juramento sibi prestando per licenciandos et doctorandos in villa Montispessulani.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis, presentibus et futuris, nos infra scriptas vidisse litteras, formam que sequitur continentes :

Huguo Quiereti, miles domini nostri, Francorum regis, senescallus Bellicadri et Nemausi, rectori regio Montispessulani ceterisque justiciariis regiis dicte senescallie et eorum alteri seu eorum locatenentibus, salutem. Nuper significato nobis per procuratorem domini Magalonensis episcopi cum querela, quod vos, seu alter vestrum, jurisdictionem suam spiritualem nitebamini contra justiciam impedire, asserentes eum non posse cogere laicos sui episcopatus per censuram [1] ecclesiasticam ad solvendum censum sive tributum annuum, racione et causa confratriarum ad Dei honorem et sanctorum ejus institutarum, debitum, nec alias de eisdem confratriis inter dictos laicos sine obligacione juramenti se aliquathenus intromittere ; asserentes etiam eum vel ejus vicarium seu officialem pro eo, sine prejudicio prefati domini nostri regis, non posse exigere juramentum a licenciandis et doctorandis in Facultate canonica seu civili in Studio generali ville Montispessulani sub hac forma : « Juro quod ero obediens et fidelis domino Magalonensi » episcopo ejusque successoribus canonice substitutis et quod eidem episcopo » ejusque ecclesie dabo fidele concilium requisitus, ac quod contra eumdem » ejusque ecclesiam non me scienter opponam » ; et ulterius pretendentes eumdem dominum episcopum non posse cogere laicos prefatos ad respondendum in sua curia spirituali ville Montispessulani, coram eo seu ejus vicario vel officiali, super bonis immobilibus seu hereditagiis, que ipsi laici tenent in amphiteosim sub annuo censu [2] ab ecclesiis seu personis ecclesiasticis ; nos, super hiis veritatem scire volentes, per venerabilem et dis-

cretum virum, dominum Johannem de Pareda, judicem majorem dicte senescallie, informationem solertem, vocatis dicto rectore et procuratore regio ejusdem senescallie, mandavimus fieri et recipi. Et quia dictis rectore et procuratore in jure prefati domini nostri regis auditis, tam per privilegia [et] litteras regias in processu dicte informacionis exhibita et producta, quam per testes idoneos in eodem processu receptos et productos, co[n]stitit dictum dominum episcopum Magalonensem, qui est et qui pro tempore fuerit, posse et potuisse juramentum premissum licite exigere et recipere a licenciandis et doctorandis in Facultate canonica vel civili in Studio generali ville Montispessulani, nec non super sanctis dictarum confratriarum et super bonis immobilibus seu hereditagiis, que ab ecclesiis vel personis ecclesiasticis in amphiteosim tenentur, laicos prefatos posse et potuisse per censuram [1] ecclesiasticam cogere ad respondendum coram eo, seu ejus vicario vel officiali, in sua curia spirituali ville Montispessulani, per nostram sentenciam diffinitivam pronunciavimus, decrevimus et declaravimus dominum episcopum prefatum, qui nunc est, et suos in posterum successores, episcopo Magalonensi potuisse et posse, nunc et in futurum, dictum juramentum licite a dictis licenciandis et doctorandis exigere et recipere, nec non laicos prefatos infra limites sui episcopatus comorantes per censuram [1] ecclesiasticam cogere ad respondendum super omnibus premissis coram eo vel ejus vicario seu officiali in sua curia spirituali ville Montispessulani. Quocirca vobis et vestrum cuilibet precipimus et mandamus quatenus dictum dominum episcopum, vicarium aut officialem suos in premissis vel aliquo premissorum exinde nullathenus impediatis, turbetis aut quomodolibet molestetis neque turbari aut molestari ab aliis permittatis. Datum sub sigillo senescallie predicte, die decima quinta Decembris, anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo octavo.

Nos autem sentenciam prefatam, de qua nobis plene co[n]stat, et litteras predictas, ut omnia et singula in eis contenta, ratas habentes et gratas, auctoritate presentium, ex dicta sentencia confirmamus volumusque et precipimus ipsas per justiciarios nostros inviolabiliter observari. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum, nostro in aliis et alieno in omnibus jure salvo. Actum apud boscum

Vicenne, anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo octavo, mense Junio. — Per dominum regem. Barr.

Orig. : Archives Nationales, JJ. 65, fol. 148 v°, n° 221.

1. sensuram. — 2. sensu.

---

6. — *Publication des lettres de sauvegarde de Charles IV le Bel en faveur de l'Université de Droit de Montpellier.* — Montpellier, 8 février 1336 (n. st.).

Noverint universi quod nos, Johannes de Conchis, domicellus et pro domino nostro rege bajulus ville Montispessulani, vidimus, tenuimus, legimus et de verbo ad verbum diligenter inspeximus quedam publica instrumenta, non viciata, non suspecta nec cancellata, sed omni prorsus vicio et suspicione carentia, per notarios publicos, ut in eisdem legitur, confecta, formam continentia subsequentem.

Et primo unum instrumentum publicationis cujusdam salvagardie, per bone memorie illustrissimum principem, dominum Karolum, Francorum regem, studio utriusque Juris ville Montispessulani [concessum], cujus tenor talis est :

In Dei nomine, amen. Anno ejusdem incarnationis millesimo trescentesimo tricesimo quinto et die octava mensis Febroarii, domino Philippo, Dei gratia Francorum rege, regnante, existens sive personaliter constitutus in parte regia Montispessulani, in mei, notarii, et subscriptorum testium presencia, discretus vir, magister Petrus de Camino, notarius regius ac bedellus generalis universitatis venerabilium scolarium Juris utriusque generalis Studii Montispessulani, sindicus et sindicario nomine dicte universitatis, prout de dicto sindicatu constat et fidem fecit per quoddam publicum instrumentum, cujus tenor inferius est insertus, coram nobili et potenti viro, domino Philippo de Pria, milite dicti domini nostri, Francorum regis, ejusque senescallo Bellicadri et Nemausi, presentavit eidem ac etiam in ejus

presencia legi peciit quasdam patentes litteras regias, in pargameno scriptas, sigillo magno regio cere viridi impendenti sigillatas, quarum tenor talis est:

Karolus, Dei gracia Francorum et Navarre rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem...

Datum apud Vincennas, anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo sexto, mense Marcio [1].

Quibus litteris presentatis, dictus magister Petrus, quibus supra nominibus, requisivit dictum dominum senescallum ut contenta in eisdem adimpleret seu adimpleri faceret juxta ipsarum continenciam et tenorem et cum dicti scolares studentes dicte universitatis Studii Montispessulani, bedelli neque familiares seu gentes sue non possint nec sint ausi ire de die neque de nocte secure per villam Montispessulani timore, seu metu curie Montispessulani illustris domini regis Majoricarum seu curialium ipsius curie, qui, tam de die quam de nocte, predictos scolares, bedellos, gentes et familiares ipsorum supeditant, vexant, injuriant et perturbant multis modis, prout in quodam processu, facto in Montepessulano per venerabilem virum, dominum Raymundum Saynerii, jurisperitum, de Nemauso, procuratorem regium senescallie Bellicadri et Nemausi et comissarium super questione ventilata inter dictam universitatem, ex una parte, et dictos curiales Montispessulani dicti domini regis Majoricarum illustris, per dictum dominum senescallum, deputatum, liquidum est videre; quare requisivit dictum dominum senescallum quatinus, virtute dicte salvagardie regie, baculos seu penuncellos regios in domibus dictorum scolarium, videlicet rectoris, bacallariorum et bedellorum dicte universitatis, ad tuhitionem et juris conservationem eorumdem, apponi faciat seu appendi et nichilominus dictam salvam gardiam regiam intimari bajulo Montispessulani ac locumtenentibus dicti domini regis Majoricarum ceterisque curialibus curie predicte, cum dictus bedellus non sit ausus ire secure per villam predictam, propter minas et terras, quas sibi faciunt servientes dicte curie, videlicet quidam, vocatus Pencheneria, et quidam alter. Et incontinenti dictus dominus senescallus, visis et intellectis litteris supradictis, volens contenta in eisdem adimplere, precepit et in mandatis dedit Colradino De Grace, Johanni Ademarii, alias

Lo Cuoc, et Robino de Martrayco, servientibus regiis Montispessulani, ibidem presentibus et audientibus, seu alteri ipsorum, quatinus dictam salvam gardiam regiam intiment omnibus et singulis personis et curialibus dicte ville Montispessulani, quibus per dictos scolares seu sindicos, procuratores seu bedellos dicte Universitatis fuerint requisiti eisdemque inhibeant ne de personis, bonis, familia, rebus ipsorum nullathenus se intromittant, sub pena quam incurrere possent erga dominum nostrum regem. Precepit eciam et in mandatis dedit dictus dominus senescallus eisdem servientibus, seu alteri ipsorum, quatinus in domibus dictorum rectoris, doctorum, bacallariorum seu bedellorum dicte universitatis, si requisiti et quando requisiti fuerint, apponant [penuncellos regios] ad tuhitionem et juris conservationem dictorum scolarium et bedellorum dicte universitatis ; et nichilominus precepit idem dominus senescallus predictis servientibus quod accedant ad bajulum Montispessulani dicti domini Majoricarum regis ipsumque requirant et defectum ipsius supleant, ut preconisari faciat per villam Montispessulani partis dicti domini regis Majoricarum quod nullus, cujuscumque status seu condicionis existat, sit ausus facere injuriam, violenciam, oppresiones seu indebitas novitates nullomodo dictis scolaribus predicte Universitatis neque suis bedellis seu familiaribus, quia ipsi sunt in salva regia gardia, et de predicta requisitione dicti servientes sibi fieri faciant publica instrumenta. Hec acta fuerunt in parte regia Montispessulani, ante domum domini Petri de Banio, jurisperiti, presentibus nobili et potenti viro, domino Hugone de Carsono, milite, rectore regio Montispessulani, magistris Raymundo Saynerii, procuratore regio, Petro de Banio, jurisperito, Bandeto Macarelli, advocato regio dicte senescallie, Guilhelmo Lunesii, Bertrando Auricule, notario, Johanne Roque, Guilhelmo Pelegrini, burgensi, habitatore Montispessulani, testibus ad premissa specialiter vocatis et rogatis, et me, Johanne de Podio, notario regio infrascripto.

Deinde, eodem die, quasi incontinenti, dictus Johannes Ademarii, alias Lo Cuoc, serviens regius, volens et cupiens exequi mandatum sibi factum per dictum dominum senescallum et de ipso peciit sibi fieri publicum instrumentum per me, notarium supra et infrascriptum, accessit personaliter una mecum, notario, et testibus infrascriptis, ad curiam Montispessulani illustris

domini regis Majoricarum et ibidem existens in presencia nobilis viri, domini Guillelmi Riperie, bajuli dicte curie eidemque dictam salvam gardiam regiam intimavit et ipsum requisivit orethenus, quatinus dictam preconisationem fieri faciat juxta mandatum dicti domini senescalli. Et dictus dominus bajulus, volens obedire mandatis dicti domini senescalli, dixit et paratum se obtulit preceptum ipsius domini senescalli cum effectu adimplere et nichilominus precepit omnibus servientibus dicte curie quod nullus sit ausus facere injuriam, violenciam, oppressiones nec indebitas novitates aliquas dictis scolaribus dicte Universitatis nec bedellis seu famulis ipsorum et precepit eciam Guillelmo Lauri, preconi seu inquantatori jurato dicte curie quatinus infrascriptam preconisationem faciat per loca consueta ville Montispessulani, talia vel similia fieri consueta, et incontinenti dictus preco juratus preconisavit ante dictam curiam, ut sequitur, mandato sibi facto per dictum dominum bajulum: « Baros, manda la cort de nostre senhor lo rey de » Malhorgas, senhor de Montpelier, a la requesta de mossenhor lo senes- » calc de Belcarie et de Nemse et fa a saber a tota persona, de qualque » condecion que sia, estranha o privada, que neguns no sia si ausartz que » ause far ni far far emjuria, violencia, ni oppressions ne neguna novitat en » neguna manieyra non degudas als senhors scolars studians de la Universitat » de l'Estudi de Monpeylier en dreg, ne a lurs familiars ne a lurs bedels del dig » Studi de Monpeylier, quar els e lurs bes e lurs bedels et lurs familiars son » en la salvagarda special de nostre senhor lo rey de Franssa, et qui » encontra ayso fara, la cort y faria so que far y devria sob tota merce ». Et presens preconisatio per dictum preconem facta fuit ante dictam curiam dicti domini regis Majoricarum, in presentia et testimonio magistrorum Petri Helies, Pontii Lemosini, jurisperitorum, Guilhermi Vaysoni, veyrerii, habitatorum Montispessulani, et mei, Johannis de Podio, notarii regii supra et infrascripti.

Postque, dictus preco, eodem die, yens et paulo post rediens, dixit et retulit suo juramento, se similem preconisationem fecisse per villam Montispessulani, videlicet in plano Herbarie, ante domum consulatus dicte ville, item in plano Pelliparie, item et in medio Macelli, item in Tabulis et in aliis locis ville Montispessulani, talia vel similia fieri consueta, de quibus dictus serviens et dictus sindicus, quibus supra nominibus, petierunt sibi fieri

publicum instrumentum. Hec acta fuerunt ante dictam curiam, ad que fuerunt testes Symon de Sancto Egidio, Firminus Basterii, Jacobus Benedicti, Bernardus de Ruthena et plures alii, et ego, Johannes de Podio, notarius regius supra et infrascriptus.

Et consequenter dictus serviens regius, ad requisicionem dicti magistri Petri de Camino, bedelli, quibus supra nominibus, accessit personaliter, una mecum, notario, et testibus infrascriptis, et juxta mandatum sibi factum per dictum dominum senescallum ad domum in qua inhabitat, dictus magister Petrus de Camino, bedellus dicte Universitatis et in ipsa domo ad requisitionem dicti magistri Petri et juxta mandatum sibi factum per dictum dominum senescallum et ad tuhitionem et juris conservationem dictorum scolarium et dicte Universitatis, baculum seu penuncellum regium posuit et dimisit. Accessit eciam ad turrim ecclesie Beate Heulalie de Montepessullano, in qua campana dicte Universitatis Studii predicti est apposita seu appensa et in capite dicti eloquerii, in alciori loco, ubi campana predicta est apposita, in medio dicte crucis seu eloquerii, dictus serviens regius baculum seu penuncellum regium, ad tuhitionem et juris conservationem dicte Universitatis, posuit et dimisit. Item, eciam accessit dictus regius serviens ad domum in qua inhabitat, juxta dictam ecclesiam Sancte Heulalie, magister Guilhermus Aloys de Crista, bacallarius in legibus, et ibidem penuncellum regium, ad tuhitionem et juris conservationem dicti Guillelmi et dicte Universitatis et juxta dictum mandatum, sibi factum per dictum dominum senescallum, posuit et dimisit; item, etiam accessit predictus serviens regius ad domum in qua inhabitat in Montepessulano in Costa Frigida dominus rector dicte Universitatis dicti Studii Montispessullani et ibidem, ad requisitionem dicti rectoris et bedelli, idem serviens regius penuncellum regium in dicta domo, ad tuhitionem et juris conservationem dicti rectoris et dicte Universitatis et juxta mandatum sibi factum per dictum dominum senescallum, posuit et dimisit. De qua quidem apposicione et omnibus aliis supradictis, dicti domini rector, bacallarii et bedellus et sindicus, quibus supra nominibus, pecierunt sibi fieri publicum instrumentum unum vel plura. Hec acta fuerunt in Montepessulano, tam juxta dictam ecclesiam Sancte Heulalie, quam in domo dicti domini rectoris dicte Universitatis. Ad que fuerunt

testes dominus Guilhermus Bonihominis, presbiter, frater Petrus Gacheti, ordinis Sancte Heulalie, Egidius Arnade, veyrerius, Robertus de Podio Rollando, de Aurelianis, magister Johannes Deodati, notarius, Petrus Culhayrerii, Petrus Torti, fusterius, Guido de Manciaco, Philippus Porolis et plures alii, habitatores Montispessullani, et ego, Johannes de Podio, notarius regius, qui de predictis requisitus notam recepi.

Tenor vero sindicatus talis est:

In nomine Domini, amen. Anno Nativitatis ejusdem millesimo CCC^{mo} tricesimo quinto, indictione tercia, die octava mensis Januarii, pontifficatus sancti in Christo patris, domini Benedicti, divina providencia pape XII, anno primo, in presencia mei, notarii, et testium subscriptorum, ad hec specialiter vocatorum et rogatorum, venerabilis vir, dominus Jacobus Gaschi, prior de Versio, locumtenens rectoris universitatis scolarium Montispessullani, et consiliarii ejusdem universitatis, non revocando alios procuratores per ipsos antea constitutos, fecerunt, constituerunt ac eciam ordinaverunt suum et dicte universitatis nomine verum, certum, indubitatum ac legitimum sindicum, actorem, factorem, procuratorem, negociorum gestorem et nuncium specialem, discretum virum, magistrum Petrum de Camino, notarium, licet absentem, tanquam presentem, videlicet ad agendum pro dicta universitate in omnibus et singulis causis, litibus, questionibus, controversiis, motis et movendis, incoatis et incoandis, et specialiter ad comparendum pro universitate predicta et ejus nomine coram reverendo in Christo patre, domino Bernardo, Dei gracia archiepiscopo Narbonensi, et ejus officiali vel coram quocumque alio judice, dato vel dando, et tam presenti quam futuro, in causa que vertitur inter Universitatem predictam, ex una parte, et Celestinum Seguerii, ex altera, et ad agendum, deffendendum, ex[c]ipiendum, replicandum, libellum et libellos et quascumque peticiones dandum et recipiendum, litem seu lites contestandum, de calumpnia seu de veritate dicenda jurandum et cujuslibet alterius generis juramentum in animam dicte universitatis prestandum... Actum in Montepessulano, in capitulo Fratrum Predicatorum, presentibus dominis Guillelmo de Manso, jurisperito, Vienensis diocesis, Johanne de Coguerio, Lugdunensis diocesis, bacallario in legibus, et quam pluribus aliis. Et ego, Andreas, dictus Montucte

de Pisis, sancte Romane Ecclesie ac Imperiali auctoritate publicus notarius, premissis omnibus interfui rogatus et in publicam formam redegi et propria manu scripsi et me solito signo signavi. Est autem sciendum quod ego, Bernardus de Ortelhano, notarius, juratus et substitutus magistri Johannis de Podio, notarii regii supradicti, hoc instrumentum de ejus nota, non cancellata, fideliter extraxi et in hanc formam publicam redegi. Ego vero, Johannes de Podio, notarius regius predictus, facta collatione diligenti, in testimonium premissorum hic me subscribo et signo.

Orig.: Collection de M. A. de Massilian, de Montpellier, chartes, n° 9 (dans un vidimus des privilèges de l'Université par le bayle de Montpellier, du 31 mai 1410. Voy. T. II du Cartulaire).

1. Pièce n° 44 du Cartulaire.

---

7. — *Minutes des réceptions des licenciés et docteurs du notaire Jean de Sala.* — Montpellier, 1341-1342.

Liste des noms des candidats.

1341 (6 juillet, etc). — Bertrandus de Tornamira, de Montpellier (fol. 1 r° et 14 r°).
1341 (29 mai, etc). — Gaufridus de Sancto Paulo, de Carpentras (fol. 2 v°. Publié sous le n° 78 du Cartulaire).
1341 (18 juillet). — Martinus de Gergro, du Lyonnais (fol. 6 v°).
1341 (7 août). — Petrus de Atis, d'Orange (fol. 8 r°).
1341 (2 août). — Bartholomeus Contastini, du Lyonnais (fol. 10 v°).
1341 (10 octobre). — Petrus Olerii, du Rouergue (fol. 16 r°).
1341 (18 octobre). — Raymundus Bertrandi de Gozono, de Vabre (fol. 17 r°).
1341 (5 novembre). — Arnaldus Lauronis, d'Alet (fol. 19 v° et 51 r°).

1341 (15 novembre). — Petrus de Furno, de la Maurienne (fol. 22 r°).
1341 (17 décembre). — Eustachius Picis, de Mirepoix (fol. 23 v°).
1342 (23 mai). — Andreas de Manso, de Carcassonne (fol. 25 v°).
1342 (25 mai). — Guillelmus Stephani de Barrio, du Rouergue (fol. 26 r°).
1342 (25 mai). — Petrus de Villa Nova, de Lyon (fol. 28 v°).
1342 (29 mai). — Bertrandus Lantoardi de Bastello, de Vaison (fol. 31 r°).
1342 (29 mai). — Petrus Stephani de Porsano, du dioc. de Maguelone (fol. 33 r°).
1342 (5 juin). — Johannes Insberti [1] (fol. 36 r°).
1342 (10 juin). — Stephanus Vincencii de Lesiona, de Coïmbre (fol. 38 v°).
1342 (3 juillet). — Hugo Arnaldi, de St-Paul-Trois-Châteaux (fol. 40 v°).
1342 (20 juillet). — Johannes de Venesco, dioc. Equisien. (fol. 42 v°).
1342 (30 août). — Johannes Guillelmi, d'Aniane (fol. 44 v° et 54 v°).
1342 (5 septembre). — Johannes de Caprelino, de Perpignan (fol. 46 r°).
1342 (7 septembre). — Petrus Benedicti, d'Urgel (fol. 47 r°).
1342 (13 septembre). — Johannes de Ranchetis, de Lyon (fol. 49 r°).
1342 (28 septembre). — Guillelmus Arnaldi, de Sisteron (fol. 52 v°).
1342 (31 octobre). — Guillelmus Grimaudi, moine de Cluni (fol. 56 r°).
1342 (9 novembre). — Godefridus Borste, d'Osnabruck (fol. 57 v°).

Orig. : Arch. dép. de l'Hérault, série G, cahier sur pap. Voy. p. 397 (pièce n° 78 du Cartulaire).

1. Sans lieu d'origine.

8. — *Nomination de professeur en Droit civil donnée par le pape Urbain V.* — Avignon, 17 février 1365.

Dilecto filio Egidio Sancti Munionis, preposito ecclesie Ilerdensis, legum doctori, salutem etc. Donum scientie ac multiplicia virtutum merita, quibus personam tuam fidedignorum testimonio percepimus decoratam, merito nos inducunt ut te favore specialis gratie, per quam te possis fructuosum reddere aliis, muniamus. Intendentes itaque de tua persona utilitati publice providere, te ad studium Montispessulani, Magalonensis diocesis, ad legendum ibidem Jura civilia, providimus destinandum ac te collegio doctorum dicti Studii, auctoritate Apostolica, tenore presentium aggregamus, tibique quod omnibus privilegiis, honoribus, libertatibus et immunitatibus, quibus gaudere possunt et debent alii doctores dicti Studii, qui in eo studuerunt [1] ac receperunt quosvis gradus et insignia doctoratus, ibidem gaudere valeas, non obstante quod extra ipsum Studium quosvis gradus et insignia doctoratus in Jure civili receperis, ac quibuscunque statutis et ordinationibus Studii prefati contrariis, etiam si forent auctoritate Apostolica condita per Sedem Apostolicam confirmata ac juramento vallata, necnon privilegiis Apostolicis et aliis quibuscunque Universitati ejusdem Studii et personis ipsius concessis, auctoritate predicta, tenore presentium, indulgemus, universis doctoribus et scolaribus prefati Studii districte precipiendo mandantes ne te in lectura ordinaria vel extraordinaria, tam anno presenti quam quocunque alio tempore, hujusmodi statutorum, que hic haberi volumus pro expressis, vel alio pretextu, impedire presumant, alioquin indignationem nostram poterunt merito formidare. Nulli ergo etc. Datum Avinione, XIII kal. Marcii, anno tercio.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V Secret. an.* III, vol. 247, fol. 222. b. — Cf. pièce n° 130 du Cartulaire.

1. studierunt.

9. — *Mandement d'Urbain V autorisant des recettes sur des revenus ecclésiastiques pour la construction du monastère S[t]-Benoît.* — Avignon, 8 juillet 1366.

Dilecto filio, Petro Balencerii, mercatori Montispessulani, Magalonensis diocesis, depositario pecuniarum operis ecclesie et monasterii Sancti Benedicti dicti loci et ordinis ejusdem sancti, salutem etc. Cum, pro construendis ecclesiam et monasterium Sancti Benedicti, que construi facimus in loco Montispessulani, Magalonensis diocesis, te pecuniarum expendendarum in opus constructionis hujusmodi depositarium nostrum duxerimus deputandum, discretioni tue recipiendi a dilecto filio, Johanne Guarrigie, canonico Narbonensi, Apostolice Sedis nuncio, quatuor milia florenorum auri, de pecuniis per eum receptis vel recipiendis de sua collectoria, ipsum Johannem de receptis tantummodo quitandi et absolvendi ac eandem florenorum quantitatem in ipsum opus convertendi plenam tibi concedimus, tenore presentium, facultatem. Volumus autem quod de hiis, que exinde recipere te continget, gentes camere nostre studeas reddere certiores. Datum Avinione, VIII idus Julii, anno quarto.

Eidem.

Cum pro construendis ecclesia et monasterio Sancti Benedicti, que construi facimus in loco Montispessulani, Magalonensis diocesis, te pecuniarum expendendarum in opus constructionis hujusmodi depositarium nostrum duxerimus deputandum, discretioni tue recipiendi a dilecto filio, Petro Boneti, rectore ecclesie de Orianicis, Nemausensis diocesis, sigillifero et receptore fructuum et reddituum episcopatus Magalonensis, ad manus nostras existentis, quatuor milia florenorum auri, de pecuniis receptis vel recipiendis per eum de fructibus et redditibus prelibatis, ipsumque Petrum de receptis tantummodo quitandi et absolvendi ac eandem florenorum quantitatem in ipsum opus convertendi plenam tibi concedimus, tenore presentium, facultatem. Volumus autem quod de hiis, que exinde recipere te continget, gentes camere nostre studeas reddere certiores.

Dat. ut supra.

Orig. : Arch. du Vatican, *Reg. Urb. V Secret. an.* IIII, vol. 248, fol. 247. b.

10. — *Statut sur les visites.* — [XIV^e siècle].

Qualiter debeant visitare bacallariandi, licentiandi et doctorandi.

Nos, Henricus de Tabellione, archidiaconus Senonensis, baccallarius in legibus, rectorque universitatis utriusque Juris Montispessulani,... cum consiliariis nostris... statuimus quod quicumque scholaris, volens in posterum baccalariari, pro visitatione sua facienda secum non ducat ad plus nisi sex studentes vel alios, ipso intercluso, cum bedellis scilicet generali, consilii et sui doctoris. Item, quod nullum actu legentem in hoc studio ultra doctorem proprium descendere faciat, etc. Item, quod pro visitando nobiles nullo modo permittat ire, nisi sex cum bedellis generali, consilii et sui doctoris...

Orig. : Biblioth. de l'Univ. de Montpellier, *Liber Rectorum*, fol. 9 r°. — C'est à ce statut sans date que se réfère, en le réformant, le statut du 10 décembre 1437 (fol. 70 r°).

---

11. — *Serments (Faculté de Droit).* — [XIV^e siècle].

Ista sunt que debent jurare volentes principiare.

Primo, quod jurent statutum novum, si non juraverint.

Secundo, quod portent tabargium, quando ipsi venient ad principiandum.

Tercio, quod aliquos doctores, licenciatos, vel baccalarios non faciant descendere propter ejus festum.

Quarto, quod, si per sex annos, prout supra in statutis cavetur, non audiverint, quod lecturam suo proprio nomine non accipiant, nec legant.

Quinto, si habet libros ordinarios.... [1]

Sexto, quod canonice jurent audivisse de Decreto per biennium.

Orig. : Biblioth. de l'Univ. de Montpellier, *Liber Rectorum*, fol. 42 v°. A la suite du statut complémentaire de 1351.

1. Le reste manque.

TABLE CHRONOLOGIQUE

La table qui suit contient toutes les pièces du Cartulaire, ainsi que celles de l'Appendice, groupées dans une seule série chronologique. Les pièces de l'Appendice sont suivies de la désignation *App*. Le n° d'ordre des pièces dans le Cartulaire est donné à la suite des analyses. Les références aux manuscrits de M. Germain *(Mss. G)* sont indiquées de la manière suivante : *Méd. I* désigne le t. I du Cartulaire de la Faculté de Médecine, et *Dr*. désigne la copie du *Liber Rectorum* ou Cartulaire de la Faculté de Droit (Voy. *Sources du Cartulaire de l'Université de Montpellier,* p. XXXV).

XII^e s. Extraits des Lettres de l'étudiant Gui de Bazoches (App. n° 2)... 700

XII^e s. Extrait de la biographie du troubadour Hugue de Saint Circ (App. n° 3) ... 702

1181 (janvier). — Déclaration de Guilhem VIII, seigneur de Montpellier, concernant la liberté de l'enseignement de la Médecine (n° 1. — Mss. G. Méd. I, fol. 50) ... 179

1220 (17 août). — Statuts donnés à la Faculté de Médecine de Montpellier par le Cardinal Conrad, légat du Saint-Siège (n° 2. — Mss. G. Méd. I, fol. 52)... 180

1230 (juin). — Lettres de Louis IX en faveur de l'Église de Maguelone et de l'Université de Montpellier (contenant la formule du serment prêté à l'évêque par les candidats aux examens) (n° 3) ... 184

1239 (15 juin). — Bulle de Gui de Sora, légat de Grégoire IX, confirmant les statuts de son prédécesseur le Cardinal Conrad et renouvelant la prescription d'épreuves sérieuses pour être admis à exercer la Médecine (n° 4. — Mss. G. Méd. I, fol. 59). 185

1240 (14 et 21 janvier). — Statuts complémentaires de l'Université de Médecine de Montpellier (n° 5. — Mss. G. Méd. I, fol. 63)..... 186

1242 (27 mars). — Règlements dressés pour la Faculté des Arts de Montpellier par l'évêque de Maguelone Jean de Montlaur II (n° 6).. 190

1256 (8 février). — Bulle d'Alexandre IV, autorisant l'évêque de Maguelone à absoudre les étudiants pour les voies de fait de peu de gravité (n° 7).. 193

1258 (28 février). — Bulle d'Alexandre IV, confirmant les statuts du 17 août 1220, donnés par le Cardinal Conrad à l'Université de Médecine de Montpellier (n° 8. — Mss. G. Méd. I, fol. 57)..... 194

1260 (2 juin). — Formule des lettres ou certificats de Licence qu'émettaient les professeurs de l'Université de Médecine de Montpellier, délégués pour les examens par l'évêque de Maguelone (certificat délivré à maître Guilhem Rotberti, de Montpellier) (n° 9. — Mss. G. Méd. I, fol. 68).. 195

1263 (7 juin). — Lettres de Jayme Ier, roi d'Aragon, concernant la fondation du collège théologique de Valmagne (n° 10)............ 197

1265 (31 juillet). — Bulle de Clément IV pour le collège de Valmagne (n° 11).. 198

1268 (10 juillet). — Mandement de Clément IV, invitant l'Université de Montpellier à admettre parmi ses docteurs Guilhem Séguier, nonobstant ses statuts (n° 12. — Mss. G. Dr., fol. 296)........... 199

1269 (26 mai). — Mandement de Clément IV, relatif à un différend entre le roi d'Aragon et l'évêque de Maguelone, au sujet d'un professeur de Droit nommé par le roi (Guilhem Séguier) (n° 13)... 200

1272 (20 juillet). — Lettres-patentes de Jayme Ier, roi d'Aragon, interdisant à Montpellier la pratique de la Médecine à quiconque n'avait pas satisfait, par examens réguliers, aux exigeances légales (n° 14. — Mss. G. Méd. I, fol. 70).................... 202

1281 (20, 22, 24 et 31 mars). — Protestations du vice-chancelier et de l'Université de Médecine auprès de l'official de Maguelone, pour cause de pratique illégale de la Médecine et de violation des privilèges universitaires (n° 15. — Mss. G. Méd. I, fol. 71)........ 203

1281 (13 avril). — Lettres de Jayme II, roi d'Aragon, confirmant celles de Jayme Ier, du 20 juillet 1272, relatives à l'exercice irrégulier de la Médecine à Montpellier (n° 16. — Mss. G. Méd. I, fol. 73). 207

1285 (20 octobre). — Bulle du Cardinal de Sainte-Cécile, légat du Saint-Siège, autorisant l'évêque de Maguelone à conférer la Licence aux candidats qui auront fait leurs preuves devant les docteurs de l'Université de Droit de Montpellier (n° 17. — Mss. G.Dr., fol. 297).. 208

1289 Sommation faite à l'official de Maguelone par l'Université de Médecine, sur le violement des statuts (nº 18. — Mss. G. Méd. I, fol. 82)........ 209

1289 (1er octobre). — Bulle de Nicolas IV, ordonnant une enquête au sujet d'une Licence en Médecine conférée par l'official de l'évêque de Maguelone à un clerc jugé indigne de ce grade par la Faculté (nº 19. — Mss. G. Méd. I, fol. 76)........ 209

1289 (26 octobre).— Bulle de Nicolas IV, décrétant l'érection des Écoles de Droit, de Médecine et des Arts de Montpellier en Université *(Studium generale)* (nº 20. — Mss. G. Dr., fol. 298)........ 210

1290 (12 avril). — Décision prononcée par les délégués du Saint-Siège, au sujet d'une Licence en Médecine indûment conférée par l'official de Maguelone, malgré l'avis contraire des Professeurs de la Faculté (nº 21. — Mss. G. Méd. I, fol. 81)........ 213

1292 (10 octobre). — Lettre de l'évêque de Maguelone aux Professeurs de la Faculté de Droit, au sujet d'un changement à apporter dans la forme des examens du Doctorat, sans préjudice de l'examen de l'étudiant Pons d'Aumelas (nº 22)........ 216

1295 (5 septembre). — Vidimus, par le bayle de Montpellier, de la bulle de Nicolas IV, du 26 octobre 1289, décrétant l'érection de l'Université de Montpellier (sous le nº 20)........ 212

XIVe s. Calendrier du *Liber Rectorum* (App. nº 1)........ 687

1306 Déclaration devant notaire, faite par Arnaud de Villeneuve, Maître en Médecine, sur l'observation de certains statuts (nº 23.— Mss. G. Méd. I, fol. 84)........ 217

1307 (5 septembre). — Lettres de Licence en Médecine, délivrées par le vicaire général de l'évêque de Maguelone en faveur de Pierre Calberte (vidimus) (nº 24. — Mss. G. Méd. I, fol. 85)........ 217

1309 (8 septembre). — Bulle de Clément V, concernant les auteurs à étudier et les formes à observer pour la collation des grades dans la Faculté de Médecine (nº 25. — Mss. G. Méd. I, fol. 94)........ 219

1309 (8 septembre). — Bulle de Clément V, exigeant, pour l'élection du Chancelier de la Faculté de Médecine, les deux tiers des voix des professeurs, outre celle de l'évêque de Maguelone (nº 26. — Mss. G. Méd. I, fol. 89)........ 222

1309 (8 septembre). — Bulle de Clément V, exigeant, pour l'obtention de la licence dans la Faculté de Médecine, les deux tiers des voix des professeurs, outre celle de l'évêque de Maguelone (nº 27. — Mss. G. Méd. I, fol. 97 et 103)........ 224

1310 (11 décembre). — Mandement de l'official de Maguelone aux mem-

bres de l'Université, leur enjoignant de ne pas inquiéter maître Pierre Calberte dans l'enseignement et l'exercice de la médecine (nº 28. — Mss. G. Méd. I, fol. 86)........................ 226

1310 (19 décembre, et 29 décembre 1312). — Mandement de l'official de Maguelone aux membres de l'Université, leur renouvelant l'injonction de ne pas inquiéter maître Pierre Calberte (nº 29. — Mss. G. Méd. I, fol. 87)................................ 227

1313 (16 juillet et 21 septembre). — Statuts concernant la promotion à la Licence des Bacheliers en Médecine (nº 30. — Mss. G. Méd. I, fol. 105).. 229

1313 (12 août). — Déclaration en forme de statut, exigeant que les Maîtres de l'Université de Médecine soient issus de mariage légitime (nº 31. — Mss. G. Méd. I, fol. 107)................. 232

1315 Procès de l'Université de Médecine de Montpellier contre Pons de Lunel, qui, ayant été reçu docteur à Avignon, voulait pratiquer à Montpellier et y enseigner la médecine, ledit procès commencé en 1315 (nº 32. — Mss. G. Méd. I, fol. 111)................ 233

1316 (3 février). — Privilège relatif à l'exercice de la Médecine, accordé par Sanche, roi de Majorque, seigneur de Montpellier, à l'Université de Médecine, en confirmation des privilèges de Jayme Ier et de Jayme II (nº 33. — Mss. G. Méd. I, fol. 110).......... 234

1316 (13 septembre). — Lettre de Jean XXII recommandant au roi de France les envoyés de l'Université de Montpellier et appuyant leurs réclamations contre les officiers royaux (nº 34).......... 235

1319-1323 — Séjour de Pétrarque à Montpellier (App. nº 4)............ 702

1319 (5 novembre). — Procédure du Vice-Chancelier de l'Université contre Jean de Lodève, bachelier en médecine, qui pratiquait sans autorisation (nº 35)...................................... 236

1319 (10 novembre). — Convention entre les monastères de Conques et de Valmagne (au sujet d'une rente transférée ensuite au Collège des Douze-Médecins) (sous le nº 37)........................ 240

1319 (26 novembre). — Mandement de Jean XXII cassant le statut relatif aux frais du Doctorat (nº 36)........................ 239

1320 (1er mars). — Confirmation par Jean XXII d'une convention entre les monastères de Conques et de Valmagne, au sujet de l'église et du domaine de Palas, dont la possession est reconnue par le monastère de Conques au monastère de Valmagne, moyennant une rente annuelle de 200 livres tournois et diverses redevances (transférées ensuite au Collège des Douze-Médecins) (nº 37. — Mss. G. Méd. I, fol. 207)................................ 240

1320 (2 avril). — Ordonnance de l'évêque de Maguelone, André de Frédol, interdisant aux étudiants les associations illicites et le port des armes (n° 38. — Mss. G. Méd. I, fol. 115) 246

1320 (20 juillet). — Mandement de Jean XXII ordonnant au prieur de l'église Saint-Firmin de Montpellier et au prévôt de Maguelone de juger sans appel deux maîtres en médecine, convaincus d'injures et voies de fait envers le Chancelier et leurs collègues (n° 39. — Mss. G. Méd. I, fol. 112) 249

1323 (23 avril). — Mandement de Jean XXII conférant la charge de Chancelier de l'Université de Médecine à Bertrand Portal (n° 40). 250

1324 (19 janvier). — Certificat notarié de la bulle de Clément V, du 8 septembre 1309, relative à l'élection du Chancelier de la Faculté de Médecine (n° 41. — Mss. G. Méd. I, fol. 90) 252

1324 (28 janvier). — Mandement de Jean XXII conférant la charge de Chancelier de l'Université de Médecine à Jacques Gilles de Marseille (n° 42) 254

1326 (5 mai). — Certificat notarié de la bulle de Clément V, du 8 septembre 1309, relative à la concession de la Licence dans la Faculté de Médecine (n° 43. — Mss. G. Méd. I, fol. 100) 255

1327 (19 mars). — Lettres de Charles IV le Bel, autorisant les membres de l'Université à faire entrer à Montpellier la provision de vin destinée à leur usage personnel (sous le n° 109) 436

1327 (mars). — Lettres de sauvegarde de Charles IV le Bel, en faveur de l'Université de Montpellier (n° 44. — Mss. G. Dr., fol. 301). 257

1327 (23 avril). — Extrait notarié des délibérations de l'Assemblée communale, contenant, parmi ses résolutions, la décision de faire appel au roi de France contre l'autorisation accordée aux étudiants de faire entrer librement leur provision de vin à Montpellier (n° 45) 258

1327 (13 octobre et 10 novembre). — Vidimus et notification, adressée par le sénéchal de Beaucaire au recteur royal de Montpellier, d'un mandement de Charles IV le Bel, ajournant au Parlement de Paris les Consuls de Montpellier, sur les plaintes des membres de l'Université de Montpellier, au sujet de la franchise de l'entrée du vin (n° 46) 265

1327 (26 et 28 novembre). — Vidimus, par la cour du recteur royal de Montpellier, des lettres du sénéchal de Beaucaire interdisant aux étudiants de Montpellier de faire entrer dans la ville le vin de leur provision, sans fournir caution (n° 47) 267

1327 (28 novembre). — Procédure relative à la saisie de la provision de

vin de l'étudiant Guilhem de Saligan, qu'il avait fait entrer à Montpellier sans fournir caution (nº 48)..................... 269

1328 (12 avril). — Mandement de Philippe VI de Valois, donnant commission à Pierre Ricard et à Bernard de Caranta de faire une enquête sur un procès entre les étudiants et les Consuls de Montpellier (au sujet de l'entrée du vin) (nº 49).................. 273

1328 (15 décembre). — Enquête du sénéchal de Beaucaire, au sujet du serment prêté à l'évêque de Maguelone par les candidats à la licence et au doctorat (App. nº 5).......................... 704

1330 (vers). — Articles dressés par les Consuls de Montpellier contre les membres de l'Université, au sujet de l'entrée du vin (nº 50)..... 274

1330 (1er avril). — Mandement de Jean XXII, accordant l'autorisation d'enseigner et d'exercer la médecine à Pons de Lunel, né de mariage illégitime (nº 51).................................. 278

1330 (30 avril). — Commission donnée à des enquêteurs au sujet d'un procès sur l'entrée du vin (sous le nº 54).......... 283

1330 (28 mai). — Mandement de Jean XXII, autorisant la collation de la Maîtrise en Médecine à un candidat, avant la lecture réglementaire, sur la demande du comte de Gueldre (nº 52)........ 280

1331 (5 janvier). — Certificat notarié des lettres de Jayme II, roi d'Aragon, du 13 avril 1281, relatives à l'exercice de la Médecine (nº 53. — Mss. G. Méd. I, fol. 74).............................. 281

1331 (1er mars). — Envoi au Parlement de Paris de l'enquête faite, sur le procès pendant entre les étudiants et les consuls de Montpellier, par les commissaires nommés par lettres de Philippe VI de Valois, du 30 avril 1330 (au sujet de l'entrée du vin) (nº 54).... 283

1331 (août). — Vidimus et confirmation par Philippe VI de Valois des lettres de Jayme II du 13 avril 1281, ralatives à l'exercice de la Médecine (nº 55. — Mss. G. Méd. I, fol. 75). 284

1331 (août). — Vidimus et confirmation par Philippe VI de Valois de la bulle de Clément V, du 8 septembre 1309, sur la manière d'être promu à la Licence en Médecine (nº 56. — Mss. G. Méd. I, fol. 102)... 285

1331 (novembre). — Privilège de Philippe VI de Valois, accordant sauvegarde et protection royale à l'Université de Médecine de Montpellier (nº 57. — Mss. G. Méd. I, fol. 117).............. 286

1332 (7 novembre). — Engagement notarié de cotisation pris par plusieurs bacheliers et étudiants en médecine pour la Cloche de l'Université (nº 58)...................................... 287

1333 (20 novembre). — Indult de Jean XXII, accordant aux membres

de l'Université de Montpellier le droit de percevoir les revenus de leurs bénéfices pendant cinq ans, sans être assujettis à la résidence (n° 59).. 289

1334 (décembre). — Commission donnée par l'évêque de Maguelone, en vertu des ordres du pape Jean XXII, de passer maître un bachelier, médecin du roi de Majorque, encore qu'il n'eût lu ses cours (n° 60. — Mss. G. Méd. I, fol 119).................. 292

1335 (2 novembre). — Statuts complémentaires de l'Université de Médecine de Montpellier, concernant le service annuel pour les morts, les émoluments des professeurs et la collation des grades (n° 61. — Mss. G. Méd. I, fol. 120)........................ 292

1336 (8 février). — Publication des lettres de sauvegarde de Charles IV le Bel en faveur de l'Université de Montpellier (App. n° 6)..... 706

1336 (1 octobre). — Mandement de Benoît XII, ordonnant à l'évêque de Maguelone d'enjoindre aux docteurs de l'Université de Montpellier de ne recevoir aucune somme d'argent pour leur participation aux examens des Bacheliers (n° 62).................. 294

1338 (juin). — Vidimus, par Philippe VI de Valois, d'une enquête du sénéchal de Beaucaire au sujet du serment prêté à l'évêque de Maguelone par les candidats à la licence et au doctorat (App. n° 5). 704

1339 (7 mars). — Mandement de Benoît XII au Cardinal Bertrand pour la réforme des statuts de l'Université de Droit (sous le n° 65).... 299

1339 (8 juin). — Autorisation pontificale donnée à l'évêque de Maguelone, à l'effet d'accorder à un candidat une dispense pour cause de bâtardise (sous le n° 76)................................ 386

1339 Mandement de Benoît XII accordant un bénéfice à Paul de Deutio, docteur en droit canonique (n° 63).......................... 295

1339 Procès entre les consuls de Montpellier et maître Célestin Séguier, dénoncé comme abuseur des privilèges apostoliques accordés à l'Université de Paris (n° 64)............................. 295

1339 (20 juillet). — Statuts de l'Université de Droit de Montpellier (n° 65. — Mss. G. Dr., fol. 17-52 et 303)......................... 296

1339 (21 août). — Publication des statuts de l'Université de Droit (n° 66. — Mss. G. Dr., fol. 308)..................................... 337

1339 (25 août). — Collation de la licence en Droit canonique par l'évêque de Maguelone (n° 67. — Mss. G. Dr., fol. 309)............... 338

1340 Statuts de l'Université de Médecine de Montpellier (n° 68. — Mss. G. Méd. I, fol. 125-145)...................................... 340

1340 (1er février). — Election du Recteur de l'Université de Droit (Guilhem de Capendu) (n° 69. — Mss. G. Dr., fol. 311)........ 368

1340 (3 avril). — Statut complémentaire du Cardinal Bertrand pour la Faculté de Droit, relatif aux cadeaux reçus par les bedeaux aux examens du Doctorat (n° 70. — Mss. G. Dr., fol. 53)......... 371

1340 (mai-juin). — Mémoire des dépenses faites par les Consuls de Montpellier dans le procès contre Célestin Séguier (n° 71)...... 373

1340 (16 août). — Prestation de serment du vice-recteur de l'Université (n° 72. — Mss. G. Dr., fol. 313)........................... 376

1341-1342. — Minutes des réceptions des licenciés et docteurs du notaire Jean de Sala (noms des candidats) (App. n° 7)............... 712

1341 (janvier). — Privilège de Philippe VI de Valois (accordé à l'Université de Paris (n° 73. — Mss. G. Méd. I, fol. 123).......... 378

1341 (17 janvier). — Lettres du Cardinal Bertrand, suspendant le statut sur la taxe du logement des étudiants (n° 74)................ 380

1341 (8 février). — Statut complémentaire du Cardinal Bertrand pour la Faculté de Droit, relatif aux matières des cours de Droit, aux déportements usités pendant les fêtes du carnaval, aux congés, aux lecteurs supplémentaires pour le Code, au serment exigé des étudiants et au registre matricule (n° 75. — Mss. G. Dr., fol. 54). 381

1341 (22 mai). — Dispense pour cause de bâtardise donnée par l'évêque de Maguelone à un candidat, et vidimus de l'autorisation de la Cour pontificale datée du 8 juin 1339 (n° 76)................ 386

1341 (30 mai). — Statut complémentaire du Cardinal Bertrand pour la Faculté de Droit, relatif à la clause du serment des étudiants sur les inimitiés privées (n° 77. — Mss. G. Dr., fol. 59)........... 388

1341 (29 et 30 mai, 2 juin et 14 août). — Procès-verbal d'une réception de Licencié et de Docteur en Droit civil (n° 78. — Mss. G. Dr., fol. 314).. 389

1341 (15 octobre). — Lettres du Cardinal Bertrand, suspendant de nouveau le statut sur la taxe du logement des étudiants (n° 79). 398

1341 (1er décembre). — Protestation de l'Ecole de Droit de Montpellier contre un acte prétendu arbitraire de l'évêque de Maguelone, au sujet de l'examen d'un docteur (n° 80. — Mss. G. Dr., fol. 321). 398

1342 (16 février et 11 mars). — Procédure et jugement de l'official de Maguelone contre un étudiant clerc, qui avait fait entrer sa provision de vin à Montpellier sans l'autorisation des Consuls (n° 81). 403

1342 (22 avril). — Statut complémentaire du Cardinal Bertrand pour la Faculté de Droit, relatif à la publication des cours des professeurs et lecteurs (n° 82. — Mss. G. Dr., fol 61)............... 407

1342 (9 août). — Supplique en Cour de Rome pour un professeur de la Faculté de Droit (n° 83),................................ 408

1342 (18 août). — Supplique en Cour de Rome pour un étudiant en Droit civil (n° 84) 409
1343 (25 février). — Lettres du Cardinal Bertrand, suspendant de nouveau le statut sur la taxe du logement des étudiants (n° 85)..... 409
1343 (4 juin). — Supplique en Cour de Rome pour un bachelier en Droit canon, conseiller de l'Université (n° 86) 410
1343 (15 juin). — Supplique en Cour de Rome pour un maître en Médecine (n° 87) 410
1344 (26 janvier). — Indult de Clément VI, autorisant les membres de l'Université de Montpellier à percevoir les fruits de leurs bénéfices pendant deux ans, sans être assujettis à la résidence (n° 88) 411
1344 (juin). — Statut complémentaire du Cardinal Bertrand pour la Faculté de Droit, relatif au luxe déployé aux cérémonies du Doctorat et aux congés facultatifs qui les suivaient (n° 89. — Mss. G. Dr., fol. 63) 411
1344 (18 novembre). — Lettres du Cardinal Bertrand, prorogeant la suspension du statut sur la taxe du logement des étudiants, sans préjudice des usages antérieurement en vigueur (n° 90)....... 412
1344 (24 novembre). — Vidimus et notification, adressés par l'official de Maguelone au bedeau de l'Ecole de Droit, des lettres du Cardinal Bertrand sur la taxe du logement des étudiants, du 25 février 1343 et du 18 novembre 1344 (n° 91) 413
1344 (vers) (5 octobre). — Lettre du Cardinal Bertrand aux Consuls de Montpellier, relativement à la taxe du logement des étudiants (n° 92) 414
1346 (24 mars). — Indult de Clément VI, autorisant les membres de l'Université à percevoir les fruits de leurs bénéfices pendant deux ans, sans être assujettis à la résidence (n° 93)........... 415
1346 (9 août). — Supplique en Cour de Rome pour un membre de la Faculté de Droit (n° 94) 416
1347 (7 octobre). — Supplique en Cour de Rome pour un professeur de Droit canonique (n° 95) 416
1347 (10 octobre, et 3 juin 1348). — Vente par Guilhem Barral, marchand, à Bernard Trigard, évêque de Bergame, d'une maison sise au faubourg du Courreau, pour l'établissement d'un collège (Collège de Pézénas) (n° 96) 417
1348 (6 octobre). — Supplique en Cour de Rome pour un bachelier en Droit canonique (rectifiée par le postulant) (n° 97)............ 423
1348 (18 octobre). — Supplique en Cour de Rome pour le Recteur de l'Université (Bernard Alauyan) (n° 98) 424

1351 (janvier). — Lettres du roi Jean en faveur de l'Université de Droit de Montpellier, relatives à la juridiction de la Cour du Petit-Scel, aux tailles dues par les bedeaux et à la taxe du logement des étudiants (nº 99. — Mss. G. Dr., fol. 325)................. 424

1351 (janvier). — Lettres du roi Jean interdisant de pratiquer la Médecine à Montpellier, sans avoir obtenu le grade de la maîtrise (nº 100. — Mss. G. Méd. I, fol. 153)...................... 426

1351 (15 janvier). — Lettres du roi Jean, autorisant les bedeaux de l'Université de Médecine de Montpellier à porter des verges d'argent (nº 101. — Mss. G. Méd. I, fol. 152)................ 427

1351 (15 janvier). — Lettres du roi Jean autorisant les bedeaux de la Faculté de Théologie à porter des verges d'argent (nº 102)..... 428

1351 Statut complémentaire du Cardinal Bertrand pour la Faculté de Droit, relatif à l'élection des Conseillers de la nation Catalane et à l'office du Recteur (nº 103. — Mss. G. Dr., fol. 64)......... 429

1352 (5 février). — Mandement du roi Jean au sénéchal de Beaucaire, au sujet des abus de juridiction de la Cour du Petit Scel, gardienne des privilèges de l'Université, envers les Consuls de Montpellier (nº 104)... 430

1353 (janvier). — Vidimus des lettres du roi Jean, de janvier 1351, en faveur de l'Université de Droit (sous le nº 113)............... 442

1353 (7 février). — Bulle d'Innocent VI, autorisant Bernard Trigard, évêque de Brescia, à fonder un collège à Montpellier (collège de Pézénas) (nº 105).. 431

1353 (19 février). — Supplique en Cour de Rome pour plusieurs membres de la Faculté de Droit (nº 106)........................ 432

1353 (19 février). — Supplique en Cour de Rome pour la confirmation des privilèges de l'Université et pour plusieurs membres de la Faculté de Médecine (nº 107)............................. 434

1353 (25 avril).—Bulle d'Innocent IV, autorisant Bernard Trigard, évêque de Brescia, à tester (en faveur du collège de Pézénas) (nº 108)... 435

1355 (9 mai). — Vidimus et notification, adressés par le sénéchal de Beaucaire au recteur royal de Montpellier, des lettres de Charles IV le Bel du 19 mars 1327 (n. st.), autorisant les membres de l'Université à faire entrer dans la ville la provision de vin destinée à leur usage personnel (nº 109).................... 436

1355 (23 juin). — Supplique au pape par le procureur des étudiants de la Faculté de Droit, pour faire poursuivre par l'évêque de Maguelone le bayle de Montpellier, accusé d'outrages envers les membres de l'Université pendant une procession (nº 110).......... 437

1355 (23 juin). — Mandement d'Innocent VI à l'official de Maguelone, lui ordonnant de juger le bayle de Montpellier, accusé d'outrages envers les membres de l'Université pendant une procession (n° 111).. 438
1355 (20 décembre). — Statut complémentaire du Cardinal Bertrand pour la Faculté de Droit, relatif aux Conseillers de la nation Catalane (n° 112. — Mss. G. Dr., fol. 65)........................ 440
1358 (12 février). — Vidimus par le gouverneur royal de Montpellier des lettres du roi Jean de janvier 1351 (n. st.), en faveur de l'Université de Droit (n° 113)................................. 441
1358 (14 mars). — Testament de Bernard Trigard, évêque de Brescia, par lequel il fonde dix places au Collège de Pézénas pour dix clercs pauvres, ses parents, ou, à leur défaut, dix clercs de Pézénas (n° 114).. 442
1359 (31 octobre). — Indult d'Innocent VI, accordant aux membres de l'Université de Montpellier le droit de percevoir les revenus de leurs bénéfices pendant deux ans, sans être assujettis à la résidence (n° 115)...................................... 445
1361 (20 mars). — Statut promulgué par le Recteur de la Faculté de Droit, relatif à la leçon publique dans l'examen du Baccalauréat (n° 116).. 448
1361 (3 avril). — Quittance pour un arrérage de la rente fondée par Bernard Trigard en faveur du Collège de Pézénas (n° 117)........ 448
1362 (19 janvier). — Indult d'Innocent VI, accordant aux membres de l'Université de Montpellier le droit de percevoir les revenus de leurs bénéfices pendant deux ans, sans être assujettis à la résidence (n° 118)...................................... 448
1362 (24 novembre). — Rouleau de suppliques en Cour de Rome pour les membres de l'Université de Montpellier (n° 119)............ 450
1362 (26 novembre). — Rouleau de suppliques en Cour de Rome pour les membres de la Faculté de Médecine n° (120)............... 454
1362 (28 novembre). — Mandement d'Urbain V à Raymond de Canillac, cardinal-évêque de Palestrina, lui donnant commission pour la réforme des Statuts de l'Université de Droit (n° 121).......... 456
1363 (2 août). — Autorisation pontificale donnée à Anglic Grimoard pour la fondation du Collège de S^t-Ruf (sous le n° 124)......... 466
1364 (10 mai). — Indult d'Urbain V, accordant aux membres de l'Université de Montpellier le droit de percevoir les revenus de leurs bénéfices pendant quatre ans, sans être assujettis à la résidence (n° 122).. 458

1364 (7 octobre). — Bulle du cardinal Jean de Saint-Marc, confirmant les statuts relatifs au mode d'élection et aux fonctions du Chancelier et du Doyen de la Faculté de Médecine et ratifiant la nomination du chancelier Jean Jacobi (n° 123.—Miss, G. Méd. I, fol. 159). 460

1364 (20 octobre.). — Fondation du Collège de St-Ruf (sous le n° 124). 466

1364 (22 octobre). — Bulle d'Urbain V, confirmant la fondation du Collège de St-Ruf par Anglic Grimoard, et unissant à ce collège le prieuré de Saint-Martin de Caveyrac, avec les vidimus de l'autorisation pontificale donnée à Anglic Grimoard, du 2 août 1363 et de l'acte de fondation du collège, du 20 octobre 1364 (n° 124). 464

1364 (18 novembre). — Mandement d'Urbain V aux consuls de Montpellier, les exhortant à subvenir au couvent des Carmes, où les études étaient interrompues depuis trois ans, par suite de la destruction de certains locaux du couvent (n° 125)........... 473

1365 (vers). — Supplique en Cour de Rome par les Consuls de Montpellier, contenant, parmi leurs demandes, une requête en faveur de la Faculté de Théologie de l'Université de Montpellier (n° 126). 474

1365 (24 janvier). — Lettres de Louis, duc d'Anjou, lieutenant de Charles V en Languedoc, contre la pratique illégale de la Médecine (n° 127. — Mss. G. Méd. I, fol. 155)................ 476

1365 (24 janvier). — Exemption d'impôts sur les vivres, accordée par Louis, duc d'Anjou, lieutenant de Charles V en Languedoc, aux membres de l'Université de Médecine (n° 128. — Mss. G. Méd. I, fol. 156).. 477

1365 (17 février). — Nomination de professeur en Droit civil donnée par le pape Urbain V (App. n° 8)............................ 714

1365 (avril). — Ordonnance du duc d'Anjou, lieutenant de Charles V en Languedoc, confirmant les privilèges de la Faculté de Droit et réglant les droits des Consuls de Montpellier et de la Cour du Petit Scel sur les membres de ladite Faculté (n° 129).......... 478

1365 Mandement d'Urbain V au sujet de la collation du Doctorat en Droit (n° 130)... 482

1366 (24 février). — Vidimus et confirmation par Jean de Grailly, captal de Buch, lieutenant de Charles-le-Mauvais, roi de Navarre, de l'ordonnance du duc d'Anjou d'avril 1365, relative aux droits des Consuls de Montpellier et de la Cour du Petit Scel sur les membres de la Faculté de Droit (n° 131).................... 482

1366 (1 avril). — Mandement d'Urbain V, autorisant l'archevêque de Narbonne à faire abandon de ses droits sur le monastère de St-Benoît et St-Germain (n° 132).......................... 484

1366 (25 avril). — Mandement d'Urbain V, unissant le prieuré de S^t^-Victor, du diocèse de Béziers, au collège de S^t^-Ruf (n° 133)........... 485

1366 (23 juin). — Mandement d'Urbain V à l'évêque de Maguelone, lui ordonnant d'empêcher un professeur de Droit civil d'être inquiété dans son enseignement (n° 134)......................... 486

1366 (8 juillet). — Mandement d'Urbain V autorisant des recettes sur des revenus ecclésiastiques pour la construction du monastère S^t^-Benoît (App. n° 9)................................. 715

1366 (22 novembre). — Mandement de Charles V au sénéchal de Beaucaire et autres officiers royaux, leur ordonnant de maintenir les Consuls de Montpellier dans le droit de délivrer les autorisations pour l'entrée du vin aux étudiants de la Faculté de Droit (n° 135). 487

1366 Dénombrement de 1000 livres d'usages, situés en la sénéchaussée de Beaucaire, fait par le syndic du Collège Saint-Benoît et Saint-Germain de Montpellier aux commissaires des nouveaux acquêts (n° 136).. 489

1366 Concession d'une bourse au Collège Saint-Benoît à Jean *de Hoyenna* (n° 137)................................ 489

1367 (11 février). — Confirmation par Urbain V de la fondation du Collège de Pézénas par Bernard Trigard, évêque de Brescia (n° 138). 490

1367 (7 avril). — Procuration du gouverneur royal de Montpellier dans un procès entre les Consuls et l'École de Droit (sous le n° 142).. 515

1368 (1 février). — Bulle d'Urbain V, établissant un collège au monastère de Saint-Benoît de Montpellier (n° 139)................. 492

1368 (5 février). — Indult d'Urbain V, accordant aux membres de l'Université de Montpellier le droit de percevoir les revenus de leurs bénéfices pendant cinq ans, sans être assujettis à la résidence (n° 140). 493

1368 (13 avril et 27 avril). — Statuts du Collège de Saint-Ruf (n° 141). 495

1368 (1 avril, 28 juin, 14 juillet et 18 août). — Procès entre l'École de Droit et les Consuls de Montpellier, au sujet des droits sur l'entrée des vivres (n° 142)................................ 515

1369 (13 juillet). — Mandement d'Urbain V, accordant à Jean Culland du Chesne et Marcel d'Inghen, maîtres ès arts, l'exemption de toute juridiction autre que celle de la Cour de Rome (n° 143)........ 533

1369 (13 juillet). — Mandement d'Urbain V, dispensant Jean Culland du Chesne et Marcel d'Inghen d'assister aux conseils de l'Université (n° 144).. 534

1369 (13 juillet). — Mandement d'Urbain V, accordant à Jean Culland du Chesne et Marcel d'Inghen le droit de permutation des bénéfices (n° 145).. 534

1369 (13 juillet). — Mandement d'Urbain V, constituant à Jean Culland du Chesne et à Marcel d'Inghen une rente annuelle et révocable de cent florins d'or sur les revenus de la Chambre apostolique (nº 146).. 535

1369 (13 juillet). — Mandement d'Urbain V à l'évêque de Maguelone, lui donnant commission pour le paiement de la rente constituée à Jean Culland du Chesne et à Marcel d'Inghen, maîtres ès arts (nº 147).. 536

1369 (13 juillet). — Mandement d'Urbain V en faveur de Jean Culland du Chesne et Marcel d'Inghen, maîtres ès arts (nº 148)........... 537

1369 (juillet, août). — Enquête sur les étudiants du Collège Saint-Benoît (nº 149).. 538

1369 (25 septembre). — Bulle d'Urbain V, instituant le Collège des Douze-Médecins (nº 150. — Mss. G. Méd. I, fol. 168)......... 551

1369 (25 septembre). — Bulle d'Urbain V, unissant au Collège des Douze-Médecins le prieuré de Chaulet (nº 151. — Mss. G. Méd. I, fol. 170).. 553

1369 (25 septembre). — Bulle d'Urbain V, transférant au Collège des Douze-Médecins la rente annuelle de 200 livres tournois due par le monastère de Valmagne au monastère de Conques, pour le domaine de Palas (nº 152. — Mss. G. Méd. I, fol. 172).. 555

1369 (25 septembre). — Bulle d'Urbain V, unissant au monastère de Conques le prieuré de Saint-Romain, en compensation de la rente transférée au Collège des Douze-Médecins (nº 153. — Mss. G. Méd. I, fol. 174 *bis*).. 556

1369 (6 novembre). — Mandement d'Urbain V, relatif à l'attribution des bourses du Collège Saint-Benoît (nº 154).................... 558

1370 (14 mars). — Exemption d'impôts sur les vivres, accordée aux membres de l'Université de Médecine par le duc d'Anjou, gouverneur de Languedoc (nº 155. — Mss. G. Méd. I, fol. 215).... 559

1370 (27 juin). — Mandement d'Urbain V, accordant au prieur du Collège de Saint-Ruf la licence d'administrer les sacrements aux membres de ce Collège (nº 156)............................ 560

1371 (19 avril). — Mandement de Grégoire XI, attribuant aux évêques de Maguelone et de Condom et à l'abbé de Montmajour la connaissance des contestations relatives aux biens et aux privilèges du Collège des Douze-Médecins (nº 157. — Mss. G. Méd. I, fol. 176).. 561

1372 (18 février). — Mandement de Grégoire XI, relatif à l'admission des étudiants et des auditeurs au Collège Saint-Benoît (nº 158).. 564

1373 (31 janvier). — Indult de Grégoire XI, accordant aux membres de l'Université de Montpellier le droit de percevoir les revenus de leurs bénéfices pendant cinq ans, sans être assujettis à la résidence (nº 159) 566

1373 (27 février). — Mandement de Grégoire XI au cardinal Anglic Grimoard, lui donnant commission pour la réforme du Collège fondé par Urbain V (Collège Saint-Benoît) (nº 160).......... 567

1373 (20 juillet). — Confirmation par Jeanne, reine de Navarre, des privilèges d'exemption d'impôts sur l'entrée des vivres accordés à la Faculté de Droit par le roi Jean et le duc d'Anjou (nº 161)... 568

1376 (10 octobre). — Mandement du duc d'Anjou, gouverneur de Languedoc, aux officiers de justice de cette province, leur ordonnant d'interdire dans leurs ressorts la pratique illégale de la médecine et de remettre annuellement à la Faculté de Médecine de Montpellier le cadavre d'un supplicié (nº 162. — Mss. G. Méd. I, fol. 216) 569

1377 (11 juin). — Lettres de Charles-le-Mauvais, roi de Navarre, confirmant à la Faculté de Médecine le privilège d'obtenir annuellement des officiers royaux de Montpellier le cadavre d'un supplicié (nº 163. — Mss. G. Méd. I, fol. 218).......... 572

1377 (13 octobre et 23 décembre, et 8 avril 1378). — Présentation à la cour du Gouverneur de Montpellier des lettres du roi de Navarre du 11 juin 1377, en faveur de la Faculté de Médecine (nº 164).......... 573

1378 Rouleau de suppliques en Cour de Rome pour les membres de la Faculté de Droit de Montpellier (nº 165).......... 578

1378 (22 et 26 novembre). — Rouleau de suppliques en Cour de Rome pour les membres de la Faculté de Médecine (nº 166).......... 602

1378 (22 et 26 novembre). — Rouleau de suppliques en Cour de Rome pour les membres de la Faculté des Arts (nº 167).......... 606

1380 (16 mars). — Lettres de Charles V, portant exemption d'impôts en faveur des membres de la Faculté de Médecine de Montpellier (nº 168. — Mss. G. Méd. I, fol. 220).......... 608

1380 (11 juillet et 14 septembre).— Statuts du Collège des Douze-Médecins (nº 169. — Mss. G. Méd. I, fol. 178-190).......... 609

1381 (31 août et 18 septembre, et 25 février 1383). — Engagement notarié de remboursement des frais de réparations d'une école de Droit, pris par les Consuls envers Guilhem de Manhania, changeur, propriétaire de cette école, avec soumission et quittance de l'entrepreneur des travaux (nº 170).......... 625

1382 (7 septembre). — Mandement de Charles VI au gouverneur de Montpellier, lui ordonnant de contraindre au paiement des impôts et amendes certains Docteurs en Droit et en Médecine et autres opposants (n° 171)................................ 627

1383 (25 janvier). — Statuts complémentaires et Serments de l'Université de Médecine (n° 172. — Mss. G. Méd. I, fol. 145).......... 629

1383 (25 février). — Quittance donnée par un entrepreneur pour réparations à une école de Droit (sous le n° 170).................. 625

1383 (5 juillet). — Mandement de Clément VII au prieur du Collège Saint-Benoît, portant reconnaissance d'un emprunt de 500 marcs de joyaux fait par la Cour pontificale audit Collège (n° 173)..... 633

1384 (11 août). — Mandement de Clément VII, conférant la charge de Chancelier de l'Université de Médecine à Jean de Tournemire (n° 174)... 634

1384 (14 septembre). — Mandement de Clément VII concernant le nombre et l'attribution des bourses au Collège de S^t-Ruf (n° 175).... 635

1384 (15 septembre). — Mandement de Clément VII au cardinal Anglic Grimoard, lui donnant commission pour la réforme du Collège Saint-Germain et Saint-Benoît (n° 176).................... 638

1384 Présentation au Conseil de Ville d'une pétition des maîtres en Médecine pour l'exemption des tailles (n° 177)............... 640

1386 (14 août). — Acte de réception d'un Apothicaire comme citoyen de Montpellier, par devant les Consuls (n° 178)............... 640

1389 (8 mai). — Compromis par devant l'évêque de Maguelone, entre plusieurs membres de la Faculté de Médecine, au sujet de la collation du doctorat en médecine (n° 179. — Mss. G. Méd. I, fol. 225)... 642

1390 (vers). — Requête des étudiants de la Faculté de Médecine aux Consuls de Montpellier contre les professeurs de l'Université, au sujet de la collation des grades (n° 180).................... 649

1391 (21 janvier et 24 janvier 1392). — Statut disciplinaire concernant le costume des étudiants et des lecteurs de la Faculté de Droit de Montpellier (n° 181. — Mss. G. Dr., fol. 68).................. 653

1392 (9 juillet). — Mandement de Clément VII, augmentant de diverses redevances la rente constituée par Urbain V au Collège des Douze-Médecins sur le monastère de Valmagne (n° 182. — Mss. G. Méd. I, fol. 192).. 659

1393 (7 février). — Lettres de sauvegarde de Charles VI en faveur du Collège des Douze-Médecins (n° 183. — Mss. G. Méd. I, fol. 195)... 660

1393 (31 décembre).— Bulle de Clément VII, autorisant les membres de l'Université de Montpellier à percevoir pendant dix ans les revenus de leurs bénéfices, sans être assujettis à la résidence (n° 184. — Mss. G. Dr., fol. 74) 663

1393 (31 décembre). — Mandement de Clément VII à l'abbé d'Aniane et au prieur de S^t-Sauveur de Montpellier, pour l'exécution de la bulle sur la perception des revenus des bénéfices des membres de l'Université pendant dix ans (n° 185. — Mss. G. Dr., fol. 76).. 665

1394 (8 avril). — Lettre de Clément VII aux Consuls de Montpellier, leur recommandant un licencié en médecine qui se présentait à l'examen de la maîtrise (n° 186) 667

1395 (15 octobre).— Confirmation par Charles VI des lettres-patentes de Jayme I d'Aragon, du 20 juillet 1272, interdisant la pratique de la Médecine sans examens réguliers (n° 187. — Mss. G. Méd. I, fol. 232) 668

1395 (15 octobre). — Confirmation par Charles VI des lettres-patentes de Charles V, du 16 mars 1380, portant exemption d'impôts en faveur des membres de la Faculté de Médecine de Montpellier (n° 188. — Mss. G. Méd. I, fol. 224) 669

1395 (18 octobre). — Lettres de sauvegarde et de protection, accordées par Charles VI en faveur de la Faculté de Médecine de Montpellier (n° 189. — Mss. G. Méd. I, fol 233) 670

1395 (1^er décembre). — Mandement de Benoît XIII pour contraindre le monastère de Valmagne au paiement de la rente de 200 livres tournois due au Collège des Douze-Médecins (n° 190. — Mss. G. Méd. I, fol. 197) 672

1396 Statut concernant le prix de location des livres classiques dans la Faculté de Droit (n° 191. — Mss. G. Dr., fol. 80) 678

1396 (mai). — Lettres de Charles VI, au sujet de la délivrance des cadavres des suppliciés à la Faculté de Médecine (n° 192. — Mss. G. Méd. I, fol. 236) 678

1396 (13 juin.) — Présentation par le Chancelier de la Faculté de Médecine au bayle de Montpellier, des Lettres de Charles VI, de mai 1396, sur la délivrance des cadavres des suppliciés à ladite Faculté (n° 193) 680

1399 (3 juin). — Lettres de Charles VI, interdisant l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de l'apothicairerie sans examens réguliers (n° 194. — Mss. G. Méd. I, fol. 238) 682

1399 (9 octobre). — Consultation de l'évêque de Maguelone avec plusieurs membres de la Faculté de Droit et autres notables, au sujet des statuts (liste des adhérents) (n° 195. — Mss. G. Dr., fol. 84)... 683

1400 (25 février). — Ordonnance de l'évêque de Maguelone, Antoine de Lovier, réglant les préséances dans la Faculté de Droit (nº 196. — Mss. G. Dr., fol. 81)........................ 684
XIVe s. Statut sur les visites (App. nº 10. — Mss. G. Dr., fol. 67)....... 716
XIVe s. Serments (Faculté de Droit) (App. nº 11. — Mss. G. Dr., fol. 3).. 716

TABLE ALPHABÉTIQUE

Les chiffres renvoient aux pages. Les noms propres, réduits presque exclusivement aux membres de l'Université, sont en PETITES CAPITALES ; les noms de matière sont en *italique*, lorsqu'ils sont en français, et en caractères ordinaires, lorsque ce sont des termes techniques que l'on a conservés. Cf. la table détaillée qui se trouve à la fin du dernier volume du Cartulaire.

A

ABBATIBUS (Anthonius Lucas de), 386.
ABONHANO (Johannes de), 583.
ABONIS (Petrus), 586.
Absences, 349, 355, 360.
ACCELLIS (Odo de), 586.
AFFRICANO (Johannes de), 450.
AFFRICANO (Johannes de), 684.
AGELLI (Bernardus), 595.
AGONE (Raimundus de), 217.
AGULHONI (Franciscus), 628.
ALABATUDO (Raymundus de), 599.
ALAMANNI (Bernardus), 451.
ALAUYANI (Bernardus), 424.
ALBANELLI (Andreas), 607.
Albarani, 488, 515.
ALBERTI (Bernardus), 434.
ALBERTI (Franciscus), 599.
ALBERTUS, 229.
ALBI DE CHABIS (Petrus), 586.
ALBIA (Raymundus de), 599.
ALBINHACO (Astorgius de), 433.
ALEGRIO (Bertrandus de), 600.
ALESTO (Johannes de), 220, 223, 225.
ALFONCII (Didacus), 287.
ALFONSI (Johannes), 598.
ALINHEI (Raymundus), 589.
ALMENARIO (Nicholaus de), 583.
ALODIIS (Bartholomeus de), 589.
ALPHIANO (Gerardus de), 454.
ALVERNHATI DE MONASTERIO (Johannes), 542, 547.
ALVIERATII (Johannes), 592.
AMALRICI (Bernardus), 545, 550.
AMAUSIO, 188.
AMPERII (Bernardus), 287.
Anatomie, 344, 569, 572, 573, 678, 680.

Andree (Bernardus), 579.
Anglesii (Bernardus), 585.
Anglici de Viniaco (Johannes), 591.
Anichelmi (Stephanus), 292.
Anthonii (Guillermus), 579.
Apodixæ, 488.
Apothicaires, 344, 640.
Aqua (Raymundus de), 288.
Aquilario (Franciscus de), 451.
Aquilerio (Johannes de), 370.
Archa, 343.
Ares (Apparicus de), 590.
Arguendi ordo, 359.
Arigerio (Bernardus de), 592.
Arlandi (Stephanus), 236.
Armacanicis (Bertrandus de), 210.
Armes, 246, 305, 619.
Arnaldi (Guillelmus), 713.
Arnaldi (Hugo), 713.
Arnaud de Villeneuve, 217, 220, 223, 225.
Arnaudi (Jacobus), 604.
Arnaudi Pitavi (Guillelmus), 370.
Arqueiatoris (Guillelmus), 369.
Arrêts et Déclarations (ms.), XXIII.
Artigiis (Guillelmus de), 452.
Arts (Faculté des), 190, 364, 533-537, 606, 630.
Assemblée communale, 258.
Associations d'étudiants, 246.
Astreboni (Petrus), 581.
Astrugi (Deodatus), 451.
Atis (Petrus de), 712.
Audemarii (Raymundus), 588.
Augerii (Johannes), 600.
Aurini (Antonius), 455.
Aussaco (Guillelmus de), 593.
Aussona (Hugo de), 288.
Auteurs médicaux, 219, 346, 347, 348, 350.
Aversonone (Petrus de), 603.
Axtha (Bonetus de), 292.
Aygni (Raymundus), 287.
Aymerici (Durantus), 287.
Aymonis (Petrus), 288.
Ayrardi (Johannes), 587.
Azinerii (Bernardus), 583.

B

Bacheliers, 323, 334, 344, 350, 352, 354, 355, 363.
Baccalauréat, 187, 188, 294, 313, 351, 352, 353, 629, 630, 631.
Bachonis (Petrus), 586.
Bacuda (Matheus), 596.
Baffici, 364.
Bajuli (Guillemus), 591.
Bajuli (Petrus), 589.
Balencerius (Petrus), 715.
Balesterii (Raymundus), 524.
Banhuli (Franciscus), 601.
Banquerii, 327, 335.
Baradulia (Michael de), 582.
Barano (Arnaldus de), 604.
Bardaiani (Petrus), 596.
Bardolleti de Blecherento (Girardus), 582.
Bari (Jacobus), 594.
Barral (Guilhem), 417.
Barraudi (Hugo), 594.
Barrerie (Andreas), 591.
Barrerie (Bartholomeus), 584.
Barrerie (Poncius), 433.
Barresii (Hugotus), 607.
Barriere (Bartolomeus), 674.
Barrio (Guillelmus Stephani de), 713.
Bartengiis (Stephanus de), 538.
Bartholomei (ecclesia S.), 377.
Bertrandi (Stephanus), 598.
Basterii (Johannes), 289, 292.
Bastide (Raymundus), 288, 292.

Bâtardise, 232, 278, 364, 386.
Baude (Matheus), 684.
Bayle, 212, 437, 438, 627, 680, 683.
Bazoches (Gui de), 700.
Beata Maria de Tabulis (ecclesia), 318, 397, 399, 474.
Bedellus, 326, 335, 364, 371, 424, 427, 428.
Beesde (Henricus de), 589.
Beke (Leonius de), 597, 604.
Belania (Ysuardus de), 581.
Bellaco (Bernardus de), 592.
Bellagarda (domin. de), 636.
Belli (Johannes), 587.
Belloforti (Philippus de), 579.
Belloquercu (Lambertus de), 372.
Bello Visu (Thomas de), 287.
Bendoni (Johannes), 591.
Benedicti (Guillelmus), 594.
Benedicti (Petrus), 368, 713.
Bénéfices, 289, 411, 415, 445, 448, 450, 458, 493, 534, 566, 663.
Bengaroti (Guillelmus), 595.
Berardus de Neapoli, 199.
Berbentana (Guillelmus de), 600.
Berengarius, 683.
Berlandi (Jacobus), 288.
Bernardi (Johannes), 600.
Bernardi (Laurencius), 434.
Bernardi (Vincentius), 591.
Bernerii (Petrus), 596.
Bernicio (Jacobus de), 216.
Berriati (Johannes), 584.
Berruerii (Johannes), 585.
Bertrand (cardinal), 296, 371, 380, 381, 388, 398, 407, 409, 411, 412, 413, 414, 429, 440.
Bertrandus, 370.
Bertrandus Remensis, 186.
Besclaut (Johannes), 603.
Bessoni (Hugo), 589.
Bethem (Herbordus de), 605, 607.
Beurelli (Julianus), 590.
Bevento (Humbertus de), 684.
Beys de Loen (Arnaldus, dictus), 604.
Bezasse (Guillelmus), 588.
Bicani (Petrus), 214.
Birida (Bernardus), 598.
Biterris (Guillermus de), 249, 251.
Blani (Petrus), 579.
Blanquaria, 552.
Blanquassii (Johannes), 585.
Blavi (Petrus), 625.
Blazini (Ermengarius), 209, 214.
Blena (Gualterus de), 186.
Boerys de Loen (Arnoldus, dictus), 597.
Boilleti de Cusello (Stephanus), 600.
Boiterii de Alesto (Johannes), 605.
Bolliacii (Artaldus), 589.
Bolliacii (Ludovicus), 582.
Bolonio (Amedeus de), 590.
Bonahora (Bernardus de), 229, 232, 249.
Bonahora (Symon de), 288.
Bonatio (Guillelmus de), 590.
Bonis (Petrus), 604.
Bonitemporis (Odoardus), 591.
Bonnalli (Johannes), 231.
Bonnenc (Johannes), 196.
Bonohomini Delamania, 593.
Bononia (Petrus de), 543.
Bordis (Petrus de), 288.
Borna (Bertrandus de), 599.
Borracii (Stephanus), 580.
Borste (Godefridus), 713.
Boscho (Lucius de), 598.
Bosco (Radulphus de), 604.
Bosqueti (Petrus), 288.
Bothwyl (Johannes), 601.
Botlini (Guillermus), 579.
Bourses, 489, 558, 564, 635.
Boverii de Balcegia (Petrus), 542, 547.
Boyssani (Bernardus), 586.
Boyssonis (Jacobus), 595.
Bozena (Michael de), 581.

Brassalli de Monte Acuto (Vicinus), 594.
Brega (Petrus de), 456.
Bremundus, dominus Montisferrarii, 216.
Breydenbach (Gaufridus), 452.
Brito (Johannes), 186.
Britonis (Stephanus), 605.
Brixia (Guillermus de), 220.
Brocha (Guillermus), 232.
Broherii (Gingonetus), 588.
Broherii (Johannes), 595.
Brufformerii (Paulus), 591.
Brunelli (Stephanus), 390.
Bruni (Jacobus), 452.
Brunonis (Henricus), 604.
Brunswic (Bertoldus de), 370.
Bucr. (Guillelmus), 605.
Burgundi, 319.
Buxeto (Andreas de), 369.
Buxo (Stephanus de), 588.
Byncyni (Geraldus), 597.

C

Cabaterii (Bernardus), 599.
Cabrespino (Johannes de), 433.
Cadavres, 569, 572, 573, 678, 680.
Cadeaux, 361, 371, 647.
Cadolla (Johannes de), 416.
Calatorio (Hugo de), 203.
Calberte (Pierre), 217, 226, 227.
Calcadelli (Bernardus), 195.
Calendrier, 687.
Calker de Goch (Jacob), 455.
Calma (Beraldus de), 586.
Calmo (Petrus de), 450.
Calvelli (Petrus), 380.
Calveti (Guillelmus), 596.
Camdunt (Petrus), 604.
Camino (Petrus de), 706.
Camis (Adam de), 601.
Campis (Berengarius de), 591.
Canaverii (Bertrandus), 591.
Cancellariat (ms.), xxxvi.
Candelli (Berengarius), 455.
Candeti (Exeminus), 590.
Canesuspenso (Guillelmus de), 369, 370, 371.
Caneti (Guillelmus), 597.
Caneto (Armandus de), 583.
Canillac (Raymond de), 456.
Canosius (Jacobus), 580.
Canyoti (Raymundus), 452.
Capella (Franciscus), 596.
Capella (Henricus de), 456.
Capendu (Guilhem de), 368.
Capitestagno (Petrus de), 232.
Capite Vilario (Johannes de), 253.
Capnez de Orgelleto (Humbertus), 594.
Caponibus (Bernardus de), 584.
Cappellerii (Berengarius), 214.
Caprelino (Johannes de), 713.
Capsoris (Gascalcus), 369.
Ça Quintana (Ludovicus), 598.
Caranta (Bernard de), 273, 283.
Carbonelli (Guillelmus), 584.
Cardinalis, 186.
Cardinalis (Petrus), 216.
Cardoneti (Petrus), 590.
Carlato (Bernardus de), 593.
Carmes, 473.
Carnaval, 305, 381.
Carracii (Geraldus), 591.
Carrelli (Petrus), 585.
Carreria (Petrus), 582.
Cartatori (Durandus), 596.
Casala (Bernardus), 584.
Casis (Johannes de), 591.
Cassardi (Anthonius), 600.
Castellano (Raymundus de), 579.

CASTILLIONIS (Jacobus), 586.
CASTRO (Raymundus de), 584.
Catalane (nation), 319, 429, 440.
CATHALANI (Petrus), 438, 439.
CATHALANI (Petrus), 586.
CAVALHERII (Jacobus), 595.
CAVEYRAC (St-Martin de), 464.
CELARIO (Arnoldus de), 455.
Cellerarius, 622.
Cérémonial (ms.), XXXVI.
CERZET (Olivier de), 295.
CESAVACES (Bartholomeus), 433.
Cessatio, 182.
CHABALERII (Petrus), 599.
Chambre apostolique, 535.
CHAMPELLIS (Guillelmus de), 605.
Chancelier, 181, 189, 222, 250, 252, 254, 342, 460, 634, 680.
CHANDEYRACO (Pontius de), 583.
CHARRADE (Petrus), 370.
CHARTRESII (Petrus), 603.
CHAULET (prieuré de), 553, 616.
CHAVACELLI (Johannes), 524.
CHINONIS (Gaucelmus de), 544, 549.
CHINROTI DE TURRE SPINI (Stephanus), 453.
CHIRACO (Raymundus de), 289.
Chirurgiens (Livre des Maîtres), XXXVI.
CHOYS (Odo de), 454.
CHRISTIANI (Savaricus), 538.
CLARETI (Antonius), 603.
CLENCHINI (Vincencius), 370.
CLERICI (Lunnus), 455.
Cloche, 287.
COCTOLIBERO (Thomas de), 595.
CODOHENA (Guillelmus de), 581.
COENECT (Johannes), 597, 604.
COLAMERIUS, 369.
COLIN (Galterus), 455.
COLLE (Michael de), 452.
Collecta bedelli, 366.
Collectæ communes, 323.
Collectæ doctorum, 325.
COLONGIIS (Guillelmus de), 287.
COLUMBARIO (Guillelmus de), 338.
COLUMBI (Guillelmus), 454.
COMITIS DE FLORIACO (Johan.), 544, 550.
Commater, 305.
Compater, 305.
CONCHIS (Petrus de), 187, 189.
CONDAMINIS (Pontius de), 598.
CONDATI (Johannes), 590.
CONDOMIENSIS episcopus, 561.
CONDOMINA (Lucianus de), 603.
Confirmation des privilèges, 434, 478, 602.
Congés, 381, 411.
Congregationes per fidem, 188, 190, 342, 534.
Congregationum (Liber), XXXVI.
CONNIIS (Guillelmus de), 587.
CONNILLI (Franciscus), 573.
CONQUES (monastère de), 240, 555, 556.
CONRAD (cardinal), 180, 194.
Conseillers, 319, 333, 429, 440.
CONSTANTINI (Arnaldus), 451.
Consuls de Montpellier, 273, 274, 373, 474, 478, 482, 487, 515, 625, 640, 649, 667.
CONTASTINI (Bartholomeus), 712.
CONTASTINI (Jacobus), 289.
COPIL DE ESCHERALVEGE (Ludolphus), 452.
CORDONETI (Petrus), 588.
CORINHONIS (Johannes), 585.
COSTAFREGA, 468, 469, 710.
COSTE (Jacobus), 369.
COSTIS (Johannes de), 452.
Costume, 653.
COURREAU, 417, 490.
Cours, 182, 347, 348, 349, 381, 407.
CRISSONERII (Guillelmus), 588.
CRISSONERII (Guillelmus), 588.
CROSETO (Petrus de), 370.
CROSSETI (Johannes), 587.

CRUSOLIS (Guillelmus de), 370.
CUCELLI (Hugo), 525.
CULLAND DU CHESNE (Jean), 533, 534, 535, 536, 537.
CUMBA (Guillelmus de), 588.
CUNILII (Franciscus), 602.
CUNILII (Franciscus), 643.
CURTILIA (Andreas de), 592.

D

DACIA ? (Petrus de), 434.
DEGARS (Alan), 295.
Délibérations (ms.), XXXVI.
DEODATI (Bernardus), 598.
DETHEN (Johannes), 607.
DEUTIO (Paulus de), 295, 298, 337, 397.
DEYDERII (Jacobus), 592.
Dies sollempnes 191.
DILFRUE (Guillermus), 580.
DIONISII (Andreas), 597.
Disputaciones, 349, 621.
DOBACH (Jacobus), 583.
Docteurs, 323, 334.
Doctorat, 216, 239, 314, 317, 334, 354, 371, 389, 398, 411, 642, 704.
DOMENGE (Guillelmus), 581.
DOMINICI (Egidius), 603.
DOMINO ? (Radulfus), 186.
DONS (Johannes de), 582.
DOUZE-MÉDECINS (Collège des), 551, 553, 555, 561, 609, 659, 660, 672.
Doyen de la Faculté de Médecine, 341, 460.
Doyen de la Faculté des Arts, 192.
Droit (Statuts de la Faculté de), 296, 337, 371, 381, 388, 407, 411, 429, 440, 456.
Droits d'entrée sur les vivres, 258, 265, 267, 269, 273, 274, 283, 332, 403, 436, 477, 487, 515, 568.
DULCIS (Guillelmus), 598.
DURANDI (Johannes), 581.
Dyalectica, 191.
DYCOVA (Bercherus de), 524.

E

EBRARDI (Amalricus), 600.
ECKEBERTI DE STEDEN (Johannes), 605.
École de Droit, 625.
EDELINI dicto SANSON (Johannes), 603.
EGBERTI DE FLAMBOM (Thomas), 607.
EGIDII (Alvarus), 599.
EGIDII (Jacobus), 237, 588.
EGIDII (Raymundus), 684.
ELEMBACH DE NOVILLARUM (Johan.), 595.
ELVARDI (Amalricus), 600.
ELYE (Aymericus), 369.
EMBRICA (Mauritius de), 410.
Emprunts, 450, 633.
Enquête, 538.
Enseignement, 179, 486.
Envoyés, 235.
Estude, 284, 285.
EULALIE (ecclesia Sancte), 524, 625, 710.
Évêque de Maguelone, 181, 184, 189, 190, 191, 193, 195, 200, 208, 209, 216, 222, 224, 246, 292, 294, 332, 338, 386, 398, 474, 486, 536, 561, 642, 683, 684, 704.
Examens, 181, 185, 188, 190, 191, 216, 346, 353, 354, 355, 364.
Examen privatum, 356, 358.
Examen rigorosum, 356, 357, 632.
Examens et grades (ms.), XXXVI.

Exemption de juridiction, 533.
Exemptions d'impôts, 378, 477, 559, 568, 608, 640, 669.
Exercice de la Médecine, 185, 202, 203, 207, 234, 236, 281, 426, 476, 569, 668.

F

Fabiani et Sebastiani (Festum SS.), 334, 335.
Fabri (Guillelmus), 592, 600.
Fabri (Raymundus), 600.
Fabrica (Guillelmus de), 603.
Fabricati (Petrus), 603.
Falconis (Johannes), 590.
Falconis (Poncius), 453.
Farsati (Johannes), 593.
Fecalci (Aymo), 524.
Felibien (Guillelmus), 455.
Fernandi (Egidius), 603.
Ferrandi (Martinus), 370.
Ferrarii (Arnaldus), 583.
Festivitates, 311, 350.
Fidis (ecclesia Sancte), 191.
Firmin (Prieur de St), 181, 249.
Firmini (ecclesia S.), 361, 390, 633.
Flamenchi de Laniolas (Petrus), 541, 547.
Folquerii (Raymundus), 588.
Fonte (Guillelmus de), 586.
Fonte (Solatius de), 585.
Fontestario (Raymundus de), 585.
Foresterii (Bernardus), 602, 643.
Frankenfurt (Johannes), 605, 607.
Frays (Stephanus del), 217.
Frédol (André de), 246.
Fredoli (Raimundus), 216.
Frigida Villa (Johannes de), 607.
Frigida Villa (Stephanus de), 607.
Froyssardi (Johannes), 582.
Fruytini de Playostis (Adam), 594.
Fulconis de Castellario (Johannes), 587.
Funiculi (Johannes), 585.
Furno (Petrus de), 713.
Fusterii (Jacobus), 592.

G

Gabiano (Johannes de), 283.
Gabues (Johannes de), 288.
Gachesii (Bertrandus), 288.
Gaiani (Guillelmus), 451.
Galhardi (Berengarius), 591.
Galhardi (Johannes), 684.
Gallaco (Berengarius de), 580.
Gallardi de Fornolio (Johannes), 594.
Gallneris (Castillio), 592.
Gandelleti (Johannes), 582.
Garandelli (Michael), 585.
Gardiis (Poncius de), 287.
Garnerii (Bernardus), 452, 583.
Garussii (Petrus), 403.
Gasbert, 295.
Gaspardi (Johannes), 583.
Gaspardi (Petrus), 584.
Gastonis (Petrus), 451.
Gaudiosa (Guillelmus de), 217, 233.
Gaufridus Pictavensis, 186.
Gay (Guillelmus), 289.
Genesii (Paytavinus), 584.
Genestat alias Rahedor (Francischus), 587.
Gergro (Martinus de), 712.
Germain (manuscrits d'Alexandre-Charles), xxxv.
Germanus, 193.

Ghildehuus (Johannes, dictus), 455.
Gilberti (Martinus), 313.
Gileti (Vincentius), 590.
Gilles (Jacques), 254.
Giramheti (Vincentius), 452.
Girardi (Perenetus), 597.
Girardi (Petrus), 597.
Girbardi (Stephanus), 583.
Girberti (Bernardus), 580.
Girgos (Anthonius), 588.
Gislandi (Guillelmus), 451, 580.
Giuslandi (Johannes), 585, 598.
Gombaldi (Bernardus), 594.
Gomecii (Laurentius), 603.
Gomecii de Fuent Salida (Didacus), 678.
Gorths (Matheus), 581.
Gozono (Raymundus Bertrandi de), 712.
Grades, 219, 292, 649.
Grailly (Jean de), 482.
Grammatica, 190.
Granolheriis (Raymundus de), 585.
Grimaudi (Guillelmus), 713.
Grimoard (Anglic), 464, 567, 609, 638.
Grinde (Johannes), 592.
Grisiaco (domin. de), 636.
Guallinariis (Petrus de), 453.
Guardiola (Julianus), 589.
Guarini (Guillelmus), 545.
Guazanhaire (Petrus), 195.
Gueldre (comte de), 280.
Gui de Sora, 185.
Guido Grassinopolitanus, 186.
Guidonis (Bernardus), 589.
Guilhem viii, 179.
Guillelmi (Berengarius), 584.
Guillelmi (Johannes), 713.
Guillermi (Pontius), 579.
Guillermi (Salvator), 579.
Guillelmus de Sancto Martino, 216.
Guillermus, abbas Montisolivi, 297.
Guillon de Oyo (Johannes), 589.
Guintonia (Henricus de), 186.
Guiraudi (Stephanus), 288.
Guitardi (Anthonius), 579.
Guitardi (Guillelmus), 433.
Gumberti (Jacobus), 684.
Gurbo (Arnaldus de), 594.

H

Habillement, 304, 361, 647.
Hacgenowe (Johannes, dictus de), 586.
Hagenowe junior (Johannes dictus), 595.
Hasselt (Theodericus de), 455.
Haunne (Egidius de), 451.
Hellor de Lierheim (Henricus, dictus), 597.
Heluye (Reginaldus), 594.
Helye (Jacobus), 288.
Helye (Petrus), 369.
Hoenel (Jacobus de), 590.
Hominisdei (Johannes), 605.
Honoraires, 182, 292, 294, 353.
Hospicia, 330.
Hospiti (Johannes), 455.
Hoyenna (Johannes de), 489.

I

Imberti (Jacobus), 339.
Impôts, 627.
Inceptio, 182, 191, 310, 312.
Indults, 289, 411, 415, 445, 448, 458, 493, 566, 663.
Inghen (Johannes de), 604.

Inghen (Mar^cel d'), 533, 534, 535, 536, 537.
Inimitiés, 182, 192, 388.
Insberti (Johannes), 713.
Intorticia, 357.
Intramontibus (monasterium de), 636.
Inverlliati (Antonius), 597.

J

Jacobi (Johannes), 460, 602, 628.
Jallii (Radulphus), 585.
Janniti (Bernardus), 543, 548.
Jantrani (Johannes), 589.
Jaurens (Guido de), 233.
Jayme I^er, 197, 200, 202.
Jayme II, 207.
Jean de Lodève, 236.
Jean de Saint-Marc (cardinal), 460.
Jean de Sainte-Cécile (cardinal), 208.
Jenceraudi (Petrus), 599.
Jenoherii (Guillelmus), 584.
Jenoherii (Petrus), 600.
Jeux, 305, 619.
Johannes de Chipro, 204.
Johannis (Gonsalvus), 604.
Johannis (Hugo), 589.
Johannis (Petrus), 584.
Johannis (Rodericus), 587.
Johannis (Stephanus), 452.
Joly (Johannes), 580.
Jordani (Guillelmus), 452.
Jordani (Raymundus), 538, 599, 633.
Jori (Hugo), 598.
Juge, 181.
Juifs, 203, 234, 683.
Juliani (Guillelmus), 288.
Juliani (Johannes), 597.
Just (Michael), 587.

K

Kallier (Hermannus de), 524.
Karoli (Arnoldus), 586.
Karoli (Johannes), 591.
Karoli (Raymundus), 456.
Karoli (Stephanus), 588.
Kolbeczhent (Guillelmus de), 593.

L

Ladonensis (Jacobus, dictus), 582.
La Font (Bartholomeus de), 596.
La Guerola (Dominicus de), 581.
Laine (Stephanus), 600.
La Manhiania (Jacobus de), 592.
Lampertheim (Martinus de), 588.
Lampertheim (Petrus de), 582.
Lanaycieyra (Albertus), 589.
Lantoardi de Bastello (Bertrandus), 713.
Lanus, 188.
Laune (Stephanus), 452.
Laurentii (Hugo), 593.
Laurerii (Berengarius), 543, 548.
Lauronis (Arnaldus), 712.
Laverie (Bego), 603.
Lecteurs supplémentaires, 381.
Lectionum et clavium (Liber), xxxvi.
Lectura, 187, 306, 307, 346, 348, 349, 352.
Ledra (Arnaudus de), 369.
Lenia de Fossio (Henricus), 593.

Leo (Cristianus), 594.
Lépreux, 188, 344.
Lesiona (Stephanus Vincencii de), 713.
Liber Rectorum (ms.), xxiv, xxxv.
Libris (Stephanus de), 607.
Licence, 187, 195, 208, 209, 213, 217, 224, 229, 255, 285, 313, 314, 338, 354, 359, 389, 704.
Liefkemrode (Mauricius de), 604.
Lieute (Nicholaus de), 595.
Littera baccalariata, 353.
Littera testimonialis, 358.
Livres, 189, 328, 365, 613, 678.
Lobidus de Blecherento, (Giraudus dictus), 594.
Loche (Raymundus), 595.
Logements, 192, 329, 380, 398, 409, 412, 413, 414, 424.
Logica, 190.
Lonbariar (Anthonius de), 684.
Lonerio de Revello (Anthonius de), 581.
Longini de Polonigniaco (Hamo), 452.
Louis IX, 184.
Lovier (Antoine de), 684.
Lucrator (Petrus), 186.
Lundris (Prioratus Sancti Martini de), 295.
Lunello (Bartholomeus de), 232.
Lupi de Wesalia (Henricus), 455.
Lupparia (Petrus de), 582.
Luxe, 411.

M

Macellarii (Raymundus), 603.
Maguelone (Prévôt de), 249.
Maguessa (Johannes), 605.
Mahyni (Guillelmus), 287.
Maisseni (Jacobus), 628.
Maitres, 346.
Maîtrise, 280, 292, 346, 361, 630, 633, 667.
Malchautardi (Raymundus), 603.
Maleruffi (Johannes), 684.
Maleti (Anthonius), 581.
Malsebrerii (Jacob), 599.
Mancii (Hugo), 187, 189.
Manhaco (Hugo de), 581.
Manhania (Guilhem de), 625.
Manso (Andreas de), 713.
Manso (Petrus de), 595.
Mantelli (Raymundus), 580.
Marcasellis (Gastusde), 430.
March (Petrus), 600.
Marchandi (Gichardus), 453.
Marci (Johannes), 216.
Martelenas (Raymundus), 626.
Martinenchas (Stephanus), 377, 433.
Martini (Arnaldus), 594.
Martini (Gondisalvus), 591.
Martini (Guillermus), 229, 231, 232, 292.
Martini (Rostanus), 582.
Martini de Quercupediculoso (Poncelletus), 599.
Martinus (Franciscus), 595.
Martorelli (Ludovicus), 585.
Maruini (Johannes), 545, 550.
Mascaroni (Guillelmus), 581.
Maseriis (Aymo de), 229, 232, 292.
Masero (Guillermus de), 223, 225.
Maseti (Johannes), 287.
Massati (Johannes), 229.
Massoni (Johannes), 232.
Mathei (Arnaldus), 593.
Mathei (Radolphus), 591.
Mathei de Cedena (Guillelmus), 453.
Matri de Rocordomont (Guillelmus), 598.
Matricula, 351, 381, 630.
Matricule (Liber), xxxvi.

MATZETIS (Matheus de), 597.
MAUGERII (Johannes), 599.
MAUREL (Jean), 295.
MAURELLI (Giraudus), 592.
MAYSSENDUS (Jacobus), 486.
Médecine (Statuts de la Faculté de), 340, 629.
MELZIEM (Johannes), 596.
MERCADIALIS (Petrus), 599.
MESERGUE (Petrus de), 580.
MESOAGUA (Rostagnus de), 214.
Messe, 303, 341.
MEYNS DE GOCH (Henricus), 455.
MEYSSONERII DE HERMALHIS (Petrus), 539, 545.
MICE (Petrus de), 524.
MICHAELIS DE SANCTO UBERTO (Geraldus), 601.
MIR (Raynaldus), 452.
MIRAMONTE (Johannes de), 684.
MISTRALIS DE CONFLETO (Johannes), 524.
MODANELLI (Johannes), 596.
MOLENDINIS (Stephanus de), 593.
MOLERIIS (Raymundus de), 292.
MOLINERII (Guillelmus), 575, 602.
MOLVERII (Matheus), 596.
MONACHI (Guiffredus), 524.
MONCELLIS (Guillelmus de), 451.
MONDOMP (B. de), 295.
MONTE (Johannes de), 586.
MONTE APERTO (Guillelmus de), 593.
MONTEBUXERIO (Hugo de), 229, 232.
MONTEGELATO (Guido de), 370.
MONTELAURO (Hugo de), 369.
MONTEMOLENDINI (Petrus de), 605.
MONTE OLIVO (Bertrandus de), 684.
MONTE OLIVO (Guillelmus de), 543, 548.
MONTISMAJORIS abbas, 561.
MONTLAUR (Jean II de), 190.
MONTPELLIÉRET, 191, 265.
MORINI (Girardus), 588.
MORLINO (Petrus de), 605.
Morts (Service des), 292, 303.
MOTETI (Raymundus), 600.
MURATO (Geraldus de), 605.
MURO (Arnaldus de), 593.

N

NARRARDI (Clemens), 587.
NATHALS (Oliverius), 640.
NAVARRETI (Johannes), 599.
NAYME (Pontius de), 544, 549.
NEYDORP (Ludolphus de), 410.
NICOLAS IV, 209, 210.
NICOLASSELLI (Gaufridus), 453.
NOBLETI (Guillelmus), 593.
NOGARETO (Guillelmus de), 216.
NOIGUERII DE LEDENE SALINERII (Johannes), 584.
NUET (Petrus), 423.

O

Obsèques, 182, 191, 303.
Officiers royaux, 235, 569, 572, 573, 679.
OFFRIDI DE THOLOMEYO (Odo), 454.
OLERII (Petrus), 452, 712.
OLIVARII (Girardus), 580.
OLIVERII (Petrus), 588
OLIVERII (Salvator), 339.
Ordinarius, 345.
ORIOL(Petrus), 597.

P

Pagesii (Johannes), 599.
Pagesii de Bravacio (Johannes), 540, 546.
Palas (boria de), 240, 555, 659.
Paleti (Petrus), 595.
Palmerii (B.), 684.
Palomar (Francischus de), 596.
Palomar (Miquael de), 596.
Pamiis (Bernardus de), 287.
Paneti (Johannes), 370.
Panni, 304.
Panteria (Stephanus de), 589.
Pape (Guillelmus, dictus), 605.
Paris (Université de), 378.
Pastoris (Johannes), 584.
Pauleti de Malo Bosco (Stephanus), 542, 547.
Pauli (Bertrandus), 684.
Pauli (Karolus), 684.
Payares (Bartholomeus), 599.
Pecolli (Durantus), 229.
Pecunia, 324, 364.
Pegoreni (Petrus), 601.
Pelissardi (Petrus), 287.
Pellissardi (Galterius), 593.
Penna (Johannes de), 216.
Pericula, 188, 343.
Peris (Raymundus), 585.
Perol alias Parol (Petrus), 587.
Perpennati (Bernardus), 592.
Petioti alias de Aula (Beraldus), 588.
Petioti de Aula (Bertrandus), 587.
Petit Scel, 424, 430, 478, 482.
Pétrarque, 702.
Petri (Bertrandus), 579.
Petri (Bertrandus), 581.
Petrus abbas, 482.
Petrus, archiep. Narbonn., 484.
Pézénas (Collège de), 417 431, 435, 442, 448, 490.
Picis (Eustachius), 713.
Pictavinus, ep. Magal., 297, 298.
Pieplat (Robertus), 605.
Piera (Guillelmus de), 594.
Pinelli (Petrus), 580.
Pirgwi (Bertoldus), 593.
Pirgwi de Frankefordia (Hartimanus), 588.
Piscis (Johannes), 680.
Piscis (Petrus), 217, 231.
Pistoris (Bernardus), 543, 548.
Pivaroti (Raymundus), 604.
Plana (P.), 370.
Planella (Guillelmus de), 369.
Plantherina (Johannes de), 590.
Planzolis (Guillelmus de), 595, 684.
Podio (Durantus de), 605.
Podio (Franciscus de), 584.
Podio (Raymundus de), 633.
Podio Auzono (Bernardus de), 594.
Podio Fruino (Johannes de), 586.
Podio de Marologio (Raymundus de), 539, 546.
Podio Morent (Hugo de), 392.
Podio Regali (Johannes de), 590.
Podiolo (Petrus de), 580.
Pœnæ pecuniariæ, 332.
Poheti (Johannes), 583.
Polerici (Johannes), 545, 550.
Polonis (Petrus), 581.
Ponchetis (domin. de), 636.
Pons d'Aumelas, 216.
Pons de Lunel, 233, 278.
Ponte (Bernardus de), 486.
Ponte (Johannes de), 524.
Pontii (Durandus), 599.
Pontii (Johannes), 583.
Poponis (Petrus), 597.
Porsano (Petrus Stephani de), 713.

Portal (Bertrand), 250.
Porte (Guillelmus, dictus), 605.
Practica, 187, 344, 617.
Pradellis (Johannes de), 288.
Pradinis (Raymundus de), 287.
Prandium, 354, 361, 620.
Prato Humberto (Petrus de), 589.
Preco, 709.
Pradis, (Philippus de), 684.
Préséances, 182, 192, 323, 684.
Principium, 190, 313, 317, 716.
Prinslamia (Johannes de), 280.
Privilèges et Statuts (ms.), xx.
Privilegia Universitatis medicæ Monspeliensis (ms.), ix, xxxv.
Prixani (Hugo), 287.
Processions, 437, 438.
Procuratoris studiosorum (Lib.), xxxvi.
Procureurs, 343, 352, 437, 622.
Provinciales, 319.
Pudralli de Paterniaco (Cono), 582.
Pudralli de Paterniaco (Petrus), 592.

Q

Questio per intentionem, 354.

R

Rabins (Petrus de), 590.
Rabuffi (Jacobus), 684.
Ranchetis (Johannes de), 713.
Raymbaldi (Hugo), 581.
Raymundi (Petrus), 643.
Raynaudi (Hugo), 451.
Reate (Andreas de), 287.
Recteur de la Fac. de Droit, 319, 322, 334, 368.
Rector Studii, 430.
Regordi de Sancto Maximino (Guillelmus), 542, 549.
Reguli (Guillelmus), 590.
Reguli (Johannes), 595.
Remolins (Bernardus de), 596.
Renerii junior de Analone (Johannes), 583.
Rentes (constitution de), 535, 536.
Repeticiones, 310, 349.
Revordelli (Guillelmus), 603.
Ricard (Pierre), 273.
Ricardi (Ludovicus), 587.
Ricardi de Visen. (Guillelmus), 595.
Rinfredi (Petrus), 600.
Ripa (Lucas de), 313.
Rivomalo (Firminus de), 595.
Robertus Senonensis, 186.
Roceti (Petrus), 589.
Rochafort (Bernardus), 594.
Rochairon (Petrus), 643.
Rochete (Stephanus), 287.
Roderici (Petrus), 598.
Rodoni de Saltwedel (Henricus), 455.
Roherii (Johannes), 589.
Romeario (Petrus de), 454.
Romeria (Berengarius de), 451.
Rosclare (Johannes de), 585.
Rosenbosch de Laud. (Johannes), 607.
Rosheim (Gosso de), 586.
Roshem (Henricus de), 604.
Rossem (Henricus de), 606.
Rosson (Henricus de), 643.
Rotberti (Guilhem), 195, 196, 203.
Rote (Guillermus), 292.
Rothonis (Nicolaus), 452.

Rotuli, 432, 434, 450, 454, 578, 602, 606.
Roveria (Berengarius de), 578.
Rubei (Raymundus), 370.
Ruffi (Marinus,) 369.
Rupe de Canonica (Bresonus de), 542, 543, 549.
Ruphi (Guillelmus), 596.
Ruphi (Johannes), 590.

S

Sacheti (Guillelmus), 597, 683.
Sacra (Egidius de), 433.
Sacrements, 560.
Saillevilla (Reginaldus de), 452.
Saint-Benoît (Collège de), 492, 538, 558, 564, 567, 633, 638.
SS. Benoît et Germain (monastère des), 484, 489, 638, 715.
Saint-Circ (Hugue de), 702.
Saint-Romain (prieuré de), 556.
Saint-Ruf (Collège de), 464, 485, 495, 560, 635.
Saint-Victor (prieuré de), 485.
Sala (Jean de), 389, 712.
Sala (Franciscus), 451.
Salas de Monasterio (Stephanus), 545.
Saligano (Guillelmus de), 269.
Sanccii (Dominicus), 369, 370.
Sanccii de Carrion (Johannes), 369.
Sanche de Majorque, 234.
Sancti Aniani (Richerus), 587.
Sancti Munionis (Egidius), 482, 486, 487, 714.
Sancto Amantio (Bernardus de), 584.
Sancto Amore (Johannes de), 313.
Sancto Deodato (Hugo de), 583.
Sancto Dyonisio (Raymundus de), 451.
Sancto Paulo (Gaufridus de), 389, 712.
Sancto Privato (Bernardus de), 585.
Sancto Quintino (Bernardus de), 216.
Sancto Verano (Raymundus de), 453, 678.
Santurnanicis (Thomas de), 340.
Sanxi (Dominicus), 339.
Saorle (Guillelmus), 583.
Saporis (Leodegarius), 684.
Saturnini (Durandus), 595.
Sauvegarde (Lettres de), 257, 286, 660, 670, 706.
Sceaux, xxxvii.
Scherere (Alanus), 601.
Scherere (Johannes), 601.
Schnell (Nicolaus), 456.
Schonese (Johannes), 604.
Scolæ, 330.
Scolares, 331, 334.
Scorrofiti (Bertrandus), 581.
Secreta Universitatis, 343.
Séguier (Célestin), 295, 373, 711.
Seguerii (Guillelmus), 216.
Séguier (Guilhem), 199, 200.
Sereni (Johannes), 591.
Serlandi (Michael), 580.
Serments, 184, 187, 191, 331, 332, 333, 334, 335, 343, 357, 359, 361, 364, 381, 388, 623, 629, 704, 716.
Serra (Franciscus), 584.
Serra (Petrus), 580.
Serverie (Bernardus), 598.
Siberg (Tilmannus de), 455.
Sicalsi (Aymo), 516.
Sicardi (Petrus), 600.
Sicardus (Philippus), 579.
Sijes (Jacobus de), 597.
Soeghe (Johannes), 604.
Solano (Bernardus de), 287.
Solario (Bernardus de), 292.
Solerii (Petrus), 603.
Solo (Guiraudus de), 292.
Sora (Gui de), 185.

SOTANREM (Martinus de), 592.
SPANYOLI (Nicolaus), 582.
SPINASSONE (Guillelmus de), 417.
SQUERDI (Raymundus), 594.
SQUILLATI (Petrus), 339.
STAMPA (Bernardus de), 595.
Stationarii, 328.
Statuts, 180, 185, 186, 190, 194, 232, 292, 296, 337, 340, 371, 388, 407, 411, 429, 440, 456, 460, 495, 609, 629, 653, 683, 716.
STELLE (Cristianus de), 452.
STEPHANI (Jacobus), 288.
STEPHANI (Petrus), 593.
STILHIIS (Johannes de), 601.
STIPULE (Johannes), 597.
STORNIO (Albertus de), 236.
Studium, 190, 191, 192, 193, etc.
Studium generale, 210.
SUAVIS (Johannes), 590.
Suppliques, 408, 409, 410, 416, 423, 424, 432, 434, 450, 454, 474, 578, 602, 606.
SUXERII (Stephanus), 583.
SYFFAURO (Guillelmus de), 287, 292.

T

Tallia, 364.
TARGUE (Arnaldus), 601.
TASSILLI (Robertus), 434.
TEN ORTEN (Tiaso), 455.
TERMINIS (Geraldus de), 596.
TERREM (Bernardus), 451.
TERRERII (Arnaldus), 368.
TESSERI (Jacobus), 454.
TEXERII (Jacobus), 602, 643.
TEXERII (Johannes), 579.
TEXTORIS (Bartholomeus), 598.
TEXTORIS (Hugo), 586.
THARASCONI (Petrus), 587.
THELHINI (Bartholomeus), 605.
Théologie (Faculté de), 428, 474.
THONS (Alfonsus de), 579.
TILIA (Henricus de), 455.
TITTEL DE RUTHIGHEN (Borkardus), 456.
TOCABONIS (Petrus), 599.
Tonsura, 181, 192.
TORNAFORTI (Simon de), 269.
TORNAMIRA (Bertrandus de), 712.
TORNAMIRA (Johannes de), 461, 552.
TORNAMIRA (Petrus de), 216.
TORPT DE DYEST (Lambertus de), 604.
TOURNEMIRE (Jean de), 634.
TRABE (Matheus de), 389.
TRELLIA (Pontius de), 232.
TREMATO (Bertrandus de), 542, 547.
TRIGARD (Bernard), 417, 431, 435, 442, 448.
Tripudiatio, 304.
TURRE (Johannes de), 292.
TURRE (Jordanus de), 229, 232, 238, 249.
TYLLE DE HOYO (Johannes, dictus Robert), 597.

U

ULTRAMARINIS (Fabianus de), 409.
Université, 210, 450.
Université de Médecine. Voy. *Faculté de Médecine*.

V

VABRIACO (Johannes de), 524.
Vaccationes, 350.
VAGNONIS (Jacobus), 451.
VALDINII (Privatus), 585.

VALENTINI (Franciscus), 597.
VALESII (Guillelmus), 582.
VALLE (Dalmatius de), 596.
VALLE (Petrus de), 292.
VALLESICCA (Guillelmus de), 451.
VALLÈTE (Bernardus), 596.
VALMAGNE (Collège de), 197, 198.
VALMAGNE (monastère de), 240, 555, 659, 672.
VANHERNE (Henricus de Vuna, dictus), 434.
VASSALLI (Poncius), 313.
VENASCA (Gaufridus de), 389, 399, 408.
VENESCO (Johannes de), 713.
VERBITONSOR DE CAPELLA (Guillelm.), 595.
VERDERIE (Guillelmus), 584.
Verges, 427, 428.
VERSER (Thomas de), 584.
VERVEDE (Guillelmus), 598.
Vesperorum hora, 348.
Vice-chancelier, 203, 236.
Vice-recteur, 376.
VIGIL DE DURLACH (Wernherus, dictus), 605, 607.
VILLANI (Gregorius), 595.
VILLA NOVA (Petrus de), 713.
VILLA NOVA (Pontius de), 591.
VILLARETO (Hugo de), 592.
VILLARII (Bernardus), 594.
VILLATE (Johannes), 598.
VILLE (Guillelmus), 598.
VIMENETI (Petrus), 581.
Vin. Voy. *Droits d'entrée* sur les vivres.
VINADERII (Leovisius), 593.
VINCENTII (Guillelmus), 588.
VINES (Petrus), 590, 593.
VINGERON (Johannes), 599.
VIRIDARIO (Johannes de), 451, 482.
VIRIDARIO (Pontius de), 370.
VIRIDARIO alias de TERONDO (Petrus de), 588.
VIRIDIFOLIO (domin. de), 636.
Visites, 716.
Voies de fait, 193, 249, 438, 439.
VOLCAS (Bertrandus), 193.
VOLONI (Guillelmus), 288.
VOQUELINI DE LEDONE SALINERII (Odetus), 590.

W

WAUDERIO (Johannes de), 545.
WIRT DE ROTWIL (Henricus, dictus), 455.
WITTENBORT (Johannes), 581.
WITTHOMBORCH (Vernetus), 594.

Y

YGHEN (Johannes de), 587.
YSPANIE (Lupus), 684

ERRATA

N. B. Les corrections de toutes les pièces des Archives du Vatican qui n'ont pu être collationnées avant le tirage sont reportées dans l'errata qui suit. — On y a reproduit également, comme addition à l'Appendice et pour compléter les documents diplomatiques proprement dits, deux des plus anciens témoignages datés relatifs à l'Université, ceux de Anselme de Havelberg et de S. Bernard.

P. xxv, l. 40, ajoutez à la fin de la ligne : et d'une notice de M. Germain dans l'*Hist. de la Comm de Montpellier,* t. III, Notes et Éclaircissements, pp. 387-389.

P. xxxv, l. 7, ajoutez à la fin de la phrase : surtout dans les quatre volumes qui composent le Cartulaire proprement dit.

P. 199, l. 10, au lieu de : *competiunt,* lisez : *competunt.*

ibid., l. 12, au lieu de : *kalendas Augusti,* lisez : *II. kal. Aug.*

ibid., l. 13, au lieu de : T. I, lisez : *T. III (n° 32).*

P. 225, l. 26, ajoutez, à la fin de la phrase, l'addition suivante, donnée par le manuscrit des *Privilèges et Statuts* des Archives de la Faculté de Médecine : nec quisquam absque tali licencia, magistris exceptis, qui creantur in Studio sepedicto, audeat practicare.

ibid., l. 34, ajoutez à la fin de la ligne : Arch. du Vatican, *Reg. Clem. V* (n° 57), cap. 1065, fol. 236 b.

P. 235, l. 8, ajoutez une parenthèse avant *copie.*

P. 258, l. 19, ajoutez une virgule après *résolutions.*

P. 286, l. 12, au lieu de : *par,* lisez : *per.*

P. 287, l. 10, ajoutez après la première phrase : Publ. : Baluze, *Vitæ Paparum Avenionensium,* t. II, col. 54 ; Astruc, *Mémoires pour servir à l'Histoire de la Faculté de Médecine,* p. 50 (attribué par erreur à l'année 1301).

P. 289, l. 15, ajoutez une virgule après *Retornato (?).*

P. 294, l. 4, au lieu de : *perscrutationis,* lisez : *considerationis.*

ibid., l. 5, au lieu de : *indaginem,* lisez : *indagine.*

ibid., l. 12, au lieu de : *de cetero,* lisez : *decenter.*

ibid., l. 28, au lieu de : *studeas,* lisez : *studeatis.*

P. 295, l. 4, au lieu de : *quodque,* lisez : *quod.*

P. 369, l. 33, au lieu de : *inea,* lisez : *in ea.*

P. 370, l. 1, au lieu de : *annoinstanti,* lisez : *anno instanti.*

P. 372, l. 29, au lieu de : *1354,* lisez : *1355.*

P. 385, l. 29, au lieu de : *1354,* lisez : *1355.*

P. 389, l. 15, au lieu de : *1354,* lisez : *1355.*

P. 408, l. 16, au lieu de : *1354,* lisez : *1355.*

P. 427, l. 16, ajoutez après la première phrase : Publ. : Astruc, *Mém. p. serv. à l'hist. de la Fac. de Méd.,* p. 53.

P. 428, l. 16, ajoutez à la fin de la ligne : Publ. : Astruc, p. 54.

P. 441, l. 20, au lieu de : *par la Cour du Petit Scel,* lisez : *par la cour du Gouverneur royal de Montpellier.*

P. 451, l. 26, au lieu de : *Gislaudi,* lisez : *Gislandi.*

P. 463, l. 26, ajoutez à la fin de la ligne : Publ. : Astruc, p. 47.

P. 465, l. 23, au lieu de : *acquisitiones,* lisez : *acquisitionem.*

P. 466, l. 28, au lieu de : *providere,* lisez : *provideri.*

P. 468, l. 31, au lieu de : *iconomo,* lisez : *yconomo.*

P. 469. l, 3, au lieu de : *possessoris,* lisez : *possessorio.*

ibid., l. 5, au lieu de : *procuratorio,* lisez : *procuratorum.*

ibid., l. 18, au lieu de : *precium,* lisez : *procuratori.*

P. 471, l. 13, au lieu de : *quod,* lisez : *que.*

P. 472, l. 11, au lieu de : *bacallario,* lisez : *bacalario.*

ibid., l. 12, au lieu de : *canonico, Montisalbanensis,* lisez : *canonico Montisalbanensi.*

P. 485, l. 13, au lieu de : *Montispesulani,* lisez : *Montispessulani.*

ibid., l. 22, au lieu de : *quondam,* lisez : *quodam.*

P. 486, l. 5, au lieu de : *apprendere,* lisez : *apprehendere.*

P. 487, l. 3-4, au lieu de : *maliciosis conatibus se opponunt ac bacallarios ipsos in examine impediant eisque,* lisez : *ut bacallarios ipsos in examine impediant, maliciosis conatibus se opponunt eisque.*

ibid., l. 12, au lieu de : *ac,* lisez : *ad.*

P. 487. l. 16, au lieu de : *Apostolicis, quacumque*, lisez : *Apostolicis, sub quacumque*.

P. 489, l. 21, au lieu de : *Hogenna*, lisez : *Hoyenna*.

ibid., l. 24, au lieu de : *vestis*, lisez : *vestibus*.

P. 490, l. 23, au lieu de : *pios ac*, lisez : *pios et*.

P. 491, l. 8, au lieu de : *substentationem*, lisez : *sustentacionem*.

ibid., l. 25, ajoutez après le premier mot de la ligne : quousque.

ibid., l, 26, au lieu de : *audierint*, lisez : *audire voluerint, donec per sex annos eadem jura audiverint*.

P. 493. l. 21, ajoutez à la fin de la première phrase : 3 copies, dont la plus ancienne, du XIV^e^ siècle, est au *Liber Bullarum*, fol. 99, fonds de S^t^-Victor.

P. 534, l. 11, au lieu de : *exerceatis*, lisez : *excerceatis*.

P. 535, l. 12, au lieu de : *familiarium*, lisez : *familiar*[*i*]*um*.

P. 537, l. 20, au lieu de : *regerent et legerent*, lisez : *regerent, legerent*.

P. 538, l. 7, au lieu de : *Jordanis*, lisez : *Jordani*.

ibid., l. 11, au lieu de : *Christianus*, lisez : *Christani*.

ibid., *ibid.*, au lieu de : *Naudaco*, lisez : *mandato*.

ibid., l. 24, au lieu de : *dominum* [*Urbanum*, lisez : *dominum, dominum* [*Urbanum*.

ibid., l. 27, au lieu de : *totam et meram*, lisez : *totam... et meram*.

P. 539, l. 5-30 Les lignes 5-30 doivent être rétablies de la manière suivante :

qualiter *hoc* scit, dixit : quod ex eo quia vidit dictum Petrum a tempore quo *primo venit ad studium predictum* et postea continue bonum juvenem, honeste conversantem, bone indolis et bone vite, *saltim* quantum per exteriora apparere potest ; et ita dici *ab aliis monachis audivit* nec ab aliquo *sinistrum de ipso* dici audivit. Interrogatus de nominibus illorum a quibus *predicta* dici audivit ; dixit : se non recordari, sed communiter ab omnibus, cum satis notorium sit in dicto monasterio, qui sit bonus vel malus. Interrogatus si dictus Petrus sit obediens *ipsi* priori seu *alteri nomine ipsius* in hiis que sibi precipiuntur circa statuta *regularia* et alia ; dixit : quod *sic*, nec suos locumtenentes conqueri audivit *nec conqueritur ipse loquens, cum semper in omnibus, que sibi dicit et precepit, ipse loquens absque aliqua contradictione seu murmure reperit eum obedientem*. Interrogatus si dictus Petrus *contra sive inter fratres suos est scandalosus in factis seu verbis*, *dixit quod non*, saltem quod ipse *viderit aut audiverit*, sed *videt* eum pacificum, modestum et diligentem *circa studium suum*. Interrogatus si *sequatur* horas canonicas, diebus dominicis et festivis, [prout per] dominum nos-

trum Papam *ordinatum est;* dixit : quod *sic,* nisi aliter legitime *esset* impeditus, [et tunc] remanet de licentia *ipsius loquentis* seu ejus locumtenentis. Interrogatus si *dictus* continue dicat horas suas canonicas ; dixit : quod *sic*. Interrogatus *qualiter scit* quod [dictus Petrus] dicat *continue* horas suas ; dixit : *se* hoc ideo *scire*, quia *ita* vidit et [audivit] ab aliis monachis studentibus. Interrogatus de nominibus illorum, a quibus *hoc* [dici audivit] ; dixit : se non recordari. Interrogatus si *dictus Petrus* sit diligens seu vagabundus [in studio] ; dixit : quod, in quantum *sibi apparere potest*, ipse est diligens, nec vidit eum [hinc inde vagantem]. Interrogatus si sciat dictum Petrum *notorie fore* viciosum [aut aliqualiter male] moriginatum ; dixit : quod non, *sed* scit et vidit eum *bene* conversantem [et in actibus suis] maturum, honestum, bonum, religiosum et *dispositum ab omne bonum,* prout [etiam supra deposuit].

ibid., l. 31, ajoutez après le second mot : et diligenter examinatus.
ibid., l. 34, au lieu de : *sit,* lisez : *sic.*
P. 540, l. 8, au lieu de : *sit,* lisez : *sic.*
ibid., l. 10, au lieu de : *quod saltem,* lisez : *saltem quod.*
Ibid., l. 11, ajoutez après le troisième mot : alium vel.— Au lieu de : *vel,* lisez : *seu.*
ibid., l. 14, au lieu de : *sit,* lisez : *sic.*
ibid., l. 16, au lieu de : *pias horas canonicas,* lisez : *horas pias suas.*
ibid., l. 16-17, au lieu de : *quia ita vidit et ab aliis monachis, de quorum nominibus dicit se non recordari, dici audivit,* lisez : *quod sic. Interrogatus quomodo et qualiter scit quod dictus Ramundus continue dicat horas suas canonicas, dixit quia ita vidit et ab aliis monachis, de quorum nominibus dicit se non recordari, dici audivit.*
ibid., l. 18, au lieu de : *dixit : in quantum,* lisez : *dixit : quod in quantum.*
ibid., l. 23, au lieu de : *super,* lisez : *supra.*
ibid., l. 28, au lieu de : *sit,* lisez : *sic.*
ibid., l. 31, au lieu de : *audivit sinistrum dicere,* lisez : *sinistrum audivit dici.*
ibid., l. 33, au lieu de : *sit,* lisez : *sic.*
P. 541, l. 1, au lieu de : *sic,* lisez : *est.*
ibid., l. 4, au lieu de : *quod sit, nisi aliter legitime,* lisez : *quod sic, nisi aliter esset legitime.*
ibid., l. 6, au lieu de : *suas canonicas horas,* lisez : *horas suas canonicas.* — Au lieu de : *sit,* lisez : *sic.*
ibid., l. 7, ajoutez après le troisième mot : dici.
ibid., l. 14, ajoutez après le cinquième mot : dictus dominus prior.

P. 541, l. 18, au lieu de : *sit,* lisez : *sic.*
ibid., l. 19, au lieu de : *de ipso audivit,* lisez : *de ipso dici audivit.* — Au lie de : *vel ipsi*, lisez : *et suo.*
ibid., l. 21, au lieu de : *sit*, lisez : *sic.*
ibid., l. 25, au lieu de : *sit*, lisez : *sic.* — Au lieu de : *impeditus esset,* lisez : *esset impeditus.*
ibid., l. 27, au lieu de : *sit,* lisez : *sic.*
ibid., l. 30, au lieu de : *si est vagabundus seu diligens,* lisez : *si est diligens seu vagabundus.*
ibid., l. 32, ajoutez à la fin de la ligne : aliter.
P. 542, l. 5, au lieu de : *quomodo scit,* lisez : *quomodo et qualiter scit.*
ibid., l. 6, au lieu de : *quod conqueruntur aliquotiens* lisez : *quia aliquotiens conqueruntur.*
ibid., l. 13, au lieu de : *ex eo, quia*, lisez : *ex eo et pro eo, quia.*
ibid., l. 24, au lieu de : *sit*, lisez : *sic.*
ibid., l. 28, au lieu de : *sit et taliter quod bis et,* lisez : *sic et taliter quod bis vel.*
ibid., l. 32, au lieu de : *sit,* lisez : *sic.* — Au lieu de : *quoniam*, lisez : *quando.*
P. 543, l. 4, au lieu de : *per claustrale*, lisez : *pro claustrali.*
ibid., l. 5, au lieu de : *suas horas,* lisez : *horas suas.*
ibid., l. 7, au lieu de : *dominicas,* lisez : *canonicas.*
ibid., l. 8, au lieu de : *fit,* lisez : *sic.*
ibid., l. 12, au lieu de : *quam,* lisez : *nisi.*
ibid., l. 17, au lieu de : *Lamerii*, lisez : *Laurerii.*
ibid., l. 20, au lieu de : *in studio seu vagabundus*, lisez : *seu vagabundus in studio.* — Ajoutez à la fin de la ligne : *sibi.*
ibid., l. 25, au lieu de : *et*, lisez : *nec.*
ibid., l. 29, au lieu de : *apparere*, lisez : *scire.*
P. 544, l. 1, au lieu de : *crederet*, lisez : *credidit.*
ibid., l. 3, au lieu de : *bugis*, lisez : *virgis.*
ibid., l. 6, au lieu de : *sit*, lisez : *sic.*
ibid., l. 7, au lieu de : *aut*, lisez : *et.*
ibid., l. 13, au lieu de : *sit*, lisez : *sic.*
ibid., l. 16, au lieu de : *sit*, lisez : *sic.*
ibid., l. 19, au lieu de : *cotidie,* lisez : *coctidie.*
ibid., l. 21, au lieu de : *Naymes,* lisez : *Nayma.*
P. 545, l. 22. D'autres noms de témoins occupent les fol. 108-126 de l'original.
P. 546, l. 29, ajoutez après le cinquième mot : etiam.
ibid., l. 32, au lieu de : *Christianus,* lisez : *Christiani.*
P. 547, l. 26, au lieu de : *Rosio,* lisez : *Bosco.*

P. 548, l. 2, au lieu de : *dicebat,* lisez : *asserebat.*
ibid., l. 12, au lieu de : *Lamerii,* lisez : *Laurerii.*
ibid., l. 16, ajoutez après le huitième mot : *quas habuit.*
ibid., l. 18, ajoutez après le premier mot : etiam.
ibid., l. 26, ajoutez après le premier mot : etiam.
P. 549, l. 1, au lieu de : *habet*, lisez : *habuit.* — Ajoutez après le neuvième mot : dicto.
ibid., l. 3, au lieu de : *diocesis Mimatensis,* lisez : *Mimatensis diocesis.*
ibid., l. 9, ajoutez après le premier mot : etiam. — Au lieu de : *Naymes,* lisez : *Nayme.*
ibid., l. 13, au lieu de : *quatenus,* lisez : *quantum.*
ibid., l. 15, ajoutez après le premier mot : etiam.
ibid., l. 18, ajoutez après le neuvième mot : Decretalium.
ibid., l. 24, ajoutez après le premier mot : Decretalium.
ibid., l. 29, au lieu de : *Gredana,* lisez : *Gredona.*
ibid., l. 33, ajoutez après le troisième mot : prout dicebat.
P. 550, l. 1, ajoutez après le premier mot : etiam.
ibid., l. 5, ajoutez après le premier mot : quas habuit.
ibid., l. 6, ajoutez après le premier mot : etiam.
ibid., l. 10, ajoutez après le second mot : modici valoris.
ibid., l. 11, au lieu de : *habuit ab amicis suis, modici valoris,* lisez : *habuit ab amicis suis.*
ibid., l. 12. ajoutez après le premier mot : etiam.
ibid., l. 30, au lieu de : *dicebat,* lisez : *dicit.*
ibid., l. 32, ajoutez après le second mot : autem.
ibid., l. 34, ajoutez avant le premier mot : domino.
P. 551, l. 1, au lieu de : *proprium meum,* lisez : *meum proprium.*
ibid., l. 6, ajoutez la note suivante : Le titre qui vient en tête du document ne se trouve pas dans l'original des Archives du Vatican.
P. 558, l. 15, au lieu de : *certa,* lisez : *circa.*
ibid., l. 25, au lieu de : *fuit*, lisez : *sunt.*
P. 559. l. 2, au lieu de : *existant,* lisez : *existunt.*
ibid., l. 17, ajoutez après le sixième mot : sic recepti perinde censeantur et.
P. 564. l. 26, au lieu de : *geritis,* lisez : *geri*[*ti*]*s.*
P. 565, l. 2, au lieu de : *Montispesullani,* lisez : *Montispessullani.*
ibid., l. 9, au lieu de : *ab*, lisez : *ob.*
ibid., l. 18, au lieu de : *vos*, lisez : *nos.*
P. 566, l. 10, au lieu de : *set*, lisez : *sed.*
P. 578, l. 14, au lieu de : [*voluit*], lisez : *disposuerit.*
P. 582, l. 2, au lieu de : *Colunbriensi*, lisez : *Colimbriensi.*

P. 582, l. 14, au lieu de : *Valentinensis,* lisez : *Valentinensi.*
ibid., l. 24, au lieu de : *Bisuntinensis*, lisez : *Bisuntine.*
P. 583, l. 33, au lieu de : *Luxerii,* lisez : *Suxerii.*
P. 584, l. 6, au lieu de : *Bisuntinensis,* lisez : *Bisuntine.*
P. 585, l. 23, au lieu de : *Fuinch*, lisez : *Funiculi.*
ibid., l. 32, au lieu de : *Cornhionis,* lisez : *Corinhonis.*
P. 590, l. 17, au lieu de : *Bisuntinensis*, lisez : *Bisuntine.*
P. 592, l. 25, au lieu de : *Propenati*, lisez : *Perpennati.*
ibid., l. 31, au lieu de : *studentis*, lisez : *studenti.*
P. 593, l. 21, au lieu de : *Vives*, lisez : *Vines.*
ibid., l. 22, au lieu de : *Kolbeczhenet,* lisez : *Kolbeczhent.*
ibid., l. 26, au lieu de : *Maguntinensis,* lisez : *Maguntine.*
ibid., l. 33, au lieu de : *canonico et expresse,* lisez : *canonico expresse.*
P. 594, l. 29, au lieu de : *Vitimo,* lisez : *Vicino.*
ibid., l. 33, au lieu de : *Barrandi,* lisez : *Barraudi.*
P. 595, l. 26, au lieu de : *Itampa,* lisez : *Stampa.*
P. 596, l. 10, au lieu de : *Calneti,* lisez : *Calveti.*
ibid., l. 33, au lieu de : *Cartator,* lisez : *Cartatori.*
P. 597. l. 20, au lieu de : *Behe,* lisez : *Beke.*
P. 599, l. 14, au lieu de : *Vingon,* lisez : *Vingeron.*
ibid., l. 18, au lieu de : *Zabaterii,* lisez : *Çabaterii.*
P. 600, l. 28, au lieu de : *Gratianopolitanensis,* lisez : *Gratianopolitane.*
P. 602, l. 27, au lieu de : *Chaterine,* lisez : *Katherine.*
P. 604, l. 11, au lieu de : *Behe,* lisez : *Beke.*
ibid., l. 20, au lieu de : *Inghen,* lisez : *Iughen.*
ibid., l. 24, au lieu de : *magistro,* lisez : *magistrato.*
P. 606. l. 15, au lieu de : *dignitatum,* lisez : *dogmatum.*
P. 634, l. 4, au lieu de : *proh,* lisez : *proch.*
ibid., l. 11 et 15, au lieu de : *Salmano*, lisez : *Salirano.*
ibid., l. 27, au lieu de : *nobis exhibita,* lisez : *nobis nuper exhibita.*
P. 635, l. 4, au lieu de : *gubernari, vacans,* lisez : *gubernari, sic vacans.*
P. 636, l. 16, au lieu de : *canonicis, ut premittitur,* lisez : *canonicis, sic ut premittitur.*
P. 637, l. 30, au lieu de : *condictionis,* lisez : *conditionis.*
P. 638, l. 26, au lieu de : *summam*, lisez : *firmam.*
P. 639, l. 7, au lieu de : *monachis,* lisez : *monachos.*
P. 689, Appendice. Ajoutez en tête de l'Appendice les deux extraits suivants (Cf. Introduction du Cartulaire, p. 11) :

1° *Extrait de Anselme de Havelberg* (1137).

Hinc adolescenti succeditur advenienti
Mons Pessulanus, cui presidet incola sanus,
Phisica qua sedes medicis concessit et edes.
Hic et doctrina preceptaque de medicina
A medicis dantur, qui rerum vim meditantur,
Sanis cautelam, lesis adhibendo medelam.
Ergo manens didicit breviter, quod phisica dicit,
Perspiciens causas nature, res sibi clausas,
Non ut lucra ferat vel opes hoc ordine querat,
Set quia de rerum voluit vi noscere verum.

(*Anselmi Havelbergensis Vita Adelberti, Mogunt. episcopi*, dans *Biblioth. rerum germanicarum*, publ. p. Jaffé, t. III, p. 592).

2° *Lettre de S^t-Bernard au cardinal Hugues, évêque d'Ostie.*

... Jam de domino Lugdunensi [Héraclius de Montboissier, archevêque de Lyon] audite quod verum est et quod certum sit vobis. Vir ille agressus est iter cum multa pecunia et honorabili comitatu, prout decebat tantum Archiepiscopum : et ecce undique in ipso pene procinctu insidie inimicorum. Quid faceret vir desiderii ? Progredi non licebat et desistere a proposito sibi gravius omni captivitate judicabat. Comites suos partim remisit, partim dispersit. Massa pecunie se exoneravit, modicum retinens, unde cum paucis posset perficere viam. Quid plura ? venit cum tribus aut quatuor ministris, ipse nihilominus in habitu ministrante ; sicque strata publica cum turba promiscua peregrinorum, tamquam unus ex illis, pervenit ad Sanctum Ægidium. Cumque infirmaretur, pertransiit usque ad Montem Pessulanum. Ibi aliquamdiu commoratus, cum medicis expendit et quod habebat et quod non habebat.

(*S. Bernardi opera omnia... ex secundis curis Joh. Mabillon*, Paris, Guignard, 1690, 2 vol. in-fol. T. I, col. 288, Epist. CCCVII, anno 1153).

TABLE

Avant-Propos .... p. I.
Sources du Cartulaire de l'Université de Montpellier .... IX.
Privilegia Universitatis medicæ Monspeliensis .... IX.
Privilèges et Statuts .... XX.
Arrêts et Déclarations .... XXIII.
Liber Rectorum .... XXIV.
Sources diverses .... XXXII.
Manuscrits Germain .... XXXV.
Sceaux .... XXXVII.
Histoire de l'Université de Montpellier par A. Germain 1
Introduction 1
Première période. Des origines à 1289 13
Deuxième période. 1289-1561 30
Troisième période. 1561-1792 83
Cartulaire de l'Université de Montpellier 177
Appendice 687
Table chronologique 717
Table alphabétique 735
Errata 751

276008

ACHEVÉ D'IMPRIMER

PAR

LA MAISON RICARD FRÈRES

A MONTPELLIER

AVEC DES CARACTÈRES NEUFS

LE 17 MAI

1890

LF 2103 .A15 IMS

CARTULAIRE DE L'UNIVERSITE DE
MONTPELLIER 1, 1181-1400

LIBRARY
Pontifical Institute of Mediaeval Studies
113 ST. JOSEPH STREET
TORONTO, ONT., CANADA M5S 1J4